1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Passation d'avenants

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 27 septembre 2018

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 221 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	V2017/288	Travaux de construction du nouveau théâtre du Maillon à Strasbourg, Lot N° 13, ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES	931 649,34	EIFFAGE ENERGIE AFC	5	0 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 101 875,37 € HT)	10,93	1 033 524,71	31/05/2018
Objet de l'avenant au marché V2017/288: cet avenant porte sur la contractualisation des demandes de précisions intervenues avant attribution et visant à s'assurer de la bonne compréhension du chantier par l'entreprise.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	V2017/288	Travaux de construction du nouveau théâtre du Maillon à Strasbourg, Lot N° 13, ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES	931 649,34	EIFFAGE ENERGIE AFC	6	24 773,63 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 101 875,37 € HT)	13,59	1 058 298,34	14/06/2018
Objet de l'avenant au marché V2017/288: cet avenant porte sur les éléments suivants : - les installations électriques pour la signalétique dynamique - la mise en place de passes-câbles entre les salles et le parking car-régie - les modifications techniques de la zone office/bar du RDC.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	V2017/780	Travaux de restauration de toitures et de la cour Conrath dans les bâtiments composant l'Hôtel de Ville rue Brûlée à Strasbourg, Lot N° 3, Charpente bois	224 904,81	CHANZY PARDOUX	1	23 095,13	10,27	247 999,94	14/06/2018
Objet de l'avenant au marché V2017/780: cet avenant porte sur la reprise d'abouts de solives en supplément des reprises prévues dans le marché.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	V2017/781	Travaux de restauration de toitures et de la cour Conrath dans les bâtiments composant l'Hôtel de Ville rue Brûlée à Strasbourg, Lot N° 4, Couverture-zinguerie	689 530,67	CHANZY PARDOUX	2	35 302,05 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 7 678,96 € HT)	6,23	732 511,68	14/06/2018
Objet de l'avenant au marché V2017/781: cet avenant porte sur la dépose de voliges abîmées et la fourniture et pose de voliges supplémentaires										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	2016/191	Travaux de construction d'un gymnase à Strasbourg-Robertsau, Lot N° 8, Menuiserie intérieure bois-Parquet-Mobilier	258 357,11	JUNG MENUISERIE Sàrl	7	1 120 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 19 883,01 € HT)	8,13	279 360,12	27/06/2018
Objet de l'avenant au marché 2016/191: cet avenant porte sur la fourniture et pose d'une signalétique de repérage, pour les personnels d'intervention, des organes de commande des équipements techniques présents (vannes, eau, registres VMC, disjoncteurs) dans les faux-plafonds.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	V2014/ 744	Travaux d'aménagement et de construction d'une zone sportive et de loisirs sur l'Ile du Wacken à Strasbourg, Lot N° 20, TERRASSEMENTS – DRAINAGE – BORDURAGE – CLOTURE – INFRASTRUCTURE – SOLS ET EQUIPEMENTS SPORTIFS	1 647 501,34	COLAS/ IDVERDE	4	5 333,61 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 96 922,00 € HT)	6,21	1 749 756,95	27/06/2018
Objet de l'avenant au marché V2014/744: cet avenant porte sur : - le remplacement des buts à 11 et à 7 sur le terrain d'honneur. Ceux en place présentant de nombreux défauts inhérents à la qualité du matériel et difficilement compatibles avec les usages en sport compétition, ils seront remplacés par des matériels de gamme supérieure. - la protection "mousse" des poteaux pare-ballons, poteaux très proches du couloir intérieur de la piste d'athlétisme afin de limiter les risques en cas de collision notamment lors de l'emballement final.										

2

Communication au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 28 avril 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la Ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 221 000 € HT (fournitures et services) et à 5 548 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er mai et le 30 juin 2018.

Communiqué le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Accords-cadres (AC) à bons de commande / AC avec marchés subséquents

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20180403	17045V CONCEPTION ET RÉALISATION DE SUPPORTS DE COMMUNICATION POUR LE SHADOK	SECHER MARIE	67000 STRASBOURG	128 000
20180420	17050V2 - RECONSULTATION - NETTOYAGE MÉCANIQUE DU SABLE DES BACS À SABLE ET SAUTOIRS DES ÉCOLES PRIMAIRES ET DES AIRES DE JEUX DU SERVICE DES SPORTS ET DES ESPACES VERT DE LA VILLE DE STRASBOURG	CHEMOFORM France	67000 STRASBOURG	116 660
20180421	DM8001GE MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE AVEC PAYSAGISTE SUR LES QUARTIERS DE STRASBOURG	EMCH BERGER/LES ATELIERS PAYSAGISTES	67800 HOENHEIM	225 000
20180429	DE7004GE CONFECTION ET POSE DE GARDE-CORPS MÉTALLIQUES ET ÉLÉMENTS ANNEXES D'OUVRAGES D'ART SUR LES TERRITOIRES DE L'EUROMÉTROPOLE ET DE LA VILLE DE STRASBOURG GARDE-CORPS TYPE S8 ET SIMILAIRES	ENGELMANN ÉQUIPEMENT	57620 GOETZENBRUCK	100 000
20180441	DE7004GE CONFECTION ET POSE DE GARDE-CORPS MÉTALLIQUES ET ÉLÉMENTS ANNEXES D'OUVRAGES D'ART SUR LES TERRITOIRES DE L'EUROMÉTROPOLE ET DE LA VILLE DE STRASBOURG FOURNITURES ET POSE DE REMPLISSAGE DE GARDE-CORPS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE SÉCURITÉ	SNDS SOCIÉTÉ NOUVELLE DE SERRURERIE	67120 DUTTLENHEIM	100 000
20180459	17049GV CONSEIL, DÉFINITION ET MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE COMMUNICATION. CONCEPTION, RÉALISATION, MISE EN PAGE ET EXÉCUTION DES DIFFÉRENTS SUPPORTS DE COMMUNICATION. BIEN ENSEMBLE : ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS	LIGNE A SUIVRE/DATA PROJEKT/SKIN MAXIMISER	67100 STRASBOURG	520 000
20180460	17049GV CONSEIL, DÉFINITION ET MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE COMMUNICATION. CONCEPTION, RÉALISATION, MISE EN PAGE ET EXÉCUTION DES DIFFÉRENTS SUPPORTS DE COMMUNICATION. CITOYENNETÉ, CULTURE ET MODES DE VIE DE DEMAIN	WELCOME BYZANCE	67300 SCHILTIGHEIM	420 000
20180461	17049GV CONSEIL, DÉFINITION ET MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE COMMUNICATION. CONCEPTION, RÉALISATION, MISE EN PAGE ET EXÉCUTION DES DIFFÉRENTS SUPPORTS DE COMMUNICATION . URBANISME, HABITAT, DÉPLACEMENT ET MOBILITÉ	VOITURIEZ OBRINGER_PAN	67000 STRABOURG	260 000

20180463	17049GV CONSEIL, DÉFINITION ET MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE COMMUNICATION. CONCEPTION, RÉALISATION, MISE EN PAGE ET EXÉCUTION DES DIFFÉRENTS SUPPORTS DE COMMUNICATION. EUROPE ET RELATIONS INTERNATIONALES	LIGNE A SUIVRE/DATA PROJEKT/SKIN MAXIMISER	67100 STRASBOURG	400 000
20180478	17005GV PRESTATIONS DE TRADUCTION. TRADUCTION DE DOCUMENTS COURANTS DANS LES LANGUES OFFICIELLES DE L'UNION EUROPÉENNE	ADT TRAD	13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	60 000
20180513	18002V PRESTATIONS DE DÉGAGEMENT DE PLANTATION ET RÉGÉNÉRATION NATURELLE - FORÊT DU HOHWALD	ALSACE FORET	67130 LUTZELHOUSE	32 000
20180517	18007V COLLECTE ET VALORISATION DES BIODÉCHETS DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES ET LES ÉTABLISSEMENTS DE LA PETITE ENFANCE DE STRASBOURG	AGRIVALOR ENERGIE	68560 HIRSINGUE	220 000
20180532	18005V CONCEPTION ET RÉALISATION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION DU TAPS	FLORIMON MOCHEL	67000 STRASBOURG	128 000
20180542	18006V - FOURNITURE DE COUCHES, CULOTTES D'APPRENTISSAGE À USAGE UNIQUE ET DE LINGETTES POUR LES ÉTABLISSEMENTS GÉRÉS PAR LA DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'EDUCATION ET LE SERVICE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ DE LA PERSONNE	TOUSSAINT	67402 ILLKIRCH	180 000
20180556	18013GV INVENTAIRE, DIAGNOSTIC ET EXPERTISE DES ARBRES DIAGNOSTICS ARBORICOLES VISUELS, INVENTAIRES, PROSPECTIONS CAPRICORNES ASIATIQUE ET PLANS DE GESTION	ARBORETUDE	67120 MOLSHEIM	800 000

20180557	18013GV INVENTAIRE, DIAGNOSTIC ET EXPERTISE DES ARBRES DIAGNOSTICS ARBORICOLES APPROFONDIS À L'AIDE , EXPERTISE FAUNE	SILVA ENVIRONNEMENT	67000 STRASBOURG	400 000
20180558	18013GV INVENTAIRE, DIAGNOSTIC ET EXPERTISE DES ARBRES DIAGNOSTICS ARBORICOLES D'ANCRAGES ET DE RUPTURE PAR TESTS DE TRACTIONS	DELLUS VINCENT	85000 LA-ROCHE-SUR-YON	240 000
20180566	18012V ACQUISITION DE VAISSELLES ET D'USTENSILES DE CUISINE	COMPTOIR DE BRETAGNE	35741 PACE	200 000
20180627	18017V PRESTATIONS MULTISERVICES POUR L'ÉCOLE EUROPÉENNE DE STRASBOURG PRESTATIONS MULTISERVICES	ELIOR SERVICES PROPRETE	67012 STRASBOURG	Sans minimum ni maximum
20180533	ACCORD-CADRE / 18016GE FOURNITURE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE ET GAZ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDERPOINTS DE LIVRAISON SITUÉS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION GRDS	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum
		TOTAL ENERGIE GAZ	92250 LA GARENNE COLOMBES	Sans minimum ni maximum

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20180452	18004V2 CONCEPTION, PRODUCTION, RÉALISATION TECHNIQUE DU PROJET ÉVÈNEMENTIEL SUR LE BARRAGE VAUBAN (SECTEUR PETITE FRANCE) DANS LE CADRE DE FESTIVITÉ ESTIVALES 2018 (RECONSULTATION DU LOT 1 DE L'AFFAIRE 18004V)	PASSE MURAILLE	67000 STRASBOURG	200 000

20180430	18004V CONCEPTION, PRODUCTION, RÉALISATION TECHNIQUE DE TROIS PROJETS ÉVÈNEMENTIELS ET MULTI-SITES DANS LE CADRE DE FESTIVITÉ ESTIVALES 2018PROJET ÉVÈNEMENTIEL SUR LA PLACE DU CHÂTEAU (SECTEUR CATHÉDRALE)	ACT LIGHTING DESIGN	BELGIQUE	240 000
20180431	18004V CONCEPTION, PRODUCTION, RÉALISATION TECHNIQUE DE TROIS PROJETS ÉVÈNEMENTIELS ET MULTI-SITES DANS LE CADRE DE FESTIVITÉ ESTIVALES 2018PROJET ÉVÈNEMENTIEL SUR LE PALAIS UNIVERSITAIRE (SECTEUR NEUSTADT)	ARCHITECTURAL VISUEL EXCITERS	67120 ALTORF	220 000
20180481	18009GE ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG DANS LA DÉMARCHE CIT'ERGIE	ALTER ECHO	67290 ERCKARTSWILLER	33 600
20180646	18009V NETTOYAGE DE DIVERSES ÉCOLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG (PHASE 6).GROUPE SCOLAIRE MUSAU	EXIST	67370 TRUCHTERSHEIM	57 200
20180418	18010V INSTALLATION ET GESTION D'UNE BASE NAUTIQUE URBAINE DANS LE CADRE DES ANIMATIONS ET FESTIVITÉS ESTIVALES 2018 DE LA VILLE DE STRASBOURG	CONTRASTE	78380 BOUGIVAL	110 000
20180375	DC5021VA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA RESTAURATION DES TOITURES ET DE LA COUR CONRATH, AMÉNAGEMENT DE LOCAUX ET MISE AUX NORMES DIVERSES DANS LES BÂTIMENTS DE L'HÔTEL DE VILLE À STRASBOURG	OZIOLDEMICHELI/SEDIME/INGEDEC	67000 STRASBOURG	18 000
20180527	DC5024VA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT VESTIAIRE ET DE RÉNOVATION DU BÂTIMENT VESTIAIRE EXISTANT AU STADE DE LA CANARDIERE À STRASBOURG-MEINAUAMENAGEMENTS EXTERIEURS	TRABET	67500 HAGUENAU	15 068,6
20180528	DC5024VA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT VESTIAIRE ET DE RÉNOVATION DU BÂTIMENT VESTIAIRE EXISTANT AU STADE DE LA CANARDIERE À STRASBOURG-MEINAUETANCHEITE / COUVERTURE / ZINGUERIE	GASMI TOITURES	68180 HORBOURG WHIR	33 488,5
20180480	DC7018VA TRAVAUX DE RESTAURATION DES TOITURES DE LA COUR CONRATH DANS LES BÂTIMENTS COMPOSANT L'HÔTEL DE VILLE RUE BRÛLÉE À STRASBOURGRAVALEMENT-PIERRE DE TAILLE	RAUSCHER	67320 ADAMSWILLER	81 687,5
20180479	DC7022VA : TRAVAUX DE MISE EN SÉCURITÉ, ACCESSIBILITÉ ET RÉNOVATION DE L'ÉCOLE MATERNELLE VAUBAN À STRASBOURGSOLS SOUPLES	C.D.R.E.Comptoir des revêtements de l'Est	67404 ILLKIRCH CEDEX	21 575,9
20180378	DC7025VB - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RESTAURATION DU GROUPE SCOLAIRE DU HOHBERG - STRASBOURGCHAPE / CARRELAGE / FAÏENCE	C.D.R.E.Comptoir des revêtements de l'Est	67404 ILLKIRCH CEDEX	86 197,01

20180391	DC7025VB - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RESTAURATION DU GROUPE SCOLAIRE DU HOHBERG - STRASBOURGCHARPENTE MÉTALLIQUE	ATELIERS BOIS & Cie	52000 CHAUMONT	146 657,9
20180380	DC7025VB - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RESTAURATION DU GROUPE SCOLAIRE DU HOHBERG - STRASBOURGCHAUFFAGE / VENTILATION	ECCA SARL	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	214 300
20180379	DC7025VB - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RESTAURATION DU GROUPE SCOLAIRE DU HOHBERG - STRASBOURGÉQUIPEMENTS DE CUISINE	GYSS & GIUBILEI	67300 SCHILTIGHEIM	178 032,97
20180383	DC7025VC - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA RESTAURATION DU GROUPE SCOLAIRE DU HOHBERG - STRASBOURGSOLS SOUPLES	JEHU ET CIE	67800 HOENHEIM	27 066,42
2018595	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTURECHAUFFAGE / VENTILATION	SANICHAUF S.A.S.	57402 SARREBOURG-CEDEX	138 000
2018587	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREELECTRICITE	Electricité REMOND	67170 WINGERSHEIM	282 673
2018581	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREFLOCAGE	GEISTEL Robert	67120 DUTTLENHEIM CEDEX	69 084,34
2018580	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREMENUISERIE EXTERIEURE BOIS	Menuiserie JUNG	67790 STEINBOURG	158 958
2018583	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREMENUISERIE INTERIEURE BOIS	STUTZMANN AGENCEMENT	67320 DURSTEL	98 115,05
2018584	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREMOBILIER BOIS SUR MESURE	STUTZMANN AGENCEMENT	67320 DURSTEL	129 932,49

2018586	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREPEINTURE	KRATZEISEN PEINTURE	67170 BRUMATH	79 429,44
2018582	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREPLATRERIE	OLRY CLOISONS	68124 LOGELBACH	83 503,94
2018585	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTUREREVÊTEMENT DE SOL PIERRE / CARRELAGE	DIPOL S.A.	67118 GEISPOLSHEIM - GARE	28 821,58
2018600	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTURESANITAIRE	Paul HERRBACHGénie Climatique	67600 SELESTAT	21 230
2018578	DC7032VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE 5, PLACE DU CHÂTEAU À STRASBOURG - CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CIAP) ET BOUTIQUE CULTURETRANSFORMATION / GROS-ŒUVRE	SOTRAVEST	67110 OBERBRONN	311 453,6
20180433	DC7035VA - TRAVAUX DE CRÉATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITÉ DANS LE PATIO DE L'ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT À STRASBOURGCHARPENTE BOIS	BOIS 2 BOO	67730 CHATENOIS	25 000
20180439	DC7035VA - TRAVAUX DE CRÉATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITÉ DANS LE PATIO DE L'ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT À STRASBOURGCHAUFFAGE - VENTILATION	GENIE CLIMATIQUE DE L'EST	67800 BISCHHEIM	28 578,88
20180448	DC7035VA - TRAVAUX DE CRÉATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITÉ DANS LE PATIO DE L'ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT À STRASBOURGELECTRICITE - COURANT FAIBLE	EIE Electrification Industrielle de l'Est	67503 HAGUENAU CEDEX	12 912,56
20180432	DC7035VA - TRAVAUX DE CRÉATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITÉ DANS LE PATIO DE L'ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT À STRASBOURGGROS-ŒUVRE - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	ZENNA BATIMENT	68920 WINTZENHEIM	58 284,4
20180436	DC7035VA - TRAVAUX DE CRÉATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITÉ DANS LE PATIO DE L'ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT À STRASBOURGMENUISERIES EXTERIEURES BOIS	MENUISERIE ETTWILLER	57230 BITCHE	30 373,97

20180438	DC7035VA - TRAVAUX DE CRÉATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITÉ DANS LE PATIO DE L'ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT À STRASBOURGMENUISERIES INTERIEURES	Menuiserie Agencement JANTZI Ernest	67100 STRASBOURG	24 538,91
20180437	DC7035VA - TRAVAUX DE CRÉATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITÉ DANS LE PATIO DE L'ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT À STRASBOURGMETALLERIE - SERRURERIE	METALEST	67150 NORDHOUSE	9 884
20180405	DC7037VA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET DE MISE EN SÉCURITÉ DU GROUPE SCOLAIRE DU SCHLUTHFELD À STRASBOURG	VOLLMER MENUISERIE	67270 MELSHEIM	217 730
20180559		BOUYGUES BATIMENT	67028 STRASBOURG CEDEX	309 294,32
2018/494	DC7038VA- TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET MISE EN SÉCURITÉ DU PALAIS DES FÊTES - TRANCHE II À STRASBOURGDEMOLITIONS / DESAMIANTAGE	GAIAL	68000 COLMAR	445 483
2018621	DC7038VA- TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET MISE EN SÉCURITÉ DU PALAIS DES FÊTES - TRANCHE II À STRASBOURGELECTRICITE / COURANTS FAIBLES ET FORTS	EIE Electrification Industrielle de l'Est	67503 HAGUENAU CEDEX	645 499,32
2018618	DC7038VA- TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET MISE EN SÉCURITÉ DU PALAIS DES FÊTES - TRANCHE II À STRASBOURGSTRUCTURE / COUVERTURE	CBA/FRAMATEC	67550 VENDENHEIM	1 983 658,52
2018622	DC7038VA- TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET MISE EN SÉCURITÉ DU PALAIS DES FÊTES - TRANCHE II À STRASBOURGVOIRIES / ESPACES VERTS	DENNI LEGOLL	67214 OBERNAI CEDEX	38 323,7
20180524	DC8003VA -TRAVAUX DE RÉFECTION DES FAÇADES DE LA HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN (HEAR)MENUISERIE EXTÉRIEURE ALUMINIUM - TRANCHE 1 - 2018	MENUISERIE ETTWILLER	57230 BITCHE	11 840
20180516	DC8003VA -TRAVAUX DE RÉFECTION DES FAÇADES DE LA HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN (HEAR)RÉNOVATION DE FAÇADE EN BRIQUES/ PIERRE / RAVALEMENT	CHANZY PARDOUX	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	27 995,85
20180522	DC8003VA -TRAVAUX DE RÉFECTION DES FAÇADES DE LA HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN (HEAR)TRAVAUX DE RÉPARATION DE COUVERTURE ARDOISE/ ZINGUERIE	VONTHRON	67116 REICHSTETT	6 745,58
20180523	DC8003VA -TRAVAUX DE RÉFECTION DES FAÇADES DE LA HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN (HEAR)TRAVAUX DE RESTAURATION DE CÉRAMIQUES	TOLLIS	94550 CHEVILLY LARUE	17 627
20180415	DME8002V TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE GRESSWILLER ET DU CHEMIN DU GLIESBERG À STRASBOURG-MONTAGNE VERTETRAVAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC RUE DE GRESSWILLER ET CHEMIN DU GLIESBERG À STRASBOUR	SOGECA	67850 HERRLISHEIM	81 854

20180416	DME8002V TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE GRESSWILLER ET DU CHEMIN DU GLIESBERG À STRASBOURG-MONTAGNE VERTETRAVAUX D'ESPACES VERTS RUE DE GRESSWILLER ET CHEMIN DU GLIESBERG À STRASBOURG-M	EST PAYSAGES D'ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	69 793,2
20180632	DME8004V RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE SOULTZ À STRASBOURG NEUDORFAMÉNAGEMENT PAYSAGER	ID VERDE	67810 HOLTZHEIM	74 984,86
20180631	DME8004V RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE SOULTZ À STRASBOURG NEUDORFECLAIRAGE PUBLIC	SOGECA	67850 HERRLISHEIM	154 997,5

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2018/412	VALORISATION DE L'IMAGE DE LA VILLE DE STRASBOURG INTERNATIONAUX DE TENNIS 2018	QUARTERBACK	75016 PARIS	36738,61	03/05/2018
2018/417	COMMISSARIAT D'EXPOSITION "COSTUMES D'ALSACE ETOFFES D'UN MONDE"	MAISON BOSSERT	67000 STRASBOURG	6000	04/05/2018
2018/423	TRVX CREATION ESPACE DE CONVIVIALITE PATIO ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT STRASBOURG - LOT 3	SMAC ACIEROID	67100 STRASBOURG	13700	04/05/2018
2018/428	TRVX CREATION ESPACE DE CONVIVIALITE PATIO ESPACE CULTUREL DJANGO REINHARDT STRASBOURG - LOT 10	ROESSEL	67800 HOENHEIM	14990	04/05/2018
2018/442	OPERATIONS DE BROYAGE DANS LES JARDINS FAMILIAUX	MANU JARDINS LES NOUVEAUX PAYSAGISTES	67560 ROSHEIM	24000	14/05/2018
2018/444	TRVX REFECTION DU MONTE-CHARGE PAVILLON JOSEPHINE STRASBOURG LOT 1	OTIS	67200 STRASBOURG	41000	14/05/2018
2018/453	CONSERVATION RESTAURATION APRES SINISTRE D'UN MOULAGE SUR L'OEUVRE "METOPE DU PARTHENON"	PALAZZO AZZURRA	75116 PARIS	6538	15/05/2018
2018/454	CONCEPTION, FOURN ET TIR D'UN SPECTACLE PYROTECHNIQUE LE 14 JUILLET 2018 A STRASBOURG	JOUETS ET SPECTACLES DE L'EST	54510 TOMBLAINE	44900	15/05/2018
2018/455	LOCATION MOYENS VIDEO GRAND APERCU 24/05/2018	VIA STORIA	67300 SCHILTIGHEIM	7950	15/05/2018
2018/457	TVX MIGRATION SYSTEME DE GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE ET AUTOMATISME ECLAIRAGE MAMCS	EST MAINTENANCE SERVICE VINCI FACILITIES	67800 HOENHEIM	88650	16/05/2018
2018/466	CONTROLE TECHNIQUE RESTRUCTURATION ET MISE EN SECURITE GROUPE SCOLAIRE DU SCHLUTHFELD A STRASBOURG	BUREAU ALPES CONTROLES	67202 WOLFISHEIM	22710	17/05/2018
2018/467	TRVX MISE EN PLACE D'UNE CLIMATISATION ET FERMETURE VOLETS AJOURES RUE DE BALE HALTE-GARDERIE A STRASBOURG	AXE ENERGIES AIR CONDITIONNE DE L EST	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	9600	18/05/2018

2018/482	LOCATION MONTAGE DEMONTAGE D'UN ENSEMBLE SCENE COUVERTE ET ANNEXES MANIFESTATION SYMPHONIE DES ARTS 2018	STACCO	67310 WASSELONNE	52680	24/05/2018
2018/484	CAPTATION SON ET VIDEO SYMPHONIE DES ARTS DU 29 JUIN 2018 AU 1ER JUILLET 2018	VIA STORIA	67300 SCHILTIGHEIM	7986	24/05/2018
2018/487	CAMPAGNE DE NUMERISATION / OCR POUR LA VILLE DE STRASBOURG	FLASH COPY LES COTEAUX DE LA MOSSIG	67310 WASSELONNE	18000	05/06/2018
2018/488	TRVX ECLAIRAGE PUBLIC REAMENAGEMENT RUE DE LIEGE STRASBOURG	SOC ELECTRICITE ECLAIRAGE ILLUMINATION SE2I	67207 NIEDERHAUSBERGEN	28646,5	25/05/2018
2018/490	PREPARATION ET CONDUITE DU SEMINAIRE DE DIRECTION SOLIDARITES ET SANTE	PRICEWATERHOUSECOOPERS ADVISORY	67100 STRASBOURG	19800	25/05/2018
2018/510	SPECTACLE PYROTECHNIQUE "SYMPHONIE DES ARTS" DU 29 JUIN AU 1ER JUILLET 2018	EMBRASIA	57290 FAMECK	7000	30/05/2018
2018/511	HONORAIRE GALERIE D'ART POUR FAILE VERRIERE + TRAM HAPPY TWENTY MAMCS	MAGDA DANYSZ SARL	75011 PARIS 11	20000	31/05/2018
2018/514	TRVX D'ENCOFFREMENT DE L'ORGUE CLASSE PALAIS DES FETES TRXV RESTRUCTURATION MISE EN SECURITE PALAIS DES FETES	BLUMENROEDER QUENTIN MANUFACTURE BLUMENROEDER	67500 HAGUENAU	21054	04/06/2018
2018/519	SPECTACLE VIVANT "A L'OMBRE D'UN NUAGE" DU 17 AU 18 JUILLET 2018	EN ATTENDANT	21000 DIJON	3452,2	05/06/2018
2018/521	FOURN. ET POSE D'UN FILM UV AU MUSEE D'ARTS DECORATIFS	LEPERCQ-ORY	69680 CHASSIEU	10244	05/06/2018
2018/534	SPECT VIVANT "PARTOUT LA MAIN DU REVE A TRACE LE DESSIN" TAPS LAITERIE DU 11 AU 15 DÉCEMBRE 2018	LE MYTHE DE LA TAVERNE CHEZ MONSIEUR RAPHAEL PICARD	68000 COLMAR	11454	07/06/2018
2018/535	CONCEPTS DE COMMUNICATION AUTOUR DE L'OPERATION BIBLIOTHEQUES IDEALES 2018-2020	ATELIER POSTE 4	67000 STRASBOURG	75000	07/06/2018
2018/536	FOURN. DE CHAUDIERES ECOLE STOCKFELD A STRASBOURG	THERMO CONCEPTS THERMO CONCEPTS THERMO AUDIT	67470 SELTZ	39000	07/06/2018
2018/541	EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE STOSKOPF A STRASBOURG LOT 1	BMI BATIMENT MAINTENANCE INDUSTRIELLE	67230 BENFELD	76668,73	07/06/2018

2018/541	EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE STOSKOPF A STRASBOURG LOT 1	BMI BATIMENT MAINTENANCE INDUSTRIELLE	67100 STRASBOURG	76668,73	07/06/2018
2018/551	ACQUISITION D'UN COMPACTEUR ROTATIF	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	10900	13/06/2018
2018/555	ACQUISITION DE 3 HUMIDIFICATEURS POUR LE MUSEE DES BEAUX ARTS	TEMUS	99999 9999 FAHRENBACH	9099,72	13/06/2018
2018/560	PRESTATION INTELLECTUELLE D'ARCHEOLOGIE TRVX RESTAURATION MUR D'ENCEINTE MEDIEVAL PLACE STE MADELEINE A STRASBOURG	ARCHEOLOGIE ALSACE PAIR	67600 SELESTAT	27265	14/06/2018
2018/561	SPECTACLE INTITULE "LA NUIT DORT AU FOND DE MA POCHE" LE 09/08/2018	OH LALA	67100 STRASBOURG	1573,6	14/06/2018
2018/562	SPECTACLE VIVANT INTITULE "L'UN DANS L'AUTRE" LE 26/07/2018	COMPAGNIE LA MUE TTE	54000 NANCY	3268,3	14/06/2018
2018/563	SPECTACLE VIVANT INTITULE "BRUIT DE COULOIR" LE 02/08/2018	LA MAIN DE L HOMME CHEZ MATHILDE BONHOMME HASEWAGA	67100 STRASBOURG	3674	15/06/2018
2018/567	JALONNEMENT PIETONNIER	ISOSIGN	71210 SAINT EUSEBE	24000	18/06/2018
2018/570	INSERTION QUALIFICATION PROFESSIONNELLE AU PROFIT DE JEUNES ELOIGNES DE L'EMPLOI RENOVATION DE MOBILIER URBAIN	LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE	67200 STRASBOURG	89650	19/06/2018
2018/571	RESTAURANT SCOLAIRE MEINAU : RESTRUCTURATION OFFICE	MAINTENANCE EQUIPEMENT ALIMENTAIRE ARTABIA	67230 WESTHOUSE	49900	19/06/2018
2018/572	CONCEPTION GRAPHIQUE CATALOGUE 1518	PANE FARRE PIERRE	99999 04275 LEIPZIG	6633,6	19/06/2018
2018/573	PROCESSUS TOUT BAC INOX ET TRI DES DECHETS RESTAURATION SCOLAIRE DU RHIN	MAINTENANCE EQUIPEMENT ALIMENTAIRE ARTABIA	67230 WESTHOUSE	55800	19/06/2018
2018/575	CONTROLE TECHNIQUE CREATION DE SALLE DE CLASSE GROUPE SCOLAIRE STOCKFELD A STRASBOURG	BUREAU ALPES CONTROLES	67202 WOLFISHEIM	9435	19/06/2018
2018/576	CONCEPTION SCENOGRAPHIQUE REALISATION PARCOURS EDUCATIF ET INTERACTIF AUTOUR DE L'EDUCATION A L'EGALITE DES DROITS	LES BATISSEURS D INSTANTS	67000 STRASBOURG	20925	20/06/2018
2018/577	TVX MISE EN SECURITE ET CREATION SALLE DE GYM POUR LE GUMNASE CANARDIERE. CONTROLE TECHNIQUE	BUREAU ALPES CONTROLES	67202 WOLFISHEIM	9298	20/06/2018

2018/604	ORGANISATION FEU D'ARTIFICE FOIRE ST JEAN 2018	PYRAGRIC INDUSTRIE	69140 RILLIEUX LA PAPE	9000	21/06/2018
2018/605	MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS FOIRE ST JEAN 2018	ADPC 67 CROIX BLANCHE FFSS TERRE NEUVE	67100 STRASBOURG	21316,23	21/06/2018
2018/608	FOURN. MOBILIER DE PRESENTATION MATERNELLE CRONENBOURG ET ELEMENTAIRE CAMILLE HIRTZ	DENIS PAPIN COLLECTIVITES	79300 BRESSUIRE	15000	21/06/2018
2018/609	MATERIELS DESTINES A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, FORETS ET VOIRIES	TRONCONNEUSES DE L EST	67190 HEILIGENBERG	17000	29/06/2018
2018/610	MATERIELS DESTINES A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, FORETS ET VOIRIES	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	10000	29/06/2018
2018/612	MATERIELS DESTINES A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, FORETS ET VOIRIES	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	5000	29/06/2018
2018/613	MATERIELS DESTINES A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, FORETS ET VOIRIES	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	12500	29/06/2018
2018/614	MAINTENANCE SYSTEME DE BRUMISATION DANS LES SERRES DE L'ORANGERIE	DUTRIE	59270 BAILLEUL	4553,3	22/06/2018
2018/617	SPECTACLE VIVANT INTITULE "TOUT D'ABORD" DU 07/08/2018 AU 08/08/2018	COMPAGNIE MANIE	21000 DIJON	2372	25/06/2018
2018/626	FOURN DE 8 BARBECUES POUR LE JARDIN DES 2 RIVES	SATD SPORT	67130 RUSS	8715	27/06/2018
2018/635	ORGANISATION DE STRASCULTURE A STBG LE 8 SEPTEMBRE 2018	CANDIDE	67000 STRASBOURG	34820	28/06/2018
2018/636	TRVX TRANSFORMATION DE SALLES DE CLASSE ECOLE EUROPEENNE DE STRASBOURG - LOT 34	TH SIGNALISATION	67100 STRASBOURG	10231,56	28/06/2018
2018/637	RESTRUCTURATION DE LA LAVERIE DU RESTAURANT SCOLAIRE ELEMENTAIRE ECOLE STE MADELEINE - LOT 01	ENTREPRISE LEON	67480 AUENHEIM	9803,57	28/06/2018
2018/638	RESTRUCTURATION DE LA LAVERIE DU RESTAURANT SCOLAIRE ELEMENTAIRE ECOLE STE MADELEINE - LOT 04	DECOPEINT	67840 KILSTETT	1225	28/06/2018
2018/639	TRVX DE CURAGE RESTRUCTURATION ET MISE EN SECURITE PALAIS DES FETES A STRASBOURG - LOT 101	GAIAL	68000 COLMAR	22048	28/06/2018
2018/649	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 1	COMITE DEPARTEMENTD ESCRIME DU BAS RH	67200 STRASBOURG	2957,5	29/06/2018
2018/650	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 2	STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	67000 STRASBOURG	3080	29/06/2018

2018/651	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 3	COMITE DEPART HALTEROPHILIE BAS RHIN	67200 STRASBOURG	3080	29/06/2018
2018/652	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 4	EUROMETROPOLE STRASBOURG TAEKWONDO ESTKD	67200 STRASBOURG	2345	29/06/2018
2018/656	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 7	CERCLE D ECHECS DE STRASBOURG	67000 STRASBOURG	3692,5	29/06/2018
2018/657	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 8	MARTIN YVES	67100 STRASBOURG	528	29/06/2018
2018/658	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 9	LA PARENTHESE YOGA	67000 STRASBOURG	560	29/06/2018
2018/659	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ANIMATIONS TOURNEE STRAS'EN FORME LOT 10	HEITZ PASCALE AMELIE	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	560	29/06/2018

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Représentation de la Ville au sein de différentes instances.

Le Conseil municipal est appelé à désigner son-sa représentant-e pour siéger au sein des instances suivantes :

1) en remplacement de Mme Christel KOHLER :

- SERS (conseil d'administration) : 1 membre titulaire.

2) en remplacement de M. Olivier BITZ,

- SPL des Deux-Rives (assemblée générale) : 1 membre titulaire,
- Réseau GDS (conseil d'administration) : 1 membre titulaire,
- Commission mixte paritaire chargée des rapports financiers entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg : 1 membre titulaire,
- Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la Ville de Strasbourg : 1 membre titulaire,
- Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLET) : 1 membre titulaire,
- Commission du patrimoine chargée du suivi et de la mise en œuvre d'un plan stratégique du patrimoine municipal privé bâti de la Ville de Strasbourg : 1 membre titulaire,
- Commission de protection des sites : 1 membre titulaire,
- Commission d'examen des demandes d'indemnisation des préjudices économiques tramway : 1 membre titulaire,
- Lycée strasbourgeois : compétence Région : Lycée Jean Geiler de Kaysersberg : 1 membre suppléant,
- Jardins d'Enfants / Halte-garderie rue Fritz : 1 membre titulaire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
désigne

son-sa représentant-e au sein des organismes ci-dessous :

Organismes	***titulaire/suppléant-e***	***Prénom Nom***
SERS (conseil d'administration)	*1 membre titulaire*	*Nicole DREYER*
SPL des Deux-Rives (Assemblée générale des actionnaires)	*1 membre titulaire*	*Henri DREYFUS*
Réseau GDS (conseil d'administration)	*1 membre titulaire*	*Michèle SEILER*
Commission mixte paritaire chargée des rapports financiers entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg	*1 membre titulaire*	*Serge OEHLER*
Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la ville de Strasbourg	*1 membre titulaire*	*Serge OEHLER*
Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLET)	*1 membre titulaire*	*Serge OEHLER*
Commission du patrimoine chargée du suivi et de la mise en œuvre d'un plan stratégique du patrimoine municipal privé bâti de la ville de Strasbourg	*1 membre titulaire*	*Jean WERLEN*
Commission de protection des sites	*1 membre titulaire*	*Michèle SEILER*
Commission d'examen des demandes d'indemnisation des préjudices économiques tramway	*1 membre titulaire*	*Serge OEHLER*
Lycée strasbourgeois : compétence Région : Lycée Jean Geiler de Kaysersberg	*1 membre suppléant-e*	*Nicolas MATT*
Jardins d'Enfants / Halte-garderie rue Fritz	*1 membre titulaire*	*Nicolas MATT*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 3

Représentation de la Ville au sein de différentes instances.

Pour	**43**	AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, WILLENBUCHER-Philippe
	25	
Contre	**1**	SCHMITT-Michael
Abstention	**16**	ABRAHAM-Julia, CALDEROLI-LOTZ-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, REMOND-Thomas, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc, SCHALCK-Elsa, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Avis sur les emplois Ville.

Les emplois relevant des compétences de la Ville de Strasbourg sont créés par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur des suppressions, des créations et des transformations d'emplois.

1) des suppressions d'emplois présentées en annexe 1 préalablement soumises pour avis au CT :

- 2 emplois au sein de la Direction des Solidarités et de la santé, l'une consistant en un passage d'un TNC 17h30 à un temps complet, l'autre permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 3 emplois au sein de la Direction de la Culture, l'une permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 1 emploi à la Direction de l'Enfance et de l'éducation permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction.

2) des créations d'emplois présentées en annexe 2 :

- 4 emplois au sein de la Direction des Solidarités et de la santé, dont l'une compensée par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction, une consistant en un passage d'un TNC 17h30 à un temps complet financé par l'ARS, une autre également financée par l'ARS et une d'un emploi de doctorant financée partiellement par l'ANRT dans le cadre du dispositif CIFRE-CRAPS ;
- 1 emploi à la Direction de la Culture compensé par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 1 emploi à la Direction l'Enfance et de l'éducation compensé par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 1 emploi au sein de la Direction Urbanisme et territoires dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau règlement municipal relatif au changement d'usage des locaux d'habitation.

3) des transformations d'emplois présentées en annexe 3.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.
Il s'agit notamment de la réorganisation :
- du service Funéraire,
- du service Action culturelle,
- de l'Orchestre philharmonique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 secrétaire-assistant	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement). Préparer et suivre des dossiers.	Temps non complet 17h30	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Suppression d'emploi soumise au CT du 19/09/18.
Direction des Solidarités et de la santé	CCAS	1 régulateur	Encadrer et accompagner l'équipe, l'aider à apporter les meilleurs réponses possibles. Mettre à jour de la base de données. Suivre les orientations difficiles. Superviser la production statistique, les analyses et commentaires.	Temps complet	Moniteur-éducateur intervenant familial ou assistant socio-éducatif ou rédacteur	Moniteur-éducateur intervenant familial à moniteur-éducateur intervenant familial principal Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif principal Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 19/09/18.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 professeur de danse - coordinateur pédagogique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline (classique, contemporaine ou jazz), partager son expérience et sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 19/09/18.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 responsable technique et sécurité bâtiment	Garantir la sécurité la maintenance et l'entretien technique des bâtiments. Organiser et assurer sur le plan technique l'exploitation, la surveillance et les interventions des bâtiments.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 19/09/18.
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 agent d'entretien	Assurer l'entretien des locaux.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi suite au CTP du 23/06/11.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	1 ASEM	Assister le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants.	Temps complet	ASEM	ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 19/09/18.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi				Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Protection des mineurs	1 agent d'accueil	Animer et organiser l'espace d'accueil. Accueillir et orienter le public.	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 chargé d'études	Effectuer des travaux de recherche sur une thématique particulière.	Attaché	Attaché	Emploi de doctorant créé dans le cadre du dispositif CIFRE-CRAPS, financée partiellement par l'ANRT.
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 secrétaire-assistant	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement). Préparer et suivre des dossiers.	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Emploi financé par l'ARS.
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 référent médical	Apporter son expertise auprès de l'équipe et pour les programmes. Assurer le lien avec les médecins prescripteurs. Contribuer à l'identification et l'évaluation des besoins. Participer au recueil et à l'analyse des données.	Médecin	Médecin de 2ème classe à hors classe	Emploi financé par l'ARS.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 assistant scolarité	Instruire et suivre les dossiers des élèves. Elaborer et suivre les plannings des cours. Assurer la gestion des absences et remplacements des enseignants. Organiser les examens. Administrer la base de données.	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la réorganisation du Centre chorégraphique soumise au CT du 11/06/18
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	1 accompagnant en école maternelle	Assister les ASEM dans la prise en charge des enfants. Préparer et nettoyer les matériels servant aux activités.	Agent social	Agent social à agent social principal de 1ère classe	
Direction Urbanisme et territoires	Police du bâtiment	1 instructeur changement d'usage des locaux	Instruire les demandes de changement d'usage des locaux. Contrôler les usages autorisés et les locations de courte durée. Gérer les litiges.	Technicien ou rédacteur	Technicien à technicien principal de 1ère classe Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau règlement municipal relatif au changement d'usage des locaux d'habitation.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Direction des Solidarités et de la santé	1 chargé de mission ville hospitalière	Contribuer et piloter des projets dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef de service calibré d'attaché à directeur, conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif).
Direction des Solidarités et de la santé	CCAS	3 agents d'accueil, de médiation et d'entretien	Accueillir et orienter le public. Assurer des missions de médiation. Effectuer l'entretien des locaux.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant 2 agents d'entretien et d'accueil et 1 caissier) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	1 responsable du département administratif - adjoint au chef de service	Encadrer le département. Veiller à l'application de la législation funéraire et du règlement des cimetières. Garantir une veille juridique en matière de police des cimetières. Seconder ou remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Attaché	Attaché principal à directeur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au chef de service - responsable administratif) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	3 gestionnaires de concessions	Assurer l'accueil du public. Gérer les concessions. Délivrer des prestations administratives. Instruire et gérer des dossiers. Apporter conseil et expertise.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent d'accueil calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	1 responsable de la police funéraire - adjoint au responsable de département	Apporter son expertise de matière de police funéraire et de sécurité des cimetières. Administrer la base de données. Instruire et gérer des dossiers. Seconder et remplacer le responsable de département en son absence.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de la police funéraire calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	1 responsable de la gestion du domaine funéraire	Assurer la gestion domaniale des cimetières. Instruire et superviser la reprise des concessions. Instruire des dossiers spécifiques. Apporter conseil et expertise.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	1 responsable du département opérationnel	Encadrer le département. Programmer, piloter et suivre les projets d'aménagement et les travaux d'entretien.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de la cellule opérationnelle calibré technicien principal de 2ème classe à 1ère classe) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	1 magasinier	Commander, réceptionner, distribuer et entretenir le matériel. Gérer le stock. Elaborer et mettre à jour les bases de données et tableaux de bord.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de logistique calibré adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	5 premiers adjoints au responsable de cimetières	Seconder et remplacer le responsable en son absence. Assurer l'accueil et la police des opérations funéraires. Veiller aux travaux d'entretien. Participer au suivi de missions transversales.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions pour 3 emplois (avant premier adjoint au responsable de grand cimetière), modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour 2 emplois (avant adjoint au responsable d'un petit cimetière calibré adjoint technique à agent de maîtrise principal) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	5 seconds adjoints au responsable de cimetières	Seconder et remplacer en leur absence le responsable de cimetières et son premier adjoint. Assurer l'accueil et la police des opérations funéraires. Veiller aux travaux d'entretien.	Temps complet	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions pour 3 emplois (avant deuxième adjoint au responsable de grand cimetière), modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour 2 emplois (avant adjoint au responsable d'un petit cimetière calibré adjoint technique à agent de maîtrise principal) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	3 responsables de cimetières	Assurer la responsabilité de cimetières (sécurité du site, participation aux projets transversaux). Encadrer l'équipe. Assurer l'accueil et la police des opérations funéraires. Veiller aux travaux d'entretien. Piloter et suivre des missions transversales.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de grand cimetière) suite au CT du 11/06/18.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 coursier	Réaliser le transport des colis, documents et matériels. Participer aux autres activités de la cellule.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant manutentionnaire) suite au CT du 02/07/15.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 agent logistique	Commander, réceptionner, stocker et distribuer le matériel.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant manutentionnaire) suite au CT du 02/07/15.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 assistant ressources	Assurer la gestion quotidienne administrative, des ressources humaines et financières, et logistique. Etablir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Encadrer une équipe.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable ressources calibré d'attaché à attaché principal) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 secrétaire-assistant - agent d'accueil	Assurer le secrétariat (frappe, classement). Suivre certains dossiers. Assurer l'accueil physique et téléphonique, renseigner et orienter les publics.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent d'accueil calibré d'adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 agent technique polyvalent et d'accueil	Assurer la maintenance courante. Suivre les interventions techniques. Assurer la logistique des actions et des matériels. Assurer l'accueil physique et téléphonique, renseigner et orienter les publics.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent d'accueil calibré d'adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 assistant de projets, de médiation et de communication	Contribuer à l'organisation et à la mise en œuvre de projets. Participer à la programmation et à la mise en œuvre d'actions de médiation et de communication.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire comptable calibré d'adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 assistant de direction et de production	Assister le directeur général et le directeur musical et artistique dans leur gestion quotidienne dans différents domaines (secrétariat, communication, information, accueil). Préparer et suivre certains dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 responsable de la coordination artistique	Organiser et coordonner la production des concerts. Encadrer les équipes. Elaborer et suivre le budget de production. Rédiger les contrats.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de production) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 responsable ressources	Coordonner et assurer la gestion administrative, financière et des ressources humaines. Gérer la régie de recettes. Piloter et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'attaché à attaché principal).
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 directeur général	Piloter et mettre en œuvre un projet stratégique pour l'orchestre. Mettre en œuvre la programmation. Superviser la gestion administrative, financière et technique. Assurer la représentation et la promotion de l'orchestre.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à administrateur hors classe	Modification de l'intitulé (avant administrateur général) suite au CT du 11/06/18.
Direction de la Culture	Médiathèques	1 responsable du réseau municipal des médiathèques	Participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique de la lecture publique. Encadrer les équipes et coordonner les actions des médiathèques du réseau. Superviser le budget. Piloter des dossiers spécifiques.	Temps complet	Conservateur du patrimoine et des bibliothèques	Conservateur des bibliothèques à conservateur en chef des bibliothèques	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant directeur-adjoint, responsable du réseau municipal) suite au CT du 10/07/18.
Direction des Relations européennes et internationales	Direction de mission "Droits de l'Homme et Europe à Strasbourg"	1 directeur de mission	Piloter des projets et organiser des actions promouvant Strasbourg en tant que capitale européenne des Droits de l'Homme et comme capitale parlementaire et démocratique de l'Europe.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à administrateur hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de mission calibré attaché à attaché principal) suite au CT du 04/04/18.
Transformations avec incidence financière à la hausse							

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 chargé de projets - responsable de dispositif	Contribuer à l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation de la politique de promotion de la santé. Développer et suivre des projets spécifiques. Encadrer une équipe projet. Piloter et encadrer le dispositif de prise en charge pluridisciplinaire des mineurs obèses et en surpoids.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif ou cadre de santé ou puéricultrice ou médecin	Attaché à directeur Conseiller socio-éducatif Cadre de santé de 2ème classe à 1ère classe Puéricultrice de classe normale à hors classe Médecin de 2ème classe à hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de projets calibré d'attaché à attaché principal, conseiller socio-éducatif, cadre de santé de 2ème classe à 1ère classe, puéricultrice de classe normale à hors classe et médecin de 2ème classe à 1ère classe).
Direction des Solidarités et de la santé	Santé et autonomie	1 chargé de projets, coordinateur de l'atelier santé ville et du contrat local de santé	Contribuer à l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation de la politique de promotion de la santé. Développer et suivre des projets spécifiques. Coordonner l'atelier santé ville et le contrat local de santé.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif ou cadre de santé ou puéricultrice ou médecin	Attaché à attaché principal Conseiller socio-éducatif Cadre de santé de 2ème classe à 1ère classe Puéricultrice de classe normale à hors classe Médecin de 2ème classe à hors classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'attaché à attaché principal, conseiller socio-éducatif et cadre de santé de 2ème classe à 1ère classe).
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 adjoint au responsable de département	Contribuer à la définition des orientations stratégiques de la gestion des ouvrages d'art. Piloter et suivre des dossiers spécifiques. Seconder et remplacer le responsable de département en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe).
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Direction Urbanisme et territoires	Mission participation citoyenne	1 chef de projet budget participatif	Coordonner, organiser et animer le dispositif. Analyser et suivre les projets. Organiser des évènements. Participer à la communication.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef de projet - coordinateur du Conseil consultatif des résidents étrangers calibré d'attaché à directeur).
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	1 chargé d'évènements	Définir le contenu artistique des événements et les moyens logistiques. Assurer la coordination des événements et manifestations. Encadrer le personnel mobilisé sur les manifestations. Préparer les budgets et assurer le suivi financier.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au chef de service calibré d'attaché à directeur).
Transformations sans incidence financière							
Direction Urbanisme et territoires	Police du bâtiment	1 instructeur-contrôleur enseignes et affichage publicitaire	Assurer l'instruction et la délivrance des demandes d'autorisations de pose d'enseignes et d'affichage publicitaire. Contrôler et relever sur le terrain le respect des autorisations délivrées et des objets posés sans autorisation.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé d'accueil référent calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe).

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Elections professionnelles du 6 décembre 2018. Constitution d'un comité technique et de commissions consultatives paritaires de catégorie A, B et C communs à l'Eurométropole de Strasbourg et à la Ville de Strasbourg en faveur des personnels employés par la Ville.

Le 6 décembre 2018 se dérouleront, simultanément dans les trois fonctions publiques, les élections professionnelles pour procéder à la désignation des représentants-es du personnel aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires (catégories A, B et C).

Pour la première fois depuis l'instauration du statut de la fonction publique territoriale, les agents-es contractuels-les seront appelés-es à désigner leurs délégués-es pour siéger à la commission consultative paritaire. Cette nouvelle commission, à l'instar de la commission administrative paritaire pour les fonctionnaires, aura à connaître de décisions individuelles (licenciement, reclassement, refus de télétravail…) concernant les agents-es contractuels-les de la collectivité.

Elle se constituera en conseil de discipline pour l'examen des demandes de sanction dépassant le blâme ou l'avertissement.

Sont électeurs-trices et éligibles au comité technique et aux commissions consultatives paritaires, les collaborateurs-trices de cabinet du Maire et les collaborateurs-trices de groupes d'élus du Conseil municipal, sous réserve d'être en fonctions au 6 décembre 2018 et, pour les élections aux commissions consultatives paritaires, de détenir aussi une ancienneté continue d'au moins 6 mois dans la collectivité. Ces personnels sont directement employés par la Ville de Strasbourg et rétribués sur son budget propre.

Cependant :

- la ville de Strasbourg n'emploie pas cinquante agents, elle n'a pas l'obligation de mettre en place un comité technique. En vertu de la réglementation en vigueur, elle peut cependant, par délibération du conseil municipal, entérinée par une délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, étendre le périmètre de compétence du comité technique de l'Eurométropole de

Strasbourg à son propre personnel (article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale)

- en l'absence d'effectif minimum requis, la Ville de Strasbourg pourrait mettre en place ses propres commissions consultatives paritaires. En vertu de la réglementation en vigueur, elle peut cependant, par délibération du conseil municipal, entérinée par une délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, étendre le périmètre de compétence des commissions consultatives paritaires de l'Eurométropole de Strasbourg à son propre personnel (article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale)

C'est en vue de rendre possible la mise en œuvre de ces deux propositions qu'il vous est demandé de délibérer.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
vu les dispositions des articles 28, 32 et 136 de la loi du 26 janvier 1984
portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

après en avoir délibéré

demande à M. le Maire de proposer à M. le Président de l'Eurométropole
de Strasbourg de soumettre à l'assemblée délibérante compétente

- *la mise en place d'un comité technique commun, compétent pour les personnels employés par l'Eurométropole de Strasbourg et ceux employés et rétribués directement par la Ville de Strasbourg et dont le fonctionnement sera assuré par les services de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *la mise en place de commissions consultatives paritaires, pour les catégories A, B et C communes et compétentes pour les personnels contractuels employés par l'Eurométropole de Strasbourg et ceux employés et rétribués directement par la Ville de Strasbourg et dont le fonctionnement sera assuré par les services de l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Vente de matériels réformés.

Les véhicules et engins du parc de la ville de Strasbourg arrivés en fin de vie sont réformés puis vendus ou détruits.

La commission de réforme examine les véhicules et engins et propose la vente ou le ferraillage, notamment en termes de sécurité.

En application de la délibération n° 1 du Conseil municipal du 28 avril 2014, la décision d'aliéner de gré à gré est prise par le Maire ou son-sa représentant-e pour les matériels vendus à moins de 4 600 €.

Conformément à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la décision de vente des matériels dont la valeur dépasse les 4 600 € revient au Conseil municipal.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'approuver :

- la vente aux enchères des 4 véhicules ci-après et dont la valeur finale d'enchères est susceptible de dépasser ce seuil de 4 600 €.

Immat.	Marque	Modèle	Catégorie	Date mise en service
585 ACH 67	RENAULT	M180/13	CAMION NACELLE	06/09/2002
AW 882 JZ	PEUGEOT	BOXER	FOURGON DENTAIRE	13/10/1998
205 AJW 67	RENAULT	MIDLUM 180	CAMION BIBLIOTHEQUE	02/09/2004
532 ADF 67	FIAT	DUCATO	FOURGON	20/01/2003

- la vente de gré à gré au personnel de l'Eurométropole de Strasbourg de 25 bicyclettes usagées de la Police municipale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la vente de 4 matériels réformés par le biais de ventes aux enchères ainsi que la vente au personnel de l'Eurométropole de Strasbourg de 25 vélos de service réformés ;

décide

le versement des recettes de ces ventes sur la ligne budgétaire 020 / 775 / LO04B ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les documents afférents à la vente de ces matériels.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Accueil au sein des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg des personnes condamnées à des mesures alternatives à la peine : Travail d'Intérêt Général (TIG), action inscrite au Contrat intercommunal de prévention et sécurité de l'Eurométropole de Strasbourg. Adhésion de la ville de Strasbourg au Forum du TIG, centre de ressources, porté par l'association Chantiers Passerelles.

Le Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation décline plusieurs axes majeurs qui définissent une stratégie territoriale. L'une de ses priorités est la lutte contre la récidive. Dans ce contexte et dans le cadre de conventions dédiées, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg développent l'accueil, depuis 2001, des personnes condamnées à effectuer un Travail d'Intérêt Général (TIG) au sein de ses services. Ce dispositif, remarquable en France par son ampleur et son fonctionnement, a permis l'accueil de près de 3.000 mesures judiciaires dans les services des deux collectivités.

Prononcé par un magistrat, le TIG est une condamnation à effectuer un travail non rémunéré, réalisé par une personne majeure ou mineure (16 ans minimum). Il peut être prononcé pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement et pour certaines contraventions de cinquième classe, également en cas de prononcé d'une peine d'emprisonnement avec sursis.

Le TIG doit être réalisé dans une période maximale de 18 mois suivant le caractère exécutoire de la mesure. Sa durée varie, en fonction de la nature de l'infraction concernée, de 20 à 280 heures. L'autorité judiciaire compétente ne peut condamner une personne à effectuer une mesure TIG qu'avec son accord. Le travail d'intérêt général s'inscrit comme :

- une alternative à la peine d'emprisonnement de courte durée ;
- une réponse pénale réparatrice engageant la personne en TIG à se rendre utile à la société ;
- une réponse pénale qui a vocation à favoriser l'insertion sociale et impliquer la personne en TIG dans la société civile.

Cette délibération vous présente :

1- L'organisation de l'accueil des personnes en TIG au sein de nos services ;
2- Le bilan 2017 du dispositif déployé au sein des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ;
3- Le plan d'actions 2018, plus particulièrement l'adhésion à l'association Chantiers Passerelles - Forum du TIG, centre de ressources.

1) ORGANISATION DE L'ACCEUIL DES PERSONNES EN TIG A LA VILLE ET A L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Les points forts du dispositif : des « tuteurs-tutrices » engagées, une coordination dédiée, un partenariat ancien et solide.

Plusieurs partenariats internes et externes permettent l'accueil de personnes en TIG au sein de nos services, en étroite collaboration avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) pour les personnes majeurs et les éducateurs de la Protection Judiciaire de le Jeunesse (PJJ), pour les mineurs.

L'offre de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est la plus importante du département. A ce jour, 81 places ouvertes dans les services (17 supplémentaires par rapport à 2016) :
- service funéraire : 12 places sur 8 sites ;
- service des espaces verts : 2 places sur 2 sites ;
- service patrimoine de la direction de l'éducation : 52 places pour 112 écoles ;
- service des médiathèques : 6 places sur 6 sites ;
- service propreté urbaine : 11 places sur 6 districts ;
- service des moyens généraux : 1 place.

Chaque agent-e référent accueille les personnes en TIG sur la base du volontariat et du bénévolat. Un cadre A du Service Prévention Urbaine est dédié à la coordination du dispositif et fournit dès lors un guichet unique pour la réception des demandes et pour l'instruction et le suivi des dossiers. L'accompagnement des personnes reçues en TIG nécessite souvent une prise en charge particulièrement attentive au regard de leurs profils.

Il peut s'agir de :
- personnes qui peuvent ne plus avoir d'horaires réguliers ou d'habitudes de travail ;
- personnes en emploi/ou scolarisés (mineurs). Il est alors important de pouvoir trouver des missions dont les horaires sont compatibles avec ces emplois du temps contraints ;
- mineurs qui nécessitent un accompagnement particulier et des missions adaptées.

Pour permettre une réponse adaptée, le dispositif prévoit :
- une rigueur dans la prise en charge mais aussi une capacité de la collectivité à adapter les missions proposées en fonction des atouts et des faiblesses de la personne accueillie ;
- une proposition d'affectation rapide (dans les 5 jours suivant la demande) ;
- le suivi au quotidien de chaque situation grâce aux moyens humains dédiés et aux référents-es engagés-ées et formés-es.

2) CHIFFRES CLEFS 2017

Se reporter au livret bilan-perspectives en pièce jointe.

Retenons ces principales données :
-› 279 candidatures ont été transmises et étudiées par le service prévention urbaine. Elles représentent 27.162 heures de TIG ;
-› Grâce à l'engagement de l'ensemble des partenaires du dispositif, les agents de la Ville et l'Eurométropole ont permis de :

- déployer 20.163 heures de TIG ;
- accueillir 223 personnes dont 33 mineurs,
- exécuter 74% des mesures.

Ces résultats positionnent la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg parmi les collectivités les plus dynamiques de France

3) PLAN D'ACTIONS 2018

Le dispositif actuel est performant, mais il peut être amélioré :

- par un travail autour de **l'insertion professionnelle des publics** en TIG pour favoriser le retour à l'emploi et l'accueil des mineurs. A ce titre, la notion d'évaluation/ valorisation de la période TIG dans nos services et de parcours va être développée avec des partenaires locaux pour ne plus être que ne collectivités ne soient plus qu'un passage (obligé) mais devienne un acteur à part entière d'une démarche vers un retour à l'emploi ;

- par un encouragement pour l'accueil des personnes sur des horaires atypiques, en fonction de leurs situations **pour mieux s'adapter aux contraintes** (emploi, respecter leurs rythmes de vie et être dans la complémentarité plus que dans la contrainte et le choix) ;

- en adhérant à **« Chantiers passerelles – Forum du TIG »** : association de loi 1901, reconnue d'intérêt général, elle a pour mission de contribuer au développement des alternatives à la prison et à l'insertion professionnelle et citoyenne des personnes condamnées. L'association milite par ailleurs pour le développement de la peine de travail d'intérêt général au niveau national. C'est ainsi l'occasion de bénéficier du réseau national de l'association et de la mise en partage des bonnes pratiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- l'adhésion de la ville de Strasbourg au :

Forum du TIG de l'association Chantiers - Passerelles	*400 €*

La dépense correspondante, soit 400 €, est à imputer sur nature 6281 – Fonction 110 du budget du service prévention urbaine dont le disponible avant le présent Conseil est de 400 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés relatifs à cette adhésion.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

Prévention
de la récidive

Travail d'Intérêt Général



TIG

Travail d'Intérêt Général
Bilan **2017**
Pespectives **2018**

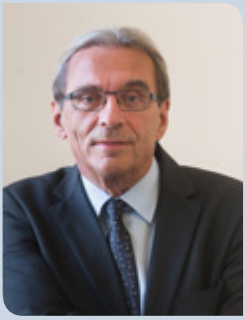
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Strasbourg Grand Est
Direction Départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse



Robert Herrmann

Président de l'Eurométropole de Strasbourg



Roland Ries

Maire de la ville de Strasbourg

Des 48 lignes d'actions de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance déclinée sur le territoire des 33 communes de l'Eurométropole, la mesure TIG est l'une des plus emblématiques.

Elle permet de répondre à un besoin fort de la politique de prévention de la récidive et de proposer une mesure réparatrice cohérente.

Avec l'ensemble des Maires de l'Eurométropole, je souhaite dynamiser l'offre d'accueil des TIG et par la même l'offre de réparation. Au-delà, je souhaite qu'elle devienne une vraie mesure de lutte contre la récidive des plus jeunes.

C'est la deuxième chance dont on parle tant et qui trouve, ici, au sein de nos services, l'accueil responsable et ouvert d'une collectivité moderne et engagée.

La ville de Strasbourg a pris le pari ambitieux de rapprocher les deux mondes que sont la peine judiciaire et le travail.

Mesure qui réconcilie plus qu'elle ne clive, un auteur et une collectivité de justiciables, le TIG offre à l'un le sens de la prise de conscience et de la réparation, à l'autre le sens de l'accueil et de la compréhension.

Quelle ville et quel Maire ne peuvent être fiers de réparer autour d'une production collective et d'ouvrir la porte à celles et ceux qui ont eu un incident de parcours ?

Nos agents qui ont le courage de cette démarche sont à l'image de la ville de Strasbourg, une ville ouverte et réconciliée.

Sans nos agents-es et sans nos partenaires, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ne pourraient proposer un tel engagement de réparation constructive et crédible au bénéfice de tous.

Merci à eux !

Propos liminaires

Le Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CISPDR) décline plusieurs axes majeurs qui définissent la stratégie territoriale. L'une de ses priorités est la lutte contre la récidive. La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg développent l'accueil des personnes condamnées à effectuer un Travail d'Intérêt Général (TIG) au sein de leurs services. Ce dispositif, unique en France par son ampleur et son fonctionnement, a permis l'accueil de près de 3.000 personnes dans les services des deux collectivités depuis 2001.

Plusieurs partenariats internes et externes permettent l'accueil de personnes en TIG. Pour la Justice : Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) encadre les personnes majeurs, les mineurs sont quant à eux accompagnés par les éducateurs de la Protection Judiciaire de le Jeunesse (PJJ).

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg facilitent la sanction pénale tout en faisant effectuer une activité utile à la société, dans une démarche réparatrice, en laissant au condamné la possibilité d'assumer ses responsabilités familiales, sociales et matérielles. Ces mesures pénales présentent également un caractère formateur, pour les plus jeunes ou les personnes très éloignées de l'emploi, qui peuvent trouver dans ces actions un appui à une démarche d'insertion.

Les services partenaires de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

Les partenaires internes sont les services accueillant de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

A ce jour, 81 places sont ouvertes pour les personnes en TIG (17 supplémentaires par rapport à 2016).

Ce chiffre est en augmentation grâce au travail de mobilisation et d'accompagnement des services.

Pour rappel les services sont :

Service funéraire :
12 places sur **8** sites ;

Service des espaces verts :
2 places sur **2** sites ;

Service patrimoine de la direction de l'éducation :
52 places pour **112** écoles ;

Service des médiathèques :
6 places sur **6** sites ;

Service propreté urbaine :
11 places sur **6** districts ;

Service des moyens généraux :
1 place.

Repères

Prononcé par un magistrat, le TIG est une condamnation à effectuer un travail non rémunéré, réalisé par une personne majeure ou mineure (16 ans minimum). Il peut être prononcé pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement et pour certaines contraventions de cinquième classe, également en cas de prononcé d'une peine d'emprisonnement avec sursis.

Le TIG doit être réalisé dans une période maximale de 18 mois suivant le caractère exécutoire de la mesure.

En fonction de la nature de l'infraction concernée, sa durée varie entre **20** et **280 heures**.

L'autorité judiciaire ne peut condamner une personne à effectuer une mesure TIG qu'avec son accord. Le travail d'intérêt général s'inscrit comme :

- une alternative à une peine d'emprisonnement de courte durée ;
- une réponse pénale réparatrice engageant la personne en TIG à se rendre utile à la société ;
- une réponse pénale socialisante qui favorise l'insertion sociale et implique la personne dans la société civile.



TIG

SOMMAIRE

01 / Chiffres clefs 2017 9

02 / Organisation de l'accueil des personnes en TIG à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg ... 13

03 / Bilan par prescripteur 24

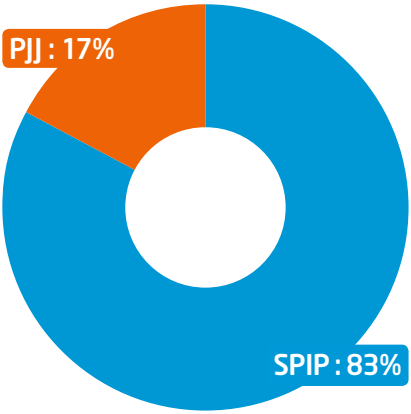
04 / Perspectives et engagements 29

05 / Annexes 31

Acronymes 35



01 Chiffres clefs 2017

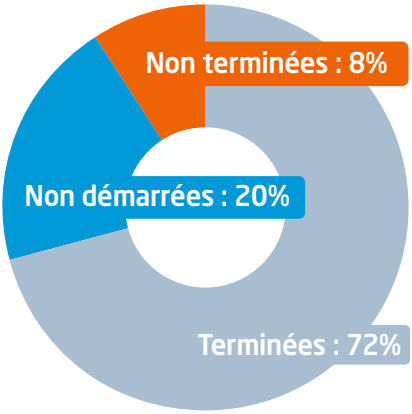


279 candidatures transmises au Service Prévention Urbaine

232 dossiers orientés par les Conseillers-ères d'Insertion et de Probation (CPIP)

47 dossiers confiés par les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ)

27 162 heures de TIG mises en œuvre soit près de 15 Equivalent Temps Plein (ETP)



Sur l'ensemble des mesures :

72 % ont été réalisées en intégralité (identique à 2016), correspondant à **20.163** heures déployées dans les services

20% des mesures n'ont pas démarré représentant **5.763** heures

8% n'ont pas été terminées

50

Exécution des mesures

	SPIP	PJJ	TOTAL
Non démarrées	42	14	56
Non terminées	14	10	24
Terminées	176	23	199
TOTAL	232	47	279

Chiffres clés

27.162
heures de TIG à exécuter en 2017

20.163
heures déployées soit 11 ETP

199
mesures (72%)

Taux exécution

74 %
en incluant les heures des personnes qui n'ont pas terminé leurs mesures

72 %
d'exécution pour les TIG effectués en totalité

TIG non démarrés

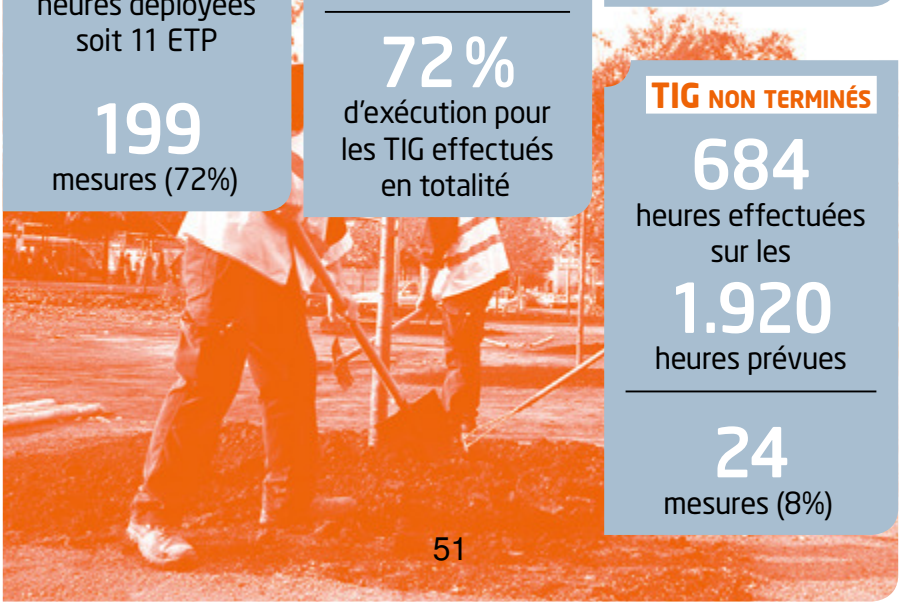
5.763
heures

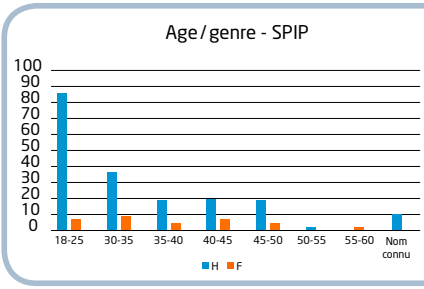
56
mesures (20%)

TIG non terminés

684
heures effectuées sur les
1.920
heures prévues

24
mesures (8%)

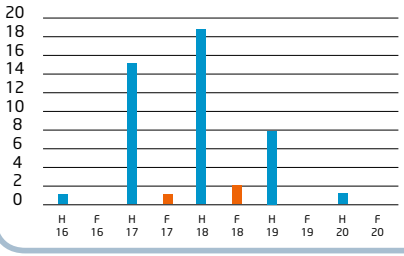




Pour le SPIP :

76 % des personnes en TIG ont exécuté la totalité du nombre d'heures prévu par le jugement (84% 2016)

6 % n'ont pas atteint le nombre d'heures initialement prévu



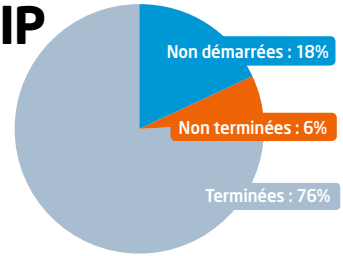
Concernant la PJJ :

Seuls **49 %** des jeunes en TIG ont exécuté la totalité des heures prévues par la décision judiciaire (54% en 2016)

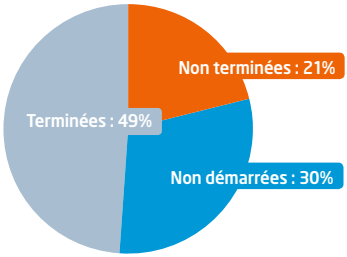
21% des mineurs n'ont pas réalisé le nombre d'heure prévu par la mesure (46% en 2016).

La moyenne d'âge est de 18 ans avec une majorité de jeunes hommes

SPIP



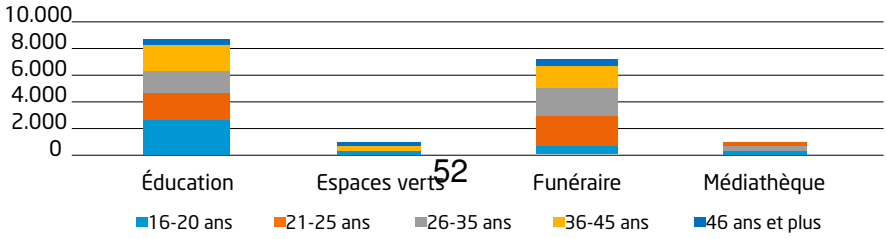
PJJ



Les causes d'exécution partielle répertoriées en 2016 se confirment en 2017 :

- la personne en TIG cesse de venir de son propre fait, absences non justifiées ;
- la personne en TIG a un comportement inadapté : la collectivité met fin à la mesure (retards, comportement, raisons médicales...) ;
- les causes externes : incarcération, emploi.

Nombre d'heures de TIG effectuées par tranche d'âge et par sevice :





02 Organisation de l'accueil des personnes en TIG à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg

Le point fort du dispositif : des « tuteurs-tutrices » engagées et une coordination dédiée.

La mise en œuvre d'une mesure TIG nécessite un suivi sérieux et régulier si l'on souhaite que cette dernière soit une réelle mesure d'insertion ou de réinsertion.

Les agents-tes qui accueillent les personnes orientées par les CPIP ou les éducateurs de la PJJ ont besoin d'un référent en centrale pour la vision globale du dispositif (*places disponibles, réalités des sites et des environnements, un seul point où convergent l'ensemble des informations...*)

Par ailleurs, les profils des personnes reçues sont variés et nécessitent un accompagnement renforcé. Il faut prendre en compte :

- des personnes qui n'ont plus du tout d'horaires réguliers ou d'habitudes de travail ;
- des personnes avec un emploi / ou scolarisées qui ont besoin d'horaires compatibles avec ces emplois du temps contraints ;
- des mineurs qui nécessitent un accompagnement particulier et des missions adaptées : les difficultés rencontrées dans les mesures « mineurs » engendrent des délais d'exécution plus longs voire un abandon de la mesure.

Les agents-es accueillant les personnes en TIG, le font sur la base du volontariat. Il peut parfois exister des réticences à l'accueil de TIG sur la base d'idées préconçues.

L'encadrement peut être perçu comme une charge de travail supplémentaire. Des partenaires questionnent cet accueil au regard de la dangerosité supposée du public concerné.

▶ Un travail avec la Direction des Ressources Humaines (DRH), plus particulièrement avec le Service Emploi Formation Insertion, est engagé afin de former spécifiquement les référents des personnes en TIG.

▶ Le Service Prévention Ubaine (SPU) développe les TIG en proposant de nouveaux postes et des orientations plus pédagogiques qui tendent vers l'insertion professionnelle des personnes accueillies.

Des procédures claires qui :

- formalisent les relations entre les différents acteurs : les personnes accueillies doivent ressentir de la rigueur dans la prise en charge mais aussi une capacité de la collectivité à adapter les missions proposées en fonction des personnes. Le rôle de chacun est bien défini ;
- cadrent les candidatures TIG pour leur suivi et leur exécution ;
- développent un référentiel interne pour expliquer ce qu'est un TIG ;
- permettent l'extraction des données en temps réel (absences, nombre d'heures à un instant T). Les données « anonymisées » pour le bilan annuel sont détruites après exécution de la mesure.

Chaque service supporte le coût des dotations TIG par exemple, **32€** par personne sont prévus pour l'Equipement de Protection Individuelle (EPI).

Pour l'année 2017, le budget dédié aux TIG s'élève à **7.384 €.**



Service patrimoine de la direction de l'éducation

Personnes orientées :

145 : 30 PJJ / 115 SPIP
30 femmes/ 115 hommes

Personnes accueillies :

127 sur l'ensemble du dispositif : 56 %

Taux d'exécution des mesures :

80 % pourcentage (au dessus de la moyenne du dispositif)

Mesures non terminées : 11
Mesures non démarrées : 18

Nombre d'heures exécutées :

11.874 heures soit 6,5 ETP
96 heures par mesure en moyenne

Equipements fournis : EPI = chaussures de sécurité, pantalon, badges, tabliers, charlottes, gants.

Budget : 4.132 €

Ce qu'il faut retenir :

Une charge de travail lourde mais qui au final est ressentie comme utile et notamment sur l'aspect humain (réparation et insertion). Peu d'incidents recensés sur l'année au regard du nombre important d'heures effectuées.

Points positifs :

- la rapidité des affectations ;
- le taux d'exécution des mesures ;
- les entretiens préalables menés par les Responsables Techniques de Site (RTS) ;
- l'intégration de la personne dans la dynamique d'équipe.

À prendre en compte :

- la gestion des situations difficiles ;
- le déploiement sur tous les quartiers ;
- le processus d'acquisition des EPI à rendre au plus rapide ;
- la ponctualité des personnes accueillies ;
- la formation à organiser pour les accueillants-es sur l'accompagnement des personnes en grande difficulté ;
- le développement des affectations « multi sites » pour les mesures longues.



Service funéraire

Personnes orientées :

95 : 9 PJJ/ 86 SPIP
1 femme / 94 hommes

Personnes accueillies :

95 sur l'ensemble du dispositif : 37 %

Taux d'exécution des mesures :

87 % (pourcentage au dessus de la moyenne du dispositif)

Mesures non terminées : 13
Mesures non démarrées : 15

Nombre d'heures exécutées :

11.874 heures soit 6,5 ETP

96 heures par mesure en moyenne

Equipements fournis : EPI = chaussures de sécurité, pantalon, badges et gants.

Budget : 3.090 €

Ce qu'il faut retenir :

Les travaux menés par les personnes en TIG ont contribué à l'embellissement des cimetières. Ils ont appris et partagé des savoir-faire.

Points positifs :

- la liberté pour chaque responsable de site d'organiser l'entretien préalable ;
- la relation de confiance avec le SPU ;
- le taux d'exécution des mesures.

À prendre en compte :

- le temps demandé à l'organisation de l'entretien préalable ;
- le taux d'absentéisme ;
- le respect des règles et des horaires ;
- la faible mobilité des personnes.



Service des espaces verts

Personnes orientées :

7 SPIP
7 hommes

Personnes accueillies :

5 sur l'ensemble du dispositif : 3%

Taux d'exécution des mesures :

71%

Mesures non terminées : 0
Mesures non démarrées : 2

Nombre d'heures exécutées :

560 heures soit 0,3 ETP

105 heures par mesure en moyenne

Equipements fournis : EPI = chaussures de sécurité, pantalon, badges et gants.

Budget : 162 €

Ce qu'il faut retenir :

Un nombre de TIG faible au regard des petites équipes impliquées dans l'encadrement. Un taux d'exécution au dessus de la moyenne.

Points positifs :

- la rapidité des affectations ;
- le taux d'exécution des mesures.

À prendre en compte :

- la gestion des situations difficiles ;
- le nombre plus important de TIG accueillis.



Les médiathèques

Personnes orientées :

12 : 1 PJJ - 11 SPIP
5 femmes - 7 hommes

Personnes accueillies :

9 sur l'ensemble du dispositif : 4 %

Taux d'exécution des mesures :

75 %

Mesures non terminées : 0
Mesures non démarrées : 3

Nombre d'heures exécutées :

765 heures soit 0,4 ETP
85 heures par mesure en moyenne

Equipement fourni : badge.

Ce qu'il faut retenir :

Un premier bilan positif pour le service des médiathèques qui découvre le dispositif. Les missions sont très qualitatives et demandent des compétences plus élevées des personnes accueillies.

Points positifs :

- la rapidité des affectations ;
- le taux d'exécution des mesures ;
- l'accueil possible les samedis.

À prendre en compte :

- la gestion des situations difficiles ;
- le nombre de TIG accueilli.

Une personne accueillie en TIG en 2017 témoigne :

Homme de 63 ans qui a effectué 210 h de TIG au sein d'une école de la ville de Strasbourg

Quelle est votre analyse de la mesure que vous avez effectuée dans la collectivité ?

« J'ai fait une bêtise et je paye ma dette à la société, pour me permettre de passer à autre chose. Je ne pensais pas me retrouver dans cette situation un jour. Le ciel m'est tombé sur la tête. Grâce à ma conseillère au SPIP, j'ai compris le sens du TIG et nous avons travaillé ensemble à le mettre en place. Vous savez, moi je travaillais mais c'était important pour moi de faire ce TIG. Alors à 63 ans, j'ai arrêté mon travail pour faire cette mesure pour réparer ma bêtise. Le TIG, c'est ma seconde chance.»

Comment avez-vous vécu votre première rencontre avec votre référent à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg ?

« Avoir un entretien avant de commencer son Tig c'était important. Il m'a présenté son métier et les missions qu'il pouvait me proposer. J'ai eu du temps, on peut dire la chance de pouvoir lui dire qui j'étais et me présenter. C'est un moment important pour se sentir en confiance. Au début, j'avais peur d'être jugé, je me disais que vont penser les autres ? Être vu comme un délinquant.»

Quel a éte votre travail au quotidien ?

« C'est comme ma maison ici. J'ai été intégré dans l'équipe, je n'ai pas été jugé. J'ai découvert le travail d'un concierge et les règles dans un lieu public, on accueille quand même des enfants. J'ai des enfants et je ne pensais pas que derrière les murs de l'école il y avait autant de personnes pour que ça fonctionne, qu'il y avait autant de travail à faire. Pour moi un concierge ça n'ouvrait que des portes !!! Mais je le vois tous les jours : les messages sur l'ordinateur, je le vois tout le temps courir, je me demande s'il est payé au km ! En fait le concierge est là pour les premiers soins.»

63

Un Responsable Technique de Site d'un groupe scolaire de la ville de Strasbourg témoigne :

Homme de 43 ans référent TIG depuis 11 ans

Comment voyez-vous la mesure TIG ?

« Je ne suis pas juge... si le délit mérite de faire un TIG alors je suis heureux que le service public permette sa mise en œuvre. Depuis que je suis référent TIG, j'ai accompagné beaucoup de personnes : jeunes, moins jeunes, des hommes et des femmes. On peut tous être amenés à faire un TIG. Nous sommes tous égaux face à cette mesure. Ça peut arriver à n'importe qui. Il ne faut pas d'à priori ! Le TIG peut être une phase de réflexion. Il peut aussi permettre de mettre les personnes sur le droit chemin.»

Comment appréciez-vous le dispositif mis en œuvre au sein de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ?

« L'entretien préalable au démarrage de la mesure est un moment très important. Et c'est une bonne chose que le dispositif ait changé car avant les candidats étaient reçus par le service coordinateur et on ne savait pas qui allait être affecté sur notre site. Maintenant, on peut prendre ce temps pour expliquer les missions, rappeler les règles de sécurité et les horaires. Le TIG c'est du donnant-donnant. La personne doit suivre des règles et faire ses heures de TIG mais nous on se doit de les accueillir dans de bonnes conditions, sans les stigmatiser. Par contre, je suis très exigeant sur la ponctualité.»

Quel est votre avis sur l'apport de cet accueil ?

« De l'humain ! De belles histoires et parfois des personnes qui ne souhaitent pas s'en sortir et qui ne comprennent pas leur peine. Accepter sa peine c'est le plus dur mais c'est aussi le plus important pour que cela marche. J'ai rencontré de belles personnes et d'autres parfois plus difficiles. C'est important de donner du temps pour le dialogue pendant une mesure mais parfois on n'a pas le temps. J'ai parfois accueilli 3 fois la même personne en TIG. A un certain âge, les personnes reconnaissent qu'il est temps d'arrêter les bêtises. L'évolution des profils m'inquiète avec des personnes jeunes qui n'ont pas peur de l'incarcération et qui ne comprennent pas l'importance du TIG. Pour les plus jeunes c'est plus compliqué. C'est vers eux que nous devons mettre notre énergie. »

03 Bilan par prescripteur

Ce qu'il faut retenir des commentaires des équipes de la PJJ

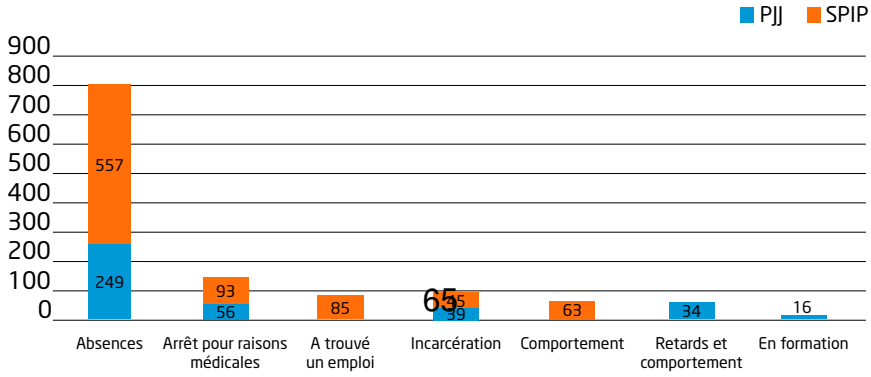
- un dispositif réactif ;
- des référents-es patients, engagés et à l'écoute ;
- les éducateurs-trices présents et facilitateurs en cas de difficulté ;
- des fiches techniques par site d'accueil (horaires, nom du responsable, téléphone...), précieuses pour l'orientation des candidatures.

Pistes d'évolution :

- organiser une rencontre avec les services accueillants de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg pour présenter le service de la PJJ ;
- mettre en œuvre de nouvelles modalités d'accueil des mineurs : TIG collectif, projets pendant les vacances scolaires en fonction des besoins de la collectivité (évènements, kermesses...) ;
- formaliser une fiche de « compétences / aptitudes » simple et complète en fin de mesure. Document de base pour le jeune, sous la forme d'une attestation de stage, pour son insertion professionnelle ou sa reprise d'études ;
- faire un passage sur le site de l'exécution du TIG, même si cela se déroule bien, pour rappeler au mineur son obligation d'être suivi mais aussi d'assurer le lien avec son référent accueillant et son éducateur ;
- simplifier la procédure de modification de la décision d'affectation initiale.

Mesure non terminées :

Nombre d'heures manquantes, par prescripteur et par motif



PJJ 2017

47 mesures TIG

(17% du dispositif)

23

Mesures terminées (49 %)

2	21
105 h	1.389h

1.494 h effectuées

10

Mesures non terminées (21 %)

620 heures prévues 226 heures effectuées

10
226 h effectuées

14

Mesures non démarrées (30 %)

1	13

1.091 h non effectuées

66

03 Bilan par prescripteur

Ce qu'il faut retenir des commentaires des CPIP :

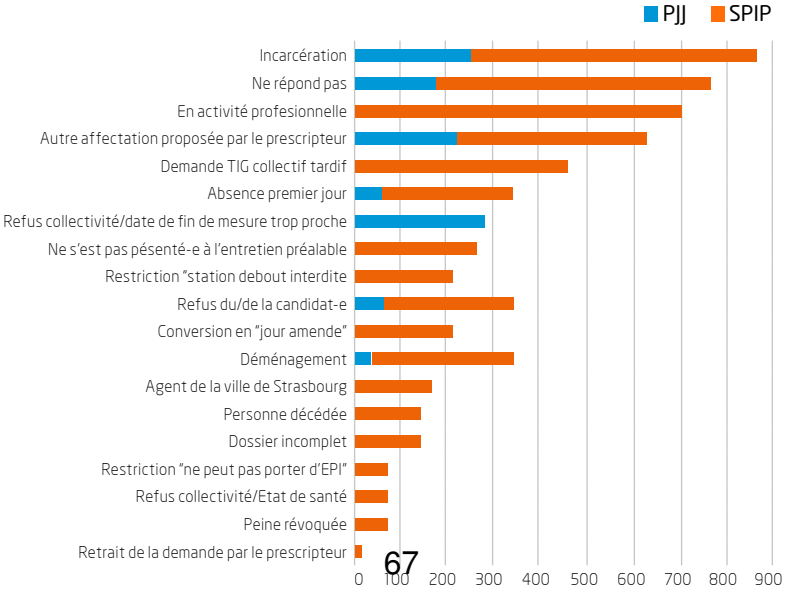
- un partenariat entre le SPIP et la Ville et l'Eurométropole qui fonctionne et qui est apprécié ;
- les points forts du dispositif : réactivité, rapidité des affectations.

Pistes d'évolution :

- développer les missions le week-end, en horaires décalés ou en soirée ;
- développer les missions dans d'autres services : musées, sport, théâtre ;
- développer les TIG collectifs ;
- sensibiliser les personnes à la mesure de réparation (disponibilité des personnels du SPIP pour discuter de cette mesure avec les agents-es des sites d'accueil, répondre à leur question, lever les freins éventuels) ;
- relancer les possibilités d'accueil dans les services suivants : collecte / moyens généraux.

Mesures non demarrées :

Heures non démarrées par prescripteur et par motif



SPIP 67 2017

232 mesures TIG

(83% du dispositif)

176 Mesures terminées (76 %)

30	146
2.959 h	15.026 h

17.985 h effectuées

14 Mesures non terminées (6 %)

1.300 heures prévues 457 heures effectuées

1	13
20 h	437h

457h effectuées

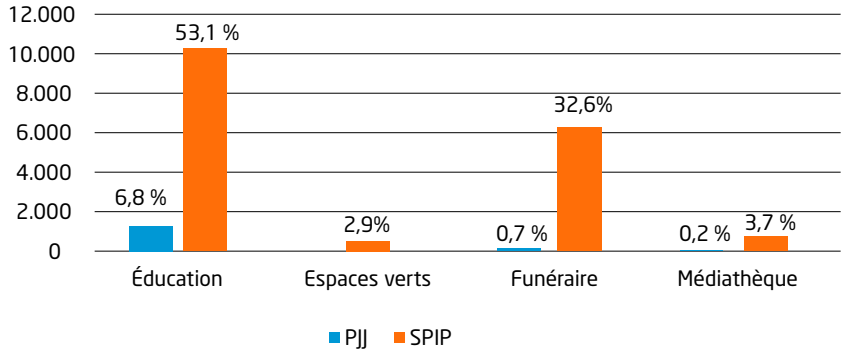
42 Mesures non démarrées (18 %)

6	36

4.672 h non effectuées

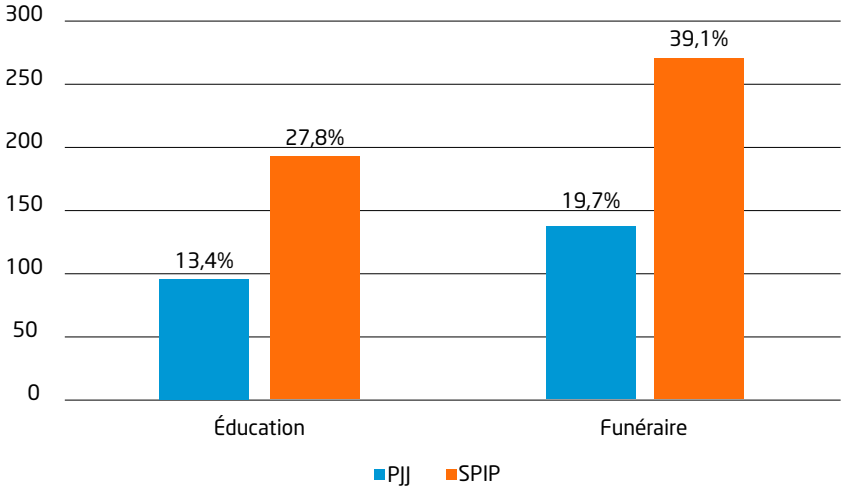
Mesures terminées :

Par site et par prescripteur



Mesures non terminées :

par site et par prescripteur



Les CPIP et les éducateurs de la PJJ ont joué pleinement leur rôle de soutien pour répondre aux difficultés rencontrées dans l'exécution des mesures.

04 Perspectives et engagements

Perspectives 2018

Valoriser la fonction de « tuteur » via des formations dispensées au sein de la collectivité (prévention et lutte contre les discriminations, gestion des conflits) ou via le ministère de la Justice ;

Améliorer la variété des missions proposées par des orientations mieux accompagnées (pédagogiques et d'insertion), afin de donner plus de sens à la condamnation pénale ;

Développer d'autres propositions (sports, évènements) ou relancer la dynamique auprès de services pour lesquels les postes existent ;

Mettre en place un comité de pilotage du TIG à l'échelle du département, pour permettre aux structures accueillantes de se rencontrer, d'avoir une vision des complémentarités d'accueil entre structures, d'expliquer les procédures et de mettre à disposition une boîte à outils.

Engagements

Maintenir une exécution rapide des mesures ;

Assurer un suivi cohérent et rigoureux ;

Innover pour développer de nouvelles formes d'accueil en fonction des réalités des personnes accueillies (à l'emploi, loin de l'emploi, mineurs déscolarisés, mineurs scolarisés) ;

Encourager la rencontre entre les structures habilitées à accueillir des TIG à l'échelle du département / de l'Eurométropole de Strasbourg via le CISPDR ;

Promouvoir l'offre d'accueil des mineurs et particulièrement des mineurs scolarisés ;

Réfléchir à la création d'un statut du tuteur/tutrice de TIG.


société
salle du patrimoine

05 Annexes

Procédures d'accueil des personnes en travail d'intérêt général à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg

Annexe 1

Procédure définie entre le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du BasRhin et le Service Prévention Urbaine de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

1. Le Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (CPIP) envoie un formulaire de demande d'exécution d'une mesure de Travail d'Intérêt Général (TIG) au Service Prévention Urbaine (SPU).

2. Le SPU affecte les candidats en lien avec les services accueillants de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg .

3. Le référent du service accueillant contacte le candidat TIG pour convenir d'un entretien préalable.

4. A l'issue de l'entretien préalable, le SPU fait un retour au CPIP concerné.

5. En cas d'entretien préalable positif, le CPIP transmet l'ordonnance d'affectation au SPU (l'ordonnance doit être en signature auprès du magistrat avant le début de la mesure.).

Procédure définie entre la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Bas-Rhin et le Service Prévention Urbaine de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

1. L'éducateur envoie un formulaire de demande d'exécution d'une mesure de Travail d'Intérêt Général (TIG) au Service Prévention Urbaine (SPU).

2. Le SPU affecte les candidats en lien avec les services accueillants de la Ville et L'Eurométropole de Strasbourg et transmet l'information à l'éducateur.

3. L'éducateur contacte le référent du service accueillant pour organiser l'entretien préalable en lien le jeune qu'il accompagne.

4. A l'issue de l'entretien préalable, le référent du service accueillant fait un retour au SPU.

5. En cas d'entretien préalable positif, l'éducateur transmet la notification d'affectation au SPU avant le début de la mesure.

6. A la fin de la mesure, le SPU envoie le courrier de fin de mesure accompagné de la fiche de déroulement et d'horaires et des éventuelles pièces justificatives au SPIP ou à la PJJ.

Rappel : les éducateurs et les CPIP ne peuvent pas placer les personnes directement dans les services de la collectivité : les affectations sont toujours proposées par le SPU en lien avec les services.

Annexe 2

Missions proposées aux personnes en travail d'intérêt général à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg

Service funéraire :

11 places pour **8** sites

1 mission proposée

Lieux : Dans les cimetières sur le territoire de la ville de Strasbourg

Encadrement : Responsable du cimetière ou son adjoint

Les missions d'aide aux agents des cimetières

Activités principales :

- Environnement
- Entretien
- Travaux de maintenance extérieure

Lieux :

- Cimetières Nord et St Louis (1 poste de travail)
- Cimetière Ouest de la ville de Strasbourg (2 postes de travail)
- Cimetière St Gall de la ville de Strasbourg (2 postes de travail)
- Cimetières St Urbain et Polygone de la ville de Strasbourg (2 postes de travail)
- Cimetière Ste Hélène de la ville de Strasbourg (3 postes de travail)
- Cimetières Sud et Musulman de la ville de Strasbourg (1 poste de travail)

Contenu :

- Ramassage feuilles, branches, chargement de déchets verts
- Suppression de rejets sur les arbres, désherbage manuel/thermique/par binage
- Tonte, taille, débroussaillage, collecte des déchets issus des concessions
- Chargement et déchargement des déchets contenus dans les poubelles

Missions proposées aux personnes en travail d'intérêt général à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg

Annexe 2

Service patrimoine de la direction de l'éducation :

50 places pour **62** groupes scolaires Centralisation au sein de la direction

3 missions proposées

Lieux : Dans les écoles situées sur le territoire de la ville de Strasbourg

Encadrement : Responsables Techniques de Sites (RTS)

Les missions d'aide aux agents d'entretien

Activités principales :

- Nettoyage des locaux

Contenu :

- Nettoyage des sanitaires
- Nettoyage de locaux scolaires

Les missions d'aide aux Responsables Techniques de Site (RTS)

Activités principales :

- Travaux d'entretien
- Ponctuellement : travaux de peinture et de réparation

Contenu :

- Balayage de la cour, entretien des espaces verts
- Petites réparations
- Remise en peinture
- Déplacements de mobiliers scolaires (tables, chaises...)
- Manutention

Les missions d'aide aux agents de restauration scolaire

Activités principales :

- Préparation, mise en place, plonge et entretien de l'office

Contenu :

- Vaisselle
- Nettoyage des locaux

Annexe 2

Missions proposées aux personnes en travail d'intérêt général à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg

Service des médiathèques :

6 places sur **6** sites - Centralisation coordination SPU **2** missions proposées
Encadrement : Responsable ou son adjoint-e

Rangement des collections et ponctuellement : accueil, renseignements, participation à l'accompagnement informatique des usagers

Activités principales :

Contenu : En service public :

- Accueil des usagers
- Prêt /retour des documents en service public
- Rangement des documents rendus

En travail interne :

- Nettoyage des collections
- Réception et équipement des collections en binôme

Lieux :

- Médiathèque Malraux (1 poste de travail)
- Médiathèque de Strasbourg Cronenbourg (1 poste de travail – 80h maximum par mesure)
- Médiathèque de Strasbourg Hautepierre (1 poste de travail)
- Médiathèque de la Meinau (1 poste de travail – 70 h maximum par mesure)
- Médiathèque Ouest – Lingolsheim (1 poste de travail)
- Médiathèque Olympes de Gouges (1 poste de travail)

Surveillance d'expositions

Contenu :

- Présence dans l'espace d'exposition durant les heures d'ouverture, circulation dans l'espace quand des visiteurs sont présents
- Renseignement et orientation du public
- Information rapide des responsables en cas d'incident
- Comptage des passages

Lieux :

- Médiathèque Malraux
- Médiathèque Olympe de Gouges

Missions proposées aux personnes en travail d'intérêt général à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg

Annexe 2

Service des espaces verts :

2 places sur **2** sites - Centralisation coordination SPU **1** mission proposée

Encadrement : Responsables de sites

Les missions de soutien aux jardiniers au sein du service espaces verts

Activités principales :

- Travaux d'entretien
- Collecte des feuilles, branches
- Désherbage
- Déposes de bancs
- Ratissage

Lieux :

- Parc de la Citadelle (Bourse Esplanade Krutenau)
- Jardin des deux rives

Les acronymes

CISPDR : Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation

CPIP : Conseiller-e Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

EPI : Equipement de Protection Individuelle

ETP : Equivalent Temps Plein

PJJ : Protection Judiciaire de le Jeunesse

RTS : Responsables Techniques de Site

SPIP : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

SPU : Service Prévention Urbaine

TIG : Travail d'Intérêt Général







Remerciements

Ce bilan a été réalisé par le Service Prévention Urbaine.

Grâce aux contributions :

Des agents de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg :

- Service éducation ;
- Service funéraire ;
- Service des espaces verts ;
- Service des médiathèques.

Des agents des services de l'État :

- Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Strasbourg Grand Est ;
- Direction Départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Bas-Rhin.

Et avec l'aide des Services de l'Eurométropole de Strasbourg :

- Service Imprimerie (Conception et réalisation) ;
- Service Communication (Crédit Photo) ;
- Service Géomatique (Graphiques).

Conception et creation graphique : **Alfonso LAMBIASE**, Crédit photo : Pascal Bastien, Jérôme Dorkel, Christine-Louise Sadowski

impression Strasbourg Eurométropole ne pas jeter sur la voie publique

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 7

Accueil au sein des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg des personnes condamnées à des mesures alternatives à la peine : Travail d'Intérêt Général (TIG), ...

Pour	
58	
78	
	AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	
0	
Abstention	
2	
	ABRAHAM-Julia, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Conclusion de marchés de prestations de nettoyage et d'entretien de locaux, éventuellement reconductibles pour la Ville de Strasbourg.

Afin d'assurer des conditions d'accueil du public adéquates et de fournir un environnement de travail adapté pour ses agents, la Ville de Strasbourg assure le nettoyage et l'entretien pour une partie des locaux de son patrimoine sportif. Un certain nombre d'interventions sont assurées par des entreprises dans le cadre de marchés publics de prestations de nettoyage. Une partie de ces marchés arrivent à terme au 31 décembre 2018, il convient de relancer une consultation.

Les marchés seront passés selon une procédure d'appel d'offres, pour une partie sous forme de marché à prix forfaitaire et pour une autre partie sous forme d'accord cadre à bons de commande pour les évènements ponctuels.

Ces marchés allotis géographiquement auront une durée maximum de deux ans (un an reconductible 1 fois) et sont estimés à :

Objet	**Part forfaitaire**	**Part Accord cadre à bons de commande**	
	Montant estimatif € HT annuel	**Montant minimum € HT annuel**	**Montant maximum € HT annuel**
Lot 1 : Secteur Robertsau / Cite de l'Ill	100 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 2 : Secteur Orangerie	30 000 €	sans mini	sans maxi

Lot 3 : Secteur Esplanade / Conseil des XV	63 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 4 : Secteur Koenigshoffen	95 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 5 : Secteur Neudorf / Port du Rhin	68 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 6 : Neuhof / Stockfeld	40 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 7 : Hautepierre	20 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 8 : Rotonde	37 000 €	sans mini	sans maxi

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de disponibilité des crédits, le lancement d'une procédure d'appel d'offres conformément aux dispositions des articles relatives à la passation de marchés de prestations de nettoyage, conformément aux dispositions des articles 25-I, 67 et 68 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée d'un an reconductible 1 fois et pour les montants suivants :

Objet	***Part forfaitaire***	***Part Accord cadre à bons de commande***	
	Montant estimatif € HT annuel	***Montant minimum € HT annuel***	***Montant maximum € HT annuel***
Lot 1 : Secteur Robertsau / Cite de l'Ill	*100 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 2 : Secteur Orangerie	*30 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 3 : Secteur Esplanade / Conseil des XV	*63 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 4 : Secteur Koenigshoffen	*95 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 5 : Secteur Neudorf / Port du Rhin	*68 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 6 : Neuhof / Stockfeld	*40 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*

Lot 7 : Hautepierre	*20 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 8 : Rotonde	*37 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2019 et suivants sur les lignes concernées,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter les marchés en résultant.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Approbation d'une convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et conclusion d'un marché pour la fourniture et la livraison de sacs à déchets transparents pour corbeilles Vigipirate pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021.

Dans le cadre de leurs missions de salubrité publique, de maintien de la propreté et d'entretien des parcs et jardins publics, le service Propreté urbaine et le service Espaces Verts et de Nature équipent certains de leurs mobiliers de propreté, implantés sur les espaces publics relevant de leurs compétences, de sacs à déchets transparents notamment leurs corbeilles Vigipirate ainsi que leurs porte-sacs et en utilisent à l'occasion d'opérations ponctuelles de nettoyage.

Pour le service Propreté Urbaine, l'estimation des besoins annuels, calculés sur la base du plan de déploiement des corbeilles Vigipirate, est la suivante :

	2019	**2020**	**2021**
Nombre cumulé de corbeilles Vigipirate déployées	1 050	1 400	1 750
Quantité de sacs estimée	515 000	643 000	771 000
Montants HT	71 350,36 €	89 688,35 €	109 651,62 €
Montants TTC	**85 620,43 €**	**107 626,02 €**	**131 581,94 €**

Pour le service Espaces Verts et de Nature, l'estimation des besoins annuels est la suivante :

	2019	**2020**	**2021**
Quantité de sacs estimée	8 000	8 000	8 000
Montants HT	1 085,60 €	1 085,60 €	1 085,60 €
Montants TTC	**1 302,72 €**	**1 302,72 €**	**1 302,72 €**

Ces nouveaux besoins nécessitent de ne pas reconduire le marché actuel du Service Propreté Urbaine à l'issue de la période en cours (31 mai 2019).

En raison de l'incertitude liée aux modalités d'application du plan « Vigipirate » et selon les dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le marché à conclure sera passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec les montants minimums annuels HT et les montants maximums annuels HT suivants :

N°	LOTS	VILLE		EUROMETROPOLE	
		Minimum annuel HT	**Maximum annuel HT**	Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
1	Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents pour les corbeilles « Vigipirate »	1 250 €	5 000 €	50 000 €	200 000 €
	TOTAL PAR AN	**1 250 €**	**5 000 €**	50 000 €	200 000 €

La conclusion et la signature de l'accord-cadre à bons de commande sont conditionnées par le vote des crédits correspondants aux années 2019, 2020 et 2021.
La durée initiale de l'accord-cadre est d'un an éventuellement reconductible pour deux périodes d'un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 3 ans.

Afin d'alléger les formalités et les frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement des procédures, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver et de signer une convention constitutive de groupement de commandes pour conclure un marché transversal de fourniture et de livraison de sacs à déchets transparents pour corbeilles Vigipirate pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021.

Ce groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg notamment pour regrouper les prestations dans un seul marché qui facilitera la tâche aux services demandeurs ainsi que pour avoir un ensemble de prestations cohérentes. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cadre de son engagement dans le programme « Territoire Zéro Déchet / Zéro Gaspillage » pour devenir une « métropole européenne d'avance » sur la question des ressources et des déchets, une des priorités de la collectivité est la réduction des déchets et la lutte contre toutes les formes de gaspillage. Aussi, le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets seront privilégiés afin d'augmenter significativement les quantités de matériaux réutilisés, recyclés ou valorisés.
Par ailleurs, lorsque les prestations recherchées s'y prêtent, une attention particulière sera portée aux incitations en faveur de l'insertion par le travail.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour la fourniture et la livraison de sacs à déchets transparents

pour corbeilles Vigipirate pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021, l'Eurométropole de Strasbourg assurant la mission de coordinateur

approuve

sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande, après mise en concurrence, pour la fourniture et la livraison de sacs à déchets transparents pour corbeilles Vigipirate pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 3 ans, pour les montants minimums annuels HT et les montants maximums annuels HT suivants :

N°	LOTS	VILLE		EUROMETROPOLE	
		Minimum annuel HT	Maximum annuel HT	Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
1	Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents pour les corbeilles « Vigipirate »	1 250 €	5 000 €	50 000 €	200 000 €
TOTAL PAR AN		1 250 €	5 000 €	50 000 €	200 000 €

Le réemploi, puis le recyclage et la valorisation des déchets seront privilégiés pour augmenter significativement les quantités de matériaux réutilisés, recyclés ou valorisés. Par ailleurs, lorsque les prestations recherchées s'y prêtent, une attention particulière sera portée aux incitations en faveur de l'insertion par le travail.

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2019 et suivants sur les lignes concernées

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention ci-jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg, à mettre en concurrence ces prestations conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à signer et exécuter l'accord-cadre en résultant, ainsi que toutes les pièces y afférant.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
relative aux marchés publics

Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents pour corbeilles « Vigipirate » pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021

Vu la sous-section 2 du titre II, chapitre 1er, section 1 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative à la coordination et aux groupements de commande, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 mai 2018

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 28 mai 2018

un groupement de commandes pour la passation de marchés publics ayant pour objet la fourniture et la livraison de sacs à déchets transparents pour corbeilles « Vigipirate » pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021.

SOMMAIRE

Préambule **3**

Article 1 : Constitution du groupement **4**

Article 2 : Objet du groupement **4**

Article 3 : Organes du groupement **5**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **5**

Article 5 : Responsabilité **5**

Article 6 : Fin du groupement **6**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **6**

Préambule

Les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ont recours, dans le cadre de leurs missions, à la passation de marchés publics ayant pour objet la fourniture et la livraison de sacs à déchets transparents pour corbeilles « Vigipirate » pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021.

Le groupement de commandes couvrira les besoins de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg qui a pour triple objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- une cohérence dans les interventions ;
- des économies d'échelle.

L'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel, de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics , ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation de marchés publics ayant pour objet la fourniture et la livraison de sacs à déchets transparents pour corbeilles « Vigipirate » pour 2019, éventuellement reconductible en 2020 et 2021.

Les marchés seront lancés selon la procédure de l'appel d'offres ouvert décrite aux articles 25.-I.-1° et 67 à 68 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Conformément aux dispositions de l'article 78 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il s'agit d'accords-cadres à bons de commande avec montants annuels minimums et montants annuels maximums.

La durée des marchés est d'une période de 1 an éventuellement reconductible pour 2 périodes de 1 an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 3 ans et pour les montants minimums annuels HT et les montants maximums annuels HT suivants :

N°	LOTS	VILLE		EUROMETROPOLE	
		Minimum annuel HT	**Maximum annuel HT**	**Minimum annuel HT**	**Maximum annuel HT**
1	Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents pour les corbeilles « Vigipirate »	1 250 €	5 000 €	50 000 €	200 000 €
TOTAL PAR AN		**1 250 €**	**5 000 €**	**50 000 €**	**200 000 €**

Dans le cadre de son engagement dans le programme « Territoire Zéro Déchet / Zéro Gaspillage » pour devenir une « métropole européenne d'avance » sur la question des ressources et des déchets, une des priorités de la collectivité est la réduction des déchets et la lutte contre toutes les formes de gaspillage.

Aussi, le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets seront privilégiés afin d'augmenter significativement les quantités de matériaux réutilisés, recyclés ou valorisés.

Par ailleurs, lorsque les prestations recherchées s'y prêtent, une attention particulière sera portée aux incitations en faveur de l'insertion par le travail.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux termes de l'article 28II de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires du marché.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application de la règlementation des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le :

Le Président de l'Eurométropole — Le Maire de Strasbourg

Robert HERRMANN — **Roland RIES**

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Affaires cultuelles : avis de la Ville quant au classement au titre des Monuments historiques de l'orgue Wetzel de l'église catholique Saint Louis Ville.

L'église de la paroisse catholique Saint Louis Ville, église néo-gothique construite entre 1825 et 1827, possède un patrimoine mobilier d'œuvres d'art remarquables de style néobaroque. Trois tableaux sont classés au titre des Monuments historiques et les fonds baptismaux ainsi que trois autres tableaux sont inscrits à l'inventaire supplémentaire.

L'église vient de faire, entre 2014 et 2017, l'objet d'importants travaux de rénovation du chœur puis de la nef, travaux réalisés en partie par la paroisse elle-même et en partie par la Ville. Il reste un dernier élément important de cette église à devoir faire l'objet d'une restauration, à savoir l'orgue.

La paroisse a souhaité, avant qu'elle ne s'engage dans ces travaux, que la Ville sollicite le classement total de l'orgue. Par courrier du 23 février 2017 la Ville a, par conséquent, demandé à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand Est le classement de la partie instrumentale de l'orgue en question, le buffet étant déjà classé par arrêté du 30 décembre 1982.

L'orgue avait été commandé par le curé Victor Reibel au facteur d'orgues Martin Wetzel et construit en 1895-1896. Il présente un intérêt indéniable de par son histoire, sa taille et sa qualité. Il représente le dernier chef-d'œuvre de la maison Wetzel et l'unique représentant strasbourgeois de l'art de la facture alsacienne de la toute fin du 19^{ième} siècle.

La partie instrumentale est contemporaine du buffet et due comme lui à Wetzel à l'exception des tuyaux de façade, réquisitionnés en 1917, remplacés en 1933 par Wetzel, et de trois jeux volés en 1973 et remplacés en 1982 par Adam.

Les nouveaux textes applicables en matière de procédure de classement imposent la prise d'un avis par le Conseil municipal avant la tenue de la commission nationale des Monuments historiques et non le contraire comme ce fut le cas jusqu'en 2016.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand Est, en date du 3 mai 2018, a sollicité la ville de Strasbourg pour l'avis en question afin de présenter la demande à la commission nationale du 11 octobre prochain.

Il est par conséquent proposé d'émettre un avis favorable au classement de l'orgue, en totalité, au titre des Monuments historiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet

un avis favorable au classement total de l'orgue de l'église catholique Saint Louis Ville.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Mise à disposition de l'association "Koenigshoffen demain" d'un emplacement au cimetière Saint-Gall pour la création et l'entretien d'un jardin funéraire romain.

Les fouilles menées dans le cadre du projet « Porte des Romains » par l'opérateur en archéologie préventive Archéologie Alsace ont mis en pleine lumière le riche patrimoine archéologique de ce secteur ouest de Strasbourg : stèles funéraires de légionnaires, fondations de mausolées en bordure de la voie antique, fragments sculptés de lions et de sphinges funéraires, ainsi que de nombreuses informations sur le passé antique de Koenigshoffen et sur les relations entretenues avec le proche camp militaire d'Argentorate.

Dans le cadre de l'exposition « Vivre à Koenigshoffen à l'époque romaine », présentée en 2018 au Musée Archéologique de Strasbourg en lien avec ces fouilles archéologiques, un projet de cinq jardins gallo-romains a vu le jour, en partenariat avec les associations de Koenigshoffen, le Centre socio-culturel Camille Claus, le Service des Musées et le Service funéraire de la Ville. L'un d'entre eux, localisé au cimetière Saint-Gall, illustre les plantes en relation avec les tombes antiques. Ce jardin funéraire sera présenté au public lors des Journées Européennes du Patrimoine sous le thème : « Du jardin funéraire romain au cimetière Saint-Gall : les plantes funéraires des Romains à nos jours ».

Afin d'organiser cette action et permettre son maintien dans la durée, il est proposé de signer avec l'association « Koenigshoffen Demain » une convention qui précise :

-d'une part les modalités de mise à disposition par la ville d'un emplacement situé dans l'espace public du cimetière Saint-Gall,
-et d'autre part les modalités d'entretien et d'utilisation de ce jardin funéraire.

Cette convention est prévue pour un an reconductible par tacite reconduction jusqu'à cinq ans maximum.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la réalisation d'un jardin funéraire au cimetière Saint-Gall,

autorise

le Maire à signer la convention y afférente passée avec l'association « Koenigshoffen Demain » qui est chargée de la réalisation de ce projet.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Convention
de création et d'entretien
d'un jardin funéraire
au cimetière Saint-Gall
à Strasbourg

PRÉAMBULE

En lien avec l'exposition « Vivre à Koenigshoffen à l'époque romaine » organisée par le Musée archéologique de Strasbourg, la création d'un parcours de « jardins gallo-romains » a été proposée par le Service Éducatif des Musées de Strasbourg dans le quartier de Koenigshoffen afin de rappeler le riche passé antique de ce quartier.

Les jardins projetés dans ce cadre sont les suivants :
- un jardin mythologique dans le jardin de l'association PAR ENchantement
- un jardin aromatique et potager dans le jardin du Centre socio-culturel Camille Claus
- un jardin d'amour dans le jardin Friedolin
- un jardin funéraire au cimetière Saint-Gall, objet de la présente convention.

L'implantation d'un jardin funéraire au cimetière Saint-Gall a été motivée par les vestiges de tombes et de monuments funéraires découverts dans les environs immédiats du cimetière Saint-Gall qui ont révélé qu'au début de l'époque romaine, une nécropole antique se trouvait le long de la route des Romains.

Pour mémoire, ces vestiges sont à ce jour les suivants :
- Avenue du cimetière Saint-Gall : 24 sépultures dont 23 inhumations, base d'un mausolée, zone de rejet d'une aire où ont été incinérés les défunts (fouilles de 1970), stèle funéraire d'un cavalier
- 8-20, route des Romains (fouilles de 2014-15) : nombreux monuments funéraires
- Rue du Donon : mausolée de la famille des Valerius Rufus
- De part et d'autre de la Route des Romains : stèles d'Autronius, de Quintus Sertorius, Caius Largennius, Babuleius.

Les objectifs du jardin funéraire sont de :

- rappeler la présence de la nécropole romaine

- faire un lien entre la nécropole d'hier et le cimetière d'aujourd'hui

- retracer le lien entre les rites funéraires des Gallo-romains et ceux de notre époque.

CONVENTION

Entre, d'une part, la ville de Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, maire de la Ville de Strasbourg, domicilié 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex,

Et,

D'autre part, l'association Koenigshoffen Demain, domiciliée 178 route des Romains 67000 Strasbourg CEDEX, dont les statuts ont été enregistrés au Tribunal d'instance de Strasbourg le 11 août 2008, représentée par Madame Christine HEBTING, Présidente de l'association, ci-après nommée « l'Association ».

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article I : Objet

La présente convention précise les modalités de mise à disposition par la Ville de Strasbourg, à titre précaire et révocable, d'un emplacement situé dans l'espace public du cimetière Saint-Gall tel que figurant sur le *plan* annexé à la présente convention *(annexe 1),* aux fins d'illustrer un exemple de plantation funéraire de l'époque romaine, ci-après nommé « jardin funéraire ».

Cet emplacement est mis à disposition de l'Association pour une gestion harmonieuse, écologique et partagée de l'espace public du cimetière, dans le respect des principes suivants auxquels l'Association doit adhérer sans réserve :

- Convivialité : organiser des moments de plantation et d'entretien en collectif ;
- Communication : afficher de manière lisible et visible les espaces plantés et entretenus par l'Association ;
- Fonctionnement : élaborer collectivement le projet de plantation *(annexe 2)* ;
- Gestion du site : entretenir écologiquement le jardin funéraire tout au long de l'année en respectant les prescriptions de la convention ;
- Gestion partagée : maintenir une concertation entre l'Association, le Service funéraire et le Service des Musées, pour une gestion harmonieuse de l'espace public ;
- Divers : prendre une assurance en responsabilité civile et en fournir une copie au Service funéraire.

La présente convention constitue une autorisation d'occupation du domaine public du cimetière Saint-Gall, accordée à l'Association à titre gracieux pour partager avec elle une gestion commune, harmonieuse et écologique du territoire.

L'espace à planter est défini en concertation entre l'Association et le Service funéraire, leur localisation est jointe en *annexe 1*.

La Ville de Strasbourg et ses services s'engagent à accompagner, soutenir, aider l'association porteuse du projet.

En cas d'intervention sur le jardin funéraire, l'Association prendra contact en amont avec le représentant du cimetière afin que ce dernier puisse prendre les dispositions nécessaires et permettre l'accès aux plantations.

L'association signataire et ses jardiniers s'engagent à respecter le travail de la ville et de ses agents, et à assurer l'entretien des espaces qui lui auront été confiés.

Article II : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de un an prolongée par tacite reconduction jusqu'à cinq ans maximum. Au terme de ces cinq ans, la convention doit être expressément reconduite. Elle prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties et de la transmission des documents d'assurance prévus.

Un bilan annuel sera réalisé à la date anniversaire de la convention avec l'Association par les représentants de la direction de territoire Koenigshoffen-Montagne Verte-Elsau, le Services funéraire et les Musées de Strasbourg.

Le préavis n'est pas opposable à la Ville en cas de manquement grave et manifeste de l'Association à ses engagements, tel que stipulés dans la présente convention. En cas de tel manquement, et après recherche de conciliation, l'Association se verra retiré le droit de plantation de l'emplacement proposé par la Ville au sein du cimetière Saint-Gall.

En cas de non-respect d'une ou de plusieurs des clauses, la Ville ou l'Association est en droit de dénoncer la présente convention, à titre temporaire ou définitif. Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Article III : Emplacement, dimensions et nature des plantations

Lors des visites de site préalables à la mise en place du projet, l'emplacement et la forme du jardin funéraire ont été définis entre le Service funéraire et l'Association comme suit :

Le jardin funéraire sera créé dans l'enceinte de l'extension du cimetière Saint-Gall (constituée des anciens cimetières privés des familles Altorffer, Osterrieth, Gross-Monoyer-Blech-Wenger, devenus propriété de la Ville et placés sous gestion du Service funéraire).

Le jardin funéraire consistera en un massif planté sur une bande linéaire de 2 m de large, disposée en pente le long de la clôture dans la zone piétonne prolongeant l'avenue du Cimetière, d'où il sera visible depuis la voie publique.

Il occupera une surface initiale de 11,25 m². Cette surface pourra évoluer en fonction des propositions annuelles d'amélioration de l'Association, en gardant toujours le lien avec le passé romain du quartier.

Le Service funéraire s'engage à préparer la surface du massif par fauchage et fraisage de la surface préalablement à la première plantation par l'Association qui sera faite en vue des Journées du Patrimoine 2018.

Les plantations seront composées de plantes liées au thème de la mort dans l'Antiquité, selon la liste fournie par le Service des Musées (*annexe 3).* Cette liste n'est pas exhaustive et peut être complétée suivant l'avancement des recherches archéologiques et bibliographiques.

La proposition d'espèces ne figurant pas dans cette liste sera étudiée par le Service funéraire qui s'assurera de la compatibilité avec le projet.

Le jardin funéraire donnant lieu à une visite annuelle du public qui rendra accessibles les plantations, ceci implique de prendre des précautions vis-à-vis des enfants ou des personnes non informées des dangers potentiels de l'ingestion de certaines plantes.

Ainsi, les plantes considérées comme toxiques, telle la jusquiame, sont totalement proscrites. Il en sera de même pour les Arum, Daphnés, Muguet, Datura, ainsi que les euphorbiacées, les liliacées, les renonculacées et les solanacées.

Les plantes destinées à être consommées ou pourvues d'épines sont en principe proscrites dans le cadre du règlement des cimetières de Strasbourg qui prévoit selon le code de déontologie funéraire que « les tombes ne doivent pas être ornées de plantes dont les fruits sont comestibles ou qui peuvent nuire à la sécurité des personnes ». Aux fins de l'illustration des plantations funéraires de l'époque romaine, une exception sera faite pour les plantes de ce type utilisées dans le rite funéraire romain. Cependant, par respect de ce principe éthique, l'Association s'engage à ne pas permettre à ses adhérents, ni aux visiteurs de consommer ces plantes en les informant sur cette réglementation. Si des plantes sont comestibles mais qu'il n'est pas permis de les consommer dans le cadre d'un cimetière : cueillette et destruction par l'Association les jours précédant les visites.

Article IV : L'entretien de l'espace planté

La propreté du jardin funéraire est sous l'entière responsabilité de l'Association. Celle-ci devra s'assurer qu'à tout instant l'espace sous convention est entretenu, y compris durant les périodes de repos végétatif, ou d'absence de couvert végétal. Plus largement, l'Association veillera également à ce que son activité au sein de l'espace où il se situe respecte la propreté des lieux, y compris lors des visites associant le public.

Pour tous les travaux d'entretien, l'Association devra respecter les règles de sécurité en vigueur lors de travaux, en particulier en cas d'utilisation de matériel motorisé ou coupant. Les intervenants devront également prendre toutes les précautions d'hygiène et de sécurité nécessaires compte tenu des déchets retrouvés aux abords extérieurs du cimetière, au niveau du portail d'accès menant au jardin funéraire.

Travail du sol : Le décompactage du sol par binage est autorisé. Cependant, d'une manière générale, les travaux de sol d'une profondeur > 1 m sont proscrits. L'ajout de terreau de plantation, ou de mulch est autorisé pour maintenir l'humidité au sol, couvrir les besoins des plantes en eau, et limiter l'envahissement des plantations par les adventices.

Préservation de la clôture et des monuments funéraires voisins :
Un espace engazonné d'1, 50 m de large sera préservé et régulièrement tondu par le Service funéraire tout autour du jardin funéraire, ce qui évitera toute intervention de l'Association dans cette zone tampon et limitera les risques de détérioration de la clôture et des monuments funéraire situés à proximité.

Tonte : Le Service funéraire s'engage à tondre régulièrement le pourtour du massif afin de ne pas nuire à sa visibilité, et à dégager un cheminement depuis le portail jusqu'au massif pour l'entretien du jardin funéraire par l'Association.

Arrosage : Assuré par l'Association qui pourra se fournir en eau auprès des points d'eau du cimetière Saint-Gall, la fréquence d'arrosage sera adaptée aux conditions météo (notamment la pluviométrie) ainsi qu'aux besoins des plantes choisies.

Traitement, amendement, engrais : Dans le cadre de la démarche *Zéro pesticides*, le Service funéraire a proscrit toute utilisation de pesticides sur ses espaces. En cohérence avec ce principe, **l'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais chimiques est strictement interdite.** Il y a lieu de recourir à des méthodes qui respectent les équilibres écologiques, en favorisant, par exemple, l'existence des prédateurs de parasites et l'utilisation de produits biologiques. Le service des Espaces verts et de nature de la Ville pourra apporter tous les conseils nécessaires s'il en est besoin. Il est rappelé ici que les produits phytosanitaires et les engrais chimiques peuvent être dangereux pour l'environnement, pour la qualité de l'eau de la nappe phréatique rhénane, et plus particulièrement pour la santé.

Autres travaux : Tous les travaux nécessaires à la pérennité et au bel aspect du jardin funéraire sont du ressort de l'Association signataire.

Article V : Dispositions d'aménagement du jardin funéraire

Pour assurer la sécurité des visiteurs lorsque le jardin funéraire sera rendu accessible au public, toute pose de bordurette, clôture et autre élément qui peut constituer un obstacle est interdite.

La végétation mise en place ne devra à aucun moment constituer une gêne au déplacement des piétons, vélos et autres utilisateurs sur la voie publique, par le dépassement de branches au travers de la clôture, par exemple.

La surface concernée appartient au domaine public de la Ville de Strasbourg. Celle-ci, représentée par le Service funéraire, accorde au signataire de la convention un droit d'utilisation. Cet emplacement ne pourra pas être privatisé de quelque manière que ce soit.

Une signalétique adaptée, installée à proximité du jardin funéraire, permettra à ce dernier de remplir son rôle pédagogique à l'origine du projet. Cette signalétique sera fournie par le Service éducatif des Musées de Strasbourg, après concertation entre l'association et les services de la Ville.

Cette signalétique ne sera en aucun cas fixée sur la clôture du cimetière. L'emplacement du panneau d'information pédagogique est fixé conjointement avec le Service funéraire et le Service éducatif des Musées à 1m à l'arrière du grillage, sans gêner la vue sur le jardin, afin d'éviter toute dégradation volontaire.

Article VI : Autres dispositions

Interruption des travaux : L'association contactera le responsable du cimetière pour programmer ses interventions dans le jardin funéraire et adaptera l'exécution de son travail aux contraintes du cimetière : elle pourrait devoir interrompre son activité le temps d'une cérémonie d'inhumation à proximité.

Assurances et responsabilités : L'assurance souscrite par l'Association, dont les références sont :

……....
couvre tout dégât ou sinistre provoqué par son activité ou ses intervenants durant son occupation des lieux.

Tout dégât ou sinistre éventuel devra être signalé par l'Association au responsable du cimetière et un devis de réparation sera fourni.

Conditions financières : La présente mise à disposition des lieux ne donne pas lieu à une facturation.

Contacts : Pour permettre une cohérence et une vision partagée dans la gestion du projet il importe de garantir une communication optimale entre les services de la Ville et l'Association.
Les correspondants et partenaires de l'Association ainsi que les représentants de l'Association sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :

Numéros utiles (nom + numéro de téléphone+ e-mail):

L'Association Kdemain	Correspondant quartier	Porteur du Projet Service éducatif des Musées	Responsable du cimetière Saint-Gall Service funéraire	Responsable opérationnel Service funéraire	Responsable de la Police funéraire Service funéraire
Mme HEBTING	**MME CHAMBON-SPINNER**	**MME BUCHER**	**M. BATZARECK**	**M. GROSHENS**	**M. BONNIER**
06.36.56.63.19	03.88.10.54.83 06.12.32.75.22	03.68.98.74.80	03.88.30.05.03	03.88.45.87.95	03.88.45.87.83
hebtingchristine@hotmail.fr	dominique.chambon-spinner@strasbourg.eu	sylvie.bucher@strasbourg.eu	patrick.batzareck@strasbourg.eu	stephan.groshens@strasbourg.eu	nicolas.bonnier@strasbourg.eu

Tout amendement à la convention sera visé par les signataires.

Article VII : Litiges

Les litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne pourraient être résolus de façon amiable seraient portés devant la juridiction administrative compétente.

Strasbourg, le

Pour la Ville,

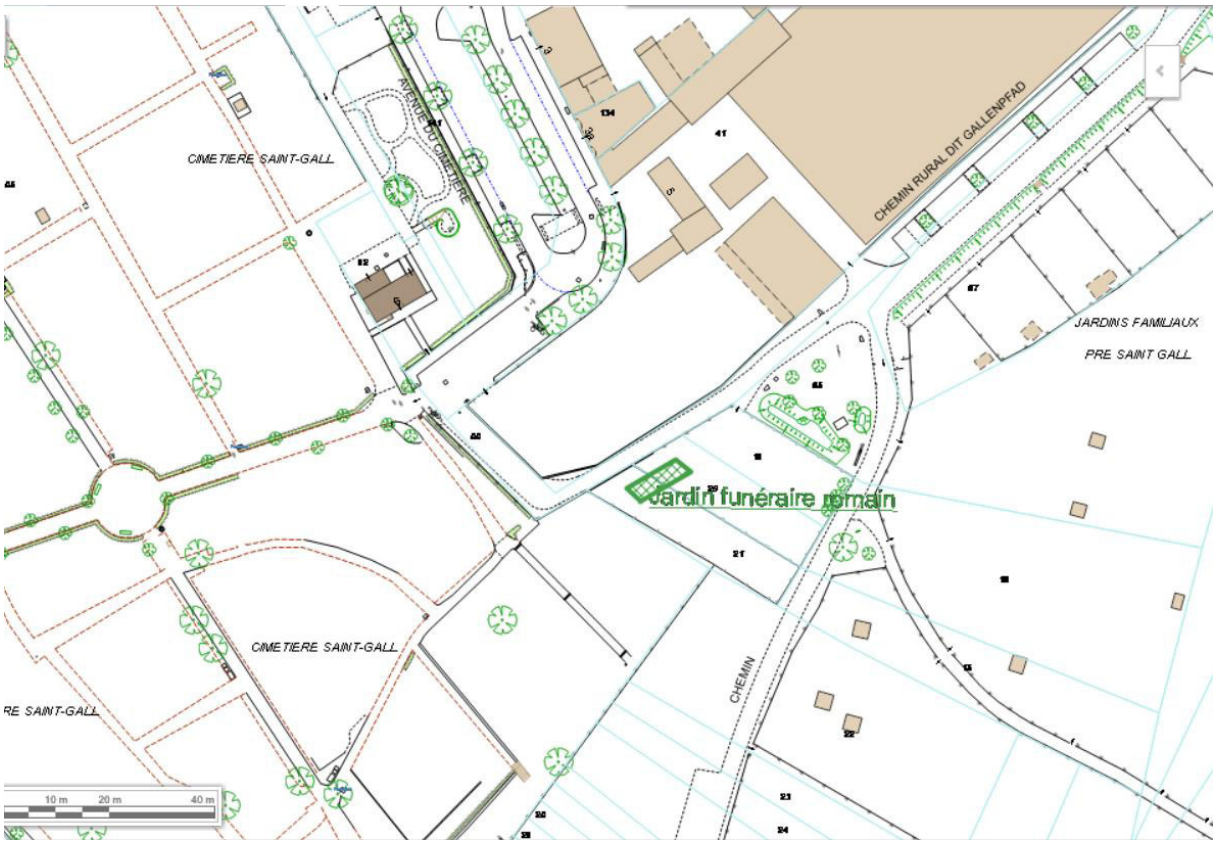
M. Roland RIES,
Maire de Strasbourg

Pour l'Association
Koenigshoffen Demain,

Mme Christine HEBTING,
Présidente

Annexe 1

Localisation du jardin funéraire



Annexe 2

Projet de l'association, en lien avec le Service des Musées et le Service funéraire

- Proposer un lieu agréable et pédagogique autour des plantes liées au thème de la mort

- Faire le lien entre les plantes funéraires romaines et la décoration des tombes du cimetière (permanence de certaines plantes : laurier, violette, acanthe, rose, couronnes de fleurs, etc.)

- Proposer lors des Journées du Patrimoine, ou à d'autres occasions, une visite sur le thème des plantes funéraires

- Proposer une visite « en autonomie », à l'aide d'un dépliant qui donnerait des explications sur les différentes plantes et leurs liens avec l'aspect funéraire (romain et d'autres époques) et éventuellement des indications plus larges sur les plantes.

Valorisation du projet (avant, pendant, après) :

a) En interne par les services de la Ville :

- au niveau du Musée Archéologique : renvoi au parcours « jardins gallo-romains » de Koenigshoffen, visites couplées musée-jardin sur le thème de la mort

- au niveau du cimetière Saint-Gall : communication au public par l'intermédiaire d'un dépliant édité par le Service des Musées et disponible à l'entrée du cimetière

b) En externe : communication de la part de la structure partenaire non encore déterminée à la signature de la convention.

Annexe 3

Liste des plantes liées au thème de la mort chez les Romains et pouvant être plantées à Koenigshoffen (liste non exhaustive)

Acanthe : Décor des tombeaux et symbole de vie éternelle.

Coquelicot : L'image du coquelicot, ou plus généralement du pavot, recourbé, est fréquente dans la littérature pour décrire la mort qui s'abat sur un personnage comme dans ces vers du neuvième chant de l'Enéide : *« L'épée poussée avec force a traversé les côtes et rompt la si blanche poitrine. Euryale roule dans la mort, le sang coule sur son corps si beau et sa tête défaillante retombe sur son épaule. Comme on voit mourir une fleur vermeille tranchée par la charrue ; comme des pavots, le cou lassé, finissant par baisser la tête si une pluie vient peser sur eux. »*
Le coquelicot est évoqué comme la plante dont Morphée caresse celles et ceux qu'il veut assoupir. Le coquelicot est également la plante de Perséphone, la reine des enfers, ou de sa mère, Déméter, à qui Morphée aurait offert un repos réparateur grâce à la plante, lorsque la déesse languissait et s'étiolait dans sa quête désespérée pour retrouver sa fille.

Coudrier (noisetier) : Mercure guidant les morts vers les enfers avec sa baguette de coudrier.

Crocus (safran).

Fève : Au mois de mai, c'est la fête des Lémuria. Les Lémures sont les âmes de ceux qui ont connu une fin tragique ou violente, les suicidés, les noyés, les assassinés et, plus généralement, tous ceux qui ont encore des comptes à régler avec les vivants. Une fois par an, Hadès le maître des enfers leur donne la permission de revenir ici-bas. Pour protéger les siens de ses abominables créatures, le *pater familias* jette des fèves noires par-dessus son épaule. La fève est en effet la nourriture des morts. Cérès, qui enseigne l'art de cultiver le grain aux hommes, leur conseille de se passer de fèves à cause de la graine qu'elles contiennent, censée renfermer une parcelle d'âme. Pythagore, strict végétarien, ne mangeait pas de fèves car il croyait qu'elles contenaient en leur centre une parcelle d'âme. Ce serait même une des raisons de sa mort : alors qu'il était poursuivi par ses ennemis, il se serait retrouvé devant un champ de fèves et aurait préféré se laisser capturer plutôt que de fouler des âmes.

Iris : l'iris est considéré dans l'Antiquité comme une fleur funéraire. Iris (la suivante de la déesse Héra dans l'Iliade) est garante du « grand serment des dieux », celui que nul ne peut enfreindre : c'est elle qui ramène des enfers l'eau du Styx nécessaire au serment. Les missions et les messages de la déesse sont rarement de bonnes nouvelles et sont souvent funèbres. Lorsque la reine Didon agonise, sans regret du geste désespéré qu'elle vient d'accomplir par amour pour Enée, c'est Iris qui vient apporter l'ultime délivrance en coupant le cheveu qui la rattache à la vie.

Jacinthe *(Bellevalia romana (syn. Hyacinthus romanus)* : les Anciens prétendaient qu'on pouvait lire sur ses pétales les lettres « AI » à la double interprétation possible : d'une part, elles évoquent en grec le mot « hélas ! » et symbolisent le cri poussé par Apollon après la mort accidentelle d'Hyacinthe, d'autre part, les premières lettres du nom d'Ajax dans le sang duquel cette fleur aurait germé.

Laurier : arbre sacré d'Apollon dont les feuilles persistantes sont symbole d'immortalité, le laurier est synonyme de gloire tant sur le plan guerrier que spirituel. C'est ainsi qu'on couronne de laurier les vainqueurs et les héros. Sa représentation évoque la vertu, la vérité et la persévérance. On prête au laurier des propriétés purificatrices physiques et spirituelles. Tout comme la palme, le laurier est l'attribut de la victoire.

Lis (ou Lys) : plante associée à la déesse Junon qui a pour charge de veiller sur les femmes romaines. Elle est aussi la protectrice du mariage, des naissances et du commencement.

Menthe : Perséphone jalouse de Mintha, une ancienne conquête d'Hadès, se bat avec elle, la transforme en une plante velue avant de la piétiner. Depuis, partout dans les enfers se répand l'odeur gourmande, fraîche et sensuelle de la menthe.

Noyer : histoire d'amour de Bacchus et Carya, une des filles du roi Dion, souverain de Laconie.

Orme : aurait été, selon Virgile, à l'entrée des Enfers (légende d'Orphée et Eurydice)

Pin parasol : légende d'Attis et Cybèle.

Roses rouges : symbole de la brièveté de la vie.

Saule : arbre maléfique ; Orphée descend aux Enfers avec une branche de saule ; cet arbre se trouve à l'entrée des Enfers dans l'Odyssée.

Verveine officinale : est une herbe qui « chasse le démon », on la brûlait également pour la purification des autels.

Vigne : présence de vignobles assez régulière ; elle s'explique en premier lieu par le besoin de vin pour les libations (rituel religieux). La vigne est symbole du sang par sa couleur rouge, il vivifie les Mânes (génies funéraires) en leur offrant l'ivresse, source d'immortalité.

Violette : un récit mythique fait de la violette une fleur funéraire de l'Antiquité car Proserpine en cueillait quand elle fut envoyée aux Enfers (mythe de Proserpine). Par ailleurs, on fêtait en Mars le jour des violettes durant lequel les sépultures étaient garnies de cette fleur, symbole de la résurrection d'Attis.

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Participation de la ville de Strasbourg à la restauration de la tombe du Colonel Joseph CARON.

Le Colonel Joseph CARON né le 29 octobre 1774 à Creuse dans la Somme s'engage à 17 ans, en 1791, au 4ème régiment des Dragons pour une carrière de presque vingt-cinq ans.

Il s'illustre dans les campagnes militaires de la République et de l'Empire. Il est promu lieutenant-colonel en 1814 à la suite d'actes de bravoure. La Restauration méconnait ses services et il est mis en demi-solde en 1815, considéré comme un ennemi des Bourbon. Bonapartiste convaincu, il se mêle à tous les mouvements politiques contre la Restauration. Compromis dans la conspiration du 19 août 1820, il est arrêté à Epinal, mais acquitté à Paris.

Voulant faire évader 2 amis militaires condamnés à 5 ans de prison comme fauteurs d'insurrection qui devait éclater à Belfort, il fut trahi, traduit devant le conseil de guerre à Strasbourg, condamné à mort le 21 septembre 1822 et fusillé le 1er octobre 1822 au Polygone (Strasbourg). Il est enterré à Strasbourg.

Sa tombe figure dans le guide des cimetières de la Ville consacré au cimetière Saint Urbain.

Cette sépulture présente aujourd'hui les marques du temps et doit faire l'objet de travaux de restauration.

L'Association d'Alsace pour la Conservation des Monuments Napoléoniens (AACMN) a été créée en 1982 pour la protection, la restauration et l'entretien des monuments, sépultures et sites de la période 1789 - 1913. Elle sollicite une aide de la Ville pour la restauration de cette sépulture à hauteur de 465 €, soit 25 % du coût de la restauration qui est de 1 860 €.

La Fondation du patrimoine et la Société d'entraide de la Légion d'Honneur participent également à ce projet.

Il est proposé de donner une suite favorable à cette requête à hauteur de 465 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le projet de restauration de la tombe du Colonel Joseph CARON et le versement d'une subvention de 465 € à l'Association d'Alsace pour la Conservation des Monuments Napoléoniens,

décide

l'imputation de la dépense sur le budget 2018 de la ville de Strasbourg activité AU06, fonction 026, nature 678, dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 5 000 €.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Bilan de la concertation publique relative au projet Archipel 2. Travaux préparatoires.

1. Contexte

Par délibération en date du 25 septembre 2017, la Ville a décidé le principe de réalisation d'un nouveau projet dénommé Archipel 2, profitant en cela de la dynamique économique déclenchée par la première phase, et permettant aux nouvelles demandes d'implantation qui apparaissent sur le secteur au nord du boulevard de Dresde de s'inscrire dans un schéma d'ensemble cohérent.

Ce projet conserve l'ADN et les ambitions de la précédente opération et a vocation à renforcer la vitrine d'excellence initiée sur le secteur sud tant d'un point de vue économique, d'aménagement durable, de mixité fonctionnelle que de qualité de vie.

2. Principes directeurs du projet

Le principe d'aménagement présenté et proposé lors la concertation s'est appuyé sur plusieurs fondamentaux :

- Le développement d'un projet autour d'équipements existants incontournables comme la salle de basket de la SIG ou le nouveau Théâtre du Maillon en construction
- Le schéma d'urbanisme élaboré en 2013 sur l'ensemble du quartier Wacken Europe qui a, pour le projet Archipel 2 définit plusieurs éléments structurants :
    - Un parc public inondable peu urbanisé d'environ 2,5 ha, au nord du secteur à la confluence de l'Aar et du canal de la Marne au Rhin dont la vocation est tout à la fois paysagère et technique
    - Un sillon botanique, parc promenade orienté sud-nord d'environ 1 ha, plus urbain que le précédent répondant également à des exigences hydrauliques en lien avec le caractère inondable du site, qui veut prolonger la place Zeller et proposer un espace de respiration entre le nouveau Théâtre du Maillon et les constructions
    - Un axe traversant majeur est-ouest se prolongeant sur l'Ile aux sports, et offrant des perspectives visuelles sur près d'un kilomètre.
- L'ambition de continuer à développer un quartier à forte mixité fonctionnelle où la vocation tertiaire doit rester évidente

- La recherche d'une qualité environnementale tant en ce qui concerne les exigences constructives que les principes d'aménagement qui seront retenus
- La fabrication d'un projet à identité et image forte au travers d'une conception urbaine et architecturale originale et innovante
- Une ambition économique forte et stratégique qui imposera de privilégier l'accueil d'enseignes majeures et reconnues

3. Modalités pratiques de la procédure de concertation et d'expression du public mise en œuvre

Le projet décrit précédemment a été soumis à l'avis du public dans le cadre d'une procédure de concertation et d'expression du public menée en application des dispositions de l'article L 103-2, 3° du Code de l'urbanisme.

Cette concertation s'est déroulée du 15 janvier au 15 février 2018 selon les modalités suivantes :

- la diffusion d'information dans la presse locale (DNA du 5 janvier 2018) et le site internet de la collectivité
- une exposition au Centre Administratif constituée de 5 panneaux installés du 15 janvier au 15 février 2018,
- la mise à disposition du public d'une note de présentation exposant les enjeux du projet accompagnée d'un registre d'observation sur lequel une seule observation a été déposée
- l'organisation d'une réunion publique le 8 février 2018 au centre administratif à laquelle ont participé une vingtaine de personnes; cette rencontre a permis de consulter les citoyens sur le projet et d'échanger avec eux sur la base d'une présentation qui a :
    - rappelé les caractéristiques majeures du projet Archipel 1,
    - présenté le schéma directeur du projet Archipel 2 et décrits ses principaux objectifs urbains et environnementaux
    - abordé les problématiques de déplacements et de stationnement
    - et annoncé les étapes à venir
- la mise à disposition d'une plaquette de présentation du projet
- l'organisation d'une deuxième rencontre le 22 juin 2018 étayée de nouvelles analyses effectuées en vue de compléter, préciser et expliquer les éléments présentés en matière de déplacements et de stationnement lors de la 1ère réunion.

4. Bilan de la concertation

4.1. L'approche économique, urbaine et environnementale du projet

Le projet présenté, en proposant de reprendre les principes de mixité et d'insertion urbaine et les attendus en matière de développement d'espaces verts et d'ambitions de développement économique du modèle que représente Archipel 1 répond aux interrogations que les citoyens avaient soulevées lors de la concertation de 2012-2013. Il en va ainsi de nombreux sujets évoqués lors de la précédente concertation :

- l'intérêt économique du projet qui a profité et continue à profiter de la relance du marché, à condition d'en respecter les limites en termes de rythme de commercialisation et de cibles visées (le tertiaire supérieur) ;
- les ambitions de la Ville sur ce nouveau quartier qu'elle veut vivant pendant et après les heures de bureaux ;
- la volonté de développer l'implantation de commerces et de services à l'entreprise et à l'habitant.

Parmi les participants, certains ont souhaité obtenir des précisions quant aux espaces verts envisagés dans le projet. Comme présenté précédemment, et comme cela avait été annoncé lors de la concertation relative à Archipel 1, le projet offrira trois espaces majeurs dédiés au paysage : un parc public de 2,5 ha, une promenade – le « sillon botanique » de près de 1,5 ha, les berges du site sur 400 ml. Ces lieux d'agrément constitueront une vraie continuité verte répondant aux objectifs des trames verte et bleue.
En complément de ces espaces publics, le choix maintenu de la verticalité permettra de dégager des espaces plus privatifs.

4.2. Interrogations sur les conditions d'accessibilité

Les échanges ont rapidement abordé les questions d'accessibilité et de mobilité, qui ont fait d'ailleurs l'objet d'une proposition de la collectivité d'organiser une deuxième réunion portant uniquement sur cette problématique.
Confirmée comme leur préoccupation essentielle, cette problématique a fait l'objet de plusieurs questions génériques auxquelles la Ville a répondu en deux temps, lors de la 1ère réunion du 8 février et lors de la réunion spécifique du 22 juin :

- **Où en est-on tant en matière de réalisation que de projets à venir visant à améliorer l'accessibilité globale du projet Wacken Europe et de fait, d'Archipel**

Les nombreuses études de déplacements menées depuis les prémices du projet Wacken Europe ont été réalisées selon une méthode permettant d'apporter au fur et à mesure des précisions aux modèles utilisés, de manière à mieux adapter les solutions proposées. Elles s'inscrivent dans une logique de suivi et d'évolution continue.
A ce jour, elles sont déjà concrétisées par la réalisation de plusieurs actions d'accompagnement :

- la rue Alice Mosnier qui relie la rue Fritz Kieffer à l'avenue Pierre-Mendès-France, réalisée sous maîtrise d'ouvrage Eurométropole, devrait être achevée à l'automne. Elle permettra d'offrir au quartier du Wacken mais également aux quartiers situés au-delà, une 3ème porte d'accès devant rationnaliser les flux transversaux.
  Il est également rappelé que dans le cadre du projet Wacken Europe, la construction du nouveau Parc des Expositions en lisière de quartier et en accès direct depuis cette nouvelle voie supprimera les effets parasites de l'accueil de visiteurs liés aux salons et autres manifestations.
- des améliorations du fonctionnement du carrefour à feux « av. Pierre Mendès-France / rue du Wacken » et la réalisation de voies complémentaires sur la rue Wenger -Valentin facilitant les entrées-sorties des banques ont permis d'obtenir des résultats en matière de fluidité non négligeables.

- la réalisation de la passerelle reliant la station tram du Wacken au secteur du PMC sécurisera les liaisons piétonnes et cyclistes
- plusieurs aménagements lourds vont également être engagés, sous maîtrise d'ouvrage de l' Eurométropole de Strasbourg, comme la création de deux carrefours sur le boulevard de Dresde, la mise à 2x2 voies des rues Jean Wenger-Valentin et Frédéric Guillaume Raiffeisen, l'adaptation de la rue Fritz Kieffer au fonctionnement du futur Parc des Expositions.
- conformément au contrat triennal 2018-2020 « Strasbourg, capitale européenne », des études vont être engagées pour définir les conditions de réalisation d'une liaison d'un site propre entre le quartier et la gare. Dans un premier temps, une liaison bus permettant de relier la gare centrale au quartier Wacken sera mise en œuvre.
- concernant les modes doux, des actions d'amélioration des voies existantes et de prolongement de nombreuses liaisons douces cycles et piétons pourront être engagées. La réalisation des nouvelles passerelles requalifiera certains itinéraires et permettra de relier le nouveau quartier au nord de l'agglomération en passant par Schiltigheim ou à l'est en traversant l'île aux sports

- **Comment est évaluée l'augmentation du trafic sur le secteur et mesurées les nuisances en matière de bruit et de pollution de l'air**

Un suivi du projet par des campagnes de comptages et d'analyse d'air et de bruit sera mis en place tout au long de la construction du projet Wacken Europe et permettra d'informer la population mais surtout de vérifier, contrôler et adapter le fonctionnement des carrefours et la distribution des déplacements.
Les premières actions seront engagées avec l'ouverture de la rue Alice Mosnier.

En termes d'évaluation, les études de déplacements, dont l'étude PTV 2013 reprend et intègre les choix précédemment en matière d'aménagements viaires et en évalue les effets, reposent sur la méthode de calcul de la génération des flux supplémentaires.
Comme cela avait été demandé lors de la précédente réunion, cette méthode a été expliquée aux participants lors de la réunion du 22 juin 2018 afin de mieux comprendre sur quoi s'appuient les chiffres bruts et récapitulatifs que l'on retient, comme l'augmentation du trafic.
Cette présentation a notamment traité des données d'études (surfaces, nombre d'emplois et d'habitants créés), des paramètres de calcul comme l'évaluation du nombre de déplacements par mode, les enquêtes « ménage » et les enquêtes de mobilité qui permettent de déterminer d'où viennent les flux.
Elle a aussi montré comment ils peuvent et sont traduits en « effet sur les charges de trafic » et en « mesures d'accompagnement ».
Sur la base du projet actuel, une nouvelle évaluation a été réalisée pour prendre en compte les évolutions du programme depuis 2013 qui confirme les calculs précédents à 3% d'augmentation près.

4.3. Comment sera géré le stationnement lors et en dehors des manifestations sportives

Parce qu'ils répondent largement aux besoins des utilisateurs et aux exigences réglementaires, les grands principes en matière de stationnement mis en œuvre sur Archipel 1 seront repris sur Archipel 2 :

- réalisation de stationnement en socle des bâtiments pour répondre aux besoins privés sur un ou deux niveaux
- réalisation d'un parking public mutualisé pour répondre aux besoins ponctuels des visiteurs, voire aux besoins complémentaires des sociétés qui s'installeront et souhaiteront plus de places que ne peut leur en offrir leur propre parcelle
- ratios en matière de places de stationnement supérieurs aux limites basses réglementaires du PLUi

Pour les manifestations sportives ou autres, il est envisagé d'organiser l'offre de stationnement de manière multi-site en utilisant et mutualisant les offres de stationnement périphériques existantes ou à venir, selon des principes de foisonnement prenant en compte les taux d'occupation des parkings.

Les P+R doivent notamment participer à cette démarche en élargissant leur offre à ce genre de besoins.

4.4. Conclusions

Le schéma directeur présenté, dans ses grands principes décrits ci-après, semble répondre aux attentes du public et ses ambitions urbaines, environnementales et économiques ont reçu un retour positif :

- les passerelles qui ouvrent le quartier sur le nord et l'est de l'agglomération,
- la trame viaire d'Archipel 2 et ses trois points d'accès au boulevard de Dresde,
- l'organisation générale du site qui répartit les bureaux en partie sud et les logements au nord, face au parc public et aux voies d'eau,
- les espaces verts et de détente proposés occupant près d'un tiers de la surface du site,
- les actions d'accompagnements mises en œuvre ou à venir.

Les rencontres publiques organisées depuis le lancement du projet Wacken Europe, la définition claire des impondérables et les démonstrations de prises en compte des échanges avec les citoyens, lorsque celles-ci étaient possibles, ont constitué un terreau fertile permettant des échanges constructifs. Il est demandé que ces rencontres soient pérennisées.

5. Travaux à engager

Plusieurs actions préparatoires doivent désormais être engagées :

- la construction du nouveau Maillon dont la livraison est prévue pour la saison 2019-2020, nécessite d'aménager, dès cet automne, ses abords directs en répondant aux contraintes du site et aux principes établis dans le présent bilan de la concertation. Le coût des travaux à la charge de la Ville est estimé à 215 000 € HT
- les démolitions des halls existants dès lors qu'ils auront été désaffectés et déclassés. Le coût de ces démolitions est évalué à 1.650.000 € HT

- le déplacement d'un poste de transformation ainsi que des réseaux d'amenée pour 800 000 € HT

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

en application des dispositions de l'article L 103-2, 3° du Code de l'urbanisme, le bilan de la concertation et expression du public sur le projet Archipel 2 organisée à partir du 15 janvier 2018, tel que plus amplement exposé au rapport de la présente délibération,

confirme

que de nouvelles rencontres avec les habitants seront organisées afin d'échanger sur les évolutions du projet Archipel 2 et de son contexte urbain et environnemental ainsi que sur les problématiques de déplacements,

charge

le Maire ou son-sa représentant-e de solliciter de l'Eurométropole :

- *la poursuite des études et travaux visant à la concrétisation des actions d'accompagnement liées aux projets du secteur Wacken Europe, notamment l'amélioration des liaisons actives (cycles + piétons), le suivi du projet par des campagnes de comptages et de mesures de bruit et de pollution de l'air, la mise à 2x2 voies de la rue Wenger-Valentin,*

- *la poursuite des études menées en matière d'accessibilité TC au quartier notamment pour évaluer l'opportunité d'un accès direct en tram depuis la gare,*

décide

l'engagement des travaux préparatoires d'aménagement d'Archipel 2 consistant en la réalisation des espaces publics aux abords du Maillon, imputables sur l'AP 0174 Prog.1138 « Actions d'accompagnement Wacken Europe », la démolition des bâtiments existants sur le site et le déplacement d'un transformateur électrique, travaux imputables sur l'AP 0174 Prog 1034 « Aménagement Quartier d'Affaires Européen » et sur la future ligne budgétaire« Archipel 2 » qui sera mise en place au BP 2019 pour permettre la réalisation des travaux d'aménagement du futur projet Archipel 2 pour des montants estimés de 23 M€HT en dépenses et 40M€HT en recettes

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à poursuivre les études et démarches permettant d'aboutir à la réalisation du projet Archipel 2 en régie dans le cadre de la procédure de permis d'aménager dans le respect des objectifs et ambitions programmatiques, urbaines, économiques et environnementales présentées et telles qu'elles figurent dans le document joint en annexe*

- *à signer tout document, acte, contrat et marchés de travaux pour les lots Ville de Strasbourg permettant l'aménagement des espaces publics aux abords du Maillon, suivant la décomposition suivante :*
    - *lot 1 : travaux d'éclairage public et de mise en valeur urbaine, pour un montant estimé de : 150 000 € HT*
    - *lot 2 : espaces verts, pour un montant estimé de : 65 000 € HT*

- *à signer tous les marchés d'études et de travaux concourant à la bonne exécution du projet Archipel 2*

- *à prendre toutes mesures concourant à la bonne exécution de la présente délibération, notamment déposer les autorisations d'urbanisme et lancer le cas échéant les procédures environnementales nécessaires et les consultations du public*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

Archipel WACKEN

Le quartier d'affaires international de Strasbourg

Concertation publique du 5 janvier au 23 février 2018



Ville et Eurométropole de Strasbourg
Mission Wacken Europe
1 parc de l' Etoile
67076 Strasbourg cedex
Courriel : wacken.europe@strasbourg.eu

Archipel
WACKEN

Archipel, prolongement d'un succès confirmé

Le Quartier d'Affaires International (QAI) compte parmi nos projets majeurs pour développer l'attractivité et le rayonnement de Strasbourg. Conçu dans le cadre d'une stratégie économique de long terme, il vise à créer un quartier respectueux de son environnement et offrant une mixité de fonctions alliant activités tertiaires de haut-niveau, logements, hôtel, commerces et services, dans la proximité immédiate des institutions européennes.

Dès l'origine, une concertation avait été lancée, conformément à l'un des axes essentiels de nos politiques publiques consistant à établir le dialogue avec les citoyens concernés par une transformation urbaine. Nous avions alors pris l'engagement d'enclencher une seconde phase sous réserve de la réussite avérée de la première.

Quelque cinq années plus tard, la réussite du QAI a dépassé toutes nos espérances, surtout au regard de l'audace dont il avait fallu faire preuve au moment de son lancement, en pleine crise économique. Archipel, désormais dénommé ainsi, a d'ores et déjà attiré des sièges d'entreprises comme Adidas France, et près de 300 logements seront commercialisés prochainement.

Cette dynamique doit donc être mise à profit en engageant au plus vite la deuxième phase, dont le lancement opérationnel vient d'être validé par le Conseil municipal de Strasbourg.

Nous revenons donc à nouveau vers vous pour l'étape de concertation publique concernant Archipel 2, qui se fixe les mêmes objectifs que lors de la première phase : veiller à la qualité du projet urbain, préserver la mixité fonctionnelle et respecter nos engagements en matière de développement durable, de transition énergétique et surtout de qualité de vie.

C'est pourquoi nous comptons sur vos contributions pour construire ensemble ce quartier et finaliser ce projet ambitieux. Vos propositions sont les bienvenues !



Roland Ries

Maire de Strasbourg



Un intérêt avéré

L'intérêt et le succès commercial de la première phase du Quartier d'Affaires International Wacken Europe, désormais dénommé Archipel, confirment tant le besoin qui avait été pressenti en matière de tertiaire supérieur, que la capacité de Strasbourg à accueillir un programme de cette envergure sur son territoire et l'attractivité du site à proximité des institutions européennes.

Un besoin confirmé

Tous les lots au sud de boulevard de Dresde ont été attribués aujourd'hui et des sollicitations nouvelles d'implantation se font d'ores et déjà jour.

Pour ne pas rompre avec la dynamique économique enclenchée et répondre aux sollicitations de nouveaux candidats, il convient d'envisager la poursuite du projet sur le secteur au nord du boulevard de Dresde.

Des principes directeurs maintenus

Le nouveau projet conserve l'ADN et les ambitions qui ont façonné le succès rencontré lors de la précédente phase.

Il s'inscrit dans un schéma d'ensemble cohérent visant à renforcer la vitrine d'excellence initiée sur le secteur sud tant d'un point de vue économique, d'aménagement durable, de mixité fonctionnelle que de qualité de vie.

Des enjeux non négligeables

Au-delà d'un programme ambitieux qui vise la construction de près de 120.000 m² répartis à 50/50 entre le tertiaire et le logement, c'est surtout l'ambition de faire fonctionner deux équipements majeurs pendant la construction du nouveau quartier qui sera le défi le plus audacieux.

Comment vous informer, comment participer

La présente procédure de concertation et d'expression du public est organisée en application des dispositions de l'article L 103-2, 3° du Code de l'Urbanisme et a pour but de vous informer et de recueillir vos observations et vos suggestions sur le projet et ses principes d'aménagement. Vos avis sont précieux.

➲ **Faites part de vos observations, au choix :**

- en les inscrivant dans le registre d'observation mis à votre disposition au niveau Accueil du centre administratif
- en nous les adressant par courrier à l'adresse Ville et Eurométropole de Strasbourg, Mission Wacken Europe , 1 parc de l' Etoile, 67076 Strasbourg cedex
- en nous les envoyant par courriel à l'adresse : wacken.europe@strasbourg.eu

➲ **Participez à la réunion publique du 8 février 2018 à 18h00**

qui se déroulera au Centre administratif de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, en salle des Conférences, niveau 1

Les prochaines étapes

Mars 2018	Bilan de la concertation
Mai 2018	choix de la maîtrise d'œuvre et lancement des études
Février 2019	début des travaux d'aménagement et de démolition des halls
Avril 2019	Début des travaux de construction des 1ers bâtiments tertiaires
2021 – 2025	Commercialisation

- **Le Maillon fonctionne dans son nouvel équipement dès la saison 2019-2020**
- **Pour l'inauguration de la SIG Arena, les travaux d'aménagement des voiries doivent être achevés**

Septembre 2019
Inauguration du nouveau Maillon

SIG Arena
livraison pour la saison 2021-2022


Archipel / lot 1-2 / Immeubles de bureaux / Linkcity /Altarea Cogedim / AEA / OSLO


Archipel / lot 1-2 / Immeubles de logements / Linkcity /Altarea Cogedim / AEA / OSLO

Les Enjeux

Conforter l'ambition économique inscrite dans la feuille de route Strasbourg ECO 2030

L'ambition est de développer un quartier vitrine du dynamisme économique de l'Eurométropole, dans une économie où les emplois tertiaires sont de plus en plus importants.
La vocation économique du quartier doit rester prédominante et passe par une forte visibilité du tertiaire.

Participer aux stratégies globales de développement économique, d'attractivité et d'aménagement du territoire

Dans le souci d'assurer un développement de territoire cohérent, le projet doit aussi se construire en tenant compte de la capacité globale de l'agglomération en matière d'accueil, hôtelier, résidentiel, de restauration ou autre.
Cette politique d'accueil doit en particulier cibler le tourisme d'affaires et les rencontres professionnelles organisées et développées par les grands équipements à proximité comme le PMC ou le Parc des expositions, mais également être en capacité de répondre aux besoins des institutions européennes

Confirmer son inscription dans la transition énergétique

De nombreuses actions ont déjà été développées lors de la précédente phase en matière d'environnement afin de répondre aux aléas énergétiques et environnementaux : diversification et mobilisation des sources d'énergie locales, construction de réseaux de chaleur, encouragement de la performance des bâtiments, etc…

Conserver une forte mixité fonctionnelle

L'amalgame au programme tertiaire de fonctions diverses, telles que
le logement résidentiel ou social, des services ou des commerces, des équipements culturels ou sportifs reste un des principes essentiel du projet, indispensable à l'équilibre social du quartier et de ses environs.

Construire son propre modèle de « smart city » ?

Au carrefour de tous les secteurs porteurs de l'économie actuelle et des nombreuses compétences de l'Eurométropole, l'idée de territoire durable prend forme à Strasbourg, entraînant un développement économique au cœur des filières qu'elle mobilise : numérique, bâtiment durable, énergie renouvelable, services publics urbains, urbanisme, mobilité innovante, biodiversité…

Une dynamique nouvelle portée par des visions emblématiques qui pourront faire demain de l'Eurométropole de Strasbourg un pôle d'expérimentation et d'expertise dans les domaines clés des métropoles intelligentes et humaines, de celles qui seront prêtes à prendre le virage de la transition écologique et de la compétitivité économique.

Etre « **smart** », c'est:

- d'abord, assurer des services et un cadre de vie agréable pour les habitants
- ensuite, mettre le développement durable au cœur du développement de ces services
- enfin, générer du développement économique et des emplois.





Un projet urbain intégré

Un îlot à relier

Ceint par le boulevard de Dresde au sud et la confluence de l'Aar, de L'Ill et du canal de la Marne au Rhin au nord, le secteur d'intervention se développe sur environ 11 ha en périphérie septentrionnale du ban communal de Strasbourg.

Former un nouveau morceau de ville sur ce site, c'est travailler les liens de cette presqu'île avec les autres îlots de l'archipel.

Intégrer le nouveau quartier, c'est créer des relations avec le Quartier des Banques existant, l'île aux sports , Archipel 1 au sud du boulevard de Dresde et la cité Ungemach, et, en deuxième rideau, les équipements publics métropolitains et les institutions internationales.

Composer avec l'existant

Le projet doit composer avec les activités occupant le site : certains équipements comme les halls du Parc des expositions vont être enlevés, d'autres maintenus sur site, comme le hall Rhenus qui héberge la SIG; d'autres viennent investir le site comme le nouveau Théâtre du Maillon.

Il doit également composer avec les conditions hydrologiques du site et respecter les contraintes hydrauliques qui s'imposent : en cela les nombreuses solutions mises en œuvre lors de la phase précédente* faciliteront la construction de modèles efficaces.

Un quartier à vivre

Créer un quartier où il fait bon vivre, travailler et qui réussisse à devenir une destination de détente et de découverte est une des grandes ambitions du projet et pour cela les propositions sont nombreuses:

- Valoriser les 500 m de berges qui le bordent,
- profiter des contraintes hydrauliques pour réaliser un parc de promenade « inondable »,
- aménager l' espace urbain pour tous les publics et favoriser les rencontres
- Organiser les flux internes pour limiter les conflits entre les modes motorisés et les modes doux

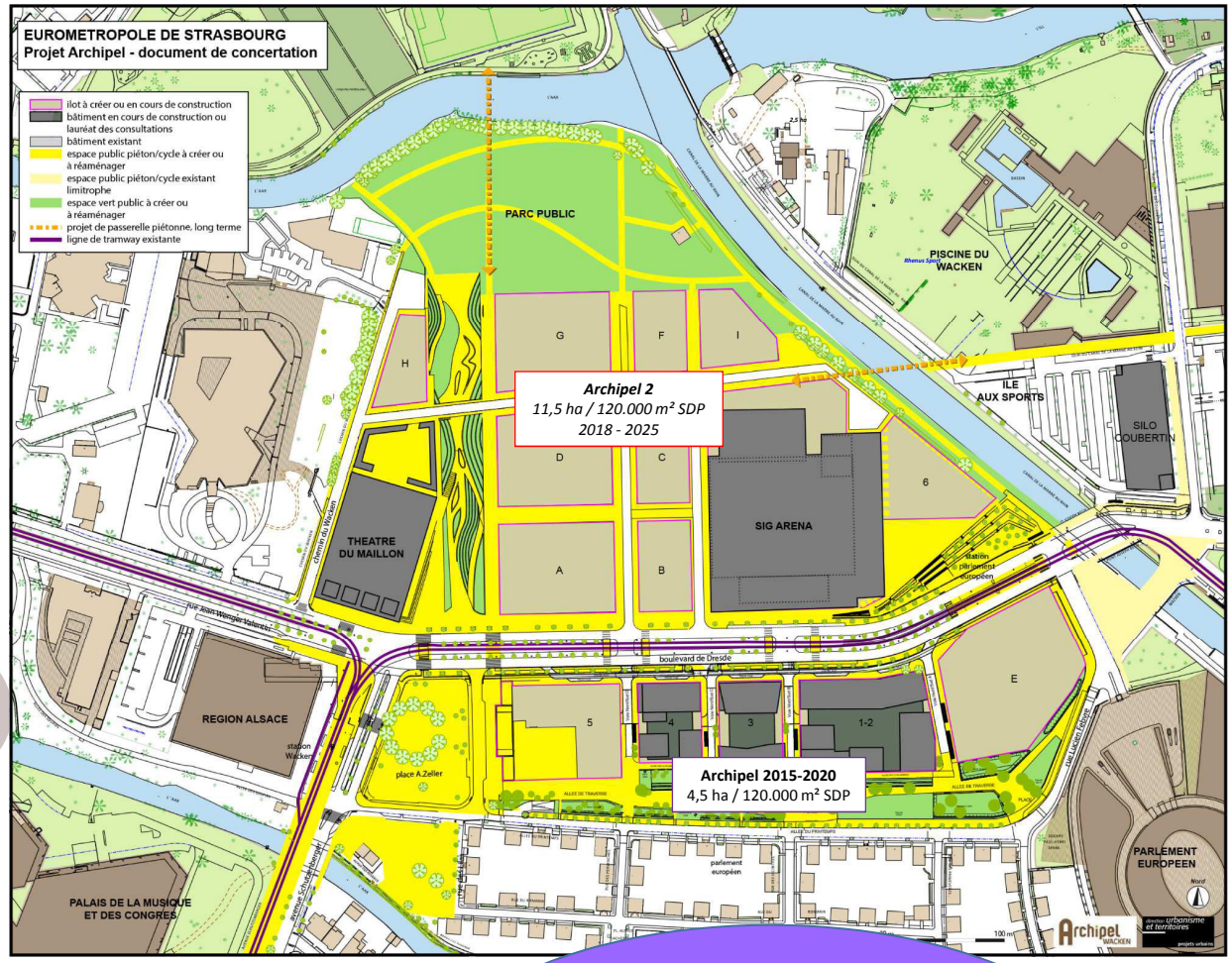
* Le Quartier d'Affaires International s'est vu décerner en 2016 le Grand Prix d'Aménagement dans la catégorie « **Comment mieux bâtir en terrains inondables constructibles** » « *pour avoir su combiner l'intérêt économique du projet à de réelles qualités urbanistiques et paysagères* » qui illustre « *la capacité de composer et d'adapter la ville avec la nature et le changement climatique* »

Profiter de l'expérience acquise pour mieux anticiper les attendus, tant du monde professionnel que des habitants – futurs ou actuels – Reprendre les fondamentaux qui font le succès d'Archipel: intégration, diversité, adaptabilité









SE RENCONTRER / PARTAGER

Organiser la rencontre entre nature et urbanisation
Inciter à la rencontre du monde du travail et du cercle privé
Offrir des lieux de de vivre ou de travailler ensemble
Rendre compatible
passions sportives ou culturelles et besoins de se ressourcer

Archipel 2, un potentiel de

60.000 m² de tertiaire / 2000 emplois
60.000 m² de résidentiel (dont 20 % de social) / 1500 habitants
Le Maillon 800 spectateurs
La SIG Arena 8000 spectateurs
4 ha d'espaces publics

Un programme ambitieux

Prendre en compte l'impact du Maillon et du Rhenus

De par leur emprise, leur taille mais également leur activité, les deux équipements du site obligent à une organisation et une gestion des espaces périphériques personnalisées : accès multimodaux, accueil des véhicules, prise en compte des logistiques particulières

Respecter les grands principes du schéma directeur Wacken Europe

Le projet est à considérer comme une prolongation urbaine de la 1ère phase et en prolonge les principes structurants:

- les perspectives viaires nord-sud qui prolongent les perspectives urbaines déjà réalisées et donnent sur un fond de scène paysager
- le sillon botanique qui longe le Maillon et apporte des réponses en matière d'appropriation de l'espace public et en matière de prise en compte des contraintes hydrauliques du secteur
- le parc public, espace de promenade et de détente, mais aussi bassin de compensation hydraulique, toujours accessible sauf en période de crue
- Un axe majeur est-ouest traversant le quartier et se prolongeant vers l'Ile aux sports
- une ou deux passerelles qui pourront relier le quartier à l'Ile aux Sports ou à Schiltigheim

Une organisation spatiale optimisée

La disposition des immeubles de bureaux en façade du boulevard et en un ensemble homogène permet de répondre au exigences du marché du tertiaire en matière de visibilité et de synergie.

Cette organisation permet de plus de développer, sur la partie nord du site, un secteur résidentiel qualifié, en front de paysages végétaux ou aquatiques.

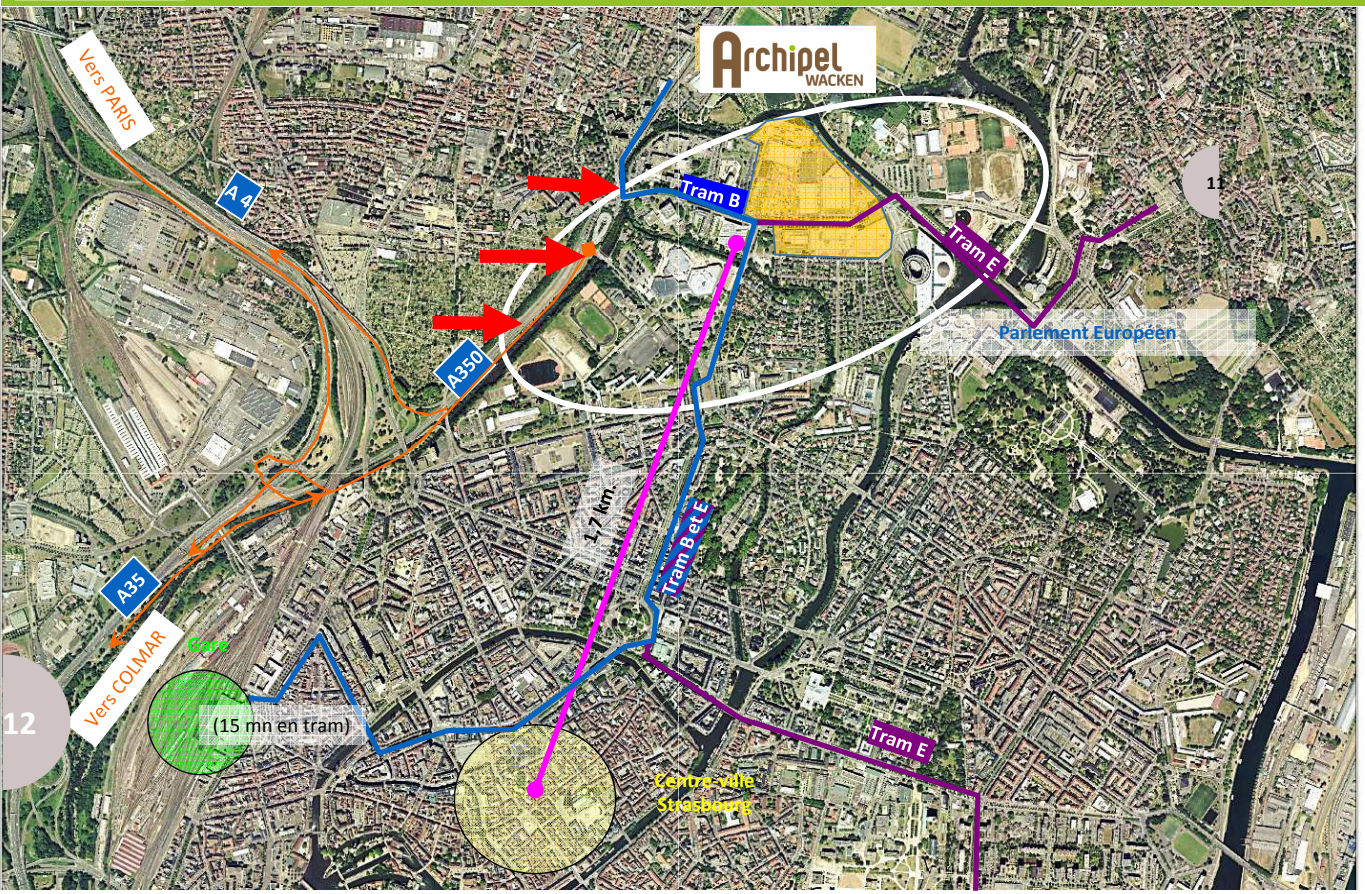
Les fonctions logistiques seront intégrées aux blocs constructibles. Des solutions innovantes seront mises en œuvre comme par exemple, privilégier les usages mutualisés pour les parcs de stationnement ou mettre en place une signalisation dynamique modifiant l'usage des voies en fonction des évènements.


Archipel 1 – perspective sud-nord


Parc urbain


Passerelle


Archipel – le sillon botanique




Le futur Maillon


Piste cyclable au Wacken


Le boulevard de Dresde

Favoriser les autres modes de déplacement

Deux lignes de tramway et Vélostras drainent déjà le quartier.
L'amélioration de leur fonctionnement (limitation des ruptures de charge du tram, aménagement de passerelles autorisant l'accès au nord de l'agglomération) sont également des facteurs non négligeables d' amélioration de la circulation et des problèmes de stationnement dans le quartier

STATIONNER OU CIRCULER

Lors de la 1ère phase, un point d'équilibre a été recherché en matière de nombre de places de stationnement à réaliser entre, les ambitions fixées par la collectivité, les contraintes géophysiques et celles des milieux économiques et résidentiels.

Cet équilibre semble avoir été trouvé autour d' 1 place pour 100 m² de bureaux + 1 place par logement , avec condition de foisonnement / mutualisation

Mobilités

Les accès au quartier Wacken

Des études menées en matière de circulation et d'accessibilité et de la création d'un 3ème accès au quartier depuis l'ouest - la rue Alice Mosnier –découlent trois grands préceptes :

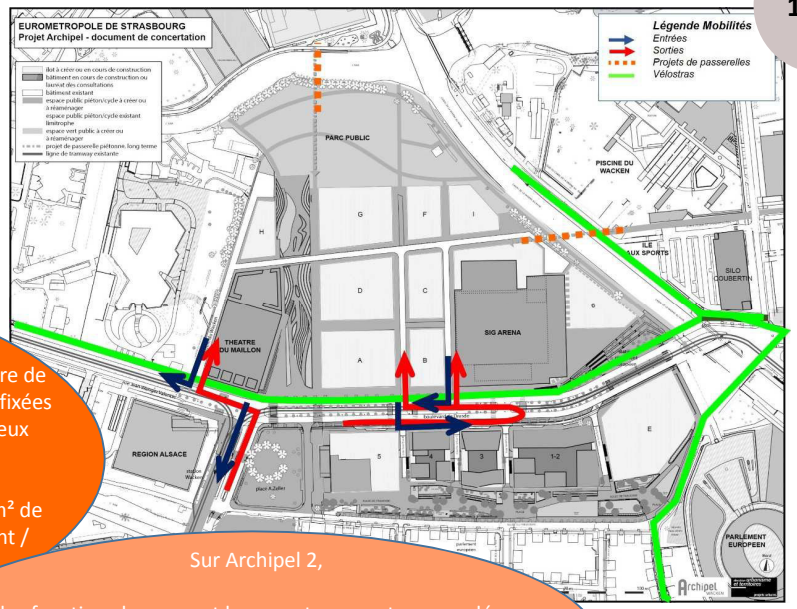
- La répartition des flux entre les 3 accès optimise les déplacements tant de transit que locaux par une meilleure sélection des destinations
- Les flux parasites et aléatoires, comme ceux de recherche de places, sont contenus en entrée de quartier.
- L'avenue Herrenschmidt pourrait être fermée pour les grandes manifestations laissant dégagé le reste du quartier.

Quelques adaptations permettront d'améliorer les résultats:

- La rue Alice Mosnier doit être privilégiée pour les transits vers le sud et le sud-est mais également pour la desserte du futur PEX tant logistique que liée au visiteurs.
- Certaines voies, comme l'avenue Mendès-France, l'avenue Wenger-Valentin ou la rue Fritz Kieffer doivent être adaptées au trafic qu'elles accueilleront
- La gestion des carrefours doit pouvoir accompagner les différents évènements du quartier

Les accès au nouveau quartier Archipel

Libérer rapidement le boulevard de Dresde ou y accéder de façon diffuse est un impératif. Créer 3 entrées-sorties répondra à la diffusion des flux générés par Archipel 2, estimés à 620 VL entrant à l'HPM et 430 sortant en HPS



Sur Archipel 2,

les fonctions bureaux et logements ne sont pas soudées.
Il conviendra de construire des lieux de stationnement communs à destination du privé sous gestion privée ou concédée, à compléter néanmoins par une offre publique payante

13

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 13

Bilan de la concertation publique relative au projet Archipel 2. Travaux préparatoires.

Pour	**42** (123)	AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	**2**	ABRAHAM-Julia, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc
Abstention	**15**	BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, CALDEROLI-LOTZ-Martine, JUND-Alain, KELLER-Fabienne, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Déclassement anticipé du domaine public des terrains d'assiette du futur quartier d'affaires international « Archipel 2 » à Strasbourg Wacken

Depuis 2012, la ville de Strasbourg est engagée dans la réalisation du quartier d'affaires international, dénommé Archipel Wacken. Ce quartier est aménagé sur le site du parc des expositions ; revêtant une surface de treize hectares, il est destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et d'offrir des espaces adaptés aux entreprises, aux commerces et à l'habitat. Y sont ainsi prévus les aménagements suivants :

- 45 000 m² de bureaux standing destinés au tertiaire supérieur
- 30 000 m² pour les institutions européennes
- 18 000 m² pour l'habitat soit 250 logements
- 2 000 m² pour des commerces et services de proximité
- 10 000 m² pour des équipements hôteliers
- des parkings souterrains de 780 places privées et 230 places publiques

Situé à proximité des institutions européennes, ce nouveau lieu stratégique pour le développement de l'agglomération a commencé à sortir de terre en mai 2016, et sa réalisation doit se poursuivre jusqu'en 2025.

La première opération d'aménagement de ce quartier, réalisée par la Ville pour partie dans le cadre d'un permis d'aménager un lotissement se déroulant sur quatre hectares et dénommée Archipel 1 (située au Sud du boulevard de Dresde), est en voie d'achèvement.

La seconde opération d'aménagement, portant sur un espace de neuf hectares situé au Nord du boulevard de Dresde, et dénommé Archipel 2, doit prochainement être engagée.

Les orientations d'aménagement prévues se décomposent en plusieurs éléments structurants :

- un parc public d'environ 2,5 ha, au nord du secteur à la confluence de l'Aar, de l'Ill et du canal de la Marne au Rhin, à partir duquel une passerelle pourrait rejoindre le ban communal de Schiltigheim en traversant l'Aar

- un sillon botanique, parc promenade orienté sud-nord d'environ 1 ha, plus urbain que le précédent, qui veut prolonger la place Zeller et proposer un espace de respiration entre le nouveau Théâtre du Maillon et les constructions à venir

- un axe traversant majeur est-ouest se prolongeant sur l'île aux sports par une passerelle traversant le canal de la Marne au Rhin, et offrant des perspectives visuelles sur près d'un kilomètre.

L'ambition d'Archipel 2 est de continuer, comme sur Archipel 1, de développer un quartier à forte mixité fonctionnelle où la vocation tertiaire doit rester évidente et pour lequel, la recherche d'une qualité environnementale tant en ce qui concerne les exigences constructives que les principes d'aménagement (îlots de fraicheur, aménagements durables,…) reste un enjeu fort du projet.
L'enjeu reste également de construire un projet à identité et image forte au travers d'une conception urbaine et architecturale originale et innovante et à favoriser une ambition économique forte et stratégique qui imposera de privilégier l'accueil d'enseignes majeures et reconnues.

D'ores et déjà, la Caisse d'Epargne Alsace Lorraine Champagne-Ardenne a fait connaître son souhait de disposer de 4.800m² de terrain pour y implanter son nouveau siège. De même, le Crédit Mutuel s'intéresse à 3.400m² de terrain pour y construire un immeuble susceptible d'accueillir un millier de salariés et y transférer une partie de son siège social. D'autres entreprises envisagent également de s'y installer.

Afin de permettre la réalisation des aménagements d'infrastructures et des parties communes, ainsi que la viabilisation des futurs lots à commercialiser qui composeront l'opération d'aménagement, la ville de Strasbourg, propriétaire du site et maître d'ouvrage de l'opération, envisage d'ores et déjà de déposer d'une demande d'un permis d'aménager.

L'espace concerné par l'opération d'aménagement et la mesure de déclassement est représenté sur le plan joint en annexe. Il porte, en tout ou partie, sur les parcelles cadastrées section BZ, numéros 282, 380, 381, 382, section BY, numéros 125, 184, 257 et 286 ; elles sont actuellement occupées par des halls d'exposition faisant partie intégrante du parc des expositions et, du fait de leur affectation à ce service public et de leur aménagement spécial en vue de ce service public constituent des dépendances du domaine public municipal, alors même que ce service public a été transféré en 2007 et 2012 à une autre personne publique, à savoir l'Eurométropole de Strasbourg.

A la suite du transfert de compétence, le procès-verbal du 19 juin 2013, pris en application des dispositions des articles L. 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, signé par les exécutifs des deux collectivités, a prévu la mise à la dispositions de l'Eurométropole de Strasbourg des biens dont la Ville est propriétaire, limitativement énumérés, d'une part, du secteur « Herrenschmidt » (PMC et extensions notamment) et, d'autre part, du secteur « Wacken » (au nord du boulevard de Dresde) utilisés par le parc des expositions et les terrains attenants. La Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg, en est devenue ainsi l'affectataire, Strasbourg Evènements étant le délégataire de ce service public.

En application de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques : « *un bien d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement* ».

L'article L. 2141-2 du code précité prévoit, par ailleurs, que le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public peut être prononcé, par anticipation, dès que sa désaffectation est décidée alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement.

Dans le cas présent, la société Strasbourg Evènements prévoit l'organisation de manifestations sur les espaces concernés, dont la foire européenne en septembre 2018. Cette programmation affecte ces espaces dans toutes leurs composantes (bâtiment et espaces extérieurs), alors même que les impératifs d'aménagement du site nécessitent leur déclassement, afin de pouvoir déposer une demande de permis d'aménager et d'envisager le moment voulu les promesses de vente ou la cession des lots ou parcelles.

Une désaffectation immédiate serait contraire à la continuité du service public concerné.

Il a donc été convenu que la désaffectation, qui sera prononcée par l'Eurométropole de Strasbourg en tant qu'établissement public de coopération intercommunale affectataire, interviendra au plus tard le 31 janvier 2019 ; ce délai laissera ainsi le temps nécessaire pour une libération des lieux par la société Strasbourg Evènements et la reconstitution des surfaces. A cet égard, il convient de préciser que les nouveaux sites d'accueil des halls d'exposition qui seront démolis sont en cours de construction, en tout ou partie sur la plateforme Kieffer et le parking Herrenschmidt, sises rue Frédéric Guillaume Raiffeisen.

Le déclassement anticipé, intervenant avant la désaffectation effective du site concerné, est justifié par plusieurs motifs essentiels.

Tout d'abord, le projet d'aménagement de la seconde tranche du quartier d'affaires Archipel présente un intérêt général indéniable.

L'opération a pour objet de participer au réaménagement d'un vaste site tombé en désuétude, et à sa réhabilitation en un quartier d'affaires.

Elle permettra à la ville de Strasbourg d'accueillir des sièges sociaux d'entreprises de renom qui contribueront à développer l'attractivité et la notoriété de Strasbourg, de l'Alsace et de la région Grand Est.

Outil de développement économique du territoire, ce projet de construction participera à l'offre présentée aux entreprises et aux acteurs économiques d'un cadre renouvelé de la rencontre économique, en complémentarité avec les équipements métropolitains existants.

En outre, le déclassement des emprises en cause n'est pas susceptible de porter atteinte de façon disproportionnée aux autres intérêts publics en présence. Aussi ces emprises, qui ne seront plus utile aux activités de service public et ne font l'objet d'aucun autre projet public porté par la ville de Strasbourg, n'ont pas vocation à être maintenues dans le domaine public.

Enfin, une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent au déclassement anticipé a été établie et figure en annexe à la présente délibération. Elle établit que s'il n'est pas possible d'écarter dans l'absolu tout risque, notamment les risques de procédure ou de non désaffectation effective de l'emprise dans les délais impartis, ces risques et leurs conséquences restent limités. Il est difficile à ce stade d'en faire une analyse précise

et chiffrée, qui serait fonction de la nature des actes à prendre (avant-contrat ou vente), de l'imputabilité d'une défaillance soit de l'Eurométropole de Strasbourg (décision de désaffectation prise en dehors du délai fixé), soit de la ville de Strasbourg (impossibilité de procéder à la cession dans les délais). Cette étude permet de mettre en perspective les avantages et éventuels inconvénients de la procédure de déclassement anticipé.

Le déclassement du domaine public de l'emprise concernée par la collectivité propriétaire (la Ville) supposera une décision de désaffectation de la collectivité titulaire de la compétence de désaffectation du service public (l'Eurométropole de Strasbourg) comme condition suspensive. Il est donc nécessaire, dans le cas présent, de mettre en œuvre l'exercice combiné de compétences partagées pour opérer dans de bonnes conditions ce déclassement anticipé. Dans ce contexte, il appartient donc au conseil municipal de prononcer le déclassement par anticipation de l'emprise concernée, conformément à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques, sous réserve toutefois que l'Eurométropole de Strasbourg décide de la désaffectation du site concerné.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
vu l'étude d'impact annexée
après en avoir délibéré
approuve

le déclassement par anticipation du domaine public de la zone délimitée sur le plan joint, sise boulevard de Dresde à Strasbourg,

émet

un avis favorable au projet de désaffectation, par l'Eurométropole de Strasbourg, de la zone délimitée sur le plan joint, sise boulevard de Dresde à Strasbourg et pour la partie du lot 5 utilisée par Strasbourg Evènements qui ne seront plus utile à ce service public,

prend acte

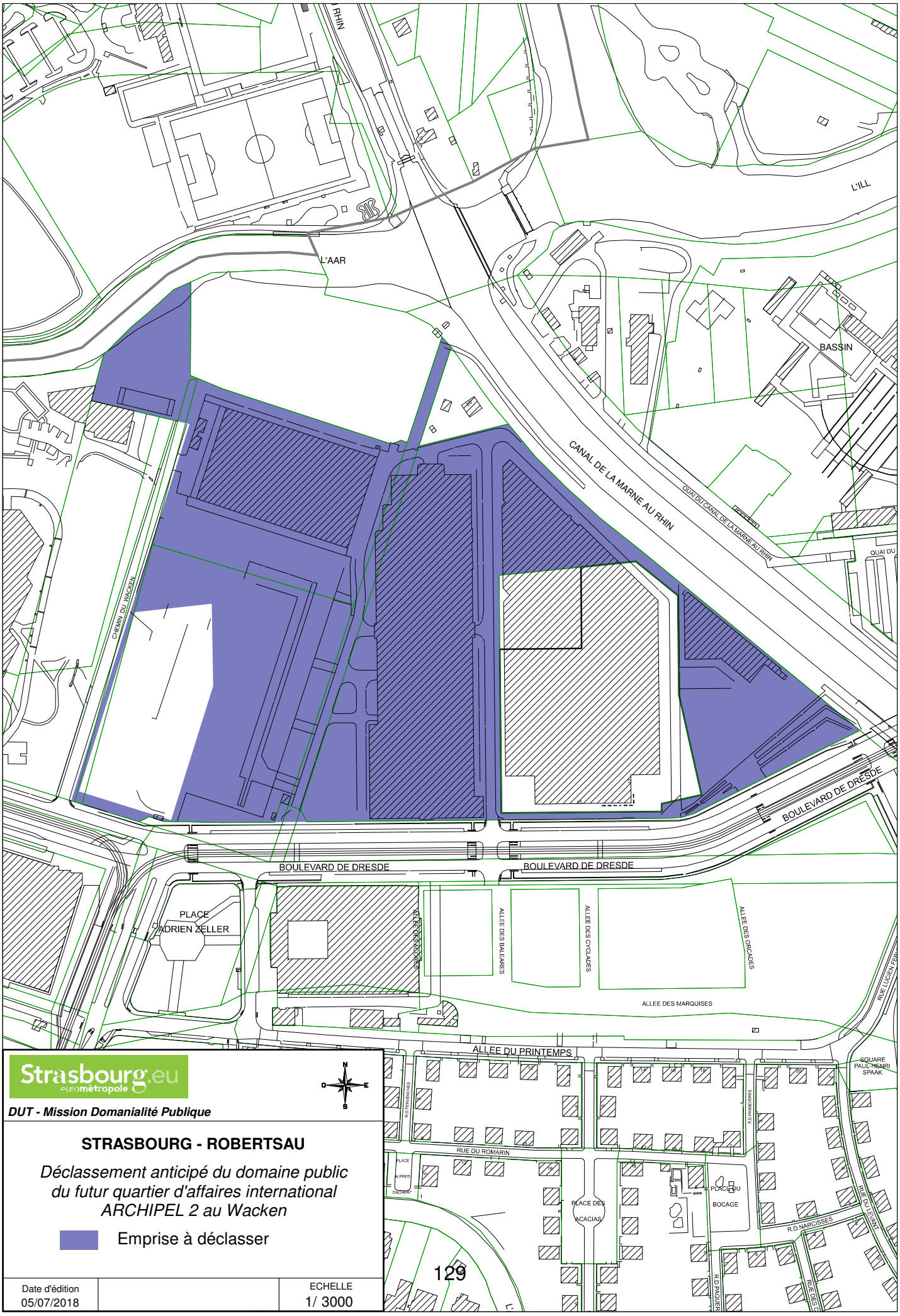
que le déclassement par anticipation du domaine public de la zone délimitée sur le plan joint ne deviendra définitif que lorsque l'Eurométropole de Strasbourg aura approuvé la désaffectation de cette même zone, ce, avant le 31 janvier 2019,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018



Strasbourg.eu
eurométropole

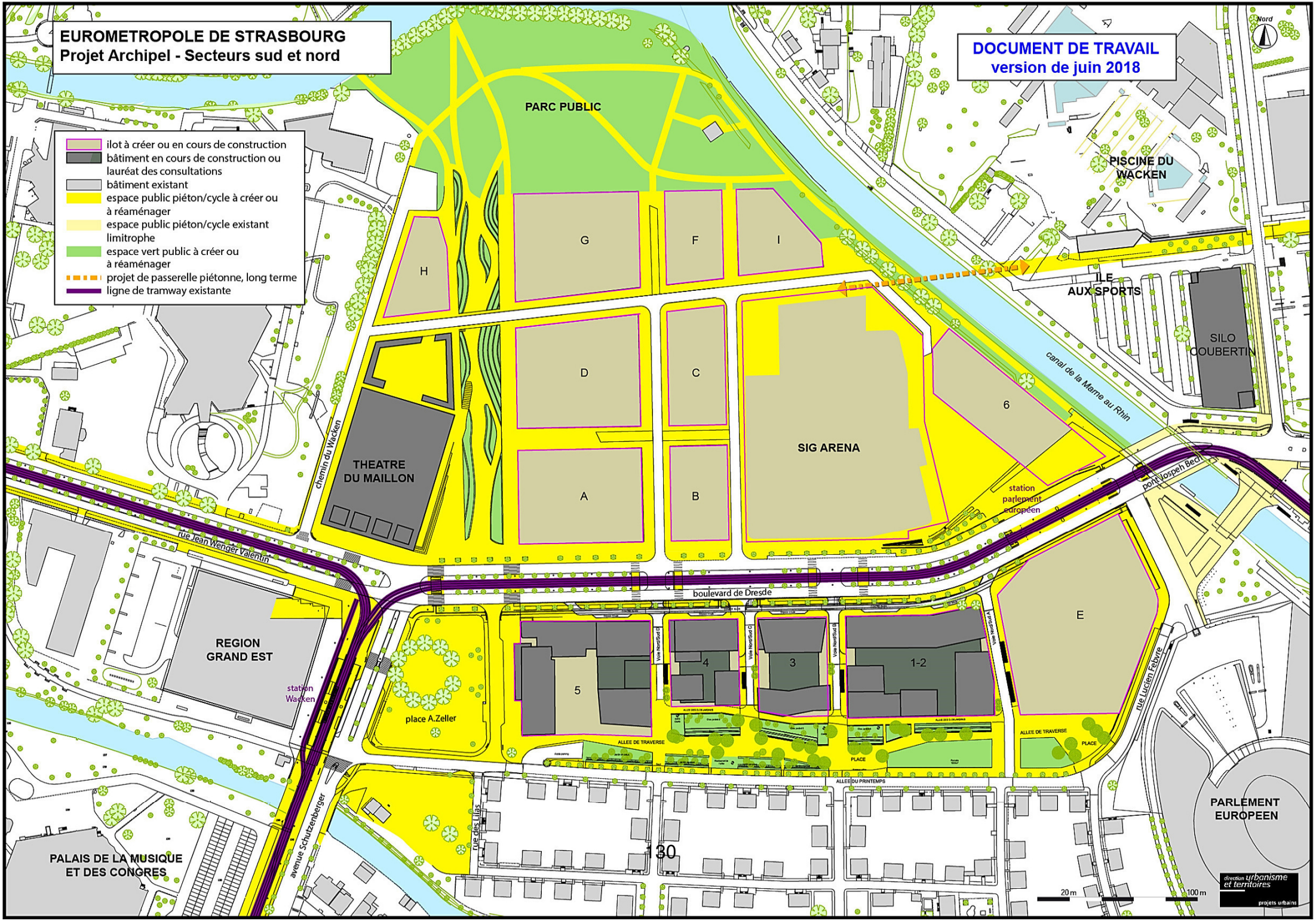
DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG - ROBERTSAU

Déclassement anticipé du domaine public du futur quartier d'affaires international ARCHIPEL 2 au Wacken

Emprise à déclasser

Date d'édition		ECHELLE
05/07/2018		1/ 3000


EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Projet Archipel - Secteurs sud et nord
DOCUMENT DE TRAVAIL
version de juin 2018
Nord
ilot à créer ou en cours de construction
bâtiment en cours de construction ou lauréat des consultations
bâtiment existant
espace public piéton/cycle à créer ou à réaménager
espace public piéton/cycle existant limitrophe
espace vert public à créer ou à réaménager
projet de passerelle piétonne, long terme
ligne de tramway existante
PARC PUBLIC
PISCINE DU WACKEN
ILE AUX SPORTS
SILO COUBERTIN
canal de la Marne au Rhin
G
F
I
H
D
C
6
SIG ARENA
THEATRE DU MAILLON
chemin du Wacken
A
B
station parlement européen
pont Joseph Bech
rue Jean Wenger Valentin
boulevard de Dresde
E
REGION GRAND EST
station Wacken
5
4
3
1-2
place A.Zeller
ALLEE DE TRAVERSE
PLACE
ALLEE DU PRINTEMPS
rue Lucien Febvre
PARLEMENT EUROPEEN
PALAIS DE LA MUSIQUE ET DES CONGRES
avenue Schutzenberger
rue des Lilas
30
20 m
100 m
direction urbanisme et territoires
projets urbains

Direction urbanisme et territoires
Mission domanialité publique

ETUDE D'IMPACT

Procédure de déclassement anticipé

en vue du dépôt d'un permis d'aménager et de la cession d'emprises foncières (opération Archipel 2)

à

STRASBOURG-WACKEN

SOMMAIRE

1. SUR LE CONTEXTE

2. SUR LA MISE A DISPOSITION ET LE RECOURS AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF

3. SUR LE DECLASSEMENT

4. SUR LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ENSEMBLE DE L'OPERATION

a. Les inconvénients de l'opération

b. Les avantages de l'opération

1. SUR LE CONTEXTE

La ville de Strasbourg est propriétaire du site sur lequel est aménagé l'ancien parc des expositions. A la suite du transfert de la compétence « nouveau parc des expositions d'intérêt communautaire et gestion et extension des équipements associés » à la CUS (devenue Eurométropole) par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011, le procès-verbal du 19 juin 2013 signé des exécutifs des deux collectivités , pris en application des dispositions des articles L. 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, a mis cet espace à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg qui en est devenue ainsi l'affectataire.

Or, depuis 2012, la ville de Strasbourg est engagée dans la réalisation du quartier d'affaires international, dénommé Archipel Wacken, dans lequel est compris ce terrain.

Ce quartier est aménagé sur l'ancien site du parc des expositions ; revêtant une surface de quatre hectares, il est destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et d'offrir des espaces adaptés aux entreprises, aux commerces et à l'habitat. Y sont ainsi prévus les aménagements suivants :

- 45 000 m² de bureaux standing destinés au tertiaire supérieur
- 30 000 m² pour les institutions européennes
- 18 000 m² pour l'habitat soit 250 logements
- 2 000 m² pour des commerces et services de proximité
- 10 000 m² pour des équipements hôteliers
- des parkings souterrains de 780 places privées et 230 places publiques

Situé à proximité des institutions européennes, ce nouveau lieu stratégique pour le développement de l'agglomération a commencé à sortir de terre en mai 2016, et sa réalisation doit se poursuivre jusqu'en 2025.

La première opération d'aménagement, dénommée Archipel 1, située au Sud du boulevard de Dresde, et comprenant un programme de logements et de bureaux, est en voie d'achèvement. Une seconde opération d'aménagement, portant sur un espace de neuf hectares situé au Nord du boulevard de Dresde, et dénommée Archipel 2 doit prochainement être engagée. D'ores et déjà, la Caisse d'Epargne Alsace Lorraine Champagne-Ardenne a fait connaître son souhait de disposer de 4.800m² de terrain pour y implanter son nouveau siège. De même, le Crédit Mutuel s'intéresse à 3.400m² de terrain pour y accueillir un millier de salariés et y transférer une partie de son siège social. D'autres entreprises envisagent également de s'installer sur les sept autres lots qui leur seront cédés.

Afin de permettre la réalisation des aménagements d'infrastructures et des autres parties communes des lots à céder, la ville de Strasbourg, propriétaire du site et maître d'ouvrage de l'opération, envisage le dépôt d'une demande d'un permis d'aménager.

L'espace concerné par l'opération et la mesure de déclassement prévue sont représentés sur le plan joint en annexe. Il porte sur des parcelles dont la ville de Strasbourg est propriétaire, cadastrées section BZ, numéros 282, 380, 381, 382, section BY, numéros 125, 184, 257 et 286 ; elles sont actuellement occupées par des halls d'exposition faisant partie intégrante du parc des expositions ; en outre, du fait de leur affectation au service public du PEX et de leur aménagement spécial, ces halls constituent des dépendances du domaine public municipal, alors même que ce service public a été transféré en 2007, puis en 2012, à une autre personne publique, à savoir l'Eurométropole de Strasbourg.

Le projet d'aménagement des futurs lots repose sur une réalisation à l'initiative des deux groupes bancaires susmentionnés et des sept autres entreprises qui y participeront ; elles

assureront le financement, la conception, la construction et la gestion ultérieure des deux immeubles. Cette réalisation assurée sous maîtrise d'ouvrage privée nécessite que la ville de Strasbourg mette les lots concernés à leur disposition, dans un nouveau cadre juridique, aujourd'hui affecté au service public.

Les projets de construction étant privés, répondant aux besoins d'entreprises privées, et réalisés pour leur compte, il n'est pas prévu que les terrains d'assiette continuent de relever de la domanialité publique.

Ces terrains, relevant du domaine public municipal seront donc attribués aux groupes bancaires, après leur déclassement du domaine public, et leur cession sous la forme de droits à construire.

2. SUR LA MISE A DISPOSITION ET LA CESSION

L'ensemble du foncier nécessaire à la réalisation des projets de la Caisse d'Epargne, du Crédit Mutuel et des sept autres entreprises appartient à la ville de Strasbourg.

Comme il a été déjà indiqué, ces entreprises entendent réaliser l'aménagement de lots sous leur seule et propre maitrise d'ouvrage ; elles devront ainsi en supporter l'entier coût de construction.

La ville de Strasbourg, étant favorable à ces projets, est prête à céder à ces entreprises la propriété des terrains d'assiette ainsi que les bâtiments qui y sont déjà implantés.

Une délibération distincte approuvera cette cession, sous réserve de la réalisation de clauses et conditions suspensives.

3. SUR LE DECLASSEMENT

En application de la loi (article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques), les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public sont inaliénables et imprescriptibles.

Les projets des entreprises étant privés et réalisés pour leur compte, il est prévu que les terrains d'assiette soient cédés, et donc préalablement déclassés du domaine public conformément aux dispositions de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Mais, en raison de l'intérêt général du projet et du peu d'atteintes portées aux autres intérêts publics en présence, la désaffectation ne prendra effet qu'au 31 janvier 2019. Cette désaffectation sera prononcée par l'Eurométropole de Strasbourg, affectataire des terrains concernés en application d'un procès-verbal de mise à disposition du 19 juin 2013.

Dans le cas présent, le propriétaire des lieux (la ville de Strasbourg) et l'affectataire des biens nécessaires au service public (l'Eurométropole de Strasbourg) étant distincts, le déclassement du domaine public de l'emprise concernée par la collectivité propriétaire suppose une décision de désaffectation par la collectivité titulaire de la compétence de désaffectation du service public, comme condition suspensive. Il est donc nécessaire de mette en, œuvre l'exercice combiné de compétences partagées pour opérer le déclassement anticipé prévu par l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

4. SUR LES MOTIFS DE LA DESAFFECTATION ET DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Le législateur prévoit par dérogation à l'article L 2141-1 du CG3P que « *le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement* » (article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques).

En l'espèce, ce déclassement anticipé, intervenant donc avant la désaffectation des terrains concernés, est justifié par le motif essentiel que la société anonyme d'économie mixte Strasbourg Evènements, gestionnaire de la zone, prévoit l'organisation de manifestations sur ces terrains, notamment la foire européenne en septembre 2018. Cette programmation affecte ces espaces dans toutes leurs composantes (bâtiment et espaces extérieurs), alors même que les impératifs d'aménagement du site nécessitent le dépôt d'un permis d'aménager et le transfert de propriété de certains lots à la Caisse d'Epargne et au Crédit Mutuel.

La continuité de la mission de service public de la société Strasbourg Evènements ne permet donc pas que ses activités soient délocalisées avant que les manifestations déjà programmées sur ce site ne soient entièrement terminées, soit au plus tard au 31 janvier 2019.

Une décision de désaffectation doit être prise en vue de la relocalisation du site. Une désaffectation immédiate de l'emprise n'est cependant pas envisageable, elle irait à l'encontre des nécessités du service public concerné. Les effets de la désaffectation seront différés de quelques mois , jusqu'au 31 janvier 2019 au plus tard.

C'est en ce sens qu'il a été envisagé de déclasser l'emprise en cause par anticipation en application de l'article L. 2141-2 précité du code général de la propriété des personnes publiques, la désaffectation effective étant différée.

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Les débats parlementaires relatifs au déclassement anticipé ont permis de mettre en avant que le déclassement anticipé constitue « *une opération dérogatoire au droit commun et comportant un risque financier* » ; de fait, « *il convient de permettre à l'organe délibérant de se prononcer sur le projet de cession en tenant compte de l'éventuel aléa. L'étude d'impact pluriannuelle permet de mettre en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et éventuels inconvénients liés à l'opération envisagée. Cette insertion apporte des garanties sur la faisabilité du projet tout en permettant à l'organe délibérant de se prononcer au regard de l'impact sur les finances locales de la collectivité* » (Assemblée nationale, 25 avril 2016, déclassement anticipé, n° 3668, amendement n° 2).

1. Les inconvénients du déclassement anticipé

Le déclassement anticipé fait peser un risque sur les actes de cession de la propriété des terrains d'assiette des projets si la désaffectation en vue desquels ils sont conclus n'est pas assurée dans les délais fixés, ce, d'autant plus que la désaffectation doit être prononcée par

une personne morale différente de celle qui vend ces terrains. En effet, la non désaffectation entraînerait la résolution de plein droit des actes de vente. Et, le cas échéant, la caducité d'une promesse de vente, si toutefois une condition suspensive de cette nature était prévue.

Ce risque principal de non désaffectation et les conséquences induites sont néanmoins limités. Un report des délais de désaffectation, même s'il induirait une délivrance tardive du permis d'aménager et poserait des problèmes pratiques d'organisation et de poursuite du chantier engagé par les groupes bancaires, serait toujours possible par délibération car le délai maximum prévu par la loi entre le déclassement et la désaffectation est de trois ans, reconductible une fois lorsque la désaffectation dépend d'une opération de construction, restauration ou réaménagement, ce qui pourrait s'appliquer si nécessaire dans le cas présent, puisque le délai retenu au départ est de quelques mois.

Mais, une conséquence de la non désaffectation dans les délais (hors prorogation) serait de faire retomber les biens concernés dans le domaine public.

En cas de vente, les inconvénients d'une non désaffectation effective dans les délais prévus, consisteraient dans la résolution de la vente des lots déjà cédés . Il faudrait envisager la double restitution du prix et de la chose , le paiement de pénalités éventuelles provisionnées. La responsabilité de la Collectivité pouvant également être recherchée pour faute

Dans le cas d'une promesse de vente, les inconvénients pourraient porter sur son éventuelle caducité . Ces inconvénients plus limités consisteraient dans la vanité du temps passé à préparer le dossier, et par conséquent la perte de dépenses engagées pour mettre en place la procédure et le projet (études et procédures préparatoires, diverses, frais de personnel des services notamment). Dès lors que la non désaffectation effective dans les délais prévus serait due à un motif tiré des nécessités du maintien du service public, le bénéficiaire de la promesse de vente aurait droit à une indemnisation dans la limite des dépenses par lui engagées et qui profiteraient à la personne publique propriétaire sur le terrain de l'enrichissement sans cause).

Enfin, dans le cas présent, l'absence de désaffectation effective de la zone concernée empêcherait la conclusion des actes de cessions des lots, et par voie de conséquence leur aménagement pour l'opération envisagée.

2. Les avantages du déclassement anticipé

Le déclassement anticipé permet de faire tomber l'emprise concernée immédiatement dans le domaine privé à la date du déclassement anticipé et de maintenir le service public sur le site, jusqu'à la libération des terrains concernés, soit au plus tard le 30 janvier 2019.

Grâce au déclassement anticipé, l'acquéreur (en cas de vente) peut, sur un terrain qui passe ainsi du domaine public au domaine privé, engager des procédures préparatoires (demandes d'autorisation d'urbanisme , pré-commercialisation) conclure de nouveaux actes de gestion ou de disposition de droit privé, vente, baux emphytéotiques. Il peut conclure y conclure des baux commerciaux. La conclusion de tels baux sur le domaine public est en effet impossible en raison de l'incompatibilité existante entre le caractère précaire et personnel des titres d'occupation du domaine public et les droits qui sont garantis au titulaire d'un bail commercial (C.E. 24 novembre 2014, req. n° 352402) ; cette faculté est en revanche envisageable sur le domaine privé. La domanialité privée est davantage conciliable avec la commercialité des activités envisagées.

Enfin, le déclassement anticipé et la cession des terrains qui l'accompagne permettent à la collectivité propriétaire, de se désengager de la gestion de ces biens immeubles, alors même qu'ils continuent à être temporairement utilisées pour une mission d'intérêt général, le temps que de la désaffectation effective intervienne.

Le déclassement anticipé permet également de s'assurer d'un calendrier de signature d'une vente définitive dès que la désaffectation est effective et libérer ainsi la personne publique des charges fiscales, d'entretien et d'assurance des bâtiments non utilisés.

Point n° 14 :
Déclassement anticipé du domaine public des terrains d'assiette du futur quartier d'affaires international « Archipel 2 » à Strasbourg Wacken.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 43

Contre : 1

Abstention : 16

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

Erreur de vote, M. AGHA BABAEI souhaitait voter Pour.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 14

Déclassement anticipé du domaine public des terrains d'assiette
du futur quartier d'affaires international « Archipel 2 » à Strasbourg Wacken

Pour	**43** / 139	BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SENET-Eric, TETSI-Liliane, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	**1**	AGHA BABAEI-Syamak
Abstention	**16**	ABRAHAM-Julia, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, CALDEROLI-LOTZ-Martine, JUND-Alain, KELLER-Fabienne, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, SCHAETZEL-Françoise, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Déclassement anticipé du domaine public du lot numéro 5 du futur quartier d'affaires international « Archipel » à Strasbourg Wacken.

Le groupement immobilier DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST envisage de réaliser un programme immobilier sur le site actuellement mis à la disposition par la ville de Strasbourg à l'association le Maillon et à la société Strasbourg Evènement pour l'organisation de la Foire européenne de Strasbourg. Avant que ce site ne soit cédé au groupement, l'emprise concernée, propriété de la Ville, et relevant de son domaine public, doit faire l'objet d'une décision de désaffectation et être déclassée par anticipation, alors même que la désaffectation effective du bien sera différée.

Il est rappelé que depuis 2012, la ville de Strasbourg est engagée dans la réalisation d'un quartier d'affaires international, dénommé Archipel Wacken. Ce quartier est aménagé sur l'ancien site du parc des expositions ; revêtant une surface de quatre hectares, il est destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et d'offrir des espaces adaptés aux entreprises, aux commerces et à l'habitat. Y sont ainsi prévus les aménagements suivants :

- 45 000 m² de bureaux standing destinés au tertiaire supérieur,
- 30 000 m² pour les institutions européennes,
- 18 000 m² pour l'habitat soit 250 logements,
- 2 000 m² pour des commerces et services de proximité,
- 10 000 m² pour des équipements hôteliers,
- des parkings souterrains de 780 places privées et 230 places publiques.

Située à proximité des institutions européennes, la réalisation de ce nouveau lieu stratégique pour le développement de l'agglomération a démarré en mai 2016, et doit se poursuivre jusqu'en 2025.

Un premier quartier d'affaires international dénommé Archipel 1 situé au sud du boulevard de Dresde, dont la réalisation est menée par la Ville, pour partie dans le cadre d'un permis d'aménager un lotissement, comprend un programme de logements et de bureaux, et est en voie d'achèvement. Ce programme est commercialisé en cinq lots :

- les lots 1 et 2 composés respectivement d'un programme immobilier de trois bâtiments, dit Sky Place, répartis sur seize niveaux et comportant cent quarante-huit logements neufs, et de deux immeubles de bureaux et de commerces destinés à accueillir les sièges de l'entreprise Adidas et du Crédit Mutuel,

- le lot 3 dit « Vision » composé d'un immeuble de bureaux (5 100 m² de bureaux en R +8+mezzanine) et d'un immeuble de logement (88 logements en R+16),
- le lot 4 dit « Online » composé d'un immeuble de bureaux (7 300 m² de bureaux en R +8 +attique) et d'un immeuble de logement (67 logements en R+16),
- le lot E constituant un centre d'affaires européen implanté au cœur du quartier d'affaires,
- le lot 5 dans le prolongement des autres lots destiné à des bureaux (dont le siège social de l'entreprise PUMA France) et des équipements hôteliers pour environ 20 000m².

La parcelle dénommée « lot 5 », à aménager sur les parcelles cadastrées section BX, numéros 537/93, 539/10 et 548/93, représente une surface totale de 80,51 ares et fait partie intégrante de la partie historique du parc des expositions ; elle comporte un bâtiment mis à la disposition de l'association Le Maillon. Le théâtre du Maillon, créé en 1978, à l'origine « centre culturel de Strasbourg -Hautepierre », est installé depuis 1999 dans les halls 1, 2 et 3 du parc des expositions du Wacken. Le Maillon occupe cet espace en vertu d'une convention tripartite conclue le 2 février 2016 entre la ville de Strasbourg, la société Strasbourg Evènement et l'association, ainsi que d'une convention spécifique pour la mise en place d'éléments modulaires affectés à son administration. Dans ces halls réaménagés, il propose de 65 à 70 représentations pour 25 spectacles et 33 000 spectateurs par saison, et défend une scène expérimentale, inventive et créative mettant l'accent sur l'interdisciplinarité (théâtre, cirque, musique et danse). Ces lieux s'avèrent toutefois insuffisants et inadaptés pour intégrer l'ensemble des activités de l'association et assurer son bon fonctionnement ; ils sont, par ailleurs, impactés par l'impératif d'aménagement et voués à la démolition pour permettre la poursuite du programme d'aménagement urbain Archipel Wacken.

Au vu des missions d'intérêt général de l'association, à savoir la promotion et l'organisation d'activités artistiques, et notamment l'animation du théâtre du Maillon, théâtre de Strasbourg, scène européenne, de sa contribution au rayonnement culturel de Strasbourg et à la mixité fonctionnelle du quartier, la Ville a manifesté sa volonté de garantir la pérennité de cet équipement culturel, et de ses engagements au soutien du projet associatif auquel elle apporte l'essentiel des ressources, avec l'Etat/Drac et la Région. C'est pourquoi, elle a prévu la construction d'un nouvel équipement culturel pour le théâtre du Maillon sur un site voisin, à l'angle du chemin du Wacken et de la rue Wenger-Valentin/boulevard de Dresde. Son ergonomie pour les artistes, le public et son équipe sera grandement améliorée.

Pour l'accomplissement du projet d'aménagement Archipel 1, et la conclusion d'une promesse de vente en vue de la cession des terrains au groupement DEMATHIEU BARD et ADIM Est, porteur d'un projet immobilier, il est donc nécessaire d'opérer le déclassement du domaine public des parcelles, propriété de la Ville constituant le lot 5.

Il convient de rappeler que les parcelles occupées par le Maillon, et dont il est établi que la Ville est propriétaire, se trouvent incluses dans le périmètre historique du parc des expositions (halls 1, 2 et 3) qui constitue un équipement public globalement affecté à des activités de service public. Ces parcelles font bien partie du domaine public communal par application de la domanialité publique globale.

En application de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques : « *un bien d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 qui n'est plus*

affecté à un service public ou à l'usage direct du public ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

L'article L. 2141-2 du code précité prévoit par ailleurs que le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public peut être prononcé, par anticipation, dès que sa désaffectation est décidée alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement.

Dans le cas présent, l'emprise concernée (bâtiments et espaces extérieurs) est occupée pour partie, par les activités de Strasbourg Evènement et pour partie par l'association le Maillon. L'utilisation par Strasbourg Evènement, qui bénéficie d'une mise à disposition directe et transitoire par la Ville comme il a été indiqué, devrait s'achever avec la fin de la Foire européenne en septembre 2018. Quant au Maillon, la programmation de la saison théâtrale 2018/2019 de l'association implique que la désaffectation effective des lieux soit différée. Toutefois, la programmation a été modifiée, et pour tenir compte des circonstances, sera déployée « hors les murs » sur d'autres sites, notamment pour certains spectacles au théâtre de Hautepierre.

Il est donc convenu que la désaffectation effective interviendra au plus tard le 30 avril 2019, laissant ainsi le temps nécessaire pour une libération des lieux par l'association Le Maillon et la reconstitution des surfaces. Ainsi qu'il a été déjà indiqué, les nouveaux locaux de ce théâtre sont en cours d'achèvement, en tout ou partie sur les parcelles cadastrées section BY, numéros 125, 184/29 et 257/35, sises rue Jean Wenger Valentin.

Le déclassement anticipé, intervenant avant la désaffectation effective de l'immeuble concerné, est justifié par plusieurs motifs essentiels.

Tout d'abord, le projet porte sur la construction d'un équipement hôtelier international de 250 chambres (hôtel 4 étoiles et résidence hôtelière du groupe MARRIOTT), d'un immeuble de bureaux de 4 500m² dédié au siège national de la société PUMA France, d'un second immeuble de bureaux de 4 800m² non encore affecté, d'un parking mutualisable créant une offre publique d'environ 320 places. Il présente ainsi un intérêt général indéniable.

L'opération a pour objet de participer au réaménagement d'un vaste site tombé en désuétude, et à sa réhabilitation en un quartier d'affaires.

Elle permettra à la ville de Strasbourg d'accueillir des sièges sociaux d'entreprises de renom qui contribueront à développer l'attractivité et la notoriété de Strasbourg, de l'Alsace et de la région Grand Est.

Outil de développement économique du territoire, ce projet participera à l'offre présentée aux entreprises et acteurs économiques d'un cadre renouvelé de la rencontre économique, en complémentarité avec les équipements métropolitains existants.

En outre, le déclassement de l'emprise en cause n'est pas susceptible de porter atteinte de façon disproportionnée aux autres intérêts publics en présence. Aussi cette emprise, qui ne sera plus utile aux activités de service public et ne fait l'objet d'aucun autre projet public porté par la ville de Strasbourg, n'a pas vocation à être maintenue dans le domaine public.

Enfin, une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent au déclassement anticipé a été établie et figure en annexe à la présente délibération. Elle établit que s'il n'est pas possible d'écarter dans l'absolu tout risque notamment les risques de procédure ou le risque de non désaffectation effective de l'emprise dans les délais impartis,

ces risques et leurs conséquences restent limités, car la présente délibération ne prévoit pas d'opérer directement une vente sous condition résolutoire mais un avant contrat, simple promesse de vente. Il est difficile à ce stade d'en faire une analyse précise et chiffrée, qui serait fonction de l'imputabilité d'une défaillance soit de la collectivité (impossibilité de procéder à la désaffectation effective ou à une cession dans les délais) ou au contraire au groupement de promoteurs DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST (faisabilité du projet). Cette étude permet de mettre en perspective les avantages et éventuels inconvénients de la procédure de déclassement anticipé.

Dans ce contexte, il appartient donc au conseil municipal de prononcer le déclassement par anticipation de l'emprise concernée, conformément à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
vu l'étude d'impact annexée
après en avoir délibéré
approuve

le déclassement par anticipation du domaine public des parcelles cadastrées section BX, numéros 537/93, 539/10 et 548/93 représentant une surface totale de 80,51 ares, sises boulevard de Dresde à Strasbourg,

décide

que la désaffectation des parcelles cadastrées section BX, numéros 537/93, 539/10 et 548/93 sera réalisée au plus tard le 30 avril 2019, et à l'issue du délai fixé, si la désaffectation n'avait pas encore pris effet à cette date, sauf prolongation de ce délai, elle serait susceptible d'entraîner la caducité de la promesse de vente des parcelles concernées et ferait obstacle à sa réitération,

prend acte

que le déclassement par anticipation du domaine public des parcelles ci-dessus délimitées, cadastrées BX, numéros 537/93, 539/10 et 548/93 deviendra définitif lorsque l'Eurométropole de Strasbourg aura également confirmé la désaffectation et que ces mêmes parcelles pour ce qui la concerne ne seront plus utile à son délégataire de service public, au plus tard le 30 avril 2019,

dit que

la désaffectation effective de l'emprise concernée sera constatée par acte d'huissier,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération et notamment, le moment venu, la modification ou la résiliation des différents titres d'occupation de son domaine.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

ETUDE D'IMPACT

Procédure de déclassement anticipé

en vue de la cession au groupement de promoteurs DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST d'une emprise foncière nécessaire pour la réalisation du lot 5 du projet Archipel 1

à

STRASBOURG-WACKEN

SOMMAIRE

1. SUR LE CONTEXTE

2. SUR LA MISE A DISPOSITION ET LE RECOURS AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF

3. SUR LE DECLASSEMENT

4. SUR LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ENSEMBLE DE L'OPERATION

a. Les inconvénients de l'opération

b. Les avantages de l'opération

1. SUR LE CONTEXTE

La ville de Strasbourg est propriétaire d'un terrain composé des parcelles cadastrées section BX, numéros 537/93, 539/10 et 548/93, d'une surface totale de 80,51 ares, sis boulevard de Dresde à Strasbourg, sur lequel sont implantés les halls 1, 2 et 3 de l'ancien parc des expositions, et mis à la disposition par la Ville pour partie à l'association Le Maillon, théâtre de Strasbourg, scène européenne, et pour partie à Strasbourg Evènement (Foire européenne).

Or, depuis 2012, la ville de Strasbourg est engagée dans la réalisation du quartier d'affaires international, dénommé Archipel Wacken, dans lequel est compris ce terrain.

Ce quartier est aménagé sur l'ancien site du parc des expositions ; revêtant une surface de quatre hectares, il est destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et d'offrir des espaces adaptés aux entreprises, aux commerces et à l'habitat. Y sont ainsi prévus les aménagements suivants :

- 45 000 m² de bureaux standing destinés au tertiaire supérieur
- 30 000 m² pour les institutions européennes
- 18 000 m² pour l'habitat soit 250 logements
- 2 000 m² pour des commerces et services de proximité
- 10 000 m² pour des équipements hôteliers
- des parkings souterrains de 780 places privées et 230 places publiques

Située à proximité des institutions européennes, la réalisation de ce nouveau lieu stratégique pour le développement de l'agglomération a démarré en mai 2016, et doit se poursuivre jusqu'en 2019.

Un premier quartier dénommé Archipel 1 (située au Sud du boulevard de Dresde) dont la réalisation est menée par la ville de Strasbourg dans le cadre d'un permis d'aménager un lotissement comprend un programme de logements et de bureaux, est en voie d'achèvement. Ce programme est commercialisé en cinq lots :

- les lots 1 et 2 composés respectivement d'un programme immobilier de trois bâtiments, dit Sky Place, répartis sur seize niveaux et comportant cent quarante-huit logements neufs, et de deux immeubles de bureaux et de commerces destinés à accueillir les sièges de l'entreprise Adidas et du Crédit Mutuel
- le lot 3 dit « Vision » composé d'un immeuble de bureaux (5 100 m² de bureaux en R+8+mezzanine) et d'un immeuble de logement (88 logements en R+16)
- le lot 4 dit « Online » composé d'un immeuble de bureaux (7 300 m² de bureaux en R+8 +attique) et d'un immeuble de logement (67 logements en R+16)
- le lot E constituant en un centre d'affaires européen implanté au cœur du quartier d'affaires
- le lot 5 destiné à des bureaux (dont le siège social de l'entreprise PUMA France) et des équipements hôteliers pour environ 20 000m².

Ce lot 5, à aménager sur les parcelles cadastrées section BX, numéros 537/93, 539/10 et 548/93 représentant une surface totale de 80,51 ares, fait partie intégrante de la partie historique du parc des expositions et comporte un bâtiment mis actuellement à disposition de l'association. Le théâtre du Maillon, créé en 1978, à l'origine « centre culturel de Strasbourg -Hautepierre» dans le quartier de Hautepierre, est installé depuis 1999 dans les halls 1,2 et 3 du parc d'exposition du Wacken. Le Maillon occupe cet espace en vertu d'une convention tripartite conclue le 2 février 2016 entre la Ville, la société Strasbourg Evènements et l'association et d'une convention spécifique de 2014 pour la mise en place d'éléments modulaires nécessaires à son administration. Le Maillon propose de 65 à 70 représentations pour 25 spectacles et 33 000 spectateurs par saison et défend une scène

expérimentale, inventive et créative mettant l'accent sur l'interdisciplinarité (théâtre, cirque, musique et danse). Ces lieux s'avèrent toutefois insuffisants et inadaptés pour intégrer l'ensemble de ses activités et assurer son bon fonctionnement ; ils sont, par ailleurs, impactés par l'impératif d'aménagement et voués à la démolition pour permettre la poursuite du programme d'aménagement urbain Archipel Wacken.

Au vu des missions d'intérêt général de l'association, à savoir selon ses statuts, la promotion et l'organisation d'activités artistiques et notamment l'animation du théâtre du maillon, théâtre de Strasbourg, scène européenne, de sa contribution au rayonnement culturel de Strasbourg et à la mixité fonctionnelle du quartier, la Ville soucieuse d'assurer la pérennité de cet équipement culturel et de ses engagements au soutien du projet associatif, a prévu la construction d'un nouvel équipement culturel pour le théâtre du Maillon sur un site voisin, à l'angle du chemin du Wacken et de la rue Wenger-Valentin/boulevard de Dresde. Son ergonomie pour les artistes, le public et son équipe sera grandement améliorée.

Pour l'accomplissement du projet Archipel et la conclusion d'une promesse de vente en vue de la cession des terrains pour le programme immobilier porté par le groupement DEMATHIEU BARD et ADIM Est, il est donc nécessaire d'opérer le déclassement du domaine public des parcelles, propriété de la Ville, actuellement affectées directement par la Ville elle-même en vertu de la convention tripartie précitée d'une part, à la société Strasbourg Evènements (à titre transitoire et pour l'organisation de la Foire européenne) et d'autre part, à l'association gérant le théâtre du Maillon dont l'objet culturel constitue une activité d'intérêt général, association rattachée à la Ville qui participe à son conseil d'administration en tant que membre de droit et lui apporte l'essentiel de ses ressources dans le cadre d'une convention annuelle de subventionnement (et dans une moindre mesure, l'Etat/Drac et la région).

Ce projet de construction étant privé, répondant aux besoins du groupement immobilier DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST, et réalisé pour son compte, il n'est pas prévu que le terrain concerné continue de relever de la domanialité publique.

2. SUR LA MISE A DISPOSITION ET LA CESSION

L'ensemble du foncier du lot 5, nécessaire à la réalisation du projet du groupement immobilier DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST, appartient à la ville de Strasbourg.

Comme il a été déjà indiqué, ces sociétés entendent réaliser la construction d'un nouveau bâtiment sur le lot 5 sous leur seule et propre maitrise d'ouvrage ; elles devront ainsi en supporter l'entier coût de construction.

La ville de Strasbourg étant favorable à ce projet, elle est prête à céder au groupement immobilier DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST la propriété du terrain d'assiette ainsi que les bâtiments qui y sont déjà implantés.

Une délibération distincte approuvera une promesse de vente et/ou la vente, sous réserve de la réalisation de clauses et conditions suspensives spécifiques.

3. SUR LE DECLASSEMENT

En application de la loi (article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques), les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public sont inaliénables et imprescriptibles.

S'agissant tout d'abord de l'appartenance des parcelles occupées par le maillon au domaine public, il convient de préciser que le statut de ces parcelles ne peut s'apprécier individuellement mais en terme de périmètre. En l'espèce, le parc des expositions, au sein duquel se trouvent les parcelles concernées, constitue une infrastructure globalement affecté à des activités de service public. Il en résulte que les parcelles occupées par le Maillon font partie du domaine public communal par application de la domanialité publique globale.

Il est cependant relevé que le procès-verbal contradictoire du 19 juin 2013 de mise à dispositions des biens nécessaires à l'exercice des compétences transférées à la CUS devenue Eurométropole de Strasbourg en matière de parc d'exposition d'intérêt métropolitain a exclu les parcelles affectées au théâtre le Maillon. Ces biens sont retirés du périmètre de compétence CUS/EMS par le plan de secteur Wacken, annexé au procès-verbal.

Strasbourg Evènement a cependant été autorité par la ville à occuper transitoirement cet espace pour les besoins propres à l'organisation de la Foire européenne, en vertu de la convention tripartie Ville, Strasbourg Evènements et association, mentionnée plus haut.

Dans un but de sécurité juridique, la non utilité de ces biens pour le service public du PEX devrait être confirmée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Comme il a été précédemment indiqué, le projet du groupement immobilier DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST, étant un projet privé et réalisé pour son compte, il est prévu que le terrain d'assiette formant le lot 5 soit cédé, et donc préalablement déclassé du domaine public conformément aux dispositions de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Par application de l'article L 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le déclassement du domaine public suppose en principe que le bien ne soit plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public. Mais, en raison des utilisations actuelles du site (sur les parcelles ci-dessus référencées) et du peu d'atteintes portées aux autres intérêts publics en présence, la désaffectation ne prendra effet que de manière différée par rapport à la date envisagée pour la promesse de vente dudit terrain.

4. SUR LES MOTIFS DE LA DESAFFECTATION ET DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Le législateur prévoit par dérogation à l'article L 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques précité que « *le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement* » (article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques).

En l'espèce, ce déclassement anticipé, intervenant donc avant la désaffectation effective de l'immeuble concerné, est justifié en particulier par le délai nécessaire à la libération des lieux par Strasbourg Evènement (démontage de la Foire) et par le motif que l'association Le Maillon ayant programmé sa saison artistique, ses activités ont dû être modifiées pour tenir compte des circonstances et devront être déployées « hors les murs » au premier trimestre 2019 sur le théâtre de Hautepierre, avant d'emménager sur un nouveau site prévu pour la construction du nouveau théâtre du maillon.

Une décision de désaffectation doit donc être prise en vue de la relocalisation du site. Une désaffectation immédiate de l'emprise n'est cependant pas envisageable pour ne pas désorganiser l'ensemble des activités d'intérêt général, voire de service public. Elle doit être planifiée. Les effets de la désaffectation seront donc différés jusqu'à la fin du 1er trimestre 2019 pour permettre la relocalisation temporaire des activités du théâtre.

C'est en ce sens qu'il a été envisagé de déclasser l'emprise en cause par anticipation en application de l'article L. 2141-2 précité du code général de la propriété des personnes publiques, postérieurement à la décision de désaffectation, dont la date d'effet sera toutefois différée, comme indiqué plus haut.

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Les débats parlementaires relatifs au déclassement anticipé ont permis de mettre en avant que le déclassement anticipé constitue « *une opération dérogatoire au droit commun et comportant un risque financier* » ; de fait, « *il convient de permettre à l'organe délibérant de se prononcer sur le projet de cession en tenant compte de l'éventuel aléa. L'étude d'impact pluriannuelle permet de mettre en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et éventuels inconvénients liés à l'opération envisagée. Cette insertion apporte des garanties sur la faisabilité du projet tout en permettant à l'organe délibérant de se prononcer au regard de l'impact sur les finances locales de la collectivité* » (Assemblée nationale, 25 avril 2016, déclassement anticipé, n° 3668, amendement n° 2).

1. Les inconvénients du déclassement anticipé

Le déclassement anticipé fait peser un risque sur le projet d'acte de cession (promesse de vente ou vente) de la propriété du terrain d'assiette du projet si la désaffectation en vue duquel il est conclu n'est pas assurée dans les délais fixés. En effet, la non désaffectation effective dans le délai prévu pourrait entraîner la résolution de plein droit de l'acte de vente.

Dans le cas de promesse de vente, la non réalisation des conditions suspensive peut la rendre caduque.

Ce risque principal de non désaffectation et les conséquences induites sont néanmoins limités. Un report des délais de désaffectation, même s'il poserait des problème pratiques d'organisation et de poursuite du chantier engagé par le groupement immobilier DEMATHIEU BARD Immobilier et ADIM EST, serait toujours possible par délibération car le délai maximum prévu par la loi entre le déclassement et la désaffectation est de trois ans, reconductible une fois lorsque la désaffectation dépend d'une opération de construction, restauration ou réaménagement, ce qui pourrait s'appliquer si nécessaire dans le cas présent, puisque le délai retenu au départ est inférieur à un an.

Mais, une conséquence de la non désaffectation dans les délais (hors prorogation) serait de faire retomber le bien concerné dans le domaine public.

Les inconvénients d'une éventuelle caducité de promesse de vente porteraient sur la vanité du temps passé à préparer le dossier, et par conséquent la perte de dépenses engagées pour mettre en place la procédure et le projet (études et procédures préparatoires diverses, frais de dossier, frais de personnel des services notamment).

Dans le cas présent, il est prévu de conclure un avant contrat soit une promesse de vente, ce qui limite le risque juridique et financier (sur le terrain de l'enrichissement sans cause, les dépenses utiles qui profiteraient à la personne publique propriétaire pourraient donner lieu à indemnisation).

En cas de vente en l'absence de désaffectation effective, les conséquences sont plus graves car il faut envisager la résolution de la vente et la restitution du prix et de la chose, le versement des pénalités éventuelles à provisionner, les travaux éventuellement réalisés feraient retour au propriétaire de la parcelle. La nullité de la vente peut également engager la responsabilité de la collectivité pour faute.

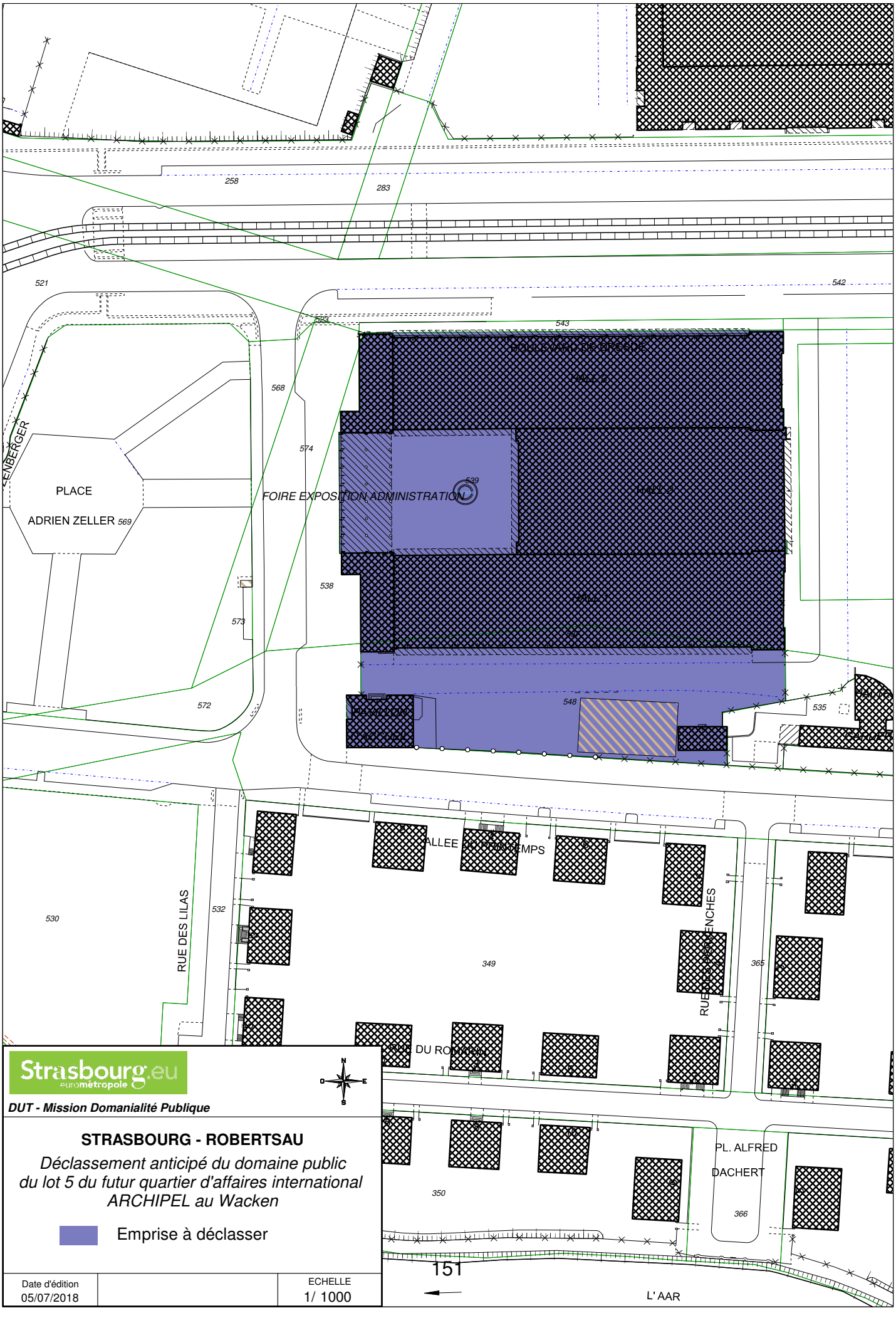
2. Les avantages du déclassement anticipé

Le déclassement anticipé permet de faire tomber l'emprise concernée immédiatement dans le domaine privé à la date du déclassement anticipé et de maintenir le service public sur le site, jusqu'à la libération du terrain concerné, soit au plus tard à une date fixée par l'acte de déclassement.

La doctrine et la jurisprudence judiciaire s'accordent également pour constater que le déclassement n'a pas d'effet direct de modification ou de résiliation des convention d'occupation antérieurement conclues qui peuvent donc se poursuivre, sans les transformer ipso facto en baux de droit privé, ce qui assure une sécurité juridique aux co-contractants. Ces contrats ne cessent pas d'exister, et conservent leur nature administrative, sauf renégociation, résiliation ou novation par les parties (Cour de cassation, chambre civile 3, 27 avril 2017, pourvoi n° 16-14187).

Le déclassement anticipé permet dans le cas présent de s'assurer d'un calendrier de signature de la vente définitive dès que la désaffectation sera effective et donc de libérer la collectivité des charges fiscales, d'entretien et d'assurance de bâtiments qui ne seraient plus utilisés.

Grâce au déclassement anticipé, l'acquéreur (hypothèse de vente) peut, sur un terrain qui passe ainsi du domaine public au domaine privé, engager des procédures préparatoires (demandes d'autorisation d'urbanisme,-ce qui vaut aussi en cas de promesse de vente- pré-commercialisation), conclure de nouveaux actes de gestion ou de disposition de droit privé, vente, baux, emphytéotiques ou baux commerciaux. La conclusion de tels baux sur le domaine public est en effet impossible en raison de l'incompatibilité existante entre le caractère précaire et personnel des titres d'occupation du domaine public et les droits qui sont garantis au titulaire d'un bail commercial (C.E. 24 novembre 2014, req. n° 352402) ; cette faculté est en revanche envisageable sur le domaine privé. La domanialité privée est davantage conciliable avec la commercialité des activités envisagées.



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG - ROBERTSAU

Déclassement anticipé du domaine public du lot 5 du futur quartier d'affaires international ARCHIPEL au Wacken

Emprise à déclasser

Date d'édition		ECHELLE
05/07/2018		1/ 1000

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 15

Déclassement anticipé du domaine public du lot numéro 5 du futur quartier d'affaires international « Archipel » à Strasbourg Wacken.

Pour

43

152

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael

Contre

0

Abstention

16

ABRAHAM-Julia, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, CALDEROLI-LOTZ-Martine, JUND-Alain, KELLER-Fabienne, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, SCHAETZEL-Françoise, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Avis relatif au classement d'office dans le domaine public métropolitain de la Poutrelle à Strasbourg-Neudorf - Validation du recours aux dispositions de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme - Approbation de la composition du dossier d'enquête publique (avis du Conseil Municipal - art. L. 5211-57 du CGCT).

La rue de la Poutrelle, ouverte à la circulation publique, assure la desserte d'un ilot d'habitations composé d'une dizaine de logements. Les emprises foncières qui constituent cette voirie sont toujours partiellement privées. La voie, en partie propriété d'une copropriété n'a pu être classée à l'amiable, les coordonnées de certains propriétaires n'étant pas connues.

Aussi, pour clarifier le statut de cette voirie, permettre à la collectivité d'en assurer son entretien et libérer les propriétaires de toute obligation à l'égard de ces emprises aménagées en voirie, il est nécessaire d'incorporer la rue de la Poutrelle dans le domaine public métropolitain.

La procédure de classement à mettre en œuvre est le classement d'office prévu par les articles L. 318-3 et R. 318-10 et suivants du Code de l'urbanisme. Cette procédure permet le transfert définitif et sans indemnité de la propriété de la voie privée ouverte à la circulation publique et comprises dans des ensembles d'habitations.

La mise en œuvre des dispositions de l'article L. 318-3 du C.U. suppose deux délibérations : la première destinée à valider le recours à cette procédure et la composition du dossier d'enquête publique, la seconde pour fixer les alignements légaux opposables et prononcer le transfert des parcelles concernées à l'Eurométropole.

Le Conseil municipal est invité à émettre un avis sur ce projet de l'Eurométropole de Strasbourg, en application des dispositions de l'article L. 5211-57 du Code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable au projet de l'Eurométropole de Strasbourg

- *d'engager une procédure de classement d'office en application des articles L. 318-3 et R.318-10 et suivants du Code de l'urbanisme pour intégrer au domaine public la rue de la Poutrelle à Strasbourg-Neudorf ;*

- *d'ouvrir dans ce cadre une enquête publique selon notice et plan-projet d'alignement joint à la présente délibération*.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

ENQUETE PUBLIQUE
relative au

CLASSEMENT D'OFFICE
Commune de STRASBOURG - NEUDORF

Rue de la Poutrelle

SOMMAIRE

1. NOTE DE PRÉSENTATION 3

1.1 PRÉSENTATION DE LA VOIE……....3

1.2 RECHERCHE DES PROPRIÉTAIRES……4

2. LE CLASSEMENT D'OFFICE - LES TEXTES ISSUS DU CODE DE L'URBANISME 5

3. LA COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 6

4. LE DOSSIER SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE 7

4.1 NOMENCLATURE DE LA VOIE ET ÉQUIPEMENTS ANNEXES……..……7

4.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET ÉTAT D'ENTRETIEN DE LA VOIE……..7

4.3 ETAT PARCELLAIRE (voir également l'annexe n°3)…….....8

4.4 PLAN DE SITUATION (voir également le plan en annexe n°2a)……...……..8

4.5 PLAN D'ALIGNEMENT (voir également le plan en annexe n°2b)……..8

5. ANNEXES 9

1. NOTE DE PRÉSENTATION

1.1 PRÉSENTATION DE LA VOIE

1.1.1. Voie de desserte : rue de la Poutrelle

L'urbanisation de la rue de la Poutrelle s'est développée entre les années 1896 et 1993. Cette rue assure la desserte d'un ilot d'habitations composé d'une dizaine de logements.

Cette voie est restée à ce jour d'assiette foncière partiellement privée. Elle est inscrite au nom de riverains et d'une copropriété de 68 lots dans la documentation foncière, jusqu'à l'axe médian de la voie. La rue est en cohérence avec le reste du réseau viaire du quartier : elle assure la continuité avec la rue de Soultz à l'Ouest et la rue du Maquis au Sud, voies qui relèvent du domaine public métropolitain.

Certaines régularisations foncières ponctuelles y sont toutefois observées car des parcelles ont été cédées à la collectivité dans ce cadre. Le classement de cette rue dans le réseau de voies publiques métropolitaines conforterait les droits de la collectivité et sa faculté d'y assurer la mise en conformité et l'entretien.

La procédure de classement à mettre en œuvre est le classement d'office prévu par les articles L.318-3 et R.318-10 et suivants du Code de l'Urbanisme. La procédure de classement d'office permettra le transfert définitif et sans indemnité des parcelles composant l'assiette foncière de cette voie privée ouverte à la circulation publique.

1.1.2 Panorama photographique

	N°1 : Rue de la Poutrelle depuis la rue de Gerstheim

	N°2 : Rue de la Poutrelle
	N°3 : Rue de la Poutrelle depuis la rue du Maquis

1.2 RECHERCHE DES PROPRIÉTAIRES

Deux parcelles aménagées en voirie sont propriété de riverains pour l'une et d'une copropriété pour l'autre, confirmant le statut privé de la rue. Cette dernière nécessite d'être classée et les parcelles qui en constituent l'assiette à être transférées dans le domaine public métropolitain.

Les titulaires de droits concernés par ces parcelles tels que renseignés au Cadastre et au Livre Foncier sont détaillés à l'état parcellaire ci-joint en annexe n°3.

En vue de l'engagement de la procédure de classement d'office, l'Eurométropole de Strasbourg a adressé un courrier d'information, en lettre recommandée avec accusé de réception aux dernières adresses connues des différents titulaires de droits concernés, tels qu'ils sont référencés au Livre Foncier.
Un affichage en commune de ces courriers a été effectué lorsque les lettres sont revenues suite à un changement d'adresse et pour les titulaires de droits dont les adresses ne sont pas connues.

=> Voir le(s) certificat(s) d'affichage en annexe n° 7.

L'état de la rue de la Poutrelle a imposé l'intervention de l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de ses compétences. Elle y effectue les travaux d'entretien pour assurer l'hygiène et la sécurité. Cependant, pour limiter la responsabilité des propriétaires privés en cas d'incident sur cette voie, l'Eurométropole de Strasbourg doit devenir propriétaire de la voie.

Aussi, l'Eurométropole de Strasbourg, compte tenu de l'intérêt général, souhaite le transfert dans son domaine public routier des propriétés de la rue de la Poutrelle.

2. LE CLASSEMENT D'OFFICE

La procédure de classement et de transfert d'office de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique est prévue par les articles L.318-3, R.318-10 et R.318-11 du Code de l'urbanisme.

Aux termes de l'article L.318-3 modifié par l'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015 (art.5) dont les dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2016 :

La propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale et réalisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune.

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, une subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'article 248 du code de l'administration communale.

Aux termes de l'article R.318-10 modifié par le décret n°2005-361 du 13 avril 2005 (art.1 JORF 21 avril 2005)

L'enquête prévue à l'article L. 318-3 en vue du transfert dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique dans un ensemble d'habitation est ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Le maire ouvre cette enquête, après délibération du conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement :

1. La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé ;

2. Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie ;

3. Un plan de situation ;

4. Un état parcellaire.

Le conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

Avis du dépôt du dossier à la mairie est notifié dans les conditions prévues par l'article R. 141-7 du code de la voirie routière aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

L'enquête a lieu conformément aux dispositions des articles R. 141-4, R. 141-5 et R. 141-7 à R. 141-9 du code de la voirie routière.

Les dispositions de l'article R. 318-7 sont applicables à l'enquête prévue par le présent article.

Aux termes de l'article R.318-11 modifié par le décret n°2005-361 du 13 avril 2005 (art.2 JORF 21 avril 2005) :

L'opposition des propriétaires intéressés visée au troisième alinéa de l'article L. 318-3 doit être formulée, au cours de l'enquête prévue à l'article R. 318-10, dans les conditions fixées à l'article R. 141-8 du code de la voirie routière.

3. LA COMPÉTENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG EN MATIERE DE VOIRIE

La Communauté urbaine a été mise en place le 1er janvier 1968 avec comme missions les 12 compétences attribuées aux communautés urbaines par la loi n°66-1069 du 31 décembre 1966 et notamment la compétence en matière de voirie (en ce sens cf. article 2 du décret n°67-1054 en date du 2 décembre 1967).

En conséquence, depuis le 1er janvier 1968, la Communauté urbaine est compétente pour créer et gérer les voies publiques sur son territoire et pour conduire les procédures relatives à la voirie publique, et notamment pour mettre en œuvre la procédure prévue aux articles L.318-3, R.318-10 et R.318-11 du Code de l'urbanisme.

Depuis la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et le décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg », la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015.
Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole.

Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg procède aux régularisations domaniales impactant la voirie tant sur des parcelles privées que publiques.

4. DOSSIER SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE

4.1 NOMENCLATURE DE LA VOIE ET EQUIPEMENTS ANNEXES

Adresse	Largeur[1]	Longueur[1]
Rue de la Poutrelle	8,3 à 11,7 mètres	167 mètres

4.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET ETAT D'ENTRETIEN DE LA VOIE

Caractéristiques de la voie : rue de la Poutrelle

- Bande de roulement : largeur 6,2 à 8,3 mètres
  Nature du revêtement : enrobé en bon état
- Pas de trottoir défini
- Zone de stationnement : délimitée par des pavés

[1] Valeurs approximatives

- Caractéristiques : Circulation à double-sens, signalisation présente.
  Pas de barrière ou dispositif matériel restreignant l'accès.

4.2.1 Eau et assainissement

Le réseau d'eau potable :

L'ensemble du réseau de distribution en eau potable a été réalisé en fonte ductile, de diamètre 100 mm. Ce réseau se situe à une profondeur approximative de 1,40 m. Le réseau est fonctionnel.

Le réseau d'assainissement : collecteurs publics

Le réseau est posé entre 1,60 mètre et 2,20 mètres de profondeur par rapport au niveau de voirie. Les tuyaux sont en grès, de diamètre 400 mm.

4.2.2 Réseau d'éclairage

Candélabres en acier de 4 et 6 mètres de haut. Foyers lumineux entre 100 et 150 W.

4.2.3 Signalisation

Les plaques de rue existent. Signalisation verticale en place.

4.3 ETAT PARCELLAIRE

L'état parcellaire est joint en annexe n°3, détaillant les parcelles ainsi que les titulaires de droits concernés tels qu'ils apparaissent dans la documentation cadastrale et au Livre Foncier.

4.4 PLAN DE SITUATION

Le plan de situation des voies est versé ci-après en annexe n°2a.

4.5 PLAN D'ALIGNEMENT

Le projet de plan d'alignement délimite l'assiette des futures voies publiques. Il est ci-après annexé sous l'annexe n°2b. Les alignements légaux en vigueur sont maintenus lorsqu'ils correspondent aux emprises des voies à classer. Ils ne sont modifiés que ponctuellement lorsque l'aménagement des voies ne leur est plus conforme, principalement à hauteur de pans coupés au niveau de certains carrefours, pour être mis en conformité avec les aménagements de voirie réalisés.

5. ANNEXES

- Annexe n° 1 - Vue aérienne du quartier

- Annexe n° 2 - Plans
  2a : plan de situation des voies
  2b : plan d'alignement
  2c : procès-verbaux d'arpentage : néant
  2d : plan parcellaire

- Annexe n° 3 - Etat parcellaire

- Annexe n° 4 - Extraits de la matrice cadastrale

- Annexe n° 5 - Extraits du feuillet du Livre Foncier de Strasbourg

- Annexe n° 6 - Lettres recommandées avec A.R. (copies)

- Annexe n° 7 – Certificat(s) d'affichage

- Annexe n° 8 - Délibérations
  8a : avis de la Commune de Strasbourg (avis sur la mise en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg de l'article L.318-3 du C.U. ; délibération du 24 septembre 2018).
  8b : délibération de l'Eurométropole de Strasbourg validant le recours à l'article L.318-3 et la composition du dossier d'enquête (délibération du 28 septembre 2018).



Strasbourg.eu eurométropole

N
O E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-NEUDORF
Classement d'office
de la rue de la Poutrelle
section DN

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
26/01/2018	Réf : MDP-11.11.1566	1/ 7500

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex - tél. : 03.68.98.50.00

DUT - MISSION DOMANIALITE PUBLIQUE

PLAN D'ALIGNEMENT

Référence : MDP - 11. 11.1566

STRASBOURG - NEUDORF

Classement d'office
de la rue de la Poutrelle

Strasbourg, le	Vu, le
Myriam UNGER Directrice de Projets	Commissaire-enquêteur

Echelle	Projet établi le : 26/01/2018	Dessiné par :
5 m	Modifié le :	A. Perry
	Modifié le :	

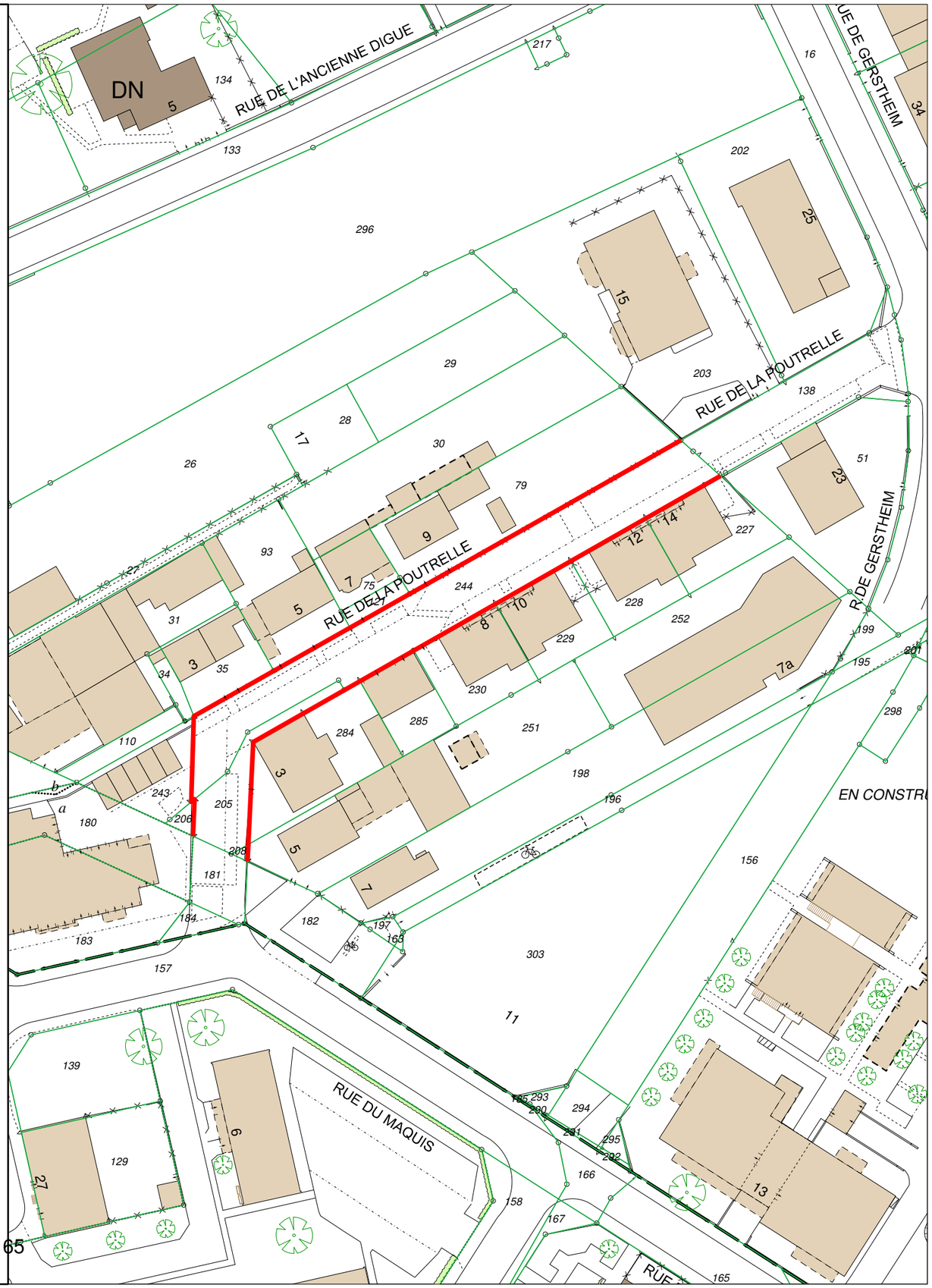
LEGENDE

N O E S

- alignement légal en vigueur et maintenu
- alignement proposé
- alignement à supprimer
- alignement route nationale et départementale
- limite de section cadastrale

Strasbourg.eu
eurométropole

Plan original à l'échelle du 1/750 - pour les copies, se reporter à l'échelle graphique



17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Avis relatif au classement dans le domaine public métropolitain de voirie. Opération « Les Terrasses d'Augia », rue Pauline de Metternich, à STRASBOURG-Robertsau. Avis du Conseil Municipal - article L. 5211-57 du CGCT.

La société ICADE a réalisé la rue Pauline de Metternich dans le cadre de l'opération « Les Terrasses d'Augia » à Strasbourg Robertsau autorisé par le permis de construire n° 67 482 10 V0283 en date du 20 décembre 2010.

La voie et ses accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Le projet de classement dans le domaine public a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de cette voie et de leurs accessoires dans le domaine public métropolitain.

La société ICADE est également propriétaire de 2 parcelles comprises dans l'emprise de la rue Alexandrine de Furstenberg limitrophe à leur opération qu'elle propose de céder à l'Eurométropole à l'euro symbolique, cette dernière en a réalisé l'aménagement et en assure l'entretien.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de la société ICADE sont cadastrés comme suit :

Commune de Strasbourg
Section BM n° 335/9 avec 24 ares et 71 centiares
Section BM n° 253/17 avec 3 ares
Section BM n° 273/23 avec 78 centiares
Section BN n° 199/26 avec 1 are et 15 centiares
Section BN n° 201/31 avec 27 centiares

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la délibération de classement aura été adoptée.
L'éclairage public a été pris en gestion par la Ville de Strasbourg.

Le Conseil municipal est invité à donner un avis sur le projet de l'Eurométropole de prononcer les acquisitions et le classement de cette voie.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
vu l'article L. 5211-57 du Code général des collectivités territoriales
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

au projet de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver

1. *le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg de la voie, réseaux et accessoires de voiries, y compris les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, desservant l'opération «Les Terrasses d'Augia » à Strasbourg, rue Pauline de Metternich et de la noue en constituant un accessoire ;*

2. *la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la présente délibération, de la gestion de cette voie et des réseaux qui en constituent l'accessoire;*

3. *les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir, les parcelles de voirie de l'opération « Les Terrasses d'Augia » et deux parcelles de voirie rue Anne de Furstenberg, propriété de la société ICADE cadastrées comme suit :*

Commune de Strasbourg
Section BM n° 335/9 avec 24 ares et 71 centiares
Section BM n° 253/17 avec 3 ares
Section BM n° 273/23 avec 78 centiares
Section BN n° 199/26 avec 1 are et 15 centiares
Section BN n° 201/31 avec 27 centiares
étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

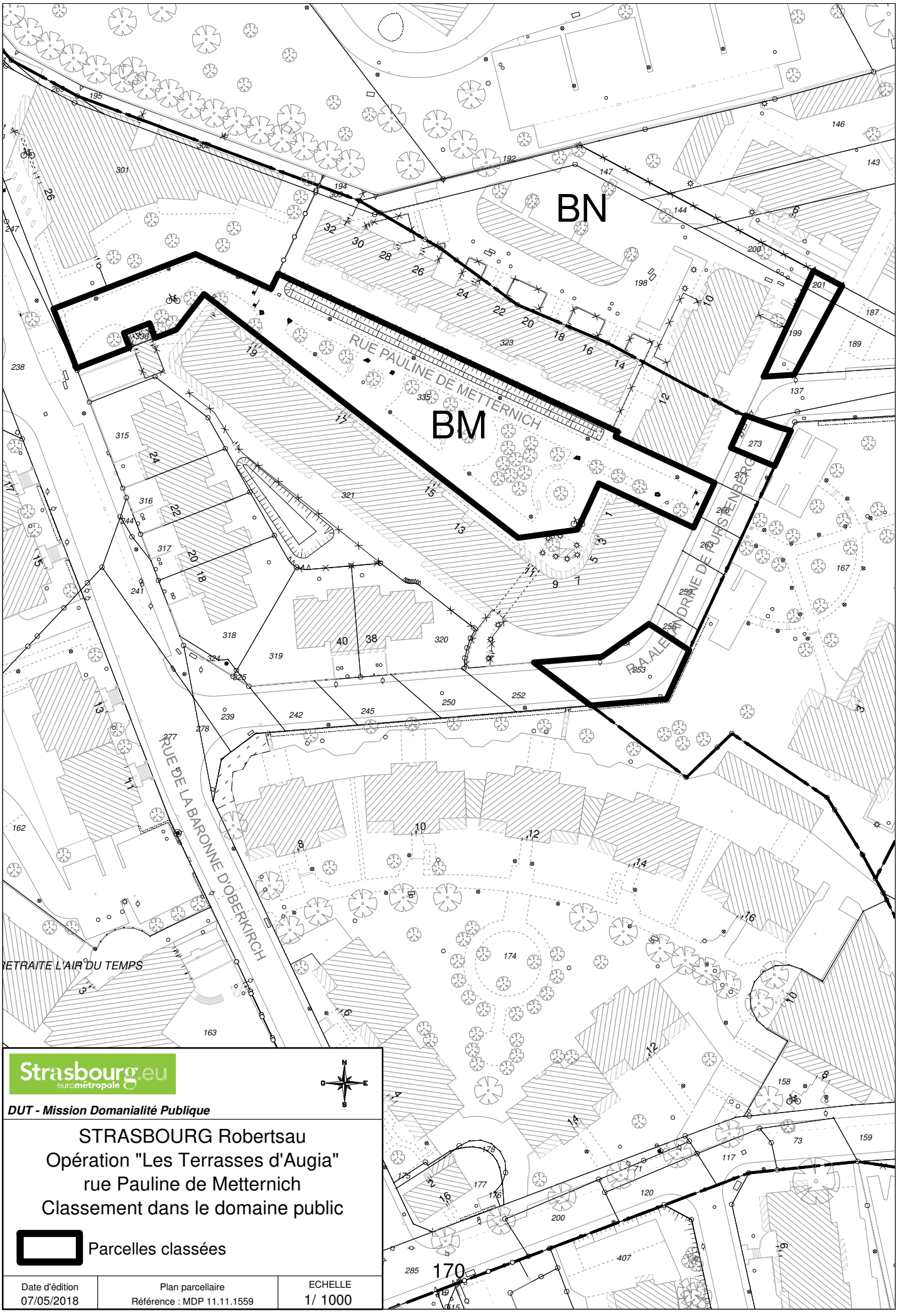
STRASBOURG Robertsau

Opération "Les Terrasses d'Augia"

rue Pauline de Metternich

Classement dans le domaine public

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
07/05/2018	Référence : MDP 11.11.1559	1/ 8000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG Robertsau
Opération "Les Terrasses d'Augia"
rue Pauline de Metternich
Classement dans le domaine public

Parcelles classées

Date d'édition	Plan parcellaire	ECHELLE
07/05/2018	Référence : MDP 11.11.1559	1/ 1000

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Avis relatif au déclassement d'une partie désaffectée d'une place publique, sise au droit du n° 24 rue Mélanie, suite aux travaux tram à Strasbourg-Robertsau. Avis du Conseil Municipal - article L. 5211-57 du CGCT.

La parcelle cadastrée Section BK n° 42 d'une surface de 13,71 ares sise au droit du n ° 24 rue Mélanie à Strasbourg-Robertsau était aménagée en place publique jusqu'à sa transformation dans le cadre des travaux liés à l'extension du tramway à la Robertsau.

Une division parcellaire a été opérée pour scinder la parcelle en deux, numérotée respectivement section BK n°(1)/42, d'une surface de 12,51 ares et section BK n°(2)/42, d'une surface de 120 m².

La parcelle section BK n°(1)/42 a été aménagée en un parking public de 21 emplacements.

La parcelle section BK n°(2)/42 est désormais inutilisée et le maintien dans le domaine public de l'Eurométropole de cette dernière génèrerait des frais de gestion et d'entretien pour la collectivité qui ne se justifient pas.

Ladite parcelle peut dès lors être déclassée et pourra être valorisée.

En application des dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, ce déclassement n'est pas soumis à une enquête publique préalable, dès lors qu'il n'est pas porté atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation.

En application des dispositions de l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal est invité à émettre un avis sur le projet de déclassement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L. 5211-57 du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
émet un avis favorable

au projet suivant de l'Eurométropole de Strasbourg :

déclassement du domaine public de la partie désaffectée de la place publique constituée par la parcelle section BK n°(2)/42 d'une surface de 120 m², issue de la parcelle section BK n° 42, sise au droit du n° 24 rue Mélanie à Strasbourg-Robertsau, telle que délimitée sur le plan parcellaire joint à la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018



Strasbourg.eu
eurométropole

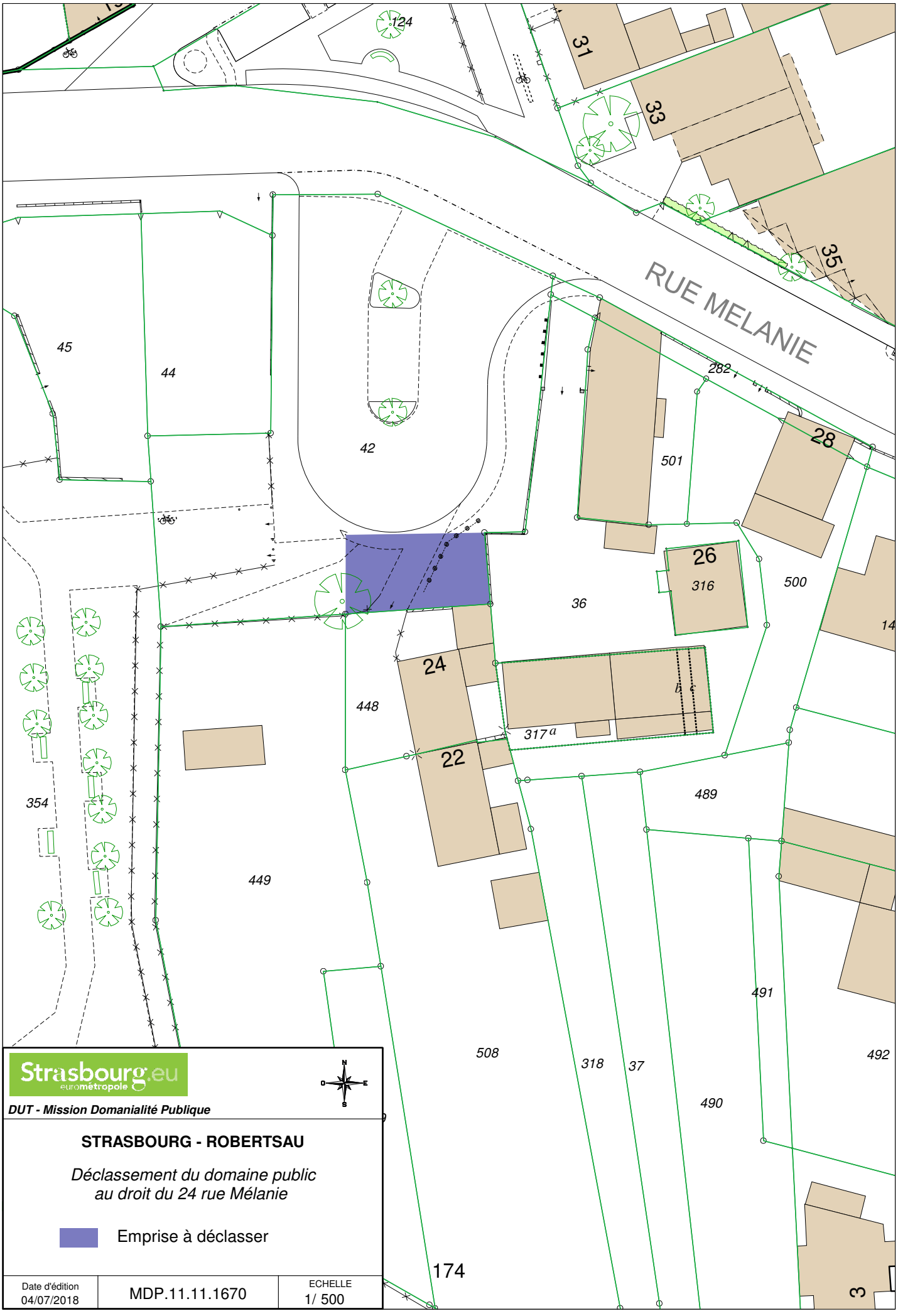
DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG Robertsau

Déclassement du domaine public
d'une emprise
au droit du n° 24 rue Mélanie

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
01/08/2018	Référence : MDP 11.11.1670	1/ 5000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG - ROBERTSAU

Déclassement du domaine public
au droit du 24 rue Mélanie

Emprise à déclasser

Date d'édition		ECHELLE
04/07/2018	MDP.11.11.1670	1/ 500

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Suppression de tronçons d'alignement sis quai du bassin de l'Ill et avenue de l'Europe et déclassement du domaine public de l'ensemble immobilier bâti constitué du bâtiment D du Conseil de l'Europe et du terrain périphérique sis rue Sforza à Strasbourg-Robertsau - Avis du conseil municipal - Article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Par un bail emphytéotique du 11 octobre 1965, la ville de Strasbourg a autorisé le Conseil de l'Europe à édifier, sur un terrain sis rue Sforza à Strasbourg, un bâtiment (bâtiment D) destiné à accueillir le siège de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Par ailleurs, un bâtiment annexe a été édifié par cette organisation intergouvernementale en 1988 sur la même emprise foncière.

Ces deux bâtiments (bâtiment D et annexe) sont actuellement la propriété de la ville de Strasbourg. Ils sont mis à la disposition du Conseil de l'Europe qui y a installé une partie de ses bureaux.

Ils sont ainsi devenus inutiles pour l'exercice d'autres missions de service public ou pour tout autre projet public portés par la ville de Strasbourg, et leur utilisation par le Conseil de l'Europe ayant vocation à perdurer, son maintien dans le domaine public municipal ne se justifie pas.

Aussi, l'ensemble immobilier aménagé sur les parcelles cadastrées suivantes peut être déclassé du domaine public municipal :
- parcelle cadastrée section BW, numéro 120/55, d'une surface de 0,85 are,
- parcelle cadastrée section BX, numéro 596/477, d'une surface de 0,04 are,
- parcelle cadastrée section BX, numéro 597/477, d'une surface 16,99 ares,
- parcelle cadastrée section BX, numéro 599/493, d'une surface de 26,57 ares.

Une fois déclassé, cet ensemble immobilier pourra être cédé au Conseil de l'Europe.

En outre, il a été relevé que le bâtiment D est implanté au-delà de l'alignement légal approuvé le 20 décembre 1965 ; un tronçon de cet alignement, situé le long du quai du bassin de l'Ill, n'est donc plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public car il ne délimite pas strictement le domaine public routier de ce terrain. Il en va de même

pour le tronçon d'alignement situé avenue de l'Europe le long de cette emprise, lequel n'est pas implanté au droit de ce terrain.

Ces deux tronçons d'alignement sont donc devenus obsolètes.

Conformément aux dispositions des articles L. 112-1 et L. 141-3 du code de la voirie routière, le projet de suppression des tronçons d'alignements a fait l'objet d'une enquête publique préalable du 4 juin au 23 juin 2018 inclus, au cours de laquelle aucune observation n'a été formulée.

Le commissaire enquêteur a émis le 15 juillet 2018 un avis favorable sans réserve à ce projet.

En application des dispositions de l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est invité à émettre un avis sur le projet de l'Eurométropole Strasbourg de supprimer ces deux tronçons d'alignements.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales
vu l'avis favorable du commissaire enquêteur du 15 juillet 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
constate

l'affectation exclusive aux bureaux du Conseil de l'Europe de l'ensemble immobilier bâti composé du bâtiment D du Conseil de l'Europe et du terrain périphérique sis rue Sforza à Strasbourg-Conseil des XV aménagé sur les parcelles suivantes :
- *parcelle cadastrée section BW, numéro 120/55, d'une surface de 0,85 are,*
- *parcelle cadastrée section BX, numéro 596/477, d'une surface de 0,04 are,*
- *parcelle cadastrée section BX, numéro 597/477, d'une surface 16,99 ares,*
- *parcelle cadastrée section BX, numéro 599/493, d'une surface de 26,57 ares.*

telles que représentées sur le plan joint à la présente délibération

prononce

le déclassement du domaine public de la ville de Strasbourg de l'ensemble immobilier bâti constitué du bâtiment D du Conseil de l'Europe et du terrain périphérique sis rue Sforza à Strasbourg-Conseil des XV aménagé sur les parcelles suivantes :
- *parcelle cadastrée section BW, numéro 120/55, d'une surface de 0,85 are,*
- *parcelle cadastrée section BX, numéro 596/477, d'une surface de 0,04 are,*
- *parcelle cadastrée section BX, numéro 597/477, d'une surface 16,99 ares,*
- *parcelle cadastrée section BX, numéro 599/493, d'une surface de 26,57 ares.*

soit une emprise déclassée (sol et bâti) d'une surface totale de 44,45 ares, telle que délimitée sur le plan joint à la présente délibération

émet un avis favorable

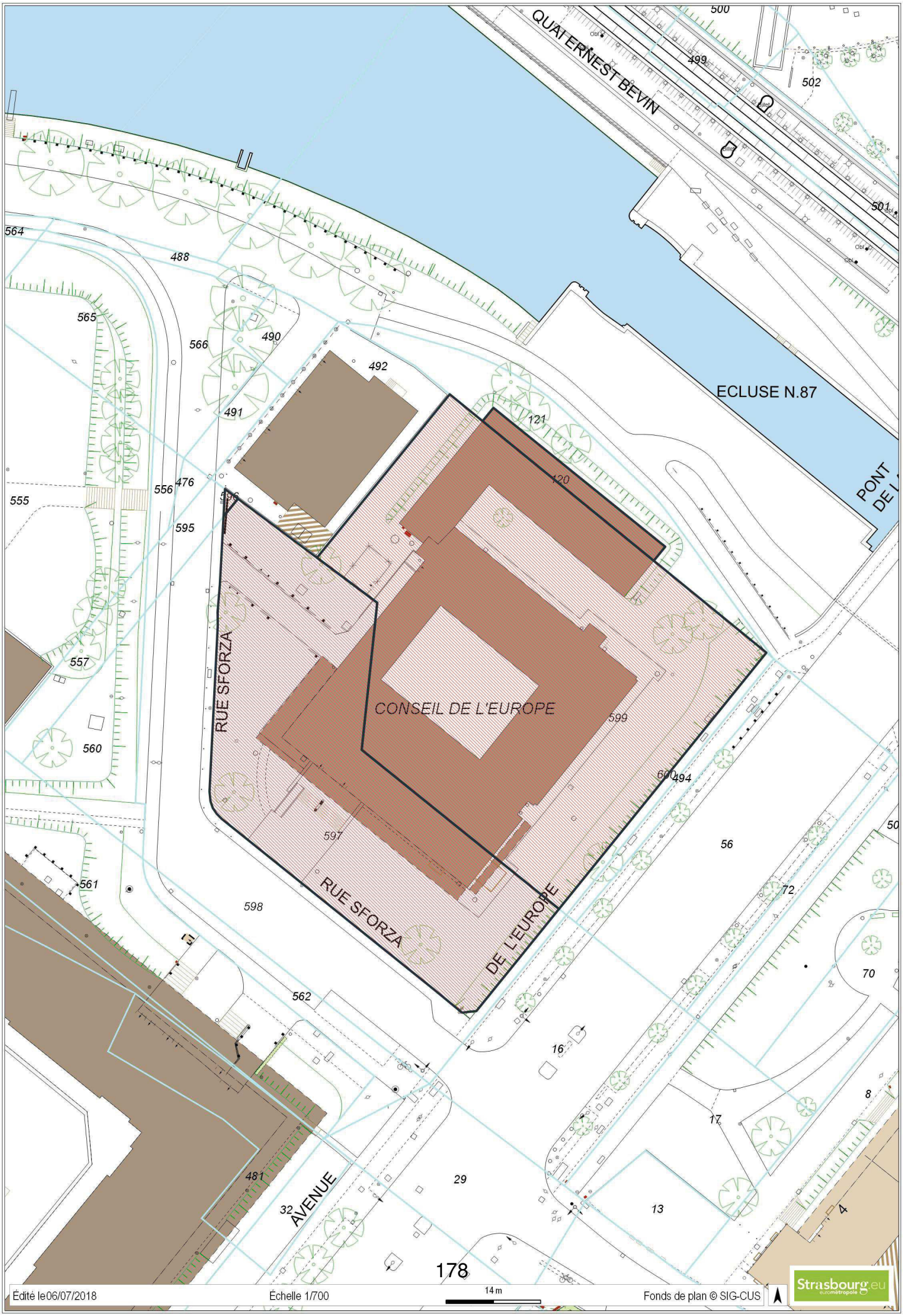
au projet de l'Eurométropole de Strasbourg de supprimer les alignements situés le long du quai du bassin de l'Ill, le long de l'avenue de l'Europe, tels que représentés sur le plan d'enquête publique joint à la présente délibération

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e-à signer tout acte ou document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018


QUATERNEST BEVIN
ECLUSE N.87
PONT
CONSEIL DE L'EUROPE
RUE SFORZA
RUE SFORZA
DE L'EUROPE
AVENUE
500
499
502
501
564
488
565
566
490
492
491
121
120
555
556
476
595
557
560
599
494
597
598
561
562
56
72
70
16
17
8
29
13
4
481
32
178
Édité le06/07/2018
Échelle 1/700
14 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Eurométropole de Strasbourg

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

Annexe n°4.2

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1637

STRASBOURG-VILLE

Suppression de tronçons d'alignements sis
quai du Bassin de l'Ill et avenue de l'Europe
à Strasbourg - Robertsau

Strasbourg, le

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le

Commissaire-Enquêteur

50 m

PROJET ETABLI LE : 09/04/2018
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

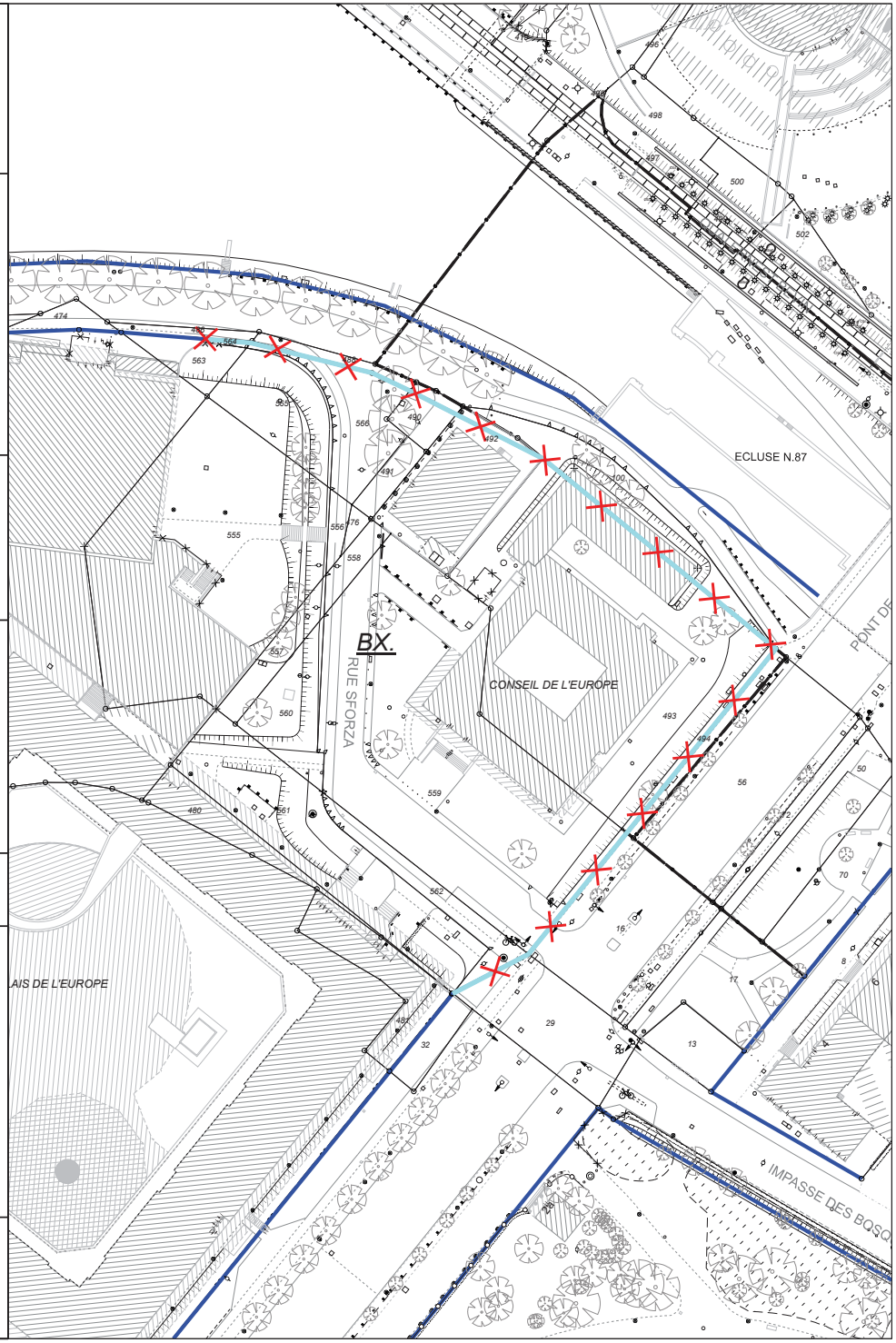
DESSINE PAR :
E.MULLER

alignement légal

alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public à déclasser



Bertrand Pimmel
47 rue Saint-Erhard
67100 STRASBOURG

Dossier n°MDP.11.11.1637

Enquête publique relative à la suppression de tronçons d'alignements sis quai du bassin de l'Ill et avenue de l'Europe, à Strasbourg-Robertsau.

Conclusion du commissaire enquêteur

Enquête du 04 juin 2018 au 23 juin 2018 inclus

L'enquête publique relative à la suppression de tronçons d'alignements sis quai du bassin de l'Ill et avenue de l'Europe, à Strasbourg-Robertsau s'est déroulée dans d'excellentes conditions. Le dossier soumis à enquête publique était complet et bien documenté. Le projet, ses motivations, et les enjeux ont été bien identifiés et détaillés dans le document de présentation. Les pièces du dossier d'enquête étaient complètes au regard des dispositions du code de la voirie routière.

Il est apparu après la construction d'une annexe de la Cour Européenne des Droits de l'Homme que cette dernière était implantée au-delà de l'alignement approuvé. La démarche de suppression de l'alignement ne s'inscrit donc pas dans une volonté d'augmenter un bâti existant mais plutôt dans celle de régulariser une erreur du passé.

Les enjeux sur place sont assez faibles. Une circulation douce (piétonne et cyclable) est possible à proximité immédiate de ces alignements. La circulation automobile peut se faire côté est et sud et la topographie des lieux conditionne à elle-seule une forme d'alignement « naturel » puisqu'il n'est pas envisageable de construire quoi que ce soit d'autre sur ces terrains. Quand bien même cette annexe respecterait les alignements en question, les usages sur ces emprises ne seraient pas différents et il n'y aurait aucune plus-value vis-à-vis de l'existant.

Dans les faits, ces tronçons d'alignement ne matérialisent plus la limite entre l'espace privé et le domaine public. Devenus obsolètes, il apparait ainsi pertinent de les supprimer.

Aux vues des éléments présentés précédemment, et en ma qualité de commissaire enquêteur en charge du présent dossier, j'estime avoir eu en ma possession tous les éléments nécessaires pour émettre l'avis qui m'est demandé.

En conséquence,

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L. 112-1 et L. 141-3

Vu l'arrêté en date du 24 avril 2018 portant ouverture d'une enquête publique relative à la suppression de tronçons d'alignements sis quai du bassin de l'Ill et avenue de l'Europe, à Strasbourg-Robertsau,

Considérant que le dossier comporte tous les éléments exigés par le code de la voirie routière,

Considérant que la note de présentation du projet est exhaustive, correctement documentée et que la terminologie employée et explicitée garantie la compréhension du document par le plus grand nombre,

Considérant que les enjeux de la suppression des alignements ont été correctement identifiés, qu'après une analyse détaillée du périmètre, et s'étant notamment rendu sur place, le commissaire enquêteur n'a pas pu déterminer un quelconque enjeu qui n'aurait été rapporté dans le dossier,

Considérant que les alignements en question ne matérialisent plus la limite entre l'espace privé et le domaine publique et qu'ils sont *de facto* obsolètes,

Considérant que cette suppression n'est pas de nature à modifier les usages au-delà de ces alignements, mais traduit la volonté de corriger une erreur du passé, et relève ainsi du bon sens,

Considérant enfin que l'ensemble des personnes physiques ou morales ont pu librement exprimer leurs interrogations lors de la phase d'enquête publique ; et que les services de la ville et Eurométropole de Strasbourg se sont tenus à disposition du public pour apporter les réponses nécessaires,

Je soussigné, Bertrand Pimmel, commissaire enquêteur, émets un **avis favorable** à la suppression des tronçons d'alignements sis quai du bassin de l'Ill et avenue de l'Europe, à Strasbourg-Robertsau.

Fait à Strasbourg, le 15/07/2018



20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Transfert d'équipements de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole et inversement. Mise en œuvre des principes approuvés par les délibérations cadres du Conseil Municipal du 19 février 2018 et du Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018.

Le décret du 23 décembre 2014 a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015.

L'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les biens appartenant aux communes et utilisés par l'Eurométropole pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement *« transférés dans le patrimoine de la métropole ».* En application de cet article, le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015 demandait aux communes que « *les biens et droits à caractère mobilier et immobilier situés sur leur territoire, utilisés pour l'exercice de compétences transférées, soient mis de plein droit à disposition de l'Eurométropole et transférés dans son patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg* ».

Or il est également apparu que des équipements relevant de la compétence de la ville de Strasbourg étaient situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de l'Eurométropole.

Par délibérations respectives des 19 février 2018 et 23 mars 2018, la Ville et l'Eurométropole se sont entendues sur un mode opératoire permettant de formaliser les transferts à mettre en œuvre entre elles. Deux listes provisoires sont annexées à ces délibérations : chacune de ces listes cite une cinquantaine d'équipements. Pour une de ces listes, ces équipements relèvent de la compétence de la Ville mais sont situés sur des parcelles de l'Eurométropole ; pour l'autre liste, c'est l'inverse.

Des délibérations d'application du Conseil Municipal des 16 avril et 25 juin 2018 ainsi que de la Commission Permanente du Conseil de l'Eurométropole des 20 avril et du 29 juin 2018, se sont penchées sur la situation particulière de trois sites (Rhénus Sport, Stade de la Meinau et Palais de la Musique et des Congrès).

Sept autres cas ont été retenus pour la présente délibération car pour ces équipements, les périmètres concernés par les transferts ne nécessitent pas d'arpentage. Les sites présentant

une situation foncière plus complexe (arpentage à réaliser par exemple) feront l'objet de délibérations d'application ultérieures.

Les sept sites qui peuvent à présent être examinés sont les suivants :

1) Quatre sites concernent des équipements relevant de la compétence de l'Eurométropole mais qui se trouvent sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de la ville de Strasbourg. Il s'agit des biens suivants :

   - Garages situés rue du Doubs à Strasbourg-Neudorf
     Deux parcelles d'une contenance totale de 12,74 ares sont à transférer.

   - Lieu d'hébergement situé rue du Ban de la Roche à Strasbourg-Gare
     Une parcelle d'une contenance de 2,46 ares est à transférer.

     Cet immeuble a fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition par la Ville à l'Eurométropole du 05 janvier 2007.

   - Piscine de la Kibitzenau située rue de la Kibitzenau à Strasbourg-Neudorf
     Trois parcelles d'une contenance totale de 289,48 ares sont à transférer.

   - Station de relèvement d'assainissement et voirie situées rue de l'Ill à Strasbourg-Robertsau
     Une parcelle d'une contenance de 46,56 ares est à transférer.

2) Pour trois autres sites, la situation est inversée : les équipements relèvent de la compétence de la ville de Strasbourg mais sont situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de l'Eurométropole. Il s'agit des biens suivants :

   - Site Scolaire Catherine situé place Flaubert à Strasbourg-Hautepierre
     Onze parcelles d'une contenance totale de 84,33 ares sont à transférer.

   - Site Scolaire Jacqueline situé place des Palabres à Strasbourg-Hautepierre
     Huit parcelles d'une contenance totale de 102,16 ares sont à transférer.

   - Site Scolaire Karine situé place Jean Giono à Strasbourg-Hautepierre
     Cinq parcelles d'une contenance totale de 93,76 ares sont à transférer.

L'ensemble de ces transferts s'opère à titre gratuit.
Les biens cités au paragraphe 1) intégrant le domaine public de l'Eurométropole et ceux cités au paragraphe 2) intégrant le domaine public de la ville de Strasbourg, les transferts interviennent sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales,
notamment les articles L 5217-1 à L 5217-5
vu le décret du 23 décembre 2014 portant création de la
métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
vu le Code général de la propriété des personnes
publiques, notamment l'article L 3112-1
vu le procès-verbal de mise à disposition de
la Ville à l'Eurométropole du 5 janvier 2007
vu la délibération cadre du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 19 février 2018
vu la délibération cadre du Conseil de l'Eurométropole
de Strasbourg en date du 23 mars 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1) *les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit, de la Ville à l'Eurométropole, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées, à savoir :*

a) *<u>Garages situés rue du Doubs à Strasbourg-Neudorf</u>*

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*EP*	*246/119*	*Rue du Doubs*	*3,89*
Strasbourg	*ER*	*369/62*	*Rue du Doubs*	*8,85*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 12,74 ares.

b) *<u>Lieu d'hébergement situé rue du Ban de la Roche à Strasbourg-Gare</u>*

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*44*	*179/1*	*Rue du Ban de la Roche*	*2,46*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 2,46 ares.

Le présent transfert de propriété met fin à la mise à disposition de ce bien par la Ville à l'Eurométropole telle qu'elle était prévue au procès-verbal du 05 janvier 2007.

c) *Piscine de la Kibitzenau située rue de la Kibitzenau à Strasbourg-Neudorf*

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*HE*	*249/25*	*Kibitzenau*	*0,84*
Strasbourg	*HE*	*252/25*	*Kibitzenau*	*37,84*
Strasbourg	*HE*	*253/25*	*Kibitzenau*	*250,80*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 289,48 ares.

d) *Station de relèvement d'assainissement et voirie situées rue de l'Ill à Strasbourg-Robertsau*

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*CE*	*271/31*	*Rue de l'Ill*	*46,56*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 46,56 ares.

2) *les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit, de l'Eurométropole à la Ville, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées, à savoir :*

a) *Site Scolaire Catherine situé place Flaubert à Strasbourg-Hautepierre*

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*LP*	*875/171*	*Kirschhecklein*	*1,19*
Strasbourg	*LP*	*1503/171*	*Place Flaubert*	*0,08*
Strasbourg	*LP*	*1508/133*	*Place Flaubert*	*0,67*
Strasbourg	*LP*	*1510/133*	*Place Flaubert*	*0,26*
Strasbourg	*LP*	*1511/133*	*Place Flaubert*	*0,01*
Strasbourg	*LP*	*1513/133*	*Place Flaubert*	*0,44*
Strasbourg	*LP*	*1515/171*	*Place Flaubert*	*0,01*
Strasbourg	*LP*	*1517/70*	*Place Flaubert*	*0,11*
Strasbourg	*LP*	*1804/70*	*Place Flaubert*	*0,03*

Strasbourg	*LP*	*1824/133*	*Place Chateaubriand*	*81,44*
Strasbourg	*LP*	*1829/133*	*Place Chateaubriand*	*0,09*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 84,33 ares.

b) Site Scolaire Jacqueline situé place des Palabres à Strasbourg-Hautepierre

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*LP*	*1403/337*	*Rue*	*0,50*
Strasbourg	*LP*	*1466/395*	*35 Place André Chenier*	*55,00*
Strasbourg	*LP*	*1470/395*	*Rue*	*0,12*
Strasbourg	*LP*	*1476/395*	*35 Place André Chenier*	*0,12*
Strasbourg	*LP*	*1712/337*	*Maille Jacqueline*	*2,37*
Strasbourg	*LP*	*1731/337*	*Rheinquell gegen Kirschheck*	*41,57*
Strasbourg	*LP*	*1733/337*	*Maille Jacqueline*	*1,02*
Strasbourg	*LP*	*1735/337*	*Maille Jacqueline*	*1,46*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 102,16 ares.

c) Site Scolaire Karine situé place Jean Giono à Strasbourg-Hautepierre

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris les bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*KW*	*906/130*	*Maille Karine*	*14,42*
Strasbourg	*LP*	*1594/171*	*Hohlgass gegen den Riethweg*	*13,32*
Strasbourg	*LP*	*1598/10*	*Hohlgass gegen den Riethweg*	*0,01*
Strasbourg	*LP*	*1599/10*	*Hohlgass gegen den Riethweg*	*65,87*
Strasbourg	*LP*	*1627/34*	*Maille Karine*	*0,14*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 93,76 ares.

autorise

le Maire, ou son-sa représentant-e, à prendre toute mesure et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Strasbourg

Strasbourg
Communauté Urbaine

Direction de la Logistique et de l'Informatique
Gestion du Patrimoine Public

Procès-verbal de mise à disposition
En application des articles 1321 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 novembre 2006 prononçant l'extension, au bénéfice de la Communauté Urbaine de Strasbourg de la compétence "logement social" à l'hébergement d'urgence dans les conditions définies par la délibération du Conseil de Communauté du 7 avril 2006, avec effet au 1er janvier 2007.

ARTICLE 1 : Biens mis à disposition

La Ville de Strasbourg met à la disposition de la Communauté Urbaine les biens ci-après énumérés dont elle est propriétaire :

- Immeuble 12, rue des Romains 67000 STRASBOURG
- Immeuble 18c, rue du Ban de la Roche 67000 STRASBOURG
- Immeuble 4, rue de Koenigshoffen 67200 STRASBOURG
- Immeuble 2, rue Fritz Kiener 67000 STRASBOURG

Selon le tableau descriptif et les fiches techniques joints en annexe I et II du présent document.

Le mobilier équipant l'immeuble 2, Rue Fritz Kiener est également mis à disposition et figure en annexe III à la présente convention.

ARTICLE 2 : Usage des biens mis à disposition

a) Dispositions générales

Les biens énumérés à l'article 1 sont affectés à des opérateurs oeuvrant dans le domaine de l'hébergement d'urgence ou au Centre Communal d'Action Sociale de la Ville, dans le cadre des conventions conclues par la Ville de Strasbourg dans lesquelles la Communauté Urbaine est substituée aux droits et obligations de la Ville. Les opérateurs bénéficiaires figurent au tableau récapitulatif joint en annexe.

b) Dispositions particulières à l'immeuble 2, Rue Fritz Kiener

Le réfectoire de cet établissement est également utilisé pour l'accueil de jour (compétence non transférée). La Ville remboursera à la CUS les dépenses correspondant à cette utilisation qui représentent 28% du coût de fonctionnement de l'établissement.

ARTICLE 3 : Conditions de la mise à disposition

La mise à disposition s'effectue dans les conditions définies par l'article L 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les biens mis à disposition ont fait l'objet de rénovation récente et sont en bon état de réparations à l'exception de l'immeuble sis 18c, rue du Ban de la Roche dont la désaffectation est en cours et interviendra dès l'achèvement des travaux de l'immeuble 1, rue de Rhinau.

ARTICLE 4 : Désaffectation des locaux

Conformément à l'article L 1321-3, en cas de désaffectation partielle ou totale d'un ou des biens mis à disposition, la Ville de Strasbourg recouvrerait l'ensemble de ses droits et obligations sur le ou les biens désaffectés.

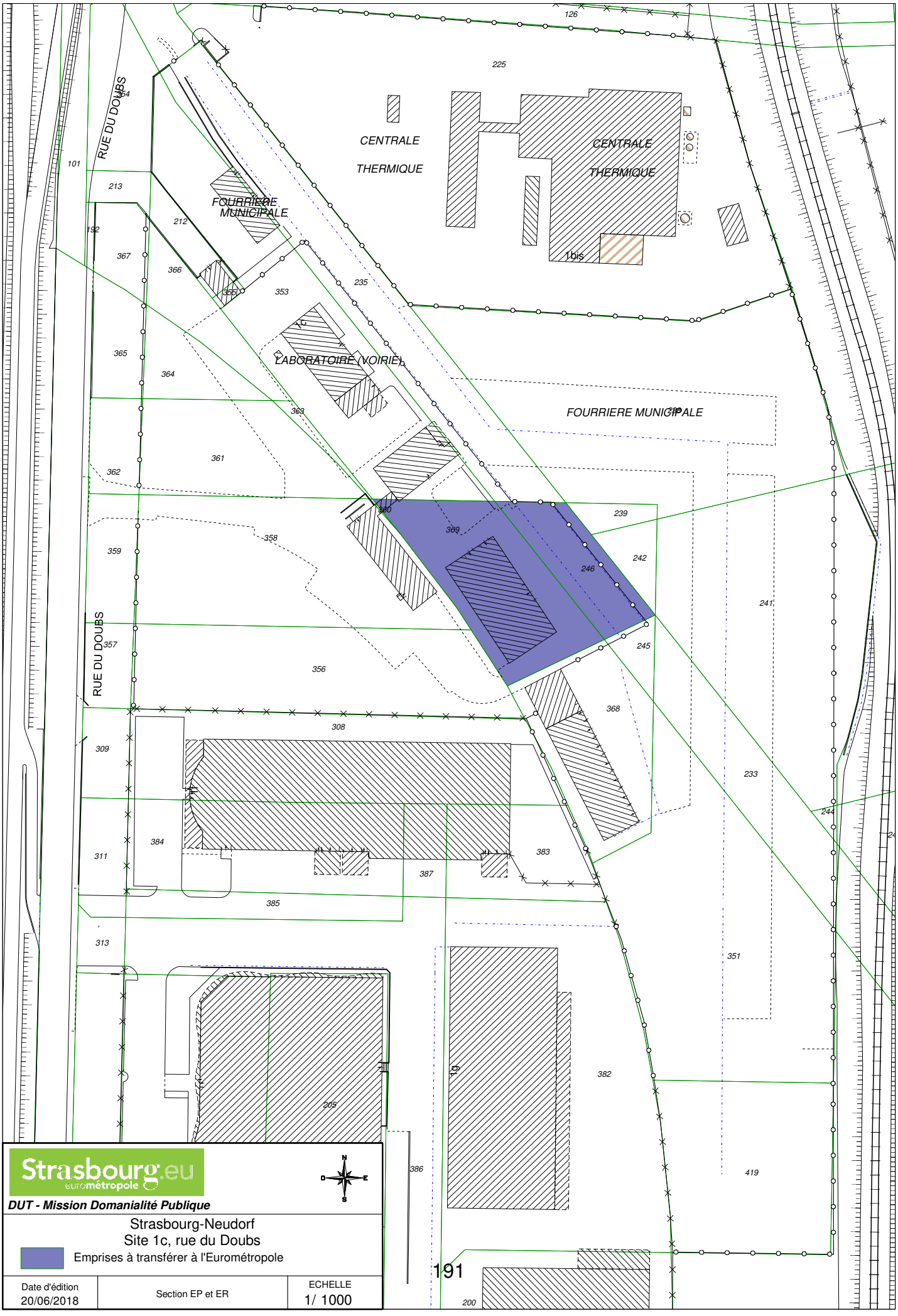
Fait à Strasbourg
le, - 5 JAN. 2007

Le Président

Robert GROSSMANN

Le Maire

Fabienne KELLER



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Neudorf
Site 1c, rue du Doubs
Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Section EP et ER	ECHELLE
20/06/2018		1/ 1000

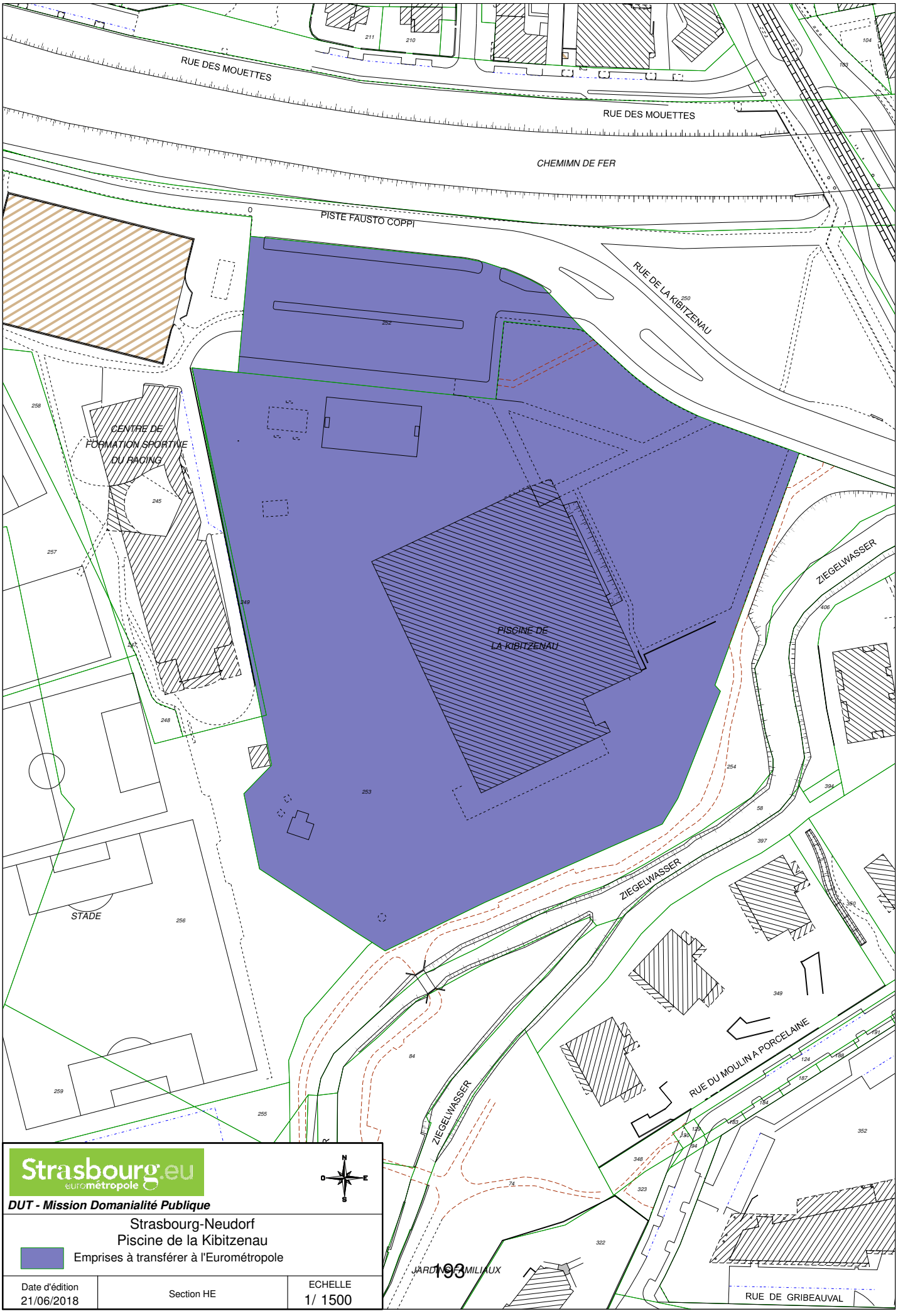


Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Gare
Site 18c, rue du Ban de la Roche
Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Section 44	ECHELLE
20/06/2018		1/ 750

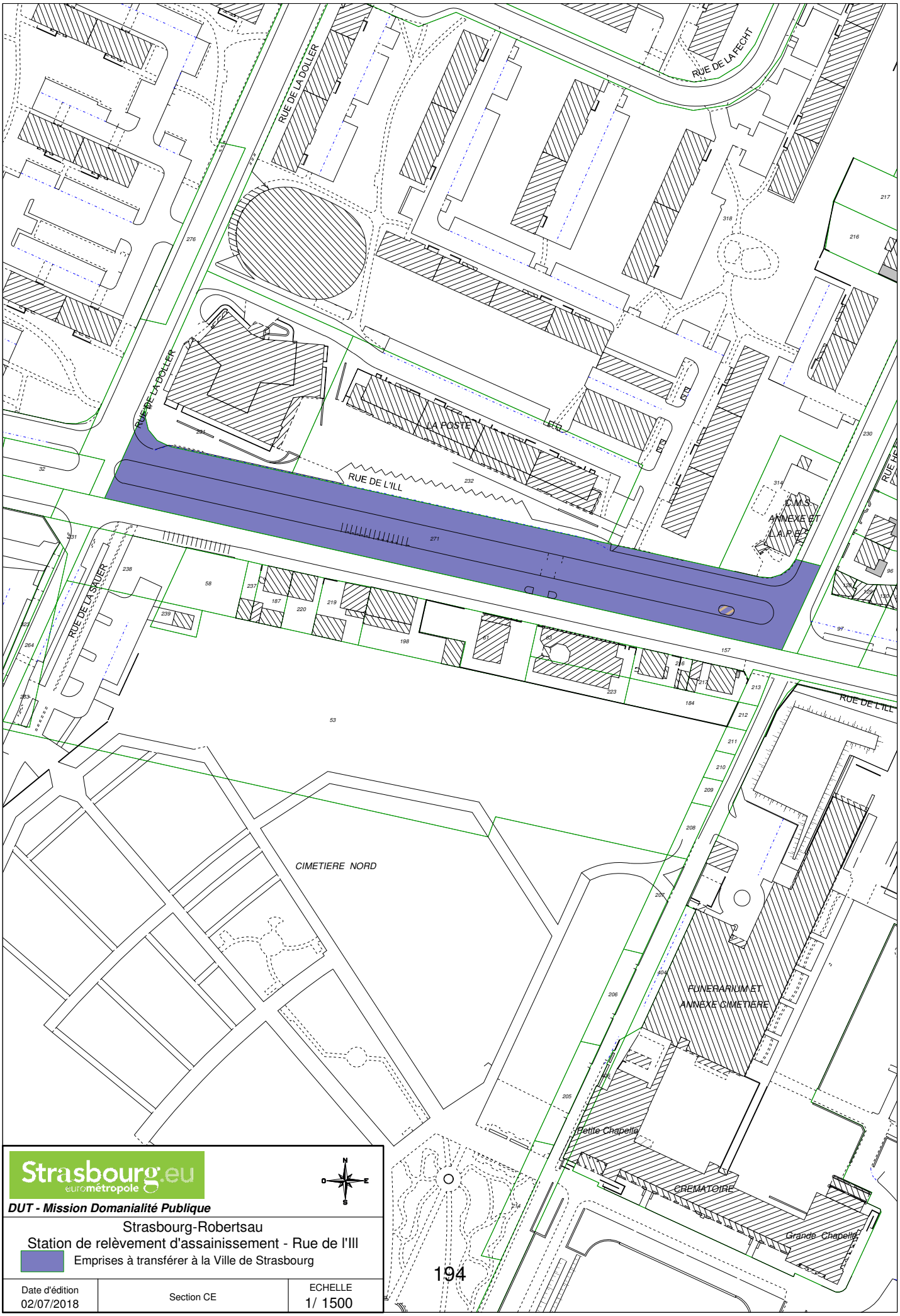


Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Neudorf
Piscine de la Kibitzenau
Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Section HE	ECHELLE
21/06/2018		1/ 1500



Strasbourg.eu
eurométropole

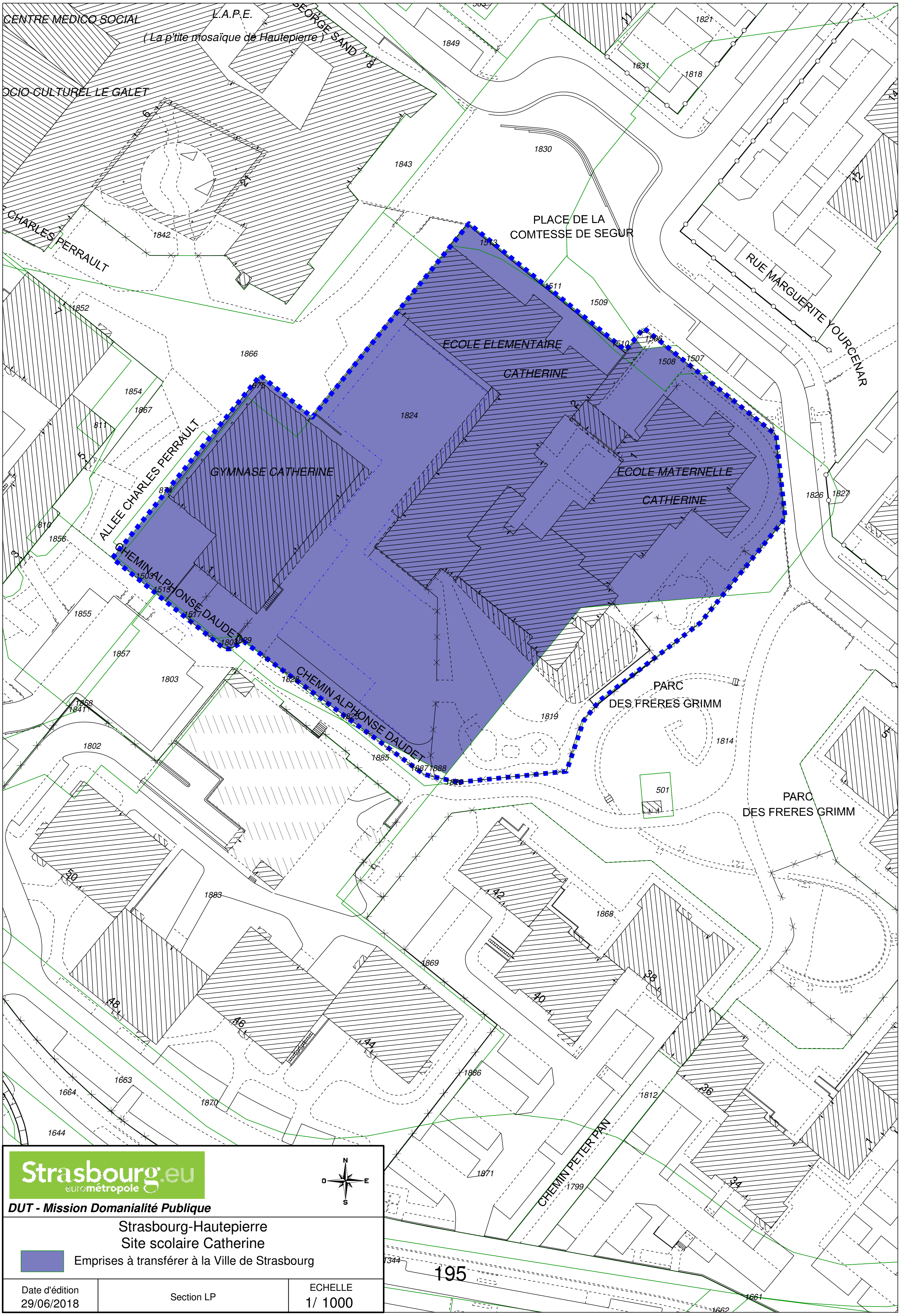
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Robertsau

Station de relèvement d'assainissement - Rue de l'Ill

Emprises à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition	Section CE	ECHELLE
02/07/2018		1/ 1500



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Hautepierre
Site scolaire Catherine

Emprises à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition	Section LP	ECHELLE
29/06/2018		1/ 1000



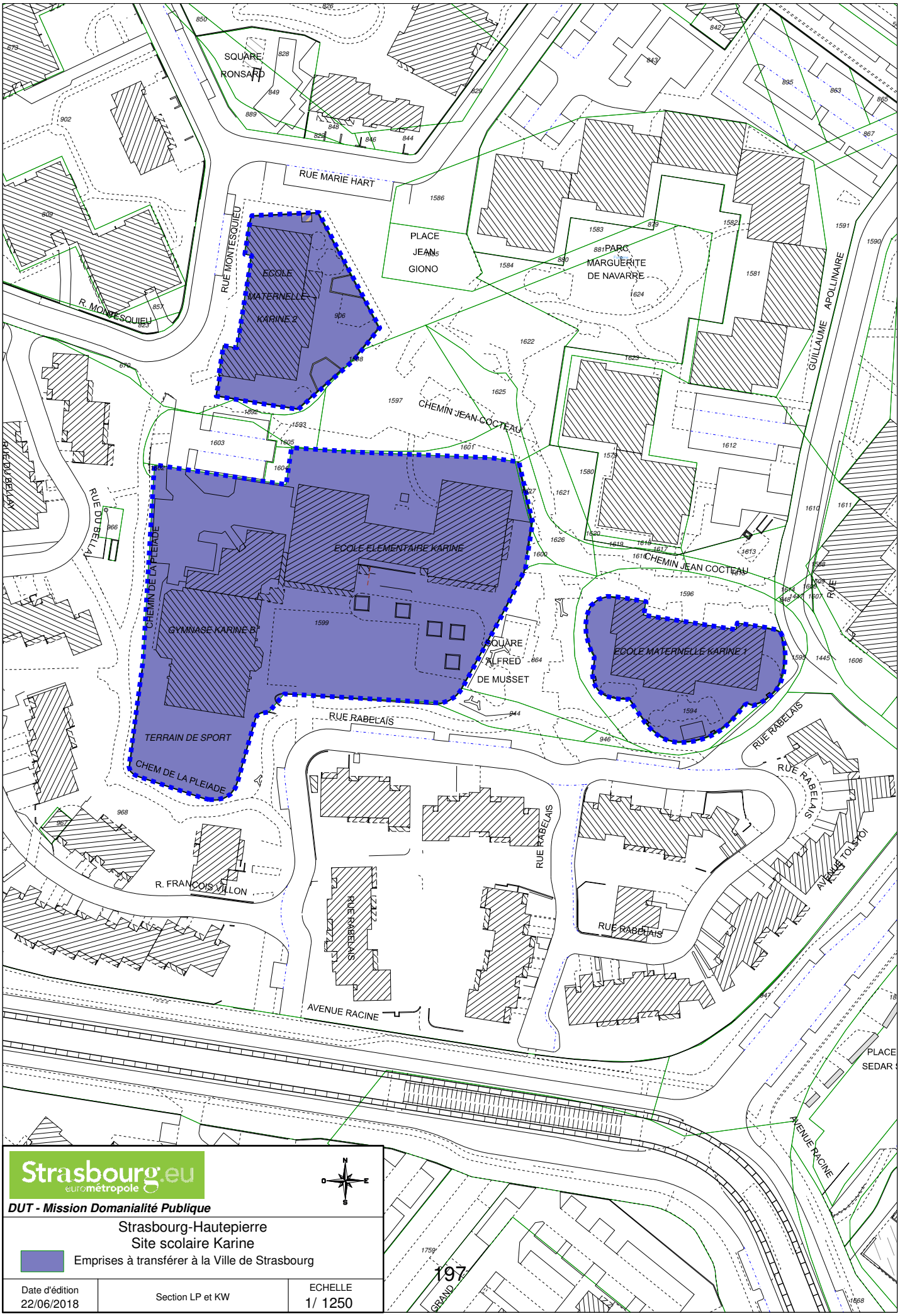
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Hautepierre
Site scolaire Jacqueline

Emprises à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition	Section LP	ECHELLE
22/06/2018		1/ 1500



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Hautepierre
Site scolaire Karine

Emprises à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition	Section LP et KW	ECHELLE
22/06/2018		1/ 1250

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Régularisations foncières - Cession à l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de la ville de Strasbourg.

La Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a été mise en place le 1er janvier 1968 avec comme missions les douze compétences attribuées aux communautés urbaines par la loi n ° 66-1069 du 31 décembre 1966, et notamment la compétence en matière de voirie.

Depuis la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg », la CUS a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015.

Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation, dont la compétence en matière de voirie, ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole (articles L.5217-1 et L.5217-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), ce transfert emportant également le transfert de propriété des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées (articles L.5217-4 et L.5217-5 du CGCT).

En outre, la loi MAPTAM a élargi la notion de voirie de compétence métropolitaine aux voies réservées aux modes de circulation douce (piétons/cycles).

Elle prévoit en effet que la métropole est compétente en lieu et place des communes membres pour la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie, mais également « *des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires* » (I. 2° b) et c) article L.5217-2 du CGCT).

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence et en application de l'article L.5215-28 du CGCT, le transfert définitif de propriété des parcelles aménagées en voirie a été acté par des délibérations concordantes du Conseil de la CUS et des Conseils municipaux des communes membres.

Une délibération globale du Conseil de la Communauté urbaine du 28 février 1975 prévoyait :

« *(...) le transfert à la Communauté Urbaine de Strasbourg des immeubles faisant partie du Domaine Public (...):*
a) voies et réseaux publics (...) ».

Parallèlement, la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du 16 décembre 1974 approuvait le transfert à la CUS des biens relevant du domaine public de la ville de Strasbourg et nécessaires à l'exercice des compétences de la CUS, à savoir notamment :
« *(...)*
- *l'ensemble des voies et réseaux publics inscrits au cadastre comme domaine public de la commune, pour ses chemins et places publics ;*
- *l'ensemble des chemins ruraux classés dans la voirie communale conformément aux dispositions de l'ordonnance n°59-115 du 7 janvier 1959 (...)* ».

Sur la base de ces délibérations, une convention a été conclue le 23 octobre 1975 entre la CUS et la ville de Strasbourg. Elle précise sous l'article 1er :
« *(...) la commune (....) transfère à la Communauté Urbaine de Strasbourg (...)* :
a) l'ensemble des biens constituant le domaine public de la commune (...) en matière de voirie et places publiques (...) ».

Faute d'avoir été passées en forme authentique et en l'absence d'états parcellaires annexés, aucune mutation de propriété n'a été effectuée au Livre Foncier sur la base de ces conventions. En conséquence, depuis sa création la CUS, devenue Eurométropole de Strasbourg, gère des voies dont l'assiette est restée propriété la ville de Strasbourg tant dans la documentation cadastrale qu'au Livre Foncier.

Depuis la loi MAPTAM, il en va de même pour les voies réservées aux modes de circulation douce (piétons/cycles) désormais gérées par l'Eurométropole.

Cette situation peu lisible est de nature à complexifier et fragiliser juridiquement certaines procédures et à en rallonger les délais.

L'examen de la situation foncière du réseau viaire et les traitements cadastraux appliqués aux parcelles communales (délimitations, arpentages, recadastrage et réinscription des parcelles au Livre Foncier), nécessaires à l'établissement des projets d'actes de transferts de propriété, ont avancé pour la ville de Strasbourg. En conséquence, il est proposé de régulariser la situation de voies situées dans le secteur Grand Rue du quartier Centre de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 28 février 1975
vu l'ordonnance n°59-115 en date du 7 janvier 1959
vu les articles L5215-28, L.5217-1, L.5217-2, L.5217-4 et L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales
vu la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 16 décembre 1974

vu la convention conclue entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la ville de Strasbourg en date du 23 octobre 1975
vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
vu le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le transfert de propriété de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, en vue de leur classement dans le domaine public de voirie de l'Eurométropole, des parcelles aménagées en voirie listées en annexe 1

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

ANNEXE N°1

à la délibération du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2018

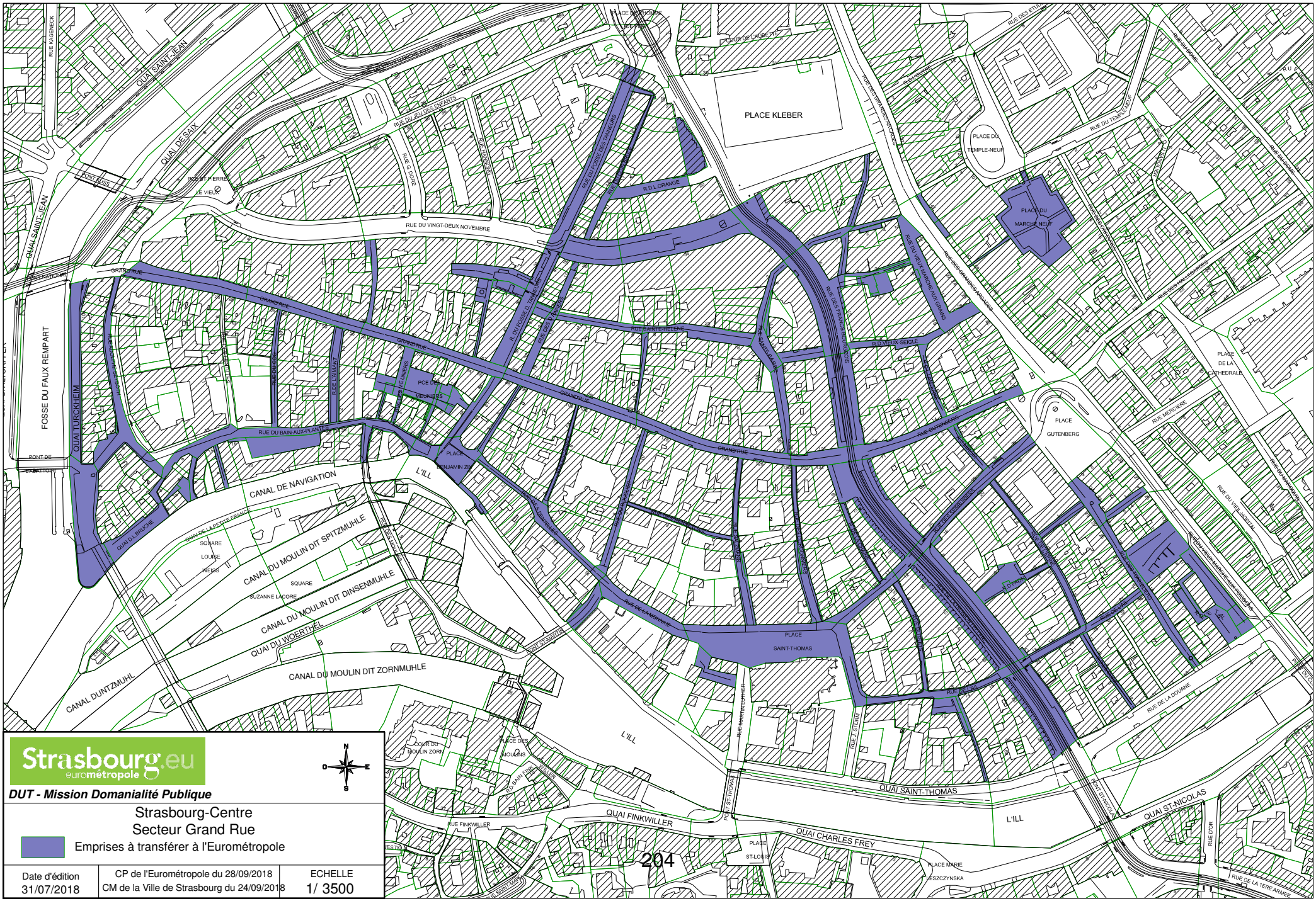
Parcelles restées inscrites au Livre Foncier au nom de la ville de Strasbourg et transférées en propriété à l'Eurométropole de Strasbourg

Ban communal de STRASBOURG

Section	1	n°	3	RUE ADOLPHE SEYBOTH	avec	0,11	ares
Section	1	n°	116	GRAND RUE	avec	0,23	ares
Section	1	n°	117	QUAI TURCKHEIM	avec	12,70	ares
Section	1	n°	121	RUE DU COQ	avec	3,90	ares
Section	1	n°	123	RUE DES MEUNIERS	avec	3,36	ares
Section	1	n°	124	RUELLE DES ROSES	avec	0,44	ares
Section	1	n°	126/102	RUE DES MEUNIERS	avec	0,48	ares
Section	1	n°	131/116	RUE DES MEUNIERS	avec	0,03	ares
Section	1	n°	134/95	RUE DES MEUNIERS	avec	1,34	ares
Section	1	n°	135/95	RUE DES MEUNIERS	avec	0,01	ares
Section	1	n°	136/95	RUE DES MEUNIERS	avec	0,02	ares
Section	1	n°	163/108	RUE DES MEUNIERS	avec	0,02	ares
Section	1	n°	164/112	RUE DES CHEVEUX	avec	4,61	ares
Section	1	n°	168/112	PLACE DES MEUNIERS	avec	0,08	ares
Section	1	n°	169/112	RUE DES CHEVEUX	avec	0,01	ares
Section	1	n°	171/107	RUE DES CHEVEUX	avec	0,11	ares
Section	1	n°	180/118	RUE ADOLPHE SEYBOTH	avec	13,42	ares
Section	1	n°	188/122	RUE DE L'AIMANT	avec	5,42	ares
Section	1	n°	190/119	RUE DU BAIN AUX PLANTES	avec	13,97	ares
Section	2	n°	20	QUAI DE LA BRUCHE	avec	1,16	ares
Section	2	n°	27	RUE DU BAIN AUX PLANTES	avec	0,30	ares
Section	2	n°	31	RUE DU BAIN AUX PLANTES	avec	6,36	ares
Section	2	n°	48	QUAI TURCKHEIM	avec	18,28	ares
Section	2	n°	49	QUAI DE LA BRUCHE	avec	6,46	ares
Section	2	n°	50	IMPASSE DU BAIN AUX PLANTES	avec	0,44	ares
Section	2	n°	51	RUE DU BAIN AUX PLANTES	avec	0,87	ares
Section	2	n°	52	IMPASSE DU BAIN AUX PLANTES	avec	1,19	ares
Section	2	n°	53	IMPASSE DES ORFEVRES	avec	1,06	ares
Section	2	n°	54	RUE DES MOULINS	avec	1,74	ares
Section	6	n°	6	PLACE DES MEUNIERS	avec	1,28	ares
Section	6	n°	70	RUE DU PONT ST-MARTIN	avec	3,07	ares
Section	6	n°	75	RUE DES CHEVEUX	avec	1,06	ares
Section	6	n°	76	PLACE BENJAMIN ZIX	avec	2,30	ares
Section	6	n°	77	PLACE BENJAMIN ZIX	avec	6,84	ares
Section	6	n°	78	PLACE BENJAMIN ZIX	avec	1,18	ares
Section	6	n°	79	RUE DU FOSSE DES TANNEURS	avec	4,13	ares
Section	6	n°	80	PETITE RUE DES DENTELLES	avec	1,99	ares
Section	6	n°	81	RUE DES DENTELLES	avec	7,70	ares
Section	6	n°	82	RUE ESCARPEE	avec	2,46	ares
Section	6	n°	93/51	RUE DU PONT ST-MARTIN	avec	0,17	ares
Section	6	n°	94/6	PLACE DES MEUNIERS	avec	0,46	ares
Section	6	n°	101/1	RUE DES CHEVEUX	avec	0,60	ares
Section	6	n°	103/7	PLACE DES MEUNIERS	avec	0,28	ares
Section	6	n°	105/8	PLACE DES MEUNIERS	avec	0,46	ares
Section	6	n°	107/8	RUE DES CHEVEUX	avec	0,01	ares
Section	7	n°	69	RUE DU PUITS	avec	3,59	ares
Section	7	n°	70	RUE DES SERRURIERS	avec	4,39	ares
Section	7	n°	72	RUE DE LA MONNAIE	avec	7,82	ares

Section	7	n°	73	RUE DU BOUCLIER	avec	6,46	ares
Section	7	n°	74	RUE DES HANNETONS	avec	2,72	ares
Section	7	n°	77	RUE DE LA CHAINE	avec	2,98	ares
Section	7	n°	81/71	PLACE SAINT-THOMAS	avec	34,10	ares
Section	7	n°	82/75	RUE SALZMANN	avec	6,91	ares
Section	7	n°	83/76	RUE DES CORDONNIERS	avec	6,29	ares
Section	7	n°	85/43	RUE DE LA CHAINE	avec	0,12	ares
Section	7	n°	90/34	RUE DES CORDONNIERS	avec	0,64	ares
Section	7	n°	91/34	RUE SALZMANN	avec	0,31	ares
Section	7	n°	92/66	RUE DU PUITS	avec	0,09	ares
Section	7	n°	93/73	GRAND RUE	avec	0,08	ares
Section	7	n°	94/73	GRAND RUE	avec	0,04	ares
Section	8	n°	52	RUE MARTIN LUTHER	avec	3,52	ares
Section	12	n°	14	RUE DE L'AIL	avec	2,28	ares
Section	12	n°	18	RUE DE L'AIL	avec	3,89	ares
Section	12	n°	19	RUELLE DE L'ESPRIT	avec	1,70	ares
Section	12	n°	22/14	RUELLE DE L'ESPRIT	avec	0,64	ares
Section	13	n°	8	RUE DE LA DIVISION LECLERC	avec	21,07	ares
Section	13	n°	49	RUE DU PAON	avec	0,84	ares
Section	13	n°	60	RUE DU PAON	avec	5,69	ares
Section	13	n°	75	RUE DES SERRURIERS	avec	12,51	ares
Section	13	n°	76	RUE DU MIROIR	avec	1,83	ares
Section	13	n°	77	RUE DE L'EPINE	avec	7,24	ares
Section	13	n°	78	RUE DE L'ARBRE VERT	avec	2,23	ares
Section	13	n°	80	RUE DE LA DIVISION LECLERC	avec	24,25	ares
Section	13	n°	90/19	RUE GUTENBERG	avec	0,26	ares
Section	13	n°	91/20	RUE GUTENBERG	avec	0,04	ares
Section	13	n°	92/22	RUE GUTENBERG	avec	0,03	ares
Section	13	n°	100/60	RUE DES SERRURIERS	avec	0,25	ares
Section	13	n°	103/60	RUE DE LA DIVISION LECLERC	avec	0,18	ares
Section	13	n°	104/18	RUE DU MIROIR	avec	0,06	ares
Section	14	n°	47	RUE DE L'AIL	avec	9,15	ares
Section	14	n°	48	RUE DE LA DIVISION LECLERC	avec	16,11	ares
Section	14	n°	50	RUE DE L'ECURIE	avec	2,88	ares
Section	14	n°	56/39	RUE DES TONNELIERS	avec	0,10	ares
Section	19	n°	133	RUE DU VIEUX MARCHE AUX POISSONS	avec	0,87	ares
Section	19	n°	144	RUE DE L'ETAL	avec	1,68	ares
Section	19	n°	147	RUE DE L'ETAL	avec	0,24	ares
Section	19	n°	190	RUE DU VIEUX MARCHE AUX POISSONS	avec	5,58	ares
Section	19	n°	191	RUE DE L'ETAL	avec	4,80	ares
Section	19	n°	193	PLACE DES TRIPIERS	avec	11,55	ares
Section	19	n°	194	RUE DU POUMON	avec	2,07	ares
Section	19	n°	199/134	RUE DU VIEUX MARCHE AUX POISSONS	avec	1,26	ares
Section	19	n°	221/132	PLACE DE LA GRANDE BOUCHERIE	avec	0,02	ares
Section	19	n°	255/196	RUE DES TONNELIERS	avec	3,88	ares
Section	19	n°	256/196	RUE DES TONNELIERS	avec	8,26	ares
Section	56	n°	90/66	GRAND RUE	avec	9,85	ares
Section	56	n°	91/66	GRAND RUE	avec	8,06	ares
Section	58	n°	38	RUE DE LA VIGNETTE	avec	1,76	ares
Section	58	n°	118	GRAND RUE	avec	9,47	ares
Section	58	n°	119	RUE DU FOSSE DES TANNEURS	avec	27,37	ares
Section	58	n°	137/19	RUE DE L'ARGILE	avec	3,08	ares
Section	58	n°	142/19	RUE DE LA VIGNETTE	avec	5,60	ares
Section	58	n°	147/19	RUE DES AVEUGLES	avec	2,85	ares
Section	58	n°	155/119	RUE DU FOSSE DES TANNEURS	avec	1,47	ares
Section	59	n°	101	RUE DES DRAPIERS	avec	5,32	ares
Section	59	n°	103	RUE DU SAVON	avec	1,89	ares

Section	59	n°	110/40	RUE DES FRANCS BOURGEOIS	avec	10,66	ares
Section	59	n°	111/102	RUE STE HELENE	avec	0,12	ares
Section	59	n°	135/102	RUE STE HELENE	avec	3,23	ares
Section	59	n°	136/102	RUE STE HELENE	avec	5,66	ares
Section	59	n°	137/100	GRAND RUE	avec	9,27	ares
Section	59	n°	138/100	GRAND RUE	avec	10,14	ares
Section	59	n°	139/40	RUE DU 22 NOVEMBRE	avec	7,58	ares
Section	59	n°	140/40	RUE DU 22 NOVEMBRE	avec	17,46	ares
Section	59	n°	141/102	RUE STE HELENE	avec	0,89	ares
Section	60	n°	37	RUE STE BARBE	avec	0,57	ares
Section	60	n°	58	RUE DU SAUMON	avec	1,07	ares
Section	60	n°	69	RUE DU SAUMON	avec	0,27	ares
Section	60	n°	114	RUE GUTENBERG	avec	15,98	ares
Section	60	n°	120	RUE DU VIEUX SEIGLE	avec	3,81	ares
Section	60	n°	121	RUE DE LA LANTERNE	avec	2,48	ares
Section	60	n°	122	RUE DU VIEUX MARCHE AUX GRAINS	avec	11,46	ares
Section	60	n°	123	RUE FREDERIC PITON	avec	2,38	ares
Section	60	n°	124	RUELLE DES PELLETIERS	avec	0,93	ares
Section	60	n°	125	RUE DU SAUMON	avec	1,25	ares
Section	60	n°	136/23	RUE DES SEPT HOMMES	avec	1,93	ares
Section	60	n°	137/23	RUE DES CHANDELLES	avec	1,41	ares
Section	60	n°	139/23	RUE DE LA DEMI LUNE	avec	2,66	ares
Section	60	n°	150/68	RUE DU SAUMON	avec	1,61	ares
Section	60	n°	151/68	RUE DU VIEUX MARCHE AUX GRAINS	avec	0,18	ares
Section	60	n°	152/53	RUELLE DES PELLETIERS	avec	0,54	ares
Section	60	n°	154/57	RUE DU VIEUX MARCHE AUX GRAINS	avec	0,01	ares
Section	60	n°	155/57	RUE DU SAUMON	avec	0,30	ares
Section	60	n°	156/36	RUE STE BARBE	avec	0,22	ares
Section	60	n°	157/66	RUE DU SAUMON	avec	0,10	ares
Section	60	n°	161/58	RUE DU SAUMON	avec	0,19	ares
Section	60	n°	173/63	RUE DU SAUMON	avec	0,04	ares
Section	60	n°	190/23	RUE DES FRANCS BOURGEOIS	avec	17,35	ares
Section	60	n°	191/23	RUE DES FRANCS BOURGEOIS	avec	13,20	ares
Section	60	n°	192/115	RUE STE BARBE	avec	6,54	ares
Section	60	n°	193/115	RUE STE BARBE	avec	4,76	ares
Section	61	n°	64	RUE DU COIN BRULE	avec	0,59	ares
Section	61	n°	65	RUE DU COIN BRULE	avec	4,73	ares
Section	61	n°	93/6	RUE DE LA GRANGE	avec	0,11	ares
Section	61	n°	94/6	RUE DE LA GRANGE	avec	4,60	ares
Section	61	n°	95/72	PLACE KLEBER	avec	4,97	ares
Section	63	n°	107	RUE DES GRANDES ARCADES	avec	0,97	ares
Section	63	n°	109	RUE DES GRANDES ARCADES	avec	0,60	ares
Section	63	n°	136	RUELLE STE MARGUERITE	avec	0,62	ares
Section	63	n°	137	PLACE DU MARCHE NEUF	avec	24,31	ares



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Centre
Secteur Grand Rue

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	CP de l'Eurométropole du 28/09/2018 CM de la Ville de Strasbourg du 24/09/2018	ECHELLE
31/07/2018		1/ 3500

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.

1) Vente par la ville de Strasbourg d'une parcelle au propriétaire riverain route de la Wantzenau à Strasbourg Robertsau.

La ville de Strasbourg est propriétaire d'une parcelle route de la Wantzenau à Strasbourg Robertsau.
La parcelle cadastrée section CN n°508/80 d'une surface de 5.51 ares est enclavée s'étirant sur la longueur au milieu de propriétés privées.
Elle est située en zone UB4 au PLU qui correspond à un secteur à dominante d'habitat, les zones urbaines UB sont hétérogènes et correspondent essentiellement aux faubourgs de l'agglomération.

Différents propriétaires voisins de cette parcelle ont formulé un intérêt à la location ou à l'acquisition auprès de la collectivité. A l'issue des différents échanges, un accord a finalement été trouvé avec M. SCHWARTZ.

Dans une volonté de la Ville de valoriser son patrimoine, un accord financier a été trouvé à 40 000 €/are soit pour 5.51 ares une recette globale de 220 400 €.
Les services de France domaine ont évalué l'emprise foncière au prix de 165 300 €, soit une valeur à l'are de 30 000 €.
La vente sera assortie d'une inscription au Livre foncier correspondant à une interdiction de revente de la parcelle sans l'accord de la Ville dans un délai de 10 ans.

Enfin, en cas de mutation de la parcelle (après accord de la ville) dans les dix années, à compter de la signature de l'acte de vente, pour le tout ou pour partie, pour un prix ou une valeur hors droit et frais de mutation supérieur au prix stipulé dans la délibération de cession augmenté des frais et droits afférents à l'acte de vente, et majoré des frais d'embellissement de la parcelle, justifiés par des factures, l'acquéreur versera à la ville de Strasbourg un intéressement correspondant à 50 % de la plus-value réalisée, étant précisé que cette plus-value sera égale à la différence positive entre la valeur de la mutation et la valeur d'acquisition ainsi déterminée, après déduction de l'impôt sur la plus-value afférente à la mutation.

Il est proposé au Conseil municipal de la ville de Strasbourg d'approuver la vente de la parcelle cadastrée section CN n°508/80 aux conditions visées ci-dessus.

2) Vente d'une emprise foncière rue Riehl à Strasbourg Neuhof au propriétaire riverain

La ville de Strasbourg est propriétaire d'une parcelle non bâtie d'une contenance totale de 10,30 ares. Situé 3, route d'Altenheim, ce foncier est classé en zone UB2 (SMS2) au Plan local d'urbanisme intercommunautaire (PLUi)

Les époux Schoettel, alors locataires de ce terrain et riverains, se sont rapprochés des services de la collectivité manifestant leur intérêt pour en acquérir une partie.
Nous avons proposez un découpage parcelle leur permettant de conserver l'abri de jardin, construit par leurs soins.
Le bien provisoirement cadastré section IS n° (1)/74 d'une surface de 1,30 are est issu de la parcelle mère cadastrée section IS n° 332 d'une surface de 10,30 ares.

Les services de France domaine, saisis, ont évalué l'emprise au prix de 22 750 €, soit une valeur à l'are de 17 500 €. Cette valeur correspond aux valeurs observées sur le secteur en lien avec des mutations de biens similaires.
Nous proposons de retenir ce prix de vente qui est accepté par les intéressés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

-1) la vente par la ville de Strasbourg au profit de Monsieur Albert SCHWARTZ de la parcelle cadastrée :

Section CN n°508/80 de 5,51 ares ;
Moyennant le prix de 40 000 € l'are soit le prix de 220 400 € hors taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur,

L'insertion dans les actes à venir :
- *d'une clause contenant une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour l'acquéreur de revendre la parcelle, nue, sans l'accord écrit de la ville de Strasbourg dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier et s'imposera à tout nouvel acquéreur ;*
- *d'une clause d'intéressement stipulant qu' en cas de mutation de la parcelle (après accord de la ville) dans les dix années, à compter de la signature de l'acte de vente, pour le tout ou pour partie, pour un prix ou une valeur hors droit et frais de mutation supérieur au prix stipulé dans la délibération de cession augmenté des frais et droits afférents à l'acte de vente, et majoré des frais d'embellissement de la parcelle,*

justifiés par des factures, l'acquéreur versera à la ville de Strasbourg un intéressement correspondant à 50 % de la plus-value réalisée, étant précisé que cette plus-value sera égale à la différence positive entre la valeur de la mutation et la valeur d'acquisition ainsi déterminée, après déduction de l'impôt sur la plus-value afférente à la mutation ;

2) La vente aux époux Schoettel Richard, ou toute personne morale qui s'y substituerait, de la parcelle cadastrée :

Ban de Strasbourg Neuhof
Lieudit : route d'Altenheim
Section IS n° (1)/74 issue de la parcelle cadastrée section IS n°332 d'une surface de 1,30 are
Propriété inscrite au Livre foncier au nom de la ville de Strasbourg
Au prix de 22 750 € (vingt-deux mille sept cent cinquante euros)

décide

- *l'imputation de la recette de 220 400 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775 programme AD03B ;*
- *l'imputation de la recette de 22 750 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg fonction 820, nature 775, service AD03, sur l'exercice budgétaire 2018.*

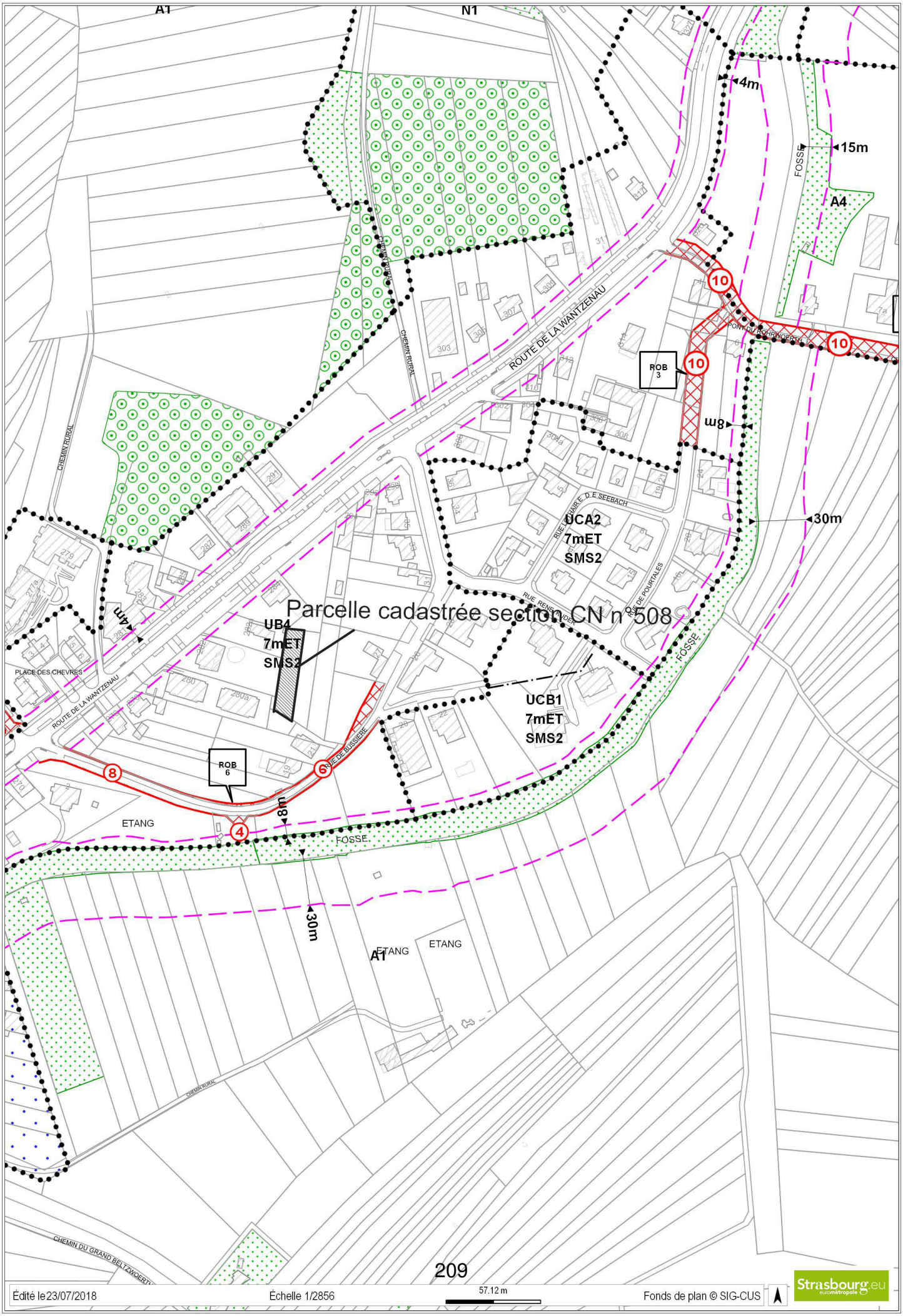
autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir ou tout document concourant à la bonne exécution de la dite délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018


Parcelle cadastrée section CN n°508
FOSSE
RUE DU HELLWASSER
ROUTE DE LA WANTZENAU
RUE DE LA RESERVE
RUE DE PORTUGAL
RUE DU MOULIN
RUE DE L'USINE
PLACE DES CHEVRES
RUE DE LA FERME
ETANG
ETANG
ETANG
RUE DE L'ETANG
RUE DES ETANGS
CHEMIN RURAL DIT GRAND DES CHEVRETTES
CHEMIN RURAL DIT GRAND DES CHEVRETTES
CHEMIN RURAL DIT GRAND DES CHEVRETTES
208
Édité le 23/07/2018
Échelle 1/3941
78.82 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
eurométropole


A1
N1
4m
15m
FOSSE
A4
10
ROUTE DE LA WANTZENAU
CHEMIN RURAL
ROB 3
8m
30m
UCA2
7mET
SMS2
Parcelle cadastrée section CN n°508
UB4
7mET
SMS2
UCB1
7mET
SMS2
PLACE DES CHEVRES
RUE DE BUSSIERE
ROB 6
ETANG
FOSSE
A1
ETANG
ETANG
CHEMIN DU GRAND BELTZWOERTH
209
Édité le 23/07/2018
Échelle 1/2856
57.12 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7301-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

PÔLE PILOTAGE DES MISSIONS ET ANIMATION DU RESEAU

Division Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 30/07/2018

Le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : **Eliane BAEHR**
Téléphone : **03 88 10 35 14**
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO : **2018-482-711**

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

LETTRE VALANT AVIS DOMANIAL

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE ENCLAVÉE, NUE ET LIBRE.

ADRESSE DU BIEN : EN RETRAIT DE LA ROUTE DE LA WANTZENAU À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 165 300 € HT.

Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par : Mme PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).

Date de consultation : 23/07/2018

Date de réception : 24/07/2018

Par courrier du 23 juillet 2018 vous m'avez sollicité pour l'actualisation de l'avis domanial n° 2017/482/0488 du 15 mai 2017 d'une durée de validité de douze mois, concernant la détermination de la valeur vénale d'une emprise foncière enclavée, située entre la route de la Wantzenau et la rue Bussière.

Description du bien

Ville de STRASBOURG ROBERTSAU

Section	Parcelle	Superficie/ ares	Zonage PLU	Adresse cadastrale
CN	508	5,51	UB4 7mET SMS2	rte de La Wantzenau

Emprise foncière de forme sensiblement rectangulaire d'environ 50 m de long sur 10 m de large, enclavée entre des propriétés privées. En l'état, la parcelle est inconstructible en raison de sa situation et sa configuration.

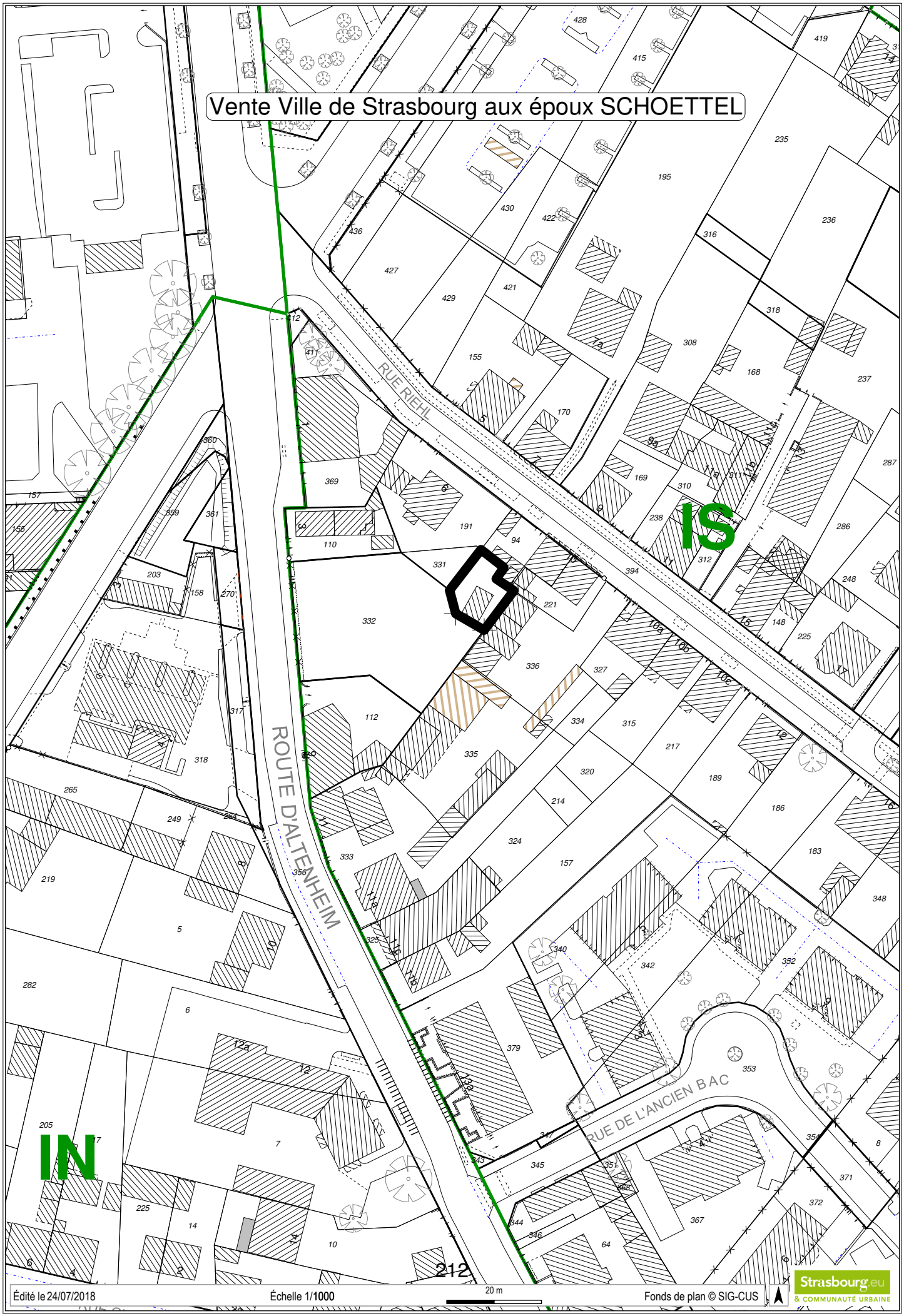
L'étude de marché actualisée par rapport à l'avis domanial précédent ne permet pas de constater une évolution sensible du marché, en conséquence la validité de l'avis n° 2017-482-0488 du 15 mai 2017 est prorogée de douze mois.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,

Éliane BAEHR


Vente Ville de Strasbourg aux époux SCHOETTEL
RUE RIEHL
ROUTE D'ALTENHEIM
RUE DE L'ANCIEN BAC
IS
IN
Édité le 24/07/2018
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51022

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY

Téléphone : 03 88 10 35 13

Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2018/434

Le 18/05/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole et Ville de Strasbourg
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : emprise détachée d'une parcelle de terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : 6, rue Riehl à Strasbourg - Neuhof

VALEUR VÉNALE : 22 750 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole et ville de Strasbourg.
Affaire suivie par : **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 30/04/2018
Demande reçue le : 02/05/2018
Renseignements complémentaires reçus le
Visite le :
Dossier en état : 02/05/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession d'une emprise foncière de 1.20 are à un propriétaire riverain.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale (arpentage en cours) :

Section	n°	Lieudit	Superficie	Superficie cédée
IS	332 p	route d'Altenheim	10,5	1,3
		Total	**10,5**	**1,3**
Superficies exprimées en are				

Descriptif sommaire :

Emprise prélevée sur les limites arrières d'une parcelle de forme irrégulière (profondeur maximum de 45 mètres, largeur minimum de 24 mètres) située au contact de la route d'Altenheim. Le terrain cédé est encombré d'un abri de jardin construit par le propriétaire riverain.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg

Situation locative : l'emprise cédée est louée aux époux Schoettel

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunal approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/217, la parcelle est située en zone **UB2** autorisant les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.

Hauteur maximale : **12 mètres** à l'égout toiture, SMS2.

La parcelle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'emprise considérée peut être fixée à 22 750 € HT.

Nota

- La présente évaluation ne tient pas compte d'éventuelles servitudes susceptibles de restreindre l'utilisation des sols.

- Par ailleurs s'agissant d'une cession à un riverain, un prix de convenance supérieur, qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier, pourra être retenu.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

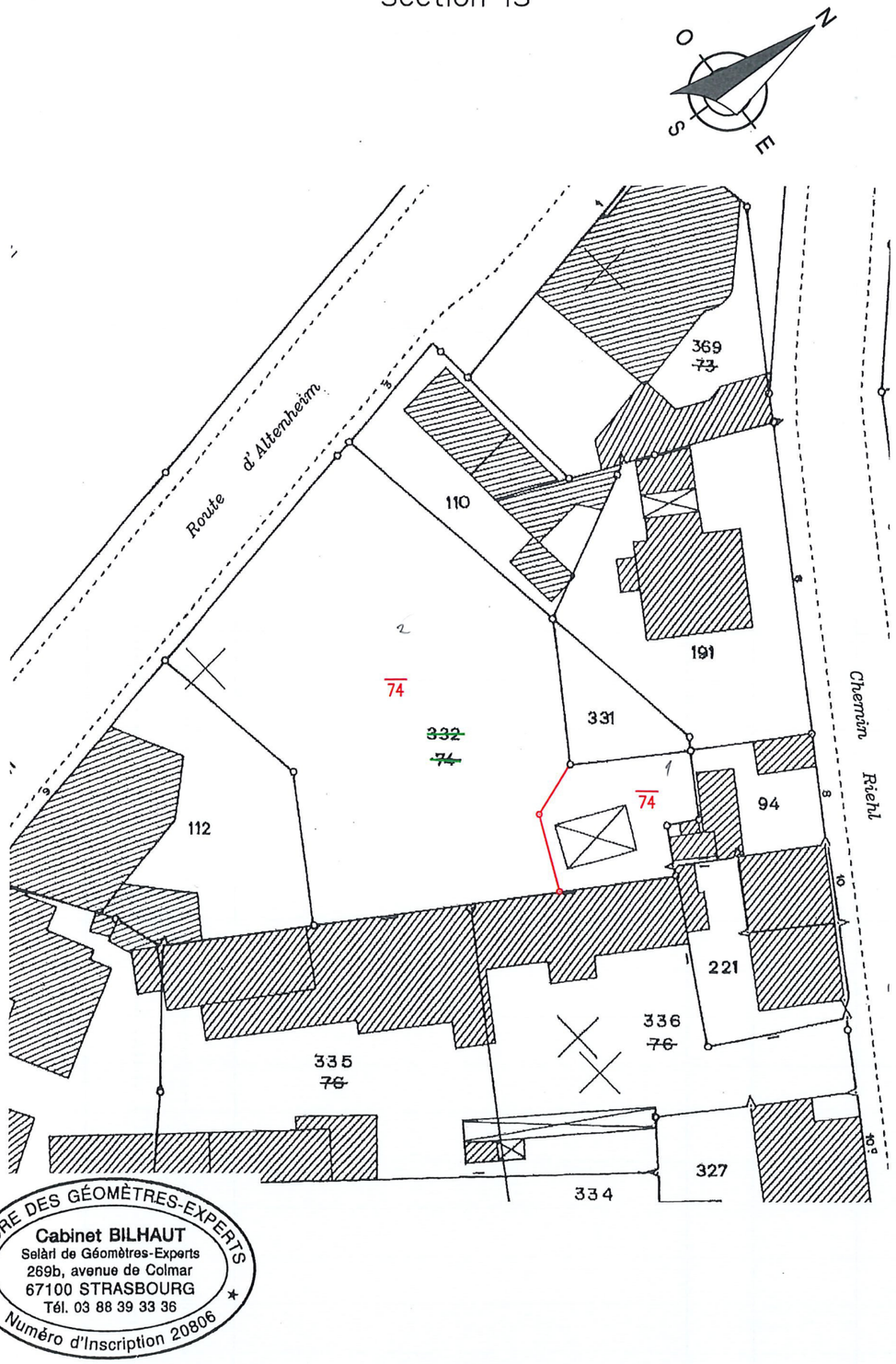
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY

181105

COMMUNE DE STRASBOURG-NEUHOF

Section IS



ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selàrl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806

Echelle 1/500

Département
BAS-RHIN

Commune
STRASBOURG-NEUHOF

Tribunal d'Instance
STRASBOURG

Date de dépôt

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

6463 PVA
(Avril 1992)

181105

COPIE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT

Section: **IS** Numéros: **332/74.**

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

A Strasbourg le 01 juin 2018

Le Géomètre-Expert,

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selàrl de Géomètres-Experts
269b avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'inscription 20806

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A le

L'inspecteur,

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
IS	332			Ville de Strasbourg		10	50	jardin
	74			1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg				
				Total		10	50	

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des batiments
7	8	9		10	11			12
				Lieu-dit: Route d' Altenheim				
	1							
IS	74			comme colonne 4		01	30	jardin
	2							
IS	74			comme colonne 4		09	20	jardin
				Total		10	50	

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 22

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Pour	41 (217)
Contre	0
Abstention	0

ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, DREYER-Nicole, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SENET-Eric, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Autorisation de changement d'affectation de l'immeuble sis à Strasbourg - Meinau 26A rue du Maréchal Lefebvre.

La société SCI SAVIC va céder à la SCI BOUBEK un immeuble sis 26A rue du Maréchal Lefebvre à Strasbourg.

Lors de la vente initiale de ce terrain par la ville de Strasbourg, suivant acte du 28 novembre 1925, et en l'absence à l'époque de documents d'urbanisme réglementant l'utilisation des sols, la Ville avait restreint l'utilisation qui pouvait être faite du terrain vendu.
Il était ainsi prévu que le terrain ne pouvait être utilisé que pour « *l'installation d'un chantier de matériaux de construction (...) toute autre genre d'utilisation doit être soumis à l'acceptation du Conseil municipal* ».

Cette restriction d'usage a été garantie par un droit à la résolution inscrit au Livre foncier au profit de la ville de Strasbourg.

Cette inscription est ainsi opposable aux acquéreurs successifs du bien grevé.

Aujourd'hui, ces biens sont loués savoir :
- pour partie, à la société WKDA suivant contrat de bail consenti le 23 décembre 2017 dans le cadre de son activité de négoce automobile et service annexes via une plateforme internet au profit de clients professionnels et particuliers,
- et pour le surplus, à la société CARROSERIE LANGE suivant contrat de bail consenti dès le 24 avril 2006 dans le cadre de son activité d'exploitation d'un atelier de réparation, tôlerie, carrosserie et peinture automobile, petite mécanique, achats et ventes de véhicules neufs et d'occasions, opération à la commission et toute autres activité relevant du secteur automobile.

L'acquéreur – la SCI SAVIC – a indiqué souhaité maintenir ces activités et les locataires en place**.**

L'immeuble est actuellement situé en zone UXb2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, qui permet d'autres activités, et notamment les constructions et installations destinées à l'artisanat.

Il est donc proposé d'autoriser le changement d'affectation de l'immeuble sis 26A rue du Maréchal Lefebvre aux activités suivantes : exploitation d'ateliers de réparation, tôlerie, carrosserie et peinture automobile, petite mécanique, achats et ventes de véhicules neufs et d'occasions, opération à la commission et toute autres activité relevant du secteur automobile, négoce automobile et service annexes via une plateforme internet au profit de clients professionnels et particuliers.

Les acquéreurs successifs - ou les occupants (dans le cadre de baux) - devront par ailleurs s'engager à respecter les autres dispositions de l'acte du 28 novembre 1925 ainsi la réglementation d'urbanisme applicable à cette zone et déposer le cas échéant une demande de changement de destination.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- le changement d'affectation des biens et droits immobiliers dépendant de l'immeuble sis au n°26A rue du Maréchal Lefebvre à Strasbourg.

Lesdits biens cadastrés savoir :

Commune de Strasbourg
Section ER n°156/62 lieudit « rue du Maréchal Lefebvre »
pour une contenance de 07 ares 63 centiares,

Section ER n°393/62 lieudit « rue Lafayette »
pour une contenance de 01 are 20 centiares,

Section ER n°400/62 lieudit « rue du Maréchal Lefebvre »
pour une contenance de 15 centiares,

Section ER n°401/62 lieudit « rue du Maréchal Lefebvre »
pour une contenance de 03 ares 11 centiares.

- la nouvelle affectation de l'immeuble sus visé visant des activités artisanales relevant de l'exploitation d'ateliers de réparation, tôlerie, carrosserie et peinture automobile, petite mécanique, achats et ventes de véhicules neufs et d'occasions, opération à la commission et toute autres activité relevant du secteur automobile, négoce automobile et service annexes via une plateforme internet au profit de clients professionnels et particuliers.

Les autres restrictions d'usage et obligations résultant de l'acte du 28 novembre 1925 restent applicables.

L'acquéreur devra en outre se conformer au règlement du Plan local d'urbanisme fixant les règles d'utilisation des sols dans cette zone.

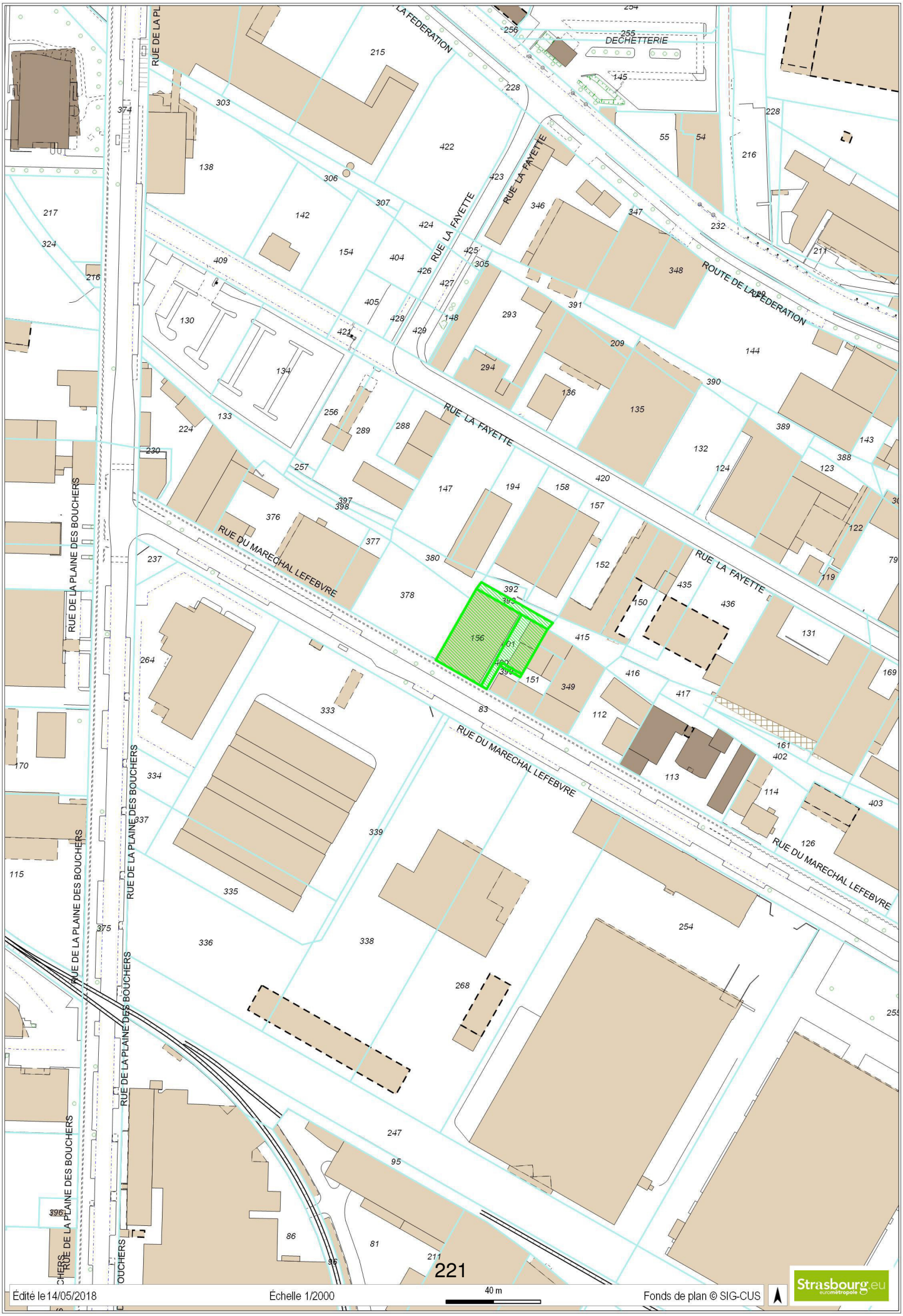
La présente autorisation est subordonnée à l'obtention préalable, le cas échéant, de toute autorisation nécessaire au projet compte tenu du changement de destination du bien.

autorise

le Maire, ou son-sa représentant(e), à signer tout acte concourant à la présente délibération.

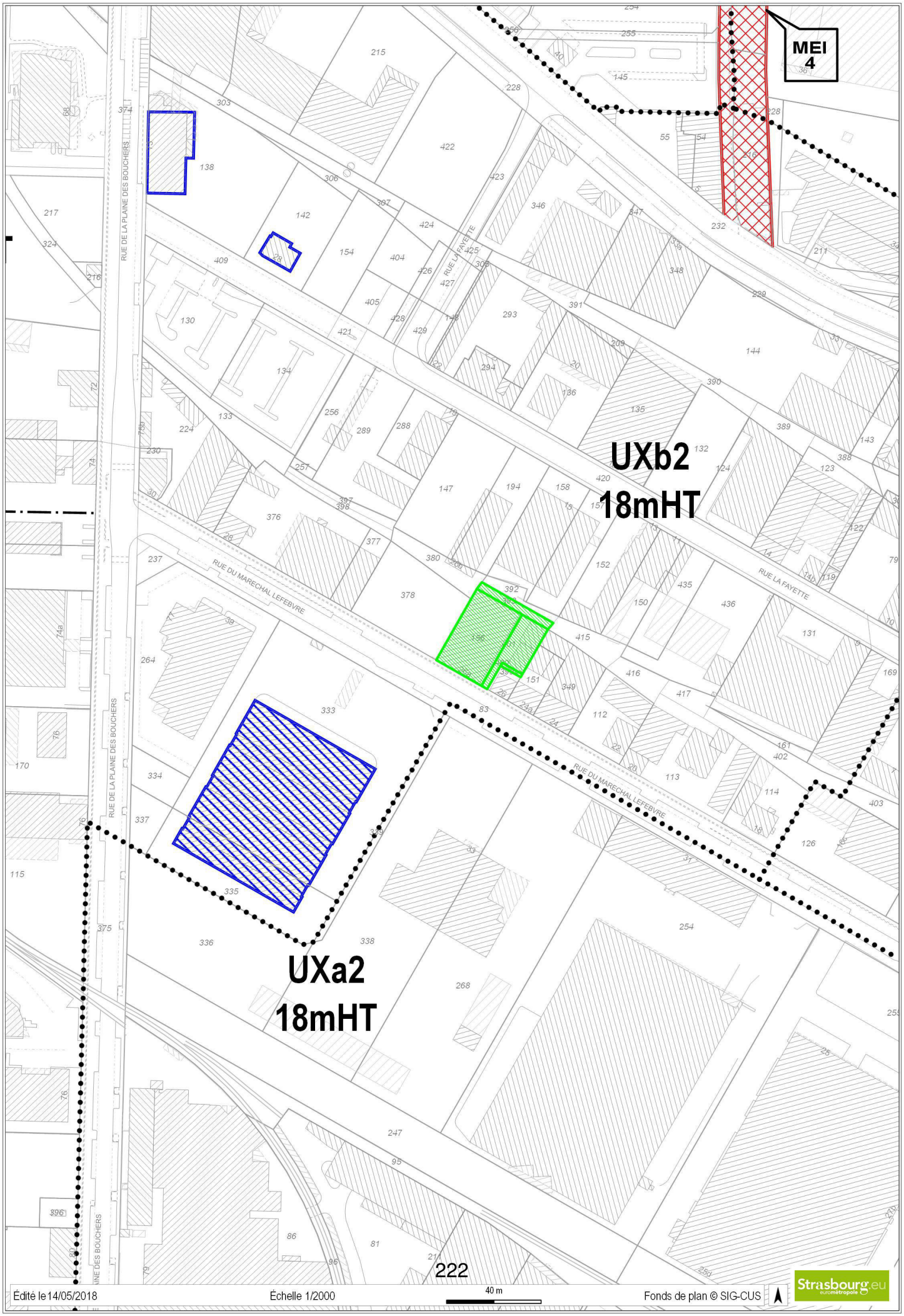
Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018



Édité le 14/05/2018 Échelle 1/2000 40 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu eurométropole


MEI
4
UXb2
18mHT
UXa2
18mHT
RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS
RUE DU MARECHAL LEFEBVRE
RUE LA FAYETTE
222
Édité le 14/05/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Strasbourg la Meinau, Neudorf, Conseil des XV - Droits à la résolution et restriction au droit de disposer grevant des immeubles : 8a rue du Général Offenstein ; 5 rue Saglio ; 14 rue Théodore Deck ; rue Michel Baltzer.

1. Mainlevée d'un droit à la résolution au profit de la ville de Strasbourg grevant l'immeuble sis à Strasbourg - 8a rue du Général Offenstein

En 1925, la ville de Strasbourg avait été sollicitée par Monsieur Charles Jules STIENNE afin que la collectivité lui cède un terrain en vue de la construction d'une maison d'habitation individuelle.

A cet effet, une parcelle municipale alors cadastrée section 39 numéro 174/10 d'une contenance de 05 ares 78 centiares sise rue du Général Offenstein à Strasbourg lui avait été cédée suivant acte du 15 décembre 1925 avec obligation de faire construire un maison d'habitation comprenant un rez-de-chaussée, un étage mansardé et des combles au plus tard le 1er juillet 1926 (sauf force majeure) et interdiction d'installer un restaurant ou un commerce.

Afin de garantir le respect de ces obligations, un droit à la résolution de la vente au profit de la ville de Strasbourg a été inscrit au Livre foncier.

Se reportant sur les acquéreurs successifs, ces charges grèvent toujours la parcelle objet des présentes alors que les obligations de construction ont été remplies.

En effet, Monsieur STIENNE a respecté l'obligation de construction sus visée. L'action en résolution, dont la Ville est titulaire, ne saurait donc être invoquée.

Par ailleurs, ces charges sont aujourd'hui obsolètes et n'ont plus lieu d'être du fait de l'existence du Plan Local d'Urbanisme qui encadre la constructibilité et l'affectation des terrains et dont la règlementation est entièrement maîtrisée par la collectivité.

Ainsi, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande de mainlevée de droits à la résolution au profit de la Ville et de renoncer à l'action en résolution de la Ville au titre d'un éventuel manquement auxdites charges et conditions de la vente.

2. Mainlevée d'un droit à la résolution au profit de la ville de Strasbourg grevant un bien immobilier sis à Strasbourg – 5 rue Saglio – Correction d'une erreur matérielle

Par délibération en date du 16 avril 2018, le conseil municipal de la ville de Strasbourg a approuvé :

- la renonciation aux restrictions et conditions figurant dans les actes de vente par la ville de Strasbourg en date du 28 avril 1942 et du 14 septembre 1956,
- et, en conséquence, la mainlevée pure et simple des droits à la résolution inscrits au profit de la ville de Strasbourg grevant les lots de copropriété numéros 1 à 10 dudit l'ensemble immobilier sis à Strasbourg - 5 rue Saglio

Il est précisé qu'il a été omis le lot numéro 11 également grevé desdits droits à la résolution.

Les autres dispositions de la délibération du 16 avril 2018 restent inchangées.

Afin de régulariser l'acte de mainlevée, il est proposé au Conseil municipal de la ville de Strasbourg de donner un avis favorable à la rectification de cette erreur matérielle.

3. Radiation de l'inscription d'une restriction au droit de disposer et d'utiliser au profit de la ville de Strasbourg grevant l'immeuble sis à Strasbourg – 14 rue Théodore Deck.

En 1924, la ville de Strasbourg a cédé un terrain à Madame Olga KRENZIN en vue de la construction d'une maison d'habitation individuelle.

A cet effet, la parcelle municipale cadastrée section AD numéro 393 d'une contenance de 4.81 ares sise rue Théodore Deck à Strasbourg lui avait été cédée suivant acte du 1er septembre 1924 avec obligation de faire construire une maison d'habitation à deux logements et de démarrer les travaux au plus tard le 31 décembre 1924 et interdiction d'installer un restaurant ou un commerce.

Afin de garantir le respect de ces obligations une restriction au droit de bâtir et d'utiliser avait été inscrite au Livre Foncier au profit de la ville de Strasbourg.

Se reportant sur les acquéreurs successifs, ces charges et conditions grèvent toujours la parcelle objet des présentes alors que les obligations de construction ont été remplies.

En effet, Madame KRENZIN a respecté l'obligation de construction sus visée.

Par ailleurs, ces charges et conditions sont aujourd'hui obsolètes et n'ont plus lieu d'être du fait de l'existence du Plan Local d'Urbanisme qui encadre la constructibilité et l'affectation des terrains et dont la règlementation est entièrement maîtrisée par la collectivité.

Ainsi, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande de radiation de l'inscription inscrite au Livre Foncier au profit de la Ville.

4. Main levée du droit à la résolution au profit de la ville de Strasbourg grevant l'immeuble sis à Strasbourg – 7 rue Michel Baltzer

En 1938, la ville de Strasbourg avait été sollicitée par Monsieur Erwin VOLLMER afin que la collectivité lui cède un terrain en vue de la construction d'une maison d'habitation individuelle.

A cet effet, une parcelle municipale alors cadastrée section 14 numéro 260/65 d'une contenance de 04 ares 08 centiares sise rue Michel Baltzer à Strasbourg lui avait été cédée suivant acte du 3 novembre 1938 avec obligation de faire construire une maison d'habitation. Les travaux de construction devront être achevés au plus tard le 1er octobre 1939 (sauf force majeure).

Afin de garantir le respect de ces obligations un droit à la résolution de la vente au profit de la ville de Strasbourg a été inscrit au Livre foncier.

Se reportant sur les acquéreurs successifs, ces charges et conditions grèvent toujours la parcelle objet des présentes alors que les obligations de construction ont été remplies.

En effet, Monsieur VOLLMER a respecté l'obligation de construction sus visée. L'action en résolution, dont la Ville est titulaire, ne saurait donc être invoquée.

Par ailleurs, ces charges et conditions sont aujourd'hui obsolètes et n'ont plus lieu d'être du fait de l'existence du Plan Local d'Urbanisme qui encadre la constructibilité et l'affectation des terrains et dont la règlementation est entièrement maîtrisée par la collectivité.

Ainsi, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande de mainlevée de droits à la résolution au profit de la Ville et de renoncer à l'action en résolution de la Ville au titre d'un éventuel manquement auxdites charges et conditions de la vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
Après en avoir délibéré
Approuve

1. Concernant l'immeuble sis à Strasbourg – 8a rue du Général Offenstein : la mainlevée pure et simple du droit à résolution de la vente inscrit au profit de la ville de Strasbourg, garantissant notamment :
- l'obligation de construire d'une part une maison d'habitation,

- l'interdiction d'installer un restaurant ou un commerce,
Grevant les biens et droits immobiliers de l'immeuble sis 8a rue du Général Offenstein à Strasbourg cadastré Commune de Strasbourg –
Lieudit « rue du Général Offenstein »
Section HA n°174/10 de 5,78 ares

Les lots numéros 1 à 7.

2. Concernant l'immeuble sis à Strasbourg – 5 rue Saglio : la modification du délibéré de la délibération du conseil municipal du 16 avril 2018 portant sur le point suivant : les biens grevés pour lesquels il sera procédé à la mainlevée des droits à la résolution sont les lots 1 à 11 de l'ensemble immobilier sis 5 rue Saglio - Commune de Strasbourg, cadastré savoir :
Section ET n°469, lieudit « rue Saglio », de 06 ares 06 centiares ;
Section ET n°142/25, lieudit « rue Saglio », de 25 ares.

En conséquence sera régularisé l'acte de mainlevée des inscriptions figurant au livre foncier de Strasbourg au profit de la ville de Strasbourg, des droits à résolution à la charge des biens et droits immobiliers sis à STRASBOURG (BAS-RHIN) 5 rue Saglio, cadastrés comme suit :
Section ET n°469, lieudit « rue Saglio », de 06 ares 06 centiares ;
Section ET n°142/25, lieudit « rue Saglio », de 25 ares.
Grevant les lots suivants :
Lot numéro un (1) :
Au sous-sol : sanitaires, un dégagement, une chaufferie, deux locaux, deux escaliers, cuves ;
Au rez-de-chaussée : locaux professionnels - commerciaux.
Ainsi que les :
- 204/1.000èmes des parties communes PC1
- 665/1.000èmes des parties communes PC2

Lot numéro deux (2) :
Au rez-de-chaussée : des locaux professionnels - commerciaux
Ainsi que les :
- 105/1.100èmes des parties communes PC1

Lot numéro trois (3) :
Au rez-de-chaussée : des locaux professionnels - commerciaux
Ainsi que les :
- 119/1.100èmes des parties communes PC1

Lot numéro quatre (4) :
Au rez-de-chaussée : des locaux professionnels - commerciaux
Ainsi que les :
- 121/1.100èmes des parties communes PC1

Lot numéro cinq (5) :

Au rez-de-chaussée : des locaux professionnels - commerciaux
Ainsi que les :
- 140/1.100èmes des parties communes PC1

Lot numéro six (6) :
Au rez-de-chaussée : des locaux professionnels - commerciaux
Ainsi que les :
- 207/1.100èmes des parties communes PC1

Lot numéro sept (7) :
Au rez-de-chaussée : des locaux professionnels - commerciaux
Ainsi que les :
- 19/1.100èmes des parties communes PC1
- 61/1.000èmes des parties communes PC2

Lot numéro huit (8) :
Au premier étage : cinq chambres, une cuisine, une salle de bains, WC, un dégagement, un hall.
Ainsi que les :
- 45/1.100èmes des parties communes PC1
- 144/1.000èmes des parties communes PC2
- 157/1.000èmes des parties communes PC3

Lot numéro neuf (9) :
Au premier étage : deux chambres, une cuisine, un hall, deux WC, une salle d'eau, et un dégagement.
Ainsi que les :
- 37/1.100èmes des parties communes PC1
- 122/1.000èmes des parties communes PC2
- 444/1.000èmes des parties communes PC3

Lot numéro dix (10) :
Au sous-sol : un local
Ainsi que les :
- 1/1.000èmes des parties communes PC1
- 3/1.000èmes des parties communes PC2
- 9/1.000èmes des parties communes PC3

Lot numéro onze (11) :
Au rez-de-chaussée : un local
Ainsi que les :
- 2/1.000èmes des parties communes PC1
- 5/1.000èmes des parties communes PC2
- 20/1.000èmes des parties communes PC3

<u>3. Concernant l'immeuble sis à Strasbourg – 14 rue Théodore Deck :</u> la radiation de la restriction au droit de disposer, d'utiliser et de bâtir inscrite au profit de la ville de Strasbourg, garantissant notamment :
- l'obligation de construire d'une part une maison d'habitation deux logements,
- l'interdiction d'installer un restaurant ou un commerce,
Grevant les biens et droits immobiliers de l'immeuble sis 14 rue Théodore Deck à Strasbourg cadastré Commune de Strasbourg –
Lieudit « rue Théodore Deck »
Section AD n°393/47 de 4.81 ares

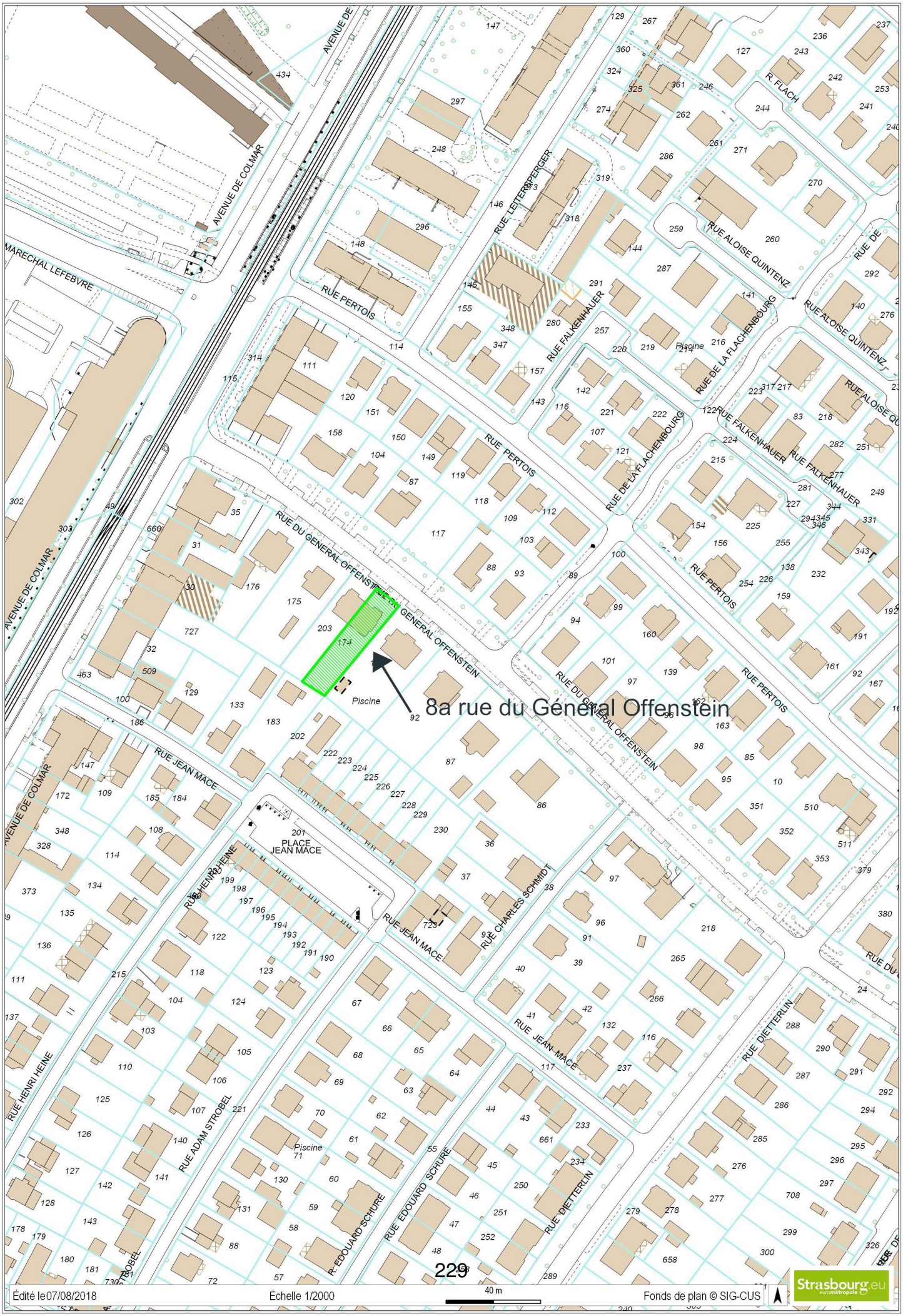
<u>4. Concernant l'immeuble sis à Strasbourg – 7 rue Michel Baltzer :</u> la mainlevée de la restriction au droit de disposer, au profit de la ville de Strasbourg, garantissant notamment :
- l'obligation de construire une maison d'habitation,
Grevant les biens et droits immobiliers de l'immeuble sis 7 rue Michel BALTZER à Strasbourg cadastré Commune de Strasbourg –
Lieudit « rue Michel Baltzer»
Section DV n° 260 de 4.08 ares

Autorise

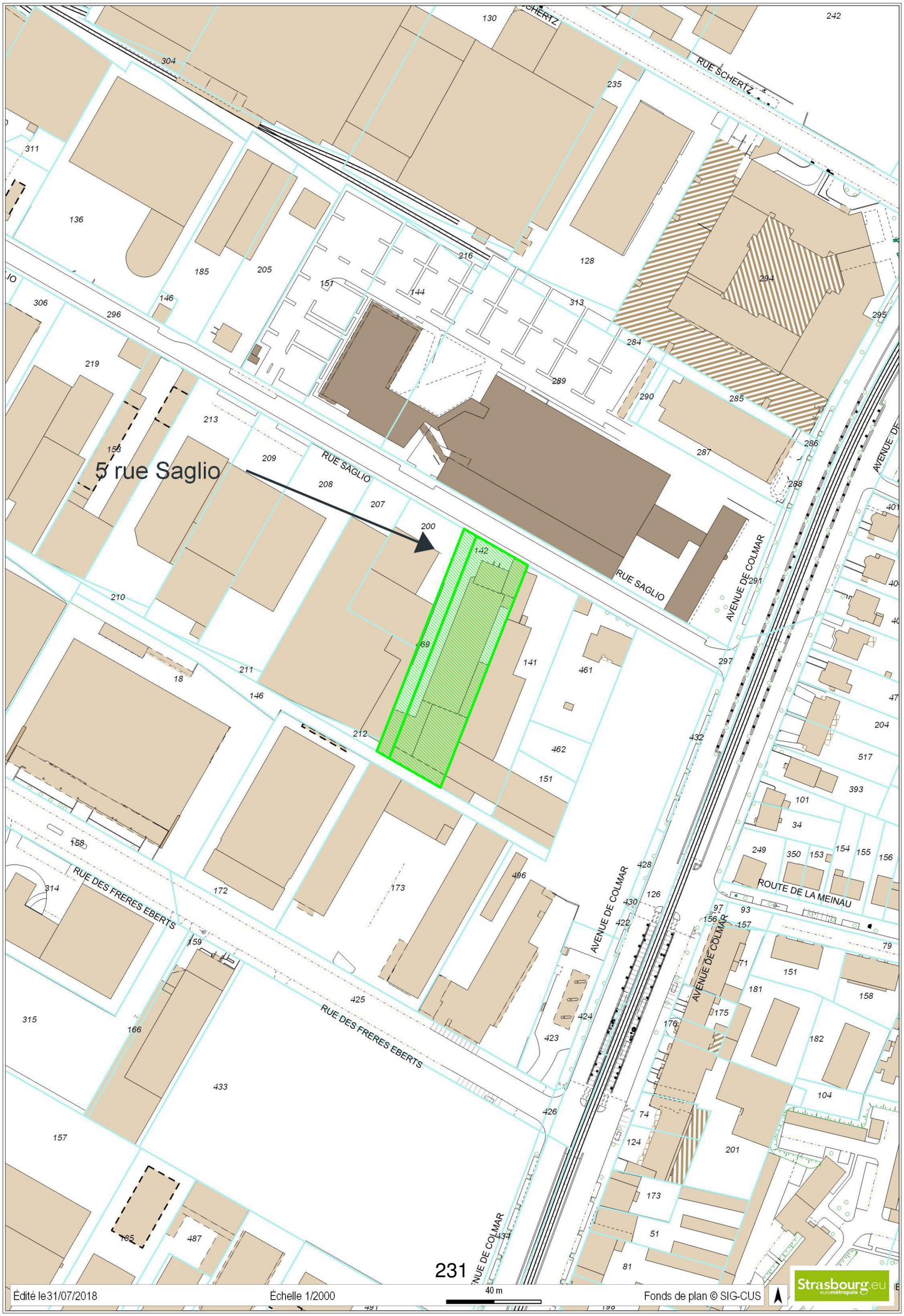
Le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes de mainlevée à intervenir pour l'exécution des présentes et à consentir aux radiations de ces droits au Livre Foncier en tant qu'ils grèvent les immeubles ci-dessus désignés au 8a rue du Général Offenstein, 5 rue Saglio, 14 rue Théodore Deck et 7 rue Michel Baltzer.

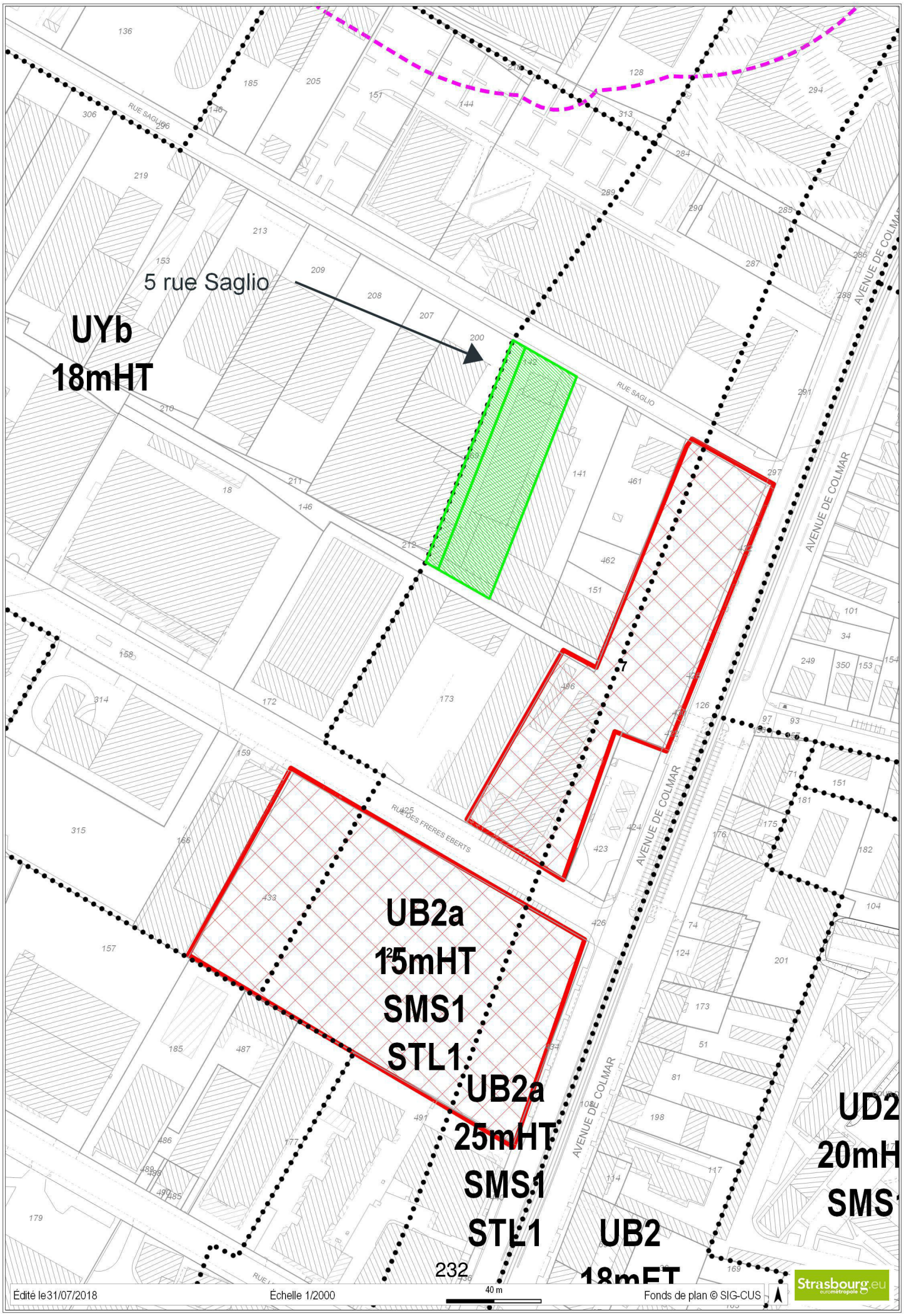
Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

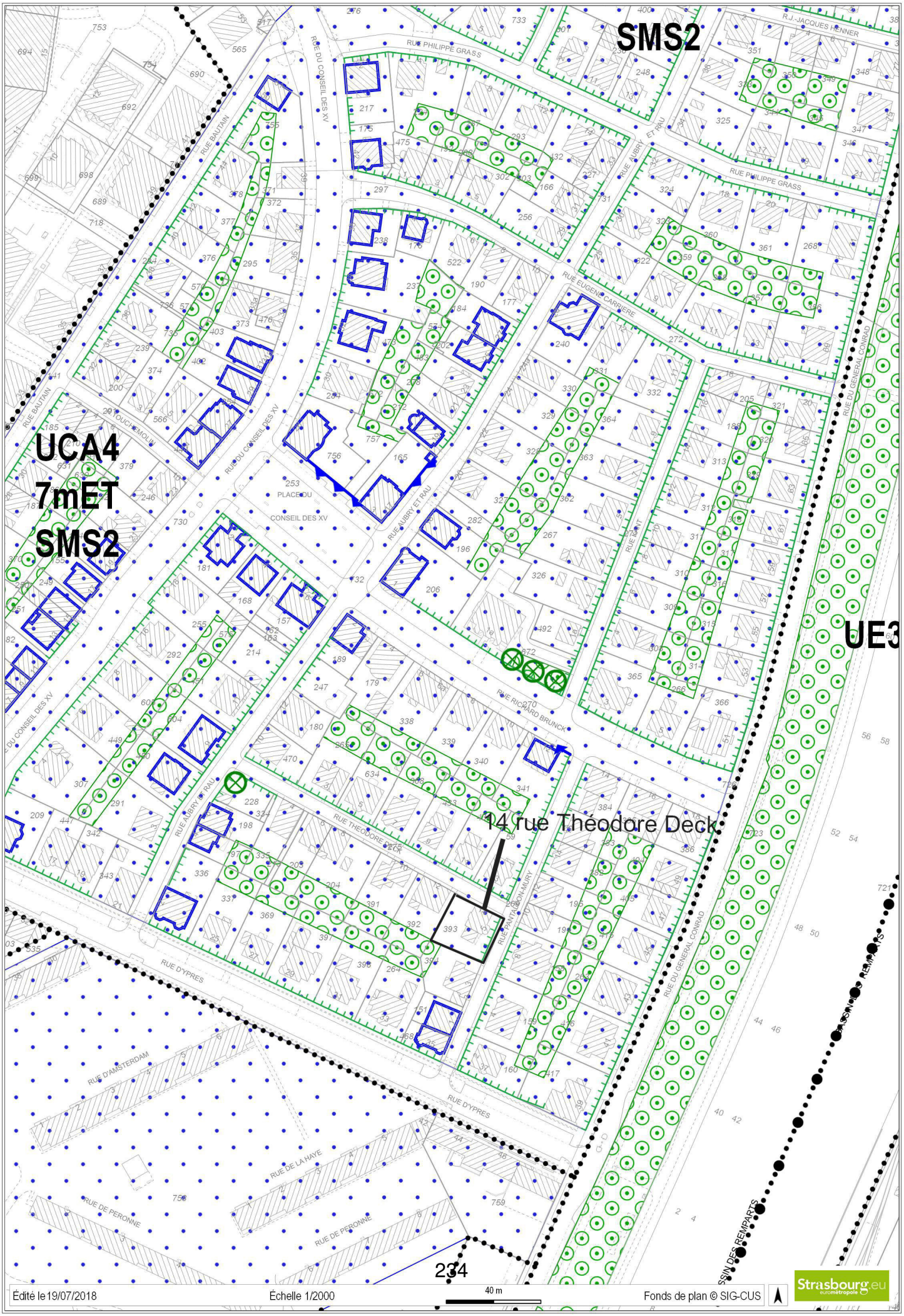

8a rue du Général Offenstein
AVENUE DE COLMAR
MARECHAL LEFEBVRE
RUE PERTOIS
RUE LEITERSPERGER
RUE FALKENHAUER
RUE DE LA FLACHENBOURG
RUE ALOISE QUINTENZ
R. FLACH
RUE DU GENERAL OFFENSTEIN
RUE JEAN MACE
PLACE JEAN MACE
RUE HENRI HEINE
RUE ADAM STROBEL
RUE EDOUARD SCHURE
RUE CHARLES SCHMIDT
RUE DIETTERLIN
Piscine
Piscine
Piscine
Piscine
Édité le07/08/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


8a rue du Général Offenstein
UCA1
7mET
SMS1
AVENUE DE COLMAR
RUE PERTOIS
RUE DU GENERAL OFFENSTEIN
RUE DE LA FLACHENBOURG
R.FALKENHAUER
R.ALOISE QUINTENZ
RUE FLACH
RUE SEBASTIEN ERARD
RUE IGNACE PLEYEL
PLACE
JEAN MACE
RUE CHARLES SCHMIDT
RUE JEAN MACE
RUE ADAM STROBEL
RUE EDOUARD SCHURE
RUE DIETTERLIN
RUE DE L'ABBE HANAUER
RUE SCHNEEGANS
230
Édité le07/08/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


5 rue Saglio
RUE SAGLIO
RUE SCHERTZ
AVENUE DE COLMAR
RUE DES FRERES EBERTS
ROUTE DE LA MEINAU
231
Édité le 31/07/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


5 rue Saglio
UYb
18mHT
UB2a
15mHT
SMS1
STL1
UB2a
25mHT
SMS1
STL1
UB2
18mHT
UD2
20mH
SMS
RUE SAGLIO
AVENUE DE COLMAR
RUE DES FRERES EBERTS
Édité le 31/07/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

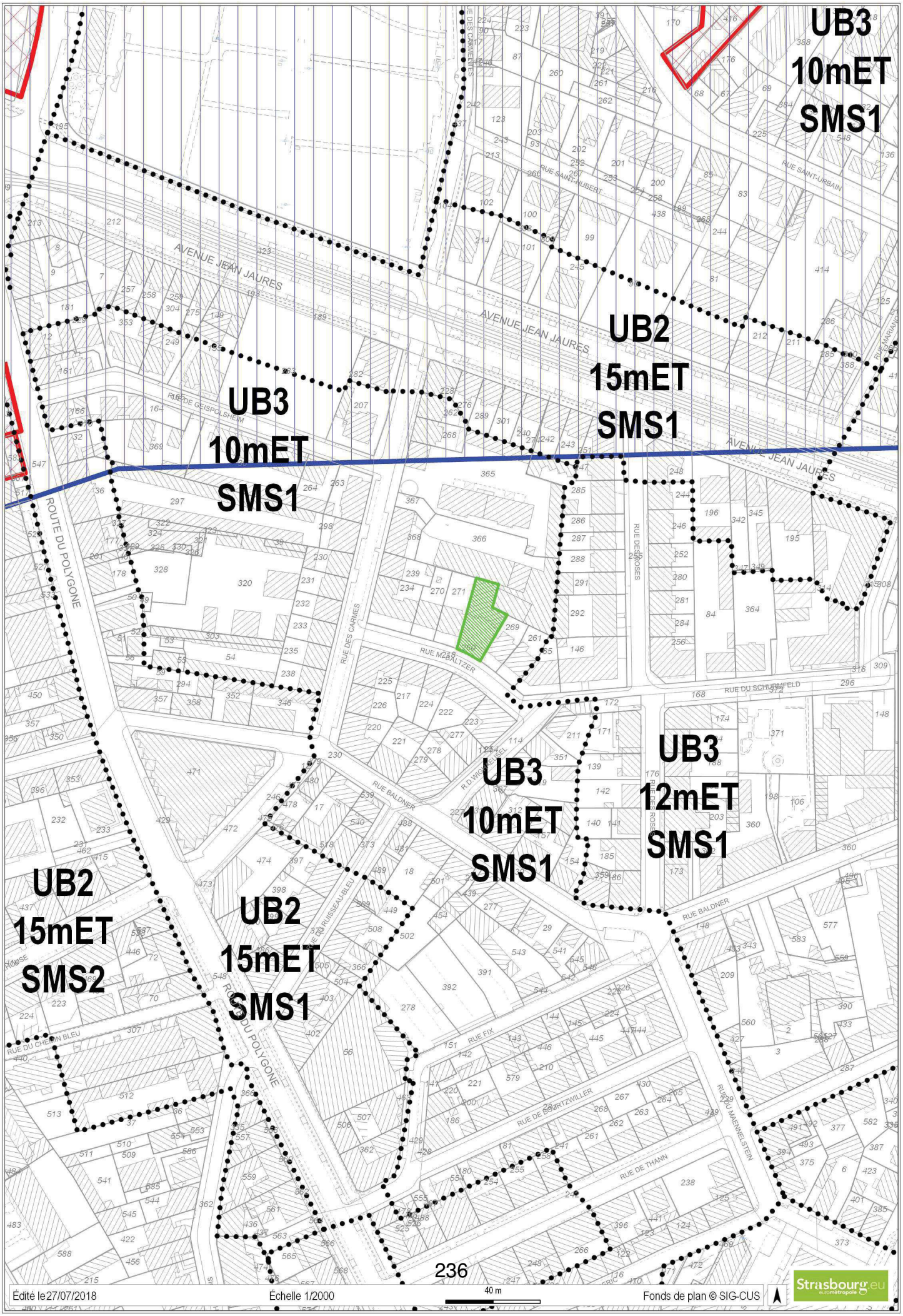

14 rue Théodore Deck
RUE PHILIPPE GRASS
R.J.-JACQUES HENNER
RUE DU CONSEIL DES XV
RUE BAUTAIN
RUE AUBRY ET RAU
RUE DU GENERAL CONRAD
RUE EUGENE CARRIERE
R.TOUCHEMOLIN
PLACE DU CONSEIL DES XV
RUE KANT
RUE RICHARD BRUNCK
RUE THEODORE DECK
RUE PANTALEON-HURY
RUE D'YPRES
RUE D'AMSTERDAM
RUE DE LA HAYE
RUE DE PERONNE
RUE DU GENERAL PICQUART
BASSIN DES REMPARTS
RUE DE DUNKERQUE
RUE D'ALGER
233
Édité le 19/07/2018
Échelle 1/2760
55.2 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
eurométropole


SMS2
UCA4
7mET
SMS2
UE3
14 rue Théodore Deck
RUE PHILIPPE GRASS
RUE DU CONSEIL DES XV
RUE BAUTAIN
RUE AUBRY ET RAU
RUE EUGENE CARRIERE
RUE DU GENERAL CONRAD
RUE RICHARD BRUNCK
RUE THEODORE DECK
RUE D'YPRES
RUE D'AMSTERDAM
RUE DE LA HAYE
RUE DE PERONNE
PLACE DU CONSEIL DES XV
234
Édité le 19/07/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu



Édité le 27/07/2018 Échelle 1/2500 50 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu eurométropole


UB3
10mET
SMS1
UB2
15mET
SMS1
UB3
10mET
SMS1
UB3
10mET
SMS1
UB3
12mET
SMS1
UB2
15mET
SMS2
UB2
15mET
SMS1
AVENUE JEAN JAURES
AVENUE JEAN JAURES
AVENUE JEAN JAURES
ROUTE DU POLYGONE
ROUTE DU POLYGONE
RUE DES CARMES
RUE BALDNER
RUE BALDNER
RUE DU SCHURMFELD
RUE DE THANN
RUE DE BOURTZWILLER
RUE FIX
RUE SAINT-URBAIN
RUE SAINT-HUBERT
RUE DU MAENNELSTEIN
RUE DU CHEMIN BLEU
RUE DU RUISSEAU BLEU
RUE DE GEISPOLSHEIM
RUE MARIANNE
RUE DES ROSES
236
Édité le 27/07/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Secteur Strasbourg/Neuhof : vente d'une parcelle municipale sise rue Saint Ignace.

En mars 2017 la SCI AFMG GANZAU, composée de kinésithérapeutes a acquis une maison située 70 rue St Ignace à Strasbourg Neuhof.

Afin de compléter son projet immobilier à visée professionnelle, la SCI en cause via son représentant M. FONNE, s'est rapprochée des services de la Ville afin de manifester son intérêt d'acquérir un foncier voisin, propriété de la ville de Strasbourg.

Le terrain en cause est situé entre la maison acquise par la SCI, un transformateur électrique et non loin de la Maison d'Accueil Spécialisée.

Il est cadastré Section KT n° 541, d'une surface de 1,79 are, et est situé en zone UE1 au Plan local d'urbanisme intercommunautaire (PLUi). Ce zonage est dédié aux équipements publics ou d'intérêts collectifs, les autres fonctions, comme l'habitat, n'y sont pas autorisées. Les futurs acquéreurs y envisagent la réalisation de 3 places de stationnement et éventuellement l'installation d'arceaux pour vélos.

Ces aménagements, prochainement réalisés permettront à la future patientèle de pouvoir se rendre au cabinet de kinésithérapie sans rencontrer de difficulté de stationnement.

Ce foncier permettra aussi à la future activité, portée par des acquéreurs déjà présents sur le quartier, d'étoffer l'offre de service de santé sur le secteur.

Le bien a été évalué par les services de France domaine au prix de 14.500 € (quatorze mille cinq cent euros), ceci compte tenu de son classement au PLUi, d'une part et des valeurs vénales portant sur des mutations de biens similaires sur le secteur, d'autre part.

Il est proposé de retenir ce prix de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
Vu l'avis de France Domaine n°2018/185 du 19/02/2018
après en avoir délibéré
approuve

La vente à la SCI AMFG GANZAU, ou ses représentants qui s'y substitueraient, de la parcelle cadastrée :

Ban de STRASBOURG NEUHOF
Lieudit : rue St Ignace
Section KT n° 541 d'une surface de 1,79 are

La transaction a lieu au prix de 14.500 € (quatorze mille cinq cent euros), taxes et frais éventuels en sus,

décide

l'imputation budgétaire sur la ligne fonction 820, nature775, service AD03B,

autorise

le Maire ou son-sa représentant(e) à signer l'acte de vente ou tout document contribuant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division France Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 12/03/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/185

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE (VALEUR VENALE)

DESIGNATION DU BIEN : terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : rue saint Ignace à Strasbourg – Neuhof

VALEUR VENALE : 14 500 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH.** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 16/02/2018
Demande reçue le : 19/02/2018
Visite le :
Renseignements complémentaires recus le :
Dossier en état : 19/02/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession d'une parcelle municipale à un propriétaire riverain qui envisage de réaliser sur le terrain des places de stationnement

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale

Section	n°	Adresse - lieudit	Superficie
KT	451	rue saint ignace	1,79
		TOTAL	**1,79**
Superficie exprimée en are			

Descriptif sommaire :

Parcelle de forme triangulaire insérée entre un transformateur électrique et une maison d'habitation, disposant d'une façade sur rue d'environ 19 mètres.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville de Strasbourg
Situation locative : terrain estimé à l'état « nu et libre «

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunal approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017, la parcelle est située en zone **UE1** dédiée aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux vocations très diverses : culturelles, scolaires, sportives, loisirs, administratives, cultuelles, etc. Les autres fonctions (habitat, activités économiques) n'y sont pas autorisées.

Constructions autorisées :
Les aménagements, constructions et installations correspondant, liés ou nécessaires à un équipement public ou d'intérêt collectif, les logements de fonction et de gardiennage, s'ils sont destinés au personnel dont la présence permanente sur place est indispensable, les aménagements, la transformation et une extension mesurée pour les constructions existantes, non-conformes à la vocation de la zone, à condition de ne pas exposer les biens et les personnes supplémentaires à un risque naturel ou technologique, les gloriettes de jardin à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas 10 m².

Hauteur maximale et emprise au sol non réglementée

La parcelle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de la parcelle considérée peut être fixée à 14 500 € HT.

Nota :

S'agissant d'une cession à un propriétaire riverain, un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier pourra être retenu.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

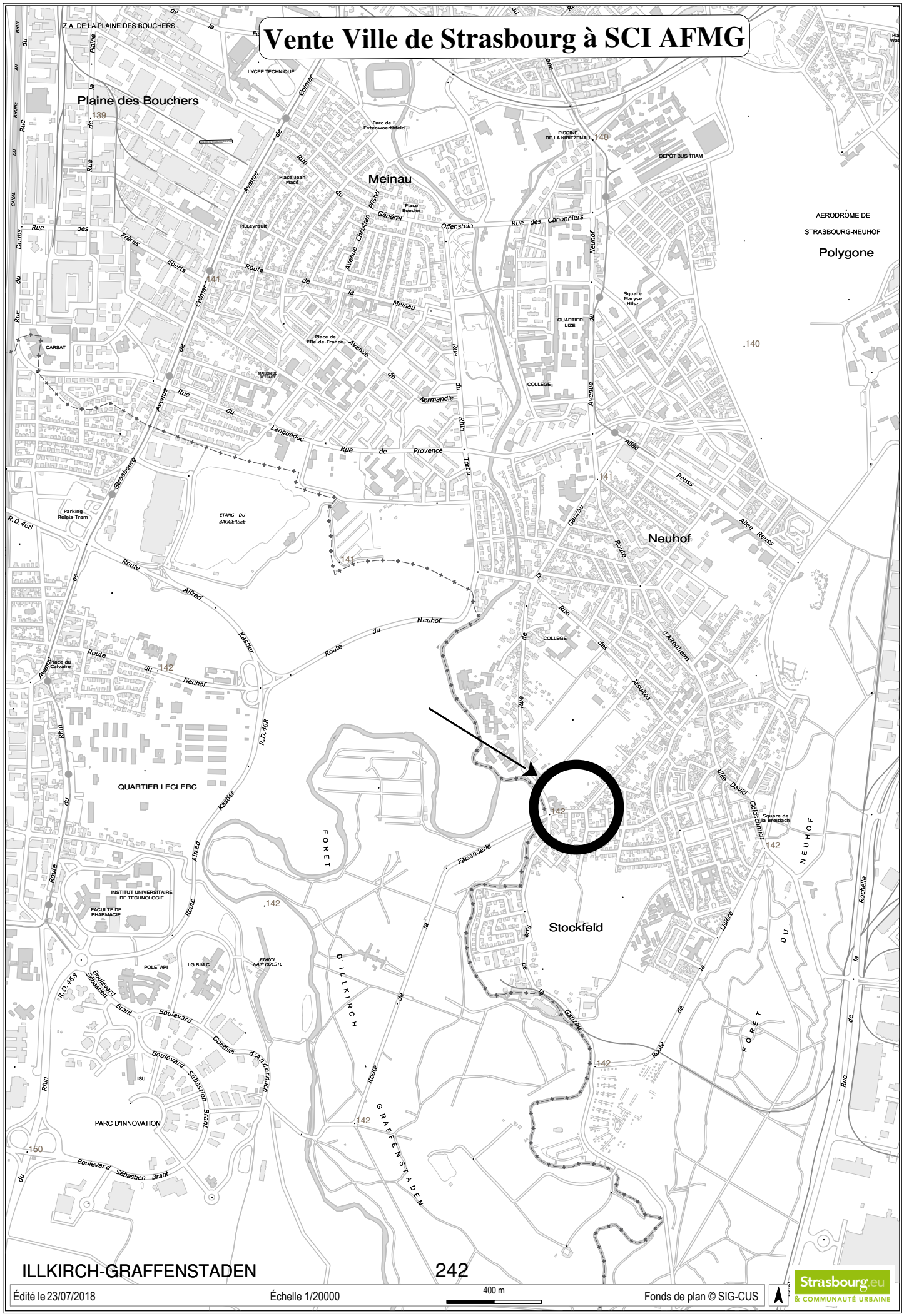
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY


Vente VDS à la SCI AFMG
RUE DE LA FAISANDERIE
RUE SAINT-IGNACE
RUE FIRN
RUE DE LA GANZAU
241
Édité le 23/07/2018
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Vente Ville de Strasbourg à SCI AFMG



ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

242

Édité le 23/07/2018 | Échelle 1/20000 | 400 m | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg d'un immeuble sis 91 route des Romains dans le parc Gruber, en vue de la création d'un pôle de services publics.

I. Contexte du projet « de Pôle de services publics de « Koenigshoffen » :

Les services territorialisés du quartier de Koengishoffen sont éloignés les uns des autres, peu fonctionnels et non adaptés aux enjeux actuels d'accueil du public.

Il s'agit notamment :
- du centre médico-social situé 12 rue de l'Engelbreit, propriété de la Ville ;
- de la mairie de quartier située 67 route des Romains, lot de copropriété de la Ville;
- des locaux de Monsieur l'Adjoint de quartier et de la Direction de Territoire, situés 100 route des Romains, dans des locaux loués par la Ville auprès d'un bailleur privé et dans une copropriété dégradée en cours de rénovation.

Dans un souci d'optimisation, de rationalisation des coûts et d'une meilleure lisibilité, il a été proposé de mutualiser les espaces d'accueil du public et de regrouper dans un même lieu l'ensemble de ces services publics mais également un espace lecture publique/prêt et les permanences d'autres services publics non municipaux (CAF, ADIL, CARSAT, …).

Une étude a été réalisée courant 2017 conjointement par la Direction de la Construction et du patrimoine bâti et par la direction Urbanisme et Territoires, en vue de trouver les lieux adaptés à un tel équipement avec comme objectif de renforcer une centralité dans le quartier. Ce travail s'est appuyé sur une analyse multicritères (disponibilité foncière, accessibilité, visibilité, projection démographique, programmes de logements à venir, temporalité et coût total de l'opération) ainsi que sur des études urbaines identifiant les secteurs de projets de développement urbain de Koenigshoffen (mutation urbaine des « terrasses de Koenigshoffen »).

Parmi les quatre sites d'implantations possibles, celui qui a été retenu est l'immeuble situé à l'entrée du parc d'activités Gruber, sis 91 route des Romains. Ce bâtiment abritait le siège des brasseries Gruber. Il a ensuite été acquis en 1976 par le Régime Social des Indépendants d'Alsace (RSI).

Ce bâtiment est protégé au PLU en tant qu'immeuble remarquable.

L'étude a fait l'objet d'une demande de validation, auprès de Monsieur le Maire, à l'automne 2017 en vue notamment de l'inscription de cette opération au plan pluriannuel d'investissement.

Dans l'intervalle, le propriétaire de l'immeuble (RSI) a souhaité vendre son bien et a émis une déclaration d'intention d'aliéner qui a été réceptionnée en octobre 2017.

A la demande de la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg a exercé son droit de préemption urbain (notification de la décision de préemption le 27 décembre 2017) pour la réalisation d'un pôle de services publics. L'Eurométropole est devenue propriétaire de cet immeuble par acte en date du 11 avril 2018.

La décision de préemption a fait l'objet d'une requête au fond en date du 13 mars 2018, toujours pendante devant le Tribunal administratif de Strasbourg. Un référé suspension a été rejeté par le Tribunal administratif en date du 25 janvier 2018 et n'a pas fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat.

Dés lors, la présente délibération a pour objet l'acquisition par la Ville dudit immeuble.

II. Acquisition de l'immeuble par la ville de Strasbourg et conditions de la transaction :

Il est proposé que la ville de Strasbourg acquière cet immeuble en vue de réaliser le Pôle de services publics, dans l'objectif de regrouper les services de proximité de la ville de Strasbourg sur un site unique à Koenigshoffen. Cet équipement permettra à la Ville d'améliorer l'accueil du public, le service rendu mais également d'optimiser les charges de fonctionnement.
Cette acquisition sera approuvée par le Conseil municipal sous la condition suspensive que la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, approuve la vente lors de la séance du 28 septembre 2018.

Il s'agit d'un immeuble de bureaux de 1 853 m², vacant, dont 417 m2 en sous-sol et 111 m2 dans les combles. Il forme le lot n°1 du lotissement de l'ancien complexe industriel de la Brasserie Gruber, comprenant des bâtiments à usage industriel et à usage de bureaux, des rues de communication.

Cet immeuble situé sur une parcelle de 6,74 ares, est classé en zone KOE UXb 4 au Plan local d'urbanisme intercommunal.

Une estimation des coûts de rénovation et de transformation du bâtiment a été réalisée par la Direction de la construction et du patrimoine bâti en novembre 2017. Ce coût s'élève à deux millions d'euros hors taxes. Il s'agit d'une approche financière établie en l'absence de diagnostics techniques et d'éléments programmatiques consolidés.

L'acquisition s'effectue aux mêmes conditions financières que la préemption, à savoir au prix de 900 000 € à majorer des frais de notaire d'un montant de 10 399,81 € (frais de notaire payés par l'Eurométropole lors de l'acquisition du bien auprès du Régime Social des indépendants).

Par l'acquisition de cet immeuble, la Ville adhérera de plein droit à l'association syndicale libre (ASL) «Parc Gruber ».
Dans le cadre de l'acte de vente à intervenir, les appels de de fonds, avances constituant une réserve seront pris en charge par la Ville.

L'Eurométropole de Strasbourg a fait réaliser une étude historique, documentaire et de vulnérabilité qui préconise des sondages de sols accompagnés d'analyses chimiques au droit d'une cuve à fuel et à proximité du local électrique. Cette étude sera annexée à l'acte de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de France Domaine
après en avoir délibéré
approuve

L'acquisition par la Ville de Strasbourg auprès de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'immeuble désigné comme suit :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Koenigshoffen Cronenbourg
Lieudit : 91 route des Romains
Section MT n° 70 de 6,74 ares

sous la condition suspensive de l'approbation de la vente par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, lors de la séance du 28 septembre 2018.

pour le prix de 910 399,81€ (neuf cent dix mille trois cent quatre vingt dix neuf euros et quatre vingt un centimes) se décomposant de la manière suivante :
- *900 000 € correspondant au prix de l'immeuble préempté ;*
- *10 399,81 € correspondant aux frais de notaire payés par l'Eurométropole dans le cadre de la vente RSI ALSACE/EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ;*

en vue de réaliser un équipement collectif à savoir un pôle de services publics, dans l'objectif de regrouper les services de proximité de la ville de Strasbourg (centre médico-social, mairie de quartier, bureau de l'adjoint de quartier, direction de territoire, un espace lecture publique/prêt entre autre) sur un site unique à Koenigshoffen. Cet équipement

permettra à la ville de Strasbourg d'améliorer l'accueil du public, le service rendu mais également d'optimiser les charges de fonctionnement.

Par l'acquisition de cet immeuble, la Ville adhérera de plein droit à l'association syndicale libre (ASL) «Parc Gruber » et prendra à sa charge les appels de de fonds, avances constituant une réserve ;

L'Eurométropole de Strasbourg a fait réaliser une étude historique, documentaire et de vulnérabilité. Cette étude sera annexée à l'acte de vente.

décide

l'imputation de la dépense de 910 399,81 € sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 2132, service AD03, programme 785, à laquelle s'ajouteront les frais décrits ci-dessus ;

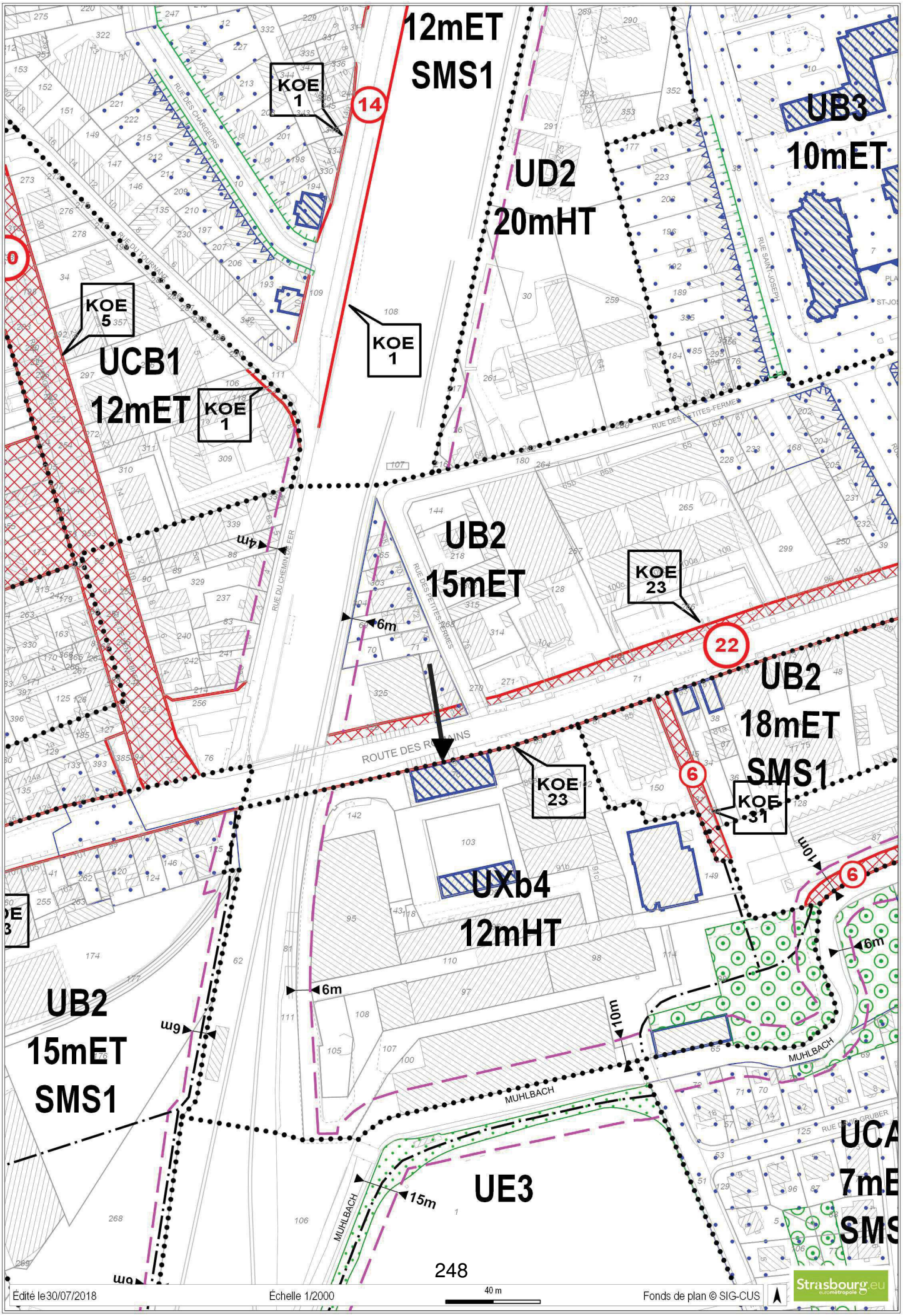
autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer, l'acte de vente à intervenir et plus généralement à signer tout acte à intervenir pour l'exécution des présentes.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018


Koenigshoffen
Z.A. ROUTE DES ROMAINS
PARC D'ACTIVITES DES FORGES
Z.A. KOENIGSHOFFEN HI
PÔLE LOGISTIQUE DES H.U.S.
CENTRE SPORTIF
Rue Louise Michel
Chemin du Cuivre
Z.A. CHEMIN DU CUIVRE
Rue de Fer
Rue des Cheminots
Rue de l'Elfterrain
Rue de Géroldseck
Rue des Comtes
R. du Réseau
Rue du Rail
MAISON DE LA PETITE ENFANCE
FOYER ST JOSEPH
Rue Saint-Joseph
Rue Gerlinde
ECOLE MAT. GARDERIE CAMILLE CLAUS
EGLISE ST JOSEPH
PRESB.CATH.
SECURITE SOCIALE
Pl.St. Joseph
Petites
BUREAU DE POLICE NATIONA
Vieux Chemin
R.des Porteurs
R.des Chargeurs
Chemin du
R. du Tournant
Rue de l'Engelbreit
Rue Virgile
Rue EGLISE CATH. ST. JEAN BOSCO
Rue Aurèle
COLLEGE JACQUES TWINGER
GYMNASE
R.Suétone
Rue Ovide
ECOLE ELEMENTAIRE HOHBERG
GYMNASE
Pl.des Romains
R.d. Hohberg
ECOLE MAT. HOHBERG
C.M.S.
Rue
CONSULAT DE NORVEGE
BUREAU ADJOINT DE QUARTIER
LA POSTE
POLE EMPLOI
Rue Lothaire
des
MAIRIE DE QUARTIER
ECOLE EL. DES ROMAINS
JARDIN D'ENFANTS
ECOLE MICHAEL
R. des Malteurs
R. des Brasseurs
MAISON DES AINES
pte rue des Chartreux
Rue Julien Grajan
Route
Rue de la Chartreuse
Pont du Schnokeloch
Chemin du Schloessel
EGLISE ST.PAUL
SALLE PAROISSIALE
MAISON DE RETRAITE EMMAUS
Rue du Muhlbruchel
R. de la Petite-Croix
Rue David Gruber
R. du Welschbruch
Rue de la Garance
STADE GRUBER
Jardin du Schloessel
Pas du Breuscheck
R.d.l. Rotlach
R.Robert Forrer
Allée du Sommerhof
Rue du Schnokeloch
PARC ALBERT SCHWEITZER
CREPS
Rue du Champ-du-Feu
R.d.l. Métairie
Rue du Pré-Aux-Clercs
STADE CHARLES FREY
CLUB-HOUSE QUILLIER
SALLE DES SPORTS
STADE CREPS
D.D.E.
LABORATOIRE REGIONAL D.D.E.
Rue Jean Mentelin
Pont J.
Mentelin
Chemin
Z.A. ROUTE DES ROMAINS
247
Édité le 30/07/2018
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


12mET
SMS1
UB3
10mET
UD2
20mHT
KOE 1
14
KOE 5
UCB1
12mET
KOE 1
KOE 1
UB2
15mET
KOE 23
22
UB2
18mET
SMS1
KOE 23
KOE 31
6
UXb4
12mHT
UB2
15mET
SMS1
UE3
UCA
7mE
SMS
4m
6m
6m
6m
10m
10m
6m
15m
6m
RUE DES CHARGEURS
RUE DU CHEMIN DE FER
RUE DES PETITES-FERMES
RUE SAINT-JOSEPH
ROUTE DES ROMAINS
MUHLBACH
MUHLBACH
MUHLBACH
RUE DU GRUBER
248
Édité le 30/07/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

7304-SD

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION

GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 place de la République – CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone :03 88 10 35 00

Courriel :drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
(eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr).

Tél 03 8810 35 14

N° : 2017- 1123

AVIS DU DOMAINE

(Code de l'urbanisme, art. R. 213-21 et R. 142-15)

1. **Service consultant : Eurométropole de Strasbourg.**

Agissant :

– en qualité de titulaire ☐ délégataire ☑ du droit de préemption

– par substitution au titulaire de ce droit ☐

2. **Date de la consultation**

Demande d'avis en date du 13 novembre 2017, reçue le 15 novembre 2017.

Affaire suivie par Mme LINCONTANG-BOUDJEMA (corine.lincontang-boudjema@strasbourg.eu).

3. **Opération soumise au contrôle** (objet et but)

Exercice ☑ du droit de préemption

☐ du droit de délaissement

– dans une zone concernée par le D.P.U. *(Code de l'urbanisme; art. L. 211-1 et L. 211-5)* ☑

– dans une Z.A.D. créée après le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2 et L. 212-3)* ☐

– dans une Z.A.D. ou un périmètre provisoire de Z.A.D. créé avant le 1er juin 1987 *(Code de l'urbanisme, art. L. 212-2, L. 212-3 et L. 213-1 anciens)* ☐

– dans une zone délimitée au titre des espaces naturels sensibles des départements *(Code de l'urbanisme, art. L. 142-3)* ☐

– autre cas précisez :

Déclaration d'intention d'aliéner ☑

Demande d'acquisition ☐

au prix de 900 000 € HT, hors frais d'acte.

reçue ☑ déposée ☐ à la mairie ☑ de Strasbourg

à l'hôtel du département ☐ ou à la préfecture ☐ en date du 17 octobre 2017.

et relative à l'immeuble décrit ci-après.

Propriété bâtie située 91 route des Romains à Strasbourg-Koenigshoffen.

4. Propriétaire présumé

RSI Alsace.

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération

Ville de Strasbourg ; quartier de Koenigshoffen.

Adresse : 91 route des Romains à 67200 STRASBOURG.

Références cadastrales : section MT, parcelle n° 70.

Superficie totale : 6,74 ares

Immeuble : ☐ non bâti ☑ bâti

Usage : ☐ habitation ☐ professionnel ☑ mixte
☐ commercial ☐ agricole ☐ autre :

Nombre : de niveaux : sous-sol +R2
d'appartement(s) : 1
d'autres locaux : à usage de bureaux

L'immeuble a fait l'objet d'une visite le 28 novembre 2017.

5 *a*. Urbanisme

Situation au plan d'aménagement – Zone du plan – C.O.S. – Servitudes – État du sous-sol – Éléments particuliers de plus-value et de moins-value – Voies et réseaux divers (VRD) :

Emprise située en zone UXb4 du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.

6. Origine de propriété : non recherchée.

7. Situation locative : Immeuble libre.

8. Détermination du prix

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, **la valeur mentionnée dans la DIA n'appelle pas d'observation.**

Ce prix est exclusif de toute indemnité accessoire, et notamment de remploi.

9. Réalisation d'accords amiables

10. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si le bien concerné faisait l'objet d'une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

L'évaluation ci-dessus ne tient pas compte d'éventuels frais de diagnostic et de dépollution de toutes natures (amiante, hydrocarbures ou autres produits) ou de frais de démolition.

En cas de désaccord entre le titulaire du droit de préemption et le propriétaire de l'immeuble, le prix d'acquisition est fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation (Code de l'urbanisme, art. L. 213-4 et L. 142-5).

Les actes destinés à constater les acquisitions poursuivies par les services de l'État sont passés par le service du Domaine (art. R.1212-1 et R. 4111-8 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P)).

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Impôts.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pièces jointes :

Strasbourg, le 5 décembre 2017
Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques de la Région Grand Est
et du département du Bas-Rhin.

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur [illegible]gel

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 26

Acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg d'un immeuble
sis 91 route des Romains dans le parc Gruber, en vue de la création d'un pôle de services publics

Pour	**53** (252)
Contre	**0**
Abstention	**1**

Pour : ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

Abstention : JUNG-Martine

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Secteur Strasbourg/ Neuhof : vente d'une parcelle municipale sise route d'Altenheim. Projet de transactions immobilières de l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la ville de Strasbourg (avis du Conseil municipal Art L.5211-57 du CGCT): avis Chevènement.

La ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont propriétaires d'une emprise foncière, située 3-9 route d'Altenheim à Strasbourg Neuhof.

Le bailleur social, Habitation Moderne a manifesté son intérêt pour l'acquisition de cet ensemble immobilier à savoir :

- Un terrain provisoirement cadastré Section IS n° (2)/74 (9,20 ares) appartenant à la ville de Strasbourg ;
- Deux parcelles surbâties cadastrées Section IS n°110 (2,48 ares) et n°112 (4,3 ares) appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Soit une surface totale de 15,98 ares.

La programmation envisagée :

Habitation Moderne a pour projet la réalisation d'une opération mixte d'environ 23 logements sur 1 370 m² de surface de plancher maximum, répartis sur 2 bâtiments R +2+attique.

L'opération comporterait :
- 9 logements proposés en accession sociale,
- 14 logements locatifs sociaux (LLS).
- 8 places de stationnement et 12 box seront créées (0,8 place de stationnement par logement).

Ces logements seront essentiellement destinés à répondre aux besoins en logements des personnes polyhandicapées (notamment les travailleurs de l'ARAHM = Association Régionale «l'Aide aux Handicapés Moteurs »).

Les logements seront de type 2 à 4 pièces, soit :
- 50 % T2,
- 30% T3

- 20% T4.

Le nombre important des T2 correspond aux besoins des travailleurs handicapés de l'ARAHM.
La surface habitable projetée sera de 1 310m² (en moyenne 45 m² pour les T2, 65 m² pour les T3 et 82 m² pour les T4).

Dans ce projet, les accès et circulations sont conformes à la règlementation s'appliquant aux personnes handicapées. Bien qu'elle ne l'impose pas, un ascenseur sera installé afin de répondant ainsi aux besoins des personnes handicapées.

L'emprise foncière

- La parcelle est aujourd'hui grevée d'un emplacement réservé (ER) au Plan local d'urbanisme (ER d'emprise de 19 m). Cet ER est nécessaire au réaménagement de la route d'Altenheim.
- Le bailleur social, devra rétrocéder l'emprise utile à ces prochains travaux de voirie dès la programmation immobilière achevée. Cette rétrocession se fera à l'euro symbolique.

Les conditions de vente du foncier :

Les services de France Domaine ont été sollicités pour estimer la valeur vénale de l'ensemble immobilier sur lequel le projet du bailleur porte à savoir les parcelles Section IS n°110, 112 (propriétés métropolitaines) et n°(2)/74 (propriété municipale) à céder.

Leur prix a été estimé en valeur de récupération foncière, c'est-à-dire estimé à l'état nu et libre (la valeur de récupération foncière est obtenue en déduisant de la valeur estimée par France Domaine, les frais de démolition des constructions existantes).

L'ensemble immobilier a été évalué à 363.000 € par le service de France Domaine.

Un travail transversal avec les services a conduit le bailleur social à revoir la constructibilité du projet, passant de 1650 m² à 1370 m².

Cette diminution s'explique par le fait de la volonté de diminuer la densité de l'opération d'une part, et l'existence de l'ER afin de limiter l'effet « barre », d'autre part.

Le prix proposé de 220 €m²/SDP par Habitation Moderne et la réduction de l'emprise ramène l'offre financière du bailleur au prix de 301 400 €.

Les coûts de démolition, de désamiantage, de traitement du plomb ainsi que les diagnostics sont déduits du prix de vente et s'élèvent à 77 010 €.

L'offre financière globale pour l'ensemble de l'emprise est donc de 224 390 €.

Ainsi au prorata des surfaces développées sur chaque emprise foncière le prix est déterminé comme suit :

- 836 m² pour le foncier de la ville de Strasbourg au prix de 136 349 €,
- 534 m² pour le foncier eurométropolitain au prix de 88 041 €,
- Soit un prix global de 224 390 €.

Une vente de gré à gré au profit d'Habitation Moderne se justifie aux motifs suivants :

- plusieurs opérateurs (promoteurs privés et bailleurs sociaux) avaient manifesté leur intérêt pour l'acquisition de ce site ces 5 dernières années, mais sans jamais s'engager et faire aboutir de réel projet. Habitation Moderne a sollicité la Direction de Territoire dès septembre 2016.
- Le projet du bailleur social répond à un besoin local identifié: il permet de proposer des solutions de logement adaptées pour les travailleurs handicapés de l'ARAHM, à proximité du tramway, en lien avec l'extension de l'ESAT (Etablissement et service d'aide par le travail) du Neuhof dont le chantier doit démarrer cette année. De ce point de vue, Habitation Moderne propose en l'espèce un projet d'intérêt général, en faveur de l'autonomie des personnes souffrant d'un handicap moteur lourd.
- Avec 14 logements locatifs sociaux (LLS), il n'y a pas de déséquilibre crée en termes de pourcentage de LLS, s'agissant d'un secteur hors QPV.
- Ce projet permet d'amorcer le renouvellement urbain et la valorisation de l'entrée de la route d'Altenheim sur un site où le bâti est dégradé. En effet, le renouvellement était suspendu jusqu'à ce jour faute de porteur.
- Enfin, la libération de l'emplacement réservé antérieurement inscrit au POS permettrait de prévoir l'élargissement de la route d'Altenheim, particulièrement étroite à cet endroit.

Le bailleur a d'ores et déjà déposé un permis de construire sous le n° PC 6748218V138 correspondant au projet exposé.

Eu égard à ce qui précède, il est proposé de vendre cette emprise foncière municipale au profit du bailleur social Habitation Moderne au prix de 136 349 €, taxes et droits éventuels en sus, et donner un avis favorable à la future cessions de l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de France Domaine n° 2018 /435
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La vente du foncier municipal provisoirement cadastré :
Ban de Strasbourg - Lieudit : route d'Altenheim
Section IS n° (2)/74 de 9, 20 ares,
Propriété inscrite au Livre foncier au nom de la ville de Strasbourg ;
Le terrain est situé en zone UB2, SMS2 au PLUi de Strasbourg ;

Au profit du bailleur social Habitation Moderne ;

La vente intervient au prix de 136 349 € (cent trente-six mille trois cent quarante-neuf euros), droits et taxes éventuels en sus.

décide

L'imputation budgétaire sur la ligne : fonction 820, nature 775, service AD03 de l'exercice budgétaire de 2018 ;

autorise

Le Maire ou son-sa représentant(e) à signer l'acte de vente ou tous documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération ;

donne un avis favorable à

La vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit du bailleur social Habitation Moderne des parcelles cadastrées :

Ban de Strasbourg
Lieudit : route d'Altenheim
Section IS n°110 de 2,48 ares,
Section IS n°112 de 4,3 ares.
Propriétés inscrites au Livre Foncier au nom de l'Eurométropole de Strasbourg

Les terrains sont situés en zone UB2 au PLUi de Strasbourg.

La vente intervient au prix de 88 041 € (quatre-vingt-huit mille quarante et un euros, droits et taxes éventuels en sus.)

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51022

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY

Téléphone : 03 88 10 35 13

Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2018/435

Le 18/05/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole et Ville de Strasbourg
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : route d'Altenheim à Strasbourg-Neuhof

VALEUR VÉNALE : 363 000 € HT (terrain estimé « nu et libre »)

1 - SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole et ville de Strasbourg.
Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH.**yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 30/04/2018
Demande reçue le : 02/05/2018
Visite le : -
Dossier en état : 02/05/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession d'une emprise foncière en vue de la réalisation d'un projet immobilier porté par un bailleur social.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Lieudit	Superficie (are)
IS	332	route d'Altenheim	10,5
IS	112	9, route d'Altenheim	4,3
IS	110/74	3, route d'Altenheim	2,48
		Total	**17,28**

Descriptif sommaire :

Emprise de forme irrégulière située en bordure de la route d'Altenheim, constituée de la réunion d'une parcelle communale non bâtie, cadastrée section IS n° 332 et de deux parcelles communautaires cadastrées section IS n° 112 et IS n° 110, surbâties d'immeubles destinés à être démolis après relogement des occupants.

Le nouveau projet présenté par l'acquéreur porte sur la réalisation de 23 logements sociaux pour une surface de plancher (SDP) de 1 370 m² (Cos effectif de 0.78).

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg (IS n° 332) et Eurométropole (IS n° 112 et 110)

Situation locative : les deux parcelles propriété de l'Eurométropole sont surbâties d'immeubles encore occupés. Dans le projet présenté, les frais de démolition des immeubles et le relogement des occupants sont à la charge de l'acquéreur.

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunal approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/217, les parcelles sont situées en zone **UB2** autorisant les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services. Hauteur maximale : **12 mètres** à l'égout toiture, SMS2.

Les parcelles reçoivent la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

Les terrains étant destinés, après démolition des bâtiments qui les encombrent, à la réalisation d'un projet de construction de logements sociaux, le consultant a souhaité obtenir la valeur de récupération foncière de l'emprise considérée.

Compte tenu des caractéristiques du bien à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché des terrains à bâtir situés sur les grands axes du Neuhof, la valeur de l'emprise foncière considérée, estimée à l'état « nu est libre », peut être fixée à 363 000 € HT.

La valeur de récupération foncière sera obtenue en déduisant de cette somme : le coût de démolition des bâtiments, ceux éventuellement liés au désamiantage et à la dépollution des sols ainsi que le cas échéant les frais d'éviction ou de relogement des occupants.

Nota :

- La présente évaluation est donnée pour des parcelles appréciées comme formant une seule et même unité foncière. Elle sous-entend donc que la ville ou l'EMS ait préalablement obtenu la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains.

- Elle ne tient pas compte d'éventuelles servitudes susceptibles de restreindre l'utilisation des sols.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY

259



CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS
HM / Route d'Altenheim
3-9 Route d'Altenheim Strasbourg Neuhof

INSERTION 1

Phase : **APS**

Echelle:

Date : **14/03/2018**

Affaire : **F-17-15**
Suivi par : **NP**
Dessiné par : **JR**
Format : **A3**
Indice :

Habitation Moderne
24, Route de l'Hôpital - CS 30062
Strasbourg cedex 67027
TEL 03 88 32 52 10
SITE www.habitationmoderne.org

Oslo Architectes
2 allée d'Oslo
67300 Schiltigheim
TEL 03 88 60 16 00
FAX 03 88 61 24 93
MAIL contact@oslo-architectes.fr
SITE www.oslo-architectes.fr

PERS



CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS
HM / Route d'Altenheim
3-9 Route d'Altenheim Strasbourg Neuhof

INSERTION 2

Phase : **APS**

Echelle:

Date : **14/03/2018**

Affaire : **F-17-15**
Suivi par : **NP**
Dessiné par : **JR**
Format : **A3**
Indice : **28/02/2018**

Habitation Moderne
24, Route de l'Hôpital - CS 30062
Strasbourg cedex 67027
TEL 03 88 32 52 10
SITE www.habitationmoderne.org

Oslo Architectes
2 allée d'Oslo
67300 Schiltigheim
TEL 03 88 60 16 00
FAX 03 88 61 24 93
MAIL contact@oslo-architectes.fr
SITE www.oslo-architectes.fr

PERS



CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS
HM / Route d'Altenheim
3-9 Route d'Altenheim Strasbourg Neuhof

INSERTION 3

Phase : **APS**

Echelle:

Date : **14/03/2018**

Affaire : **F-17-15**
Suivi par : **NP**
Dessiné par : **JR**
Format : **A3**
Indice : **28/02/2018**

Habitation Moderne
24, Route de l'Hôpital - CS 30062
Strasbourg cedex 67027
TEL 03 88 32 52 10
SITE www.habitationmoderne.org

Oslo Architectes
2 allée d'Oslo
67300 Schiltigheim
TEL 03 88 60 16 00
FAX 03 88 61 24 93
MAIL contact@oslo-architectes.fr
SITE www.oslo-architectes.fr

PERS



CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS
HM / Route d'Altenheim
3-9 Route d'Altenheim Strasbourg Neuhof

INSERTION 6

Phase : **APS**

Echelle:

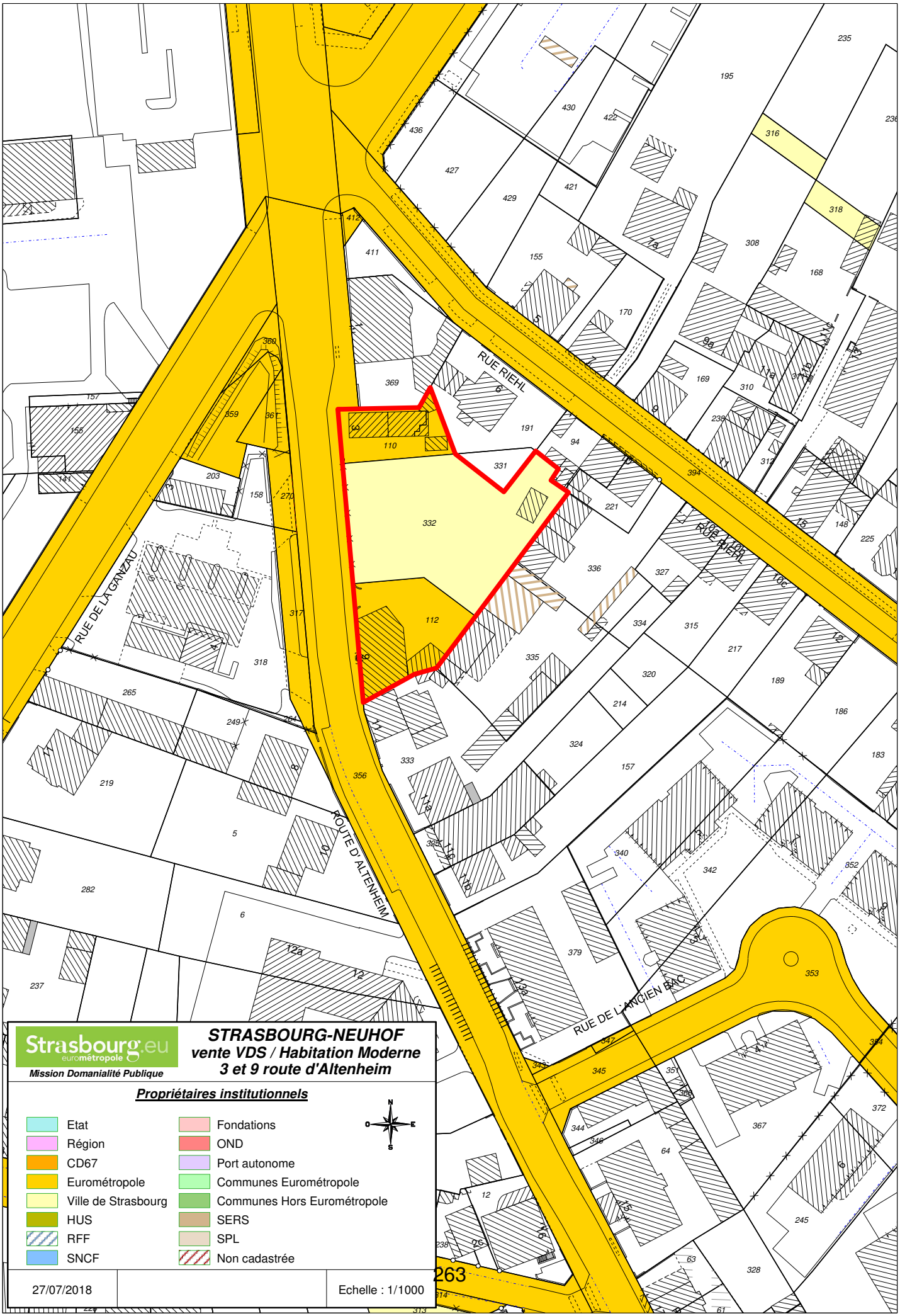
Date : **14/03/2018**

Affaire : **F-17-15**
Suivi par : **NP**
Dessiné par : **JR**
Format : **A3**
Indice : **28/02/2018**

Habitation Moderne
24, Route de l'Hôpital - CS 30062
Strasbourg cedex 67027
TEL 03 88 32 52 10
SITE www.habitationmoderne.org

Oslo Architectes
2 allée d'Oslo
67300 Schiltigheim
TEL 03 88 60 16 00
FAX 03 88 61 24 93
MAIL contact@oslo-architectes.fr
SITE www.oslo-architectes.fr

PERS



Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-NEUHOF
vente VDS / Habitation Moderne
3 et 9 route d'Altenheim

Propriétaires institutionnels

Etat	Fondations
Région	OND
CD67	Port autonome
Eurométropole	Communes Eurométropole
Ville de Strasbourg	Communes Hors Eurométropole
HUS	SERS
RFF	SPL
SNCF	Non cadastrée

N O E S

27/07/2018 | Echelle : 1/1000

1.1 - Le secteur

Le terrain d'assiette de l'opération se situe 9A et 3 route d'Altenheim, au cœur du quartier du Neuhof, à proximité de l'arrêt de tram Allée Reuss et de l'ARHAM (rue de la Ganzau).





1.2 – Le site et la capacité foncière



28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Ilot démonstrateur résidentiel bois et biosourcé au Port du Rhin à Strasbourg (action Ecocité) : Cession de terrains par la ville de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (lot n° 3) - délibération modificative.

I. Objet de la présente délibération et rappel du contexte

Rappel du contexte

Depuis 2009, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg font partie des territoires labellisés par l'Etat au titre de la démarche Ecocité « Strasbourg métropole des Deux-Rives. » Le Conseil communautaire du 23 mars 2012 en avait validé les actions innovantes, ainsi que la convention signée avec l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations, opérateur de la démarche, afin de faire bénéficier les différents projets d'un accompagnement du Programme des Investissements d'Avenir au travers du Fonds *Ville de Demain*.

L'une des actions innovantes portées par l'Eurométropole de Strasbourg consiste à favoriser l'émergence d'un projet immobilier démonstrateur d'envergure sur le site du Port du Rhin, dans le projet urbain secteur Deux-Rives : la réalisation d'un ilot bois, biosourcé à bilan bas carbone. Il s'agit d'expérimenter la construction d'environ 420 logements en promotion privée et aidée, utilisant au maximum les matériaux bois et biosourcés, avec des niveaux de hauteur peu réalisés en France (R+5 à R+10), sobre énergétiquement, et à des coûts maitrisés permettant de réaliser une opération reproductible sur le territoire de l'agglomération.

Ce projet, dont la portée est nationale répond, entre autre, à la volonté de stimuler la filière bois et de construire, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, des ensembles immobiliers dont le bilan carbone est faible.

Délibération modificative

Par délibérations du Conseil Municipal en date des 12 décembre 2016 et 23 octobre 2017 il a notamment été acté les points suivants :

- Désignation de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (PTFA) lauréate de la consultation du lot n° 3 ;
- Autorisation de conclure une promesse de vente et l'acte de vente définitif.

Une promesse de vente a été conclue en date du 9 juillet 2018 entre la Ville et PTFA sur la base de ces deux délibérations.

Le projet de conception de l'ensemble immobilier de Pierres et Territoire a nécessité une modification du découpage de terrain du lot 3, garantissant une meilleure intégration urbaine et paysagère de ce dernier, avec une modification mineure de la surface globale du lot à construire. Le permis d'aménager du lotissement Ilot Bois prévoyant un découpage des lots donné à titre indicatif, la Ville de Strasbourg a donné son accord pour modifier les limites du lot 3.

Dès lors, la présente délibération a pour objet de modifier l'assiette parcellaire de la cession.

De plus, dans le cadre du projet, il est nécessaire de constituer des servitudes pour le réseau géothermie, au profit de PTFA.

Les autres conditions de la cession restent inchangées.

II Cession foncière par la ville de Strasbourg au profit de PTFA

Modification de l'emprise :

Par délibération du 23 octobre 2017, le Conseil municipal a acté la conclusion d'une promesse et la cession au profit de la société PTFA des parcelles suivantes :
- La parcelle cadastrée section HX n° 312/6 d'une contenance de 8 ares 13 centiares ;
- La parcelle cadastrée section HX n° 319/9 d'une contenance de 14 ares 58 centiares ;
Soit pour une surface globale de 22,71 ares.

Il est rappelé qu'aux termes d'un procès-verbal d'arpentage établi par le cabinet BILHAUT en date du 28 septembre 2017, certifié par le service du cadastre de Strasbourg, en date du 3 novembre 2017, sous n° 10.950C :
- La parcelle section HX n° 312/6 a été divisée en les trois nouvelles parcelles cadastrées section HX n° 341/6, 342/6 et 343/6,
- La parcelle section HX n° 319/9 a été divisée en les trois nouvelles parcelles cadastrées section HX n° 346/9, 347/9 et 348/9.

Pour autant, afin de garantir une insertion urbaine et paysagère optimale du projet immobilier dans le lotissement et son environnement paysager, un nouvel arpentage des terrains d'assiette du lot 3 a été établi.

Dès lors l'emprise du projet porte désormais sur les parcelles suivantes

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
HX	340/6	Parc du Rhin	Sol		00	25
HX	347/9	Parc du Rhin	Sol		14	47
HX	342/6	Route du Rhin	Sol		7	72
HX	345/9	Parc du Rhin	Sol		00	07

Pour une surface globale de de 22,51 ares, soit une réduction de l'emprise de 0,20 are.

Montant de la cession foncière
Le service des Domaines a évalué les parcelles vendues par avis du 20 février 2017 au prix de 1 408 020 € HT, soit au prix de 62 000 €/l'are.
Du fait de la modification d'emprise, France Domaine a établi un nouvel avis en date du 23 février 2018 au prix de 1 395 620 € HT, soit également au prix de 62 000 €/l'are
Eu égard au projet envisagé, il est proposé de vendre ces parcelles à la Société PTFA (ou toute personne physique ou morale qui sera substituée dans ses droits et obligations) au prix d'ores et déjà délibéré le 23 octobre 2017, à savoir :

- 1 400 400 € HT éventuelle TVA au taux légal en vigueur en sus pour une SDP de 6 224 m²;
- En ce non compris les frais d'acte et émoluments du Notaire à la charge exclusive de l'acquéreur.

Programmation
Pour mémoire, la programmation de l'opération reste inchangée.
Le futur acquéreur s'obligera à réaliser dans les biens vendus le programme de travaux suivant, sur la base duquel sa candidature a été retenue, à savoir la construction de deux bâtiments (A et B) de 90 logements au total, avec locaux d'activité en rez-de-chaussée.
Le bâtiment A comprendra 37 logements en R + 8, répartis en deux cages d'escalier, des locaux d'activité en rez-de-chaussée, deux locaux vélos, deux locaux ordures ménagères.

Le bâtiment B comprendra 53 logements en R + 8, répartis en deux cages d'escalier, des locaux d'activité en rez-de-chaussée, deux locaux vélos, deux locaux ordures ménagères.
Les espaces non bâtis seront aménagés, soit en parvis-terrasse, en cheminement ou espaces plantés.

La surface de plancher totale du projet s'établit à 6.224 m2, dont 528,30 m2 pour les locaux d'activités

III. Constitution de servitudes

Il est rappelé que dans le projet d'ensemble est prévu la réalisation d'un réseau mutualisé de puits géothermiques (captage et rejet) et réseaux associés.
Les éléments collectifs de ce réseau seront réalisés par la société PTFA ou toute personne par elle substituée.

Le lot 3 sera raccordé par PTFA à ce réseau au plus tard le 30 septembre 2019.
Dans le cadre de la réalisation de ce réseau, la Ville et PTFA s'obligent à consentir et accepter toutes servitudes (notamment de passage de réseaux, de branchement, etc.) actives et/ou passives (tant à la charge qu'au profit des lots du lotissement qu'à la charge des parcelles dépendant du périmètre du lotissement formant des espaces collectifs du lotissement ou constitutifs d'une partie du domaine public) qui s'avèreront nécessaires au bon fonctionnement de ce réseau et permettant le branchement au réseau des différents lots du lotissement, sachant qu'il sera constitué deux « types » de servitudes pour le réseau de géothermie :

- des servitudes réciproques entre les lots du lotissement ;
- et des servitudes de canalisations à la charge de la future voirie du lotissement, à consentir par la Ville de Strasbourg et pour laquelle il est d'ores et déjà convenu qu'en cas de déplacement ultérieur du réseau, les frais de modification de l'emprise de la servitude seront supportés par le ou les propriétaires des fonds dominants. Cet engagement de constitution de servitudes devra être pris par l'ensemble des acquéreurs d'un bien dépendant d'un lot du lotissement à brancher sur ledit réseau.

Lesdites servitudes seront constituées, sans indemnité de part ni d'autre, à première demande soit du réalisateur du réseau, soit du président de l'association syndicale libre (ASL) qui sera constituée en vue de la gestion de ce réseau.
Toutefois, en ce qui concerne les servitudes nécessaires au branchement du programme de construction du lot 3 par le futur audit réseau, cette constitution de servitude devra intervenir au plus tard le 30 septembre 2019.

Les frais d'acte correspondants seront à la charge de l'ASL.
Chaque propriétaire d'un bien dépendant d'un lot du lotissement à raccorder à ce futur réseau sera membre de plein droit de cette association syndicale libre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la commission plénière après en avoir délibéré
Vu la délibération du Conseil Municipal du 23
mars 2015 portant sur le déclassement d'emprises
Vu la délibération de la Commission permanente (Bureau) de
l'Eurométropole du 23 avril 2015 portant sur le déclassement d'emprises
Vu la délibération du Conseil municipal du 12 décembre
2016 portant sur la désignation du lauréat du lot n° 3
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de 16 décembre 2016 portant
sur la cession des terrains par l'Eurométropole au profit de la ville de Strasbourg
Vu la délibération du Conseil municipal du 23 octobre 2017
Vu l'avis des services du Domaines en date du 21 février 2018
Approuve

<u>1. La cession foncière par la ville de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) :</u>

- de l'emprise foncière modifiée, propriété de la ville de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) des parcelles cadastrées, savoir :

Sect.	*Numéro*	*Lieudit*	*Nature*	*Contenance*		
				ha	*a*	*ca*
HX	*340/6*	*Parc du Rhin*	*Sol*		*00*	*25*
HX	*347/9*	*Parc du Rhin*	*Sol*		*14*	*47*

HX	*342/6*	*Route du Rhin*	*Sol*		*7*	*72*
HX	*345/9*	*Parc du Rhin*	*Sol*		*00*	*07*

Pour une surface globale de de 22,51 ares,

Pour un montant de 1.400.400€ HT pour une surface de plancher de 6.224 m² à 225€ HT / m² de surface de plancher créée en ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire et éventuelle TVA au taux légal en vigueur en sus ;

- Les autres conditions de la délibération du 23 octobre 2017, visée en annexe, restant inchangées ;

2. La constitution de servitudes

Les éléments collectifs de ce réseau seront réalisés par la société PTFA ou toute personne par elle substituée.

Le lot 3 sera raccordé par PTFA à ce réseau au plus tard le 30 septembre 2019.
Dans le cadre de la réalisation de ce réseau, la Ville et PTFA s'obligent à consentir et accepter toutes servitudes (notamment de passage de réseaux, de branchement, etc.) actives et/ou passives (tant à la charge qu'au profit des lots du lotissement qu'à la charge des parcelles dépendant du périmètre du lotissement formant des espaces collectifs du lotissement ou constitutifs d'une partie du domaine public) qui s'avèreront nécessaires au bon fonctionnement de ce réseau et permettant le branchement au réseau des différents lots du lotissement, sachant qu'il sera constitué deux « types » de servitudes pour le réseau de géothermie :

- *des servitudes réciproques entre les lots du lotissement ;*
- *et des servitudes de canalisations à la charge de la future voirie du lotissement, à consentir par la Ville de Strasbourg et pour laquelle il est d'ores et déjà convenu qu'en cas de déplacement ultérieur du réseau, les frais de modification de l'emprise de la servitude seront supportés par le ou les propriétaires des fonds dominants. Cet engagement de constitution de servitudes devra être pris par l'ensemble des acquéreurs d'un bien dépendant d'un lot du lotissement à brancher sur ledit réseau.*

Lesdites servitudes seront constituées, sans indemnité de part ni d'autre, à première demande soit du réalisateur du réseau, soit du président de l'association syndicale libre (ASL) qui sera constituée en vue de la gestion de ce réseau.
Toutefois, en ce qui concerne les servitudes nécessaires au branchement du programme de construction du lot 3 par le futur audit réseau, cette constitution de servitude devra intervenir au plus tard le 30 septembre 2019.

Les frais d'acte correspondants seront à la charge de l'ASL.
Chaque propriétaire d'un bien dépendant d'un lot du lotissement à raccorder à ce futur réseau sera membre de plein droit de cette association syndicale libre.

Décide

L'imputation budgétaire de la recette sur la ligne : fonction AP0157, programme 1051, service AD07 du budget ;

Autorise

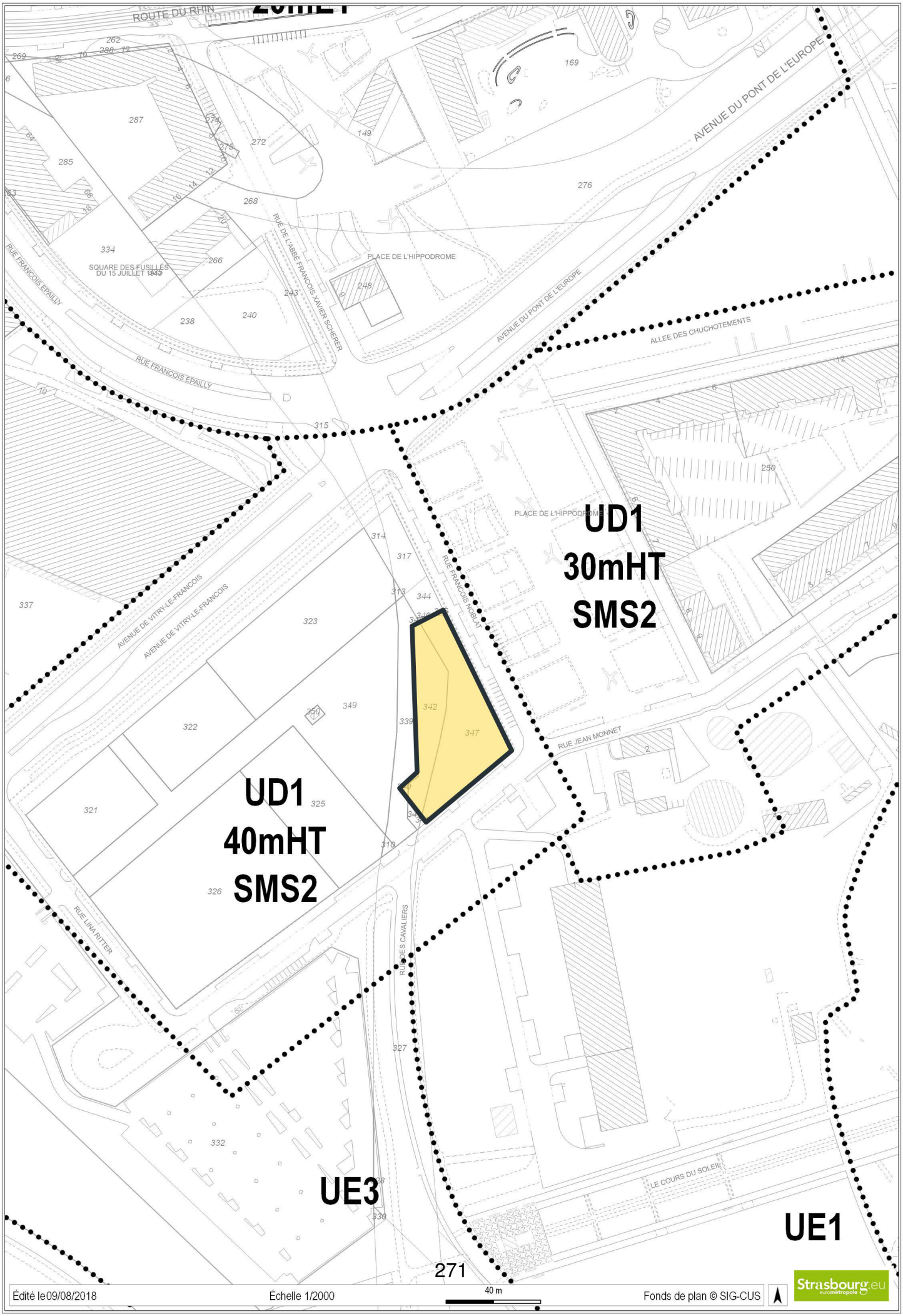
Le Maire ou son-sa représentant-e à :

- *Signer l'acte de vente à intervenir entre la ville de Strasbourg et la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations) pour un montant de 1 400 400,00 € HT, dont le paiement aura lieu dans les conditions visées à l'acte de vente à venir.*

- *Signer tout acte ou document concourant à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018



Édité le09/08/2018 Échelle 1/2000 40 m Fonds de plan © SIG-CUS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/77

Le 23/02/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : trois lots de terrain

ADRESSE DU BIEN : : route du Rhin, rue du Rhin Napoléon, avenue du pont de l'Europe

VALEUR VÉNALE (après arrondi) : 6 800 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	12/01/2018
Demande reçue le	:	19/01/2018
Visite le	:	
Renseignements complémentaires recus le	:	19/02/2018
Dossier en état	:	19/02/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession à divers promoteurs de lots dépendant d'un lotissement communal, créé dans le cadre du projet Ecocité dans le secteur du port du Rhin.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Descriptif sommaire :

Trois lots de terrain, d'une superficie totale de 109.67 ares, créés dans le cadre du projet Ecocité d'îlot démonstrateur bois, à partir de la division d'une unité foncière de forme grossièrement rectangulaire (environ 180 mères de large sur 95 mètres de profondeur), bordée au Nord par l'avenue de Vitry le François et à l'Est par la rue des cavaliers.

Désignation cadastrale :

Section	Parcelle cédée	Surface (*)	Lots	Acquéreur	SDP (m²)
HX	322/49	14,96	1	Nouvel Habitat	5966
HX	310/6	0,25			
HX	325/49	19,25			
	Total	**34,46**			
HX	340/46	0,25	3	Pierres et territoires de France	6224
HX	342/6	7,72			
HX	345/9	0,07			
HX	347/9	14,47			
	Total	**22,51**			
HX	326/49	52,7	4	Nouvel Habitat/Pierres et territoires de France	8000
	Total	**52,7**			
(*) Surfaces exprimées en are					

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville de Strasbourg
Situation locative : terrains estimés à « l'état nu et libre »

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunal approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017, les parcelles sont situées en **zone UD1,** dont l'objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains. Les règles d'urbanisme de cette zone sont relativement souples, que ce soit pour l'implantation du bâti ou l'emprise au sol, permettant plus qu'ailleurs l'innovation urbaine.
Hauteur maximale : 40 mètres hors tout, SMS2 (35% minimum de logements sociaux pour les programmes d'un nombre supérieur ou égal à 12 logements).

Néanmoins le consultant nous précise « qu'un permis d'aménager modificatif a été délivré pour que les permis de construire non encore délivrés à la date d'opposabilité du nouveau document d'urbanisme, soient examinés sur la base du POS et non du PLU i ». La constructibilité des parcelles est en conséquence appréciée par rapport à la réglementation de la zone **POR UB7**, résultant de la modification n° 37 du POS intervenue le 27/11/2015 - Hauteur maximale : **40 mètres.**

Les parcelles reçoivent la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation

Les terrains, situés dans un quartier en pleine mutation, dans une zone à fort potentiel constructible ont été dépollués par l'EMS et viabilisés par la ville.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale globale des lots considérés peut être fixée à 6 800 000 € HT, valeur arrondie et détaillée comme suit :

Lot 1 (34,46 ares) : 2 136 520 € HT
Lot 3 (22.51 ares) : 1 395 620 € HT
Lot 4 (52.70 ares) : 3 267 400 € HT

Nota :

La présente évaluation est donnée sans tenir compte des éventuelles servitudes de nature à affecter les possibilités d'utilisation des sols.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques

et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 23 octobre 2017

Ilot démonstrateur résidentiel bois et biosourcé au Port du Rhin à Strasbourg
(action Ecocité) :
- Cession de terrains par la ville à de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (lot n° 3) ;
- Modification des modalités de cession des terrains au profit de la Société NOUVEL HABITAT (lot n° 1).

Par délibération du Conseil Municipal en date du 12 décembre 2016 il a notamment été entériné les points suivants :

- Désignation de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE lauréat de la nouvelle consultation du lot n° 3 ;
- Cession de parcelles par la ville de Strasbourg au profit de la Société NOUVEL HABITAT (lot n° 1).

Par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 16 décembre 2016, il a notamment été entériné le principe et les modalités de la cession par l'Eurométropole au profit de la ville de Strasbourg de terrains, propriété de l'Eurométropole, situés dans le lotissement de l'Ilot Bois dont la mise en œuvre du permis d'aménager relève exclusivement de la compétence de la Ville.

I. Rappel du contexte et avancement du projet Ilot Bois

1) Rappel du contexte

Depuis 2009, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg font partie des territoires labellisés par l'Etat au titre de la démarche Ecocité « Strasbourg métropole des Deux-Rives. » Le Conseil communautaire du 23 mars 2012 en avait validé les actions innovantes, ainsi que la convention signée avec l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations, opérateur de la démarche, afin de faire bénéficier les différents projets d'un accompagnement du Programme des Investissements d'Avenir au travers du Fonds *Ville de Demain*.

L'une des actions innovantes portées par l'Eurométropole Strasbourg consiste à favoriser l'émergence d'un projet immobilier démonstrateur d'envergure sur le site du Port du Rhin, dans le projet urbain secteur Deux-Rives : la réalisation d'un ilot bois, biosourcé à bilan bas

carbone. Il s'agit d'expérimenter la construction d'environ 420 logements en promotion privée et aidée, utilisant au maximum les matériaux bois et biosourcés (chanvre, paille…), avec des niveaux de hauteur peu réalisés en France (R+5 à R+10), sobre énergétiquement (BEPAS et RT -20 %), et à des coûts maitrisés permettant de réaliser une opération reproductible sur le territoire de l'agglomération.

Ce projet, dont la portée est nationale répond, entre autre, à la volonté de stimuler la filière bois et de construire, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, des ensembles immobiliers dont le bilan carbone est faible.

2) Etat d'avancement du projet

a) Permis d'aménager et permis d'aménager modificatifs

Il est rappelé que le projet de lotissement « Ilot Bois » est réalisé dans le cadre d'un permis d'aménager, délivré le 4 septembre 2015, dont la compétence de mise en œuvre relève de la Ville de Strasbourg et non de l'Eurométropole au regard de l'article L.5215-20 du Code général des collectivités territoriales.

Un permis d'aménager a fait l'objet d'un premier modificatif délivré le 8 décembre 2016. La modification portait sur ce qui suit rapporté par extrait :

« La modification porte sur le préambule du règlement du Permis d'Aménager du lotissement « Ilot Bois », à savoir : « En complément aux dispositions réglementaires du POS applicable à la date du Permis d'Aménager modificatif, les règles définies ci-après s'appliqueront aux différents lots. »

Le règlement du Permis d'Aménager « Ilot Bois » joint à la présente demande de Permis d'Aménager modificatif viendra se substituer au règlement du Permis d'Aménager approuvé le 4 septembre 2015. »

Ledit permis d'aménager a fait l'objet d'un deuxième modificatif délivré le 13 juin 2017. La modification portait sur les points suivants :

- *« La modification du découpage des lots 3 et 5, impliquant une modification du périmètre des espaces et équipements communs ;*
- *L'intégration d'hypothèses d'insertion de deux édicules techniques dans l'espace commun ;*
- *Une modification du programme des travaux sur la partie des réseaux secs Electricité de Strasbourg, concernant le projet d'implantation des deux transformateurs initialement prévus dans un local du parking silo et désormais répartis sur les deux locaux distincts, l'un dans le parking silo et l'autre sur l'espace commun. »*

b) Dépollution, travaux de viabilisation et d'aménagement des terrains

L'Eurométropole au titre de ses compétences a dépollué les terrains, et la Ville a réalisé les travaux de viabilisation et d'aménagement.

c) Consultations d'opérateurs immobiliers, désignation par délibération

Des consultations d'opérateurs immobiliers ont été lancées en mai 2013 et juin 2014. Les délibérations prises par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg respectivement des 17 et 21 février 2014, puis les 22 et 26 juin 2015 ont permis de désigner les lauréats des consultations pour les lots en accession (lot 1, 2 et 3) et en logement social (lot 4).

Suite au désistement du lauréat initial du lot n° 3, Nacarat, une nouvelle consultation a été lancée en juillet 2016. Les délibérations prises par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg les 12 et 16 décembre 2016 ont également permis de désigner le nouveau lauréat du lot n° 3 : le groupement constitué autour de PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (groupe PROCIVIS), du groupe SNI et la SOCIETE NATIONALE POUR L'ACCESSION A LA PROPRIETE (groupe PROCIVIS et SNI) dont PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE est le représentant.

d) Réalisation des premières cessions foncières portant sur le lot n° 2 et le parking silo, commencement des travaux sur le lot n° 2 et dépôt des permis de construire sur les lots n° 1 et 3

Les délibérations prises par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg les 12 et 16 décembre 2016 portaient notamment sur la cession par l'Eurométropole au profit de la ville de Strasbourg des parcelles d'assiette du lotissement ainsi que sur la vente par la Ville au profit de la Société BOUYGUES IMMOBILIER du lot n° 2 et du lot de parking silo.

Ces cessions foncières ont été réalisées courant juillet 2017. Les travaux sont en cours sur l'emprise foncière du lot n° 2, désormais propriété de la Société BOUYGUES IMMOBILIER.

Les lots n° 1 et 3 font l'objet d'un permis de construire actuellement en cours d'instruction, et dont la délivrance permet d'envisager la signature d'une promesse de vente avec les opérateurs fonciers NOUVEL HABITAT et PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE.

II. Cession foncière par la ville de Strasbourg au profit d'opérateurs fonciers

De manière identique aux termes des délibérations du Conseil municipal en date du 12 décembre 2016 et du Conseil de l'Eurométropole en date du 16 décembre 2016, le prix des cessions foncières a été établi par la collectivité sur la base d'un équilibre du bilan d'opération qui tient compte de la surface de plancher et du niveau d'innovation et d'ambition du projet, à la différence du service du Domaine qui l'établit sur un montant en ares.

1) Cession foncière par la ville de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (lot n° 3)

a) Programme de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE

Le programme prévisionnel se décompose comme suit :

- Construction d'un ensemble immobilier composé de deux immeubles en R+3 à R+8 avec un rez-de-chaussée et des noyaux centraux stabilisant en béton abritant les cages d'ascenseur, d'escalier et les paliers, complétés sur toute la structure par des planchers et murs en bois lamellés collés ;
- Le programme bénéficie d'une grande qualité d'usage : large majorité de logements traversants, logements situés sur les extrémités possédant de grandes terrasses, balcons filants avec surprofondeur au droit des séjours, de rangements intérieurs et sur les balcons à partir du T3, cages d'escaliers éclairées naturellement ;
- Création de 6.224 m² SP à vocation mixte de logements et d'activité, principalement d'habitat (90 logements), répartis entre 3 974 m² SP pour de l'accession libre, 1 721 m² SP pour du logement locatif et intermédiaire et 529 m² SP pour de l'activité ;
- Et acquisition de 60 places de stationnement dans l'ouvrage mutualisé de parking.

b) Approche environnementale :

La caractéristique innovante de cet Ilot Bois repose sur son approche environnementale. Ses enjeux sont notamment les suivants :

- L'utilisation de matériaux bois et biosourcés avec des niveaux de hauteur encore peu réalisés en France à ce jour ;
- Une approche énergétique et environnementale plus sobre avec en particulier, sur le plan énergétique, une mutualisation de la production d'énergie.

- Performance énergétique :
  - Construction d'un ensemble immobilier dont le niveau de performance énergétique est amélioré de 20% par rapport à la règlementation thermique ;
  - Le niveau E+ C- sera recherché compte tenu de la part de bois dans la construction, de la production de chaleur par géothermie sur nappe et de la performance de l'enveloppe du bâtiment.

- Puits de géothermie mutualisés :
  - La Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE s'est engagée à construire des puits de géothermie mutualisés (captage et rejet) et l'ensemble de leurs réseaux associés (jusqu'aux installations de production propres à chaque lot) pour l'ensemble des lots du lotissement avec une premières phase ferme concernant les lots n° 2 et 3. Chacun des titulaires des autres lots du lotissement de l'Ilot Bois s'est engagé à se raccorder à cette installation et à rembourser à PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE la quote-part de l'investissement correspondant à son lot. Les études et les installations seront menées de telle sorte à privilégier le passage des installations communes dans le domaine privé du lotissement. S'agissant d'une ressource aléatoire, la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE ne prend pas d'engagement de performance globale. La mise à disposition du système interviendra au plus tard le 30 septembre 2018 pour les lots n° 2 et 3 constituant la première phase de l'installation ;

- Un protocole sera signé entre la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE et chacun des titulaires du lot pour définir les engagements réciproques afférents aux puits de géothermie mutualisés.

- Clause pénale :
  - Les prescriptions environnementales et matériaux de construction visées dans le descriptif du projet ci-annexée, constituent une condition essentielle et déterminante de la transaction dont le respect sera assuré par une clause pénale contenant détermination des dommages et intérêts dus par l'acquéreur à la collectivité dans le cas où cet objectif ne serait pas atteint.
    En cas de modification des prescriptions environnementales la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE devra recueillir, préalablement au dépôt et à la délivrance du permis de construire modificatif, l'accord écrit de la ville de Strasbourg.
    En cas de non-respect des conditions environnementales et matériaux de construction ci-joints ou de modification desdites prescriptions et matériaux non autorisée pas la collectivité ainsi qu'il est dit ci-dessus, une somme de 70 € HT / m² de surface de plancher crée sera exigible par la collectivité auprès de l'acquéreur ou de son ayant droit. Pour s'assurer du respect de son engagement l'acquéreur s'engage à fournir à première demande du vendeur un certificat par niveau à atteindre signé par le maître d'ouvrage. A défaut, ou en cas de délivrance d'un certificat non signé et / ou non conforme, le vendeur pourra mettre en œuvre la clause pénale dans un délai de 6 mois à compter de sa réception, ou en cas de non-réception, à compter de la date de la première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception adressé à l'acquéreur lui demandant de fournir ledit certificat.

c) Foncier

- Description des biens immobiliers vendus

Un permis d'aménager a été délivré antérieurement à l'entrée en vigueur du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur l'ensemble du lotissement ILOT BOIS dans lequel est située l'emprise foncière objet de la présente délibération. Celle-ci est donc régie par les règles issues du Plan d'Occupation des Sols, applicables aux zones POR UB1 et POR UB7.

Les biens immobiliers vendus et objet de la présente délibération sont les suivants :

- La parcelle cadastrée section HX n° 319/9 d'une contenance de 14 ares 58 centiares ;
- La parcelle cadastrée section HX n° 312/6 d'une contenance de 8 ares 13 centiares.

Ces parcelles sont actuellement libres de tout occupant et nues. Elles présentaient des traces de pollution des sols qui ont fait l'objet d'une dépollution et d'une viabilisation.

- Montant de la cession foncière

Le service des Domaines a évalué les parcelles vendues aux termes d'un avis 2017/085 du 20 février 2017 à la somme 1 408 020 € HT.

Eu égard au projet envisagé, il est proposé de vendre ces parcelles à la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou toute personne physique ou morale qui sera substituée dans ses droits et obligations) au prix de :

- 1 400 400 € HT éventuelle TVA au taux légal en vigueur en sus pour une SDP de 6 224 m² à 225 € HT / m² de SDP créée ;
- En ce non compris les frais d'acte et émoluments du Notaire à la charge exclusive de l'acquéreur.

Ledit prix de vente sera exigible selon les modalités prévues à l'acte notarié.

- Conditions particulières de la cession foncière

La signature d'une promesse de vente pourra précéder la signature de l'acte de vente. Dans cette hypothèse un acompte de 5% du prix de vente HT des terrains sera versé par l'acquéreur à la ville de Strasbourg le jour de la signature de ladite promesse. En cas de non-réalisation de la vente en raison d'une défaillance ou du silence de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE, cet acompte restera acquis par la ville de Strasbourg. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

Outre les conditions générales, l'acte de vente à intervenir devra être assorti des conditions particulières suivantes :

- Les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur ;

- L'acquéreur s'oblige à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire (soit 6 224 m²). La collectivité n'aura pas à justifier de son éventuel refus de délivrer celui-ci. En cas de dépassement de plus de 5% de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 225 € HT (deux-cent vingt-cinq euros) par m² de surface de plancher créée supplémentaire. L'acquéreur donne tous pouvoirs au vendeur à l'effet de contrôler ledit projet. Ce supplément de prix est stipulé révisable uniquement à la hausse sur la base de l'augmentation de l'indice INSEE du coût de la construction, en prenant comme indic de base l'indice publié à la date de signature de l'acte constatant la vente du bien immobiliers objet des présentes et comme indice de révision l'indice connu à la date de paiement du complément de prix.
  Etant ici précisé que quelles que soit les évolutions du projet, il est convenu que le prix de vente HT du terrain ne pourra en aucun cas être inférieur au plancher de 1.400.400€ HT éventuelle TVA au taux légal en sus. Il n'y aura donc lieu à aucune diminution du prix au profit de l'ACQUEREUR, pour le cas où ce dernier ne réaliserait pas la totalité de la surface de plancher prévue ;

- L'acquéreur ne pourra pas revendre les parcelles nues objet de la présente délibération sans accord préalable de la ville de Strasbourg pendant une durée de 4 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente. Etant ici précisée que cette interdiction de revente porte sur les parcelles nues exclusivement et non sur la revente des lots de copropriété et constructions qui y seront érigées et dont la revente pourra être réalisée librement sans aucun accord préalable de la collectivité.
  Cette interdiction sera garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier ;

- L'acquéreur fera son affaire personnelle des vices cachés des sols et des sous-sols, et partant, de la prise en charge de l'ensemble des surcoûts éventuels engendrés ;

- La ville de Strasbourg réalisera le dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées ;

- La ville de Strasbourg prendra à sa charge les frais de travaux d'aménagement conformément aux dispositions de l'arrêté portant permis d'aménager du 4 septembre 2015, et des arrêtés portant modification audit permis en date du 8 décembre 2016 et du 13 juin 2017 ;

- L'acquéreur s'engagera aux termes d'une clause résolutoire qui stipulera que le démarrage des travaux devra intervenir au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations ;

- L'acquéreur s'obligera à acquérir auprès de la Société BOUYGUES IMMOBILIER les places de stationnement réglementaires nécessaires au projet du lot n° 3 et qui devront répondre aux besoins privatifs dudit lot.

La promesse de vente devra être signée, au plus tard, dans un délai de 6 mois à compter de la délibération. L'acte de vente, quant à lui, devra être signé, au plus tard, dans un délai de 12 mois à compter de la signature de la promesse de vente, à défaut une astreinte de 50 € HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur. Une prorogation desdits délais pourra néanmoins être accordée par le vendeur à la demande écrite de l'acquéreur.

2) Cession foncière au profit de la Société NOUVEL HABITAT (lot n° 1)

a) Rappel du contexte

La délibération prise par le Conseil Municipal de la ville de Strasbourg le 12 décembre 2016 a entérinée le principe et les modalités de cession au profit de la Société NOUVEL HABITAT, de la Société SCCV GREENWOOD (ou de toute société substituée dans ses droits et obligations).

Il était prévu la vente du terrain d'assiette du lot n° 1 par la Ville pour un montant de 1 262 200 € HT soit 200€ HT / m² de SDP pour 6.311 m². La surface de plancher a été

réduite. Par suite de différentes modifications du projet initial la surface de plancher est de 5 966 m². Par conséquent, le montant du prix de cession revenant à la ville de Strasbourg a été diminué à 1 193 200,00 € HT soit 200 € HT / m² de SDP pour 5 966 m².

b) Descriptif des biens immobiliers vendus et modalités de la cession foncière

Les termes de la délibération prise par le Conseil Municipal de la ville de Strasbourg le 12 décembre 2016, quant à la cession au profit de la Société NOUVEL HABITAT, SCCV GREENWOOD (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations), demeurent inchangées à l'exception du montant du prix de vente par suite de la diminution de la surface de plancher créée et des modalités et conditions de la vente ainsi indiqué ci-dessous.

- Descriptif des biens immobiliers vendus

Un permis d'aménager a été délivré antérieurement à l'entrée en vigueur du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur l'ensemble du lotissement ILOT BOIS dans lequel est située l'emprise foncière objet de la présente délibération. Celle-ci est donc régie par les règles issues du Plan d'Occupation des Sols, applicables aux zones POR UB1 et POR UB7.

Il est rappelé que les biens immobiliers vendus sont les suivants :

- La parcelle cadastrée section HX n° 322/49 d'une contenance de 14 ares 96 centiares ;
- La parcelle cadastrée section HX n° 325/49 d'une contenance de 19 ares 25 centiares ;
- La parcelle cadastrée section HX n° 310/6 d'une contenance de 25 centiares.

Ces parcelles sont actuellement libres de tout occupant et nues. Elles présentaient des traces de pollution des sols qui ont fait l'objet d'une dépollution et d'une viabilisation.

- Montant de la cession foncière

Le service des Domaines a évalué les parcelles vendues aux termes d'un avis 2017/085 du 20 février 2017 à la somme de 2 136.520,00 € HT selon un calcul établi à l'are et non sur la base d'un équilibre du bilan d'opération qui tient compte de la surface de plancher, et du niveau d'innovation et d'ambition du projet.

Eu égard au projet envisagé, aux nombreux surcoûts liés à la spécificité et aux innovations de celui-ci (construction d'ensembles immobiliers en bois, biosourcés, BEPAS, etc.) et afin de tenir compte de la diminution de la surface de plancher créée, la cession par la ville de Strasbourg au profit de la Société NOUVEL HABITAT, de la Société dénommée SCCV GREENWOOD (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) aura lieu moyennant un prix de :

- 1 193 200,00 € HT l'éventuelle TVA au taux légal en vigueur en sus pour une SDP de 5 966 m² à 200 € HT / m² de SDP créée ;
- En ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire à la charge exclusive de l'acquéreur.

Le paiement du prix aura lieu dans les conditions visées aux termes de la délibération prise par le Conseil municipal de la ville et l'Eurométropole de Strasbourg le 12 décembre 2016.

Il est néanmoins rappelé que ledit paiement de prix aura lieu partie comptant, partie à terme selon les modalités suivantes, savoir :

- 30 % à la signature de l'acte de vente soit la somme de 357 960 € HT ;
- 20 % 10 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 238 640 € HT ;
- 20 % 16 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 238 640 € HT ;
- 30 % 22 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 357 960 € HT.

Il est rappelé que le paiement du prix sera l'objet de garanties et/ou de cautionnements pris en sus par la Ville de Strasbourg afin d'en garantir le paiement, et un intérêt de retard de 7 % du prix total HT sera dû par l'acquéreur à première demande de la collectivité.

- Conditions particulières de la cession foncière

La signature d'une promesse de vente pourra précéder la signature de l'acte de vente. Dans cette hypothèse un acompte de 5% du prix de vente HT des terrains sera versé par l'acquéreur à la ville de Strasbourg le jour de la signature de ladite promesse. En cas de non-réalisation de la vente en raison d'une défaillance ou du silence de la Société NOUVEL HABITAT, la Société SCCV GREENWOOD (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations), cet acompte restera acquis par la ville de Strasbourg. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

Outre les conditions générales et les conditions prises aux termes de la délibération prise par la ville de Strasbourg le 12 décembre 2016, l'acte de vente à intervenir devra être assorti des conditions particulières suivantes :

- Les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur ;

- Les prescriptions environnementales et matériaux de construction visées dans le descriptif du projet ci-annexée, constituent une condition essentielle et déterminante de la transaction dont le respect sera assuré par une clause pénale contenant détermination des dommages et intérêts dus par l'acquéreur à la collectivité dans le cas où cet objectif ne serait pas atteint. En cas de modification des prescriptions environnementales la Société NOUVEL HABITAT devra recueillir, préalablement au dépôt et à la délivrance du permis de construire modificatif, l'accord écrit de la ville de Strasbourg. En cas de non-respect des conditions environnementales et matériaux de construction ci-joints ou de modification desdites prescriptions et matériaux non autorisée pas la collectivité ainsi qu'il est dit ci-dessus, une somme de 70€ HT / m² de surface de plancher crée sera exigible par la collectivité auprès de l'acquéreur ou de

son ayant droit. Pour s'assurer du respect de son engagement l'acquéreur s'engage à fournir à première demande du vendeur un certificat par niveau à atteindre signé par le maître d'ouvrage. A défaut, ou en cas de délivrance d'un certificat non signé et / ou non conforme, le vendeur pourra mettre en œuvre la clause pénale dans un délai de 6 mois à compter de sa réception, ou en cas de non-réception, à compter de la date de la première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception adressé à l'acquéreur lui demandant de fournir ledit certificat ;

- L'acquéreur s'oblige à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire (soit 5 966 m²). La collectivité n'aura pas à justifier de son éventuel refus de délivrer celui-ci. En cas de dépassement de plus de 5% de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200€ HT (deux-cent euros) par m² de surface de plancher créée supplémentaire. L'acquéreur donne tous pouvoirs au vendeur à l'effet de contrôler ledit projet. Ce supplément de prix est stipulé révisable uniquement à la hausse sur la base de l'augmentation de l'indice INSEE du coût de la construction, en prenant comme indic de base l'indice publié à la date de signature de l'acte constatant la vente du bien immobiliers objet des présentes et comme indice de révision l'indice connu à la date de paiement du complément de prix.
  Etant ici précisé que quelles que soit les évolutions du projet, il est convenu que le prix de vente HT du terrain ne pourra en aucun cas être inférieur au plancher de 1 193 200,00 € HT éventuelle TVA au taux légal en sus. Il n'y aura donc lieu à aucune diminution du prix au profit de l'ACQUEREUR, pour le cas où ce dernier ne réaliserait pas la totalité de la surface de plancher prévue ;

- L'acquéreur ne pourra pas revendre les parcelles nues objet de la présente délibération sans accord préalable de la ville de Strasbourg pendant une durée de 4 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente. Etant ici précisée que cette interdiction de revente porte sur les parcelles nues exclusivement et non sur la revente des lots de copropriété et constructions qui y seront érigées et dont la revente pourra être réalisée librement sans aucun accord préalable de la collectivité.
  Cette interdiction sera garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier ;

- L'acquéreur fera son affaire personnelle des vices cachés des sols et des sous-sols, et partant, de la prise en charge de l'ensemble des surcoûts éventuels engendrés ;

- La ville de Strasbourg réalisera le dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées ;

- La ville de Strasbourg prendra à sa charge les frais de travaux d'aménagement conformément aux dispositions de l'arrêté portant permis d'aménager du 4 septembre 2015, et des arrêts portant modification audit permis en date du 8 décembre 2016 et du 13 juin 2017 ;

- L'acquéreur s'engagera aux termes d'une clause résolutoire qui stipulera que le démarrage des travaux devra intervenir au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations ;

- L'acquéreur s'obligera à acquérir auprès de la Société BOUYGUES IMMOBILIER les places de stationnement réglementaires nécessaires au projet du lot n° 1 et qui devront répondre aux besoins privatifs dudit lot ;

- L'acquéreur s'obligera à s'acquitter de la quote-part d'investissement finançant l'installation de géothermie mutualisée correspondant à son lot auprès de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE qui en réalisera la construction. Il s'obligera, en outre, auprès de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE à se raccorder à ladite installation et à signer avec elle, dans les meilleurs délais, le protocole relatif à ladite installation.

La promesse de vente devra être signée au plus tard dans un délai de 6 mois à compter des délibérations. L'acte de vente, quant à lui, devra être signé dans un délai maximum de 12 mois à compter de la signature de la promesse de vente par chacune des parties, à défaut une astreinte de 50 € HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur. Une prorogation desdits délais pourra néanmoins être accordée à la demande écrite de l'acquéreur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la commission plénière après en avoir délibéré
vu la délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2015
portant sur le déclassement d'emprises
vu la délibération de la Commission permanente (Bureau) de
l'Eurométropole du 23 avril 2015 portant sur le déclassement d'emprises
vu la délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2016
portant sur la cession du lot n° 1 à la Société NOUVEL HABITAT et
sur la désignation du lauréat du lot n° 3
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de 16 décembre 2016 portant
sur la cession des terrains par l'Eurométropole au profit de la ville de Strasbourg
vu l'avis des services du Domaines n° 2017/085 en date du 20 février 2017

approuve

<u>1. La cession foncière par la ville de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) :</u>

- *La cession foncière par la ville de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) des parcelles cadastrées, savoir :*

Ban de Strasbourg
Lieudit Avenue du Pont de l'Europe
Section HX n° 319/9 d'une contenance de 14 ares 58 centiares ;
Section HX n° 312/6 d'une contenance de 8 ares 13 centiares.

- *la cession foncière entre la ville de Strasbourg et la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) pour un montant de 1.400.400€ HT pour une surface de plancher de 6.224 m² à 225€ HT / m² de surface de plancher créée en ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire et éventuelle TVA au taux légal en vigueur en sus ;*

- *le versement du montant du prix de vente revenant à la ville de Strasbourg aura lieu dans les conditions stipulées à l'acte de vente ;*

- *les frais inhérents à l'acte, émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur ;*

- *la prise en charge par la Ville des frais de travaux d'aménagement conformément aux dispositions de l'arrêté portant permis d'aménager du 4 septembre 2015, des arrêtés portant modification audit permis en date du 8 décembre 2016 et du 13 juin 2017 ;*

- *la réalisation par la ville de Strasbourg du dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées ;*

- *l'insertion dans l'acte contenant promesse de vente, le cas échéant, puis vente à venir des clauses suivantes :*

  - *En cas de signature d'une promesse de vente, clause stipulant le versement d'un acompte de 5% du prix de vente HT des terrains sera versé par l'acquéreur à la ville de Strasbourg le jour de la signature de la promesse de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de la société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE, cet acompte restera acquis par la ville de Strasbourg. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente ;*

  - *Clause d'interdiction de revendre à la charge de l'acquéreur les parcelles objet de la présente délibération, à l'état nu exclusivement, sans accord préalable de la ville de Strasbourg pendant une durée de 4 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente. Etant ici précisé que cette interdiction de revente porte sur les parcelles nues exclusivement, et non sur la revente des lots de copropriété et constructions qui y seront érigés, et dont la revente pourra être réalisée librement sans aucun accord préalable de la collectivité. Cette clause* sera *garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'oblige à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire (soit 6.224 m²). La collectivité n'aura pas à justifier de son éventuel refus si celui-ci n'est pas délivré. En cas de dépassement de plus de 5% de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 225€ HT (deux-cent vingt-cinq euros) par m² de surface de plancher créée supplémentaire. L'acquéreur donne tous pouvoirs au vendeur à l'effet de contrôler ledit projet ; Ce supplément de prix est stipulé révisable uniquement à la hausse sur la base de l'augmentation de l'indice INSEE du coût de la construction, en prenant comme indice de base l'indice publié à la date de signature de l'acte constatant la vente du bien immobiliers objet des présentes et comme indice de révision l'indice connu à la date de paiement du complément de prix.*
- *Cette clause stipulera, en outre, que quelles que soit les évolutions du projet, il est convenu que le prix de vente HT du terrain ne pourra en aucun cas être inférieur au plancher de 1.400.400€ HT éventuelle TVA au taux légal en sus. Il n'y aura donc lieu à aucune diminution du prix au profit de l'ACQUEREUR, pour le cas où ce dernier ne réaliserait pas la totalité de la surface de plancher prévue ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'engagera à l'égard de la collectivité à construire des puits de géothermie mutualisés (captage et rejet) et l'ensemble de leurs réseaux associés (jusqu'aux installations de production propres à chaque lot) pour l'ensemble des lots du lotissement avec une première phase ferme concernant les lots n° 2 et 3. Chacun des titulaires des autres lots du lotissement de l'Ilot Bois s'est engagé à se raccorder à cette installation et à rembourser à la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE la quote-part d'investissement correspondant à son lot. Les études et les installations seront menées de telle sorte à privilégier le passage des installations communes dans le domaine privé du lotissement. S'agissant d'une ressource aléatoire, ladite Société ne prendra pas d'engagement de performance globale. La mise à disposition du système interviendra au plus tard le 30 septembre 2018 pour les lots n° 2 et 3 constituant la première phase de l'installation ;*

- *Clause stipulant que les prescriptions environnementales et matériaux de construction visées dans le descriptif du projet ci-annexée, constituent une condition essentielle et déterminante de la transaction dont le respect sera assuré par une clause pénale contenant détermination des dommages et intérêts dus par l'acquéreur à la collectivité dans le cas où cet objectif ne serait pas atteint.*

- *En cas de modification des prescriptions environnementales la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE devra recueillir, préalablement au dépôt et à la délivrance du permis de construire modificatif, l'accord écrit de la ville de Strasbourg.*
- *En cas de non-respect des conditions environnementales et matériaux de construction ci-joints ou de modification desdites prescriptions et matériaux non autorisée pas la collectivité ainsi qu'il est dit ci-dessus, une somme de 70€ HT / m² de surface de plancher crée sera exigible par la collectivité auprès de l'acquéreur*

ou de son ayant droit. Pour s'assurer du respect de son engagement l'acquéreur s'engage à fournir à première demande du vendeur un certificat par niveau à atteindre signé par le maître d'ouvrage. A défaut, ou en cas de délivrance d'un certificat non signé et / ou non conforme, le vendeur pourra mettre en œuvre la clause pénale dans un délai de 6 mois à compter de sa réception, ou en cas de non-réception, à compter de la date de la première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception adressé à l'acquéreur lui demandant de fournir ledit certificat.

- *Clause résolutoire aux termes de laquelle l'acquéreur s'engagera au démarrage des travaux de construction à intervenir au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations ;*

- *Clause stipulant l'obligation d'acquérir par la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCES ALSACE (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) auprès de la Société BOUYGUES IMMOBILIER les places de stationnement réglementaires nécessaires au projet du lot n° 3 et qui devront répondre aux besoins privatifs dudit lot ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie, notamment au niveau de l'état des sols et des sous-sols et fera son affaire personnelle des éventuels surcoûts dans la mesure où il a pu mener toutes les investigations qu'il jugeait nécessaire et utile ;*

- *Clause d'astreinte relative à la signature de la promesse de vente qui devra être signée, au plus tard, dans un délai de 6 mois à compter de la présente délibération. L'acte de vente, quant à lui, devra être signé, au plus tard, dans un délai de 12 mois à compter de la signature de la promesse de vente. A défaut et dans ces deux hypothèses, une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit de la ville de Strasbourg. Une prorogation desdits délais pourra néanmoins être accordée par le vendeur à la demande écrite de l'acquéreur.*

2. La cession foncière par la ville de Strasbourg au profit de la Société NOUVEL HABITAT, la Société SCCV GREENWOOD (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations)

- *La cession foncière par la ville de Strasbourg au profit de la Société NOUVEL HABITAT, la Société SCCV GREENWOOD (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) des parcelles cadastrées, pour rappel :*

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue du Rhin Napoléon
Section HX n° 322/49 d'une contenance de 14 ares 96 centiares ;

Section HX n° 325/49 d'une contenance de 19 ares 25 centiares ;

Ban de Strasbourg
Lieudit Route du Rhin
Section HX n° 310/6 d'une contenance de 25 centiares.

- *la cession foncière entre la ville de Strasbourg et la Société NOUVEL HABITAT, la Société SCCV GREENWOOD (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations) pour un montant de 1.193.200,00€ HT (soit 200€ HT / m² pour une surface de plancher créée de 5.966 m²) en ce non compris les frais inhérents à l'acte et émoluments du Notaire et éventuelle TVA au taux légal en vigueur en sus ;*

- *il est rappelé que le versement du montant du prix de vente revenant à la ville de Strasbourg aura lieu dans les conditions suivantes :*

  - *30 % à la signature de l'acte de vente soit la somme de 357 960 € HT ;*

  - *20 % 10 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 238 640 € HT ;*

  - *20 % 16 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 238 640 € HT ;*

  - *30 % 22 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 357 960 € HT.*

  Il est rappelé que le paiement du prix sera l'objet de garanties et/ou de cautionnements pris en sus par la Ville de Strasbourg afin d'en garantir le paiement et un intérêt de retard de 7% du prix total HT sera dû par l'acquéreur à première demande de la Collectivité.

- *les frais inhérents à l'acte, émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur ;*

- *la prise en charge par la Ville des frais de travaux d'aménagement conformément aux dispositions de l'arrêté portant permis d'aménager du 4 septembre 2015, et des arrêtés portant modification audit permis en date du 8 décembre 2016 et du 13 juin 2017 ;*

- *la réalisation par la ville de Strasbourg du dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées ;*

- *l'insertion dans l'acte contenant promesse de vente, le cas échéant, puis vente à venir des clauses suivantes :*

- *En cas de signature d'une promesse de vente, clause stipulant le versement d'un acompte de 5% du prix de vente HT des terrains sera versé par l'acquéreur à la ville de Strasbourg le jour de la signature de ladite promesse. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de la société NOUVEL HABITAT, de la Société dénommée SCCV GREENWOOD (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations), cet acompte restera acquis par la ville de Strasbourg. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente ;*

- *Clause d'interdiction de revendre à la charge de l'acquéreur les parcelles objet de la présente délibération, à l'état nu exclusivement, sans accord préalable de la ville de Strasbourg pendant une durée de 4 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente. Etant ici précisé que cette interdiction de revente porte sur les parcelles nues exclusivement, et non sur la revente des lots de copropriété et constructions qui y seront érigés, et dont la revente pourra être réalisée librement sans aucun accord préalable de la collectivité. Cette clause* sera *garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'oblige à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire (soit 5.966 m²). La collectivité n'aura pas à justifier de son éventuel refus de délivrer celui-ci. En cas de dépassement de plus de 5% de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200€ HT (deux-cent euros) par m² de surface de plancher créée supplémentaire. L'acquéreur donne tous pouvoirs au vendeur à l'effet de contrôler ledit projet. Ce supplément de prix est stipulé révisable uniquement à la hausse sur la base de l'augmentation de l'indice INSEE du coût de la construction, en prenant comme indic de base l'indice publié à la date de signature de l'acte constatant la vente du bien immobiliers objet des présentes et comme indice de révision l'indice connu à la date de paiement du complément de prix.*
- *La clause stipulera, en outre, que quelles que soit les évolutions du projet, il est convenu que le prix de vente HT du terrain ne pourra en aucun cas être inférieur au plancher de 1.193.200,00€ HT éventuelle TVA au taux légal en sus. Il n'y aura donc lieu à aucune diminution du prix au profit de l'ACQUEREUR, pour le cas où ce dernier ne réaliserait pas la totalité de la surface de plancher prévue ;*

- *Clause stipulant que les prescriptions environnementales et matériaux de construction visées dans le descriptif du projet ci-annexée, constituent une condition essentielle et déterminante de la transaction dont le respect sera assuré par une clause pénale contenant détermination des dommages et intérêts dus par l'acquéreur à la collectivité dans le cas où cet objectif ne serait pas atteint.*

- *En cas de modification des prescriptions environnementales la Société NOUVEL HABITAT devra recueillir, préalablement au dépôt et à la délivrance du permis de construire modificatif, l'accord écrit de la ville de Strasbourg.*

- *En cas de non-respect des conditions environnementales et matériaux de construction ci-joints ou de modification desdites prescriptions et matériaux non autorisée pas la collectivité ainsi qu'il est dit ci-dessus, une somme de 70 € HT / m² de surface de plancher crée sera exigible par la collectivité auprès de l'acquéreur ou de son ayant droit. Pour s'assurer du respect de son engagement l'acquéreur s'engage à fournir à première demande du vendeur un certificat par niveau à atteindre signé par le maître d'ouvrage. A défaut, ou en cas de délivrance d'un certificat non signé et / ou non conforme, le vendeur pourra mettre en œuvre la clause pénale dans un délai de 6 mois à compter de sa réception, ou en cas de non-réception, à compter de la date de la première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception adressé à l'acquéreur lui demandant de fournir ledit certificat.*

- *Clause résolutoire aux termes de laquelle l'acquéreur s'engagera au démarrage des travaux de construction à intervenir au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie, notamment au niveau de l'état des sols et des sous-sols et fera son affaire personnelle des éventuels surcoûts dans la mesure où il a pu mener toutes les investigations qu'il jugeait nécessaire et utile ;*

- *Clause stipulant l'obligation d'acquérir par la Société NOUVEL HABITAT, la Société SCCV GREENWOOD (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations) auprès de la Société BOUYGUES IMMOBILIER les places de stationnement réglementaires nécessaires au projet du lot n° 1 et qui répondront aux besoins privatifs dudit lot ;*

- *Clause stipulant que la Société NOUVEL HABITAT, la Société dénommée SCCV GREENWOOD (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations) s'engagera à régulariser le protocole d'accord avec la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations) et à s'acquitter auprès d'elle de sa quote-part d'investissement correspondant à la réalisation de l'installation de géothermie mutualisée et à se raccorder à celle-ci ;*

- *Clause d'astreinte relative à la signature de la promesse de vente qui devra être signée, au plus tard, dans un délai de 6 mois à compter de la présente délibération. L'acte de vente, quant à lui, devra être signé, au plus tard, dans un délai de 12 mois à compter de la signature de la promesse de vente. A défaut et dans ces deux hypothèses, une astreinte de 50€ par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit de la ville de Strasbourg. Une prorogation desdits délais pourra néanmoins être accordée par le vendeur à la demande écrite de l'acquéreur.*

décide

l'imputation budgétaire de la recette sur la ligne : fonction AP0157, programme 1051, service AD07 du budget ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à :

- *Signer l'acte contenant promesse de vente, le cas échéant, puis vente à intervenir entre la ville de Strasbourg et la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (ou toute Société substituée dans ses droits et obligations) pour un montant de 1 400 400,00 € HT, dont le paiement aura lieu dans les conditions visées à l'acte de vente à venir.*

  La promesse de vente, le cas échéant, ainsi que la vente seront assorties des conditions sus-visées.

  Percevoir, en cas de signature d'une promesse de vente, le montant de l'acompte de 5 % par suite de la signature de la promesse de vente puis percevoir le montant du prix de vente.

  Percevoir, le cas échéant, le paiement de toute charge, taxe, impôt payé forfaitairement et / ou par anticipation et dû au prorata temporis par l'acquéreur au profit du vendeur du fait de la signature de l'acte de vente.

  Percevoir, de manière générale, toute somme due du fait de la signature de l'acte de vente.

- *Signer l'acte contenant promesse de vente, le cas échéant, puis vente à intervenir entre la ville de Strasbourg et l'opérateur immobilier du lot 1, la Société NOUVEL HABITAT, de la Société dénommée SCCV GREENWOOD (ou toute Société substituée dans ses droits obligations) pour un montant de 1.193.200,00 € HT, dont le versement aura lieu savoir :*

  - *30 % à la signature de l'acte de vente soit la somme de 357 960 € HT ;*

  - *20 % 10 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 238 640 € HT ;*

  - *20 % 16 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 238 640 € HT ;*

  - *30 % 22 mois au plus tard après la signature de l'acte de vente soit la somme de 357 960 € HT.*

Le paiement du prix sera l'objet de garanties et/ou de cautionnements pris en sus par la Ville de Strasbourg afin d'en garantir le paiement et un intérêt de retard de 7 % du prix total HT sera dû par l'acquéreur à première demande de la collectivité.

La promesse de vente ainsi que la vente seront assorties des conditions sus-visées.

Percevoir, en cas de signature d'une promesse de vente, le montant de l'acompte de 5 % par suite de la signature de la promesse de vente puis percevoir le montant du prix de vente ;

Percevoir, le cas échéant, le paiement de toute charge, taxe, impôt payé forfaitairement et / ou par anticipation et dû au prorata temporis par l'acquéreur au profit du vendeur du fait de la signature de l'acte de vente ;

Percevoir, de manière générale, toute somme due du fait de la signature de l'acte de vente.

- *Signer tout acte ou document concourant à la bonne mise en œuvre de la présente délibération et de façon générale à faire le nécessaire.*

Adopté le 23 octobre 2017
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 26 octobre 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY

Téléphone : 03 88 10 35 13

Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/085

Le 20/02/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Service politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : lots de terrain (lotissement communal)

ADRESSE DU BIEN : route du Rhin, rue du Rhin Napoléon, avenue du pont de l'Europe

VALEUR VÉNALE : 6 477 760 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 27/01/2017
Demande reçue le : 27/01/2017
Visite le :
Renseignements complémentaires reçus le : 15/02/2017
Dossier en état : 15/02/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE

Cession à divers promoteurs de lots dépendant d'un lotissement communal crée dans le cadre du projet Ecocité démonstrateur bois.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	Parcelle cédée	Surface (are)	Lot(s)	Acquéreur
HX	322/49	**14,96**	1A	Nouvel Habitat
HX	310/6	0,25	1 B	Nouvel Habitat
HX	325/49	19,25		
		19,5		

Section	Parcelle cédée	Surface (are)	Lot(s)	Acquéreur
HX	313//6	0,18	2	Bouygues immobilier
HX	314/6	1,13		
HX	317/49	3,51		
HX	323/49	27,43		
		32,25		
HX	319/9	14,58	3	Pierres et territioires de France
HX	312/6	8,13		
		22,71		
HX	321/49	**15,06**	silo PKG	Bouygues immobilier
TOTAL		**104,48**		

Descriptif sommaire :

Cinq lots de terrain créés dans le cadre du projet écocité d'îlot démonstrateur bois, à partir de la division d'une unité foncière de forme grossièrement rectangulaire (environ 180 mètres de large sur 95 mètres de profondeur, bordée au Nord par l'avenue de Vitry le François et à l'Est par la rue des cavaliers).

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg (acquisition en cours)

6 - URBANISME ET RESEAUX :

- Au PLU intercommunautaire (PLU i) approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017, les parcelles sont situées en **zone UD1,** dont l'objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains. Les règles d'urbanisme de cette zone sont relativement souples, que ce soit pour l'implantation du bâti ou l'emprise au sol, permettant plus qu'ailleurs l'innovation urbaine. Hauteur maximale : 40 mètres hors tout, SMS2 (35% minimum de logements sociaux pour les programmes d'un nombre supérieur ou égal à 12 logements).

- Par mail du 17/02/2017, le consultant nous informe toutefois « qu'un permis d'aménager modificatif a été délivré pour que les permis de construire non encore délivrés à la date d'opposabilité du nouveau document d'urbanisme, soient examinés sur la base du POS et non du PLU i ». La constructibilité des parcelles sera donc appréciée par rapport à la réglementation de la zone **POR UB7**, résultant de la modification n° 37 du POS intervenue le 27/11/2015 - Hauteur maximale : 40 mètres.

Les parcelles reçoivent la qualification de TAB au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation

Les terrains, situés dans un quartier en pleine mutation, dans une zone à fort potentiel constructible (40 mètres) ont été dépollués par l'EMS et viabilisés par la ville.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale globale des lots considérés peut être fixée à 6 477 760 € HT, détaillée comme suit :

Section	n°	Surface (are)	Permis construire	Zonage retenu pour apprécier la constructibilité	Htr (mètres)	Valeur vénale HT
HX	322/49	14,96	>23/01/2017	POR UB7	40	**2 136 520 €**
HX	310/6	0,25				
HX	325/49	19,25				
Total lot 1 (1A et 1B)		**34,46**				
HX	313//6	0,18	Delivré en Juillet 2016	POR UB7	40	**1 999 500 €**
HX	314/6	1,13				
HX	317/49	3,51				
HX	323/49	27,43				
Total lot 2		**32,25**				
HX	319/9	14,58	>23/01/2017	POR UB7	40	**1 408 020 €**
HX	312/6	8,13				
Total lot 3		**22,71**				
HX	321/49	15,06	Delivré le 04/05/2016	POR UB7	40	**933 720 €**
Total lot 4 (PKG)		**15,06**				
TOTAL		**104,48**	**TOTAL**			**6 477 760 €**

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique



COMMENT SE DÉROULE L'ÉVALUATION ?

Une fois votre dossier réceptionné, le Domaine rend son avis dans un délai d'un mois. Ce délai peut cependant être aménagé en cas de projet important ou complexe. Il ne court qu'à compter de la réception par le Domaine d'un dossier complet.

Les évaluateurs du Domaine procèdent à l'évaluation en utilisant la méthode adaptée à votre projet (par comparaison, par le revenu, par le compte à rebours...) et des outils spécifiques (données internes et externes) en s'appuyant sur les mêmes références de transactions que les experts immobiliers privés. Pour plus d'informations sur les méthodes et outils d'évaluation, consultez la Charte !

Quand la valeur vénale ou locative du bien est établie, vous recevez un « Avis du Domaine » comportant la désignation et la valeur du bien, la méthode utilisée... Pour les dossiers plus complexes, un rapport d'évaluation vous est également transmis. *Attention, la valeur vénale d'un bien est probable et non certaine, à la différence du prix qui valide un accord entre deux parties.*

Vous n'êtes pas tenu de suivre l'avis du Domaine ! En revanche, vous devrez obligatoirement viser cet avis dans la délibération autorisant la transaction envisagée.

QUELS SONT LES ENGAGEMENTS DU DOMAINE ?

2999

Une évaluation indépendante et objective :
les évaluateurs du Domaine sont soumis aux règles déontologiques des fonctionnaires.

Une évaluation de qualité, claire et compréhensible
le Domaine vous garantit une prestation de qualité, centrée sur les enjeux de votre collectivité.

Une mission d'évaluation menée en toute confidentialité
Les conditions de saisine, les méthodes utilisées, les conséquences de l'évaluation sont détaillées dans la Charte de l'évaluation du Domaine.

Une réponse dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier complet, sauf complexité particulière du dossier.

Retrouvez la Charte de l'évaluation sur le portail
collectivites-locales.gouv.fr

© Direction générale des Finances publiques - Cab-Com - décembre 2016

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

COLLECTIVITÉS LOCALES

La Charte de l'évaluation en bref

4 QUESTIONS POUR COMPRENDRE L'ÉVALUATION DE VOS PROJETS IMMOBILIERS PAR LE DOMAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

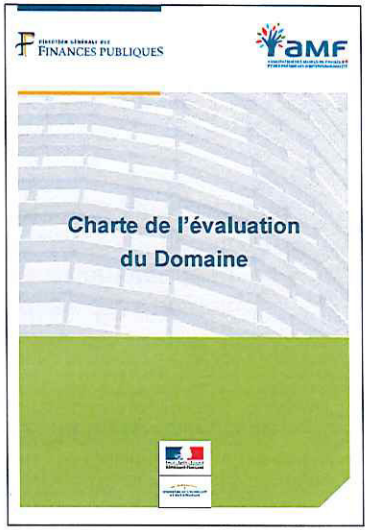
Projet d'acquisition (amiable, droit de préemption, expropriation) ou de prise à bail immobilière, opération de cession...

La gestion du patrimoine immobilier de votre collectivité est un enjeu essentiel.

Le Domaine est votre interlocuteur privilégié lors de vos opérations immobilières.

Mais connaissez-vous bien les différents aspects de l'évaluation domaniale ?

La Charte de l'évaluation du Domaine, consultable sur le portail ***collectivites-locales.gouv.fr***, répond à vos interrogations et constitue le nouveau cadre partenarial dans lequel s'inscrivent les consultations des collectivités.



Découvrez-la en 4 questions !

POURQUOI SAISIR LE DOMAINE ?

Dans certains cas, la collectivité est tenue de consulter le Domaine pour connaître la valeur d'un immeuble qu'elle envisage d'acquérir, de prendre à bail ou de céder.

La consultation du Domaine répond aux objectifs d'une plus grande transparence de l'action publique en matière immobilière et d'un meilleur contrôle de la dépense publique.

Les cas de saisine obligatoire du Domaine sont précisés dans la **Charte de l'évaluation du Domaine**.

Attention, les seuils de consultation obligatoire relatifs aux acquisitions hors expropriation et aux prises à bail viennent d'être actualisés, afin de prendre en compte l'évolution du marché immobilier.

En-dehors des cas de saisine obligatoire, le Domaine ne fournit plus d'évaluation à titre officieux, sauf dans certaines situations dérogatoires strictement limitées (cf. notice du dossier de saisine du Domaine).

Dans les autres situations, vous pouvez - si vous le souhaitez - recourir au service « Demande de valeurs foncières », via le portail *collectivites-locales.gouv.fr*, qui permet d'obtenir des termes de comparaison pour l'estimation de la valeur des biens.

Nouveaux seuils de consultation obligatoire du Domaine applicables au 1er janvier 2017

Acquisition amiable, par adjudication ou par exercice du droit de préemption (immeubles, fonds de commerce, servitudes, droits sociaux)	**À partir de 180 000€** (hors droits et taxes)
Acquisition par voie d'expropriation ou réalisée en zone d'aménagement différée, ou par exercice du droit de préemption urbain renforcé	**Aucun seuil** (consultation dès le 1er euro)
Prise à bail (uniquement) : baux de tous types, renouvellement, avenant modifiant les conditions d'un bail initial, location-vente	**À partir de 24 000€ de loyer annuel** (charges comprises)
Cession d'immeubles par les communes > 2000 habitants, les départements, les régions, les EPCI et les syndicats mixtes	**Aucun seuil** (consultation dès le 1er euro ou cession gratuite)

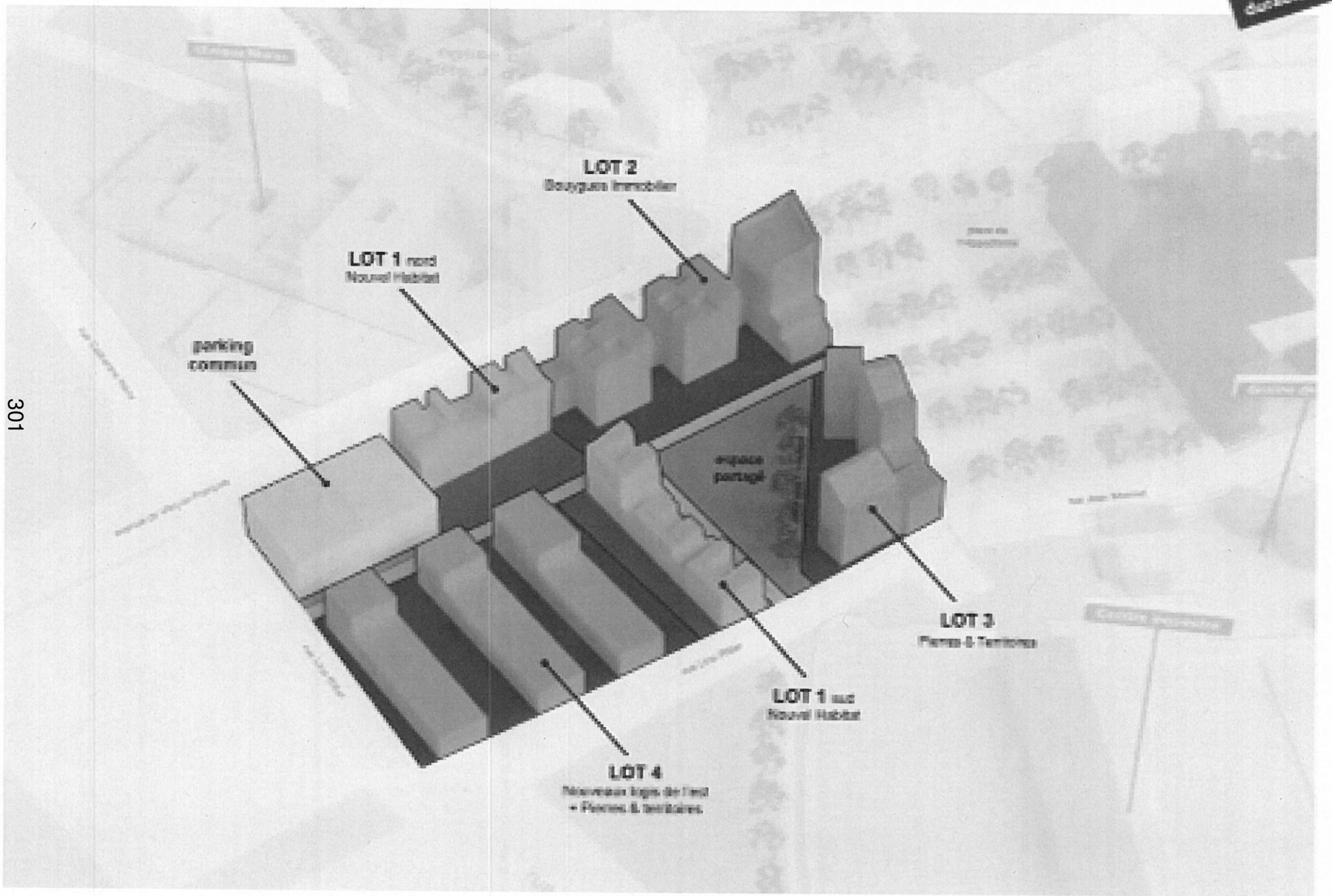
COMMENT SAISIR LE DOMAINE ?

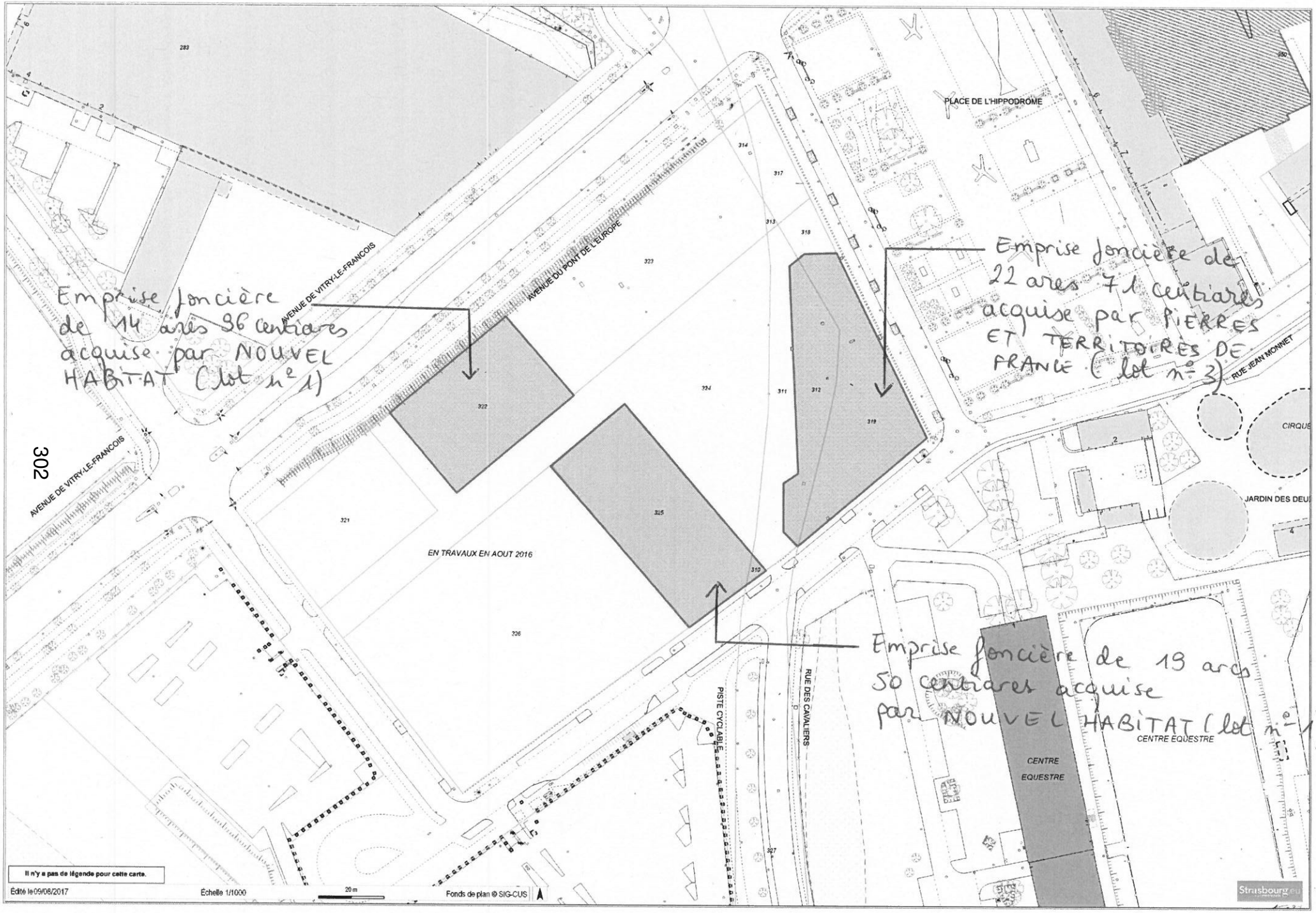
Le pôle d'évaluation du Domaine, au sein de la direction régionale ou départementale des Finances publiques, est votre interlocuteur.
Attention, l'organisation des services d'évaluation du Domaine évolue à compter du 1er septembre 2017.

Il convient de saisir le Domaine suffisamment en amont de l'opération, dès lors que votre projet est suffisamment défini et avancé pour permettre d'instruire utilement la demande.

Pour saisir le Domaine, vous pouvez demander un dossier de saisine normé à votre service du Domaine, ou bien le télécharger sur le site *collectivites-locales.gouv.fr*. Vous y décrirez le bien et le projet envisagé dans toutes ses composantes et joindrez obligatoirement les pièces nécessaires.

Ilot Bois : localisation des lots




Emprise foncière de 14 ares 36 centiares acquise par NOUVEL HABITAT (lot n° 1)
Emprise foncière de 22 ares 71 centiares acquise par PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE (lot n° 3)
Emprise foncière de 19 ares 50 centiares acquise par NOUVEL HABITAT (lot n° 1)
AVENUE DE VITRY-LE-FRANCOIS
AVENUE DU PONT DE L'EUROPE
PLACE DE L'HIPPODROME
RUE JEAN MONNET
CIRQUE
JARDIN DES DEUX
EN TRAVAUX EN AOUT 2016
PISTE CYCLABLE
RUE DES CAVALIERS
CENTRE EQUESTRE
CENTRE EQUESTRE
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Edité le 09/08/2017
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

302

C. Îlot bois à bilan bas carbone Port du Rhin à Strasbourg

place de l'Hippodrome

Descriptif

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de la démarche Écocité, « Strasbourg, métropole des Deux Rives », ont fait le choix de favoriser l'émergence d'un projet immobilier démonstrateur d'envergure dans le quartier du Port du Rhin, à proximité du jardin des Deux Rives.

Le projet Écocité d'îlot démonstrateur résidentiel bois à bilan bas carbone a pour objectif d'expérimenter la construction d'un îlot de grande taille (environ 400 logements), utilisant au maximum les matériaux bois (notamment pour la structure), avec des niveaux de hauteur peu réalisés en France (R+5 à R+10), sobre énergétiquement (Bâtiments Passifs), et à des coûts maîtrisés permettant de réaliser une opération reproductible sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ensemble de l'îlot, situé sur 2 hectares de terrain, propriété de la collectivité et réalisé dans le cadre d'un permis d'aménager est constitué de 4 lots à dominante de logements sur environ 29 600 m² SP, répartis comme suit : 3 lots en accession à la propriété (21 600 m² SP) et 1 lot en logement social (8 000 m² SP). 1 lot dédié à un parking silo répond à l'ensemble des besoins en stationnement auto/moto de l'îlot.

Le projet est cofinancé à hauteur de 3,7 M€ par le fonds Ville de demain du Programme des Investissements d'Avenir.



©Lot 2 - Bouygues Immobiler - KOZ architectes - ASP Architecture

Grande hauteur
Bilan carbone

Maîtres d'ouvrage : Nouvel Habitat (lot 1), Bouygues immobilier (lot 2), PTFA (lot 3), NLE (lot 4)

Architectes : Tectoniques et Atelier D (lot 1), KOZ architectes et ASP architecture (lot 2), Rey Lucquet (lot 3)

Entreprises bois : Spie Bat. Est et Ecologgia (lot 1) ; Eiffage Construction (lot 2) ; Mathis (lot 3)

Bureaux d'études : Liermann (bureau d'études thermiques et qualité environnementale), Charpente Concept (bureau d'études bois) (lot 1) ; Illios (bureau d'études thermiques), Ingénierie Bois (bureau d'études bois), Eiffage construction - concept Lignum (bureau d'études bois et structure) (lot2) Mathis (BE bois), CTE (structure), Sextant (fluides et thermiques), ESP (acoustique) (lot 3) ; ASP architecture (AMO) Lot 4 ; SOCOTEC (contrôleur technique) sur les 4 lots.

Typologie de projet : logements en accession, logements sociaux et commerces

Nombre de logements : 443 (331 en accession et 112 sociaux)

Surface de Plancher : 29 600 m²

Hauteur : R+3 à R+10

Année de livraison : à partir de 2019



Un montage collaboratif

Les innovations visées sont multiples :

- Techniques et énergétiques : hauteur, compatibilité entre structure bois, confort d'été, acoustique, sécurité incendie, sismique et qualité environnementale de bâtiments collectifs, bilan bas carbone ;
- Montage de projet collaboratif au dispositif « horizontal » de consultation avec désignation dès le démarrage du projet de chaque lot d'une équipe constituée d'un promoteur auquel le lot sera cédé, de ses principaux prestataires techniques y compris entreprises (architecte, bureaux d'études notamment en ingénierie du bois, et entreprise de construction bois). Cela permet un fonctionnement équilibré d'échanges entre acteurs pour définir et vérifier ensemble les solutions constructives envisageables et les verrous technologiques à lever ;
- Accompagnement des équipes de projets :
  - pour d'une part garantir le niveau d'ambition du projet par un comité scientifique dénommé cercle de qualité composé d'experts de la filière de la construction bois et de la performance énergétique coordonnés par le pôle de compétitivité Fibres Energivie ;

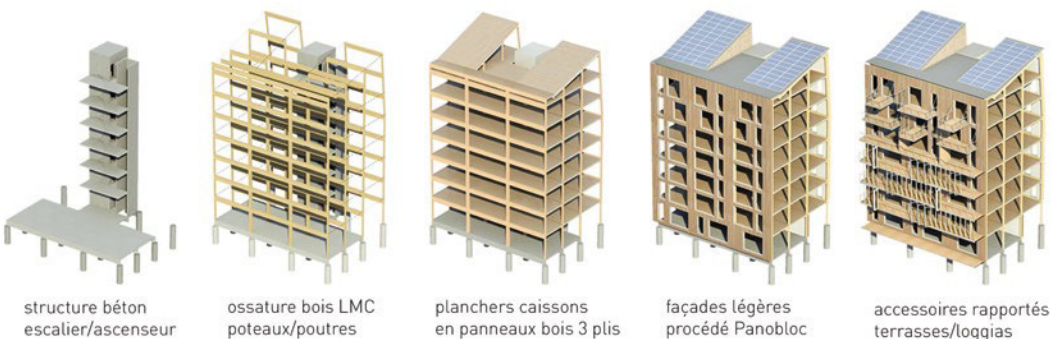
- et d'autre part garantir l'opérationnalité du projet : par une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'évaluation de l'innovation et de l'assurabilité des constructions de l'îlot bois. Il s'agit là d'identifier les sujets d'innovation au sein des procédés constructifs dans le but de lever les obstacles juridiques, techniques et économiques, mais également d'établir une stratégie d'actions pour lever les potentiels blocages et accompagner l'obtention des assurances pour les maîtres d'ouvrage concernés.

Description et innovations des projets envisagés

Lot n°1 en accession à la propriété porté par Nouvel Habitat

Le projet : le programme de niveau BEPAS totalise 6 013 m² SP à vocation de logements (soit 96 logements).
Le projet est composé de deux immeubles séparés par le cheminement public destiné aux modes doux.
Le premier immeuble, aligné sur l'avenue Vitry le François, est constitué de 7 niveaux, sous forme de séquences aux volumétries différenciées (alternance de volumes de 5 et de 7 niveaux) au traitement architectural distinct. Les façades sont en bardage bois, accompagnant ainsi par l'écriture architecturale la vocation démonstratrice de l'îlot bois. Le second immeuble, situé en cœur d'îlot au Sud, comporte 4 niveaux. La majorité des logements dispose d'un prolongement extérieur (balcon ou jardin).

L'innovation constructive : le projet propose une structure mixte comprenant bois et béton. L'ossature poteaux-poutres, les éléments de façade et les planchers sont en bois de provenance locale (en panneaux préfabriqués ou lamellé-collé selon les éléments) tandis que le noyau central en béton permet d'assurer le contreventement, la protection incendie des dégagements et apporte une certaine inertie thermique au bâtiment. Par ailleurs, le système d'accroche des balcons, reposant sur une structure suspendue en acier accrochée à la façade, constitue elle aussi une certaine innovation.



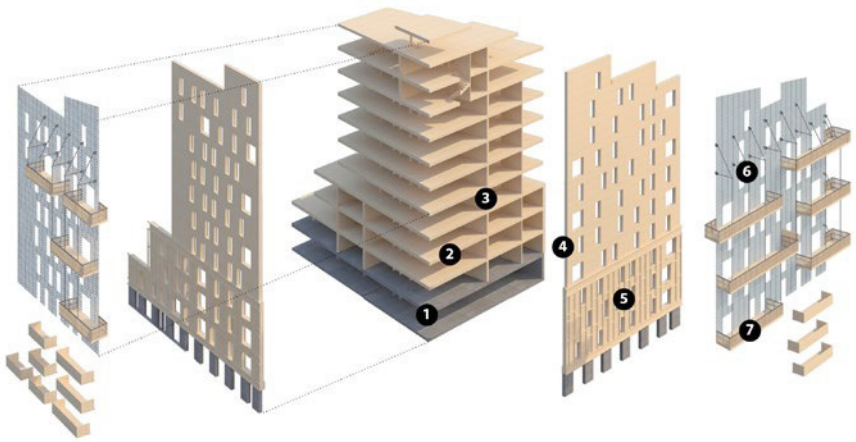
©Tectoniques, Atelier D



Lot n°2 en accession à la propriété portée par Bouygues immobilier

Le projet : le programme de niveau BEPAS se compose de 8 451 m² SP à vocation mixte de logements (soit 146 logements) et 830 m² SP de commerces en rez-de-chaussée.
Le projet est composé d'un immeuble implanté le long de l'avenue Vitry le François et assurant le traitement de l'angle avec la place de l'Hippodrome.
L'immeuble collectif sur l'avenue est constitué de 11 niveaux maximum, sous forme d'un socle épais de 4 niveaux au traitement architectural distinct, sur lequel émergent des volumes de 5 à 7 niveaux. La hauteur de l'immeuble s'abaisse sur la place pour assurer la transition avec le débouché de la venelle et le lot 3.
Les façades sont en bardage métallique à partir du 4e étage. La majorité des logements dispose d'un prolongement extérieur (balcon ou jardin).

L'innovation constructive : le projet propose un système constructif très ambitieux pour un bâtiment de plus de 10 étages, proposant des structures de plus en plus légères suivant les niveaux des étages. Ainsi, socle et rez-de-chaussée sont construits en béton armé afin d'assurer la reprise des charges, puis les murs porteurs et les façades sont en panneaux bois contrecollés. Enfin, les façades des derniers niveaux et des bâtiments interplots sont en ossature bois. Un système en poteaux/poutres en bois lamellé collé et planchers en panneaux de bois contrecollés vient compléter le dispositif technique.



©KOZ architectes

1. Soubassement béton
2. Plancher bois lamellé croisé 20 cm
3. Mur intérieur lamellé croisé
4. Isolation fibre de bois 6 cm intérieur / 20 cm extérieur
5. Bardage bois caisson mélèze
6. Bardage acier inoxydable perforé
7. Balcons bois

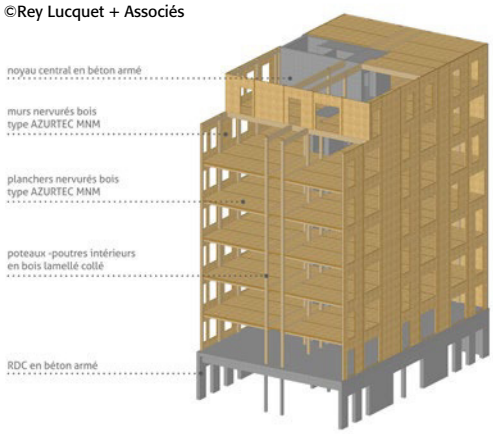
Lot n°3 en accession à la propriété et logement locatif intermédiaire porté par Pierres et Territoires de France Alsace et Nouveau Logis de l'Est

Le projet : Le programme de 6 200 m² SP est à vocation mixte de logements (soit 90 logements) et d'activité (530 m² SP) en rez-de-chaussée avec un niveau RT -20 % visé.
Le projet se compose de deux immeubles marquant l'angle sud-est de l'îlot bois, face au centre équestre et à la place de l'hippodrome.
Les constructions s'implantent en limite du terrain. Inscrit dans une équerre, le projet libère le sol côté jardin public. Les deux bâtiments sont maintenus à distance par un vide qui génère une tension et un cadrage serré vertical vers le ciel. Au sol, l'ouverture est plus généreuse pour favoriser le contact entre l'espace public et le parc en cœur d'îlot.

Les deux bâtiments se développent du R+4 jusqu'au R+8 à l'angle des rues François Noblat et Lina Ritter. L'architecture en gradins permet de développer de nombreuses terrasses habitables aux dimensions généreuses. Le parti architectural, singulier dans le paysage, joue un rôle de signal urbain.

L'innovation constructive : Les deux immeubles, pour les murs périphériques et les dalles, sont conçus avec une structure bois, assemblage de panneaux CLT collés à des « épines » en bois (solives). Ces éléments collés sont utilisés en tant que panneaux de façade et de plancher. Un système poteaux /poutres reprend la charge des planchers au centre des bâtiments.
Cette structure basée sur une trame constructive, est stabilisée par des circulations verticales et un socle au RDC en béton armé. La conception simple, rationnelle et compacte des bâtiments assure une parfaite constructibilité technique.

©Rey Lucquet + Associés





©Rey Lucquet + Associés



Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 28

Ilot démonstrateur résidentiel bois et biosourcé au Port du Rhin à Strasbourg (action Ecocité) : Cession de terrains par la ville de Strasbourg au profit de la Société PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE ALSACE (lot n° 3) - délibération modificative.

Pour	48
	308
Contre	0
Abstention	0

ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Avis préalable de la ville de Strasbourg à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de trois parcelles sis rue Mélanie à Strasbourg Robertsau (avis du Conseil municipal Art 5211-57 du CGCT).

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-57 du Code Général des collectivités Territoriales (art 43 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999), le Conseil est appelé à donner son avis sur les projets de transactions immobilières prévus par l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Dans le cadre d'une régularisation foncière de voirie rue Mélanie à Strasbourg - Robertsau, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite procéder à l'acquisition de trois parcelles auprès des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg d'une surface totale de 5,61 ares.

Les trois parcelles sont destinées à intégrer le domaine public de l'Eurométropole.

Cette transaction interviendra au prix de 12 000 € l'are prix pratiqué dans ce secteur en matière de voirie, soit 67 320 €.

Il est proposé au Conseil municipal de la ville de Strasbourg de donner un avis favorable à cette acquisition.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
donne un avis favorable

à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles cadastrées sis lieudit rue Mélanie à Strasbourg Robertsau suivantes :

Section AX n°303/36 de 0,81 are

Section BN n°78/38 de 3,97 ares
Section BN n°183/06 de 0,83 are
Soit une surface totale de 5,61 ares, propriété des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg au prix de 12 000 € l'are soit un prix global de 67 320 €.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018


Parcelles rue mélanie
Robertsau
PARC DE POURTALES
STADE POURTALES
CLUB-HOUSE
FERME DE BUSSIERE
CHATEAU DE POURTALÈS
HOPITAL DE LA ROBERTSAU
INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS
CRECHE
CONSULAT DU MEXIQUE
CENTRE SOCIO-CULTUREL L'ESCALE
MEDIATHEQUE Parc de la Petite Orangerie
EGLISE PROT.
MAIRIE DE QUARTIER
Mail St-François
ECOLE ELEMENTAIRE ROBERTSAU
ECOLE MAT DE LA ROBERTSAU
MAISON DE RETRAITE
Place des Conscrits
Square des Haies Vives
JARDINS FAMILIAUX
CARPE-HAUTE
ENGELBRECHTSWOERTH
ATELIERS Ems
CUS HABITAT
STADE DE LA
Rue Mélanie
Rue Kempf
Rue Himmerich
Rue de la Renaissance
Rue du Général Lejeune
Rue Médiane
Rue du Docteur Woehrlin
Rue Gustave Binger
Rue de la Carpe Haute
Rue de l'Afrique
Rue de Rouen
Rue de la Lamproie
Rue Constant Strohl
Rue Lovisa
Rue des Maraîchers
Rue Marguerite Perey
Rue Kamm
R.Closener
Kleinbeltzwoerth
Schneidersgarten
Krausengarten
Brunnwasser
Vixwoerth
Soeldnerswoerth
Oberglaserswoerth
Altenhof
Klaeubelswoerth
Wolfsschiess
Koepfel
Grieswoerthel
Engelbrechtswoerth
Niedersand
Kleinniedersand
Sendel
Kefig
BASSIN ALBERT


Parcelles rue mélanie
409
370
408
198
137
165
364
363
73
77
81a
248
474
473
431
421
419
292
69
71
79
427
75
428
246
430
418
81
420
70
302
359
361
183
303
78
182
55
66
10
7
60
67
9
312
Édité le 23/07/2018
Échelle 1/695
13.9 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Strasbourg Zac des Poteries - Acquisition amiable par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la SERS de terrains d'assiette du P+R et du futur pôle d'échange - (Avis du Conseil municipal - Article L.5211-57 du CGCT).

I – CONTEXTE

1. Projet d'acquisition des terrains d'assiette du parking-relais tram et réalisation d'un pôle d'échanges (terrain 2 du plan ci-joint)

Par délibération en date du 28 octobre 2011, le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg (aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg) a déclaré d'intérêt général le projet d'extensions Ouest de la ligne/tram A vers Strasbourg/Hautepierre (branche "A1") et Strasbourg/Poteries (branche "A2"), incluant la réalisation d'aménagements d'accompagnement (aménagements urbains sur des sections de voiries non concernées par l'extension du tram, réseau de pistes cyclables, maillage des lignes bus en couloirs dédiés, parking-relais) dans l'objectif d'équilibrer la qualité de vie urbaine et environnementale de l'ensemble des quartiers de l'Eurométropole.

A ce titre, la gestion du terminus de la ligne D à l'extrémité sud de l'Allée François Mitterrand a nécessité la création d'une zone de stationnement permettant le rabattement des flux entrants automobiles en provenance de l'ouest strasbourgeois.
Un parking-relais d'une contenance d'environ 100 places a ainsi été aménagé, tel que matérialisé sur le plan ci-joint (annexe 3), sur un terrain restant à urbaniser dans le cadre de la ZAC des Poteries (secteur ZB5), appartenant à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS).

Cette dernière, en sa qualité de concessionnaire de la ZAC des Poteries, a ainsi accepté de s'engager sur le principe d'une mise à disposition à titre précaire et gratuite, au bénéfice de l'Eurométropole, des terrains lui appartenant et nécessaires à la réalisation du parking-relais susvisé suivant convention en date des 30 juillet et 10 septembre 2014.
Ladite convention a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2018.

Aux termes de ce contrat, les parties avaient par ailleurs déjà acté le principe du rachat par l'Eurométropole de Strasbourg, avant la fin de la concession, de l'ensemble de l'emprise du terrain impacté par les aménagements spécifiques liés au tram.

Or, dans le cadre de la fusion de la Communauté de communes des Châteaux avec l'Eurométropole de Strasbourg, une réflexion sur la restructuration du réseau de transports en commun a été menée.
Il s'agit, entre autres, d'améliorer l'interconnexion avec la ligne D du tramway située sur l'avenue François Mitterrand, et les lignes de bus urbaines et d'autocars interurbaines.

Suivant courrier en date du 2 mai 2018, la SERS a donné son accord au dépôt d'un permis d'aménager sur ces emprises foncières (parcelles OE n° 584/1 et OE n° 552/1) en vue de l'extension de l'actuel parking relais et d'un pôle d'échanges TRAM/Bus.

Ces travaux, en cours de réalisation sous maîtrise d'ouvrage déléguée donnée à la CTS, doivent être livrés pour la rentrée scolaire 2018/2019 conformément à l'avenant n°27 à la convention de concession Eurométropole de Strasbourg/CTS relative à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain et non urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg.

A terme, ce pôle représentera un point de connexion pour de futures lignes de transports en commun, issues de réflexions d'amélioration des déplacements sur le secteur Ouest de l'Eurométropole de Strasbourg. Il se compose, d'une voie de liaison entre la rue de Wasselonne à Eckbolsheim et l'avenue François Mitterrand à Strasbourg Poteries et de 5 quais de dépose voyageurs. Il sera implanté au Nord du P+R Poteries existant et permettra le retournement et le rabattement des lignes 4a, 41, 70 de la CTS, ainsi que des déviations ponctuelles pour les lignes 205, 209, 220, 230, 240 et 404 de la CTBR.

Ainsi, sur proposition de la SERS et au-delà des termes prévus dans la convention de mise à disposition, les parties se sont entendues - sous réserve de l'accord définitif de leurs instances délibérantes respectives - sur le principe du rachat par l'Eurométropole, avant la fin de la concession, de la totalité des emprises des terrains 1 et 2 (en jaune sur le plan infra), impactée - pour partie - par les aménagements spécifiques liés au tram (en rouge sur le plan infra), à la valeur plafond du bilan prévue aux termes du compte rendu financier 2016 et ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 22 décembre 2017.

L'acquisition des parcelles cadastrées section OE numéros 584/1 et 552/1 (terrains 2), objet de la présente délibération, sera réalisée dans un premier temps. Celle du terrain OD numéro 455/1 (terrain 1) se fera dans un second temps.

II –VENTE PAR LA SERS A L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg envisage ainsi d'acquérir, aux conditions ci-après précisées, savoir :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Koenigshoffen - Cronenbourg
Les parcelles cadastrées :
Section OE numéro 584/1 de 67,73 ares,

Section OE numéro 552/1 de 3,69 ares,
Soit une superficie totale de 71,42 ares.

Etant ici précisé que cette acquisition :
- est réalisée en vue de la régularisation foncière du parking relais existant, de son extension et de l'aménagement sur partie de l'emprise d'un pôle d'échanges bus-tram pour lequel l'Eurométropole de Strasbourg a d'ores et déjà obtenu un accord de la SERS afin de réaliser lesdits travaux ainsi qu'il est rappelé ci-dessus,
- est réalisée conformément au Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) (ci-joint).
Ainsi, la SERS devant encore réaliser des aménagements sur partie de la parcelle cadastrée section OE numéro 552/1, une convention d'occupation précaire et de travaux sera régularisée avec la SERS concomitamment à l'acquisition par l'Eurométropole.

Prix de vente

Au terme de l'article 25 de la convention de concession d'aménagement de Hautepierre du 30 décembre 1967, et ses avenants successifs, a été précisé ce qui suit :
« A la fin de la concession, les terrains et immeubles situés à l'intérieur du périmètre concédé, qui n'auraient pu être revendus, seront cédés au concédant à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 17 alinéa 4 ».

L'article 17 de ladite convention dispose par ailleurs que :
« Le prix demandé (...) sera fixé en accord avec le concédant après avis de l'administration des domaines ».

L'acquisition de ces deux parcelles est proposée au prix de 2.002.001 euros hors taxes (TVA éventuelle et frais de notaire en sus) ventilée de la façon suivante :

- concernant la parcelle cadastrée section OE n° 584/1 moyennant le prix de 2.002.000 euros hors taxes,
- concernant la parcelle cadastrée section OE n° 552/1 moyennant le prix de 1 euro hors taxes (conformément au Plan d'Aménagement de Zone qui prévoyait son aménagement avant rétrocession par la SERS).

Etant précisé que l'emprise foncière à acquérir a fait l'objet d'un avis rendu par le service des domaines le 15 mars 2018.

Conditions des ventes à intervenir

a) conformément au Plan d'aménagement projeté du 11 juin 2018 et au Plan d'Aménagement de zone approuvé en date du 17 décembre 2010, la SERS s'obligera aux termes de l'acte de vente à réaliser, à ses frais exclusifs et sous sa responsabilité, les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section OE n°552/1.
   Pour ce faire une convention de mise à disposition sera régularisée avec la SERS concomitamment à l'acte de vente de ce foncier.

b) une partie de la parcelle cadastrée section OE n°584/1 fait l'objet d'une convention de mise à disposition précaire consentie par la SERS au profit de HABITATION

MODERNE, de l'entreprise générale désignée par cette dernière ainsi que des sous-traitants de ladite entreprise générale, en date du 26 février 2018.
Cette convention a pour objet de créer un accès chantier pour l'opération de construction menée actuellement par HABITATION MODERNE sur les parcelles OE 588/1 et OD 466/1.

La SERS informera sans délai l'Eurométropole de toute demande de modification de ladite convention de mise à disposition et s'oblige à ne pas en consentir de nouvelle, sans accord préalable de l'Eurométropole, avant signature de l'acte de vente.

La ville de Strasbourg est consultée pour avis sur la régularisation de ces acquisitions intervenant sur son territoire et ce, conformément à l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'article L5211-57 du code général des collectivités territoriales
Vu la convention de concession d'aménagement de
Hautepierre du 30 décembre 1967 et ses avenants
Vu la convention de mise à disposition régularisée entre la SERS et l'Eurométropole
les 30 juillet et 10 septembre 2014 et son avenant n°1 des 19 février et 29 mars 2018
Vu la convention d'occupation précaire entre la SERS
et HABITATION MODERNE du 26 février 2018
Vu l'avis de France Domaine en date du 15 mars 2018
Vu les plans d'aménagement de zone et plan d'aménagement projeté
Sur proposition de la Commission plénière
Après en avoir délibéré
Emet un avis favorable

- à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) des emprises foncières suivantes:

Commune de Strasbourg
Banlieue de Koenigshoffen - Cronenbourg
Section OE n° 584/1 d'une contenance de 67,73 ares
Section OE n° 552/1 d'une contenance de 3,69 ares
Soit une superficie totale de 71,42 ares

Moyennant le prix savoir :
-pour la parcelle cadastrée section OE n°584/1 : 2.002.000 euros hors taxe et frais – TVA éventuelle en sus à la charge de l'acquéreur au taux en vigueur ;
-pour la parcelle cadastrée section OE n°552/1 : 1 euro hors taxe et frais – TVA éventuelle en sus à la charge de l'acquéreur au taux en vigueur.

<u>Conditions de la vente à intervenir</u>

Conformément au Plan d'Aménagement projeté du 11 juin 2018 et au Plan d'Aménagement de zone approuvé en date du 17 décembre 2010, la SERS s'obligera aux termes de l'acte de vente à réaliser, à ses frais et sous sa responsabilité, les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section OE n°552/1.

Pour ce faire, une convention de mise à disposition sera régularisée concomitamment à l'acte de vente de ce foncier.

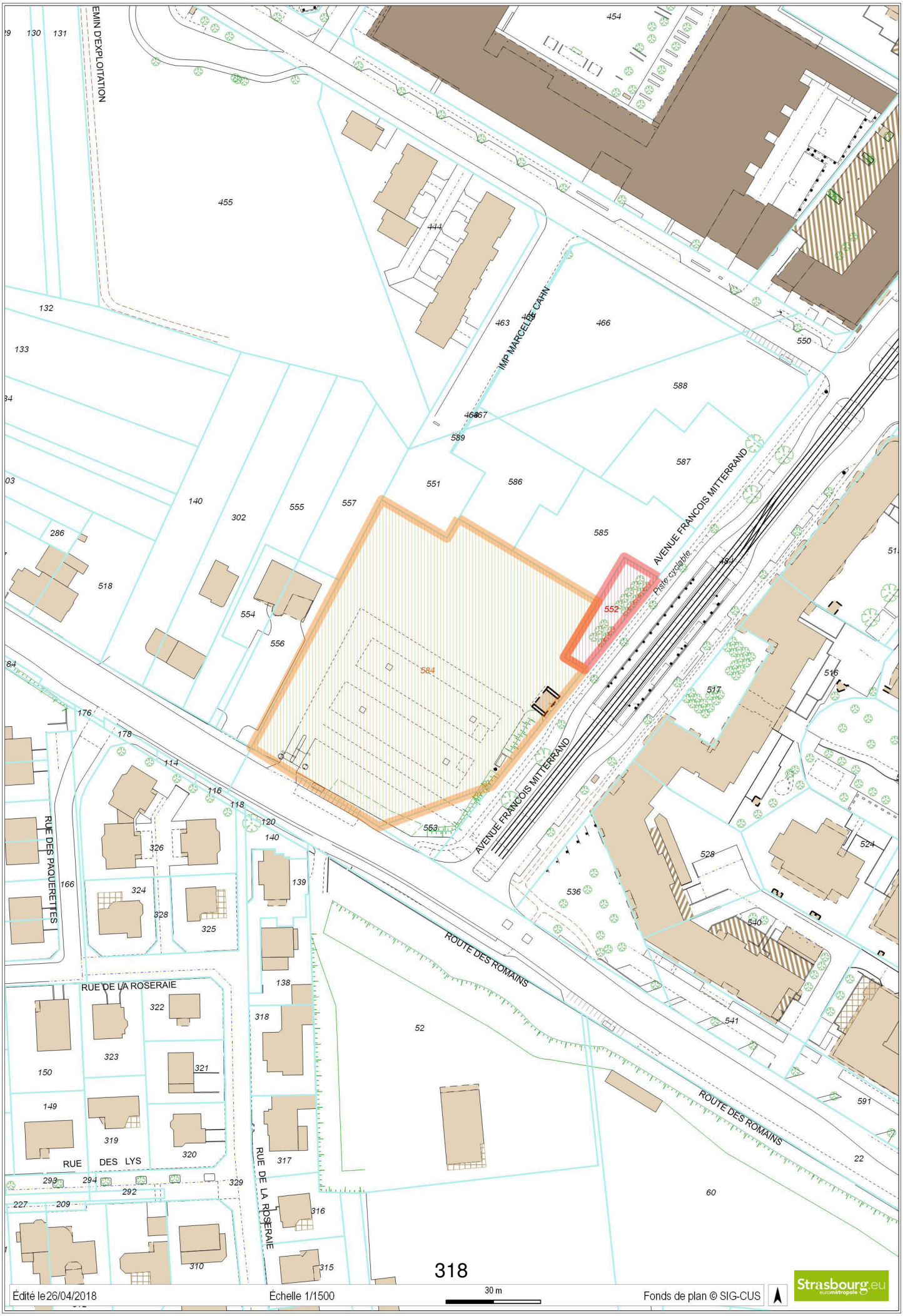
Concernant l'acquisition de la parcelle cadastrée section OE n°584/1 : cette parcelle fait l'objet d'une convention de mise à disposition précaire, à titre gratuit, consentie par la SERS au profit de HABITATION MODERNE, de l'entreprise générale désignée par cette dernière ainsi que des sous-traitants de ladite entreprise générale, en date du 26 février 2018.

L'Eurométropole de Strasbourg viendra aux droits de la SERS dans l'application de ladite convention dès régularisation de l'acte de vente.

Jusqu'à cette date, la SERS informera sans délai l'Eurométropole de toute demande modification de ladite convention de mise à disposition et s'oblige à ne pas en consentir de nouvelle sans accord préalable de l'Eurométropole.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018


EMIN D'EXPLOITATION
IMP MARCELLE CAHN
AVENUE FRANCOIS MITTERRAND
Piste cyclable
RUE DES PAQUERETTES
RUE DE LA ROSERAIE
ROUTE DES ROMAINS
RUE DES LYS
584
552
553
318
Édité le 26/04/2018
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 15 mars 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/0209

Ville de Strasbourg et Eurométropole.
Service Conduite de Projets de Transports
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : Emprise foncière partiellement aménagée.

ADRESSE DU BIEN : ZAC DES POTERIES À STRASBOURG-HAUTEPIERRE.

VALEUR VÉNALE : 29 000 € HT/ARE REPRÉSENTANT UNE VALEUR ARRONDIE DE 2 070 000 € HT POUR 71,42 ARES.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme MERTZ (elisabeth.mertz@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 22/02/2018
DATE DE RÉCEPTION : 27/02/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 07/03/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Acquisition d'une emprise foncière de 71,42 ares destinée à la réalisation d'un pôle d'échanges de futures lignes de transports en commun et le tram D.

L'emprise à évaluer se situe à l'angle de l'avenue François Mitterrand et la route de Wasselonne.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Sections	Parcelles	Superficie/ ares	Zonage PLUi
OE	584/1	67,73	UDz2 – 20mHT – SMS1
	552/1	3,69	
	TOTAL	71,42	

Les deux parcelles figurent à cheval sur les îlots ZA6 et ZB5 du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC des Poteries. L'îlot ZA est destiné principalement à la réalisation d'opérations d'habitats collectifs sous forme très urbaine (R+3 à R+6), l'îlot ZB même type d'opérations avec présence d'activités tertiaires, de service et de commerce aux extrémités de l'axe urbain structurant (R+3 à R+5).

Une emprise de 48 ares en limite Sud de la parcelle n° 584/1 fait actuellement l'objet d'une convention de mise à disposition à titre précaire et gratuitement au profit de l'EMS qui y a aménagé le parking-relais des Poteries d'environ 100 places et une aire de retournement de bus avec local conducteur au niveau du terminus de la ligne de tram D. Une conduite traverse la partie non aménagée de la parcelle n° 584/1.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : SERS
Terrain partiellement aménagé en parking-relais.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en secteurs ZA6 et ZB5 du PAZ de la ZAC des Poteries, suivant la dernière mise à jour et en zone UDz2, 20mHT, SMS1 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
La zone UD est une zone urbaine à vocation mixte qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.
Le secteur UDz2 correspond au Parc des Poteries.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservies par les VRD.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 29 000 € HT :
71,42 ares * 29 000 €/are = 2 071 180 €, arrondi à 2 070 000 € HT.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

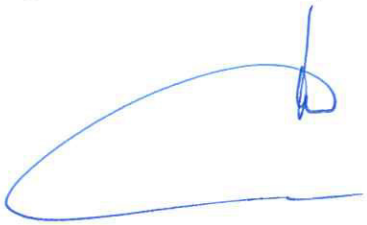
9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

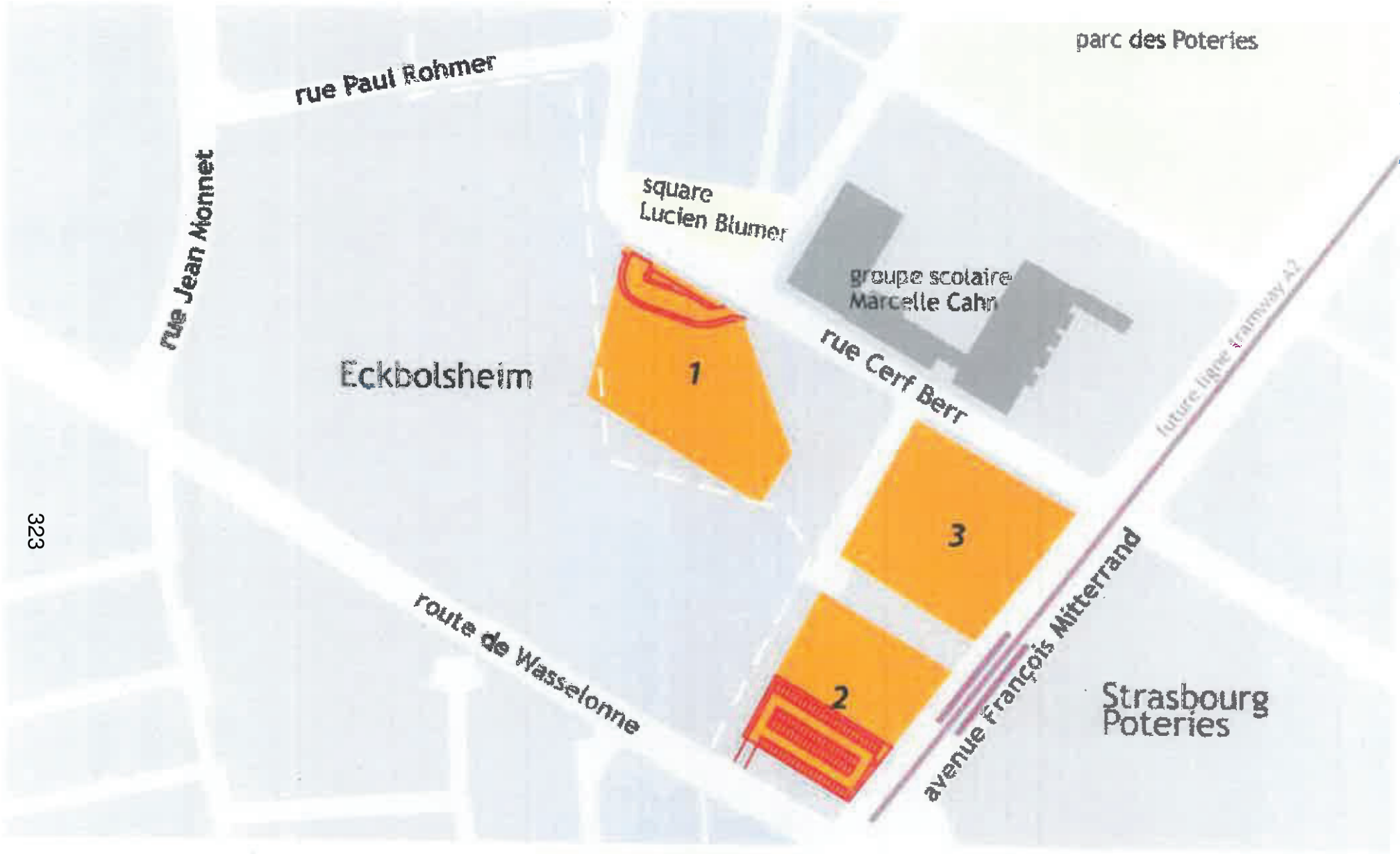
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin



Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau

ANNEXE 3


parc des Poteries
rue Paul Rohmer
rue Jean Monnet
square Lucien Blumer
groupe scolaire Marcelle Cahn
Eckbolsheim
1
rue Cerf Berr
future ligne tramway A2
3
2
route de Wasselonne
avenue François Mitterrand
Strasbourg Poteries
limite communale
terrain constructible ZAC Poteries
aménagements spécifiques pour la mise en place de la ligne de transport en commun
0
100
200m
Nord

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

CREATION D'UN POLE D'ECHANGES TRAM/BUS
A STRASBOURG - POTERIES

EXECUTION

EXE 1.1

LOT N°1 : VOIRIE - ASSAINISSEMENT
PLAN D'AMENAGEMENT PROJETE





Maître d'ouvrage

Compagnie des Transports Strasbourgeois
14 rue de la Gare aux Marchandises CS 15002
67030 STRASBOURG CEDEX 2

Maître d'oeuvre

SODEREF Agence d'Alsace
13 rue du Château d'Angleterre
67200 STRASBOURG CEDEX 2
T. 03.88.83.80.83
Fx. 03.88.83.61.45

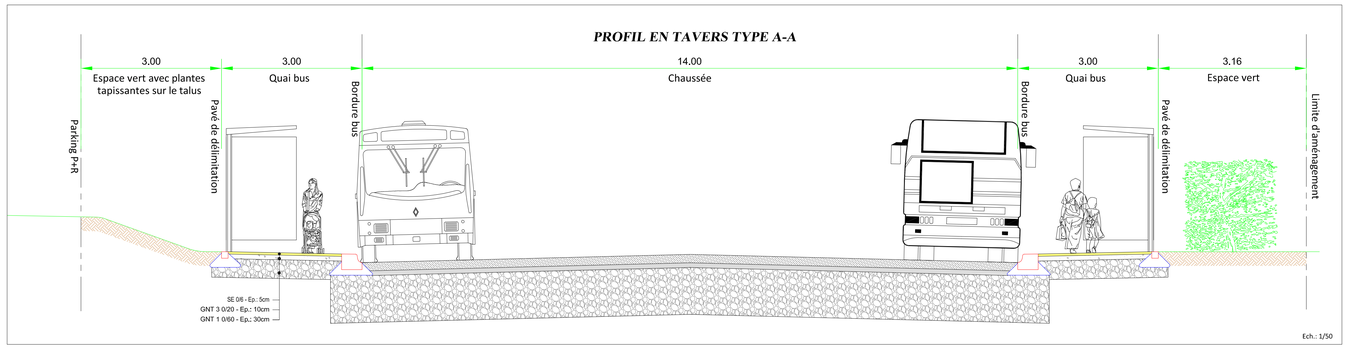
Echelle : 1/250

Plan de référence	INDICE	MODIFICATIONS	DATE
EP	A	Création du document	30/05/18
AVP	B	Elargissement du trottoir Ouest suivant demande du MOA	11/06/18
PRO	C		
DCE	D		
EXE	E		
Plan topographique : ...	F		

Numéro d'affaire : 4680
Chef de projet : R. Balzer — Email : renaud.balzer@soderef.fr
Projeteur : JF Mayer — Email : jf.mayer@soderef.fr

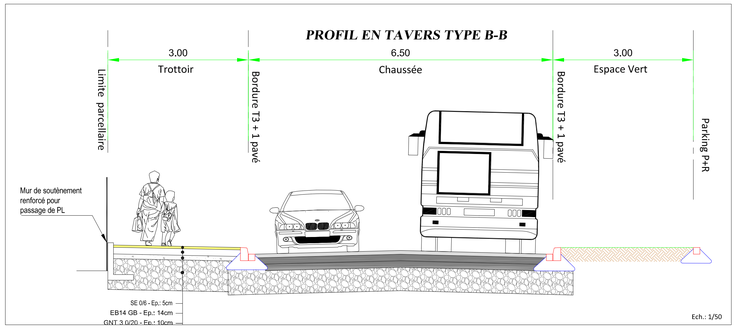
Mai 2018

PROFIL EN TAVERS TYPE A-A



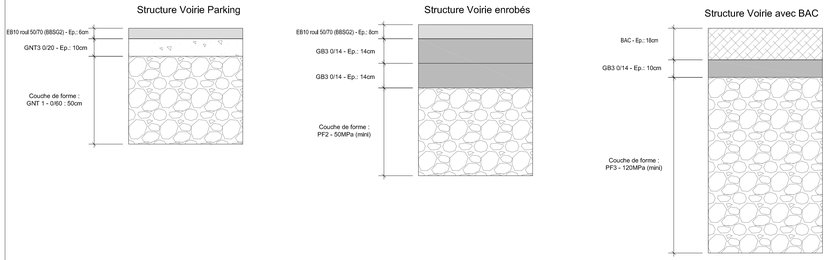
Ech. : 1/50

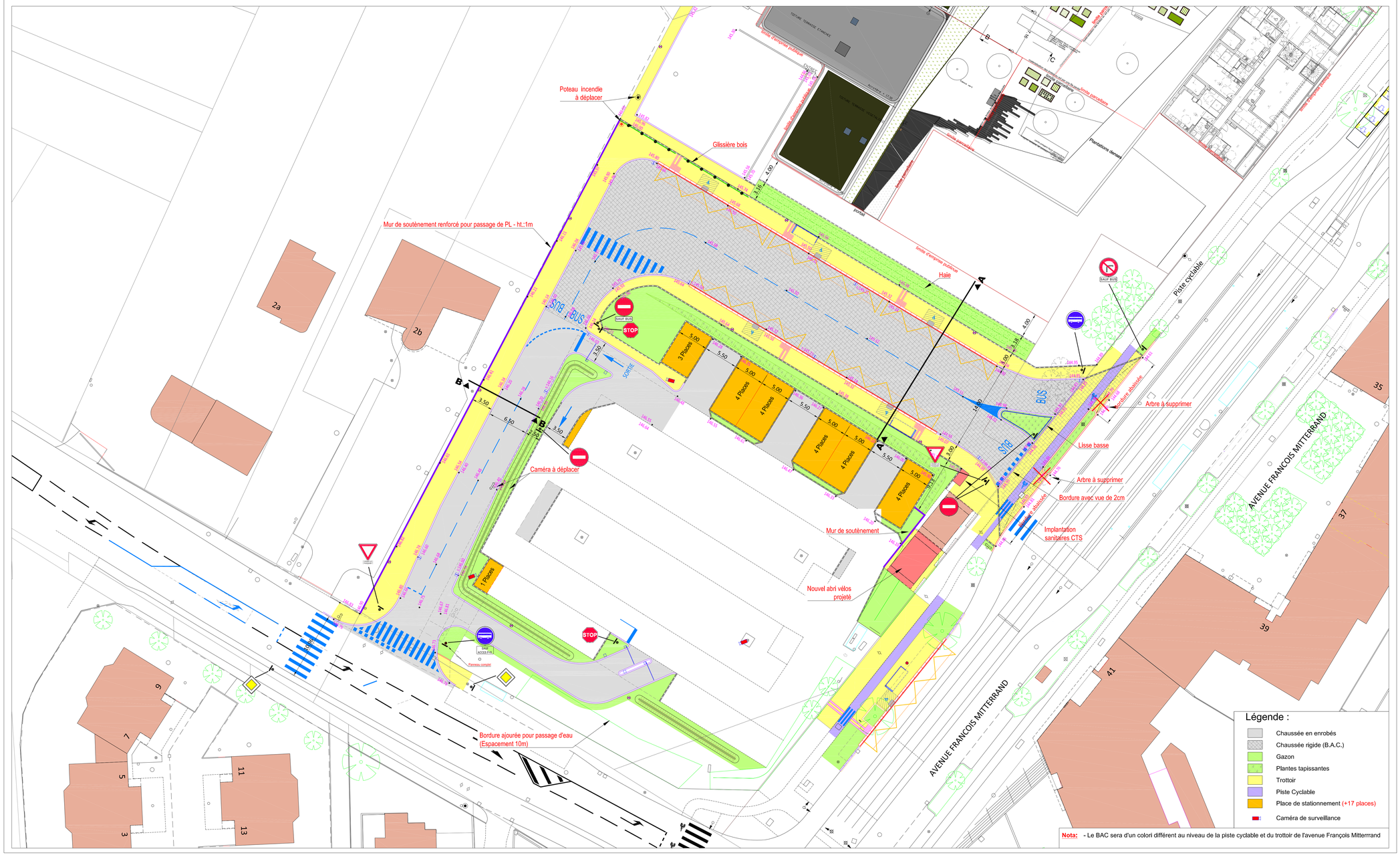
PROFIL EN TAVERS TYPE B-B



Ech. : 1/50

PRECONISATIONS DES STRUCTURES DE CHAUSSEE





Nota: - Le BAC sera d'un colori différent au niveau de la piste cyclable et du trottoir de l'avenue François Mitterrrand

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS

CONCLUE ENTRE :

LA SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (S.E.R.S.), Société Anonyme d'Economie Mixte à conseil d'administration, au capital social de 8.000.000 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le n° B 578.505.687, ayant son siège social à 67000 STRASBOURG 10 rue Oberlin.

Représentée par le Directeur Général, M. Eric FULLENWARTH, agissant au nom et pour le compte de ladite société suivant délibération du Conseil d'Administration prise au cours de sa séance du 25 août 2008, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Me Stéphane GLOCK, notaire à LA WANTZENAU, le 8 septembre 2008 (rép 49 409).

d'une part,

LA COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG, avec siège 1 Parc de l'Etoile 67076 Strasbourg,

Représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Communauté Urbaine de Strasbourg en vertu de la délibération du conseil de communauté du 11 avril 2014, spécialement habilité à l'effet des présentes en application de la délibération du conseil de communauté en date du 27 juin 2014.

d'autre part

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de son Schéma Directeur des Transports Collectifs 2010-2025, la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a prévu de poursuivre la couverture des quartiers et communes de première couronne en les dotant de lignes de transport en commun en site propre notamment sur les liaisons radiales.

Ainsi, pour améliorer l'offre de transports collectifs et de circulations douces dans les quartiers strasbourgeois de Hautepierre, des Poteries et du Hohberg, la CUS a décidé de prolonger la ligne A du tramway selon une configuration en fourche à deux branches : la ligne « A1 » vers le Parc des Sports, exploitée par les services de la ligne A et la ligne « A2 » vers le quartier des Poteries, exploitée par une extension des services de la ligne D.

Ce projet prévoit notamment la création d'un terminus de la ligne/bus 4a à l'extrémité de la rue Cerf Berr. Une aire de retournement avec local conducteur est projetée sur la rue Cerf Berr grâce à un aménagement intégré aux terrains à urbaniser, appartenant à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS), tel que matérialisé sur le plan n° 1 joint **(annexe 1)**. Cet aménagement n'est toutefois pas voué à être pérennisé.

La gestion du terminus de la ligne D à l'extrémité sud de l'Allée François Mitterrand nécessite la création d'une zone de stationnement permettant le rabattement des flux entrant automobiles en provenance de l'ouest Strasbourgeois. Aussi est-il prévu l'aménagement d'un parking-relais d'une contenance d'environ 100 places à l'extrémité Sud de l'avenue François Mitterrand, tel que matérialisé sur le plan joint **(annexe 2)**, sur un terrain restant à urbaniser dans le cadre de la ZAC des Poteries, et dont la SERS est aussi propriétaire.

Cette dernière, en sa qualité de concessionnaire de la ZAC des Poteries, dont la convention de concession d'aménagement CUS/SERS a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2015 accepte de s'engager sur le principe d'une mise à disposition à titre précaire et gratuite, au bénéfice de la CUS, des terrains ci après désignés lui appartenant et nécessaires à la réalisation de l'aire de retournement et du parking-relais sus visés, dans l'attente de l'affectation définitive des terrains.

Il convient dès à présent de préciser que l'ensemble des travaux du tramway seront réalisés, sous la maitrise d'ouvrage de la CTS conformément aux dispositions prévues contractuellement avec l'Autorité Organisatrice des Transports (AOT), la CUS, par contrat de concession en date du 27 décembre 1990 et de ses avenants successifs.

Dans la présente affaire, il faut retenir :

- l'avenant n° 20 signé le 20 septembre 2011, approuvé par délibération du Conseil de communauté en date du 30 juin 2011, qui confie à la CTS la réalisation des extensions Ouest A1 et A2 de la ligne de tram A respectivement vers Hautepierre et le quartier des Poteries, et leur exploitation par les services des lignes commerciales A et D,
- l'avenant n° 23, signé le 5 février 2013, approuvé par délibération du Conseil de communauté en date du 30 novembre 2012, qui étend quant à lui le périmètre de ces extensions en y intégrant la réalisation d'un nouveau parking-relais (P+R Poteries) en surface d'environ 100 places, à l'extrémité Sud de la branche A2.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles la SERS met à disposition de la CUS, qui l'accepte, les emplacements définis à l'article 3 des présentes, à l'effet de permettre la réalisation des aménagements visés en l'exposé qui précède qui sont rendus nécessaires par la réalisation de la ligne de tramway et ses opérations d'accompagnement.

LA CUS ne pourra utiliser les terrains objet des présentes que pour l'objet ainsi défini et ne pourra sans l'accord de la SERS en changer la destination, la nature et l'usage. La présente autorisation ne constitue qu'un simple droit d'occupation précaire et ne peut être assimilée à un bail.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée ne pouvant excéder 18 mois et prenant fin le 31 décembre 2015 à 18 heures au plus tard. Les parties feront leurs meilleurs efforts pour régulariser la situation foncière avant ce terme. A l'expiration, la convention prendra fin automatiquement, sans que la SERS soit tenue d'adresser au préalable un congé à la CUS.

Les parties actent le principe du rachat par la CUS, avant la fin de la concession, de l'ensemble de l'emprise des terrains 1 et 2, en jaune sur le plan joint, qui sont impactés (pour partie) par les aménagements spécifiques liés au tram, en rouge sur le plan joint **(annexe 3)**.

A cet égard, l'article 25 (règlement final des opérations) de la convention d'aménagement de la ZUP de Hautepierre du 30/12/1967 modifiée, et dont la SERS est titulaire dispose : « A la fin de la concession, les terrains et immeubles situés à l'intérieur du périmètre concédé, qui n'auraient pu être revendus, seront cédés au concédant à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 17 alinéa 4 », ce dernier disposant (conditions de cession) que « le prix demandé (...) sera fixé en accord avec le concédant après avis de l'administration des domaines. »

ARTICLE 3 - CADRE DE LA MISE A DISPOSITION

La SERS s'engage à mettre à la disposition de la Communauté urbaine de Strasbourg qui l'accepte, une emprise foncière globale de 48 ares (sous réserve d'arpentage), à détacher des parcelles lui appartenant dont la désignation suit :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Koenigshoffen - Cronenbourg
Section OD n° 455/1 de 92,94 ares, pour une superficie d'environ 10 ares sous réserve d'arpentage établi aux frais de la CUS ; réservée à la réalisation de l'aire de retournement et du local conducteur,

Troisième page

Section OE n° 549/1 de 120,53 ares, pour une contenance d'environ 38 ares sous réserve d'arpentage établi aux frais de la CUS; réservée à la réalisation du parking relais,

telles que les parcelles figurent sous teinte verte sur l'extrait de plan cadastral qui demeure annexé aux présentes **(annexe n° 4)**

ARTICLE 4 - ETAT DES LIEUX

La CUS prend les terrains objet des présentes dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance et reconnait prendre les terrains en bon état d'entretien, nettoyés, nivelés et bornés.

ARTICLE 5 - DESCRIPTIF ET PROPRIETE DES AMENAGEMENTS

Ainsi qu'il est expliqué en l'exposé qui précède, une aire de retournement et un parking-relais seront réalisés sur les terrains objet de la présente convention, par le concessionnaire de la CUS, la CTS, à ses frais et sous sa seule responsabilité.

L'aire de retournement qui sera aménagée comportera un local pour les conducteurs et permettra aux bus de la ligne 4a d'effectuer un demi-tour sans occasionner de perturbations sur la rue Cerf Berr **(annexe 1)**.

La CUS (ou son concessionnaire la CTS) s'obligera à réaliser le local conducteur conformément aux prescriptions du permis de construire ayant fait l'objet d'une demande en date du 2 août 2012 et ayant reçu l'agrément de la SERS suivant courrier du 28 novembre 2012.

Le parking relais qui sera réalisé **(annexe 2)** comportera une centaine d'emplacements de stationnement. Les accès-voitures au parking s'effectueront depuis la rue de Wasselone. Un accès piéton est prévu sur l'avenue François Mitterrand.

La CUS (ou son concessionnaire la CTS) s'obligera préalablement à la réalisation du parking relais à obtenir les autorisations de construire nécessaires à cet effet, lesquelles devront être précédées de l'agrément de la SERS

Les aménagements réalisés par la CUS (ou par son concessionnaire la C.T.S.), et ce, quelle que soit leur nature, sont et demeurent pendant toute la durée de la convention la propriété de la CUS, sans recours possible contre la SERS.

Toutefois, la SERS se réserve le droit d'effectuer sur les lieux tous travaux ou sondage de sols qu'elle jugerait nécessaires, sans que le preneur puisse exiger d'indemnité de quelque nature que ce soit durant lesdits travaux, ni la mise à disposition d'un terrain de substitution.

ARTICLE 6 - ENTRETIEN DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION

La CUS (et/ou son concessionnaire la CTS) devra tenir les lieux mis à sa disposition en bon état d'entretien, ainsi qu'en bon état de propreté. Elle devra s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité du site ou nuire à sa bonne tenue.

Réciproquement, la SERS s'engage à assurer à la CUS une jouissance paisible des emplacements mis à disposition.

ARTICLE 7 – CESSION, SOUS-OCCUPATION

La CUS ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte céder son droit au présent contrat, ni consentir de sous-occupation en tout ou en partie des biens mis à sa disposition, sauf au profit de son concessionnaire la CTS, sous peine de nullité des cessions et même de résiliation immédiate des présentes, si bon semble au propriétaire, et indépendamment de tous dommages-intérêts.

La pose de panneaux ou d'autres installations publicitaires est proscrite, à l'exception des panneaux réglementaires d'information des usagers du service public.

ARTICLE 8 - REDEVANCE ET CHARGES

La mise à disposition des terrains est consentie à titre gracieux au profit de la CUS.

ARTICLE 9 – RESTITUTION DES EMPLACEMENTS A L'ISSUE DE LA CONVENTION – FIN D'OCCUPATION

A l'issue de la convention, tous les aménagements et équipements mis en place bénéficieront à la SERS sans que le preneur puisse exiger une quelconque indemnité, sauf dans l'hypothèse du rachat des terrains par la CUS.

Toutefois, et même si la SERS a autorisé les travaux, équipements et aménagements, elle aura la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif. La CUS devra en cas d'exercice de cette faculté par le propriétaire, restituer les terrains en leur état nu primitif, libres de toute construction, fondation, aménagement ou encombrement quelconque, aux frais de la collectivité. La CUS devra par ailleurs restituer les terrains libérés de toute pollution et/ou de tout déchet ayant été occasionné, entreposé ou généré, par elle ou son concessionnaire par suite de l'occupation des terrains.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITES

10.1. Entre la SERS, la CUS et /ou son concessionnaire, la CTS

La SERS, la CUS et /ou son concessionnaire, la CTS supporteront la charge des dommages corporels et matériels qui lui sont directement imputables et susceptibles d'être causés à l'autre partie.

A ce titre, la CUS (et/ou son concessionnaire la CTS) répondra desdits dommages dans la mesure où ceux-ci trouvent leur source dans ses équipements techniques, objet de la présente convention, sans que la SERS ne puisse être inquiétée ni recherchée à ce sujet et ce, tant en ce qui concerne l'occupation des terrains que l'utilisation qui en est faite (au titre des travaux mais également de l'utilisation des terrains par les personnes).

Il est expressément convenu, le cas de malveillance excepté, que chaque co-contractant et ses assureurs renoncent à tout recours à l'encontre de l'autre ainsi que des assureurs de ce dernier pour tout dommage et/ou préjudice indirect ou immatériel.

10.2 : A l'égard des tiers

La CUS (et/ou son concessionnaire la CTS) demeurera responsable de tout dommage qui pourrait survenir du fait de la construction des ouvrages susvisés, de la réalisation des aménagements ci-dessus exposés, de l'occupation et de la jouissance des terrains, des activités qu'elle y pratique, des objets, matériaux et installations qu'elle y apporte., de sorte que la SERS ne puisse être inquiétée ni recherchée à ce sujet

ARTICLE 11- ASSURANCES

La CUS (et/ou son concessionnaire la CTS) fera son affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurance nécessaire pour couvrir les responsabilités visées ci-avant.

Les parties s'engagent à procéder aux renonciations à recours consenties dans le cadre de la présente convention et à en informer leurs assureurs éventuels.

ARTICLE 12 - AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige relatif à la présente convention, notamment sa validité, son interprétation ou son exécution, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le différend pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

ARTICLE 14 - DECLARATIONS DE CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes et elles déclarent notamment :

- que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes telles que nationalité, domicile, siège, état-civil, capital, numéro d'immatriculation, sont exactes ;
- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- qu'elles n'ont pas été associées depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ;
- qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes morales, par aucune demande en nullité ou dissolution.

Les parties déclarent par ailleurs qu'il n'y a aucune opposition à la constitution de la présente convention par suite de :

- procès en cours portant sur l'assiette de sa propriété ;
- servitude ou convention de même usage et de même assiette déjà consentie auprès d'un tiers et non révélée ;
- impossibilité naturelle connue par lui de consentir une servitude de cette nature.

ARTICLE 15 - ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

La SERS déclare au vu des informations mises à sa disposition par le Préfet du département ou par le maire, que la commune sur laquelle est situé LE BIEN objet des présentes est concernée :

- par un plan de prévention des risques naturels approuvé le 4 juin 1996, le risque naturel pris en compte étant l'inondation.
  Mais l'immeuble objet des présentes est situé hors du périmètre d'exposition délimité par ce plan de prévention des risques naturels

- par un plan de prévention des risques naturels prescrit le 17 janvier 2011, les risques naturels pris en compte étant remontées de nappes et submersion.
  La cartographie précise de la remontée de nappes et de la submersion permettant de déterminer si LE BIEN est situé dans le périmètre d'exposition dudit plan de prévention ne sera jointe qu'à l'arrêté d'approbation dudit plan de prévention de sorte qu'elle n'est à ce jour pas connue.

- par un plan de prévention des risques technologiques prescrit le 2 mars 2009, le ou les risques technologiques pris en compte sont : thermique + surpression + toxique.
  Mais l'immeuble objet des présentes est situé hors du périmètre d'exposition délimité par ce plan de prévention des risques technologiques, ainsi qu'il résulte de la copie du dossier communal d'information et de la carte du diagnostic concernant le bien demeurée ci-annexée après mention.

Les parties sont informées que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité modérée et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques en date de ce jour, soit de moins de six mois, a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé après mention **(annexe n° 5)**.

De même, la SERS déclare qu'à sa connaissance, la commune a fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles ou technologiques "inondations et coulées de boue". Enfin, elle déclare qu'à sa connaissance, LE BIEN n'a jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

ARTICLE 16 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile,
Pour la SERS en son siège, et pour la Communauté urbaine de Strasbourg au Centre Administratif 1 parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG.

ARTICLE 17 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

Sont ou seront annexés à la convention

- Annexe 1 : plan d'aménagement de la zone de retournement
- Annexe 2 : plan d'aménagement du parking-relais
- Annexe 3 : plan des terrains Sud Poteries
- Annexe 4 : plan parcellaire de situation
- Annexe 5 : état des risques naturels et technologiques

Etabli en 2 exemplaires originaux

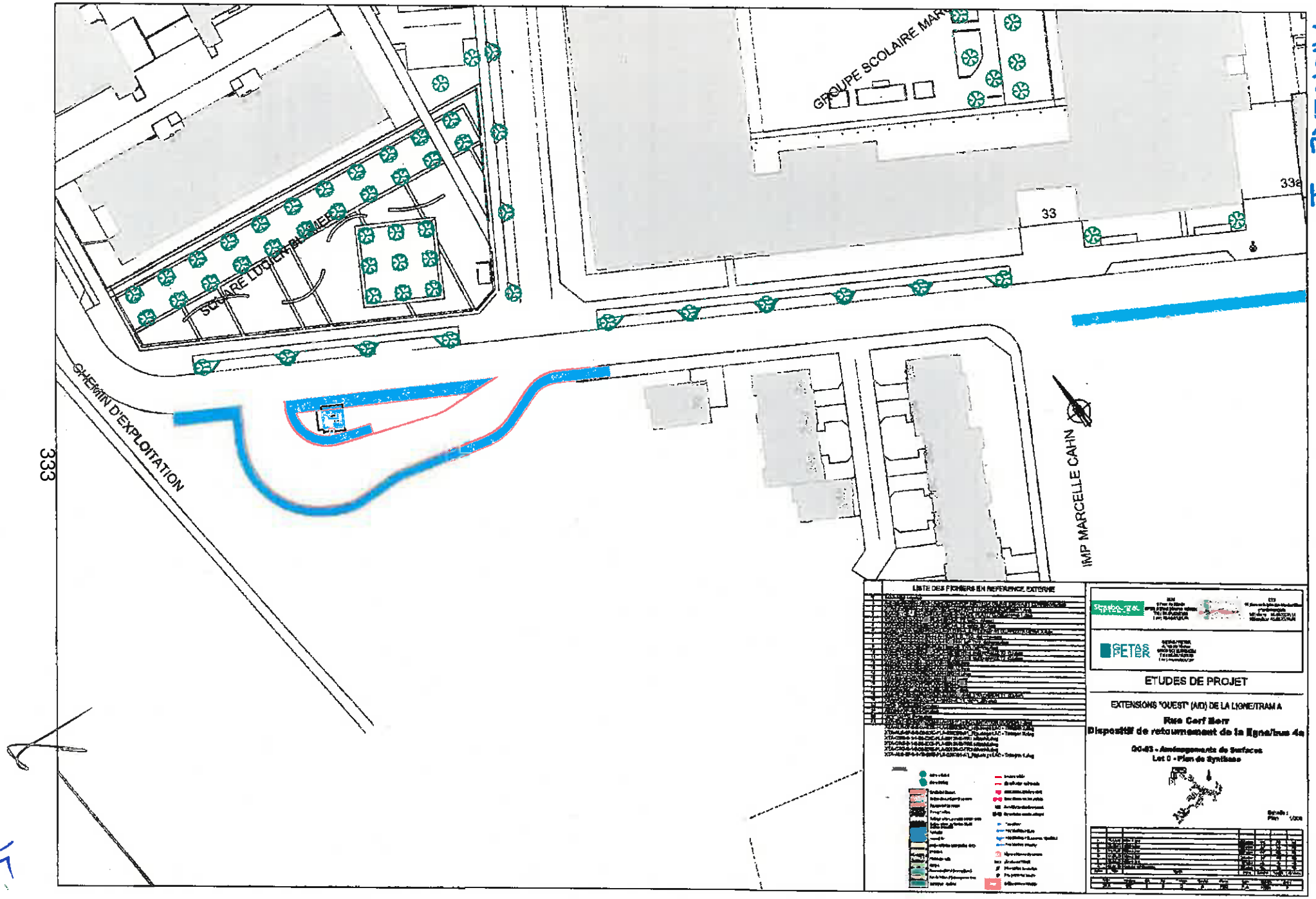
A Strasbourg, le 30 JUIL. 2014
Pour la SERS
Le Directeur Général

Eric FULLENWARTH

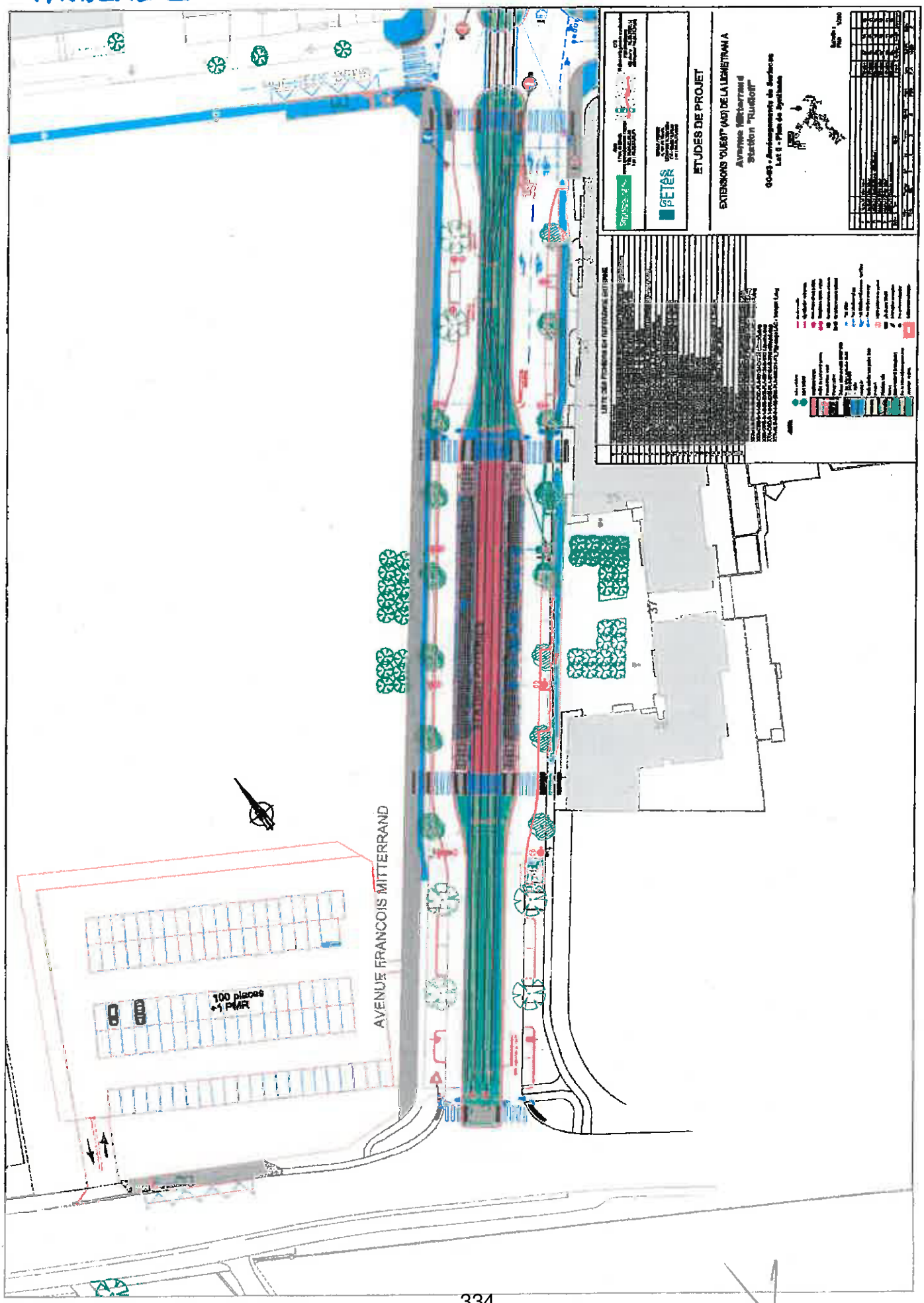
A Strasbourg, le 10 SEP. 2014
Pour la CUS
Le Président

Robert HERRMANN

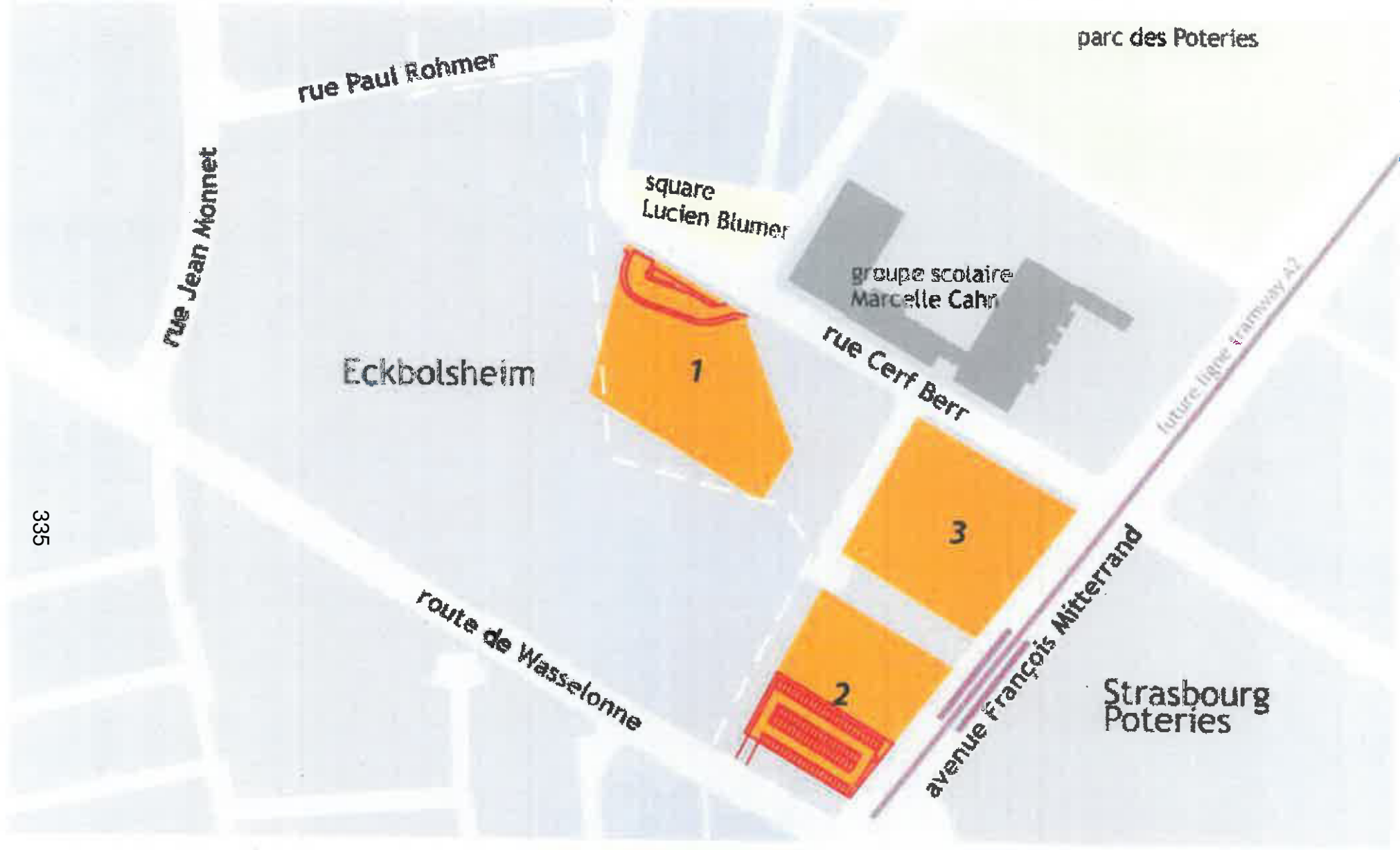
ANNEXE 1


GROUPE SCOLAIRE MARCEL CAHN
SQUARE LUCIEN BLANCHET
33
33a
CHEMIN D'EXPLOITATION
IMP MARCELLE CAHN
333
LISTE DES FICHIERS EN REFERENCE EXTERNE
ETUDES DE PROJET
EXTENSIONS "OUEST" (A/D) DE LA LIGNE/TRAM A
Rue Cerf Berr
Dispositif de retournement de la ligne/tram 4a
GC-03 - Amenagements de Surfaces
Lot 0 - Plan de Synthese

ANNEXE 2


ETUDES DE PROJET
EXTENSIONS OUEST (AO) DE LA LIGNE T1/A/A
Avenue Mitterrand
Station "Plan-de-Campagne"
AVENUE FRANCOIS MITTERRAND
100 places
+1 PMR

ANNEXE 3


parc des Poteries
rue Paul Rohmer
rue Jean Monnet
square
Lucien Blumer
groupe scolaire
Marcelle Cahn
Eckbolsheim
1
rue Cerf Berr
future ligne tramway A2
3
route de Wasselonne
2
avenue François Mitterrand
Strasbourg
Poteries
limite communale
terrain constructible ZAC Poteries
aménagements spécifiques pour la mise en place de la ligne de transport en commun
0
100
200m
Nord

ANNEXE 4


RUE CHRISTOPHE THOMAS WALLISER
RUE ROMAIN ROLLAND
RUE CERF BERR
CHEMIN PETIT-GERARD
RUE HENRI LOUX
RUE JEAN-PAUL DE DADELSEN
R. IVAN ET CLAIRE GOLL
RUE ALFRED DOBLIN
AVENUE FRANÇOIS MITTERRAND
RUE PAUL HOMMER
RUE OTTO BACK
RUE PRIMO LEVI
CHEMIN D'EXPLOITATION
RUE DES LYS
RUE DE LA ROSERAIE
RUE DES VIOLETTES
AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
RUE DES POMMES
RUE SAINTE-MARGUERITE
RUE VIRGILE
RUE SCHOTT
RUE GUYNEMER
Edité le 27/05/2013
Echelle 1/4006
80,12 m
Fonds de plan © SIG-CUS

ANNEXE 5

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PREFET DU BAS-RHIN

CABINET
DU PREFET
S.I.R.A.C.E.D.P.C.

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 3 FEVRIER 2006

-Liste des communes concernées-

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu le décret du 14 septembre 2012 portant nomination de Monsieur Stéphane Bouillon, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin ;
Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2006 instituant dans le département du Bas-Rhin la première liste des communes soumises à l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2012 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2014 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques relatif aux risques engendrés par la société Rohm et Haas sur la commune de Lauterbourg ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet ;

ARRETE

Article 1.
L'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2013 dressant la liste des communes où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques à tout contrat de vente ou de location, est remplacée par le tableau joint en annexe au présent arrêté.

5

Article 2.
Le présent arrêté sera adressé à la chambre départementale des notaires. Il sera également affiché dans les mairies concernées, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il sera accessible sur le site internet de la préfecture : http://www.bas-rhin.gouv.fr

Article 3.
Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 4.
Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental des territoires (DDT), le chef de service de la navigation de Strasbourg, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Strasbourg, le 14 février 2014

Le Préfet

signé

Stéphane BOUILLON

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de

Commune de STRASBOURG

Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° du **03 février 2006** mis à jour le **31/01/2011**

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n — oui X — non

PPRi Strasbourg	date	Approuvé le 04/06/1996	aléa	Inondation
PPRI de la CUS* révisant le PPRI de Strasbourg	date	Prescrit le 17/01/2011	aléa	Remontée de nappe et submersion*
	date		aléa	
	date		aléa	

Les documents de référence sont :

Rapport de présentation, règlement, arrêté d'approbation et plan de zonage PERI de Strasbourg*	Consultable sur Internet X
Arrêté portant prescription du PPRI de la CUS du 17/01/2011 et révisant le PER	Consultable sur Internet X
	Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmetre d'un PPR t — oui X — non

PPRT du Port aux Pétroles	date	Approuvé le 28/11/2013	effet	Thermique, toxique & surpression
	date		effet	
	date		effet	

Les documents de référence sont :

Arrêté préfectoral d'approbation, plans et règlement du PPRT du Port aux Pétroles	Consultable sur Internet X
	Consultable sur Internet
	Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité
en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

	Forte	Moyenne	Modérée	Faible	Très faible
La commune est située dans une zone de sismicité	zone 5	zone 4	zone 3 X	zone 2	Zone 1

pièces jointes

5. Cartographie
extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

- Plans de zonage du PPRI Strasbourg (* la cartographie précise de la remontée de nappes et de la submersion sera jointe à l'arrêté d'approbation du PPRI)
- Plan de zonage du PPRT du Port aux Pétroles

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique
La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »

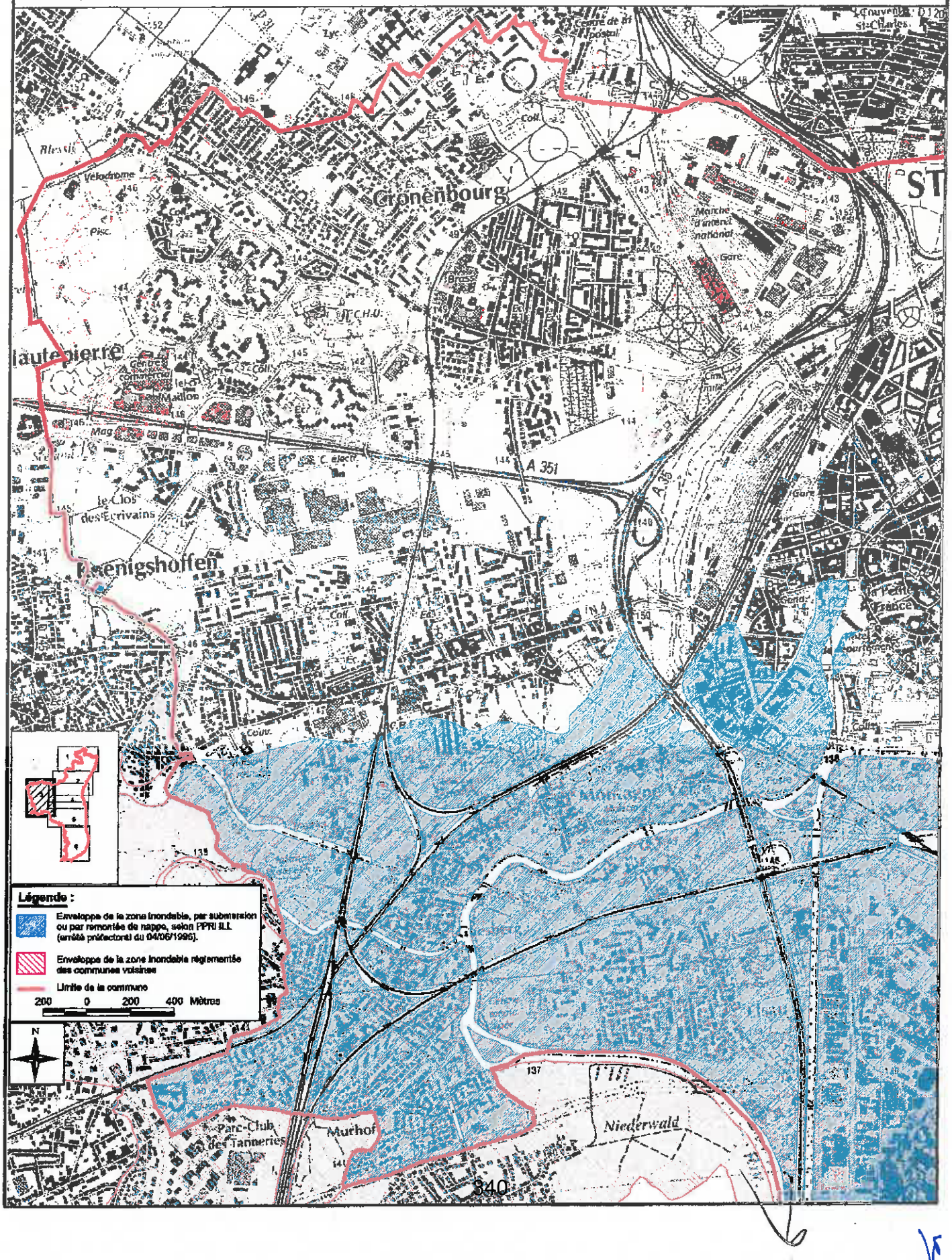
Date : **10/12/2013**

Le préfet de département

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU BAS-RHIN

Annexe cartographique à l'arrêté préfectoral du 03/02/2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de STRASBOURG (planche 3/6)



LISTE DES ARRETES DE CATASTROPHES NATURELLES POUR LA COMMUNE DE STRASBOURG

Date de début	Date de fin	Arrêté du	Date d'inscription au JO :	Nature de l'événement
09/04/1983	11/04/1983	16/05/1983	18/05/1983	inondations et coulées de boue
22/05/1983	27/05/1983	20/07/1983	26/07/1983	inondations et coulées de boue
18/08/1996	18/08/1986	11/12/1986	09/01/1987	inondations et coulées de boue
12/03/1988	29/03/1988	10/06/1988	19/06/1988	inondations et coulées de boue
14/02/1990	19/02/1990	16/03/1990	23/03/1990	inondations et coulées de boue
13/08/1990	13/08/1990	04/12/1990	15/12/1990	inondations et coulées de boue
24/06/1992	24/06/1992	24/12/1992	16/01/1993	inondations et coulées de boue
19/06/1994	19/06/1994	28/10/1994	20/11/1994	inondations et coulées de boue
21/06/1995	21/06/1995	28/09/1995	15/10/1995	inondations et coulées de boue
09/06/1996	09/06/1996	01/10/1996	17/10/1996	inondations et coulées de boue
12/05/1999	14/05/1999	29/11/1999	04/12/1999	inondations et coulées de boue
25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	inondations et coulées de boue
03/05/2000	03/05/2000	06/11/2000	22/11/2000	inondations et coulées de boue
11/05/2000	12/05/2000	06/11/2000	22/11/2000	inondations et coulées de boue
29/05/2008	30/05/2008	11/09/2008	16/09/2008	inondations et coulées de boue

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS

CONCLUE ENTRE :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, avec siège 1 Parc de l'Etoile 67076 Strasbourg,

Représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président, agissant au nom et pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg en vertu de la délibération du conseil de communauté du 11 avril 2014, spécialement habilité à l'effet des présentes en application de la délibération du conseil de communauté en date du 27 novembre 2015.

d'une part,

ET

La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG - S.E.R.S, Société Anonyme d'économie mixte au capital de 8.000.000,00 € ayant son siège social à 67000 STRASBOURG (Bas-Rhin) 10 Rue Oberlin identifiée sous le numéro 578 505 687 au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG.

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric FULLENWARTH, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du 25 août 2008, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 8 septembre 2008, rép n° 49.409, et renouvelé dans ses fonctions de Directeur Général suivant délibération du Conseil d'Administration du 18 juin 2014, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 9 septembre 2014

d'autre part

Première page

Préalablement à l'avenant objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Aux termes d'une convention signée les 30 juillet et 10 septembre 2014, la SERS, en sa qualité de concessionnaire de la ZAC POTERIES, a mis à disposition de l'Eurométropole de Strasbourg, à titre précaire et gratuitement, des terrains compris dans la ZAC POTERIES, Cette mise à disposition a permis à la collectivité la réalisation d'aménagements spécifiques réalisés dans le cadre du prolongement de la ligne A du tramway selon une configuration en fourche à deux branches : la ligne « A1 » vers le Parc des Sports, exploitée par les services de la ligne A et la ligne « A2 » vers le quartier des Poteries, exploitée par une extension des services de la ligne D.

Les aménagements ci-après décrits ont ainsi été réalisés :

- La création d'un terminus de la ligne/bus 4a à l'extrémité de la rue Cerf Berr. Une aire de retournement avec local conducteur a été aménagée sur la rue Cerf Berr grâce à un aménagement intégré aux terrains à urbaniser, appartenant à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS), tel que matérialisé sur le plan n° 1 joint **(annexe 1)**.

- L'aménagement d'un parking relais : La gestion du terminus de la ligne D à l'extrémité sud de l'Allée François Mitterrand a nécessité la création d'une zone de stationnement permettant le rabattement des flux entrant automobiles en provenance de l'ouest Strasbourgeois. Le parking-relais d'une contenance d'environ 100 places à l'extrémité Sud de l'avenue François Mitterrand, tel que matérialisé sur le plan joint **(annexe 2)** est également situé sur un terrain restant à urbaniser dans le cadre de la ZAC des Poteries.

La convention de mise à disposition de terrains avait été conclue pour prendre fin le 31 décembre 2015 à 18 heures au plus tard, prévoyant que les parties feraient leurs meilleurs efforts pour régulariser la situation foncière avant ce terme. Elles avaient d'ailleurs acté le principe du rachat par l'Eurométropole de Strasbourg, avant la fin de la concession, de l'ensemble de l'emprise des terrains 1 et 2, en jaune sur le plan joint, qui sont impactés (pour partie) par les aménagements spécifiques liés au tram, en rouge sur le plan joint **(annexe 3)**.

La durée de la concession d'aménagement a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2018, pour permettre l'achèvement de la mission de l'aménageur compte tenu du ralentissement de la commercialisation des terrains et du retard pris dans le démarrage des chantiers par les constructeurs et dans la réalisation des programmes immobiliers.

Aussi, le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de la convention de mise à disposition des terrains en cohérence avec la durée de la concession d'aménagement.

CECI EXPOSE, il a été convenu ce qui suit :

Deuxième page

ARTICLE 1- PROROGATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS

Afin de mettre en cohérence la durée de la convention de mise à disposition de terrains compris dans la ZAC POTERIES avec la durée de la concession d'aménagement, les parties conviennent de proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 – AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la concession d'aménagement, telles que modifiées par les avenants antérieurs et non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

Sont ou seront annexés à la convention

- Annexe 1 : plan d'aménagement de la zone de retournement
- Annexe 2 : plan d'aménagement du parking-relais
- Annexe 3 : plan des terrains Sud Poteries

Etabli en 2 exemplaires originaux

A Strasbourg, le 19 FEV. 2018
Pour la SERS
Le Directeur Général

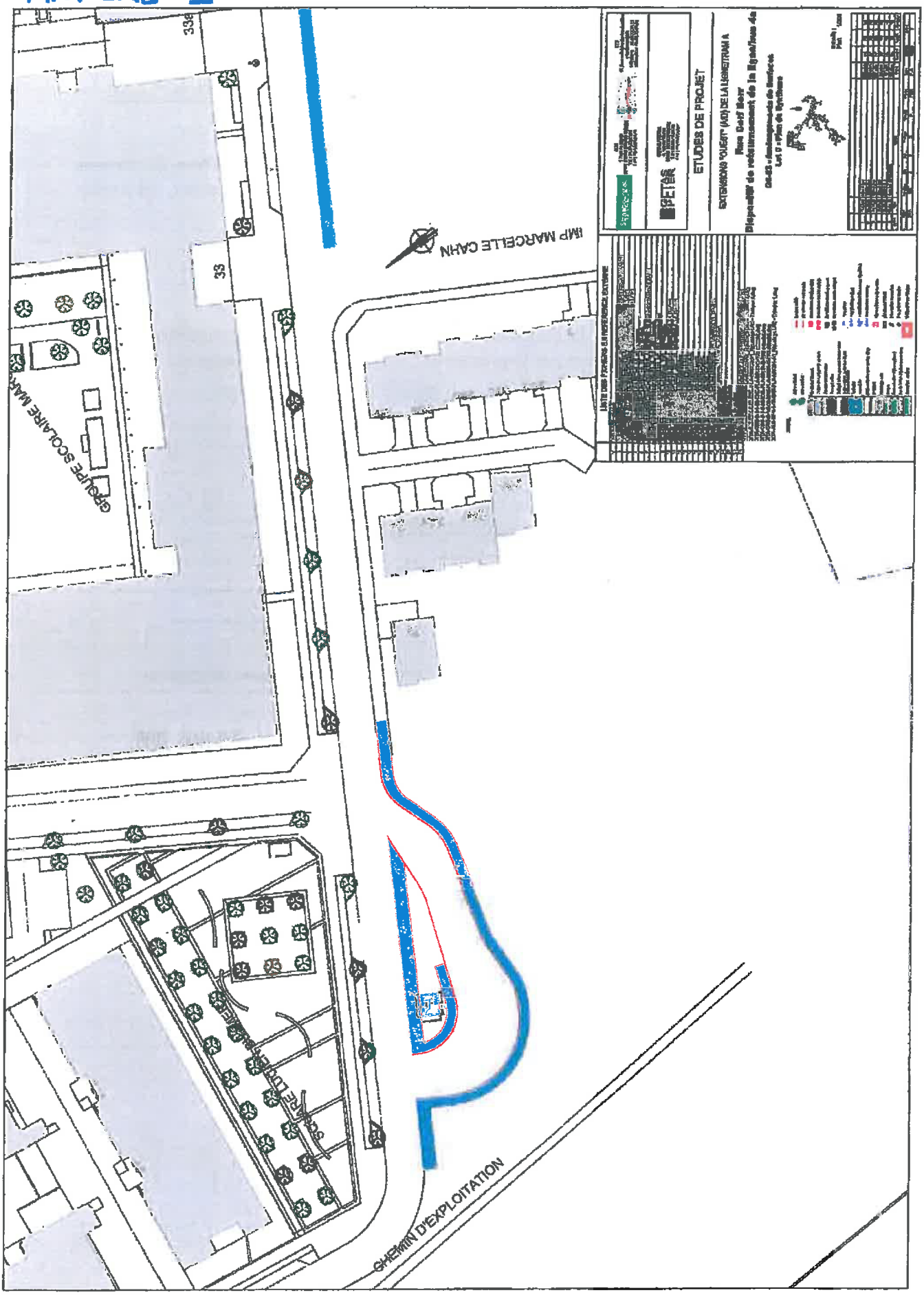
Eric FULLENWARTH

A Strasbourg, le 29 MARS 2018
Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Président

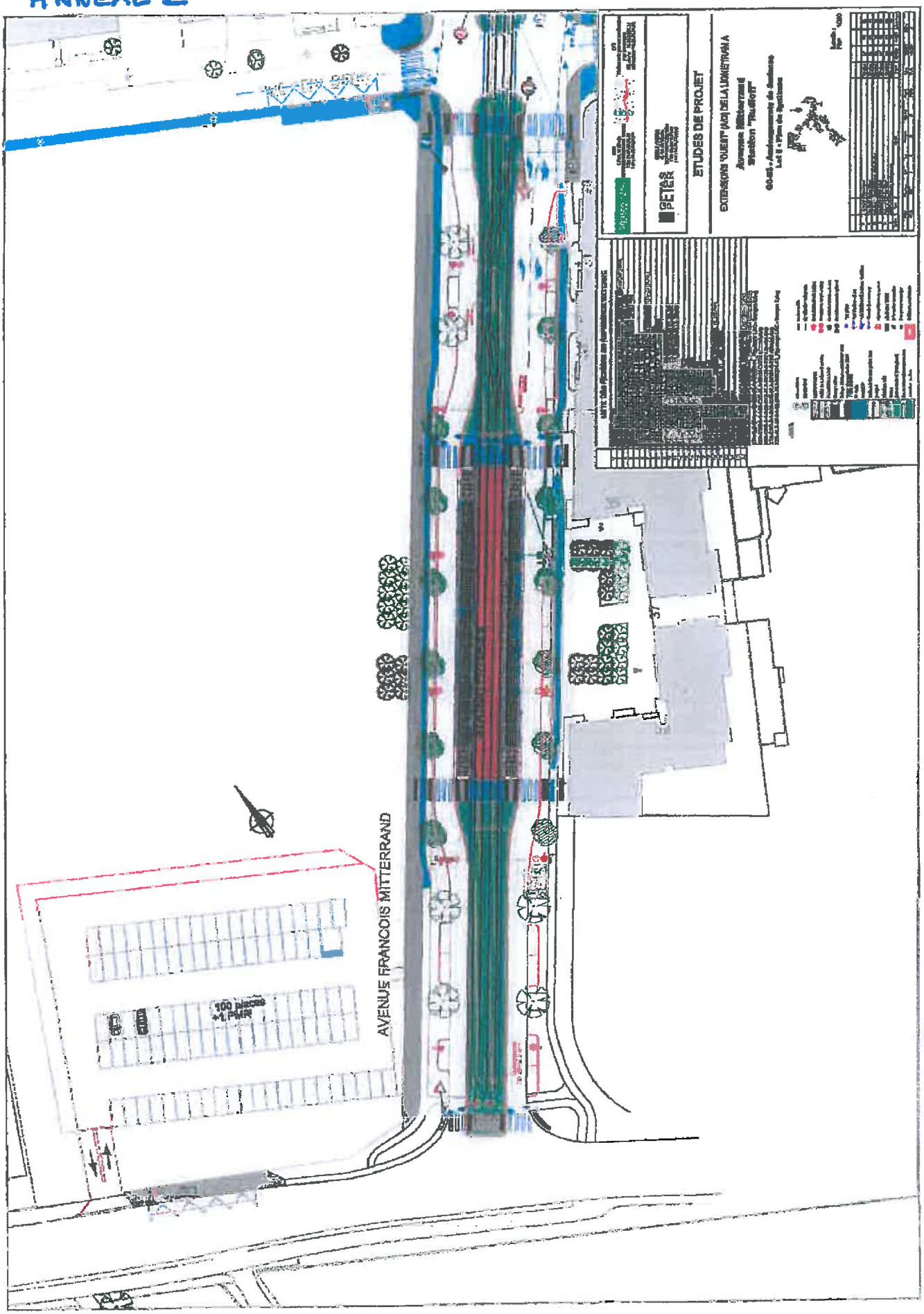
Robert HERRMANN

Troisième et dernière page

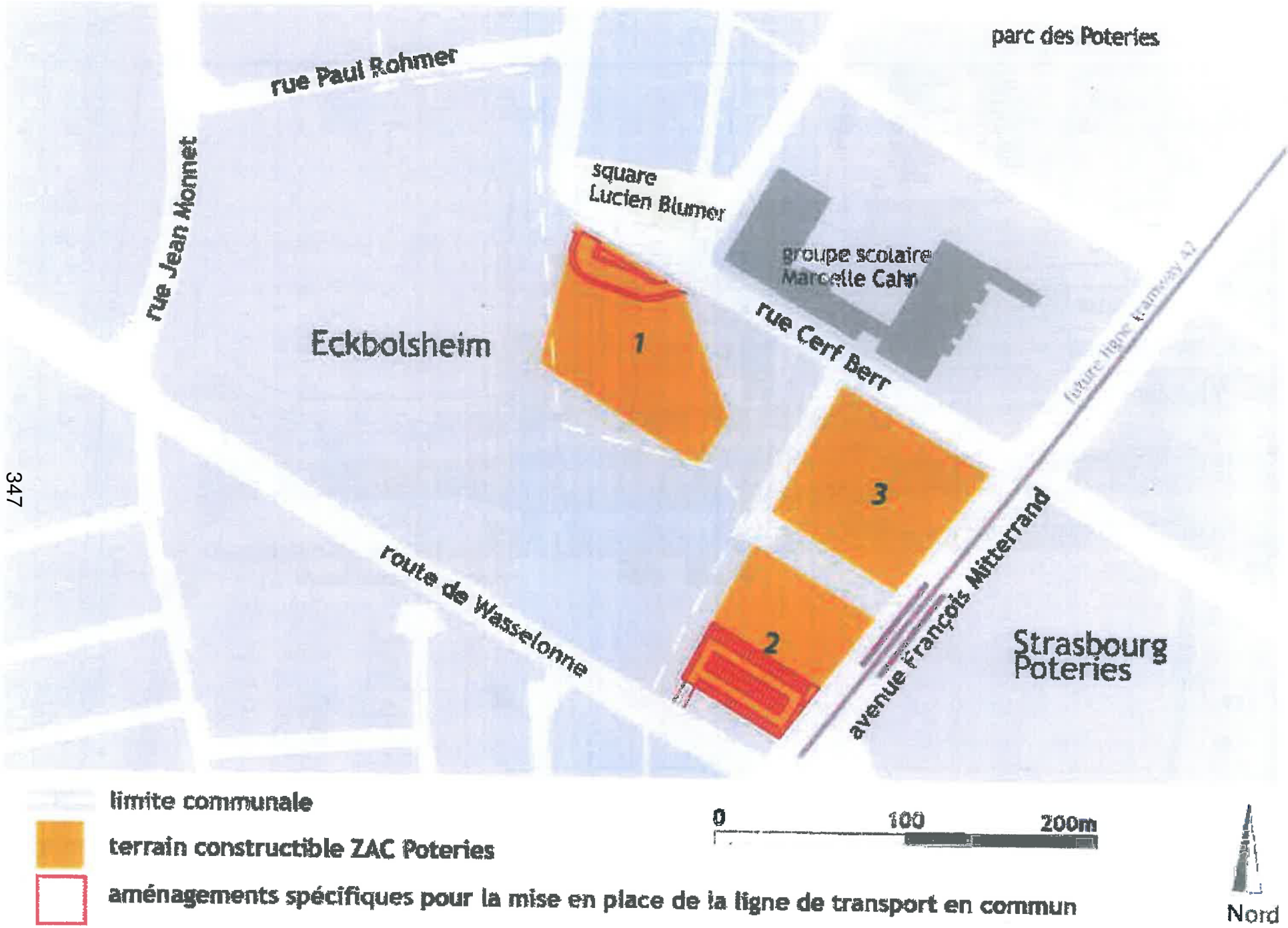
ANNEXE 1


ETUDES DE PROJET
IMP MARCELLE CAHN
GROUPE SCOLAIRE MAR
CHEMIN D'EXPLOITATION

ANNEXE 2


ETUDES DE PROJET
AVENUE FRANCOIS MITTERRAND
100 places
+1 PMR

ANNEXE 3


parc des Poteries
rue Paul Rohmer
rue Jean Monnet
square
Lucien Blumer
groupe scolaire
Marcelle Cahn
rue Cerf Berr
Eckbolsheim
1
3
2
route de Wasselonne
avenue François Mitterrand
future ligne tramway A2
Strasbourg
Poteries
limite communale
terrain constructible ZAC Poteries
aménagements spécifiques pour la mise en place de la ligne de transport en commun
0
100
200m
Nord

Habitationmoderne

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE SERS / HABITATION MODERNE POUR LA MISE EN PLACE D'INSTALLATIONS DE CHANTIER SECTEUR ZA6 DE LA ZAC DES POTERIES A STRASBOURG

Entre,

La société dénommée « **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG – S.E.R.S. »** Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, au capital de 8.068.800,00 €, ayant son siège social 10, rue Oberlin à 67000 STRASBOURG, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG sous le numéro 578 505 687
Représenté par son Directeur Général Eric Fullenwarth ;

Ci-après dénommée : « la SERS »

Et

La société dénommée « **HABITATION MODERNE »** Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, au capital de 1.500.000,00 €, ayant son siège social 24, route de l'Hôpital CS 30062 à 67027 STRASBOURG Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG sous le numéro 568 501 415 (56 B 141)
Représentée par sa Directrice Générale Virginie Jacob

Ci-après dénommée : « l'occupant »

EXPOSE

Dans le cadre de la construction par « HABITATION MODERNE » de 80 logements locatifs sociaux, 1 local commercial, un restaurant scolaire et des locaux associatifs, tel qu'autorisé par le permis de construire délivré à l'ACQUEREUR le 24 mai 2017 sous n° PC 67482 16 V0405 sur la zone ZA6 du parc des Poteries à STRASBOURG (parcelles cadastrées section OE parcelle 588/1 et section OD parcelles 466/1 et 469/1), les parties se sont rapprochées afin d'établir les modalités de mise à disposition des accès au chantier et de la mise en place de la base vie, suivant les éléments recueillis et demandés par les services de la Ville et afin de ne pas constituer de danger immédiat dû à la proximité de l'école Cahn voisine et d'éviter trop de nuisances aux riverains.

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Les parties ont convenu la mise à disposition à titre gracieux par la SERS au profit d'HABITATION MODERNE et par voie de conséquence, au profit de l'entreprise générale désignée par HABITATION MODERNE sur l'opération, la société dénommée « SOTRAVEST », ainsi que des sous-traitants de celle-dernière (plans parcellaires et d'aménagement joints à la présente) :

D'une part :
d'une partie des terrains, cadastrés section OE parcelle N°584 et N°551 afin de créer à l'ouest de ces parcelles un accès de chantier de 3,50 m de large le long de la limite des parcelles 556 et 557, entre la route de Wasselonne et la parcelle section OD N° 463.
Il est expressément précisé que cet accès chantier devra être compatible d'une part avec le parking relais « tram Poteries », existant sur la parcelle N°584, et d'autre part avec le projet de la CTS de création du pôle d'échange tram/bus Poteries dont l'étude est en cours sur cette même parcelle. L'occupant se

rapprochera des différents intervenants concernés pour obtenir leur accord sur le protocole de desserte de son chantier et sur le plan annexé.
En tout état de cause, la SERS ne pourra en aucun cas être recherchée en cas d'incompatibilité entre ces différentes occupations de la parcelle, ou de difficultés dans leur mise en œuvre respective. L'occupant fera son affaire des éventuelles modifications à apporter en vue de rendre compatible son projet avec les autres usages de la parcelle.

Cette mise à disposition du dit terrain est autorisée pour :

* l'usage de circulation des véhicules de chantier au bénéfice d'HABITATION MODERNE et de son entreprise générale SOTRAVEST et des sous-traitants de cette dernière.
* l'abattage des arbustes en place le long de la future voie d'accès
* le décapage des végétaux et de la terre végétale avec mise en merlon sur site, mise en place d'un géotextile en fond de fouille, mise en place d'une couche de 45 cm de recyclé soigneusement compacté sur la surface du terrain concerné, l'entretien durant la durée de mise à disposition restant à l'entière charge de de SOTRAVEST
* la création d'un bateau provisoire de 3,50 m devant la future voie d'accès sur la route de Wasselonne, l'ouverture créée sur le trottoir après accord préalable de l'Euro Métropole de Strasbourg, par mise en place d'un tuyau le long du fil d'eau du caniveau, une couche de béton posée sur géotextile, les frais restant à la charge d'HABITATION MODERNE et de SOTRAVEST
* la mise en place de grilles de chantier de type « Heras » de part et d'autre de l'accès permettant de séparer la propriété en question, la mise en place d'un portail 2 battants fermant à clés, ces clés étant uniquement remises aux entreprises mandatées par SOTRAVEST et HABITATION MODERNE qui pourront ainsi y accéder. L'accès ainsi créé restera sous la responsabilité d'HABITATION MODERNE et de SOTRAVEST.

D'autre part :
d'une partie du terrain, cadastré section OD parcelle N°455 afin de créer une zone base vie, aire de retournement des engins de chantier et stationnements des véhicules.

Cette mise à disposition du dit terrain est autorisée pour

* l'usage de circulation des véhicules de chantier au bénéfice d'HABITATION MODERNE et de son entreprise générale SOTRAVEST et de ses sous-traitants.
* le décapage de la terre végétale mise en merlon sur site, mise en place d'un géotextile en fond de fouille, mise en place d'une couche de 30 cm de recyclé soigneusement compacté sur la surface du terrain concerné, et couche de finition en émulsion bi-couche pour la zone de circulation. L'entretien durant la durée de mise à disposition restant à l'entière charge de SOTRAVEST.
* la mise en place de grilles de chantier de type « Heras » sur le pourtour de la zone en question.

D'autre part :
d'autoriser aux fins de la réalisation du chantier HABITATION MODERNE l'occupation du domaine privé de la SERS sur l'impasse Marcelle Cahn le long du chantier sur une bande d'environ 3,50 m avec soit le déplacement, soit l'enlèvement des candélabres sur site et mise en dépôt auprès des Services de la Ville, la mise en place de grilles « Heras » sur la zone. En tout état de cause, l'occupant prendra toute mesure permettant le maintien de l'éclairage public sur l'impasse Marcelle Cahn, pendant toute la durée de l'occupation.

D'autre part :
d'autoriser aux fins de la réalisation du chantier HABITATION MODERNE le stockage d'environ 2000 m3 de terre de remblai sur le terrain section OE parcelle N° 585, future propriété de CUS HABITAT, mise en merlon avec mise en place au préalable d'un géotextile pour réemploi de cette terre en remblai périphérique du bâtiment.
Pour cette mise à disposition, la libération et remise en état intégrale interviendra au plus tard à la date de la vente par la SERS à l'établissement CUS HABITAT de la parcelle section OE N° 585 précitée, laquelle est prévue courant du 3ème trimestre 2018. La SERS informera HABITATION MODERNE de cette vente dans un délai de 15 jours minimum avant sa date prévisionnelle.

ARTICLE 2 - Durée de l'autorisation

A l'exception de la mise à disposition de la parcelle section OE N° 585 visée ci-avant, dont la libération intégrale devra intervenir dans les conditions susvisées, les mises à disposition des terrains prendront effets à la signature de cette convention, et ce jusqu'au 31/12/2019, correspondant à la durée du chantier. Elles ne pourront être renouvelées.

Au cours de la durée conventionnelle de la présente autorisation, les parties pourront se rapprocher pour mettre un terme, sans indemnité, à la présente convention. Les parties définiront entre elles les modalités de cette fin anticipée, qui devra en tout état de cause être demandée par lettre recommandée avec accusé de réception, et respecter un préavis de 60 jours.

Il est précisé que, pour le cas où l'une ou l'autre des parcelles visées aux présentes serait, pendant la durée de l'autorisation, cédée par la SERS à l'Eurométropole de Strasbourg, collectivité concédante de la ZAC des Poteries, celle-ci se substituera à la SERS pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 3 - Redevance

La présente autorisation est octroyée à titre gracieux.

ARTICLE 4 - Charges et conditions générales

4.1 L'occupant est tenu de veiller à l'entretien et à la propreté des terrains mis à sa disposition et d'une manière générale, d'en user en bon père de famille.
A ce titre, il s'engage à :
- veiller à l'entretien et à la propreté du terrain occupé ainsi que de ses abords immédiats,
- à ne rien faire qui puisse nuire anormalement à la tranquillité ou à la jouissance paisible des voisins, du fait de l'exécution du présent contrat.

4.2 L'occupant fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives et réglementaires, notamment celles nécessaires à ses installations de chantier et à leur exploitation. Il s'engage également à se mettre en conformité avec toutes les normes qui viendraient à être prescrites par une législation ou une réglementation ultérieure, de manière à ce que la SERS ne soit jamais inquiétée à ce sujet.
4.3 L'occupant fera son affaire de l'entretien de ses installations de manière à ce que leur exploitation ne présente aucun risque pour la sécurité des personnes et des biens.
4.4 L'occupant souscrira directement avec les concessionnaires les abonnements relatifs à l'eau, au gaz et à l'électricité, et plus généralement à tout fluide, et ce, sans garantie de la SERS, de manière à ce que la SERS ne soit jamais inquiétée à ce sujet et n'ait jamais à intervenir dans les relations entre l'occupant et le concessionnaire.
Le coût de toute modification, changement ou aménagement des réseaux et installations nécessités par l'activité de l'occupant, ou de mesures réglementaires postérieures à la conclusion de la présente convention d'occupation, sera remboursé par l'occupant à la SERS sur justificatif.
4.5 L'occupant s'engage à satisfaire à toutes les charges de ville, de police et de voirie ou autres taxes nationales, régionales, départementales, municipales ou autres, de quelque nature qu'elles soient, de manière à ce que la SERS ne soit jamais inquiétée à cet égard, et notamment à acquitter (le cas échéant à rembourser) de tout impôt ou contribution (impôt foncier, taxe professionnelle etc...) dont la SERS pourrait être tenue en tant que propriétaire du terrain. L'occupant devra justifier du paiement de ces frais à première demande écrite, et notamment huit jours au moins avant le départ des lieux à quelque titre et moment que ce soient.
4.6 La SERS attire spécifiquement l'attention de l'occupant sur le fait que la présente mise à disposition à titre gracieux implique que l'ensemble des véhicules de chantier d'HABITATION MODERNE, de la société SOTRAVEST, ou de ses sous-traitants, ne pourront en aucun cas stationner hors de l'emprise qui fait l'objet des présentes.

Article 5 - Garantie

L'occupant accepte de verser une somme de CINQ MILLE EUROS (5.000 Euros), à la signature des présentes, à titre de dépôt de garantie, sans préjudice pour la SERS d'user de sa faculté d'agir en dommages et intérêts pour obtenir réparation de son préjudice, en cas de désordre d'un montant supérieur à celui du dépôt de garantie.

Cette somme ne sera libérée qu'après l'intervention d'un état des lieux contradictoire après enlèvement des installations, ne révélant aucun désordre quant à l'état du terrain, celui-ci devant être dans un état conforme à la description qui en est faite dans l'état des lieux contradictoire réalisé avant installation du local.

Article 6 - Résiliation pour faute

A défaut du respect de l'une quelconque des clauses et conditions de la présente convention, et 15 jours après une sommation de faire par R+AR restée infructueuse, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité pour l'occupant.

Article 7 - Fin de l'occupation

En fin de contrat, par avènement du terme convenu ou par résiliation pour quelque cause que ce soit, l'occupant s'oblige expressément à faire son affaire de l'enlèvement des installations, et à remettre le terrain dans son état initial.
Après enlèvement des installations, il sera procédé à l'établissement d'un état des lieux contradictoire. Dans le cas où l'état des lieux de fin d'occupation ne ferait apparaître aucun désordre particulier lié à l'état du terrain, et se révèlerait conforme à l'état des lieux avant installation la SERS s'engage à libérer la caution dans les quinze jours suivants l'accomplissement de l'état des lieux.

Article 8 - Responsabilité

La mise en place des installations visées au présentes, leur exploitation et leur enlèvement sont réalisées sous l'entière responsabilité de l'occupant, qui s'engage à ne jamais rechercher la SERS pour tout dommage, quelle que soit sa nature, susceptible de survenir du fait de l'occupation du terrain objet des présentes, des activités qui y sont pratiquées, et des objets, matériaux et installations qui s'y trouvent.

Fait à STRASBOURG en 2 exemplaires
Le 26 FEV. 2018

Pour HABITATION MODERNE
Mme Virginie JACOB
Directrice Générale

Habitationmoderne
24, route de l'Hôpital
CS 30062
67027 STRASBOURG Cedex
03 88 32 52 10
13/02/2018

Pour la SERS
M. Éric FULLENWARTH
Directeur Général



Veuillez trouver ci-joint ce chèque en euros de € _____ sur le Crédit Mutuel _____

chèque n° : 2780272 en règlement de : _____

Si vous n'utilisez pas ce talon de correspondance, veuillez le détacher.

Crédit Mutuel

2780272067010278908
100344042045

CCM STRASBOURG KOENIGSHOFFEN

11/05/2016/MMP2G 2613101301008B8

Payez contre ce chèque en euros € Cinq Mille Euros

Somme en toutes lettres

non endossable sauf au profit d'un établissement bancaire ou assimilé

à SEAS

€ 5.000,00

A Strasbourg
LE 13 février 2018

Signature

Payable en France
CCM STRASBOURG KOENIGSHOFFEN

84 ROUTE DES ROMAINS
67034 STRASBOURG CEDEX 2
TEL 03-88-30-86-00

chèque n°: 2780272
10278 01003 00044042045
HABITATION MODERNE

24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 30062

67027 STRASBOURG CEDEX 1

(44)

IN - 0116 - HEC 0111

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Ecole maternelle ZAC DANUBE - Avis préalable du Conseil municipal quant à l'acquisition d'un volume de terrain à bâtir par l'Eurométropole de Strasbourg en vue de l'article L.5211-57 du CGCT.

I. Rappel du contexte

La CUS (désormais Eurométropole de Strasbourg) a souhaité urbaniser des terrains situés au cœur de l'axe Heyritz-Kehl.

Ce site dénommé « DANUBE » s'inscrit à la jonction entre les quartiers du Neudorf et de l'Esplanade.

L'opération d'aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global de constructions comprenant environ 85.000 m² de surface de plancher (SP), dont 59.000 m² environ réservés à l'habitat correspondant à environ 650 logements, dont 40% de logements locatifs sociaux et 10% d'accession sociale à la propriété. Une place est également réservée à des projets réalisés sous la forme d'autopromotion.

Dans le cadre du projet Deux Rives, les créations de logements déjà livrés ou à venir ont un impact significatif sur la fréquentation des écoles du quartier de Neudorf.

Dans ce contexte, la construction d'une école maternelle s'avère nécessaire dans la ZAC Danube pour permettre de répondre aux besoins scolaires des programmes déjà livrés ou à venir.

Le programme d'aménagement urbain du quartier prévoit la construction de l'école dans l'îlot G situé au sud en partie centrale de la ZAC. D'une superficie de 3593 m², l'îlot G est situé en continuité de la trame urbaine du Neudorf et en façade sur l'avenue du Rhin. En plus d'accueillir la construction de l'équipement scolaire, il sera articulé avec un programme de construction de logements aidés d'environ 3200 m² de SP, réalisé par la société Immobilière 3F Grand Est.

Dès lors, la présente délibération a pour objet, l'émission d'un avis favorable sur l'acquisition par l'Eurométropole :

- d'un volume destiné à devenir une école maternelle sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine ;
- d'un volume destiné à accueillir les installations de l'Atmo Grand Est, association à but non lucratif agréée par le Ministère chargé de l'environnement, en charge de la surveillance de la qualité de l'air dans la région Grand Est, conformément à la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (Loi LAURE) du 30 décembre 1996.

II. Montage juridique

Le contexte de forte imbrication des ouvrages et de réseaux partagés, ainsi que les contraintes de site ont conduit l'Eurométropole à retenir un montage en groupement de commandes avec Immobilière 3F Grand Est. Ce dispositif permet en effet à des personnes publiques de se réunir avec d'autres personnes, éventuellement de droit privé, pour commander ensemble des travaux ou des prestations communes.

Cette procédure a pour avantages sa simplicité et sa souplesse de fonctionnement et offre la possibilité de réaliser un ouvrage imbriqué. En outre, l'Eurométropole de Strasbourg reste maître d'ouvrage de l'école et garde la maîtrise des études et des travaux.

Les liens contractuels entre ces deux partenaires font l'objet d'une convention constitutive du groupement de commandes.

Le permis de construire a été délivré à l'Eurométropole et au bailleur en cotitularité, en date du 24 octobre 2017, par la ville de Strasbourg.

Du point de vue foncier, la SERS a procédé à une division en volumes.

III. Programmation et objet de l'acquisition :

III.1 Programmation

Le programme de l'opération prévoit la réalisation d'un bâtiment de 5 636 m² de SP. Il est prévu la réalisation d'une école maternelle d'une surface d'environ 2 374 m2 comprenant, 9 salles de classes, 2 salles de jeux, 3 salles de repos, une Bibliothèque Centre de Documentation, 2 salles d'activités périscolaires et une cuisine pédagogique, un restaurant scolaire, des bureaux, une salle des maîtres, des rangements, des sanitaires, des locaux techniques et d'entretien, des locaux du personnel, 2 cours de récréation.

L'Eurométropole entend investir 8,95 M€ TTC pour la réalisation de l'école maternelle.

III.2 Désignation des biens acquis par l'Eurométropole

Le volume à acquérir dépend d'un ensemble immobilier complexe dénommé « **ILOT G DE LA ZAC DANUBE »**, à Strasbourg (67100), route du Rhin, placé sous le régime de la division en volumes, ayant pour assiette juridique et foncière la parcelle cadastrée :

Ville de STRASBOURG (Bas-Rhin)
Section DL n°238/2 d'une surface de 35,93 ares.

Cet ensemble immobilier complexe a fait l'objet d'un acte contenant état descriptif des droits de superficie-cahier des servitudes et des charges annexé aux présentes.

Ce montage juridique se justifie par la réalisation de constructions imbriquées. Ledit ensemble immobilier complexe a été divisé en cinq volumes dénommés :
- volume AA (Ecole)
- volume AB (Logements)
- volume AC (ASL chaufferie)
- volume AD (local Atmo Grand Est)
- volume AE (Tréfonds/vide sanitaire), propriété de l'ASL.

Les lots acquis par l'Eurométropole sont les lots :
- AA : Le volume AA est affecté d'une surface de plancher maximum de 2.374 m² pour la réalisation de l'école maternelle ;
- AD : Le volume AD est affecté d'une surface de 14 m², il s'agit d'un local technique destiné à accueillir des équipements permettant de mesurer la qualité de l'air.

IV. Conditions de l'acquisition

IV. 1 Prix d'acquisition et frais accessoires
Prix d'acquisition :

Le service de France Domaine a rendu un avis en date du 18 juin 2018 dans lequel le volume AA a été estimé au prix de 450 000 € HT.
Les parties ont trouvé un accord sur le prix d'acquisition, moyennant le prix global de 480 000 € TTC comprenant :
– le prix de 400.000 € HT,
– et la T.V.A. sur le prix hors taxes au taux de 20 % soit la somme de 80.000 €.

Frais accessoires

En sus du prix de vente, des frais accessoires sont dus à la charge de l'acquéreur, conformément au cahier des charges de cession de terrains et/ou volumes annexé aux présentes.

1/ Au titre du droit de raccordement du programme au réseau de chauffage de l'Esplanade:
– la somme de 97.020 € HT, correspondant à 231 kW,
– auquel vient s'ajouter la TVA au taux en vigueur lors du paiement, soit au taux actuel de 20%, soit : 19.404 €,

étant précisé que le coût du kW est de 420 €/l'unité et le coût du raccordement pourra en fonction de cette valeur unitaire évoluer à la hausse ou à la baisse.

2/ Au titre des frais de géomètre pour l'établissement des procès-verbaux d'arpentage et de bornage et de division en volumes
- le prix de 1.000 € HT,
- auquel vient s'ajouter la TVA au taux en vigueur lors du paiement, soit au taux actuel de 20%, soit 200 €

Soit un prix total de 98 020 € HT, soit 117 624 € TTC.

3/ Au titre des frais de branchement au réseau d'adduction d'eau potable et sur le réseau chauffage (en sus des frais de raccordement)

Ces frais, seront engagés par la SERS après signature d'un devis par l'Eurométropole établi sur la base des éléments techniques fournis par cette dernière. Ils feront l'objet d'une facturation par la S.E.R.S. à l'Eurométropole après réalisation des travaux de branchement tenant compte des travaux effectivement réalisés (facturation au coût réel).

4/ Au titre de dépôt de garantie

Conformément, au CCTV, l'Eurométropole s'engage à verser, au plus tard en même temps que le prix de vente, un montant de 7 122,00 € à titre de dépôt de garantie (correspondant à 3€/m² de SP), à raison des dégâts susceptibles d'être causés aux ouvrages réalisés par la S.E.R.S., nettoyage du chantier etc., occasionnés par les travaux de l'ACQUEREUR.

Le volume AD n'étant pas valorisé dans le cadre de la présente cession, la saisine de France Domaine n'est pas obligatoire.

IV. 2 Conditions de la cession

L'acte d'acquisition à conclure comportera les clauses suivantes :

Sur le paiement du prix et des frais accessoires :

Toute somme non payée à l'échéance prévue portera intérêt au taux de l'intérêt légal au jour de l'échéance non réglée, majoré de quatre (4) points l'an à compter du lendemain de chaque échéance, nonobstant tout avenant de prorogation éventuel.

Ces intérêts seront calculés prorata temporis, c'est-à-dire sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'Eurométropole de son obligation de payer la SERS aux dates prévues, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERS de son droit à poursuivre la résolution du contrat et à des dommages et intérêts.

Une franchise d'intérêts sur un délai raisonnable de 30 jours à compter de la signature de l'acte sera mise en œuvre.

Sur la construction à réaliser :

L'Eurométropole pourra construire sur les volumes cédés l'école maternelle représentant une surface plancher de 2.374 m² maximum et le local Atmo Grand Est.

Tout dépassement éventuel de plus de 5 % de cette surface en vertu de laquelle le prix de vente a été fixé devra faire l'objet d'une approbation préalable expresse de la SERS, qui entraînerait une augmentation du prix de cession.

Sur la garantie de la compatibilité du terrain

La SERS garantit à l'Eurométropole, la compatibilité du terrain formant l'assiette des volumes objet des présentes avec l'usage projeté par l'acquéreur, à savoir : construction d'un ensemble immobilier à destination d'école maternelle, sous réserve du respect par l'Eurométropole des mesures de gestion et des mesures constructives prévues par le plan de gestion et l'ARR de l'ilot G, lesquelles mesures demeurent à la charge de l'ACQUEREUR.

Dans l'hypothèse d'une découverte d'une pollution résiduelle par l'Eurométropole, dont l'origine serait antérieure aux travaux de l'ensemble immobilier à réaliser sur l'îlot G ayant démarrés le 15 janvier 2018 et qui serait susceptible de remettre en cause la compatibilité du terrain formant l'assiette des volumes à la destination définie par les présentes, l'Eurométropole devra :
- informer sans délais la SERS par lettre recommandée avec accusé de réception
- produire à ses frais une nouvelle analyse des risques résiduels.

Si ladite analyse conclut à l'incompatibilité du terrain formant l'assiette des volumes avec l'usage ci-dessus envisagé, il appartiendrait à la SERS de réaliser, dans les meilleurs délais, les travaux nécessaires pour mettre le terrain dans un état qui soit à nouveau compatible avec l'usage en considération duquel la vente a été réalisée, compte tenu des restrictions d'usage stipulées aux présentes, sans indemnités pour l'ACQUEREUR à raison d'un quelconque retard de chantier, ce que l'ACQUEREUR accepte expressément. Cette prise en charge par la S.E.R.S. sera toutefois limitée à une durée de deux ans à compter du démarrage des travaux de l'Acquéreur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de France Domaine,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
émet un avis favorable à,

*1/ L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, auprès de la SERS, des droits de superficies AA et AD, tels que définis en annexe 1 dépendant d'un ensemble immobilier complexe dénommé « **ILOT G DE LA ZAC DANUBE** », à Strasbourg (67100), route*

du Rhin, placé sous le régime de la division en volumes, ayant pour assiette juridique et foncière la parcelle cadastrée :

Ville de STRASBOURG (Bas-Rhin)
Section DL n°238/2 d'une surface de 35,93 ares.

Au prix global de 480 000 € TTC comprenant :
- *le prix de 400.000 € HT,*
- *et la T.V.A. sur le prix hors taxes au taux de 20 % soit la somme de 80.000 €.*

2/ Le paiement des frais accessoires tels que ci-après relatés :

2.1/ Au titre du droit de raccordement du programme au réseau de chauffage de l'Esplanade:
- *la somme de 97.020 € HT, correspondant à 231 kW,*
- *auquel vient s'ajouter la TVA au taux en vigueur lors du paiement, soit au taux actuel de 20%, soit : 19.404 €,*

Etant précisé que le coût du kW est de 420 €/l'unité et le coût du raccordement pourra en fonction de cette valeur unitaire évoluer à la hausse ou à la baisse.

2.2/ Au titre des frais de géomètre pour l'établissement des procès-verbaux d'arpentage et de bornage et de division en volumes

- *le prix de 1.000 € HT,*
- *auquel vient s'ajouter la TVA au taux en vigueur lors du paiement, soit au taux actuel de 20%, soit 200 €*

Soit un prix total de 98 020 € HT, soit 117 624 € TTC.

2.3/ Au titre des frais de branchement au réseau d'adduction d'eau potable et sur le réseau chauffage (en sus des frais de raccordement)
Ces frais, seront engagés par la SERS après signature d'un devis par l'Eurométropole établi sur la base des éléments techniques fournis par cette dernière. Ils feront l'objet d'une facturation par la S.E.R.S. à l'Eurométropole après réalisation des travaux de branchement tenant compte des travaux effectivement réalisés (facturation au coût réel).

2.4/ Au titre de dépôt de garantie

Conformément, au CCTV, l'Eurométropole s'engage à verser, au plus tard en même temps que le prix de vente, un montant de 7 122,00 € à titre de dépôt de garantie (correspondant à 3€/m² de SP), à raison des dégâts susceptibles d'être causés aux ouvrages réalisés par la S.E.R.S., nettoyage du chantier etc., occasionnés par les travaux de l'ACQUEREUR.

Le volume AD n'étant pas valorisé dans le cadre de la présente cession, la saisine de France Domaine n'est pas obligatoire.

3/ Conditions de la cession

L'acte d'acquisition à conclure comportera les clauses suivantes :

3.1/ Sur le paiement du prix et des frais accessoires :

Toute somme non payée à l'échéance prévue portera intérêt au taux de l'intérêt légal au jour de l'échéance non réglée, majoré de quatre (4) points l'an à compter du lendemain de chaque échéance, nonobstant tout avenant de prorogation éventuel.

Ces intérêts seront calculés prorata temporis, c'est-à-dire sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'Eurométropole de son obligation de payer la SERS aux dates prévues, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERS de son droit à poursuivre la résolution du contrat et à des dommages et intérêts.

Une franchise d'intérêts sur un délai raisonnable de 30 jours à compter de la signature de l'acte sera mise en œuvre.

3.2/ Sur la construction à réaliser :

L'Eurométropole pourra construire sur les volumes cédés l'école maternelle représentant une surface plancher de 2.374 m² maximum et le local Atmo Grand Est.
Tout dépassement éventuel de plus de 5 % de cette surface en vertu de laquelle le prix de vente a été fixé devra faire l'objet d'une approbation préalable expresse de la SERS, qui entraînerait une augmentation du prix de cession.

3.3/ Sur la garantie de la compatibilité du terrain

La SERS garantit à l'Eurométropole, la compatibilité du terrain formant l'assiette des volumes objet des présentes avec l'usage projeté par l'acquéreur, à savoir : construction d'un ensemble immobilier à destination d'école maternelle, sous réserve du respect par l'Eurométropole des mesures de gestion et des mesures constructives prévues par le plan de gestion et l'ARR de l'ilot G, lesquelles mesures demeurent à la charge de l'ACQUEREUR.

Dans l'hypothèse d'une découverte d'une pollution résiduelle par l'Eurométropole, dont l'origine serait antérieure aux travaux de l'ensemble immobilier à réaliser sur l'îlot G ayant démarrés le 15 janvier 2018 et qui serait susceptible de remettre en cause la compatibilité du terrain formant l'assiette des volumes à la destination définie par les présentes, l'Eurométropole devra :

- *informer sans délais la SERS par lettre recommandée avec accusé de réception*
- *produire à ses frais une nouvelle analyse des risques résiduels.*

Si ladite analyse conclut à l'incompatibilité du terrain formant l'assiette des volumes avec l'usage ci-dessus envisagé, il appartiendrait à la SERS de réaliser, dans les meilleurs délais, les travaux nécessaires pour mettre le terrain dans un état qui soit à nouveau compatible avec l'usage en considération duquel la vente a été réalisée, compte tenu des restrictions d'usage stipulées aux présentes, sans indemnités pour l'ACQUEREUR à raison d'un quelconque retard de chantier, ce que l'ACQUEREUR accepte expressément.

Cette prise en charge par la S.E.R.S. sera toutefois limitée à une durée de deux ans à compter du démarrage des travaux de l'Acquéreur.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Annexe 1 : Volumes AA et AD

1.1 Ensemble immobilier complexe dont dépendent les volumes vendus

Les volumes ou « droits de superficie » à acquérir dépendent d'un ensemble immobilier complexe dénommé « **ILOT G DE LA ZAC DANUBE »** constitué de l'ilot G de la ZAC DANUBE, à STRASBOURG (67100), route du Rhin, placé sous le régime de la division en volumes, ayant pour assiette juridique et foncière la parcelle cadastrée :

Ville de STRASBOURG (Bas-Rhin)

Section	N°	Lieudit	Surface	Nature
DL	238/2	Route du Rhin	00 ha 35 a 93 ca	Terrain à bâtir

Ledit ensemble immobilier complexe a été divisé en cinq volumes dénommés :

- volume AA (Ecole)
- volume AB (Logements)
- volume AC (ASL chaufferie)
- volume AD (local ASPA)
- volume AE (Tréfonds/vide sanitaire)

1.2. Désignation des volumes vendus

Les volumes dénommés « AA » et « AD » à l'état descriptif de division en volumes susvisé, dépendant de l'ilot G de la ZAC DANUBE à STRASBOURG (Bas-Rhin) et de l'ensemble immobilier complexe susvisé au 1.1, désignés comme suit :

Lot AA

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°2

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°2 par le périmètre des points :

n° 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 5, 2 ;

d'une surface de base totale d'environ 3097 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 138.16m, 139.08m, 139.43m (Altitudes de la dalle séparant le vide sanitaire et le rez-de-chaussée) et le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 142.93m, 144.02m (Altitudes de l'axe de la dalle séparant le

rez-de-chaussée et le 1er étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements), appliqué à la surface d'application.

Plan n°3

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°3 par le périmètre des points :

n° 2, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 40, 41, 42, 43, 18, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 32, 33, 5, 2 ;

d'une surface de base totale d'environ 2857 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 142.93m, 144.02m (Altitudes de l'axe de la dalle séparant le rez-de-chaussée et le 1er étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des étanchéités des terrasses des logements) et le plan horizontal déterminé par la cote de niveau 146.77m (Altitude de l'axe de la dalle séparant le 1er étage et le 2ème étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements), appliqué à la surface d'application.

Plan n°4

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°4 par le périmètre des points :

n° 2, 34, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, 52, 32, 33, 5, 2 ;

d'une surface de base totale d'environ 2290 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par la cote de niveau 146.77m (Altitude de l'axe de la dalle séparant le 1er étage et le 2ème étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements) et sans limitation de hauteur, appliqué à la surface d'application.

Lot AD

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°2

En plan : la surface d'application déterminée sur les plans n°2, 3 et 4 par le périmètre des points :

n° 1, 5, 33, 32, 1 ;

d'une surface de base totale d'environ 14 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 138.16m, 139.08m, 139.43m (Altitudes de la dalle séparant le vide sanitaire et le rez-de-chaussée) et sans limitation de hauteur, appliqué à la surface d'application.

101110

CONSERVATION DU CADASTRE

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES

Département
BAS RHIN

Tribunal d'instance
STRASBOURG

COPIE

Circonscription du Cadastre
STRASBOURG

Commune
STRASBOURG

Esquisse N° 5795

Relative à des droits de superficie

Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin

Cette esquisse a été dressée sur la base de plans fournis et devra faire l'objet d'un contrôle, à l'initiative et à la charge des propriétaires, après réalisation des travaux.

Situation

Section : DL

N° du plan : 238 /2

Rue, n° : Zac Danube – ilot G
Avenue du Rhin

Esquisse établie et certifiée exacte
par le **Cabinet BILHAUT, Géomètres-Experts Associés**

à Strasbourg, le 26 septembre 2017

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selarl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806

Esquisse enregistrée au Service du Cadastre
à STRASBOURG , le - 5 FEV. 2018

Le Chef de Circonscription

Guy DEFFORGE
Inspecteur

PÔLE TOPOGRAPHIQUE ET
DE GESTION CADASTRALE
DE STRASBOURG

ESQUISSE N°
Section N° : DL
N° du plan : 238 /2

Plan de situation



Echelle : 1 / 1000

Remarques préalables

- **Mitoyenneté des lots en plan**

La partie séparative entre deux lots bâtis (hors limites cadastrales le long du périmètre) est constituée :

1) par le joint de dilatation lorsqu'il existe deux murs accolés

2) par l'axe du mur lorsqu'il n'existe qu'un mur, sauf indication contraire figurant sur les plans

- **Appartenance des dalles et revêtements d'étanchéité en altitude**

1) les dalles horizontales séparent les lots à l'axe de la dalle brute, sauf indication contraire figurant sur l'état descriptif.

2) le revêtement d'étanchéité appartient au lot inférieur auquel il profite, sauf indication contraire figurant sur l'état descriptif.

- **Référence planimétrique**

Les points périmétriques de chaque lot sont déterminés en coordonnées LAMBERT 93 CC49.

- **Plans projets utilisés pour la rédaction du présent document**

PLANS Version PC et PRO (et APD pour le local ASPA) du 15/09/2017 transmis par NUNC Architectes

- **Altimétrie**

L'altimétrie est rattachée au système IGN 69.

Correspondance altimétries utilisées :

138.16m ; 139.08m ; 139.43m : Altitudes de l'axe de la dalle séparant le vide sanitaire et le R.d.C.
142.60m : Altitude de l'axe de la dalle séparant le R.d.C. et le 1er étage sur la chaufferie (volume AC)
144.02m : Altitude de l'xe de la dalle séparant le R.d.C. et le 1er étage
146.77m : Altitude de l'axe de la dalle séparant le 1er étage et le 2ème étage

Correspondance altimétries utilisées :

Se référer aux plans et coupes dans le présent document.

Les cotes présentées aux plans et coupes ne sont pas limitatives ou restrictives. Les dalles séparant les différents niveaux et les hauteurs de le bâtiment étant hétérogènes, elles ont été représentées sur toutes les coupes disponibles au moment de la rédaction du présent document.

Pour toutes les parties qui ne seraient pas présentées, il est rappelé les principes de division en altimétrie entre les volumes suivants :

- Axe de la dalle brute entre deux volumes bâtis
- Dessus de l'étanchéité entre un volume bâti et la partie supérieure non bâtie y compris terrasses, loggias et cours

Ces principes prévalent en cas d'incertitude ou absence de cotes précises.

- **Remarque**

Pour information, il est rappelé que les dimensions planimétriques et altimétriques sont issus des plans fournis et cités précédemment. Ceux-ci sont susceptibles d'être modifiées au fur et à mesure de l'avancement des études et de la réalisation des travaux.

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b, avenue de Colmar - 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail : bilhaut.strasbourg@online.fr

Esquisse relative à des droits de superficies

Descriptif des droits de superficies créés dans l'ensemble immobilier, sis Zac Danube – Ilot G à STRASBOURG Neudorf, provenant de la parcelle cadastrée section DL n° 238 /2, d'une contenance de 3593 m² et constituant les lots AA à AE.

Lot AA

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°2

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°2 par le périmètre des points :

n° 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 5, 2 ;

d'une surface de base totale d'environ 3097 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 138.16m, 139.08m, 139.43m (Altitudes de la dalle séparant le vide sanitaire et le rez-de-chaussée) et le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 142.93m, 144.02m (Altitudes de l'axe de la dalle séparant le rez-de-chaussée et le 1er étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements), appliqué à la surface d'application.

Plan n°3

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°3 par le périmètre des points :

n° 2, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 40, 41, 42, 43, 18, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 32, 33, 5, 2 ;

d'une surface de base totale d'environ 2857 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 142.93m, 144.02m (Altitudes de l'axe de la dalle séparant le rez-de-chaussée et le 1er étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des étanchéités des terrasses des logements) et le plan horizontal déterminé par la cote de niveau 146.77m (Altitude de l'axe de la dalle séparant le 1er étage et le 2ème étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements), appliqué à la surface d'application.

Plan n°4

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°4 par le périmètre des points :

n° 2, 34, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, 52, 32, 33, 5, 2 ;

d'une surface de base totale d'environ 2290 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par la cote de niveau 146.77m (Altitude de l'axe de la dalle séparant le 1er étage et le 2ème étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements) et sans limitation de hauteur, appliqué à la surface d'application.

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b, avenue de Colmar - 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail : bilhaut.strasbourg@online.fr

Lot AB

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°2

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°2 par les périmètres des points :

n° 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 3 ;
n° 4, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 4 ;

d'une surface de base totale d'environ 453 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 138.16m, 139.08m, 139.43m (Altitudes de la dalle séparant le vide sanitaire et le rez-de-chaussée) et le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 142.93m, 144.02m (Altitudes de l'axe de la dalle séparant le rez-de-chaussée et le 1er étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements), appliqué à la surface d'application.

Plan n°3

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°3 par les périmètres des points :

n° 3, 18, 43, 42, 41, 40, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 3 ;
n° 4, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 4 ;

d'une surface de base totale d'environ 722 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 142.93m, 144.02m (Altitudes de l'axe de la dalle séparant le rez-de-chaussée et le 1er étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des étanchéités des terrasses des logements) et le plan horizontal déterminé par la cote de niveau 146.77m (Altitude de l'axe de la dalle séparant le 1er étage et le 2ème étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements), appliqué à la surface d'application.

Plan n°4

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°4 par le périmètre des points :

n° 3, 4, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 34, 3 ;

d'une surface de base totale d'environ 1289 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par la cote de niveau 146.77m (Altitude de l'axe de la dalle séparant le 1er étage et le 2ème étage ou le cas échéant le dessus des étanchéités des terrasses des logements) et sans limitation de hauteur, appliqué à la surface d'application.

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b, avenue de Colmar - 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail : bilhaut.strasbourg@online.fr

Lot AC

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°2

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°2 par le périmètre des points :

n° 28, 29, 30, 31, 28 ;

d'une surface de base totale d'environ 29 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 138.16m, 139.08m, 139.43m (Altitudes de la dalle séparant le vide sanitaire et le rez-de-chaussée) et le plan horizontal déterminé par la cote de niveau 142.60m (Altitudes de l'axe de la dalle séparant le rez-de-chaussée et le 1er étage sur la chaufferie), appliqué à la surface d'application.

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b, avenue de Colmar - 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail : bilhaut.strasbourg@online.fr

Lot AD

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°2

En plan : la surface d'application déterminée sur les plans n°2, 3 et 4 par le périmètre des points :

n° 1, 5, 33, 32, 1 ;

d'une surface de base totale d'environ 14 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 138.16m, 139.08m, 139.43m (Altitudes de la dalle séparant le vide sanitaire et le rez-de-chaussée) et sans limitation de hauteur, appliqué à la surface d'application.

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b, avenue de Colmar - 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail : bilhaut.strasbourg@online.fr

Lot AE

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°1

En plan : la surface d'application déterminée sur le plan n°1 par le périmètre des points :

n° 1, 2, 3, 4, 1 ;

d'une surface de base totale d'environ 3593 m².

En élévation :

entre le plan horizontal déterminé par les cotes de niveau 138.16m, 139.08m, 139.43m (Altitudes de la dalle séparant le vide sanitaire et le rez-de-chaussée) et sans limitation de profondeur, appliqué à la surface d'application.

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b, avenue de Colmar - 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail : bilhaut.strasbourg@online.fr

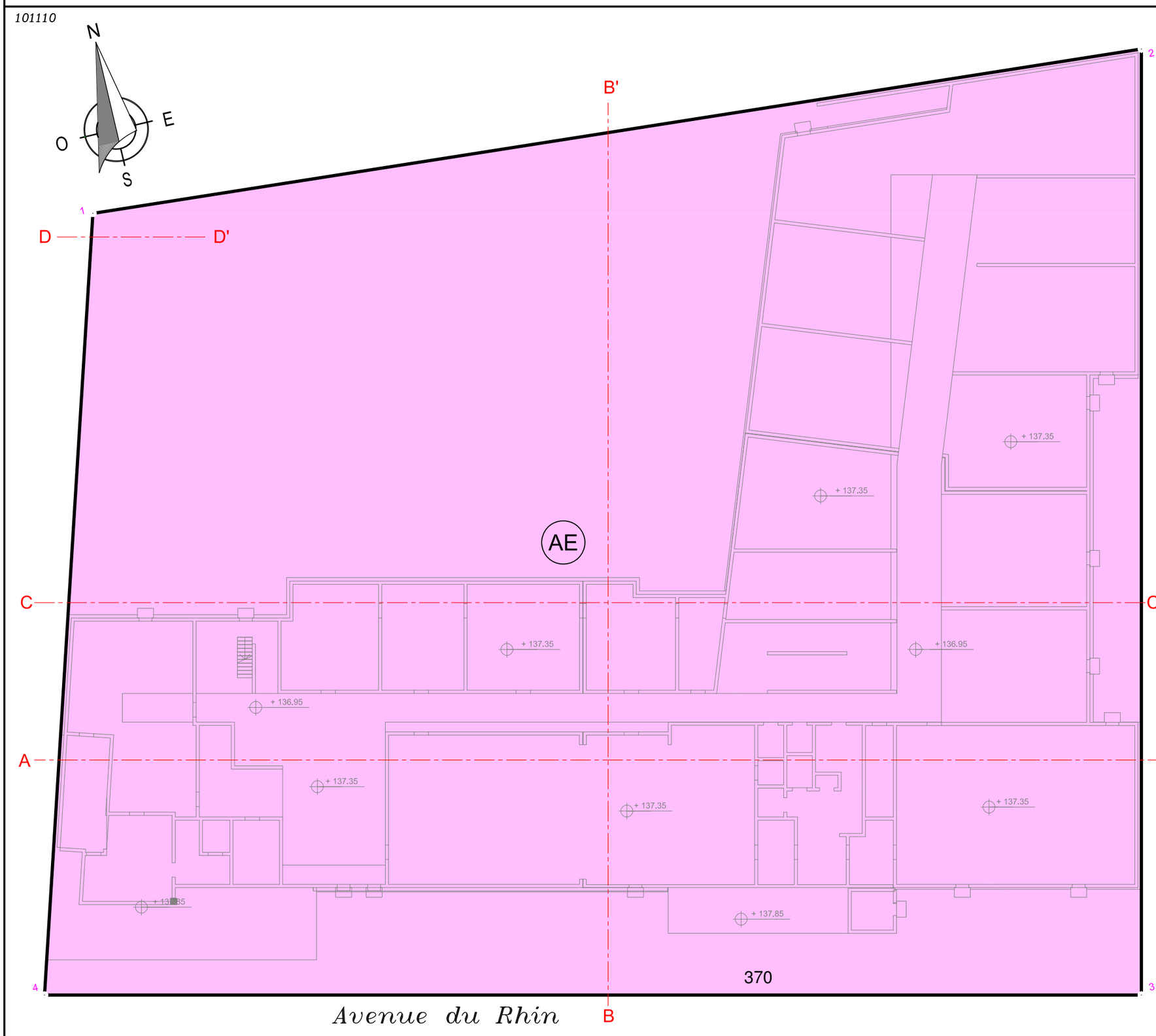
Esquisse n°

STRASBOURG NEUDORF

Section DL Parc. n° 238/2

ZAC DANUBE – ILOT G

101110



PLAN n° 1

Sans limite de profondeur à l'axe de dalle séparant le Vide sanitaire et le R.d.C.

- Volume AA : Ecole
- Volume AB : Logements
- Volume AC : ASL Chauff.
- Volume AD : Local ASPA
- Volume AE : Tréfonds/vide sanit.

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

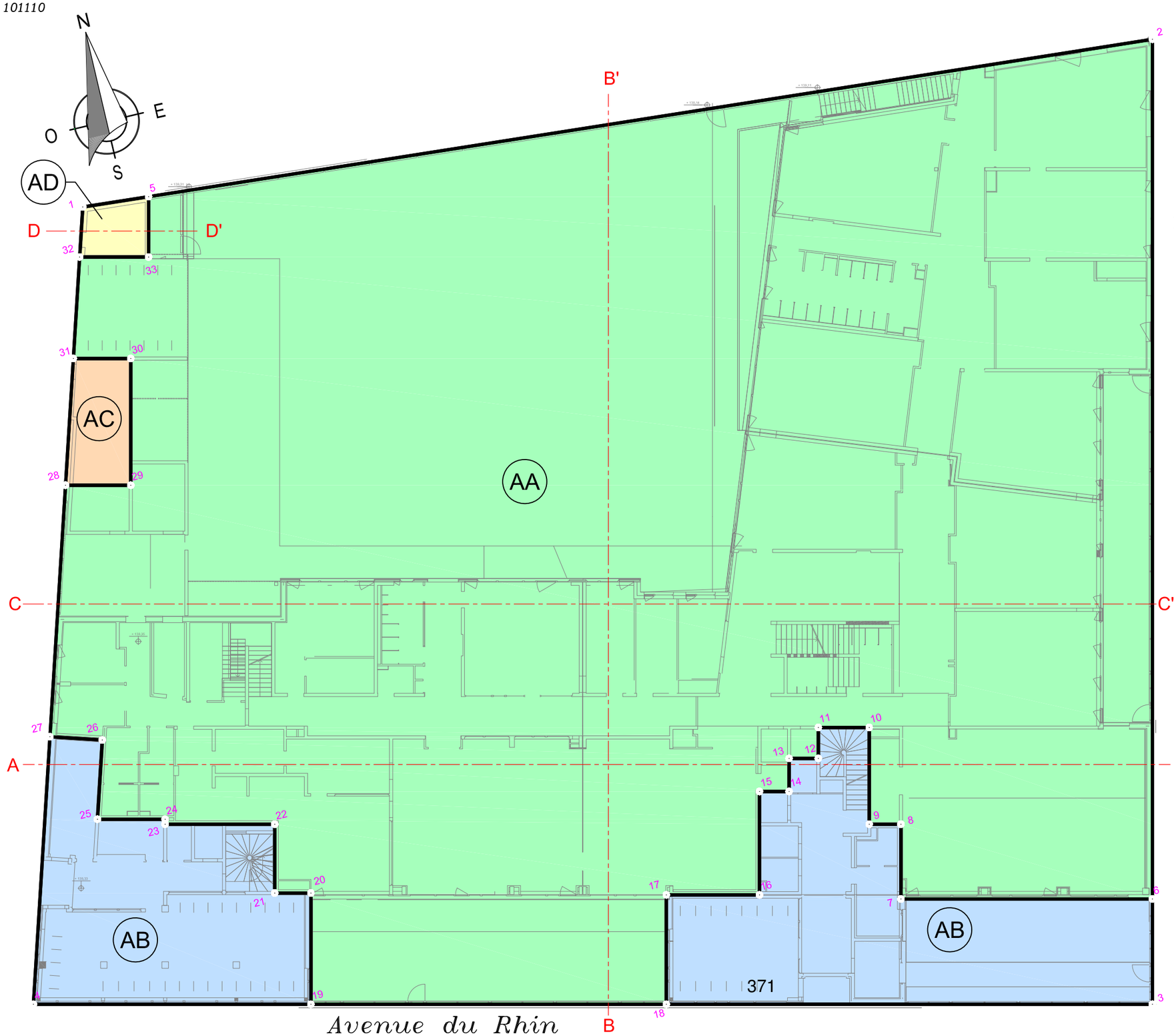
Esquisse n°

STRASBOURG NEUDORF

Section DL Parc. n° 238/2

ZAC DANUBE – ILOT G

101110



PLAN n° 2

de l'axe de la dalle séparant le Vide sanitaire et le R.d.C. à l'axe de dalle séparant le R.d.C. et le R+1

(ou le cas échéant les dessus des étanchéités des toitures terrasses dans les zones où les terrasses logements recouvrent le volume AA)

- Volume AA : Ecole
- Volume AB : Logements
- Volume AC : ASL Chauff.
- Volume AD : Local ASPA
- Volume AE : Tréfonds/vide sanit.

PLAN du R.D.C. EN FILIGRANE

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

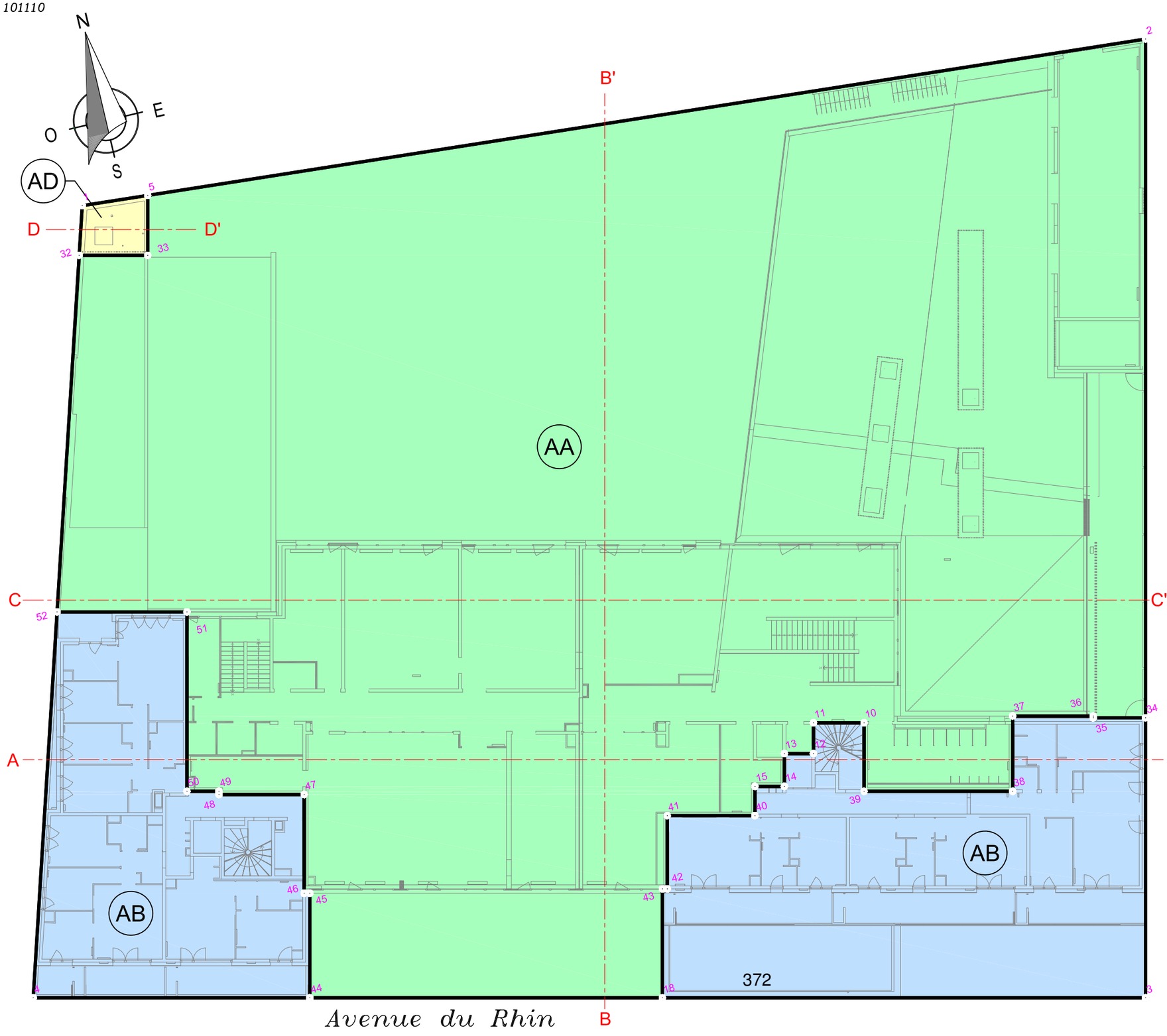
Esquisse n°

STRASBOURG NEUDORF

Section DL Parc. n° 238/2

ZAC DANUBE – ILOT G

101110



PLAN n° 3

de l'axe de dalle séparant le R.d.C. et le R+1 à l'axe de la dalle séparant le R+1 et le R+2 (ou le cas échéant les dessus des étanchéités des toitures terrasses dans les zones où les terrasse des logements recouvrent le volume AA)

- Volume AA : Ecole
- Volume AB : Logements
- Volume AC : ASL Chauff.
- Volume AD : Local ASPA
- Volume AE : Tréfonds/vide sanit.

PLAN du R+1 EN FILIGRANE

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

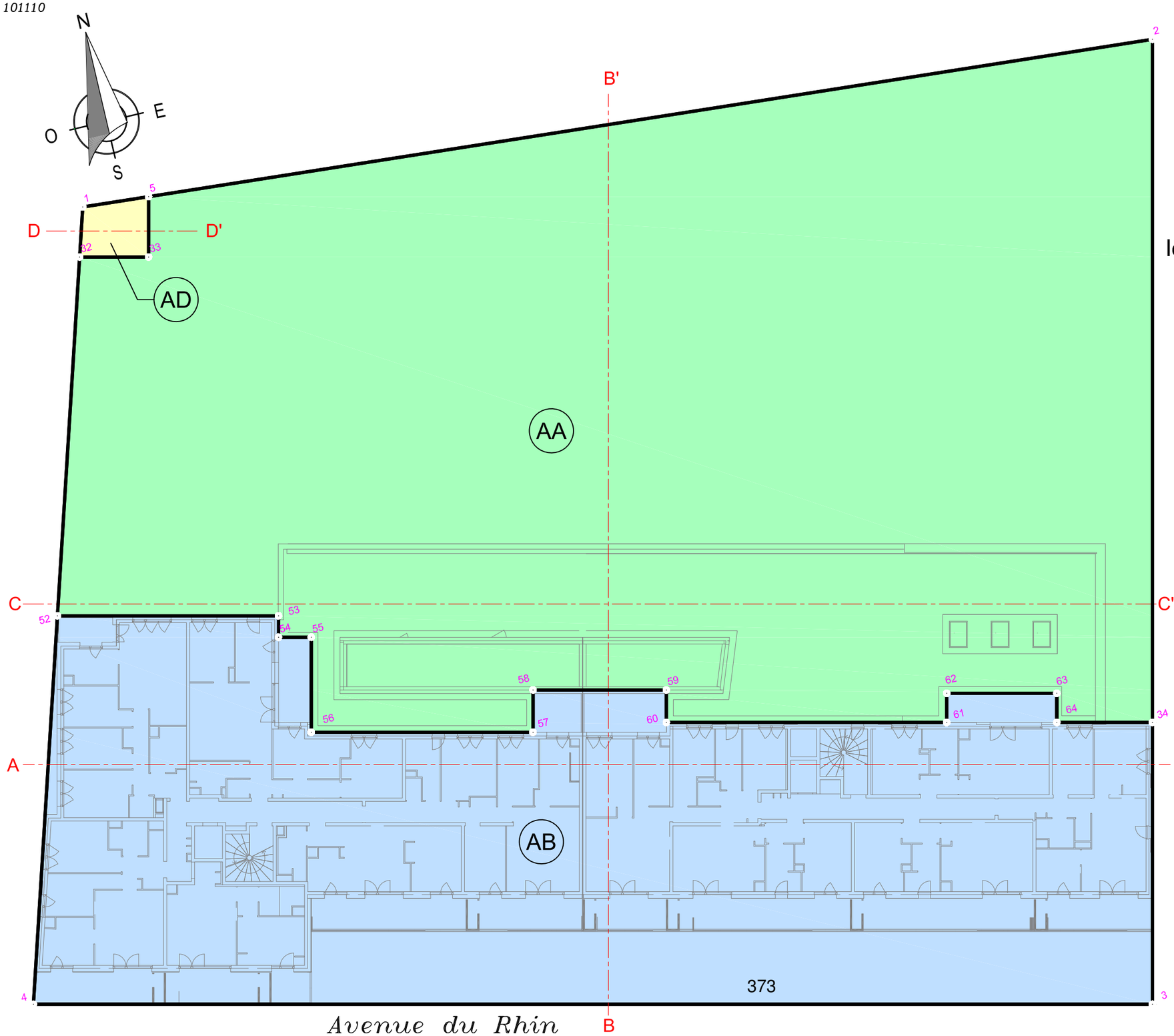
Esquisse n°

STRASBOURG NEUDORF

Section DL Parc. n° 238/2

ZAC DANUBE – ILOT G

101110



PLAN n° 4

de l'axe de dalle séparant le R+1 et le R+2
(ou le cas échéant les dessus des étanchéités des toitures terrasses dans les zones où les terrasses des logement recouvrent le volume AA)
à sans limitation de hauteur

- Volume AA : Ecole
- Volume AB : Logements
- Volume AC : ASL Chauff.
- Volume AD : Local ASPA
- Volume AE : Tréfonds/vide sanit.

PLAN du R+2 EN FILIGRANE

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

STRASBOURG NEUDORF

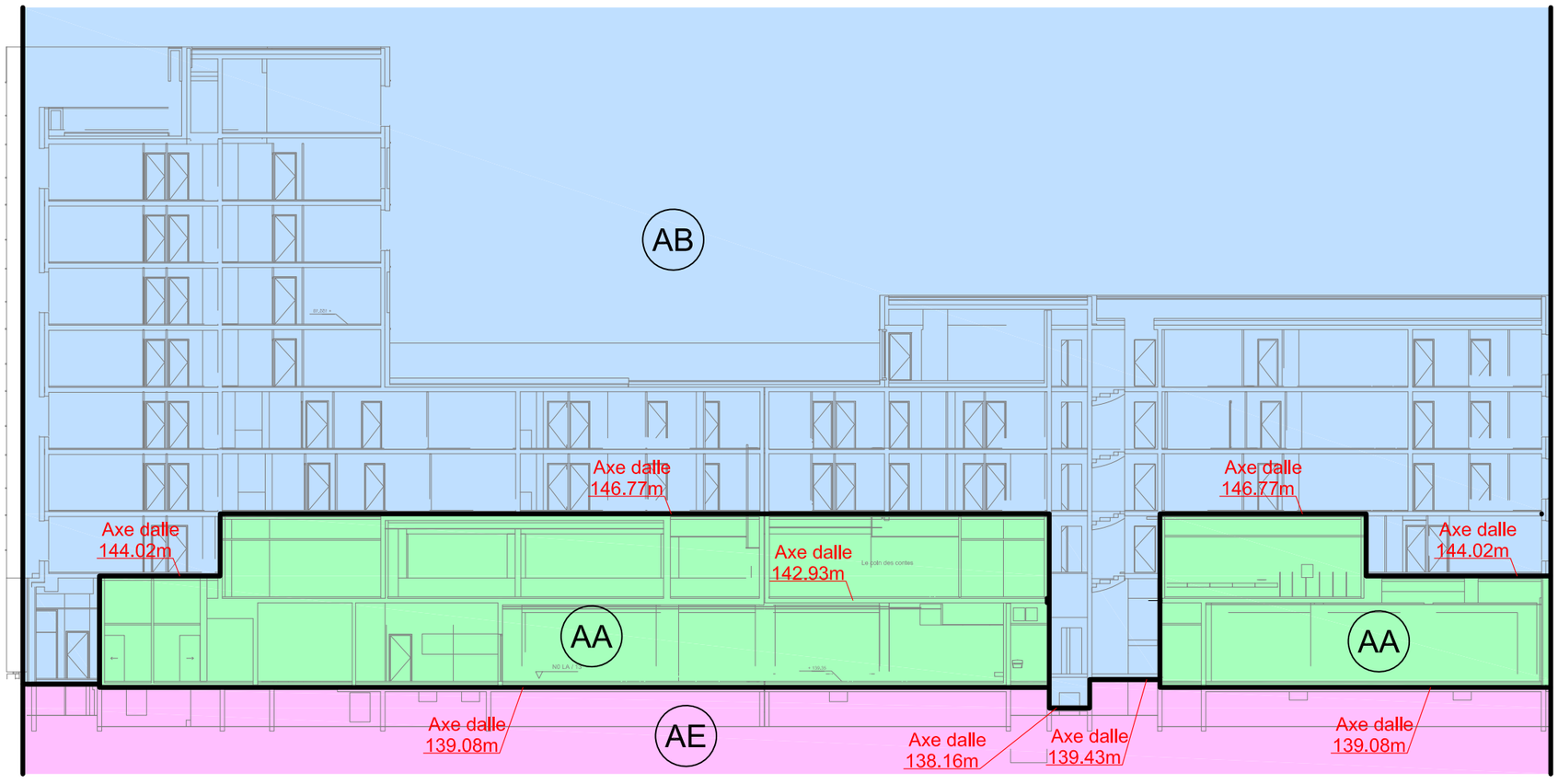
Section DL Parc. n° 238/2

ZAC DANUBE – ILOT G

101110

COUPE AA'

Sans limitation de hauteur



Sans limitation de profondeur

- Volume AA : Ecole
- Volume AB : Logements
- Volume AC : ASL Chauff.
- Volume AD : Local ASPA
- Volume AE : Tréfonds/vide sanitaire

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

Section DL Parc. n° 238/2

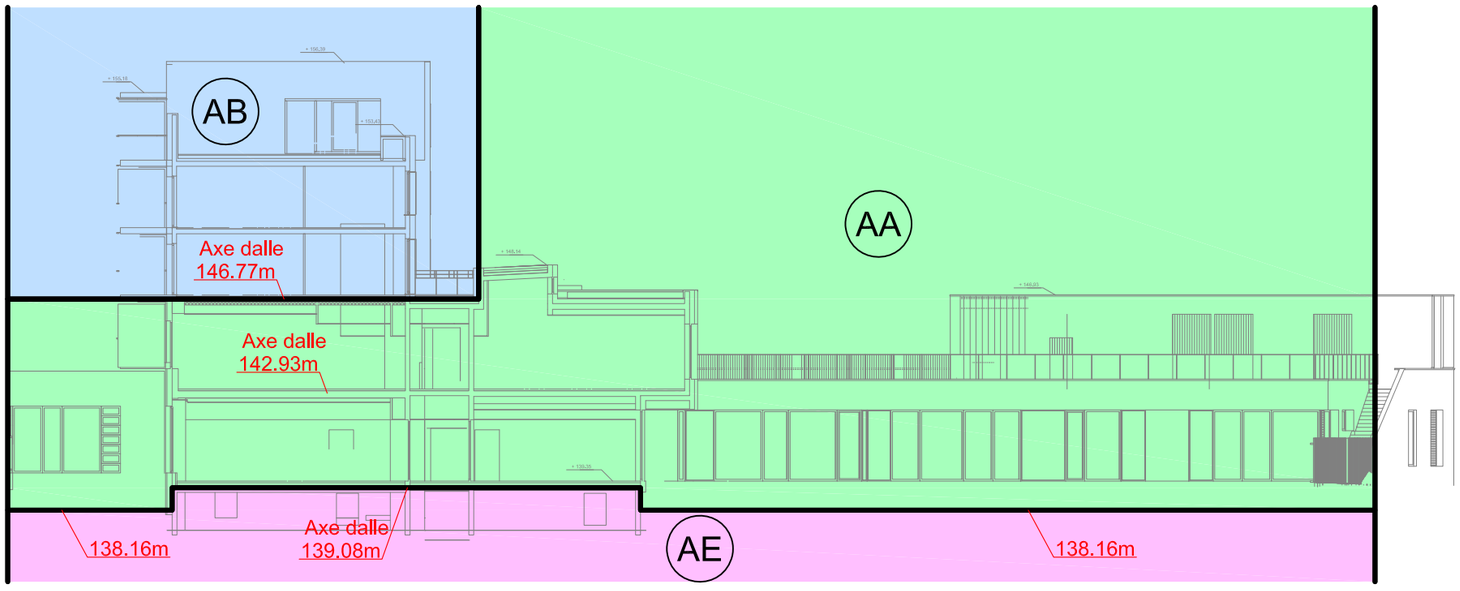
STRASBOURG NEUDORF

ZAC DANUBE – ILOT G

101110

COUPE BB'

Sans limitation de hauteur



Sans limitation de profondeur

- Volume AA : Ecole
- Volume AB : Logements
- Volume AC : ASL Chauff.
- Volume AD : Local ASPA
- Volume AE : Tréfonds/vide sanitaire

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

STRASBOURG NEUDORF

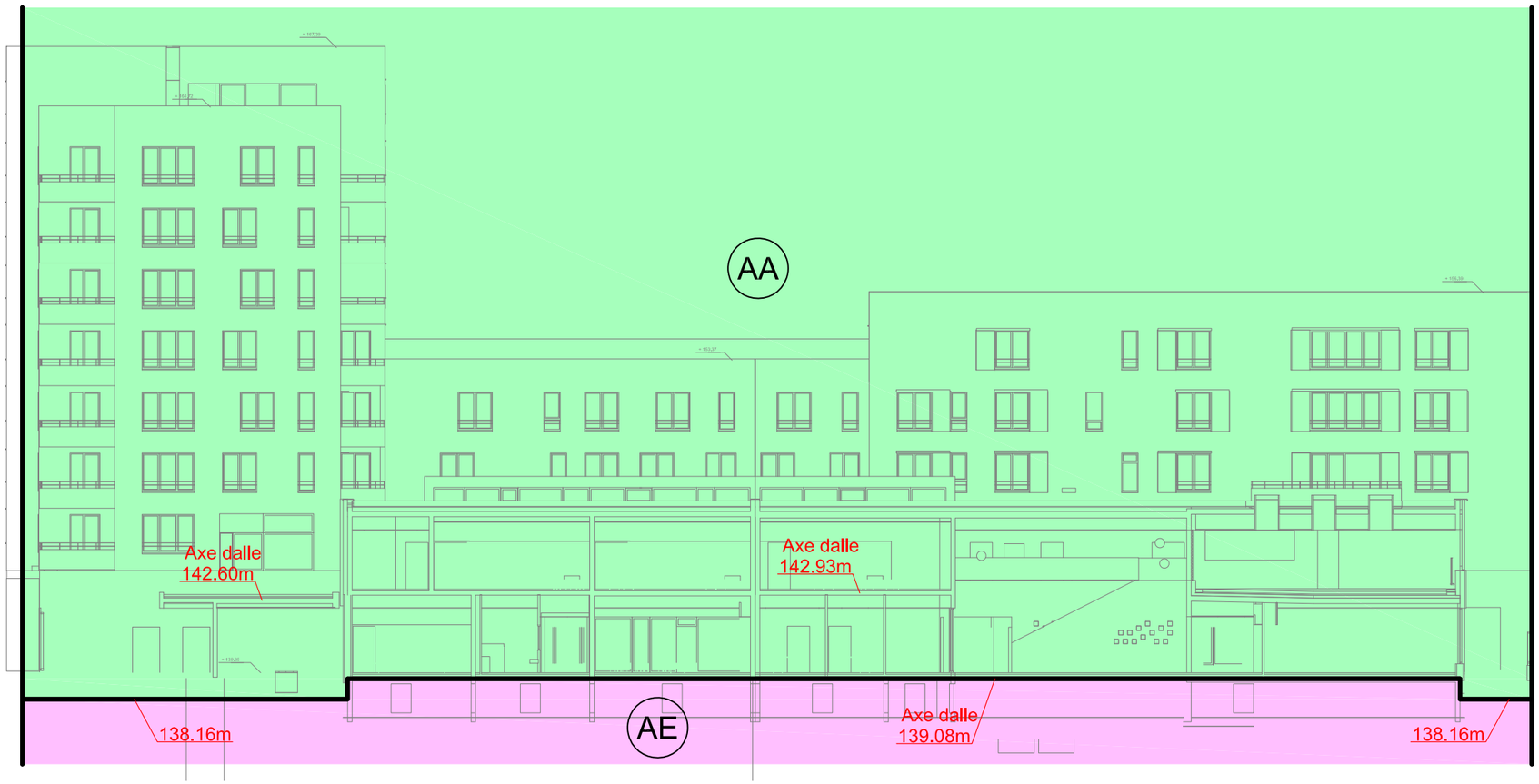
Section DL Parc. n° 238/2

ZAC DANUBE – ILOT G

101110

COUPE CC'

Sans limitation de hauteur



Sans limitation de profondeur

Volume AA : Ecole

Volume AB : Logements

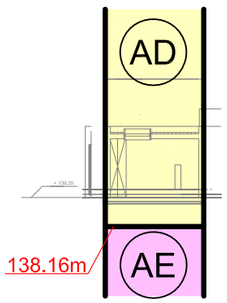
Volume AC : ASL Chauff.

Volume AD : Local ASPA

Volume AE : Tréfonds/vide sanitaire

COUPE DD'

Sans limitation de hauteur



Sans limitation de profondeur

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

STRASBOURG NEUDORF

Section DL Parc. n° 238/2

ZAC DANUBE – ILOT G

101110

LISTING DE COORDONNEES

Lambert RGF 93 CC49

MAT	X	Y
1	2051586.43	8163541.21
2	2051652.38	8163535.62
3	2051638.37	8163478.36
4	2051571.93	8163494.61
5	2051590.49	8163540.86
6	2051639.90	8163484.60
7	2051624.97	8163488.25
8	2051626.05	8163492.69
9	2051624.17	8163493.15
10	2051625.57	8163498.89
11	2051622.55	8163499.63
12	2051622.10	8163497.80
13	2051620.37	8163498.22
14	2051619.89	8163496.26
15	2051618.13	8163496.69
16	2051616.63	8163490.55
17	2051611.10	8163491.90
18	2051609.51	8163485.42
19	2051588.41	8163490.58
20	2051590.02	8163497.17
21	2051587.87	8163497.70
22	2051588.87	8163501.79
23	2051582.37	8163503.38
24	2051582.44	8163503.67
25	2051578.42	8163504.66
26	2051579.86	8163509.29
27	2051576.79	8163510.24
28	2051581.37	8163524.94
29	2051585.25	8163523.99
30	2051587.09	8163531.51
31	2051583.67	8163532.35
32	2051585.52	8163538.28
33	2051589.61	8163537.28
34	2051642.46	8163495.08
35	2051639.34	8163495.85
36	2051639.37	8163495.95
37	2051634.55	8163497.13
38	2051633.45	8163492.63
39	2051624.57	8163494.81
40	2051617.70	8163494.94
41	2051612.46	8163496.22
42	2051611.40	8163491.85
43	2051611.10	8163491.92
44	2051588.45	8163490.57
45	2051589.98	8163496.81
46	2051589.64	8163496.90
47	2051591.08	8163502.79
48	2051585.99	8163504.04
49	2051586.04	8163504.23
50	2051584.13	8163504.70
51	2051586.75	8163515.41
52	2051578.99	8163517.31
53	2051592.12	8163514.10
54	2051591.81	8163512.83
55	2051593.75	8163512.35
56	2051592.37	8163506.72
57	2051605.54	8163503.50
58	2051606.16	8163506.00
59	2051614.07	8163504.06
60	2051613.60	8163502.14
61	2051630.25	8163498.07
62	2051630.67	8163499.80
63	2051637.21	8163498.20
64	2051636.79	8163496.47

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: bilhaut.strasbourg@online.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/350

Le 18/06/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : droits à construire

ADRESSE DU BIEN : Îlot G ZAC Danube à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 450 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole de Strasbourg (EMS)
Affaire suivie par :
Madame **Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu
Monsieur **julien ETIENNE** julien.etienne@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	27/03/2018
Demande reçue le	:	12/04/2018
Renseignements complémentaires recus le	:	06/06/2018
Visite le	:	
Dossier en état	:	06/06/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Acquisition de droits à construire dans l'îlot G de la ZAC Danube, en vue de la réalisation d'une école maternelle.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superficie (are)
DL	238/2	route du Rhin	35,93
		Total	**35,93**

Descriptif sommaire :

L'acquisition porte sur un lot de volume (AA) destinée à la réalisation d'une école maternelle, bâtiment de type R+ 1, développant une surface de plancher de **2 346 m².**

Cet équipement comportera neuf salles de classe, deux salles de jeux, deux salles de repos, une bibliothèque, des sanitaires, une salle de restauration, un office, des locaux pour le personnel ainsi que d'une cour de récréation haute et d'une cour basse.

La parcelle recevra par ailleurs un autre lot de volume destiné quant à lui à la réalisation de logements répartis dans des bâtiments de type R+3, R+4 et R+8 pour une SDP de 3 775 m².

5 - Situation juridique :

Propriétaire/promoteur : SERS

Situation locative : terrain estimé à l'état « nu et libre «

6 - Urbanisme et réseaux :

Au PLU intercommunal approuvé le 16/12/2016 devenu opposable le 23/01/2017, la parcelle d'assise du projet est située en zone **UDZ 1**

La zone UD correspond à des secteurs urbains dont l'objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains avec une démarche d'urbanisme durable qui veille notamment à la réduction des consommations énergétiques (bâtiments BBC, maisons passives, ...).

Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Hauteur maximale des constructions	30 mètres HT
Superficie minimale réservée à des aménagements paysagers	Non réglementé
Stationnement	L'opération d'aménagement d'ensemble doit pouvoir disposer d'un nombre d'aires de stationnement, exigible pour le stationnement des véhicules motorisés, lui permettant de répondre aux besoins nécessaires à son bon fonctionnement.

7- Détermination de la valeur vénale :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de la nature du projet ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale des droits à construire considérés peut être fixée à 450 000 € HT.

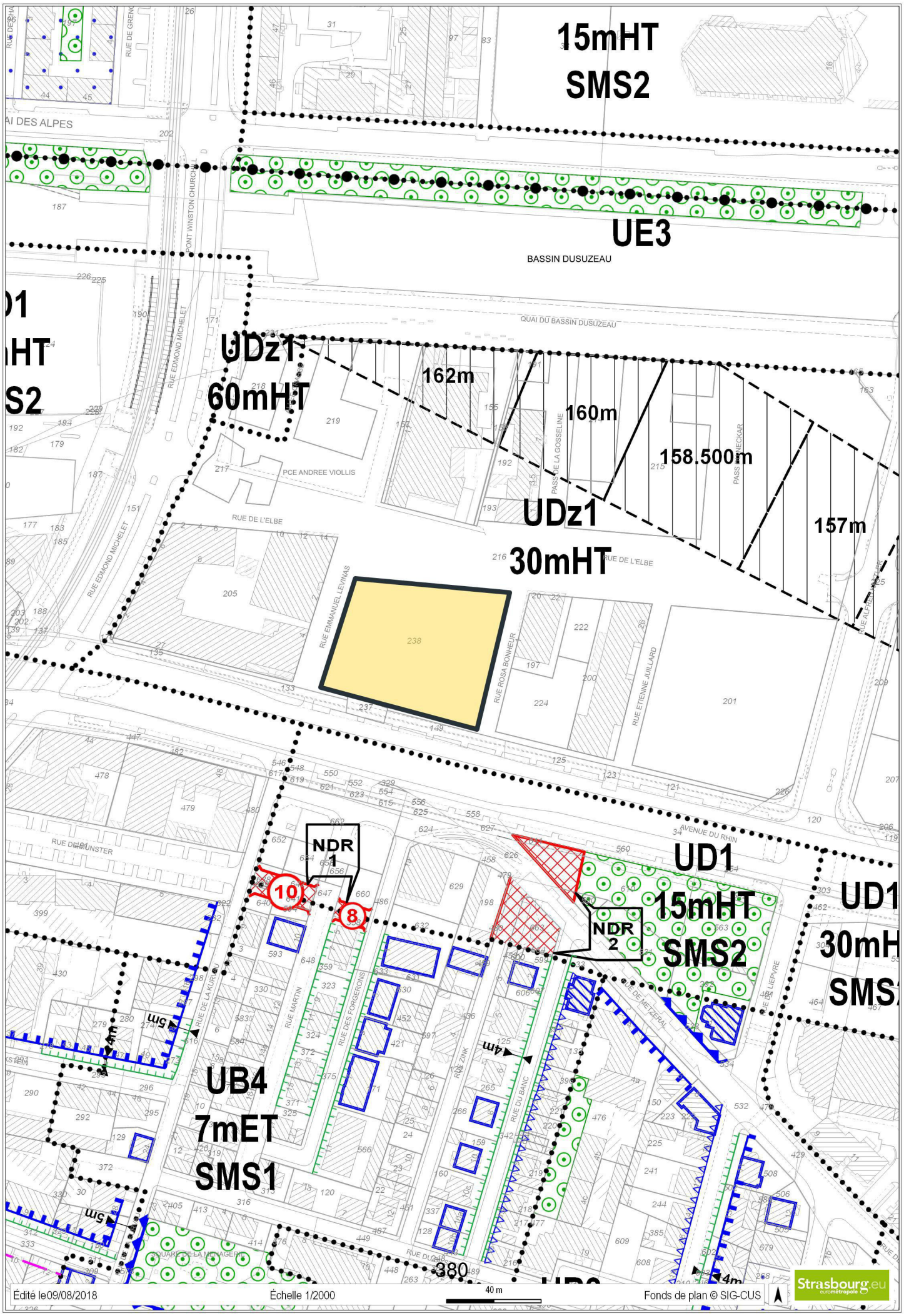
8 - Durée de validité :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des finances publiques
Patrick GOGUELY


15mHT
SMS2
UE3
BASSIN DUSUZEAU
QUAI DU BASSIN DUSUZEAU
UDz1
60mHT
162m
160m
158.500m
157m
UDz1
30mHT
PCE ANDREE VIOLLIS
RUE DE L'ELBE
RUE EDMOND MICHELET
RUE EMMANUEL LEVINAS
RUE ROSA BONHEUR
RUE ETIENNE JUILLARD
AVENUE DU RHIN
RUE DE MUNSTER
NDR 1
NDR 2
10
8
UD1
15mHT
SMS2
UD1
30mH
SMS
UB4
7mET
SMS1
5m
4m
RUE MARTIN
RUE DES FORGERONS
RUE ZINK
RUE DU BANC
RUE DE METZERAL
RUE LIEPVRE
380
Édité le09/08/2018
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Communauté Urbaine de Strasbourg

ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE

DANUBE

CAHIER DES CHARGES DE CESSIONS

DE TERRAINS ET/OU DE VOLUMES

(CCCT/V)

Terrain/volume cédé :

Acquéreur :

Programme :

Surface de plancher affectée à la parcelle :

SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG
10 rue OBERLIN • 67000 STRASBOURG • Tel : (33) 88 37 88 88 • Fax (33) 88 37 88 77

PREAMBULE

La Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) a souhaité urbaniser et reconvertir les terrains situés au cœur de l'axe HEYRITZ-KEHL, constitués d'une friche industrielle entre l'ancien Pont Churchill (rue Edmond Michelet) et l'équipement baptisé « Le Vaisseau ». La réalisation de ce projet s'inscrit dans le cadre d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) telle que prévue aux articles L311-1 et R 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme, dont la CUS a souhaité confier la réalisation à un aménageur.

Par délibération du 1er février 2008, la CUS a approuvé le dossier de création de la ZAC, qui définit son périmètre et ses objectifs et autorisé son Président à lancer la procédure de désignation d'un aménageur, en application des articles L300-4 et L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Après une procédure de mise en concurrence, la CUS a choisi de retenir l'offre formulée par la S.E.R.S. pour la réalisation de ce projet.

Par délibération du 5 février 2010, intervenant après avis favorable du Conseil Municipal de Strasbourg, la CUS a ainsi désigné la S.E.R.S. en tant qu'aménageur de la ZAC DANUBE et autorisé son vice- président à signer la concession d'aménagement entre la CUS et la S.E.R.S., cette dernière ayant été signée par les deux parties le 3 mars 2010 pour une durée de 10 ans à compter de sa date de prise d'effet.

Ce projet a pour ambition de faire bénéficier le plus grand nombre d'habitants d'un quartier innovant dans les différentes composantes du développement durable, notamment au niveau de la qualité environnementale.
L'opération doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global de 76.000 m² de surface de plancher dont 50.000m² environ réservés à de l'habitat, correspondant à environ 650 logements, dont 40% de logements locatifs sociaux et 10% d'accession sociale à la propriété. Une place est également réservée à des projets en autopromotion. Le projet cherchera à développer la mixité sur trois aspects au moins :

- mixité des fonctions urbaines par la création de logements, commerces, bureaux, équipements publics
- mixité sociale des futurs habitants (50% de logements sociaux, place accordée à l'autopromotion)
- mixité intergénérationnelle (résidence étudiante, EHPAD, espaces collectifs…).

Le dossier de réalisation de la ZAC comprenant notamment le programme des équipements publics a été approuvé par délibération du Conseil de CUS du 29 septembre 2011, laquelle n'a pas fait l'objet d'un recours ou d'une décision de retrait.

Le présent cahier des charges s'applique aux cessions et concessions d'usage des terrains situés dans le périmètre de la ZAC, conformément à l'article L311-6 du Code

de l'Urbanisme. Il devra être approuvé par le concédant avant chaque cession. Il est divisé en trois titres:

Le **titre I** comprend des dispositions d'ordre général déterminant les conditions dans lesquelles la cession et/ou location est consentie et résolue en cas d'inexécution des obligations.
A toutes fins utiles il est précisé que les terrains compris dans l'emprise de la ZAC ont été acquis par l'aménageur par voie amiable, sans mise en œuvre d'une procédure d'expropriation. L'acquisition des terrains n'a donc pas fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique et le présent cahier des charges n'est par conséquent pas soumis aux prescriptions de l'article L21-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le **titre II** définit les droits et obligations respectifs de l'Aménageur et des Constructeurs pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et de construction des bâtiments.

Le **titre III** fixe les droits et obligations respectifs de l'Aménageur et des constructeurs après réalisation des travaux d'aménagement et/ou de construction, ainsi que les règles et servitudes de droit privé imposées aux cessionnaires, à leurs héritiers ou ayants cause à quelque titre que ce soit. Il détermine notamment les conditions de la gestion des ouvrages collectifs.

Les deux premiers titres constituent des dispositions purement bilatérales entre l'Aménageur et chaque contractant (à l'exception toutefois du point 10.4 concernant la communication d'informations entre les Constructeurs dans le cadre de réalisations sous le régime des droits de superficie, dont les dispositions sont invocables directement entre les constructeurs). Elles ne comportent aucune stipulation pour autrui et ne pourront, en conséquence, ni être opposées aux autres contractants ou à tous tiers en général, ni être invoquées par ceux-ci à l'encontre des contractants, conformément aux dispositions de l'article 1165 du Code Civil. Des dérogations à ces deux titres pourront être octroyées par l'aménageur et seront dans ce cas expressément stipulées dans les contrats de vente ou de location, concession etc.

Le titre III s'impose à tous les propriétaires et plus généralement à tous les utilisateurs de terrains ou de constructions, ainsi qu'à leurs héritiers, ayants cause et/ou ayants droit à quelque titre que ce soit et ce, sans limitation de durée. Il s'impose également aux propriétaires antérieurs qui auraient déclaré adhérer au cahier des charges par voie de convention avec l'Aménageur. Chacun de ces assujettis aura le droit de se prévaloir des dispositions de ce troisième titre à l'encontre des autres assujettis, l'Aménageur déclarant à ce sujet, en tant que de besoin, stipuler au profit de chacun de ces assujettis. Les dispositions du présent cahier des charges liées au titre III, à l'exception des servitudes et restrictions d'usage, pourront être modifiées dans les conditions de majorité prévues par la loi en matière de cahiers des charges de lotissement (L442-10 du Code de l'Urbanisme).

Toutefois, toute modification du cahier des charges ne pourra être obtenue qu'en l'absence d'opposition de l'Aménageur en cours de concession et en l'absence d'opposition du concédant après expiration de la concession, jusqu'à la suppression de la ZAC.

A l'expiration de la concession d'aménagement visée dans l'exposé qui précède, ou en cas de rachat, retrait ou de résiliation de ladite concession, le concédant sera substitué de plein droit à l'Aménageur dans tous les droits et obligations résultant pour celui-ci du présent cahier des charges, sans que les Constructeurs aient le droit de s'y opposer, et sans que l'Aménageur puisse être recherché à ce sujet.

Les prescriptions du présent cahier des charges, seront annexées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains, volumes ou des constructions, qu'il s'agisse soit d'une première cession ou location, soit de cessions ou de locations ultérieures.

Les prescriptions architecturales, environnementales et paysagères font l'objet d'un document à valeur contractuelle, qui sera annexé à tous actes de cession/location emportant un droit réel.

Par mesure de simplification et pour la clarté du texte:

- d'une part, on désignera sous le vocable de "Constructeur" tous assujettis au présent Cahier des Charges de Cession de Terrains et/ou Volumes (C.C.C.T/V.) qu'il soit propriétaire, acquéreur, cessionnaire, bénéficiaire d'apport, copartageant, constructeur, locataire, cessionnaire d'usage, etc... ;
- d'autre part, on désignera sous le vocable général "acte de cession", tout acte transférant la propriété d'un terrain, volume ou immeuble situé dans le périmètre d'application du présent C.C.C.T/V. que ce soit une vente (promesse ou acte définitif de vente), un apport, un partage, une donation, etc..., ou par "location" ou "bail" tout acte conférant la jouissance de ou un droit réel temporaire sur l'un desdits biens, que ce soit un bail à construction, une concession immobilière, un bail emphytéotique, etc... ;
- on désignera sous le vocable "Aménageur", la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de STRASBOURG (S.E.R.S.), concessionnaire de la C.U.S. pour l'aménagement de la « Z.A.C. DANUBE »
- on désignera sous le vocable général de "Collectivité", ou « concédant », la Communauté Urbaine de Strasbourg (C.U.S.).

Ceci exposé, l'Aménageur entend diviser et céder les terrains et/ou volumes de la « Z.A.C. DANUBE », dans les conditions prévues ci-après:

TITRE 1. Dispositions générales – Conditions de cession/location des droits immobiliers de la ZAC

ARTICLE 1 - DIVISION DES TERRAINS ET/OU VOLUMES

Les terrains et/ou volumes compris dans l'emprise de la ZAC feront l'objet d'une division entre :

- les terrains et/ou volumes destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces libres publics,
- les terrains et/ou volumes destinés à être cédés à l'Association Syndicale de la ZAC DANUBE ou toute autre association syndicale qui serait créée sur la ZAC et dont le périmètre engloberait tout ou partie des terrains cédés,
- les terrains et/ou volumes destinés à être cédés aux Constructeurs publics ou privés, désignés ci-après par le terme "Constructeur".

Compte tenu de l'imbrication de certaines constructions et de la diversité des destinations, il pourra être nécessaire de procéder, sur tout ou partie des terrains d'emprise de la ZAC, à une division de l'espace en volumes dénommés "droits de superficie". Dans ce cas, les droits de superficie créés feront l'objet d'une description dans un état descriptif de division, ainsi que dans un cahier des servitudes contractuelles d'usage et de jouissance.

Les divisions de terrain et/ou division en volumes réalisées avant la première cession aux constructeurs, seront réalisées par l'Aménageur préalablement à la signature de l'acte authentique. Les terrains cédés feront l'objet d'un bornage préalablement à la signature de l'acte authentique de vente et/ou location. Les frais d'arpentage, de bornage, et d'établissement de l'état descriptif des droits de superficie - cahier des servitudes et des charges, sont à la charge du Constructeur.

Pour les documents qui pourraient être communs à plusieurs Constructeurs, ce coût sera facturé au prorata des m2 de surface de plancher à réaliser.

Le Constructeur ne pourra élever aucune réclamation en cas de modification des tracés, des surfaces et des destinations des autres terrains/volumes que le sien. Le Constructeur ne pourra non plus élever aucune réclamation en cas de modifications apportées à la voirie, à la viabilité et/ou aux aménagements prévues en accord avec les autorités qualifiées le cas échéant, dès lors que les modifications en question (modifications du tracé des autres espaces privatifs ou des parcelles publiques) n'affectent pas la surface constructible affectée au bien qui lui est cédé.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CESSION ET/OU DE LA LOCATION

La cession et/ou location est consentie en vue de la construction d'un programme de

bâtiments, aménagements et infrastructures etc. qui sera défini dans l'acte de cession et/ou de location. La destination du terrain est d'ordre contractuel et ne lie que l'aménageur au constructeur concerné. Aucun constructeur ne pourra élever de réclamation en cas de modification de la destination d'un autre terrain/volume que le sien.

Ce programme devra être édifié et réalisé conformément au projet approuvé par le concédant, aux dispositions de la Z.A.C., de son dossier de réalisation, du document d'urbanisme en vigueur (POS), à celles du plan de gestion et notamment des analyses de risques résiduels annexés à tout avant-contrat et contrat de vente/location, à celles du permis de construire préalablement approuvé par l'aménageur, des déclarations préalables, des installations de travaux, des installations classées et plus généralement à toutes réglementations applicables, et à celles des présentes.

ARTICLE 3 – CONDITIONS TENANT AUX DELAIS D'EXECUTION

Le Constructeur s'engage à:

3.1. commencer, dès sa désignation en tant qu'attributaire d'un terrain ou volume dans la ZAC, les études de la totalité du programme autorisé par le dossier de réalisation de la ZAC sur le terrain et/ou droits de superficie cédé(s) ou loué(s). Il s'engage à n'apporter aucune modification au projet approuvé par le concédant dans le cadre du dossier de réalisation, qui ait une incidence sur l'aspect urbain et architectural souhaité par la Collectivité, étant précisé que toute modification devra, au préalable, avoir été soumise pour agrément à l'Aménageur.

3.2a. déposer auprès de l'Aménageur le dossier complet de demande de permis de construire relatif aux ouvrages qu'il réalisera sur le terrain/volume qui lui a été attribué, au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la signature de la promesse synallagmatique de vente et/ou de location. Ce dossier devra comporter la « fiche d'identité de projet » dont un modèle demeure annexé aux présentes (Annexe 7).

L'ensemble du programme des constructions sur le terrain/volume cédé ou loué, ainsi que les demandes de permis de construire, y compris toutes les demandes modificatives, devront avoir été, préalablement à leur dépôt aux services instructeurs, soumis pour accord à l'Aménageur, ce dernier se chargeant de compléter le dossier avec le dossier avec les pièces relevant de sa responsabilité et de déposer le dossier pour instruction.

3.2b. afficher son permis de construire sur site dans les 15 jours ouvrés de son obtention (qu'il soit exprès ou tacite) et à procéder au constat de l'affichage de ce permis le jour même, en cours de délai d'affichage ainsi que le dernier jour du délai réglementaire d'affichage, par voie d'huissier, le tout selon la réglementation en vigueur.

3.3. entreprendre les travaux de réalisation de son programme dans les six mois de l'obtention de son permis de construire purgé du recours des tiers et du retrait administratif.

3.4. avoir réalisé son programme dans un délai de vingt-sept mois à compter de la date de déclaration d'ouverture de chantier. L'exécution de cette obligation sera considérée comme remplie par la présentation d'une attestation de non contestation de la déclaration attestant de l'achèvement et de la conformité des travaux (DAACT) délivrée par l'autorité compétente ainsi que par la remise de la « fiche d'identité de projet » mise à jour.

ARTICLE 4 - PROLONGATION EVENTUELLE DES DELAIS

Les délais stipulés à l'article 3 seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle le Constructeur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge du Constructeur.

Les difficultés de financement et/ou de commercialisation ne sont pas considérées comme constituant un cas de force majeure.

Des délais différents pourront être prévus dans les actes de vente, sous réserve de l'accord exprès de l'Aménageur.

ARTICLE 5 - SANCTIONS A L'EGARD DU CONSTRUCTEUR

En cas d'inobservation des obligations mises à la charge du Constructeur par le présent cahier des charges, l'acte de vente et/ou de location ou leurs annexes, l'Aménageur pourra, selon la nature de l'infraction commise, obtenir des dommages et intérêts, et/ou procéder à la résolution de la cession et/ou de la location.

5.1.Dommages et intérêts

Si le Constructeur n'a pas respecté les délais prévus par l'article 3, l'Aménageur le mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de satisfaire à ses obligations dans un délai de 10 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 3-1, 3-2 et 3-3 ou dans un délai de 1 mois en ce qui concerne celui du paragraphe 3-4.

Si, passé ce délai, le Constructeur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'Aménageur percevra une indemnité dont le montant est fixé à 1/1000 du prix de cession et/ou location TTC par jour de retard à compter de la date prévue par l'article 3.

5.2. Résolution de la vente et/ou résiliation de la location

Nonobstant ce qui est dit au paragraphe 5.1. ci-dessus, la cession et/ou la location pourra être résolue et/ou résiliée de plein droit par décision de l'Aménageur notifiée par acte d'huissier en cas d'inobservation d'un des délais fixés à l'article 3 ci-dessus, après mise en demeure dans les formes prévues au 5.1. et restée infructueuse.

La cession et/ou la location pourra également être résolue et/ou résiliée de plein droit, sans recours à un juge, par décision de l'Aménageur notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions du prix de vente et/ou de versement du loyer/redevance etc…à son échéance ainsi que de tous accessoires au prix/loyer (droit de raccordement, frais divers etc…), et ce quinze jours après une mise en demeure de payer notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, n'ayant pas abouti au versement de la totalité de la somme due. Plus généralement, la résolution ou résiliation pourra également être encourue de plein droit, si bon semble à l'Aménageur et sans qu'il soit besoin de recourir à un juge, en cas d'inexécution par le Constructeur de l'une quelconque des obligations de l'acte de cession ou de leurs annexes, dont notamment le présent cahier des charges de cession de terrains et/ou volumes.

En cas de résolution de la vente, le Constructeur sera redevable d'une indemnité de 10% du prix de cession TTC en cas de vente et de 10% du cumul des loyers TTC prévus pour la durée du bail en cas de location.

Si la résolution intervient avant commencement des travaux, le prix de vente sera restitué au constructeur déduction faite de l'indemnité stipulée ci-dessus et des accessoires à la vente (frais de coordination architecturale, frais de géomètre).

Si la résolution intervient après le commencement des travaux, le prix de vente restitué au Constructeur comprendra le prix de vente initial déduction faite de l'indemnité stipulée ci-dessus ainsi que des frais de géomètre, des frais de coordination architecturale, du droit de raccordement ainsi que du coût de branchement si celui-ci est déjà réalisé) et sera par ailleurs :

- soit augmenté d'une somme égale au montant de la plus-value apportée aux terrains et/ou volumes par les travaux régulièrement réalisés, sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre utilisée,

- soit diminué de la moins-value due aux travaux exécutés dans le cas où les travaux en question seraient de mauvaise qualité et/ou nécessiteraient d'être démolis et/ou seraient de nature à diminuer la valeur du terrain.

A défaut d'accord entre les parties, la plus-value ou la moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'aménageur étant soit l'administration des Domaines soit un expert de son choix, celui de l'acquéreur pouvant, s'il ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le président du Tribunal de Grande Instance sur la requête de l'aménageur.

En cas de désaccord entre les experts, un tiers arbitre sera désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de l'immeuble à la requête du plus diligent des experts ou des parties. Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble du chef de l'acquéreur défaillant, seront reportés sur l'indemnité de résolution.

Le Constructeur, parfaitement informé de la teneur de la présente clause, s'obligera à régulariser l'acte authentique qui sera établi par le notaire sus dénommé, constatant la résolution de la vente ou la résiliation de la location et le paiement de l'indemnité, sans autre formalité ou décision judiciaire.

Les frais de l'acte et plus généralement tous les frais liés à la résolution de la vente seront à la charge exclusive du constructeur.

En tout état de cause et quelle que soit l'époque de la résolution, les impôts fonciers et autres taxes resteront définitivement à la charge exclusive du Constructeur pour toute la durée écoulée entre la date de signature de l'acte authentique et la date d'effet de la résolution.

ARTICLE 6 - CESSION - LOCATION - MORCELLEMENT DES TERRAINS ET/OU VOLUMES CEDES ET/OU LOUES

Aucune cession (en ce notamment compris les apports en société, cessions de droits de parts sociales, d'actions…), location, emphytéose, baux à construction ou plus généralement transfert de droits réels ou personnels portant sur les terrains et/ou volumes, en tout ou partie, ne pourra être consentie par l'Acquéreur à un/des tiers jusqu'à achèvement des travaux, sauf à un organisme de crédit-bail et encore, à la condition expresse d'une part que celui-ci consente le crédit-bail au profit du Constructeur lui-même et qu'il ait reçu l'agrément préalable de l'Aménageur,

Il est cependant précisé que l'interdiction stipulée ci-avant, de revente du terrain ou volume en tout ou partie avant réalisation de l'opération pour laquelle ce terrain ou volume a été cédé par la S.E.R.S., ne concerne pas la vente en l'état futur d'achèvement et au détail des lots de copropriété verticale.

Si le Constructeur souhaite revendre avant construction, l'Aménageur pourra exiger que les terrains et/ou volumes lui soient rétrocédés ou qu'ils soient vendus à un acquéreur agréé ou désigné par lui. En cas de rétrocession, le prix de rétrocession

sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution (article 5.2).

En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par lui, l'Aménageur pourra exiger que le prix de vente soit fixé dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe précédent.

Le Constructeur s'engage expressément à notifier à l'Aménageur son intention de vendre ou louer par lettre recommandée avec accusé de réception, 4 mois au moins avant l'intervention de l'acte en question, en vue de permettre à l'Aménageur d'exercer son droit de reprise, de désignation d'un tiers ou de donner son accord à la cession.

Tout acte conclu en méconnaissance de l'interdiction de revendre avant achèvement et/ou de non-respect du délai d'information de l'Aménageur, serait nul de plein droit et ouvrirait droit à la perception de dommages-intérêts pour l'Aménageur ne pouvant être inférieurs à 10% du prix de revente du terrain/volume/parts sociales etc… TTC.

De même, aucune location en tout ou partie des terrains ou volumes cédés ne pourra être consentie tant qu'ils n'auront pas reçu l'affectation prévue (à l'exception toutefois des baux conclus en l'état futur d'achèvement). Tout acte conclu en méconnaissance de cette interdiction serait nul de plein droit et ouvrirait droit à la perception de dommages-intérêts pour l'Aménageur ne pouvant être inférieurs à 10% du montant cumulé des loyers pour la durée du bail (TTC).

L'ACQUEREUR s'interdit, sans l'accord exprès de la SERS, de procéder à la vente en bloc de plus de dix pour cents (10 %) des logements de son programme. Cette interdiction ne sera pas applicable en cas de vente à des investisseurs institutionnels bancaires, assureur ou société cotée au CAC 40 de dimension nationale ou internationale.

En outre, l'ACQUEREUR s'interdit de vendre ou de confier la commercialisation des logements de son programme à des réseaux de vente.

En cas de vente, apport en société, cession de droits (cession de parts sociales, d'actions, d'emphytéose de baux à construction ou de concession immobilière) ou plus généralement transfert de droits réels ou personnels portant sur les terrains et/ou volumes, jusqu'à achèvement des travaux et pour autant qu'il/elle ait préalablement été autorisé(e) par l'Aménageur, il est précisé que le Constructeur restera garant solidaire de son cessionnaire pour toutes les obligations souscrites par lui, notamment celles figurant à l'acte de cession et/ou de location et à ses annexes. Le présent paragraphe ne concerne pas les rétrocessions à l'Aménageur ni les reventes à un acquéreur désigné par l'Aménageur.

Le cédant et le cessionnaire seront solidairement responsables de l'exécution de toutes les obligations, entre autres celles figurant au présent Cahier des Charges.

En cas de cessions et/ou locations successives, les acquéreurs et/ou locataires

successifs seront tenus par les dispositions du présent article, de même que l'existence et le contenu du cahier des charges de cessions de terrains et/ou de volumes devront être expressément rappelés dans tous actes de cessions et/ou de locations.

L'ensemble des obligations à la charge du Constructeur, et notamment celles découlant du présent cahier des charges, sera garanti par la faculté conférée à l'Aménageur d'inscrire une action résolutoire à son profit.

ARTICLE 7 - NULLITE

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, etc... qui seraient consentis par le Constructeur, ses ayants droit ou ses ayants cause en méconnaissance des interdictions, restrictions, ou obligations stipulées dans le titre Ier du présent cahier des charges seraient nuls et de nul effet.

TITRE II. Droits et obligations respectifs de l'Aménageur et des Constructeurs pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et de construction des bâtiments

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR

a) Dispositions générales

L'Aménageur exécutera ou fera exécuter, en accord avec le concédant et l'autorité administrative, conformément au dossier de réalisation de Z.A.C. ainsi qu'au plan de gestion de la ZAC, tous les ouvrages de voirie, d'aménagement des espaces libres et de réseaux des terrains destinés à être incorporés au domaine des Collectivités, à être remis aux organismes concessionnaires ou à être transférés en propriété ou en gestion à une Association Syndicale ad hoc.
Concernant la qualité des sols, il est indiqué que le rappel des opérations de remblais/déblais effectuées par l'aménageur en vue de la réalisation de ses travaux figurent dans le rapport de suivi de chantier du 4 février 2014 ci-annexé (annexe 3).

b) Les limites des prestations, dues à ce titre par l'Aménageur, sont définies ci-après.

Sous réserve que d'autres délais ne soient pas fixés dans l'acte de cession ou dans ses annexes, l'Aménageur s'engage:

- à exécuter les travaux de branchement à sa charge dans des délais compatibles avec la mise en service des ouvrages ; Il est toutefois précisé que l'acquéreur fera son affaire personnelle et à ses frais de l'alimentation du chantier en eau et en électricité à partir des installations existantes situées à l'intérieur ou à l'extérieur de l'opération et susceptibles de fournir les puissances nécessaires.

- à exécuter les travaux de réseaux et de voirie (hors espaces verts et aménagements) tels qu'ils permettent l'accès à leurs chantiers et la poursuite de leurs travaux par les Constructeurs et à les achever (stade bande de roulement provisoire pour la voirie) dans des délais compatibles avec les dates de mise en service successives des ouvrages à réaliser par le Constructeur.

Toutefois, les délais prévus ci-dessus ne sauraient être opposés à l'Aménageur, si ses travaux étaient ralentis ou rendus difficilement réalisables du fait du Constructeur (encombrement de chantier notamment, non fourniture ou non respect du planning

de chantier à fournir par le Constructeur), ou notamment dans les cas suivants :

- retard d'obtention d'autorisation(s) administrative(s) du fait des autorités chargées de leur instruction ou de leur délivrance, ou du fait des tiers ;
- défaillance, mise en redressement ou liquidation judiciaire d'un (ou plusieurs) cocontractant(s) de l'Aménageur,
- force majeure ou cas fortuit,
- grèves affectant le chantier,
- jours d'intempérie, au sens de la réglementation du travail sur les chantiers du bâtiment, constatés par une attestation du maître d'œuvre de l'opération,
- présence de vestiges archéologiques et fouilles y afférentes,
- procédures, injonction ou décision administrative ou judiciaire ordonnant l'arrêt des travaux,
- vandalisme, catastrophe naturelle, guerre, terrorisme,
- introduction d'un recours tendant à l'annulation de la délibération ayant approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté ou à l'annulation de permis de construire ou de toutes autres autorisations administratives déposés par l'Aménageur.

Les prestations en aménagement, dues par l'Aménageur, sont définies de la manière suivante :

- l'Aménageur réalisera les aménagements extérieurs (voiries de toute nature - automobiles, cycles et piétons -, espaces minéraux ou espaces verts) situés en dehors des emprises privatives, c'est-à-dire sur les emprises destinées à être incorporées à la voirie ou aux espaces libres et accessibles en permanence au public, qui seront rétrocédés à la Collectivité et/ou à l'Association Syndicale.

- l'aménageur posera l'ensemble des réseaux à sa charge sous la voirie. Toutefois, les raccordements auxdits réseaux demeureront à la charge de chaque constructeur et pourront être réalisés:

* soit par le concessionnaire pour le compte du Constructeur, aux frais de ce dernier
* soit par l'Aménageur pour le compte du Constructeur, aux frais de ce dernier.

Les prestations de l'Aménageur en matière de raccordement aux réseaux sont définies à l'article 13 « Desserte des terrains » dans la mesure où elles participent aux conditions de desserte des terrains et/ou volumes cédés ou loués.

Les aménagements extérieurs définitifs à la charge de l'Aménageur seront réalisés par ce dernier lorsque l'ensemble des constructions d'une même rue seront réalisées et que les terrains/volumes de la rue seront libérés de

toutes installations de chantier (échafaudage, grues, ...), de manière à éviter la dégradation du revêtement définitif des voiries et autres aménagements lors des opérations menées par les Constructeurs.

Les aménagements extérieurs réalisés par l'Aménageur s'entendent à l'exclusion des trémies, sauts de loup, cours anglaises, et plus généralement de tout ouvrage de génie civil (hors ceux liés à la pose des réseaux de sa compétence), qui restent à la charge du Constructeur.

- l'Aménageur pourra, pour ce qui concerne les réseaux à sa charge, intervenir à l'intérieur des terrains et/ou volumes cédés ou loués, sans indemnités pour le Constructeur et ses ayants-droit, ayants-cause.

ARTICLE 9 – UTILISATION DES VOIRIES, PLACES ET ESPACES LIBRES REALISES PAR L'AMENAGEUR

9.1. Utilisation

Jusqu'à achèvement définitif et remise à la Collectivité et/ou à l'Association Syndicale dont il est question ci-après, l'Aménageur pourra interdire au public, et notamment au Constructeur sauf pour l'accès à son chantier ainsi qu'aux ayant droit de ce dernier, la circulation ou le stationnement sur tout ou partie des voies et espaces qu'il aura réalisés.

Dès leur ouverture au public, la police y sera assurée par le Maire, conformément à la loi. Le Constructeur ne devra faire sur des terrains ne lui appartenant pas, aucun dépôt de matériaux, produits, décharges, ordures ménagères ou autres, même à titre temporaire.

9.2. Entretien

A compter de l'achèvement de ces aménagements et jusqu'à leur remise à la Collectivité intéressée et/ou transfert de propriété ou de gestion à l'Association Syndicale dont il est question ci-après, chaque Constructeur sera tenu de contribuer à l'entretien des voies, espaces libres, réseaux divers et, le cas échéant, aux frais d'éclairage, d'arrosage, d'enlèvement des boues et neiges, etc... ainsi qu'au paiement des taxes et impôts y afférents.

Cette contribution sera calculée pour chaque Constructeur au prorata de la surface de plancher affectée à son bien par rapport à la surface de plancher totale cédée par l'aménageur dans la ZAC à la date de la facturation, hors équipements publics. Cette contribution sera due jusqu'au transfert de propriété et/ou de gestion à la Collectivité intéressée et/ou à l'une ou l'autre des Associations Syndicales, étant précisé que les statuts desdites associations syndicales pourront prévoir un mode de

répartition différent de celui exposé ci-dessus.

Les sommes dues à l'Aménageur seront comptabilisées par celui-ci sur un compte spécial. Elles lui seront versées dans le mois suivant l'envoi de la facture.

Il est précisé que les dégâts qui seraient occasionnés par les entrepreneurs ne font pas partie des dépenses visées au présent article. Ces dégâts seront remboursés ainsi qu'il sera dit à l'article11-2 ci-après.

Dès leur remise à la Collectivité publique intéressée et/ou à l'Association Syndicale dont il est question ci-après, celle-ci en assurera l'entretien.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DES CONSTRUCTEURS

10-1. Dispositions générales

Le Constructeur est tenu, pour lui-même et pour ses entrepreneurs, ouvriers et tous préposés, de n'imposer aux autres propriétaires que la gêne résultant inévitablement des travaux et de prendre toutes précautions pour que celle-ci ne soit pas aggravée.

Il est tenu, directement à l'égard des autres propriétaires, de réparer tous désordres aux voies et clôtures.

Il lui est interdit de créer, par lui-même ou par ses entrepreneurs, ouvriers et préposés, aucun dépôt de matériaux ou de gravats ou des souillures sur les voies existantes, sur les terrains voisins ni, plus généralement, sur aucun autre endroit de la ZAC qui ne relèverait pas de sa propriété.

Il doit procéder dans les meilleurs délais, à l'enlèvement des gravats existants sur son propre terrain/volume, du fait des travaux de construction. Il est, en particulier, interdit de gâcher du mortier sur la voie publique, interdit de déverser des laitances de béton ou tout autre déchets liquides dans le réseau d'assainissement.

Des merlons de terre ou des tranchées ont pu être mis en place par l'aménageur afin de protéger les parcelles contre les intrusions et les dépôts sauvages. L'évacuation des merlons et le comblement éventuel des tranchées est à la charge exclusive de l'acquéreur.

10.2 Dispositions particulières en matière d'excavations et d'apports de terres liées à la nature des terres et à l'historique du site

Les terres excédentaires seront évacuées par le Constructeur à ses frais, conformément à la réglementation existante en matière de déchets, quelle que soit la nature de ces terres, aucun stockage sur le site n'étant autorisé.

L'acquéreur s'oblige en cas d'excavation ou de travaux souterrains, à appliquer aux sols et matériaux une caractérisation physico-chimique aux fins de déterminer la filière d'élimination adaptée et dûment autorisée à cet effet ou de préciser les conditions de leur éventuel remploi sur site après vérification de leur compatibilité avec l'aménagement défini par le concédant et l'aménageur et pris en compte pour la réalisation du plan de gestion.
Il est rappelé que le Constructeur est légalement et réglementairement responsable de ses déchets jusqu'à leur élimination.

La qualité des apports de terres doit également faire l'objet d'une attention particulière. Il appartient au Constructeur de s'assurer sous sa seule responsabilité que les concentrations en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques HAP, Hydrocarbures totaux (HCT), Benzène, Toluène/Ethylbenzène/Xylènes (BTEX), phénols, cyanures et mercure des terres apportées sont inférieures à celles retenues dans l'analyse des risques résiduels (ARR) propre au terrain cédé et ne sont pas de nature à remettre en cause les conclusions de cette ARR quant à la compatibilité du terrain avec sa destination.

Lors des travaux de construction, le Constructeur et/ou ses ayants-droit et ayants-cause ne procèdera pas à l'ajout de produits basiques sur les sols (comme par exemple de la chaux). Dans l'hypothèse où la réalisation du projet du Constructeur rendrait inévitable un ajout de produits basiques sur les sols, le Constructeur prendra, sous sa seule responsabilité, toutes les dispositions permettant de s'assurer de l'absence de relargage de cyanures dans les eaux souterraines.

Toute projet de modification ultérieure de la destination du terrain par rapport à celle contractuellement prévue et analysée dans le cadre de l'ARR est soumise à l'accord de l'aménageur et/ou du concédant et devra dans tous les cas s'accompagner de la réalisation d'une démarche d'analyse du risque et de la compatibilité du site à la destination projetée (évaluation quantitative des risques sanitaires, plan de gestion, analyse des risques résiduels conforme à la réglementation et aux circulaires en vigueur).

La réalisation de tous forages ou puits captant les eaux souterraines ainsi que tout rabattement de la nappe phréatique est strictement prohibée.

10-3 Coordination des travaux - chantier

Le Constructeur notifiera pour agrément à l'aménageur au plus tard à la plus précoce des deux dates suivantes :

- un mois avant le démarrage de ses travaux,
- un mois après signature de l'acte de vente

le planning de travaux comportant les dates prévisionnelles de raccordement aux réseaux et de mise en service des ouvrages.

Le Constructeur informera l'aménageur de toutes modifications subies par ce planning dans les 10 jours de l'intervention de ces modifications, de manière à permettre à l'Aménageur d'adapter le cas échéant son propre planning de travaux.

Le Constructeur transmettra à l'Aménageur pour agrément au plus tard un mois avant le début des travaux, un plan d'installation de chantier indiquant notamment l'emprise des clôtures de chantier, le positionnement des grues le rayon d'évolution de la flèche, les accès au site et le schéma de circulation des poids lourds et engins de chantier, la position et la nature des branchements provisoires de chantier, la position de ses bureaux de vente, etc…

Avant démarrage de son chantier, le Constructeur conviera l'Aménageur à un état des lieux contradictoire.

Par ailleurs, le Constructeur s'oblige à respecter et faire respecter par ses cocontractants les prescriptions et dispositions décidées par la SERS quant à l'organisation et la tenue des chantiers (propreté, circulation, clôture, accès, signalisation, etc …).

10.4 Prescriptions propres aux ensembles immobiliers complexes :

En sus des dispositions rappelée au 10.3 quant à la fourniture des plannings d'opération, chaque Constructeur d'un ensemble immobilier complexe s'engage à fournir à l'Aménageur ainsi qu'au Constructeur possédant les droits de superficie au niveau inférieur, les descentes de charges, descentes de gaines et percements de toutes natures relatifs à ses propres usages, afin que le volume du dessous supporte le volume du dessus. Par exception aux dispositions rappelées en exposé quant au caractère purement bilatéral des dispositions du titre II, il est indiqué que cette disposition particulière est invocable directement entre les Constructeurs.

Tous les constructeurs concernés s'engagent, dans ce domaine :

- à régulariser un protocole d'accord qui sera régularisé dans le mois suivant la signature de l'acte authentique par lequel ils s'engagent :
> à fournir à l'aménageur la liste des éléments qu'ils auront définis, en temps et en heure, et en tout état de cause dans des délais compatibles avec l'élaboration des documents de projet et d'exécution
> à fournir à l'aménageur le planning de réalisation du projet de construction dans le mois suivant la signature de l'acte. Dans ce planning figurera :
*la date de démarrage des travaux
*la date d'achèvement de la mise hors d'eau et hors d'air
* la date prévisionnelle des branchements
* la date prévisionnelle d'achèvement des travaux.

- à réaliser au sein de leurs immeubles les gaines et leurs éventuels exutoires en toitures qui seraient nécessaires aux ouvrages situés au sein des droits de superficie situés sous les leurs. Ces gaines seront réalisées conformément aux réglementations qui s'appliquent à leur destination respective ;

- à accorder à l'aménageur tous droits de réalisation de locaux techniques et passages de gaines, câbles, etc..., aux emplacements les plus judicieux, et d'une surface suffisante, déterminés d'un commun accord, et sous le contrôle de l'architecte retenu et selon les modalités financières convenues avec les concessionnaires de réseaux.

10.5 Aménagements des parcelles privatives/volumes privatifs

Tous les espaces sur les parcelles privatives/volumes privatifs non ouverts à la circulation du public seront aménagés en espaces verts par les Constructeurs et à leur charge.

Les Constructeurs devront avoir requis au préalable l'agrément de l'Aménageur quant aux choix des matériaux, essences de végétaux, etc. et les travaux à sa charge devront être réalisés en conformité avec les dispositions prévues au Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbanistiques, Paysagères et Environnementales figurant en annexe de l'acte de vente.

10.6 Raccordement aux réseaux

Le Constructeur devra, suivant le planning des travaux et conformément aux dispositions des plans joints au permis de construire, se brancher à ses frais sur les réseaux réalisés par l'aménageur et les éventuels concessionnaires (canalisations d'eau et d'assainissement, électricité, téléphone, câble ainsi que le cas échéant fibre optique) en conformité aux lois et règlements qui leur sont applicables et qu'il est réputé connaître, suivant les modalités prévues à l'article 13 « BRANCHEMENTS ET CANALISATIONS ». Il fera ensuite son affaire de tous contrats et abonnements à conclure avec les concessionnaires et/ou services publics.

10.7. Stationnement

Les besoins réglementaires en stationnement à l'intérieur de la ZAC (tels qu'ils résultent du document d'urbanisme actuel), sont satisfaits par deux parkings réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Association Syndicale Libre des Résidents du Quartier du DANUBE, qui restera propriétaire de ces parkings. Ces parkings comprendront en sus des besoins réglementaires, 70 places dédiées aux besoins des « visiteurs » de la ZAC. Par conséquent et à l'exception des îlots E et J, les constructeurs ne pourront réaliser de places de stationnement supplémentaires en sous-sol de leurs opérations

ni à la parcelle ou au volume.

Afin d'assurer un fonctionnement optimal des parkings et compte tenu de la nécessité d'organiser une gestion de la pénurie des places, celles-ci ne pourront être cédées par l'ASL à la découpe, la propriété et la gestion des parkings devant rester chacune la prérogative d'une seule entité. Concernant la gestion des parkings, il est précisé que l'ASL conclura un bail emphytéotique au profit de la Communauté Urbaine de Strasbourg, lui transférant de la sorte un droit réel sur les parcs pour une durée de 50 ans, qui lui permettra d'en assurer la gestion ou de la confier à un tiers.

Les Constructeurs s'engagent à participer à la réalisation des parkings sus-visés en s'acquittant des appels de fonds qui seront effectués par l'ASL maître d'ouvrage. Les appels de fonds seront équivalents :

- au coût du nombre de places de stationnement qui serait réglementairement dû par le Constructeur pour la réalisation de son programme,
- au coût des places « visiteurs », ce coût global étant réparti entre chaque constructeur au prorata des surfaces de plancher de chaque programme.

ARTICLE 11 - EXECUTION DES TRAVAUX PAR LES ENTREPRISES DU CONSTRUCTEUR

11-1 Prescriptions générales

Les chantiers du Constructeur devront être conduits de manière à ne provoquer aucune gêne dans la réalisation des travaux à la charge de l'Aménageur, de même que pour les travaux des Constructeurs voisins.

En cas de litige, seules les instructions en provenance d'un représentant de l'Aménageur pourront être prises en considération, et le Constructeur s'engage à se soumettre à ces instructions.

Le Constructeur est tenu, par lui-même et par ses entrepreneurs et ouvriers, de n'imposer aux autres propriétaires que la gêne résultant inévitablement des travaux et de prendre toutes précautions pour que celle-ci ne soit pas aggravée.

Il est tenu, directement à l'égard des autres propriétaires, de réparer tous désordres aux voies et clôtures.
Il lui est interdit de créer, par lui-même ou par ses entrepreneurs et ouvriers, aucun dépôt de matériaux ou de gravats ou des souillures sur les voies existantes ni, plus généralement, sur tout autre endroit de la ZAC.

Il doit procéder dans le meilleur délai à l'enlèvement des gravats existants sur son propre terrain, du fait des travaux de construction. Il est, en particulier, interdit de gâcher du mortier sur la voie publique, interdit de déverser des laitances de béton ou tout autre déchets liquides dans le réseau d'assainissement.

Après réalisation des travaux à la charge de l'aménageur, les constructeurs devront prendre toutes dispositions utiles, en particulier avec les entreprises chargées des travaux de construction, afin que les installations telles que bornes électriques, candélabres, poteaux d'incendie, robinets, vannes, chaussée, trottoirs, câbles etc… ne soient pas endommagées.

Les Constructeurs seront personnellement et pécuniairement responsables des dégradations et détériorations commises à la viabilité ou à ses accessoires par eux-mêmes ou du fait de leurs préposés, entrepreneurs et ouvriers.

Par ailleurs les entreprises mandatées par les Constructeur se doivent de respecter à l'échelle de la parcelle et pour la réalisation de leurs travaux, les prescriptions particulières en matière de gestion des déblais/remblais ainsi qu'en matière d'ajout de produits basiques tels que précisées à l'article 10.2 « *Dispositions particulières en matière d'excavations et d'apports de terres liées à la nature des terres et à l'historique du site* ».

11-2 : Dépôt de garantie

Dans une logique de responsabilisation des Constructeurs, quant à la bonne conduite de leur chantier, au nettoyage des accès et voiries de la ZAC ainsi qu'à la pérennité et la préservation des ouvrages réalisés par le vendeur, l'acquéreur s'engage à verser, en sus du prix de vente, un dépôt de garantie ayant pour objet de permettre à l'Aménageur de se substituer au Constructeur défaillant pour le nettoyage et/ou la remise en état des voiries, réseaux, équipements ou bornages éventuellement dégradés.

Le montant du dépôt de garantie est établi proportionnellement à la surface de plancher du terrain, à raison de 3€/m² de surface de plancher, qui sera versé par le Constructeur lors de la signature de l'acte authentique de vente.

En cas d'absence de substitution de l'Aménageur à (aux) Constructeur(s), le dépôt de garantie sera restitué à ce/ces dernier(s), sans qu'il ait produit intérêt, et sans qu'il y ait lieu à indemnité de part ni d'autre, dans le mois suivant la fourniture par le Constructeur à l'Aménageur, d'une copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, la transmission de ce document étant seule à même de décharger le Constructeur de ses obligations au titre de la présente clause.

Dans l'hypothèse où l'Aménageur aura eu à se substituer au Constructeur, dans l'un des cas prévus par la présente clause, les montants engagés au titre des travaux de nettoyage et/ou de remise en état, seront déduits de la garantie, le solde de celle-ci étant restitué au Constructeur, sans qu'il ait produit intérêt et sans qu'il y ait lieu à indemnité de part et d'autre, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent.

Il est précisé qu'en l'absence de responsable(s) identifié(s), le montant du nettoyage et/ou de la remise en état sera réparti sur l'ensemble des Constructeurs de la ZAC dont

le chantier est en cours au moment de la constatation de la nécessité du nettoyage et/ou de la dégradation et/ou du sinistre. Pour la répartition des frais à la charge des Constructeurs, celle-ci sera faite au prorata du nombre de m2 de surface de plancher des programmes alloués à chaque Constructeur, tels qu'ils résulteront du permis de construire.

Le nettoyage et/ou les travaux de remise en état relèvera (ont) de la seule initiative de l'Aménageur.

Il est en outre précisé que le montant de 3€/m² SHON est un montant prévisionnel, l'Aménageur se réservant la faculté de poursuivre le recouvrement de tout montant supplémentaire qui s'avèrerait nécessaire pour le nettoyage et/ou la remise en état des voiries, réseaux, équipements ou bornage éventuellement dégradés, et plus généralement pour la mise en œuvre du cahier des charges de cession des terrains et/ou volumes ci-annexé.

ARTICLE 12 - ARCHITECTURE ET URBANISME

12.1. Dispositions de la ZAC

Le Constructeur et l'Aménageur s'engagent à respecter les dispositions de la Z.A.C. dans l'ensemble de ses documents constitutifs (dossier de création et dossier de réalisation de la ZAC, POS, Plan de gestion, ARR, Servitudes d'Utilité Publique, etc.) et toutes les modifications qui seraient apportées à celles-ci par l'administration.

La responsabilité de la S.E.R.S. ne pourra en aucun cas être engagée en raison des dispositions de la Z.A.C. ou des modifications éventuelles que l'administration apporterait à cette dernière, quelle qu'en soit la date.

12.2. Dispositions architecturales, environnementales et urbaines

Du fait de la situation centrale de la ZAC et de ses enjeux en termes de développement durable pour le territoire de la ville Strasbourg, l'harmonie architecturale et la performance environnementale des constructions des différents lots font l'objet d'une attention particulière.

Un Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbanistiques, Paysagères et Environnementales (CPAUPE) ainsi qu'un cahier des charges « démarche de développement durable » a été établi par l'Aménageur et figurera en annexe des promesses et actes de vente/location. Ce document aura ainsi une valeur contractuelle entre l'Aménageur et le Constructeur.

Le Constructeur devra réaliser ses bâtiments, conformément aux prescriptions du POS et du Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbanistiques, Paysagères et Environnementales (CPAUPE), dans le respect de l'esprit du projet d'ensemble retenu et du permis de construire qui devra au préalable avoir reçu l'agrément de

l'Aménageur et de l'architecte coordonnateur qu'il aura désigné.

La volumétrie des bâtiments, les revêtements et la modénature des façades proposés par les Constructeurs devront faire l'objet d'une approbation expresse par l'Aménageur et par l'architecte coordonnateur qu'il aura désigné.

12.3. Permis de Construire- coordination architecturale

L'Aménageur assure préalablement au dépôt des demandes de permis de construire (ainsi que de toute demande modificative), et en liaison avec les architectes retenus, une coordination architecturale entre les différentes constructions.

Cette coordination portera sur les éléments définis au Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbanistiques, Paysagères et Environnementales (CPAUPE) à l'exclusion de toute analyse réglementaire.

Le Constructeur reconnaît expressément que le respect de toutes les prescriptions visant à cette coordination architecturale est une condition essentielle de la vente, sans laquelle l'Aménageur n'aurait pas contracté.

Le déroulement pratique de la coordination architecturale, qui sera effectuée par l'Aménageur, est prévu de la manière suivante:

- dans un délai de 3 semaines maximum à compter de la signature de la promesse synallagmatique de vente, le Constructeur devra procéder à la mise au point d'une esquisse qui sera présentée à l'Aménageur. L'Aménageur et l'architecte coordonnateur organiseront avec les architectes retenus, la mise en harmonie des éléments urbanistiques et architecturaux, valideront ou feront des observations dans un délai de deux semaines.

- dans un délai de deux semaines après la validation ou la transmission d'observations par l'Aménageur, le Constructeur devra présenter un dossier au stade avant-projet, intégrant les observations qui auraient le cas échéant été formulées par l'Aménageur.

  - ✓ Si l'avant-projet est validé par l'Aménageur et son architecte coordonnateur, le Constructeur disposera d'un délai de 3 semaines pour transmettre à l'Aménageur son dossier de permis de construire établi conformément au projet qui aura reçu l'agrément de l'Aménageur en 7 exemplaires, pour accord.
  - ✓ A défaut de validation, le constructeur devra produire sous deux semaines un nouvel avant-projet tenant compte des observations formulées par l'Aménageur et l'architecte coordonnateur. En cas de validation de ce nouveau dossier, le Constructeur devra déposer son dossier de permis de construire suivant les modalités prévues ci-avant.
    Dans l'hypothèse d'un désaccord durable sur la nature et la qualité des prestations rendues, l'aménageur pourra revenir sur le choix du Constructeur en faveur d'un autre, sans que le Constructeur évincé puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

Les dossiers précités, sous réserve d'avoir obtenu l'agrément préalable de l'Aménageur, seront remis par ce dernier aux services instructeurs pour suite à donner.

Il est précisé que l'analyse du dossier de permis par la S.E.R.S. avant dépôt aux services instructeurs ne vise que les aspects architecturaux du projet (et là encore seulement pour des problèmes d'esthétique, d'harmonie, d'intégration urbaine et de respect des affectations) et en aucun cas la conformité de celui-ci à la règlementation applicable, ce dernier aspect relevant du seul Constructeur ;
L'examen du dossier de demande de permis de construire par l'Aménageur ne saurait engager sa responsabilité, le Constructeur restant seul responsable de ses études.

En aucun cas, l'Aménageur ne pourra être tenu d'apporter des modifications aux ouvrages qui lui incombent ou d'en modifier les plans pour les besoins du projet du Constructeur.

Par ailleurs, la S.E.R.S. étant signataire de la Charte de l'Aménagement et de l'Habitat durable, elle doit rendre compte de son activité annuelle en la matière et justifier de l'atteinte des objectifs fixés par ladite Charte. A cette fin, chaque constructeur public ou privé d'une opération supérieure à dix logements, s'engage à remettre à la S.E.R.S., avec son dossier de permis de construire, la « fiche d'identité de projet » complétée, dont un modèle demeure ci-joint en annexe 7 des présentes.

La même fiche, mise à jour, devra être remise à l'Aménageur lors de la livraison de l'opération, afin que la S.E.R.S. puisse assurer un suivi des opérations réalisées sur la ZAC.

ARTICLE 13 - DESSERTE DES TERRAINS ET/OU VOLUMES CEDES OU LOUES - BRANCHEMENTS ET CANALISATIONS

Les obligations du Constructeur au titre des divers réseaux de desserte des terrains et/ou volumes cédés ou loués sont les suivantes :

13.1. Le Constructeur devra, suivant le planning général des travaux transmis à l'Aménageur et validé par ce dernier, et conformément aux dispositions des plans joints au permis de construire, se brancher à ses frais, sur les canalisations d'eau, d'électricité, d'égouts et de téléphone, posées par l'Aménageur, conformément à ce qui est précisé ci-après.

13.2. Les installations intérieures correspondant aux branchements devront respecter les lois et règlements qui leur sont applicables et que le Constructeur est réputé connaître. Il fera son affaire personnelle de tous contrats et abonnements à passer avec les services publics, ainsi que des taxes et indemnités à payer au service public ou à la Collectivité.

13.3. Après chaque remise des ouvrages à la Collectivité ou aux sociétés concessionnaires, ou à tout autre organisme, ceux-ci seront soumis au règlement

applicable à chacun des réseaux.

13.4. Branchements : dispositions et limites des prestations

Pour mémoire, l'aménageur posera l'ensemble des réseaux à sa charge sous la voirie. Les raccordements auxdits réseaux demeureront à la charge de chaque constructeur.
On rappellera par ailleurs que l'Aménageur pourra, pour ce qui concerne les réseaux à sa charge, intervenir à l'intérieur des terrains et/ou volumes cédés ou loués afin de réaliser les travaux qui lui incombent.

a) Branchement aux collecteurs d'égout

a1) Dispositions générales

- Toutes les constructions devront être branchées sur les collecteurs principaux suivant des dispositions définies en accord avec le Service d'Assainissement de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

- L'assainissement intérieur des constructions sera conforme au Règlement d'Assainissement de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

Etant ici précisé qu'il est interdit, conformément au dossier de Loi sur l'Eau, de procéder à l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.

a2) Obligations du Constructeur

- Pour les volumes situés en superstructure des ouvrages d'un autre Constructeur, les collecteurs d'égout seront établis par ce dernier Constructeur en sa qualité de constructeur des infrastructures, jusqu'en sous-face de dalle au point de traversée (un raccordement en attente par cage d'escalier).Le coût de ces collecteurs sera supporté par le Constructeur du dessus.

- Le Constructeur s'engage à remettre à l'Aménageur copie de l'autorisation de branchement des immeubles au réseau d'assainissement délivré par le concessionnaire compétent.

- Les eaux en provenance des sous-sols enterrés devront être évacuées obligatoirement par un système de pompage à la charge du Constructeur.

b) Branchements en eau potable

b1) Dispositions générales

- Les constructions seront alimentées en eau potable aux conditions du règlement concernant la fourniture d'eau du concessionnaire compétent.

b2) Obligations du Constructeur

- Pour les volumes situés en superstructure des ouvrages d'un autre Constructeur, le branchement d'eau des divers immeubles sera amené par ce dernier, en sa qualité de constructeur des infrastructures, dans les locaux techniques spécifiques à chacun d'eux (ou regroupés, selon le cas), situés dans les infrastructures (locaux dont la construction, réalisée par le Constructeur en infrastructure, est à la charge du Constructeur en superstructure).

- Chaque Constructeur fera son affaire du raccordement, à partir des limites décrites ci-dessus, avec pose du compteur, de ses robinets, et éventuellement réalisation d'un local compteur. Il en fera la demande auprès de l'organisme concessionnaire, et acquittera les taxes et frais éventuels afférents.

c) Desserte téléphonique et desserte en réseau câblé

c1) Dispositions générales

- L'ensemble de la zone sera desservie par un réseau téléphonique principal réalisé par l'aménageur (génie civil).

C2) Obligations du Constructeur

- Pour les volumes situés en superstructure des ouvrages d'un autre Constructeur, ce dernier Constructeur amènera le génie civil du réseau téléphonique (tubes ou chemins de câbles) depuis les réseaux publics amenés par l'Aménageur jusqu'aux locaux techniques de répartition (un par cage d'escalier). Les locaux techniques de répartition en infrastructure seront réalisés par le Constructeur des infrastructures à la charge du Constructeur des superstructures.

- Les raccordements (filerie) sont à la charge du Constructeur qui en fera la demande aux services de l'opérateur téléphonique. Les Constructeurs règleront directement à cet opérateur les frais et taxes correspondants. Le cahier des charges de l'opérateur devra être respecté.

- La demande de distribution des lignes est à adresser directement par le Constructeur au service compétent du fournisseur qu'il aura retenu.

- Les éventuels coffrets seront incorporés dans les éléments de construction.

e) Desserte en électricité

e 1) Transformateurs publics

La desserte de l'opération en énergie électrique nécessite la mise en place d'un certain nombre de postes de transformation publics.

La mise à disposition des locaux pour transformateurs publics nécessités par la mise en place des postes se fera par un acte de cession gratuite ou à défaut par un contrat de servitude entre le service distributeur, Electricité de Strasbourg (ES), et le Constructeur.

Tous les Constructeurs s'engagent, en outre, à consentir à l'ES tous les droits nécessaires à l'équipement et à l'exploitation de ces postes de transformation, notamment celui d'établir et d'entretenir, en amont et en aval de ces ouvrages, toutes canalisations de raccordement aux réseaux, le libre accès, à tout moment de son personnel et celui de ses entreprises, aux canalisations et aux locaux en cause, et les dégagements permanents permettant le passage du matériel.

Pour ce qui concerne les postes de transformation publics, la limite de prestations de l'Aménageur se bornera à l'amenée du courant Moyenne Tension depuis la limite extérieure de la Z.A.C. jusqu'aux postes de transformation publics, selon les prescriptions de puissance fournies par le Constructeur.

e 2) Transformateurs privés

La limite de prestation de l'aménageur pour ce qui est des transformateurs privés, se bornera à l'amenée au droit du local du transformateur, des câbles Moyenne Tension.

e) Eclairage public

L'aménageur réalisera ou fera réaliser l'éclairage public conformément aux normes et usages habituels.

f) Réseau de chauffage

Raccordement au réseau de chauffage urbain

Concernant le chauffage urbain, le Constructeur reconnait être informé de l'existence d'un réseau de chauffage urbain exploité par la Société nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade (SETE) en vertu d'une convention de concession conclue entre la CUS et la SETE en date du 17 novembre 1998, étendue au secteur DANUBE par délibération du Conseil de CUS datée du 13 février 2009 et arrivant à échéance le 30 juin 2022.
Aucun autre type d'énergie étant autorisé pour assurer le chauffage et l'eau chaude sanitaire des constructions de la ZAC à l'exception de celles intervenant sur les îlots E et J, chaque acquéreur s'obligera par conséquent à raccorder ses constructions audit réseau de chauffage et à respecter les conditions résultant du règlement de service

applicables au réseau et demeurant ci-joint (annexe 4) sans aucune réserve.

Chaque constructeur devra ainsi s'acquitter auprès de la S.E.R.S. :
- d'un droit de raccordement correspondant au coût de réalisation des travaux de réseaux primaire et secondaire au prorata de la puissance nécessitée par son programme
- d'un coût de branchement (piquage sur réseau secondaire dans domaine public, y compris amenée du réseau jusqu'à la sous-station et pose compteur avant échangeur) ; La pose de l'échangeur ainsi que la réalisation du génie-civil de la sous-station conformément au « cahier des charges, dispositions relatifs à l'aménagement des sous-stations secondaires » joint aux présentes en annexe 6, est à la charge du Constructeur.

Le branchement sera réalisé par la S.E.R.S. sur la base des pièces techniques fournies par le Constructeur et facturé au Constructeur,
Le Constructeur fera ensuite son affaire de tous contrats et abonnements à passer avec le concessionnaire suivant les conditions indiquées dans le règlement de service sus-visé. En cas de contradiction entre le règlement de service et le présent cahier des charges, le cahier des charges prévaudra.

Desserte en gaz : il ne sera pas mis en place par l'Aménageur de réseau de distribution de gaz.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET FISCALES

- Il est précisé que toutes les taxes qui seraient consécutives à la réalisation du projet du Constructeur sont à la charge du Constructeur. Il est rappelé à ce titre que les constructions réalisées dans la « ZAC DANUBE » bénéficient d'une exonération de la part intercommunale de la Taxe d'aménagement (TA).

- Il est également précisé que tout Constructeur se doit de respecter toutes dispositions relatives à la réglementation applicable en matière d'environnement (Loi sur l'Eau, Installations Classées, etc.) dans le cadre de la mise en œuvre de son programme au sein de la « ZAC DANUBE».

ARTICLE 15 - SECURITE-SANTE

Afin d'assurer la sécurité et la protection de toutes les personnes intervenant sur les chantiers appelés à se dérouler dans l'emprise de la ZAC, et conformément aux articles L.4531-1 et suivants et R 4532-1 du Code du travail, chaque Constructeur désignera un Coordonnateur Sécurité-Santé, en application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes subséquents, notamment les décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à la coordination, n° 95-543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et n°2003-68 du 24 janvier 2003.

Il est précisé que l'Aménageur a, pour les travaux d'aménagement qui lui incombent, désigné un coordonnateur en matière de sécurité et de santé. La SERS attache une importance toute particulière à la prise en compte des conséquences de l'interférence entre ses propres travaux, et ceux qui seront réalisés par les Constructeurs. A cet effet, et sans que l'énumération ci-après présente un quelconque caractère limitatif, chaque Constructeur s'oblige :

- à désigner un Coordonnateur Sécurité-Santé dès la phase conception des ouvrages, lequel devra être sensibilisé à la coexistence de différents chantiers fortement imbriqués sur un seul et même site et à la nature des travaux de VRD et d'aménagement réalisés par la SERS ;

- à ce que, dès l'étude d'avant-projet des ouvrages qu'il réalisera, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) qu'il aura désigné pour la phase conception coopère avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné par la S.E.R.S.

  Le Constructeur informera le CSPS désigné par la S.E.R.S. des réunions organisées tant par lui-même que par la maîtrise d'œuvre, concernant notamment les problèmes liés aux interférences des activités sur le site.

  Le Constructeur veillera en particulier à ce que le CSPS qu'il aura désigné, participe à toutes les réunions organisées par le CSPS désigné par la S.E.R.S., concernant les problèmes liés aux interférences des activités sur le site, et s'engage à ce que les observations émises par ce dernier soient prises en compte.

- à procéder, préalablement au commencement des travaux, avec le Coordonnateur Sécurité-Santé qu'il aura désigné et sous la direction du Coordonnateur Sécurité-Santé désigné par l'Aménageur, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situent les chantiers respectifs qui peuvent présenter des dangers spécifiques soit pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, soit pour les clients du Constructeur, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel et/ou les clients ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- à participer, accompagné du Coordonnateur Sécurité-Santé qu'il aura désigné, aux réunions de coordination entre l'Aménageur et les différents Constructeurs, organisées à l'initiative de l'Aménageur et concernant les problèmes liés aux interférences des activités sur le site, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives de plusieurs Constructeurs ;

- à prévoir, lorsqu'elles s'imposent, les règles d'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, fluides, énergie et moyens logistiques.
- à communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec l'Aménageur, les Constructeurs et/ou leur Coordonnateur Sécurité-Santé respectif, et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours, en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet.
- à prendre toutes dispositions pour que le Coordonnateur Sécurité-Santé désigné par l'Aménageur et les Coordonnateurs Sécurité-Santé désignés par les autres constructeurs puissent se faire communiquer tous documents et informations nécessaires au bon déroulement de leur mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc...).

D'autre part, il est littéralement reproduit ci-après les mesures de protection des travailleurs préconisées par le plan de gestion pour les mouvements de terres (déblais/remblais)

6.8.3 Mesure de protection des travailleurs

Pour les mouvements de terres (déblais/ remblais)

Compte tenu de la pollution constatée, BURGEAP préconise le strict respect des consignes habituelles d'hygiène et de sécurité du domaine du BTP lors de la réalisation du chantier et des recommandations de l'INRS pour la protection des travailleurs sur les chantiers de réhabilitation, afin de réduire, autant que possible le contact avec les sols et les polluants dispersés dans l'air. Les recommandations en termes d'équipements de protection individuelle en présence de sols potentiellement pollués sont les suivantes :

- port de chaussures ou bottes de sécurité ;
- port de gants ;
- port de masques anti poussières.

Les équipements de protection individuelle seront mis à la disposition des différents intervenants. Leurs modalités d'utilisation feront l'objet d'une séance d'information spécifique donnée à chaque intervenant sur site. Au vu des teneurs en métaux sur certaines zones du site et en cas de mise en suspension des poussières liée à la sécheresse des sols, il est préconisé d'arroser les terres afin de limiter cette remise en suspension.

ARTICLE 15 bis - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Tout Constructeur s'engage en outre à respecter et à faire respecter la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 15 Ter – CONVENTION DE COLLABORATION PROMOTEURS/ RELAIS EMPLOI CHANTIERS

La S.E.R.S. en collaboration avec la Communauté Urbaine de Strasbourg, privilégie la mise en place de clauses de promotion de l'emploi dans le cadre de ses marchés de travaux.

Afin de promouvoir ce partenariat dans le cadre des opérations dont elle est aménageur au delà de ses propres marchés, elle souhaite que les acquéreurs de terrain(s) et/ou volume(s) dans la ZAC DANUBE, s'inscrivent dans la même logique de promotion de l'insertion sur les chantiers.
En conséquence, les acquéreurs/constructeurs s'engagent à signer une convention de collaboration promoteurs/ Relais Chantiers, ayant pour objectif de mettre en place une collaboration entre les parties et de guider le promoteur dans sa démarche visant à lier l'exécution des marchés de travaux à une action de lutte contre le chômage et d'insertion professionnelle, via l'insertion de clauses par lesquelles le promoteur s'engage à réserver au minimum 5% du volume horaire de ses marchés de travaux pour les personnes en insertion.

TITRE III
REGLES ET SERVITUDES D'INTERET GENERAL

ARTICLE 16 - ASSOCIATION SYNDICALE

Une association syndicale dénommée « Association syndicale libre des Résidents du Quartier du Danube », regroupant l'ensemble des propriétaires de biens et droits immobiliers situés dans le périmètre de la ZAC DANUBE, a été constituée. Les statuts de cette Association Syndicale ont été en la forme authentique et reçus par Me Stéphane GLOCK, notaire à la WANTZENAU, par acte du 24 juin 2013 et enregistrés. Le constructeur y adhèrera de plein droit par l'acquisition à titre onéreux ou gratuit d'un terrain ou volume, ou par l'acquisition à titre onéreux ou gratuit, d'un droit réel (par exemple par bail emphytéotique, concession immobilière ou bail à construction etc.) à l'exception des sûretés réelles et servitudes, situé dans le périmètre de la ZAC.

Ladite Association a pour objet :

- la propriété des espaces libres, noues paysagères, voieries diverses (cheminements piétons, voies carrossables avec bornes d'accès, éventuels parkings en surface), des aires de jeu, de tous parcs et espaces verts ne relevant pas d'une autre propriété, d'une copropriété ou d'un droit réel attribué à un membre de l'ASL ou à un tiers, des emplacements souterrains de stationnement (qu'ils soient destinés aux besoins des habitants et usagers de la ZAC susdite ou à leurs visiteurs), des réseaux de toute nature, jusqu'à leur rétrocession aux concessionnaires ou à la collectivité, et plus généralement de tous ouvrages d'équipement d'intérêt commun, d'éventuels volumes résiduels compris dans le périmètre de la ZAC.
- leur cession éventuelle à titre onéreux ou gratuit à la Ville de Strasbourg, à la CUS, toute autre collectivité ou groupements de collectivités et/ou aux concessionnaires.
- la gestion et l'entretien des éléments listés ci-avant jusqu'à leur rétrocession éventuelle à la collectivité, à un groupement de collectivités ou aux concessionnaires (pour autant que ces éléments ne relèvent pas de la propriété d'un tiers ou d'un membre de l'ASL), comprenant la souscription de tous contrats d'assurance, de gestion déléguée etc…
- la construction sous sa maîtrise d'ouvrage des parcs de stationnement de la ZAC. Il est d'ores et déjà prévu que pour la construction des parkings, l'ASL pourra se faire assister par toute personne compétente, étant précisé que la réalisation du parc de stationnement de la première tranche se fera dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, d'une conduite d'opération ou tout autre montage permettant confiant la responsabilité du suivi de l'opération à un tiers. L'ASL disposera sur le

parking de toutes les prérogatives du propriétaire et notamment de la possibilité d'en confier la gestion à un tiers selon le montage de son choix et notamment par bail emphytéotique. A ce titre, elle s'engage à donner les parkings à bail emphytéotique à l'Euro symbolique au profit de la Ville de Strasbourg ou de la CUS sur première demande de ces collectivités ;
- le contrôle de l'application du cahier des charges de cession de terrains et/ou volumes de la ZAC.
- l'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle de l'application du cahier des charges ainsi que des actions afférentes aux ouvrages et équipements.
- la gestion et la police des biens communs nécessaires ou utiles pour la bonne jouissance des propriétaires dès leur mise en service et la conclusion de tous contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association.
- la répartition des dépenses de gestion et d'entretien entre les membres de l'association et leur recouvrement.
- d'une manière générale toutes opérations financières, mobilières et immobilières concourant aux objets ci-dessus définis notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts.

Le Constructeur accepte d'ores et déjà toute modification qui pourrait être apportée aux statuts à l'initiative de l'Aménageur jusqu'à la signature de l'acte authentique réitérant la vente ou le bail ou tout autre contrat liant le Constructeur et l'Aménageur.

Le constructeur comme chaque acquéreur de terrain et/ou volume de la ZAC s'engage également à adhérer à toute Association Syndicale qui serait constituée par la S.E.R.S. et dont le périmètre inclurait le terrain ou volume acquis. Les statuts de ladite Association Syndicale seront établis à la diligence de l'Aménageur.

Chaque Constructeur s'oblige à répercuter cette obligation à tout ayant-cause et/ou ayant-droit qui en deviendra lui-même membre de plein droit.

ARTICLE 17 - SERVITUDES DE PASSAGE DE RESEAUX ET CABLES

Le Constructeur et ses ayants droit ne pourront s'opposer au passage des canalisations d'eau, de gaz, d'assainissement, d'électricité ou des réseaux, notamment téléphoniques, devant pour des raisons techniques, traverser les terrains et/ou les volumes. Il en va de même pour les installations accessoires à ces réseaux (armoires, regards, coffrets...). Le Constructeur en acceptera également les servitudes qui en résulteront. Ainsi, toute personne habilitée devra notamment pouvoir accéder à tout moment à ces réseaux ou installations en vue d'y effectuer toutes opérations.

Les servitudes exposées ci-dessus ne sont pas exhaustives et l'ensemble de celles-ci seront énumérées dans le cahier des servitudes contractuelles d'usage et de jouissance.

ARTICLE 18 - ENTRETIEN DES ESPACES PRIVATIFS LIBRES

Le Constructeur devra entretenir ses espaces privatifs libres en bon état, de façon permanente et à ses frais, de manière à conserver le site dans un état satisfaisant et à ne pas nuire à la bonne tenue des espaces voisins. Il aura la charge de faire remplacer les plantations mortes ou détruites.

ARTICLE 19 - TENUE GENERALE

Il ne pourra être établi, sur les façades des bâtiments ni sur les terrains et/ou volumes, rien qui puisse nuire à la propreté, au bon aspect, à la tranquillité et à la sécurité des habitants.

Il ne pourra notamment être exécuté aucun travail sur les bâtiments, sur les terrains et/ou volumes, qui en modifierait l'aspect ou la fonction, tels qu'ils ont été prévus dans le permis de construire.

Il est interdit à tout propriétaire ou locataire, de louer pour publicité ou affichage ou d'employer soi-même à cet effet tout ou partie du terrain, volume ou des constructions. Toutefois, pour l'application du présent article, l'Aménageur pourra, pendant la durée de sa concession, accepter des exceptions dont il fixera les conditions et qui devront en tout état de cause, être conformes au Règlement Local de Publicité de la Ville de Strasbourg.

ARTICLE 20 – RESTRICTIONS D'USAGE

Compte tenu de l'historique du site, le Constructeur, ses ayants-droit et ayants-cause s'engagent à respecter les restrictions d'usage préconisées par le plan de gestion qui fera l'objet d'un acte de dépôt à recevoir par Me Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau et qui sont littéralement reproduites ci-dessous :

Tableau 16 : les restrictions d'usage conventionnelles à mettre en œuvre sur l'emprise du PAS

Restrictions relatives aux **usages des sols**	Restrictions relatives aux **usages du sous-sol**	Restrictions relatives aux **usages des eaux souterraines**
Usages autorisés : - Industriel, commercial, tertiaire et logement en rez-de-chaussée; - couverture de l'ensemble des surfaces, (hors espaces verts) avec un enrobé, un bâtiment, du bitume ou tout autre revêtement empêchant le contact direct avec les sols sous-jacents - couverture des espaces verts avec un apport de 30 cm de terre végétale saine, 50 cm dans les jardins d'agrément privatifs. **Usages non autorisés sans étude complémentaire :** Ceux qui ne sont pas mentionnés ci-dessus. D'une manière générale, tout changement d'usage nécessitera la réactualisation d'une étude des risques sanitaires et le cas échéant la rédaction d'un nouveau plan de gestion des terres impactées	**Usages autorisés :** - Canalisations dans une tranchée remplie de matériaux propres rapportés ou ISDI, - Plantation de végétaux et d'arbres ornementaux (sans fruits comestibles) - Cultures de végétaux consommables (et arbres fruitiers) dans des bacs hors sol **Usages interdits :** Cultures d'arbres fruitiers sur surface avec moins de 2 m de terres rapportées. **Prescriptions particulières :** Gestion appropriée des déblais en cas de terrassement et traçabilité du devenir des déblais. **Surveillance de la qualité de l'air au niveau des ilots accueillant des établissements sensibles.**	**Usages autorisés :** Aucun usage. **Prescriptions particulières :** Suivi biannuel des eaux souterraines pendant 4 ans

Tableau 17 : les restrictions d'usage conventionnelles à mettre en œuvre sur l'emprise du site GDF

Restrictions relatives aux **usages des sols**	Restrictions relatives aux **usages du sous-sol**	Restrictions relatives aux **usages des eaux souterraines**
Usages autorisés : - Industriel, commercial, tertiaire et Logement en rez-de-chaussée sur vide sanitaires ventilés ou tapis drainant ou parking en sous-sol au droit de l'ancienne emprise GDF ; - couverture de l'ensemble des surfaces, (hors espaces verts) avec un enrobé, un bâtiment, du bitume ou tout autre revêtement empêchant le contact direct avec les sols sous-jacents - couverture des espaces verts avec un apport de 30 cm de terre végétale saine; 50 cm au droit des jardins d'agréments privatifs **Usages non autorisés sans étude complémentaire :** Ceux qui ne sont pas mentionnés ci-dessus. D'une manière générale, tout changement d'usage nécessitera la réactualisation d'une étude des risques sanitaires et le cas échéant la rédaction d'un nouveau plan de gestion des terres impactées	**Usages autorisés :** - Canalisations dans une tranchée remplie de matériaux propres rapportés ou ISDI, - Plantation de végétaux et d'arbres ornementaux (sans fruits comestibles) - Cultures de végétaux consommables (et arbres fruitiers) dans des bacs hors sol **Usages interdits :** Cultures d'arbres fruitiers sur surface avec moins de 2 m de terres rapportées. **Prescriptions particulières :** Gestion appropriée des déblais en cas de terrassement et traçabilité du devenir des déblais, notamment au droit de l'ilot D. En cas terrassement ou d'installation de sous-sol, des précautions particulières doivent être prises du fait de la présence de la lentille, en terme de gestion des terres et d'impact sur les sous-sols et de protection des travailleurs, Surveillance de la qualité de l'air des ilots disposés au droit de la lentille grasse.	**Usages autorisés :** Aucun usage. **Prescriptions particulières :** Suivi biannuel des eaux souterraines pendant 4 ans

ARTICLE 21 - LITIGES - SUBROGATION

Les dispositions retenues dans le titre III du présent cahier des charges de cession de terrain feront loi tant entre l'Aménageur et le Constructeur qu'entre les différents autres Constructeurs.

L'Aménageur subroge, en tant que de besoin, chaque Constructeur dans tous ses droits ou actions, de façon que tout Constructeur puisse exiger des autres l'exécution des conditions imposées par les dispositions en cause. Il est rappelé à ce titre, que l' des Résidents du Quartier du Danube a notamment pour mission de faire respecter les clauses du présent cahier des charges.

Ainsi, tout litige entre acquéreurs doit se régler directement entre eux sans que l'Aménageur ne puisse être mis en cause.

Liste des annexes :
Annexe 1 : plan de gestion de la ZAC DANUBE
Annexe 2 : analyse des risques résiduels propre au terrain cédé
Annexe 3 : rapport de suivi de chantier du 4 février 2014
Annexe 4 : règlement de service du réseau de chaleur de l'Esplanade
Annexe 5 : modèle de police d'abonnement au service de chauffage urbain.
Annexe 6 : cahier des charges, dispositions relatifs à l'aménagement des sous-stations secondaires
Annexe 7 : fiche d'identité de projet à fournir lors du dépôt de PC et lors de la livraison

Pour le Constructeur

Pour l'Aménageur
Le Directeur Général

.....

Eric FULLENWARTH

Pour le concédant
(Bon pour agrément)

.....

Point n° 31 : Ecole maternelle ZAC DANUBE - Avis préalable du Conseil municipal quant à l'acquisition d'un volume de terrain à bâtir par l'Eurométropole de Strasbourg en vue de l'article L.5211-57 du CGCT.

Résultats du vote (cf. détails) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 52

Contre : 1

Abstention : 5

Observation :

Erreur de vote, M. VETTER souhaitait s'abstenir.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 31

Ecole maternelle ZAC DANUBE - Avis préalable du Conseil municipal quant à l'acquisition d'un volume de terrain à bâtir par l'Eurométropole de Strasbourg en vue de l'article L.5211-57 du CGCT.

Pour	**52**	417
Contre	**1**	
Abstention	**5**	

Pour (52 / 417)

ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SENET-Eric, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

Contre (1)

VETTER-Jean-Philippe

Abstention (5)

CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Œuvre Notre Dame : Transactions portant sur le patrimoine immobilier de la fondation de l'Œuvre Notre Dame.

Par arrêté en date du 10 octobre 2012, publié le 18 octobre 2012 au Journal Officiel de la République Française, a été déclaré d'utilité publique les acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation du projet de déviation de Châtenois, dans le cadre de l'aménagement de la RN 59 entre Saint-Dié et Sélestat.

Par délibération en date du 19 mars 2018, la ville de Strasbourg a accepté de céder une emprise de 1,12 ares à détacher de la parcelle cadastrée section 49 n°229 située en zone A1 sur le ban de la commune de Chatenois, propriété de la fondation de l'Œuvre Notre Dame.

A la suite de relevés de terrains effectués par géomètre, il s'avère qu'il est nécessaire de détacher une emprise supplémentaire de 1,35 ares de la parcelle cadastrée section 49 n °229 d'une surface totale surface totale de 32,66 ares.

Le prix proposé pour cette cession est de 60€/are, soit 81 euros à majorer d'une indemnité de remploi de 16,20 €, soit un total de 97,20 € arrondis à 98 €, conformément à l'avis rendu par France Domaine.

Le titulaire du bail à ferme consenti sur le terrain sera quant à lui indemnisé par l'Etat.
Il est proposé au Conseil municipal de la ville de Strasbourg d'approuver la vente de la parcelle aux conditions visées ci-dessus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la déclaration d'utilité publique du 10 octobre 2012 du projet de déviation de Châtenois dans le cadre de l'aménagement de la RN 59 entre Saint-Dié et Sélestat
Vu l'avis des services fiscaux en date du 22 septembre 2017
Vu la lettre valant avis domanial du 15 mai 2018 prorogeant l'avis du 22 septembre 2017
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

<u>la vente de l'emprise concernée par le projet de contournement de la RN59</u> :
La vente de l'emprise de 1,35 are à détacher de la parcelle cadastrée comme suit :
Commune de CHATENOIS
Section 49 N° 228 d'une surface totale de 32,66 ares

Propriété de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, au profit de l'Etat – au prix de 60 €/ are, soit 81 € à majorer d'une indemnité de remploi de 16,20 €, soit un montant total de 97,20 €, arrondis en plein accord avec l'acquéreur à 98 €.
Les frais d'actes, émoluments, indemnités découlant d'une rupture anticipée de bail étant à la charge de l'acquéreur,

décide

l'imputation de la recette de 98 € sur le budget de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame a priori en 2018 sous VDS – 01 – 820/775 AD03 B,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir ainsi que l'acte de constitution de servitude foncière ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

JORF n°0243 du 18 octobre 2012 page 16238
texte n° 30

Arrêté du 10 octobre 2012 déclarant d'utilité publique les acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation du projet de déviation de Châtenois, dans le cadre de l'aménagement de la RN 59 entre Saint-Dié et Sélestat, à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Châtenois et au classement de la déviation de Châtenois dans le réseau routier national avec attribution du statut de route express

NOR: TRAT1231996A
ELI: https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2012/10/10/TRAT1231996A/jo/texte

Le ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche,
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3, L. 123-1, L. 123-16, L. 214-1 à L. 214-7, L. 220-1, L. 571-9 et L. 571-10, R. 122-1 à R. 122-3, R. 122-11, R. 122-15, R. 123-1 à R. 123-23 et R. 571-44 et suivants ;
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
Vu le code rural, notamment ses articles L. 112-2, L. 112-3, L. 123-4 à L. 123-36, L. 352-1, R. 123-30 à R. 123-38 et R. 352-1 et suivants ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-16 et L. 123-19 ;
Vu le code de la voirie routière, notamment son article L. 123-3 ;
Vu le plan d'occupation des sols de la commune de Châtenois ;
Vu la décision du 17 septembre 2010 du président du tribunal administratif de Strasbourg désignant les membres de la commission d'enquête ;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2012 du préfet du Bas-Rhin prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation du projet de déviation de Châtenois, dans le cadre de l'aménagement de la RN 59 entre Saint-Dié et Sélestat, à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Châtenois, au classement de la déviation de Châtenois dans le réseau routier national avec attribution du statut de route express, au déclassement de la RN 59 actuelle et à son classement dans la voirie des collectivités locales ;
Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2012 du préfet du Bas-Rhin prorogeant la durée de l'enquête publique ;
Vu l'avis délibéré de l'Autorité environnementale en date du 25 janvier 2012 ;
Vu l'avis de l'Institut national des appellations d'origine (INAO) en date du 22 août 2007 ;
Vu les pièces du dossier de l'enquête publique ouverte sur le projet et les conclusions de la commission d'enquête en date du 21 mai 2012 ;
Vu les réponses en date du 25 juin 2012 du maître d'ouvrage déconcentré aux recommandations figurant dans l'avis motivé de la commission d'enquête ;
Vu le courrier de consultation de l'INAO en date du 11 août 2011 ;
Vu l'avis de la chambre d'agriculture en date du 12 juillet 2011 ;
Vu la lettre d'estimation sommaire et globale des terrains du tracé de la déviation par le service des domaines en date du 24 août 2012 ;
Vu les lettres du préfet du Bas-Rhin en date du 23 décembre 2011 par lesquelles le président du conseil régional d'Alsace, le président du conseil général du Bas-Rhin, le président de la communauté de communes de Sélestat, le président du syndicat du SCOT de Sélestat et sa région, le maire de Châtenois, le président de la chambre de commerce et d'industrie, le président de la chambre de métiers, le président de la chambre d'agriculture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace ont été informés de la mise en œuvre de la procédure prévue par l'article L. 123-16 du code de l'urbanisme en vue de la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Châtenois ;
Vu le compte rendu de la réunion d'examen conjoint tenue le 12 janvier 2012 en application de l'article R. 123-23 du code de l'urbanisme et portant sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Châtenois ;
Vu la délibération du conseil municipal de Châtenois en date du 19 juillet 2012 émettant un avis favorable à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune ;
Vu la délibération du conseil municipal de Châtenois en date du 19 juillet 2012 émettant un avis favorable au classement de la déviation de la RN 59 dans le réseau routier national avec attribution du statut de route express ;
Vu la délibération du conseil général du Bas-Rhin en date du 3 septembre 2012 émettant un avis favorable au classement de la déviation de la RN 59 dans le réseau routier national avec attribution du statut de route express ;
Constatant le caractère linéaire des travaux de la déviation de la RN 59 à Châtenois conformément aux dispositions de l'article R. 123-3 du code rural,
Arrête :

Article 1

Sont déclarés d'utilité publique les acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation du projet de déviation de Châtenois, dans le département du Bas-Rhin, dans le cadre de l'aménagement de la RN 59 entre Saint-Dié et Sélestat, conformément au plan général des travaux annexé au présent arrêté (1).

Article 2

Les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

Article 3

Le maître d'ouvrage sera tenu de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles par l'exécution de ces travaux dans les conditions prévues par les articles L. 123-24 à L. 123-26, L. 352-1, R. 123-30 à R. 123-38 et R. 352-1 et suivants du code rural.

Article 4

La déviation de Châtenois est classée dans le réseau routier national et le statut de route express lui est attribué. Un arrêté ministériel pris après une enquête publique complémentaire précisera les restrictions de circulations mentionnées à l'article R. 151-2 du code la voirie routière.

Article 5

Le présent arrêté emporte mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Châtenois, conformément au plan et documents annexés au présent arrêté (2). Il fera l'objet, en application de l'article R. 123-24 du code l'urbanisme, des mesures de publicité et d'information édictées à l'article R. 123-25 de ce même code.

Article 6

Le directeur général des infrastructures de transport et de la mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 10 octobre 2012.

Frédéric Cuvillier

(1) Il peut être pris connaissance de ces documents ainsi que de l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique, notamment l'étude d'impact, les réponses du maître d'ouvrage aux recommandations de la commission d'enquête et le document élaboré en application du 3 de l'article L. 11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Alsace, sise 2, route d'Oberhausbergen, BP 81005, F 67070 Strasbourg Cedex. (2) Il peut être pris connaissance de ces documents auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Alsace sise 2, route d'Oberhausbergen, BP 81005, F 67070 Strasbourg Cedex.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(~~mars 2016~~)
Septembre 2017

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Service :Division Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Maryse VERNIER

Téléphone : 03 88 10 35 12

Courriel : maryse.vernier@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/073-V0839

Le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin

à

VILLE ET EUROMETROPOLE

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : PARCELLE RURALE

ADRESSE DU BIEN : LIEU-DIT « KOHBACH » À CHÂTENOIS

VALEUR VÉNALE : 1 960 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT : EUROMÉTROPOLE

AFFAIRE SUIVIE PAR : Madame Coralie PECK (coralie.peck@strasbourg.eu)

2 – Date de consultation : 30/08/2017
Date de réception : 31/08/2017 :
Date de visite : :
Date de constitution du dossier « en état » : :

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – description du projet envisagé

Cession d'une parcelle de terre agricole à la DREAL, dans le cadre du projet de contournement de la RN59 à Châtenois.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Commune de CHATENOIS

Section	Parcelles	Surface /ares	Lieu-Dit	Zonage POS/PLU
49	228	32,66	Kohbach	A

Description du bien :
La parcelle se situe au Sud-Est du ban communal de Châtenois, au niveau de la bretelle de sortie de l'A35 direction Châtenois/Villé. Il s'agit d'une parcelle rectangulaire en nature de terre cultivable, actuellement exploitée par une EARL.

5 – Situation juridique

La parcelle est la propriété de la fondation de l'Oeuvre Notre Dame. Elle est actuellement louée à l'EARL LORBER, dans le cadre d'un bail à ferme.

6 – Urbanisme et réseaux

Urbanisme :
Parcelle située en zone A du PLU de Châtenois, dont la dernière modification a été approuvée le 09/06/2016 et devenue opposable le 12/07/2016.
La zone A est une zone réservée aux espaces agricoles utilisés pour l'exploitation agricole. On y trouve des prairies, des terres cultivées ou cultivables.... Seules les installations et constructions à vocation d'intérêt public (nécessaires aux réseaux d'eau, d'assainissement, aux opérations prévues en emplacements réservés) sont autorisées, ainsi que les ouvrages techniques qui y sont liés. Elle comporte un secteur Ac, constructible, qui intègre les différentes exploitations agricoles existantes et dans lequel sont autorisées les constructions et installations directement liées à ces exploitations. La hauteur totale des constructions ne peut excéder 12 m. Elle comprend aussi un secteur Ah identifiant des constructions isolées dont la vocation n'est pas agricole.

Voie, réseau, divers (VRD) :
La parcelle n'est pas desservie par les différents réseaux.

Qualification du terrain :

La parcelle n'a pas la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone non constructible et non desservie par les différents réseaux.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien est estimée à : **1 960 € HT**

La cession s'inscrivant dans le cadre d'une DUP, cette valeur ne tient pas compte des indemnités accessoires susceptibles d'être versées au propriétaire et/ou à l'exploitant agricole. (cf annexe jointe)

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Strasbourg, le 22/09/2017
Pour l'Administrateur Général
Directeur Régional des Finances Publiques
de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin
par délégation l'Inspectrice des Finances Publiques
Mme VERNIER Maryse

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
SERVICE DU DOMAINE

Contrôle des Opérations Immobilières

Annexe 1 à l'avis référencé n° **2017-839**

Indemnités accessoires susceptibles d'être allouées dans le cadre d'une opération déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral.

Notification des offres amiables prévues aux articles L 311-4 et R 311-4 et des propositions prévues à l'article R 311-6 du Code de l'Expropriation.

---

1) **Indemnité de remploi** (article R 322-5 du Code de l'Expropriation)

- Personnes de droit privé (immeubles bâtis et non bâtis) :
Taux à appliquer à la valeur vénale globale par propriétaire ou indivision :

jusqu'à 5 000 €uros :	20 %
entre 5 000 et 15 000 €uros :	15 %
au delà de 15 000 €uros :	10%

- Collectivités locales (Département, communes, associations foncières de remembrement, et collectivités publiques exonérées de droits d'enregistrement.) : taux à appliquer à la valeur vénale globale : **5 %.**

2) **Indemnités pour plantations** (arbres fruitiers, etc...) uniquement en zone non constructible

L'inventaire descriptif et estimatif, établi à l'initiative de la Commune sera soumis au contrôle à l'approbation préalable du Service des Domaines.

3) **Indemnités d'éviction des exploitants agricoles :**

Application de la convention conclue le 17.09.2001, entre les organismes représentatifs de la profession agricole et la Direction des Services Fiscaux du Bas-Rhin, **valeurs actualisées au 01.07.2016.**

N.B. : La convention signée en 2001 avec la Chambre d'Agriculture mentionne dans le chapitre 3 paragraphe 1 page 2, la possibilité pour tout agriculteur soumis de droit ou par option à un régime de bénéfice réel en matière d'impôt sur le revenu, de demander que le calcul de la marge brute soit effectué en ce qui le concerne, à partir des éléments de sa propre comptabilité, à condition qu'elle soit régulière et probante. Cette possibilité n'est cependant pas ouverte en cas de remembrement avec inclusion d'emprise.

Commune de : CHATENOIS

Perte de revenus d'exploitants (4 ans)	**29,76 €** l'are.
Perte de fumures et d'arrières fumures, terres et parcs à bestiaux	**5.26 €** l'are.
Prés naturels	**4.38 €** l'are.

L'allocation et le paiement de ces indemnités d'éviction agricole sont réservés aux **exploitants, propriétaires ou locataires** qui justifient de cette qualité dans les conditions prévues par l'article R 323-2 du Code de l'Expropriation ou d'une attestation d'inscription des parcelles concernées à la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole à la date du transfert de propriété.

NOTA : Les emprises portant sur des terrains exploités par leurs propriétaires dont la valeur vénale est supérieure à **170 € l'are** n'entrent pas dans le champ d'application de la convention précitée.

Châtenois
Vieux chemin de Sélestat
D424
D424
Sélestat
A 35
Sélestat

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN Pôle Pilotage des Missions et Animation du Réseau Service : Division Domaine Adresse :4 Place de la République CS 51002 67070 STRASBOURG Cedex Téléphone : 03 88 10 35 00 courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr	Le 15/05/2018 Le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin
POUR NOUS JOINDRE :	
Affaire suivie par : Mme Maryse VERNIER Téléphone : 03 8810 35 12 Courriel : maryse.vernier@dgfip.finances.gouv.fr Réf. : 2018/073-V0465	**DREAL GRAND EST** **Service Transports** **Pôle de Maîtrise d'Ouvrage routes Strasbourg** **14 rue du Bataillon de Marche n°24** **BP 81005** **67070 STRASBOURG Cedex**

LETTRE VALANT AVIS DOMANIAL

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAINS NON-BÂTIS

ADRESSE DU BIEN : DIVERS ADRESSES ET LIEUX-DITS À CHÂTENOIS

VALEUR VÉNALE : valeurs à l'are et par zonage selon § 7 de l'avis initial

Service consultant : DREAL GRAND EST

***Affaire suivie par** : M Sébastien ISEL (sebastien.isel@developpement-durable.gouv.fr)*

Date de consultation : *14*/05/2018

Date de réception : *15*/05/2018

Par mail daté du 14/05/2018, j'ai été sollicité pour l'actualisation de l'avis domanial N°2017/-0171 du 04/04/2017 ayant une durée de validité de douze mois, dans le cadre de l'opération de cession suivante :

– La demande s'inscrit dans le cadre d'une acquisition sous DUP (arrêté ministériel du 10/10/2012) par le consultant d'un ensemble d'emprises non-bâties destinées à la réalisation du projet de déviation de Châtenois dans le cadre de l'aménagement de la RN 59 entre Saint-Dié et Sélestat. Préalablement à ces acquisitions, le consultant souhaite obtenir une valeur vénale à l'are par zonage des emprises concernées.

– Description du bien :

Le projet impacte un ensemble d'emprises non-bâties d'une surface totale de 2 234,20 ares, en nature de terre, de pré, de vignes, de vergers et de sol. Toutes sont destinées à être acquises, hormis celles situées en zone UF (zone ferroviaire – courriel du 23/02/2017) et représentant un total de 26,80 ares, alors que 499,17 ares appartiennent déjà à l'Etat (423,65 ares en zone A et 75,52 ares en zone UX).
L'acquisition porte donc sur une surface totale de 1 708,23 ares.
L'origine de la déviation de Châtenois se situe sur la RN59 actuelle à l'ouest du village, à proximité de l'accès au SMICTOM à quelques centaines de mètres des premières habitations. Après le franchissement de la voie ferrée par un ouvrage de type pont-route, il est prévu l'implantation d'un giratoire à quatre branches sur l'actuelle RD424 qui permettra d'assurer le raccordement avec l'ancienne RN59 (traversée de Châtenois) via le giratoire existant à l'ouest de l'agglomération.
Après le nouveau giratoire, le tracé rejoint la rive droite du Giessen en limite de zone inondable. La RD35 (Route des Vins) est rétablie à l'aide d'un passage supérieur au-dessus de la déviation. Ce rétablissement comprend de plus un ouvrage hydraulique dimensionné pour respecter les écoulements des crues du Giessen.
Le projet emprunte ensuite la partie sud de la zone inondable du Giessen sur près de 800 m sans jamais franchir le cours d'eau. La déviation s'incurve par la suite vers le sud à l'approche de la voie ferrée qu'elle franchit une seconde fois à l'aide d'un pont-route. Elle s'inscrit alors dans une zone de vignoble AOC sur environ 700 m avant de retrouver l'ancienne RN59 au niveau du giratoire existant à l'est de Châtenois.
Au-delà, le tracé emprunte la RN159 et passe au-dessus de la voie communale «Schlettsweg» avant de se raccorder à l'autoroute A35 au moyen de l'échangeur autoroutier existant.

Vous précisez dans votre demande que les conditions de l'opération, tant matérielles que juridiques, sont identiques à celles prises en compte dans l'avis précité.

Au vu de ces éléments, la validité de l'avis n° 2017-0171 du 04/04/2017 est prorogée de 12 mois, soit jusqu'au 15/05/2019.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour l'Administrateur Général
Directeur Régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Fiegel

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Plan patrimoine de la Ville de Strasbourg - Vente de l'immeuble 13 rue Bernegger à Strasbourg - Quartier des XV.

La ville de Strasbourg est propriétaire d'un important patrimoine immobilier bâti.
Un travail de recensement des biens propriétés de la Ville issus du domaine privé a permis de distinguer ces immeubles selon trois catégories :

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine ;
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes ;
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan de cession qui en découle a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de la Ville sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat,
- de validation par la commission patrimoine de la collectivité des modalités de la cession.

En dehors de ce cadre réglementaire, la Ville est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée est généralement privilégié, permettant à la collectivité d'imposer des conditions de participation ainsi que des prescriptions et d'avoir des offres économiquement avantageuses.
C'est dans ce cadre concurrentiel qu'a été mis en vente un bien immobilier appartenant à la Ville situé 13 rue Bernegger à Strasbourg, dans le quartier du Conseil des XV.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 21 septembre 2015, ce bien avait été identifié parmi les actifs immobiliers de la Ville en compensation de l'acquisition de l'immeuble 38 RH.

Il s'agit d'une maison mitoyenne d'environ 271 m² (surface Carrez), avec jardin, garage, et libre de toute occupation. Cette maison comporte :

- au sous sol : garage, chaufferie et 2 caves,

- au rez-de-chaussée : 3 pièces (dont une s'ouvrant sur une terrasse à l'arrière), salle d'eau, WC, débarras,
- au 1er étage : 3 pièces (dont une s'ouvrant sur un balcon situé sur la façade), WC, salle d'eau,
- au 2ème étage : 2 pièces, cuisine, SDB, débarras,
- des combles aménageables.

Le bien est à réhabiliter. Un diagnostic relatif aux structures de l'immeuble a par ailleurs été réalisé en avril 2016. Le rapport a conclu à un bon état général de l'immeuble vis-à-vis de la solidité, à l'exception d'une fissure qui nécessitera une réparation.

Le terrain d'assiette de 5,91 ares, est situé en zone UCA4 au PLU intercommunal.

La consultation de mise en vente a été lancée le 28 novembre 2016, avec une date limite de remise des offres le 13 février 2017. Aucun prix plancher n'a été indiqué dans le cadre de ladite consultation.

A l'issue de la commission patrimoine en date du 6 mars 2017, l'offre du groupement représenté par les familles GENY-MURY, AMAR et BUISSON-AMAR a été retenue au prix de 652 000 € hors frais. Cette proposition fait désormais l'objet de la présente délibération. Dans un avis daté du 19 juillet 2018 (annexé à la présente délibération), les Domaines ont confirmé un précédent avis formulé en mai 2017 et disposant que l'offre de 652 000 € « n'appelle pas d'observations » et « s'inscrit dans la fourchette de négociation pouvant être admise par rapport à la valeur déterminée par le service par avis n° 2015/643 du 21 août 2015 ».

L'offre est cohérente au regard des importants travaux à réaliser dans cet immeuble (isolation intérieure des murs et de la toiture, remplacement des fenêtres, pose d'une chaudière mutualisée, création de nouveaux escaliers, électricité, sanitaire…), les lauréats souhaitant investir un montant de 300 000 € pour la réalisation des travaux. L'un des acquéreurs, Monsieur Mathieu BUISSON, est architecte de métier.

Il est donc proposé d'entériner la vente de l'immeuble 13 rue Bernegger au montant de cette offre.

Le groupement lauréat a fait part de sa volonté de partager la maison en trois appartements distincts, à travers un projet de mise en copropriété : un appartement au RDC où habiterait la famille GENY-MURY, un appartement au 1er étage qui serait mis en location par la famille AMAR et un appartement en duplex aux 2ème étage et combles qui serait occupé par la famille BUISSON-AMAR. Le jardin extérieur sera partagé entre les habitants de la maison et des espaces communs créés pour le rangement des vélos, l'emplacement de poubelles et des stockages divers.

Pour des raisons liées à l'économie du projet, le groupement a souhaité que la mise en copropriété puisse être réalisée (à ses frais exclusifs) avant la signature de l'acte définitif de vente. Il a ainsi fait réaliser par un géomètre un projet d'état descriptif de division daté du 9 février 2018 actant de la mise en copropriété de la maison, et parallèlement un arpentage visant à réunir les parcelles constitutives de l'assiette foncière mise en vente.

Le projet de copropriété porte de fait sur le terrain nouvellement cadastré section AD n° 767 (esquisse de copropriété et procès-verbal d'arpentage actant de la fusion des parcelles joints en annexe de la présente délibération).

Il est donc également proposé d'approuver la vente de la maison sur la base de dix lots de copropriété issus de la division et répartis comme suit entre les trois familles constitutives du groupement :

	LOTS ACQUIS	MONTANT D'ACQUISITION
GENY BENOÎT - MURY CORALIE	1 + 102	217 333 €
AMAR MAXIME - AMAR XAVIER	2 + 5 + 103 + 104 + 105	217 333 €
BUISSON MATTHIEU - AMAR GERALDINE	3 + 4 + 101	217 334 €

A titre de condition essentielle et déterminante, il est précisé que les présentes ventes interviendront le même jour. En cas de désistement ou de défaillance d'un des acquéreurs, les acquéreurs sont réputés solidaires et s'engagent à acquérir le lot non acquis par l'acquéreur défaillant.

Les ventes seront assorties d'autres conditions, telles que décrites dans le règlement de consultation, en tant que conditions essentielles et déterminantes :

- interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;
- une exclusion de la garantie des vices cachés, en raison de l'état du sol, du sous-sol ou de la structure du bâtiment ;
- une servitude non aedificandi, à inscrire au Livre Foncier, grevant les parcelles objet de la vente, à l'exception de l'emprise du bâtiment actuel situé sur les parcelles, afin de préserver le jardin (avec possibilité d'y construire toutefois un abri de jardin ou encore une piscine).

Les ventes pourront être précédées de la signature d'un compromis dans l'attente de l'obtention par les lauréats du financement définitif du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission patrimoine
vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la
Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *1/ la vente au profit de M. GENY Benoît et Mme MURY Coralie, ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de la ville de Strasbourg, de deux lots de copropriété (lots 1 / 102) issus de la division de l'immeuble sis à Strasbourg, 13 rue Bernegger, cadastré : Ban de Strasbourg - Section AD n° 767 de 5,91 ares,*
   au prix de 217 333 € (deux cent dix-sept mille trois cent trente-trois euros) hors frais et taxe divers éventuellement dus par l'acquéreur

2. *2/ la vente au profit de MM. AMAR Maxime et Xavier, ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de la ville de Strasbourg, de cinq lots de copropriété (lots 2 / 5 / 103 / 104 / 105) issus de la division de l'immeuble sis à Strasbourg, 13 rue Bernegger, cadastré : Ban de Strasbourg - Section AD n° 767 de 5,91 ares*
   au prix de 217 333 € (deux cent dix-sept mille trois cent trente-trois euros) hors frais et taxe divers éventuellement dus par l'acquéreur

3. *3/ la vente au profit de M. BUISSON Matthieu et Mme AMAR Géraldine, ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de la ville de Strasbourg, de trois lots de copropriété (lots 3 / 4 / 101) issus de la division de l'immeuble sis à Strasbourg, 13 rue Bernegger, cadastré : Ban de Strasbourg - Section AD n° 767 de 5,91 ares*
   au prix de 217 334 € (deux cent dix-sept mille trois cent trente-quatre euros) hors frais et taxe divers éventuellement dus par l'acquéreur

Ces ventes pourront le cas échéant être précédées d'un compromis, l'offre des candidats acquéreurs ayant été émise sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt bancaire. A titre de condition essentielle et déterminante, les présentes ventes interviendront le même jour. En cas de désistement ou de défaillance d'un des acquéreurs, les acquéreurs sont réputés solidaires et s'engagent à acquérir le lot non acquis par l'acquéreur défaillant.

Les ventes seront enfin assorties des conditions essentielles et déterminantes suivantes :
- *les acquéreurs s'interdisent de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et à tout nouvel acquéreur en cas de vente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai.*
- *les acquéreurs prendront le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le terrain, de mitoyenneté, d'erreur, d'omission dans la désignation du bien immobilier ou de la structure du bâtiment. La Ville ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. Les acquéreurs déclarent avoir visité les lieux et prendront le bien en l'état sous leur seule responsabilité et à leurs frais.*
- *A l'exception de l'emprise du bâtiment actuel, les parcelles seront grevées d'une servitude non aedificandi inscrite au Livre Foncier, afin de préserver le jardin. Il sera*

toutefois permis de construire notamment un abri de jardin, une piscine avec l'accord de la collectivité.

décide

1. *l'imputation de la recette de 217 333 € hors taxes et droits divers éventuels en sus tirée de la vente des lots de copropriété 1 et 102 sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;*

2. *l'imputation de la recette de 217 333 € hors taxes et droits divers éventuels en sus tirée de la vente des lots de copropriété 2, 5, 103, 104 et 105 sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;*

3. *l'imputation de la recette de 217 334 € hors taxes et droits divers éventuels en sus tirée de la vente des lots de copropriété 3, 4 et 101 sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;*

autorise

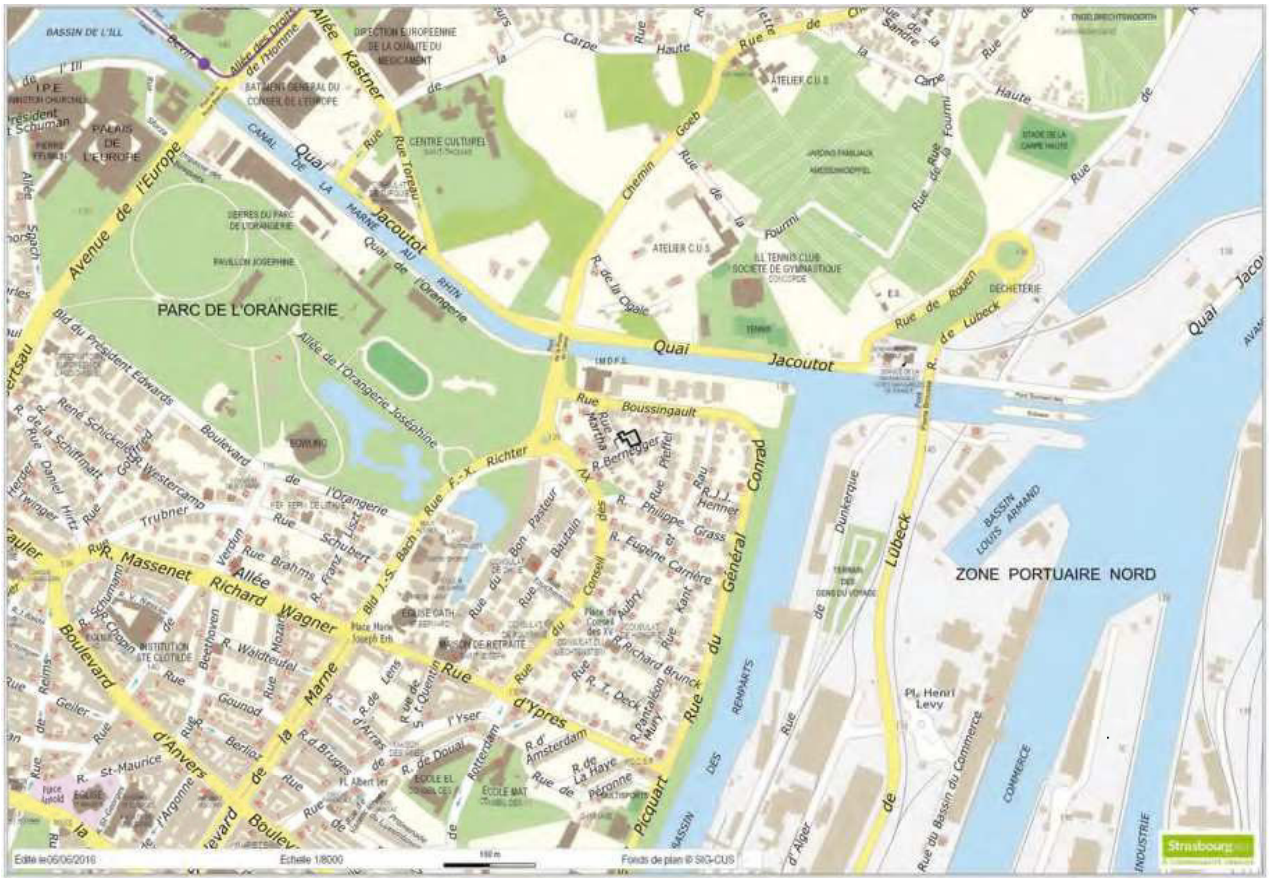
le Maire ou son-sa représentant-e à signer tous les actes et documents concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Plan patrimoine Ville – 13 rue Bernegger à Strasbourg





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7301-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

PÔLE PILOTAGE DES MISSIONS ET ANIMATION DU RESEAU

Division Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 19/07/2018

Le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : **Eliane BAEHR**
Téléphone : **03 88 10 35 14**
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO : **2018-482-643**

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Direction de la construction et du patrimoine bâti

Gestion et inventaire du patrimoine bâti

LETTRE VALANT AVIS DOMANIAL

DÉSIGNATION DU BIEN : **IMMEUBLE ANCIENNEMENT À USAGE DE JARDIN D'ENFANTS**

ADRESSE DU BIEN : **13 RUE BERNEGGER À STRASBOURG.**

VALEUR VENALE : **LA VALEUR DE 652 000 €/HT N'APPELLE PAS D'OBSERVATIONS.**

Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par : Mme HENRY-BONESTEVE (christelle.henry-bonesteve@strasbourg.eu).

Date de consultation : 29/06/2018

Date de réception : 29/06/2018

Par courriel du 29 juin 2018 vous m'avez sollicité pour l'actualisation de l'avis domanial n° 2017/482/0480 du 12 mai 2017 d'une durée de validité de douze mois, concernant la détermination de la valeur vénale d'un ancien jardin d'enfant inoccupé depuis plusieurs années.
La vente du bien, ayant fait l'objet d'une consultation préalable lancée en novembre 2016, devrait être proposée à l'approbation du Conseil Municipal d'ici la fin de l'année 2018.

Description du bien

Ville de STRASBOURG – Secteur QUARTIER XV

Section	N° parcelles	Superficie /ares	Adresse cadastrale	Zonage PLUi
AD	458	4,52	13 r Bernegger	UCA 4 – 7mET
	6	1,39	rue Constant Martha	
	TOTAL	**5,91**		

Immeuble de 1930 situé au sein d'un quartier résidentiel calme à deux pas de l'Orangerie, bénéficiant d'une belle emprise foncière s'ouvrant sur deux rues.
L'ensemble nécessite une rénovation complète, cependant l'immeuble a du cachet avec une belle hauteur sous plafond, un grand jardin et une situation recherchée.

Compte tenu de l'état du bien, la meilleure offre résultant de la consultation préalable s'inscrit dans le marché local ; la valeur de 652 000 € HT n'appelle pas d'observation du service du Domaine.

Au vu de ces éléments, la validité de l'avis n°2017/482/0480 du 12/05/2017 est prorogée de douze mois.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Riegel

CONSERVATION DU CADASTRE

COPROPRIETE

Département
BAS-RHIN

Circonscription du Cadastre
STRASBOURG

Tribunal d'Instance
STRASBOURG

Commune
STRASBOURG

Esquisse N° _____

Nota :
Les présents documents ont été établis sur la **base** des plans d'Architecte et devront faire l'objet d'un contrôle après achèvement des constructions.

Situation
Section AD
Parcelle n° 767/8
13 Rue Bernegger

La présente division en lots ainsi que l'affectation des coefficients de pondération à chaque nature de biens sont reconnues exactes :

Signature et Cachet :

Esquisse établie et certifiée exacte
par Mr Claude SCHALLER
A SELESTAT le 09 Février 2018

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
SCHALLER-ROTH-SIMLER
CS 80008
67808 SÉLESTAT CEDEX
N° D'INSCRIPTION 1994C100002

Esquisse enregistrée au Service du Cadastre
A STRASBOURG le _____

Le Chef de Circonscription

COPIE PROVISOIRE
avant enregistrement cadastral

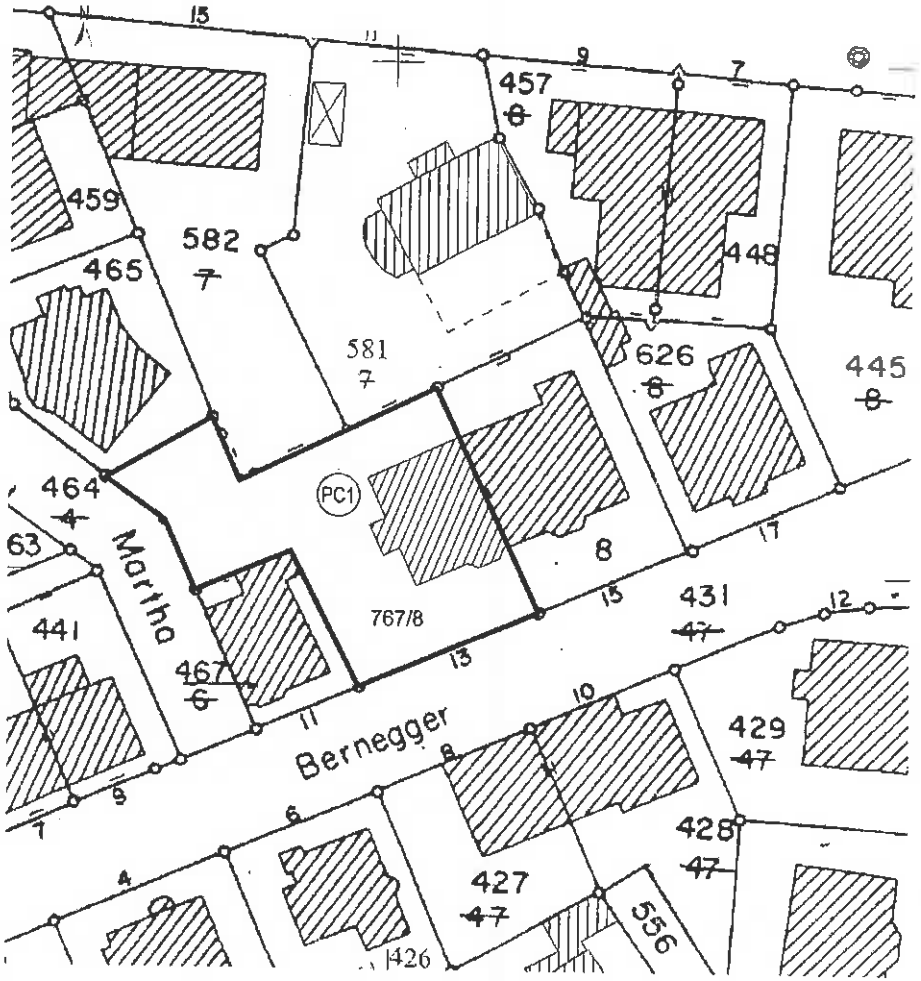
439

ESQUISSE N°

SECTION N° AD
PARCELLE N° 767/8

PLAN DE SITUATION

ÉCHELLE : 1/500e



REFERENCES INFORMATIQUES : I:\STRASBOURG\Esquisse\2018\20180215\DO\Esq20180215DO.dwg

ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION
PARTIES COMMUNES

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : AD
Parcelle : 767/8

COMMUNE : STRASBOURG
ADRESSE : 13 Rue Bernegger

COPROPRIÉTÉ

2018021500

	Définitions	Lots concernés
PC1	Les parties communes générales à savoir : - La totalité du sol bâti et non bâti cadastré en Section AD, Parcelle n° 767/8 d'une contenance de 5,91 ares. - L'ensemble des branchements, tuyaux de canalisation et réseaux divers avec leurs accessoires jusqu'aux raccordements particuliers à chaque lot. - A L'EXTERIEUR : 1 allée, 1 escalier extérieur, les murets et clôtures	Tous les copropriétaires de l'ensemble immobilier situé : 13 Rue Bernegger, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e. (Lots : n° 1 à 5 ---> Bâtiment A, n° 101 à 105 ---> Extérieurs)
PC2	Les parties communes spéciales au BATIMENT A, à savoir : - Les fondations, le gros oeuvre, la toiture et sa charpente, les gouttières, les gaines et placards techniques.	Le groupe des copropriétaires formé par les propriétaires des lots n° 1 à 5 du bâtiment A, de l'ensemble immobilier situé : 13 Rue Bernegger, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e.
PC3	Les parties communes spéciales au BATIMENT A, à savoir : - AU REZ-DE-CHAUSSEE : 1 escalier extérieur, 1 hall, 1 escalier d'accès au 1ER ETAGE - AU 1ER ETAGE : 1 trémie, 1 dégagement	Le groupe des copropriétaires formé par les propriétaires des lots n° 1 à 3 du bâtiment A, de l'ensemble immobilier situé : 13 Rue Bernegger, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e.
PC4	Les parties communes spéciales au BATIMENT A, à savoir - AU SOUS-SOL : 1 dégagement	Le groupe des copropriétaires formé par les propriétaires des lots n° 4 et 5 du bâtiment A, de l'ensemble immobilier situé : 13 Rue Bernegger, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e.

ESQUISSE D'ÉTAGE N°

Section : AD
Parcelle : 767/8

COMMUNE : STRASBOURG
ADRESSE : 13 Rue Bernegger

COPROPRIÉTÉ

2018021500

	Définitions	Lots concernés
	Art. 76 de la Loi du 13.12.2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (S.R.U.). La quote-part des parties communes (PC1), afférente à chaque lot est proportionnelle à la valeur relative de chaque partie privative par rapport à l'ensemble des valeurs des dites parties, telles que ces valeurs résultent lors de l'établissement de la copropriété, de la superficie, de la consistance et de la situation des lots sans égard à leur utilisation. Elles ont été calculées en appliquant à la superficie utile des lots (superficie de plancher après déduction des murs, gaines, marches) un coefficient de pondération en fonction de la consistance (nature et hauteur sous plafond) et de la situation de ceux-ci. La somme des superficies pondérées des lots est ramenée à une base de 1 000 : nous obtenons ainsi la quote-part de chaque lot exprimée en millièmes. Les quotes-parts des autres parties communes (PC2 à PC4) sont calculées suivant le même principe mais en considérant uniquement les lots (ou parties de lots) intéressés et non la totalité des lots. La somme des superficies pondérées des lots est ramenée à une base de 1 000 : nous obtenons ainsi la quote-part de chaque lot exprimée en millièmes.	
CONSISTANCE	LES COEFFICIENTS RELATIFS À LA NATURE DES LOTS Appartement ..... 1,0 Garage ..... 0,4 Cave ..... 0,2 Jardin, Espace extérieur..... 0,02	LES COEFFICIENTS RELATIFS À LA HAUTEUR SOUS PLAFOND : Pièce droite > 1,80 m ..... 1,0 Pièce mansardée : Zone avec une hauteur > 1,80m ..... 0,9 Zone avec une hauteur < 1,80m 0,25
SITUATION	LES COEFFICIENTS D'ÉTAGE Sans ascenseur : Sous-Sol..... 1 RDC ..... 1 1er étage ..... 1 2e étage ..... 1 Combles 0,95	
	<u>À NOTER QUE :</u> - Les surfaces résultent de plans d'intérieurs établis par le client et transmis par mail en date du 02/02/2018	

441

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TANTIÈMES GÉNÉRAUX

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : AD
Parcelle : 767/8

COMMUNE : STRASBOURG
ADRESSE : 13 Rue Bernegger

COPROPRIÉTÉ

2018021500

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part PC2	Quote part PC3	Quote part PC4			
1		Un appartement en duplex comprenant : AU SOUS-SOL DU BATIMENT A : 2 caves, 1 escalier d'accès au REZ-DE-CHAUSSEE AU REZ-DE-CHAUSSEE DU BATIMENT A : 1 trémie, 1 entrée, 1 Wc, 1 salle de bains, 2 chambres, 1 salon, 1 cuisine *Appartement* *Cave*		A	01	00	01	 90,5 41,1	293	301	315				
2		Un appartement comprenant : AU 1ER ETAGE DU BATIMENT A : 1 entrée, 1 dégagement, 1 Wc, 1 salle de bains, 2 chambres, 1 séjour/cuisine *Appartement*		A	01	01	01	 85,9	255	261	274				
3		Un appartement en triplex comprenant : AU 1ER ETAGE DU BATIMENT A : 1 entrée, 1 escalier d'accès au 2EME ETAGE AU 2EME ETAGE DU BATIMENT A : 1 trémie, 1 entrée, 2 dégagements, 2 chambres, 2 débarras, 1 salle à manger, 1 séjour/cuisine, 1 escalier d'accès aux COMBLES AUX COMBLES MANSARDES DU BATIMENT A : 1 trémie, 2 chambres *Appartement droit* *Appartement mansardé combles (h>1,80 m)* *Appartement mansardé combles (h<1,80 m)*		A	01	01	02	 83,0 43,7 37,1	384	393	411				
4		AU SOUS-SOL DU BATIMENT A : 1 cave *Cave*		A		81	01	 18,0	11	11		245			
5	indissociable du lot 105	AU SOUS-SOL DU BATIMENT A 1 cave, 1 garage *Garage* *Cave*		A		81	02	 24,4 6,9	33	34		755			
LOTS 6 à 100 NON ATTRIBUES															

442

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : AD
Parcelle : 767/8

COMMUNE : STRASBOURG
ADRESSE : 13 Rue Bernegger

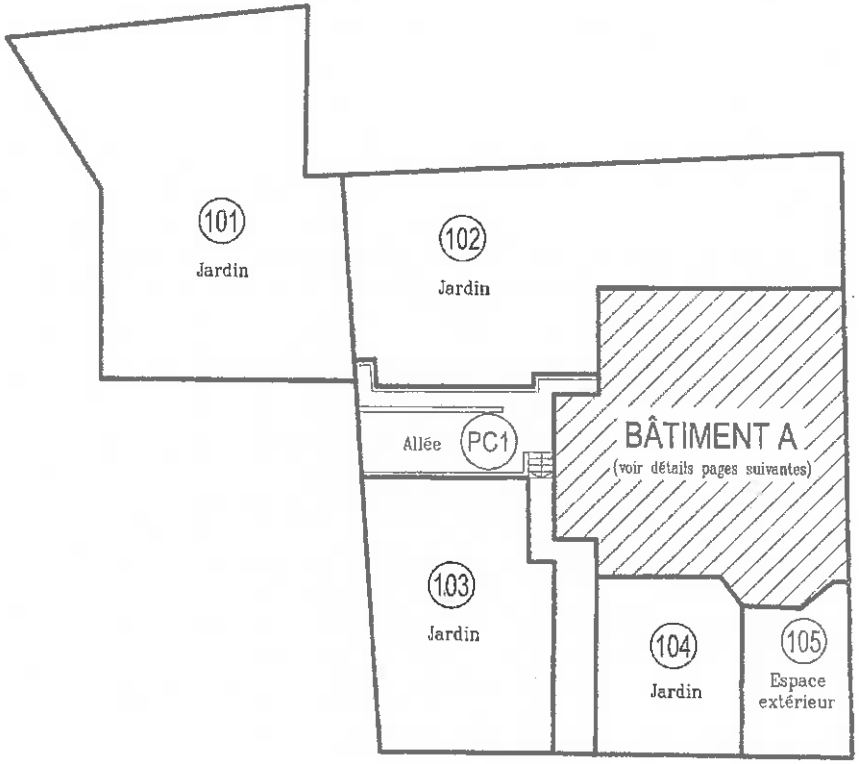
COPROPRIÉTÉ

2018021500

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part					
										PC2	PC3	PC4			
101		A L'EXTERIEUR 1 jardin *Jardin*					01	138,4	8						
102		A L'EXTERIEUR 1 jardin *Jardin*					02	128,3	8						
103		A L'EXTERIEUR 1 jardin *Jardin*					01	73,4	4						
104		A L'EXTERIEUR 1 jardin *Jardin*					02	39,5	2						
105	indissociable du lot 5	A L'EXTERIEUR : 1 espace extérieur *Espace extérieur*					01	26,2	2						
		TOTAL TANTIEMES								**1 000**	**1 000**	**1 000**	**1 000**		

PLAN DES EXTERIEURS

Échelle approximative : 1/200e



Rue Bernegger

444

ESQUISSE N°____

Section AD Parcelle 767/8

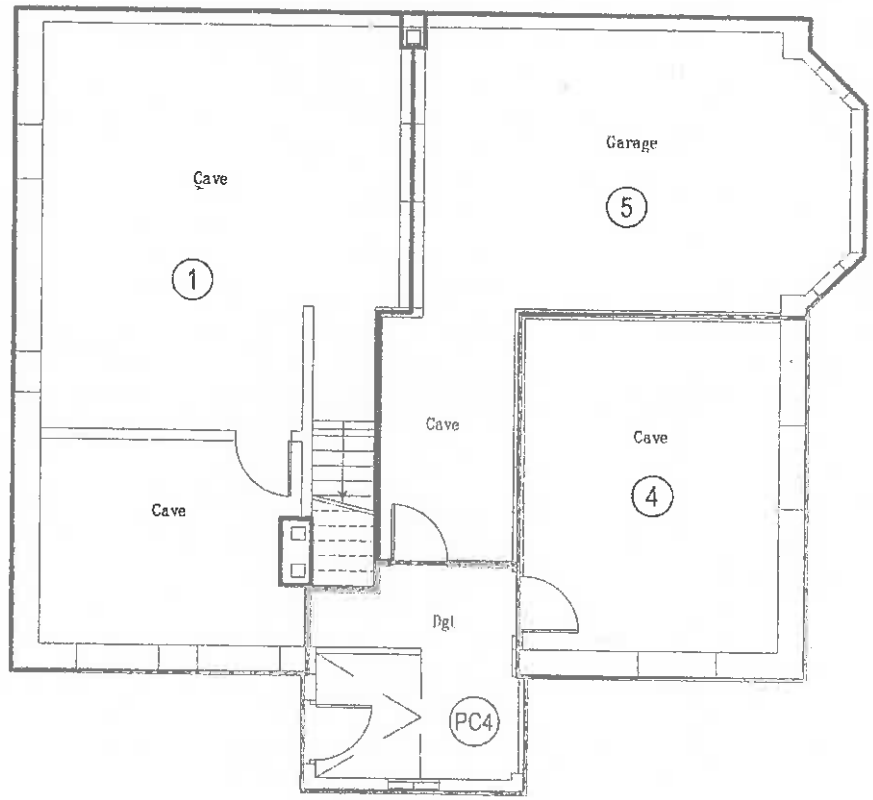
COMMUNE STRASBOURG

Adresse 13 Rue Bernegger

BÂTIMENT A

Sous-Sol

Échelle approximative : 1/75e



PC2

Rue Bernegger

445

ESQUISSE N°

Section AD Parcelle 767/8

COMMUNE STRASBOURG

Adresse 13 Rue Bernegger

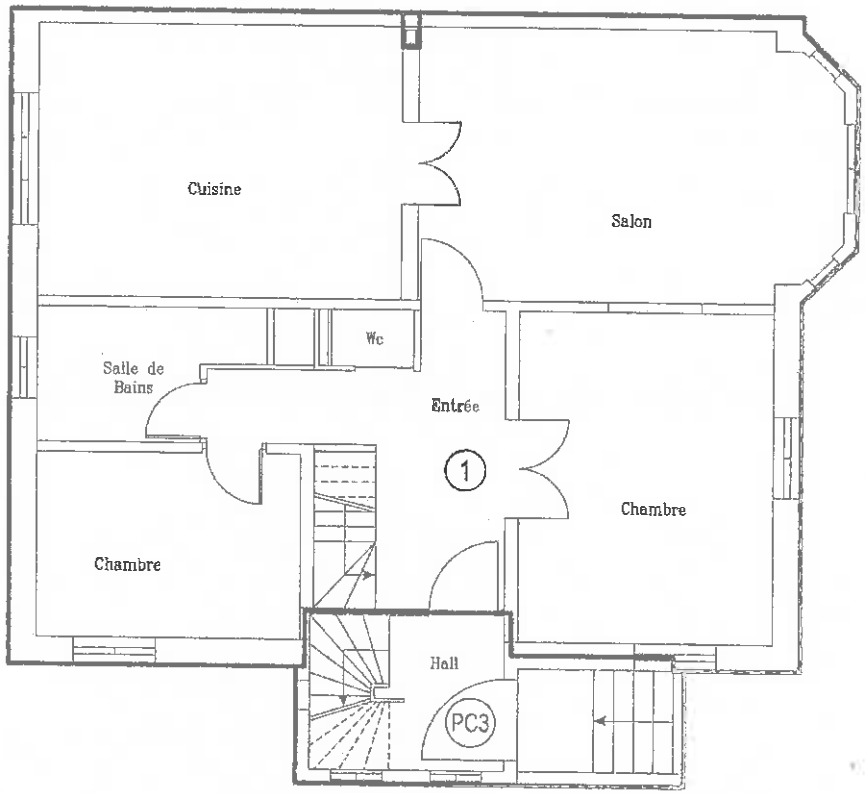
BÂTIMENT A

Rez-de-Chaussée

Échelle approximative : 1/75e

446





PC2

Rue Bernegger

REFERENCES INFORMATIQUES : L:\STRASBOURG\Esquisse\2018\2018295\CO\Lay\Esq2018029SCOm.dwg

ESQUISSE N°

Section AD Parcelle 767/8

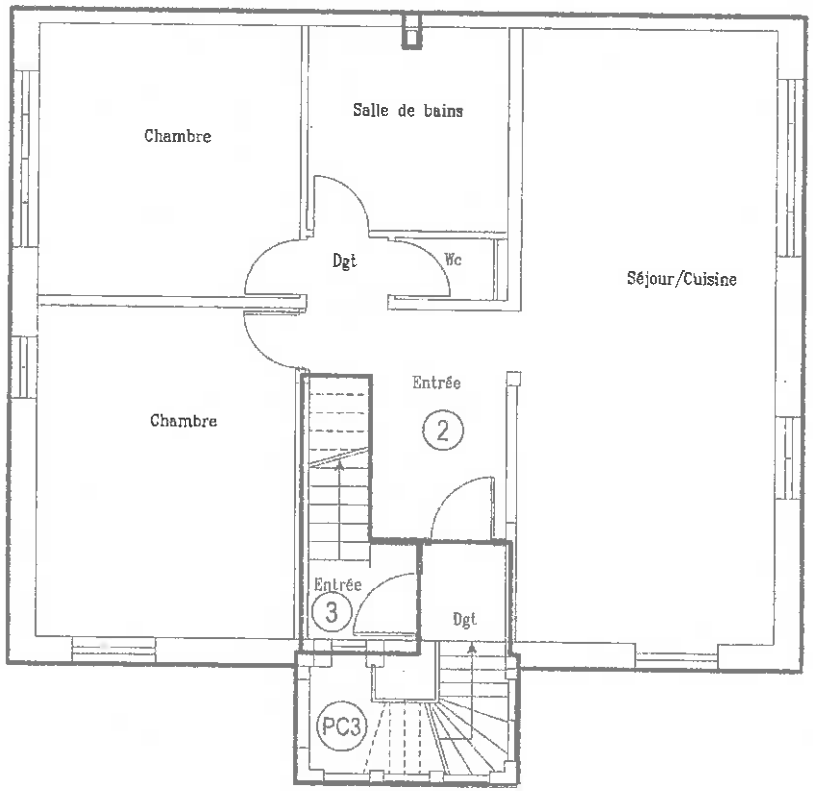
COMMUNE STRASBOURG

Adresse 13 Rue Bernegger

BÂTIMENT A

1er ÉTAGE

Échelle approximative : 1/75e



PC2

447

Rue Bernegger

ESQUISSE N°____

Section AD Parcelle 767/8

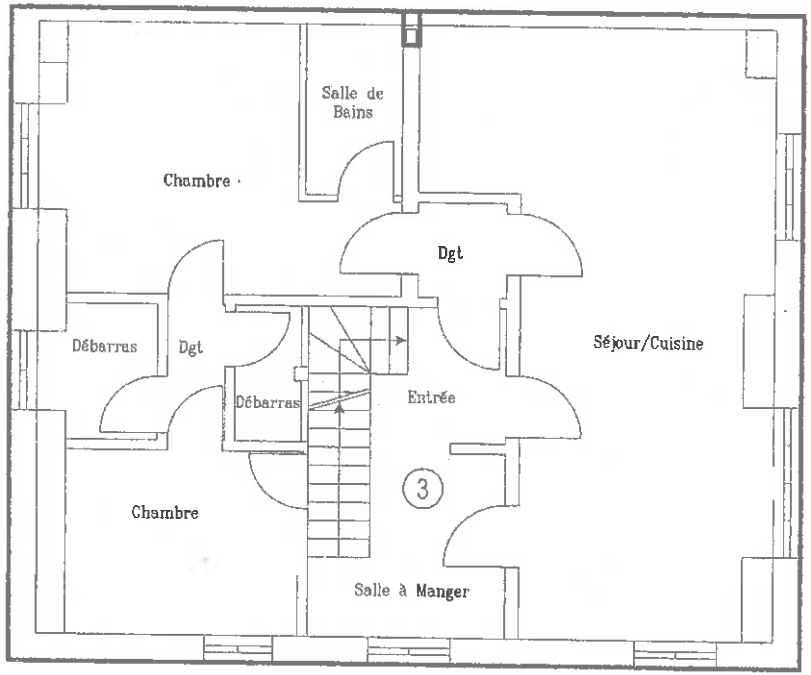
COMMUNE STRASBOURG

Adresse 13 Rue Bernegger

BÂTIMENT A

2ème ÉTAGE

Échelle approximative : 1/75e



Rue Bernegger

448

PC2

ESQUISSE N°

Section AD Parcelle 767/8

COMMUNE STRASBOURG

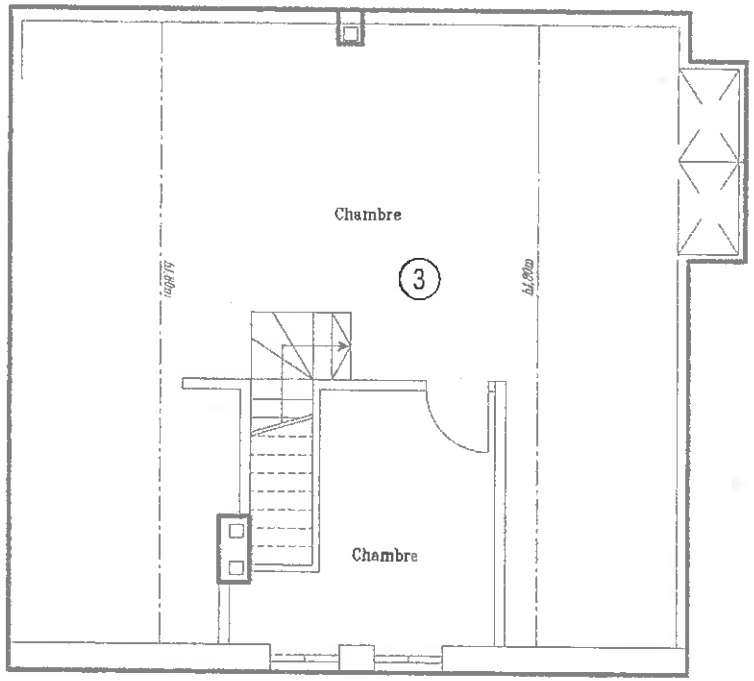
Adresse 13 Rue Bernegger

BÂTIMENT A

Combles

Échelle approximative : 1/75e





Rue Bernegger

449

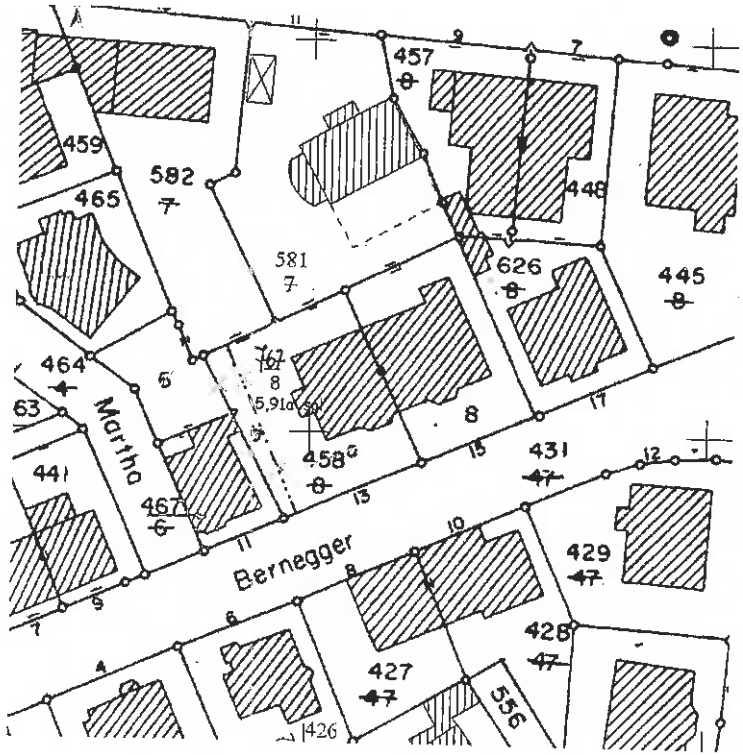
PC2

©PERLINCE INFORMATIQUES L:\STRASBOURG\767\Devis\esq-2019-001967\767-esq-2019-001967-1.dwg

Commune de STRASBOURG

Section AD

P.V.A. n° 11601 R



451

Département
BAS RHIN

Commune
STRASBOURG

Tribunal d'instance
STRASBOURG

Date de dépôt

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

6463 PVA
(Avril 1992)

PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT
11 001 R

Section : AD Numéros : 6 . 458a/8 458b/8

PERSONNE AGRÉÉE POUR ÉTABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

À SELESTAT , le 22.02.2018

Le Géomètre-expert,

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
SCHALLER-ROTH-SIMLER
CS 80006
67600 SÉLESTAT CEDEX
N° D'INSCRIPTION 1994C100002

2018 021500 ME

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

À STRASBOURG , le 28 MARS 2018

L'Inspecteur,

PÔLE TOPOGRAPHIQUE ET DE GESTION CADASTRALE DE STRASBOURG

Guy DESPORTES
Inspecteur

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre foncier – Feuillet	Livre foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
AD	6			Commune de Strasbourg - Service immobilier BP 1049 - 1050 67070 STRASBOURG Cedex		1	39	sol
AD	458a 8			idem		4	52	sol
AD	458b 8							
	453							
				Total :		5	91	

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre foncier – Feuillet	Livre foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture Désignation des bâtiments
7	8	9		10		11		12
				Lieudit : Rue Bernegger Comme colonne 4				
AD	767 8			idem		5	91	sol
				Total :		5	91	

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Plan patrimoine Eurométropole - Avis préalable (article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales) à la vente par l'Eurométropole de Strasbourg de l'immeuble situé 29 rue Saglio à Strasbourg-Meinau.

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un important patrimoine immobilier bâti constitué depuis la création de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) en 1967. Ce patrimoine a été acquis en partie par voie de préemption ou d'expropriation, à la différence du patrimoine de la ville de Strasbourg, majoritairement issu de l'histoire et des legs. Les acquisitions de l'Eurométropole sont essentiellement liées à la réalisation de projets d'intérêt public (aménagement de voiries, réseaux de transport, PRU, …) et à des stratégies urbaines décrites dans les documents de planification. En conséquence, le patrimoine de l'Eurométropole a vocation à être géré pour une période transitoire en fonction de l'avancement des différents projets.

Un travail de recensement des biens propriétés de l'Eurométropole issus du domaine privé a permis de distinguer les immeubles selon trois catégories :
- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine ;
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes ;
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan de cession qui en découle a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de l'Eurométropole sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :
- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat,
- de validation par la commission patrimoine puis par l'organe exécutif de la collectivité des modalités de la cession (compétence finale de la commission permanente pour les ventes inférieures à 1 M€).

En dehors de ce cadre réglementaire, l'Eurométropole est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée est généralement

privilégié, permettant à la collectivité d'imposer des conditions de participation et des prescriptions et d'avoir des offres économiquement avantageuses.
C'est dans ce cadre concurrentiel qu'a été mis en vente un bien immobilier appartenant à l'Eurométropole situé 29 rue Saglio à Strasbourg, dans le quartier de la Meinau.

Il s'agit d'une maison 6 pièces d'une surface de 150 m², à usage commercial et professionnel, construite en 1957 et comprenant :
- au sous-sol : une cave et une chaufferie,
- au rez-de-chaussée : un séjour, une salle à manger, une cuisine, un WC, une entrée, un dégagement,
- au 1er étage : 3 chambres, une salle de bain, un WC, un débarras, un dégagement,
- au 2ème étage : un bureau, une toiture terrasse.

La consultation de mise en vente a été lancée le 28 novembre 2016, avec comme date limite de remise des offres le 13 février 2017. Aucun prix plancher n'a été indiqué dans le cadre de ladite consultation. A l'issue de l'analyse des offres, la commission patrimoine de l'Eurométropole a dû se résoudre le 8 mars 2017 à déclarer la consultation infructueuse au regard du caractère peu avantageux des offres, la seule offre recevable s'élevant alors à 50 000 €, très en deçà de l'évaluation des Domaines alors calculée à 160 000 €.

Informée de l'intérêt exprimé ultérieurement par des riverains n'ayant pas déposé d'offre lors de la consultation, la commission patrimoine a émis le 3 avril 2018 un avis favorable pour engager avec les potentiels acquéreurs des discussions de gré à gré, et sous réserve que la cession ne se fasse pas en deçà du prix d'achat par la CUS de 114 337 € (acte d'acquisition du 20 janvier 2006 par la voie de préemption) qui constitue de fait un prix plancher en deçà duquel la transaction ne peut aboutir. Deux offres ont pu être négociées sur cette base, mais seule l'offre d'acquisition présentée par la société civile immobilière FDA (67800 BISCHHEIM) répondait à la condition posée par la commission patrimoine, avec un montant s'élevant à 115 000 € hors frais.

Dans un avis daté du 17 avril 2018 (annexé à la présente délibération), les Domaines ont réactualisé à 135 000 € la valeur vénale du bien « compte tenu de ses caractéristiques propres », et « sous réserve de l'absence de problèmes liés à l'étanchéité du sol de la terrasse de l'étage ». Des travaux qui devront justement être engagés et pris en charge par le futur acquéreur. L'offre apparaît donc cohérente au regard des importants travaux de réhabilitation et de remise en état à réaliser dans cet immeuble, estimés à 150 000 € par le candidat acquéreur qui envisage une extension du garage automobile jouxtant le bien, dans le but d'y installer les services administratifs et de gagner en visibilité depuis la rue Saglio.

Il est ainsi proposé d'entériner la vente de l'immeuble situé 29 rue Saglio pour un montant de 115 000 €.
La vente sera assortie de conditions, telles que décrites dans le règlement de consultation, en tant que conditions essentielles et déterminantes :
- interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;

- une exclusion de la garantie des vices cachés, en raison de l'état du sol, du sous-sol ou de la structure du bâtiment ;

La vente pourra être précédée de la signature d'un compromis dans l'attente de l'obtention par le lauréat du financement définitif de son projet. Le compromis sera alors accompagné d'un dépôt de garantie correspondant à 10% du montant du prix de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg
vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

à la vente au profit de la Société Civile Immobilière FDA (67800 BISCHHEIM), ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'immeuble sis à Strasbourg, 29 rue Saglio, cadastré : Ban de Strasbourg-Meinau - section ES n° 202 de 3,19 ares,
au prix de 115 000 € (cent quinze mille euros) hors frais et taxe divers éventuellement dus par l'acquéreur.

La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :
- *l'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et à tout nouvel acquéreur en cas de vente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai.*
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le terrain, de mitoyenneté, d'erreur, d'omission dans la désignation du bien immobilier ou de la structure du bâtiment. L'Eurométropole ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur déclare avoir visité les lieux et prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais.*

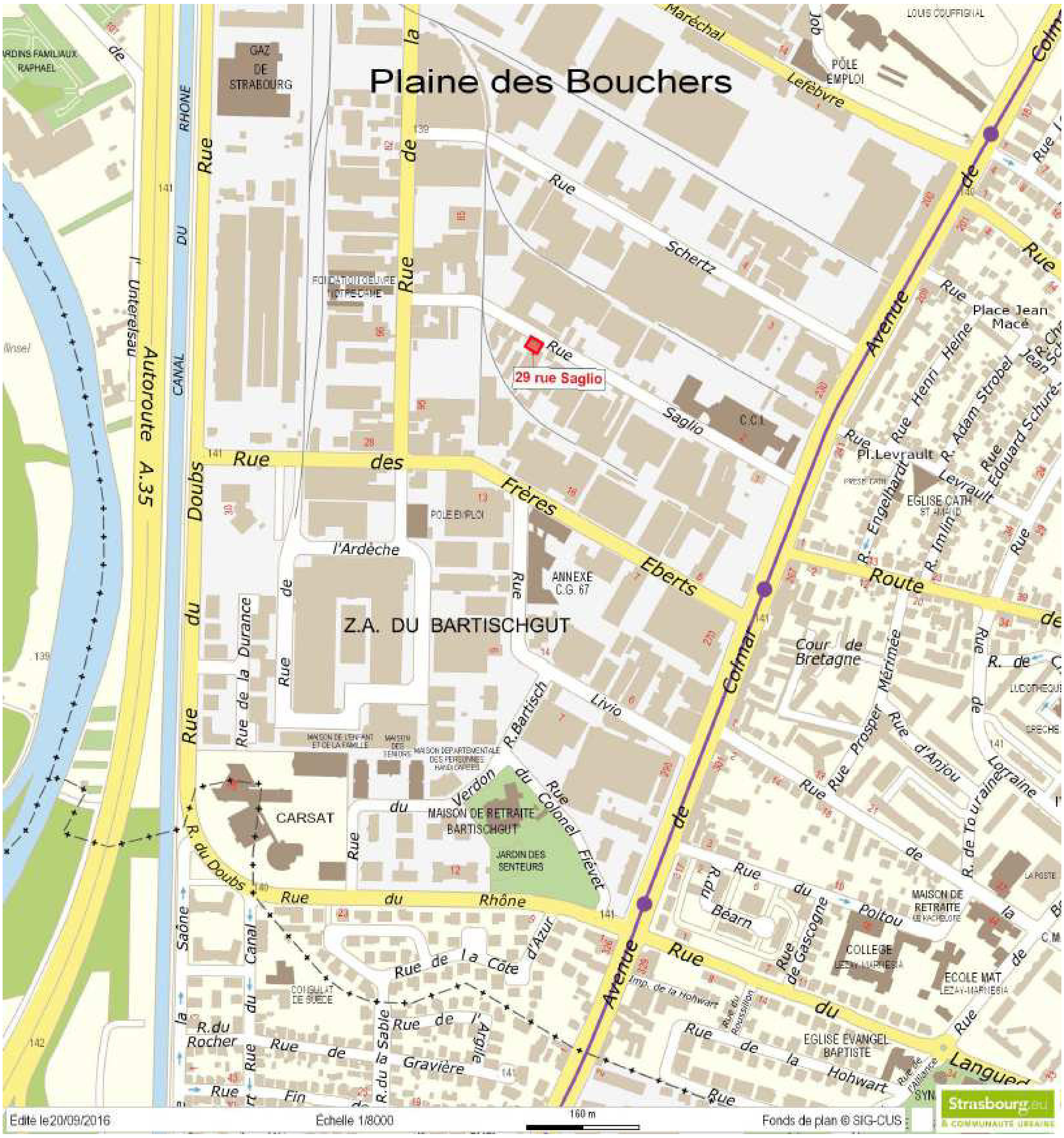
Cette vente pourra le cas échéant être précédée d'un compromis, l'offre du candidat acquéreur ayant été émise sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt bancaire.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018



PHOTO + PLAN DE SITUATION



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/298

Le 17/04/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti
Gestion et inventaire du patrimoine bâti
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : immeuble à usage mixte (commercial/professionnel)

ADRESSE DU BIEN : 29, rue Saglio à Strasbourg- Meinau (plaine des bouchers)

VALEUR VÉNALE : 135 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Christelle HENRY-BONESTEVE** christelle.henry-bonesteve@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 23/03/2018
Demande reçue le : 23/03/2018
Renseignements complémentaires reçus le
Visite le : **16/04/2018**
Dossier en état : 16/04/2018

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Dans un souci de rationalisation et de meilleure gestion de son patrimoine, cession d'une maison d'habitation utilisée à usage professionnel.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Lieudit	Superficie (are)
ES	202	29, rue saglio	3,19
		TOTAL	**3,19**

Descriptif sommaire :

Parcelle de forme rectangulaire d'environ 20 mètres de large sur 16 mètres de profondeur, surbâtie d'une maison de type VI construite en 1956 sur sous-sol complet, deux niveaux droits et un 2ème étage partiel avec terrasse. Surface Utile : **160 m²** (source consultant) - Surface Développée Pondérée Hors Oeuvre (SDPHO) : **230 m²**

Equipements-Etat d'entretien

Gros œuvre : façades visuellement en état correct. Au 2ème étage, le muret de la terrasse, surmonté de couvertines en zinc, est abîmé en partie basse, au niveau de la planche d'étanchéité. La fissure ainsi crée sur toute la longueur du muret, est susceptible de générer des infiltrations.

Parties privatives : très défraîchies, la peinture des plafonds se détache par plaques entières, des traces de moisissures sont visibles sur la quasi-totalité des murs, apparemment dues à l'humidité générée suite à l'éclatement d'une canalisation de chauffage. Le parquet de la pièce dans laquelle cette fuite a eu lieu en porte du reste les stigmates.

Equipements : chaudière gaz hors service, radiateurs métal équipés de robinets simples, fenêtres, portes-fenêtres en bois simple vitrage. Une salle de bains avec baignoire, bidet, lavabo et un WC séparé à l'étage, un évier ancien en faïence au RDC

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg
Situation locative : libre d'occupation

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunal approuvé le 16/12/2016 devenu opposable le 23/01/2017, la parcelle est située en zone **UY b** (hauteur maximale : **18 mètres HT**)

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actualisée de la maison considérée peut être fixée à 135 000 € HT.

Nota :

- La présente évaluation ne tient pas compte des coûts éventuels liés à la présence de plomb et d'amiante.
- Elle est par ailleurs donnée sous réserve de l'absence de problèmes liés à l'étanchéité du sol de la terrasse de l'étage.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des finances publiques
Patrick GOGUELY

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Protocole transactionnel entre la Ville de Strasbourg et le groupement WERGRUPPE LAHR - MAOAM.

La ville de Strasbourg a confié au groupement solidaire composé des sociétés WERKGRUPPE LAHR et MAOAM architecture, une mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du Groupe scolaire du Rhin et la création d'une Maison de la petite enfance transfrontalière.

Le marché a été conclu le 14 novembre 2011 pour un montant de 1 406 857,50 € HT réparti comme suit :

- une tranche ferme de 1 295 257,50 € HT ;

- une tranche conditionnelle de 111 600 € HT. La tranche conditionnelle a été affermie.

Les travaux ont été réceptionnés le 2 juillet 2015.

Différents problèmes d'exécution et de règlement financier ont émaillé le déroulement dudit chantier. La présente délibération porte sur le règlement du litige à naître entre les parties.

Les entreprises revendiquent, d'une part, avoir réalisé des prestations supplémentaires non prévues au marché et, d'autre part, ont été contraintes de supporter des difficultés excédant le cadre contractuel.

Ces éléments ont été valorisées par les entreprises par voie de mémoire en réclamation du 14 juin 2018 à la somme 643 409, 72 € HT, soit 724 415,66 € TTC, à laquelle s'ajoutent les intérêts moratoires.

Par ailleurs, les entreprises réclament le règlement financier de certaines prestations effectivement réalisées dont les factures ont été rejetées notamment pour des raisons comptables.

Les entreprises ont sollicité du juge administratif par la voie du référé provision déposé le 26 février 2018 l'allocation d'une somme de 45 572, € sans compter la somme de 3 000 € au titre de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

La somme de 45 572 € ayant été réglée, la présente transaction porte sur la seule réclamation de 724 415,66 € TTC majorée des intérêts moratoires.

Les parties ont échangé sur le différend dans toutes ses composantes.

Les parties se sont accordées sur le règlement d'une somme forfaitaire et globale comprenant le versement :

- d'une somme de 90 000 € TTC au titre des prestations supplémentaires et induites par les difficultés d'exécution dudit marché ;

- d'une somme de 3 000 € TTC au titre des frais générés par les contentieux.

Ce montant final de règlement a été proposé aux entreprises qui l'a accepté par courriel en date du 28 juin 2018.

Il est ainsi expressément convenu et accepté par toutes les parties de recourir à une transaction pour régler tout différend et s'épargner une évolution contentieuse longue et dispendieuse afin de garantir une continuité saine de la finalisation de l'opération.

En outre, les parties entendent procéder au règlement financier général et définitif de leur marché par biais dudit accord transactionnel.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention transactionnelle présentée dans l'exposé des motifs,

décide

l'imputation des dépenses en résultant sur la ligne budgétaire AP 0126 prog 800,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer le protocole transactionnel annexé à la présente délibération.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

Entre :

La **Ville de Strasbourg**, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée «la Ville de Strasbourg»,
d'une part,

Les Sociétés **WERGRUPPE LAHR**, Klostermühlgasse 25 à 77933 LAHR, représentée par Monsieur Ralf MIKA, et MAOAM ARCHITECTURE, 22 rue d'Ypres 67000 STRASBOURG, représentée par Madame Pascale MARION, prise en la personne de la Société **WERGRUPPE LAHR, mandataire du groupement de maîtrise d'oeuvre**.

Ci-après dénommées «les sociétés
d'architecture», d'autre part,

Vu le Code civil, et notamment ses articles 2044 et 2052,
Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,
Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 6 décembre 2002, *Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du district d'Haÿ-Les-Roses* (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.*
Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fassent obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique »,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg a confié aux sociétés WERKGRUPPE LAHR et MAOAM architecture, une mission de maîtrise d'œuvre, en qualité d'architectes, pour la restructuration du Groupe scolaire du Rhin et la création d'une Maison de la petite enfance transfrontalière.

Le marché a été conclu le 14 novembre 2011 pour un montant de 1.406 857, 50 € HT réparti comme suit :

- Une tranche ferme de 1.295 257,50 € HT ;
- Une tranche conditionnelle de 111 600 € HT. La tranche conditionnelle a été affermie.

Les travaux ont été réceptionnés en quatre phases,

- le 2 avril 2014 pour le Bâtiment D - ERP 1 - Phase 1
- le 24 avril 2014 pour le bâtiment A – ERP 2 – Phase 1
- Le 13 mai 2015 pour le logement du gardien bâtiment B – phase 2
- Le 02 juillet 2015 pour les bâtiments B – E – C – Phase 2

Les entreprises soulignent, d'une part, avoir réalisé des prestations supplémentaires non prévues au marché et, d'autre part, avoir été contraintes de supporter des difficultés excédant le cadre contractuel.

Ces éléments ont été valorisées par les sociétés d'architecture par voie de mémoire en réclamation du 14 juin 2018 ci-joint (annexe 2)- à la somme de 643 409, 72 € HT, soit 724 415,66 € TTC, à laquelle s'ajoutent les intérêts moratoires.

La Ville souligne qu'elle a été contrainte de reprendre la gestion des derniers DGD et serait en mesure de solliciter des pénalités de retard et de répercuter les intérêts moratoires des entreprises du chantier à la maîtrise d'œuvre -cf mail du 25 janvier 2017 (annexe 3).

Par ailleurs, les architectes réclament le règlement financier de certaines prestations effectivement réalisées dont les factures ont été dans un premier temps rejetées notamment pour des raisons comptables puis ignorées depuis le 14 février 2017.

Les sociétés d'architecture ont sollicité du juge administratif par la voie du référé provision déposé le 26 février 2018 l'allocation d'une somme de 45 572, € sans compter la somme de 3000 € au titre de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

La somme de 45 572 € ayant été réglée en date du 09/07/2018 sur les comptes des sociétés d'architecture, la présente transaction porte sur la seule réclamation de 724 415,66 € TTC majorée des intérêts moratoires.

Les parties ont échangé sur le différend dans toutes ses composantes.

Les parties se sont accordées sur le règlement d'une somme forfaitaire et globale comprenant le versement :

- d'une somme de 90 000 € TTC au titre des prestations supplémentaires et des prestations induites par les difficultés d'exécution dudit marché ;
- d'une somme de 3 000 € TTC au titre des frais générés par les contentieux.

Ce montant final de règlement a été proposé aux sociétés d'architecture qui l'ont accepté par courriel en date du 28 juin 2018.

Il est ainsi expressément convenu et accepté par les parties de recourir à une transaction pour régler tout différend et s'épargner une évolution contentieuse longue et dispendieuse afin de garantir une saine résolution de la présente opération de travaux.

En outre, les parties entendent procéder au règlement financier général et définitif de leur marché par le biais dudit accord transactionnel.

ARTICLE 1er – Objets de la présente convention
La signature d'une convention transactionnelle qui s'analyse comme une transaction au sens de l'article 2044 du code civil vise à régler le présent différend et à déterminer les modalités du droit au règlement financier des sociétés d'architecture suite aux prestations effectuées et utiles à la collectivité.

En outre, elle permettra de formaliser la situation financière définitive du marché n° 2011/1364.

ARTICLE 2 – Montant de l'indemnité à verser par la Ville de Strasbourg aux sociétés d'architecture et concessions réciproques

La demande initiale des sociétés d'architecture valorise l'ensemble de ses prestations à la somme de à la somme 643 409, 72 € HT, soit 724 415,66 € TTC, à laquelle s'ajoutent les intérêts moratoires.

Les sociétés d'architecture renoncent au surplus de sa réclamation indemnitaire.

Le maître d'ouvrage renonce à toute demande indemnitaire au titre de l'exécution du marché.

La convention transactionnelle acte le versement par la Ville de Strasbourg d'une somme se décomposant de la façon suivante :

- 90 000 € TTC au titre des prestations nécessaires à l'achèvement du chantier et fondées sur l'enrichissement sans cause;
- 3 000 € TTC au titre des frais générés par le différend.

Dans le cadre des opérations d'établissement du décompte général et définitif, aux sommes déjà effectivement réglées aux sociétés d'architecture à hauteur de 801 949,43 €HT, viendra s'ajouter la somme versée au titre de la présente convention transactionnelle.

ARTICLE 3 – Modalités de règlement financier :
Le paiement par la Ville de Strasbourg la rémunération définie à l'article 2 de la présente convention s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif, dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de légalité, en application de l'article L. 441-6 du Code de commerce.
Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte CARPA de Me FREEMAN-HECKER:

Etablissement :	BANQUE CIC EST
Numéro de compte :	00020399001
Clé :	21
Code Banque :	30087
Code guichet :	33001
IBAN:	FR 76 3008 7330 0100 0203 9900 121
Adresse Swift (Code BIC): CMCIFRPP	

ARTICLE 4 – Engagement de non recours :
La Ville de Strasbourg et les sociétés d'architecture renoncent à tous recours, instance, et/ou action portant sur les éléments entrant dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
La Ville de Strasbourg renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

ARTICLE 5 – Portée et entrée en vigueur de la présente convention :
La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent.
A ce titre, elle règle définitivement entre les parties tout litige tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.
La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L. 2131-1 à L. 2131-13, L. 2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – Compétence d'attribution en cas de litige :
Tout litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire original.
Strasbourg, le

Pour Werkgruppe Lahr
Mandataire du groupement **Pour la Ville de Strasbourg,**

Ralf MIKA,partenaire Roland RIES, Maire

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

1. Délibération du Conseil Municipal autorisant la signature de la présente convention
2. Mémoire en réclamation du 14 juin 2018 des sociétés d'architecture

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Mise en œuvre d'un groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg portant sur la restauration de la fonctionnalité alluviale du massif forestier de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden.

Le massif relictuel de l'ancienne forêt alluviale du Rhin est classé en Réserve naturelle nationale (RNN) de Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden. Son fonctionnement alluvial, déterminé par la présence d'alluvions rhénanes, par une relation étroite avec la nappe phréatique et par l'influence des crues, est aujourd'hui altéré. Un des enjeux, à travers le plan de gestion de la RNN, est notamment de restaurer cet écosystème.

Une politique publique de restauration écologique peut être retenue comme mesure de compensation des atteintes sur l'environnement d'un projet, à condition que ladite mesure en accélère sa mise en œuvre. Ainsi, il est apparu opportun de concilier la restauration de la fonctionnalité alluviale du massif forestier de Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden avec la mise en œuvre d'une mesure compensatoire relative à l'exploitation du futur champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim.

En effet, l'exploitation du champ captant d'alimentation en eau potable au Sud de l'agglomération par l'Eurométropole de Strasbourg, dont le projet a été approuvé par le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) par délibération en date du 5 avril 2007, va conduire à des impacts sur l'environnement.

La définition de ces impacts s'appuie sur une modélisation fine des incidences des pompages sur les niveaux de la nappe alluviale et des cours d'eau proches. Cette modélisation a mis en évidence les secteurs les plus sensibles. Ainsi, certaines stations forestières dans l'ancienne forêt alluviale de Nordhouse, qui jouxte pour partie le périmètre de protection immédiate du champ captant, risqueraient de disparaître avec l'abaissement du niveau de la nappe.

L'arrêté préfectoral du 4 septembre 2014, déclarant le projet du champ captant d'utilité publique et autorisant les travaux, prévoit notamment une mesure compensatoire des atteintes à la forêt de Nordhouse. Cette mesure doit être engagée au sein du massif forestier de Strasbourg-Neuhof/ Illkirch-Graffenstaden sur un secteur d'environ 13 ha (surface évolutive), et vise le rétablissement d'une dynamique d'inondation temporaire.

Considérant l'intérêt de concilier les besoins de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, il est convenu d'arrêter les bases d'un projet commun.

A cet effet, la constitution d'un groupement de commandes associant les deux collectivités permettra non seulement de construire un projet de restauration globale qui intègre le scénario visé par la mesure compensatoire, mais encore d'en accélérer la mise en œuvre.

Il est proposé, pour la réalisation d'une étude de faisabilité portant sur la restauration de la fonctionnalité alluviale du massif forestier de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden, de constituer un groupement de commandes conformément à la convention jointe en annexe.

Ce groupement de commandes serait coordonné par la ville de Strasbourg, laquelle aura la charge de passer, de signer et de notifier, pour son compte et celui de l'Eurométropole de Strasbourg, l'étude concernée.

Le montant prévisionnel de cette étude est de l'ordre de 150 000€HT. Une partie des prestations pourraient bénéficier d'aides financières de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de l'inscription des crédits au budget :

- *la conclusion d'une convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, désignant la ville de Strasbourg comme coordonnateur dudit groupement ;*

- *le lancement d'un accord-cadre renouvelable trois fois sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000€ HT pour chaque membre du groupement ;*

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits disponibles sur la ligne budgétaire fonction 823 programme 1234 nature 2031 du budget de la ville de Strasbourg ;

autorise

le Maire ou son -sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg, sachant que la ville de Strasbourg aura la charge, en tant que coordonnateur de groupement :*
  - *de lancer la consultation,*
  - *de signer et de notifier le marché en découlant,*
  - *d'exécuter le marché résultant du groupement de commandes pour ce qui concerne la ville de Strasbourg et pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *à signer et à exécuter l'accord-cadre conformément à la règlementation des marchés publics,*

- *à solliciter toutes les autorisations ou conventions relatives à cette opération,*

- *à solliciter les éventuelles aides financières.*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Actualisation de la participation à l'opération « Commune Nature » et adoption de la charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux publics mise à jour.

De nombreuses études scientifiques démontrent que l'utilisation de produits phytosanitaires représente un risque sanitaire et environnemental. Ce risque touche le public comme les manipulateurs, et impacte les différents compartiments environnementaux : eau, air sol. Perte de biodiversité (végétaux, insectes, oiseaux) et problèmes de santé comme certains cancers font partie des possibles effets indésirables. Les collectivités, de par leurs pratiques de désherbage des espaces verts, peuvent participer à cette pollution.

Depuis 2008, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont engagées dans la démarche Zéro Pesticide, en partenariat avec l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. La Ville de Strasbourg a déjà participé à l'opération en 2012, 2014 puis en 2016, et avait été distinguée au niveau maximum de « 3 libellules » à chaque reprise.

Un engagement précurseur, car depuis le 1er janvier 2017 et l'entrée en vigueur de la loi Labbé, tous les acteurs publics sont dans l'obligation de suspendre l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien de l'espace public.

L'opération « Commune Nature » a été créée conjointement par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et la Région Alsace en 2011. Elle visait un triple objectif :

- valoriser les communes alsaciennes engagées dans une démarche de réduction, voire de suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts et des voiries et par voie de conséquence directe la préservation de la qualité de la ressource en eau,

- encourager les collectivités à progresser dans leur démarche,

- inciter l'ensemble des communes alsaciennes à rejoindre le dispositif.

A l'occasion de la création de la nouvelle politique régionale « eaux et milieux aquatiques » conçue à l'échelle de la région Grand Est, les démarches de valorisation des communes engagées dans le Zéro pesticide ont été harmonisées avec la distinction « Commune Nature ».

De plus, l'entrée en vigueur de la loi Labbé depuis le 1er janvier 2017 entraine une modification du cahier des charges. En effet, l'utilisation de produits phytosanitaires est désormais interdite pour les organismes publics dans les lieux de promenade ouverts au public. Toutefois, certains espaces (cimetières, terrains de sport, espaces difficile d'accès) et certaines molécules (biocides, produits utilisables en agriculture biologique ou qualifiés à faible risque) ne sont pas inclus dans cette loi, et constituent donc un enjeu pour les ressources en eau.

Ainsi, un nouveau cahier des charges a été élaboré en 2017 par les 3 FREDON(s), les deux Agences de l'eau et la Région, permettant la prise en compte des évolutions réglementaires et de l'évolution du territoire.

L'engagement de la ville de Strasbourg dans la démarche Zéro pesticide depuis 10 ans se voulant exemplaire, il est proposé, en continuité avec les démarches mises en œuvre sur notre territoire et afin de continuer à les valoriser :

- la signature de la nouvelle charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux publics ;

- la participation à l'opération « Commune Nature » 2018-2019.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la Charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux et publics proposée par les FREDON(s), les Agence de l'eau Rhin-Meuse et la Région,*

- *la participation à l'opération « Commune Nature » 2018-2019,*

décide

sa mise en application par les services de la collectivité et par les acteurs qui interviennent dans la gestion et l'aménagement du territoire,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux et publics.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Signature d'un Engagement pour le déploiement de Zones à Faibles Emissions avec l'Etat français.

L'objet de la présente délibération est de valider la signature par la ville de Strasbourg de « l'Engagement pour le déploiement de Zones à Faibles Emissions » avec l'Etat français.

I. Une politique de déplacement volontariste engagée de longue date au niveau local et qui se poursuit en intégrant la réflexion à une échelle élargie

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont engagées dans une politique de déplacements volontariste sur son territoire depuis de nombreuses années.

Les réalisations qui en ont découlées sont reconnues pour leur excellence au niveau national, avec un réseau de tramway maillé le plus long de France, le classement de la ville de Strasbourg 1ère Ville cyclable de France, des services de mobilité performants (Vél'hop, Citiz….), de nombreux outils d'accompagnement au changement de comportement et de promotion des mobilités alternatives (Optimix, challenge Au Boulot A Vélo, Véloptimiste…)...

En ce qui concerne les pratiques de déplacement, le trafic en entrée de ville a été significativement réduit, de 240 900 (1990) à 152 160 véhicules/jour (2016), participant ainsi à l'amélioration de la qualité de l'air et de la qualité de vie urbaine. L'Eurométropole de Strasbourg est une des agglomérations de France dont la part modale de la voiture a le plus diminué ces 15 dernières années (46 % sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg en 2009, objectif de 30 % au PLUI), et le réseau de transport en commun a vu sa fréquentation quasiment tripler depuis 1994.

Cette politique à l'échelle locale se poursuit en cohérence avec les orientations du PLUI voté fin 2016, avec l'objectif de favoriser l'utilisation des différents modes de transport dans leur zone de pertinence respective.

La réflexion s'élargit à une échelle du bassin de vie dépassant les frontières administratives de l'Eurométropole de Strasbourg pour faire face aux évolutions des modes de vie et adapter le système de mobilité de l'aire métropolitaine aux nouveaux défis auxquels

fait face la métropole strasbourgeoise : meilleure fluidité du trafic, meilleure qualité environnementale, introduction de nouvelles technologies numériques...

L'Eurométropole de Strasbourg, conjointement avec la Région Grand Est, le Conseil départemental du Bas-Rhin, la ville de Strasbourg et l'Etat, est à l'initiative de la démarche de Grenelle des Mobilités initiée au printemps 2018. Cette démarche vise à réinventer le modèle de mobilité de l'aire métropolitaine strasbourgeoise au travers d'une consultation d'un large panel d'acteurs sous la forme d'ateliers.

II. La nécessité de poursuivre la transition vers des motorisations propices à une meilleure qualité de l'air toute l'année

Grâce aux efforts réalisés dans les différentes politiques sectorielles dont la politique de déplacements, le nombre de personnes exposées à des dépassements de valeurs limites européennes a diminué de façon conséquente entre 2009 et 2016, passant de 14 830 à 1 808 personnes pour le dioxyde d'azote et de 17 920 à 10 personnes pour les particules fines (PM10). Néanmoins, malgré cette amélioration, l'agglomération de Strasbourg reste particulièrement concernée par une pollution de fond aux particules fines et oxydes d'azote. Les lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé sont en effet encore largement dépassées pour les particules. Concernant le dioxyde d'azote, dont 60% des émissions du territoire sont imputables au trafic routier, la valeur limite européenne en moyenne annuelle est encore dépassée. Ce dépassement est à l'origine d'une procédure de contentieux engagée par la Commission européenne.

En parallèle des politiques de déplacement qui visent à favoriser chaque mode de déplacements dans son domaine de pertinence, il est donc nécessaire de travailler à diminuer les émissions de polluants par les véhicules motorisés, en contraignant les motorisations les plus polluantes et en favorisant les motorisations à faibles émissions. En effet, pour certains déplacements pour lesquels les modes motorisés restent pertinents, la transition vers des motorisations émettant moins de polluants est nécessaire pour poursuivre l'amélioration de la qualité de l'air et diminuer l'exposition des populations.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont déjà pris des mesures en ce sens.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est notamment engagée depuis 2011 dans le développement de l'électromobilité en participant à deux projets pionniers et expérimentaux (KLEBER et CROME), qui ont abouti au déploiement d'un réseau de charge expérimental, dense et gratuit. Aujourd'hui, l'Eurométropole de Strasbourg a fait le choix d'autoriser le déploiement de réseaux privés afin de répondre avec réactivité et qualité de service aux attentes des usagers, au regard de la rapidité des évolutions technologiques. Pour cela, un Appel à Initiative Privée pour l'installation d'un réseau de bornes de recharge électrique est en cours avec pour objectif une installation rapide des premières bornes.

De plus, la ville de Strasbourg a mis en place des mesures en faveur d'une logistique urbaine plus vertueuse depuis le 1er septembre 2018. Parmi les évolutions réglementaires s'appliquant aux camions et aux véhicules de livraison dans le périmètre de la Grande

Ile, figurent notamment l'introduction d'une heure supplémentaire de circulation et de stationnement des véhicules de livraison pour les véhicules propres (électriques et GNV) entre 10h30 et 11h30, ainsi que l'interdiction de circulation des véhicules diesel de livraison sans pastilles Crit'Air et Crit'Air 5. Ces mesures seront complétées au 1er septembre 2019 par l'interdiction de circuler des véhicules de livraison aux pastilles Crit'Air 4. La collectivité prévoit enfin une interdiction totale d'accès à l'ellipse insulaire pour les véhicules de livraison diesel à l'horizon 2021. Ces mesures s'inscrivent donc pleinement dans un objectif d'évolution progressive des flottes de véhicules de livraison vers des véhicules moins polluants. L'ensemble des évolutions réglementaires mises en place (limitation de la plage horaire de livraison pour les véhicules non électriques et GNV, limitation du tonnage…) doivent par ailleurs favoriser la professionnalisation des livraisons et permettre de limiter le transit de marchandises par le territoire de la Grande Île.

En parallèle, une étude de préfiguration de la mise en place d'une Zone à faibles émissions concernant l'ensemble des véhicules est en cours, afin de déterminer le périmètre, le phasage et les conditions nécessaires à sa mise en place. Cette étude est co-financée par l'Etat dans le cadre du projet « Strasbourg, Ville et Métropole respirables ».

III. « Engagement pour le déploiement de Zones à faibles émissions » proposé par l'Etat

Il s'agit aujourd'hui de manifester l'engagement de la ville de Strasbourg pour l'amélioration de la qualité de l'air, en entrant dans le dispositif national proposé par l'Etat sous la forme d'un « Engagement pour le déploiement de Zones à faibles émissions (ZFE) ».

Contexte

Les Assises Nationales de la mobilité, qui ont eu lieu en fin d'année 2017, ont préconisé la mise en place de ZFE sur le territoire national, selon un calendrier progressif et ambitieux. En effet, ces dispositifs, qui ont fait la preuve de leur efficacité chez nos voisins européens, sont peu déployés sur le territoire français : 220 zones sont déployées en Europe contre seulement deux en France.

Par ailleurs, la Commission européenne a renvoyé le 17 mai 2018 la France devant la Cour de Justice de l'Union Européenne pour non-respect dans certaines zones, dont l'agglomération strasbourgeoise, des valeurs limites fixées pour le dioxyde d'azote par la directive du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

Cette saisine est susceptible d'être suivie de sanctions financières, sous forme forfaitaire et d'astreinte, à l'encontre de l'Etat français et des collectivités territoriales concernées par les dépassements.

Afin de construire une réponse proportionnée à ces éléments de contexte, en priorisant les zones à plus fort enjeux, l'Etat propose de fixer l'objectif de mettre en place des ZFE d'ici fin 2020 dans les zones qui ont fait l'objet de plusieurs dépassements de seuils ces dernières années, ce qui est le cas de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cette mesure viendrait en complément des actions en faveur de la qualité de l'air déjà engagées et planifiées dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère et des feuilles de routes pour la qualité de l'air, et a vocation à figurer dans le projet de loi d'orientation des mobilités.

Cet objectif retenu par le Gouvernement se traduit aujourd'hui par la proposition faite aux collectivités de signer un «Engagement pour le déploiement de zones à faibles émissions ».

Contenu de l'« Engagement pour le déploiement de Zones à faibles émissions » entre l'Etat et les Collectivités

Le pacte qui sera proposé par l'Etat prévoit que les collectivités s'engagent à déployer ou à renforcer une première zone à faibles émissions sur leur territoire d'ici fin 2020. Les modalités (périmètre, catégories de véhicules concernés par les restrictions, plages horaires…) sont déterminées par les collectivités en fonction des spécificités locales de manière concertée.

Les collectivités s'engagent par ailleurs à évaluer périodiquement l'intérêt d'adapter les ZFE afin d'en accroitre l'efficacité et à organiser une concertation appropriée.

L'engagement des collectivités porte en parallèle sur la mise en place d'alternatives aux déplacements en voiture individuelle : mobilisation des outils permettant de faciliter l'usage des transports collectifs, des mobilités propres et partagées et le portage de plans ambitieux en faveur des mobilités actives. Enfin, concernant l'exemplarité des collectivités, celles-ci s'engagent en faveur de transports collectifs et des flottes publiques à faibles et zéro émissions.

L'Etat s'engage, quant à lui, à apporter son soutien aux territoires souhaitant déployer des zones à faibles émissions dans le cadre de leurs travaux préparatoires et à mettre en place les mesures réglementaires nécessaires pour permettre un déploiement et un fonctionnement efficaces des Zones à faibles émissions, notamment sur le point du contrôle et de la coopération des forces de l'ordre et des services de l'Etat.

L'Etat s'engage également à fournir des outils aux collectivités pour mettre en place des systèmes de tarification de congestion ou de péage positif et à fournir la possibilité de dédier des voies de circulation aux transports en commun ou au covoiturage.

Par ailleurs, l'engagement de l'Etat porte sur la mise en place de financements dédiés aux alternatives à la voiture (appel à projet pour les transports en commun en site propre, plan vélo national), et au développement de la mobilité propre (soutien au financement des bornes de recharge électrique, pérennisation du dispositif de bonus-malus et prime à la conversion). Enfin, l'Etat s'engage à poursuivre ses efforts de réduction de la pollution du transport routier de marchandises (soutien au fret ferroviaire, politique fiscale de soutien à l'acquisition de poids lourds à faibles émissions, soutien à l'installation de stations d'avitaillement en GNV et hydrogène, défense au niveau européen de normes ambitieuses pour la réduction des émissions polluantes pour l'ensemble des véhicules thermiques).

La signature de cet « Engagement » est prévue le 8 octobre prochain à Paris.

Conséquences de l'« Engagement pour le déploiement de Zones à faibles émissions »

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont déjà pleinement engagées dans la démarche proposée par l'Etat, tant par les mesures déjà prises en faveur d'une logistique urbaine plus vertueuse, qui s'inscrivent pleinement dans le cadre des zones à faibles émissions, que par le biais de l'étude pour la préfiguration d'une Zone à faible émission actuellement en cours et dont les conclusions devront permettre la mise en place d'une zone à faibles émissions concernant tous les véhicules, dont le niveau de restriction devrait être évolutif dans le temps.

Concernant les autres volets de l'engagement des collectivités, la politique de déplacements poursuivie par l'Eurométropole de Strasbourg est en cohérence avec les objectifs fixés par l'Etat de favoriser l'usage des transports collectifs, des mobilités propres et partagées et des mobilités actives. En ce qui concerne l'exemplarité des collectivités, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée depuis plusieurs années à renouveler sa flotte de véhicules en favorisant les véhicules les moins polluants. Ces efforts se poursuivent et s'accentuent dans le cadre du projet « Strasbourg, Ville et Métropole respirables» avec l'achat de véhicules électriques ou au gaz naturel. Par ailleurs, les deux tiers des déplacements réalisés par les usagers de la CTS sont d'ores et déjà effectués en mode électrique (tramway), et la CTS poursuit ses efforts de réduction des émissions de sa flotte de bus avec le lancement d'un appel à projet pour l'acquisition de 20 bus électriques.

La signature de cet engagement permettra à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg de continuer à démontrer leur implication en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air.

Conditions de réussite des « Zones à faibles émissions » et attente des collectivités vis-à-vis de l'Etat

Les engagements de l'Etat doivent garantir la faisabilité d'un déploiement de Zones à Faibles Emissions dans les délais impartis et du fonctionnement efficace de ces dispositifs.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que plusieurs autres collectivités concernées par le projet d'engagement, soulignent notamment l'importance des points suivants et demandent:

1) L'assurance de pouvoir mettre en place un système de contrôle efficace, condition indispensable à la réussite des dispositifs de « ZFE ». Aussi, il est nécessaire que l'Etat mette en place l'ensemble des conditions nécessaires (techniques, organisationnelles, législatives et réglementaires) permettant le contrôle, la verbalisation et le recouvrement des amendes. Concernant le contrôle, pour une efficacité maximale, ce dernier doit être automatique, tant au niveau de l'identification du véhicule que de la vérification de l'infraction. Permettre l'utilisation du système de Lecture Automatique des Plaques d'Immatriculation (LAPI) pour le contrôle lié à la qualité de l'air, avec une vérification automatique de la situation d'infraction (lien avec le Système d'Immatriculation des Véhicules et le fichier cartes grises), répondrait par exemple à ce besoin de contrôle efficace. L'implication et la coopération des services de l'Etat sur le sujet du contrôle est essentielle.

2) La possibilité de contrôle des véhicules étrangers, avec notamment la signature par l'Etat des accords binationaux permettant la verbalisation.

3) Une précision des modalités de financement du déploiement des dispositifs de contrôle. L'engagement de l'Etat, en termes financiers et en termes de moyens humains, est essentiel pour le déploiement du système et son exploitation, en particulier compte-tenu des efforts de réduction des dépenses, notamment de fonctionnement, demandés aux collectivités.

4) Le décompte des frais de fonctionnement liés à la mise en place et à la pérennisation des ZFE du pacte financier signé par les collectivités

5) La simplification des études et des procédures de création ou d'extension des ZFE

6) L'accès gracieux aux données du fichier des cartes grises, afin de permettre aux territoires de définir des mesures d'accompagnement pertinentes, notamment pour les foyers les plus modestes disposant d'un seul véhicule.

7) Le soutien financier et administratif de l'Etat dans le développement d'alternatives crédibles permettant un report modal massif. Là aussi, certaines limites réglementaires et législatives devront être levées.

8) L'attribution aux collectivités territoriales compétentes d'une partie des recettes générées par l'augmentation prévue de la Contribution Climat Énergie, dédiée à la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de qualité de l'air et de protection du climat.

9) La prise en compte des spécificités de chaque territoire au niveau national (et de leurs composantes intrinsèques, telles que la sociologie des quartiers qui les composent). Dans le cas de l'Eurométrople, la dimension transfrontalière est prégnante. Ainsi des réflexions autour de la mise en œuvre d'une taxe type « LKW-Maut » sur notre territoire pour rééquilibrer le trafic de transit poids lourds entre les réseaux autoroutiers allemands et français serait une avancée.

10) La défense au niveau européen des normes ambitieuses pour la réduction des émissions polluantes pour l'ensemble des véhicules thermiques est essentielle, mais également l'établissement d'une vignette Crit'air européenne pour tous les véhicules afin de permettre une meilleure lisibilité et appropriation du dispositif dans les territoires transfrontaliers

11) Enfin, le détail par l'Etat, des modalités de mise en œuvre (financement, planning, etc.) des engagements qu'il se fixe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

est favorable à l'engagement de la ville de Strasbourg pour le déploiement de Zones à faibles émissions,

prend acte

des conditions de réussite des Zones à faibles émissions,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à participer aux travaux de France Urbaine en charge de centraliser et de défendre auprès de l'Etat les conditions de réussite pointées par les collectivités à signer :

- *« l'Engagement pour le déploiement de Zones à faibles émissions » proposé par l'Etat.*
- *Tout document relatif à toute démarche ou appel à projet accompagnant la mise en place de zones à faibles émissions et à rendre compte au Conseil municipal.*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

PROJET

Engagement pour le déploiement de zones à faibles émissions

La qualité de l'air est un bien commun précieux que nous sommes résolus à préserver ensemble. En France, la pollution de l'air est responsable à ce jour de près de 48 000 décès prématurés par an, causés en large partie par l'héritage d'un modèle de mobilité reposant majoritairement sur les énergies polluantes. Plusieurs territoires sont toujours, malgré les efforts des citoyens, des entreprises, des élus et de l'Etat, en dépassements réguliers des seuils de pollution.

Nous sommes résolus à mettre fin, au plus vite et d'ici 2022 aux dépassements des seuils réglementaires, et **redonner aux français un air sain et respirable**.

Après les Assises nationales de la mobilité, et la publication des 14 feuilles de route pour lutter contre la pollution de l'air, **conscients des enjeux de santé publique, mais aussi économiques et sociaux**, nous nous engageons à poursuivre les actions déjà menées et mettre en place des solutions concrètes permettant à la fois de réduire les émissions de polluants, mais aussi de garantir à tous un accès à une mobilité propre. Nous nous engageons à mobiliser les moyens disponibles pour mettre en œuvre les actions des ou de la feuille de route nous concernant.

Par ailleurs, **les Zones à Faibles Emissions ont fait leurs preuves chez nos voisins européens comme dispositif structurant pour repenser progressivement la mobilité des territoires et améliorer significativement la qualité de l'air**.

A travers cet Engagement, **les collectivités territoriales s'engagent à déployer d'ici fin 2020 de premières Zones à Faibles Emissions sur leur territoire**. Elles s'engagent, avec l'Etat, à mobiliser l'ensemble des leviers permettant de faire du déploiement de ces zones un succès pour la qualité de vie et la santé de nos citoyens, tout en veillant à garantir aux habitants des conditions de mobilité satisfaisantes et aux entreprises un environnement économique compétitif.

Nous nous engageons à nous réunir tous les 6 mois pour suivre la mise en œuvre de nos engagements.

Signataires

Les engagements pour le déploiement de zones à faibles émissions

Les Engagements des territoires

- ✓ **S'engagent à déployer ou à renforcer une première zone à faibles émissions sur leur territoire d'ici fin 2020, c'est-à-dire l'interdiction de l'accès, sur une partie de leur territoire, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire, et affirment leur soutien pour que cet objectif soit matérialisé dans la loi d'orientation des mobilités que le Gouvernement prépare. Cette zone est établie de manière concertée avec l'ensemble des parties prenantes et en tenant compte des spécificités et des besoins locaux** ;
- ✓ S'engagent à évaluer périodiquement l'intérêt d'adapter les zones à faibles émissions, et notamment les véhicules concernés, afin d'en accroitre l'efficacité et pour s'assurer qu'elles bénéficient à tous les habitants ;
- ✓ S'engagent à mobiliser l'ensemble des outils permettant de donner des facilités à l'usage aux transports collectifs, aux mobilités propres et partagées (parkings dédiés ou relais, voies réservées, infrastructures de recharge...) et à porter des plans ambitieux en faveur des mobilités actives ;
- ✓ S'engagent à organiser une mobilisation des citoyens et des entreprises pour les associer à la mise en place des mesures anti-pollution et des alternatives à la voiture individuelle ;
- ✓ S'engagent à opter pour des transports collectifs et des flottes publiques à faibles et zéro émission, pour montrer l'exemple et accélérer le développement de la mobilité propre, tout en favorisant les reports d'achats vers les mobilités douces et les mutualisations.

Les Engagements de l'Etat

- ✓ **S'engage à apporter son soutien aux territoires souhaitant déployer des zones à faibles émissions ambitieuses dans le cadre de leurs travaux préparatoires et à mettre en place les mesures réglementaires nécessaires pour permettre le déploiement efficace des zones à faibles émissions, comme le contrôle automatisé et en stationnement et la coopération des forces de l'ordre et des services de l'Etat ;**
- ✓ **S'engage à fournir des outils aux collectivités pour mettre en place des systèmes de tarification de congestion ou de péage positif, ou encore la possibilité de dédier des voies de circulation aux transports en commun ou en covoiturage ;**
- ✓ S'engage à mettre en place des financements dédiés aux alternatives à la voiture, avec notamment un plan vélo et un nouvel appel à projets pour les transports en commun en site propre, ainsi qu'à encourager le soutien des trajets domicile travail en vélo ou en covoiturage ;
- ✓ S'engage à poursuivre le développement de la mobilité propre, en soutenant le financement des bornes de recharge électrique ouvertes au public, en pérennisant le dispositif de bonus-malus et grâce à la prime à la conversion qui cible en priorité les foyers à faibles revenus ;
- ✓ S'engage à poursuivre ses efforts de réduction de la pollution du transport routier de marchandise, en favorisant le fret ferroviaire, en poursuivant sur le quinquennat la politique fiscale de soutien à l'acquisition de poids lourds à faibles émissions et en soutenant l'installation de stations d'avitaillement en GNV et hydrogène, et à défendre au niveau européen des normes ambitieuses pour la réduction des émissions polluantes pour l'ensemble des véhicules thermiques ;
- ✓ S'engage à être exemplaires dans le renouvellement de son propre parc de véhicules en favorisant les reports d'achat vers les mobilités douces, les mutualisations et les véhicules propres.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 38

Signature d'un Engagement pour le déploiement de Zones à Faibles Emissions avec l'Etat français.

Pour	
56	
484	
Contre	
0	
Abstention	
2	

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François, SCHMITT-Michael

ABRAHAM-Julia, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Convention relative à la logistique urbaine entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et La Poste.

Depuis 2011, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg collaborent avec les acteurs de la livraison (chargeurs et transporteurs), afin de construire une logistique urbaine innovante et adaptée aux nouveaux enjeux sociétaux. De par les flux concernés et les caractéristiques du système logistique tel qu'il existe aujourd'hui, l'optimisation du transport de marchandises en ville se révèle en effet être un enjeu incontournable du développement d'une ville durable.

C'est pourquoi dès 2012, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont engagé un dialogue avec les acteurs concernés. Il a permis d'instaurer une confiance mutuelle consolidée au fil des années. Cette dynamique a entrainé :

- la réalisation d'études partenariales, qui ont débouché sur une connaissance partagée des pratiques locales de livraison, et ont permis d'étudier les conditions de mise en place de services de mutualisation ou de recourir au tram pour distribuer les marchandises.

Pour l'instant, certaines de ces démarches trouvent écho auprès des acteurs, notamment pour la mutualisation des flux de marchandises,

- la mise en place d'une évolution règlementaire dans le secteur de la Grande-Ile de Strasbourg, au 1er septembre 2018. Celle-ci encourage l'évolution des pratiques vers l'optimisation des tournées et l'usage de véhicules moins polluants.

Il est essentiel que l'intervention de la puissance publique dans le domaine de la logistique urbaine intègre les problématiques rencontrées par les acteurs directement impliqués (transporteurs, chargeurs, commerçants), tout en veillant à respecter les règles concurrentielles de ce marché. Il apparaît de fait important de poursuivre le travail avec les acteurs privés ou semi-publics qui interviennent à un niveau ou à un autre, dans la chaine logistique sur l'agglomération. C'est à ce titre qu'un partenariat a été envisagé avec le groupe La Poste pour accompagner la mise en place de leur système de livraison optimisé en véhicules propres.

Pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, cette convention revêt un triple intérêt :

- tout d'abord, celui de soutenir les initiatives vertueuses qui témoignent qu'une nouvelle organisation logistique,

- ensuite, d'accéder au retour d'expérience d'un acteur de poids de la logistique s'apprêtant à faire évoluer ses process pour mieux répondre aux enjeux locaux,

- enfin, de renforcer le rôle de territoire d'accueil pour des projets expérimentaux que souhaiterait tester le groupe La Poste.

Le partenariat conclu sous la forme de convention d'engagements collaboratifs, non exclusif entre la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et La Poste consolide :

- d'une part, l'engagement de La Poste à accélérer le renouvellement de sa flotte de véhicules vers des véhicules propres, accompagnant ainsi l'objectif de sortie du diesel pour les véhicules de livraison à l'horizon 2021 et de prendre part à des projets de mutualisation,

- d'autre part, l'engagement de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg à soutenir l'émergence d'offres privées de charge pour les véhicules GNV et électriques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le soutien de la ville de Strasbourg à l'engagement du groupe La Poste. Ce soutien s'inscrit dans le cadre de la politique de mobilité durable de la collectivité et :*

  - *respectera le cadre concurrentiel de cette activité de transport de marchandises en ville,*

  - *sera identique pour toute autre structure qui viendrait proposer un système d'optimisation de son organisation logistique permettant la réduction des impacts négatifs de cette activité,*

- *la constitution d'un comité de pilotage autour de cette convention favorisant l'échange d'expériences et leurs prises en compte dans les politiques de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.*

autorise

le Maire ou son représentant à signer la convention relative à la logistique urbaine entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et La Poste.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Convention relative à la logistique urbaine

Entre

La ville de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg

Et

La Poste

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Eurométropole de Strasbourg, ayant son siège 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex

Représentée par Monsieur Robert HERRMANN, en qualité de Président, autorisant la signature de la présente convention

Ci-après dénommée « L'Eurométropole de Strasbourg »

La ville de Strasbourg, ayant son siège 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex

Représentée par Monsieur Roland RIES, en qualité de Maire, autorisant la signature de la présente convention

Ci-après dénommée la « Ville de Strasbourg »

D'une part

ET

LA POSTE

Société Anonyme au capital de 3 800 000 000 euros, dont le Siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia - 75015 PARIS, immatriculée sous le numéro 356 000 000 RCS Paris

Représentée par Monsieur Philippe WAHL, Président Directeur Général du Groupe La Poste

Ci-après dénommée « La Poste »

D'autre part

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et La Poste sont ci-après désignées ensemble les « Parties » et individuellement une ou la « Partie ».

Préambule

Consciente de l'impact de son activité sur la pollution et la congestion urbaine, La Poste souhaite se positionner comme un acteur de référence de la « livraison propre » en ville.

C'est pourquoi elle se propose d'être partenaire des collectivités territoriales et des acteurs économiques qui ensemble recherchent des solutions de logistiques urbaines innovantes permettant de répondre aux nouveaux enjeux comme : la congestion, la qualité de l'air, la limitation de l'étalement urbain et l'adaptation à la ville dense, le renforcement de l'attractivité des centres villes et la préservation des commerces de proximité.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont engagées sur le long terme dans une démarche d'optimisation des pratiques de logistique urbaine, visant notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre de la filière, par exemple à travers l'application du plan de protection de l'atmosphère (PPA).

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont engagé des travaux préparatoires et construisent de solides relations avec les professionnels de la logistique, qui ont abouti en octobre 2017 à l'annonce d'un objectif, porté par la Ville de Strasbourg, de suppression progressive des livraisons en mode diesel sur le secteur de la Grande Ile et donc un transfert vers des solutions exclusivement à très faibles émissions, en véhicules électriques, cargo-cycles, charriots à pied ou tout autre mode propre. La Ville de Strasbourg promeut un espace public ouvert à tous et permettant les mobilités de tout mode dans un cadre apaisé. La Ville de Strasbourg accorde ainsi un intérêt particulier à la logistique urbaine et se veut accueillante aux progrès et aux expérimentations dans ce domaine.

En parallèle, La Poste s'engage au quotidien pour accompagner les collectivités dans ce virage, elle accélère le rajeunissement de son parc circulant et le développement des solutions innovantes de mobilités, tandis que les territoires soutiennent des solutions basées sur le véhicule serviciel, le véhicule partagé, la mutualisation d'espaces....

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et La Poste, qui partagent des intérêts communs en terme de logistique urbaine, ont décidé de signer la présente convention.

Il est convenu ce qui suit.

Article 1 : Objet

La présente convention (ci-après désignée la « Convention ») a pour objet de décrire les engagements de travail et de collaboration réciproques que La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et La Poste veulent mettre en place dans le cadre de la politique de logistique urbaine, définie et mise en œuvre par La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sur leur territoire respectif.

La Convention est sans effet sur les conditions dans lesquelles sont réalisées les prestations de La Poste relevant de ses missions de service public, ces dernières faisant l'objet d'un régime dérogatoire aux conditions de circulation actuellement en cours sur les territoires de la Ville et de Eurométropole de Strasbourg.

La Convention est conclue à titre gracieux et ne prévoit aucune contrepartie financière au profit de l'une ou l'autre des Parties.

Article 2 : Caractère non exclusif de la Convention

La Convention ne présente aucun caractère exclusif. A ce titre, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont et restent libres de mettre en place toute convention similaire avec les opérateurs de leurs choix.

La Convention n'accorde, par ailleurs, aucun droit ou avantage spécifique au profit de La Poste, tout opérateur économique est libre de s'engager dans la mise en œuvre de la politique de la logistique urbaine définie par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg dans les mêmes conditions.

De la même façon, La Poste est et reste libre de conclure des partenariats similaires avec les collectivités de son choix.

Article 3 : Engagements de La Poste

A Strasbourg, La Poste s'est engagée résolument dans l'optimisation de l'utilisation de ses véhicules ainsi que dans la conversion de ses tournées diesel en tournées en mode doux (vélo et pédestre) et en véhicule à faible émission. Sur la zone spécifique de la 1.

Elle s'engage désormais à faire ses meilleurs efforts pour :

1. se conformer à la nouvelle règlementation logistique urbaine mise en place sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, règlementation entrée en vigueur le 1er septembre 2018.

2. compléter à partir de 2018, sur le territoire de la Ville de Strasbourg, le dispositif de livraison, en mode majoritairement doux (à vélo à assistance électrique, à pieds, en tricycle électrique), des petits colis rentrant dans les boites aux lettres normalisées.
3. convertir progressivement le reste de ses tournées diesel en tournées en mode à faible émission afin de livrer les plis et colis via un mode de transport plus propre (vélos à assistance électrique, chariots piéton, utilisation des transports en commun, véhicules électriques, véhicules GNV ou toute autre nouvelle technologie innovante permettant un transport plus propre).

   Ces dispositifs devraient, non seulement permettre de réduire le nombre de tournées en véhicule, mais aussi éventuellement de prendre en charge les colis en provenance d'acteurs économiques locaux.

   Dans ce cadre La Poste :

. sensibilise ses collaborateurs en charge de la livraison aux règles de cohabitation en secteur urbain dense (adaptation de la vitesse, non-stationnement sur les pistes cyclables, précaution avant l'ouverture des portes des véhicules, précaution vis-à-vis des angles morts …) et aux évolutions du code de la rue (vélo rue, sas vélo, zone de rencontre...).

. mentionne dans ses contrats d'achat l'obligation pour ses prestataires de livraison de respecter le Code de la route, lequel règlemente notamment les questions de circulation au sein des secteurs urbains denses.

L'ensemble des engagements visés aux points 2 à 3 ci-dessus sont pris par La Poste sous réserve :

. des contraintes et limites, notamment réglementaires en matière d'IRVE (infrastructures de recharges pour véhicules électriques), aux contraintes fortes et dont l'installation est limitée à l'intérieur des bâtiments

. et de la mise en place de stations d'avitaillement en gaz naturel pour véhicules (ci-après dénommé «GNV») en nombre suffisant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

4. mener un travail collaboratif avec d'autres partenaires logisticiens, y compris de l'économie sociale et solidaire et avec les entreprises du territoire afin de créer un ou plusieurs centres de mutualisation dans l'objectif de réduire le nombre de kilomètres parcourus sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

5. continuer de mutualiser les espaces de logistique pour optimiser les flux de transport et réduire ainsi le nombre de kilomètres parcourus en ville par ses véhicules. Cela se traduira par l'aménagement des surfaces logistiques urbaines dont La Poste est actuellement propriétaire ou locataire ou qu'elle pourrait acquérir ou prendre en location sous réserve :

- que ces surfaces logistiques :
  . soient d'une superficie d'au moins 3000 m2
  . soient accessibles en poids lourds 19t (longueur : 11m80, largeur : 2m54, hauteur : 4m)
  . disposent d'emplacements pour des véhicules à faible émission
- et des contraintes et limites, notamment réglementaires, en terme de nombre maximal de véhicules pouvant être rechargés simultanément à l'intérieur des bâtiments.

6. Continuer de s'appuyer sur ses consignes à colis placées sur les espaces publics ou dans les lieux de flux multimodaux de l'Eurométropole de Strasbourg (stations de transport en commun, gares) et des lieux d'habitation dense ou de concentration de commerces de proximité pour réduire le nombre de kilomètres parcourus et de véhicules sur la route, pour la livraison et la collecte de colis et marchandises. Trois consignes Pickup sont installées à ce jour sur le territoire de l'Eurométropole.

7. S'appuyer sur ses infrastructures logistiques pour développer des services de gestion de stocks et d'approvisionnement pour tous les utilisateurs (particuliers, commerçants, artisans, entreprises voire collectivités), sous réserve de rentabilité économique pour La Poste et d'intérêt pour chacun.

8. Faire du territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, un lieu d'innovation logistique, d'expérimentations et de tests favorisant l'émergence de nouveaux services en lien avec les aspirations et les axes de développement de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 4 : Engagements de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg mettent en place des conditions nouvelles favorables au développement des activités de logistique urbaine ; dans ce cadre, les collectivités s'engagent à soutenir les pratiques et actions suivantes :

1. Soutenir le déploiement d'un réseau de stations d'avitaillement en GNV ouvertes au public, et de bornes de charge pour les véhicules électriques, répartis sur le territoire de l'Eurométropole et de densité suffisante afin de permettre des temps de parcours raisonnables pour la recharge des véhicules en concordance avec le cadre régional (approche multi-territoires)

2. Mener une étude de faisabilité de Zone à Faible Emission dans leurs politiques publiques d'aménagement, le développement de solutions de livraisons propres et promouvant la mutualisation des livraisons afin de réduire le nombre de véhicules circulant sur le territoire de l'Eurométropole

3. Examiner les conditions d'implantation de consignes automatiques à colis multi-opérateurs sur le territoire de l'Eurométropole en concertation avec les opérateurs logistiques et les commerçants afin d'apporter des réponses aux nouvelles pratiques de consommation et de livraisons

4. Favoriser l'émergence des actions privées pour la création :

- d'un ou de plusieurs Centres de Distribution Urbains (CDU) sur les territoires de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg afin de développer notamment la massification des flux amont, la mutualisation de la distribution en centre-ville et le stockage déporté pour les commerçants et les PME du centre-ville
- d'Espaces Logistiques Urbains (ELU) en zones denses.

Pour ce faire, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pourront notamment décider de la mise à disposition de foncier logistique de leurs patrimoines respectifs dans le cadre de consultations ouvertes à des acteurs économiques (chargeurs, transporteurs, logisticiens...).

5. Mobiliser des acteurs économiques situés sur le territoire de l'Eurométropole pour les sensibiliser aux solutions innovantes (stocks déportés, consignes, etc.), et aux opportunités du commerce en ligne

6. Mettre en place des expérimentations de logistique urbaine avec La Poste et d'autres partenaires et partager les retours d'expérience.

Article 5 : Durée

La Convention est conclue à compter de sa date de signature par les Parties pour une durée de trois (3) ans. Elle pourra être reconduite de façon tacite pour une durée d'un (1) an, dans la limite de deux (2) fois, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, au minimum six (6) mois avant la fin de la période en cours.

Article 6 : Comité de suivi

La Poste, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg décident de constituer un comité de suivi exclusivement dédié aux modalités pratiques de mise en œuvre des engagements figurant dans la Convention.

Ce comité sera composé a minima :

1. pour L'Eurométropole de Strasbourg : Monsieur Robert HERRMANN, Président, ou son représentant(e)

2. pour la Ville de Strasbourg: Monsieur Roland RIES, Maire, ou son représentant(e)

3. pour La Poste : Monsieur ou Madame le Délégué Régional du Groupe La Poste, ou son suppléant qui aura été désigné.

Il se réunira à la demande de la ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg ou de La Poste aussi souvent que nécessaire et au minimum deux fois par année civile.

Le comité de suivi aura notamment pour mission de :

- faire régulièrement le bilan de l'avancée des engagements définis dans la Convention. À ce titre, des documents et/ou des données pourront être échangés entre les Parties. Avant toute remise, les documents et/ou données considérés comme de nature confidentielle par la Partie qui les remet devront être identifiés comme tels. À ce titre, ils seront couverts par l'obligation de confidentialité conformément à l'article 7 des présentes
- permettre aux Parties d'échanger en cas de dysfonctionnements constatés dans la mise en œuvre ou l'exécution de la Convention.

Les décisions prises lors de chaque réunion du comité de suivi feront l'objet d'un relevé de décisions. Celui-ci sera rédigé alternativement par l'une des Parties. Ce relevé de décisions sera ensuite transmis aux Parties non rédacteur pour validation. Sans objection de leur part dans un délai de 7 (sept) jours calendaires à compter de sa réception, le relevé de décision sera considéré comme ayant été valablement approuvé.

Article 7 : Propriété intellectuelle

La Poste, La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg reconnaissent que l'ensemble des informations, documents et/ou données pouvant être échangés au cours des réunions du comité de suivi sont et restent la seule propriété de la Partie dont ils émanent.

Ces informations, documents et/ou données ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une exploitation quelconque, notamment pour étude ou analyse, par la ou les Parties qui les aura (auront) reçus, sauf autorisation préalable et expresse de la Partie dont ils émanent.

Article 8 : Confidentialité

Chaque Partie s'interdit de divulguer à des tiers les informations, données et/ou documents, de toute nature et quelle que soit leur forme, qui lui seraient communiqués par les autres Parties ou dont elle aurait connaissance à l'occasion de l'exécution de la Convention et concernant les autres Parties, sous réserve que ces informations, données et/ou documents soient confidentiels et identifiés comme tels.

Ces informations, données et documents ne peuvent être utilisés par les Parties que dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Chaque Partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect de ses engagements et, en particulier, s'engage à faire respecter cette obligation de confidentialité à ses personnels et partenaires éventuels, y compris sous-traitants.

Ne sont pas soumis à l'obligation de confidentialité les informations, données et/ou documents :

- tombés dans le domaine public préalablement à leur communication aux autres Parties
- diffusés au public, après qu'ils aient été communiqués aux autres Parties, sans qu'il y ait violation de l'obligation de confidentialité par la Partie les ayant reçus
- identifiés comme étant non confidentiels par la Partie qui les a communiqués
- requis par l'autorité publique ou par un tiers, par obligation légale ou réglementaire ou par décision de justice

L'obligation de confidentialité court à compter de la date de signature de la Convention et perdure dix (10) ans après la date d'expiration ou de résiliation de la Convention.

Article 9 : Communication

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg peuvent communiquer sur les actions de logistique urbaine mises en œuvre par La Poste dans le cadre de la Convention sous réserve, pour chaque communication :

- d'avoir préalablement reçu l'accord écrit de La Poste

et

- que le contenu de la communication soit préalablement validé par La Poste.

De même, La Poste peut communiquer sur les actions de logistique urbaine mises en œuvre par La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la Convention sous réserve, pour chaque communication :

- d’avoir préalablement reçu l’accord écrit de la ville de Strasbourg et/ou de l’Eurométropole de Strasbourg et que le contenu de la communication soit préalablement validé par la ville de Strasbourg et/ou par l’Eurométropole de Strasbourg.

Chaque Partie sollicitée s’engage à faire connaitre sa décision dans un délai maximum de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la demande. Passé ce délai, et en l’absence de réponse, l’accord sera réputé acquis.

Avant toute publication, chaque projet de communication relatif aux actions de logistique urbaine de l’une des Parties sera soumis à l’avis de ladite Partie qui pourra supprimer ou modifier certains éléments dont la divulgation serait de nature à lui porter préjudice. La Partie sollicitée s’engage à faire part de sa validation ou à transmettre la communication amendée dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la réception de la communication à valider. Passé ce délai, et en l’absence de réponse, la communication sera réputée validée.

Article 10 : Résiliation

La Convention peut être résiliée, à tout moment, par chacune des Parties, en respectant un préavis d’une durée de trois (3) mois. Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent à se rencontrer afin de se mettre d'accord sur les principes et conséquences de cette résiliation.

Article 11 : Litiges

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la Convention. Elles disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des Parties faisant part de son désaccord aux autres Parties, pour aboutir à une solution amiable.

Article 12: Accord des Parties

La Convention contient l'intégralité des termes et conditions sur lesquels les Parties se sont mises d'accord.

La Convention ne peut être modifiée que par un avenant écrit dûment signé par les Parties.

Fait à Strasbourg, en trois exemplaires, le

Pour l’Eurométropole de Strasbourg Pour La Poste Pour la Ville de Strasbourg

Robert HERRMANN, Président Philippe WAHL, PDG Roland Ries, Maire

40

Délibération au Conseil Municipal
du lundi 24 septembre 2018

Prolongement Ligne G du BHNS de la Place de la Gare jusqu'au Parc de l'Etoile-Bouclage Sud : Bilan de la concertation préalable avec le public. Avis du Conseil Municipal dans le cadre de l'article L5211-57 du CGCT.

CE POINT EST RETIRE

Retiré de l'ordre du jour le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution d'une subvention d'investissement à l'Union touristique des amis de la nature - Section Strasbourg Neudorf.

Né en Autriche en 1895 et implanté en France depuis 1912, « Les Amis de la Nature » est un mouvement associatif international de tourisme social et de loisirs. Les Amis de la Nature se veulent éco-citoyens et solidaires, engagés socialement pour l'environnement, la nature et les loisirs. Ce mouvement a contribué à ouvrir au plus grand nombre l'accès aux pratiques de loisirs de plein air et aux voyages.

La section Strasbourg Neudorf de l'Union Touristique les Amis de la Nature (UTAN) est propriétaire, depuis 1948, du refuge de la Chaume des veaux (980 m) situé sur le ban communal du Hohwald (67140).

La section compte environ 75 membres actifs qui assurent l'entretien et le fonctionnement du refuge de la Chaume des veaux. Elle organise des sorties et diverses activités, ouvertes à toutes les générations, qui ont pour but de promouvoir des loisirs actifs et responsables. Ainsi, cet établissement, ainsi que les animations qui y sont organisées, bénéficient à un très large public dont une part importante provient du territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Soucieuse d'améliorer la qualité d'accueil de ce refuge, l'association prévoit de réaliser en 2018 la rénovation des douches.

Le coût total de ces travaux s'élève à 9 127 € TTC, autofinancés à 73 %.

Afin de boucler le plan de financement des travaux, l'association sollicite une subvention d'investissement de 2 500 € (soit 27 % du budget total de l'opération) de la part de la ville de Strasbourg.

Au regard de la vocation sociale de cette association de tourisme et de loisirs populaire et de l'intérêt public local qu'elle représente, il est proposé au Conseil de lui accorder cette subvention d'investissement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une subvention d'investissement à l'Union Touristique les Amis de la Nature, section «Strasbourg Neudorf», d'un montant de 2 500 € au titre de la participation de la ville de Strasbourg aux travaux de rénovation des douches du refuge de la Chaume des Veaux 67140 LE HOHWALD,

décide

d'imputer la dépense sur la ligne budgétaire DU04 - programme 7028-95-20422 intitulée « mesures en faveur du tourisme », dont le disponible avant le présent Conseil est de 2 500 €,

Autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'arrêté relatif à cette décision.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n -1
Union touristique Les amis de la nature UTAN **Section Strasbourg – Neudorf**	Subvention d'investissement	2 500 €	2 500 €	0 €
TOTAL		**2 500 €**	**2 500 €**	**0 €**

ARRETE

Le Maire de la Ville de Strasbourg,

Vu les articles L.1611-4 et L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la charte du partenariat avec les associations présentée au Conseil municipal du 27 juin 2005,
Vu la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018,
Vu la demande adressée le 7 mars 2018 par l'association « Union Touristique les Amis de la Nature-section Strasbourg Neudorf » ci-après dénommée l'association et inscrite au registre du Tribunal d'instance de Schiltigheim Volume 39 Folio n°34 dont le siège est à l'adresse de son Président, Monsieur Hubert WINTZ 3, rue du collège 67201 ECKBOLSHEIM,

Considérant l'objet de l'association et son action en matière de tourisme social et de loisirs,
Considérant l'importance du public strasbourgeois dans l'activité générale de l'association,
Considérant l'importance que la collectivité accorde au développement du tourisme durable,

arrête

Article 1er :

Une subvention d'investissement d'une valeur de 2 500 € est accordée à l'association au titre de l'année 2018 pour la réalisation de l'action suivante : rénovation des douches du refuge de la Chaume des Veaux 67140 LE HOHWALD. Le coût global de cette opération s'élève à 9 127 €.

Article 2 :

La subvention sera créditée :
- ✓ en un seul versement
- ✓ sur le compte bancaire IBAN FR 76 1027 8010 0400 0491 0504 566 au nom de «UTAN Strasbourg Neudorf » détenu auprès de la Banque du Crédit Mutuel CCM Strasbourg Neudorf.

Article 3 :

L'association est tenue de respecter les points suivants :

- ✓ transmettre à la collectivité un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivant la fin de l'opération ;
- ✓ le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ faire état du soutien de la collectivité sur place et dans sa communication comme par exemple sur le site internet http://www.chaumedesveaux.org/.

Article 4 :

L'absence totale ou partielle du respect des exigences énumérées à l'article 3 du présent arrêté d'attribution est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, / et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Receveur des finances de Strasbourg et de la Communauté urbaine.

Strasbourg, le

Roland RIES

affaire suivie par : charles.lacquement@strasbourg.eu 03 68 98 65 51

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution d'une subvention à l'association Nouvelle ligne pour la création d'un site internet dédié au Street Art à Strasbourg

Le street-art est un art urbain éphémère s'exposant au regard de tous, tel un musée à ciel ouvert. Il utilise plusieurs techniques, plusieurs matériaux et outils. Tous les supports peuvent être source d'inspiration. Gigantesques ou minimalistes, les formats et les formes sont multiples et sans limites. Le street-art est partout et surtout là où l'on ne l'attend pas.

Strasbourg compte un nombre d'œuvres important et grandissant, parfois produites par des street artistes de renommée internationale.

L'association Nouvelle Ligne, dont l'objet est la promotion des cultures urbaines, souhaite créer un site internet, www.strasbourg.streetartmap.eu, dont l'objectif sera la valorisation des œuvres de street art sur Strasbourg et dans l'Eurométropole.

Ce site interactif et participatif, disposera d'une carte interactive, d'un blog et permettra aux utilisateurs de soumettre leurs propositions d'œuvres.

Dans une logique de valorisation de cette offre culturelle encore méconnue et différenciante, la carte interactive pourra être librement intégrée à d'autres sites (Office de tourisme…) et les données seront disponibles en open data.

L'association souhaite, par l'intermédiaire de ce nouveau site internet, contribuer à l'attractivité culturelle et touristique de Strasbourg et élargir son champ d'action et d'animation de la ville.

Le coût de réalisation de ce projet est de 10 000 € financée à 40% en autofinancement.

L'association Nouvelle ligne sollicite auprès de la Ville de Strasbourg une subvention d'investissement de 6 000 €.

En raison de la pertinence de cette action et de sa cohérence avec la stratégie de développement touristique de la Ville, il est proposé au Conseil municipal de répondre favorablement à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une subvention d'investissement à l'association Nouvelle Ligne d'un montant de 6 000 € pour la création du site internet www.strasbourg.streetartmap.eu destiné à référencer et valoriser le street art sur Strasbourg et dans l'Eurométropole.

décide

d'imputer la dépense sur la ligne budgétaire DU01 2018 AP 017 - 95 - 204112 programme 1228 intitulé « Tourisme urbain », dont le disponible avant le présent Conseil est de 17 200 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière relative à cette décision.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n -1
Association Nouvelle Ligne	Subvention d'investissement	6 000 €	6 000 €	63 000 € (fonctionnement)
TOTAL		**6 000 €**	**6 000 €**	**0 €**

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Soutien à l'économie sociale et solidaire.

Cette délibération se situe dans le prolongement de la délibération-cadre sur la politique de soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS), adoptée par le Conseil municipal du 22 septembre 2010 et s'appuie également sur les orientations portées par la feuille de route Strasbourg éco 2030.

Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) : 37 000 €

La Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg) ont signé depuis 2010 trois conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) avec la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Alsace (CRESS), dont la 3ème porte sur la période 2016-2019.

Cette 3ème convention avec la CRESS, délibérée le février 2016 porte sur les axes suivants :

Mieux connaître et promouvoir le secteur de l'ESS

- Poursuite du développement de l'Observatoire de l'ESS – ORESS et production de données sur le territoire de l'Eurométropole ;
- Mois de l'économie sociale et solidaire ;
- Développement du Marché de Noël OFF ;
- Lien aux nouvelles économies.

Animer le Conseil de l'Economie sociale et solidaire

- Animation des séances plénières et des ateliers d'échanges thématiques ;
- Diffusion et capitalisation des travaux du Conseil ;
- Mise en œuvre des chantiers prioritaires décidés en Conseil.

Développer la dimension européenne de l'ESS

- Développement d'une expertise dans le domaine du montage de projets européens dédiés à l'ESS et dans la recherche de fonds et d'appels à projets ; appui au développement de projets européens des entrepreneurs du territoire ;
- Renforcement des liens avec les partenaires européens de l'ESS ;
- Développement des articulations entre le Conseil de l'ESS et le programme URBACT sur l'innovation sociale.

En 2017, la Ville de Strasbourg a affecté à cette convention 75 000 € qui ont permis les réalisations suivantes :

- Développement de l'Observatoire de l'ESS : achats de fichiers, de données…
- Participation à la Semaine de l'entrepreneur européen ;
- Organisation du marché de Noël OFF, en partenariat avec la Chambre de Consommation d'Alsace, Colecosol, Zig&Zag.info : 25 exposants de l'achat responsable ont occupé et animé la place Grimmeissen du 24 novembre au 24 décembre dans un décor atypique constitué de dômes et de containers. 150 événements variés ont jalonné toute la durée du Marché : conférences, concerts, apéro-discussions, pièces de théâtre, ateliers Do It Yourself, etc. La CRESS porte la mutualisation de la manifestation, qui a généré un chiffre d'affaires total, généré par l'ensemble des exposants, d'environ 250 000€. Au total, près de 100 000 visiteurs se sont rendus au Marché OFF en 2017 ;
- Organisation du Mois de l'économie sociale et solidaire 2017 : 42 manifestations sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, environ 5 900 personnes touchées, 20 000 programmes du Mois diffusés, en partenariat avec les Associations intermédiaires (AI) Logiservices et Germa ;
- Poursuite du travail avec la Chambre de consommation d'Alsace, concernant le site sur les achats responsables « Zig & Zag ».info ;
- Animation du Conseil de l'ESS via ses ateliers d'échanges thématiques, un Conseil de l'ESS plénier ayant eu lieu 23 février 2017 ; plusieurs ateliers ont perduré (Zéro déchet Zéro gaspillage, Schéma des achats responsables)
- Accueil de porteurs de projets ;
- Participation et animation de groupes de travail dans le cadre du programme européen Urbact sur l'innovation sociale.

Les éléments compris dans cette nouvelle convention démontrent l'importance du partenariat avec la CRESS en vue de l'atteinte des objectifs de la politique de l'ESS votée par la Ville et l'Eurométropole et en conséquence, le versement d'une subvention de « 37 000 € à la CRESS est proposé.

La baisse proposée pour la subvention 2018 provient des difficultés qu'a pu rencontrer la CRESS cette année, avec le départ de nombreux salariés, combiné à des problèmes de gouvernance, qui ont obéré en partie sa capacité d'action.

Les CRESS Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne ont en effet fusionné, pour créer la CRESS Grand Est, opérationnelle depuis le 20 septembre 2017.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

Etat	347 200 €
FSE – Région Grand Est	120 125 €
Mois ESS (dont cofinancements privés)	21 000 €
Région Grand Est	440 000 €
Conseil départemental 67	34 500 €
Ville de Strasbourg - convention d'objectifs & OFF	140 000 €
Eurométropole - convention d'objectifs	35 000 €
Caisse des dépôts	100 000 €

COOPAlim : 10 000 €

L'association COOPAlim a pour projet une transition alimentaire passant par la création d'une coopérative alimentaire participative issue de l'économie sociale et solidaire. Cette structure n'existe pas à Strasbourg et des habitants se sont motivés de la rendre viable.

Cette création devrait permettre à ses membres coopérateurs d'acheter mieux, à prix juste, et à moindre coût par rapport aux enseignes classiques.

Ils se donnent pour mission de rendre accessible à tous ceux qui veulent s'engager dans la création de cette coopérative des produits écologiquement et socialement responsables (agriculture raisonnée ou biologique, produits locaux de la bonne saison, prix justes pour le producteur).

Par le biais d'un travail volontaire (un certain nombre d'heures de bénévolat par mois), les coopérateurs réduiront les coûts et les charges du magasin, qui débute des activités dans un local situé quartier Gare. Ils s'engagent par ailleurs dans une charte de qualité concernant les produits.

Les membres s'impliquent donc régulièrement à tous les niveaux pour créer, organiser et faire fonctionner le magasin (volonté de créer au moins 3 emplois à terme).

Le modèle économique se veut viable à partir de 1 000 / 1 200 coopérateurs.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

Ville de Strasbourg	10 000 €

Le Stück : 10 000 €

L'association Le Stück expérimente depuis le 3 octobre 2015 l'usage d'une Monnaie Locale Complémentaire (MLC) sur Strasbourg, et son bassin économique, outil dont la vocation est d'inciter les acteurs de l'économie à adopter des démarches de production et de consommation respectant des valeurs sociales, environnementales, équitables.

Une monnaie locale est une unité de compte complémentaire à l'euro circulant sur un territoire restreint. Elle est dédiée à des achats locaux, circule plus vite que l'euro, n'est pas thésaurisable et favorise une consommation responsable. Les euros, déposés en banque pour se procurer des unités de monnaie, constituent un fonds de garantie finançant des projets locaux.

Elle doit répondre ainsi des enjeux suivants :

- interpeler le grand public sur le sens de l'argent, la richesse économique et le système financier ;

- développer l'économie de proximité par les circuits courts et la relocalisation des fournisseurs dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie et des services ;
- développer l'usage des outils et des processus de démocratie participative ;
- véhiculer et transmettre les valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Quelques repères et chiffres clés au 31 décembre 2017 :

- Plus de 2000 sympathisants ;
- Plus de 700 citoyens adhérents ;
- 200 professionnels du réseau ;
- 17 bureaux de change ;
- 80 000 stücks en circulation.

A l'instar du Stück, des monnaies locales complémentaires se sont développées sous différentes formes en France (près de 13 000 dans le monde) : SOL Violette à Toulouse, So'Nantes à Nantes, Galléco en Ill et Vilaine, Eusko au Pays Basque, Chiemgauer en Bavière (Allemagne)… aujourd'hui, une soixantaine circulent et 35 sont en projet. La monnaie locale la plus développée en France est l'Eusko, créée en 2013, avec 3 000 adhérents particuliers, 650 commerces, entreprises et associations partenaires acceptent la monnaie et un montant de 624 000 Eusko est en circulation (chiffres 2018) …

De nombreuses monnaies locales complémentaires sont regroupées au sein du mouvement SOL (24 monnaies, des collectivités locales comme Toulouse ou Lille…). http://www.sol-reseau.org.

L'objectif fin 2018 est d'atteindre 2018 citoyens et professionnels adhérents (objectif que les bénévoles se sont fixés en début de cette année), ainsi qu'un bureau de change par quartier de Strasbourg.

Les monnaies locales complémentaires ont été mieux reconnues récemment, dans le cadre de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

Etat (CUI-CAE)	356 €
Ville de Strasbourg	10 000 €
Eurométropole de Strasbourg	5 000 €
Fonds européens (FSE)	10 000 €

Zamma d'Acc' : 4 000 €

Zamma d'Acc', association créée en 2014, porte l'accorderie à Strasbourg, système solidaire d'échange de savoirs et de services entre personnes à partir d'une banque de temps. L'accorderie a ouvert ses portes le 2 mars 2015 et dispose de l'agrément accorderie (propriété intellectuelle détenue par la fondation MACIF, partenaire du projet).

« 1h de service rendu = 1h de service reçu »

Les objectifs du projet sont ainsi :

- promouvoir les initiatives individuelles et collectives ;
- favoriser le lien social et la coopération dans un esprit d'entraide, de partage et de bienveillance ;
- lutter contre la précarité et l'exclusion sociale ;
- favoriser une approche de « conscientisation » et d'éducation populaire par la création d'espaces de convivialité.

Le système a prévu de se développer sur tous les quartiers de Strasbourg, dans un 1er temps, son siège est ancré au quartier Gare. Cherchant à se développer toujours plus vers des publics défavorisés et lutter contre la précarité, l'accorderie souhaite développer un outil d'accueil mobile, un triporteur « l'accorderie mobile », en débutant ses actions, au démarrage, sur les QPV Laiterie / Vauban. Zamma d'Acc souhaite également favoriser la mixité sociale entre les accordeurs, mais également entre les quartiers, ainsi que les initiatives collectives d'habitants (« pouvoir d'agir »).

L'association a effectué un travail de terrain important et compte plus de 402 accordeurs et de nombreux bénévoles dans ses rangs. Elle noue des liens avec d'autres structures de l'économie sociale et solidaire et notamment au quartier Gare : le Stück, l'association des habitants du quartier Gare, Porte ouverte, ASTU, Purielles, association Vilaje, mais aussi de nombreux centres socioculturels (ARES…).

Le profil des accordeurs est varié, néanmoins on peut noter, pour cette 1ère année de fonctionnement :

- Deux-tiers de femmes ;
- 41 % des accordeurs ont moins de 35 ans ;
- 41% de personnes vivant seules ;
- 35% des accordeurs ont des revenus annuels inférieurs à 10 000 € par foyer.

En 2018, l'association souhaite orienter encore plus fortement son action vers les plus défavorisés, elle a ainsi débuté un travail avec les bénéficiares du RSA (Revenu de solidarité active), notamment en travaillant plus étroitement avec les services de la Ville et du Département. L'Accorderie souhaite ainsi répondre plus encore aux besoins de motivation, d'implication et de valorisation de ce public.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

Etat (aides à l'emploi)	2 902 €
Ville de Strasbourg	6 000 €
SEDES	2 000 €

Colecosol : 17 000 €

Colecosol (ou « Collectif pour la promotion du commerce équitable en Alsace ») est une association régionale de promotion du commerce équitable qui regroupe une trentaine d'adhérents.

Les objectifs visés par l'association sont de :

- promouvoir en Alsace le commerce équitable et la consommation responsable ainsi que l'économie solidaire en faveur des pays du Sud ;
- en assurer les formations correspondantes ;
- proposer le conseil et l'accompagnement aux associations et aux entreprises qui s'engagent dans ces démarches.

Colecosol travaille avec tous les mouvements nationaux qui soutiennent et développent le commerce équitable : le mouvement « FAIRe un monde équitable », la plateforme pour le commerce équitable, la fédération artisans du monde,…

En particulier, Colecosol mène campagne depuis de nombreuses années pour inciter les collectivités territoriales à s'engager dans une véritable politique de promotion et de développement du commerce équitable et au-delà, des achats responsables, sur leurs territoires.

En 2017, l'association a organisée les actions de sensibilisation suivantes :

A destination du grand public :

- brunch bio-équitable le 21 mai place St Etienne à Strasbourg ;
- participation au Marché de Noël Off place Grimmeissen ;
- stand d'information aux Jardins de la Montagne Verte avec l'association VRAC (Vers un Réseau d'Achats en Commun).

A destination des agents de l'Eurométropole :

- formation le 31 mai des services de la Ville et de l'Eurométropole aux achats équitables ;
- stand devant la cantine du Centre administratif pendant la semaine du commerce équitable.

A destination des entreprises :

- lancement d'une opération expérimentale de promotion d'une « Fair Zone » dans le quartier Gare, valorisant l'engagement de commerçants pour des produits équitables ;
- A destination des collectivités ;
- conseil local du commerce équitable composé de référents des acteurs engagés (élus, agents de la collectivité, entreprises, associations, commerçants….) ; le conseil local vise à définir et soutenir la dynamique engagée sur le territoire ;
- premières rencontres nationales du commerce équitable qui ont accueilli, le 8 décembre dernier à Strasbourg, plus d'une cinquantaine de collectivités et d'acteurs engagés de toute la France.

Colecosol dispose d'un véritable savoir-faire dans la connaissance des acteurs du commerce équitable, des filières d'achat de produits issus du commerce équitable et du public consommateur de ces produits.

En décembre 2017, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont obtenu le label «Territoire de commerce équitable » et soutiennent dans ce cadre les actions de Colecosol à l'attention du grand public, mais aussi des entreprises du territoire : promotion du commerce équitable, incitation à ce type d'achat, pédagogie…

Le soutien proposé s'intègre dans une convention pluriannuelle d'objectifs de 4 ans dont les objectifs généraux poursuivis sont :

- animer le « Conseil local pour le commerce équitable » ;
- organiser, coordonner et suivre la mise en oeuvre des actions et de la communication envisagées par le Conseil local sur le territoire de Strasbourg et de l'Eurométropole (quinzaine du commerce équitable, mois de l'ESS…) ;
- engager toutes actions auprès des entreprises visant à les inciter à s'engager dans des démarches d'achats responsables ou de création de filières issues du commerce équitable.

Il est proposé de soutenir l'association Colecosol à hauteur de 17 000 €.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

Ville de Strasbourg	17 000 €
Eurométropole de Strasbourg	17 000 €
FAIRe	600 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
décide

– *d'attribuer les subventions suivantes :*

CRESS	*37 000 €*
COOPAlim	*10 000 €*
Stück	*10 000 €*
Zamma d'Acc	*4 000 €*
Colecosol	*17 000 €*

– *d'imputer la somme de 75 000 € sur les crédits ouverts de la ligne 6574 - DU05D programme 8024 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 177 700 €.*

– *d'imputer la somme de 3 000 € sur les crédits ouverts sur le programme 8003 - activité : AS03N - nature : 6574 - fonction : 523, dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 46 950 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
CRESS	Fonctionnement	140 000	37 000 €	175 000 €
COOPALIM	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
STÜCK	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	20 000 €
ZAMMA D'ACC	Fonctionnement	6 000 €	4 000 €	11 000 €
COLECOSOL	Fonctionnement	17 000 €	17 000 €	17 000 €
TOTAL		**183 000 €**	**78 000 €**	**233 000 €**

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2018-2020

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, et

- l'association « Le Stück », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro « Volume 92 Folio 238 », et dont le siège est 24 rue de Lunéville 67100 STRASBOURG, représentée par son représentant en exercice, Monsieur Michel BOITARD,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018.

Préambule

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente en France près de 221 000 établissements (coopératives, mutuelles, associations, fondations), 2,37 millions d'emplois, 10,5% du total de l'emploi salarié, 61,2 milliards d'euros de rémunérations brutes versées[1].

L'Alsace compte en 2015 70 120 salariés dans l'économie sociale et solidaire (1 741 210 en Grand Est) soit 10,8% de l'emploi salarié alsacien (11,5% en Grand Est). L'Eurométropole pèse 39% dans l'emploi ESS alsacien, près de 14% dans le Grand Est.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg souhaitent favoriser les initiatives dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), secteur économique créateur d'emplois, porteur d'innovation sociale.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association Stück définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

[1] Source : CNCRES – Panorama de l'ESS 2015

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le représentant de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg dans le domaine de l'économie sociale et solidaire

Dans le cadre de la feuille de route Strasbourg éco 2030, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg affichent leur volonté de soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS) qui crée des réponses locales pour des besoins locaux.

Les entreprises de l'ESS sont partie intégrantes, par leurs réponses, du développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants : elles contribuent dès lors à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie et d'innovation sociale.

Article 4 : le projet associatif du Stück

L'objet de l'association Le Stück est d'expérimenter l'usage d'une Monnaie Locale Complémentaire (MLC) sur Strasbourg, et son bassin économique, outil dont la vocation est d'inciter les acteurs de l'économie à adopter des démarches de production et de consommation respectant des valeurs sociales, environnementales, équitables, telles que décrites dans la charte de l'association.

Article 5 : les objectifs partagés

- Objectifs généraux :
  - Développer le réseau d'entreprises acceptant la monnaie locale comme moyen de paiement sur la ville de Strasbourg
  - Développer le nombre d'usagers de la monnaie locale sur Strasbourg
  - Faire, grâce à la monnaie, la promotion de la consommation (circuits courts, agriculture biologique, commerce équitable, économie circulaire) et de la finance responsable
  - Toucher les publics défavorisés

➢ Objectifs opérationnels :

Développer le réseau d'entreprises acceptant la monnaie locale comme moyen de paiement sur la ville de Strasbourg

- Nombre d'entreprises dans le réseau stück
- Qualité des relations établies

Développer le nombre d'usagers de la monnaie locale sur Strasbourg

- Nombre d'usager dans le réseau stück
- Nombre de bureaux de change

Faire, grâce à la monnaie, la promotion de la consommation (circuits courts, agriculture biologique, commerce équitable, économie circulaire) et de la finance responsable

- Nombre de participations à des manifestations (tenue de stands, information diffusée)
- Partenariats avec des structures de l'ESS

Toucher les publics défavorisés

- Nombre d'interventions dans des QPV
- Nombre de partenariats avec des structures travaillant en contact avec ces publics (JMV, Humanis, EMMAUS, les petits débrouillards, Vrac …)

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par la Ville à l'association Le Stück

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville et notamment concernant la 2ème et 3ème année de conventionnement, dont les montants seront arrêtés chaque année.

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que le Stück s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 30 000 €

- Pour la première année, le montant de la subvention s'est élevée à 10 000 €
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'établit à 10 000 €
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : 10 000 €

Ces deux derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur.

Article 7 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le représentant du Stück à la CPO, le Maire ou son représentant.

Le Comité de suivi sera composé à part égale entre Le Stück (administrateurs et équipe technique) et la Ville (élus et services techniques).

Il se compose des membres suivants :

- 3 membres du cercle de pilotage du Stück

- le Maire ou son représentant,
- un élu de la Ville de Strasbourg
- les référents du service de la Ville

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à la Ville de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 8 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 9 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an avant la fin du 2ème trimestre de l'année, à l'initiative de la Ville de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par Le Stück et la Ville de Strasbourg, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

Le Stück communique à la Ville de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, la Ville de Strasbourg envoie une invitation du Stück (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 10 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 11 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire du Stück dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de ces dernières.

Article 12 : responsabilité

Le Stück conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 15 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
Le Maire	Le représentant
Roland RIES	Michel Boitard

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Conclusion d'accords-cadres à émission de bons de commande pour les prestations de transferts de délégations et des parlementaires européens par voiture.
Conclusion d'une convention de groupement de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Le statut de « Strasbourg capitale européenne » est incontestablement lié à l'histoire et, bien évidemment, aux sièges des institutions européennes et plus particulièrement du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, qui font de Strasbourg la capitale parlementaire de l'Europe.
La présence des institutions européennes contribue ainsi directement au rayonnement économique, touristique et culturel de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Depuis de nombreuses années, la Ville de Strasbourg met à disposition des parlementaires européens des facilités de transport lors des 12 sessions plénières annuelles du Parlement européen et des 4 sessions annuelles de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, en finançant notamment le transfert des parlementaires européens depuis et vers les différents aéroports limitrophes de Strasbourg, à raison d'un transport aller-retour par session.

Par ailleurs, la Ville de Strasbourg accueille également des délégations nationales ou internationales et des personnalités, qui bénéficient occasionnellement d'une prestation de transport par voiture pris en charge par la collectivité.

Ainsi ces besoins de transport de personnes par voiture feront l'objet d'une mise en concurrence conformément à une procédure formalisée : l'appel d'offres ouvert.

I. Conclusion d'accords-cadres à émission de bon de commande relatifs aux prestations de transferts par voiture des Parlementaires Européens et de délégations

Les accords-cadres à émission de bon de commande seront lancés sous forme d'appel d'offre conformément aux articles 25, 66 à 68, 78 et 80 du décret du 25 mars 2016. Ils fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de

l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 80 du décret n °2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Ils seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

La consultation fait l'objet d'un allotissement comme suit :

- Lot n°1 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres du Parlement Européen, mandatés par la Ville de Strasbourg.
- Lot n°2 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, mandatés par la Ville de Strasbourg.
- Lot n°3 : Prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

Les montants minimum et maximum des accords-cadres à émission de bons de commandes sont les suivants concernant la Ville de Strasbourg:

	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel	Montant minimum sur 4 ans	Montant maximum sur 4 ans
Lot n°1	40 000 € H.T.	240 000 € H.T.	160 000 € H.T.	960 000 € H.T.
Lot n°2	20 000 € H.T.	120 000 € H.T.	80 000 € H.T.	480 000 € H.T.
Lot n°3	250 € H.T.	15 000 € H.T.	1 000 € H.T.	60 000 € H.T.

II. Approbation d'une convention de groupement de commandes concernant la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ensemble des besoins concernant la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales et exprimé par l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg est identique, c'est pourquoi il a été convenu d'arrêter les bases d'une mise en concurrence commune.

Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg.

Les montants minimum et maximum pour chaque collectivité seront les suivants :

	Minimum annuel	Maximum annuel	Minimum sur quatre ans	Maximum sur quatre ans
Ville de Strasbourg	250 € H.T.	15 000€ H.T.	1 000 € H.T.	60 000 € H.T.
Eurométropole de Strasbourg	Sans	15 000 € H.T.	Sans	60 000 € H.T.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la conclusion de la convention de groupement de commande entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, cette dernière assurant la mission de coordinateur, pour la passation d'un accord-cadre à émission de bon de commande relatif à la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales,*

- *sous réserve de disponibilité des crédits, la passation d'accords-cadres à émission de bon de commande faisant l'objet de l'allotissement suivant :*
  - *Lot n°1 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres du Parlement Européen, mandatés par la Ville de Strasbourg pour un montant minimum annuel de 40 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 240 000 € H.T.*
  - *Lot n°2 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, mandatés par la Ville de Strasbourg pour un montant minimum annuel de 20 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 120 000 € H.T.*
  - *Lot n°3 : Prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg pour un montant minimum annuel de 250 € H.T. et un montant maximum annuel de 15 000 € H.T. concernant la Ville de Strasbourg*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2019 et suivants sur les lignes concernées ;

autorise

le Maire ou son -sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes ci-jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg;*

- *à lancer les consultations, à signer et notifier les accords-cadres à émission de bon de commande précités y compris pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg concernant le lot n°3 - Prestation de transport par voiture de personnalités*

ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

- *à exécuter les accords-cadres à émission de bon de commande en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Convention constitutive d'un groupement de commandes entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg.

Art. 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Vu les articles 28 et 101 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes,

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 5 mai 2014 et de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 mai 2017.

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014 et du 29 mai 2017.

un groupement de commandes pour la passation d'un accord-cadre à émission de bon de commande relatif à la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

Préambule
Article 1 : Constitution du groupement
Article 2 : Objet du groupement
Article 3 : Organes du groupement
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur
Article 5 : Responsabilité
Article 6 : Fin du groupement
Article 7 : Règlement des différends entre les parties

L'ensemble des besoins exprimés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg est identique, c'est pourquoi il a été convenu d'arrêter les bases d'une mise en concurrence commune. Elle s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 encadre les dispositions relatives au groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes la plus médiane, préservant en phase d'exécution l'autonomie de gestion des adhérents. Ainsi, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie l'accord-cadre à émission de bon de commande. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes ci-après désigné «le groupement» a pour objet la passation d'un accord-cadre à émission de bons de commandes pour la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

Il sera lancé sous la forme d'un appel d'offres ouvert selon l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret 2016-360 du 25 mars 2016.

L'accord-cadre envisagé fixera toutes les stipulations contractuelles et sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées à l'article 80 du décret du 25 mars 2016.

La durée de l'accord-cadre à émission de bons de commande est fixée à une année éventuellement reconductible 3 fois sans que la durée totale ne puisse excéder 4 années.

Les montants minimum et maximum pour chaque collectivité seront les suivants :

	Minimum annuel	Maximum annuel	Minimum sur quatre ans	Maximum sur quatre ans
Ville de Strasbourg	250 € H.T.	15 000 € H.T.	1 000 € H.T.	60 000 € H.T.
Eurométropole de Strasbourg	Sans	15 000 € H.T.	Sans	60 000 € H.T.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier l'accord-cadre à émission de bons de commande issu de la consultation.

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour attribuer l'accord-cadre à émission de bons de commande.

Elle est composée conformément aux dispositions du Code général des collectivités locales applicables au coordonnateur.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation de l'accord-cadre à émission de bons de commande au nom des membres du groupement.

Il transmet l'accord-cadre à émission de bons de commande aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement de la procédure de passation.

Le coordonnateur se charge notamment :
-de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée;
-de définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
-d'élaborer le dossier de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
-d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (Publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, établissement du rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres.) ;
-de communiquer à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre à émission de bons de commande pour ce qui le concerne ;
-de signer et de notifier l'accord-cadre à émission de bons de commande ;
-de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application des textes;
-de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé l'Eurométropole sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution de l'accord-cadre à émission de bons de commande et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur de la Ville de Strasbourg, prennent fin suite à la notification de l'accord-cadre à émission de bons de commande.

La présente convention peut être résiliée en cas de retard important dans la réalisation de la dévolution de l'accord-cadre à émission de bons de commande.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Le Président l'Eurométropole | Le Maire de Strasbourg

Robert HERRMANN | Roland RIES

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises et aux actions qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 85 100 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Pôle solidarité et partenariats internationaux

Association Chemins du Dedans	**2 500 €**

Soutien à Espace 4, projet interdisciplinaire de conception et construction avec des jeunes Jacméliens, à partir de récupération de matériels, d'espaces scéniques à Jacmel, ville partenaire de Strasbourg en Haïti. Ce projet, d'une durée de deux mois entre octobre et décembre 2018, est porté par un collectif d'anciens étudiants scénographes issus de la Haute Ecole des Arts du Rhin et il bénéficie du soutien et de l'appui logistique de l'Alliance Française de Jacmel. Il s'inscrit par ailleurs dans le cadre de la programmation du festival de théâtre des 4 chemins de Port-au-Prince, capitale d'Haïti.

Cercle Européen de Représentation des Antilles-Guyane	**2 500 €**

Soutien à plusieurs manifestations proposées dans le cadre du 170ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage, en écho à Victor Schœlcher, grande figure alsacienne de cet évènement historique majeur. Le CERAG organisera en décembre 2018, au Centre socio-culturel de l'Escale, un spectacle illustrant les différentes étapes de l'esclavage à travers plusieurs scènes chorégraphiées, mêlant différents styles de danses urbaine et traditionnelle.

Université de Strasbourg – Département d'études Hébraïques et Juives	**1 500 €**

Soutien à l'organisation d'un colloque "L'impact au fil du temps de la guerre des Six jours sur la société israélienne et les communautés juives dans le Monde, en particulier en France". Porté par le Département d'Etudes juives et hébraïques, ce colloque a réuni

d'éminents spécialistes et professeurs de la question. Parmi eux, Ilan Greilsammer, professeur à l'université Bar-Ilan de Ramat Gan, ville jumelée à Strasbourg.

Association Inact	**1 500 €**

L'association Inact a organisé la troisième édition d'un festival international de performeurs du 2 au 25 juillet 2018 à Kinshasa. Le projet est né de la rencontre entre le collectif d'artistes EzaPossibles de Kinshasa et le festival Inact de Strasbourg. Des artistes locaux, internationaux et de la diaspora congolaise ont participé à cet événement qui s'est déroulé dans l'espace public. Toutes les performances étaient gratuites.

Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones

Office des Sports – Jumelage avec Stuttgart	**550 €**

Dans le droit fil des rencontres sportives organisées entre des clubs des deux villes au 1er semestre, de nouvelles actions sont prévues entre les mois d'août et octobre 2018 (tournoi de basket à Strasbourg et participation de cyclistes strasbourgeois au Jedermann-Tour de Stuttgart). La diversification et l'intensification de ces échanges sportifs permet de toucher un public varié et intergénérationnel.

Collège Jules Hoffmann – Jumelage avec Dresde	**1 250 €**

L'intensification des échanges scolaires entre les établissements de Dresde et de Strasbourg constitue une priorité politique affichée par la Ville de Dresde depuis l'an passé. La Ville de Dresde souhaite par ce biais contribuer de manière concrète à l'ouverture interculturelle des jeunes et à freiner le repli sur soi et le développement de mouvements xénophobes.

Dans ce contexte, une demande de partenariat a été adressée aux établissements strasbourgeois par la Semper Schule. Le collège Jules Hoffmann a répondu favorablement à cette sollicitation.

Le projet pédagogique élaboré par les deux établissements abordera l'histoire et la culture des deux pays. Il se déroulera durant l'année scolaire 2018/2019. Le séjour des élèves strasbourgeois à Dresde est prévu du 29 septembre au 5 octobre 2018, celui des élèves dresdois à Strasbourg, du 30 mars au 5 avril 2019.

Association Le Talon Rouge	**2 800 €**

Le jumelage entre Strasbourg et Stuttgart comporte une forte dimension culturelle qui peut très utilement être enrichie par ce projet porté par la compagnie du Talon Rouge en partenariat avec le Theater La Lune pour mettre en scène des extraits du roman historique de Pascale Hugues intitulé « Marthe et Mathilde ». Celui-ci raconte le destin croisé de deux Alsaciennes partagées entre la France et l'Allemagne tout au long du XXème siècle,

renvoyant aux interrogations sur l'identité alsacienne dans le cadre de la relation franco-allemande.

Le projet consistera en une douzaine de lectures publiques restituant l'atmosphère et les questionnements des différentes époques par des extraits interprétés par des comédiennes française et allemande. Il se déroulera d'octobre 2018 à janvier 2019 et s'inscrira dans le contexte de la fin du centenaire de la Première guerre mondiale. Les représentations, bilingues et d'une durée d'une heure environ, viseront le grand public à Stuttgart et Strasbourg avec un accent porté sur les scolaires.

Des échanges entre les comédiennes et le public concluront chacune des représentations. Les lieux de représentation prévus à Strasbourg sont le Goethe Institut, le lycée Kléber, l'Eglise du Temple neuf et le Café Brand.

Pôle Europe

Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'Homme	**25 000€**

Depuis 1970, l'Institut International des Droits de l'Homme (IIDH), devenu la Fondation René Cassin en 2015 pour développer ses ressources et ses activités, organise chaque année à Strasbourg une importante session d'enseignement et de formation dans le domaine du droit international et du droit comparé des droits de l'Homme. Reconnue de longue date à l'échelle mondiale, elle attire de nombreux participants originaires d'environ 70 pays différents.

Sa 49ème édition s'est tenue du 2 au 20 juillet 2018 sur le thème « Les défenseurs des droits de l'Homme ». Cette session multilingue a été dédiée aux anonymes qui sacrifient leur vie pour défendre les droits des êtres humains, et a couvert l'ensemble des domaines de la protection internationale des droits de l'Homme. .

L'engagement de la Fondation René Cassin en faveur de la promotion et du renforcement des droits de l'Homme ainsi que la notoriété de sa session annuelle d'enseignement contribuent fortement au rayonnement international de Strasbourg. C'est pourquoi la Fondation a été inscrite au contrat triennal « Strasbourg capitale européenne 2018-2020 », permettant ainsi de pérenniser son financement auprès des partenaires signataires. Outre l'organisation de la session d'été annuelle, la subvention allouée soutient le développement du centre de documentation de la Fondation, ainsi que de l'enseignement vidéo en ligne.

Comité Français pour l'Union Paneuropéenne	**2500 €**

Le Comité Français de l'Union Paneuropéenne participe activement à la diffusion en France des idées en faveur d'une Europe politique fondée sur les idéaux de liberté et les valeurs européennes. L'association organise du 25 au 29 octobre 2018 un colloque auquel prendront part une quarantaine d'étudiants et de jeunes professionnels de moins de trente ans en provenance de France, d'Allemagne, d'Ukraine, d'Autriche et de Croatie. Le colloque fera un focus particulier sur les élections européennes à venir ainsi que sur

les chantiers institutionnels et les prochains défis industriels et économiques de l'Union européenne. La journée du 27 octobre se tiendra au Lieu d'Europe.

Association Francisco	**1 000 €**

L'association Francisco intervient auprès de personnes en grande difficulté, notamment sans domicile fixe, pour leur permettre de conserver auprès d'eux leurs animaux de compagnie. Elle distribue pour cela de la nourriture animalière et fournit les soins nécessaires aux animaux de la rue.
Elle a organisé le 25 mai 2018 à Lingolsheim une table ronde sur la condition animale, à laquelle ont participé des associations venant d'Allemagne, d'Espagne et de Roumanie.
Ce projet s'inscrit dans la continuité des actions conduites par la ville de Strasbourg en faveur des personnes en grande précarité et sans domicile fixe. Il est également en cohérence avec la démarche « Animal en Ville » lancée début 2015 par la collectivité.

Association Unir l'Europe	**3 000 €**

A l'instar des années précédentes, l'association « Unir l'Europe » a lancé, à l'occasion de la Fête de l'Europe, son 7ème itinéraire citoyen européen qui a eu pour thème cette année « l'ancrage du réseau eurocitoyen autour de Strasbourg ». Le point de départ a été le 10 aout la maison de Robert Schuman à Scy-Chazelles, pour arriver le 1er septembre 2018 à Schirmek en passant par l'Allemagne, la Pologne, la République Tchèque, l'Autriche, la Slovénie et l'Italie. L'association souhaite créer des forums citoyens dans les villes traversées, et aller à la rencontre de leurs habitants.

L'association poursuit ainsi le travail engagé depuis 2012 dont l'objectif est de sensibiliser les citoyens de différents pays aux enjeux du projet européen et au rôle singulier que joue Strasbourg dans la construction européenne.

Cercle d'amitié franco-hellénique	**10 000 €**

Le Cercle d'amitié franco-hellénique propose l'organisation d'une Quinzaine culturelle hellénique, du 12 au 28 octobre prochain, en partenariat avec plusieurs associations helléniques et philhellènes de Strasbourg et la Représentation permanente de la Grèce auprès du Conseil de l'Europe.

Le programme comprend de nombreuses conférences et tables-rondes, des projections de films, des concerts, un stage de cuisine, ainsi qu'un grand spectacle de danses traditionnelles.
Le projet vise à promouvoir auprès des Strasbourgeois la culture hellénique, fondement de la civilisation européenne. Fondée sur les notions d'ouverture et d'universalité, elle occupe une place de première importance dans le patrimoine européen. Sa découverte ou sa redécouverte offre des clés de compréhension particulièrement utiles pour décrypter les enjeux actuels.

Plusieurs intervenants ou artistes proposés pour cette programmation seront issus de villes membres du réseau, notamment le groupe de musique « Tsitsanis », originaire de la ville de Trikala.

La Ville de Strasbourg entretient des liens d'amitié forts avec la Grèce depuis de nombreuses années, notamment via le réseau des villes européennes du Club de Strasbourg qui compte sept villes grecques. Notre ville a toujours été fortement engagée dans l'élan de solidarité européenne à l'égard de ce pays face aux difficultés qu'il a rencontrées au cours des dernières années. Le soutien à cette programmation s'inscrit donc dans la continuité de notre action.

Plaider les droits de l'homme	**1 000 €**

L'association Plaider les Droits de l'Homme, présidée par le Professeur Florence Benoît-Rohmer, organise un concours de plaidoiries, appelé « Moot Court CEDH ». Il consiste en une simulation de procès fondée sur la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) et opposant plusieurs équipes composées d'étudiants issus de l'Université de Strasbourg et de l'Université de Fribourg-en-Brisgau. L'exercice débute par un séminaire intensif, qui a pour but de préparer les étudiants à travailler sur un cas pratique fictif concernant une question d'actualité des droits de l'homme. Les étudiants sont amenés ensuite, pendant une semaine, à rédiger un mémoire. Enfin, les équipes s'affrontent pendant la phase orale qui dure deux jours et se déroule à l'Université de Strasbourg. En tant qu'exercice de formation, le « Moot Court CEDH » a pour objectif de créer des synergies autour du thème choisi, par la création d'un pôle de rencontre entre étudiants et monde professionnel ou encore entre le secteur public et le secteur privé. La finale du concours est l'occasion d'entrer en contact avec des personnalités importantes dans le domaine de la protection des droits fondamentaux.

Conseil de l'Europe- programme des Cités interculturelles	**10 000 €**

Le programme des Cités interculturelles s'appuie sur un ensemble de valeurs et de principes partagés à la fois par le Conseil de l'Europe et la Ville de Strasbourg, fondés sur la promotion des droits de l'Homme et le respect de la dignité humaine. Il permet d'accroître les échanges et les transferts d'expériences entre villes européennes.

Réunissant plus de cent villes européennes, Cités interculturelles est le programme européen leader pour la définition et le développement d'actions qui visent à faire de la diversité une force pour la société dans son ensemble.

La Ville de de Strasbourg a renouvelé en 2018 son adhésion à ce réseau, marquée par la signature d'un contrat d'engagement entre la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Gabriella Battaini-Dragoni, et l'adjointe au Maire en charge des relations européennes et internationales, Nawel-Rafik Elmrini.

Le programme réalise pour chacune de ses villes membres une analyse initiale du niveau de développement interculturel, organise des échanges de pair à pair et des ateliers sur le

développement des politiques publiques interculturelles dans de nombreux domaines tels que l'intégration, l'éducation, la culture, l'aménagement et le développement urbains.

Des visites d'études sont également organisées pour favoriser la transmission des bonnes pratiques. Le programme propose enfin une méthodologie permettant de lutter contre les stéréotypes et les rumeurs à l'encontre notamment des personnes nouvellement arrivantes.

Association européenne pour la démocratie locale- ALDA	**10 000 €**

Créée en 1999 à l'initiative du Conseil de l'Europe, l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA) soutient et coordonne un réseau de quatorze agences dont l'objectif est de favoriser la participation des citoyens et l'adoption par les pouvoirs locaux des meilleurs standards en matière de gouvernance. La Ville de Strasbourg entretient une coopération particulière avec les agences de Koutaïssi (Géorgie) et de Kairouan, ville partenaire de Strasbourg en Tunisie. Deux projets sont proposés dans ce cadre :

Le projet « Hub », entrepris en partenariat avec l'ADL de Géorgie, s'inscrit dans la continuité de l'initiative « Youth for Europe, » qui associe des jeunes de Strasbourg et de Koutaïssi. Il s'agit d'un travail collectif de réflexion et de sensibilisation des jeunes citoyens aux enjeux liés aux accords d'association avec l'Union européenne. La démarche les amène à s'interroger ensemble sur les valeurs qui fondent l'Union européenne et la suite à donner au processus d'intégration européenne.

Le projet WEMIN prévoit des actions de sensibilisation des citoyens strasbourgeois aux questions liées à la migration et aux relations interculturelles. D'octobre 2018 à octobre 2019, des formations linguistiques (Français Langue Etrangère), des formations thématiques (santé, droits des femmes, relation parent-école, vie socio-culturelle du pays d'accueil, valeurs du pays d'accueil), des sessions de mentorat en petit groupe (développement du projet professionnel ou de formation, avec des femmes migrantes déjà intégrées), des activités artistiques avec des femmes issues de la société d'accueil seront réalisées à Strasbourg, pour favoriser l'apprentissage interculturel et l'intégration par la solidarité.

Par ailleurs, afin d'apporter son soutien à la jeune démocratie tunisienne, ALDA a ouverte en avril 2017 une Agence de la démocratie locale (ADL) en Tunisie, répondant à des objectifs de promotion de la bonne gouvernance locale, de participation citoyenne et de développement durable. Kairouan s'est imposée comme la ville tunisienne la plus à même d'accueillir cette agence en raison de son riche tissu associatif et de sa forte motivation. Le partenariat avec Strasbourg a également joué en faveur de cette implantation. Ses thèmes prioritaires de travail sont l'emploi des jeunes, la culture de l'entreprenariat, le patrimoine/la culture, les budgets participatifs. ALDA est par ailleurs partenaire de la ville de Strasbourg sur des actions liées à la mobilité et aux déplacements urbains à Kairouan et souhaite approfondir les échanges dans ce domaine.

Inédit Théâtre	**10 000 €**

La Ville de Strasbourg, en partenariat avec la compagnie Inédit Théâtre, propose d'organiser un projet inédit de collecte de la parole des jeunes sur l'identité européenne. Un groupe de jeunes Strasbourgeois sera constitué qui participera à trois sessions d'échanges à la fin du mois de septembre et en octobre qui les amènera à exprimer leurs avis et propositions.

Le partenariat avec la compagnie permettra d'expérimenter des formats innovants d'expression, à travers plusieurs jeux de rôle et des échanges sous la forme du théâtre forum. Plusieurs séquences se dérouleront au Lieu d'Europe et au sein des établissements scolaires qui rejoindront la démarche.

Le comité de pilotage Jeunesse européenne de la Ville de Strasbourg, qui réunit des associations de jeunesse dans les quartiers, des représentants des institutions européennes, des acteurs engagés dans le domaine de l'éducation formelle ou des associations de l'éducation informelle, seront mobilisés dans le cadre de la démarche.

Ces échanges s'inscrivent dans le cadre des Consultations Citoyennes sur l'Europe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pour le Pôle solidarité et partenariats internationaux :

- le versement d'une subvention de 2 500 € à l'association Chemins du dedans
- le versement d'une subvention de 2 500 € à l'association CERAG
- le versement d'une subvention de 1 500 € à l'association Inact

Pour le Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones :

- le versement d'une subvention de 550 € à l'office des sports de Strasbourg
- le versement d'une subvention de 1 250 € au collège Jules Hoffmann
- le versement d'une subvention de 2 800 € à l'association Le Talon Rouge

Pour le Pôle Jumelages :

- le versement d'une subvention de 1 500 € à l'Université de Strasbourg (Département d'Etudes juives et hébraïques)

Pour le Pôle Europe :

- le versement d'une subvention de 25 000€ à la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'Homme, conformément aux termes du Contrat Triennal Strasbourg, capitale européenne 2018-2020
- le versement d'une subvention de 2500 € Comité Français pour l'Union Paneuropéenne
- le versement d'une subvention de 1 000 € à l'association Francisco
- le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Unir l'Europe
- le versement d'une subvention de 10 000 € au Cercle d'amitié franco-hellénique
- le versement d'une subvention de 1 000 € à l'association Plaider les droits de l'homme
- le versement d'une subvention de 10 000 € au Conseil de l'Europe- programme des Cités interculturelles.
- le versement d'une subvention de 10 000 € à l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA).
- le versement d'une subvention de 10 000 € à Inédit Théâtre.

décide

- *d'imputer la dépense de 6 500 € du Pôle solidarité et partenariats internationaux sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 6 500 €.*

- *d'imputer la dépense de 4 600 € du Pôle coopérations transfrontalières et espaces germanophones sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8098, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 8 638 €.*

- *d'imputer la dépense de 72 500 € du Pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 226 100 €.*

- *d'imputer la dépense de 1 500 € du Pôle Jumelages sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8054, activité AD06D dont le disponible avant le présent conseil est de 16 000 €.*

Autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 24 septembre 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Chemins du dedans	Projet interdisciplinaire de conception et de construction avec de jeunes jacméliens	7 650 €	2 500 €	-
Cercle Européen de Représentation des Antilles-Guyane	170ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage	5 700 €	2 500 €	-
Université de Strasbourg – Département d'études juives et hébraïques	Organisation d'un colloque à Strasbourg	1 500 €	1 500 €	-
Association INACT	3ème édition du festival international de performeurs à Kinshasa	3 000 €	1 500 €	-
Office des sports de Strasbourg	Rencontres sportives entre Strasbourg et Stuttgart (Basket et cyclisme)	550 €	550 €	-
Collège Jules Hoffmann	Echange scolaire avec la Semperschuhle de Dresde	1 250 €	1 250 €	-
Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'Homme	Demande de subvention conformément au contrat triennal 2018-2020	25 000 €	25 000 €	30 000 €
Association Le Talon Rouge	Lectures publiques à Strasbourg et Stuttgart extraites du roman historique « Marthe et Mathilde »	4 100 €	2 800 €	-
Comité Français pour l'Union Paneuropéenne	Organisation d'un colloque du 25 au 29 octobre 2018	3 000	2 500 €	2 500
Association Francisco	Organisation d'une table ronde sur la condition animale en Europe le 25 mai 2018	1 300	1 000 €	-
Unir l'Europe	Organisation du 7ème itinéraire citoyen européen en mai 2018 dans le cadre de la Fête de l'Europe	5 000	3 000 €	3 000
Cercle d'amitié franco-hellénique	Organisation d'une semaine culturelle hellénique du 12 au 22 octobre 2018	18 250 €	10 000 €	0 €
Plaider les Droits de l'Homme	Concours de plaidoirie	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Conseil de l'Europe – Programme des Cités interculturelles	Rencontre du programme des Cités interculturelles	10 000 €	10 000 €	0 €

Association européenne pour la démocratie locale – ALDA	Soutien aux différents projets de l'ALDA	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Inédit Théâtre	Projet de collecte de paroles de jeunes sur l'identité européenne	19 680 €	10 000 €	-

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Mise en œuvre de la convention entre la Ville de Strasbourg et le Collège d'Europe.

Dans le cadre de la convention entre la Ville de Strasbourg et le Collège d'Europe, signée le 1er février 2018, un prix pour le meilleur mémoire sur le Parlement européen a été établi. Cette année, le prix, doté d'un montant de 1 000 €, est attribué à un étudiant du Département d'études politiques et de gouvernance européennes du Collège d'Europe, M. Michail SCHWARTZ (promotion Simone Veil). Son mémoire, dirigé par le Professeur Olivier COSTA, a porté sur l'impact du Traité de Lisbonne sur le fonctionnement et le comportement de quatre commissions du Parlement européen, qui sont passées à la procédure législative ordinaire de co-décision après 2009 (Agriculture ; Pêche ; Commerce international ; Libertés civiles, justice et affaires intérieures).
Le Prix de la Ville de Strasbourg a été remis au lauréat le 22 juin 2018 à Bruges par le Maire de Strasbourg lors de la cérémonie de remise des prix organisée par le Collège d'Europe. Ce travail de recherche qui renouvelle l'approche du travail législatif du Parlement européen fera l'objet d'une communication spécifique à l'automne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une bourse de 1 000 € à M. Michail SCHWARTZ, lauréat du Prix du meilleur mémoire sur le thème du Parlement européen,

décide

d'imputer la dépense de la bourse de 1 000 € du Pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 048, nature 6714, activité AD06B,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 20 200 € les subventions suivantes :

Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	**2 500 €**

Fête du quartier Gare, rue du Hohwald, le 16 juin 2018.

Les Ateliers d'Eden	**1 500 €**

Organisation d'un bal populaire, le 13 juillet 2018, place Arnold.

Association l'Ill Rive Gauche	**2 500 €**

Organisation d'animations dans le cadre de l'inauguration de la rue des Juifs, transformée en zone de rencontre, le 22 septembre 2018.

Association Côté Artistik	**7 000 €**

Participation aux frais d'organisation de la Voie des Talents qui offre à des jeunes artistes strasbourgeois l'occasion de se produire, devant le public, le 28 septembre 2018.

Club de la presse Strasbourg Europe	**1 500 €**

Cycle de rencontres destinées à la prévention de la radicalisation des détenus et des jeunes en rupture avec la société de l'information.

Centre Social et Culturel de la Meinau	**3 000 €**

Fête de la rentrée en partenariat avec les associations du quartier, le 2 septembre 2018.

Ferme Educative de la Ganzau	**700 €**

Organisation des Automnales à la Ferme, le 29 septembre 2018.

Club Sportif de Hautepierre	**1 500 €**

16ème édition de la Fête de la Jeunesse, le 15 septembre 2018, au Parc des Sports de Hautepierre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	*2 500 €*
Les Ateliers d'Eden	*1 500 €*
Association l'Ill Rive Gauche	*2 500 €*
Association Côté Artistik	*7 000 €*
Club de la presse Strasbourg Europe	*1 500 €*
Centre Social et Culturel de la Meinau	*3 000 €*
Ferme Educative de la Ganzau	*700 €*
Club Sportif de Hautepierre	*1 500 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 20 200 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 151 216 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Centre Social et Culturel du Fossé des Treize	Subvention affectée	2 500 €	2 500 €	
Les Ateliers d'Eden	Subvention affectée	1 500 €	1 500 €	1 900 €
Association l'Ill Rive Gauche	Subvention affectée	3 000 €	2 500 €	
Association Côté Artistik	Subvention affectée	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Club de la presse Strasbourg Europe	Subvention affectée	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Centre Social et Culturel de la Meinau	Subvention affectée	3 300 €	3 000 €	3 000 €
Ferme Educative de la Ganzau	Subvention affectée	1 500 €	700 €	700 €
Club Sportif de Hautepierre	Subvention affectée	3 500 €	1 500 €	1 000 €

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

ARSEA - Garantie d'emprunt : réaménagement d'un prêt.

Par délibération du 21 novembre 2011, la ville de Strasbourg a accordé à l'ARSEA (Association régionale spécialisée d'action sociale, d'éducation et d'animation) sa garantie pour un emprunt de 4 652 000 € contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignation au taux d'intérêt actuariel annuel de 3,33 % non révisable.

L'emprunt était destiné à financer la construction d'une maison d'accueil spécialisée pour adultes handicapés à Strasbourg Neuhof.

La structure de 40 places s'adresse à des adultes de 20 à 60 ans : 12 places sont destinées à l'accueil de jour et 28 places d'hébergement, dont 2 en accueil temporaire. Le projet s'adresse à tous les types de déficiences mais principalement à des personnes présentant des déficiences intellectuelles.

L'association a procédé à la renégociation des caractéristiques de cet emprunt, et notamment du taux d'intérêt, ce qui lui permettra de réaliser des économies non négligeables.

Les caractéristiques de ce prêt réaménagé sont les suivantes :

- montant de l'emprunt :
- taux : Livret A + 1,30%
- durée : 19,25 ans
- échéances : trimestrielles

Il est proposé de réitérer la garantie de la collectivité pour le remboursement de cette ligne de prêt réaménagée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de réitérer la garantie de la ville de Strasbourg pour le remboursement de la ligne de prêt réaménagée, initialement contracté par l'ARSEA auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies ci-dessous et référencée à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées »*
  La garantie est accordée à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'à complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

- *les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagé sont indiquées à l'annexe précitée.*
  Le taux de ligne du prêt réaménagée indexée sur le taux du Livret A, sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.
  Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à la Ligne du prêt réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

- *La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.*
  Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le garant s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- *Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée d'amortissement à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les échéances de remboursement. Il renonce à opposer à l'établissement de crédit le défaut de mise en recouvrement des impôts,*

autorise

le Maire à intervenir au nom de la Ville au contrat de prêt à souscrire par l'ARSEA et à signer la convention de garantie.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 27 septembre 2018

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

VILLE DE STRASBOURG

Annexe à la délibération du conseil Municipal en date du 24/05/2018

Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées

Emprunteur : 000398861 - ASSOCIATION REGIONALE SPECIALISEE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	75998	1213468	3 648 710,10	0,00	0,00	100,00	0,00	19,25	01/04/2018	T	LA+1,300	Livret A	1,300	SR	---	---	0,000	---
Total			**3 648 710,10**	**0,00**	**0,00**													

*Ce tableau comporte **1** Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) dont le montant total garanti s'élève à : **3 648 710,10€***
Montants exprimés en euros
Périodicité : A (annuelle), S (semestrielle), T (trimestrielle)

(1) Montants donnés à titre indicatif sous réserve de la comptabilisation des opérations en cours
(2) Concernant les prêts à taux révisables, les taux indiqués sont susceptibles d'évoluer à la date de valeur du réaménagement dans l'hypothèse d'une variation de leur index de référence entre la date d'établissement du présent document et la date de valeur du réaménagement
(3) - : Si sans objet
SR : le taux d'intérêt est révisé à chaque échéance en fonction de la variation de l'index
DR : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index
DL : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur au taux de progressivité plancher indiqué dans le tableau

Date d'établissement du présent document : 15/03/2018
Date de valeur du réaménagement : 01/03/2018

PR0086-PR0078 V1.6 page 1/1
Dossier n° R083212 Emprunteur n° 000398861

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution de subventions au titre de la Santé.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 109 300 €.

Association de lutte contre la toxicomanie - ALT	**10 700 €**

Fonctionnement du CSAPA et équipe mobile de prévention en milieu festif
La participation de la collectivité est destinée au financement de la Mission de réduction des risques de la salle d'accueil du Centre d'Accueil et de Soins et la participation d'ALT aux interventions de l'équipe mobile de prévention en milieu festif.

- **le fonctionnement du CSAPA** (Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie), et plus particulièrement de l'une de ses missions dont l'objet est la réduction des risques liés aux consommations de produits psycho actifs ; **10 000 €**
- la participation de l'association aux **actions de l'équipe mobile de prévention en milieu festif,** dispositif piloté et financé par le service Prévention urbaine. **700 €**

Association euro cos humanisme et santé groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé	**1 000 €**

Rencontres de Strasbourg
L'association organise chaque année des rencontres pluridisciplinaires, pluri professionnelles et pluri générationnelles en santé. Cette année, elles se tiendront les 5 et 6 octobre et auront pour thème « Santé connectée, une totale mutation ? ».

Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	**2 500 €**

Fonctionnement
L'association propose, essentiellement pour les professionnels-les, un centre de ressource en matière d'addictions : information, documentation, conseil méthodologique et formation.

Ithaque	**64 600 €**

- **Fonctionnement** **54 600 €**

L'association qui résulte de la fusion des deux associations « Réseau des microstructures médicales » et « Espace indépendance » est engagée dans des projets majeurs pour le territoire en matière de réduction des risques, en collaboration étroite avec la Collectivité.
Elle a pour objet :
- d'accueillir et de soigner les personnes présentant des addictions et leur entourage, dans leurs dimensions médicale, sociale, psychologique et environnementale;
- de développer des actions de prévention et de réduction des risques dans le champ des addictions;
- de développer un travail de réseau en médecine de ville, par la mise en œuvre de microstructures de soins de proximité;
- de mettre en œuvre et de publier des travaux de recherche et d'évaluation dans le domaine des addictions;
- d'organiser des actions de formation, d'information et de sensibilisation concernant les addictions.

Le montant proposé correspond au solde de la participation annuelle de la collectivité au fonctionnement d'Ithaque. Le montant total pour 2018 s'élève à 68 500 €

- **Colloque européen des Salles de consommation à moindre risque** **10 000 €**

Il est proposé d'allouer une subvention exceptionnelle destinée à l'organisation d'un colloque européen des Salles de consommation à moindre risque qui se tiendra au cours du 1er trimestre 2019.

Les amis de la santé du Bas-Rhin	**500 €**

Fonctionnement
L'association néphaliste intervient à Strasbourg sur les quartiers de la Meinau et de Cronenbourg.

Médecins du monde	**15 500 €**

Accès aux soins des personnes en situation de précarité et d'exclusion.
Médecins du Monde assure une mission médico-sociale afin de pallier les déficits de prise en charge des publics fragilisés et ainsi contribuer à la mise en place de dispositifs adaptés aux besoins de ces personnes.

Centre d'accueil, de soins et d'orientation
L'association assure des consultations médicales qui permettent de garantir un accès adapté aux soins de santé primaires. Les équipes de Médecins du monde vont sur les terrains à bord d'un camping-car aménagé pouvant accueillir les consultations médicales. Ces sorties sont de deux types : consultations de médecine générale et vaccination des enfants, dépistage dentaire.

Mission mobile de soins de proximité
Les équipes médicales de l'association vont à la rencontre des personnes sans-abri pour leur offrir une écoute, un soutien psychologique et une aide médico-sociale. La mission fonctionne sous forme de maraudes faites la nuit dans un véhicule ambulance mis à disposition gratuite par les HUS.

Pénélope	**3 000 €**

Fonctionnement
L'association, en partenariat avec divers autres partenaires, va à la rencontre de personnes prostituées et/ou toxicomanes et de personnes vivant dans la rue pour mettre à leur disposition des moyens de prévention, de contraception et d'hygiène.

SOS hépatites Alsace **5 000 €**
Fonctionnement
L'association propose un accueil, une information et une orientation des personnes atteintes d'une hépatite virale, elle assure un soutien psychologique et une aide aux démarches. L'association fonctionne sur la base du bénévolat.

Université de Strasbourg	**5 000 €**

Recherche-action sur l'obésité dans les QPV (quartiers prioritaires de la ville) : éducation thérapeutique et prévention par l'activité physique
Ce projet sur 4 ans consiste en la réalisation d'une étude sur le rapport à l'obésité des patients en milieu précaire. Il vise à l'élaboration de programmes l'éducation thérapeutique et la prévention de l'obésité par l'activité physique

Collège Hans Arp	**1 500 €**

Les atouts santé pour réussir – Contrat de Ville
Ce projet à destination de tous les élèves du collège, vise à favoriser l'amélioration de leur hygiène de vie et la diminution de la sédentarité à travers la découverte de nouvelles activités sportives.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1.	*Association de lutte contre la toxicomanie – ALT* *Fonctionnement / actions de l'équipe mobile de prévention en milieu festif*	*10 700 €*
2.	*Association euro cos humanisme et santé groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé* *Rencontres de Strasbourg*	*1 000 €*
3.	*Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances – CIRDD* *Fonctionnement*	*2 500 €*
4.	*Ithaque* *Fonctionnement*	*54 600 €*
5.	*Ithaque* *Colloque européen*	*10 000 €*
6.	*Les amis de la santé du Bas-Rhin*	*500 €*

	Fonctionnement	
7.	*Médecins du monde* *Accès aux soins des personnes en situation de précarité et d'exclusion*	*15 500 €*
8.	*Pénélope* *Fonctionnement*	*3 000 €*
9.	*SOS hépatites Alsace* *Fonctionnement*	*5 000 €*
10.	*Université de Strasbourg* *Recherche-action sur l'obésité*	*5 000 €*
11.	*Collège Hans Arp* *Contrat de Ville*	*1 500 €*
	Total	*109 300 €*

- *d'imputer ces subventions d'un montant de 109 300 € au compte AS05D - 6574 - 512 prog. 8005 dont le disponible avant le présent Conseil est de 163 952 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Attribution de subventions au titre de la santé

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE	mission de réduction des risques de la salle d'accueil du Centre d'accueil et de soins (10 000 €) et participation aux actions de l'équipe mobile d'intervenants en milieu festif (700 €)	20 170 €	10 700 €	10 000 €
ASSOCIATION EURO COS HUMANISME ET SANTE GROUPE PLURI-PROFESSIONNEL EUROPEEN DE REFLEXION ET DE FORMATION EN SANTE	l'organisation des rencontres de Strasbourg sur le thème : "La santé connectée, une totale mutation ?" les 5 et 6 octobre 2018	1 000 €	1 000 €	1 000 €
CENTRE D'INFORMATION REGIONAL SUR LES DROGUES ET LES DEPENDANCES	le fonctionnement général	2 500 €	2 500 €	2 500 €
ITHAQUE	le fonctionnement général (solde) Montant total 2018 : 68 500 €	88 900 €	54 600 €	68 500 €
ITHAQUE	Participation à l'organisation d'une colloque européen des Salles de consommation à moindre risque	13 900 €	10 000 €	- €
LES AMIS DE LA SANTE DU BAS-RHIN	le fonctionnement général	500 €	500 €	500 €
MEDECINS DU MONDE	Accès aux soins des personnes en situation de précarité et d'exclusion	20 000 €	15 500 €	11 500 €
PENELOPE	le fonctionnement général	3 000 €	3 000 €	3 000 €
SOS HEPATITES ALSACE	l'aide et le soutien aux patients atteints d'hépatites	49 000 €	5 000 €	2 500 €
UNIVERSITE DE STRASBOURG	Recherche action sur l'obésité dans les QPV	5 000 €	5 000 €	5 000 €
COLLEGE HANS ARP	les atouts santé pour réussir	2 000 €	1 500 €	- €

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 49

Attribution de subventions au titre de la Santé.

Pour

53

555

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François, SCHMITT-Michael

Contre

0

Abstention

4

ABRAHAM-Julia, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Domial ESH - construction d'une micro-crèche - garantie d'emprunt.

Domial réalise, au 8 rue de l'Abbé-Lemire, la construction d'un immeuble afin d'y aménager 4 logements et une crèche gérés par l'association Home protestant. Le projet initial de construction prévoyait la restructuration d'un bâtiment existant. La présence de mérule a nécessité la démolition du dit bâtiment et sa reconstruction.

Domial sollicite la garantie de la collectivité pour la part « crèche », l'Eurométropole ayant déjà accordé sa garantie pour les emprunts contractés dans le cadre de la construction des logements.

Cette opération doit permettre au Home protestant de relocaliser la micro-crèche « le p'tit home ». Celle-ci accueille majoritairement des enfants issus de familles en situation précaire et propose un mode de garde souple prenant en compte les particularités des familles. Elle compte une capacité d'accueil de 10 places.

Les travaux sont actuellement en cours et devraient s'achever au cours du 1er semestre 2019.

Le coût total de l'opération s'élève à 919 883 € dont 346 371 € pour la crèche.

Pour réaliser ces travaux, Domial compte contracter auprès de la Banque postale, un emprunt de 164 844 € aux caractéristiques suivantes :

Taux :	Taux fixe de 1,89 %
Durée du prêt :	25 ans et 1 mois
Échéances :	Trimestrielles
Amortissement :	Échéances constantes

Par ailleurs le plan de financement prévoit une subvention de la CAF de 181 527 €.

Il est proposé de répondre favorablement à la demande de DOMIAL et de lui accorder la garantie de la ville de Strasbourg pour ce prêt.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'accorder sa garantie à Domial ESH pour un prêt d'un montant de 164 844 € contracté auprès de la Banque postale au taux fixe de 1,89 %, d'une durée de 25 ans et 1 mois. Ce prêt est destiné au financement de la construction d'une crèche située 8 rue de l'Abbé Lemire,*

- *au cas où Domial ESH, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la ville de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple notification de l'organisme prêteur adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements. Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts,*

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à intervenir au nom de la Ville au contrat de prêt souscrit entre Domial ESH et la Banque postale et à signer la convention de garantie.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 487 270 €.

1. Actions caritatives et sociales

Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS	**24 000 €**

Fonctionnement

CASAS a pour objectifs d'accueillir les demandeurs d'asile, leur permettre d'appréhender et de connaître le nouveau contexte culturel, social, linguistique, les informer, les orienter et les accompagner dans leurs démarches (dossiers OFPRA - Office français de protection des réfugiés et apatrides) et dans leur recherche d'hébergement. L'accompagnement administratif et juridique proposé est porté par une équipe pluridisciplinaire (accueillants-es, accompagnateurs-rices et interprètes bénévoles) dont les interventions sont complétées par le travail d'une équipe médico-sociale. Cette action se développe à partir du dispositif d'accueil mis en place : permanences d'accueil hebdomadaires, domiciliation postale de plus de 600 personnes, gestion en continu des situations d'urgence, organisation de rencontres d'introduction à la vie en France (apprentissage du français) et moments conviviaux. Le montant proposé constitue le solde de la subvention annuelle, portant ainsi en 2018, la participation de la collectivité à 64 000 €.

Croix rouge française - Conseil départemental du Bas-Rhin	**6 500 €**

Base logistique de Mundolsheim

Elle a été implantée à Mundolsheim en 2002 (350 m² de stockage de véhicules et de matériaux et 80 m² de bureaux). Depuis 2006, la Croix rouge a augmenté la surface de la Base logistique pour répondre à des besoins croissants de stockage de véhicules et de matériel d'intervention d'urgence, notamment dans le cadre de l'hébergement d'urgence et en période hivernale.

Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf	**3 500 €**

Fonctionnement
La subvention est destinée aux frais de location et charges locatives du local loué par l'association pour y assurer l'aide logistique aux distributions alimentaires et vestimentaires aux plus démunis-es : stockage des vêtements, conservation de denrées alimentaires notamment.

Les restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin	**21 000 €**

- **Fonctionnement** **20 000 €**

  L'association apporte une assistance aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire : 19 centres de distribution de colis alimentaires, dont un relais bébé. Elle distribue des repas chauds et organise des après-midi récréatifs à la Fringale à Strasbourg ; le bus du cœur et les maraudes vont à la rencontre des personnes à la rue. L'association développe le soutien à la personne : cours de français, informatique, recherche d'emploi, ateliers créatifs...
  Durant la campagne 2016-2017, l'association a distribué 1 900 000 repas sur le département pour plus de 21 000 personnes, 136 000 repas chauds à la Fringale, le bus du Cœur et les Maraudes.

- **Les rendez-vous cinéma** **1 000 €**

  L'association propose aux familles accueillies dans les centres de distribution alimentaires ainsi qu'aux personnes fréquentant la Fringale et le Bus du cœur, de participer gratuitement à des séances de cinéma.

L'Etage - club de jeunes	**240 930 €**

Créée en 1980, l'association l'Etage accueille et accompagne un public spécifique, composé de jeunes de moins de 25 ans, en grande difficulté, à la rue ou sans domicile stable. La structure est implantée au centre-ville.
Elle développe plusieurs secteurs d'activités complémentaires permettant un accompagnement social global de ces jeunes : accueil collectif de jour, cuisine-restaurant social, service social polyvalent, domiciliation postale, actions autour de la parentalité et de la santé, actions liées à l'hébergement. L'association mène également des actions d'accompagnement en direction des familles en grande difficulté.
La subvention proposée correspond au financement :

- **du fonctionnement** **123 430 €**

  La subvention de fonctionnement de la Ville est destinée à soutenir les secteurs de l'accueil collectif de jour et service social polyvalent

- **de l'action « lits de convalescence »** **6 500 €**

  Ce dispositif propose une solution minimale à des personnes sans domicile ou en situation de précarité et qui doivent mener une convalescence ou poursuivre un traitement ambulatoire. Un financement de notre collectivité est sollicité pour permettre d'acheter des nuits d'hôtel.

- **de l'action Habitat** **27 000 €**

  L'association propose des actions d'accueil, d'accompagnement, de recherches alternatives et de domiciliation postale.

- **des actions socioculturelles** **4 000 €**

Le projet est mené dans différents sites collectifs gérés par l'Etage. Des ateliers d'écriture et des interventions de professionnels-les spécialisés-es dans l'intervention dans le secteur médico-social visent à favoriser l'ouverture des résidents-es sur l'extérieur, leur permettre de reprendre confiance, se construire des repères dans le temps et l'espace.

.

- **des soutiens à l'investissement pour la réalisation de travaux 80 000 €**

Par délibération du 22 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé la mise à disposition en faveur de l'association, de l'ensemble immobilier composé du 19 quai des Bateliers ainsi que du 7 rue Sainte Madeleine, bâtiment inoccupé faisant cour commune, par voie de bail emphytéotique d'une durée de 50 ans. L'investissement nécessaire, travaux et gros équipement, a été estimé par l'association à 2 732 554 € TTC.

Par délibération du 27 juin 2016, le Conseil municipal a approuvé le principe d'un soutien de 220 000 €, sous forme de subvention d'investissement, lissé sur les trois exercices 2016, 2017 et 2018, pour la réalisation de travaux.

Le montant proposé correspond à la troisième et dernière tranche de la participation de la Ville.

2. Actions d'insertion

Association des Français rapatriés d'origine nord-africaine en Allemagne et en Alsace - AFRONAAA	**6 000 €**

Fonctionnement

L'association regroupe les anciens combattants harkis et leurs familles d'Alsace, de Moselle et d'Allemagne. Elle exerce des fonctions de soutien, d'animation et d'accompagnement, permettant notamment aux Harkis d'accéder aux mesures gouvernementales spécifiques. Elle travaille en lien étroit avec l'Office national des anciens combattants et l'armée française. De plus, elle participe aussi activement à l'insertion sociale et professionnelle des enfants de Harkis, en organisant une journée annuelle sur l'emploi et la formation.

Association l'Éveil Meinau	**3 000 €**

Français langue étrangère et alphabétisation – Contrat de Ville

L'action vise à la maîtrise orale et écrite du français dans un but d'autonomisation au quotidien, d'intégration socioculturelle et de sensibilisation à l'apprentissage

L'association propose 2 groupes d'apprenants :

- un niveau alpha (débutant)
- un niveau A0 (débutant)

Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	**3 000 €**

Estime de soi et image de soi – Contrat de Ville

Cette action située au Port-du-Rhin, vise à l'insertion sociale et professionnelle d'une quinzaine de personnes. Un styliste professionnel anime un atelier de couture et vestimentaire et propose l'apprentissage de diverses techniques de travail autour de la création et du relooking.

Ithaque	**6 000 €**

Projet TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée).

Il s'agit d'un dispositif d'insertion professionnelle de jeunes en très grande difficulté.

Retravailler Alsace	**4 400 €**

Transition pro : seniors résidant majoritairement en QPV – Contrat de Ville
L'action doit permettre à 30 demandeurs d'emploi seniors d'intégrer un parcours de retour vers l'emploi, s'appuyant sur une cible professionnelle identifiée, en favorisant le lien avec les entreprises et le contact direct avec l'emploi.

3. Actions liées au logement

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA	**10 000 €**

Intervention sociale dans des résidences ADOMA
L'ARSEA intervient dans les résidences sociales ADOMA en partenariat avec les Unités Territoriales de la Ville.
3 axes d'intervention :

- Santé : prévenir l'apparition de troubles, favoriser l'accès aux soins, résorber les difficultés de santé.
- Vieillissement : prévenir la perte d'autonomie, adapter l'ouverture de droits aux effets du vieillissement.
- Logement : favoriser l'intégration dans les résidences sociales des personnes présentant des difficultés spécifiques non stabilisées.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA – ARSEA - GALA	**32 000 €**

Insertion par le logement
Les associations ARSEA et GALA ont fusionné au 1er janvier 2018. GALA est devenu un établissement de l'ARSEA
ARSEA - GALA assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion. La participation de la Ville est destinée à financer l'accompagnement social des personnes lié au logement dans le cadre de son service logement insertion qui offre aux personnes la possibilité de tester leur capacité à occuper un logement autonome.

4. Espace temporaire d'insertion et d'hébergement de familles sans abri et mal logées

Association migration solidarité et échanges pour le développement - AMSED	**8 000 €**

Communauté rom - inclusion et valorisation de la culture
L'association développe des ateliers artistiques auprès d'enfants et de jeunes issus des différents sites qui accueillent des familles roms ainsi que des familles logeant en appartement.

5. Protection de mineurs

Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales - RESCIF	**20 000 €**

Centre de consultation familiale

Il consiste à accompagner les familles en difficulté sur une problématique spécifique (parentalité, violence, événements traumatiques, dépendance…). L'approche du travail est globale afin d'aider les familles à mieux comprendre leur fonctionnement et chercher à éviter la transmission de comportements négatifs d'une génération à une autre.

6. Autonomie

Aide et union aux blessés de l'existence - AUBE	**5 000 €**

Fonctionnement
AUBE est une association de personnes souffrant de troubles psychiques qui gère diverses activités sociales, culturelles et de loisirs. Constituée en un Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM), elle assure un lieu d'accueil, d'écoute et de rencontre en vue d'une entraide mutuelle. AUBE a également obtenu un agrément pour représenter les usagers-ères auprès des instances hospitalières régionales. A ce titre l'association est porte-parole des patients en psychiatrie.

Arts calisthenics - taichi chigong adaptés	**1 500 €**

Formation de bénévoles
L'association assure la formation des bénévoles pour le site de l'hôpital gériatrique de la Robertsau, dans le cadre de l'animation de séances de taï chi.

Association de recherche et d'action sociale communautaire - ARASC	**22 000 €**

Service d'accompagnement véhiculé
Ce projet vise à rompre l'isolement de personnes âgées par la proposition d'un service d'accompagnement véhiculé de manière individuelle ou collective.

Association des paralysés de France - APF	**5 000 €**

Fonctionnement
L'association œuvre au service des personnes en situation de handicap, adhérentes ou non : information, construction de dossiers administratifs, maintien d'une vie sociale avec un service accompagnement aux loisirs et à la vie sociale.

Association Pierre Clément	**3 050 €**

Aide aux malades en fin de vie et la formation de bénévoles
L'association œuvre au service des personnes en situation de handicap adhérentes ou non : information, construction de dossiers administratifs, maintien d'une vie sociale avec un service, accompagnement aux loisirs et à la vie sociale.

Association populaire joie et sante Koenigshoffen	**1 750 €**

Club de l'amitié de l'âge d'or
La subvention est destinée au financement du club séniors.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA	**2 000 €**

Projet Récup'art
Le Centre d'accueil pour adultes handicapés mentaux (CAAHM) développe divers projets artistiques autour de la récupération et la chasse au « gaspi ». Ces projets ont pour objectif de sensibiliser les personnes accueillies à leur environnement et son évolution.

CEP CICAT - Conseil évaluation, exposition prévention	35 000 €

Fonctionnement
Le CEP CICAT est un centre de conseils, d'informations, de présentation d'aides techniques et d'expertise du bâtiment. Depuis la création de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), son rôle est non seulement confirmé mais également étendu à l'évaluation du handicap dans le cadre d'une convention d'adhésion au GIP de la MDPH.

Urilco Alsace Lorraine - Association des stomisés du Bas-Rhin	1 000 €

Fonctionnement
L'association vise à améliorer l'insertion des malades stomisés au domicile et dans la vie quotidienne. Elle apporte des connaissances aux visiteurs-ses de stomisés-es appelés-es « stomisés-es contacts » et œuvre pour éviter leur isolement.

Vue (d') ensemble	2 640 €

La marche pour la vue du 13 octobre 2018
L'association organise une marche pour militer contre les maladies de la vue afin de récolter des fonds à destination de la recherche médicale. Cette manifestation se déroule dans le cadre d'un évènement national.

Sports loisirs seniors	1 000 €

Prenez une longueur d'avance sur le temps le 12 juin 2018
Cette manifestation qui s'est tenue le 12 juin 2018 à destination des publics séniors a proposé un large panel d'activités physiques et de bien-être.
La subvention proposée correspond au coût de la location du Pavillon Joséphine.

Les petits frères des pauvres	1 000 €

Aménagement d'un local destiné à l'action "maintenir et restaurer le lien social
L'association souhaite créer un nouveau local dont la finalité est de rompre l'isolement des personnes âgées des quartiers de Koenigshoffen, Hautepierre, Cronenbourg, Poteries.
La subvention est destinée aux travaux d'aménagement du local.

7. Actions dans le cadre de la Semaine Bleue

La Semaine bleue se traduit par sept jours de manifestations locales, se déroulant partout en France pour rendre compte de la contribution des retraités-es à la vie économique et sociale, des préoccupations et des difficultés rencontrées par ces derniers -ères, ainsi que les réalisations et projets des associations et de leurs membres.

Cette année, la Semaine bleue 2018 se déroulera du lundi 8 au dimanche 14 octobre 2018. Elle est coordonnée par la Ville qui soutient 22 projets organisés par les associations locales dans ce cadre.

Bourse - Esplanade – Krutenau

Association des résidents de l'Esplanade - ARES	350 €

Jouons ensemble : rencontres intergénérationnelles autour des jeux

Bretz'selle	**350 €**

A l'aise sur deux roues : redonner confiance aux seniors pour la pratique du vélo

La voix des rails	**400 €**

Après un rêve : concert participatif chant chorale

Centre - Gare – Kleber

Coordination alsacienne de l'immigration maghrébine - CALIMA	**1 000 €**

Sortie cinéma, balade en ville et goûter dans un salon de thé

Nadi Chaabi	**1 100 €**

Éveil et réveil des sens chez les enfants et les personnes âgées : atelier de rigologie

Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	**1 500 €**

Do it yourself : faisons-le ensemble : exposition réalisée par la Fédération des maisons des jeunes et de la culture

Conseil des XV

Association agir multigénérationnel – A2MG	**1 500 €**

Journée d'échanges et de partage autour de l'alimentation de la culture et de l'environnement

Centre culturel et social Rotterdam	**1 100 €**

Semaine bleue - idées vertes ! : manifestation intergénérationnelle

Cronenbourg - Hautepierre - Poterie – Hohberg

Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	**300 €**

Thé dansant de la semaine bleue

Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	**600 €**

Balade de Rosa : sortie dans les belles forêts vosgiennes

Association Caritas Alsace	**700 €**

Le jardin des souvenirs : projet artistique pluridisciplinaire ; exposition photo

Fondation de l'armée du salut	**1 200 €**

L'écocitoyenneté s'invite à Laury Munch : sensibilisation à la réduction du gaspillage avec l'association « Zéro déchets »

Koenigshoffen - Montagne-Verte – Elsau

Association du centre socio culturel de l'Elsau	**400 €**

Atelier cuisine intergénérationnel

Rencontres troisième âge	**1 300 €**

Repas dansant de la semaine bleue
Art seniors : exposition d'œuvres d'arts (peintures, aquarelle, sculpture et patchwork) d'artistes seniors des quartiers Koenigshoffen, Montagne-Verte, Elsau.

Meinau

Association Bartischgut	**500 €**

Consommons, recyclons, créons ! : entendre, observer et comprendre la transformation en œuvre d'art d'une matière première utilisée et recyclée avec les seniors de l'Ehpad Bartischgut et les enfants de l'association « unis vers le sport ».

Association L'Éveil Meinau	**1 400 €**

Chante-nous notre histoire : mettre en lien seniors et enfants autour de la musique. Composition d'une chanson en commun sur le thème de la mémoire.

Neuhof

Association santé et performance	**500 €**

Yoga pour un développement durable : découverte du yoga, atelier de maintien de la souplesse et de la mobilité

Fédération des malades et handicapés Union départementale du Bas-Rhin	**600 €**

Loto ouvert aux habitants du quartier

Centre social et culturel du Neuhof	**800 €**

Rencontre autour du thème « le respect de la planète » - « Comment c'était quand on était jeunes, les déchets, la pollution, l'alimentation, l'eau… »

Robertsau

Les amis des services de personnes âgées des Hôpitaux universitaires de Strasbourg - ASPAH	**400 €**

La poésie délicate des clowns

Centre socio culturel de la Robertsau - l'Escale	**800 €**

Découverte de la marche nordique

Artenreel #1	**1 200 €**

Spectacle « vente aux enchères' » : spectacle marionnettes et musique, réalisé sur la base de témoignages récoltés auprès des personnes âgées dans les maisons de retraite.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1.	*Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg – CASAS* *Fonctionnement (solde)*	*24 000 €*
2.	*Croix rouge française - Conseil départemental du Bas-Rhin* *Base logistique de Mundolsheim*	*6 500 €*
3.	*Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf* *Fonctionnement*	*3 500 €*
4.	*Les restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin* *Fonctionnement*	*20 000 €*
5.	*Les restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin* *Les rendez-vous cinéma*	*1 000 €*
6.	*L'étage - club de jeunes* *Fonctionnement*	*123 430 €*
7.	*L'étage - club de jeunes* *« lits de convalescence »*	*6 500 €*
8.	*L'étage - club de jeunes* *Action Habitat*	*27 000 €*
9.	*L'étage - club de jeunes* *Actions socioculturelles*	*4 000 €*
10.	*L'étage - club de jeunes* *Investissement*	*80 000 €*
11.	*Association des Français rapatriés d'origine nord-africaine en Allemagne et en Alsace - AFRONAAA* *Fonctionnement*	*6 000 €*
12.	*Association l'Éveil Meinau* *Contrat de Ville*	*3 000 €*
13.	*Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin* *Contrat de Ville*	*3 000 €*
14.	*Ithaque* *Tapaj*	*6 000 €*
15.	*Retravailler Alsace* *Contrat de Ville*	*4 400 €*
16.	*Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation – ARSEA* *Intervention sociale dans els résidences ADOMA*	*10 000 €*
17.	*Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA – ARSEA – GALA*	*32 000 €*

	Insertion par le logement	
18.	*Association migration solidarité et échanges pour le développement - AMSED* *Communauté rom - inclusion et valorisation de la culture*	*8 000 €*
19.	*Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales – RESCIF* *Centre de consultation familiale*	*20 000 €*
20.	*Aide et union aux blessés de l'existence – AUBE* *Fonctionnement*	*5 000 €*
21.	*Arts calisthenics - taichi chigong adaptés* *Formation de bénévoles*	*1 500 €*
22.	*Association de recherche et d'action sociale communautaire - ARASC* *Service d'accompagnement véhiculé*	*22 000 €*
23.	*Association des paralysés de France – APF* *Fonctionnement*	*5 000 €*
24.	*Association Pierre Clément* *Aide aux malades en fin de vie et la formation de bénévoles*	*3 050 €*
25.	*Association populaire joie et sante Koenigshoffen* *Club séniors*	*1 750 €*
26.	*Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA* *Projet Récup'art*	*2 000 €*
27.	*CEP CICAT - Conseil évaluation, exposition prévention* *Fonctionnement*	*35 000 €*
28.	*Urilco Alsace Lorraine - Association des stomisés du Bas-Rhin* *Fonctionnement*	*1 000 €*
29.	*Vue (d') ensemble* *La marche pour la vue*	*2 640 €*
30.	*Sports loisirs seniors* *Prenez une longueur d'avance sur le temps*	*1 000 €*
31.	*Les petits frères des pauvres* *Investissement*	*1 000 €*
32.	*Association des résidents de l'Esplanade – ARES* *Semaine Bleue*	*350 €*
33.	*Bretz'selle* *Semaine Bleue*	*350 €*
34.	*La voix des rails* *Semaine Bleue*	*400 €*
35.	*Coordination alsacienne de l'immigration maghrébine – CALIMA* *Semaine Bleue*	*1 000 €*
36.	*Nadi Chaabi* *Semaine Bleue*	*1 100 €*
37.	*Association du centre socio culturel du Fossé des Treize* *Semaine Bleue*	*1 500 €*
38.	*Association agir multigénérationnel – A2MG* *Semaine Bleue*	*1 500 €*
39.	*Centre culturel et social Rotterdam*	*1 100 €*

	Semaine Bleue	
40.	*Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet* *Semaine Bleue*	*300 €*
41.	*Association du centre social et culturel Victor Schoelcher* *Semaine Bleue*	*600 €*
42.	*Association Caritas Alsace* *Semaine Bleue*	*700 €*
43.	*Fondation de l'armée du salut* *Semaine Bleue*	*1 200 €*
44.	*Association du centre socio culturel de l'Elsau* *Semaine Bleue*	*400 €*
45.	*Rencontres troisième âge* *Semaine Bleue*	*1 300 €*
46.	*Association Bartischgut* *Semaine Bleue*	*500 €*
47.	*Association L'Éveil Meinau* *Semaine Bleue*	*1 400 €*
48.	*Association santé et performance* *Semaine Bleue*	*500 €*
49.	*Fédération des malades et handicapés Union départementale du Bas-Rhin* *Semaine Bleue*	*600 €*
50.	*Centre social et culturel du Neuhof* *Semaine Bleue*	*800 €*
51.	*Les amis des services de personnes âgées des Hôpitaux universitaires de Strasbourg - ASPAH* *Semaine Bleue*	*400 €*
52.	*Centre socio culturel de la Robertsau - l'Escale* *Semaine Bleue*	*800 €*
53.	*Artenreel #1 compagnie des toiles des deux mains* *Semaine Bleue*	*1 200 €*
	TOTAL	*487 270 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 9 d'un montant de 215 930 € au compte AS03C – 6574 – 523 – prog. 8078 dont le disponible avant le présent Conseil est de 215 930 €,*

- *d'imputer les subventions 11 à 15 d'un montant de 22 400 € au compte AS03N – 6574 – 523 – prog. 8003 dont le disponible avant le présent Conseil est de 46 950 €,*

- *d'imputer les subventions 16 à 18 d'un montant de 50 000 € au compte AS00B – 6574 – 520 - prog. 8001 dont le disponible avant le présent Conseil est de 327 439 €,*

- *d'imputer la subvention 19 d'un montant de 20 000 € au compte AS07B – 6574 – 522 – prog. 8079 dont le disponible avant le présent Conseil est de 20 000 €,*

- *d'imputer les subventions 20 à 30 et 32 à 53 d'un montant de 97 940 € au compte AS08B – 6574 – 61 – prog. 8010 dont le disponible avant le présent Conseil est de 183 240 €,*

- *d'imputer les subventions 10 et 31 d'un montant de 81 000 au compte AS03 – 20421 – 524 – prog. 7002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 257 750 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Attribution de subventions au titre des solidarités

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
COLLECTIF POUR L'ACCUEIL DES SOLLICITEURS D'ASILE A STRASBOURG	le fonctionnement général. (solde) Montant total 2018 : 64 000 €	70 000 €	24 000 €	64 000 €
CROIX ROUGE FRANCAISE - CONSEIL DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN	la base logistique de Mundolsheim	8 000 €	6 500 €	6 500 €
PLATE-FORME DE SOLIDARITE DE STRASBOURG NEUDORF	le fonctionnement général	4 000 €	3 500 €	3 500 €
RESTAURANTS DU COEUR - LES RELAIS DU COEUR DU BAS-RHIN	le fonctionnement général	35 000 €	20 000 €	20 000 €
RESTAURANTS DU COEUR - LES RELAIS DU COEUR DU BAS-RHIN	l'action suivante : "Les rendez-vous cinéma"	1 000 €	1 000 €	1 000 €
CLUB DE JEUNES L'ETAGE	le fonctionnement général de l'association	125 650 €	123 430 €	123 430 €
CLUB DE JEUNES L'ETAGE	l'action suivante : "Lits de convalescence" pour permettre, en particulier, l'acquisition de places hôtelières à défaut de solution dans le dispositif d'hébergement	6 500 €	6 500 €	6 500 €
CLUB DE JEUNES L'ETAGE	le projet suivant : "Action habitat"	27 400 €	27 000 €	27 000 €
CLUB DE JEUNES L'ETAGE	l'organisation d'ateliers d'écriture et des actions culturelles	4 000 €	4 000 €	4 000 €
CLUB DE JEUNES L'ETAGE	travaux de rénovation de l'ensemble immobilier 19 quai des Bateliers et 7 rue Ste Madeleine. 3ème et dernière tranche	80 000 €	80 000 €	80 000 €
ASSOCIATION DES FRANCAIS RAPATRIES D'ORIGINE NORD-AFRICAINE EN ALLEMAGNE ET EN ALSACE	le fonctionnement général	8 000 €	6 000 €	6 000 €
ASSOCIATION L'EVEIL MEINAU	Français langue étrangère et alphabétisation	3 000 €	3 000 €	
FEDERATION DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN	l'action suivante : "Estime de soi et image de soi"	6 100 €	3 000 €	1 500 €
ITHAQUE	le dispositif TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée)	7 000 €	6 000 €	3 000 €
RETRAVAILLER ALSACE	"transition pro : seniors résidant majoritairement en QPV"	4 400 €	4 400 €	0 €
ASSOCIATION REGIONALE SPECIALISEE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	"prévenir le vieillissement dans les résidences sociales ADOMA"	17 243 €	10 000 €	10 000 €

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ASSOCIATION REGIONALE SPECIALISEE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION - ETABLISSEMENT GALA	le fonctionnement du service logements d'insertion	40 000 €	32 000 €	23 000 €
ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGES POUR LE DEVELOPPEMENT	"Communauté rom - inclusion et valorisation de la culture"	10 000 €	8 000 €	6 000 €
RECHERCHES ET ETUDES SYSTEMIQUES SUR LES COMMUNICATIONS INSTITUTIONNELLES ET FAMILIALES	le fonctionnement du Centre de consultation familiale	31 700 €	20 000 €	20 000 €
AIDE ET UNION AUX BLESSES DE L'EXISTENCE	le fonctionnement général	6 000 €	5 000 €	5 000 €
ARTS CALISTHENICS - TAICHI CHIGONG ADAPTES	la formation de bénévoles pour le site de l'hôpital gériatrique de la Robertsau, dans le cadre de l'animation de séances de taï chi	5 000 €	1 500 €	1 500 €
ASSOCIATION DE RECHERCHE ET D'ACTION SOCIALE COMMUNAUTAIRE	le service d'accompagnement véhiculé des personnes âgées	22 000 €	22 000 €	22 000 €
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	le fonctionnement général	5 000 €	5 000 €	5 000 €
ASSOCIATION PIERRE CLEMENT	l'aide aux malades en fin de vie et la formation de bénévoles	3 050 €	3 050 €	3 050 €
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	le fonctionnement général du Club de l'amitié de l'âge d'or	1 900 €	1 750 €	1 750 €
ASSOCIATION REGIONALE SPECIALISEE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	"Recup'art"	2 000 €	2 000 €	2 000 €
CEP CICAT - CONSEIL EVALUATION, EXPOSITION PREVENTION	le fonctionnement général	35 000 €	35 000 €	35 000 €
URILCO ALSACE LORRAINE ASSOCIATION DES STOMISES DU BAS-RHIN	le fonctionnement général	1 000 €	1 000 €	1 000 €
VUE (D') ENSEMBLE	la marche pour la vue le 13 octobre 2018	3 000 €	2 640 €	2 640 €
SPORTS LOISIRS SENIORS	l'action suivante : "Prenez une longueur d'avance sur le temps	1 000 €	1 000 €	0 €
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	l'aménagement d'un local destiné à l'action "maintenir et restaure le lien social	5 560 €	1 000 €	0 €
ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DE L'ESPLANADE – ARES	Semaine bleue	402 €	350 €	398 €

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
BRETZ'SELLE	Semaine bleue	600 €	350 €	0 €
LA VOIX DES RAILS	Semaine bleue	500 €	400 €	500 €
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE – CALIMA	Semaine bleue	1 500 €	1 000 €	1 000 €
NADI CHAABI	Semaine bleue	1 550 €	1 100 €	1 100 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSÉ DES TREIZE	Semaine bleue	2 000 €	1 500 €	900 €
ASSOCIATION AGIR MULTIGÉNÉRATIONNEL – A2MG	Semaine bleue	1 500 €	1 500 €	0 €
CENTRE CULTUREL ET SOCIAL ROTTERDAM	Semaine bleue	2 500 €	1 100 €	1 500 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE – LE GALET	Semaine bleue	300 €	300 €	300 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Semaine bleue	1 200 €	600 €	0 €
ASSOCIATION CARITAS ALSACE	Semaine bleue	1 120 €	700 €	500 €
FONDATION DE L'ARMÉE DU SALUT	Semaine bleue	2 435 €	1 200 €	
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'ELSAU	Semaine bleue	500 €	400 €	500 €
RENCONTRES TROISIÈME ÂGE	Semaine bleue	1 850 €	1 300 €	1 000 €
ASSOCIATION BARTISCHGUT	Semaine bleue	850 €	500 €	
ASSOCIATION L'ÉVEIL MEINAU	Semaine bleue	3 117 €	1 400 €	1 800 €
ASSOCIATION SANTÉ ET PERFORMANCE	Semaine bleue	1 000 €	500 €	
FÉDÉRATION DES MALADES ET HANDICAPÉS UNION DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN	Semaine bleue	1 300 €	600 €	900 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Semaine bleue	1 100 €	800 €	500 €
LES AMIS DES SERVICES DE PERSONNES ÂGÉES DES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG - ASPAH	Semaine bleue	700 €	400 €	
CENTRE SOCIO CULTUREL DE LA ROBERTSAU - L'ESCALE	Semaine bleue	1 030 €	800 €	

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ARTENREEL #1 COMPAGNIE DES TOILES DES DEUX MAINS	Semaine bleue	1 900 €	1 200 €	

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 51

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Pour	**54**	574
Contre	**0**	
Abstention	**2**	

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François, SCHMITT-Michael

ABRAHAM-Julia, SCHAFFHAUSER-Jean-Luc

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Mise à disposition de locaux à titre gratuit à l'Association RESTAURANTS DU CŒUR - immeuble rue du Rempart à Strasbourg.

Présentation du contexte

Fondés par Coluche en 1985, les Restos du Cœur est une association loi de 1901, reconnue d'utilité publique, sous le nom officiel de «Restaurants du Cœur – Relais du Cœur ».
Ils ont pour but « d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits, et par la participation à leur insertion sociale et économique, ainsi qu'à toute action contre la pauvreté sous toutes ses formes ».
L'association se compose d'une association nationale et de 113 associations départementales, autonomes juridiquement. Ces dernières sont liées à l'association nationale par un contrat d'agrément qui définit leurs obligations.
L'activité de l'association repose sur le bénévolat : environ 680 personnes sur le département et seulement 3 personnes salariées.

Plus de 20 000 bénéficiaires des Restaurants du Cœur –Relais du cœur du Bas-Rhin sur le département reçoivent l'équivalent de plus de 1,7 M repas sur l'année. 80 % des bénéficiaires relèvent de communes de l'Eurométropole dont près de 60 % de la ville de Strasbourg.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg subventionnent les Restaurants du Cœur depuis de nombreuses années, tant de manière directe par le versement de subventions que par des soutiens en nature dont le poste le plus important est la mise à disposition de locaux.

Les soutiens apportés en termes de mise à disposition de locaux

L'association départementale du Bas Rhin, a installé son siège et sa plate-forme logistique rue de l'Ardèche, dans des locaux rénovés, propriété de l'Eurométropole. Ils bénéficient d'un bail depuis 2013, moyennant le paiement d'un loyer réduit de moitié par rapport aux prix du marché.

L'association porte un restaurant social, « la Fringale », ouvert en 2004, au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1 rue des Remparts à Strasbourg. Il s'agit de locaux de 315 m², comprenant une cuisine professionnelle, une salle de restauration, et des locaux techniques et de stockage.
Ce restaurant propose près de 60 000 repas chauds par an, à midi, trois jours par semaine. Il prépare aussi des petits déjeuners journaliers (y compris le dimanche en période hivernale) ainsi que les repas distribués par le bus du cœur qui circule deux soirs par semaine.

Les locaux de « la Fringale » sont mis à disposition gratuitement par la Ville depuis 2004. La précédente convention étant parvenue à échéance il convient de renouveler leur convention d'occupation.

La valeur locative annuelle a été évaluée à 16 253,66 €. L'avantage en nature ainsi alloué représente ainsi un montant de 16 253,66 €. Par ailleurs, l'association s'acquitte depuis 2013 des charges locatives.

L'objet de la présente délibération porte sur la location desdits locaux à l'association des Restaurants du cœur – Relais du cœur du Bas-Rhin, pour une période de six ans dans le cadre exclusif de ses activités de restauration sociale.
Au vu des activités régulières de l'association, du soutien de la ville de Strasbourg au titre des solidarités et à l'instar des conditions locatives précédemment en vigueur dans les locaux occupés, cette occupation est proposée à titre gratuit sous la forme d'une convention d'occupation précaire du domaine public. L'association s'oblige à payer sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles.

Par conséquent, la convention d'occupation précaire du domaine public joint à la présente délibération prévoit notamment :
- la mise à disposition à titre de loyer gratuit à l'association « Restaurants du cœur-Relais du cœur du Bas-Rhin » des locaux d'une surface globale d'environ 315 m² sis au rez-de-chaussée de l'immeuble dénommé bâtiment 1, rue du Rempart à Strasbourg ;
- une durée d'occupation de six ans, à compter du 19 décembre 2016 au 18 décembre 2022 ;
- l'engagement de l'association des « Restaurants du cœur- Relais du cœur du Bas-Rhin » à prendre à son compte les réparations locatives, sa quote-part des charges réglementaires et les frais de consommations individuelles (téléphonie et internet, etc…).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

la mise à disposition à titre gratuit à l'association « Restaurants du cœur-Relais du cœur du Bas-Rhin » des locaux sis au rez-de-chaussée de l'immeuble dénommé bâtiment 1, rue

du Rempart à Strasbourg pour l'exercice de ses activités de restauration sociale. Cette mise à disposition interviendra à compter du 19 décembre 2016 au 18 décembre 2022 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention d'occupation relative aux locaux sis au rez de chaussée de l'immeuble dénommé bâtiment 1, rue du Rempart à Strasbourg avec l'association « Restaurants du cœur-Relais du cœur du Bas-Rhin », joint à la présente délibération et dont le contenu est exposé au rapport ;*
- *à prendre tout acte, convention ou mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
Rue du Rempart – 67000 Strasbourg
LES RESTAURANTS DU CŒUR - RELAIS DU CŒUR DU BAS-RHIN – La Fringale

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES 3
Article 1 : Objet 3
Article 2 : Domanialité publique 3
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 3
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 4
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 4
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 4
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 5
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION 6
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 6
Article 10 : Visite des lieux 6
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 7
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 7
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 9
13-1 : Stipulations générales 9
13-2 : Stipulations relatives aux Etablissements Recevant du Public (ERP) 9
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 11
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES 12
Article 15 : Redevance 12
Article 16 : Charges et provision mensuelle sur charges 12
Article 17 : Taxes 13
Article 18 : Dépôt de garantie 13
Article 19 : Abonnements individuels 13
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 13
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE 14
Article 21 : Assurance 14
Article 22 : Responsabilité 14
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE 15
Article : Risques naturels, miniers et technologiques 15
Article : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines 15
Article : Information de l'occupant sur l'exposition au radon 16
Article : Aléa – retrait gonflement des argiles 16
Article : Termites et insectes xylophages 16
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS 16
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 17
Article 33 : Maintien dans les lieux 17
Article 34 : Litiges 17
Article 35 : Election de domicile 18
Article 36 : Annexes 18

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG,
domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex,
représentée par Monsieur Philippe BIES, Adjoint au Maire, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation partielle de fonction et de signature du Maire en date du 3 octobre 2017.
Ci-après dénommée « la Ville de Strasbourg »,

D'une part,

ET

L'association **« LES RESTAURANTS DU CŒUR-RELAIS DU CŒUR DU BAS-RHIN »**,
siège social 8 rue de l'Ardèche STRASBOURG (67100) et inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg sous le volume 63 Folio 38, n°SIRET 389 173 451 000 37
représentée par Monsieur Daniel BELLETIER, Président départemental, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

Par une délibération communautaire en date du 22 mars 2002, l'Eurométropole de Strasbourg (anciennement la Communauté urbaine de Strasbourg), a mis à disposition de la Ville de Strasbourg le bâtiment 001 désigné ci-après sis rue du rempart à Strasbourg (67000) d'une surface utile d'environ 914 m² sur deux niveaux. Le rez-de-chaussée de cet immeuble est mis à disposition de l'association des Restaurants du cœur pour son activité d'accueil et de restauration sociale. Le premier niveau de ce bâtiment est mis à disposition du CCAS de la Ville de Strasbourg (avenant à la convention de mise à disposition de locaux du 6 avril 1998, signée le 9 septembre 2013).

En effet, en date du 5 juillet 2004, le Conseil municipal de Strasbourg a autorisé la mise à disposition des locaux à l'association, soit 315 m² au rez-de-chaussée, à titre gratuit. Une première convention reconductible a été signée le 17 décembre 2004. L'occupation s'est poursuivie depuis le 18 décembre 2010 en vertu d'une convention de mise à disposition de locaux datée du 25 novembre 2013, qui prévoyait le paiement des charges locatives par l'association, à compter de l'année 2013. Après une période de six années, cette convention est arrivée à échéance le 18 décembre 2016.

Afin de permettre à l'association de continuer ses activités dans nos locaux, une nouvelle convention doit être établie entre la Ville de Strasbourg et l'association.

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.
En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les lieux se composent d'une surface habitable d'environ 315 m² situés dans l'immeuble sis bâtiment 001 sis rue du Rempart à 67000 Strasbourg, cadastré section 47 parcelle n°70/1 et 71/1, comprenant notamment un hall d'accueil, des sanitaires, une cuisine ouverte sur la salle de restauration, des locaux de stockage, la chaufferie et selon plan ci-joint.

Les lieux comprennent en outre un parking extérieur avec plusieurs places de stationnements.

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper depuis le 16 décembre 2004.

Le cas échéant, il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de la redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

L'occupant prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux d'entrée ainsi qu'un inventaire des équipements ont été établis, contradictoirement entre les parties le 17 décembre 2014, lors de la remise des clés et demeurent ci-annexés.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie et un inventaire des équipements seront dressés contradictoirement entre les parties, suite à une prise de

rendez-vous par l'occupant avec la Ville de Strasbourg quinze (15) jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de six (6) années consécutives à compter du 19 décembre 2016 pour se terminer le 18 décembre 2022.

La présente convention pourra être renouvelée une fois de façon expresse par voie d'avenant pour la même durée.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par la Ville de Strasbourg ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. La Ville de Strasbourg peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présence effective de l'occupant dans les lieux pour une durée supérieure à trois (3) mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de congés ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

sera ou seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues à la Ville de Strasbourg ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant à la Ville de Strasbourg sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi, fin de mois. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée pour la fin de mois. Les charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour la Ville de Strasbourg, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'une activité de « préparation et distribution de repas gratuit à destination de publics en situation de précarité », à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre la Ville de Strasbourg.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie de la Ville de Strasbourg que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devrait en requérir l'accord préalable et écrit de la Ville de Strasbourg.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

L'occupant devra fournir à la première demande de la Ville de Strasbourg, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations de travaux au titre des établissements recevant du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que la Ville de Strasbourg ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

La Ville de Strasbourg demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera la Ville de Strasbourg sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.

L'occupant ne pourra pas faire sous-occuper les lieux en totalité ou en partie, sans le consentement préalable et écrit de la Ville de Strasbourg, sous peine de nullité des sous-occupations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes, si bon semble à la Ville de Strasbourg.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre à la Ville de Strasbourg d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient

accompagnées par des représentants de la Ville de Strasbourg. La Ville de Strasbourg s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, la Ville de Strasbourg ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations suivantes :

- Assurer l'entretien courant des lieux, des installations et des équipements ainsi que des menues réparations sauf si elles sont occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure. Il prendra toutes précautions contre le gel. A titre informatif uniquement, l'occupant pourra se référer pour l'exercice de ses obligations au décret n°87-712 du 26 août 1987 relatif aux réparations locatives. De même, il devra réaliser l'ensemble des réparations nécessitées par l'exercice de son activité. Il prendra toutes précautions contre le gel.

- Aviser immédiatement la Ville de Strasbourg de toute réparation à la charge de cette dernière dont il serait à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

- Assumer toutes réparations normalement à la charge de la Ville de Strasbourg, mais qui seraient nécessitées soit par le défaut d'exécution des réparations dont il a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel, de ses membres, ou de ses visiteurs, soit dans les lieux , soit dans d'autres parties de l'immeuble.

- Ne faire usage d'aucun appareil ou système de chauffage non compris dans l'immeuble , sans avoir fait vérifier, à ses frais et sous sa responsabilité, sa conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

- Ne rien déposer sur les appuis de fenêtres ou autres ouvertures qui puisse présenter un danger pour autrui ou nuire à l'esthétique de l'immeuble.

- Détruire les parasites, insectes, rats, souris, etc., dans les lieux. Si les mesures à prendre nécessitent une intervention de personnes compétentes en la matière, l'occupant s'engage à leur donner libre accès aux lieux et à prendre en charge sa part contributive dans les frais afférents à cette intervention.

- Ne pas jeter dans les descentes, les conduits d'écoulement, d'évacuation, les vide-ordures et les fosses de toute nature, de corps ou produits susceptibles de les détériorer. En cas de non-respect de cet engagement, les réparations ou réfections qui deviennent nécessaires sont à la charge de l'occupant.

- Faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les lieux, notamment agréments, autorisations de travaux au titre des établissements recevant du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée du présent contrat, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que la Ville de Strasbourg ne puisse pas être inquiété à ce sujet et que sa responsabilité ne puisse être recherchée.

  L'occupant aura par ailleurs à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité. Il est ici précisé que l'occupant devra rendre les lieux dans leur état originel. Les aménagements réalisés par lui devront être démontés en cas de demande de la Ville de Strasbourg.

- Ne pas transformer les lieux et équipements sans l'accord écrit du Ville de Strasbourg. A titre informatif, devront notamment faire l'objet d'une autorisation préalable de la Ville de Strasbourg, les travaux qui comportent un changement de distribution, cloisonnement, démolition, percement des murs, poutres, plafonds et planchers, et/ou affectant l'aspect extérieur de l'immeuble. Il en est de même des travaux qui concernent notamment les éléments porteurs de fondation et d'ossature participant à la stabilité et à la solidité de l'édifice (gros œuvre) ou au clos ou couvert et à l'étanchéité, alors même qu'ils seraient imposés par la réglementation. La Ville de Strasbourg pourra subordonner son accord et l'exécution des travaux à l'avis et à la surveillance d'un architecte de son choix, dont les honoraires seront payés par l'occupant. Dans le cas où l'autorisation serait accordée, les travaux seraient exécutés aux frais risques et périls exclusifs de l'occupant.

  En cas de méconnaissance par l'occupant de cette obligation, la Ville de Strasbourg pourra exiger la remise en état des lieux ou des équipements au départ de l'occupant et à ses frais ou conserver les transformations effectuées, sans que l'occupant puisse réclamer une quelconque indemnisation pour les frais engagés.

  Si les transformations opérées mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, la Ville de Strasbourg pourra exiger, aux frais de l'occupant, la remise immédiate des lieux en l'état.

- Tous embellissements, améliorations et installations faits par l'occupant dans les lieux seront, à la fin de la présente convention, la propriété pleine et entière de la Ville de Strasbourg sans que l'occupant puisse faire droit d'une quelconque indemnité.

  Il est toutefois précisé que les équipements, matériels et installations non fixés à demeure, et en dehors de ceux livrés avec le bâtiment par la Ville de Strasbourg, et qui de ce fait ne peuvent être considérés comme immeuble par destination, resteront la propriété de l'occupant et devront être enlevés par lui lors de la sortie des lieux, à charge pour lui de remettre les lieux, en état après cet enlèvement.

- Laisser exécuter dans les lieux toutes les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que la Ville de Strasbourg estimerait nécessaires ou utiles et qu'il ferait exécuter pendant le cours de la convention, dans les lieux ou dans

l'immeuble dont ils dépendent, sans pouvoir demander aucune indemnité ni diminution de charges, quelles qu'en soient l'importance et la durée.

- Ne rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les lieux et il devra informer immédiatement la Ville de Strasbourg de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire sur les biens mobiliers et immobiliers.

- Informer immédiatement la Ville de Strasbourg de tout sinistre et des dégradations se produisant dans les lieux, même s'il n'en résulte aucun dommage apparent.

- Souscrire un contrat d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée (ou en rembourser le coût à la Ville de Strasbourg si ce dernier en assurera le paiement) pour faire entretenir au moins une fois par an les équipements individuels (chauffage, gaz,...) et en justifier à première demande du Ville de Strasbourg.

- Solliciter l'autorisation préalable de la Ville de Strasbourg s'il souhaite effectuer dans les lieux tous aménagements de la devanture et de l'intérieur des lieux, afin que ceux-ci soient conformes aux normes habituellement pratiquées par l'occupant, et notamment en ce qui concerne l'enseigne et la publicité, conformément au règlement de copropriété, s'il existe. Toute autorisation préalable de la Ville de Strasbourg en cas de demande de pose d'enseignes ou de publicité ne vaut pas autorisation d'enseigne ou de publicité au sens du Code de l'environnement. L'occupant devra ainsi faire son affaire personnelle de cette demande d'autorisation selon les normes en vigueur auprès de l'autorité compétente.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

13-1 : Stipulations générales

L'occupant s'engage à respecter et à faire respecter les consignes de sécurité afférentes aux lieux et/ou équipements. Il sera considéré comme responsable de leur respect par ses propres membres et/ou visiteurs, à charge pour lui de les en aviser préalablement autant que faire se pourra.

En cas d'urgence ou de péril, l'occupant prend en tant que de besoin toutes les mesures qu'il juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes, des biens, des lieux et du matériel.

13-2 : Stipulations relatives aux Etablissements Recevant du Public (ERP)

L'immeuble objet des présentes est un établissement recevant du public (ERP) de 5ème catégorie de type O-N activités restaurant / hôtel et autres établissements d'hébergement.

ACCESSIBILITE

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fixe le principe d'une accessibilité généralisée intégrant tous les handicaps. Tous les établissements recevant du public (ERP) sont concernés par cette réglementation. Ils doivent être accessibles aux personnes atteintes d'un handicap (moteur, auditif, visuel ou mental) et aux personnes à mobilité réduite (personne âgée, personne avec poussette, etc.).

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations, et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

L'occupant déclare être informé que les caractéristiques des lieux, de ses installations et de ses dégagements, doivent répondre aux obligations réglementaires et être en rapport avec l'effectif présent dans les lieux et qu'il envisage de recevoir dans le cadre de son activité.
L'occupant déclare être informé qu'il est dans l'obligation d'élaborer et de tenir un registre public d'accessibilité dont le contenu et les modalités de mises à jour sont définies par la *Sous-section 12 : Registre public d'accessibilité* du Code de la Construction et de l'Habitation.

SECURITE INCENDIE

Les obligations des parties en matière de sécurité incendie découlent de l'article R 123-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et la répartition de ses obligations, en termes de responsabilité et de réalisation, résulte de l'accord des parties.

Selon l'article R 123-3 CCH, les constructeurs, les propriétaires et exploitants des ERP sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, du mode de construction et du nombre de personnes pouvant être admises dans l'établissement, y compris les personnes handicapées.

L'occupant, en tant qu'exploitant au sens des dispositions précitées doit, à titre non exhaustif :

- demander l'autorisation d'ouverture ou de réouverture de l'établissement ;
- assister ou se faire représenter lors des visites de contrôles effectuées par les commissions de sécurité ;
- obtenir l'autorisation de travaux non soumis à permis de construire ;
- installer des équipements de sécurité notamment extincteurs, éclairage de sécurité, sécurité incendie, antivols, matériaux ayant fait l'objet de réaction au feu pour les aménagements intérieurs ;
- faire procéder aux vérifications réglementaires annuelles obligatoires* des dispositifs techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie et aux installations techniques ayant trait à la sécurité incendie par un organisme agréé selon la périodicité prévue, conformément à la réglementation relative aux ERP ;
- faire procéder aux opérations d'entretien des installations techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux textes en vigueur ;

- afficher le plan des locaux avec leurs caractéristiques ainsi que les consignes d'incendie et le numéro d'appel de secours ;
- utiliser des installations et équipements techniques présentant des garanties de sécurité et de bon fonctionnement ;
- ne pas stocker ou utiliser de produits toxiques, explosifs, inflammables, dans les locaux et dégagements accessibles au public ;
- diffuser les consignes de sécurité incendie aux personnes présentes dans les lieux (utilisateurs, visiteurs, etc).

** Par vérifications règlementaires obligatoires, il faut entendre les vérifications nécessaires, en cours d'exploitation, à effectuer par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés, par l'administration ou par les commissions de sécurité afin de s'assurer que les installations, ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation.*

En aucun cas, la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne pourra être recherchée en cas de manquement de l'occupant à ses obligations précitées dans les lieux.

La Ville de Strasbourg s'engage à assumer la fonction de responsable unique de sécurité en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux.

Le responsable unique de sécurité est en charge de l'ensemble de la sécurité incendie desdits biens immobiliers. Ses missions sont définies au Livre II de l'arrêté modifié du 25 juin 1980.

Il est chargé notamment :

- ✓ d'instruire les personnels, placés sous son autorité et ceux travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle du public accueilli ; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'incendie, d'accident et de sinistre ;
- ✓ de prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- ✓ de procéder aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Il fournira à la Ville de Strasbourg, copie des rapports établis par un organisme agréé ;
- ✓ de tenir à jour le registre de sécurité et procéder régulièrement aux essais de l'alarme incendie du bâtiment ainsi qu'à des exercices d'évacuation, en collaboration avec les autres établissements. Il doit également s'informer et se former à la règlementation sécurité incendie. Il devra être présent le jour de la visite de la Sous-Commission Départementale de Sécurité du Bas-Rhin.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et

de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que la Ville de Strasbourg ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance.

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à seize mille deux cents cinquante-trois euros et soixante-six centimes (16 253,66 €). L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 16 253,66 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de l'avantage en nature susmentionné est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 3ème trimestre 2016, soit 1643.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges et provision mensuelle sur charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à payer mensuellement à la Ville de Strasbourg la somme de MILLE EUROS (1 000 €), correspondant à la quote-part des provisions sur charges réglementaires annuelles. La provision sur charges, payable mensuellement pourra faire l'objet d'un réajustement ultérieur en fonction du décompte final annuel des charges.

Les charges comprennent notamment :

- frais de consommation d'eau (froide/chaude etc…),
- frais de chauffage,
- frais de consommation d'électricité,
- frais de ramonage,
- dépenses d'exploitations.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que la Ville de Strasbourg ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition de la Ville de Strasbourg. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont la Ville de Strasbourg pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet.

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle (téléphonie, internet, etc) découlant de la présente occupation Il fera son affaire personnelle de toutes démarches administratives en vue de souscrire les différents contrats d'abonnements de consommation et s'engage à résilier les abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement des charges et taxes se fera auprès du Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des charges dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que la Ville de Strasbourg ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre la Ville de Strasbourg et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité de la Ville de Strasbourg, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que la Ville de Strasbourg a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises à la Ville de Strasbourg, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande de la Ville de Strasbourg.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres/personnel, visiteurs, membres de sa famille ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que la Ville de Strasbourg ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. La Ville de Strasbourg ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que la Ville de Strasbourg puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où la Ville de Strasbourg aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Servitudes « risques et information sur les sols »

La Ville de Strasbourg déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Ville de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :
  - un plan de prévision des risques naturels approuvé le 4 juin 1996 pour l'aléa : inondation ;
  - un plan de prévision des risques naturels prescrit le 17 janvier 2011 pour les aléas : remontées de nappe et submersion ;
  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg prescrit le 30 juin 2016 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression.

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

La Ville de Strasbourg déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé.
La Ville de Strasbourg déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 24 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationales est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge de la Ville de Strasbourg.

Article 25 : Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge de la Ville de Strasbourg.

Article 26 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 27 : Termites et insectes xylophages

La Ville de Strasbourg déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 28 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 29 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir la Ville de Strasbourg de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, cartes magnétiques et/ou autres à la Ville de Strasbourg (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 30 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100%) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 31 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 32 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, la Ville de Strasbourg et l'occupant font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

Article 33 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- Plan des lieux,
- Etat des lieux d'entrée et l'inventaire des équipements du 17 décembre 2004,
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG,
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en trois exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR LE PROPRIETAIRE **LA VILLE DE STRASBOURG**	**POUR L'OCCUPANT** **LES RESTAURANTS DU COEUR** **-RELAIS DU CŒUR DU BAS-RHIN**
Philippe BIES Adjoint au Maire	Monsieur Daniel BELLETIER Président départemental

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 52

Mise à disposition de locaux à titre gratuit à l'Association RESTAURANTS DU CŒUR – immeuble rue du Rempart à Strasbourg.

Pour	52
	596
Contre	0
Abstention	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution de subventions aux associations socioculturelles.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 2 076 764 €.

I. Subventions de fonctionnement :

Au vu des comptes clos 2017 (compte de résultat et bilan), du budget prévisionnel 2018 et sur la base des activités proposées et des projets menés par ces associations au bénéfice des enfants, des jeunes et des familles des différents quartiers de Strasbourg ainsi que leur situation financière, il est proposé le versement d'une deuxième tranche.
Il est rappelé que le montant des subventions attribuées aux centres sociaux et socioculturels est conforme aux décisions actées dans le pacte de soutien signé le 14 septembre 2015 entre la ville de Strasbourg, la Caisse d'Allocations du Bas-Rhin, les 14 centres sociaux et socioculturels et la fédération des centres socio-culturels du Bas-Rhin.
Par ailleurs, et conformément à l'engagement pris dans le cadre des conventions pluriannuelles d'objectifs, des projets récurrents, dont l'intérêt local et l'utilité sociale ont été démontrés et qui faisaient l'objet de financements spécifiques, sont intégrés depuis 2013 à la subvention de fonctionnement.

A. Deuxième tranche des subventions de fonctionnement aux centres socioculturels :

Association du centre social et culturel de l'Elsau **104 000 €**
Compte tenu de la première tranche de 233 700 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 337 700 € et intègre 6 000 € pour le projet Fête de quartier de l'Elsau ainsi que 3 800 € pour la reprise de la gestion du local situé au 32 rue Mathias Grünewald.

Association du centre social et culturel de Hautepierre – le Galet **99 300 €**
Compte tenu de la première tranche de 231 600 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 330 900 € et intègre 1 500 € pour l'organisation du Carnaval de Hautepierre, 4 000 € pour la fête de quartier « Hautepierre en fête », 3 400 € pour la

gestion et l'animation du local jeunes adultes Studio Hautepierre et 5 000 € pour l'action Jeunesse Hautepierre.

Association du centre social et culturel de la Montagne Verte 74 700 €
Compte tenu de la première tranche de 174 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 249 100 € et intègre 2 000 € pour l'organisation de la Fête de quartier de la Montagne Verte.

Association du centre social et culturel Victor Schœlcher 139 700 €
Compte tenu de la première tranche de 325 800 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 465 500 € et intègre 4 000 € pour l'organisation de la Fête de l'été de Cronenbourg et 4 000 € pour l'action Redynamisation par la musculation.

Association populaire Joie et santé Koenigshoffen 115 100 €
Compte tenu de la première tranche de 268 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 383 600 € et intègre 5 100 € pour l'organisation de la Fête de quartier de Koenigshoffen et 2 500 € pour les animations itinérantes « Koenig's animations 2018 ».

Association du centre socio-culturel de Neudorf 98 800 €
Compte tenu de la première tranche de 230 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 329 200 € et intègre 4 000 € pour l'animation de rue à la Musau, 2 500 € pour l'organisation de la Rentrée des associations au Neudorf, 3 225 € pour la fête de quartier de la Musau et 3 700 € pour la fête de quartier au Neufeld.

Association du centre social et culturel du Neuhof 224 400 €
Cette subvention est répartie comme suit :
- 155 400 € pour les espaces Klebsau et Auriol: compte tenu de la première tranche de 362 600 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 518 000 €, et intègre 18 000 € pour la Fête de quartier et 41 500 € pour les actions d'animations de rue « Les espaces partagés ». La subvention intègre également une somme de 66 000 €, qui correspond à la participation de la Caisse d'Allocations Familiales aux activités menées à l'espace Auriol et qui sera remboursée à la Ville dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.
- 69 000 € pour l'espace Ziegelwasser : compte tenu de la première tranche de 161 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement pour le portage du projet socioculturel à l'espace Ziegelwasser se montera à 230 000 €.

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts 26 400 €
Compte tenu de la première tranche de 61 600 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement (hors Contrat Enfance jeunesse) se montera à 88 000 € et intègre 3 500 € pour le projet Fête de quartier au Port du Rhin.

Association du centre socioculturel de la Meinau 25 600 €

Compte tenu de la première tranche de 59 700 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement (hors Contrat Enfance jeunesse) se montera à 85 300 € et intègre 1 500 € pour le projet Carnaval de la Meinau.

Association Lupovino **31 600 €**
Compte tenu de la première tranche de 50 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 82 000 €.

Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale **108 800 €**
Compte tenu de la première tranche de 254 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 362 800 € et intègre 10 000 € pour le projet Fête de quartier ainsi que 20 500 € pour la reprise de la gestion et l'animation du foyer des loisirs à la cité de l'Ill.

Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize **144 700 €**
Compte tenu de la première tranche de 337 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 482 100 € et intègre 28 600 € pour l'action de restauration collective Faim de loup ainsi que 7 000 € pour le projet de Festivités d'été.

ARES - Association des Résidents de l'Esplanade de Strasbourg **116 600 €**
Compte tenu de la première tranche de 272 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 388 800 € et intègre 40 000 € pour la prise en charge des frais liés au fonctionnement du nouveau bâtiment.

CARDEK centre socioculturel de la Krutenau **45 800 €**
Compte tenu de la première tranche de 107 100 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement (hors Contrat Enfance jeunesse) se montera à 152 900 € et intègre 7 000 € pour l'organisation de la Fête de la Krutenau.

B. Deuxième tranche de subventions de fonctionnement aux associations socioculturelles :

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin **4 100 €**
Compte tenu de la première tranche de 9 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 13 500 € pour le développement des actions socioculturelles sur le quartier des Poteries visant à animer la vie locale et à favoriser l'engagement et la participation des habitants du quartier.

Association AMI de Hautepierre (Action - Médiation - Insertion) **31 900 €**
Compte tenu de la première tranche de 27 700 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 59 600 €.

Association Gospel Kids **11 600 €**

Compte tenu de la première tranche de 26 900 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 38 500 €.

Maison des jeux de Strasbourg **6 800 €**
Compte tenu de la première tranche de 15 700 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 22 500 €.

Association Les Disciples **8 400 €**
Compte tenu de la première tranche de 19 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 27 900 € et intègre 3 500 € pour le projet Quinzaine festive de Cronenbourg.

Association d'Education populaire St Ignace **47 900 €**
Compte tenu de la première tranche de 111 700 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 159 600 €.

Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL **39 300 €**
Compte tenu de la première tranche de 91 700 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 131 000 €.

Association l'Eveil Meinau **12 500 €**
Compte tenu de la première tranche de 29 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 41 500 € et intègre 8 000 € pour les projets de cohésion sociale et d'éducation à la citoyenneté pour les jeunes ainsi que 2 200 € pour l'aide au paiement de la location des salles de l'école Fischart.

Maison des Potes de Strasbourg **7 500 €**
Compte tenu de la première tranche de 17 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 25 000 €.

Garderie-Restaurant la Clé des Champs – Centre de loisirs et d'animation éducatifs **50 100 €**
Compte tenu de la première tranche de 116 900 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 167 000 €.

CEMEA Alsace - Association Régionale d'Alsace des Centres d'entraînement aux méthodes d'Education Active **4 500 €**
Compte tenu de la première tranche de 10 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 15 000 €.

Association migration solidarité et échanges pour le Développement – AMSED **10 800 €**
Compte tenu de la première tranche de 25 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 35 800 €.

ASTU – Actions citoyennes interculturelles **25 300 €**
Compte tenu de la première tranche de 59 100 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 84 400 €.

Association les Bateliers **31 800 €**
Compte tenu de la première tranche de 74 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 106 000 €.

Association de gestion de la Maison des Associations **77 500 €**
Compte tenu de la première tranche de 180 900 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 258 400 €.

Association Porte Ouverte **39 600 €**
Compte tenu de la première tranche de 92 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 132 000 €.

Centre culturel et Social Rotterdam **61 400 €**
Compte tenu de la première tranche de 96 600 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 158 000 € et intègre 4 000 € pour l'organisation de la fête de quartier Famille en Herbe.

C. Subvention pour projet à des associations socioculturelles :

Alsace Mouvement Associatif **4 000 €**
La subvention est destinée à permettre à l'association de poursuivre son projet de soutien technique aux associations: actualisation et création d'outils (guides, fiches pratiques) à destination des responsables et bénévoles associatifs. L'association prévoit également la mise à jour du répertoire des acteurs de soutien aux associations ainsi que la mise en place d'un accueil téléphonique et mail au bénéfice des responsables associatifs afin de leur offrir un premier niveau d'accompagnement, de conseil et d'orientation.

Fédération départementale des Centres sociaux et socio-culturels du Bas-Rhin **20 000 €**
La Fédération départementale des CSC du Bas-Rhin sollicite une subvention dans le cadre de l'organisation des Journées Professionnelles de l'Animation Globale (JPAG), rendez-vous biennal proposé aux professionnels de tout le pays qui appuient au quotidien les projets menés par les centres sociaux.
Organisée par la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France en lien avec la Fédération départementale des CSC du Bas-Rhin, l'édition 2018 des JPAG se déroulera du 14 au 16 novembre à Strasbourg et permettra à 400 professionnels des centres sociaux de se réunir pendant trois jours afin d'échanger, de prendre de la distance par rapport aux pratiques quotidiennes, d'enrichir leurs connaissances théoriques et pratiques et de se former et s'outiller pour mieux répondre aux enjeux actuels. Les réflexions 2018 seront particulièrement centrées sur la création des conditions pour que les habitants prennent ou aient le pouvoir dans les centres sociaux.

En parallèle des JPAG, se tiendront également les Journées Professionnelles Jeunesses (JPJ), journées d'échange entre 150 professionnels sur le même modèle mais centrées sur la thématique de la jeunesse qui permettront de réfléchir notamment sur l'accompagnement, la mobilisation et l'implication des jeunes, les leviers pour favoriser l'envie d'agir des jeunes, l'engagement comme moyen d'insertion, comme levier de participation, comme outil de développement de projet citoyen.
Le colloque se conclura sur l'exposition et la mise en valeur des productions dans les ateliers, sur une conférence gesticulée et sur une plénière plaçant les jeunes comme un atout pour les politiques publiques.

Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize **1 500 €**
L'association sollicite une subvention pour fêter ses 40 ans. Cet anniversaire coïncidant avec la fin des travaux de réaménagement des abords du Tribunal, l'idée consiste en l'organisation d'un événement populaire en même temps que l'inauguration officielle des réaménagements, le 29 septembre prochain, marquant ainsi l'appropriation de ce nouvel espace public par tous les habitants. Diverses animations de rue dans une ambiance de fête foraine, des performances d'artistes, un apéro en musique puis un bal populaire sur des airs Balkans seront proposés à partir de 17h30.

D. Subvention de fonctionnement à une association socioculturelle :

Espaces Dialogues **4 000 €**
L'association sollicite une subvention de fonctionnement afin de reconduire ses actions habituelles : diffusion d'une lettre trimestrielle, enrichissement et restructuration du site web, organisation de conférences-débats mensuelles sur la précarité, d'une soirée sur le thème de l'éducation populaire et d'un colloque sur le thème de la haine.

II. Subventions dans le cadre du contrat enfance jeunesse :

Le Contrat Enfance Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin prévoit de soutenir le développement d'activités de loisirs nouvelles et/ou supplémentaires en faveur des enfants et adolescents entre 3 et 18 ans.

A l'instar des subventions de fonctionnement, une 1ère tranche a déjà été versée aux associations ci-dessous pour leur permettre d'organiser leurs activités. Au vu des comptes clos 2017 (compte de résultat et bilan), du budget prévisionnel 2018, il est proposé le versement d'une deuxième tranche.

Dans ce cadre, il vous est proposé d'accorder une subvention à :

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin **6 400 €**
La subvention vise à soutenir le fonctionnement du projet jeunesse aux Poteries. Ainsi, un accueil de loisirs sans hébergement de 20 places pour les 10-14 ans est assuré les mercredis après-midi et les vacances scolaires. L'association a également pour mission de proposer

un accompagnement aux projets pour les plus de 14 ans ainsi qu'une animation de rue pendant la période estivale et les petites vacances scolaires. Compte tenu de la première tranche de 15 600 € déjà versée, l'aide totale pour ce projet se montera à 22 000.

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin **12 000 €**

L'association organise un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 6 à 12 ans à l'école élémentaire Ste Aurélie, du lundi au vendredi en période scolaire, les matins de 7h45 à 8h20 et les soirs de 15h45 à 18h30.

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts **11 100 €**

La subvention est destinée à soutenir les activités quotidiennes à destination des enfants que propose le centre socioculturel Au-delà des Ponts. Compte tenu de la première tranche de 25 900 € déjà versée, l'aide totale se montera à 37 000 €.

Association d'Education Populaire Saint Ignace **10 500 €**

Cette association organise toute l'année un accueil périscolaire et un accueil de loisirs sans hébergement pour les 6 – 12 ans ainsi qu'un accueil pour les adolescents de 12 à 17 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires sur le quartier du Neuhof - Stockfeld. Compte tenu de la première tranche de 24 500 € déjà attribuée, la subvention globale s'élèvera à 35 000€

Association du centre social et culturel du Neuhof **10 700 €**

Le centre socioculturel accueille quotidiennement des enfants de 4 à 8 ans ainsi que les associations et partenaires locaux au sein de la Ludothèque, dédiée au jeu et à l'éveil de l'enfant. Il développe par ailleurs des activités en lien avec les écoles du quartier et les partenaires associatifs. Compte-tenu de la première tranche de 24 800 € déjà attribuée, la subvention globale s'élèvera à 35 500 €.

Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau **13 100 €**

L'association développe des activités autour du jeu (accueil de groupes et de familles dans les locaux à la Meinau) et installe des espaces de jeux à l'occasion de nombreux évènements et fêtes de quartiers. Compte tenu de la première tranche de 30 600 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 43 700 €.

Association du centre socioculturel de la Meinau **52 000 €**

Le centre socioculturel propose quotidiennement un accueil de loisirs sans hébergement et un accueil périscolaire pour les enfants de 4 à 12 ans ainsi qu'un accueil jeunes sur le quartier de la Meinau. Compte tenu de la première tranche de 121 100 € déjà versée, l'aide totale se montera à 173 100 €.

Association Cardek centre socioculturel de la Krutenau **26 300 €**

La subvention est destinée à soutenir les activités quotidiennes à destination des enfants que propose le centre socioculturel de la Krutenau. Compte tenu de la première tranche de 61 400 € déjà versée, l'aide totale se montera à 87 700 €.

III. Subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement péri et extra-scolaires :

La Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes **21 400 €**

La subvention est destinée à permettre à l'association de poursuivre l'accueil collectif de mineurs péri et extrascolaire auparavant organisé en régie municipale à l'école élémentaire St Thomas et mis en œuvre par l'association depuis septembre 2016. Compte tenu de la première tranche de 50 000 € déjà versée, l'aide totale pour l'année 2017/2018 se montera à 71 400 €.

IV. Subventions pour les activités encadrées par des bénévoles

Les associations organisant des activités pour les jeunes strasbourgeois-ses encadrées par des bénévoles, ne bénéficient pas de la subvention «Accueil de loisirs sans hébergement». Aussi, la ville de Strasbourg les soutient en leur accordant une aide forfaitaire fixée à 36 € par enfant ou jeune accueilli.

Cette aide concerne les jeunes strasbourgeois-ses âgés de 3 à 17 ans inscrits et fréquentant régulièrement les activités.

Pour pouvoir en bénéficier, l'association doit être agréée «Jeunesse et Education populaire», et transmettre une liste de présence des jeunes strasbourgeois ayant participé aux activités ainsi qu'un bilan chiffré et qualitatif des actions proposées.

En outre, elle doit répondre aux objectifs et principes suivants :
- être ouverte à toutes et à tous,
- proposer un programme d'activités qui met en valeur la citoyenneté, la vie en collectivité, l'autonomie, la tolérance, le respect, l'esprit critique ainsi que le respect des valeurs de la République.

La subvention s'élève à un montant total de **26 064 €** et se répartit, selon les listes de présence fournies, comme suit :

Scouts et guides de France	**16 560 €**
Guides et scouts d'Europe	**6 336 €**
Action Catholique des Enfants	**360 €**
Association de Jeunesse « Joie de Vivre »	**1 116 €**
Eclaireuses Eclaireurs de France	**324 €**
Mouvement Eucharistique des Jeunes	**1 368 €**
TOTAL	**26 064 €**

V. Versement d'une deuxième tranche de subvention pour accompagner les extensions / créations d'accueils de loisirs sans hébergement les mercredis dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires – année 2017/2018

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires mise en œuvre fin 2014, les associations socioculturelles ont proposé d'étendre leur capacité d'accueil et/ou de créer des accueils supplémentaires dans des écoles dépourvues afin de répondre le mieux possible aux besoins des familles strasbourgeoises en matière d'accueil les mercredis à compter de 11h30 suite à la mise en place de la nouvelle matinée de classe.

Une première tranche de subvention, correspondant à 70 % du montant attribué l'année passée, a déjà été versée aux associations suivantes pour leur permettre de mener à bien ces accueils à compter de la rentrée scolaire 2017/2018. Il est proposé le versement d'une deuxième tranche au vu des bilans quantitatifs – dont notamment le nombre réel d'enfants accueillis – qualitatifs et financiers de la mise en œuvre de ces accueils.

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin **3 000 €**

L'association propose 37 places d'accueil les mercredis à l'école du Schluthfeld dans le quartier de Neudorf : 8 places pour les 3-6 ans et 29 places pour les 6-12 ans. Compte tenu de la première tranche de 7 000 € déjà attribuée, la subvention globale se montera à 10 000 €.

Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize **3 800 €**

Le CSC propose 42 places supplémentaires les mercredis à l'école St Jean et dans ses locaux propres dans le quartier Vosges-Tribunal : 18 places pour les 3-6 ans et 24 places pour les 6-12 ans. Compte-tenu de la première tranche de 8 700 € déjà attribuée, l'aide globale se montera à 12 500 €.

Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau **4 700 €**

Le CSC propose 32 places d'accueils supplémentaires les mercredis à l'école Ste Madeleine dans le quartier de la Krutenau: 8 places pour les 3-6 ans et 24 places pour les 6-12 ans. Compte-tenu de la première tranche de 10 900 €, l'aide globale se montera à 15 600 €.

Association Maison des jeux de Strasbourg **4 900 €**

L'association propose 40 places d'accueil les mercredis à l'école maternelle Pasteur dans le quartier Centre pour les 3 – 6 ans. Compte-tenu de la première tranche de 11 200 € déjà attribuée, la subvention globale se montera à 16 100 €.

Centre culturel et social Rotterdam **5 500 €**

L'association propose 24 places d'accueils pour les 3-6 ans les mercredis à l'école maternelle du Conseil des XV. Compte-tenu de la première tranche de 13 000 € déjà attribuée, l'aide globale se montera à 18 500 €.

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin– Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin **9 300 €**

L'association propose 56 places d'accueils les mercredis à l'école Ste Aurélie dans le quartier de la gare : 32 places pour les 3-6 ans et 24 places pour les 6-12 ans. Compte-tenu de la première tranche de 21 600 € déjà attribuée, l'aide globale se montera à 30 900 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *l'allocation de subventions de fonctionnement :*

A. *Allocation d'une deuxième tranche de subvention de fonctionnement aux Centres socioculturels :*

Association du centre social et culturel de l'Elsau	*104 000 €*
Association du centre social et culturel de Hautepierre – le Galet	*99 300 €*
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	*74 700 €*
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	*139 700 €*
Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	*115 100 €*
Association du centre socio-culturel de Neudorf	*98 800 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*224 400 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*26 400 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*25 600 €*
Association Lupovino	*31 600 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	*108 800 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	*144 700 €*
ARES - Association des Résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*116 600 €*
CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*45 800 €*

B. *Allocation d'une deuxième tranche de subvention de fonctionnement aux associations socioculturelles :*

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*4 100 €*

Association AMI de Hautepierre (Action - Médiation - Insertion)	*31 900 €*
Association Gospel Kids	*11 600 €*
Maison des jeux de Strasbourg	*6 800 €*
Association Les Disciples	*8 400 €*
Association d'Education populaire St Ignace	*47 900 €*
Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL	*39 300 €*
Association l'Eveil Meinau	*12 500 €*
Maison des Potes de Strasbourg	*7 500 €*
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – Centre de loisirs et d'animation éducatifs	*50 100 €*
CEMEA Alsace - Association Régionale d'Alsace des Centres d'entraînement aux méthodes d'Education Active	*4 500 €*
Association migration solidarité et échanges pour le Développement – AMSED	*10 800 €*
ASTU – Actions citoyennes interculturelles	*25 300 €*
Association les Bateliers	*31 800 €*
Association de gestion de la Maison des Associations	*77 500 €*
Association Porte Ouverte	*39 600 €*
Centre culturel et Social Rotterdam	*61 400 €*

C. Allocation de subventions pour projet à des associations socioculturelles :

Alsace Mouvement Associatif	*4 000 €*
Fédération départementale des Centres sociaux et socio-culturels du Bas-Rhin	*20 000 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	*1 500 €*

D. Allocation d'une subvention de fonctionnement à une association socioculturelle :

Espaces Dialogues	*4 000 €*

2. l'allocation de subventions dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse :

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*6 400 €*

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	*12 000 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*11 100 €*
Association d'Education Populaire Saint Ignace	*10 500 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*10 700 €*
Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau	*13 100 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*52 000 €*
Association Cardek centre socioculturel de la Krutenau	*26 300 €*

3. l'allocation de subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement péri et extra-scolaires :

La Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes	*21 400 €*

4. l'attribution de subventions pour les activités encadrées par des bénévoles

Scouts et guides de France	*16 560 €*
Guides et scouts d'Europe	*6 336 €*
Action Catholique des Enfants	*360 €*
Association de Jeunesse « Joie de Vivre »	*1 116 €*
Eclaireuses Eclaireurs de France	*324 €*
Mouvement Eucharistique des Jeunes	*1 368 €*

5. l'allocation d'une deuxième tranche de subvention pour accompagner les extensions / créations d'accueils de loisirs sans hébergement les mercredis dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires – année 2017/2018

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*3 000 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	*3 800 €*
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*4 700 €*
Association Maison des jeux de Strasbourg	*4 900 €*
Centre culturel et social Rotterdam	*5 500 €*
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin– Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin	*9 300 €*

Les crédits nécessaires, soit 2 076 764 €, sont ouverts sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 2 399 258 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions, à solliciter la participation de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Conseil Ville du 24 septembre 2018 **Elu : Mathieu CAHN**

association	Nature de la sollicitation	montant demandé	Proposé		Montant total de la subvention	Montant alloué pour l'année n-1
			1ère tranche	2ème tranche		
1. Allocation de subventions de fonctionnement						
A. Deuxième tranche des subventions de fonctionnement des centres socioculturels						
CSC de l'Elsau	Fonctionnement	340 000	233 700	104 000	337 700	333 900
CSC de Hautepierre	Fonctionnement	331 000	231 600	99 300	330 900	330 900
CSC de la Montagne verte	Fonctionnement	249 111	174 400	74 700	249 100	249 100
CSC de Cronenbourg	Fonctionnement	465 500	325 800	139 700	465 500	465 500
CSC de Koenigshoffen	Fonctionnement	389 354	268 500	115 100	383 600	383 600
CSC de Neudorf	Fonctionnement	352 119	230 400	98 800	329 200	329 200
CSC de Neuhof	Fonctionnement	754 330	523 600	224 400	748 000	748 000
CSC du Port du Rhin	Fonctionnement	89 500	61 600	26 400	88 000	88 000
CSC de la Meinau	Fonctionnement	86 985	59 700	25 600	85 300	85 300
CSC Lupovino	Fonctionnement	129 170	50 400	31 600	82 000	72 000
CSC de la Robertsau	Fonctionnement	362 811	254 000	108 800	362 800	342 300
CSC du Fossé des 13	Fonctionnement	484 100	337 400	144 700	482 100	482 100
CSC de l'Esplanade	Fonctionnement	400 300	272 200	116 600	388 800	388 800
CSC de la Krutenau	Fonctionnement	169 978	107 100	45 800	152 900	152 900
SOUS-TOTAL	Fonctionnement	**4 604 258**	**3 130 400**	**1 355 500**	**4 485 900**	**4 451 600**
B. Deuxième tranche des subventions de fonctionnement des associations socioculturelles						
CDAFAL 67 EVS Poteries	Fonctionnement	17 632	9 400	4 100	13 500	13 500
AMI - Animation Médiation Insertion	Fonctionnement	60 000	27 700	31 900	59 600	39 600
Gospel Kids	Fonctionnement	42 000	26 900	11 600	38 500	38 500
Maison des jeux de Strasbourg	Fonctionnement	23 100	15 700	6 800	22 500	22 500
Association Les Disciples	Fonctionnement	27 900	19 500	8 400	27 900	27 900
Association d'éducation populaire Saint Ignace	Fonctionnement	177 000	111 700	47 900	159 600	159 600
Organisation populaire et familiales des activités de loisirs	Fonctionnement	145 210	91 700	39 300	131 000	131 000
Association Eveil Meinau	Fonctionnement	60 000	29 000	12 500	41 500	41 500
Association Maison des Potes	Fonctionnement	25 000	17 500	7 500	25 000	25 000
Restaurant garderie La clé des champs	Fonctionnement	186 315	116 900	50 100	167 000	167 000
Céméa	Fonctionnement	25 000	10 500	4 500	15 000	15 000
Amsed	Fonctionnement	40 000	25 000	10 800	35 800	35 800
Association citoyenne interculturelle - ASTU	Fonctionnement	107 500	59 100	25 300	84 400	84 400
Association Les Bateliers	Fonctionnement	120 000	74 200	31 800	106 000	106 000
Association de gestion de la maison des associations	Fonctionnement	260 000	180 900	77 500	258 400	258 400
Association Porte Ouverte	Fonctionnement	136 551	92 400	39 600	132 000	132 000
Centre culturel et social Rotterdam	Fonctionnement	262 601	96 600	61 400	158 000	138 000
SOUS-TOTAL		**1 715 809**	**1 004 700**	**471 000**	**1 475 700**	**1 435 700**

C. Subvention pour projet

Alsace Mouvement Associatif	Projet	4 000	0	4 000	4 000	4 000
Fédération départementale des Centres sociaux et socio-culturels du Bas-Rhin	Projet	25 200	0	20 000	20 000	0
CSC du Fossé des 13	Projet	4 000	0	1 500	1 500	0
SOUS-TOTAL		**33 200**	**0**	**25 500**	**25 500**	**4 000**

D. Subvention de fonctionnement

Espaces Dialogues	Fonctionnement	6 000	0	4 000	4 000	5 000
SOUS-TOTAL		**6 000**	**0**	**4 000**	**4 000**	**5 000**

2. Allocation d'une deuxième tranche des subventions dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse

CEJ - CDAFAL (ALSH Préados Poteries)	CEJ	22 000	15 600	6 400	22 000	22 300
CEJ - FOL-Ligue de l'Enseignement (Accueil périscolaire Ecole Ste Aurélie)	CEJ	13 661	0	12 000	12 000	12 000
CEJ - CSC Au-delà des Ponts	CEJ	39 500	25 900	11 100	37 000	37 000
CEJ - AEP St Ignace	CEJ	35 000	24 500	10 500	35 000	35 000
CEJ - CSC Neuhof - Ludothèque	CEJ	35 500	24 800	10 700	35 500	35 500
Association Je joue je vis - Ludothèque Meinau	CEJ	57 000	30 600	13 100	43 700	43 700
CEJ – CSC Meinau	CEJ	176 511	121 100	52 000	173 100	173 100
CEJ - CSC Krutenau	CEJ	95 878	61 400	26 300	87 700	87 700
SOUS-TOTAL		**475 050**	**303 900**	**142 100**	**446 000**	**446 300**

3. Allocation de subventions à des associations pour l'organisation d'accueils péri et extrascolaires

La Croisée des chemins - ALSH site Saint-Thomas	Fonctionnement	71 400	50 000	21 400	71 400	84 400
SOUS-TOTAL		**71 400**	**50 000**	**21 400**	**71 400**	**84 400**

4. Allocation de subventions aux associations organisant des activités encadrées par des bénévoles (voir tableau)

6 associations	Fonctionnement	/	/	26 064	26 064	25 560
SOUS-TOTAL				**26 064**	**26 064**	**25 560**

5. Versement de subventions pour l'accompagnement des extensions/créations d'accueils de loisirs sans hébergement - Solde pour l'année scolaire 2017/2018

CDAFAL ALSH Schluthfeld	Fonctionnement	10 000	7 000	3 000	10 000	10 000
CSC du Fossé des XIII	Fonctionnement	13 220	8 700	3 800	12 500	12 500
CARDEK	Fonctionnement	15 600	10 900	4 700	15 600	15 600
Maison des Jeux de Strasbourg	Fonctionnement	16 100	11 200	4 900	16 100	16 100
CCS Rotterdam	Fonctionnement	18 508	13 000	5 500	18 500	18 500
Ligue de l'enseignement	Fonctionnement	32 535	21 600	9 300	30 900	30 900
SOUS-TOTAL		**105 963**	**72 400**	**31 200**	**103 600**	**103 600**

TOTAL FONCTIONNEMENT				**2 076 764**		
TOTAL				**2 076 764**		

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ORGANISANT DES ACTIVITES ENCADREES PAR DES BENEVOLES

ANNEE 2018

ASSOCIATIONS	Nombre de jeunes inscrits et fréquentant régulièrement les activités	Durée de fonctionnement retenue 36 jours/an	Journées Enfants : Nb de jeunes X durée de fonctionnement	Subvention proposée : 1 €/J.E.
Scouts et guides de France	460	36	16 560	**16 560 €**
Guides et scouts d'Europe	176	36	6 336	**6 336 €**
Action Catholique des Enfants	10	36	360	**360 €**
Association Joie de Vivre	31	36	1 116	**1 116 €**
Eclaireuses Eclaireurs de France	9	36	324	**324 €**
Mouvement Eucharistique des Jeunes	38	36	1 368	**1 368 €**
Total	**724**		**26 064**	**26 064 €**

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Prorogation de la convention au Groupement d'intérêt public ACMISA : action culturelle en milieu scolaire d'Alsace.

La ville de Strasbourg, adhère au Groupement d'intérêt Public (GIP) ACMISA – Action culturelle en milieu scolaire d'Alsace – depuis sa création et accepte le principe du versement annuel d'une contribution financière sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil Municipal.

Par délibération du 24 octobre 2016, portant sur la désignation des représentants de la Ville au sein de divers organismes, Mme Françoise BUFFET a été désignée comme représentante de la Ville au GIP ACMISA et Madame Camille GANGLOFF comme suppléante.

L'ACMISA, créée sous statut associatif, a été transformée en GIP en juillet 2001 pour une durée de six ans. Selon sa convention constitutive, le groupement peut être prorogé par décision unanime de ses membres pour une durée équivalente.

Les membres de l'ACMISA sont :
- le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Education Nationale qui disposent chacun de 25% des droits statutaires,
- les villes de Strasbourg, Mulhouse, Colmar, l'Eurométropole de Strasbourg et le Crédit Mutuel Enseignants qui disposent chacun de 10% des droits statutaires.

L'ACMISA, outil majeur de la mise en œuvre du Parcours d'éducation artistique et culturel (PEAC) des élèves, s'inscrit en complémentarité des actions périscolaires développées par la collectivité dans le cadre de son Projet éducatif local (PEL).

Le GIP - ACMISA a pour missions de :
- favoriser l'accès égal à la culture pour tous les enfants d'âge scolaire de la maternelle à la fin du lycée,
- équilibrer l'offre culturelle en temps scolaire sur l'ensemble du territoire d'Alsace,
- encourager l'innovation pédagogique et artistique au sein des équipes éducatives,
- compléter les dispositifs nationaux ou académiques existants.

L'ACMISA finance des projets présentés par des enseignants et des projets à dimension académique ou départementale tels que Le Printemps de l'écriture, des rencontres d'écrivains, Lire la Ville, les cafés scientifiques lycéens et des résidences d'artistes.

En 2017/2018, près de 18.000 élèves de l'Académie ont bénéficié de projets financés par l'ACMISA :
- 75% des projets sont de nature artistique et 25% relèvent du domaine scientifique et de sensibilisation à l'environnement,
- la quasi-totalité des enfants relevant de l'éducation prioritaire dans l'Académie sont concernés.

Chaque année, les écoles strasbourgeoises du 1er degré présentent des projets artistiques (20 à 25 projets validés, soit 600 élèves bénéficiaires), participent à des projets fédérateurs (400 bénéficiaires en 2017), ainsi qu'à des projets de sensibilisation à l'environnement (300 bénéficiaires).

A titre indicatif, le budget pour 2018 est de 310 165 € (dont 150 000 € de la DRAC et 87 400 € du Rectorat). La ville contribue à hauteur de 7 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

– *l'accord de la ville de Strasbourg, en sa qualité de membre de l'ACMISA, pour la prorogation du GIP ACMISA pour une durée de six ans (soit de 2019 à 2025),*

– *le principe du versement annuel pour ces six années d'une contribution financière, sous réserve de l'approbation annuelle du Conseil municipal,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention de renouvellement du GIP ACMISA et ses éventuels avenants.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 27 septembre 2018

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution de subventions aux associations d'accueil, d'accompagnement, d'hébergement et de suivi de femmes.

En cohérence avec les engagements pour les droits des femmes et l'égalité de genre, la Ville soutient les initiatives locales et les associations de proximité engagées pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 76 200 €.

SOS Femmes Solidarité	**15 200 €**

La Ville et l'association ont contractualisé en 2013 leur engagement à viser conjointement des objectifs partagés : amélioration de la situation des femmes dans leur vie privée et professionnelle, soutien, accompagnement des femmes victimes de viols, violences sexuelles et violences sexistes, accompagnement à l'accès ou au retour à l'autonomie sociale, familiale ou professionnelle.
La mise en œuvre de ces objectifs est réalisé par l'association au travers la mise en place d'une permanence d'accueil, d'écoute et d'accompagnement professionnel pour les femmes victimes de violence, dans le cadre d'un dispositif départemental agréé par l'Etat auquel la Ville apporte son soutien financier. Cet accueil permet une première rencontre des femmes victimes avec une structure d'accompagnement social et/ou juridique spécialisé. La complémentarité de cet accueil avec l'ensemble des autres structures locales permet de faciliter la prise en charge voire l'hébergement des femmes.
En 2016, 490 femmes ont été accueillies pour la première fois, dont 54 % qui sont des habitantes de Strasbourg.
Pour mémoire, l'association est installée dans les locaux du palais des fêtes.
Il est proposé de reconduire la convention financière et d'objectifs signée pour la période 2018-2020.

Mouvement Français du Planning Familial	**15 000 €**

Par la signature d'une convention d'objectifs et financière signée le 30 octobre 2012 et reconduite pour la période 2015-2018, la Ville et l'association ont formalisé les axes de leur partenariat autour de 3 actions majeures : la mise en place d'un groupe de

paroles au bénéfice des femmes victimes de violences sexuelles, viols et viols par inceste, la gestion d'une permanence téléphonique et la mise en place d'actions d'information et d'animations auprès de groupes constitués ou à constituer. La présente demande de subvention s'inscrit dans ce cadre contractualisé.

CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)	**26 000 €**

L'association a pour mission de travailler sur les questions d'emploi, la parentalité, la formation, le droit et les solidarités afin de promouvoir les droits des femmes et l'égalité. Elle constitue pour l'ensemble du réseau local un centre ressources.
Mobilisée aux côtés de la collectivité sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes, elle a signée avec la Ville une convention d'objectifs et financière en 2011, que nous proposons de reconduire pour la période 2018-2020 sous les mêmes termes.
Au regard des termes de ladite convention, il est proposé de verser une subvention annuelle de 26 000 €.

Le Mouvement du Nid	**20 000 €**

L'association vise à l'abandon de la situation prostitutionnelle et propose son appui à toutes personnes, femmes ou hommes, concernées par cette situation. Ses actions sont multiformes et s'appuient sur l'accueil, l'écoute, l'orientation et l'accompagnement des personnes qui en font la demande ou qui sont rencontrées lors des permanences de rue. Elle met en place par ailleurs, un parcours d'insertion pour lequel elle sollicite un financement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation d'une subvention de :
- *15 200 € à SOS Femmes solidarité,*
- *15 000 € au Mouvement Français du Planning Familial,*
- *26 000 € au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF),*
- *20 000 € au Mouvement du Nid, délégation Bas-Rhin.*

décide

d'imputer ces subventions d'un montant de 76 200 € au compte DF00B – 6574 – 524 programme 8029 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 85 705 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Attribution de subventions aux associations d'accueil, d'accompagnement, d'hébergement et de suivi de femmes

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
SOS Femmes solidarité	Fonctionnement	15 200 €	**15 200 €**	15 200 €
Mouvement Français du Planning Familial	Fonctionnement	17 000 €	**15 000 €**	15 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)	Fonctionnement	26 000 €	**26 000 €**	26 000 €
Mouvement du Nid	Fonctionnement	25 000 €	**20 000 €**	20 000 €

56

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Renouvellement des délégations de service public relatives à la gestion des maisons de la petite enfance du Port du Rhin, du Neuhof et de la Robertsau.

Les maisons de la petite enfance du Port du Rhin, du Neuhof et de la Robertsau, mises en service au printemps 2014, sont gérées sous forme de délégations de service public confiées respectivement à l'Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR), l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES) et la Fédération Léo Lagrange Centre Est.

La maison de la petite enfance du Port du Rhin est un établissement franco-allemand de 60 places d'accueil collectif dont 30 places sont occupées par des enfants de familles strasbourgeoises et 30 places par des enfants kehlois, dans le cadre d'un projet de coopération transfrontalier entre Strasbourg et Kehl.
L'actuel contrat de délégation de service public expire au 30 janvier 2020.

La maison de la petite enfance du Neuhof regroupe un établissement d'accueil collectif de 60 places, une crèche familiale de 60 places et un lieu d'accueil parents-enfants.
L'actuel contrat de délégation de service public expire au 30 novembre 2019.

La maison de la petite enfance de la Robertsau est un établissement d'accueil collectif de 60 places. L'actuel contrat de délégation de service public expire au 31 décembre 2019.

Le lancement d'une procédure de mise en concurrence est un rendez-vous important qui permet à la collectivité de préciser ses attentes et de fixer ses exigences concernant la qualité du service, la qualité d'accueil des usagers, les plages d'ouverture, la tarification, l'investissement complémentaire, mais aussi les conditions économiques de l'exploitation.

<u>La délégation de service public comme choix du mode de gestion</u>

Il est proposé de reconduire, pour ces trois maisons de la petite enfance, l'externalisation de la gestion par voie de délégation de service public, qui constitue une concession, telle que définie par l'article L 1411-1 du code général des collectivités territoriales,

l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et par le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

En effet, ce mode de gestion est bien adapté aux exigences de la collectivité et il présente un certain nombre d'avantages, notamment :
- la diversification des acteurs de la petite enfance sur le territoire de Strasbourg pour une offre de service riche et de qualité à laquelle la collectivité est particulièrement attachée ;
- la maîtrise du service et le contrôle fort de la collectivité à travers le cahier des charges et la contrainte de service inhérente à la délégation de service public ;
- la rationalité du projet : parce qu'il exploite le service à ses risques et périls et qu'il puise l'essentiel de ses ressources dans les redevances versées par les usagers et par la Caisse d'allocations familiales, le délégataire porte une attention particulière à la maîtrise des charges ;
- la qualification et le savoir-faire requis pour l'exploitation du service, le délégataire étant choisi au vu de ses garanties professionnelles après mise en concurrence.

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité. Dans les contrats d'affermage, l'ouvrage est mis à la disposition du fermier par la collectivité ; celui-ci assure l'exploitation du service en se rémunérant sur l'usager, en assume le risque d'exploitation et prend en charge les investissements nécessaires à l'exploitation.

L'objet des délégations de service public et les services proposés dans les trois maisons de la petite enfance restent inchangés par rapport aux actuelles délégations et s'inscrivent dans le cadre de la charte qualité des établissements d'accueil de la petite enfance de la ville de Strasbourg.

La maison de la petite enfance franco-allemande du Port du Rhin dispose de 60 places dont 30 pour les enfants strasbourgeois et 30 pour les enfants kehlois. L'équipe éducative est composée à parité de professionnels-les de qualification française, salariés-es du délégataire, et de professionnels-les de qualification allemande, salariés-es de la ville de Kehl qui les met à la disposition du délégataire.

L'établissement permet l'accueil à temps plein ou à temps partiel pour des enfants âgés de 2 mois à 3 ans révolus. La restauration est assurée par une cuisine sur site.

La maison de la petite enfance du Neuhof regroupe :
- un établissement d'accueil collectif de 60 places permettant l'accueil à plein temps ou à temps partiel pour les enfants de 2 mois à 3 ans révolus, avec un service de restauration assuré par une cuisine sur site ;
- une crèche familiale de 60 places pour l'accueil des enfants de 2 mois à 3 ans révolus et bénéficiant d'activité d'éveil avec les assistants-es maternels-les dans les locaux de la maison de l'enfance ;
- un lieu d'accueil parents-enfants permettant l'accueil gratuit, libre et anonyme des jeunes enfants de moins de 6 ans accompagnés par un parent ou un adulte tutélaire ;

- des activités du relais d'assistants-es maternels-les du Neuhof assurées par la ville de Strasbourg.

La maison de la petite enfance de la Robertsau dispose de 60 places d'accueil collectif permettant l'accueil à plein temps ou temps partiel d'enfants âgés de 2 mois à 3 ans révolus. La restauration est assurée par une cuisine sur site.

Les contrats de délégation prendront effet :
- pour la maison de la petite enfance franco-allemande du Port du Rhin le 31 janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- pour la maison de la petite enfance du Neuhof le 1er décembre 2019 jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- pour la maison de la petite enfance de la Robertsau le 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2025.

Les délégataires auront l'obligation d'assurer la continuité du service et de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés dans le cadre des actuelles délégations de service public, conformément à l'article L 1224-1 du code du travail.

Les délégataires supporteront l'ensemble des risques d'exploitation et les contraintes techniques et économiques liées à leur activité. Ils devront proposer un projet d'établissement en référence aux engagements de la charte qualité, prenant en compte l'environnement social du quartier, et en conformité avec les attentes de la collectivité.

Les délégataires se rémunèreront d'une part grâce aux contributions des usagers, d'autre part grâce aux subventions versées par la CAF et la collectivité. Les tarifs appliqués aux familles seront ceux fixés par la Caisse nationale d'allocations familiales (taux d'effort prenant en compte les revenus et la composition des familles) et en vigueur dans tous les établissements d'accueil de la petite enfance.

L'ensemble des caractéristiques des délégations sont détaillées dans le rapport présentant les caractéristiques du service délégué en annexe.

Il vous est donc proposé de conserver la délégation de service public comme mode de gestion et de lancer trois délégations de service public relatives à l'exploitation des maisons de la petite enfance du Port du Rhin, du Neuhof et de la Robertsau.

Cette délibération sera suivie d'un appel public à candidatures puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la Commission de délégation de service public. Les contrats feront ensuite l'objet d'une négociation libre avec un ou plusieurs organismes admis à négocier. Au terme de cette procédure, il sera ensuite proposé au Conseil municipal de se prononcer sur le choix définitif des candidats et le contenu des contrats.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
Vu les articles L. 1411-1 et R. 1411-1 du code général des collectivités territoriales concernant les délégations de service public,
Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession,
Vu l'avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux en date du 10 septembre 2018,
Vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

- *le principe du lancement de trois délégations de service public pour la gestion par voie d'affermage des maisons de la petite enfance du Port du Rhin, du Neuhof et de la Robertsau, pour une durée de six ans jusqu'au 31 décembre 2025 ;*

- *les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le délégataire, telles que définies dans le rapport figurant en annexe pour chacun des établissements,*

décide

le lancement de trois délégations de service public relatives à la gestion des maisons de la petite enfance du Port du Rhin, du Neuhof et de la Robertsau,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte, à accomplir toutes les formalités nécessaires et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour le lancement et la mise en œuvre des trois procédures de délégation de service public.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

ANNEXE A LA DELIBERATION DE PRINCIPE RELATIVE A LA GESTION DE LA MAISON DE L'ENFANCE DU PORT DU RHIN
RAPPORT PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE DELEGUE

1. L'actuelle délégation

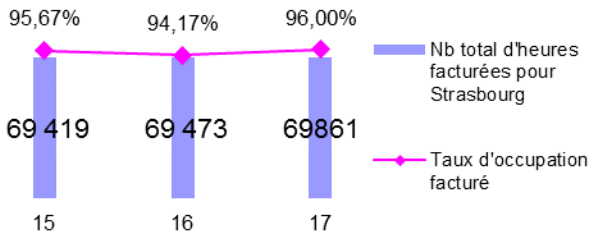
Le service est géré sous forme de délégation de service public délibérée le 16 décembre 2013 et confié à l'Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR). Cette convention a été signée pour une durée de 6 ans jusqu'au 30 janvier 2020. Les risques d'exploitation et financier sont supportés par le délégant.

Le périmètre de l'actuelle délégation :

Le délégataire a sous sa responsabilité la gestion d'un multi-accueil qui bénéficie d'un agrément de la protection maternelle et infantile (PMI) pour 60 places. Ce multi-accueil de 60 places a une vocation transfrontalière et réserve à ce titre 30 places pour des enfants résidant à Kehl. Les 30 places restantes sont dédiées aux résidents strasbourgeois.

L'activité de la délégation en 2017 :

Taux d'occupation et nombre d'heures facturées pour les enfants résidant à Strasbourg en 2015, 2016 et 2017 :



Le service emploie 21 personnes dont 8 mis à la disposition par la Ville de Kehl. Le service a facturé 69 861 heures d'accueil en 2017.

La gestion de la Maison de l'enfance du Port du Rhin a généré en 2017 un coût annuel global de 986 K€. La Ville a subventionné ce service à hauteur de 534 K€. Au final, la délégation a dégagé en 2017 un résultat net de 589 €.

2. Choix du mode de gestion

Il est proposé de mettre en œuvre une procédure de délégation de service public par voie d'affermage. Le mode de gestion déléguée du service public permet en effet de confier au délégataire la gestion de l'équipement financé. La collectivité bénéficie ainsi de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité, pour compléter et enrichir les compétences et les expériences du délégant dans le domaine d'activités délégué.

Pour valoriser l'expérience des opérateurs du secteur, la délégation de service public constitue le mode de gestion le plus adapté pour l'équipement de la Maison de l'enfance transfrontalière. Il permet en effet :

- à la Ville de garantir la qualité du service rendu, de diversifier l'offre tout en veillant à accueillir le public dans toute sa diversité : afin d'assurer une bonne maîtrise de service public, les délégations prévoient un cahier des charges précis et négocié avec l'opérateur et un suivi étroit tout au long de la délégation ;
- aux acteurs de la petite enfance d'exprimer leur savoir-faire en leur confiant la responsabilité de la gestion opérationnelle de cet équipement ;

La collectivité reste l'organisateur du service et en assure le contrôle :

- la collectivité confie le soin d'exploiter le service à un tiers qui assure le contact avec les usagers et est regardé comme agissant pour le compte de la collectivité ;
- la collectivité exerce un contrôle fort du service délégué ;
- le mode de gestion délégué permet ainsi une plus grande souplesse : la collectivité pourra renouveler ou non ce service en fonction des évolutions démographiques et sociales du quartier ; elle engage ce service pour une durée courte (6 ans, cf. infra) ;
- les tarifs des prestations payées par les familles sont fixés par un conventionnement avec la Caisse départementale d'allocations familiales indépendamment du gestionnaire de la structure.

La collectivité transfère le risque juridique et le risque d'exploitation au gestionnaire :

- l'exploitant assume la responsabilité du service ;
- le risque financier de l'exploitation est supporté par le délégataire :
    - les établissements de la petite enfance bénéficient de trois sources de financement différentes : la Caisse d'allocations familiales (CAF), les parents et la collectivité. Le financement de la CAF, tout comme celui de la collectivité, est lié au nombre d'heures d'accueil réalisées et donc au taux de fréquentation de la crèche. Le gestionnaire a en charge l'optimisation de la fréquentation de son établissement, dans les limites de l'agrément attribué par les services de la Protection maternelle et infantile (PMI) du Conseil Départemental ;
    - le gestionnaire est responsable des moyens engagés et de leur financement dans le cadre règlementaire de la PMI (normes de sécurité, compétences des personnels) : il doit assurer une saine gestion de son établissement afin d'en assurer l'équilibre financier.

Le coût de gestion pour la délégation de service public se caractérise par les éléments suivants :

- le délégataire peut bénéficier de recettes que la collectivité ne peut envisager de percevoir (ressources sociales liées au statut des salariés …) ;
- le coût du service peut être mutualisé par le délégataire, dans la mesure où il gèrerait plusieurs équipements.

  Il tend à être inférieur au coût de gestion en régie directe.

3. Objet et étendue du service

La délégation de service public a pour objet la gestion de Maison de la petite enfance située dans le quartier du Port du Rhin au 172, route du Rhin.

Les espaces intérieurs sont aménagés pour favoriser le développement de la pédagogie ouverte en proposant :
- 4 grandes salles de vie principales, pour un fonctionnement par groupe d'âge ou pas (horizontal ou vertical),
- des locaux pédagogiques satellites invitant l'enfant à une circulation fluide et sécurisée (espace conte, motricité, cuisine pédagogique,…),
- deux espaces propreté avec une partie sanitaire/hygiène de l'enfant et une partie ludique avec des pataugeoires,
- deux « bistrots » pour la prise des repas et des goûters hors salles d'activités,
- des circulations généreuses avec des vestiaires enfants intégrés, offrant une diversité d'usage,
- un grand espace de jeu extérieur commun. Une alternative est proposée par la présence d'une terrasse à l'étage offre la possibilité de sortir en petit groupe. Les deux espaces (cour et terrasse) sont reliés par un escalier.

L'équipement petite enfance est intégré au site du groupe scolaire réhabilité. Les atouts de cette implantation sont les suivants :
- création d'un pôle enfance unique alliant petite enfance et vie scolaire primaire,
- développement d'une continuité éducative entre le multi-accueil, l'école maternelle, l'accueil de loisirs et le lieu d'accueil parents-enfants,
- rôle important dans le développement de l'axe « Est-Ouest »,
- proximité avec le quartier historique du Port-du-Rhin,
- proximité avec la Ville de Kehl,
- proximité avec les futurs équipements publics (centre médico-social, …),
- proximité avec le Jardin des Deux Rives,
- proximité avec la station du tram « Port du Rhin ».

La mission confiée au délégataire est la gestion d'un multi-accueil de 60 places pour les enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans correspondant à environ 130 000 heures d'accueil par an dont 65 000 pour l'accueil des enfants résidents strasbourgeois, avec un service de restauration sur place.

Ce multi-accueil de 60 places a une vocation transfrontalière et réserve à ce titre 30 places pour des enfants résidant à Kehl.

Le délégataire devra répondre aux attentes de la collectivité et de la population :
- il aura à charge de présenter un projet d'établissement en conformité avec les attentes de la collectivité dans le domaine de l'accueil de la petite enfance et en particulier les objectifs spécifiques de la dimension transfrontalière de l'établissement telle que prévue dans la convention de coopération entre la Ville de Kehl et la Ville de Strasbourg
- il adhérera aux principes définis dans la charte qualité de la petite enfance établis par la Ville de Strasbourg et ses partenaires ;
- il devra prendre en compte l'environnement social du quartier, les spécificités et les besoins de la population accueillie,
- il s'intégrera à l'ensemble des instances de pilotage mises en place par la collectivité en direction des acteurs de la petite enfance et constituera un membre actif de ce réseau.

Au niveau de l'exploitation du service, le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées au service délégué. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

4. Critères de choix du délégataire

Les offres seront sur la base des critères suivants, pondérés comme indiqué ci-après et feront l'objet d'une note sur cent.

1	Valeur technique - qualité des services proposés pour la gestion de la Maison de la petite enfance du Port du Rhin (notamment le projet d'établissement incluant le volet social, le volet éducatif et le volet pédagogique, le personnel, la prise en compte dans le projet des enjeux, objectifs et aspects interculturels et transfrontaliers ainsi que les problématiques pouvant émerger de deux langues parlées et écrites…)	60%
2	Modalités financières (notamment coût horaire global par enfant, modalités de la clause de retour à meilleure fortune, clarté, pertinence des hypothèses retenues dans les comptes prévisionnels d'exploitation…)	40%

5. Exploitation

Le délégataire assurera la mission de service public de gestion du multi-accueil de 60 places.

Le début d'exploitation du service est prévu au 31 janvier 2020 ; la convention est conclue pour une durée d'environ six ans, avec pour échéance le 31 décembre 2025.

Le délégataire devra se conformer aux contraintes techniques et financières de l'établissement :
- il s'engage en conséquence à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et les réparations courantes de l'ouvrage confié par la Ville ;
- il devra en outre supporter les aléas économiques liés à l'évolution de l'activité et l'obligation d'assurer la continuité du service public. Il assume la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

Il devra souscrire toutes les polices d'assurance pour couvrir les risques liés à sa mission.

La collectivité ou un représentant librement désigné par elle contrôlera la qualité du service rendu.

6. Travaux

Le délégataire assurera l'entretien, la maintenance, le renouvellement et l'exploitation des équipements et installations, hors charges de propriétaire.

Au terme du contrat d'affermage, le délégataire devra remettre à la collectivité l'équipement dans un état normal d'entretien.

7. Dispositions financières

Le délégataire tirera sa rémunération de trois sources : les usagers, la Caisse nationale d'allocations familiales et la Ville de Strasbourg.

Les financements de la Ville de Strasbourg s'effectueront sous forme d'une subvention qui sera la contrepartie des contraintes de service public imposées par le délégant (tarifs, volume horaire, mixité sociale, accueil d'urgence et temporaire…).

Pour les enfants strasbourgeois accueillis dans l'établissement, les tarifs appliqués par le délégataire seront conformes au barème de prestation de service unique déterminé par la Caisse nationale d'allocations familiales. Pour les enfants allemands, les tarifs seront fixés par la Ville de Kehl.

La Ville de Kehl mettra à disposition du délégataire le personnel de qualification allemande.

Dans ces conditions, les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation du service public, objet de la présente délégation, seront réputées permettre au délégataire d'assurer son équilibre économique sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel, établi pour la durée de la délégation et qui sera annexé à la convention.

Le délégataire supportera l'ensemble des charges relatives à la gestion du service public délégué.

Le cahier des charges de la convention inclura une clause de retour à meilleur fortune qui permettra en cas d'optimisation du service et des coûts un partage des excédents entre la collectivité et le délégataire.

8. Personnel

Personnel français :
Le personnel affecté à la Maison de l'enfance du Port du Rhin sera le personnel du délégataire retenu à l'issue de la procédure. Si le délégataire choisi n'était pas l'actuel exploitant, le personnel actuellement employé sur le site serait automatiquement repris par le nouveau délégataire dans les mêmes conditions, au titre de l'article L1224-1 du Code du travail.
A ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service ; la mise en place d'un nouveau contrat d'affermage ne modifiera en rien cette situation.

Ce personnel devra être qualifié et répondre aux exigences réglementaires et les délégataires devront être en mesure de fournir au délégant l'ensemble des pièces attestant de ces qualifications. Le délégataire devra disposer de l'agrément du service de la Protection maternelle et infantile du Conseil Départemental du Bas-Rhin.

La convention de délégation de service public ne prévoit pas de mettre à disposition du délégataire du personnel du délégant.

Personnel allemand :
Pour permettra la mise en œuvre du projet interculturel et transfrontalier, la Ville de Kehl met à disposition du délégataire le personnel de qualification allemande correspondant à la moitié des effectifs dédiés à l'encadrement des enfants.

9. Production des comptes et révision du contrat

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la délégation.

10. Régime fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de la Maison de l'enfance de la Ville de Strasbourg.

11. Fin du contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.
La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.
Par principe, le délégataire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.
Les biens de reprise feront l'objet d'une indemnité.

ANNEXE A LA DELIBERATION DE PRINCIPE RELATIVE A LA GESTION DE LA MAISON DE L'ENFANCE DU NEUHOF
RAPPORT PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE DELEGUE

1. L'actuelle délégation

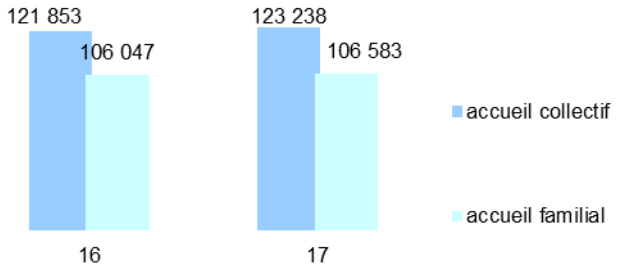
Le service est géré sous forme de délégation de service public délibérée le 21 octobre 2013 et confié à l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES). Cette convention a été signée pour une durée d'environ 6 ans jusqu'au 30 novembre 2019. Les risques d'exploitation et financier sont supportés par le délégant.

Le périmètre de l'actuelle délégation :

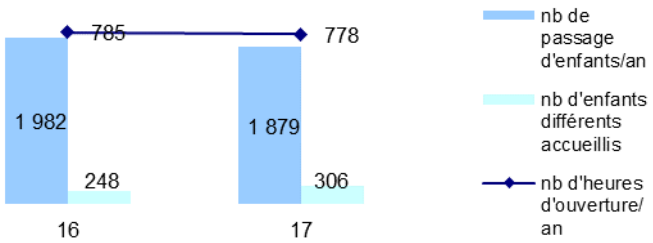
- un établissement d'accueil collectif de 60 places permettant l'accueil à plein temps ou à temps partiel pour les enfants de 2 mois à 3 ans révolus ;
- une crèche familiale de 60 places pour l'accueil des enfants de 2 mois à 3 ans révolus ;
- un lieu d'accueil parents-enfants (LAPE) permettant l'accueil gratuit, libre et anonyme des jeunes enfants de moins de 6 ans accompagnés par un parent ou un adulte tutélaire ;
- des activités du relais d'assistants-es maternels-les du Neuhof assurées par la Ville de Strasbourg.

L'activité de la délégation en 2017 :

Le nombre total d'heures facturées en 2016 et 2017 :



L'activité du LAPE en 2016 et 2017:



Le service emploie 24 personnes. En 2017, le service a facturé 123 238 heures pour l'accueil collectif, 106 583 heures pour l'accueil familial. Le lieu d'accueil parents enfants a fonctionné 778 heures en 2017.

La gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof a généré en 2017 un coût annuel global de 1,7 M€. La Ville a subventionné ce service à hauteur de 565 K€. Au final, la délégation a dégagé en 2017 un résultat net de + 95 K€.

2. Choix du mode de gestion

Il est proposé de mettre en œuvre une procédure de délégation de service public par voie d'affermage. Le mode de gestion déléguée du service public permet en effet de confier au délégataire la gestion de l'équipement financé. La collectivité bénéficie ainsi de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité, pour compléter et enrichir les compétences et les expériences du délégant dans le domaine d'activités délégué.

Pour valoriser l'expérience des opérateurs du secteur, la délégation de service public constitue le mode de gestion le plus adapté pour les équipements du Neuhof. Il permet en effet :
- à la Ville de garantir la qualité du service rendu, de diversifier l'offre tout en veillant à accueillir le public dans toute sa diversité : afin d'assurer une bonne maîtrise de service public, les délégations prévoient un cahier des charges précis et négocié avec l'opérateur et un suivi étroit tout au long de la délégation ;
- aux acteurs de la petite enfance d'exprimer leur savoir-faire en leur confiant la responsabilité de la gestion opérationnelle de cet équipement.

La collectivité reste l'organisateur du service et en assure le contrôle :
- la collectivité confie le soin d'exploiter le service à un tiers qui assure le contact avec les usagers et est regardé comme agissant pour le compte de la collectivité ;
- la collectivité exerce un contrôle fort du service délégué ;
- le mode de gestion délégué permet ainsi une plus grande souplesse : la collectivité pourra renouveler ou non ce service en fonction des évolutions démographiques et sociales du quartier ; elle engage ce service pour une durée courte (6 ans, cf. infra) ;
- les tarifs des prestations payées par les familles sont fixés par un conventionnement avec la Caisse départementale d'allocations familiales indépendamment du gestionnaire de la structure.

La collectivité transfère le risque juridique et le risque d'exploitation au gestionnaire :
- l'exploitant assume la responsabilité du service ;
- le risque financier de l'exploitation est supporté par le délégataire :
    - les établissements de la petite enfance bénéficient de trois sources de financement différentes : la Caisse d'allocations familiales (CAF), les parents et la collectivité. Le financement de la CAF, tout comme celui de la collectivité, est lié au nombre d'heures d'accueil réalisées et donc au taux de fréquentation de la crèche. Le gestionnaire a en charge l'optimisation de la fréquentation de son établissement, dans les limites de l'agrément attribué par les services de la Protection maternelle et infantile (Pmi) du Conseil Départemental ;
    - le gestionnaire est responsable des moyens engagés et de leur financement dans le cadre règlementaire de la Pmi (normes de sécurité, ratio d'encadrement, et qualification) : il doit assurer une saine gestion de son établissement afin d'en assurer l'équilibre financier.

Le coût de gestion pour la délégation de service public se caractérise par les éléments suivants :

- le délégataire peut bénéficier de recettes que la collectivité ne peut envisager de percevoir (ressources sociales liées au statut des salariés …) ;
- le coût du service peut être mutualisé par le délégataire, dans la mesure où il gèrerait plusieurs équipements.

  Il tend à être inférieur au coût de gestion en régie directe.

3. Objet et étendue du service

La délégation de service public a pour objet la gestion de la Maison de l'enfance située au Neuhof, 7 rue de Clairvivre.

La Maison de l'enfance du Neuhof, d'une surface totale de 1 150 m² répartie sur deux niveaux, regroupe :

- **un multi-accueil de 60 places pour des enfants âgés de 2 mois 1/2 à 4 ans**

- **un Lieu d'Accueil Parents Enfants (LAPE)**
  La création d'un LAPE au sein de la Maison de l'enfance du Neuhof permet de proposer ce service au cœur du quartier, d'encourager une mixité sociale, et d'accompagner les familles fragiles en lien avec les autres entités de la Maison, mais aussi avec les travailleurs sociaux du Centre Médico-social proche.

- **un Relais Assistants-es Maternels-les (RAM)**
  Les temps d'information sont dispensés au CMS, afin d'assurer une continuité et une complémentarité avec les activités de ce dernier. Par contre, les ateliers/animations se déroulent dans les locaux mutualisés avec le LAPE et la crèche familiale, selon un planning temporel défini. Ce relais assistants-es maternels-les est actuellement géré sous forme de régie.

- **une crèche familiale**
  La crèche familiale est intégrée au sein de la Maison de l'enfance. Cet établissement propose des ateliers/animations à ses assistants-es maternels-les et aux enfants dont ils-elles ont la charge dans différents lieux sur le quartier. Ces ateliers/animations se déroulent dans les locaux mutualisés avec le LAPE, selon un planning temporel défini.

L'ensemble des services proposés au sein de la Maison de l'enfance travaille en lien avec les autres structures ou services d'accueil de la petite enfance du quartier (haltes garderies, accueil de loisirs maternels, LAPE, écoles maternelles…).

Le délégataire devra répondre aux attentes de la collectivité et de la population :

- il aura à charge de présenter un projet d'établissement en conformité avec les attentes de la collectivité dans le domaine de l'accueil de la petite enfance. Ce projet organisera l'articulation entre les différents services : multi-accueil, lape, crèche familiale.
- il adhérera aux principes définis dans la charte qualité de la petite enfance établis par la Ville de Strasbourg et ses partenaires ;
- il devra prendre en compte l'environnement social du quartier, les spécificités et les besoins de la population accueillie.

- il s'intégrera à l'ensemble des instances de pilotage mises en place par la collectivité en direction des acteurs de la petite enfance et constituera un membre actif de ce réseau.

Au niveau de l'exploitation du service, le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées au service délégué. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

4. Critères de choix du délégataire

Les offres seront sur la base des critères suivants, pondérés comme indiqué ci-après et feront l'objet d'une note sur cent.

1	Valeur technique - qualité des services proposés pour la gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof (notamment le projet d'établissement incluant le volet social, le volet éducatif et le volet pédagogique, le personnel, l'articulation des différents services d'accueil entre eux…)	60%
2	Modalités financières (notamment coût horaire global par enfant, modalités de la clause de retour à meilleure fortune, clarté, pertinence des hypothèses retenues dans les comptes prévisionnels d'exploitation…)	40%

5. Exploitation

Le délégataire assurera la mission de service public de gestion du multi-accueil de 60 places, du LAPE et de la crèche familiale de 60 places de la Maison de l'enfance de Neuhof.

Le contrat de délégation prendra effet le 1er décembre 2019. Le contrat est conclu pour une durée de six ans et viendra à échéance le 31 décembre 2025.

Le délégataire devra se conformer aux contraintes techniques et financières de l'établissement :
- il s'engage en conséquence à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et les réparations courantes de l'ouvrage confié par la Ville ;
- il devra en outre supporter les aléas économiques liés à l'évolution de leur activité et l'obligation d'assurer la continuité du service public. Il assume la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

Il devra souscrire toutes les polices d'assurance pour couvrir les risques liés à sa mission.

La collectivité ou un représentant librement désigné par elle contrôlera la qualité du service rendu.

6. Travaux

Le délégataire assurera l'entretien, la maintenance, le renouvellement et l'exploitation des équipements et installations, hors charges de propriétaire.

Au terme des contrats d'affermage, le délégataire devra remettre à la collectivité l'équipement dans un état normal d'entretien.

7. Dispositions financières

Le délégataire tirera sa rémunération de trois sources : les usagers, la Caisse nationale d'allocations familiales et la Ville de Strasbourg.

Le financement de la Ville s'effectuera sous forme d'une subvention qui sera la contrepartie des contraintes de service public imposées par le délégant (tarifs, volume horaire, mixité sociale, …).

Les tarifs appliqués par le délégataire seront conformes au barème de prestation de service unique déterminé par la Caisse nationale d'allocations familiales.

Dans ces conditions, les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation du service public, objet de la présente délégation, seront réputées permettre au délégataire d'assurer leur équilibre économique sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel, établi pour la durée de la délégation et qui sera annexé à la convention.
Une clause de retour à meilleure fortune au profit de la collectivité sera intégrée dans le contrat.

Le délégataire supportera l'ensemble des charges relatives à la gestion du service public délégué.

La convention de délégation de service public inclura dans son cahier des charges une clause de retour à meilleure fortune qui permettra en cas d'optimisation du service et des coûts un partage des excédents entre la collectivité et le délégataire.

8. Personnel

Le personnel affecté à la Maison de l'enfance du Neuhof sera le personnel du délégataire retenu à l'issue de la procédure. Si le délégataire choisi n'était pas l'actuel exploitant, le personnel actuellement employé sur le site serait automatiquement repris par le nouveau délégataire dans les mêmes conditions, au titre de l'article L1224-1 du Code du travail.
A ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service ; la mise en place d'un nouveau contrat d'affermage ne modifiera en rien cette situation.

Ce personnel devra être qualifié et répondre aux exigences réglementaires et le délégataire devra être en mesure de fournir au délégant l'ensemble des pièces attestant de ces qualifications. Le délégataire devra disposer de l'agrément du service de la Protection maternelle et infantile du Conseil Départemental du Bas-Rhin.

La convention de délégation de service public ne prévoit pas de mettre à disposition du délégataire du personnel du délégant.

9. Production des comptes et révision du contrat

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la délégation.

10. Régime fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de la Maison de l'enfance de la Ville de Strasbourg.

11. Fin du contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.
La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.
Par principe, le délégataire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.
Les biens de reprise feront l'objet d'une indemnité.

ANNEXE A LA DELIBERATION DE PRINCIPE RELATIVE A LA GESTION DE LA MAISON DE L'ENFANCE DE LA ROBERTSAU
RAPPORT PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE DELEGUE

1. L'actuelle délégation

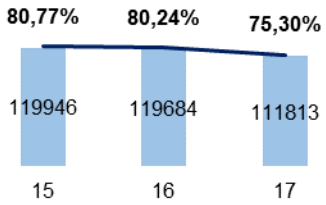
Le service est géré sous forme de délégation de service public délibérée le 8 juillet 2013 et confié à l'association Léo Lagrange. Cette convention a été signée pour une durée de 6 ans jusqu'au 31 décembre 2019. Les risques d'exploitation et financier sont supportés par le délégant.

Le périmètre de l'actuelle délégation :

Le délégataire a sous sa responsabilité la gestion d'une crèche collective qui bénéficie d'un agrément de la protection maternelle et infantile (Pmi) pour 60 places.

L'activité de la délégation en 2017 :

Le nombre d'heures facturées en 2015, 2016 et 2017 et le taux d'occupation (en %) :



Le service fonctionne de 7h30 à 18h30 et emploie 21 personnes dont 13 encadrants. Le service a facturé 111 813 heures d'accueil en 2017.

La gestion de la Maison de l'enfance a généré en 2017 un coût annuel global de 891 K€. La Ville a subventionné ce service à hauteur de 278 K€. Au final, la délégation a dégagé en 2017 un résultat net de –34 K€.

2. Choix du mode de gestion

Il est proposé de mettre en œuvre une procédure de délégation de service public par voie d'affermage. Le mode de gestion déléguée du service public permet en effet de confier au délégataire la gestion de l'équipement financé. La collectivité bénéficie ainsi de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité, pour compléter et enrichir les compétences et les expériences du délégant dans le domaine d'activités délégué.

Pour valoriser l'expérience des opérateurs du secteur, la délégation de service public constitue le mode de gestion le plus adapté pour l'équipement de la Robertsau.

Il permet en effet :

- à la Ville de garantir la qualité du service rendu, de diversifier l'offre tout en veillant à accueillir le public dans toute sa diversité : afin d'assurer une bonne maîtrise de service public, les délégations prévoient un cahier des charges précis et négocié avec l'opérateur et un suivi étroit tout au long de la délégation ;
- aux acteurs de la petite enfance d'exprimer leur savoir-faire en leur confiant la responsabilité de la gestion opérationnelle de cet équipement.

La collectivité reste l'organisateur du service et en assure le contrôle :

- la collectivité confie le soin d'exploiter le service à un tiers qui assure le contact avec les usagers et est regardé comme agissant pour le compte de la collectivité ;
- la collectivité exerce un contrôle fort du service délégué ;
- le mode de gestion délégué permet ainsi une plus grande souplesse : la collectivité pourra renouveler ou non ce service en fonction des évolutions démographiques et sociales du quartier ; elle engage ce service pour une durée courte (6 ans, cf. infra) ;
- les tarifs des prestations payées par les familles sont fixés par un conventionnement avec la Caisse départementale d'allocations familiales indépendamment du gestionnaire de la structure.

La collectivité transfère le risque juridique et le risque d'exploitation au gestionnaire :

- l'exploitant assume la responsabilité du service ;
- le risque financier de l'exploitation est supporté par le délégataire :
    - les établissements de la petite enfance bénéficient de trois sources de financement différentes : la Caisse d'allocations familiales (CAF), les parents et la collectivité. Le financement de la CAF, tout comme celui de la collectivité, est lié au nombre d'heures d'accueil réalisées et donc au taux de fréquentation de la crèche. Le gestionnaire a en charge l'optimisation de la fréquentation de son établissement, dans les limites de l'agrément attribué par les services de la Protection maternelle et infantile (Pmi) du Conseil Départemental ;
    - le gestionnaire est responsable des moyens engagés et de leur financement dans le cadre règlementaire de la Pmi (normes de sécurité, ratio d'encadrement, et qualification) : il doit assurer une saine gestion de son établissement afin d'en assurer l'équilibre financier.

Le coût de gestion pour la délégation de service public se caractérise par les éléments suivants :

- le délégataire peut bénéficier de recettes que la collectivité ne peut envisager de percevoir (ressources sociales liées au statut des salariés …) ;
- le coût du service peut être mutualisé par le délégataire, dans la mesure où il gèrerait plusieurs équipements.

  Il tend à être inférieur au coût de gestion en régie directe.

3. Objet et étendue du service

La délégation de service public a pour objet la gestion des services de la petite enfance proposés par la Maison de l'enfance située rue de la Baronne d'Oberkirch, à proximité de l'école Adler.

Pour ce faire, la Ville de Strasbourg met à disposition du délégataire un équipement adapté à l'accueil des enfants d'environ 1100 m² au 26 rue de la Baronne d'Oberkirch.

La mission confiée au délégataire est la gestion d'un multi-accueil de 60 places pour les enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans correspondant à une possibilité d'environ 130 000 heures d'accueil par an.

Le délégataire devra répondre aux attentes de la collectivité et de la population :
- il aura à charge de présenter un projet d'établissement en conformité avec les attentes de la collectivité dans le domaine de l'accueil de la petite enfance. Il adhérera aux principes définis dans la charte qualité de la petite enfance établis par la Ville de Strasbourg et ses partenaires ;
- il devra prendre en compte l'environnement social du quartier, les spécificités et les besoins de la population accueillie.
- il s'intégrera à l'ensemble des instances de pilotage mises en place par la collectivité en direction des acteurs de la petite enfance et constituera un membre actif de ce réseau.

Au niveau de l'exploitation du service, le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées au service délégué. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

4. Critères de choix du délégataire

Les offres seront sur la base des critères suivants, pondérés comme indiqué ci-après et feront l'objet d'une note sur cent.

1	Valeur technique - qualité des services proposés pour la gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau (notamment le projet d'établissement incluant le volet social, le volet éducatif et le volet pédagogique, le personnel, …)	60%
2	Modalités financières (notamment coût horaire global par enfant, modalités de la clause de retour à meilleure fortune, clarté, pertinence des hypothèses retenues dans les comptes prévisionnels d'exploitation…)	40%

5. Exploitation

Le délégataire assurera la mission de service public de gestion du multi-accueil de 60 places.

Le contrat de délégation prendra effet le 1er janvier 2020. Le contrat est conclu pour une durée de six ans, avec pour échéance le 31 décembre 2025.

Le délégataire devra se conformer aux contraintes techniques et financières de l'établissement :
- il s'engage en conséquence à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et les réparations courantes de l'ouvrage confié par la Ville ;
- il devra en outre supporter les aléas économiques liés à l'évolution de l'activité et l'obligation d'assurer la continuité du service public. Il assume la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

Il devra souscrire toutes les polices d'assurance pour couvrir les risques liés à sa mission.

La collectivité ou un représentant librement désigné par elle contrôlera la qualité du service rendu.

6. Travaux

Le délégataire assurera l'entretien, la maintenance, le renouvellement et l'exploitation des équipements et installations, hors charges de propriétaire.

Au terme des contrats d'affermage, le délégataire devra remettre à la collectivité l'équipement dans un état normal d'entretien.

7. Dispositions financières

Le délégataire tirera sa rémunération de trois sources : les usagers, la Caisse nationale d'allocations familiales et la Ville de Strasbourg.

Le financement de la Ville s'effectuera sous forme d'une subvention qui sera la contrepartie des contraintes de service public imposées par le délégant (tarifs, volume horaire, mixité sociale, …).

Les tarifs appliqués par le délégataire seront conformes au barème de prestation de service unique déterminé par la Caisse nationale d'allocations familiales.

Dans ces conditions, les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation du service public, objet de la présente délégation, seront réputées permettre au délégataire d'assurer leur équilibre économique sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel, établi pour la durée de la délégation et qui sera annexé à la convention. Une clause de retour à meilleure fortune au profit de la collectivité sera intégrée dans le contrat.

Le délégataire supportera l'ensemble des charges relatives à la gestion du service public délégué.

La convention de délégation de service public inclura dans leur cahier des charges une clause de retour à meilleure fortune qui permettra en cas d'optimisation du service et des coûts un partage des excédents entre la collectivité et le délégataire.

8. Personnel

Le personnel affecté à la Maison de l'enfance de la Robertsau sera le personnel du délégataire retenu à l'issue de la procédure. Si le délégataire choisi n'était pas l'actuel exploitant, le personnel actuellement employé sur le site serait automatiquement repris par le nouveau délégataire dans les mêmes conditions, au titre de l'article L1224-1 du Code du travail.
A ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service ; la mise en place d'un nouveau contrat d'affermage ne modifiera en rien cette situation.

Ce personnel devra être qualifié et répondre aux exigences réglementaires et les délégataires devront être en mesure de fournir au délégant l'ensemble des pièces attestant de ces qualifications. Le délégataire devra disposer de l'agrément du service de la Protection maternelle et infantile du Conseil Départemental du Bas-Rhin.

La convention de délégation de service public ne prévoit pas de mettre à disposition du délégataire du personnel du délégant.

9. Production des comptes et révision du contrat

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la délégation.

10. Régime fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de la Maison de l'enfance de la Ville de Strasbourg.

11. Fin du contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.
La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.
Par principe, le délégataire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.
Les biens de reprise feront l'objet d'une indemnité.

57

Communication au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Communication sur la rentrée scolaire 2018/2019

1. Accueillir les enfants dans les 114 écoles strasbourgeoises

1.1 Les effectifs

a) La rentrée 2018-2019 en chiffres

Nous comptons **25 760** enfants accueillis dans les 114 écoles publiques de Strasbourg soit une **augmentation nette de 570** élèves. Celle-ci s'observe essentiellement dans les classes élémentaires (+495 élèves) qui comptent **15 699** élèves, tandis que l'effectif en maternelle reste stable avec l'inscription de **10 060** élèves (+75 élèves).

b) Les mesures de carte scolaire

Après les arbitrages successifs de l'Inspection Académique, le bilan est le suivant :

- **un solde net de + 3 ouvertures de classes** résultant de 5 fermetures de classes en maternelle et de 8 ouvertures en élémentaire,
- **la création d'une classe ULIS** « unités localisées pour l'inclusion scolaire » à l'école élémentaire Edouard Branly,
- **la création d'une section bilingue français / allemand** à l'école élémentaire du Stockfeld,
- **la montée en charge de la filière bilingue** à l'école maternelle de la Ziegelau et dans les écoles élémentaires Charles Adolphe Wurtz, Jean Fischart et Rhin par la transformation de classes monolingues en classes bilingues ou la création de postes supplémentaires.

c) Les dérogations de sectorisation scolaire

Les demandes de dérogations, qui correspondent à des mesures exceptionnelles, sont examinées selon des critères précis dans le cadre de commissions mixtes composées d'élus, de directeurs d'écoles et de représentants de fédérations de parents d'élèves. Ces commissions sont présidées par l'Adjoint thématique ou son représentant.
Pour la rentrée 2018/2019, **1 464** dossiers de demandes de dérogations, recours y compris, ont été instruits (contre 1488 l'année dernière) :

- 911 demandes ont été accordées soit 71 % (y compris après recours) (contre 66% l'année dernière)
- 373 demandes ont été refusées soit 29 % (y compris après recours) (contre 34% l'année dernière)

Parmi ces dossiers, 109 demandes concernaient des enfants non strasbourgeois (contre139 l'année dernière). 47% ont obtenu un accord (contre 46% l'année dernière).

d) Les dédoublements des classes de CP et CE1 en REP et REP+

Pour mémoire, à la rentrée de septembre 2017, les efforts s'étaient concentrés sur les écoles les plus en difficultés avec le dédoublement des classes de CP en REP+ (Réseau d'Education Prioritaire renforcé).

La poursuite des dédoublements de classes élémentaires de CP et CE1 respectivement dans les établissements classés REP et REP+ (passage de 24 élèves à 12 élèves) a généré cette année la création de 38 postes d'enseignants répartis dans les 23 écoles élémentaires suivantes : Brigitte, Marcelle Cahn, Canardière, Catherine, Eléonore, Jean Fischart, Gliesberg, Gutenberg, Guynemer 1 et 2, Hohberg, Jacqueline, Karine, Paul Langevin, Meinau, Marguerite Perey Rodolphe Reuss 2, Romains, Martin Schongauer, Jean-Baptiste Schwilgué, Stockfeld, Gustave Stoskopf et Ziegelwasser.

1.2 Favoriser l'intégration scolaire

a) L'accueil des enfants de moins de trois ans

Dans le cadre de la refondation de l'Ecole, la scolarisation des enfants avant l'âge de trois ans est encouragée dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé.
Le tableau ci-dessous précise les données pour la rentrée 2018 :

Ventilation	Total	Dont écoles en éducation prioritaire	%	Dont écoles hors éducation prioritaire	%
Nombre de demandes	761	563	74%	198	26%
Nombre d'accords	463	430	93%	33	7%
Nombre de refus	284	125	44%	159	56%
Demandes en attente	14	8	57%	6	43%

b) L'accueil des enfants en situation de handicap

La Ville favorise l'accueil et l'intégration scolaire en milieu ordinaire des enfants en situation de handicap, dans le respect du principe du droit à l'éducation pour tous.
Une concertation étroite avec les partenaires permet de prendre en compte la situation individuelle de chaque enfant afin d'anticiper les aménagements à effectuer, les

équipements à acquérir et le recrutement des personnels nécessaires pour accompagner ces enfants durant leur présence à l'école (temps scolaire et périscolaire).

L'accessibilité des écoles continue de faire l'objet d'une attention toute particulière. Ainsi**,** dans le cadre des travaux d'extension ou de restructuration, est programmée la mise en accessibilité de l'ensemble des locaux et services aux personnes quel que soit le type de handicap.

Les différentes formes d'accueil sont :

- **l'intégration individuelle en classe ordinaire :** 375 enfants scolarisés dont 249 bénéficient de l'aide d'accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) (données 2017)

- **l'intégration en ULIS** (unités localisées pour l'inclusion scolaire) en école élémentaire : 276 élèves sont accueillis dans les 30 ULIS de Strasbourg réparties dans 28 écoles. Une ULIS est créée à la rentrée 2018 à l'école Edouard Branly.

- **la scolarisation à temps partagé dans l'établissement spécialisé et une école :**
- Tremplin SISES (AAPEI) à l'école maternelle Ariane-Icare (7 élèves), maternelle du Neufeld (10 élèves), élémentaire Léonard de Vinci (18 élèves), et Camille Hirtz (11 élèves),
- l'Association Régionale Spécialisée d'Actions Sociales d'Education et d'Animation (ARSEA) à l'élémentaire Gutenberg (15 élèves),
- l'Institut pour déficients auditifs du Bruckhof à l'école élémentaire Ampère (8 élèves),
- l'ITEP « Mouettes », avec une classe délocalisée à l'école élémentaire Ampère (11 élèves).

1.3 Favoriser les apprentissages linguistiques et artistiques.

a) L'enseignement des langues

L'enseignement des langues est proposé à la fois dans le cadre des filières classiques ou dans certains cursus spécifiques.

L'enseignement de l'allemand est proposé :
- **en extensif à raison de 3 heures par semaine** dans toutes les écoles élémentaires dans les classes du CP au CM2. Il concerne 12 100 élèves ainsi que dans quelques classes maternelles (2 000 élèves).

- **en sites paritaires bilingues (12 h/12 h)** dans 33 écoles. Il concerne 3 500 élèves, répartis dans les circonscriptions de l'Education Nationale de :
  - Strasbourg 1 : groupe scolaire Jean Fischart,
  - Strasbourg 2 : groupes scolaires Branly, Niederau, St Jean, Schoepflin,
  - Strasbourg 3 : groupes scolaires Neufeld, Stockfeld et maternelle Ziegelau
  - Strasbourg 5 : groupes scolaires Brigitte, Gustave Doré et Wurtz,
  - Strasbourg 9 : groupes scolaires St Thomas, Gustave Stoskopf, maternelle Pasteur et élémentaire Ste Madeleine

- Strasbourg 11 : groupes scolaires Albert Le Grand, Musau, école primaire du Rhin.

L'enseignement de l'anglais est proposé 3 heures par semaine à l'école élémentaire du Conseil des XV.

Les sections internationales regroupent les enseignements de **l'allemand, de l'anglais, de l'italien de l'espagnol ainsi que du polonais dans les écoles :**

- Maternelles : Robert Schuman et Vauban,
- Elémentaires : Robert Schuman et Conseil des XV.

Ces sections accueillent 261 élèves en maternelle et 635 élèves en élémentaire.

L'Ecole Européenne enseigne en trois sections linguistiques **(français, anglais et allemand)** qui accueillent 92 élèves en cycle maternel et 353 élèves dans le cycle primaire.

b) L'enseignement de la musique et de la danse

Des classes à horaires aménagés en musique, en danse, en théâtre, en chant choral sont proposées, à compter du cycle élémentaire (classe de CE1) aux enfants particulièrement motivés par cet enseignement dans les écoles élémentaires suivantes :

Les classes à horaires aménagés, en partenariat avec le conservatoire de Strasbourg :

- Horaires aménagés en **musique** à Saint Jean, Neufeld et Gustave Doré,
- Horaires aménagés en **danse** à Louvois,
- Horaires aménagés en **théâtre** à l'école élémentaire Martin Schongauer,
- Horaires aménagés en **chant choral** à l'école élémentaire de la Canardière.

2. Donner aux écoles les moyens de fonctionner

2.1. Les aides en faveur de l'enfant scolarisé

a) Les écoles publiques

Les dotations aux écoles pour l'achat des **fournitures** scolaires et du petit matériel. s'élèvent à 1 031 000 €.
En 2018, compte tenu du contexte budgétaire, il a été décidé de reconduire à l'identique, à la rentrée de septembre, la valeur des critères des barèmes en vigueur.

Les sorties scolaires, organisées avec ou sans nuitées, sont financées à hauteur de 190 000 €.
Ces sorties concernent cette année 2018, 6 552 enfants, ce qui représente 321 classes, soit une moyenne de deux classes par école.

Depuis le 1er janvier 2016, et conformément à la délibération du 12 octobre 2015, la participation de la Ville a évolué suite au désengagement du Conseil départemental du Bas-Rhin dans le financement de ce dispositif. La participation de la Ville est désormais de 8 € par jour et par enfant pour les séjours organisés dans les départements Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, Vosges (7 € antérieurement) et de 10 € pour les autres destinations

en France ou à l'étranger (inchangé). Une aide complémentaire est accordée aux familles ayant un quotient familial inférieur ou égal à **720 €.**

Enfin, pour mieux prendre en compte les rythmes et besoins de l'enfant, la durée minimale des séjours organisés par les écoles maternelles est de trois jours (au lieu de cinq antérieurement).

La prise en charge des **déplacements** des enfants des écoles maternelles et élémentaires dans le cadre des activités scolaires et périscolaires s'élève à un montant total de 895 000 € dont :

- 135 000 € pour les transferts des enfants vers les piscines (dépense obligatoire),
- 760 000 € pour les sorties scolaires et les activités et les services périscolaires dépense facultative).

Cela représente environ 6 300 déplacements financés par la Ville, dont environ 1 100 pour les seules sorties scolaires, soit en moyenne 10 déplacements par école et par an définis librement par les écoles.

b) L'enseignement privé

La Ville pratique également une politique d'aide aux établissements d'enseignement privés en subventionnant leurs dépenses d'équipement et en participant à leurs frais de fonctionnement.
Les forfaits versés par la Ville aux écoles privées, suite à l'actualisation des forfaits 2018 sur la base du compte administratif 2016, s'établissent à 671 € par élève d'école élémentaire et à 1 185 € par élève de maternelle pour les classes sous contrat d'association (2 039 655 € versés au total).
S'agissant des classes sous contrat simple, les forfaits 2016 ont été reconduits en 2018, soit 554 € par élève d'école élémentaire et à 1 019 € par élève de maternelle pour un coût global de 293 386€.
Le budget global qui y est consacré en 2018 s'élève à 2 333 055 €.

2.2. L'informatique et les nouvelles technologies

La Ville a poursuivi en 2017 l'évolution dans l'équipement numérique des écoles en partenariat avec l'Education Nationale.

L'appel à projet de 2017 avait retenu, parmi 19 écoles présélectionnées par l'Education Nationale, 2 nouvelles écoles, Gustave Stoskopf et Léonard de Vinci. Ces écoles ont été équipées d'équipement similaire aux écoles de 2016 (vidéoprojecteur interactif, classes mobiles de PC ou tablettes).
Un nouvel appel à projet a été lancé en 2018 à toutes les écoles maternelles et élémentaires pour un équipement progressif de 2 à 3 écoles par an.
Les 7 écoles retenues pour l'appel à projet 2018, parmi les 14 écoles candidates, seront équipées progressivement pendant les 2 années scolaires 2018/2019 et 2019/2020, en fonction des équipements à définir en lien avec les besoins et les budgets.

Les évolutions d'infrastructures, par utilisation de la fibre optique ou par une technologie coaxiale, afin d'améliorer les connexions internet des écoles, se sont poursuivies.
48 sites (groupes scolaires) ont déjà basculé. 10 sites restent à finaliser en 2018, 8 sites plus complexes seront traités en 2019.

Fin juin 2018, le parc informatique est constitué de 1370 PC et 307 imprimantes, répartis en

- 930 PC fixes, 169 PC portables, et 187 imprimantes en écoles élémentaires et 213 PC fixes, 58 PC portables et 120 imprimantes en écoles maternelles,
- 24 ensembles (vidéoprojecteur interactif, PC enseignant et visualiseur) installés dans les 5 écoles équipées avec le nouveau plan numérique,
- 11 classes mobiles PC ou tablettes (90 tablettes, 30 PC portables).

3. Donner aux écoles des conditions de sécurité et de confort

Le budget d'investissement consacré par la Ville aux écoles s'élève en 2018 à **3,8 M€** pour les travaux divers (*pour mémoire 3 M€ en 2014*) et à **19 M€** pour les grands projets *(pour mémoire 13,2 M€ en 2017*).

Le programme de mise en sécurité, d'extension et de restructuration des écoles demeure un objectif prioritaire de la politique municipale.

Les deux priorités fortes identifiées en 2017 viennent à nouveau compléter en 2018 le programme d'investissement.
Il s'agit :

- des travaux pour la sécurité des écoles dans le contexte national de sécurité « attentats-intrusion »,
- des premiers travaux dans les restaurants scolaires répondant à la volonté affirmée de la Ville de transformer progressivement les cuisines et les salles de restauration pour y accueillir les bacs inertes réutilisables en remplacement des barquettes plastiques.

Les investissements peuvent être classés en 4 axes principaux.

3.1. <u>Les travaux pour l'accueil de nouvelles classes</u>

La croissance démographique de la Ville et les projets d'urbanisation nécessitent d'engager différents travaux à court terme.

Ceux-ci concernent les sites suivants :

- **groupe scolaire du Hohberg :**
  La poursuite des travaux de restructuration inclut durant les vacances d'été 2018 la prise en compte des besoins pour l'année scolaire 2018/2019 ainsi que la création d'un bureau pour le psychologue et la mise en place d'équipements de gestion des ouvertures à distance.

- **école élémentaire Gutenberg :**

La BCD se composait de 2 salles communicantes ; l'une d'elle sera re-cloisonnée durant les vacances d'été 2018 pour servir de classe.
Montant de l'opération : 50 000 €.

- **école élémentaire de la Meinau :**
  Afin d'anticiper les futures créations de classe, un bâtiment modulaire de 3 salles sera construit dans la cour maternelle voisine. Avec une livraison prévue au cours du 1er trimestre scolaire 2018/2019, ce bâtiment accueillera la BCD élémentaire dans un premier temps.
  Montant de l'opération : 1 000 000 €.

- **école primaire Gustave Stoskopf :**
  Le démarrage des travaux d'extension de la maternelle nécessite le rapprochement des modulaires existants côté élémentaire. Un nouveau bâtiment modulaire de 3 salles sera également implanté dans la cour élémentaire au cours du 1er trimestre scolaire 2018/2019.
  Montant de l'opération : 430 000 €.

- **école maternelle du Stockfeld :**
  Une nouvelle salle de classe maternelle sera créée fin 2018 dans l'actuel préau avant de démarrer une opération plus importante de transformation des anciens logements de service du 1er étage en locaux scolaires. Un nouveau préau sera par ailleurs réalisé en 2019 dans la cour maternelle.
  Montant de l'opération : 160 000 € en 2018 et 180 000 € en 2019.

3.2. Les travaux pour la sûreté des écoles

Depuis 2017, la Ville programme et met en œuvre des travaux de mesures anti attentats ou intrusions dans 3 domaines :

- **les systèmes d'alerte et d'alarme :**
  Durant l'été 2017, 6 sites pilotes ont fait l'objet de travaux : école maternelle des Canonniers, école maternelle Jacqueline, groupe scolaire du Neufeld, groupe scolaire Fischart, groupe scolaire Schwilgué et école primaire Marcelle Cahn.
  L'objectif est d'équiper toutes les écoles et les gymnases situés dans les enceintes scolaires de systèmes d'alerte et d'alarme pour la rentrée scolaire de septembre 2019 (coût global de l'opération 3 M€).

- **les systèmes de filtrage :**
  Il s'agit de mettre en place des systèmes de visiophonie ou d'étendre des installations existantes :
  - nouvelles installations de visiophonies réalisées en 2018 sur les 4 sites suivants : restaurant scolaire rue des Couples, école maternelle du Finkwiller, école maternelle Jacqueline et école maternelle Neuhof B,
  - extensions ou modifications de systèmes existants réalisés en 2018 sur les 3 sites suivants : école maternelle Oberlin, école primaire Schoepflin et école maternelle Léonard de Vinci.

L'objectif de la Ville est d'équiper également tous les sites de systèmes de filtrage pour la rentrée scolaire de septembre 2019.

- **les rehausses de clôtures :**
  Trois sites ont fait l'objet de travaux de rehausse de clôtures en 2018 : le groupe scolaire Sturm (300 000 €), le groupe scolaire du Neuhof (140 000 €) et le groupe scolaire du Hohberg (120 000 €).
  A noter que les travaux de rehausse des clôtures sont en général aussi entrepris lors des projets de restructuration lourde des écoles et sont ainsi intégrés à ces programmes.

3.3. Les travaux ponctuels de rénovation ou d'amélioration fonctionnelle

Parmi les travaux les plus significatifs engagés en 2018, on peut noter :

Les travaux d'aménagement des restaurants scolaires qui concernent les sites suivants :
- Groupe scolaire Camille Hirtz - modification de l'office, 120 000 €,
- Groupe scolaire Ste Madeleine (restaurant rue des Couples) - création d'une zone de débarrassage, 40.000 €,
- Groupe scolaire Fischart - remplacement du plancher du restaurant, 130 000€,
- Groupe scolaire Schuman - réaménagement de la laverie, 35 000€,
- Groupe scolaire de la Meinau, - modification de l'office pour permettre le passage à l'inox, 30 000€,
- Groupe scolaire du Rhin - modification de l'office pour permettre le passage à l'inox, 20 000 €.

Ces travaux de réaménagement sont réalisés durant les vacances d'été 2018.

Les travaux de réfection de couverture qui concernent les sites suivants :
- Ecole maternelle de la Meinau : remplacement de la couverture,

Montant de l'opération : 120.000 €, démarrage des travaux en automne,
- Groupe scolaire de la Niederau : les toitures des bâtiments les plus anciens nécessitent une intervention lourde à répartir sur plusieurs années.

Montant de l'opération : 200 000 € en 2017, 200 000 € en 2018 et 160 000 € en 2019.
- Ecole maternelle des Canonniers durant les vacances d'été 2018,

Montant de l'opération : 100 000 €.

Le remplacement des chaudières de plusieurs établissements :
Ces travaux s'intègrent au programme de remplacement des chaudières. Les sites concernés sont le groupe scolaire du Stockfeld (90 000 €) et le groupe scolaire Erckmann Chatrian (350 000 €).

Le remplacement de mobilier sur différents sites avec un programme 2018 d'un montant de 278 000 € décliné en :
- remplacement du mobilier scolaire à l'école élémentaire Sainte Madeleine et l'école élémentaire de la Ziegelau et le remplacement de l'ensemble des chaises à l'école maternelle Reuss.

- remplacement de mobilier en restauration scolaire pour le groupe scolaire Saint Thomas, le groupe scolaire de la Robertsau, l'école élémentaire Camille Hirtz et l'école maternelle du Stockfeld.

3.4.Les grandes opérations

Les travaux de restructuration, de mise en sécurité ou d'extension achevées à la rentrée, en cours ou dont le démarrage / l'achèvement est prévu à court terme sont les suivants (par ordre chronologique) :

Restructuration du bâtiment des anciens bains de Cronenbourg sur le site de l'école élémentaire Camille Hirtz :
A la rentrée 2018, le bâtiment des anciens bains municipaux est entièrement rénové et accueille la BCD et la salle informatique de l'école, la salle des maîtres, le bureau du directeur et le logement du Responsable Technique de Site.
Montant de l'autorisation de programme, y compris les travaux à la maternelle de Cronenbourg : 6 600 000 € (dont 1 300 000 € pour cette opération).

Extension et restructuration de l'école élémentaire Louvois :
Engagée en 2016, l'opération se terminera à la fin de l'année 2018.
Montant de l'autorisation de programme : 7 250 000 €.

Mise en sécurité de l'école maternelle Vauban :
Les travaux de rénovation et de restructuration de l'école seront achevés début 2019. Les travaux entrepris concernent le bâtiment principal à l'exclusion de la restauration.
Montant de l'autorisation de programme : 3 000 000 €.

Extension et restructuration du groupe scolaire Gustave Doré :
Délibéré en 2013, l'important programme de restructuration du groupe scolaire Gustave Doré se poursuit. Un nouveau bâtiment accueillant entre autre un restaurant scolaire sera livré pour la rentrée 2019. Suivront les travaux de restructuration des 3 bâtiments scolaires.
Montant de l'autorisation de programme : 16 400 000 €.

Extension et restructuration du groupe scolaire du Hohberg :
Les travaux de construction du nouveau restaurant scolaire du Hohberg se poursuivent pour une livraison en septembre 2019. Durant l'été prochain les travaux de restructuration et d'extension du bâtiment maternel démarreront et seront suivis par la restructuration du bâtiment élémentaire B.
Montant de l'autorisation de programme : 17 250 000 €.

Construction d'une nouvelle école maternelle dans la ZAC Danube :
La construction de cette nouvelle école maternelle se poursuit pour s'achever à l'été 2019. L'école ainsi que le restaurant scolaire sont construits en même temps qu'une opération de logements et l'opération est portée par l'Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur du groupement) et le promoteur Immobilière 3F Alsace.
Montant de l'autorisation de programme : 10 050 000 € sur la partie scolaire et périscolaire.

Construction d'un nouveau restaurant pour le groupe scolaire Marcelle Cahn :
L'opération qui prévoit également des locaux associatifs se déroule en face du groupe scolaire, Rue Cerf Berr, et permettra dans un second temps l'aménagement de salles de classes dans les locaux libérés. La livraison du nouveau restaurant est prévue en 2019.
Montant de l'autorisation de programme : 4 500 000 €.

Extension du groupe scolaire Stoskopf :
L'extension du groupe scolaire Stoskopf sera destinée à accueillir l'école maternelle et libèrera des salles au profit de l'école élémentaire, augmentant la capacité d'accueil globale du groupe scolaire. La construction de cette extension est prévue en bois à la fois pour des raisons environnementales mais aussi pour sa rapidité de construction.
Les travaux démarreront au cours du 1er trimestre scolaire 2018/2019.
Montant de l'autorisation de programme : 2 200 000 €.

Construction du nouveau restaurant et d'une salle d'évolution pour le groupe scolaire du Schulthfeld :
Situé en face de l'école, le chantier de construction de ce nouveau bâtiment démarrera en 2019 après démolition des immeubles dont la ville est propriétaire.
Montant de l'autorisation de programme : 4 300 000 €.

Mise en sécurité et restructuration du groupe scolaire du Schluthfeld :
Démarrés en 2018 les travaux de mise en sécurité et de restructuration du groupe scolaire du Schluthfeld ont permis de remplacer les menuiseries extérieures avant l'été et se sont poursuivis avec le re-cloisonnement de la salle d'évolution afin de créer deux nouvelles salles de classe pour la rentrée. Un nouveau bloc sanitaire maternel est mis en service au 1er étage. D'autres campagnes de travaux seront nécessaires au cours des étés à venir pour concrétiser le projet d'ensemble qui vise l'aménagement des combles et la suppression des locaux modulaires servant à l'actuelle restauration scolaire.
Montant de l'opération : 700.000 € en 2018, 6 M€ pour l'ensemble de l'opération.

4. Le Projet éducatif local

Le Projet éducatif local constitue un cadre de référence formalisé pour mener une politique éducative cohérente et ambitieuse sur un territoire défini.

S'appuyant sur le territoire, il permet à tous les partenaires éducatifs de formuler des objectifs communs et de s'approprier une culture et un langage commun.

Bien plus qu'un programme d'actions, il est un processus dynamique qui donne du sens à l'ensemble du champ éducatif jusqu'aux actions éducatives elles-mêmes.
Cette démarche incite fortement les parents et les acteurs éducatifs à repenser leurs conceptions éducatives, à partager des expériences, à s'enrichir de concepts théoriques et à trouver des références communes en mettant l'enfant au cœur du dispositif.

Après un temps d'évaluation du PEL en 2017, le début de l'année 2018 a été consacré à l'élaboration d'un nouveau projet éducatif local. La collectivité a conçu une méthode d'élaboration marquée par l'ambition de donner la parole à tous les acteurs.

Ainsi, une journée de travail a réuni 150 personnes : des enseignants, des directions d'écoles, des inspecteurs d'éducation nationale, des parents d'élèves, des associations de quartier et d'éducation populaire et les institutions publiques autour de deux questions :
- Quelle éducation aujourd'hui pour l'adulte que nous voulons demain ?
- Comment construire ensemble une vision de l'éducation pour la société que nous voulons demain?

Quatre ambitions sont au cœur du nouveau Projet éducatif local :
- le renforcement des capacités de coopération et de collaboration des acteurs éducatifs,
- l'accueil des parents pour mieux les accompagner, les encourager et promouvoir la condition parentale
- la promotion du bien vivre ensemble et le développement d'une citoyenneté active
- la construction de parcours éducatifs accessibles à tous pour donner du sens aux apprentissages et développer une éducation réellement inclusive.

Sur cette base commune, dès l'automne, des instances de travail seront actives dans les territoires au plus proches des acteurs, pour définir les objectifs communs et des actions prioritaires.

4.1. Sur le temps scolaire

La Ville finance et accompagne dans le temps scolaire un grand nombre d'actions à vocation éducative, destinées à encourager des comportements citoyens, ou encore à faciliter l'accès à des pratiques sportives ou culturelles.

a) L'éducation culturelle et artistique

Le **projet DEMOS** a démarré à Strasbourg au printemps 2018 pour 3 ans.
Démos est un projet de démocratisation culturelle, centré sur la pratique musicale en orchestre, initié et porté par la Philharmonie de Paris et mis en œuvre par le Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg. Aujourd'hui, 30 orchestres ont été créés dans toute la France.

8 écoles primaires strasbourgeoises accueillent à la rentrée 2018 chacune un pupitre d'instruments, donnant ainsi naissance à un orchestre de 120 enfants. Chaque enfant se voit confier un instrument de musique pendant 3 ans (et au-delà pour poursuivre sa pratique).

Les enfants suivent 3h30 de cours par semaine dont 2 heures en temps scolaire et 1h30 sur le temps périscolaire municipal. Par groupe de 15, ils sont encadrés par deux musiciens et un professionnel du champ social. Les parents sont étroitement associés pour favoriser l'implication et le bien-être de leur enfant tout au long du projet.

Une étroite collaboration entre l'Education nationale et la ville de Strasbourg (direction de la culture et direction de l'enfance et de l'éducation) a favorisé le déploiement du projet en temps scolaire et périscolaire. Ce projet engendrera une dynamique dans les écoles au profit des autres enfants (via les projets d'école et les ateliers périscolaires).

L'orchestre est formé de :
- 4 groupes de cordes (violon, alto, violoncelle et contrebasse) : écoles Marguerite Perey, Léonard de Vinci, Schwilgué et Meinau,
- 2 groupes de bois (flûte, clarinette, basson, hautbois) : écoles Gliesberg et Romains,
- 1 groupe de cuivres (trompette, trombones, cos et tubas) : école Ampère,
- 1 groupe de harpes et percussions : école Albert Le Grand.

Un concert annuel sera donné à la fin de chaque année scolaire dans l'auditorium de la Cité de la Musique et de la Danse à Strasbourg, et à la Philharmonie de Paris au printemps 2021. Le budget annuel est en moyenne de 380 000 € (ville de Strasbourg, Philharmonie de Paris, Région Grand Est).

La Ville contribue au fonctionnement de l'**ACMISA** (7 000 €) dispositif qui attribue des aides financières aux écoles pour le montage de projets artistiques. L'Eurométropole contribue également au budget de l'ACMISA à la même hauteur.

La Ville alloue une subvention à deux associations qui travaillent sur la **découverte et la valorisation du patrimoine local**, à savoir 4 500 € à la Fédération des œuvres Laïques et de 8 000 € à l'association des Œuvres Scolaires. Depuis plusieurs années, une centaine de classes bénéficient d'actions de sensibilisation au patrimoine.

La Ville est partenaire du concours départemental de **chant choral** organisé par la société des chorales d'Alsace par la mise à disposition de la salle du Palais des fêtes et en contribuant à cinq prix (850 €).

La Ville propose également le réseau des **médiathèques** municipales et met en place des activités d'accès à la lecture : visite-découverte de la médiathèque, sélection et présentation d'ouvrages, ateliers de conte… 7 000 élèves ont été accueillis.

De même, le service éducatif des **musées** propose chaque année un programme d'actions éducatives riche et varié mené autour des collections permanentes et des expositions temporaires. 10 000 enfants des écoles primaires de la ville découvrent chaque année un des nombreux musées strasbourgeois.

Enfin, le projet **Silence on lit** destiné à promouvoir la lecture à l'école sera développé durant l'année scolaire 2018/2019 avec les écoles volontaires. Une participation de 2 500 € à l'association finance l'accompagnement des écoles.

b) L'éducation citoyenne

L'odyssée citoyenne est un projet porté par l'association Thémis qui consiste à intervenir auprès des enfants au sein de l'école afin de leur proposer un parcours de sensibilisation citoyenne. Ce parcours est composé d'une information relative aux droits des enfants faisant référence à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, de visites avec pour thème le développement durable, le mémorial du Struthof ou encore les institutions européennes qui siègent à Strasbourg. 15 classes bénéficient de cette action sur le territoire de l'Eurométropole dont 10 strasbourgeoises.

Il s'agit d'amener les enfants à réfléchir sur leurs droits fondamentaux au quotidien, de parler de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et à partir d'un travail graphique d'échanger avec les adultes, parents, animateurs et enseignants.

c) La philo pour les enfants

L'association des Francas du Bas-Rhin propose aux enseignants et aux enfants d'échanger sur différents thèmes pour aiguiser l'esprit critique et surtout construire un argumentaire, constater des désaccords sans pour autant que cela conduise au conflit. Il s'agit d'apprendre à respecter les différents points de vue sur différents sujets pour mieux vivre ensemble.
Les Francas bénéficient d'un soutien à hauteur de 4 000 € pour le projet «Graine de Philo».

d) L'éducation scientifique en partenariat avec le Jardin des Sciences de l'Université de Strasbourg.

Le Planétarium mobile propose, à travers la mise en place d'un dôme gonflable et itinérant, de faire découvrir le ciel, les étoiles, les constellations et les planètes aux élèves n'ayant pas l'occasion de se rendre au planétarium fixe. De 2010 à 2018 ce ne sont pas moins de 13 000 élèves et leurs enseignants qui ont bénéficiés d'une séance du planétarium. Cela représente en moyenne 15 écoles et 1 200 élèves par année scolaire, intégrant la formation initiale des enseignants proposée par l'Inspection d'Académie, également partenaire de cette opération.

La création, en 2018, au cœur de l'école des Romains, d'une **station météo** permet aux enfants de questionner la météo et de mener une démarche scientifique. Elle a été accompagnée d'une formation destinée aux enseignants.

La Ville soutient l'ensemble de ces projets à hauteur de 10 000€.

e) L'éducation à l'environnement

La Ville, et notamment les Directions de l'enfance et de l'éducation et celle de l'environnement et des Services Publics Urbains, mènent des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable auprès des élèves, au travers de plusieurs programmes pédagogiques.

Le jardin au cœur de l'école

La ville de Strasbourg et la Direction Académique des Service de l'Education nationale dans le Bas-Rhin ont signé une convention pour la création de jardins pédagogiques dans les écoles volontaires. A partir des projets pédagogiques portés par les équipes enseignantes, associées aux équipes périscolaires, leurs idées et suggestions d'aménagement, la Ville participe à la réflexion et prend en charge la création du jardin. Les enseignants et les intervenants périscolaires s'engagent, avec les enfants, à faire vivre cet équipement d'éducation à l'environnement intégré à la vie de l'école.

Une ruche pédagogique à l'école (APISCOPE)

A l'initiative des équipes enseignantes et avec le concours d'un apiculteur professionnel, la ville de Strasbourg a financé l'installation du premier « Apiscope » Strasbourgeois. Cet équipement sécurisé permet aux enfants d'observer la vie d'une ruche tout au long de l'année, d'effectuer des calculs, des mesures mais aussi en apprendre plus sur la vie des abeilles. Ainsi deux de ces équipements, assortis d'un projet pédagogique, ont été installés dans les écoles Schumann dans le quartier de l'Esplanade et Karine située dans le quartier de Hautepierre. Un budget de 5 000 € y a été consacré.

Mise à disposition gratuite d'outils pédagogiques

La direction de l'environnement et des services publics urbains de l'Eurométropole de Strasbourg propose un large panel d'outils pédagogiques pour accompagner les enseignants et animateurs dans la mise en œuvre d'actions d'éducation à l'environnement, du cycle 1 au cycle 3.

Les thématiques abordées sont variées : la biodiversité, l'air, l'énergie, la réduction et le tri des déchets, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'eau, le développement durable et l'éco-citoyenneté.

Visites d'installations

A partir du cycle 3, il est également possible pour les écoles de découvrir des lieux de tri en visitant notamment les installations suivantes : le centre de tri et le centre de valorisation des déchets verts, la station d'épuration de Strasbourg - la Wantzenau, la réserve naturelle du Rohrschollen

f) L'éducation à la sécurité routière

Dans le cadre de sa politique de sécurité routière, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont dotées de différents outils :

Le Centre d'Education Routière de la Meinau
Il dispose d'une salle de cours, d'une salle informatique et d'un atelier mécanique vélo. Les animateurs du SIRAC accueillent chaque année environ 5 000 enfants de CM1/CM2. Pour les écoles strasbourgeoises les frais de déplacement sont pris en charge par la ville de Strasbourg.

La Ville et l'Eurométropole disposent également de nombreux outils pédagogiques de sensibilisation et d'éducation à la route. Ces documents servent de support pédagogique aux enseignants dans le cadre de leur obligation de dispenser une première éducation à la route (APER). Parmi ces outils, citons la mallette pédagogique de sécurité routière "Le jeu de la route avec le petit Prudent" à destination des CM1 et CM2, la mallette Abécédaire à destination des grandes sections de maternelles et plusieurs plaquettes pédagogiques sur les déplacements à pied ou à vélo.

Les permis piéton et permis vélo.

Le SIRAC propose une formation « permis piéton » aux élèves de CE1/CE2 et une formation « Permis vélo » aux élèves de CM1 et CM2. Pour l'année scolaire 2017/2018 ce sont plus de 800 enfants des écoles de Strasbourg qui ont participé à la démarche permis vélo.

g) La pratique sportive

Chaque année, des créneaux dans les piscines et la patinoire de l'Iceberg sont attribués aux écoles maternelles et élémentaires afin de favoriser la pratique des sports nautiques et de glisse.

Les **piscines** ont accueilli 414 classes représentant 10 350 élèves soit 124 200 entrées. Sur chaque créneau est mis à disposition un Maître-Nageur Sauveteur diplômé pour assurer l'apprentissage de la natation.
Pour la rentrée 2018-2019, l'apprentissage sera renforcé sur le quartier ouest de la Ville grâce à l'ouverture de la piscine de Hautepierre, avec la mise à disposition exclusive du bassin d'apprentissage sur tous les créneaux aux écoles primaires.

La **patinoire** a accueilli 133 classes pour 20 021 élèves qui ont pu participer à des activités de découverte sur glace en temps scolaire. Depuis la reprise en régie en septembre 2016, les séances primaires sont encadrées par un éducateur sportif diplômé en renfort de l'enseignant.

Le dispositif « Classes transplantées » sur le site du Baggersee »
Le service du Sport de la ville de Strasbourg accueille chaque année 30 classes soit près de 850 enfants sur le site du Baggersee proposant des activités physiques et sportives de découverte environnementale en fonction des projets des écoles volontaires. L'accueil des classes est organisé les lundis, mardis, mercredis matin, jeudis et vendredis. Les horaires d'accueil sont adaptés aux horaires des écoles pour que les classes puissent réintégrer leurs établissements respectifs avant 15h45.

Les interventions en temps scolaire,
Dans le cadre des interventions en temps scolaire, les ETAPS (Educateur Territorial des activités Physiques et Sportives) sont présents dans certaines écoles 3 jours par semaine pour intervenir auprès des enfants dans le cadre d'activités spécifiques.
Les ETAPS constituent ainsi des personnes ressources auprès des équipes pédagogiques et interviennent en situation pédagogique ou dans le cadre d'une « aide » théorique.

L'école municipale des sports
Les activités de l'école municipale des sports se déroulent les samedis matins sur cinq équipements répartis sur la ville (Reuss, Jacqueline, Louvois, Branly et St Florent). Plus de 220 enfants étaient inscrits pour la saison 2017 / 2018.

Participation aux ateliers éducatifs
Les agents du DAPSL (Département des activités physiques, sportives et de loisirs) participent aux ateliers éducatifs sur une vingtaine de créneaux durant l'année scolaire. Le fait d'intervenir sur les écoles où nous sommes présents sur le temps scolaire permet

de faire un travail complémentaire avec les enfants et que les éducateurs sportifs soient clairement identifiés sur les secteurs.
Parallèlement à ces interventions, les agents du DAPSL mettent en place également des « Temps non scolaires ouverts » qui consistent à proposer des activités ludiques et sportives aux enfants d'une école lorsqu'il n'y a pas d'activité organisée dans le cadre des ateliers éducatifs.

4.2 Sur le temps périscolaire et extrascolaire

a) L'accueil périscolaire en maternelle

Afin d'offrir aux enfants, avant et après la classe, un lieu de vie adapté à leur âge comme à leurs besoins, un accueil est organisé dans les écoles maternelles par la Ville. Il existe aujourd'hui 55 points d'accueil et environ 2 800 enfants sont accueillis quotidiennement dans ces structures. Pour les écoles élémentaires, ces services sont gérés par des structures associatives.

b) Les activités périscolaires gratuites après l'école

Deux ateliers par an pour un parcours éducatif
La ville de Strasbourg propose à tous les enfants des écoles élémentaires des ateliers d'initiation et de découverte dans différents domaines : artistique, culturel, sportif, scientifique et environnemental et socio-éducatif. Au travers des programmes d'activités proposés aux enfants, la Ville s'inscrit pleinement dans les orientations du Projet éducatif strasbourgeois (PEL).

Deux ambitions :
- proposer une offre d'activités diversifiée qui favorise **la découverte, l'éveil, la créativité, l'expression et le plaisir,**
- promouvoir une ouverture sur le monde, **former le citoyen dès le plus jeune âge** et lutter contre toute forme de discrimination.

Chaque atelier est l'occasion pour les enfants d'expérimenter « le vivre ensemble » : l'acceptation de l'autre, la diversité des points de vue, le fairplay, les règles de vie en collectivité, la coopération et l'égalité fille/garçon.

Le parcours
Le choix des activités par l'enfant doit s'entendre comme un parcours de découverte varié tout au long de sa scolarité.

Il s'agit de favoriser des expériences dans les domaines différents pour élargir ses connaissances et ses centres d'intérêt : sportif, artistique, scientifique, de sensibilisation à l'environnement et d'éducation à la citoyenneté.

L'organisation
Chaque enfant peut bénéficier de **deux ateliers différents par an, soit un par semestre.**
Les enfants font plusieurs vœux (choix) dans le programme proposé dans son école.

Les séances sont programmées à raison d'une fois par semaine de 15h45 à 17h15, les lundis, mardis, jeudis ou vendredis. **Les activités sont facultatives et gratuites**.
Près de 10 000 enfants du CP au CM2, soit 65% des enfants scolarisés se sont inscrits aux ateliers éducatifs proposés.

Les partenaires
Les activités sont animées par des professionnels spécialisés dans une discipline. Ils sont issus de fédérations ou clubs sportifs, de compagnies ou de collectifs d'artistes, d'associations scientifiques et également d'associations d'éducation populaires ou de quartiers, tels que les centre socio-culturels.

Par ailleurs, les institutions culturelles de la Ville, comme les musées de Strasbourg, le Shadok, la Mission patrimoine ou des centres d'arts sont très présents dans ce dispositif.

Deux projets artistiques en 2018 :

Un concert participatif Carmen
1 000 chanteurs se sont retrouvés au Zénith le 9 juin 2018. Ils ont été guidés par les Petits Chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'Opéra national du Rhin dirigés par Luciano Bibiloni. Le chœur participatif est formé par des amateurs de tous âges, accomplis, débutants, élèves d'écoles primaires, professionnels.

Des enfants de 11 classes des écoles Erckmann Chatrian, Albert le Grand, Saint-Jean, Romains, Eléonore, Schwilgué et Ziegelwasser ont constitué une partie des chœurs d'enfants présents dans cet opéra.

Un projet similaire sera conduit en 2019, intitulé « Chœur de cinéma » !

Diffusion au cinéma le Star
Dans le cadre des ateliers périscolaires, l'association Wings to Wonderland a animé des ateliers vidéo dans les écoles Sainte-Madeleine, Saint-Thomas, Schluthfeld et Ziegelau tout au long de l'année scolaire.
Les vidéos ont été montées et diffusées sur grand écran au cinéma le Star en présence des jeunes réalisateurs et de leurs parents fin juin.

c) Les accueils de loisirs

Le fonctionnement des accueils de loisirs maternels (ALM) avait été modifié suite à la réforme des rythmes scolaires en septembre 2014.
La sectorisation a été mise en œuvre pour l'accueil collectif proposé aux familles :

les mercredis de 11h30 à 18h15
Des navettes sont organisées en bus ou pédibus par le service périscolaire.
Ce service permet de ramener les enfants vers l'accueil de loisirs du quartier dès la sortie des classes.
La prise en charge des enfants et l'encadrement sont assurés par les animateurs.

En complément, le secteur associatif a pris le relais pour l'accueil des enfants entre 3 et 6 ans dans les écoles maternelles suivantes:

- Centre ville : la Maison des jeux pour la maternelle Pasteur, la Ligue de l'enseignement pour Ste Aurélie, Scheppler et Finkwiller;
- Esplanade : le CSC Rotterdam pour le Conseil des XV;
- Robertsau : le CSC Escale pour la Niederau ;
- Neuhof : la « clé des champs » pour Canonniers, Reuss, Ziegelwasser ;
- Hautepierre : le CSC Schoelcher pour Cronenbourg, Gustave Doré, Langevin, Perey, Wurtz.

les vacances

Un accueil est proposé du lundi au vendredi de 7h45 à 18h15 avec possibilité de restauration, sauf à l'ALM Ariane.

Sont accueillis les mercredis et durant les vacances plus de 2000 enfants différents entre 3 et 6 ans (soit 40 000 journées/enfants facturées).

L'organisation permet de poursuivre l'éducation et la socialisation des jeunes enfants dans un cadre ludique et de détente, grâce aux animations et activités récréatives, selon les thématiques développées par les équipes d'animation.
Des temps festifs ou de convivialité viennent également ponctuer le rythme des journées.
Les locaux sont adaptés aux activités proposées, avec l'utilisation des espaces périscolaires des écoles maternelles, ou des locaux mutualisés (salle de motricité, salle de sieste, sanitaires, cuisine pédagogique, BCD) disponibles hors temps scolaire.

Ces ALM se situent à proximité du domicile, permettant aussi de répondre aux besoins des familles durant leurs activités professionnelles.

4.3 Le contrat local d'accompagnement à la scolarité

L'accompagnement à la scolarité désigne l'ensemble des actions visant à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social.

Ces actions, qui ont lieu en dehors des temps de l'école, sont centrées sur l'aide aux devoirs et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire.

La ville de Strasbourg s'implique fortement dans ce dispositif par sa participation active au Comité Départemental de l'Accompagnement à la Scolarité, présidé par le Sous-préfet à la Ville. Le montant accordé par la Ville aux 25 associations porteuses de projets s'est élevé à 122 650 € pour l'année scolaire 2017-2018.

4.4 Le projet de réussite éducative (PRE)

Depuis 2006, le PRE assure chaque année l'accompagnement individualisé de 320 à 350 enfants ou adolescents de 2 à 16 ans orientés par les parents avec l'appui fréquent d'un professionnel de terrain (établissements scolaires, travailleurs sociaux, associations).

Les enfants bénéficiaires sont scolarisés dans un établissement relevant de la politique de la Ville. 70% sont scolarisés en école primaire et 30% sont dans le secondaire.

Les parcours individualisés de réussite éducative permettent la prise en compte des potentiels et des fragilités et des de chacun, dans une démarche de projet construite avec les parents et associant les acteurs compétents.
Le projet est animé par quatre coordonnatrices de réussite éducative et les membres des sept équipes pluridisciplinaires de soutien (EPS) chargées de l'examen des demandes et de l'élaboration des parcours. Les 32 membres de ces équipes sont les coordonnateurs REP/REP+, les adjointes aux Responsables d'Unités territoriales d'action sociale, et les chefs de service des équipes de prévention spécialisée.

Ce dispositif majeur du volet éducatif du Contrat de Ville est porté par la Caisse des écoles de la ville de Strasbourg sur cofinancement de l'Etat (contrat de Ville à 75%) et la CAF du Bas-Rhin.

Le budget alloué au programme pour l'année 2018 est de 678 000 euros.

4.5 Le projet d'accompagnement des parents : apprentissage du français dans les écoles maternelles

La Ville souhaite favoriser l'accompagnement à la fonction parentale des familles en :
- impliquant les parents dans la scolarité de leur enfant,
- facilitant leur compréhension du fonctionnement de l'école et des attentes de l'école vis-à-vis des élèves et des parents,
- favorisant les relations avec les enseignants.

Il a été proposé à des parents qui rencontrent des difficultés de compréhension et d'expression en français une offre d'apprentissage de 60 heures, facile d'accès et à proximité (dans l'école où est scolarisé leur enfant).

Cette action a été mise en œuvre dans 16 écoles maternelles au cours de l'année scolaire 2017-2018 (170 bénéficiaires). Elle a démontré tout son intérêt mais a également mis en lumière les besoins importants qui subsistent encore sur l'ensemble de la Ville.

L'offre d'apprentissage du français sera ainsi ouverte dans les écoles maternelles publiques en 2018-2019 dans lesquelles un besoin est recensé. Ce dispositif vient en complémentarité des dispositifs existants, Contrat de Ville, Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité, Réseau d'Ecoute et d'Appui à la parentalité, médiation familiale, espaces rencontres ou encore du dispositif de l'Education nationale « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants » qui se déroule en temps scolaire dans certaines écoles.
L'information auprès des familles est assurée par les directions d'école et les responsables périscolaires de site. Cette action est gratuite pour les bénéficiaires. Son montant est estimé à 200 000 € pour 2018-2019.

5. La pause méridienne

Près de 5,9 M€ sont consacrés au service de la restauration scolaire ; 16 500 enfants sont inscrits au service de restauration et 12 600 repas sont servis en moyenne chaque jour aux enfants des écoles élémentaires et maternelles.
La Ville propose une restauration sur 59 sites. Près de 10 500 repas ont été préparés et livrés en liaison froide dans 44 restaurants municipaux. Les autres repas ont été confectionnés par 15 partenaires externes à la Ville (maisons de retraite, auberge de jeunesse, restaurants d'entreprise, collèges, etc.) et les enfants déjeunent dans leur structure.
Le service de restauration scolaire s'inscrit dans le cadre de la pause méridienne qui comprend l'accueil pour le repas et la prise en charge des enfants avant, pendant et après ce moment, sur la plage de 12 heures à 14 heures. La restauration scolaire fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

5.1 Assurer aux enfants des repas équilibrés, diversifiés, intégrant des produits de qualité pour permettre de couvrir leurs besoins nutritionnels.

Un nouvel appel d'offre concernant la restauration (scolaire et accueils de loisirs) a été lancé par la collectivité pour une durée de deux ans (2017-2019) reconductible pour une nouvelle période de deux ans (2019-2021). Ce marché a été attribué à l'Alsacienne de restauration, prestataire basé à Schiltigheim, déjà titulaire du marché précédent, qui a su répondre à l'ensemble des choix et exigences de la collectivité, en y apportant des propositions adaptées.

Le nouveau marché de la restauration scolaire en place depuis la rentrée 2017 a permis :

a) Une harmonisation des produits d'origine biologique

Le taux de **produits d'origine biologique**, prioritairement issus de circuits courts, a été harmonisé pour l'ensemble des restaurants scolaires dans un objectif de cohérence de politique alimentaire à hauteur d'un **minimum de 30%**. Ainsi sur 20 repas consécutifs, différentes familles de produits biologiques sont proposées selon les fréquences suivantes : 5 crudités ou cuidités (légumes cuits en salade), 2 viandes et une préparation à base d'œufs, 5 légumes en garnitures, 5 produits laitiers, 4 céréales ou légumes secs, 4 fruits et du pain bio une fois par semaine.

Parmi la liste de produits proposés au menu, un certain nombre sera systématiquement d'origine biologique et issus de circuits courts : carottes, choux, pommes, cèleri, tomates en été, yaourts nature, 50% du jambon cuit et 30% de la viande de bœuf.

b) Le renforcement de la qualité des produits :

- Sélection de produits respectant le **bien-être animal**, intégrant l'élevage et l'abattage, en privilégiant le choix des viandes (volailles, bœuf, porc, agneau) et de certaines charcuteries issues de filières engagées.
- Introduction de **produits labellisés** pour garantir une qualité constante et supérieure répondant à des cahiers des charges précis et reconnus : les enfants bénéficieront ainsi d'un service de poulet de qualité « label rouge » ou équivalent par cycle de 8 semaines (en alternance avec du poulet bio), de 50% du jambon cuit de qualité « label rouge »

ou équivalent. Le prestataire proposera également des produits bénéficiant de signes garants de leur origine du type AOC, AOP ou équivalent.

- Recours à des **produits équitables** pour un commerce international plus juste à raison **d'une fois par mois** au minimum et aux **produits en circuit de proximité** dans le respect des saisons (réduisant le coût carbone et garantissant une bonne qualité organoleptique).
- Un « **repas bons pour ta planète** » (sans viande et sans poisson) proposé **une fois par mois.** L'objectif est de diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées au choix des matières premières, en proposant des menus originaux et goûteux, composés de protéines végétales (légumineuses, céréales) et complétées de protéines animales (laitages, œufs), de légumes et de fruits, permettant de couvrir les besoins nutritionnels des enfants.

5.2 Valoriser la pause méridienne comme un temps éducatif et d'apprentissage à part entière.

Depuis 2009, la Ville a entrepris des démarches visant à améliorer l'accompagnement des enfants par un renforcement de la présence d'encadrants lors de la pause méridienne (un adulte pour 20 enfants en élémentaire et un adulte pour 15 enfants en maternelle) et par une meilleure formation des équipes contribuant à la professionnalisation de leurs pratiques en matière de prise en charge des enfants.

Si bien se nourrir est important, manger dans de bonnes conditions l'est tout autant. Le temps du repas doit en effet être pour chacun un moment de plaisir, de détente et de récréation. C'est aussi un temps d'apprentissage au cours duquel les enfants sont sensibilisés à l'hygiène alimentaire, au goût et aux règles en collectivité.

Les cycles de menus sont transmis aux Responsables périscolaires de site (RPS), complétés d'une feuille de route permettant d'identifier les animations et thématiques mises à l'honneur, dans l'objectif de valoriser ces temps auprès des enfants, via leurs équipes d'encadrement.

Un livret, « Le Gratiné » élaboré par le prestataire titulaire de marché, l'Alsacienne de restauration, est distribué aux enfants toutes les 8 semaines où ils y trouveront des informations diverses (historiques, calendaires, thématiques…), des jeux, des recettes et les menus de la période.

5.3 Garantir à chacun un environnement adapté à la demande, sécurisé et sécurisant.

Dans un contexte de forte croissance de la fréquentation et pour sans cesse améliorer les conditions d'accueil des enfants favorisant leur bien-être, leur épanouissement et leur plaisir à manger, des mesures contre le bruit, des travaux d'extension et de mise en sécurité des locaux, des constructions de nouveaux restaurants sont entrepris régulièrement.

C'est ainsi que, le 6 novembre 2017, un nouveau restaurant scolaire a ouvert ses portes à l'école Louvois permettant ainsi de proposer un service de repas en self pour les

élémentaires de l'école Louvois et un service à table pour les maternelles de l'école Oberlin.

La Ville a souhaité généraliser l'usage de **contenants inertes réutilisables** pour le conditionnement des préparations rentrant dans la composition des menus de la restauration municipale. Le titulaire du marché s'engage à nous accompagner dans cette démarche qui se fera de manière progressive et concertée.
Cette évolution s'articulera en deux temps, correspondant aux deux périodes d'exécution du marché :

- à l'horizon d'août 2019, l'objectif est de déployer le plus rapidement possible l'utilisation des contenants inertes réutilisable, avec à minima 50% des effectifs journaliers en restauration scolaire ;
- à l'échéance du marché (fin août 2021), la proportion de contenants réutilisables inertes devra atteindre ou être proche des 100% des effectifs en restauration scolaire.

A ce titre, dès septembre 2017, en plus des plats principaux et des garnitures des repas standards déjà livrés en bacs inox dans les selfs, l'ensemble des entrées, des fromages à la coupe et des desserts élaborés a été conditionnés en contenants inox,.
Par ailleurs, le nouveau restaurant scolaire de Louvois ouvert le 6 novembre 2017 a été le premier site à bénéficier d'une livraison en tout inox pour le self, mais aussi pour le service à table. Il sert de référence pour la collectivité pour la poursuite du déploiement.

De plus, des études de faisabilité ont été lancées courant 2018 sur l'ensemble des sites de restauration.
C'est ainsi que deux nouveaux restaurants ont été transformés pendant la période estivale de juillet/août 2018, pour une livraison en contenants inox pour les repas des maternelles servis à table, dès la prochaine rentrée de septembre 2018 : Rhin (dont l'ALM les mercredis et vacances scolaires) et Meinau.
Par ailleurs, pour ces trois restaurants (Louvois, Rhin, Meinau), certains repas livrés actuellement en barquettes individuelles (repas adultes, repas végétariens, appoints,…) seront progressivement remplacées par des conditionnements inox.

En septembre 2018, 42% de nos effectifs fréquentant les cantines scolaires bénéficieront d'une livraison de repas conditionnés en contenants inertes réutilisables en inox.

Strasbourg est ainsi la première grande ville à s'engager dans une telle évolution de ses contenants de repas et donne d'ores et déjà l'impulsion à d'autres collectivités.

5.4 Mise en œuvre d'actions concrètes pour réduire et valoriser les déchets et ainsi viser le « zéro déchet » (contenants, contenu de l'assiette) et notamment :

Remplacement progressif des barquettes par des contenants inertes réutilisables inox (cf. ci-dessus) ;

Réduction du nombre de composantes du repas (de 5 à 4), sur les bases suivantes : une entrée, un plat protidique, une ou deux garnitures et un dessert ou un plat protidique, une

ou deux garnitures, un fromage et un dessert ; adaptation des **quantités de pain livré**, tenant compte de la composition des menus ; **simplification des recettes** parfois trop élaborées et moyennement appréciées par les enfants sous l'effet de la nouveauté, choix de **produits plus simples** ; pour **les selfs, réduction du nombre de choix** proposés pour les entrées, les fromages et les desserts (de 3 à 2 choix)

Déploiement d'actions éducatives pour sensibiliser les enfants à la nutrition et à la lutte contre le gaspillage alimentaire ;

Valorisation des bio-déchets : un marché distinct a été lancé pour le traitement et la valorisation des bio-déchets. Il a été attribué en juin 2018 à la société AGRIVALOR, réseau d'agriculteurs engagés dans les filières de recyclage agricole des déchets organiques. Le déploiement du dispositif dans les cantines a débuté en juin 2018 sur une dizaine de sites et se poursuivra dès la rentrée, avec un objectif de couvrir tous les restaurants d'ici la fin décembre 2018.

5.5 Améliorer le service rendu aux familles, en leur proposant une prestation souple, adaptée à leur mode de vie et à leurs ressources financières.

Depuis 2011, l'accès à la restauration scolaire est devenu plus juste et plus équitable avec une tarification solidaire. Dix tarifs sont ainsi proposés aux familles s'échelonnant pour l'année 2018/2019 de 1,40€ à 6,75€ (prix des repas réservés), définis selon le quotient familial de la CAF.
Chaque famille contribue ainsi au coût de ce service public en fonction de ses revenus et de la composition de son foyer.

Afin de mieux répondre aux attentes des familles, la Ville a souhaité proposer un choix de quatre catégories de prestations dans ses restaurants municipaux : un repas standard, un repas standard sans porc, un repas halal, un repas végétarien.
Le choix du type de menu est effectué chaque année au moment de l'inscription et est valable une année complète. Pour les sites municipaux, ainsi que pour quelques sites partenaires, les menus sont consultables depuis le site internet de la Ville. Ils sont par ailleurs tous affichés dans les tableaux d'affichage à l'entrée des écoles.

Par ailleurs, **la réservation des repas en ligne pour les cantines scolaires** a démarré à la rentrée 2018. Il s'agit d'un projet d´envergure qui poursuit plusieurs objectifs :
- réduire le gaspillage alimentaire (production de repas selon le nombre d´enfants) et réduire l'impact sur l'environnement (1 seule tournée de camions quotidienne par site de restauration au lieu de 2 auparavant)
- faciliter la vie des familles :
  - possibilité de réserver des repas à n´importe quel moment et de n´importe où,
  - tarifs des repas moins élevés pour les 70% de familles qui utilisaient des tickets et pas d´augmentation de tarifs pour les familles qui étaient en abonnement.
- améliorer l´accueil des enfants et les conditions de travail des agents-es, notamment en libérant chaque matin les ATSEM, qui n´ont plus besoin de compter les tickets de cantine.

Il n'y a plus de tickets de cantine, ni d'abonnements, ni de badges, ni de comptes familles à la rentrée scolaire de septembre 2018 pour laisser place à l'unique réservation en ligne. Les familles ont jusqu´au mercredi au plus tard pour ajouter ou supprimer des réservations de repas pour la semaine suivante. Tout repas réservé est commandé et est donc facturé à la famille. A partir du 11ème repas non réservé durant l'année scolaire, le tarif du repas est doublé selon le quotient familial, afin d'inciter les familles à réserver les repas en ligne.

Les familles ont été informées depuis mars de ces changements à plusieurs reprises et selon différents canaux : dépliants en mars au moment de la campagne d'inscription, dépliants synthétiques en juin dans les carnets de liaison des enfants, dépliants traduits dans 4 langues (anglais, arabe, turc et russe), affiches et flyers dans les carnets de liaison dans les écoles le jour de la rentrée, mailing à toutes les familles.

Les familles qui rencontrent des difficultés à réserver des repas en ligne peuvent appeler un numéro vert dédié ou se rendre au centre administratif et dans les mairies de quartier où ils sont accompagnés par les 60 agents-es du service Accueil et les 6 médiateurs-trices numériques spécifiquement recruté(e)s pour ce projet.
Par ailleurs l'ensemble des agents de la ville dans les écoles mobilisés sur ce projet (environ 300) accompagnent sur le terrain sa mise en œuvre.

Communiqué le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

58

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

ZAC DES DEUX RIVES : - Equipement public sur le site de l'ancienne COOP - accord de la ville de Strasbourg sur l'évolution du programme et sur un complément de participation. - Accord et avis préalable de la ville de Strasbourg au titre de l'article L5211-57 du CGCT sur le projet d'avenant n °2 au traité de concession.

I CONTEXTE

Au sein du projet d'aménagement des Deux-Rives, le site de l'ancien siège des Coopérateurs d'Alsace a vocation à être le creuset d'une nouvelle approche de la cité, inspirée par l'esprit coopératif, développant de nouvelles mixités entre cultures, vie sociale et économies, où innovation, création et esprit d'initiatives permettent de tester et d'inventer de nouveaux modes de vivre et d'entreprendre.

Par délibération du conseil municipal du 27 juin 2016, la ville de Strasbourg, en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL « Deux-Rives », a souhaité garantir les conditions de la préservation patrimoniale des lieux, assurer les conditions d'émergence de projets novateurs, privés comme publics, ouvrir un espace d'investissement de la Ville par ses habitants et ses acteurs.

Cette ambition se traduit notamment par la réalisation d'un équipement public multi-site.

Par délibération du 27 avril 2017, le Conseil a ainsi approuvé le programme d'équipement multi-site pour un coût prévisionnel d'opération de 22,30M€ HT ainsi que la participation de la Ville à hauteur de 20,6M€ HT, selon une clé de répartition financière de 92,4% à la charge de la Ville et 7,6% à la charge du bilan d'opération de ZAC, selon le principe de proportionnalité.

L'Appel à Manifestation d'Intérêt initié courant 2016 sur les bâtiments de la Virgule et une étude sectorielle sur le lieu-dit de la « Cave à vins » ont permis de préciser les besoins nécessaires aux objectifs poursuivis.

La présente délibération a donc pour objet de proposer au Conseil une modification de programme de l'équipement public, d'approuver un complément de participation financière de la Ville et d'actualiser l'échéancier de la participation globale.

II EVOLUTION DU PROGRAMME DE L'ÉQUIPEMENT PUBLIC SUR LE SITE DE L'ANCIENNE COOP

Le Conseil municipal a approuvé le 27 avril 2017 la réhabilitation des bâtiments existants sur le site de la COOP selon les caractéristiques programmatiques suivantes :

- Rappel du programme initial constitutif du lieu-dit de « la Virgule »

Le lieu-dit de la « Virgule » est constitué de plusieurs anciens bâtiments existants articulés autour d'une cour centrale, et qui avaient été identifiés comme des espaces privilégiés pour une appropriation artistique et créative des lieux.

Le programme initial prévoit la réhabilitation de ces différents bâtiments pour un coût prévisionnel de 4,68 M€ HT pour les éléments de programme suivants :

> **Le « Garage »** (1 900 m²) et **la « maison »** (340 m²) ont vocation à accueillir des artistes et artisans réunis en collectifs, futurs locataires des lieux. Une partie des lieux sera ouverte au public.

> **Le « Petit garage »** attenant (420 m²) sera remis en état et pourrait accueillir à terme un espace culturel.

> **La « Menuiserie »** (1 190 m²) et **le « Préau »** (374 m²) seront réaménagés pour abriter des ateliers de production ou « Makerspace » gérés par un collectif locataire et dont certains peuvent être ouverts au public.

> **Les « Ateliers Bois »** (390 m²) présentent une succession de sept ateliers d'environ 60 mètres carrés chacun. Ces ateliers sont prévus pour accueillir des artistes locataires à titre individuel.

- Evolution du programme du lieu-dit la Virgule

Dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt engagée sur les bâtiments du « Garage », de la « Maison » et de la « Menuiserie », trois collectifs d'artistes ont été finalement retenus, au lieu de deux collectifs initialement prévus. Les échanges avec eux portant sur les fonctionnalités futures des lieux, notamment sur l'ancienne « Menuiserie » et sur le « Préau » ont conduit à envisager une extension d'environ 255 m² supplémentaires par la création d'une liaison bâtie entre ces deux bâtiments existants, faisant ainsi passer l'ensemble aménagé du site de la « Virgule », de 4 614 m² à 4 869 m².
Le coût prévisionnel de cette partie du programme évolue ainsi de 4,68 M€ HT à 5,07 M € HT (hors frais de maîtrise d'ouvrage SPL).

Il est prévu que les bâtiments de la Virgule soient livrés à la ville de Strasbourg à l'été 2019.

Les collectifs d'artistes, futurs locataires, prendront alors en charge l'aménagement intérieur spécifique des locaux mis à disposition.

- **Rappel du programme initial constitutif de « la Cave à vins »**

Le programme initial de la « Cave à vins » porte sur une surface totale de 7 615 m², soit environ 65% de la surface du bâti.

Les autres espaces resteront propriété de la SPL et seront cédés dans le cadre de l'opération d'aménagement pour être dédiés à l'accueil d'activités à vocation économique (ateliers de travail, espaces de réunion…).

L'équipement public est centré sur deux espaces majeurs :
- au rez-de-chaussée, la salle hypostyle d'une surface de 1 760 m² aménagée pour organiser des expositions culturelles, y tenir des salons à caractère commercial, y accueillir épisodiquement des concerts pouvant rassembler jusqu'à trois mille spectateurs à l'image de ceux qui furent organisés dans le cadre des manifestations de l'Ososphère.

- la salle d'embouteillage, sur deux niveaux, conçue pour accueillir un grand espace de restauration d'une capacité d'accueil de 1 500 personnes. Au premier étage, sur une surface de 1 326 m², on trouve les locaux permettant d'installer les cuisines et leurs dépendances et une grande salle de restauration. Au deuxième étage, sur 870 m², sont aménagés des salons et leurs services.

En termes de montage, la Ville a prévu de mettre à disposition ces surfaces à un ou plusieurs exploitants en vue de faire vivre le site, dans le cadre d'une procédure d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) à lancer en octobre 2018 pour une sélection du ou des porteur(s) de projet au printemps 2019.

Le coût prévisionnel initial est de 6,98 M€ HT pour des locaux à livrer en coque brute à la Ville mi 2020. Initialement, les futurs porteurs de projets devaient acquérir et financer les équipements et aménagements nécessaires à leur exploitation (équipements de cuisine, sanitaires, vestiaires, chauffage, …).

- **Evolution du programme de la « Cave à vins »**

Une étude sectorielle a fait valoir que les investissements estimés initialement à la charge du preneur à un montant d'environ 4 M€ HT tendraient à restreindre fortement le nombre de candidats susceptibles de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt, au vu des capacités financières des opérateurs du secteur.

Dans ce contexte, la ville de Strasbourg et la SPL se sont rapprochés et ont convenu de faire évoluer le portage financier du programme de la « Cave à vins ».

En effet, les aménagements et équipements relatifs à la salle hypostyle et ceux dédiés au grand espace multiple de restauration à partir de la salle d'embouteillage sont décisifs pour l'avenir et l'attractivité du bâtiment, et plus largement pour le site de la COOP et de la ZAC, au regard du caractère central et symbolique de l'identité du lieu.

Afin de garantir que la Ville, en tant que futur propriétaire des lieux, puisse désigner un porteur de projet qualitatif sur le site, il est proposé au Conseil que la SPL réalise sous sa propre maîtrise d'ouvrage certains aménagements intérieurs et l'installation d'équipements de base.

Ces aménagements intérieurs et les équipements dédiés ont été estimés à un montant prévisionnel de 2,14 M€ HT (hors frais de maîtrise d'ouvrage SPL) et portent notamment :

- pour la salle Hypostyle sur les principales installations électriques, plomberie, ventilation, chauffage et sécurité incendie ainsi que sur les installations sanitaires et vestiaires publics et personnels,
- pour la salle d'embouteillage sur les mêmes équipements et sur des équipements de cuisine de base évolutifs, permettant de s'adapter selon les besoins des potentiels exploitants.

Dans ce contexte, il est proposé que la Ville préfinance le coût de ces aménagements et équipements intérieurs de base nécessaires à l'exploitation future du site par le versement d'un complément de participation à verser à la SPL et qu'après remise de l'équipement public à la ville de Strasbourg, cette dernière mette en place un montage lui permettant d'amortir les investissements préfinancés par une redevance ajustée à la charge du ou des futurs exploitants.

- **Rappel des éléments constitutifs du bâtiment dit de « l'Union sociale »**

Le bâtiment de l'Union sociale sera rehaussé d'un étage et accueillera le Centre d'études et de conservation des collections des musées de Strasbourg, dédiés à l'étude, la restauration et la conservation des collections des musées de Strasbourg. Ces espaces comporteront également une dimension de médiation et de valorisation des métiers y concourant et s'articulant avec la vocation créative du projet d'ensemble de la COOP.

La surface totale de cet équipement est de 8 200 m² pour un coût prévisionnel de 9,84 M € HT.
Un concours financier sera apporté par l'Etat, la Région et le Département dans le cadre du Contrat Plan Etat Région pour un montant total de 4,7 M€.

Cette partie du programme n'est pas modifié. Il est prévu que le bâtiment soit livré à l'automne 2019. Il sera ensuite aménagé intérieurement pour préparer le transfert des collections et des ateliers en vue d'une mise en service au printemps 2020.

L'ensemble de l'équipement public multi-site prévu à la COOP représente une surface totale qui évolue de 20 430 m² à 20 684 m².

Le coût prévisionnel initial est de 22,30 M€ HT.

Compte tenu du projet d'extension de la « Virgule » et des aménagements et équipements intérieurs de la « Cave à vins », il est proposé au Conseil d'approuver la modification de programme, le coût prévisionnel complet évoluant de 22,30 M€ à 24,94 M€ HT.

Le coût complet après modification de programme est décomposé comme suit :

- coût du foncier : 3,10 M€ HT
- honoraires et divers : 4,42 M€ HT
- travaux : 16,52 M€ HT
- frais de maîtrise d'ouvrage SPL : 0,90 M€ HT

ð TOTAL coût complet prévisionnel équipement public : 24,94 M€ HT.

III FINANCEMENT DE L'EQUIPEMENT PUBLIC MULTISITE, PARTICIPATION COMPLEMENTAIRE DE LA VILLE ET CALENDRIER PREVISIONNEL

Il est donc proposé au Conseil que la participation de la ville de Strasbourg d'un montant initial de 20,60 M€ HT soit ajustée ainsi qu'il suit :

- en ce qui concerne le lieudit de la « Virgule » : augmentation de 0,38 M€ HT, en application de la clé de répartition financière adoptée par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2017, soit 92,4 % à la charge de la Ville et 7,6 % à la charge du bilan d'opération ;
- en ce qui concerne la « Cave à vins » : augmentation de 2,23 M€ HT du fait du préfinancement intégral par la ville de Strasbourg du coût des aménagements et équipements intérieurs ; cette prise en charge intégrale permettant à la Ville de s'assurer d'une mise en concurrence optimale des porteurs de projet ; les coûts engagés par la Ville ont en effet vocation à être amortis par la perception par la Ville d'une redevance ajustée.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver le complément prévisionnel de participation de la Ville d'un montant de 2,61 M€ HT, ce montant étant ajusté en fonction du coût réel de l'opération.

Pour mémoire, la livraison prévisionnelle des différents éléments de programme de cet équipement culturel est prévue aux dates suivantes :
- Lieu-dit de « La Virgule » : été 2019
- Bâtiment dit de « La Cave à vins : mi 2020
- Bâtiment dit de « L'Union Sociale » : quatrième trimestre 2019.

Le complément de participation de la ville de Strasbourg modifie au plan budgétaire l'échéancier, ainsi qu'il suit :

Participation ville de Strasbourg	Echéancier initial (annuel)	Echéancier actualisé (complément) (annuel)
2017	1,9 M€ HT	1,9 M€ HT

2018	4,02 M€ HT	4,02 M€ HT
2019	3,23 M€ HT	4,84€ HT
2020	2 M€ HT	3M€ HT
2021 à 2026	1,55 M€ HT	1,55M€ HT par an
2027	0,15 M€ HT	0,15M€ HT
Participation prévisionnelle de la ville de Strasbourg	20,60 M€ HT	23,21 M€ HT

IV MODIFICATION N°1 DU DOSSIER DE REALISATION DE ZAC : ACCORD DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE SUR L'EVOLUTION DU PROGRAMME ET SUR UN COMPLEMENT DE PARTICIPATION SUR L'ÉQUIPEMENT PUBLIC

Les modifications de programme relatives à l'équipement public sur le site de la COOP ainsi que le complément de participation de la ville de Strasbourg requièrent une modification du dossier de réalisation de la ZAC des Deux Rives : modifications tenant au projet de programme des équipements publics, au programme global des constructions et aux modalités prévisionnelles de financement.

Dans ce cadre, l'article R 311-7 du code de l'urbanisme prévoit que lorsque le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités que le concédant, le dossier de réalisation doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques, en l'espèce de la ville de Strasbourg, sur le principe de réalisation de l'équipement, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et le cas-échéant sur leur participation au financement.

Par conséquent, il est proposé que la ville de Strasbourg donne son accord sur :

- le principe de réalisation de l'équipement public, en son programme modifié, tel que plus amplement développé au présent rapport
- le complément de participation d'un montant supplémentaire de 2,61 M€ HT, pour atteindre au final une participation totale de 23,21 M€ HT
- l'échéancier de paiement actualisé
- la confirmation des modalités d'incorporation de l'équipement public dans le patrimoine municipal, selon modalités adoptées par délibération du 24 avril 2017.

V AVIS DE LA VILLE DE STRASBOURG SUR LE PROJET D'AVENANT N°2 AU TRAITE DE CONCESSION

Les modifications de programme relatives à l'équipement public sur le site de la COOP ainsi que le complément de participation de la ville de Strasbourg requièrent également des modifications à opérer sur le traité de concession signé entre l'Eurométropole et la SPL « Deux Rives » en date du 12 janvier 2015.

Ce qui requiert la passation d'un avenant à conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL « Deux Rives ».

Ainsi, conformément à l'article L 5 211-57 du code général des collectivités territoriales, les décisions du Conseil d'un EPCI à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des Communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du Conseil municipal de cette Commune.

Il est proposé par conséquent que la ville de Strasbourg émette un avis favorable sur le projet d'avenant n°2 annexé à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
Vu la délibération de l'Eurométropole du 20/12/2013 réitérée le 21/2/2014 approuvant le dossier de création de la ZAC des Deux Rives
Vu la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 28/04/2017 approuvant le dossier de réalisation initial et le programme des équipements publics de la ZAC des Deux Rives
Vu la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC des Deux Rives signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL « Deux Rives » le 12/01/2015
Vu la délibération-cadre du Conseil municipal de Strasbourg du 27/06/2016
Vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 27/04/2017,
Vu le projet d'avenant n°2 du traité de concession à signer entre l'Eurométropole et la SPL « Deux Rives »
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L 300-5 et R 311-7
Vu le code général des collectivités publiques, notamment l'article L 5 211-57
après en avoir délibéré,

approuve

Les modifications du programme de l'équipement public multi-site à édifier sur le territoire de l'ancienne COOP, selon éléments plus amplement exposés au rapport,

Le versement par la ville de Strasbourg d'un complément de participation financière prévisionnelle à hauteur de 2,61 M€ HT, sur appels de fonds de la SPL « Deux Rives », en contrepartie de la remise à la Ville de l'équipement public,

Selon l'échéancier actualisé ci-dessous :

Participation ville de Strasbourg	***Echéancier initial (annuel)***	***Echéancier actualisé (complément) (annuel)***
2017	*1,9 M€ HT*	*1,9 M€ HT*
2018	*4,02 M€ HT*	*4,02 M€ HT*

2019	*3,23 M€ HT*	*4,84€ HT*
2020	*2 M€ HT*	*3M€ HT*
2021 à 2026	*1,55 M€ HT*	*1,55M€ HT par an*
2027	*0,15 M€ HT*	*0,15M€ HT*
Participation prévisionnelle de la ville de Strasbourg	*20,60 M€ HT*	*23,21 M€ HT*

confirme

Les modalités d'incorporation de l'équipement public dans le patrimoine municipal, selon modalités délibérées par délibération municipale du 24 avril 2017,

émet un avis favorable préalable

Sur le projet d'avenant n°2 du traité de concession à conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL « Deux Rives », en application de l'article l 5 211-57 du code général des collectivités territoriales,

autorise

Le Maire ou son-sa représentant-e à solliciter auprès des partenaires des financements complémentaires pour la réalisation de ce programme d'équipement, à signer toute convention et avenant requis et à mettre en œuvre toute procédure y afférant.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

AVENANT N°2 à la

CONCESSION D'AMENAGEMENT

POUR LA REALISATION DE LA ZAC DES « DEUX-RIVES »

ENTRE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET LA SPL « DEUX-RIVES »

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1 Place de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 septembre 2018, ci-après dénommée « le concédant » ou « l'Eurométropole de Strasbourg »

D'une part

ET

La Société Publique Locale « Deux-Rives » au capital de 5 000 000 d'euros, sise 3 rue de la Coopérative, 67016 STRASBOURG cedex, inscrite au RCS de Strasbourg sous le numéro 803 433 366 00025, représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric BAZARD, habilité à représenter la société en vertu d'une décision du Conseil d'Administration du 26 juin 2014 et du Conseil d'Administration du 28 septembre 2018, ci-après dénommée « le concessionnaire » ou la SPL « Deux-Rives »,

D'autre part

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération du 19 décembre 2014, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé l'attribution de la concession de la ZAC des Deux-Rives à la SPL « Deux-Rives », le traité de concession et ses annexes ainsi que les participations financières prévisionnelles de l'Eurométropole de Strasbourg et des autres collectivités compétentes.

Le traité de concession a été signé et notifié à la SPL le 12 janvier 2015.

Dans le cadre de la mission qui lui a été confiée, la SPL Deux-Rives a approfondi les études urbaines portées par le schéma directeur, en conduisant des études « plan guide » avec ses deux équipes de

maîtrise d'œuvre urbaine : le groupement TER, 51N4E, LIST et OTE et le groupement Alexandre CHEMETOFF & Associés et GCI.

Le plan guide ayant pour objet de fixer les orientations de la ZAC encadre les évolutions du projet urbain, précisant les éléments structurants développés lors de la création de la ZAC pour établir les bases de son dossier de réalisation.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 avril 2017.

Le dossier de réalisation approuvé a induit des modifications contractuelles à la concession d'aménagement initiale et à ses annexes, ce qui a été opéré par voie d'avenant n°1 au traité de concession signé par les parties le 12 septembre 2017, portant respectivement sur :

- des mises à jour du programme prévisionnel des constructions et du projet de programme des équipements publics de la ZAC, objet de la concession

- des compléments aux missions et modalités de rémunération du concessionnaire nécessaires au bon déroulement de l'opération d'aménagement, aux conditions de partenariat entre le concédant et le concessionnaire et aux modalités de contrôle de l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité de concédant

- des modifications relatives au financement des opérations par la révision de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg, s'établissant à un montant de 20,56 M€ HT, en contrepartie de la remise d'ouvrages précisés dans le cadre des études du plan guide du dossier de réalisation

- une modification de la participation prévisionnelle de la Ville de Strasbourg, en contrepartie de la remise de l'équipement public localisé sur le site de l'ancienne COOP, passant d'un montant de 15 M€ à un montant de 20,6 M€ HT, conformément à la délibération de la Ville de Strasbourg du 24 avril 2017 donnant son accord sur le montant de sa participation, le programme, l'échéancier et les conditions de l'incorporation de l'équipement dans son patrimoine municipal et conformément à la délibération du 30 juin 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg

Suite à un appel à manifestation d'intérêt courant 2016 sur les bâtiments du lieudit de la Virgule et à une étude sectorielle menée sur le site de la Cave à Vins, la Ville de Strasbourg, en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL, a proposé une évolution du programme d'équipement public COOP.

Cette modification du programme d'équipement public sur le site de l'ancienne COOP génère à la fois des modifications tenant à la procédure de ZAC (modification n°1 du dossier de réalisation, modification n°1 du programme des équipements publics) et des modifications contractuelles de la concession d'aménagement (avenant n°2).

Dans ce contexte, par délibération municipale du 24 septembre 2018, le Conseil a approuvé les modifications du programme d'équipement public ainsi que le versement d'un complément au titre

de la participation prévisionnelle de la Ville à hauteur de 2,61 M€ HT, en contrepartie de la remise à la Ville de cet équipement public.

Par délibération du 28 septembre 2018, l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité de concédant et d'autorité compétente, a approuvé la modification n°1 du dossier de réalisation de la ZAC des Deux-Rives, la modification du programme des équipements publics, a confirmé le complément de participation prévisionnelle de la Ville et autorisé la signature du présent avenant.

Ceci étant exposé, les Parties se sont rapprochées et conviennent de modifier la concession d'aménagement et ses annexes, ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1. Modification du programme d'équipement public COOP

Sur le site de l'ancienne COOP, qui accueillera à terme les futurs équipements publics de la Ville de Strasbourg, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par la Ville courant 2016 sur les bâtiments du « Garage », de la « Maison » et de la « Menuiserie » du lieudit de la « Virgule » en vue de désigner deux collectifs d'artistes et artisans qui occuperont les locaux pour en faire des lieux de création et qui pourront être ponctuellement ouverts au public.

Trois collectifs d'artistes ont été finalement retenus, au lieu de deux collectifs initialement prévus. Les échanges portant sur les fonctionnalités futures des lieux, notamment sur l'ancienne « Menuiserie » et sur le « Préau » ont conduit à envisager une extension qui sera mise à leur disposition.

En parallèle, la SPL avait lancé une étude sectorielle sur les locaux de la salle hypostyle et de la salle d'embouteillage du lieu-dit de la « Cave à vins ». La Ville envisage, après remise de l'équipement par la SPL maître d'ouvrage, de mettre à disposition ces surfaces à un ou plusieurs exploitants pour une activité de type restauration, bar, exposition, concerts, en vue de faire vivre le site, dans le cadre d'une procédure d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) à lancer d'ici 2019. Cette étude sectorielle a fait valoir que les investissements nécessaires pour exploiter le site, d'un montant estimé à 4 M€ HT, tendraient à restreindre fortement le nombre de candidats susceptibles de répondre à cet appel à manifestation d'intérêt, au vu des capacités financières du secteur.

Partant de ce constat, la Ville de Strasbourg, a approuvé par délibération municipale du 24 septembre 2018 une évolution du programme public, inscrit au programme des équipements publics de la ZAC des Deux-Rives, et un complément de sa participation prévisionnelle à hauteur de 2,61 M€ HT, l'Eurométropole de Strasbourg ayant confirmé en sa qualité de concédant ce complément de participation par délibération du 28 septembre 2018.

Les évolutions du programme d'équipement public portent sur les éléments suivants :

- une extension de surface de 255 m² des locaux du lieudit de la Virgule portant le coût prévisionnel de cette partie du programme de 4,68 M€ HT à 5,07 M€ HT (hors frais de maîtrise d'ouvrage SPL).

- la réalisation d'aménagements intérieurs et la mise en place d'équipements dédiés à l'exploitation du site de la Cave à Vins par un ou des futurs preneurs, dont les coûts ont été estimés par une étude sectorielle engagée par la SPL à un montant prévisionnel de 4 M€ HT. Au final, ces aménagements intérieurs et équipements dédiés sont évalués à un montant de 2,14 M€ HT (hors frais de maîtrise d'ouvrage SPL).

Les modifications du programme d'équipement public portent ainsi le coût prévisionnel complet de l'équipement public de 22,30 M€ à 24,94 M€ HT.

Par conséquent, les parties conviennent de modifier l'article 1.2 de la concession d'aménagement modifié une première fois par avenant n°1 en date du 12 septembre 2017, comme repris ci-dessous :

1.2. *Cette opération s'inscrit dans un périmètre figurant sur le plan joint en* ***Annexe 1*** *des présentes.*

- Projet de programme global des constructions de la concession issu du dossier de réalisation :

L'opération d'aménagement « Deux-Rives » doit permettre la réalisation d'un programme global des constructions nouvelles ou la réhabilitation avec changement de destination d'environ 472 200 m² de surface de plancher dont environ 323 500 m² de surface de plancher de logements, 121 200 m² de surface de plancher d'activités économiques et de commerces et 27 500 m² de surface de plancher d'équipements publics.

La répartition prévisionnelle de la programmation des logements se décompose de la manière suivante : 30% des surfaces en logements locatifs sociaux sauf aux abords immédiats du quartier historique du port du Rhin, 4% des surfaces de logements en accession sociale, et la part majoritaire des surfaces étant dédiée aux logements en accession libre (dont un objectif de 10% en programmes d'habitat participatif ou équivalent).

- Projet de programme des équipements publics de la concession issu du dossier de réalisation :

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux d'infrastructure, à savoir les voiries, réseaux, espaces publics et coulée verte, passerelle et installations diverses à réaliser pour répondre en tout ou partie aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Outre les travaux d'infrastructure, l'aménageur réalisera également dans le cadre de la présente concession des équipements de superstructure, notamment :

- *des ouvrages de stationnement en silos sur les secteurs citadelle, Starlette et COOP, destinés à répondre exclusivement aux besoins des habitants ou usagers de la ZAC, dont la capacité est aujourd'hui estimée à 2195 places.*

- *trois groupes scolaires (écoles maternelle et élémentaire) destinés aux besoins exclusifs des habitants ou usagers de la ZAC*

- *un équipement culturel multi site sur le secteur de la « COOP » ouvert aux activités créatives développées par le projet sur la COOP et composé de différents espaces : ateliers artistiques, lieux de travail pour les métiers de création, espaces mutualisés, concerts, festivals, expositions, offres diversifiées de restauration, centre d'études et de conservation des collections des Musées de Strasbourg et espaces pédagogiques.*

Ce programme est développé plus amplement dans le dossier de réalisation de ZAC approuvé par délibération du Conseil de l'Ems du 28 avril 2017 à laquelle il est renvoyé.

Les parties conviennent de remplacer l'article 1.2 précédemment rappelé par l'article 1.2 ainsi modifié :

1.2. *Cette opération s'inscrit dans un périmètre figurant sur le plan joint en **Annexe 1** des présentes.*

- Projet de programme global des constructions de la concession issu du dossier de réalisation :

L'opération d'aménagement « Deux-Rives » doit permettre la réalisation d'un programme global des constructions nouvelles ou la réhabilitation avec changement de destination d'environ 472 455 m² de surface de plancher dont environ 323 500 m² de surface de plancher de logements, 121 200 m² de surface de plancher d'activités économiques et de commerces et 27 755 m² de surface de plancher d'équipements publics.

La répartition prévisionnelle de la programmation des logements se décompose de la manière suivante : 30% des surfaces en logements locatifs sociaux sauf aux abords immédiats du quartier historique du port du Rhin, 4% des surfaces de logements en accession sociale, et la part majoritaire des surfaces étant dédiée aux logements en accession libre (dont un objectif de 10% en programmes d'habitat participatif ou équivalent).

- Projet de programme des équipements publics de la concession issu du dossier de réalisation :

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux d'infrastructure, à savoir les voiries, réseaux, espaces publics et coulée verte, passerelle et installations diverses à réaliser pour répondre en tout ou partie aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Outre les travaux d'infrastructure, l'aménageur réalisera également dans le cadre de la présente concession des équipements de superstructure, notamment :

- *des ouvrages de stationnement en silos sur les secteurs citadelle, Starlette et COOP, destinés à répondre exclusivement aux besoins des habitants ou usagers de la ZAC, dont la capacité est aujourd'hui estimée à 2195 places.*

- *trois groupes scolaires (écoles maternelle et élémentaire) destinés aux besoins exclusifs des habitants ou usagers de la ZAC*

- *un équipement public multi site sur le secteur de la « COOP » ouvert aux activités créatives développées par le projet sur la COOP et composé de différents espaces : ateliers d'artistes et d'artisans, lieux de travail pour les métiers de création, espaces mutualisés, concerts, festivals, expositions, offres diversifiées de restauration, centre d'études et de conservation des collections des Musées de Strasbourg et espaces pédagogiques.*

Ce programme est développé plus amplement dans le dossier de réalisation de ZAC approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 avril 2017 ainsi que dans le dossier de réalisation de ZAC modifié et le programme des équipements publics modifié (modification n°1) conformément à la délibération de l'Eurométropole du 28 septembre 2018, auxquels il est renvoyé. »

ARTICLE 2. Financement des opérations du programme d'équipement public COOP - complément de participation de la Ville de Strasbourg – actualisation de l'échéancier de participation prévisionnelle de la Ville de Strasbourg

Par la délibération municipale du 24 septembre 2018, la Ville de Strasbourg a approuvé les modifications du programme de l'équipement public multi-site à édifier sur le territoire de l'ancienne COOP et le versement d'un complément de sa participation financière prévisionnelle à hauteur de 2,61 M€ HT, en contrepartie de la remise de cet équipement public, en application de l'article R 311-7 du code de l'urbanisme et de l'article 1.2 de la concession d'aménagement initiale.

L'article R 311-7 du code de l'urbanisme dispose en effet que lorsque le projet de programme des équipements publics comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités, le dossier de réalisation doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et le cas-échéant, sur leur participation au financement.

En outre, l'article 1.2 de la concession d'aménagement initiale prévoit qu'outre les travaux d'infrastructure, l'aménageur réalisera également dans le cadre de la présente concession des équipements de superstructure notamment un projet d'équipement public dont le programme définitif et l'articulation avec la vocation créative de ce secteur restent encore à affiner et à valider par la collectivité compétente.

Par délibération du 28 septembre 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a confirmé en sa qualité de concédant le complément de participation de la Ville à hauteur de 2,61 M€ HT, TVA en sus, en contrepartie de la remise de cet équipement public, ce conformément à l'article L 300-5 III du code de l'urbanisme.

Il a été précisé à l'article précédent que les modifications du programme d'équipement public portent le coût prévisionnel complet de l'équipement public de 22,30 M€ à 24,94 M€ HT.

Les parties ont convenu d'appliquer la clé de répartition financière délibérée par le Conseil municipal en date du 24 avril 2017 (92,4 % à la charge de la Ville, 7,6 % à la charge du bilan d'opération) pour ce qui concerne l'évolution de programme portant sur le site de la Virgule.

Toutefois, concernant les investissements portant sur les aménagements intérieurs et équipements dédiés localisés dans le site de la Cave à Vins, les parties ont convenu que la Ville de Strasbourg préfinance intégralement le coût de ces aménagements nécessaires à l'exploitation future du site, étant précisé que la Ville mettra en place après remise de l'équipement public un montage lui permettant d'amortir les investissements préfinancés par elle, via une redevance ajustée à la charge du ou des futurs exploitants de ce site.

Par conséquent, la participation de la Ville de Strasbourg à l'équipement public de la COOP doit faire l'objet d'un complément à verser par la Ville de Strasbourg à la SPL Deux-Rives, maître d'ouvrage sur cet équipement.

Cette participation prévisionnelle était estimée à un montant de 15 M€ à la date de signature de la concession d'aménagement le 12 janvier 2015, selon bilan prévisionnel.

Par avenant n°1 signé entre les parties le 12 septembre 2017, cette participation prévisionnelle a évolué d'un montant de 15 M€ HT à 20,6 M€ HT.

Le présent avenant n°2 a pour objet de compléter la participation prévisionnelle de la Ville de Strasbourg, afin de la faire évoluer d'un montant de 20,6 M€ HT à un montant de 23,21 M€ HT, du fait de l'évolution de programme exposé infra et en application de la clé de répartition délibérée par le Conseil municipal en date du 24 avril 2017. Le complément de participation se chiffre ainsi à un montant de 2,61 M€ HT.

Ce complément de participation est ainsi ventilé :

- en ce qui concerne le lieudit de la « Virgule » : augmentation de la participation de 0,38 M€ HT;
- en ce qui concerne la « Cave à vins » : augmentation de la participation de 2,23 M€ HT.

Par conséquent, les parties conviennent de modifier l'article 17.6 de la concession d'aménagement modifié une première fois par avenant n°1 en date du 12 septembre 2017, comme repris ci-dessous :

« 17.6 Participation des autres collectivités

Suite aux délibérations de la Ville de Strasbourg respectivement du 27 juin 2016 et 24 avril 2017, il convient, conformément à l'article L300-5 III du code de l'urbanisme, de préciser les modalités de la participation financière prévisionnelle de la Ville de Strasbourg d'un montant de 20,60 M€ HT.

Par conséquent, le paragraphe 2 est modifié comme suit :

Le projet d'équipement culturel mentionné à l'article 1.2 a été confirmé par délibération de la Ville de Strasbourg du 27 juin 2016 actant le principe de la mise en œuvre d'un tel équipement et par délibération du 24 avril 2017 approuvant le montant de la participation financière prévisionnelle de la Ville de Strasbourg.

L'équipement culturel multi-site du secteur de l'ancienne COOP est estimé à un coût prévisionnel de 22,30 M€ HT et sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL. Cet équipement public culturel multi-site dépasse les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.

Les parties ont convenu d'adopter une clé de répartition de 92,4% à la charge de la Ville de Strasbourg et 7,6% à la charge du bilan de l'opération, sur la base d'une estimation des services dont bénéficieront les futurs habitants de la ZAC et de l'attractivité favorable au développement économique du territoire induite par la valorisation de la COOP sur l'ensemble de la ZAC.

Par conséquent, la participation prévisionnelle de la Ville de Strasbourg au financement de cet équipement s'établit à un montant de 20,60 M€ HT.

Le cas échéant, la participation de la Ville de Strasbourg affectée à l'équipement culturel du secteur COOP sera modifiée en fonction de l'évolution de l'assiette de calcul de la participation correspondant au coût d'opération réel de l'équipement.

La participation de la Ville de Strasbourg de Strasbourg sera versée à la SPL « Deux-Rives » par tranches successives, définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent dans les

prévisions budgétaires, conformément au plan de trésorerie annexé au traité de concession, et prévisionnellement, selon le calendrier suivant :

- *2017 : 1 900 000 € HT*
- *2018 : 4 020 000 € HT*
- *2019 : 3 230 000 € HT*
- *2020 : 2 000 000 € HT*
- *2021-2026 : 1 550 000 € HT*
- *2027 : 150 000 € (solde).*

La participation "affectée" aux ouvrages publics sera appelée par la SPL « Deux-Rives » auprès de la Ville de Strasbourg sous forme d'acomptes successifs jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

La TVA éventuellement exigible sur l'ouvrage sera appelée par l'aménageur à la livraison de l'ouvrage ».

Les parties conviennent de remplacer l'article 17.6, précédemment rappelé, par l'article 17.6 ainsi modifié ci-dessous :

« 17.6 Participation des autres collectivités

D'autre part, en ce qui concerne les équipements publics relevant de la compétence d'autres collectivités que le concédant, il est rappelé en application de l'article R 311-7 du code de l'urbanisme que ces autres collectivités seront amenées à délibérer au moment de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC et à faire état le cas-échéant de leur accord sur le principe de la réalisation du projet d'équipement, sur les modalités de son incorporation dans leur patrimoine et le cas-échéant sur leur participation au financement de cet équipement relevant de leur compétence.

Le projet d'équipement public mentionné à l'article 1.2 a été confirmé par délibération de la Ville de Strasbourg du 27 juin 2016 actant le principe de la mise en œuvre d'un tel équipement et par délibération du 24 avril 2017 approuvant le montant de la participation financière prévisionnelle de la Ville de Strasbourg.

L'équipement public multi-site du secteur de l'ancienne COOP a ainsi été estimé à un coût prévisionnel de 22,30 M€ HT et sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL. Cet équipement public multi-site dépasse les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.

Du fait des investissements complémentaires nécessaires à l'attractivité des équipements, le coût prévisionnel total a été révisé à 24,94 M€ HT, soit une augmentation de 2,64 M€ HT. Le cout prévisionnel est décomposé comme suit :

- *coût du foncier : 3,10 M€ HT*
- *honoraires et divers : 4,42 M€ HT*
- *travaux : 16,52 M€ HT*
- *frais de maitrise d'ouvrage du concessionnaire : 0,9 M€ HT.*

Les parties ont convenu d'adopter une clé de répartition de 92,4% à la charge de la Ville de Strasbourg et 7,6% à la charge du bilan d'opération, sur la base d'une estimation des services dont bénéficieront les futurs habitants ou usagers de la ZAC et de l'attractivité favorable au développement économique du territoire induite par la valorisation de la COOP sur l'ensemble de la ZAC, à l'exception pour ce qui concerne la partie d'investissements relative aux aménagements et équipements intérieurs de la « Cave à vins », pour lesquels le préfinancement sera supporté intégralement par la Ville de Strasbourg.

Par conséquent, la participation prévisionnelle de la Ville de Strasbourg au financement de cet équipement a été augmenté de 2,61 M€ HT et s'établit à un montant révisé de 23,21 M€ HT.

Ce complément de participation est ainsi ventilé :

- *en ce qui concerne le lieudit de la « Virgule » : augmentation de la participation de 0,38 M€ HT;*
- *en ce qui concerne la « Cave à vins » : augmentation de la participation de 2,23 M€ HT.*

Conformément aux articles R 311-7 et L 300-5 du code de l'urbanisme, les modalités de la participation financière prévisionnelle de la Ville de Strasbourg et son montant ont été soumis à l'accord préalable de la Ville de Strasbourg par une délibération approuvée lors de la séance du conseil municipal du 24 septembre 2018.

Le cas échéant, la participation de la Ville de Strasbourg affectée à l'équipement public du secteur COOP sera modifiée en fonction de l'évolution de l'assiette de calcul de la participation correspondant au coût d'opération réel de l'équipement.

La participation de la Ville de Strasbourg de Strasbourg sera versée à la SPL « Deux-Rives » par tranches successives définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent dans les prévisions budgétaires, conformément au plan de trésorerie annexé au traité de concession, et prévisionnellement, selon le calendrier actualisé suivant :

Participation Ville de Strasbourg	***Echéancier initial (annuel)***	***Echéancier actualisé (complément) (annuel)***
2017	*1,9 M€ HT*	*1,9 M€ HT*
2018	*4,02 M€ HT*	*4,02 M€ HT*
2019	*3,23 M€ HT*	*4,84€ HT*
2020	*2 M€ HT*	*3M€ HT*
2021 à 2026	*1,55 M€ HT*	*1,55M€ HT par an*
2027	*0,15 M€ HT*	*0,15M€ HT*
Participation prévisionnelle de la Ville de Strasbourg	***20,60 M€ HT***	***23,21 M€ HT***

La participation "affectée" aux ouvrages publics sera appelée par la SPL « Deux-Rives » auprès de la Ville de Strasbourg sous forme d'acomptes successifs jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

La TVA éventuellement exigible sur l'ouvrage sera appelée par l'aménageur à la livraison de l'ouvrage.

Sous réserve de l'accord préalable de la collectivité concédante, le concessionnaire est autorisé à solliciter à son profit, en vue de financer des actions ou des missions qu'il aura à mener en application de la présente concession d'aménagement, l'allocation de toute aide financière de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs groupements ou des établissements publics, dans les conditions fixées notamment par l'article L 300-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3. Modification des annexes à la concession d'aménagement

Suite à la modification du programme d'équipement public COOP, les parties conviennent d'adapter les annexes du traité au nouveau programme d'équipement public et de modifier en conséquence les annexes suivantes de la concession d'aménagement :

- nouveau projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone : annexe 17
- nouveau projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone : annexe 18
- nouveau bilan financier prévisionnel, plan de trésorerie et plan de financement prévisionnel de l'opération d'aménagement suite à l'évolution du programme d'équipement public et des coûts subséquents : annexe 19 ; ce bilan correspondant aux modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement (septembre 2018) échelonnées dans le temps, pièce modifiée du dossier de réalisation de ZAC (suite à la modification n°1 du dossier de réalisation).

ARTICLE 4. Modification de divers articles de la concession d'aménagement

Suite à la modification du programme d'équipement public sur le site de la COOP, les parties conviennent de modifier les articles suivants de la concession :

- **article 21.2 : imputation des charges de la SPL**
- **article 26 : exécution du contrat - évolution.**

L'article 21 porte sur les modalités d'imputation des charges de la SPL « Deux-Rives ». L'aménageur est autorisé à imputer ses charges de fonctionnement en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions réalisées au titre de la présente concession d'aménagement.

Ces imputations sont destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur.

La rémunération de l'aménageur, de nature mixte, se décompose en une part forfaitaire et en une part proportionnelle.

Au vu de l'évolution du programme d'équipement public sur le site de l'ancienne COOP, les parties conviennent d'augmenter la part forfaitaire de l'aménageur à hauteur de 100 000 €.

Ainsi, le montant initial forfaitaire de 7 300 000 € convenu entre les parties lors de la signature de la concession le 12 janvier 2015 augmente pour passer à un montant de 7 400 000 €.

La méthode de calcul et d'indexation n'est pas modifiée.

Par conséquent, **l'article 21.2 a)** issu de la rédaction de l'avenant n°1 signé le 12 septembre 2017, ainsi libellé :

« La rémunération de l'aménageur, de nature mixte, se décompose en une part « forfaitaire » et une part « proportionnelle » :

a) la part forfaitaire : Du fait de l'évolution du programme d'équipement public sur le site de l'ancienne COOP, la SPL pourra imputer une rémunération forfaitaire d'un montant de 7 300 000 €. La part non imputée de ce forfait restant à comptabiliser sera indexée chaque année de la manière suivante :

Rn = Montant cumulé des prélèvements annuels des charges de l'aménageur de l'année N
I° = dernier indice du coût de la construction connu à la signature du contrat
In = dernier indice du coût de la construction connu au 31/12 de l'année N-1
Rn indexé = Rn X In
----.
I° »

Cet article 21.2 a) est remplacé par les dispositions ci-dessous suivantes :

« La rémunération de l'aménageur, de nature mixte, se décompose en une part « forfaitaire » et une part « proportionnelle » :

b) la part forfaitaire : Du fait de l'évolution du programme d'équipement public sur le site de l'ancienne COOP, la SPL pourra imputer une rémunération forfaitaire d'un montant de 7 400 000 €. La part non imputée de ce forfait restant à comptabiliser sera indexée chaque année de la manière suivante :

Rn = Montant cumulé des prélèvements annuels des charges de l'aménageur de l'année N
I° = dernier indice du coût de la construction connu à la signature du contrat
In = dernier indice du coût de la construction connu au 31/12 de l'année N-1
Rn indexé = Rn X In
----.
I° »

Les parties conviennent également de modifier l'article 26 dénommé « « exécution du contrat - évolution ».

Cet article prévoit que les parties s'engagent à examiner chaque année les conditions de réalisation du présent contrat afin d'adapter le programme de l'opération, et notamment celles constatées au cours de l'année précédente telles qu'elles résultent du compte-rendu financier.

Les parties conviennent de supprimer la mention suivante : « ces adaptations feront l'objet d'avenants au présent contrat ».

L'article 26 - exécution du contrat - évolution, en sa version actuelle, est ainsi rédigé :

« *A cet effet, les parties s'engagent à examiner chaque année les conditions de réalisation du présent contrat afin d'adapter le programme de l'opération, son planning, les modalités de réalisation ainsi que les conditions financières, au regard des évolutions constatées depuis le début de l'opération, et notamment celles constatées au cours de l'année précédente telles qu'elles résultent du CRF. Ces adaptations feront l'objet d'avenants au présent contrat.* »

L'article 26 en vigueur est remplacé par la version ci-dessous ***de l'article 26*** **- exécution du contrat – évolution** :

« *A cet effet, les parties s'engagent à examiner chaque année les conditions de réalisation du présent contrat afin d'adapter le programme de l'opération, son planning, les modalités de réalisation ainsi que les conditions financières, au regard des évolutions constatées depuis le début de l'opération, et notamment celles constatées au cours de l'année précédente telles qu'elles résultent du CRF.*

ARTICLE 5. Divers

Toutes les autres dispositions de la convention d'origine et de l'avenant n°1, qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à Strasbourg, en 4 exemplaires originaux, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la SPL. « Deux-Rives »
Le concédant	Le concessionnaire
Le Président,	Le Directeur Général,
Robert HERRMANN	Eric BAZARD

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 58

ZAC DES DEUX RIVES : - Equipement public sur le site de l'ancienne COOP –
Accord de la ville de Strasbourg sur l'évolution du programme [,,,]
Accord et avis préalable de la ville de Strasbourg [,,,] sur le projet d'avenant n°2 au traité de concession.

Pour	47
	685
Contre	0
Abstention	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François

59

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Hommage à Simone Veil - Nouvelle dénomination de l'avenue de la Paix : Avenue de la Paix - Simone Veil.

Le 1er juillet 2018, la France a rendu un hommage solennel à Simone Veil en transférant ses cendres et celles de son époux au Panthéon.

Strasbourg, symbole de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne, a un lien très particulier avec Simone Veil. Pendant toutes les années où elle fut députée européenne, elle a apprécié notre ville et y a tissé des relations durables.

Simone Veil est née en 1927 à Nice dans une famille juive aux origines lorraines. Elle fut déportée à l'âge de 16 ans à Auschwitz-Birkenau. Avec ses deux sœurs, elles sont les seules survivantes de leur famille puisque leur frère, leur père et leur mère ne sont pas revenus des camps.

Après une carrière dans l'administration marquée notamment par son action en faveur des combattantes de la cause algérienne qui avaient été arrêtées, elle fut appelée au gouvernement comme Ministre de la Santé en 1974. Tous les Français se souviennent de son rôle essentiel et de la qualité de ses interventions quand elle a défendu devant l'Assemblée la loi libéralisant l'interruption volontaire de grossesse.

Convaincue de la nécessité de la réconciliation franco-allemande et particulièrement attachée à la construction européenne, elle fut élue en 1979 à la Présidence du Parlement européen.
Après avoir été Ministre d'Etat de 1993 à 1995, elle siégea au Conseil constitutionnel jusqu'en 2008 et fut élue à l'Académie française l'année suivante.

Toute sa vie elle lutta pour l'égalité des droits des femmes en France, mais elle n'oublia pas le drame vécu par les juifs pendant la deuxième guerre mondiale et se dépensa sans compter, jusqu'à son décès en juin 2017, pour que la mémoire de la Shoah soit préservée.

A Strasbourg, l'avenue de la Paix, tracée pour que la flèche de la cathédrale se détache au bout de sa perspective et le long de laquelle a été reconstruite après la guerre la grande synagogue qui avait été rasée par les Nazis, est le symbole de la jonction des deux villes,

française et allemande. Ses différentes dénominations résument l'histoire de notre ville et du continent européen. La *Deutsche Strasse* réalisée en 1882 devint, en 1890, la *Kaiser-Friedrich Strasse*, avant d'être rebaptisée en 1918 avenue de la Paix. Devenue avenue Neville-Chamberlain en 1938, elle fut à nouveau redénommée en 1940 *Hermann Goering Strasse*. Elle redevint avenue de la Paix en 1945.

Il est proposé d'honorer la mémoire de Simone Veil, personnage politique de premier plan et Européenne de conviction, en associant son nom à celui de l'avenue de la Paix.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

de changer la dénomination de l'avenue de la Paix en « Avenue de la Paix – Simone Veil ».

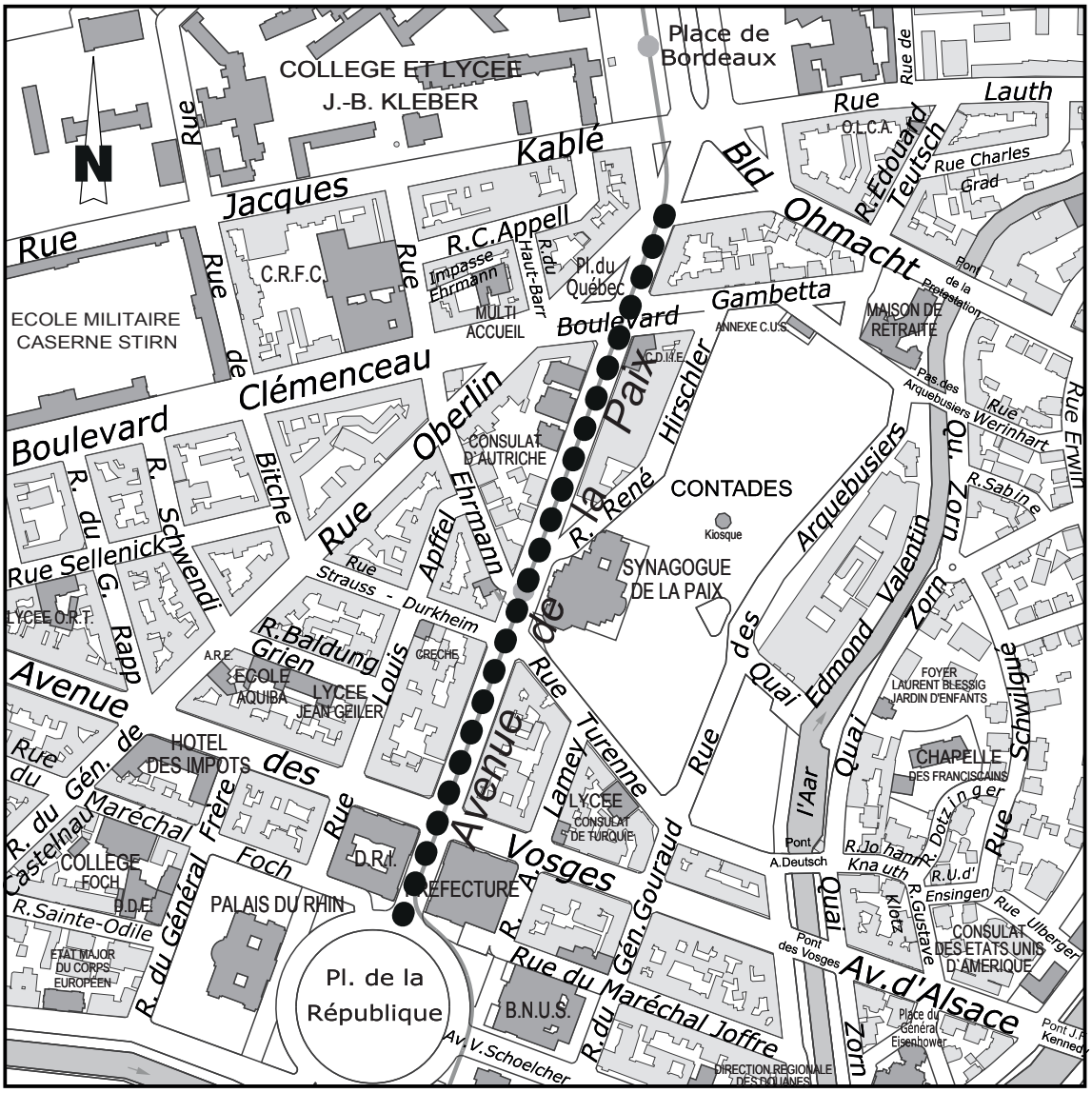
Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

nouvelle dénomination **Plan n°1**

quartier «Centre»

secteur «Contades»



●●●●● Avenue de la Paix - Simone Veil

Point n° 59 : Hommage à Simone Veil - Nouvelle dénomination de l'avenue de la Paix : Avenue de la Paix - Simone Veil.

Résultats du vote (cf. détails) :

689

Pour : 52

Contre : 1

Abstention : 0

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

Erreur de vote, M. KOHLER souhaitait voter Pour.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 59

Hommage à Simone Veil - Nouvelle dénomination de l'avenue de la Paix : Avenue de la Paix - Simone Veil.

Pour

52

690

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François

Contre

1

KOHLER-Christel

Abstention

0

60

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Signature d'une convention-cadre de développement des projets et des échanges artistiques internationaux 2018-2020 conclue entre l'Institut Français, la ville de Strasbourg et la Région Grand Est et attribution d'une subvention pour l'exercice 2018.

L'Institut Français, la ville de Strasbourg et la Région Grand Est souhaitent poursuivre le partenariat engagé en 2012, qui a permis de soutenir plus d'une cinquantaine de projets d'acteurs culturels strasbourgeois à l'international et a contribué à faire rayonner Strasbourg à l'extérieur de nos frontières.
Les cosignataires souhaitent renouveler la convention qui les lie, pour une durée de trois ans, afin de développer leur dimension culturelle au niveau international et de mieux soutenir les artistes et les structures culturelles du territoire dans leurs projets d'échanges et de diffusion internationaux.

La bonne réalisation de ce partenariat est garantie par une participation financière paritaire de chacun des cosignataires de la présente convention. Celle-ci permettra de soutenir les projets internationaux d'acteurs artistiques et culturels strasbourgeois.

L'intervention de la ville de Strasbourg doit permettre de renforcer :
- son inscription ainsi que celle des acteurs strasbourgeois dans les réseaux européens et internationaux de la création contemporaine,
- la mobilité des artistes, confirmés et émergents, dans le cadre européen et en particulier dans le réseau des villes jumelées, des villes avec lesquelles Strasbourg développe un partenariat de coopération décentralisée, des villes membres du Club de Strasbourg et des villes transfrontalières et de l'Eurodistrict,
- le développement des relations entre les populations de ces villes au travers de projets artistiques et culturels.

De manière générale, les actions de la ville de Strasbourg, et donc celles proposées dans le cadre de la présente convention, doivent notamment contribuer aux objectifs énoncés dans ses orientations stratégiques européennes et internationales, ainsi que dans ses orientations en terme de politique culturelle.

Modalités financières

Le montant total de la convention s'élève pour l'exercice 2018 à 60 000 € avec une participation de 20 000 € de la Ville. Pour les exercices 2019 et 2020 les mêmes montants annuels sont envisagés, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants, ce qui porterait la participation globale de la Ville sur la période 2018-2020 à 60 000 €.

Les versements seront réalisés sur le compte de l'Institut Français sur présentation d'une demande écrite, accompagnée de la liste des projets retenus.
Les sommes non utilisées ou non justifiées à l'issue de la présente convention seront réparties et reversées par l'Institut Français à la ville de Strasbourg et à la Région Grand Est.

Mise en œuvre

Les dossiers relatifs aux projets seront adressés par les porteurs de projets à chacun des trois partenaires. Un Comité de pilotage réunissant des représentants des trois partenaires sera chargé d'examiner les projets. L'examen portera sur la qualité même des projets, leur pertinence, leur impact en matière de partenariat culturel au niveau international.

L'Institut Français en tant qu'opérateur assure la coordination de tous les actes se rapportant à l'exécution de la présente convention.

Les membres du Comité de pilotage procéderont, à l'occasion de leur rencontre annuelle, à une évaluation conjointe des résultats des opérations financées dans le cadre de la présente convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la signature de la convention cadre pour la période 2018-2020 entre l'Institut Français, la ville de Strasbourg et la Région Grand Est ;*

- *l'attribution d'une subvention de 20 000 € à l'Institut Français au titre de l'exercice 2018 ;*

décide

d'imputer les dépenses liées à la convention avec l'Institut Français et la Région Grand Est sur la ligne AU10C – Fonction 33 – article 65738, dont le disponible avant le présent Conseil est de 20 000 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention cadre, la convention financière annuelle pour 2018 et tous documents relatifs à ce partenariat.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

CONVENTION DE PARTENARIAT

CONCLUE ENTRE

L'INSTITUT FRANÇAIS, LA RÉGION GRAND EST ET LA VILLE DE STRASBOURG

POUR LA PÉRIODE 2018-2020

ENTRE

L'INSTITUT FRANÇAIS, Etablissement public industriel et commercial, 8-14 rue du Capitaine Scott - 75015 PARIS, représenté par son Président, Monsieur PIERRE BUHLER,
ci-après dénommé **l'INSTITUT FRANCAIS**,

d'une part,

La RÉGION GRAND EST, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Jean ROTTNER, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente n° en date du et l'habilitant à cet effet,
ci-après dénommé **la RÉGION GRAND EST**,

d'autre part,

et

La VILLE DE STRASBOURG, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES ou son représentant, en application de la délibération n° 1 du 28 avril 2014
et ci-après dénommée la **VILLE DE STRASBOURG**

d'autre part.

Préambule

La RÉGION GRAND EST, la VILLE DE STRASBOURG et l'INSTITUT FRANÇAIS décident de conclure un partenariat tripartite pour favoriser le développement des échanges artistiques et culturels sur un plan européen et international.

Les politiques des trois partenaires se rejoignent dans cette convention. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre des compétences respectives de chacun des trois partenaires, à savoir :

- pour la RÉGION GRAND EST :

La Région Grand Est a mis en œuvre, depuis plusieurs années, une politique visant à contribuer au rayonnement artistique du territoire notamment par un soutien actif à la diffusion des productions régionales dans le monde ainsi qu'aux initiatives de coopération culturelle transfrontalière et internationale. L'implication de la collectivité régionale se traduit par la mise en œuvre d'échanges culturels engagés avec des partenaires spécifiques mais également par une participation à différentes instances de coopération culturelle transfrontalière.

Face à l'importance de la culture comme levier de développement économique, d'innovation et de rayonnement, et à l'impact du numérique, tant sur les pratiques culturelles que sur les dynamiques de création, la Région Grand Est souhaite porter une attention particulière aux projets qui répondront à ces enjeux.

A titre d'indication, la RÉGION GRAND EST a signé des accords de coopération avec les territoires suivants :

- Québec (Canada)
- Canton de Fribourg (Suisse)
- Province du Sichuan (Chine)
- Oblast de Samara (Russie)
- Land Haute-Autriche (Autriche)
- Région de Moravie-Silésie (République Tchèque)
- Voïvodie de Lublin (Pologne)
- Comtés de Norrbotten et Västerbotten (Suède)
- Départements du Borgou & l'Alibori (Bénin)
- Région Centrale (Togo)
- Basse Casamance (Sénégal)
- Région de l'Oriental (Maroc)
- Zaghouan (Tunisie)

- pour la VILLE DE STRASBOURG :

La VILLE DE STRASBOURG réaffirme à travers son projet culturel l'importance d'une politique culturelle ambitieuse, pilier de son rayonnement national et international. STRASBOURG développe une politique culturelle innovante et attractive qui permet de valoriser sa localisation frontalière et de conforter sa place de capitale culturelle en France et en Europe. Elle veille à soutenir une économie culturelle et créative ainsi qu'une action de

proximité culturelle et de solidarité, au niveau local comme dans ses actions de coopération en Europe et à l'international. A ce titre, la Ville de Strasbourg souhaite favoriser par ce dispositif son inscription ainsi que celle des acteurs artistiques et culturels strasbourgeois dans les grands réseaux européens et internationaux de la création contemporaine ainsi que soutenir la mobilité de ses artistes, confirmés et émergents, dans le cadre européen et en particulier dans le réseau de ses villes partenaires, de l'Eurodistrict et de son territoire transfrontalier.
De manière générale, les actions de la VILLE DE STRASBOURG, et donc celles proposées dans le cadre de la présente convention, doivent notamment contribuer aux objectifs énoncés dans les orientations stratégiques européennes et internationales 2014/2020 qui visent notamment à promouvoir le territoire transfrontalier comme laboratoire dans le cadre de la construction européenne.

Les priorités géographiques de la VILLE DE STRASBOURG sont, à titre indicatifs :

- A l'échelle franco-allemande, et notamment au sein de l'Eurodistrict et de l'espace du Rhin Supérieur;
- A l'échelle européenne, via le réseau des villes membres du Club de Strasbourg et de sa commission culture et notamment dans le cadre d'appels à projets de la Commission Européenne ;
- A l'échelle des villes jumelles (Boston, Leicester, Dresde, Stuttgart et Ramat-Gan)
- A l'échelle de la coopération décentralisée mise en œuvre avec les villes de Jacmel (Haïti), Fès (Maroc), Douala (Cameroun), Kayseri (Turquie), Nanjing (Chine) et Udaïpur (Inde), ainsi qu'avec Oran (Algérie) et Kairouan (Tunisie) notamment

- pour l'INSTITUT FRANÇAIS:

L'INSTITUT FRANÇAIS est l'établissement public chargé de l'action culturelle extérieure de la France. Son action s'inscrit au croisement des secteurs artistiques, des échanges intellectuels, de l'innovation culturelle et sociale, et de la coopération linguistique. Il soutient à travers le monde la promotion de la langue française, la circulation des œuvres, des artistes et des idées et favorise ainsi une meilleure compréhension des enjeux culturels. L'INSTITUT FRANÇAIS favorise le développement culturel des pays du Sud participant ainsi à la politique de coopération, notamment dans le cadre du programme "Afrique et Caraïbes en créations".

L'INSTITUT FRANÇAIS, sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de la Culture, contribue activement à la diplomatie d'influence de la France. Ses projets et programmes prennent en compte les contextes locaux et reposent sur une capacité unique de déploiement à travers le vaste réseau des services culturels des ambassades de France, des instituts français et des alliances françaises. À travers une vingtaine de conventions de partenariats avec les régions et grandes villes et métropoles françaises, l'INSTITUT FRANÇAIS s'appuie sur l'ensemble des ressources artistiques, culturelles et intellectuelles du territoire, portées fortement par les collectivités territoriales.

L'INSTITUT FRANÇAIS favorise la mutualisation des projets et les économies d'échelle avec une exigence en termes de visibilité et d'impact. Son périmètre d'action et ses modes

d’intervention s’inscrivent dans le cadre des priorités thématiques et géographiques fixées par ses tutelles.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, l’INSTITUT FRANÇAIS a conclu avec ses tutelles un contrat d’objectifs et de moyens permettant de pérenniser ses missions, de consolider ses succès et d’améliorer l’efficacité de son action. Le contrat d’objectifs et de moyen fixe notamment les objectifs suivants : le développement de l’influence et de l’attractivité de la France par sa culture et sa langue, l’animation du dialogue et la favorisation des échanges avec les cultures étrangères en France, en Europe et dans le monde, le renforcement de sa mission d’appui au réseau à l’étranger. Il précise également une liste de pays prioritaires d’intervention et qui comprend l’ensemble des pays prescripteurs, pays émergents, pays en développement et pays à enjeux politiques.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer le cadre commun dans lequel la RÉGION GRAND EST, la VILLE DE STRASBOURG et l'INSTITUT FRANÇAIS établissent un partenariat pour soutenir et développer les projets et échanges culturels et artistiques de structures implantées en région Grand Est et à Strasbourg en lien avec l'Europe et l'international.

La RÉGION GRAND EST, la VILLE DE STRASBOURG et l'INSTITUT FRANÇAIS conjuguent leurs efforts pour mener à bien cet engagement en fonction de leurs orientations communes telles que précisées à l'article 2, de leurs expertises et de leurs connaissances respectives du tissu culturel et artistique, à Strasbourg, en région Grand Est, en France et dans le monde.

À ce titre, un fonds commun abondé par les trois partenaires est mis en place selon les conditions définies à l'article 4 de la présente convention. Le soutien financier de la RÉGION GRAND EST et de la VILLE DE STRASBOURG sera apporté dans les conditions prévues dans la présente convention par l'octroi d'une participation financière à l'Institut français. Ce dernier assurera, outre le cofinancement de projets, l'accompagnement de la RÉGION GRAND EST, de la VILLE DE STRASBOURG et des porteurs de projets en termes d'expertise en lien avec le réseau culturel français à l'étranger, ainsi que la gestion administrative de l'aide attribuée dans le cadre du présent partenariat.

La RÉGION GRAND EST, la VILLE DE STRASBOURG et l'INSTITUT FRANÇAIS conviennent également d'élargir leur collaboration, notamment en favorisant, à des fins de mutualisation, une information sur certaines des actions conduites par chacun d'eux en dehors de ce dispositif : information sur les événements et appels à projet portés par l'INSTITUT FRANÇAIS dans lesquels la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG pourraient s'inscrire, information sur les structures strasbourgeoises et du Grand Est accompagnées dans le cadre d'autres dispositifs de l'INSTITUT FRANÇAIS, et informations sur les événements et projets en lien avec l'international portés par les acteurs de la VILLE DE STRASBOURG ou la RÉGION GRAND EST ou directement par la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG.

ARTICLE 2 – ORIENTATIONS PRIORITAIRES POUR LA PÉRIODE 2018-2020

En cohérence avec les missions et les orientations de l'INSTITUT FRANÇAIS déterminées dans le contrat d'objectifs et de moyens 2017-2019, les axes de politique de la RÉGION GRAND EST, les axes de politique de la VILLE DE STRASBOURG en matière culturelle, européenne et internationale, les parties s'entendent sur les objectifs généraux suivants, définis comme prioritaires :

- Favoriser la mobilité des équipes artistiques des territoires concernés
- Favoriser la diffusion des œuvres issues d'équipes artistiques des territoires concernés
- Œuvrer au rayonnement de l'offre culturelle développée à Strasbourg et/ou dans la Région Grand Est

Les partenaires de la convention s'engagent à un échange d'information de manière anticipée (année N-1) sur leurs priorités thématiques, sectorielles et/ou géographiques afin d'identifier les convergences et capitaliser leurs activités respectives. Ainsi, chaque année, les partenaires s'accorderont sur les priorités communes et le cas échéant sur une ou plusieurs thématiques sur lesquelles ils souhaitent collaborer de manière renforcée. Ces thématiques feront l'objet d'un avenant à cette convention de partenariat.

A la fin des trois années, les partenaires procéderont à une évaluation plus globale de la présente convention et de l'impact des aides sur le développement des structures, des relations avec les partenaires du pays du projet, et sur les développements internationaux menés avec la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG. Il s'agira également de mesurer la pertinence et le respect des orientations telles qu'énoncées dans le présent article.

ARTICLE 3 – CONCOURS FINANCIERS DE LA REGION GRAND EST, DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'INSTITUT FRANÇAIS

Afin d'atteindre les objectifs communs, précisés dans l'article 2, la REGION GRAND EST, la VILLE DE STRASBOURG et l'INSTITUT FRANÇAIS apportent leur concours financier dans les conditions définies ci-après.

Pour l'exercice 2018, le budget global consacré au financement des projets s'élève à 60 000 euros composés de la façon suivante :

Un fonds est constitué pour être consacré à des projets répondant à des enjeux partagés par les trois partenaires **Institut français, Région Grand Est et Ville de Strasbourg.** Ce fonds est constitué de l'apport financier à parité des trois partenaires.

Pour l'exercice 2018, ce fonds s'élèvera à 60 000 euros, constitués de la façon suivante :

- La RÉGION GRAND EST participera pour un montant de 20 000 euros,
- La VILLE DE STRASBOURG participera pour un montant de 20 000 euros,
- L'INSTITUT FRANÇAIS participera pour un montant de 20 000 euros.

Pour 2019 et 2020, le montant annuel global des crédits consacrés au financement des projets répondant à des enjeux municipaux sera déterminé sous réserve du vote annuel des budgets de la REGION GRAND EST, de la VILLE DE STRASBOURG et de l'INSTITUT FRANÇAIS. Les partenaires abondent à parité une enveloppe financière prévisionnelle dont le montant sera consigné dans une convention financière annuelle.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE REGLEMENT

Le versement de la participation annuelle de la RÉGION GRAND EST (20 000 euros) et de la VILLE DE STRASBOURG (20 000 euros) sera réalisé en une fois après le 1er janvier de l'année considérée et ~~de la~~ notification de la convention financière annuelle comportant la

liste des projets retenus en annexe et sur présentation d'une facture émise par l'Institut français.

Ce versement est réalisé sur le compte bancaire de l'INSTITUT FRANÇAIS à réception de la facture émise par l'Institut français, dont les coordonnées bancaires sont les suivantes (les références des factures émises par l'Institut français doivent figurer en intitulé des versements effectués) :

TPPARIS (10071-75000)
INSTITUT FRANÇAIS (AGENCE COMPTABLE)
Compte n° 00001000894 - 17
Ligne INSTITUT FRANÇAIS – RÉGION GRAND EST – VILLE DE STRASBOURG

Ce versement est affecté à une ligne autonome et exclusivement consacrée au partenariat décrit par la présente. Par ailleurs, la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG autorisent l'INSTITUT FRANÇAIS à payer les dépenses relatives aux projets choisis au moyen des crédits communs INSTITUT FRANÇAIS - RÉGION GRAND EST - VILLE DE STRASBOURG inscrits à la ligne budgétaire du compte INSTITUT FRANÇAIS réservé exclusivement au partenariat décrit par la convention.

ARTICLE 5 – PROCEDURE DE SELECTION DES PROJETS ET MISE EN ŒUVRE DES AIDES ACCORDEES

5.1 Projets éligibles

Les critères d'éligibilité et d'appréciations des projets sont les suivants :

- Être un projet initié par des opérateurs, des acteurs culturels, et des artistes professionnels, domiciliés et justifiant une activité professionnelle à Strasbourg et/ou en région depuis au moins deux ans ;
- Être un projet de création, de diffusion, ou de coopération à l'international
- Etre un projet développé par une structure justifiant d'une reconnaissance municipale, régionale et/ou nationale ;
- Etre un projet viable financièrement, et démontrer une démarche structurée de développement (ex : pérennité des partenariats, démarche professionnelle, dans le cadre d'une diffusion, financements par l'organisateur de l'évènement et /ou des partenaires locaux) ;
- Être un projet développant un partenariat étroit avec des structures du pays d'accueil ;
- Etre un projet renouvelant l'offre artistique ;
- Etre un projet qui participe au rayonnement de la Ville de Strasbourg, de la Région Grand Est et de la création artistique ou culturelle française à l'international.

Une attention particulière sera portée aux projets se déroulant dans les zones géographiques prioritaires des trois partenaires.

5.2 Bénéficiaires des aides

Tout opérateur de droit privé ou public ayant son siège et/ou déployant son activité principalement à Strasbourg et en Région GRAND EST.

5.3 Domaines des projets déposés

- Arts visuels (arts plastiques, photographie, architecture, urbanisme, paysage, design, mode, métiers d'art) ; le patrimoine au titre des saisons ; cinéma et audiovisuel ; arts de la scène (musiques, danse, théâtre, rue, cirque, marionnettes) ; cultures urbaines et *street art* ; numérique ; pluridisciplinaire ; débats d'idées et échanges intellectuels, livre, lecture et traduction, promotion de la langue française et francophonie ; tourisme à contenu culturel, gastronomie.

5.4 Conditions des aides

L'arbitrage du montant d'une aide est conditionné à la réception par le porteur de projet d'une présentation exhaustive du projet et dont les éléments doivent être les suivants :

- Présentation exhaustive du contenu du projet, de ses moyens et de sa faisabilité.
- Indication du calendrier prévisionnel de réalisation.
- Précision des publics et territoires touchés à Strasbourg, en Grand Est, en France et à l'international.
- Liste des professionnels intervenant dans le projet.
- Précision du montant des co-financements en France et à l'international.
- Présentation des partenaires en France et à l'international notamment les lieux/structures d'accueil et préciser les contours de leur participation.
- Présentation de l'expérience du porteur de projet à l'international.
- Transmission d'un visuel légendé du projet accompagné, libre de droit et en version numérique.

5.5 Modalités de calcul des aides

L'assiette de calcul de l'aide prend en compte prioritairement les dépenses correspondant aux transports international, national et local, aux frais de séjour (hébergement, repas), ainsi qu'aux frais de communication (édition de catalogues, traductions, flyers, affiches…).

Les aides octroyées dans le cadre de l'appel à projet ne pourront pas dépasser 50 % du budget global de l'opération.

Néanmoins, l'INSTITUT FRANÇAIS pourra solder les dossiers selon la liste des postes de dépenses éligibles aux aides à projets de l'Institut français, consignée en annexe des contrats.

Les partenaires de la convention ne peuvent en aucun cas être les seuls financeurs du projet.

5.6 Modalités d'instruction des dossiers

Les partenaires établissent un formulaire spécifique à remplir. Le porteur de projet sollicite la Région, la Ville et l'Institut français. L'opérateur transmet le dossier complet (formulaire rempli + pièces complémentaires) avant la date limite fixée.

Un délai de 4 semaines minimum à partir de la date limite de réception des dossiers sera prévu pour la bonne expertise des projets.
Une à deux sessions par an minimum permettront de réunir un comité technique chargé d'examiner les projets artistiques et culturels internationaux proposés par la RÉGION GRAND EST, la VILLE DE STRASBOURG, l'INSTITUT FRANÇAIS ou déposés par des opérateurs via l'appel à projets.

Ce Comité technique est composé de :
- pour la REGION GRAND EST, du Président de la Commission Culture, ou son (ses) représentant (s) ;
- pour la VILLE DE STRASBOURG, de l'Adjoint délégué à la Culture ou son (ses) représentant(s) ;
- pour l'INSTITUT FRANÇAIS, de son président ou son (ses) représentant(s).

Les membres pourront se faire assister, autant que de besoin, des techniciens ou experts qu'ils souhaitent.

Les montants des aides seront alloués en fonction du budget global disponible, sous réserve de validation.

5.7 Mise en œuvre de la décision, suivi administratif et financier

L'INSTITUT FRANÇAIS assure la coordination de tous les actes se rapportant à l'exécution de la présente convention. À ce titre, il prend en charge notamment :

- la rédaction des notifications aux bénéficiaires finaux (porteurs de projets) du montant des aides accordées,
- l'établissement des contrats (et avenants éventuels) avec les bénéficiaires finaux,
- la vérification des éléments constitutifs de la justification de l'aide apporté aux bénéficiaires finaux.

Les contrats établis par l'INSTITUT FRANÇAIS et les bénéficiaires finaux feront apparaître la nature des dépenses prises en charge par l'INSTITUT FRANÇAIS, la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG. Ces contrats mentionneront également le montant des dépenses à justifier par le bénéficiaire final pour obtenir la totalité de l'aide. Dans le cas où le montant de la dépense retenue ne serait pas atteint par le porteur de projet, les sommes non justifiées seront reversées à l'INSTITUT FRANÇAIS.

Ces sommes, ainsi que celles non affectées à des projets par les partenaires seront réparties et reversées de façon paritaire entre l'INSTITUT FRANÇAIS, la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG selon les dispositions de l'article L.1611-7 du CGCT relatives aux redditions des comptes.

ARTICLE 6 - SUIVI ET EVALUATION

Les membres du comité technique procéderont à une évaluation conjointe des résultats des opérations financées dans le cadre de la présente convention.

Pour ce faire, l'INSTITUT FRANÇAIS adressera à la RÉGION GRAND EST et à la VILLE DE STRASBOURG un bilan financier dans les six mois suivant la fin de la convention et lui communiquera l'ensemble des informations dont elle dispose concernant le suivi de chaque opération financée dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 7 – CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER

L'exécution des engagements financiers de la RÉGION GRAND EST, de la VILLE DE STRASBOURG et de l'INSTITUT FRANÇAIS sera suivie conjointement par les trois signataires de la présente convention. Les dépenses effectuées sur la ligne spécifiquement affectée au partenariat seront préalablement validées par les partenaires, à l'issue de la procédure de sélection des projets.

L'INSTITUT FRANÇAIS adressera à la RÉGION GRAND EST et à la VILLE DE STRASBOURG un bilan financier dans les six mois suivant la fin de la convention et lui communiquera l'ensemble des informations dont elle dispose concernant le suivi financier de chaque opération soutenue.

En cas d'inexécution patente de ces modalités, la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG se réservent le droit d'émettre un titre de recette à l'encontre de l'INSTITUT FRANÇAIS après constatation contradictoire de la situation.

La RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG se réservent le droit de se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat ou document justifiant de la bonne exécution de la présente convention. Elles pourront également constater la bonne réalisation des projets soutenus, et diligenter toute enquête complémentaire (expertise comptable, audit, évaluation) qui sera à la charge des trois parties de manière égale.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION ET INFORMATION

L'INSTITUT FRANÇAIS s'engage à demander aux opérateurs d'indiquer sur tous les documents de communication, de promotion et de présentation relatifs aux projets bénéficiant d'un soutien financier dans le cadre de la présente convention, la mention suivante : « avec le soutien de l'INSTITUT FRANÇAIS, de la RÉGION GRAND EST et de la VILLE DE STRASBOURG » ainsi que les logos des trois partenaires.

Les trois partenaires se concerteront pour définir ensemble des modalités de communication autour de la convention afin de la faire connaître en France et à l'international. Ils s'engagent à valoriser autant que faire se peut les projets soutenus dans le cadre de la convention sur leurs différents supports de communication. Pour se faire, ils demanderont aux opérateurs de

leur fournir un visuel légendé du projet accompagné, libre de droit et en version numérique. Un travail de rédaction croisée pourra être mis en place à cette occasion.

La communication de l'INSTITUT FRANÇAIS liée aux actions soutenues par la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG doit être effectuée conformément aux lois en vigueur et notamment des dispositions sur la limitation ou l'interdiction des actions de communication des Collectivités Territoriales en période pré-électorale.

Ainsi, la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG déclinent toute responsabilité si après avoir informé l'INSTITUT FRANÇAIS des réglementations applicables, celui-ci ne s'y conformait pas.

ARTICLE 9 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2020. Elle peut être modifiée d'un commun accord par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'un des partenaires des engagements souscrits par la présente convention, celle-ci sera résiliée.

La résiliation deviendra effective, sauf accord contraire entre les parties, un mois après réception du courrier, envoyé en recommandé avec accusé de réception, de la partie qui en aura pris l'initiative.

Les sommes versées par l'INSTITUT FRANÇAIS, la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG sur la ligne INSTITUT FRANÇAIS – RÉGION GRAND EST – VILLE DE STRASBOURG et non encore affectées à des opérations à la date de la résiliation seront reversées par l'INSTITUT FRANÇAIS selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 13 de la présente convention.

ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Dans l'hypothèse d'un litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent, après épuisement de toute solution à l'amiable, de saisir le tribunal compétent.

ARTICLE 12 - REVERSEMENT

Au 31 décembre de chaque exercice pour lequel s'applique la présente convention, les sommes non encore utilisées sur les lignes INSTITUT FRANÇAIS – RÉGION GRAND EST – VILLE DE STRASBOURG seront reportées sur l'exercice suivant. En dernière année, si les partenaires ne déterminent pas de projet d'importance majeure, et dans le cas où ce glissement dépasserait 25% du budget annuel de référence, il deviendrait constitutif de

l'enveloppe de cette dernière année, dont les quotes-parts respectives de l'INSTITUT FRANÇAIS, la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG seraient ajustées pour conserver le niveau de référence sur lequel les trois partenaires se sont accordés.

Le solde disponible au 31 décembre 2020 sera reversé pour un tiers à la RÉGION GRAND EST et pour un tiers à la VILLE DE STRASBOURG avant le 30 juin 2021 sur présentation d'un titre de recette de la RÉGION GRAND EST et la VILLE DE STRASBOURG.

Fait à Paris/Strasbourg, le

En trois exemplaires originaux

Pour L'INSTITUT FRANÇAIS	Pour la REGION GRAND EST	Pour la VILLE DE STRASBOURG
Le Président	Le Président	Le Maire
Pierre BUHLER	Jean ROTTNER	Roland RIES

61

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2018, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

DANSE

International Dreems Associés – I.D.A. - Mark Tompkins	**12 000 €**

La Compagnie IDA, fondée par le danseur et chorégraphe américain Mark Tompkins, crée depuis 1983 en France et à l'international des spectacles et performances transdisciplinaires aux frontières de la danse, du théâtre et de la musique. A l'occasion de l'inauguration de l'exposition « 1518, une épidémie de danse à Strasbourg », au Musée de l'Œuvre Notre Dame, elle créera le 19 octobre 2018 sur la place du Château, en partenariat avec les musiciens Rodolphe Burger et Philippe Poirier et avec la compagnie de danse strasbourgeoise Dégadézo, une performance participative intitulée « Entrons dans la danse » en référence à cet événement.

MUSIQUES ACTUELLES

October Tone	**4 000 €**

October Tone est un label de production associatif créé à Strasbourg en 2012. Il accompagne et développe une dizaine de groupes de musiques actuelles. Le Label est soutenu par des partenaires institutionnels ainsi que par la filière musique actuelle du territoire tels que la Plateforme des labels Artefact ou l'Espace Django. Il organise en outre des concerts et notamment un festival autour de l'actualité de ses groupes, intitulé « October Tone Parties ». Après une première édition en 2016, qui a suscité l'engouement du public strasbourgeois, l'association décide de renouveler l'expérience de façon biennale, au Molodoï, en octobre 2018. Pour cette nouvelle édition, le label invitera d'autres groupes de son réseau en provenance de divers pays : Canada, Royaume-Unis, Allemagne, Etats Unis et Espagne.

CIRQUE

APACA Graine de Cirque	8 000 €

Graine de cirque est une école de cirque de loisirs proposant des ateliers de pratique pour tous publics et toutes tranches d'âge : enfants dont scolaires, adultes, personnes en situation de handicap et autres publics empêchés. L'école est ouverte onze mois dans l'année, nécessitant le remplacement du matériel pédagogique. Un soutien exceptionnel est proposé pour participer à l'acquisition de ce matériel.

ARTS VISUELS

AVLAB	20 000 €

Cette association organise le festival « White line » proposant des performances utilisant notamment la vidéo immersive et le mapping, diverses expérimentations et des rencontres de la communauté Vidéo Jocker et de la culture numérique, avec un volet professionnel. Il se développera en trois temps, les 15 et 16 septembre à Metz, les 28 et 29 septembre à Strasbourg en lien avec le Shadok et fin novembre au Palais Universitaire à Strasbourg.

TWS Prod	2 100 €

Soutien à l'invitation de la street artiste Chifumi. L'intervention artistique concerne le Centre culturel Marcel Marceau et s'inscrit dans le parcours Street Art autour des 20 ans du MAMCS.

AUDIOVISUEL

Syndicat des Distributeurs Indépendants	5 000 €

La concentration de la programmation cinématographique sur un nombre restreint de titres «porteurs», y compris sur le segment « Art & Essai », rend difficile l'accès aux salles pour une large part de films qui assurent la diversité culturelle et artistique, malgré leur qualité. Aussi, le Syndicat des Distributeurs Indépendants a créé en 2014 les « Rencontres du cinéma indépendant » avec pour objet d'aider les exploitants à préparer au mieux leur programmation en région, en leur présentant chaque année une sélection de onze films sélectionnés par les adhérents. La rencontre nationale 2018 a eu lieu à Strasbourg en juin et a réuni une centaine de professionnels. Le soutien vise à accompagner la tenue de cet événement ouvert au grand public et aux professionnels sur le territoire.

Institut National de l'Audiovisuel	2 000 €

L'INA organise, dans le cadre du Festival « EdgeFest » et du Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg, le premier Challenge de réalité virtuelle en région Grand Est. Basées au Shadok, trois équipes pluridisciplinaires de cinq créateurs auront 48 h pour créer une vidéo 360° à partir d'images d'archives cultes et inspirantes proposées par l'INA. Ce challenge favorisera l'échange des savoirs et la créativité et permettra de mettre en valeur des archives tout en travaillant sur les nouvelles technologies de l'image.

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Festival international des musiques d'aujourd'hui - Musica	**9 000 €**

En 2018, le festival Musica poursuivra ses objectifs : soutenir la création, aider à la circulation en Europe des œuvres, favoriser l'insertion professionnelle des jeunes artistes et démocratiser l'accès à la création musicale. L'année 2019 verra l'arrivée du nouveau directeur, Stéphane Roth, en remplacement de Jean-Dominique Marco qui prendra sa retraite. Afin de préparer au mieux la transition, le nouveau directeur arrivera en septembre 2018 et travaillera avec l'ancien durant quatre mois, ce qui occasionnera un surcoût pour lequel l'association sollicite une participation exceptionnelle des financeurs publics.

Hanatsu Miroir	**2 000 €**

L'association Hanatsu Miroir est un collectif pluridisciplinaire d'artistes qui cherche à proposer au public une approche nouvelle du répertoire musical contemporain par le croisement des formes d'expression et la rencontre entre cultures différentes. Il donnera, le 1er octobre 2018, un concert exceptionnel consacré au compositeur canadien Samuel Andreyev dans le cadre des 20 ans du MAMCS, concert pour lequel est proposée une aide complémentaire ponctuelle.

U.T.	**2 000 €**

Cette association strasbourgeoise vise à promouvoir la création contemporaine utilisant l'électroacoustique et la vidéo. L'action de l'association se structure autour de trois axes : l'animation d'un studio de création ouvert aux acteurs de la musique électroacoustique, le développement de concerts spatialisés et l'organisation à l'automne du festival des arts sonores Exhibitronics. En 2018, ce festival comprendra un concert au MAMCS intégré dans les manifestations liées aux 20 ans de ce musée et associant le studio Eole. Une aide complémentaire ponctuelle est proposée pour ce spectacle.

Arts et Cultures du Temple Neuf	**3 100 €**

Cette association organise chaque année une saison culturelle comprenant plusieurs concerts et spectacles à Strasbourg en l'église du Temple Neuf, qui attirent un public nombreux de strasbourgeois et touristes. Elle fait pour cela intervenir des artistes professionnels et amateurs confirmés de la région. Elle est par ailleurs amenée à participer à des projets œcuméniques comme le spectacle « Luther aux quatre vents » présenté dans le cadre de « Protestants en fête » et organisé en partenariat avec la Cathédrale.

THEATRE

APCA Choucrouterie	**25 000 €**

L'Association pour la Promotion de la Culture Alsacienne gère le Théâtre de la Choucrouterie à Strasbourg. Elle a pour mission de promouvoir la culture alsacienne par la production, la diffusion et l'accueil de spectacles vivants professionnels et amateurs, la sensibilisation des publics ainsi que la formation initiale et continue des artistes. Les spectacles sont présentés au Théâtre de la Choucrouterie et dans de nombreuses salles du Grand Est ainsi qu'en Allemagne. L'association rencontre actuellement des difficultés financières suite à un contexte particulier. Une aide exceptionnelle est proposée en complément de celle accordée dans le cadre de la convention qui la lie à ses partenaires publics.

VALORISATION CULTURELLE

Le Vrai Bourg	**10 000 €**

Cette association, qui œuvre à l'animation du quartier Gare, a organisé le 1er mai 2018 une journée festive et culturelle sur les stations de tram « Faubourg de Saverne » et « Faubourg National » sur le thème des 50 ans de Mai 68 : débats et concerts visaient à favoriser les rencontres et échanges entre habitants du quartier.

Répliques	**12 000 €**

L'activité de l'association Répliques est structurée autour de deux axes majeurs : la production cinématographique et l'éducation du jeune public au monde de l'image. Forte d'une expérience confirmée sur le territoire, elle propose à travers une programmation d'actions pédagogiques et de sensibilisation autour de l'éducation aux images et aux médias de donner la parole à la génération des adolescents d'aujourd'hui. Ce programme d'actions éducatives visant à favoriser la rencontre entre les publics et la culture numérique se tiendra au Shadok, fabrique du numérique. Basé sur un principe de pédagogie inversée, ce programme a pour objectif de réduire l'écart générationnel grandissant autour des usages et pratiques numériques.

PRATIQUES EN AMATEURS ET PROJETS EN DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

CSC L'Escale	**3 500 €**

9ème édition de la grande fête d'automne de la Robertsau le 29 septembre 2018 qui rassemble et fédère une vingtaine de partenaires locaux. En complément d'un volet festif et convivial, l'action s'oriente autour de la mise en valeur des talents artistiques du quartier à travers une exposition d'artistes plasticiens, un salon littéraire réunissant les écrivains du quartier et une scène ouverte pour les groupes musicaux et de danse.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

International Dreems Associés – I.D.A. - Mark Tompkins	*12 000 €*
October Tone	*4 000 €*
APACA Graine de Cirque	*8 000 €*
AVLAB	*20 000 €*

TWS Prod	*2 100 €*
Syndicat des Distributeurs Indépendants	*5 000 €*
Institut National de l'Audiovisuel	*2 000 €*
Festival international des musiques d'aujourd'hui - Musica	*9 000 €*
Hanatsu Miroir	*2 000 €*
U.T.	*2 000 €*
Arts et Cultures du Temple Neuf	*3 100 €*
APCA Choucrouterie	*25 000 €*
Le Vrai Bourg	*10 000 €*
Répliques	*12 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 116 200 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 du budget 2018 dont le disponible avant le présent Conseil est de 248 155 €.

CSC L'Escale	*3 500 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 3 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01G - fonction 33 – nature 6574 du budget 2018 dont le disponible avant le présent Conseil est de 109 200 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Conseil Municipal du 24 septembre 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé
International Dreems associés – I.D.A. – Mark Tompkins	Projet culturel ponctuel	12 000	12 000
Le Vrai Bourg	Projet culturel ponctuel	10 000	10 000
October Tone	Projet culturel ponctuel	10 000	4 000
APACA Graine de Cirque	Projet culturel ponctuel	17 000	8 000
Syndicat des distributeurs Indépendants	Projet culturel ponctuel	5 000	5 000
Institut National de l'Audiovisuel	Projet culturel ponctuel	2 000	2 000
Festival International des musiques d'aujourd'hui - Musica	Projet culturel ponctuel	9 000	9 000
Hanatsu Miroir	Projet culturel ponctuel	2 000	2 000
U.T.	Projet culturel ponctuel	2 000	2 000
Arts et Cultures du Temple Neuf	Projet culturel ponctuel	3 100	3 100
APCA Choucrouterie	Projet culturel ponctuel	25 000	25 000
Répliques	Projet culturel ponctuel	12 000	12 000

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué année n-1
AVLAB	Projet culturel	27 000	20 000	20 000
CSC L'Escale	Projet culturel	3 500	3 500	3 500

62

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Marché de prestation pour la programmation, production et réalisation technique de la Symphonie des arts.

La manifestation « La Symphonie des deux Rives » a été créée en 2005, par la ville de Strasbourg, à l'occasion du 150ème anniversaire de la naissance de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg (OPS), afin de permettre à tous les publics d'entendre et de voir les musiciens de l'orchestre lors d'un concert hors de son cadre habituel.

Cette manifestation s'est affirmée, au fil des ans, comme un rendez-vous musical d'été incontournable, avec plus de 12 000 spectateurs, toutes générations confondues, novices ou confirmés, venus chaque année des deux rives du Rhin, assister au concert de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg.

Depuis quelques années, la ville de Strasbourg a souhaité que l'esprit de la « Symphonie des deux Rives » s'élargisse et s'enrichisse autour d'une manifestation plus ample, devenant une véritable « Symphonie des Arts » où les univers musicaux se rencontrent, se mêlent et se confrontent.

En 2016, la Symphonie des Arts a été le lieu d'une étonnante expérience « symphonique » avec une création musicale inédite née de la collaboration audacieuse du groupe pop électro Colt Silvers et de musiciens de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg dirigé par Marko Letonja.

En 2017, toujours fidèle à cet esprit de rencontres musicales, la Symphonie des Arts a été le cadre privilégié pour accueillir Jane Birkin et l'Orchestre national de Lorraine autour du projet « Gainsbourg Symphonique ».

En 2018, elle a fait la part au jazz manouche et rendu hommage à Django Reinhardt au travers d'une soirée dédiée tandis que l'Orchestre a célébré John Williams, le compositeur et chef américain, auteur des mythiques musique des films de Star wars, à Harry Potter, en passant par ET l'Extraterrestre, Indiana Jones et Jurassic Park.

Attachée à cette idée forte que la « Symphonie des Arts », est une manifestation culturelle de qualité, festive et populaire, aujourd'hui, la ville de Strasbourg souhaite consolider et développer ce rendez-vous, qui se veut :

- un évènement culturel accessible à tous qui contribue au rayonnement de Strasbourg et qui participe à l'ouverture de la saison estivale,
- un carrefour créatif et culturel fondé sur l'ouverture des univers artistiques, la collaboration des esthétiques musicales de manière intelligente et harmonieuse, notamment entre la pop music et la musique classique,
- un temps de découverte et de partage entre amis, en famille, entre générations, d'expériences musicales nouvelles ou inédites,
- un vecteur culturel fort qui contribue à la diversification des publics et à la mixité sociale et générationnelle,
- un trait d'union symbolique entre le secteur des deux rives, territoire en mutation et le reste de la ville ainsi, sur un volet transfrontalier, entre Strasbourg et la ville de Kehl (Allemagne),
- une manifestation qui consolide l'image de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg à la fois moderne, dynamique, ouvert sur le monde et proche des habitants.

Pour permettre la réalisation de cette manifestation dans les meilleures conditions, il est proposé de s'adjoindre les compétences de professionnels du secteur par le biais d'un marché public portant sur la programmation, la production et la réalisation technique de la Symphonie des Arts.

La présente délibération vise à autoriser la ville de Strasbourg à lancer un marché public de deux ans, éventuellement renouvelable un an pour un montant estimatif de 240 000 € HT par édition annuelle, soit 720 000 € HT pour la durée globale du marché, selon la procédure d'appel d'offres, en application des articles 25-I.1 et 67 à 68 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, pour la réalisation de cette manifestation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le lancement d'une consultation en vue de la passation d'un marché d'une durée de deux ans, éventuellement reconductible un an pour la programmation, la production et la réalisation technique de la Symphonie des Arts, et ce pour un montant estimatif de 240 000 € HT par édition (par an), soit 720 000 € HT pour la durée globale du marché, reconduction potentielle comprise.

décide

d'imputer cette dépense sur les lignes AU17B/6226 et CU00C/6226,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer et exécuter le marché en résultant.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

63

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Lancement d'un appel à participation pour la programmation 2018-2019 du Shadok.

Depuis 2014, le Shadok porte, chaque année, des appels à participation ayant pour objectif d'associer un large éventail d'acteurs aux actions et projets de sa programmation. Axés autour de l'expérimentation, de la création et de la médiation aux cultures numériques, ces appels permettent d'identifier et d'accompagner des porteurs de projets questionnant les multiples usages du numérique dans toutes ses dimensions artistiques, culturelles, économiques et sociales.

Une cinquantaine de projets ont ainsi été soutenus et réalisés dans ce cadre de 2014 à 2018 en partenariat avec une vingtaine d'associations locales et une douzaine d'associations nationales.

Sur le même principe que l'année précédente, le Shadok propose de lancer un appel à l'automne 2018. Sous l'intitulé « Hier c'était demain, Laboratoire d'utopies d'hier et d'aujourd'hui », l'appel d'offre propose d'aborder le thème des « Pionniers de la culture numérique et leur héritage » dans une mise en perspective des pratiques passées, présentes et futures. Cet appel vise à soutenir et accompagner, sous la forme d'une résidence de recherche et développement, des professionnels qui posent l'outil technique au centre de leurs interrogations, en tant que contexte de création, de langage, d'outil de création, de médium et paradigme de réflexion.

Leurs projets peuvent prendre la forme de créations plastiques ou scéniques en cours, d'objets ou d'applications numériques en développement. La thématique de cet appel, soulève la question des liens entre les cultures numériques et la science-fiction : *« comment s'émanciper des prédictions, de l'héritage et des normes établies par les pionniers du genre ? »*

Cet appel est destiné aux individus et aux structures de type associatif domiciliés en France ou à l'étranger.

La Ville offre aux projets sélectionnés une étape de production au Shadok comprenant un soutien financier, un soutien à la communication et à la valorisation, une mise à disposition d'espace et de matériel, ainsi qu'un accompagnement humain, en fonction des besoins

de la création. Des étapes de présentation publiques (marathons créatifs, expositions et conversations) auront lieu au cours de la résidence, en vue d'associer les publics et les partenaires du Shadok.
Tout projet retenu supposera, pour ces équipes accueillies au sein du Shadok, d'adopter une posture de recherche in situ et de travailler sur cette étape de création en lien avec les partenaires de la résidence. Il est par ailleurs attendu une approche expérimentale, une recherche artistique et/ou une réflexion du développement de nouveaux outils. Cette réflexion devra faire l'objet d'une documentation du processus de travail (recherche et développement), pouvant comprendre des phases de prototypage.

Les aides seront attribuées après avis d'un jury consultatif composé de professionnels du secteur, notamment de :
- le-la directeur-trice du Shadok ou son-sa représentant-e,
- Maxence Grugier, journaliste critique et curateur indépendant,
- deux représentant(e)s de la Ville et de l'Eurométropole, notamment issu(e)s de la direction de la Culture,
- un(e) représentant(e) de la Direction régionale des affaires culturelles,
- cinq personnalités qualifiées

La sélection finale des bénéficiaires est réalisée par le Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e sur avis consultatif du jury.

Les projets seront évalués selon les critères suivants :
- pertinence du projet dans le cadre du propos du Shadok et de l'appel à participation;
- qualité du dossier (dossier complet, argumenté et proposant une vision d'ensemble du projet);
- originalité, caractère innovant du projet ;
- faisabilité budgétaire et logistique du projet.

Pour cet appel qui sera lancé le 25 septembre 2018, la date limite de dépôt des candidatures est fixée au 20 octobre 2018. Il est proposé de soutenir au maximum six projets, pour un montant total de 21 000 € compris dans les crédits dédiés au Shadok au budget primitif 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le lancement de l'édition automne 2018 de l'appel à participation du Shadok ;

décide

d'engager les budgets nécessaires au soutien des projets lauréats sélectionnés en 2018 soit 21 000 € sur la ligne budgétaire AU10L, fonction 33, nature 6228, dont le disponible avant le présent conseil est 106 497 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à lancer et exécuter les procédures,*
- *à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,*
- *à engager les dépenses nécessaires à la réalisation du projet sous réserve d'inscription des crédits au budget de la collectivité.*

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

SHADOK
FABRIQUE DU NUMÉRIQUE

Hier c'était demain, laboratoire d'utopies d'hier et d'aujourd'hui

La Culture numérique dans le rétroviseur du futur

APPEL À PARTICIPATION : RÉSIDENCE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
@Shadok - STRASBOURG
Deadline : 20/10/2018

Le Shadok - Fabrique du numérique
Les Dock's, 25 Presqu'île André Malraux
67000 Strasbourg

Tél : +33 (0)3.88.43.68.35
Email : contact.shadok@strasbourg.eu

Adresse postale :
Ville et Communauté urbaine de Strasbourg
1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

I. Note d'intention – Culture numérique et science-fiction, ou « comment s'émanciper des prédictions, de l'héritage et des normes établies par les pionniers du genre ? »

K. Dick, Asimov, Atwood, Gibson, Orwell…. Nombreux connaissent leurs œuvres, sans vraiment en avoir lu les textes. Notre quotidien médiatique déborde, plus que jamais, de cet imaginaire futuriste issue de la Science-Fiction des années 50 à 80. Toutefois, bien que ces dystopies aient cherché à analyser et mettre en garde contre les dérives possibles liées aux technologies, elles semblent porter aujourd'hui un parfum de fatalisme. Sommes-nous encore capables d'imaginer un autre futur que ceux proposés par Black Mirror, La Servante écarlate, Blade Runner ou 1984 ?

Le Shadok vous propose de participer à une résidence de recherche et développement visant à renouveler nos imaginaires collectifs du futur. Mêlant résidence individuelle et collective au sein d'un *think-tank (laboratoire d'idées)* de créatifs, d'artistes, de chercheurs, d'auteurs et d'experts, vous disposerez d'une quinzaine de jours, pour exposer votre démarche artistique, échanger au sein du laboratoire d'idées, trouver l'inspiration et créer ! Bref, plongez dans l'incertitude de rencontres et d'échanges créatifs, mettez la main sur les outils technologiques les plus fous, venez augmenter votre pratique et approfondir vos réflexions dans un cadre privilégié tout en bénéficiant d'un accompagnement original et singulier.

Contexte :

Difficile aujourd'hui, alors que tous les grands sujets sociétaux y font largement référence, d'ignorer l'importance des récits visionnaires de la science-fiction sur le monde dans lequel nous vivons : robotique, intelligence artificielle, univers et réalités virtuelles, véhicule autonome, échappée transhumaniste et quête d'immortalité, voyage dans l'espace, défense de la vie privée, individualité numérique, surveillance globale, techno-éthique, cyber-espionnage, omniprésence de grands groupes économiques, augmentation exponentielle de la population mondiale, bouleversements climatiques... La liste des mises en garde émises par les écrivains, penseurs, réalisateurs de cinéma qui font la science-fiction et de ce que l'on appelait encore il y a peu, de la cyberculture, est aussi longue qu'étonnamment exacte.

La science-fiction est toujours active, elle participe des cultures numériques contemporaines, avec de nouveaux auteurs et penseurs qui continuent d'anticiper le futur. Un futur qui semble toujours plus proche, toujours plus rapide, un futur qui est déjà demain, et même aujourd'hui ! Nous vivons actuellement dans un univers complexe et perpétuellement actif, celui des technologies numériques et de l'information. Ces technologies ont un impact indéniable sur notre comportement en tant qu'espèce, sur notre imaginaire, sur notre corps et son image, sur notre façon d'appréhender la culture, de la partager, sur l'éthique et le droit, sur les pratiques artistiques.

Ces changements de paradigmes sont les héritiers de grands courants des années 80 et 90, eux-mêmes enfants de la science-fiction : comment ignorer que l'internet tel que nous le connaissons, cet enchevêtrement de réseaux et sous réseaux, a été créé par des ingénieurs inspirés par *Le Neuromancien*, roman fondateur de l'auteur américain William Gibson, inventeur du terme *« cyberespace »* ?Que conclure du fait que l'écrivain Neal Stephenson, considéré comme l'inventeur des univers virtuels travaille actuellement comme conseiller pour Magic Leap, startup américaine travaillant sur la réalité augmentée ? Comment oublier les principes de

la robotique d'Azimov à l'heure de la robotique d'accompagnement ? Plus que jamais, les visions des auteurs et penseurs de la science-fiction accompagnent notre évolution dans la société numérique.

Ces œuvres façonnent indéniablement nos imaginaires collectifs, tout en étant elles-mêmes conditionnées par la culture, l'époque et le contexte sociopolitique dans lesquels elles ont été écrites. ***Hier c'était demain*** propose une mise à jour de ces imaginaires collectifs ! Peut-on bâtir des futurs alternatifs et de dépasser les avertissements et les prophéties de la science-fiction ?

Ce défi, proposé aux artistes et intervenants, sera la base d'un cycle d'événements, de rencontres, d'échanges, d'expérimentations, de réflexions, d'accompagnements, de transmission et de prospective proposé par le Shadok durant l'année 2019, autour du thème des *« Pionniers de la culture numérique et leur héritage »* dans une mise en perspective des pratiques passées, présentes et futures.

II. Hier c'était demain n'est pas une résidence de production !

Le Shadok porte cette résidence collective de Recherche et Développement en co-écriture avec Maxence Grugier, journaliste critique et curateur indépendant.

Le projet s'envisage comme un temps de collaboration sur les nouveaux imaginaires - en lien avec les imaginaires d'hier - qui façonnent, ou ont façonné, les cultures numériques d'aujourd'hui et comment ceux-ci inspirent les imaginaires technologiques de demain.

Au cours de cette résidence, six participants (individus ou collectifs) seront invités à travailler à leur projet, à échanger sur des temps spécifiques communs, partager avec des personnalités conviées afin de nourrir, détourner, questionner les recherches en cours, sur le mode du laboratoire d'idées et de l'oratoire.

Les résidents s'engagent à documenter leur processus de travail tout au long du programme (note d'intention, problématiques, références, évolutions…) et à partager leur travaux/réflexions afin de les restituer de manière publique au Shadok ainsi que sur le site internet et au sein d'une éventuelle publication. Les résidents contribueront régulièrement à une documentation collaborative du programme de résidence en ligne, rendant compte de leurs avancées.

1. LE PROTOCOLE DE RESIDENCE

Le projet ***Hier c'était demain*** se déroule tout au long de l'année 2019. Il se compose de quatre temps de résidence de recherche et développement répartis comme suit : Temps 1/Hiver (11 au 26 février), Temps 2/Printemps (10 au 25 avril), Résidence collective Temps 3/été (4 au 12 juillet), automne (9 au 24 septembre dans le cadre du Festival Européen du Film Fantastique du Strasbourg).

Chacun de ces temps de résidence correspond à un thème qui développe le questionnement de « *l'influence de la science-fiction sur la façon dont nous envisageons le mode et la technologie, et comment nous pourrions en sortir pour inventer un autre futur* » (voir note d'intention). Il est demandé aux résidents :

Le Shadok - Fabrique du numérique
Les Dock's, 25 Presqu'île André Malraux
67000 Strasbourg
Tél : +33 (0)3.88.43.68.35
Email : contact.shadok@strasbourg.eu
Adresse postale :
Ville et Communauté urbaine de Strasbourg
1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

- d'être tous présents sur le Temps 3 (du 4 au 12 juillet 2019), afin de garantir un moment de rencontre, de recherche et d'échanges collectifs sur cette période,
- de choisir par ordre de priorité parmi les Temps 1, 2 ou 4 leur souhait de dates d'accueil en résidence

Les thèmes



Les résidences se déroulent sur 15 jours et le Temps collectif du mois de juillet sur 8 jours.

Les temps de résidences intitulés « Labo », sont suivis par Maxence Grugier et l'équipe du Shadok. Elles comprennent plusieurs phases :

1. **Mise en place** : Réflexion, incubation, immersion
2. **Temps fort/rencontre** : think-tank *(labo d'idées)*, ouverture aux collaborations extérieures (chercheurs, sociologue, auteurs, musiciens, étudiants, éditeurs, experts, etc.)
3. **Digestion/création-production ou documentation** : présentation du travail effectué durant la résidence sous formes diverses : site web, vidéo, publication, etc.

Lors de sa résidence le participant est invité à exposer un œuvre, un projet passé, et/ou de la documentation qui contextualisent sa démarche professionnelle et ses axes de recherches actuels. Cette exposition comprend d'autres œuvres et contenus choisis par Maxence Grugier, permettant l'immersion des résidents dans la thématique. Cette exposition est accessible au public sur la période de la résidence.

Deux axes d'accompagnement:

1 axe pro : des temps de réflexion et d'expérimentation, de prospective qui dépassent les visions passéistes autour d'objets de recherche en lien avec l'activité des artistes invités/choisis.

1 axe public : Programmation, pendant le labo, ouverte au public autour de moments de médiations, transmission autour de l'histoire des imaginaires technologiques (science-fiction), de découverte, des temps pédagogiques sous formes de conversation des Labo en soirées, de conférences, d'ateliers, de colloques et de tables rondes, d'ateliers, etc.

2. PRESENTATION DES SOUS-THEMES

L'ensemble du projet se rassemble autour de 4 sous-thèmes :

1. Planète interdite (Anthropocène)

Présentation : Le terme d'anthropocène décrit l'entrée dans une ère dominée par l'influence de l'activité humaine - qu'elle soit économique, démographique ou technologique. Notre planète, en voie de devenir une vaste poubelle (telle que l'ont décrit certains auteurs de science-fiction), doit être défendue, protégée et respectée selon les trois grands principes du développement durables : valorisation et respect de l'environnement, soutenabilité économique et développement de la croissance économique à travers des modes de production et de consommation durables.

Défi du Labo : Travailler sur les imaginaires d'un futur post-anthropocène, réinventer de nouvelles relations avec les espèces et notre environnement. Appliquer les principes et idées du développement à la création artistique.

2. **Hackers/Société du libre**

Présentation : La figure du hacker, du bidouilleur de code, de l'expert indépendant capable de défier toutes les sécurités des logiciels et des réseaux, est un archétype de la science-fiction et de la culture numérique des années 80, 90 et 2000. Au même moment de nombreuses normes permettant l'échange, le partage et la diffusion de l'information au sens large (plateforme collaborative, création du noyau Linux par Linus Torvalds en 1991et des logiciels GNU en 92, invention du Creative Commons en 2001 etc.) voient le jour. Ces idées et ces solutions perdures dans la société du libre. Comment s'expriment-elles aujourd'hui ? Qui sont les artistes, chercheurs, ingénieurs qui s'en servent ?

Défi du Labo : Montrer comment l'histoire du hacking a permis de proposer une alternative aux usages unique des technologies en luttant contre une utilisation passive de celles-ci, contre la boîte noire. Présenter et travailler autour des notions de Creative Common, espaces collaboratifs, distribution libre, tiers lieux, indépendance du net, de FabLab comme espaces collaboratifs du futur.

3. **Science de la fiction /fiction de la science - Temps Collectif :**

Présentation : La science-fiction est ici à envisager comme un « laboratoire de futur » où s'expriment les projections des imaginaires artistiques dans le monde scientifique, et inversement.

Considérant les collaborations croissantes entre artistes et chercheurs, créatifs et scientifiques, dans des domaines aussi variés que l'éthique, la culture, les questions de société, d'économie, d'éducation, d'écologie et de technologie, et attendue qu'il existe une articulation évidente entre les prospectives de la science-fiction et les avancées scientifiques, il sera intéressant d'étudier la façon dont les imaginaires littéraires, artistiques et techniques se rencontrent, pour dépasser le constat classique des dystopies futuristes et inventer de nouvelles utopies par tous les moyens souhaités.

Défi du Labo : Travailler autour des imaginaires technologiques ou au contraire, des imaginaires alternatifs qu'évoquent les technologies citées. Seront mises à profit les techniques de la robotique, de l'intelligence artificielle, du design, des média et de leurs interfaces du cyberespace (l'internet, les réseaux, virtuels mais aussi réels), de la réalité virtuelle et de ses multiples univers. Ou simplement, le produit de l'imagination qu'évoque ces techniques et technologies.

4. **Corps connecté *(dans le cadre du Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg) :***

Présentation : L'idée fondamentale de la culture numérique d'hier et d'aujourd'hui, c'est le mythe de l'humain augmenté, du cyborg (cette entité mi-homme, mi-machine). Le cyborg comme symbole du corps rendu obsolète par la technologie. « *Dans le futur, notre corps sera obsolète* » affirme l'artiste australien Stelarc. Il sera question d'étudier notre rapport au corps au cours de notre évolution technologique (le corps dans l'espace, le corps du sportif, le corps du pilote de supersonique, le corps immortel, etc.)

Le Shadok - Fabrique du numérique
Les Dock's, 25 Presqu'île André Malraux
67000 Strasbourg

Tél : +33 (0)3.88.43.68.35
Email : contact.shadok@strasbourg.eu

Adresse postale :
Ville et Communauté urbaine de Strasbourg
1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

Défi du Labo : Présenter, penser, travailler sur le corps augmenté, ce corps constamment en contact avec la technologie, en art, en musique (corps instrument), en design, etc. dans l'esprit home-made/street appropriation, design, high-tech/low-tech…

Chaque thème peut être lié à un autre et donner lieu à une collaboration/fusion de thèmes et sous thèmes afin d'encourager un travail de collaboration dans la transversalité

3. LES TEMPS FORTS DU LABO

Au cours de chacun des quatre temps de résidence, un « Temps Fort Labo » sera organisé sur une période de 2 jours. Animé sous la forme d'un marathon créatif, ce laboratoire d'idées sera organisé en lien avec les partenaires du Shadok et fera appel à des experts nationaux : auteurs, artistes, sociologues, spécialistes de la science-fiction, des questions du piratage et du hacking (question du libre, de la propriété intellectuelle, réappropriation de la technologie, autonomie, etc), du corps connecté (biohacking, transhumanisme, modifications corporelles, genre et sexualité en ligne) et du collaboratif (utopie de partage, de libre circulation de l'information, indépendance, etc.)…

Ces *Temps Forts Labo* seront également ouverts aux étudiants, aux professionnels et aux amateurs désireux de participer à ces échanges, ces croisements, ces rencontrent et d'apporter une contribution personnelles aux travaux qui seront produits sur ces événements. La restitution de ces marathons créatifs se fera à l'issue des deux jours sous forme de *pitch*, et le processus sera documenté et mis en ligne sur le site du Shadok.

Des coachs animeront les sessions afin de garantir l'encadrement et l'accompagnement des défis.

III. Présentation du lieu de résidence et des moyens alloués

1. LE LIEU

Le Shadok est un lieu de découverte, d'expérimentation et de partage autour des cultures numériques. Il invite à une réflexion ouverte sur les mutations de la société induites par la révolution numérique et les nouveaux usages. Le projet explore cette révolution des pratiques qui brouille les frontières entre disciplines, entre artistes et spectateurs, créateurs et usagers. Le numérique pénètre tous les aspects du quotidien, bouscule les identités, et engage non seulement des nouvelles manières de communiquer, mais aussi de créer, de produire et de partager.

Ouvert à tous, le lieu regroupe un lieu d'exposition, un atelier de prototypage, un studio d'enregistrement, un espace de travail partagé et un bar-café. Art, design, technologie, ou projets innovants, toutes les idées s'expriment ici dans un cadre convivial où petits et grands, amateurs et professionnels se rencontrent autour des changements que le numérique apporte dans nos vies.

2. LE CURATEUR

Maxence Grugier

Maxence Grugier est un journaliste, critique et conférencier français né à Paris en 1968. Rédacteur en chef de Cyberzone de 1999 à 2001, il a également écrit pour MCD (le magazine des cultures digitales), Le Monde Interactif, Coda, Trax, Tsugi, Computer Art, Fluctuat.net et La Spirale. Il est aujourd'hui collaborateur de La Revue AS (l'actualité de la scénographie), Digitalarti, Trax et New Noise.

Il s'intéresse depuis 20 ans à l'impact des nouvelles technologies sur nos sociétés, particulièrement dans le domaine des arts plastiques, de la production sonore et de la communication. Médiateur, formateur et conférencier, il s'est également exprimé sur les sujets du corps et de la technologie, l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, l'histoire des musiques électroniques et les nouveaux comportements connectés.

Publications:

in Mutation Pop et Crash Culture - collectif (avec Laurent Courau)
Zippies & Ferals, derniers cyber nomades in Les Moutons Électriques - Les Utopies
L'utopie cyborg in Revue Quasimodo - spécial Modifications corporelles
Hagiographie in Lukas Zpira - Onanisme Manu Militari

3. ÉLIGIBILITÉ

Le présent appel s'adresse aux artistes, designers, chercheurs, makers, ingénieurs, codeurs, innovateurs **(individuel ou collectif) domiciliés en France ou à l'étranger.**

La langue utilisée au cours de ce programme sera le français.

4. CONDITIONS/RESSOURCES

Les résidents bénéficieront :

- d'un accompagnement personnalisé
- d'une bourse de résidence de 3500 euros versée aux six entités (individus ou collectif) sélectionnés, permettant de couvrir leur rémunération durant les phases de résidence et de restitution ainsi que les frais de production du projet final, le transport et les repas sur la durée de la résidence.
- d'une formation au choix parmi les machines-outils du FabLab du Shadok (AV.Lab) : imprimante 3D, fraiseuse CNC, découpe laser, thermoformeuse.

Le Shadok :

- couvrira les frais d'hébergement éventuels liés aux phases de résidence individuelles et au temps collectif (du 4 au 12 juillet 2019), les frais de transport liés au temps collectif de juillet **uniquement**
- mettra à disposition des résidents un espace de travail, du matériel technique (en fonction des disponibilités et des besoins des projets: ordinateurs, Ipads, vidéoprojecteurs, écrans, matériel

Le Shadok - Fabrique du numérique
Les Dock's, 25 Presqu'île André Malraux
67000 Strasbourg

Tél : +33 (0)3.88.43.68.35
Email : contact.shadok@strasbourg.eu

Adresse postale :
Ville et Communauté urbaine de Strasbourg
1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

son...), un soutien technique et logistique de l'équipe du Shadok ainsi que l'accompagnement assuré par Maxence Grugier.

IV. Comment candidater ?

Envoyez un document pdf avant le 20/10/2018 à 23h00, comprenant :

- une présentation de votre parcours (2 pages maxi),
- une note d'intention sur votre projet (3 pages maxi) comprenant vos motivations pour la participation au programme de résidence ainsi que les axes de recherche que vous souhaitez développer,
- votre préférence de dates pour la résidence individuelle
    - Temps 1/Hiver (11 au 26 février),
    - Temps 2/Printemps (10 au 25 avril),
    - Temps 4/Automne (9 au 24 septembre)

Nous vous rappelons que tous les résidents s'engagent à participer au temps collectif - Temps 3/Été (du 4 au 12 juillet),

- tout autre(s) document(s) utile(s) à la bonne compréhension de votre projet (portfolio, texte théorique, croquis,…)

La sélection des résidents sera basée sur la qualité des propositions ainsi que sur la possibilité d'exécution du projet pendant la période de résidence.

Contacts et informations

Envoyez votre proposition à contact.shadok@strasbourg.eu avec pour en-tête **« candidature appel à projets SF-Shadok »** avant le 20/10/2018 à 23h00.
Pour toute question sur le programme, merci d'adresser vos questions à l'adresse : projetshadoksf@gmail.com

PARTENAIRES DU PROJET :

Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg, AVLAB, Ensembles 2.2 et Hackstub

Annexe 1 : Bibliographie/Filmographie

Essais :

Camille Paloque Bergès – Histoire et Culture du Libre (Framasoft Edition)

Steven Levy – L'éthique des Hackers (Editions Globe)

Remi Sussan – Les Utopies post-humaines (Omniscience)

Fred Turner – Aux sources de l'utopie numérique (C&F édition)

Romans :

Philip K. Dick :

Substance Mort (Folio SF)

Ubik (10/18)

Simulacres (J'ai Lu)

William Gibson:

Neuromancien (J'ai Lu)

Comte Zéro (J'ai Lu)

Mona Lisa s'éclate (J'ai Lu)

Lumière Virtuelle (J'ai Lu)

Idoru (J'ai Lu)

Greg Bear :

La reine des anges (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Oblique (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Neal Stephenson :

Snow Crash (le samouraï virtuel) (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

L'âge de diamant (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Cryptonomicon I, II, III (Payot SF)

Jeff Noon ;

Vurt (La Volte)

Pollen (La Volte)

Nymphormation (La Volte)

Bruce Sterling :

Les mailles du réseau (Denoël, coll. Présence du Futur)

La Schismatrice (Denoël, coll. Présence du Futur)

Crystal Express - nouvelles (Denoël, coll. Présence du Futur)

Greg Egan :

L'intégrale des nouvelles chez le Bélial (trois tomes : Axiomatique, Océanique, Radieux)

La cité des permutants (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Isolation (Denoël et d'ailleurs)

L'énigme de l'univers (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Téranesie (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Vernor Vinge :

Rainbows End (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Un feu sur l'abîme (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

Scott Westerfled :

L'IA et son double (Folio SF)

Iain McDonald :

Le fleuve des dieux (Le Livre de Poche)

Brazil (Le Livre de Poche)

La maison des derviches (Le Livre de Poche)

Paul McAuley :

Féerie (J'ai Lu, coll. Millénaire)

Glyphes (Robert Laffont, coll. Ailleurs et Demain)

J. G. Ballard

Crash (10/18)

Super Cannes (Fayard)

La foire aux atrocités (Tristram)

John Brunner :

Tous à Zanzibar (Le Livre de Poche)

Le troupeau aveugle (Le Livre de Poche)

Isaac Azimov :

Le cycle des Robots (Le Livre de Poche)

Le cycle de Fondation (Le Livre de Poche)

George Orwell:

1984 (nouvelle traduction Gallimard)

Films

Blade Runner – Ridley Scott

A Scanner Darkly - Richard Linklater

Her – Spike Jonze

Alien, le Huitième passage – Ridley Scott

Vidéodrome – David Cronenberg

Existenz - David Cronenberg

Under The Skin - Jonathan Glazer

Ex Machina - Alex Garland

Annihilation - Alex Garland

Transcendance - Wally Pfister

Ghost In The Shell I & II - Mamoru Oshii

Avalon - Mamoru Oshii

Akira - Katsuhiro Ōtomo

Tetsuo I & II - Shin'ya Tsukamoto

Le Shadok - Fabrique du numérique
Les Dock's, 25 Presqu'île André Malraux
67000 Strasbourg

Tél : +33 (0)3.88.43.68.35
Email : contact.shadok@strasbourg.eu

Adresse postale :
Ville et Communauté urbaine de Strasbourg
1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

64

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Convention de partenariat entre la ville de Strasbourg pour le Centre chorégraphique et l'association ON2H pour la mise en œuvre d'une offre d'enseignement du Hip hop au CCS dans le cadre d'une expérimentation nationale.

Le Centre chorégraphique de Strasbourg (CCS) souhaite accueillir une expérimentation nationale portée par l'association ON2H visant à créer, dans le cadre des travaux menés par le Ministère de la Culture sur le devenir des conservatoires et de la création d'un diplôme d'état, un référentiel national de l'enseignement des danses Hip hop qui permettra, à l'issue de la démarche, de créer un Diplôme d'état de l'enseignement des danses Hip hop, diplôme nécessaire à l'enseignement dans les conservatoires.

Cette démarche s'inscrit dans la volonté du Centre chorégraphique d'élargir son offre de formation à des esthétiques non encore académiques et non diplômantes dans les conservatoires, mais qui relèvent d'une attente forte des publics. Cette expérimentation, accueillie au CCS pour deux ans, permettra de diversifier les publics touchés par son offre de formation ainsi que de positionner le CCS comme pionnier, à l'échelle nationale, en matière d'ouverture aux esthétiques contemporaines et urbaines de la danse.

Cette expérimentation permettra de proposer au CCS quatre cours de Hip hop représentatifs des différentes disciplines de cette esthétique (Popping, Locking, Break Dance, Hip hop) qui s'adresseront à quatre classes d'âge (8-9 ans, 10-11 ans, 12-13 ans, +14 ans) au rythme d'un cours par semaine (20 élèves par classe). Un contrôle continu et une évaluation annuelle des élèves sont prévus, conformément au cadre réglementaire régissant les conservatoires.

Les enseignements seront dispensés par des personnalités reconnues des danses hip hop, membres de l'association ON2H et qui ont une expérience artistique et pédagogique d'envergure nationale et internationale. Les représentants locaux des danses Hip hop seront associés afin de profiter de la démarche et de l'alimenter de leur expérience.

Le CCS sera pleinement associé à l'évaluation de l'expérimentation, prendra part au comité pédagogique du cursus et conduira des bilans intermédiaires chaque trimestre. L'association ON2H s'engage pour sa part à participer aux activités pédagogiques, aux restitutions publiques ainsi qu'à l'évaluation des élèves.

Le coût total du dispositif sera, sur trois exercices, d'environ 36 200 €, et les dépenses réparties de manière indicative comme suit :

2018 : 6 625 €, montant disponible au BP 2018 de l'établissement ;
2019 : 18 000 €
2020 : 11 500 €

Les recettes perçues seront de 30 840 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention de partenariat entre la ville de Strasbourg pour le Centre chorégraphique et l'association ON2H pour la mise en œuvre d'une offre d'enseignement du Hip hop au Centre chorégraphique de Strasbourg

décide

sous réserve de l'inscription effective des dépenses et des recettes aux budgets 2018, 2019 et 2020, d'imputer cette dépense, d'un montant de 36 200 € sur la ligne AU10H-311-6226 et les recettes, d'un montant de 30 840 € sur la ligne AU10H-311-7062 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Convention de partenariat

Pour l'expérimentation du CURSUS danse Hip Hop

Entre,

La ville de Strasbourg pour le Centre chorégraphique de Strasbourg, représentée par Monsieur Alain Fontanel, 1er Adjoint au Maire en charge de la Culture et du Patrimoine, dûment habilité, conformément à la délibération du 24 septembre 2018 et désigné sous le terme « le CCS »

D'une part,

Et

L'association ORGANISATION NATIONALE DE HIP HOP (ON2H) représentée par son président, William MESSI et ayant pour siège social la Mairie de Louvigny (14 grande rue, 14111 – Louvigny).

D'autre part,

Préambule

Depuis plus de 20 ans, la danse Hip Hop ne cesse d'évoluer et fédérer, en France, un public de plus en plus large et socialement divers. Désormais installé dans le paysage culturel et artistique comme une pratique dansée autonome, elle évolue entre sa sphère d'origine, la rue, et les sphères institutionnelles que sont les théâtres, conservatoires et scène nationales conventionnées. En parallèle, son enseignement a continué d'évoluer dans un cadre juridique incertain tant pour les professeurs que pour les pratiquants. Là où les premiers sont statutairement considérés comme amateurs, les seconds se heurtent à de nombreuses insécurités - conséquence de l'absence d'uniformisation d'une formation réglementée au niveau étatique.
Cette convention de partenariat s'inscrit dans le contexte d'une double réforme initiée par le Ministère de la Culture : la première prévoit, à l'échéance 2020 – 2021, d'inclure officiellement la danse Hip Hop dans le champ des formations diplômantes. La seconde, ambitionne la réécriture des critères communs de classement des conservatoires.
L'association ON2H – composée d'enseignants en danse Hip Hop reconnus dans le monde de par leurs parcours dans l'enseignement, la chorégraphie et la danse des « battles » - a été choisie par le Ministère de la Culture pour être l'un des interlocuteurs privilégiés en capacité de nourrir les contenus des réformes en cours. A ce titre, elle participe depuis le

28 janvier 2018 à toutes les tables rondes ministérielles nourrissant les futurs référentiels. Ses travaux mettant en pratique le référentiel à deux étages - d'une part, pour la mise en pratique d'une formation du professeur des danses Hip Hop de demain, et d'autre part, pour l'enseignement dans les conservatoires et diverses structures d'accueil des futurs professionnels – nourrissent de fortes attentes tant du Ministère de la Culture que des professionnels des autres danses.

L'ambition du CCS est par ailleurs de répondre à plusieurs objectifs d'un établissement public d'enseignement artistique et de construire en partie son projet d'établissement autour des questions de démocratisation de l'enseignement. Il s'agit d'ouvrir l'offre d'enseignement académique à des disciplines actuelles et d'accompagner l'émergence de disciplines nouvelles qui répondront à la fois aux évolutions de la société et aux demandes d'un public amateur exigeant.

Par ailleurs, le CCS sera valorisé en tant que lieu de ressources, d'expérimentation et de laboratoire, en apportant une approche nouvelle dans le métissage des différentes techniques et en favorisant la culture générale et chorégraphique à travers un enseignement rigoureux de cette danse qui est aussi une culture, une communauté et un art pluridisciplinaire reconnu. Il apportera son savoir-faire en accueillant une nouvelle culture qui permettra la mise en œuvre de projets riches.

Article I : Objet

Le Centre Chorégraphique de Strasbourg (CCS) et l'association ON2H construisent un partenariat pour la mise en place, au CCS, d'un cursus expérimental « Classes Hip Hop au conservatoire ».

Ce projet s'inscrit dans la volonté commune du CCS et d'ON2H de contribuer fortement à l'institutionnalisation des danses Hip Hop dans la droite ligne des projets de réforme en cours. Il s'agit précisément de proposer à terme, dans un conservatoire notamment à rayonnement municipal, un enseignement académique de cette esthétique remplissant les conditions pédagogiques et sécuritaires d'un enseignement artistique et culturel réglementé. Le CCS est le seul conservatoire sur le territoire national à proposer cette expérimentation.

Ainsi, ce cursus permettra de :

- Contribuer à alimenter la construction des référentiels de l'enseignement des danses Hip Hop ;

- Anticiper la future intégration des danses Hip Hop dans le paysage professionnel de l'enseignement des danses académiques ;

- Expérimenter la faisabilité d'un cursus académique danses Hip Hop au sein des conservatoires en général et du CCS en particulier en cohérence avec son projet d'établissement pour 2020 ;

- Contribuer à la conception, l'évaluation de ressources pédagogiques, artistiques et culturelles propices à l'enseignement académique des esthétiques Hip Hop ;

- Contribuer à l'élargissement des publics des Conservatoires en général et du CCS en particulier ;

- Renforcer le lien entre le CCS et le tissu local d'enseignement de l'esthétique Hip Hop ;

Article 2 : Description de l'expérimentation

Il s'agit de mettre en place un cursus Hip Hop à titre expérimental à destination des élèves inscrits dans les cours organisés à cet effet. 4 cours hebdomadaires d'1h30 sont proposés le mercredi après-midi, à compter de septembre 2018, organisés par tranche d'âge (8-9 ans, 10-11 ans, 12-13 ans, 14 ans et plus) et les 4 disciplines principales du hip hop (popping, locking, break dance et hip-hop) seront abordées sur 2 ans, à raison d'une discipline par semestre. Les référents de chaque discipline se déplaceront à Strasbourg pour dispenser ces cours, qui sont espacés d'une demi-heure pour permettre la prise de note.

L'intervenant assurera donc 6h00 de cours par semaine sur 17 semaines pour 1 semestre, soit 102 heures de cours.

Article 3 : Pilotage et fonctionnement

ON2H sera en charge du pilotage pédagogique de l'expérimentation et à ce titre apportera les outils pédagogiques et humains permettant sa mise en œuvre.

Cette équipe est constituée de pédagogues, membres d'ON2H remplissant les critères de notoriété et légitimité suffisantes. Ainsi, l'équipe pédagogique a été choisie, au sein de chaque composante de la danse Hip Hop, et selon leurs expériences respectives et les qualités de pédagogue qu'ils ont pu mettre en œuvre dans différents contextes et qui font l'unanimité au sein du milieu Hip Hop et des structures publiques ou privées qui les accueille.

Aussi, il s'agit pour l'essentiel de l'équipe engagée dans les expérimentations d'un cursus de formation des futurs professeurs de danse Hip Hop de 2 ans menés par ON2H, en relation avec des acteurs publics, tels que la ville de Cergy et son Centre de Formation Danse.

Un tel comité de pilotage commun à ces expérimentations permet de construire une relation tripartite dans les contenus avec pour point de rencontre ON2H. A ce titre, ON2H pourra s'appuyer sur l'expérimentation menée au CCS pour nourrir la formation qu'elle pilote à Cergy (notamment lors de la formation pédagogique de deuxième année) ou ailleurs et inversément mettre en pratique les outils expérimentés à Cergy dans le cadre du cursus expérimental entamé au CCS. L'ensemble de ces éléments permettra au comité de pilotage d'alimenter en temps réel les travaux du Ministère de la Culture et des représentants des autres esthétiques académiques ou non académiques tous associés, comme ON2H, à la refonte du référentiel du Diplôme d'Etat en danse.

Le CCS sera associé à l'ensemble des modalités concernant les choix pédagogiques, qu'il s'agisse de la nature de l'enseignement ou des critères et modalités d'enseignement. ON2H

devra s'appuyer sur les équipes du CCS notamment pour échanger sur les modalités pratiques d'examens, le suivi pédagogique des élèves et la constitution des éléments matériels de suivi et en tant que de besoin, de la diffusion en interne des informations concernant le cursus expérimental, objet de la présente convention.

i. Composition du Comité de pilotage pédagogique ON2H

Le comité de pilotage pédagogique ON2H s'articule en 4 pôles centralisés autour d'une coordination pédagogique collégiale. Cette coordination est constituée des référents des quatre disciplines à enseigner dans le cadre de l'expérimentation objet de la présente convention et de la directrice du CCS.

Il s'agit de Monsieur Franck LUCE, référent Popping ; Monsieur Patrick PIRES, référent Locking ; Messieurs Biba MONNIR et Mathias RASSIN, référents Break dance ; Monsieur Phillipe Almeida, référent Hip Hop, Monsieur William Messi, coordinateur général et Madame Anne Leroy, directrice du CCS.

En sus d'assurer l'animation des rendez-vous d'étape qui se dérouleront à Strasbourg par trimestre puis à l'issue de chaque semestre, le coordinateur pédagogique de la discipline concernée, a pour rôle, d'une part, de s'assurer du suivi pédagogique individualisé des élèves et de transmettre ce suivi au CCS et aux professeurs associés en vue de permettre la continuité des enseignements et de l'expérimentation. Et, d'autre part, de s'assurer que les objectifs de l'expérimentation sont trimestriellement puis semestriellement atteints.

ii. Composition de l'équipe pédagogique enseignante :

Elle est constituée de 18 enseignants engagés par la présente convention à dispenser les enseignements objets de la présente convention.

En cas d'absence pour un motif sérieux et étayé, l'un ou l'autre des membres de l'équipe pédagogique enseignante principale pourra se faire remplacer de façon ponctuelle et tout à fait exceptionnelle par un autre membre de notoriété, de discipline et de légitimité équivalente après en avoir informé le CCS au moins 15 jours avant le cours projeté par tout moyen dématérialisé (courriel, etc…)

Equipe pédagogique principale

Coordination générale **William MESSI**	
Semestre 1	
POPPING	M. Franck LUCE (franqey)
	M. Guy Sembe (Smiley)
	M. PACQUIT Matthieu (Stokos)
	M. MIKE HAYFORT (Iron Mike)
	M. PAIN Nicolas (Gator)
Semestre 2	
LOCKING	
	M. PIRES Patrick (P. Lock)
	M. HACHOUCHE Hakim (Hakim)
	M. VANIE Wilfried (Willow)
	Mme PINTO MAIA Alice (Liss Funk)
	M. ISMAEL Jimmy (Jimmy soul)
Semestre 3	
BREAK	M. MONNIR Biba (Mounir)
	M. RASSIN Mathias (Thias)
	M. BAREGE Jeremy (Jey)
	M. CHOUARI Abdel (Abdel)
	Mme KARIMA Kelhifi (Karima Actuel Force)
Semestre 4	

HIP HOP	M. ALMEIDA Philippe
	M. NKUMU Vincent
	M. KOUE Ange (Ange Elfunky juice)

iii. Les observateurs

Par ailleurs, afin de remplir l'objectif de la présente convention, les partenaires collaborent avec des acteurs observateurs du tissu local sur des retours d'expérience pédagogique à condition que leur présence et choix soient justifiés au regard de critères fixés par les partenaires selon les besoins par semestre et qu'ils soient pratiquants et/ou enseignants de la discipline observée. Ici, il s'agira notamment d'organiser en tant que de besoin, des temps d'échange entre le comité de pilotage et l'observateur ayant assisté aux enseignements de la discipline cible. Ces temps d'échanges collectifs ou individuels s'aligneront sur le calendrier des points d'étape prévu par la présente convention.

Afin de renforcer la crédibilité du propos pédagogique objet de la présente convention, une liste d'observateurs sera proposée par le CCS et par décision conjointe CCS - comité de pilotage pédagogique ON2H, suivant des critères définis en fonction de la matière et de l'objet de l'observation.

Article IV : Obligations respectives

i- Engagements d'ON2H

En plus d'atteindre les objectifs et engagements pris au titre l'article III, ON2H et le CCS organiseront des sessions d'échange et de restitution chaque fin de trimestre et le référent de chaque discipline participera au jury des examens annuels. La composition de ce jury sera à déterminer conjointement en répondant aux usages du CCS.

Semestriellement, le CCS organisera des temps d'échange et de restitution avec les acteurs de l'enseignement local, en présence des référents d'ON2H, afin de restituer les résultats partiels de cette expérimentation et partager les expériences des enseignants locaux. Le CCS prendra en charge la communication relative à ces temps de rencontre spécifiques.

Par ailleurs, ON2H pourra se saisir de ces temps de rencontre pour organiser et prendre en charge financièrement au sein du CCS des stages et « MASTER CLASS ». Le CCS mettra à disposition à titre gracieux un ou des studios. Les dépenses et recettes de ces stages et master class seront à la charge d'ON2H. Le calendrier de ces masters class sera défini lors du lancement de l'expérimentation, objet de la présente convention.

ON2H s'engage également à construire de façon autonome et à ses propres frais tous les contenus pédagogiques servant la présente expérimentation et dès lors resteront sa propriété.

A ce titre, le CCS ne pourra, en tout et partie, diffuser les contenus dont il aura connaissance et ne pourra l'utiliser qu'à des fins exclusivement liées à cette expérimentation.

ON2H s'engage également à respecter le règlement intérieur transmis par le CCS.

Toute autre utilisation, sans respect du présent article, par l'une ou l'autre partie, sans consentement du partenaire sera passible de poursuite devant le Tribunal de Strasbourg.

ON2H s'engage à inscrire son action dans le respect des règles de fonctionnement du CCS et à restituer les locaux mis à disposition dans un état conforme à l'état dans lequel les locaux ont été trouvés avant l'intervention.

Le CCS s'engage à fournir les questionnements généraux permettant à ON2H de construire son projet pédagogique, en phase avec l'objectif du projet d'établissement en cours d'élaboration.

Le CCS sera garant du projet pour ses élèves, en adéquation avec le programme d'enseignement d'ON2H, et veillera au bon déroulement de cette expérimentation. Il veillera à réunir les conditions nécessaires au bon déroulement de ce projet : accueil des enseignants, mise à disposition de lieux adaptés et de matériels, intégration des enseignants ON2H à l'équipe pédagogique du CCS, participation au suivi pédagogique des élèves, organisation matérielle des temps de rencontres trimestriels et semestriels, organisation des examens, etc.

Engagements financiers

Par ailleurs, La Ville s'engage à verser le montant pour la réalisation des prestations d'enseignement permettant d'atteindre les objectifs de la présente convention.

Il s'agit en outre d'une prestation couvrant à la fois les frais de bouche, de transport et de prestation des intervenants. Le montant total s'élève à 36 004,16 €.

L'annexe I de la présente convention, présente les points de détail de cet « Engagement financier ».

Les frais professionnels liés à toutes autres prestations nécessaires à la réalisation de l'objet de la présente convention seront à la charge du prestataire.

Le versement concret des sommes attachées aux prestations objets de la présente convention s'effectuera, en sus du respect des règles de droit en vigueur, tous les trimestres. La validation des prestations effectuées prendra effet à compter de la réalisation du point d'étape trimestriel prévu à l'article IV de la présente convention.

Par ailleurs, le paiement effectif par la Ville se fera sur présentation -par ON2H- d'une facture trimestrielle détaillant les montants affectés. Le règlement des factures se fera par virement,

prélèvement bancaire ou tout autre mode de paiement accepté par ON2H, à 30 jours de la date d'émission de la facture.

Article V : durée de la Convention et livrables

La présente convention est signée pour une durée de deux années scolaires et pourra faire l'objet d'avenants à la fin de la première année en cas de changement dans les éléments substantiels la constituant.

A l'issue des deux années d'expérimentation les deux structures rédigeront conjointement un document, à destination des élus de la collectivité territoriale dont dépend le CCS et du partenaire, retraçant les étapes et les constats de cette expérimentation. Ce document pourra également servir, dans le cadre d'un retour d'expérience, à l'élaboration du référentiel national. Celui-ci décrira la faisabilité objective d'un cursus Hip Hop au sein du CCS en particulier et le retour d'expérience du passage des enseignants des esthétiques Hip Hop dans l'univers professionnel d'un conservatoire à rayonnement municipal pour anticiper, le cas échéant, l'institutionnalisation de ces esthétiques et les conditions permettant d'atteindre un tel objectif.

De plus, ces livrables permettront, le cas échéant, de discuter de la faisabilité d'une formation des professeurs de danse Hip Hop au CCS. En d'autres termes, si ON2H envisageait de formaliser une telle formation dans la Région Grand Est, il s'agira d'en proposer prioritairement au CCS la réalisation.

Chaque trimestre sera organisé un temps d'échange physique et de restitution permettant de faire un compte rendu rédigé d'étape instruit par ON2H et le CCS (si besoin).

Egalement, à échéance 2019, un projet commun aux esthétiques Hip Hop et académiques du CCS, en collaboration avec les équipes enseignantes du CCS et d'ON2H, sera organisé mêlant les différents univers artistiques évoluant dans cet établissement dont le livrable sera présenté en 2020. Les dates seront proposées par le CCS en fonction de la disponibilité des locaux dans lesquels l'événement se tiendra.

Article VI : Modification et résiliation de la convention

i. Modification

La présente convention peut être modifiée par avenant, sans remise en cause substantielle de son objet.

ii. Résiliation

La résiliation de la présente convention peut intervenir par dénonciation de l'une des parties dans le cadre exclusif d'une difficulté majeure se présentant. Ainsi, en cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci

pourra être résiliées de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de prévenance de trois mois suivant l'envoi d'une lettre motivée recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article VII : juridiction compétente

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou l'exécution de la présente convention. A défaut, toute constations ou litige né à l'occasion de la présente convention relève de du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article VIII : date d'effet et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et est valable jusqu'à la fin du deuxième semestre de la deuxième année scolaire objet de la présente convention.

Elle demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Article IX : exécution de la convention

Cette convention est établie en 4 exemplaires originaux. Chaque exemplaire de ce document est validé par l'apposition de la signature du représentant légal de chaque partie en présence.

Fait à …….. Le

Pour la ville de STRASBOURG	Pour ON2H
Alain FONTANEL 1er Adjoint au Maire En charge de la Culture et du Patrimoine	William MESSI coordinateur général

Techniques	DEPENSES	2018		2019		2020	
		Fonctionnement 2018	RH 2018	Fonctionnement 2019	RH 2019	Fonctionnement 2020	RH 2020
1	Déplacements de septembre 2018 à février 2019 12 séances 2018 x 170 €/AR	2 040,00 €					
	Vacations de septembre 2018 à février 2019 12 séances 2019 x 45,77/h x 6 h/séance		3 295,44 €				
	Défraiement : 2 repas/intervention x 15,25€/repas	366,00 €					
	4 déplacements pour réunions/an /170€/AR	680,00 €					
	4 repas/déplacement pour réunions/an x 15,25 €	244,00 €					
2	Déplacements de février à juin 2019 22 séances 2019 x 170 €/AR			3 740,00 €			
	Vacations de février à juin 2019 22 séances 2019 x 45,77/h x 6 h/séance				6 041,64 €		
	Défraiement : 2 repas/intervention x 15,25€/repas			671,00 €			
	4 déplacements pour réunions/an /170€/AR			680,00 €			
	4 repas/déplacement pour réunions/an x 15,25 €			244,00 €			
3	Vacations de septembre 2019 à février 2020 12 séances 2019 x 45,77/h x 6 h/séance				3 295,44 €		
	Déplacements de septembre 2019 à février 2020 12 séances 2019 x 170€/AR			2 040,00 €			
	Défraiement : 2 repas/intervention x 15,25€/repas			366,00 €			

	4 déplacements pour réunions/an /170€/AR			680,00 €			
	4 repas/déplacement pour réunions/an x 15,25 €			244,00 €			
4	Déplacements de février à juin 2020 22 séances 2020 X 170€/AR					3 740,00 €	
	Vacations de février à juin 2020 22 séances 2020 X 45,77/hx6h/séance						6 041,64 €
	Défraiement : 2 repas/intervention x 15,25€/repas					671,00 €	
	4 déplacements pour réunions/an /170€/AR					680,00 €	
	4 repas/déplacement pour réunions/an x 15,25 €					244,00 €	
TOTAL GENERAL		**3 330,00 €**	**3 295,44 €**	**8 665,00 €**	**9 337,08 €**	**5 335,00 €**	**6 041,64 €**
		6 625,44 €		**18 002,08 €**		**11 376,64 €**	

Budget 2018	**6 625,44 €**		
Budget 2019		**18 002,08 €**	
Budget 2020			**11 376,64 €**
Coût général du projet Hip Hop	**36 004,16 €**		

65

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Opéra national du Rhin - Syndicat Intercommunal pour la période 2018-2022.

Depuis 1972, l'Opéra national du Rhin a mutualisé les moyens des opéras de Strasbourg, Mulhouse et Colmar pour assurer la meilleure diffusion possible de ses spectacles sur son territoire. L'Opéra national du Rhin, labellisé depuis 1998, est l'un des cinq opéras nationaux situés en région. Il constitue à ce titre un levier essentiel du rayonnement artistique et culturel de ses trois communes hôtes, et au-delà pour l'ensemble du territoire régional et transfrontalier. En 1985, le Ballet de l'Opéra national du Rhin a été labellisé Centre Chorégraphique National.

L'Opéra national du Rhin contribue fortement à la diffusion de l'art lyrique et chorégraphique en direction des publics strasbourgeois. Accueillant des spectateurs issus de la région de part et d'autre du Rhin et faisant appel à des artistes de nombreuses nationalités, il s'inscrit, par les échanges qu'il suscite, dans la dimension culturelle du rôle de capitale européenne qui caractérise la ville de Strasbourg.

Dans la continuité de la précédente convention, les collectivités publiques expriment leur volonté de poursuivre leur soutien aux activités de l'Opéra national du Rhin dans le cadre du fonctionnement intercommunal associant les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar avec le soutien de l'État, de la Région Grand Est et de l'Eurométropole de Strasbourg, afin d'assurer les conditions d'un partenariat pérenne.

Considérant que le projet présenté par la directrice générale de l'Opéra national du Rhin (comprenant le projet du directeur du Centre Chorégraphique National - Ballet du Rhin), recrutée suivant une procédure agréée par l'ensemble des signataires de la présente convention, participe des politiques culturelles des signataires, l'État (DRAC Grand Est), la Région Grand Est, l'Eurométropole et les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar décident de s'associer dans un partenariat contractuel pour la période 2018-2022.

Le projet soutenu au titre de la convention pour cette période porte sur les objectifs généraux suivants :

- garantir les conditions d'un budget artistique permettant d'accomplir les missions de l'Opéra national du Rhin

- favoriser pour les publics un accès à une offre diversifiée, à coût maîtrisé
- rechercher de nouveaux publics ;
- diversifier l'offre, y compris en développant les manifestations hors les murs, en prenant en compte le répertoire, l'esthétique, le degré d'accessibilité, les formats et les forces artistiques et techniques de l'Opéra national du Rhin ;
- susciter, dans le cadre de conventions spécifiques, la participation de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (OPS) et de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OSM) ainsi que de la « Maîtrise de l'Opéra national du Rhin » de Strasbourg ;
- chercher le meilleur équilibre possible entre productions, achats et reprises de spectacles ;
- poursuivre une politique de recherche d'excellence artistique et de rayonnement, dans le dessein des orientations générales fixées.

La ville de Strasbourg attend de l'Opéra national du Rhin qu'il s'attache particulièrement aux missions suivantes :
- Rendre l'opéra et la danse accessibles au plus grand nombre, notamment en :
    - diversifiant ses offres (formes, formats, conditions d'accès, communication, accessibilité, actions hors-les-murs…),
    - enrichissant sa programmation et ses actions culturelles en direction du jeune public,
    - développant des actions en vue d'aller vers les publics qui ne viennent pas ou peu à l'opéra : lieux de vie des publics empêchés, personnes en situation de handicap, habitants des quartiers défavorisés, publics plus largement peu habitués, quelles qu'en soient les raisons, à la fréquentation des lieux culturels,
    - favorisant les projets associant les publics, qu'ils pratiquent ou non un art en amateur
- Œuvrer en faveur d'une plus grande parité hommes-femmes dans le choix des œuvres, des artistes et des équipes intervenant dans les productions de l'Opéra national du Rhin,
- Approfondir les partenariats avec les acteurs culturels régionaux, notamment : le festival Musica, les équipements culturels strasbourgeois, les artistes et ensembles professionnels régionaux
- Poursuivre une collaboration artistique de qualité avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg,
- Contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes artistes, en partenariat notamment avec l'Académie supérieure de musique de la Haute Ecole des Arts du Rhin.

L'Opéra national du Rhin est hébergé gracieusement à Strasbourg dans les locaux du théâtre municipal de Strasbourg, propriété de la ville de Strasbourg, comprenant le théâtre, le Grenier d'abondance lequel accueille des ateliers de fabrication de costumes, perruques et accessoires. Par ailleurs, des ateliers techniques situés sur le site de la Fédération et des espaces de stockage sont également mis à la disposition de l'Opéra.

Outre cette aide en nature, la ville de Strasbourg s'engage par cette convention à contribuer financièrement à la réalisation du projet de l'Opéra national du Rhin sous forme d'une subvention annuelle de 6 859 319 €, soit un total de 34 296 595 € sur l'ensemble de

la période, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés.

Considérant les axes de la politique culturelle de la ville de Strasbourg et les objectifs du projet présenté par l'Opéra national du Rhin pour la période concernée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2018 – 2022 entre l'Etat (DRAC Grand Est), la Région Grand Est, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Opéra national du Rhin,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention correspondante.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2018-2022
Opéra national du Rhin

Entre

L'État (Ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est), représenté par Monsieur le Préfet et de la Région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité, Préfet du Bas-Rhin et désigné sous le terme « l'État » ;

La Région Grand Est, représentée par M. Jean ROTTNER, Président, dûment habilité par délibération de la commission permanente n°18CP-1762 du 12 octobre 2018 et désignée sous le terme « la Région » ;

L'Eurométropole de Strasbourg, représenté par son Président en exercice M. Robert HERRMANN dûment habilité, conformément à la délibération du 28 septembre 2018 et désigné sous le terme « l'Eurométropole »

La Ville de Strasbourg, représentée par le Maire, M. Roland RIES dûment habilité, conformément à la délibération du 24 septembre 2018, et désignée sous le terme « la Ville de Strasbourg »

La Ville de Mulhouse, représentée par le Maire, Mme Michèle LUTZ dûment habilitée, conformément à la délibération du 18 octobre 2018, et désignée sous le terme « la Ville de Mulhouse »

La Ville de Colmar, représentée par le Maire, M Gilbert MEYER dûment habilité, conformément à la délibération du 22 octobre 2018, et désignée sous le terme « la Ville de Colmar »

également désignés ci-après les « partenaires signataires »,

d'une part,

Et

L'Opéra national du Rhin - Syndicat Intercommunal, situé 19 place Broglie – BP 80320 – 67007 STRASBOURG cedex, représenté par sa Présidente en exercice Mme Cécile STRIEBIG-THÉVENIN dûment mandatée, conformément à la délibération du 20 juin 2018
N°SIRET : 256 701 160 000 10 – code APE 9001 Z,
Licences d'entrepreneur de spectacles n° 2-1112060 et 3-1112061

d'autre part,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;
VU la lettre de mission du Premier Ministre à Madame la Ministre de la culture datée du 09 août 2017 ;
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;
VU la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
VU le décret du 22 juin 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Luc Marx, Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet du Bas Rhin ;
VU le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
VU l'arrêté ministériel du 1er janvier 2016 portant nomination de Madame Anne Mistler, Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;
VU l'arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatif au label "Opéra national en région" ;
VU l'arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatif au label "Centre chorégraphique national" ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2017/601 du 10 juillet 2017 portant délégation de signature à Madame Anne Mistler, Directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional ;
VU l'arrêté du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la culture et de la communication ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2018/03 du 02 janvier 2018 portant délégation de signature à Madame Anne Mistler, Directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;
VU l'arrêté n° 2018/01 du 02 janvier 2018 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et/ou ordonnancement secondaire) ;
VU la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
VU la lettre de mission du Premier Ministre à Madame la Ministre de la culture datée du 09 août 2017 ;
VU le Budget opérationnel de programme 131 de la mission culture ;
VU l'avis favorable du Contrôleur budgétaire en région sur le budget opérationnel de programme 131 en date du 27 février 2018
VU le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;
VU la délibération du conseil régional Grand Est du 13 juillet 2018 ;
VU la Convention entre les Villes et le Syndicat intercommunal du 26 septembre 1972 et ses avenants des 17 mars 1977, 1er septembre 1998 et 1er mars 2011 ;
VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg du 24 septembre 2018

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans la continuité de la précédente convention (2010-2014), les collectivités publiques expriment leur volonté de poursuivre leur soutien aux activités de l'Opéra national du Rhin dans le cadre du fonctionnement intercommunal associant les Villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar avec le soutien de l'État, de la Région Grand Est et de l'Eurométropole de Strasbourg afin d'assurer les conditions d'un partenariat pérenne.

Depuis 1972, l'Opéra national du Rhin a mutualisé les moyens des opéras de Strasbourg, Mulhouse et Colmar pour assurer la meilleure diffusion possible de ses spectacles sur son territoire. L'Opéra national du Rhin est l'un des cinq opéras nationaux situés en région. Il est labellisé depuis 1998. Il constitue à ce titre un **levier essentiel du rayonnement artistique et culturel** de ses trois communes hôtes, et au-delà pour l'ensemble du territoire régional et transfrontalier.

En 1985, le Ballet de l'Opéra national du Rhin a été labellisé *Centre Chorégraphique National*.

Dans le contexte particulier de la création de la région Grand Est, les partenaires signataires se déclarent attentifs à la présence de l'Opéra national de Lorraine et du Centre Chorégraphique National - Ballet de Lorraine, mais aussi d'autres scènes lyriques et chorégraphiques, labellisées ou non, sur ce nouveau territoire régional.

Conformément à ces objectifs, dans un contexte de contraintes des moyens financiers qui engage chacun à optimiser l'utilisation des deniers publics, l'ensemble des signataires confie à la direction recrutée par le Syndicat intercommunal de l'Opéra national du Rhin, au-delà de sa mission de direction générale de l'établissement, la réalisation de missions culturelles telles que :

- encadrer et garantir les conditions d'un budget artistique permettant d'accomplir des missions permanentes indiquées ci-après ;
- favoriser pour les publics un accès à une offre diversifiée, à coût maîtrisé (rechercher systématiquement la possibilité de coproductions ou coréalisations, favoriser les tournées de formes plus légères sur le territoire régional, national et à l'international, etc.) ;
- rechercher de nouveaux publics ;
- diversifier l'offre, y compris en développant les manifestations hors les murs (petites et moyennes formations) en prenant en compte le répertoire, l'esthétique, le degré d'accessibilité, les formats et les forces artistiques et techniques de l'OnR ;
- mobiliser les moyens existants mis à la disposition de l'établissement tels que les locaux (salles de spectacles, répétitions, studios, stockage, etc.) des villes du syndicat intercommunal ;
- susciter, dans le cadre de conventions spécifiques, la participation de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (OPS) et de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OSM) ainsi que de la « Maîtrise de l'Opéra national du Rhin » de Strasbourg ;
- chercher le meilleur équilibre possible entre productions, achats et reprises de spectacles ;
- poursuivre une politique de recherche d'excellence artistique et de rayonnement, dans le dessein des orientations générales fixées.

Considérant le projet initié et conçu par le bénéficiaire conforme à son objet statutaire ;

Considérant le cahier des missions et des charges pour le réseau national des opéras en région ;

Considérant le cahier des charges des centres chorégraphiques nationaux ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la directrice générale de l'Opéra national du Rhin (comprenant le projet du directeur du Centre Chorégraphique National - Ballet du Rhin), recrutée suivant une procédure agréée par l'ensemble des signataires de la présente convention, participe de cette politique, l'État (DRAC Grand Est), la Région Grand Est, l'Eurométropole et les Villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar décident de s'associer dans un partenariat contractuel pour la période 2018-2022 dans les termes définis ci-dessous.

- SOMMAIRE -

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1 – <u>Attentes des partenaires publics</u>

*** Pour l'État**

A – concernant le volet lyrique

B – concernant le volet chorégraphique

*** Pour la Région**

*** Pour l'Eurométropole de Strasbourg**

*** Pour la Ville de Strasbourg**

*** Pour la Ville de Mulhouse**

*** Pour la Ville de Colmar**

2 – <u>Dispositions artistiques et culturelles – missions permanentes</u>

2-A Direction générale et équipe de direction

2-B Conseil de coordination

2-C Bâtiments, ressources humaines et emplois

a – Bâtiments

b – Moyens humains permanents

c – Moyens humains associés

2-D Mission de production, de création et de diffusion

2-E Mission d'insertion professionnelle

2-F Mission d'action culturelle

3 – <u>Dispositions relatives au suivi et à l'évaluation des missions</u>

Comité de suivi

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

ARTICLE 8 – SANCTIONS

ARTICLE 9 – ÉVALUATION

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES SIGNATAIRES

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

ARTICLE 12 – AVENANT

ARTICLE 13 –ANNEXES

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 15 – RECOURS

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet, lié au cahier des charges des opéras nationaux en région et des centres chorégraphiques nationaux, précisé en annexes I et I-bis à la présente convention.

1 – Attentes des partenaires publics

Pour l'État (DRAC Grand Est)

L'Opéra national du Rhin constitue un pôle de création, de formation et de production de spectacles lyriques, musicaux et chorégraphiques de dimension nationale, européenne et internationale.
Au titre du renouvellement du label national pour la période 2018-2022, le projet de l'Opéra national du Rhin intègre les missions et priorités nationales inscrites tant dans le décret que dans les deux arrêtés fixant le cahier des missions et des charges relatifs aux labels « Opéra national en région » et « Centre Chorégraphique National », en termes de responsabilité artistique, professionnelle, culturelle et territoriale.

Au-delà de ces missions communes à tous les « Opéras nationaux en région », l'État sera particulièrement attentif dans le cas de l'Opéra national du Rhin à :

A - Concernant le volet lyrique :

- Favoriser les liens entre structures lyriques et symphoniques de la région Grand Est, en particulier avec l'Opéra national de Lorraine ;
- Encourager les échanges et les complémentarités existantes avec des structures pluridisciplinaires et de spectacle vivant ;
- Réaliser des productions « légères » capables d'être présentées dans des lieux de spectacles non dédiés à l'opéra (centres et relais culturels, scènes nationales et conventionnées, théâtres de ville par exemple) ;
- Engager dans la mesure du possible des artistes et ensembles conventionnés qui sont implantés sur le territoire régional (metteurs en scène, chanteurs, chefs d'orchestres, ensembles musicaux spécialisés par exemple) ;
- Développer les activités de l'opéra-studio ;
- Veiller, par un lien actif avec les établissements d'enseignement supérieur et d'apprentissage situés sur le territoire du Grand Est (HEAR / ESAL / CFA), à permettre l'accompagnement puis l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ;
- Être moteur d'une réflexion prospective concernant les évolutions nécessaires des opéras nationaux dans le contexte économique et social d'aujourd'hui, en particulier afin d'assurer la transmission et l'évolution de l'outil en faveur de publics variés.

B - Concernant le volet chorégraphique :

- Poursuivre la collaboration avec le CCN Ballet de Lorraine, les lieux labellisés du spectacle vivant en région (CDCN Pôle Sud, scènes nationales par exemple)
- Réaliser des productions « légères » capables d'être présentées dans des lieux de spectacles tels que les centres et relais culturels, les scènes nationales et conventionnées par exemple ;
- Collaborer avec des artistes et compagnies conventionnés qui sont implantés sur le territoire régional et national (chorégraphes, scénographes, vidéastes par exemple).

Pour la Région

L'Opéra national du Rhin constitue un des maillons de la diffusion lyrique, symphonique et chorégraphique sur le territoire du Grand Est.

Formant un réseau qui maille tout le territoire et participe directement à la dynamique culturelle, les lieux de diffusion labellisés pour le spectacle vivant au niveau du Grand Est jouent un rôle majeur en matière d'innovation, de création, de mise en relation des œuvres et des publics et de réduction des inégalités d'accès à la culture. La nouvelle dimension du territoire favorise de nouvelles dynamiques entre ces structures labellisées qui devront développer leurs capacités de mise en réseau notamment au service des artistes et des équipes artistiques implantés en région. Ils porteront également une attention particulière au développement culturel entre les territoires urbains et péri-urbains et les territoires à dominante rurale. Enfin, ils faciliteront la circulation des artistes et des projets au niveau transfrontalier et européen.

Ainsi, et plus particulièrement aux côtés de l'Opéra national de Nancy et des opéras de Metz et Reims, aux côtés du Centre chorégraphique national - Ballet de Lorraine et du Centre de développement chorégraphique – Pôle Sud de Strasbourg, et en complément de la diffusion symphonique assurée par les orchestres de la région, l'Opéra national du Rhin devra remplir ses missions en développant les coopérations au sein de ce réseau ainsi qu'en transversalité avec les autres structures labellisées du spectacle vivant. La Région sera en effet attentive à l'émergence d'une concertation spécifique entre les opéras du Grand Est visant à inscrire toutes les formes de collaborations dans un schéma territorial de développement lyrique et symphonique partagé avec les différentes collectivités publiques.

Au-delà des attentes et responsabilités préalablement énoncées en préambule, l'Opéra national du Rhin devra plus particulièrement :

- Poursuivre ses missions de soutien à la création et à la recherche, d'accompagnement et de soutien à la professionnalisation des artistes émergents, et de suivi des problématiques de reconversion professionnelle dans les domaines chorégraphiques et vocaux ;
- Porter une attention aux différentes équipes artistiques actives sur le territoire du Grand Est (compagnies chorégraphiques, compagnies lyriques et de théâtre musical, ensembles vocaux et instrumentaux spécialisés, artistes, créateurs et compositeurs indépendants), que soit à travers des commandes, des résidences ou des partenariats de toute nature ;
- Mener des actions de décentralisation du répertoire et de la création lyrique et chorégraphique en divers points du territoire régional, notamment en faisant appel aux artistes de l'Opéra Studio ;
- Mettre en place des actions artistiques et culturelles en direction de toutes les populations et de tous les publics, et notamment en direction des publics jeunes (lycéens, apprentis, étudiants) ;
- Développer des partenariats avec les réseaux régionaux, nationaux, transfrontaliers et internationaux du spectacle vivant : Réunion des opéras de France, Accord Majeur, Grand Luxe, etc. ;
- Poursuivre le mécénat et le développement de ses partenariats en direction du secteur économique.

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

L'Opéra national du Rhin constitue un pôle de développement lyrique et chorégraphique. Ayant vocation à se situer parmi les plus grandes maisons d'opéra de France et d'Europe, l'Opéra national du Rhin contribue au rayonnement de l'Eurométropole. Il accueille majoritairement les spectateurs issus de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole en favorisant l'accès à la culture pour tous. L'Eurométropole soutient l'Opéra national du Rhin dans l'ensemble des projets culturels comportant des collaborations vers des axes de création et de diffusion irrigant les territoires constituant le bassin géographique de l'Eurométropole.

Pour la Ville de Strasbourg

L'Opéra national du Rhin, labellisé « Opéra national en région » comportant en son sein un « Centre Chorégraphique National », contribue fortement à la diffusion de l'art lyrique et chorégraphique en direction des publics strasbourgeois ainsi qu'au rayonnement culturel et international de la Ville de Strasbourg. Accueillant des spectateurs issus de la région de part et d'autre du Rhin et faisant appel à des artistes de nombreuses nationalités, il s'inscrit, par les échanges qu'il suscite, dans la dimension culturelle du rôle de capitale européenne qui caractérise la Ville de Strasbourg.

La Ville de Strasbourg attend de l'Opéra national du Rhin qu'il s'attache particulièrement aux missions suivantes :

- Rendre l'opéra et la danse accessibles au plus grand nombre, notamment en :
  - ✓ diversifiant ses offres (formes, formats, conditions d'accès, communication, accessibilité, actions hors-les-murs…),
  - ✓ enrichissant sa programmation et ses actions culturelles en direction du jeune public,
  - ✓ développant des actions en vue d'aller vers les publics qui ne viennent pas ou peu à l'opéra : lieux de vie des publics empêchés, personnes en situation de handicap, habitants des quartiers défavorisés, publics plus largement peu habitués, quelles qu'en soient les raisons, à la fréquentation des lieux culturels,
  - ✓ favorisant les projets associant les publics, qu'ils pratiquent ou non un art en amateur
- Œuvrer en faveur d'une plus grande parité hommes-femmes dans le choix des œuvres, des artistes et des équipes intervenant dans les productions de l'Opéra national du Rhin,
- Approfondir les partenariats avec les acteurs culturels régionaux, notamment : le festival Musica, les équipements culturels strasbourgeois, les artistes et ensembles professionnels régionaux
- Poursuivre une collaboration artistique de qualité avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg,
- Contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes artistes, en partenariat notamment avec l'Académie supérieure de musique de la Haute Ecole des Arts du Rhin.

Pour la Ville de Mulhouse

Reconnu comme l'un des tout premier opéra français, voire européen, l'Opéra national du Rhin est un acteur majeur de la vie culturelle mulhousienne.
Les grandes attentes de la Ville de Mulhouse vis-à-vis de cette institution se déclinent ainsi :

- Proposer une offre de qualité en matière lyrique et chorégraphique à destination du public mulhousien
- Envisager à long terme et dans la mesure du possible, de programmer une première lyrique à Mulhouse dans des conditions financières acceptables et sous réserve de mise à disposition de journées supplémentaires de la part de la Filature
- Poursuivre le développement de l'activité du ballet, qui constitue indéniablement pour la Ville de Mulhouse un facteur d'attractivité sur le territoire national et même au-delà
- Continuer à entretenir avec l'Orchestre symphonique de Mulhouse et ses directeurs musicaux et artistiques une relation collaborative et partenariale
- Poursuivre le travail de sensibilisation à destination de tous les publics, et plus particulièrement du jeune public
- Favoriser la parité hommes-femmes dans tous les aspects des productions (choix des compositeurs, artistes, des techniciens …)

Pour la Ville de Colmar

Pour la Ville de Colmar l'Opéra national du Rhin constitue le pôle d'excellence de productions lyriques et chorégraphiques qu'elle souhaite proposer au public, afin de développer et de mettre en valeur les différentes composantes artistiques, dans le sens d'un rapprochement et d'une meilleure cohésion avec les autres propositions dans le domaine de la musique et du spectacle vivant qu'elle soutient, qu'elles soient associatives ou gérées en régie par la Ville.

La Ville de Colmar a le souci de rendre les spectacles lyriques et chorégraphiques accessibles au plus grand nombre, et à un public de tout âge. Cet accès sera facilité par des propositions tournées vers l'avenir et le renouvellement des productions, sans négliger les œuvres fortes qui ont marqué le répertoire.

En ce qui concerne l'Opéra Studio, cellule de formation lyrique de l'Opéra national du Rhin implantée à Colmar, elle doit conserver son identité et développer ses actions en tant qu'ensemble, indépendamment des emplois qui seront confiés individuellement aux chanteurs et chanteuses. Une production propre à l'Opéra Studio au moins sera créée au Théâtre Municipal de Colmar chaque saison avant d'être présentée dans les autres villes. Si possible, cette création sera orientée en direction du jeune public.
A l'issue de leur formation, un suivi de la carrière des chanteurs et chanteuses et de leurs engagements dans les divers opéras est fortement souhaité.

2 – Dispositions artistiques et culturelles – missions permanentes

2-A Direction générale et équipe de direction

La responsabilité générale de la direction de l'Opéra national du Rhin est assurée pleinement par le ou la directeur(rice) général(e).

Le/la directeur/trice du Centre Chorégraphique National Ballet de l'Opéra national du Rhin est responsable du projet artistique relevant du Centre Chorégraphique National.

Les nominations du directeur général et du directeur du Ballet de l'Opéra national du Rhin - CCN font l'objet d'une concertation entre les représentants des partenaires publics, dans le cadre d'une procédure de recrutement sur projet, après appel à candidatures international.
Elles sont soumises à l'agrément du Ministre de la Culture.

Les nominations du directeur administratif et financier, du directeur de l'administration artistique, du directeur musical de l'Opéra Studio du Rhin, du directeur technique et du chef de chœur sont réalisées en accord avec les partenaires publics sur proposition du directeur général et relèvent d'une validation du comité syndical.

Outre les missions permanentes mentionnées par la convention, le projet artistique porté par la directrice générale nommée à compter du 1er septembre 2017, Mme Eva Kleinitz, est annexé à la présente sous la forme d'un document d'orientation générale (*annexe I*).

Ce projet est complété par le projet artistique du directeur du Centre Chorégraphique National du Ballet de l'Opéra national du Rhin, en l'occurrence M. Bruno Bouché à compter du 1er septembre 2017 *(annexe I bis)*.

En cas de changement au poste de directeur général de l'Opéra national du Rhin ou de directeur du CCN-Ballet de l'OnR, le projet artistique correspondant fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Pour toutes les questions relatives au CCN-Ballet de l'Opéra national du Rhin, y compris celles pouvant avoir une incidence budgétaire sur son fonctionnement ou une incidence sur sa programmation, le/la directeur/trice du CCN-Ballet de l'Opéra national du Rhin est présent(e) dans les instances prévues par les statuts et la présente convention (bureau, comité de suivi, comité syndical…).

La direction générale est notamment responsable du calendrier des spectacles et du choix des lieux de représentations, établis après consultation en amont des deux orchestres, des directeurs des équipements concernés et du/de la directeur/trice du CCN-Ballet de l'OnR, afin d'établir en concertation les échéanciers liés aux productions et aux diffusions, dans le respect des contraintes propres aux structures d'accueil mises à la disposition de l'Opéra national du Rhin en « ordre de marche » par les Villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Le calendrier définitif est arrêté au plus tard le 31 décembre de l'année précédant le début de chaque saison.

La directrice générale et le directeur du CCN sont assistés par une équipe de direction.

2-B Conseil de coordination

Le conseil de coordination contribue à la réflexion et à la cohérence du projet global de l'Opéra national du Rhin. Il s'attache à l'harmonisation des tâches respectives des deux orchestres, du Ballet de l'Opéra national du Rhin – CCN, de l'Opéra Studio du Rhin et des structures dans lesquelles l'Opéra national du Rhin se produit.

Présidé par le(la) directeur(rice) général(e) qui procède au minimum une fois par an, et autant de fois que nécessaire, à la concertation régulière des différents partenaires, il est constitué outre le directeur général, des membres suivants :

- le directeur du Ballet national du Rhin – CCN
- le directeur musical de l'Opéra Studio
- le chef des chœurs de l'Opéra national du Rhin
- le directeur musical de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg ou sa directrice générale
- le directeur musical de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse ou son administrateur
- le directeur de la Filature de Mulhouse ou son administrateur
- l'administrateur du Théâtre de la Sinne
- l'administrateur du Théâtre Municipal de Colmar.

C'est un lieu d'échanges et de débats entre les différentes structures composant l'Opéra national du Rhin ou qui lui sont associées pour y accueillir les productions dans le cadre des obligations décrites dans l'avenant de décembre 1998 relatif aux obligations des trois villes vis-à-vis du syndicat intercommunal. Il permet une concertation dynamique entre les entités constitutives de l'Opéra national du Rhin afin de débattre à la fois de stratégies fonctionnelles, des planifications et des orientations artistiques et culturelles.

Dans ce cadre seront donc évoquées en particulier, outre les orientations artistiques, les questions liées à la programmation, à la planification des productions, au calendrier des représentations ainsi qu'à la mise en cohérence et la communication des activités lyriques, musicales et chorégraphiques proposées par les différentes structures associées.

En cas de difficultés ou désaccords, c'est au sein du conseil de coordination que les solutions doivent être recherchées avant d'être, si nécessaire, soumises à l'examen du Bureau de l'Opéra national du Rhin.

Les réunions du conseil de coordination font l'objet de comptes-rendus communiqués après chaque réunion au Bureau et aux partenaires publics. Le conseil de coordination peut, à son initiative, inviter d'autres membres pour participer à ses travaux.

2-C Bâtiments, ressources humaines et emplois

a - Bâtiments

L'Opéra national du Rhin est hébergé :

- à Strasbourg, à l'Opéra de Strasbourg (incluant : Grenier d'abondance, ateliers de fabrication de décors, espaces de stockage),
- à Mulhouse, à la Filature-Scène nationale et au Théâtre de la Sinne,
- à Colmar, au Théâtre municipal et à la Manufacture.

Cette situation l'oblige à composer avec la programmation propre aux lieux dits d'accueil.
En 2002, l'ouverture après réhabilitation du Grenier d'abondance a donné à l'Opéra national du Rhin de nouveaux espaces d'ateliers et de répétition.
Dans le prolongement de ces travaux, les bâtiments du théâtre qui accueillent à Strasbourg les activités de l'Opéra national du Rhin devraient faire l'objet dans les prochaines années d'une réhabilitation, sous réserve de la mobilisation des crédits d'investissement nécessaires et de la validation d'une décision par les partenaires impliqués.

En l'état actuel des choses, l'Opéra national du Rhin est conduit à faire appel à des effectifs techniques supérieurs à ceux des maisons d'opéras dotées d'outils de diffusion adaptés et conformes.

b - Moyens humains permanents

Les signataires s'engagent, toutes choses étant égales par ailleurs, en fonction des moyens impartis à maintenir sur la durée de la convention et en fonction des objectifs fixés, un effectif artistique permanent basé sur celui qui est en vigueur à la date de la signature.

A titre indicatif, l'OnR dispose à la date de la présente signature d'un cadre de chœurs permanent composé de 40 chanteurs et d'une compagnie de ballet constituée de 32 danseurs (31 danseurs permanents et 1 stagiaire).

Les chanteurs en formation de l'Opéra Studio sont régulièrement associés aux productions de l'Opéra national du Rhin avec une possibilité d'évolution de cette structure.

c - Moyens humains associés

L'Opéra national du Rhin bénéficie des services de **l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg – orchestre national** et de **l'Orchestre Symphonique de Mulhouse** à partager en fonction des productions et des saisons. A cette fin, les Villes de Strasbourg et de Mulhouse mettent leur orchestre à disposition de l'Opéra national du Rhin jusqu'à 50 % des services dus par les musiciens sur la saison.

L'association **Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg** constitue officiellement ladite « Maîtrise de l'Opéra national du Rhin » depuis septembre 2009 en échange d'un soutien financier et logistique conventionnel de l'Opéra national du Rhin. Ce chœur est composé de filles et garçons de 7 à 18 ans. Il

aborde le répertoire lyrique et participe aux productions de l'institution tout en poursuivant leurs séries de concerts tant en France qu'à l'étranger.

L'OnR fait appel régulièrement aux conservatoires et établissements d'enseignement supérieur pour participer aux productions.

Parallèlement, l'OnR a également recours à des emplois artistiques non permanents.

2-D Mission de production, de création et de diffusion

L'Opéra national du Rhin maintient et développe un répertoire lyrique et chorégraphique incluant des créations et des reprises. L'OnR conduit une politique complémentaire d'accueil et d'invitation, notamment en faveur des récitals lyriques, de la musique de chambre et des compagnies de danse internationales.

La programmation proposée dans les villes membres est identique pour Strasbourg et Mulhouse. Les dimensions propres à la scène et à la fosse du théâtre municipal de Colmar ne permettant pas de présenter certaines productions lyriques dans des conditions optimales, les abonnés colmariens sont acheminés à Mulhouse voire à Strasbourg. Cependant, Colmar bénéficiera à minima de 2 productions lyriques et de 2 productions chorégraphiques adaptées. Par ailleurs, le théâtre municipal de Colmar reste le lieu privilégié pour les spectacles de l'Opéra Studio.

La programmation chorégraphique s'appuie sur une collaboration régulière avec les deux formations orchestrales mais aussi le recours à des musiques enregistrées qui relève d'un choix artistique. Dans le cadre de ses missions de *Centre Chorégraphique National*, le Ballet de l'Opéra national du Rhin développe également une action d'accompagnement et de soutien de la création chorégraphique, notamment dans le cadre du dispositif du ministère de la Culture dit « accueil studio » en faveur des compagnies indépendantes et par des actions de développement de la culture chorégraphique des publics. Ces « accueils studios » bénéficient d'un budget spécifique fléché du ministère de la Culture.
La programmation artistique et le respect de son enveloppe budgétaire sont déterminés au plus tard le 1er novembre de l'exercice n-1 de chaque exercice et assurée pleinement par le(a) directeur(rice) du CCN-Ballet de l'OnR.

Dans le strict respect des équilibres budgétaires, l'Opéra national du Rhin recherche également des possibilités de diffusion nationale et internationale de ses productions lyriques et chorégraphiques, notamment par le développement volontariste d'une politique de coproduction et de coréalisations. Cette action de diffusion nationale et internationale constitue un élément important pour le rayonnement de l'OnR et du CCN -Ballet de l'Opéra national du Rhin.

2-E Mission d'insertion professionnelle

L'OnR met en œuvre une série d'actions dans le domaine de la formation et de l'insertion professionnelle. Ces actions se concrétisent par le maintien de la cellule de l'Opéra Studio, cellule de formation de jeunes artistes lyriques. Par ailleurs, un dispositif de formation et de reconversion en faveur des danseurs est en place au niveau du Ballet de l'OnR. Une reconnaissance des métiers spécifiques se traduit par l'accueil de stagiaires et sous la forme de tutorat. Ces actions sont complétées par un partenariat avec le Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg, la HEAR et l'école du TNS.

2-F Mission d'action culturelle

L'Opéra national du Rhin développe une politique en faveur du renouvellement des publics par l'éducation artistique, notamment dans le cadre de son service éducatif et d'action culturelle, au moyen d'actions concernant prioritairement :

- le développement de la sensibilisation du public jeune aux activités lyriques et chorégraphiques avec une programmation spécialement dédiée au jeune public
- le public scolaire et universitaire :
    - accès de classes à l'opéra dans le cadre de projets pédagogiques construits, ateliers de pratiques lyriques et chorégraphiques, réalisation d'outils et de supports pédagogiques pour les enseignants, formations pour les enseignants.
    - développement de la carte culture et de la carte Atout voir
    - conventionnements d'établissements scolaires et universitaires
    - matinées scolaires
- des activités décentralisées du Ballet et de l'Opéra Studio du Rhin, principalement dans des zones géographiquement isolées de l'offre culturelle
- le développement des programmes Opéra bus
- des actions en faveur des publics empêchés, en prison, à l'hôpital, dans les maisons de retraite, en centres spécialisés
- des actions en faveur des publics empêchés des quartiers défavorisés
- l'accueil de publics handicapés
- une politique tarifaire attractive, ajustée à la diversité des publics et en équilibre avec la préservation d'un niveau significatif de ressources propres.

Les actions spécifiquement destinées au milieu scolaire impliquant une collaboration avec l'Académie de Strasbourg pourront faire l'objet d'une convention particulière passée entre le Ministère de l'Éducation Nationale - Académie de Strasbourg, la DRAC Grand Est et l'Opéra national du Rhin, précisant les objectifs et modalités.

De même il est convenu que l'OnR pourra faire appel aux dispositions de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création à l'architecture et au patrimoine dans le respect des dispositions du chapitre IV et plus particulièrement l'article 32 afin de promouvoir la diversité culturelle et élargir l'accès à l'offre culturelle.

3 – Dispositions relatives au suivi des missions

Comité de suivi

Un comité de suivi se réunit une fois par an avant le comité relatif au vote du budget avec néanmoins la possibilité de se réunir avant d'autres comités à la demande expresse d'un des membres signataires de la présente convention. Il est composé des représentants des partenaires publics signataires et chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention sur la base des projets artistiques et culturels.

Il examine en particulier :

- l'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant
- le bilan financier de l'année écoulée,

- la réalisation de la saison précédente, notamment à partir du rapport intermédiaire annuel, ainsi que les orientations de la saison suivante. Pour ce faire, le projet de programmation et d'action est communiqué aux membres du comité au moins un an avant le début de la saison concernée.

Le comité de suivi est également informé régulièrement des données relatives à la gestion courante de l'établissement. Il est saisi au préalable, pour avis, des décisions envisagées susceptibles de modifier l'économie générale de l'établissement (évolution de l'organigramme, création de postes…).

Les réunions, convoquées au moins 15 jours à l'avance par le directeur général, précèdent les réunions du comité du syndicat intercommunal "Opéra du Rhin".

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de **CINQ** années couvrant la période 2018 à 2022.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total du projet sur la durée de la convention est évalué dans une fourchette évaluée entre 100 et 110 millions € (entre cent et cent dix millions d'euros) conformément aux budgets prévisionnels en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet qui

- respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires signataires par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par les partenaires signataires de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6. Cet excédent ne peut être supérieur à 7 % du total des coûts annuels éligibles du projet effectivement supporté.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, les partenaires signataires contribuent financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

La contribution des partenaires signataires est une aide au fonctionnement, au sens de l'annexe III de la présente convention et prendra la forme d'une subvention. Ils n'en attendent aucune contrepartie directe.

A – Pour l'État (DRAC Grand Est)

4.2 L'État (DRAC Grand Est) contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 25 249 145 € (vingt-cinq millions deux cent quarante-neuf mille cent quarante-cinq euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention selon une fourchette évaluée entre 100 et 110 millions € (entre cent et cent dix millions d'euros) €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.3 Pour l'année 2018, une subvention de 5 049 829 € est programmée, répartie comme suit :
- Fonctionnement de l'Opéra – saison lyrique : 3 839 829 €
- Fonctionnement du Ballet – saison chorégraphique : 1 210 000 € dont accueil studio 55 000 €.

Ces montants ne tiennent pas compte de la réserve de précaution parlementaire de 3 % (soit un montant global de 151 495 €) appliquée sur les crédits du budget opérationnel de programme 131 du ministère de la Culture au titre de l'année 2018.

En cas de levée du gel budgétaire, ces montants pourront être abondés dans le cadre d'un avenant financier à la présente convention.

4.4 Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent a minima à :

- pour l'année 2019 : 5 049 829 € répartis ainsi
  - Fonctionnement de l'Opéra – saison lyrique : 3 839 829 €
  - Fonctionnement du Ballet - saison chorégraphique : 1 210 000 € dont accueil studio 55 000 €.

- pour les années 2020, 2021 et 2022 : 5 049 829 € par année selon la même répartition qu'en 2019.

Ces montants ne tiennent pas compte de la réserve de précaution parlementaire qui pourrait être appliquée sur les crédits du budget opérationnel de programme 131 du ministère de la Culture au titre des années 2019 à 2022.

4.5 Les contributions financières de l'administration mentionnées aux paragraphes 4.3 et 4.4 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;

- La vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

B – Pour la Région Grand Est

Une subvention globale prévisionnelle de 1 304 000 € (un million trois cent quatre mille euros) est accordée par la Région Grand Est au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de l'Opéra national du Rhin pour l'année 2018.

Au titre des années 2019 à 2022, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 1.3 et dans la limite des crédits votés au budget de la Région, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.
Par décision de la Commission Permanente du Conseil Régional, les montants alloués au titre des années 2019 à 2022 pourront être révisés à la hausse. La Région informe les partenaires financiers des montants alloués.

Les demandes de subvention annuelles sont à transmettre uniquement par mail à l'adresse suivante :
culture-subvention@grandest.fr

C – Pour l'Eurométropole

Pour l'année 2018, une subvention de 648 550 € a été versée par l'Eurométropole.

Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'Eurométropole sont basés sur le montant 2018 et soumis au vote des crédits par l'Eurométropole, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés.

D- Pour la Ville de Strasbourg

Pour l'année 2018, une subvention de 6 859 319 € a été versée par la Ville de Strasbourg.

Pour la deuxième, troisième, quatrième et cinquième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Ville de Strasbourg sont basés sur le montant 2018 et soumis au vote des crédits par la Ville de Strasbourg, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés.

E- Pour la Ville de Mulhouse

Pour l'année 2018, une subvention de 1 793 858 € a été versée par la Ville de Mulhouse.

Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Ville de Mulhouse sont basés sur le montant 2018 et soumis au vote des crédits par la Ville de Mulhouse, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés.

F- Pour la Ville de Colmar

Pour l'année 2018, une subvention de 562 570 € a été versée par la Ville de Colmar.

Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Ville de Colmar sont basés sur le montant 2018 et soumis au vote des crédits par la Ville de Colmar, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Les contributions financières des partenaires signataires sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Titulaire :	067058 RECETTE DES FINANCES STRASBOURG
Établissement bancaire :	BANQUE DE FRANCE
	RC PARIS B 572104894
Domiciliation :	BDF STRASBOURG
IBAN :	FR 35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
BIC :	BDFEFRPPCCT
N° SIRET :	256 701 160 00010
N° Identifiant Chorus :	2100054278

A – Pour l'État (DRAC Grand Est)

5.1 En 2018, l'État (DRAC Grand Est) verse une subvention de 5 013 500 € répartie comme suit :
- Fonctionnement de l'Opéra – saison lyrique : 3 812 200 €
- Fonctionnement du Ballet - saison chorégraphique : 1 201 300 € dont accueil studio 55 000 €.

Ces montants ne tiennent pas compte de la réserve de précaution parlementaire de 3 % (soit un montant global de 150 405 €) appliquée sur les crédits du budget opérationnel de programme 131 du ministère de la Culture au titre de l'année 2018.

En cas de levée du gel budgétaire, ces montants pourront être abondés dans le cadre d'un avenant financier à la présente convention.

5.2 Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième année d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'État, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances, est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Une avance dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.4 avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État conformément à l'article 10 ;
- Le solde annuel avant le 1er septembre sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.3 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Grand Est - *Exercice 2018 :* programme 131 « Création », titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 131-01-23 :
- activité 013100030302 (Opéras nationaux en région) : 3 839 829 €
- activité 013100020301 (Centres chorégraphiques nationaux) : 1 210 000 €.

Ces montants ne tiennent pas compte de la réserve de précaution parlementaire de 3 % (soit un montant global de 150 405 €) appliquée sur les crédits du budget opérationnel de programme 131 du ministère de la Culture au titre de l'année 2018.

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est.

Le comptable assignataire est le Directeur départemental des finances publiques de la Marne.

B – Pour la Région Grand Est

5.4 – En 2018, la Région Grand Est verse une subvention de 1 304 000 €, selon les modalités suivantes :

- versement d'une avance de 50% après notification et signature de la convention financière.
- versement du solde de la subvention sur présentation d'un compte rendu d'activités et de comptes annuels (compte administratif pour les bénéficiaires publics ou bilan et compte de résultat pour les bénéficiaires privés) de l'exercice N-1 approuvés par l'assemblée délibérante du bénéficiaire.

5.5 - Les demandes de versement devront être envoyées par courrier électronique, à l'adresse suivante : versements-culture@grandest.fr
L'objet du courrier électronique devra mentionner le numéro de dossier. Le courrier de demande signé par le représentant légal, le RIB et les pièces justificatives listées ci-dessus devront être joints au courrier électronique de façon individualisée au format PDF.

La présente convention fera l'objet en 2019, 2020, 2021 et 2022 de conventions annuelles d'application entre le bénéficiaire et la Région. Ces conventions d'application préciseront notamment le montant de la subvention, le montant des dépenses subventionnables et les modalités de versement des subventions.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional.

C – Pour l'Eurométropole

5.6 – En 2018 l'Eurométropole a versé une contribution de 648 550 €.

5.7 Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième année d'exécution de la présente convention, l'Eurométropole s'engage à maintenir le niveau de la contribution 2018 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés.
. Toute augmentation est subordonnée à une délibération de l'Eurométropole.

Le montant total de la subvention est versé au cours du mois de janvier de l'année de l'exercice en cours selon la procédure habituelle.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

D- Pour la Ville de Strasbourg

5.8 En 2018 la Ville de Strasbourg a versé une contribution de 6 859 319 €.

5.9 Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième année d'exécution de la présente convention, la Ville de Strasbourg s'engage à maintenir le niveau de la contribution 2018 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés. Toute augmentation est subordonnée à une délibération de la Ville de Strasbourg

Le montant total de la subvention est versé au cours du mois de janvier de l'année de l'exercice en cours selon la procédure habituelle.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

E- Pour la Ville de Mulhouse

5.10 En 2018 la Ville de Mulhouse a versé une contribution de 1 793 858 €.

5.11 Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième année d'exécution de la présente convention, la Ville de Mulhouse s'engage à maintenir le niveau de la contribution 2018 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés. Toute augmentation est subordonnée à une délibération de la Ville de Mulhouse.

Le montant total de la subvention de l'année en cours est versé selon les modalités ci-après :
Echelonnement entre janvier et mai de chaque année selon la répartition suivante :
30 % avant le 31 janvier, 20 % en février, 20 % mars, 20 % avril et le solde dû avant le 31 mai de l'exercice en cours.
Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Mulhouse.

F- Pour la Ville de Colmar

5.12 En 2018 la Ville de Colmar a versé une contribution de 562 570 €.

5.11 Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième année d'exécution de la présente convention, la Ville de Colmar s'engage à maintenir le niveau de la contribution 2018 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés. Toute augmentation est subordonnée à une délibération de la Ville de Colmar

Le montant total de la subvention est versé selon les modalités ci-après :
La moitié de la contribution sera versée en janvier, le solde en cinq versements répartis de février à juin.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Colmar.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre les partenaires signataires et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant.
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires signataires de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires signataires sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer les logotypes du préfet de la région Grand Est, de la Région Grand Est, de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet, etc.).
A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : Etat / Région / Département / Ville / autres partenaires. En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention "*Avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est, de la Région Grand Est, de l'Eurométropole*".
Pour l'État, les logos et la charte graphique sont à télécharger sur le lien :
http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/Aides-et-demarches/Telecharger-le-logo.

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires signataires, ceux-ci peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide**.**

8.3 Les partenaires signataires informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – ÉVALUATION

9.1 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 Le bénéficiaire s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 Les partenaires signataires procèdent à la réalisation d'une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DES PARTENAIRES SIGNATAIRES

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires signataires. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 Les partenaires signataires contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Les partenaires signataires peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5, dans la limite du montant prévu à l'article 3.2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires signataires et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - ANNEXES

Les annexes I, I-bis, II et III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le
(en quatre exemplaires)

Pour l'Opéra national du Rhin,
La Présidente

Cécile STRIEBIG THÉVENIN

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Grand Est

Pour l'Eurométropole,
Le Président

Robert HERRMANN

Pour la Région Grand Est,
Le Président

Jean ROTTNER

Pour la Ville de Strasbourg
Le Maire

Roland RIES

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire

Michèle LUTZ

Pour la Ville de Colmar
Le Maire

Gilbert MEYER

ANNEXE I :

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2018-2022

OPÉRA NATIONAL DU RHIN
SAISON LYRIQUE

EVA KLEINITZ

Document joint

ANNEXE I-BIS

CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL / BALLET DE L'OPERA NATIONAL DU RHIN
PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2018- 2022
BRUNO BOUCHÉ

Document joint

ANNEXE II
MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par le bénéficiaire comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation des missions prévue par l'article 1.3, un comité de suivi est créé comprenant des représentants des partenaires signataires se réunissant une fois par an.

Indicateurs quantitatifs :

Projet n° (dans le cadre d'un programme d'actions présentation des objectifs et des d'indicateurs par projet)	**Objectifs**	**Indicateurs associés à l'objectif**	**Valeurs cibles**				
			2018	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Fréquentation des lieux de spectacle vivant subventionnés	Augmenter la fréquentation du public dans les lieux culturels	Nombre de spectateurs payants	85 000	85 000	85 000	85 000	85 000
		Nombre de scolaires*	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
Taux de représentations offertes hors villes-siège	Diffuser davantage les œuvres et les productions culturelles en France et à l'étranger	Nombre de représentations hors villes siège	5	7	7	7	7
		Nombre total de représentations	200	205	208	210	212
Place de la rémunération des artistes chorégraphiques (CCN – Ballet du Rhin)	Soutenir l'emploi artistique	Masse salariale artistique	314 600 Intermit-tence**	300 000	300 000	300 000	300 000
		Masse salariale totale	849 850 Danseurs permanents	850 000	852 000	855 000	858 000

- ***Ce chiffre contient le nombre de scolaires + matinées scolaires**
- **** ce chiffre correspond à la masse salariale artistique du ballet (chorégraphes, professeurs invités…**
- **Indicateurs qualitatifs :**

ANNEXE III

ÉCHÉANCIER FINANCIER PRÉVISIONNEL DES RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES 2018-2022

	2018	2019	2020	2021	2022
Etat *dont Ballet du Rhin, CCN*	5 049 829 € *1 210 000 €* *(dont accueil studio 55 000 €)*	5 049 829 € *1 210 000 €* *(dont accueil studio 55 000 €)*	5 049 829 € *1 210 000 €* *(dont accueil studio 55 000 €)*	5 049 829 € *1 210 000 €* *(dont accueil studio 55 000 €)*	5 049 829 € *1 210 000 €* *(dont accueil studio 55 000 €)*
Ville de Strasbourg	6 859 319 €	6 859 319 €	6 859 319 €	6 859 319 €	6 859 319 €
Eurométropole	648 550 €	648 550 €	648 550 €	648 550 €	648 550 €
Ville de Mulhouse	1 793 858 €	1 793 858 €	1 793 858 €	1 793 858 €	1 793 858 €
Ville de Colmar	562 570 €	562 570 €	562 570 €	562 570 €	562 570 €
Région Grand Est	1 304 000 €	1 304 000 €	1 304 000 €	1 304 000 €	1 304 000 €
Conseil départemental du Bas-Rhin	0	0	0	0	0
Conseil départemental du Haut-Rhin	28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €
TOTAL	16 246 126 €	16 246 126 €	16 246 126 €	16 246 126 €	16 246 126 €

ANNEXE IV

ÉTAT DES REPRÉSENTATIONS SAISON 2016/2017

L'OnR a présenté globalement au cours de la saison 2016/2017, 10 productions lyriques dont 1 création mondiale, 5 productions chorégraphiques, 5 récitals et 11 concerts apéritifs. La répartition des représentations par ville et par genre s'établit de la façon suivante :

- à Strasbourg :
  - 46 représentations lyriques dont 7 nouvelles productions, 1 création mondiale, 2 reprises et 1 production en version semi-scénique
  - 12 générales lyriques publiques
  - 21 représentations chorégraphiques
  - 5 récitals
  - 11 concerts apéritifs
  - 23 représentations jeune public (scolaires)

- à Mulhouse :
  - 18 représentations lyriques
  - 11 représentations chorégraphiques
  - 8 représentations jeune public (scolaires)

- à Colmar :
  - 4 représentations lyriques
  - 6 représentations chorégraphiques
  - 4 concerts apéritifs
  - 8 représentations jeune public (scolaires)

  TOTAL 165 représentations + 12 générales publiques

Les jeunes de moins de 26 ans, étaient au nombre de 29 279 spectateurs dans les 3 villes, représentant 31,58 % du public, répartis comme suit :

- Matinées scolaires (39 rep) : 13120 jeunes
- Spectacles tout public : 9 691 jeunes de -26 ans (dont 3751 scolaires)
- Entrées carte culture : 4085
- Entrées carte atout voir : 2383

Par ailleurs, l'OnR a permis à 99 groupes d'élèves d'assister à des répétitions d'opéras dont 8 générales et pré-générales et à accéder à 32 répétitions de ballet à Strasbourg et Mulhouse.

Parallèlement ont été organisées des visites du Théâtre de Strasbourg et des ateliers de construction de décors (105) ainsi que du Centre chorégraphique de Mulhouse (37).

Enfin, l'OnR a accueilli 110 enfants pendant les mercredis « découverte » de la saison.

Le nombre total de spectateurs accueillis sur les 3 villes était de prés de 100 000 spectateurs.

Représentations programmées en 2018

77 représentations lyriques dont 7 nouvelles productions d'opéras

55 représentations de ballet

7 récitals + **2 avec mon Cou(s)sin tout public**

13 midis lyriques et concerts pour **15** représentations

60 représentations scolaires (opéra 23, ballet 17, Avec mon Cou(s)sin 6, midis lyriques 10 + 4 rencontres musicales avec les enfants après récital)

soit **216 levers** de rideau au cours de l'année budgétaire 2018 + 9 générales publiques

ANNEXE V

ETAT DES EFFECTIFS AU 1er janvier 2018

I. DIRECTION GENERALE		**3**
- Directeur Général	1	
-Directeur général adjoint - Directeur de production	1	
- Secrétaire de direction	1	
II. ADMINISTRATION ARTISTIQUE		**2**
- Responsable de l'administration artistique	1	
- Secrétaire artistique	1	
III. PRODUCTION		**4**
- Chargée de production	1	
- Régisseur général	1	
- Régisseurs plateau	2	
IV. ADMINISTRATION ET FINANCES		**4**
- Directrice administrative et financière	1	
- Adjoint du directeur administratif	1	
- Secrétaire de direction	1	
- Secrétaire	1	TNC 80%
V. RESSOURCES HUMAINES		**6**
- Directeur des Ressources Humaines	1	
- Responsable paies personnel permanent	1	
- Responsable paies personnel intermittent	1	
- Assistante	2	dont 1 poste jusqu'au 30/06
- Secrétaire	1	TNC 85%
VI. COMPTABILITE		**4**
- Chef Comptable	1	
- Comptables	2	
- Aide-comptable	1	
VII. BILLETTERIE-CAISSE		**4**

- Chef caissier	1		
- Caissières	3		dont 2 TNC 80%
VIII. COMMUNICATION		**6**	
- Directeur de la Communication et du mécénat	1		
- Attachée de presse	1		
- Dramaturge	1		
- Responsable partenariat	1		
- Responsable numérique et édition	1		
- Communication Mulhouse/Colmar	1		
IX. DEPARTEMENT JEUNE PUBLIC		**2**	
- Responsable	1		
-Assistant JP- Médiateur culturel	1		
X. SERVICES ARTISTIQUES :			**95**
RESSOURCES MUSICALES :		**2**	
- Assistants bibliothèque musicale	2		
CHŒURS :		**42**	
- Chef des choeurs	1		
- Régisseur des chœurs	1		
- Artistes des chœurs	40		
CHEF DE CHANT :			
- Chef de chant-Coordinateur musical	1	**4**	
- Chefs de chant-pianistes	3		
BALLET :		**45**	
- Directeur artistique	1		
- Maîtres de ballet	2		
- Artistes chorégraphiques	31		
- Pianiste répétiteur	1		
- Administrateur	1		
- Directeur technique	1		
- Régisseur général	1		
- Chargée de communication	1		
- Chargé de développement missions CCN/Bonr	1		
- Secrétaire	1		
- Habilleuse	1		
- Régisseur lumière	1		
- Machiniste	1		
- Accessoiriste	1		

OPERA STUDIO :		**2**	
- Directeur musical	1		
- Régisseur	1		
XI. DIRECTION TECHNIQUE		**3**	
- Directeur Technique	1		
- Assistante	1		
- Secrétaire	1		
XII. SERVICES TECHNIQUES :			**98**
MACHINERIE :		**30**	
- Responsable machinerie	1		
- Adjoint/coordinateur technique	1		
- Adjoint/Assistant technique	1		
- Machinistes	27		
ECLAIRAGES :		**10**	
- Responsable éclairages	1		
- Electriciens lumières	9		
SONORISATION/AUDIOVISUEL :		**4**	
- Sonorisateurs	3		
- Technicien audiovisuel	1		
ACCESSOIRES :		**7**	
- Responsable accessoires	1		
- Adjoint-assistant	1		
- Accessoiristes	5		
EFFETS SPECIAUX :		**1**	
- Responsable	1		
ATELIERS DE DECORS :		**21**	
- Responsable ateliers de construction	1		
- Chef constructeur décors	1		
- Responsable achats	1		
Bureau d'études :			
- techniciens BE	3		
Menuiserie - composites :			
- Responsable	1		
-Responsable atelier composites	1		

- Menuisiers	4		
Peinture :			
- Chef peintre	1		
- Chef peintre patines	1		
- Peintres	3		
Serrurerie :			
- Chef serrurier	1		
- Serruriers	2		
Tapisserie			
- Responsable	1		
COSTUMES :		**18**	
- Responsable	1		
- Adjointe - chef d'atelier	1		
- Assistante technique	1		
Atelier :			
- Coupeuses	2		
- Tailleurs/Couturiers	7		dont 1 couturière TNC 80%
Habillement :			
- Responsable	1		
- Habilleurs/Costumiers	3		
Cordonnerie :			
- Maître bottier	1		
Magasin de costumes :			
- Gestionnaire du stock	1		
COIFFURE/PERRUQUES :		**7**	
- Chef perruquier	1		
- assistante administrative et technique	1		
- Perruquiers/Maquilleurs	5		
XIII. SERVICE INTERIEUR			**12**
		3	
- Chef de service intérieur, Responsable CHSCT	1		
- Secrétaire	1		
- Chargé accueil-sécurité- resp gouvernance	1		
		2	
TRAVAUX-MAINTENANCE :			
- Responsable maintenance équipements scéniques	1		
- technicien maintenance	1		
ACCUEIL-SECURITE :		**6**	
- Responsable accueil-sécurité	1		
- Chargés de sécurité	5		
TOTAL NOMBRE DE PERSONNES :		**241**	

Projet pour l'Opéra national du Rhin

Eva Kleinitz, directrice générale
(Mandat pour les saisons 2017/18, 2018/19, 2019/20)

Une vision du futur
Les portes des différentes maisons de l'Opéra du Rhin sont grandes ouvertes invitant des publics de toute catégorie d'âge, de toute structure et de toute nationalité à des représentations et des spectacles inspirés. Les activités sont multiples : représentations d'opéras, de comédies musicales, de ballets, concerts, répétitions ouvertes au public, spectacles dans les amphithéâtres, activités dans les foyers, rendez-vous devant l'Opéra sur la grande place de Strasbourg, dans les différents quartiers de Strasbourg, Mulhouse et Colmar – activités qui s'étendent aussi à toute la région du Grand Est.

Les chœurs, les orchestres, le Ballet, les chanteurs nationaux et internationaux invités, avec les chefs d'orchestre, les équipes de production et l'Opéra Studio, font rayonner l'art lyrique sous toutes ses formes. Tout cela ne peut fonctionner qu'en étroite collaboration avec d'autres institutions culturelles et par des échanges avec des partenaires, par exemple avec le Festival Musica, le TNS, La Filature, l'Espace culturel Django Reinhardt etc.

Très vite, dès septembre 2017, les citoyens des trois villes et de la Région doivent sentir qu'un nouveau souffle – un vent frais, inspirant et inspiré – anime l'Opéra national du Rhin.

Programmation diversifiée
Une programmation de créations artistiques s'adresse à la Cité et à sa région. Elle ne doit pas donner l'impression d'être interchangeable sans distinction. Elle doit tenir compte des villes et des publics auxquels elle est destinée ainsi que du passé des maisons respectives. Une programmation n'offre donc pas des « concerts à la carte » au choix des directeurs de théâtre. Avant de monter une programmation, il convient d'examiner et d'évaluer les programmations des années antérieures. Ce qui importe, pour les villes, pour la région, pour le public, c'est la diversité, non pas le « tout vaut pour tout et pour tous ».

La programmation doit en même temps tenir compte des tendances actuelles, refléter les courants de pensée et les évolutions du monde. Dans ces temps agités nous avons besoin d'artistes qui soulèvent des débats, questionnent, galvanisent les énergies, créent de nouvelles dynamiques. Dans ce contexte il est essentiel de développer les coproductions avec la France et l'étranger.
Mais tout cela sous-entend que la maison strasbourgeoise soit en mesure de faire face techniquement et financièrement, à savoir qu'elle puisse rémunérer les équipes de production mais aussi les équipes techniques pouvant adapter les programmations destinées à être exportées dans des théâtres étrangers.

Programmation de l'OnR
La programmation de l'OnR devra inclure les grands titres du répertoire lyrique qui n'ont plus été joués depuis des années, tels *Le Trouvère*, *Don Giovanni* ou *Eugène Onéguine*. De la même façon, des œuvres injustement tombées dans l'oubli devraient être (re)découvertes, par exemple l'opéra méconnu *Francesca da Rimini* de Zandonai, des œuvres du compositeur Luigi Cherubini comme *Les Deux Journées* ou encore un Händel rarement donné, *Saül*.
L'opéra baroque, qui foisonne d'œuvres à découvrir, doit aussi figurer dans les programmations, pour permettre aux collectifs de perfectionner leurs compétences musicales. Une collaboration avec des orchestres venant de l'extérieur, comme Les Talens lyriques ou le Cercle de l'Harmonie, est à

envisager, si elle est réalisable et garantie financièrement. En 2019 Strasbourg, Mulhouse, Colmar ainsi que l'Opéra national de Lorraine à Nancy pourront redécouvrir un opéra baroque de Giovanni Legrenzi avec Les Talens lyriques.
L'OnR présentera aussi des opérettes, de la musique légère, des comédies musicales de qualité, notamment en tête, des œuvres de Jacques Offenbach.
Et puis, bien sûr, la tâche de l'OnR est de donner une place à la musique contemporaine d'avant-garde. Ici aussi une coopération (prévue suffisamment tôt) entre le compositeur, le librettiste, le chef d'orchestre, le metteur en scène et le directeur général est essentielle, mais aussi une coopération avec les institutions nationales ou internationales, notamment avec le Festival Musica.

Festival arsmondo
Chaque année un festival – le Festival arsmondo – se déroulera durant la saison, dans l'idéal en mars/avril, en coopération avec des partenaires internationaux – une occasion de tourner notre regard au-delà des frontières de la France et de l'Europe, vers d'autres pays et d'autres continents et de donner la parole à des musiciens, des auteurs, des metteurs en scène d'Outre-Europe dans un travail de création intense en collaboration avec les collectifs de la maison. Le Festival arsmondo tournera son regard vers le Japon dans sa première édition en 2018, ensuite vers un pays d'Amérique du Sud, puis vers l'Inde et vers le continent africain. Au printemps 2018, l'opéra *Le Pavillon d'or* d'après le roman de Yukio Mishima sera au cœur de la première édition arsmondo, qui prévoit aussi des coopérations sous le haut patronage du Consul du Japon à Strasbourg avec des institutions et des lieux culturels strasbourgeois tels que l'Université, le Centre Européen d'Études japonaises (CEEJA), la BNU, le cinéma Odyssée, l'Espace culturel Django Reinhardt, la Librairie Kleber.

Les artistes
Les metteurs en scène
Des histoires ayant un rapport avec nous et avec notre monde sont racontées sur scène sous un regard neuf ou différent. Les mises en scène sont confiées à des gens de métier, capables de raconter des histoires, de faire vivre sur scène des personnages, de faire comprendre leurs mobiles, de diriger les interprètes, capables aussi de créer une esthétique avec tous les partenaires et de développer une vision commune avec le chef d'orchestre.

Les chefs d'orchestre
L'engagement de chefs d'orchestre très dissemblables permet au chœur et à l'orchestre d'enrichir leur sonorité et leurs couleurs et d'obtenir ainsi une riche palette d'expression musicale. Je désire entretenir d'intenses échanges avec les directeurs des deux orchestres, de manière à inviter des chefs d'orchestre capables de stimuler les orchestres et de leur permettre de se perfectionner.
Les possibilités de collaboration avec l'OSM et l'OPS sont à étudier pour améliorer la collaboration avec les services à disposition de l'institution. Ces services pourraient aussi être utilisés en petites formations, en orchestre de chambre par exemple ou dans des projets éducatifs et participatifs. Cela sous-entend aussi une volonté de partager le contrecoup financier. Les budgets de l'OnR étant déjà très serrés, il est indispensable de trouver des accords.

Les chanteurs
Des solistes français et internationaux seront invités. Je fais appel ici à ma longue expérience dans le domaine du casting. À la faveur d'un examen sérieux du budget et des productions, on pourrait envisager, avec l'Opéra Studio, la création d'une forme « embryonnaire » de troupe (ce qui permettrait d'accroître le nombre de spectacles et de concerts, de multiplier les petites formes et ce qui offrirait au public un point d'ancrage).

Présence et ouverture de l'OnR
Axes thématiques, lignes musicales, connexions s'inscrivent aussi dans la programmation de l'OnR : avec « Les Midis lyriques », les prestations de la Maîtrise et des Chœurs de l'OnR hors les murs, les « Scènes ouvertes » proposant des rendez-vous avec débats à l'intérieur et à l'extérieur de la maison,

les « Prologues » aux œuvres avant le spectacle, les rencontres et discussions avec les artistes, les compositeurs, les auteurs, des politiques et des personnalités de la société, mais aussi avec des activités comme « Derrière les coulisses », répétitions publiques, discussions après le spectacle permettant d'échanger des points de vue sur la représentation. Pour cela, l'OnR doit améliorer sa structure, se focaliser, afficher une plus grande ouverture. Dans ce sens, il convient de poursuivre et de soutenir des structures telles que « Tous à l'Opéra », « Journée du patrimoine », etc. Il s'agit ici de choix efficaces et de lignes convergentes au service d'une politique de communication diversifiée. Préalablement au développement des petites formes, comprenant lectures, récitals, activités dans les foyers ou dans l'amphithéâtre, il va falloir aussi renégocier les conventions concernant les personnels techniques. Cette procédure a déjà été amorcée, mais sans un accord préalable, les activités d'ouverture et de disponibilité ne peuvent pas vraiment se développer.

Pour ce qui est de la Grande Région, cette ouverture de l'OnR pourra revêtir des formes diverses : une pluralité de petites formes, des programmes éducatifs – des idées allant dans le sens d'un plus grand rayonnement de l'OnR, mais qui requièrent, elles aussi, un soutien additionnel au budget actuel très serré – les petites formes ayant leurs propres nécessités : techniciens, accordage du piano, éclairages, transports, programmes etc. En termes de présence de l'OnR, ces petites tournées sont tout à fait souhaitables, mais nécessitent une augmentation du personnel technique, de façon à ne pas entraver le déroulement de la programmation générale.

Développement des Jeunes Artistes
La promotion des jeunes est, selon moi, une des tâches capitales de l'OnR. J'ai toujours eu à cœur de soutenir et d'encourager les jeunes générations de chanteurs, chefs d'orchestre et metteurs en scène. Je suis régulièrement invitée comme jury dans des concours internationaux de chant et je dispose d'un vaste réseau de relations. Cela me permet de découvrir et de faire connaître de jeunes artistes au talent prometteur. Le but est de leur permettre de construire leur carrière, à long terme, non pas de leur faire chanter trop tôt les grands rôles.

L'Opéra Studio est à cet effet une structure importante qu'il conviendrait d'élargir. La frontière entre les manifestations de l'Opéra Studio et les productions d'opéra ne devrait pas être stricte : un jeune chanteur intégré dans une production d'opéra aux côtés de chanteurs professionnels connus apprend beaucoup. De plus, d'autres personnes les découvrent : agents, directeurs de théâtres, critiques, à savoir ceux qui viennent aux grandes premières et qui n'assisteront pas nécessairement aux spectacles de l'Opéra Studio.
En même temps, les productions de l'Opéra Studio font progresser les jeunes chanteurs, notamment quand ceux-ci participent aux productions destinées au jeune public. Je prévois aussi des « Pasticcio », à savoir de mêler des airs, duos, ensembles, empruntés à différents opéras pour raconter une nouvelle histoire. Celle-ci pourrait s'intituler, par exemple, « Les voyages de Maestro Rossini ». De cette manière, chaque chanteur se voit attribuer un rôle sur mesure et ne doit pas étudier des parties entières qui, à court terme, ne lui apportent pas grand-chose.

En ce moment l'Opéra Studio accueille huit chanteurs et deux jeunes pianistes. La chose la plus importante est de les préparer à la 'vraie vie' une fois sortis de l'Université, du Conservatoire ou de l'Opéra Studio, c'est-à-dire de les préparer à toutes les exigences de la vie professionelle. Ceci doit être la préoccupation majeure de la direction.
Les chanteurs ont la possibilité de rester deux ans à l'Opéra Studio, mais seulement si la direction y voit un avantage pour le développement professionel de l'artiste. Il faudrait élargir l'OS, en faire une vraie cellule de formation artistique en le dotant d'un jeune chef d'orchestre, d'un metteur en scène et d'un compositeur. D'après mon expérience, bien souvent les chefs d'orchestre et les compositeurs d'aujourd'hui ne connaissent pas assez les potentialités et les besoins d'une jeune voix. Ni comment la faire évoluer. La création d'une petite équipe artistique serait un atout supplémentaire et fécond pour tous et permettrait d'augmenter le nombre des petites formes et des créations musicales.

Enfin, l'Opéra Studio constitue une plateforme d'échanges avec d'autres théâtres des environs, car les jeunes chanteurs sont appelés à auditionner devant différentes institutions. Des collaborations avec des universités et des conservatoires français et internationaux, notamment d'Outre-Rhin, sont également indispensables pour la découverte de jeunes talents. L'École du TNS est, en cela, un magnifique exemple, si l'on sait qu'elle engage même de jeunes dramaturges, un métier encore trop rare en France.

Ma vision à long terme : promouvoir le label de qualité de l'Opéra national du Rhin et de ses partenaires à travers le monde par les jeunes artistes de l'Opéra Studio qui auront achevé leur formation à l'OnR et à Colmar.

Le Ballet de l'Opéra national du Rhin
Un Ballet devenu le centre chorégraphique national (CCN) constitue une situation exceptionnelle qu'il convient de sauvegarder et d'encourager. La nomination de Bruno Bouché comme nouveau directeur de ballet a donné toute de suite un nouveau souffle à la programmation 17/18 et à toute la troupe. Bruno Boucher souhaite à la fois développer le répertoire du ballet dans le XXI^{e} siècle et ouvrir la chorégraphie à de nouvelles idées. Mais il souhaite aussi développer des collaborations, des échanges et des coproductions entre les deux genres – opéra et ballet.
Ayant travaillé à Stuttgart avec le Stuttgarter Ballet, à La Monnaie avec de nombreux chorégraphes internationaux dans des coproductions et au Festival de Bregenz en coopération avec le Royal Ballet de Londres et le Ballet de Bâle, j'ai acquis une vaste expérience dans ce domaine et j'ai particulièrement à cœur de donner un nouveau souffle au Ballet du Rhin.

Jeune public
Il ne faut jamais oublier qu'en attirant les jeunes on a les meilleures chances d'élargir et de diversifier notre public à long terme. Si nous ne prenons pas le risque d'élargir notre répertoire, l'opéra perd sa raison d'être. Des structures flexibles doivent être inventées, une attention particulière doit être donnée à la participation active du jeune public, notamment par des présentations par des jeunes pour des jeunes des œuvres qui vont être représentées , par des échanges sous forme de questions-réponses après les représentations et par une préparation à travers des exemples musicaux.
C'est pourquoi je ne plaide pas en faveur d'une « Flûte enchantée » sous forme abrégée pour enfants. Les familles et les enfants doivent pouvoir assister aux productions de l'OnR grâce à des introductions et à l'explication du contenu de l'œuvre.

Il convient naturellement d'adapter les structures et les événements en fonction des différents groupes d'âge. Par exemple, avoir recours aux musiciens de l'orchestre pour la création d'une série qui s'intitule « Avec mon cous(s)in à l'opéra » : les enfants âgés de 5 à 7 ans, assis sur des coussins qu'ils reçoivent ou qu'ils apportent, écoutent pendant 30 minutes au maximum une petite histoire en musique. Ils peuvent ensuite s'approcher des instruments et des musiciens pour faire leur connaissance. C'est un exemple de structure que l'on peut introduire dans les écoles de la région et des trois villes partenaires. Cela n'est pas forcément facile, car il faut tenir compte des horaires scolaires des différentes écoles et des différentes classes.

Autre exemple : Grand projet éducatif en collaboration avec le chef d'orchestre et compositeur Howard Moody. Son opéra *Sinbad*, créé en 2014 au Théâtre Royal de la Monnaie à Bruxelles, est à l'affiche de la saison 17/18. Fera suite, sur commande de l'OnR, l'opéra *Alsace Requiem,* œuvre qui serait écrite en collaboration avec des jeunes élèves (12-18 ans) de différentes écoles, avec la participation de la Maîtrise, des Chœurs et du chef d'orchestre et compositeur Howard Moody. Une œuvre collective qui traiterait du thème de la mort, de la disparition, de la perte.
Mais aussi : Inventer un évènement pour les adolescents (13/14 ans et plus) en collaboration avec un chanteur hip-hop, des chanteurs d'opéra, quelques musiciens et – dans l'idéal – avec le Ballet.

Dans le cadre de la politique Jeune public, il conviendrait de créer un circuit d'échange bilingue Jeune public entre les Opéras de Strasbourg, Nancy, Karlsruhe et Stuttgart en collaboration étroite avec des écoles intéressées. Il convient aussi d'intensifier les échanges d'idées entre les écoles jumelées. Grâce à mes rapports étroits avec l'Opéra de Bâle, on pourrait même envisager d'échanger des idées de programmation avec la Suisse. Tout cela devra se faire en concertation avec l'Éducation nationale et le Rectorat de Strasbourg.

Autre objectif : créer des représentations bilingues, rendre visite aux élèves pendant les récréations : on peut inventer plein de choses ensemble ! Naturellement, l'opéra ne peut remplacer les professeurs et ne peut, non plus, accomplir un travail social, ne disposant que d'une très petite équipe. Dès le début de mon intendance, j'ai déjà engagé un deuxième collaborateur dans le département Jeune Public.

La diversification du public
Quelle que soit sa classe sociale, son âge, ses expériences, son niveau de culture, tout public est le bienvenu à l'OnR. Aujourd'hui, pour trop de gens, l'art lyrique, tout comme la musique classique d'ailleurs, ne signifie à peu près rien. C'est un genre qu'ils ne connaissent pas vraiment et sur lequel ils ont une opinion toute faite. L'Opéra du Rhin peut et doit s'adresser à tous : à ceux qui le fréquentent déjà, dont il doit entretenir l'intérêt et la curiosité, mais aussi à ceux qui n'ont jamais osé en franchir le seuil ou qui sont issus de milieux culturels éloignés. Cela signifie que c'est à nous d'aller à leur rencontre, de nous approcher d'eux, de leur parler.
C'est la raison pour laquelle je propose une programmation très diversifiée qui va de l'opéra baroque et de la redécouverte d'une œuvre oubliée à une création contemporaine, d'un opéra célèbre comme *Don Giovanni* à une comédie musicale ou une opérette. Ce qui signifie aussi qu'il convient d'adapter les modes de communication – les actions publicitaires, les communiqués de presse et les activités de marketing – aux différentes structures du public. Cela représente évidemment un plus grand investissement en temps de travail et, éventuellement, en personnel.
Une nouvelle orientation de la présence graphique (brochure de la saison, affiches, programmes, traitement numérique) a été présentée en avril 2018 pour la saison 17/18, un nouveau site web suivra en 18/19 grâce au soutien de Fidelio.

Notre société vieillit, mais en même temps nombre de personnes âgées restent actives et curieuses. À elles aussi il faut, tout comme pour les jeunes spectateurs, offrir des possibilités non seulement de venir au théâtre mais aussi de participer à des activités. Des formes telles que « Les Midis lyriques » et autres événements doivent donc être intensifiées et viser à une plus grande diversité.

Le numérique
En un éclair, le numérique a montré son rôle primordial dans la communication de notre époque. L'OnR doit développer davantage cette forme de communication et avoir une présence *online* plus attractive et plus créative, de manière à atteindre de nouvelles couches du public, qui à leur tour créeront leur propre communauté et contribueront à diffuser le label OnR.
Le nouveau site internet doit faciliter l'accès à des informations sur l'OnR mais doit aussi faciliter et actualiser la vente des billets et le choix des places online.

Par ailleurs, de nouvelles formes d'utilisation du numérique sont ä développer, à l'exemple du « #toper » de l'Opéra de Stuttgart, au travers duquel des collaborateurs de la maison, des artistes et des publics échangent des tweets sur une œuvre et en discutent entre eux avant, pendant et après la représentation. Naturellement, le Directeur général twitte lui aussi et se trouve sur Instagram.
De même, le streaming et les retransmissions sur grand écran doivent être améliorés et développés. J'ai participé au développement de la plateforme de l'opéra, *theoperaplatform.org,* en collaboration avec l'UE et la chaîne Arte. L'objectif est que l'OnR devienne membre de cette famille. Ces diffusions ne remplacent évidemment pas l'événement *live* en salle, mais elles représentent aujourd'hui un aspect important de la présence et du pouvoir de séduction d'une institution.

Aujourd'hui les projets de streaming, comme par exemple sur Opera Vision, s'ils renforcent la communication, la présence et le rayonnement des artistes, ne rapportent pas d'argent ä l'OnR. Cela signifie qu'il est nécessaire de renégocier les conventions audiovisuelles des chœurs et des deux orchestres.

Mécénat, Fidelio et autres activités de sponsoring
Les activités de sponsoring doivent être poursuivies et étendues. À cet égard, il conviendrait de prendre contact avec les entreprises étrangères ayant une succursale en Alsace. Des parrainages peuvent être développés pour des productions ou activités spécifiques. En particulier le Festival arsmondo pourrait attirer des firmes étrangères. Une première collaboration est train de se développer avec le label *uniqlo* pour la première édition d'arsmondo en mars 2018.
Une autre possibilité serait de recruter comme partenaires potentiels des personnalités alsaciennes vivant entretemps à l'étranger. À mon avis, le rayonnement du nom de l'Alsace et de Strasbourg doit être davantage exploité.

Les activités de Fidelio comme « Dîners sur scènes » doivent bien entendu être maintenues, mais doivent aussi être développées de manière à attirer de nouveaux membres. Pour cela, il conviendrait de mettre davantage en valeur les programmes de l'association au cours desquels les invités ont la possibilité de découvrir – également derrière les coulisses – ce que tout un chacun ne voit pas.

Il convient de soutenir l'association Fidelio pour qu'elle rayonne davantage par ses activités et sa dynamique. Je pense qu'un accroissement de ses membres ancrerait l'association encore davantage dans la société. Les membres de Fidelio font preuve d'un fort d'engagement et d'un grand attachement à l'OnR. Leurs activités illustrent leur sentiment d'appartenance et leur sens des responsabilités.

Rayonnement de la région
Pour l'Alsace et, bien entendu, pour Strasbourg, le tourisme est un atout important. Là encore, la coopération avec les diverses institutions partenaires, tels l'Office de tourisme, l'Agence Attractivité Alsace etc. doit être développée. Là aussi, il y a un potentiel à exploiter : séjours culturels avec offres combinées, présence dans les catalogues de voyages, dans les foires, etc.
Parallèlement, je désire développer des idées pour renforcer le lien entre les deux villes jumelées avec Strasbourg : Stuttgart et Dresde.
Mais l'OnR lui-même doit activement contribuer à ce rayonnement au travers de ses productions et de ses artistes nationaux et internationaux. Le label OnR doit être un symbole de qualité et d'innovation et la région un exemple de diversité. Ce n'est que de cette façon qu'elle continuera de séduire les touristes extra-européens.

Rôle de la Direction générale
La Direction générale doit exercer son influence tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Elle doit entretenir des rapports étroits avec les partenaires culturels du pays et de l'étranger. Ses visions et ses plans doivent être vécus et présents à l'intérieur et à l'extérieur. La Direction générale doit être disponible à la fois pour les collaborateurs internes et pour le public. Elle doit assister à la plupart des représentations pour pouvoir aussi s'entretenir avec le public.
Mais la Direction générale doit aussi faire preuve d'engagement envers tous les membres, collègues et invités de la maison, quelle que soit leur fonction. Fairness, clarté, flexibilité et imagination sont les mots-clés de ses attributs.

Un de ses soucis actuels est l'état de vétusté du bâtiment de l'opéra de Strasbourg. Sachant que déjà mes prédécesseurs ont souligné cette situation désastreuse, je désire reprendre et continuer de creuser ce dossier – un dossier qui concerne un espace public, mais aussi tous les personnels techniques et bien évidemment les artistes et les collaborateurs des différents départements. Si nous voulons satisfaire aux attentes et aux exigences, il faut agir. Cet état de vétusté est, comme je l'ai dit

plus haut, un obstacle au développement des coproductions avec l'extérieur. D'autres maisons, dans d'autres villes ont connu les mêmes problèmes. Or, une ville qui entreprend des travaux de rénovation, décide d'une nouvelle construction ou s'engage dans des transformations rayonne dans la Cité et bien au-delà.

Mes convictions sur l'opéra comme forme d'art créative, comme lieu de l'émotion, comme scène des grandes histoires et comme reflet de notre société

L'opéra dépeint les grands conflits du monde, valables de toute éternité, et les réinterprète sans cesse, mais ces histoires ne deviennent vivantes et fascinantes que quand on y assiste *live* et qu'on en éprouve la musique – c'est cette fascination que je désire transmettre.
Au cœur de l'opéra se trouvent la scène et la musique, des artistes et des collaborateurs devant ou derrière la scène, sans lesquels cette forme d'art ne peut exister. Le monde tourne toujours plus vite, les problèmes grandissent au lieu de diminuer, nous devons être prêts à relever le défi. L'opéra ne peut pas changer la face du monde, mais il peut contribuer à former des êtres humains, à développer l'imagination et l'empathie.

De nos jours, il s'agit d'observer les évolutions qui se dessinent dans le monde entier : l'évolution de cette forme d'art qui est la nôtre, mais aussi celle des arts plastiques, du cinéma, des divers courants musicaux, des réseaux numériques, des courants littéraires, des thèmes socio-politiques. L'histoire et les actualités d'une ville, d'une région, d'un pays proprement dit sont tout aussi importantes, mais nous ne pouvons pas nous bander les yeux, ignorer la globalisation, ignorer ce qui se passe en Inde, en Afrique ou en Chine, que ce soit sur le plan artistique ou sur le plan social. Mots-clés : penser globalement, agir localement.

L'Opéra national du Rhin doit miser sur l'ouverture au monde, sur l'innovation et la qualité, incarner une forme d'art vivante, à laquelle tout le monde est convié, devant, derrière et sur la scène.
L'Opéra national du Rhin peut être un lieu magique : musicalement, scéniquement, humainement – un lieu fort.

Eva Kleinitz / 28 novembre 2017

ANNEXE I BIS

Projet 2018-2020 par
Bruno Bouché

CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL
BALLET DE L'OPERA NATIONAL DU RHIN
PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2018- 2020

AVANT-PROPOS
Bâtir un projet d'orientation sur trois années pour le CCN/Ballet de l'Opéra national du Rhin c'est projeter ses réflexions dans le temps au fil des saisons et de la programmation.

Bâtir un projet d'orientation pour le CCN/Ballet de l'Opéra national du Rhin c'est surtout l'inscrire dans un projet chorégraphique d'exception. En questionnant "les impasses de la danse dite néoclassique" et proposer de nouveaux chemins de créations avec notamment la mise en place du processus.

C'est cette vision artistique forte qui saura fédérer et réunir toutes les énergies nécessaires au CNN/Ballet de l'OnR pour renouveler son identité comme Ballet Européen du XXIème siècle et l'inscrire comme référence reconnue internationalement. Pour valoriser l'image du CCN/Ballet de l'OnR il est également indispensable de développer la diffusions de la compagnie en France et à l'international. Il est important également définir cette vision en se projetant dans l'avenir au delà de ces trois prochaines saisons. L'Opéra national du Rhin se prépare à prendre un nouvel essor et la nomination à sa tête d'Eva Kleinitz en septembre 2017 est le symbole de cette ouverture qu'il a choisi d'opérer pour se projeter pleinement dans le XXIème siècle.

UNE NOUVELLE DIRECTION
La prise de fonction commune de la nouvelle Directrice Générale et du nouveau Directeur artistique du Ballet est une chance pour l'Opéra national du Rhin.
Ces prises de fonction communes doivent permettre de rassembler les énergies pour s'entendre sur les meilleurs moyens de mettre en oeuvre la programmation de l'OnR. Il est nécessaire de prendre en compte l'articulation de cette double programmation lyrique et chorégraphique, afin que les différentes productions bénéficient des conditions optimum pour des représentations d'une qualité exemplaire.

Mon expérience de plus de vingt ans comme danseur, chorégraphe, et organisateur de programmes mêlants différents corps artistiques et techniques au sein de l'Opéra de Paris me donne une compréhension précise de ces enjeux. Servir aux mieux les intérêts du CCN/Ballet passe par la connaissance fine de l'organisation de l'institution et de ses codes, la connaissance de ses différents corps de métier et des différents strates de la création au sein de cette grande maison d'Opéra. Cette diversité à appréhender est à la hauteur des moyens de productions conséquents qu'offre une institution comme l'OnR. En tant que directeur du CCN/Ballet je saurai mettre au centre de cette organisation et planification la prise en charge des danseurs et de leurs performances pour garantir l'excellence de chacun des programmes présentés dans les réseaux de l'Opéra du Rhin et lors dans ses programmations hors les murs.

Cette confiance gagnée permettra aussi d'engager des nouveaux chemins de créations pour l'Opéra et le CCN/Ballet du Rhin, et de créer par exemple des productions d'art total où l'Opéra et le Ballet réunissent leur moyens artistiques et productifs. Un engagement commun et équitable permettra d'inventer un processus artistique d'exception.

UN CCN & UN BALLET DE MAISON D'OPÉRA
Fondé en 1972, le CCN/Ballet de l'OnR est une compagnie permanente constituée au sein de l'Opéra national du Rhin. Il a obtenu le label CCN en 1985. Il est l'unique des 19 CCN à être intégré au sein d'un théâtre lyrique. Nous développerons dans chacun des chapitres les atouts et les spécificités de ce label à prendre en compte pour accroître la visibilité du CCN/BOnR, affirmer son identité, mettre en place des nouveaux chemins de création. Le dispositif Accueil Studio du CCN/Ballet du Rhin et son comité de sélection des compagnies est un puissant moyen d'ouverture et d'échanges qu'il nous faudrait exploiter davantage. Il pourrait nous servir de levier pour explorer de nouveaux partenariats hors du champ strictement imparti par ces actions d'accueil des compagnies indépendantes. Par ailleurs, les actions pédagogiques déjà nombreuses et d'une grande qualité peuvent nous aider à confirmer la place du Ballet au sein de l'Opéra en imaginant une politique commune non exclusivement lié à la programmation.

Les besoins techniques demandent une attention et organisation particulière puisque la quasi totalité du matériel technique et de sa maintenance est stockée à Strasbourg. C'est toute une culture d'entreprise à appréhender et à faire valoir. Le CCN/Ballet de l'OnR a une carte à jouer pour vivre pleinement le dynamisme de la ville de Mulhouse amorcé depuis quelques années grâce au soutien que s'apportent conjointement les trois villes du Syndicat Intercommunal. En développant l'identité du CCN/Ballet liée à la ville de Mulhouse et de ses habitants.

En consolidant les liens avec les acteurs municipaux et les institutions municipales (Ecole, Conservatoires etc.) En développant les activités hors les murs (Les Barres en plein air qui reçoit déjà un grand accueil du Public ou des

performances plus pointues à la Kunsthalle et aux musées des Beaux Arts, ou dans le cadre du Festival Scènes de rue par exemple etc.) L'ATELIER sera l'outil pour accroître ces échanges qui sauront se diffuser naturellement vers chacun des publics du réseau de l'OnR. Pourraient être ainsi envisagées des performances dans le nouveau Musée Unterlinden de Colmar ou des évènements au sein la Cité de la Musique et de la Danse de Strasbourg. Cet ancrage assumé dans la ville de Mulhouse contribuera à renforcer l'identité du CNN/Ballet et à valoriser sa place au sein de l'OnR.

Mieux faire comprendre ce statut unique :
Nous avons à développer des échanges avec les autres CCN et CCN/Ballet dont le mode de fonctionnement diffère. En s'inscrivant activement dans l'association des CCN afin de comprendre nos différentes compétences pour qu'elles servent au développement de l'Art Chorégraphique dans tout sa diversité.

C'est aussi en développant des échanges artistiques que nous réussirons à mieux appréhender nos différences et à enrichir la création de ses divers angles d'approche. Par exemple je souhaiterais que des directeurs et chorégraphes de CCN puissent intervenir auprès des artistes du CCN/ BOnR. Réfléchir également à de possibles co-productions entre CCN. Pour faire se rencontrer différentes esthétiques et outils de création.
Pour partager également les moyens de productions entre partenaires, fusionner des effectifs artistiques et techniques sur des projets ponctuels plus ambitieux et innovants, et donner à ces oeuvres une plus grande diffusion grâce à la multiplication des réseaux. Angelin Prejlocaj Directeur du CCN/ Ballet Prejlocaj d'Aix-en-Provence serait partant pour engager une démarche commune avec le Ballet du Rhin, à l'image de celle qu'il a déjà menée en collaboration avec le Théâtre du Bolchoï et le Ballet Prejlocaj dans le cadre de l'année France-Russie en 2010 qui mêlait artistes du Bolchoï et du CCN/Ballet Prejlocaj. Albin Richard directeur du CCN de Caen serait susceptible de s'inscrire également dans ce type de création artistique.

LA REGION GRAND EST
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, une grande région au coeur de l'Europe Avec plus de 5,5 millions d'habitants sur un territoire vaste de quelques 57 800 km² et un positionnement stratégique au coeur de l'Europe, la Région née le 1er janvier 2016 de la fusion entre l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine, dispose d'un potentiel de développement et d'attractivité particulièrement remarquable.
L'Extension Champagne-Ardenne un autre rayonnement pour le Ballet. Avec un apport de 45 lieux de diffusions dont 11 scènes conventionnées la Champagne Ardenne offre au Ballet du Rhin des possibilités d'élargir sa diffusion hors les murs du réseau de l'OnR.
La fusion de l'Alsace Lorraine déjà riche en structures de production et de diffusions de spectacles vivants (145) et de la Champagne Ardenne est une chance. Elle demande au Ballet du Rhin de développer une politique de diffusion large sur ce territoire.

Quatre structures majeures d'ex Champagne-Ardenne sont déjà très mobilisées par cette politique des territoires que nous avons à mener avecle Ballet de l'OnR.

- L'Opéra de Reims. Son directeur Serge Gueymard m'assure porter un très grand intérêt à diffuser la programmation du Ballet de l'OnR tout en continuant à privilégier les liens importants qu'il a tissés avec le Malandain Ballet Biarritz. Des projets communs avec ces deux compagnies sont peut-être à imaginer. Serge Gueymard insiste également sur l'aide et les moyens supplémentaires que les tutelles pourraient apporter à diffuser nos grands programmes avec orchestre. Les moyens mis à disposition de l'Opéra de Reims jusqu'à présent ne lui permettant pas de diffuser un spectacle de danse avec orchestre, la fusion des moyens de la culture de cette grande région pourrait ainsi contribuer à soutenir ces échanges trans-régionaux ambitieux.

- Le Manège de Reims. Son nouveau directeur Bruno Lobbé me fait part de son désir d'ouverture de sa programmation à des esthétiques très diverses et est très intéressé à diffuser et imaginer des co-productions avec les programmes plus axés sur la création contemporaine que je vais mettre en place comme : Plus loin l'Europe et les travaux qui seront créés dans le cadre de l'Atelier.
- Le Festival Scène d'Europe diffusé sur les scènes rémoises, la Comédie, le Manège, l'Opéra, Césaré, le FRAC Champagne-Ardenne, la Cartonnerie et Nova Villa nous permettront de diffuser les programmes Jeunes Chorégraphes Européens, Jeunes Publics et des travaux de performance montés dans le cadre de l'Atelier dans des lieux hors les murs (Cinéma, Musées, Galeries etc.)

- Philippe Bachman directeur de la Comète Scène nationale de Chalons-en-Champagne « soutient l'initiative des collaborations entre CCN et Scène Nationale qui peut renforcer la cohérence territoriale de la région Grand Est. » La Comète est une structure porteuse d'une programmation Jeune Public de grande qualité, nous pourrions y diffuser les créations Jeune Public du CCN/BOnR que je souhaite ambitieuse.

Un atout pour la diffusion transfrontalière de la compagnie:
Facilement accessible depuis les grands pôles européens comme à une échelle internationale plus large, c'est une région ouverte, solidement ancrée dans les dynamiques d'échanges nationaux, européens et mondiaux. Seule région de France à disposer d'une frontière commune avec 4 pays (Belgique, Luxembourg, Allemagne et Suisse), la Région Grand Est entretient au quotidien avec les régions voisines étrangères des coopérations et des synergies dans les domaines les plus divers : économie, emploi, formation, culture, tourisme, environnement. La part de ses

échanges avec l'Union européenne et la Suisse est ainsi beaucoup plus élevée que pour l'ensemble des douze autres régions françaises.

Conscient de cette place stratégique pour le Ballet du Rhin j'ai déjà entamé un échange avec de nombreuses institutions en Suisse comme Richard Wherlock le directeur du Ballet Theater Basel pour des échanges sur des projets transfrontaliers hors les murs et de possibles co-productions dans les années à venir. Des structures comme le Théâtre de Beausobre à Morges ou le Reflet Théâtre de Vevey avec qui j'ai eu l'occasion de collaborer au cours des dernières années avec ma compagnie Incidence Chorégraphique pourraient accueillir une partie de la programmation du Ballet du Rhin dans le cadre de leur prochaine saison. J'ai des liens avec les danseurs de Béjart Ballet Lausanne comme Elisabet Ros ou Julien Favreau qui sont prêts à s'engager à diriger des workshops dans le cadre de l'Atelier, ou venir travailler dans la compagnie en tant que professeurs invités.

Également contacté lors de la rédaction du projet pour le Ballet de l'OnR le musée Chaplin's Word by Grévin à Corsier sur Vevey est prêt à imaginer des évènements particuliers et accueil de groupe Jeune Public en lien avec la programmation et la promotion du Chaplin de Mario Schröder programmé dans la première Saison 2017-2018. Favoriser les échanges et la diffusion aux frontières transfrontalières.

Avec la Belgique, en accueillant des chorégraphes européens dans la programmation comme Sidi Larbi Cherkaoui, directeur du Royal Ballet de Flandres à Anvers, ou en invitant dans le cadre de l'ATELIER des danseurs de Rosas comme Marta Coronado qui travaillé au plus près de la chorégraphe Anne Teresa De Keersmaeker.

En Allemagne, grâce au lien privilégié que nous tisserons avec la Fondation Pina Bausch, et avec des artiste issus de la compagnie de Wuppertal comme Thusnelda Mercy et Clémentine Deluy. Avec aussi Mario Schröder et le LeipzigerBallet et Christian Spuck directeur du Ballet de Zurich. Mais également avec de jeunes chorégraphes issue de la Noverre Society du Ballet de Stuttgart comme Demis Volpi, ou le Ballet de Karlsruhe et sa directrice Brigitte Keil déjà attentive au
projet que je porte pour le Ballet du Rhin. Enfin nous développerons la diffusion avec les Théâtre de la ville de Luxembourg (Théâtre des Célestins et Grand théâtre) .

Le Réseau Grand Luxe, initié par les DRAC est porté aujourd'hui par le CDCN Pôle Sud de Strasbourg, le CCN/Ballet de Lorraine, le grand Studio de Bruxelles, le Théâtre des trois CL au Luxembourg et le Ballet de l'OnR/CCN de Mulhouse, le Réseau Grand Luxe est un outil essentiel du développement de l'art chorégraphique dans la région Grand Est et les échanges transfrontaliers. Ce réseau propose aujourd'hui à des compagnies indépendantes un accompagnement de compétences très diverses liées aux structures qui font partie du réseau : Accompagnement de la formation des équipes administratives ou artistiques, dossier de subvention, rencontre avec des décorateurs et scénographes, des créateurs lumières ou des techniciens. Par exemple l'Opéra national du Rhin peut faire bénéficier les compagnies de la compétence de ces ateliers effets spéciaux ,à l'excellence reconnue. L'estimation pour investissement valorisé ou pécuniaire par structure s'élèverai à une enveloppe de 10 000€. Cet investissement sera pris sur le budget artistique.

Je développerai l'engagement du Ballet de l'OnR/CCN de Mulhouse dans ce réseau en devenir en favorisant le partenariat transfrontalier et l'entrée de structures venant d'Allemagne et de la Suisse qui nous permettront de solliciter des subventions de l'Union Européenne.

Deux CCN/Ballet dans la même région :
Le CCN/BALLET de Lorraine à Nancy déjà partenaire de la commission Accueil Studio qu'a initié le Ballet du Rhin, va bénéficier des mêmes atouts qu'offre cette nouvelle grande région. Nous ouvrirons une réflexion avec son directeur Petter Jacobsson que j'ai contacté dans le cadre de ma candidature pour imaginer des collaborations, des échanges voire des coproductions. En conservant les identités propres de nos lignes artistiques, nous saurons bénéficier au mieux des rapprochements de ces deux CCN/Ballet que permet la fusion de cette région et de ses vastes réseaux.

Un CCN aux portes de la région:
Aux frontières de la Région Grand Est et le la Bourgogne Franche-Comté Viadanse-CCN de Belfort et le CCN/Ballet de l'OnR ont créé des échanges importants au sein de la commission de l'Accueil Studio. Héla Fattoumi et Eric Lamoureux sont prêts à développer des partenariats et réfléchir comment engager des échanges artistiques avec le CCN/Ballet de l'OnR.

LES GRANDS AXES DU PROJET / UN BALLET EUROPEEN DU XXIEME SIECLE

Une identité pour le CCN/Ballet de l'Opéra national du Rhin / Un Ballet européen.

De part sa position géographique le Ballet du Rhin doit être un pôle artistique d'excellence au carrefour de ces grands axes de l'histoire de la création chorégraphique qu'ont été et demeurent la Belgique, l'Allemagne et la France évidemment. Sous ma direction la compagnie développera une identité forte en défendant l'idée d'une Europe artistique d'aujourd'hui portée sur la scène à l'aune de son histoire, de ses interrogations de ses mutations:
- En constituant pour le Ballet de l'OnR un répertoire comme un haut lieu de mémoire, de réflexion et de

transmission, qui reprend les axes de la création chorégraphique européenne et de ses grands chorégraphes.
- En créant des oeuvres d'une dramaturgie contemporaine où se rencontrent petite et grande histoires.

Constituer le Répertoire du XXIème siècle
Le répertoire doit témoigner de l'évolution de l'art chorégraphique qui s'inscrit dans l'identité européenne du Ballet de l'Opéra national du Rhin. Je souhaite poursuivre une programmation riche et cohérente d'oeuvres classiques et néoclassiques, et inviter aussi des chorégraphes contemporains à la renommée internationale tels que Pina Bausch, Kurt Joss, Mats Ek, Maguy Marin, Jiri Kylian, William Forsythe, Sidi Larbi Cherkaoui, Itzik Galili ou encore Thierry Malandain. Il est nécessaire de réfléchir également à l'impulsion d'un autre souffle artistique pour les compagnies d'Opéra que la seule reprise systématique ou la relecture de chefs d'oeuvres et grands titres du ballet classique réactualisés. Ces démarches restent évidemment pertinentes quand le projet artistique s'inscrit dans une véritable relecture des mythes et symboles que ces oeuvres portent en elles comme, pour n'en citer que deux la Giselle de Mats Ek ou le Lac des Cygnes de Jan Fabre pour le Ballet d'Anvers.

- Enrichir ainsi le répertoire de la compagnie de créations dont la dramaturgie et le livret seraient écrits à partir d'oeuvres contemporaines non exclusivement chorégraphiques (romans, oeuvres littéraires ou philosophiques, scenarii de cinéma, pièces de théâtre, partitions, livrets d'opéra).
- Mettre en scène des livrets d'oeuvres ou de personnalités reconnues non-encore traités de manière chorégraphique.
- Renforcer l'engagement de la compagnie vers les oeuvres lyriques en favorisant des mises en scène d'opéras portées par des chorégraphes: des Opéras Dansés, ainsi que des mises en chorégraphie de grands classiques et également des créations originales d'oeuvres lyriques. Citons quelques réussites dans ce domaine en dehors des chefs d'oeuvres de Pina Bausch que sont Orphée et Eurydice et Iphigénie en Tauride : Roméo et Juliette (Prokofiev) de Sacha Waltz , la 3ème Symphonie de Malher de John Neumeier ou La Création d'Uwe Scholz déjà au répertoire du Ballet de l'OnR et dont nous avons également diffusé des extraits dans ma compagnie Incidence Chorégraphique.

Questionner "les impasses de la danse dite néoclassique"
La constitution de ce répertoire du XXIème siècle sera aussi l'occasion de questionner "les impasses de la danse dite néoclassique". Brigitte Lefèvre, Directrice de la Danse de 1995 à 2014 a renouvelé considérablement le répertoire du Ballet de l'Opéra national de Paris notamment en invitant des chorégraphes qu'aucune autre compagnie au monde n'avait su intéresser telles que Pina Bausch ou Anne Teresa De Keersmaeker. De nombreuses grandes compagnies internationales prennent modèle de cette grande ouverture du répertoire. Aujourd'hui les chorégraphes contemporains sont donc programmés dans les Ballets de maison d'Opéra où les danseurs sont de formation académique mais qu'en est-il de l'évolution du langage académique lui-même ? Peut-on sortir la création dite néoclassique qui semble être dans une impasse ? Elle semble figée entre des créateurs qui continuent avec plus ou moins de pertinence et succès l'approche de William Forsythe (qui a porté à l'extrême et avec génie le vocabulaire classique), ou ceux qui suivent une lignée plus américaine inspirée de Georges Balanchine et Jérôme Robbins ou d'autres encore qui écrivent une danse lyrique et pure à la manière de Jiří Kylián jamais égalé.

La question de la technique, le corps machine, la performance, ne motive pas ma démarche. L'essence qui nourrit la danse me semble plus fondamentale que la beauté purement esthétique de la recherche d'une forme parfaite. La problématique d'être ou non un chorégraphe néoclassique ne m'intéresse pas. En France, la danse dite contemporaine s'est logiquement construit en rupture avec la tradition classique dont elle est issue. Il y a aujourd'hui quelque chose de nouveau à inventer, sans exclusion. Je crois que c'est aux artistes de formations dites classiques d'y répondre de manière ouverte. Je ne veux pas renier d'où je viens, d'autant que je pense que le langage classique, dans son essence même, exprime quantité d'émotions et de sentiments. Si le Classique se définit comme un style qui maîtrise les passions, il peut être aussi le vecteur d'une extrême sensualité et ce paradoxe nourrit ma démarche artistique. Ce qui doit prédominer, c'est d'abord la question de la qualité, de l'émotion, et sur ce terrain, le langage académique à encore quelque chose à dire.

Contribuer à l'émergence des chorégraphes de demain
Avec le dispositif Accueil studio et grâce à ses infrastructures le Ballet national de l'OnR sera une structure d'attache pour des artistes sélectionnés sur un plan régional, national et plus largement Européen.
Lieu de recherche, de résidence, de production, d'expositions et d'exploitation, l'Accueil Studio sera un outil au service de l'artiste, un dispositif d'accueil personnalisé qui permettra aux artistes invités de trouver un espace, un temps et des moyens dédiés à la création. De plus, dans le cadre du processus de création l'ATELIER je donnerai la possibilité à des danseurs et des artistes de la compagnie de développer leurs propres recherches chorégraphiques et de présenter leurs propres travaux sur scène, à l'occasion d'une soirée dédiée. J'ouvrirai des résidences et des accueils studios à destination de jeunes chorégraphes, d'étudiants diplômés du Conservatoire, de lauréats de Festivals liés à la création émergente. Curieux de découvrir de nouveaux talents, j'axerai également une large part de mes recherches sur la création chorégraphique dans la Région Grand Est.
J'encouragerai également des chorégraphes n'étant pas aguerris aux codes du ballet académique,comme Radhouane El Meddeb, à créer de grandes oeuvres avec un large effectif afin d'utiliser au mieux les capacités des interprètes et les moyens de production de l'Opéra.

LA DIFFUSION
Un axe prioritaire pour le CCN/Ballet de l'OnR. Avec environ 50 levers de rideaux en moyenne (35 sans compter les représentations scolaires) par saison dans les réseaux de l'OnR, Le CCN/Ballet de l'OnR diffuse la majorité de ses programmes dans les théâtres du Syndicat intercommunal. C'est un grand atout au regard des autres CCN/Ballets qui doivent développer une diffusion importante en dehors de leur région d'implantation. Pour mémoire, l'activité de diffusion des CCN s'effectue, en moyenne pour le réseau, à 72% hors de leur région d'implantation. Avec une moyenne depuis 2013 de moins de 7 représentations par saison hors du réseau de l'OnR la diffusion de la compagnie doit être développée.

Une politique de diffusion est donc à mettre activement en place afin de :
- Dynamiser le Ballet du Rhin pour que son image soit mieux identifiable dans les réseaux du spectacle vivant français et international.
- Permettre de dégager des recettes supplémentaires pour développer les activités du Ballet et ses créations.

LES SPECIFICITES DE LA DIFFUSION DU CCN/BALLET DE L'ONR
Unique CCN/Ballet intégré à une maison d'Opéra - qui du fait de son implantations dans les 3 villes du Syndicats Intercommunal détient déjà des spécificités de planning et d'organisation par rapport à une maison d'Opéra dite classique (Cf page 7) - le CCN/Ballet de l'OnR doit répondre à un cahier des charges déjà ambitieux sur le terrain de sa région d'implantation.
Comme je le soulignais cela est d'abord la chance d'avoir les moyens de développer un travail de création et de production de qualité.
C'est également un élément à prendre en compte dans le développement de la diffusion du Ballet.
Il faut donc travailler au plus près avec la direction générale de l'Opéra pour pouvoir dégager des plages de diffusion claires dans les plannings de la compagnie.
Si l'objectif est de répondre à la moyenne de 72% de diffusion hors de la région d'implantation des CCN (en ne prenant pas en compte les représentations scolaires) il faudrait revenir à un niveau de diffusion total par an égal à celui qui été opéré en moyenne sous la direction Jean Paul et Jacqueline Gravier autour de 85 dates par saison. Il faut noter qu'au delà du nombre de 90 dates la diffusion de la compagnie ne pourra progresser sans franchir un seuil limite où la qualité des temps de créations, répétitions et la prise en charge des danseurs peut s'avérer critique.

LA DIFFUSION DANS LA REGION GRAND EST ET TRANSFRONTALIERE
Comme détaillée dans le chapitre « La Région Grand Est », l'extension de la région Champagne-Ardenne permet de développer une politique de rayonnement dans cette vaste région et aux frontières de 4 pays Européens: la Belgique, la Suisse, le Luxembourg et l'Allemagne. A l'instar de la diffusion en France et des zones de diffusion proches au sein de la région d'implantation hors du réseau de l'OnR, cette diffusion sera à même de ramener des recettes et bénéfices supplémentaires pour le développement de la compagnie.

LA DIFFUSION EN FRANCE
Le Ballet de l'Opéra du Rhin a besoin également de reconquérir une visibilité sur le territoire français pour asseoir son identité et faire reconnaître l'excellence et la singularité de sa programmation.
La diffusion sur les réseaux français permettra aussi de dégager des recettes propres pour développer les productions et les activités du Ballet de l'OnR.

LA DIFFUSION À L'ÉTRANGER
Diffuser le CCN/Ballet de l'OnR à l'étranger c'est imposer son identité dans les réseaux internationaux, accroître sa notoriété et sa reconnaissance. L'objectif de ces tournées est donc la valorisation de l'image de la compagnie.
Sur le plan purement économique c'est une stratégie qui n'a pas pour finalité directe de dégager des recettes propres mais c'est un investissement qui donne une grande valeur ajoutée à l'image du CCN/Ballet, qui peut activement participer au développement d'autres contrats de cessions où les recettes propres se dégagent plus aisément compte tenu des points énoncé en amont (spectacle de formes plus exploitables en tournée, proche diffusion etc.). C'est une vraie stratégie à mener pour équilibrer les budgets de ces tournées indispensables à un CCN/Ballet du XXIème siècle.

Nous nous appuierons sur les connexions que peuvent nous ouvrir les artistes étrangers de notre programmation avec l'aide des Instituts de promotion culturelle de leurs pays qui souhaiteront pour promouvoir leur travail. Par exemple la première édition du cycle « Plus Loin, l'Europe » accueillera des artistes israéliens que nous programmerons en 2018 et que nous souhaitons inscrire dans les projets de l'année croisée France-Israël. L'Institut Français de Tel -Aviv et sa directrice adjointe Tilla Rudel, Attaché culturelle à l'Ambassade de France en Israël ainsi que Yair Vardi directeur du Suzanne Dellal Center de Tel Aviv sont déjà très attentifs à cette programmation. Ils seraient intéressés à la diffuser en Israël à l'occasion de cette année partagée et de soutenir un accueil en résidence de création au Ballet du Rhin pour ces deux jeunes chorégraphes.

Un travail de persuasion est à mener auprès de l'Institut Français et de son pôle Échanges et Coopérations Artistiques dirigé par Madame Sophie Renaud pour démontrer que la ligne artistique que nous souhaitons porter est une part essentielle de la culture française et européenne dont cette instance du Ministère des Affaires Etrangère devrait soutenir la diffusion.

DIFFERENTS MOYENS DE DEVELOPPEMENT DE LA DIFFUSION:
- Tourneurs, agences de production: Passer par des agences pour l'organisation de la diffusion permet de bénéficier de leurs vastes réseaux, de leur professionnalisme, de leurs équipes et des connaissances des structures avec lesquelles ils créent une certaine forme de fidélité.
Ce moyen reste toutefois une solution instable à maîtriser : la commission des agents (15% en moyenne) ajoute un coût important aux budgets des tournées et nous n'avons pas réellement de regard contractuel sur ces montants puisque les tourneurs facturent généralement leur commission aux structures accueillantes.

La création d'un poste de chargé de diffusion pour le CCN/Ballet de l'OnR pourrait être une importante question à poser afin de mettre en place une réelle stratégie de diffusion. Si l'objectif est de répondre à la moyenne de diffusion hors de la région d'implantation des CCN (72%) une stratégie portée uniquement sur la collaboration avec différents tourneurs ne pourrait suffire en l'état actuel des équipes du CCN/Ballet de l'OnR déjà mobilisées pleinement sur ses autres activités.

Ce serait effectivement un investissement d'un coût permanent qui induirait une obligation de résultat. Ce pari sur l'avenir du rayonnement du CNN/Ballet de l'OnR pourrait être une des priorités sur lesquelles porter une réflexion avec la Direction de l'Opéra du Rhin, les trois communes du Syndicat de l'OnR, la Région Grand Est, la DRAC et le Ministère de la Culture.

- Des coproductions : les coproductions et partenariats avec d'autres CCN, Opéras, Ballets ou Centre Dramatique nationaux ou compagnies indépendantes permettraient une plus grande diffusion de ces oeuvres grâce à la multiplication des réseaux ,notamment régionaux, de Grand-Est mais aussi des pays frontaliers comme la Belgique, la Suisse, ou l'Allemagne. Des coproductions également avec des Ballets européens comme le Norwegian National Ballet qui a fait émerger des chorégraphes contemporains de grands talent utilisant le langage académique comme Alexander Ekman ou Liam Scarlett. Ingrid Lorentzen la Directrice artistique soutient à ma candidature et me témoigne que le Norwegian National Ballet serait très ouvert à examiner les moyens de collaborer avec le CCN/Ballet de l'OnR sous ma direction.

L'ATELIER
Un espace de création innovant précurseur de nouvelles méthodes de création. Le processus de L'ATELIER au coeur du projet que je porte sera l'espace alternatif où se construira l'identité du CCN/Ballet de l'OnR pour les années à venir. Les artistes des compagnies sélectionnées de l'Accueil studio, les chorégraphes invités dans la programmation ainsi que des artistes non chorégraphiques, pourront s'inscrire dans des sessions de recherche avec les artistes du CCN/Ballet qui désirent participer à cette démarche artistique.
Un temps certain sera consacré à la recherche de nouveaux moyens de création pour ces artistes de l'école académique:
- Pour sortir de la configuration dite classique d'un chorégraphe créateur et d'interprètes exécutants.
- Pour sortir du concept contemporain de la recherche pour la recherche qui ne fait pas oeuvre en permettant également aux artistes indépendants de développer leur travail et de le diffuser.

Le travail collectif pourra être développé mais le coeur de la démarche sera de s'autoriser des méthodes singulières jamais imaginées jusqu'à aujourd'hui. Les chorégraphes invités dans la programmation et leurs équipes artistiques s'inscriront également dans ces sessions afin de transmettre plus précisément ou remettre en questions des procédés déjà utilisés comme l'improvisation guidée des ateliers de William Forsythe (cube de Laban), ou une forme de recherche plus théâtrale (Pina Bausch) pour entrevoir de nouveaux chemins de création.

Nous développerons un partenariat avec la Fondation Pina Bausch et le Tanztheater de Wuppertal afin de mettre en place des workshops, et des conférences dansées. Des artistes dont je suis proche comme Dominique Mercy, Thusnelda Mercy et Clémentine Deluy sont déjà prêts à s'engager dans le processus de L'ATELIER. Nous réfléchirons avec Barbara Kaufman, Directrice de la documentation comment soutenir des évènements de la Fondation Pina Bausch
afin de favoriser leur diffusion dans les institutions culturelles (musées, conservatoires etc.) des 3 villes du Syndicats intercommunal.

L'ATELIER accueillera également des artistes non chorégraphiques, plasticiens, chanteurs, musiciens, comédiens ou metteurs en scène pour confronter différents moyens d'aborder la création. Des chorégraphes implantés dans la région et développant leurs travaux chorégraphiques dans la proximité géographique du CCN/Ballet, comme Vidal Bini par exemple interviendront également dans ce processus de L'ATELIER. Enfin parmi les artistes que nous accueillerons dans la programmation Plus loin l'Europe Radhouane El Meddeb notamment - diffusé régulièrement dans la région avec sa Compagnie de SOI (Pôle Sud, la Filature) est enthousiaste à l'idée de participer à « ce projet clair et ambitieux ».

Cette restitution des travaux sera développée dans des partenariats avec des structures hors des réseaux de l'OnR comme des musées ou festival de rues avec lesquels nous souhaitons tisser des liens que nous précisons dans le chapitre « hors les murs ». Les travaux les plus cohérents seront diffusés dans des soirées « Jeunes Chorégraphes » à l'image de la Noverre-Society de Stuttgart et comme Ivan Cavallari l'a initié avec les soirées Kaléidoscope sans

oublier que la plus grande chance que l'on peut offrir à ces jeunes chorégraphes est qu'ils prennent place rapidement dans une programmation aux côtés de chorégraphes plus reconnus.

CREATION JEUNE PUBLIC / PROJETS D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE
Une éducation artistique au centre de la programmation
Parmi les défis à relever pour tout Centre Chorégraphique National, figurent l'éducation artistique et l'ouverture à tous les publics, en particuliers les plus jeunes.

Cette démarche doit répondre à deux impératifs:
- Une création de haute qualité, une politique inventive de passerelles pédagogiques que l'Opéra national du Rhin a déjà activement mis en place dans les actions pédagogiques menées avec le CCN/Ballet de l'OnR.
- Des créations ambitieuses

La programmation Jeune Public dans les trois années à venir s'inspire de ces principes. Chaque saison elle fera l'objet d'une production spécifique par des chorégraphes de renom, connus pour leur sensibilité avec le monde de l'enfance ou curieux de s'aventurer sur ce terrain nouveau. En s'appuyant sur les spécificités des personnalités des interprètes CCN/Ballet de l'OnR ces créations permettront d'expérimenter de nouveaux champs stylistiques, techniques et émotionnels. Par ailleurs, la notoriété des chorégraphes permet d'envisager une diffusion importante de ces productions, très demandées par les programmateurs.

Autour du conte…
Moteur de l'imaginaire enfantin, le thème du conte s'est imposé. C'est un des liens culturels les plus anciens entre les territoires de part et d'autre du Rhin. Source inépuisable d'inspiration, depuis la tradition orale aux frères Grimm en passant par Perrault, il offre une lecture riche et multiple à chacun selon son âge. Les représentations pourraient être programmées dans l'un des deux temps forts du calendrier événementiel régional où les plus jeunes tiennent une place importante : autour de la Saint-Nicolas, ou au moment du solstice d'été.

Les créations
En passant commande à des artistes contemporains de reconnaissances internationales. La programmation dîtes « Jeune Publique » ne sera pas en marge de la programmation.

La programmation Jeune Public au service des missions culturelles et sociales Pour toucher pleinement les publics auxquels elles sont destinées, ces créations seront accompagnées d'une sorte de « boîte à outils culturelle », conçue en lien avec le service pédagogique de l'Opéra du Rhin. Des conférences pédagogiques, des ateliers de pratique chorégraphique en famille, des interventions en milieu scolaire ou des lectures commentées, en rapport avec l'oeuvre programmée se tiendront non seulement in situ mais aussi hors les murs, afin d'aller à la rencontre des publics les plus éloignés.

Les projets d'éducation artistique et culturelle
L'Opéra national du Rhin a bâti une politique pour des actions de sensibilisation d'une grande qualité et d'une grande richesse pour favoriser l'accès au plus grand nombre à la culture et notamment des jeunes. Il a aussi les grands moyens d'une action régionale par son ancrage dans les trois villes du Syndicat Intercommunal.
Le travail formidable effectué nécessite une implication active du Directeur du CCN/Ballet pour continuer à convaincre nos partenaires afin de proposer des projets ambitieux, innovants, pérennes.

Quelques idées de mission à développer
- Faire intervenir des artistes non chorégraphiques pour sensibiliser les enfants à la danse par d'autres procédés qu'un rapport direct à cet art. Par exemple la photo, comme l'Atelier Éveil du regard déjà mené au CCN de Caen:
L'objectif de ces ateliers artistiques conduits par la photographe Agathe Poupeney est d'éveiller la curiosité des élèves et de les confrontés à une culture visuelle diversifiée. Les ateliers axés sur la photo, la mise en espace et le mouvement peuvent s'effectuer en partenariat avec un danseur, un chorégraphe ou en projet autonome.
Ou encore la musique :
Les créations dans le cadre la programmation Jeune Public qui iront chaque fois à la découverte d'une esthétique chorégraphique particulière, seront conçues avec un environnement musical pour donner lieu à des collaborations avec des musiciens qui pourront également intervenir dans des ateliers.
- Développer le parrainage des artistes du CCN/Ballet avec des structures éducatives, sportives ou culturelles non exclusivement chorégraphiques.
- Pérenniser ou mettre en place de partenariats avec les conservatoires des villes du Syndicat Intercommunal. Des liens plus étroits avec ces lieux nous permettront d'organiser plus facilement des ateliers en leur sein et de pouvoir y diffuser la restitution des ateliers et ou des créations.
- Enfin créer un dispositif de jumelage culturel propre au Ballet de l'OnR en s'inscrivant dans les échanges culturels déjà existants dans les 3 villes du Syndicats Inter Communal.

L'ACCUEIL STUDIO
L'Accueil Studio, dispositif mis en place par le Ministère de la Culture auprès des Centres Chorégraphiques Nationaux (CCN) depuis 1998 est une part importante des activités du CCN/ Ballet de l'OnR.

En tant que directeur je souhaiterais prendre toute ma part dans les orientations de ces activités, leur donner plus de visibilité à ces activités et faire mieux intégrer ce dispositif également dans les instances de l'OnR. Le dispositif de l'Atelier devrait être également un levier pour faire valoir ces missions du CCN. Je m'attacherai donc à mettre au centre de notre politique de diffusion et des activités du CCN/Ballet ce dispositif qui aidera à dynamiser notre rayonnement dans la région.

LA PROGRAMMATION

Bâtir une programmation pour le Ballet de l'Opéra du Rhin c'est définir une ligne artistique claire et forte pour singulariser l'image de la compagnie comme Ballet Européen du XXIème siècle. L'ambition de cette programmation n'est pas d'offrir un catalogue supplémentaire de chorégraphes puisque la compagnie a déjà un riche et vaste répertoire à son actif mais de construire un axe pertinent.

Cette vison artistique s'inscrira dans le temps, au fil de saisons.

CONCLUSION

« Les seuls à croire au monde sont les artistes. La persistance de l'oeuvre d'art reflète le caractère persistant du Monde.» Hannah Arendt

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 65

Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Opéra national du Rhin - Syndicat Intercommunal pour la période 2018-2022.

Pour	52
	792
Contre	0
Abstention	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François

66

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Attribution des Prix de la ville de Strasbourg aux étudiants diplômés, promotion 2018 de la HEAR - Haute Ecole des Arts du Rhin.

La HEAR a acquis une véritable reconnaissance au plan national compte tenu de la qualité de ses enseignements et de sa gouvernance. L'attribution de prix participe de ce rayonnement. Ceux-ci sont, en outre, significatifs et valorisants dans le Curriculum Vitae des artistes.

Par délibération en date du 23 octobre 2016, en lieu et place des deux prix initialement attribués à des étudiants en art et en communication, la Ville décerne désormais chaque année trois prix correspondant aux trois grandes catégories de formation dispensées : art, communication et musique. Il est à noter que les étudiants en design, dont l'enseignement est basé sur le site de Mulhouse, bénéficient d'un prix dans le cadre du partenariat de l'établissement avec la ville de Mulhouse, membre fondateur de la HEAR.

Par délibération, en 2016, le montant de chacun des prix a été fixé à 1 000 €.

Sur cette base, pour l'année scolaire 2017/2018, les membres des jurys ont été réunis le 29 juin 2018.

<u>En mention Art</u>
M. Jean-Hubert Martin, Commissaire international d'exposition,
Mme Estelle Pagès, Directrice des études d'arts plastiques à la HEAR,
Mme Ada Reichhart, Conseillère municipale de la ville de Strasbourg,
ont proposé de décerner le prix Art de la ville de Strasbourg à :
Mme Adèle Massard (Art-Objet) ;

<u>En mention Communication</u>
Mme Bénédicte Alliot, Directrice de la Cité internationale des arts de Paris,
Mme Lucile Favet, Responsable scolarité à la HEAR,
M. Serge Hartmann, Journaliste, responsable des pages culturelles au journal Les Dernières nouvelles d'Alsace,
Mme Gabrielle Kwiatkowski, Responsable du Département des arts visuels à la direction de la Culture de la ville de Strasbourg,

ont proposé de décerner le prix Communication de la ville de Strasbourg à :
Mme So-Hyun Bae (Communication) ;

En mention Musique
A la suite des jurys de récitals de Master, il est proposé de décerner le prix Musique de la ville de Strasbourg à :
M. Javier Blanco Gonzales, étudiant dans la discipline Clarinette.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution en 2018 des trois prix de la ville de Strasbourg aux étudiants diplômés de la HEAR suivants :
- *prix « Art - ville de Strasbourg » pour un montant de 1 000 € à l'étudiante diplômée : Mme Adèle Massard (Art-Objet) ;*
- *prix « Communication - ville de Strasbourg » pour un montant de 1 000 € à l'étudiante diplômée : Mme So-Hyun Bae (Communication graphique) ;*
- *prix « Musique - Ville de Strasbourg » – pour un montant de 1 000 € à l'étudiant diplômé : M. Javier Blanco Gonzales ;*

décide

l'imputation de la dépense liée aux trois prix de la ville de Strasbourg aux étudiants diplômés de la HEAR, soit 3 000 € au budget 2018, CRB AU10 – Activité budgétaire AU10 F – fonction 312 – nature 6714 dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 000 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à procéder au versement des prix proposés.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

67

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Pôle d'études et de conservation des musées - chantier des collections.

En vue de leur futur déménagement, les collections des musées de la Ville qui intégreront le Pôle d'étude et de conservation sur le site de la COOP en 2020 doivent faire l'objet de chantiers de collection préparatoires. Elles sont estimées à 400 000 objets représentant une surface d'occupation projetée de 4 300 m² environ.

Les typologies concernées regroupent des ensembles textiles, lapidaires, de mobiliers, peintures, céramiques, sculptures et concernent les Musées archéologique, des arts décoratifs, de l'Œuvre Notre Dame, historique, alsacien, Tomi Ungerer et art moderne et contemporain.

Les grandes collections de Ferronnerie métalliques (tous musées confondus) de par leur condition de conservation spécifique, les installations d'art contemporain en raison de leurs dimensions hors-normes et certaines collections de peinture (Musées des Beaux-Arts et d'art contemporain) resteront sur leur site actuel ou dans des locaux provisoires et seront concernés par une deuxième phase ultérieure.

Par ailleurs, les collections du musée zoologique de la Ville doivent également bénéficier d'un chantier de collection afin de les préparer à intégrer la nouvelle scénographie (2 000 m² projetés) qui prendra place au sein des 2 600 m² rénovés du bâtiment, fin 2020. Elles sont estimées à 20 000 objets.

Ces opérations ont pour but de mettre en œuvre un programme muséologique qui permet l'étude systématique des collections, la réalisation de récolements, d'inventaire précis et informatisés, leur prise de vue photographique et la mise en place de campagnes de restauration (nettoyage, traitements, voire décontaminations) nécessaires à la conservation et à la présentation des œuvres.

Une enveloppe financière spécifique à ces opérations d'un montant de 820 000 € est inscrite au PPI (programme 1177, AP 0113), une subvention de la part de l'Etat via la DRAC est escomptée.

Il est proposé au conseil de valider ces opérations et de permettre le lancement des appels d'offres pour la mise en place de ces chantiers de collections.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

les opérations destinées aux chantiers de collections des musées de la Ville,

décide

l'imputation de la dépense sur le programme 1177, AP 0113 répartie sur les exercices 2019 et 2020 soit 610 000 € sur le budget 2019 et 210 000 € sur le budget 2020 du service des musées,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à lancer et exécuter les procédures de marchés relatifs à ces opérations, conformément aux règles de passations et aux délégations en vigueur en matière de marchés publics.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Dépenses d'investissements + Calendriers des opérations

Chantiers des collections (Pôle d'étude et de conservation / Musée Zoologique)

Plan Pluriannuel d'investissement (PPI) / Programme 1177 - AP 0113

Période de mise en œuvre		Typologie	Musées concernés	Lieu de réalisation	Nature budgétaire	Montant prévisionnel	Totaux
2019	1er semestre	Chantier des collections textiles	- Musée Alsacien - Musée des Arts Décoratifs - Musée Historique	Ancienne Douane	2316	150 000 €	610 000 €
		Chantier des collections Lapidaires	- Musée Archéologique - Musée de l'œuvre Notre Dame - Musée Historique	Rue d'Alger		130 000 €	
		Chantier des collections Mobiliers	- Musée Alsacien - Musée des Arts Décoratifs - Musée Historique	Rue d'Alger		130 000 €	
	2nd. semestre	Chantier des collections Naturalia et collections d'histoire naturelle	- Musée Zoologique	Ancienne Douane		200 000 €	
2020	1er semestre	Collections du Musée Historique (Militaria, photographie, etc.)	- Musée Historique	Holler		50 000 €	210 000 €
		Chantier des collections peintures	- Musée Historique - Musée Alsacien - Musée d'Art Moderne et Contemporain	Ancienne Douane		50 000 €	
		Chantier des collections jouets	- Musée Tomi Ungerer	Ancienne Douane		50 000 €	
		Chantier des collections Céramiques	- Musée Alsacien - Musée des Arts Décoratifs	In situ (MAD)		60 000 €	
Total							**820 000 €**

68

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Enrichissement des collections des musées.

Pour poursuivre l'enrichissement des collections des musées, le Conseil est appelé à approuver l'acquisition de dessins pour le Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration et d'accepter le transfert de propriété par l'Etat pour le musée archéologique.

MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

Acquisition de 24 dessins de Borislav Sajtinac pour le Musée Tomi Ungerer-Centre international de l'Illustration

Borislav Sajtinac, né en 1943, a fait ses études à l'École des Arts décoratifs de Novi Sad, aux Beaux-Arts de Belgrade et de Paris. Il fut notamment collaborateur de *Hara-Kiri* puis dessinateur-chroniqueur hebdomadaire aux magazines allemands *Stern* et *Die Zeit*. Ce dessinateur d'origine serbe vit à Paris, il a publié de nombreux livres et se consacre aujourd'hui au film d'animation. En 2004, son œuvre a été couronnée par le Grand Prix de l'Humour Noir à Paris. Il est l'un des derniers grands dessinateurs d'humour, dont le style est caractéristique de l'Europe centrale.
Cet ensemble d'œuvres a été sélectionné dans la collection personnelle de l'artiste. Il se constitue de 24 dessins originaux, qui pour la plupart ont été publié dans la presse française (*Le Monde, L'Evénement du Jeudi*) et allemande (*Stern, Die Zeit*), dans les années 1980 et 1990. Les sujets, destinés à illustrer des articles de presse, sont diversifiés et concernent la politique, la religion, et la société en général.
Si des œuvres de Sajtinac sont conservées dans des musées européens (Deutsches Museum für Karikatur und Zeichenkunst Wilhelm Busch à Hanovre, Cartoon Museum à Bâle), ce n'est pas encore le cas dans un Musée de France. Ces œuvres intégreront la section de la collection consacrée à l'illustration satirique contemporaine du musée Tomi Ungerer.
Montant total de l'acquisition : 30 000 €.

MUSEE ARCHEOLOGIQUE

Transfert de propriété à titre gratuit de mobilier archéologique par l'État à la ville de Strasbourg pour le Musée archéologique

À l'issue des opérations d'archéologie préventive suivantes, menées sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg et sur divers sites du Bas-Rhin, et en application de l'article L.523-14 du Code du Patrimoine, la propriété des vestiges mobiliers de ces opérations a été partagée en parts égales entre l'État et le propriétaire du terrain.

Commune : STRASBOURG
Place du Château – Section 2, parcelle 65
(N° d'opération : OA 5892)
Type d'opération : fouilles préventives - Année : 2012
Responsable d'opération : Heidi Cicutta/ Inrap
Périodes concernées : Époque gallo-romaine, haut Moyen Âge et époque moderne

Commune : STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN
2, Route des Romains/ Rocade ouest : phase 1/ secteur 1 : travaux du tramway (CTS)
Section MH, parcelles 146, 147 (p), 148, 192 (p), 209 (p), 210 (p)
(N° d'opération : OA 016786)
Type d'opération : diagnostic d'archéologie préventive - Année : 2017
Responsable d'opération : Pascal Flotté/ Archéologie Alsace
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN
Rue de Koenigshoffen/ nœud routier A35/A351 : phase 1/ secteur 2 - travaux du tramway pour la desserte de Koenigshoffen (CTS)
Section 46, parcelles 108p, 154p, 159p, 161p, 162p, 169, 171p ; Section 47, parcelle 22 ; Section MH, parcelles 140p, 142p, 143, 144
(N° d'opération : OA 016788)
Type d'opération : diagnostic d'archéologie préventive Année : 2017
Responsable d'opération : Pascal Flotté/ Archéologie Alsace
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN
2, Route des Romains : rocade ouest / secteur 1 travaux du tramway pour la desserte de Koenigshoffen (CTS)
Section MH, parcelles 146, 147 (p), 148, 192 (p), 209 (p), 210 (p)
(N° d'opération : OA 016988)
Type d'opération : fouilles préventives - Année : 2018
Responsable d'opération : Pascal Flotté/ Archéologie Alsace
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : STRASBOURG
Cathédrale, chapelle Saint-Laurent
(N° d'opération : OA 6258)
Type d'opération : sondage lié à un projet d'étude scientifique - Année : 2014
Responsable d'opération : Gertrud Kuhnle/ Inrap
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : DONNENHEIM
Lieu-dit « Gaensabwand », lotissement « Les Oies » ; cadastre 2012, parcelle 4
(N° d'opération : OA 5860)
Type d'opération : diagnostic archéologique
Responsable d'opération : Yohann Thomas/ Inrap – Année : 2012
Périodes concernées : Néolithique

Commune : ECKBOLSHEIM
Parc d'activités du Zénith (parkings et espaces annexes)
(N° d'opération : OA 4700)
Type d'opération : diagnostic et fouilles préventives - Année : 2007
Responsable d'opération : G. Bataille/ Inrap
Périodes concernées : Protohistoire et époque gallo-romaine

Commune : ECKBOLSHEIM
Rue de Wolfisheim – RD 63 : recherche géothermique
(N° d'opération : OA 6162)
Type d'opération : diagnostic archéologique - Année : 2016
Responsable d'opération : S. Griselin/ Inrap
Périodes concernées : Indéterminée

Commune : NIEDERNAI
Lotissement « Les Acacias », Cadastre 2011, section 63, parcelles 497, 498, 353 et 354
(N° d'opération : OA 5990)
Type d'opération : fouille préventive
Responsable d'opération : Yohann Thomas/ Inrap – Année 2012
Périodes concernées : Protohistoire et époque gallo-romaine

Commune : WASSELONNE
RD 25/ Centre Leclerc
Cadastre 2012, sections et parcelles 58 (668.686), 67 (137 à 141, 167, 172, 174),
68 (2 à 6, 639, 331, 332)
(N° d'opération : OA 5813)
Type d'opération : diagnostic
Responsable d'opération : Pascal Rohmer/ Inrap – Année : 2012
Périodes concernées : Protohistoire

Conformément à l'article L. 523-14 du Code du Patrimoine, et dans un souci d'intégrité et de cohérence scientifique et patrimoniale de ces ensembles archéologiques, la ville de Strasbourg demande le transfert de propriété, à titre gratuit, du mobilier revenu à l'État à l'issue du partage. Le Musée Archéologique de la ville de Strasbourg, qui remplit toutes les garanties pour assurer une parfaite gestion et une bonne conservation de ce mobilier, telles que requises par l'arrêté du 25 août 2004, en assurera la gestion administrative et scientifique et en garantira la bonne conservation.
Ce mobilier sera porté à l'inventaire « Acquisitions » du Musée archéologique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour le MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

l'acquisition de 24 dessins de Borislav Sajtinac, pour un montant de 30 000 €,

accepte

pour le MUSEE ARCHEOLOGIQUE

les transferts de propriété à titre gratuit par l'État de la part de mobilier mis au jour sur les sites suivants pour affectation aux collections du Musée Archéologique de la Ville de Strasbourg :

Commune : STRASBOURG
Place du Château - Section 2, parcelle 65
(N° d'opération : OA 5892)
Type d'opération : fouilles préventives - Année : 2012
Responsable d'opération : Heidi Cicutta/ Inrap
Périodes concernées : Époque gallo-romaine, haut Moyen Âge et époque moderne

Commune : STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN
2, Route des Romains/ Rocade ouest : phase 1/ secteur 1 : travaux du tramway (CTS)
Section MH, parcelles 146, 147 (p), 148, 192 (p), 209 (p), 210 (p)
(N° d'opération : OA 016786)
Type d'opération : diagnostic d'archéologie préventive - Année : 2017
Responsable d'opération : Pascal Flotté/ Archéologie Alsace
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN
Rue de Koenigshoffen/ nœud routier A35/A351 : phase 1/ secteur 2 - travaux du tramway pour la desserte de Koenigshoffen (CTS)
Section 46, parcelles 108p, 154p, 159p, 161p, 162p, 169, 171p ; Section 47, parcelle 22 ; Section MH, parcelles 140p, 142p, 143, 144
(N° d'opération : OA 016788)
Type d'opération : diagnostic d'archéologie préventive Année : 2017
Responsable d'opération : Pascal Flotté/ Archéologie Alsace
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN

2, Route des Romains : rocade ouest / secteur 1 travaux du tramway pour la desserte de Koenigshoffen (CTS)
Section MH, parcelles 146, 147 (p), 148, 192 (p), 209 (p), 210 (p)
(N° d'opération : OA 016988)
Type d'opération : fouilles préventives - Année : 2018
Responsable d'opération : Pascal Flotté/ Archéologie Alsace
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : STRASBOURG
Cathédrale, chapelle Saint-Laurent
(N° d'opération : OA 6258)
Type d'opération : sondage lié à un projet d'étude scientifique - Année : 2014
Responsable d'opération : Gertrud Kuhnle/ Inrap
Périodes concernées : Époque gallo-romaine

Commune : DONNENHEIM
Lieu-dit « Gaensabwand », lotissement « Les Oies » ; cadastre 2012, parcelle 4
(N° d'opération : OA 5860)
Type d'opération : diagnostic archéologique
Responsable d'opération : Yohann Thomas/ Inrap – Année : 2012
Périodes concernées : Néolithique

Commune : ECKBOLSHEIM
Parc d'activités du Zénith (parkings et espaces annexes)
(N° d'opération : OA 4700)
Type d'opération : diagnostic et fouilles préventives - Année : 2007
Responsable d'opération : G. Bataille/ Inrap
Périodes concernées : Protohistoire et époque gallo-romaine

Commune : ECKBOLSHEIM
Rue de Wolfisheim – RD 63 : recherche géothermique
(N° d'opération : OA 6162)
Type d'opération : diagnostic archéologique - Année : 2016
Responsable d'opération : S. Griselin/ Inrap
Périodes concernées : Indéterminée

Commune : NIEDERNAI
Lotissement « Les Acacias », Cadastre 2011, section 63, parcelles 497, 498, 353 et 354
(N° d'opération : OA 5990)
Type d'opération : fouille préventive
Responsable d'opération : Yohann Thomas/ Inrap – Année 2012
Périodes concernées : Protohistoire et époque gallo-romaine

Commune : WASSELONNE
RD 25/ Centre Leclerc
Cadastre 2012, sections et parcelles 58 (668.686), 67 (137 à 141, 167, 172, 174), 68 (2 à 6, 639, 331, 332)
(N° d'opération : OA 5813)

Type d'opération : diagnostic
Responsable d'opération : Pascal Rohmer/ Inrap – Année : 2012
Périodes concernées : Protohistoire

décide

l'imputation de la dépense pour l'acquisition de 24 dessins de Borislav Sajtinac d'un montant total de 30 000 € sur les crédits disponibles sous AU12 programme 82 / nature 2161 « acquisitions et restaurations des collections pour les musées » du budget primitif 2019 ?

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et à signer tous documents y relatifs.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

69

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame - Conventions de partenariat.

La Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame a constitué, dès son origine, un patrimoine important issu de dons, legs et acquisitions, destinés à financer d'abord les travaux de construction puis l'entretien de la Cathédrale de Strasbourg. Aujourd'hui encore, elle possède un patrimoine foncier de plus de mille hectares ainsi que vingt immeubles de rapport sur le territoire de la ville de Strasbourg et sa périphérie. Le patrimoine immobilier bâti comprend en particulier l'emblématique immeuble dit "maison Kammerzell". La construction de cette maison, place de la cathédrale, dont les colombages comptent parmi les plus richement décorés de la ville, remonte à l'année 1427. Elle a été acquise par la Fondation en 1879, est inscrite à l'inventaire des monuments historiques depuis 1929 est incluse dans le patrimoine mondial dans le cadre du centre historique de Strasbourg récemment étendu à la Neustadt. Cet immeuble héberge une activité de restauration.

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame souhaite davantage valoriser son patrimoine et développer des actions en direction de la population, des mécènes particuliers, professionnels ou institutionnels dans l'optique d'une plus grande visibilité et du développement de ses ressources propres entièrement affectées à l'entretien permanent de la cathédrale de Strasbourg. Elle s'est donc rapprochée de la Maison Kammerzell en vue de l'organisation d'un diner à son bénéfice. Concrètement il s'agit d'organiser un diner associé à une opération d'appel aux dons. Le restaurateur propose un menu spécialement conçu pour l'occasion, assure l'accueil des clients au sein de son établissement et offre à la Fondation la possibilité de valoriser son action lors de l'évènement. La Fondation assure la gestion des inscriptions et des fonds qui constituent pour une part des dons en sa faveur et pour l'autre part sont destinés à indemniser le restaurateur. Elle permet également au restaurant d'associer son image à une institution prestigieuse qui œuvre à la préservation du monument symbole de Strasbourg. Les deux partenaires œuvrent conjointement à la communication et à la promotion autour de l'opération.

Par ailleurs, et toujours dans le cadre de la diversification de ses ressources, la Fondation propose des partenariats commerciaux avec des acteurs économiques du territoire. Ainsi, elle s'est rapprochée de la pâtisserie strasbourgeoise Kautzmann dans le cadre d'un projet d'élaboration d'une ligne de chocolats inspirée de la cathédrale et de l'Œuvre Notre-Dame. Les frais liés à la conception et à l'élaboration et de commercialisation des produits, des emballages, de la commercialisation et de la diffusion sont intégralement portés par la

pâtisserie Kautzmann. Une partie (10 %) des recettes issues des ventes sont reversées à la Fondation en contrepartie de l'autorisation à utiliser sa marque et son logo. La marque "Fondation de l'Œuvre Notre-Dame" et les logos font l'objet d'un enregistrement à l'institut national de la propriété industrielle respectivement sous les numéros 17 4 350 365 et 17 4 350 366.

Les modalités de mise en œuvre de ces deux partenariats sont indiquées dans les conventions jointes à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention arrêtant les modalités de partenariat entre la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et SORERES SAS Maison Kammerzell relative à l'organisation d'un diner au bénéfice des actions de préservation de la cathédrale de Strasbourg menées par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame ;*

- *la convention arrêtant les modalités de partenariat entre la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et Pâtisserie Kautzmann SAS relative à l'élaboration de chocolats dont une partie des bénéfices de la vente reviendra à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame ;*

décide

- *l'imputation des dépenses sur le budget de fonctionnement de l'Œuvre Notre-Dame dans la limite d'un montant maximum par opération de 30 000 € sur la ligne budgétaire HP05A – 311 – 6228 ;*

- *l'affectation des recettes sur le budget de fonctionnement de l'Œuvre Notre-Dame sur la ligne budgétaire HP05A – 311 – 7788 ;*

autorise

le Maire, agissant en qualité d'Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, à signer, d'une part la convention de partenariat entre la Fondation de I'Œuvre Notre-Dame et SORERES SAS Maison Kammerzell et, d'autre part la convention entre la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et Pâtisserie Kautzmann SAS.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

CONVENTION DE PARTENARIAT
RELATIVE A L'ORGANISATION D'UN DINER AU BENEFICE DES ACTIONS DE PRESERVATION DE LA CATHEDRALE DE STRASBOURG PAR L'ŒUVRE NOTRE-DAME

Entre **La FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME,** sise au 3, Place du Château à Strasbourg (67000) représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de la Ville de Strasbourg agissant en qualité d'Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, lui-même autorisé à signer la présente convention, en application de la délibération du conseil municipal du 23 mars 2015

Et

SORERES SAS MAISON KAMMERZELL, sise 16 place de la cathédrale à Strasbourg (67000), représentée par Monsieur Jean-Noël DRON, son Président.

Il a été convenu ce qui suit :

I - Préambule

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame gère un patrimoine immobilier riche de vingt immeubles et de mille hectares de terres accumulés depuis sa création au moyen âge. Un élément emblématique de ce patrimoine est la maison Kammerzell. La construction de cette maison, place de la cathédrale, dont les colombages comptent parmi les plus richement décorés de la ville, remonte à l'année 1427. Elle a été acquise par la Fondation en 1879, est inscrite à l'inventaire des monuments historiques depuis 1929 et classée au patrimoine mondial dans le cadre du centre historique de Strasbourg récemment étendu à la Neustadt.

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame souhaite davantage valoriser son patrimoine et développer des actions en direction de la population, des mécènes particuliers, professionnels ou institutionnels dans l'optique d'une plus grande visibilité et du développement de ses ressources propres entièrement affectées à l'entretien permanent de la cathédrale de Strasbourg. Elle s'est donc rapprochée de SORERES SAS Maison Kammerzell qui exploite le restaurant installé dans la maison Kammerzell.

Compte-tenu de cette proximité et des intérêts communs entre la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et SORERES SAS Maison Kammerzell, il a été convenu ce qui suit :

Les deux entités décident d'œuvrer en commun pour promouvoir ensemble la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et son rôle dans l'entretien et la préservation de la Cathédrale de Strasbourg à partir de l'offre de restauration proposée par la Maison Kammerzell.

Grâce à un tel partenariat, l'Œuvre Notre-Dame souhaite gagner en lisibilité et notoriété et notamment mettre en avant sa mission et sa présence permanente au chevet de la Cathédrale de Strasbourg et valoriser davantage son patrimoine.

SORERES SAS Maison Kammerzell souhaite, en termes d'image être associée à une opération valorisante et promouvoir son établissement et son activité.

II - Moyens mis en œuvre

Pour atteindre ces objectifs, les partenaires prennent les dispositions suivantes dans le cadre d'un diner destiné à recueillir des fonds pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.
SORERES SAS Maison Kammerzell élabore un menu, au format 1 entrée/ 2 plats/ 1 dessert, spécialement conçu pour l'occasion. Le menu sera approuvé par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame dans le cadre d'une dégustation. L'offre proposée à l'occasion de cet évènement dont la date est arrêtée provisoirement au 15 novembre 2018 s'articule autour de trois options :

Option 1 : Menu à 150 €
- 75 € repas + boissons
- 75 € de dons à la FOND

Option 2 : Menu à 200 €
- 105 € apéritif + repas + boissons
- 95 € de dons à la FOND

Option 3 : Menu à 350 €
- 120 € apéritif + repas + boissons
- 230 € de dons à la FOND
- Cette option prévoit une visite de la maison Kammerzell et des parties habituellement inaccessibles de la cathédrale (différée dans le temps et à organiser en fonction du nombre de participants)

La capacité d'accueil offerte par la maison Kammerzell est de 220 places.

Chacun des deux partenaires s'engage à faire la promotion de l'opération.
Chacun des deux partenaires autorise l'autre à utiliser son image dans le cadre de la promotion nécessaire à la réussite de l'opération visée ci-dessus.

Les aspects logistiques et flux financiers seront réglés de la manière suivante :
- La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame prend en charge les inscriptions, gère les listes et encaisse les fonds.
- La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame tient à jour un tableau des inscriptions et reverse à SORERES SAS Maison Kammerzell les montants correspondants à l'indemnité pour les repas et boissons.
- La Fondation fait son affaire de l'élaboration des attestations et documents administratifs liés aux dons qui lui sont faits dans le cadre de l'opération (attestations permettant des déductions fiscales)

En cas de succès et de satisfaction des partenaires de cette opération, ces derniers s'engagent à étudier les modalités d'une nouvelle opération similaire dans les conditions suivantes :
- La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est libre de fixer le niveau des dons et des contreparties correspondantes.
- SORERES SAS Maison Kammerzell s'engage à proposer des menus de qualité correspondant à son standard habituel et au niveau de prix pratiqués sur sa carte.

III Durée de la convention et résiliation :

La présente convention est fixée pour une durée d'une année à compter de la date de sa signature. Au bout de la première année, elle pourra être reconduite pour une nouvelle année en cas de satisfaction des partenaires. Au-delà, elle sera reconduite tacitement, par périodes annuelles, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.
Il pourra être mis fin à la convention par lettre recommandée avec AR envoyée 3 mois avant l'échéance de la période en cours.

IV Litiges
Tous les litiges auxquels pourrait donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention seront de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le …….. 2018,
En trois exemplaires,

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame Le Maire, Administrateur de l'Œuvre Notre-Dame, Roland RIES	Pour SORERES SAS Maison Kammerzell Le Président, Jean-Noël DRON

CONVENTION DE PARTENARIAT
RELATIVE A L'ELABORATION DE CHOCOLATS DEDIES A LA CATHEDRALE

Entre

La FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME, sise au 3, Place du Château à Strasbourg (67000) représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de la Ville de Strasbourg agisant en qualité d'Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, lui-même autorisé à signer la présente convention, en application de la délibération du conseil municipal de Strasbourg du 23 mars 2015.

Et

LA PATISSERIE KAUTZMANN SAS, sis à 2 rue du noyer 67000 Strasbourg, représentée par Monsieur Julien Kautzmann, son président.

Il a été convenu ce qui suit :

I - Préambule

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, institution créée il y huit siècles pour financer et assurer la conduite des chantiers de la construction de la cathédrale gothique de Strasbourg, poursuit depuis là son action ininterrompue de veille permanente, de conservation et de restauration de l'édifice emblématique de Strasbourg. Cette permanence a été possible grâce au soutien sans faille de la population, des acteurs économiques et institutionnels et qui ont donné ou légué des biens ou des dons en liquidités que la Fondation a pu accumuler et exploiter au fil des siècles et lui a permis d'assurer sa pérennité.
La Fondation diversifie ses actions en les inscrivant dans la modernité par le recours à des modes de financement nouveaux tels que les opérations de mécénat populaire ou des partenariats commerciaux avec les acteurs du territoire.

La pâtisserie Kautzmann s'est rapprochée de la Fondation pour développer une action commerciale autour de leurs intérêts communs et il a été convenu ce qui suit :

- Les deux entités décident d'œuvrer en commun pour promouvoir ensemble l'Œuvre Notre-Dame et son rôle dans la conservation et la restauration de la Cathédrale de Strasbourg à partir des produits issus de sa propre fabrication et réalisés à l'effigie de la cathédrale et de la Fondation.

  En cela, ce partenariat perpétue la tradition datant du Moyen-Age où les acteurs économiques de la Ville de Strasbourg et de sa région contribuaient au financement de la construction de la cathédrale au travers de leurs contributions.

  Grâce à un tel partenariat, l'Œuvre Notre-Dame souhaite gagner en lisibilité et notoriété et notamment mettre en avant sa mission de conservation et de restauration permanente de la Cathédrale de Strasbourg et valoriser davantage son image.

La pâtisserie Kautzmann, souhaite en termes d'image être associée à une opération valorisante et promouvoir un produit unique à forte valeur patrimoniale qui sera proposé sur le marché strasbourgeois.

II - Moyens mis en œuvre

Pour atteindre ces objectifs, les partenaires prennent les dispositions suivantes :

II.1 Pour la pâtisserie Kautzmann :

Il élabore sous sa propre responsabilité une gamme de chocolats. Les produits qui seront proposés seront issus de la production des ateliers de la pâtisserie Kautzmann et feront l'objet d'une approbation par la Fondation de l'œuvre Notre-Dame tant sur les partie qualitative du produit que sur le packaging et l'emballage qui sera représentatif de la Cathédrale de Strasbourg et de la Fondation.

Sur chaque produit figurera un petit texte explicatif du partenariat et indiquera les coordonnées de la Fondation avec une mention sur la possibilité de verser des dons ou tous autres termes promotionnels.

La pâtisserie Kautzmann reversera une contribution de 10% du prix de vente de chaque produit vendu, quel que soit le lieu et le circuit de distribution. A cet effet, elle mettra à disposition de l'Œuvre Notre-Dame les statistiques de vente de ce produit.

La pâtisserie Kautzmann prend à sa charge l'intégralité des frais liés à la conception et à l'élaboration du produit, de l'étiquette et de l'emballage, elle en assure la commercialisation, les responsabilités et les risques économiques liés à cette opération.

La pâtisserie Kautzmann consent à la Fondation une remise de 20% sur le prix de vente normal en boutique en vue de ses besoins propres tels que des cadeaux d'affaire ou pour la revente.

II.2 Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame :

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame autorise la pâtisserie Kautzmann à utiliser sa marque et son logo sur les seuls produits qui font l'objet de la présente convention (chocolat). Elle veillera à la bonne utilisation des logos, de sa marque et de son image. La marque « Fondation de l'œuvre Notre-Dame » et les logos font l'objet d'un enregistrement à l'institut national de la propriété industrielle respectivement sous les numéros 17 4 350 365 et 17 4 350 366.

Toute transformation, modification de la marque et des logos ou leur usage dans un cadre autre que celui de la présente convention est interdit sauf si la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame y consent expressément.

La Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame s'engage à promouvoir les chocolats dans ses actions de communication, en les proposant dans les réceptions qu'elle organise et en en faisant un cadeau d'affaire.

L'Œuvre Notre-Dame assure à la pâtisserie Kautzmann l'exclusivité de l'utilisation de son image pour cette production de chocolats.

En cas de succès et de satisfaction des partenaires de l'opération « tablette de la cathédrale », ces derniers s'engagent à étudier les conditions de nouvelles opérations au-delà des produits en chocolat dans les mêmes conditions autour d'une gamme de biscuits (par exemple) ou autres produits en lien avec l'Œuvre Notre-Dame et/ou la cathédrale.

III Durée de la convention et résiliation :

La présente convention est fixée pour une durée d'une année à compter de la date de sa signature. Au bout de la première année, Elle pourra être reconduite pour une nouvelle année en cas de satisfaction des partenaires. Au-delà, elle sera reconduite tacitement, par périodes annuelles, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.
Il pourra être mis fin à la convention par lettre recommandée avec AR envoyée 3 mois avant l'échéance de la période en cours.

IV Litiges

Tous les litiges auxquels pourrait donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention seront de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le ……. 2018,
En trois exemplaires,

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame Le Maire, Administrateur de l'Œuvre Notre-Dame, Roland RIES	Pour Pâtisserie Kautzmann SAS Le Président, Julien Kautzmann

70

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Relations entre la Ville et le Racing club de Strasbourg Alsace - saison 2018 - 2019.

La ville de Strasbourg, dans le cadre de sa politique de soutien et de promotion du sport de haut niveau, constitue un partenaire privilégié de la SAS RCSA. Compte tenu de l'évolution du Racing en championnat professionnel de Ligue 1, au titre de la saison sportive 2018-2019, la ville de Strasbourg souhaite renouveler son engagement pour la saison sportive prochaine.

Il vous est ainsi proposé de conclure entre la Ville et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, au titre de la saison sportive 2018-2019 :

1. **une convention financière**, d'un montant de subvention de 485 000 €, dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général, d'actions éducatives, d'intégration et de cohésion sociale. Ces missions portent pour l'essentiel sur des actions à destination des publics suivants :
   - grand public : moments d'échanges et de rencontres, ainsi que des animations ou séances de dédicaces, de l'équipe professionnelle et du staff technique (Foire européenne) ;
   - jeunes des quartiers strasbourgeois (Challenge des clubs de la ville de Strasbourg, été foot des quartiers) ;
   - associations et étudiants : accueil de 200 jeunes de la Maison des adolescents à un match, jeunes licenciés des clubs de football strasbourgeois, visites du stade de la Meinau avec des groupes de jeunes, accueil de 1 000 étudiants lors d'un match dans le cadre de « Strasbourg aime ses étudiants » ;
   - personnes en situation de handicap ou de maladie : intervention en milieu hospitalier (service pédiatrique) ;
   - supporters : organisation de diverses actions de promotion du fair-play.

2. **la passation d'un marché public** entre la Ville et la SAS RCSA pour permettre d'associer l'image de la collectivité à la notoriété du club, pour un montant total estimé à 315 000 € TTC, dans le cadre de l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la Ville sur différents supports.

Ces prestations spécifiques de communication et de billetterie ne relèvent pas, en vertu de l'article 28 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, des services soumis à une procédure de passation formalisée. Dès lors, les prestations projetées sont soumises pour leur dévolution à une procédure adaptée définie à l'article 27 du même décret.

Ce marché sera soumis pour attribution à la commission d'appel d'offres.

Les deux propositions de contrats s'inscrivent dans le cadre des dispositions du code du sport ; les documents administratifs et financiers ci-dessous listés sont consultables au service Vie sportive ou au secrétariat des Assemblées.

A noter par ailleurs que la convention de mise à disposition du centre de formation en faveur de l'association Racing Club de Strasbourg Alsace sera reconduite pour la saison 2018-2019.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière,
vu les documents administratifs et financiers que sont
les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos,
le budget prévisionnel de l'année sportive 2018-2019,
le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par
les collectivités territoriales l'année sportive précédente,
le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées
consultables au service Vie sportive ou au secrétariat des Assemblées.
après en avoir délibéré,
approuve

la conclusion entre la Ville et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, au titre de la saison sportive 2018-2019

1. *d'une part, d'une convention financière, d'un montant de 485 000 €, jointe en annexe, dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général, d'actions éducatives, d'intégration et de cohésion sociale. Ces actions sont prioritairement destinées aux publics jeunes, en situation de handicap, aux clubs du territoire etc ...*

2. *d'autre part, la passation d'un marché public, d'un montant estimé de 315 000 € TTC dans le cadre de l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la Ville sur divers supports de communication.*

la conclusion entre la Ville et l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace, pour une durée d'un an, d'une convention pour la mise à disposition du centre de formation.

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

1. *40\6574\8063\SJ03C : pour le versement de la subvention d'un montant de 485 000 €, imputée sur le budget primitif 2019 ;*

2. *40\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 30 % du marché public d'un montant total estimé à 315 000 € TTC, soit une somme estimée à 94 500 € TTC sur le budget de 2018. Le solde quant à lui sera versé en 2019 ;*

autorise

le Maire ou son représentant, à signer et à exécuter la convention financière, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

CONVENTION FINANCIERE

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG
représentée par M. Roland RIES, le Maire

ET

LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
(dénommée la SAS RCSA ci-après)
dont le siège est sis au stade de la Meinau
12, rue de l'Extenwoerth - 67100 STRASBOURG

représentée par M. Marc KELLER, le Président

Vu la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2018

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg, s'engage à soutenir financièrement les missions d'intérêt général développées par la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace.

A cet effet, la Ville et la SAS RCSA concluent une convention financière pour la mise en place de diverses activités d'intérêt général, conformément aux dispositions en vigueur dans le code du sport.

Article 1. Objet

La SAS RCSA s'engage à travers le football de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant :

- la participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- la mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les installations sportives lors de manifestations sportives.

Article 2. Durée et renouvellement

La présente convention est établie au titre de la saison sportive 2018-2019. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément selon une forme écrite.

Article 3. Engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser à la SAS RCSA une subvention d'un montant total de 485 000 € TTC (quatre cent quatre-vingt-cinq mille euros toutes taxes comprises), pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2018-2019.

Article 4. Obligations de la SAS RCSA

Au titre de l'aide financière allouée, la SAS RCSA s'oblige à effectuer les actions suivantes :

I) MISSIONS D'INTERET GENERAL

I) Rencontre avec les joueurs de l'équipe « 1 » :

Organisation d'une séance de dédicaces et d'échange avec tout public, avec l'ensemble de l'effectif de l'équipe, le staff technique et le Directoire, pendant la Foire Européenne le mercredi 12 septembre 2018.

La valorisation de cette mission s'élève à .....35 280 €
Montant alloué : ..... 29 400 € TTC

II) Invitation des clubs de football strasbourgeois :

La SAS RCSA accueillera 200 jeunes issus des clubs de football strasbourgeois et leurs encadrants lors des 19 rencontres disputées à domicile dans le cadre du Championnat de France de Ligue 1.

La valorisation de cette mission s'élève à ....102 600 € TTC
Montant alloué : …….....85 500 TTC

III) Accueil des titulaires de la carte du bénévole :

La SAS RCSA accueillera lors de chaque rencontre disputée à domicile, dans le cadre du Championnat de France de L1, 30 titulaires de la carte du bénévole sportif strasbourgeois et en fera une communication sur les différents supports du club.

La valorisation de cette mission s'élève à 15 300 € TTC
Montant alloué : ....11 800 € TTC

IV) Organisation du Challenge des clubs de la Ville de Strasbourg :

Un tournoi avec les clubs de football strasbourgeois sera organisé par la SAS RCSA au centre sportif Sud. Cette opération rassemblera 32 équipes composées de l'ensemble des clubs strasbourgeois. Chaque équipe représentera un pays présent lors de la dernière coupe du monde. Près de 300 jeunes footballeurs participeront à cette opération.

La valorisation de cette mission s'élève à 81 900 € TTC
Montant alloué : ..... 68 800 € TTC

V) Parrainage de clubs strasbourgeois :

La SAS RCSA s'engage à organiser une opération de parrainage avec vingt et un clubs de football de quartiers de la Ville. Les Clubs retenus pourront solliciter, à raison d'une rencontre, la présence du parrain désigné (entraînement, tournoi, fête ou autre). Les dates seront définies entre le Club et le RCSA.

La valorisation de cette mission s'élève à 63 000 € TTC
Montant alloué : ……..... 54 000 € TTC

VI) Action avec la Maison des adolescents

La SAS RCSA organisera une rencontre durant la saison 2018/2019 dénommée « Match des adolescents » avec 200 jeunes de la Maison des adolescents ainsi que leurs encadrants, et en fera une communication sur les différents supports du club.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 23 200 € TTC
Montant affecté : ..... 19 000 € TTC

VII) Opération « Eté foot »

La SAS RCSA organise en partenariat avec la Ville un tournoi dénommé « Eté foot » regroupant 32 équipes de jeunes footballeurs, garçons ou filles, licenciés ou non et d'un âge maximum de 13 ans.
4 journées de qualifications sont organisées en lien avec les clubs de football strasbourgeois. 16 équipes (4 par journée) sont qualifiées pour la journée de phase finale au centre sportif Sud où 2 équipes seront qualifiées pour la finale disputée en lever de rideau d'un match du Championnat de France de L1 du RCSA

La valorisation de cette mission s'élève à 60 000 € TTC
Montant alloué : ...……..... 50 000 € TTC

VIII) Opération « Strasbourg aime ses étudiants »

Le RCSA accueillera 1 000 étudiants à une rencontre de ligue 1 dans le cadre du lancement de la nouvelle saison universitaire. Une animation spécifique sera mise en place par le club ainsi qu'une communication sur les panneaux LED, les écrans géants et les autres supports de communication du club.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 63 000 € TTC
Montant affecté : ..... 53 500 € TTC

IX) Visite du stade de la Meinau

Le RCSA organisera trois visites du stade de la Meinau, équipement emblématique du territoire, avec des groupes de jeunes (maximum 20 personnes / groupe) avec une remise d'écharpe à chaque participant.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 18 000 € TTC
Montant affecté : ..... 15 000 € TTC

X) Intervention en milieu hospitalier

Courant du mois de décembre, le RCSA organisera une animation avec leurs joueurs en milieu hospitalier, dans le service pédiatrique. Chaque enfant recevra également un cadeau estampillé aux couleurs du club.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 33 600 € TTC
Montant affecté : ..... 28 000 € TTC

XI) Valorisation des athlètes de haut niveau de Strasbourg

Deux coups d'envoi de matchs seront effectués par un un-e sportif-ve de haut niveau Strasbourgeois afin de valoriser le parcours de ces athlètes.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 36 000 € TTC
Montant affecté : ..... 30 000 € TTC

II) ACTION DE PROMOTION DU FAIR PLAY

Le RCSA s'engage à effectuer une action de promotion du fair-play dans le cadre d'une sensibilisation du public du stade de la Meinau à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme, ainsi qu'au respect des arbitres.

A cet effet, le dispositif suivant sera mis en place lors de trois rencontres disputées à domicile dans le cadre du Championnat de France professionnel de Ligue 1 :

- Un jeune du centre de formation portant un tee-shirt avec l'inscription spécifique « Strasbourg Capitale du fair-play » lira sur la pelouse la charte de bonne conduite avant le début des trois rencontres.
- Cette charte sera insérée dans le programme des trois matchs et une communication sur les panneaux LED sera effectuée

La valorisation de cette mission s'élève à 48 000 € TTC
Montant alloué : ..... 40 000 € TTC

Article 5. Conditions et modalités financières

L'aide financière de la Ville, d'un montant total de **485 000 € TTC** afférente à la réalisation de l'ensemble des actions ci-dessus, sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 90 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2019 et signature par les deux parties de la présente convention ;
- 10 % dès que le service Vie sportive sera en possession des documents administratifs et financiers exigés à l'article 6.

Article 6. Engagements de la SAS RCSA

La SAS RCSA s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la Ville de Strasbourg, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de la SAS RCSA.

- à fournir, à l'appui de leurs demandes de subventions :
  - le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
  - les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
  - un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions sollicitées ;
  - un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, la SAS RCSA fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra ses statuts actualisés.

Article 7. Montants des sommes à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en exécution des missions d'intérêt général (montants prévisionnels) :

Le budget prévisionnel pour la réalisation des missions s'élève à la somme de **579 880 €**. Le montant affecté pour la réalisation de l'ensemble des missions s'élève à la somme de **485 000 €**.

La SAS RCSA s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales.

Montant des subventions prévisionnelles à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en faveur de la SAS RCSA

- subvention de la Région ..... montant : ..... €
- subvention du CD 67 ..... montant : .....200 000 €
- subvention de la Ville de Strasbourg ..... montant : ..... 485 000 €
- subvention de l'Eurométropole. ..... montant : ..... €

TOTAL : ..... 685 000 €

Montant des subventions prévisionnelles à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en faveur de l'Association RCSA

- subvention de la Région ..... montant : .....200 345,21 €
- subvention du CD 67 ..... montant : ..... €
- subvention de la Ville de Strasbourg ..... montant : ..... €
- subvention de l'Eurométropole. ..... montant : .....628 000 €

TOTAL : ..... 828 345,21 €

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de l'Association RCSA ou de la société qu'elle constitue s'élève à la somme de : 1 513 345,21 € (plafond maximum cf décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€)

Montant des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS RCSA :

- partenariat avec la Région ..... montant : .....100 000 €
- partenariat avec le CG 67 ..... montant : .....100 000 €
- partenariat avec la Ville de Strasbourg ..... montant : .....315 000 €
- partenariat avec l'Eurométropole. ..... montant : .....372 000 €

TOTAL : ..... 887 000 € TTC

Montant des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services avec l'Association RCSA :

- partenariat avec la Région ..... montant : ..... 0 €
- partenariat avec le CG 67 ..... montant : ..... 0 €
- partenariat avec la Ville de Strasbourg ..... montant : ..... 0 €
- partenariat avec l'Eurométropole ..... montant : ..... 0 €

TOTAL : ..... 0 € TTC

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec l'association ou la société qu'elle constitue, s'élève à la somme de : 887 000 € (plafond maximum cf décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 8. Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non-respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9. Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :
- l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 10. Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal compétent du ressort territorial de Strasbourg.

Article 11. Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

Article 12. Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

Fait en double exemplaire
à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg le Maire	Pour la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace le Président
M. Roland RIES	M. Marc KELLER

Ville Eurométropole STRASBOURG
27 JUIL. 2018
D. SPORTS
RECOMMANDE

entré le :
- 2 AOUT 2018
Direction des sports

Monsieur Roland RIES
Maire de la Ville de Strasbourg
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CDX

Strasbourg, le 24 juillet 2018

Monsieur le Maire, Cher Roland,

Nous tenons tout d'abord à vous exprimer une nouvelle fois tous nos remerciements pour le soutien fidèle et précieux que la Ville de Strasbourg apporte au Racing Club de Strasbourg Alsace.

Pour cette nouvelle saison sportive 2018-2019 que nous passerons de nouveau en Ligue 1 Conforama, nous vous sollicitons pour l'attribution à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace **d'une aide financière globale d'un montant de 800.000 € ttc** se décomposant de la manière suivante :

- **485.000 €** au titre des diverses actions sociales menées
- **315.000 €** au titre de l'achat de prestations de services

Comme demandé, nous vous transmettons les documents suivants :

- Le budget prévisionnel 2018-2019 de la SAS RCSA
- Les bilans et comptes de résultats des exercices clos au 30.06.2016 et au 30.06.2017 de la SAS RCSA (nous n'avons pas encore procédé, à ce jour, à l'arrêté des comptes au 30.06.2018)
- Les rapports d'activités des actions sociales menées au cours de la saison 2017-2018
- Un document prévisionnel indiquant l'utilisation des subventions de la Ville de Strasbourg au cours de la saison 2018-2019 pour les diverses actions sociales.

Champion de France: 1979

Vainqueur de la Coupe de France: 1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France: 1937 - 1947 - 1995

Vainqueur de la Coupe de la Ligue: 1964 - 1997 - 2005

Quart de finale de la C1: 1960

Coupe Gambardella: 1965 - 2006

Nous restons à votre disposition pour toute précision utile et vous adressons, Monsieur le Maire, Cher Roland, nos plus vifs remerciements et nos salutations les plus cordiales.

Amitiés
M. Keller

18-A03892
27/07/2018

Marc KELLER
Président SAS Racing Club de Strasbourg Alsace,

S.A.S. RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
Stade de la Meinau – 12 rue de l'Extenwoerth – 67100 Strasbourg
Tel. +33(0)3 88 44 55 00 / www.rcstrasbourgalsace.fr

Budget Ligue 1 Prévisionnel 2018/2019 Ligue 1

RECETTES	SAS
Recettes Matchs	**5 993 413**
Recettes Championnat	2 410 475
Recettes Coupes (coupe de France+Coupe de la ligue)	0
Abonnements grand public	3 582 938
Recettes Sponsors Publicité	**9 506 594**
Sponsoring	9 506 594
CA Equipementier	633 333
Subventions des collectivités	**1 434 625**
Ville	754 138
Eurométropole	311 205
Conseil Régional	85 150
Conseil Régional - Etude faisabilité	
Conseil Départemental	284 132
Subventions Fédération	**0**
LAFA	0
FFF	0
Droit TV	**19 462 175**
Indémnités Coupes	**368 000**
Autres produits	**310 000**
Transferts de charges	**70 000**
Autres	10 000
Aides à l'embauche - CUI	
Refacturations personnel	60 000
mutation temporaire	**0**
Total Recettes	**37 778 140**

DEPENSES	SAS
Achats de marchandises	**646 833**
Services extérieurs	**1 694 587**
Frais de Déplacements	**1 320 473**
Frais d'organisation Matchs	**2 934 575**
Autres Services Extérieurs	**3 256 429**
Impôts et Taxes	**717 911**
Rémunération du Personnel	**14 331 016**
Charges sociales	**6 980 855**
Amortissements joueurs	3 324 469
DAP	627 583
Total Dépenses	**35 834 732**

Résultat d'exploitation	**1 943 408**
Résultat financier	**-3 484**
Résultat exceptionnel	**43 500**
Subvention équilibre sas/asso	**-1 188 090**
IS	**-265 111**
Participation des salariés	
Résultat net	**530 223**

SAS Racing Club de Strasbourg Alsace

12 rue de l'Extenwoerth
67100 Strasbourg

COMPTES ANNUELS

du 01/07/2016 au 30/06/2017

Bilan et Résultat

RCSA SAS

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017

BILAN ACTIF

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois)				Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	4 809	3 311	1 498	0,02	1 951	0,04
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	412 500	98 821	313 679	3,41		
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	218 687	37 898	180 789	1,96	43 742	0,96
Autres immobilisations corporelles	695 548	145 442	550 106	5,98	193 323	4,24
Immobilisations en cours	16 676		16 676	0,18	41 853	0,92
Avances & acomptes					50 868	1,12
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières					1 800	0,04
TOTAL (I)	***1 348 221***	***285 472***	***1 062 749***	11,54	***333 536***	7,31
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises	45 169		45 169	0,49	2 826	0,06
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	2 385 939	164 758	2 221 174	24,13	1 904 982	41,77
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	13 654		13 654	0,15	16 374	0,36
. Personnel	22 959		22 959	0,25	4 237	0,09
. Organismes sociaux	20 084		20 084	0,22	2 279	0,05
. Etat, impôts sur les bénéfices					5 189	0,11
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	273 235		273 235	2,97	91 803	2,01
. Autres	1 146 729		1 146 729	12,46	934 526	20,49
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	4 278 988		4 278 988	46,49	1 204 053	26,40
Charges constatées d'avance	121 237		121 237	1,32	60 936	1,34
TOTAL (II)	***8 307 988***	***164 758***	***8 143 230***	88,46	***4 227 206***	92,69
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	***9 656 209***	***450 230***	***9 205 979***	100,00	***4 560 742***	100,00

RCSA SAS

BILAN PASSIF

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017 — Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 1 000 500)	1 000 500	10,87	1 000 500	21,84
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	365 330	3,97	365 330	8,01
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	12 516	0,14	1 867	0,04
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	230 000	2,50	30 000	0,66
Report à nouveau	2 339	0,03	-55 684	-1,21
Résultat de l'exercice	***980 814***	10,65	***268 673***	5,89
Subventions d'investissement	104 850	1,14		
Provisions réglementées				
TOTAL(I)	***2 696 349***	29,29	***1 610 685***	35,32
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	236 301	2,57	425 496	9,33
TOTAL (III)	***236 301***	2,57	***425 496***	9,33
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	551 962	6,00	162 058	3,55
. Découverts, concours bancaires	2 773	0,03	2 538	0,06
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	3 546	0,04	34	0,00
. Associés			340 258	7,46
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	23 004	0,25		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 975 719	21,46	671 201	14,72
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	180 625	1,96	71 183	1,56
. Organismes sociaux	656 402	7,13	323 322	7,09
. Etat, impôts sur les bénéfices	349 104	3,79	94 929	2,08
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	490 732	5,33	308 377	6,72
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	142 099	1,54	14 064	0,31
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	93 491	1,02	29 773	0,65
Autres dettes	720	0,01	12 000	0,26
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	1 803 153	19,59	496 824	10,89
TOTAL(IV)	***6 273 329***	68,14	***2 524 561***	55,35
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	***9 205 979***	100,00	***4 560 742***	100,00

RCSA SAS

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017 — Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	France	Exportation	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois) Total	%	Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois) Total	%	Variation absolue (12 / 12)	%
Ventes de marchandises	571 519		571 519	3,68	307 674	5,98	263 845	85,75
Production vendue biens								
Production vendue services	14 964 958		14 964 958	96,32	4 836 416	94,02	10 128 542	209,42
Chiffres d'Affaires Nets	**15 536 477**		**15 536 477**	100,00	**5 144 090**	100,00	**10 392 387**	202,03
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			480 989	3,10	616 297	11,98	-135 308	-21,94
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			153 593	0,99	5 598	0,11	147 995	N/S
Autres produits			5 124	0,03	3 259	0,06	1 865	57,23
Total des produits d'exploitation (I)			***16 176 183***	104,12	***5 769 243***	112,15	***10 406 940***	180,39
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			264 207	1,70	122 344	2,38	141 863	115,95
Variation de stock (marchandises)			-37 725	-0,23	-2 785	-0,04	-34 940	N/S
Achats de matières premières et autres approvisionnements			3 109	0,02			3 109	N/S
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			5 644 255	36,33	2 405 824	46,77	3 238 431	134,61
Impôts, taxes et versements assimilés			323 715	2,08	68 491	1,33	255 224	372,64
Salaires et traitements			5 450 464	35,08	2 456 164	47,75	2 994 300	121,91
Charges sociales			2 378 750	15,31	1 120 712	21,79	1 258 038	112,25
Dotations aux amortissements sur immobilisations			290 838	1,87	27 000	0,52	263 838	977,18
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant			99 439	0,64	61 482	1,20	37 957	61,74
Dotations aux provisions pour risques et charges								
Autres charges			8 535	0,05	17 440	0,34	-8 905	-51,05
Total des charges d'exploitation (II)			***14 425 586***	92,85	***6 276 671***	122,02	***8 148 915***	129,83
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**1 750 597**	11,27	**-507 428**	-9,85	**2 258 025**	444,99
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations								
Produits des autres valeurs mobilières et créances								
Autres intérêts et produits assimilés			6 220	0,04	4 635	0,09	1 585	34,20
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Différences positives de change					2	0,00	-2	-100,00
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (V)			***6 220***	0,04	***4 637***	0,09	***1 583***	34,14
Dotations financières aux amortissements et provisions								
Intérêts et charges assimilées			3 172	0,02	24	0,00	3 148	N/S
Différences négatives de change								
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
Total des charges financières (VI)			***3 172***	0,02	***24***	0,00	***3 148***	N/S
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			**3 049**	0,02	**4 613**	0,09	**-1 564**	-33,89
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			**1 753 645**	11,29	**-502 815**	-9,78	**2 256 460**	448,77

RCSA SAS

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017 — Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital	477 037	3,07	1 767 879	34,37	-1 290 842	-73,01
Reprises sur provisions et transferts de charges	539 625	3,47			539 625	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)	***1 016 663***	6,54	***1 767 879***	34,37	***-751 216***	-42,48
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 455	0,47	5 809	0,11	67 646	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	995 011	6,40	451 427	8,78	543 584	120,41
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	236 301	1,52	425 496	8,27	-189 195	-44,45
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***1 304 767***	8,40	***882 732***	17,16	***422 035***	47,81
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-288 104**	-1,84	**885 147**	17,21	**-1 173 251**	-132,54
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	484 727	3,12	113 660	2,21	371 067	326,47
Total des Produits (I+III+V+VII)	***17 199 066***	110,70	***7 541 760***	146,61	***9 657 306***	128,05
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	***16 218 251***	104,39	***7 273 087***	141,39	***8 945 164***	122,99
RÉSULTAT NET	**980 814** *Bénéfice*	6,31	**268 673** *Bénéfice*	5,22	**712 141**	265,08
Dont Crédit-bail mobilier	6 644	0,04			6 644	N/S
Dont Crédit-bail immobilier						

OPERATION PARRAINAGE DE 21 CLUBS STRASBOURGEOIS

LANCEMENT LORS DU MATCH

RCSA / ANGERS

CONVENTION DE PARTENARIAT
« PARRAINAGE DES CLUBS »
2017 - 2018

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Strasbourg
dénommée la Ville, ci-après
représentée par M. Serge OEHLER, Adjoint au maire chargé des sports

ET

la Société Anonyme Sportive
Racing Club de Strasbourg Alsace
dénommée le Racing ci-après,
SIRET n°75 13 03 96 70 00 10
Stade de la Meinau - 12 rue de l'Extenwoerth - 67100 Strasbourg,
représentée par M. Marc KELLER, Président"

ET

Le FC Strasbourg Koenigshoffen 06
représentée par M. Mourad OUALIT, Président
dénommée le club, ci-après

Préambule

La Ville de Strasbourg, dans le cadre de sa politique de soutien au sport de haut niveau et ce conformément aux dispositions de la loi du 16 juillet 1984, modifiée par les lois des 28 décembre 1999, 6 juillet 2000 et du décret du 4 septembre 2001 relatifs aux relations financières entre les collectivités territoriales et les clubs sportifs, s'est engagée à soutenir financièrement la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace dans le cadre de la réalisation, par les soins du Racing, de missions d'intérêt général, en particulier en ce qui concerne :

- la participation du club à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- la mise en œuvre d'actions visant la prévention de la violence dans les installations sportives.

A cet effet, il est proposé de mener une action dénommée "PARRAINAGE DES CLUBS" auprès de 21 clubs de football des quartiers strasbourgeois durant la saison sportive 2017/2018.

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La SAS RCS Alsace s'engage à organiser cette action, en affectant à chaque club participant, un ou deux joueurs de l'équipe 1ère du Racing faisant office de « Parrains du club ».

Ainsi, chaque club pourra solliciter le Racing, à raison de 2 rencontres, au cours de la saison sportive 2017-2018, dans le cadre de ses activités générales (rencontres de championnat, tournoi, fêtes etc…).

2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie au titre de la saison sportive 2017-2018. Elle sera échue de plein droit, au 30 juin 2018.

3 - ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville, s'engage à soutenir financièrement l'objet général de la présente convention. Une convention financière spécifique est établie entre la collectivité et le Racing dans le cadre de toutes les missions d'intérêt général effectuées par cette dernière au titre de la saison sportive 2017-2018.

4 - ENGAGEMENT DU RACING

Le Racing organisera, en partenariat avec la Ville de Strasbourg, une réunion d'information avec les 21 clubs bénéficiaires de ce dispositif, dans l'un des salons du club avant un match du Racing. Après la réunion tous les participants seront conviés à partager un moment de convivialité puis à la rencontre sportive.

Le Racing s'engage à parrainer 21 clubs de quartier par des joueurs de l'équipe 1ère du club.

Le Racing s'engage à mener 2 actions en faveur des clubs, à savoir :

1. Chaque parrain désigné, soit un joueur de l'équipe 1ère, pourra participer, **à la demande du club**, au cours de la saison 2017/2018 à **2 rencontres** avec le club parrainé. La présence du parrain portera sur une durée minimum de **1 h**. Ces rencontres pourront se faire à l'occasion d'entraînements de jeunes, de tournoi, de fête ou tout autre événement défini en étroite collaboration entre le Club et le Racing. Le choix des dates ne pourra être arrêté qu'en tenant

compte des obligations professionnelles prioritaires des joueurs (matchs et entraînements). En cas d'impossibilité un autre joueur de l'équipe 1ère du Racing le remplacera.

2. Inviter des jeunes de l'école de foot des clubs parrainés (à choisir entre u7 à u13) à assister à une rencontre du Championnat Ligue 1 (15 jeunes + 3 accompagnateurs).

Les Clubs concernés par cette opération sont les suivants :

CLUBS	PARRAINS
ASL. ROBERTSAU	BENJAMIN CORGNET
SUC	ALEXANDRE OUKIDJA
ASS	IHSAN SACKO
J.S. KOENIGSHOFFEN	ANTHONY GONÇALVES
A.S. ELSAU PORTUGAIS	NUNO DA COSTA
F.C. KRONENBOURG	IDRISS SAADI
ASPTT	ABDALLAH N'DOUR
A.S. MUSAU	YOANN SALMIER
A.S. ELECTRICITE	STEPHANE BAHOKEN
C.S. NEUHOF	ERNEST SEKA
A.S. MENORA	KADER MANGANE
A.S. NEUDORF	JEREMY BLAYAC
A.S. VAUBAN	PABLO MARTINEZ
A.S. CITE DE L'ILL	MARTIN TERRIER
F.C. STOCKFELD COLOMBE	JEREMY GRIMM
FCK 06	DIMITRI LIENARD
SPORTING CLUB GAZ DE STRASBOURG	JONAS MARTIN
RED STAR	KENNY LALA
OLYMPIQUE STRASBOURG	JEAN-EUDES AHOLOU
FC EGALITE-ANTILLAIS	BINGOUROU KAMARA
CS HAUTEPIERRE	VINCENT NOGUEIRA

Le RCSA dressera un bilan définitif à l'issue de la saison 2017/2018 et le transmettra à la Ville.

5 - ENGAGEMENT DU CLUB

Le club devra désigner **une personne référente qui sera le "lien"** entre l'association et le Racing. Elle aura pour mission d'arrêter les dates de venue du joueur de l'équipe 1ère, des stagiaires et/ou du staff technique dans le club. Elle informera au préalable, l'association parrainée du contenu des séances ou ateliers prévus et de l'implication des deux parties dans la co-animation.

Le club s'engage à ce que le joueur de l'équipe 1ère du Racing ne participe à aucun match ou jeu lors de leur présence dans l'association.

Le club parrainé fera un bref compte-rendu du déroulement de chaque séance et l'adressera :

- au service Vie sportive, à l'attention de M. Pascal LEBURGUE, Chef de service ;
- à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, à l'attention de M. Romain GIRAUD, Secrétaire Général du club.

Ce compte-rendu précisera : la date de l'opération, le nom du joueur présent, le temps de présence de ce dernier, les thèmes abordés, le nombre de participants.

6 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Les signataires s'engagent, dans leurs différentes actions auprès des jeunes, à respecter l'esprit de la présente opération.

Fait à Strasbourg, le 12 janvier 2018

Pour la Ville de Strasbourg

Serge OEHLER
Adjoint au maire chargé des sports

Pour la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace

Marc KELLER
Président

Pour le FC Strasbourg Koenigshoffen

Mourad OUALIT
Président

J'aime 5,3 K Recherche BOUTIQUE RCSA BILLETTERIE EN LIGNE

Bienvenue sur le site Officiel
RACING CLUB
STRASBOURG ALSACE

ENVIE D'EN FINIR AVEC LES AUGMENTATIONS DU PRIX DU GAZ ? Découvrez l'Offre de marché Gaz à prix fixe 3 ans 03 88 75 21 21 es

ACTU | SAISON | ÉQUIPE | CLUB | LE CENTRE | PARTENAIRES | SUPPORTERS | CONTACT

Accueil Actualités 21 clubs strasbourgeois parrainés par les joueurs du Racing

RETOUR PARTAGEZ CET ARTICLE

21 CLUBS STRASBOURGEOIS PARRAINÉS PAR LES JOUEURS DU RACING

Posté le 12/01/18



Avant le coup d'envoi de la rencontre face à l'En Avant de Guingamp, Marc Keller, Président du Racing et Serge Oehler, adjoint au maire de Strasbourg en charge des sports ont annoncé la reconduction de l'opération « Parrainages » avec 21 clubs strasbourgeois dans l'un des salons du stade de la Meinau.

L'objectif de cette initiative mise en place par le Racing et la Ville de Strasbourg ? Nommer chaque joueur du RCSA « parrain » d'un club strasbourgeois. Leur mission consistera à s'investir à travers leur présence à plusieurs événements de la vie du club (fête de Noël, entraînement des équipes de jeunes, fête de l'année, etc.).



LES CLUBS PARTICIPANTS

ASL. Robertsau → Benjamin Corgnet
SUC → Alexandre Oukidja
ASS → Ihsan Sacko
J.S. Koenigshoffen → Anthony Gonçalves
A.S. Elsau Portugais → Nuno Da Costa
F.C. Kronenbourg → Idriss Saadi
ASPTT → Abdallah Ndour
AS Musau → Yoann Salmier

PROCHAIN MATCH CLASSEMENT

SAMEDI 28 JUILLET
Stade de l'Aar (Schiltigheim) - 18h00

Strasbourg Stade de Reims

NE RATEZ AUCUNE NOUVEAUTÉ : ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER !
Votre email OK



PROCHAINS ENTRAÎNEMENTS

Mardi	24/07/2018	17h30
Mercredi	25/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	17h30
Vendredi	27/07/2018	17h30

L'entraîneur se réserve le droit de modifier les horaires d'entraînement. Pour les groupes de plus de dix personnes, merci de contacter le club.

A.S. Electricité → Stéphane Bahoken
C.S. Neuhof → Ernest Seka
A.S. Menora → Kader Mangane
A.S. Neudorf → Jérémy Blayac
A.S. Vauban → Pablo Martinez
A.S. Cité de l'Ill → Martin Terrier
F.C. Stockfeld Colombe → Jérémy Grimm
FCK 06 → Dimitri Lienard
Sporting Club Gaz de Strasbourg → Jonas Martin
Red Star → Kenny Lala
Olympique Strasbourg → Jean-Eudes Aholou
FC Egalité-Antillais → Bingourou Kamara
Avenir Jeunesse Football Hautepierre → Vincent Nogueira



J'aime 221 personnes aiment ça. Inscription pour voir ce que vos amis aiment.


hummel



838

ACTION AVEC
LA MAISON DES ADOLESCENTS
ACCUEIL DE 300 JEUNES
LORS DU MATCH RCSA / AMIENS

OPERATION « ETE FOOT »

AVEC LES JEUNES DE MOINS DE 13 ANS

Opération «Eté Foot»
avec les jeunes de moins de 13 ans

AS ELSAU : le 12 Juillet 2017 12
https://www.youtube.com/watch?v=sdTKhhgRkHU

JS KOENIGSHOFFEN : le 24 Juillet 2017
https://www.youtube.com/watch?v=gDQUhUcldfo

FC KRONENBOURG : le 31 juillet 2017
https://www.youtube.com/watch?v=hID3E_2trfE

CS NEUHOF : le 16 août 2017
https://www.youtube.com/watch?v=B6Q56Prza0w

FR Rechercher

Eté Foot 2017 à l'Elsau | RC Strasbourg Alsace

RC Strasbourg Alsace

S'abonner

3 157 vues

Ajouter à Partager Plus 66 1

Ajoutée le 18 juil. 2017

Catégorie Sport

Chargement...

À suivre Lecture automatique



CDMQ à l'Elsau | RC Strasbourg Alsace
RC Strasbourg Alsace
5 239 vues



La puissance au golf sans forcer - cours de golf par Renaud
coursdegolf.net
Recommandée pour vous



Souviens-toi * FLORENT PAGNY (Paroles) HD
fabricebxl
Recommandée pour vous



France - Ukraine 2013, l'un des plus beaux scénario de l'histoire
RD5_rironi
Recommandée pour vous



EPA Petanque Training Video
MrPortcullis
Recommandée pour vous



Die steilste Standseilbahn von Europa - Fahrt mit der
On Tour in Switzerland with Wen
Recommandée pour vous

Incredible Little Boy and Girl sing "You Raise Me Up" by Josh
Sam Ford
4:12 Recommandée pour vous

Demi-finale de la CEDQ 2016 | RC Strasbourg Alsace
RC Strasbourg Alsace
2:17 2 846 vues

Je ne pourrai pas vivre sans toi - Maurane et Michel Legrand
tlseyann
6:17 Recommandée pour vous

Calm Piano Music 24/7: study music, focus, think,
relaxdaily
2 371 utilisateurs regardent la vi

Kendji Girac - Les yeux de la mama
Kendji Girac
3:22 Recommandée pour vous

Immense
lolo 68
3:37 Recommandée pour vous

12 nouvelles lunes pour JUPITER ! DNDE#68
Hugo Lisoir
11:06 26 806 vues NOUVEAUTÉ

Rechercher



#EteFoot #UnSeulAmour TousRacing

Eté Foot- Koenigshoffen - juillet 2017 | RC Strasbourg Alsace

RC Strasbourg Alsace

S'abonner

3 194 vues

Ajouter à Partager Plus 63 2

Ajoutée le 26 juil. 2017

Lundi, c'était l'Eté Foot à Koenigshoffen. RDV cet après-midi à Schiltigheim.
#EteFoot #UnSeulAmour ❤ #TousRacing

PLUS

Chargement...

À suivre Lecture automatique



Eté Foot - Cronenbourg - juillet 2017 | RC Strasbourg Alsace
RC Strasbourg Alsace
3 283 vues



Josh Groban - You Raise Me Up (Official Music Video)
Warner Bros. Records
Recommandée pour vous



Mont Blanc Noir de Monde - DOCUMENTAIRE 2018
Mont-Blanc Noir de Monde
Recommandée pour vous



Maigrir pour ne pas mourir... - Toute une histoire
Toute une histoire | Officiel
Recommandée pour vous



MACRON: C'est le début de la fin !
Jasper Mader
Recommandée pour vous NOU



ZAZ - Si jamais j'oublie (Clip officiel)
Zaz Officiel
Recommandée pour vous

Johnny Hallyday - Mon plus beau Noël
Johnny Hallyday Officiel
Recommandée pour vous
4:17

10 Remèdes Maison Pour Perdre du Ventre Sans Exercice
SYMPA
Recommandée pour vous
9:48

Florent Pagny - La beauté du doute
FlorentPagnyVEVO
Recommandée pour vous
3:52

Josh Groban - You Raise Me Up [Official Music Video]
Josh Groban
Recommandée pour vous
4:50

50 Buts EXCEPTIONNELS en 2017/2018 !
SugarRayProduction
Recommandée pour vous
11:15

LIVE: Most Amazing Moments Of Wild Animal Fights | Animal
Wildlife CN
3 538 utilisateurs regardent la vi

MATCH DE FOOT: LA JUVENTUS ET LE REAL MADRID A
Be in Marseille
435 687 vues
6:15

FR Rechercher



#EteFoot #UnSeulAmour TousRacing

Eté Foot - Cronenbourg - juillet 2017 | RC Strasbourg Alsace

RC Strasbourg Alsace

S'abonner

3 289 vues

Ajouter à Partager Plus 64 3

Ajoutée le 3 août 2017

Lundi 31 juillet, c'était l'Eté Foot à Cronenbourg. #EteFoot #UnSeulAmour ❤ #TousRacing

PLUS

Chargement...

À suivre Lecture automatique



Coupe du monde des quartiers : Dernière phase de poule I RC
RC Strasbourg Alsace
4 495 vues



Josh Groban - You Raise Me Up (Official Music Video)
Warner Bros. Records
Recommandée pour vous



Mont Blanc Noir de Monde - DOCUMENTAIRE 2018
Mont-Blanc Noir de Monde
Recommandée pour vous



10 Pénales Les Plus Humiliantes Dans l'histoire Du Football
Les Meilleurs Tops
Recommandée pour vous



Florent Pagny - La beauté du doute
FlorentPagnyVEVO
Recommandée pour vous



Atterrissages extrêmes avec remise de gaz, en conditions
TravelTV
Recommandée pour vous

20 Most Stupid Goalkeeper Mistakes In Football -
ShishiR
Recommandée pour vous
7:04

Les Meilleures Vannes de Baffie, Best Of 34/52
Antoine Dyvrande - PSG_14
Recommandée pour vous
11:08

ZAZ - Si jamais j'oublie (Clip officiel)
Zaz Officiel
Recommandée pour vous
3:27

Josh Groban - You Raise Me Up [Official Music Video]
Josh Groban
Recommandée pour vous
4:50

Johnny Hallyday - Mon plus beau Noël
Johnny Hallyday Officiel
Recommandée pour vous
4:17

LIVE: Most Amazing Moments Of Wild Animal Fights | Animal
Wildlife CN
3 538 utilisateurs regardent la vi

Calm Piano Music 24/7: study music, focus, think,
relaxdaily
2 371 utilisateurs regardent la vi

Rechercher



L'Eté foot au Neuhof sur France 3 Alsace - août 2017 | RC Strasbourg Alsace

RC Strasbourg Alsace

S'abonner

2 432 vues

Ajouter à Partager Plus 59 2

Ajoutée le 17 août 2017

Le mercredi 16 août, les équipes de France 3 Alsace consacraient un reportage à l'Eté foot qui faisait étape au Neuhof.

PLUS

Chargement...

À suivre Lecture automatique



Résumé de RC Strasbourg-UNFP FC du 30 juillet 2017
UNFPpageofficielle
1 858 vues



Josh Groban - You Raise Me Up (Official Music Video)
Warner Bros. Records
Recommandée pour vous



Mont Blanc Noir de Monde - DOCUMENTAIRE 2018
Mont-Blanc Noir de Monde
Recommandée pour vous



Johnny Hallyday - Mon plus beau Noël
Johnny Hallyday Officiel
Recommandée pour vous



Quand tu refuses de serrer la main de quelqu'un... (malaise)
BEST OF CULTES
Recommandée pour vous



ZAZ - Si jamais j'oublie (Clip officiel)
Zaz Officiel
Recommandée pour vous

LIVE: Most Amazing Moments Of Wild Animal Fights | Animal
Wildlife CN
3 538 utilisateurs regardent la vi

20 Dribbles de "Kylian Mbappé" qui Ont étonné le monde Du
Titope
10:33 Recommandée pour vous

Souviens-toi * FLORENT PAGNY (Paroles) HD
fabricebxl
4:51 Recommandée pour vous

Josh Groban - You Raise Me Up [Official Music Video]
Josh Groban
4:50 Recommandée pour vous

Florent Pagny - Le présent d'abord
FlorentPagnyVEVO
Recommandée pour vous
3:34

Inside Racing "Chez Anthony Gonçalves" | RC Strasbourg Alsace
RC Strasbourg Alsace
4:44 53 002 vues

Best of Bean | Live Stream | Mr Bean Official
Mr Bean
5 326 utilisateurs regardent la vi

J'aime 5,3 K Recherche BOUTIQUE RCSA BILLETTERIE EN LIGNE

Bienvenue sur le site Officiel
RACING CLUB
STRASBOURG ALSACE

ENVIE D'EN FINIR AVEC LES AUGMENTATIONS DU PRIX DU GAZ ? Découvrez l'Offre de marché Gaz à prix fixe 3 ans 03 88 75 21 21 es

ACTU | SAISON | ÉQUIPE | CLUB | LE CENTRE | PARTENAIRES | SUPPORTERS | CONTACT

Accueil Match Tout sur les animations de RCSA-Amiens SC

RETOUR PARTAGEZ CET ARTICLE

TOUT SUR LES ANIMATIONS DE RCSA-AMIENS SC

Posté le 08/09/17



Le Racing reçoit ce samedi à 20 heures l'Amiens SC dans le cadre de la 5e journée de Ligue 1 Conforama. Les portes du Stade de la Meinau ouvriront dès 18 heures.

Comme c'est le cas lors de chaque match à domicile, différents espaces de restauration destinés au public seront disponibles autour du stade. Les supporters munis d'un abonnement ou d'un billet de match pourront également se rendre à la boutique officielle pour effectuer leurs achats 100% Racing !

À partir de 18h15 débutera la grande finale de l'Été Foot 2017. Après 8 dates dans des quartiers strasbourgeois et communes de l'Eurométropole puis une phase finale au Centre de Formation du Racing, la Belgique et le Portugal se disputeront le titre sur la pelouse de la Meinau.

Sur les parvis du stade, un quizz sera organisé avec la possibilité de remporter des produits officiels et des bons restauration. Deux joueurs de l'effectif strasbourgeois seront également interviewés en avant match.

En Family Zone, de nombreuses animations ludiques et conviviales seront proposées au niveau de la coursive - Tribune Est. Ce samedi, tous les enfants sont notamment les bienvenus au mini-terrain de foot. À gagner, des lots Été Foot !



PROCHAIN MATCH CLASSEMENT

SAMEDI 28 JUILLET
Stade de l'Aar (Schiltigheim) - 18h00

Strasbourg Stade de Reims

NE RATEZ AUCUNE NOUVEAUTÉ : ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER !
Votre email OK



PROCHAINS ENTRAÎNEMENTS

Mardi	24/07/2018	17h30
Mercredi	25/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	09h30
Vendredi	27/07/2018	17h30

L'entraîneur se réserve le droit de modifier les horaires d'entraînement. Pour les groupes de plus de dix personnes, merci de contacter le club.

Une demi-heure avant le coup d'envoi, Thierry Laurey recevra le trophée de meilleur entraîneur de Ligue 2 saison 2016/2017 décerné par l'Amicale des Éducateurs de Football. Enfin, à la mi-temps aura lieu une autre remise de récompense cette fois-ci en l'honneur de l'équipe qui aura remporté la finale de l'Été Foot.

J'aime 181 personnes aiment ça. Inscription pour voir ce que vos amis aiment.

J'aime 5,3 K Recherche BOUTIQUE RCSA BILLETTERIE EN LIGNE

Bienvenue sur le site Officiel
RACING CLUB
STRASBOURG ALSACE

EN FINIR AVEC LES AUGMENTATIONS DU PRIX DU GAZ ? Découvrez l'offre de marché Gaz à prix fixe 3 ans 03 88 75 21 21 es

ACTU | SAISON | ÉQUIPE | CLUB | LE CENTRE | PARTENAIRES | SUPPORTERS | CONTACT

Accueil Vidéo Été Foot : une phase finale très disputée

RETOUR PARTAGEZ CET ARTICLE

ÉTÉ FOOT : UNE PHASE FINALE TRÈS DISPUTÉE

Posté le 04/09/17



Le mercredi 30 août avait lieu la phase finale de l'Eté Foot. Les meilleures équipes des sessions estivales se retrouvaient au centre de formation du Racing pour une place en finale au Stade de la Meinau. Félicitations à la Belgique et au Portugal qui s'affronteront en lever de rideau de RCSA-Amiens SC. Coup d'envoi à 18h15 !





RC Strasbourg Alsace
@RCSA

PROCHAIN MATCH CLASSEMENT

SAMEDI 28 JUILLET
Stade de l'Aar (Schiltigheim) - 18h00

Strasbourg Stade de Reims

NE RATEZ AUCUNE NOUVEAUTÉ : ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER !
Votre email OK



PROCHAINS ENTRAÎNEMENTS

Mardi	24/07/2018	17h30
Mercredi	25/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	09h30
Vendredi	27/07/2018	17h30

L'entraîneur se réserve le droit de modifier les horaires d'entraînement. Pour les groupes de plus de dix personnes, merci de contacter le club.

MATCH DEDIE

« STRASBOURG AIME SES ETUDIANTS »

J'aime 5,3 K Recherche BOUTIQUE RCSA BILLETTERIE EN LIGNE

Bienvenue sur le site Officiel
RACING CLUB
STRASBOURG ALSACE



ACTU | SAISON | ÉQUIPE | CLUB | LE CENTRE | PARTENAIRES | SUPPORTERS | CONTACT

Accueil Événement 1000 étudiants invités pour RCSA-FC Nantes

RETOUR PARTAGEZ CET ARTICLE

1000 ÉTUDIANTS INVITÉS POUR RCSA-FC NANTES

Posté le 21/09/17



Ce dimanche 24 septembre, la Ville de Strasbourg et « Strasbourg aime ses étudiants » en partenariat avec le RCSA permettent à 1000 étudiants d'assister gratuitement à la rencontre face au FC Nantes.

L'événement affiche d'ores et déjà complet ! Ils seront donc 1000 étudiants réunis en tribunes pour soutenir le Racing face aux canaris. 1000 invités qui ont confirmé leur présence quelques jours plus tôt en se rendant sur strasbourgaimesesetudiants.eu

En cas de désistement, merci de prévenir l'équipe de « Strasbourg aime ses étudiants » par mail : strasbourgaimesesetudiants@strasbourg.eu ou désinscrivez-vous directement depuis votre compte Eventbrite.

VOUS FAITES PARTIE DES ÉTUDIANTS INSCRITS ?

Vous êtes donc convié à retirer votre billet à partir de 15 heures au Stade de la Meinau à l'entrée Vanneaux aux guichets prévus à cet effet. Sur présentation de votre confirmation de commande EVENTBRITE + CARTE ETUDIANTE (ou justificatif en cours de validité), une place de match vous sera remise gratuitement.

VOUS ÊTES ÉTUDIANT ET SOUHAITEZ VENIR VOIR RCSA-FC NANTES À LA MEINAU ?

Un tarif Étudiants de 15€ (exclusivement en vente sur internet) est appliqué en 1/4 Virages.

PROCHAIN MATCH CLASSEMENT

SAMEDI 28 JUILLET
Stade de l'Aar (Schiltigheim) - 18h00

Strasbourg Stade de Reims

NE RATEZ AUCUNE NOUVEAUTÉ : ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER !

Votre email OK



PROCHAINS ENTRAÎNEMENTS

Mardi	24/07/2018	17h30
Mercredi	25/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	17h30
Vendredi	27/07/2018	17h30

L'entraîneur se réserve le droit de modifier les horaires d'entraînement. Pour les groupes de plus de dix personnes, merci de contacter le club.



Cliquer pour voir en plus grand

Accès : En tram, Ligne A ou E, arrêt Krimmeri - Stade de la Meinau

J'aime 234 personnes aiment ça. Inscription pour voir ce que vos amis aiment.

CONTACT MENTIONS LÉGALES CRÉDITS

VISITES DU STADE DE LA MEINAU

FEVRIER – MARS – AVRIL 2018

3 visites du stade de la Meinau

Mercredi 28 février 2018

Mardi 6 mars 2018

Mardi 24 avril 2018

Pas de com

INTERVENTIONS

EN MILIEU HOSPITALIER





Inscription
Adresse e-mail ou mobile
Mot de passe
Connexion
Français (France) · English (US)
Español · Português (Brasil) · Deutsch
Informations de compte oubliées ?
Confidentialité · Conditions générales · Publicité · Choisir sa pub · Cookies · Plus
Facebook © 2018

Femmes de Foot a ajouté 6 photos
28 mars ·

Soutien du CHU d'Hautepierre, l'Association #FemmesdeFoot s'est rendue la semaine dernière dans l'unité pédiatrique de l'établissement hospitalier en compagnie de quatre joueurs du RC Strasbourg Alsace pour vivre avec les enfants, leur famille et le personnel soignant un moment convivial et ludique. Anthony Gonçalves, Kader Mangane, Nuno Da Costa et Jérémy Grimm ont ainsi disputé quelques matches endiablés de baby-foot et participé aux différentes activités au programme de l'après-midi : réalisation de masques et confection de drapeaux et animation d'un quiz football, avant de partager le goûter de l'amitié. Femmes de Foot a tenu à réserver aux enfants, aux familles, au personnel hospitalier et aux joueurs présents les photos de cette après-midi de fête et de sourires, ne publiant ici que certaines d'entre elles, choisies dans le respect des personnes.



267 J'aime 29 commentaires 95 partages

Voir plus de contenu de Femmes de Foot sur Facebook

Connexion ou Créer un compte

2 COUPS D'ENVOI

AVEC UN E-SPORTIF (VE) DE HAUT NIVEAU STRASBOURGEOIS

ET L'ADJOINT CHARGE DES SPORTS

J'aime 5,3 K Recherche BOUTIQUE RCSA BILLETTERIE EN LIGNE

Bienvenue sur le site Officiel
RACING CLUB
STRASBOURG ALSACE

ENVIE D'EN FINIR AVEC LES AUGMENTATIONS DU PRIX DU GAZ ? Découvrez l'Offre de marché Gaz à prix fixe 3 ans 03 88 75 21 21 es

ACTU | SAISON | ÉQUIPE | CLUB | LE CENTRE | PARTENAIRES | SUPPORTERS | CONTACT

Accueil Match Tout sur les animations de Racing-SM Caen

RETOUR PARTAGEZ CET ARTICLE

TOUT SUR LES ANIMATIONS DE RACING-SM CAEN

Posté le 28/11/17



Le Racing reçoit ce mardi à 19 heures le Stade Malherbe Caen dans le cadre de la 15e journée de Ligue 1 Conforama. Les portes du stade de la Meinau ouvriront dès 17 heures.

Comme c'est le cas lors de chaque rencontre à la Meinau, le Racing prévoit toujours de nombreuses animations en avant match autour du stade. Sur le parvis, un stand Intermarché vous permettra de tester votre adresse face au but. Un quizz sera organisé avec la possibilité de remporter des produits officiels et des bons restauration. Deux joueurs de l'effectif strasbourgeois seront également interviewés en avant match.

DES ANIMATIONS POUR LES PLUS PETITS EN FAMILY ZONE

En Family Zone, des ateliers ludiques seront mis en place au niveau de la coursive - Tribune Est. Cabine photo, confection de drapeaux et de masques de joueurs, mini-terrain de foot feront partie des activités imaginées pour les enfants ! Toujours dans cet espace, une piscine à balles à destination des plus petits sera proposée par Intermarché.

UN COUP D'ENVOI FICTIF DONNÉ PAR GWENDAL BISCH

Dans le cadre de sa nouvelle charte des sports la ville de Strasbourg met en place des conventions de parrainage avec des athlètes de haut niveau participant à des compétitions mondiales et préparant les JO 2020. Pour la saison 2017-2018, Gwendal Bisch fait partie des 5 athlètes concernés par cette convention.

Membre de l'équipe de France de plongeon, le natif de Strasbourg donnera le coup d'envoi fictif de Racing-Caen. En liste sportif de Haut Niveau depuis 2010, Gwendal est multiple Champion de France Jeunes toutes catégories, Champion de France Senior et Junior en 2017 et médaillé en compétitions internationales Jeunes : OR, Argent et Bronze. Le Strasbourgeois âgé de 19 ans est aussi vice Champion d'Europe Juniors en 2016, a participé à la Coupe du Monde Rio 2016 et demeure en lice pour le Collectif Olympique 2020. Gwendal Bisch sera accompagné sur la pelouse de la Meinau par Serge Oehler, adjoint au maire de Strasbourg en charge des sports.

BOUTIQUE & RESTAURATION

Différents espaces de restauration destinés au public seront disponibles autour du stade. Les supporters munis d'un abonnement ou d'un billet de match pourront également se rendre à la Boutique Officielle pour effectuer leurs achats 100% Racing !

PROCHAIN MATCH CLASSEMENT

SAMEDI 28 JUILLET
Stade de l'Aar (Schiltigheim) - 18h00

Strasbourg Stade de Reims

NE RATEZ AUCUNE NOUVEAUTÉ : ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER !
Votre email OK



PROCHAINS ENTRAÎNEMENTS

Mardi	24/07/2018	17h30
Mercredi	25/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	17h30
Vendredi	27/07/2018	17h30

L'entraîneur se réserve le droit de modifier les horaires d'entraînement. Pour les groupes de plus de dix personnes, merci de contacter le club.

JOUEZ AVEC HUMMEL !

À chaque match à domicile, Hummel met en jeu l'un de ses produits Racing. Pour gagner, relevez un défi lancé par la marque dans le stade de la Meinau, prenez-vous en photo et postez-là sur Twitter ou Instagram avec le hashtag #InstantHummel. Ce mardi sera dévoilé sur les réseaux sociaux d'Hummel la nature du second défi !



hummel France
@hummelFrance

Pour la 2ème fois à la Meinau, relève le défi de #instanthummel afin de gagner ta parka #hummel @RCSA ! Prends-toi en photo devant la Boutique Officielle. Participe en publiant ta photo en réponse au défi avec le hashtag #instanthummel
Allez Racing ! #10ansdepassion
17:06 - 28 nov. 2017

13 Voir les autres Tweets de hummel France

J'aime 67 personnes aiment ça. Inscription pour voir ce que vos amis aiment.

CONTACT MENTIONS LÉGALES CRÉDITS

J'aime 5,3 K Recherche BOUTIQUE RCSA BILLETTERIE EN LIGNE

Bienvenue sur le site Officiel
RACING CLUB
STRASBOURG ALSACE

ENVIE D'EN FINIR AVEC LES AUGMENTATIONS DU PRIX DU GAZ ? Découvrez l'Offre de marché Gaz à prix fixe 3 ans 03 88 75 21 21 es

ACTU | SAISON | ÉQUIPE | CLUB | LE CENTRE | PARTENAIRES | SUPPORTERS | CONTACT

Accueil Match Tout sur les animations de Racing-ESTAC Troyes

RETOUR PARTAGEZ CET ARTICLE

TOUT SUR LES ANIMATIONS DE RACING-ESTAC TROYES

Posté le 10/02/18



Le Racing reçoit ce dimanche à 15 heures l'ESTAC Troyes dans le cadre de la 25e journée de Ligue 1 Conforama. Les portes du stade de la Meinau ouvriront dès 13 heures.

Comme c'est le cas lors de chaque rencontre à la Meinau, le Racing prévoit toujours de nombreuses animations en avant match autour du stade. En coursive haute Sud/Ouest dans le 1/4 de virage, un stand Intermarché vous permettra de tester votre adresse face au but avec à la clé des lots à gagner.



Un quizz sera organisé là aussi avec la possibilité de remporter des produits officiels et des bons restauration. Abdallah Ndour répondra aux questions des supporters sur le parvis à 13h45 et en Family Zone à 14h30.

HOMMAGE À GILBERT HEINÉ

Gilbert Heiné, ancien joueur du Racing, nous a quittés mardi 6 février à l'âge de 74 ans. Attaquant strasbourgeois de 1964 à 1968, il a disputé 40 matches sous les couleurs du Racing et inscrit 11 buts. Un hommage lui sera rendu avant le coup d'envoi.

PROCHAIN MATCH CLASSEMENT

SAMEDI 28 JUILLET
Stade de l'Aar (Schiltigheim) - 18h00

Strasbourg Stade de Reims

NE RATEZ AUCUNE NOUVEAUTÉ : ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER !
Votre email OK



PROCHAINS ENTRAÎNEMENTS

Mardi	24/07/2018	17h30
Mercredi	25/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	09h30
Jeudi	26/07/2018	17h30
Vendredi	27/07/2018	17h30

L'entraîneur se réserve le droit de modifier les horaires d'entraînement. Pour les groupes de plus de dix personnes, merci de contacter le club.

UN COUP D'ENVOI FICTIF DONNÉ PAR CHARLOTTE LEMBACH

Dans le cadre de sa nouvelle charte des sports la ville de Strasbourg met en place des conventions de parrainage avec des athlètes de haut niveau participant à des compétitions mondiales et préparant les JO 2020. Pour la saison 2017-2018, cinq athlètes sont concernés, dont Charlotte Lembach, championne d'escrime licenciée au SUC Escrime.
Membre de l'équipe de France de sabre depuis plusieurs années, Charlotte a participé aux Jeux Olympiques de Rio 2016 en individuel et par équipe.



Son palmarès :

3ème aux championnats du monde et d'Europe 2017 par équipe

Vice-championne d'Europe 2016 par équipe et 3ème individuel

Vice-championne d'Europe 2015

Après Gwendal Bisch, Charlotte Lembach sera la seconde athlète à donner un coup d'envoi fictif cette saison. Elle sera accompagnée sur la pelouse de la Meinau par Serge Oehler, adjoint au maire de Strasbourg en charge des sports.

EFFERVESCENCE EN FAMILY ZONE !

En Family Zone, des ateliers ludiques seront mis en place au niveau de la coursive - Tribune Est. Cabine photo, confection de drapeaux et de masques de joueurs, pliage en papier origami, mini-terrain de foot feront partie des activités imaginées pour les enfants !



RC Strasbourg Alsace
@RCSA

Nouvel atelier en #FamilyZone ! Les enfants s'initient à l'art du pliage en papier #origami avec la réalisation de maillots du Racing #RCSAFCGB

20:16 - 3 févr. 2018

18 Voir les autres Tweets de RC Strasbourg Alsace

Toujours dans cet espace, une piscine à balles Intermarché permet aux plus petits de se défouler ! Un peu plus loin, deux bornes Playstation seront installées pour se détendre entre amis manettes en mains avant le coup d'envoi de Racing-Troyes !

EXCLU ABONNÉS ! BILLETS POUR PARIS SG-RACING EN VENTE AU POINT INFOS

RC Strasbourg Alsace
il y a environ 5 mois

Vous êtes nombreux à souhaiter rallier la capitale pour porter haut les couleurs du Racing au Parc des Princes le 17 février prochain !
Une vente de billets est organisée par le club à la Meinau :
EXCLUSIVITÉ abonnés le dimanche 11 février dès 13h au point infos billetterie.
Ouverture au Grand Public à partir du lundi 12 février dès 10h à la Boutique Officielle.
Toutes les infos http://bit.ly/billetterie-psgrcsa-j26



Déplacement à Paris : les infos billetterie
À l'occasion de la 26e journée de Ligue 1 Conforama, le Racing se déplace au Parc des Princes pour affro...
RCSTRASBOURGALSACE.FR

149 48 13

BOUTIQUE & RESTAURATION

Différents espaces de restauration destinés au public seront disponibles autour du stade. Les supporters munis d'un abonnement ou d'un billet de match pourront également se rendre à la Boutique Officielle pour effectuer leurs achats 100% Racing !

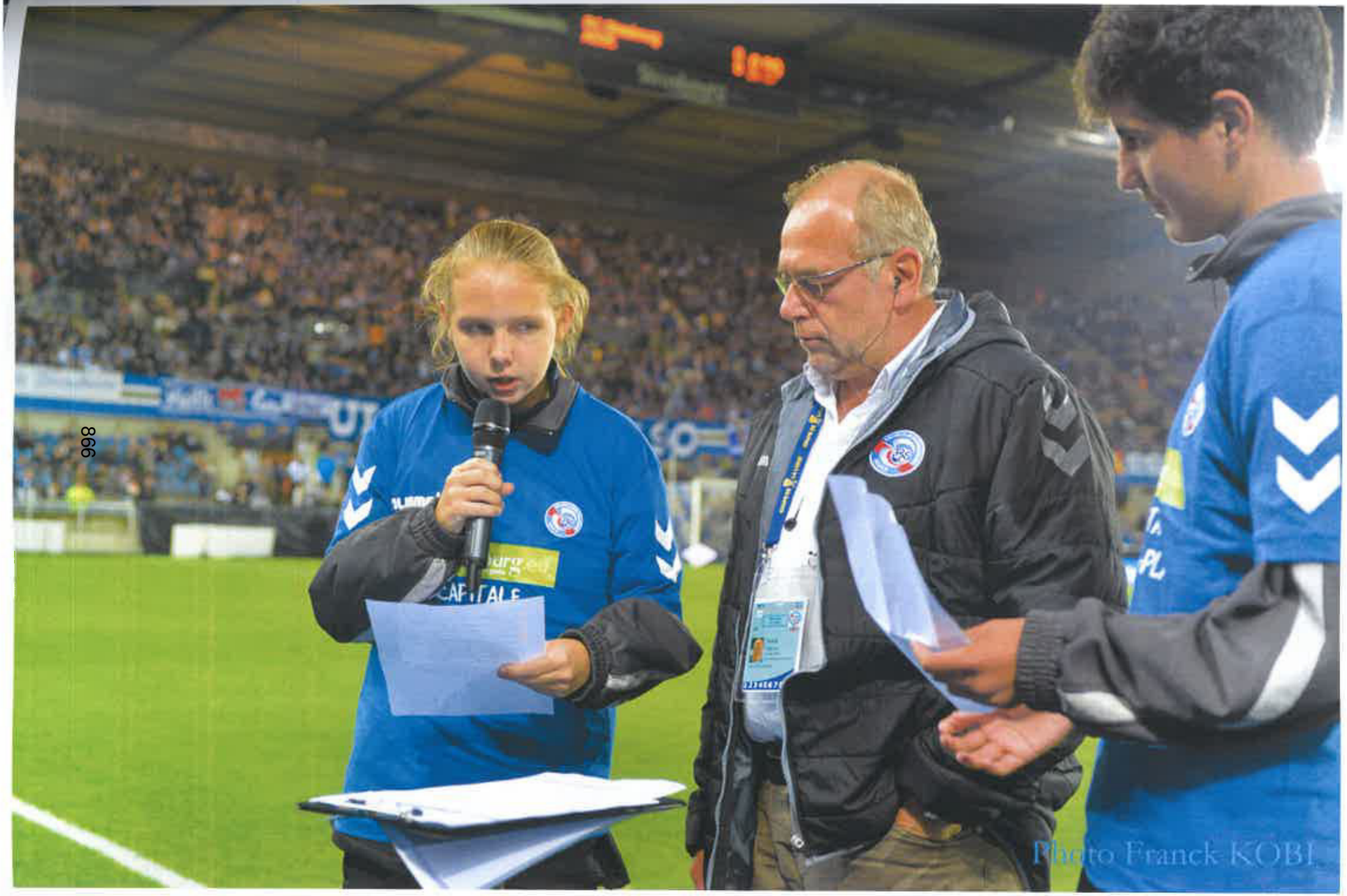
JOUEZ AVEC HUMMEL !

À chaque match à domicile, Hummel met en jeu l'un de ses produits Racing. Pour gagner, relevez le défi lancé par la marque dans le stade de la Meinau en participant sur Twitter ou Instagram avec le hashtag #InstantHummel !



LA CHARTE DU FAIR-PLAY


hummel
Strasbourg
CAPITALE
DU FAIR-PLAY
hummel
Strasbourg
CAPITALE
DU FAIR-PLAY


998
Photo Franck KOBI

La charte du supporter :

LA CHARTE DU SUPPORTER

ARTICLE 1
Le supporter fait de chaque rencontre sportive un moment de plaisir partagé quelle que soit l'importance de l'enjeu.

ARTICLE 2
Le supporter se conforme aux règles et à l'esprit du football.

ARTICLE 3
Le supporter respecte l'équipe adversaire et ses supporters.

ARTICLE 4
Le supporter accepte les décisions de l'arbitre.

ARTICLE 5
Le supporter reste digne dans la victoire comme dans la défaite, conscient de l'influence de son comportement sur le public.

ARTICLE 6
Le supporter a un comportement exempt de tout reproche lors des déplacements.

ARTICLE 7
Le supporter adhère à un club de supporters reconnu.
Il est détenteur de la carte de supporter national.

ARTICLE 8
Le supporter soutient son club en permanence et en tous lieux.

ARTICLE 9
Le supporter respecte les dirigeants, les joueurs, les arbitres et le club.

ARTICLE 10
Le supporter se comporte en véritable ambassadeur du football en aidant à faire respecter autour de lui les principes ci-dessus.



ACCUEIL DES TITULAIRES

DE LA CARTE BENEVOLE

BILLETS REMIS A LA VILLE DE STRASBOURG

EN DEBUT DE SAISON 2017-2018

INVITATION DE 200 JEUNES

DE CLUBS DE FOOTBALL STRASBOURGEOIS

CLUB	PLACES	RESPONSABLE
AS ELECTRICITE DE STRASBOURG	15	Thierry Viethen
AS MUSAU	15	Hugoud Cyril
ASL ROBERTSAU	15	Jean Christophe
CITE DE L'ILL	15	M.Lamouti
CS NEUHOF	15	Sylvie Lichte
FC KRONENBOURG	15	Frederic Gluck
FCSK	15	Mony Muller
JS KOENIGSCHOFFEN	15	Sebastien Villemin
MENORA	15	Guy Feutchine
MONTAGNE VERTE	15	Khermach Kemessi
SCHILTIGHEIM	15	
STOCKFELD COLOMBES	15	Sabrina Deveaux
STOCKFELD FUTSAL	15	Kenny Tanovan
TOTAL RCSA-RENNES	195	

CLUB	PLACES	RESPONSABLE
AS MENORA	15	OK
AS Musau	15	Evan HEILI
ASE CITE DE L'ILL	15	M. LAMOUTI
ASL ROBERTSAU	15	Jean-Frédéric MURER
CS Neuhof	15	Tarek ZAOUI
FC DURRENBACH	20	OK
FC STOCKFELD COLOMBES	15	Sabrina DEVEAUX
FCSK 06	15	Eimen KELBI
JS Koenigshoffen	15	Sébastien VILLEMIN
SC Red Star	15	Mohamed Ouahabi
Stockfeld Futsal	15	Tanovan Kenny
VAUBAN	15	???
TOTAL RCSA-CAEN	185	

CLUB	PLACES	RESPONSABLE
AS ELECTRICITE	15	Thierry VIETHEN
AS MENORA	15	Guy FEUTCHINE
AS Musau	15	Evan HEILI
AS NEUDORF	15	J. Pierre SCHNEIDER
AS VAUBAN	15	Pascal MAHON
ASE Cité de l'Ill	15	M. LAMOUTI
CS Neuhof	15	Ziad HANNACHI
FC Kronenbourg	15	Frédéric GLUCK
FC Stockfeld Colombes	15	Michel ULRICH
FCSK06	15	Mony MULLER
Stockfeld FUTSAL	15	OK
SC Red Star	15	Zakaria MERZOUGUI
UNIS VERS LE SPORT	15	Damien CAPOSOTO
TOTAL RCSA- PSG	195	

CLUB	PLACES	RESPONSABLE
AS MENORA	15	Guy FEUTCHINE
AS Musau	15	Mourad BENCHAIB
AS Neudorf	15	Sébastien BERG
ASE Cité de l'Ill	15	M. LAMOUTI
ASL Robertsau	15	T. HANTZ
CS Neuhof	15	Tarek Zaoui
FC Kronenbourg	15	Frédéric GLUCK
FC Montagne Verte	15	Kherbache KEMISSI
FC Stockfeld Colombes	15	Sabrina DEVEAUX
FCSK06	15	Mony MULLER
Joie et Santé Koenigshoffen	15	Sébastien VILLEMIN
Stockfeld Futsal	15	Jordan Goire

TOTAL RCSA - TFC	180

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / GUINGAMP

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
STOCKFELD FUTSAL	15	Tanovan KENNY	x	13
AS ELECTRICITE STRASBOURG	15	Thierry VIETHEN	x	12
AS MENORA	15	OK	x	
AS MUSAU	15	Marc ISSENMANN	x	13
AS NEUDORF	15	Sébastien BERG	x	0
ASE Cité de l'ILL	15	Abdennabi	x	13
CS NEUHOF	15	Haroudj Vincent	x	0
FC MONTAGNE VERTE	15	Kherbache Kemissi	x	13
FC STOCKFELD	15	Sabrina DEVEAUX	x	0
FCSK 06	15	CHEBAKE Mohamed	x	0
JSK			x	ANNULE
SC RED STAR	15	Zakaria MERZOUGUI	x	13

TOTAL RCSA - EAG	165

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / DFCO

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
SC RED STAR	13	Damien SCHMITT	x	
AS MENORA	15	OK	x	
AS MUSAU	13	Margaux SUSIN	x	
AS NEUDORF	15	Sébastien BERG	x	
ASE Cité de l'ILL	15	M. LAMOUTI	x	
CS NEUHOF	15	Haroudj Vincent	x	
FC FESSENHEIM	15	OK	x	
FC MONTAGNE VERTE	13	Kherbache KEMISSI	x	
FC STOCKFELD	10	Sabrina DEVEAUX	x	
FCSK 06	15	Mony MULLER	x	
JSK	6	Sébastien VILLEMIN	x	
STOCKFELD FUTSAL	13	Tanovan KENNY Redouane DALIL	x	

TOTAL RCSA - DFCO	158

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / DFCO

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
SC RED STAR	11	Azzedine CHELBI	x	
AS MENORA	15	OK	x	
AS NEUDORF	15	Sébastien BERG	x	
ASDG	4	Jean-Philippe SCHNELL	x	
ASE CITE DE L'ILL	10	M. LAMOUTI	x	
CS NEUHOF	4+2	Séverine GHEZAL	x	
FC MONTAGNE VERTE	15	Kherbache KEMISSI	x	
FC STOCKFELD	15	Sabrina DEVEAUX	x	
FCSK 06	6			
JSK	15	Sébastien VILLEMIN	x	
STOCKFELD FUTSAL	15	DALIL REDOUANE	x	
US ORLEANS	18	OK	x	

TOTAL RCSA - FCGB	139

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / ESTAC

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
AS NEUDORF	15			
AS ELECTRICITE	15	Dominique STURNY	x	3
AS MENORA	15	OK	x	
ASE CITE DE L'ILL	12	M. LAMOUTI	x	
FC MONTAGNE VERTE	15	Paulo FORTUNA	x	
FC STOCKFELD	15	Sabrina DEVEAUX	x	
FCSK 06	15	Eimen KELBI	x	2
JSK	14	Sébastien VILLEMIN	x	2
SC RED STAR	15	Chelbi Azzedine	x	

TOTAL RCSA - ESTAC	131

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / MHSC

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
AS NEUDORF	15	Mickaël SCHOTT	x	2
AS ELECTRICITE	12	Jihad AHAKKAM	x	
AS MENORA	15	OK	x	
ASL ROBERTSAU	15	OK	x	
CITE DE L'ILL	15	OK	x	
CS NEUHOF	15	OK	x	
FC STOCKFELD	15	Sabrina DEVEAUX	x	
FCSK 06	15	OK	x	
JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	15	OK	x	
MONTAGNE VERTE	15	OK	x	
STOCKFELD FUTSAL	15	Dalil REDOUANE	x	

TOTAL RCSA - MHSC	162

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / AS MONACO

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
FC KRONEBOURG	15	Frédéric GLUCK	x	
AS ELECTRICITE	15	Bruno HERROUIN	x	
AS MENORA	15	Guy FEUTCHINE	x	
AS MUSAU	15	Estelle MOUTINHO	x	
AS NEUDORF	15	Sébastien BERG	x	
ASE CITE DE L'ILL	15	M. LAMOUTI	x	
CS NEUHOF	15	Alexandre KEMPF	x	
FC STOCKFELD	15	Virginie STOFFEL	x	
FCSK 06	13	Mony MULLER	x	
JSK	15	Sébastien VILLEMIN	x	
MONTAGNE VERTE	15	KHERBACHE KEMISSI	x	
SC RED STAR	15	CHELBI AZZEDINE	x	
STOCKFELD FUTSAL	15	Tanovan KENNY	x	

TOTAL RCSA - AS MFC	193

648

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / FC METZ

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
AS MUSAU	15	Sylvain NEBINGER	x	
AS NEUDORF	15	Sébastien BERG	x	
AS Vauban	15	Martin HITTER	x	
ASE Cité de l'Ill	15	M. LAMOUTI	x	
ASL ROBERTSAU	15	Jerome REEB	x	
FC Kronenbourg	15	Frédéric GLUCK	x	2
FC Kronenbourg spécial	20			
FC STOCKFELD	15	Sabrina DEVEAUX	x	
FCSK 06	15	Dimitri AUNOUVIET	x	
FCSK 06 - groupe U8	17	Mathieu ZUGMEYER	x	
JSK	15	Sébastien VILLEMIN	x	
STOCKFELD Futsal	15	Tanovan Kenny	x	

TOTAL RCSA - FCM	187

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / AS SAINT-ETIENNE

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
AS ELECTRICITE	15	Sommano THANPHIROM	x	
AS MENORA	15	Guy Feutchine	x	
AS MUSAU	15	Imad LARCHE	x	
AS NEUDORF	15	Sébastien BERG	x	
AS VAUBAN	12	P. MAHON		
ASE CITE DE L'ILL	15	M. LAMOUTI	x	
ASL ROBERTSAU	15	Vincent RABERE	x	2
CS NEUHOF	15	Zaoui Tarek	x	3
FC STOCKFELD	15	Sabrina DEVEAUX	x	
FCSK 06	15	Mony MULLER	x	
JSK	15	Sébastien VILLEMIN	x	
RED STAR	15	Chelbi AZZEDINE	x	
STOCKFELD Futsal	15	Tanovan Kenny	x	

TOTAL RCSA - ASSE	192

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / OGC NICE

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
AS ELECTRICITE	15	Sommano THANPHIROM	x	
AS MENORA	15	Guy Feutchine	x	
AS MUSAU	15	Imad LARCHE		
AS VAUBAN	6	Pascal MAHON	x	
ASL ROBERTSAU	13	Vincent RABERE	x	
CS HAUTEPIERRE	10	HIAM ADILE	x	
CS NEUHOF	12	Tarek Zaoui	x	
FC STOCKFELD	15	Sabrina DEVEAUX	x	
FCSK06	12	Mony MULLER	x	
JSK	7	Sébastien VILLEMIN	x	
MONTAGNE VERTE	15	KHERBACHE KEMISSI	x	
RED STAR	15	Chelbi Azzedine	x	
STOCKFELD Futsal	15	Tanovan Kenny	x	

TOTAL RCSA - OGC NICE	165

BILLETTERIE CLUB STRASBOURG - RCSA / OLYMPIQUE LYON.

CLUB	PLACES	RESPONSABLE		MATCH
AS Electricité	15	Thierry VIETHEN	x	
AS MENORA	15		x	
AS Musau	15		x	
AS Neudorf	15	Jean-Pierre SCHNEIDER	x	
AS Vauban	15	Pascal MAHON	x	
ASE Cité de l'ILL	15	M. LAMOUTI	x	
ASL Robertsau	15	Vincent RABERE	x	
CS Neuhof	15	Amar SELLAMI	x	
FC Montagne Verte	15	Kherbache KEMISSI	x	
FC Stockfeld	15	Jérôme KUNTZ	x	
JSK	15	Sébastien VILLEMIN	x	
Stockfeld Futsal	15	Kenny TANOVAN	x	

TOTAL RCSA - LYON	180

Ville Eurométropole STRASBOURG
26 JUIL. 2018
Do SPORTS

entré le :
1 - AOUT 2018
Service Vie sportive

entré le :
- 1 AOUT 2018
Direction des sports

Monsieur Robert HERRMANN
Président de l'Eurométropole de Strasbourg
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CDX

Strasbourg, le 20 juillet 2018

Monsieur le Président, Cher Robert,

Nous tenons tout d'abord à vous exprimer une nouvelle fois tous nos remerciements pour le soutien fidèle et précieux que l'Eurométropole de Strasbourg apporte au Racing Club de Strasbourg Alsace.

Pour cette nouvelle saison sportive 2018-2019, nous vous sollicitons pour l'attribution à notre Association au titre de la formation **d'une aide financière d'un montant de 628.000 € ttc**.

Comme demandé, nous vous transmettons les documents suivants :

- Le budget prévisionnel 2018-2019 de l'Association RCSA
- Les bilans et comptes de résultats des exercices clos au 30.06.2016 et au 30.06.2017 de l'Association RCSA (nous n'avons pas encore procédé, à ce jour, à l'arrêté des comptes au 30.06.2018)
- Le rapport d'activité de l'Association RCSA

Nous restons à votre disposition pour toute précision utile et vous adressons, Monsieur le Président, Cher Robert, nos plus vifs remerciements et nos salutations les plus cordiales.

Patrick SPIELMANN
Président Association Racing Club de Strasbourg Alsace,

18-A03854
26/07/2018

Champion de France: 1979
Vainqueur de la Coupe de France: 1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France: 1937 - 1947 - 1995
Vainqueur de la Coupe de la Ligue: 1964 - 1997 - 2005
Quart de finale de la C1: 1980
Coupe Gambardella: 1965 - 2006

S.A.S. RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
Stade de la Meinau – 12 rue de l'Extenwoerth – 67100 Strasbourg
Tel. +33(0)3 88 44 55 00 / www.rcstrasbourgalsace.fr

Association Racing Club de Strasbourg Alsace

12 rue de l'Extenwoerth
67100 Strasbourg

COMPTES ANNUELS

du 01/07/2016 au 30/06/2017

Bilan et compte de résultat

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

BILAN ACTIF

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017 — Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois)				Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	26 475	26 474	1	0,00	1	0,00
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	38 632	27 395	11 236	0,73	322	0,01
Autres immobilisations corporelles	355 624	279 029	76 596	4,95	19 982	0,71
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours	16 667		16 667	1,08		
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés	254 509	254 209	300	0,02	300	0,01
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	***691 907***	***587 107***	***104 800***	6,77	***20 605***	0,74
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	908 989	55 862	853 127	55,12	2 116 026	75,54
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs					1 083	0,04
. Personnel	994		994	0,06		
. Organismes sociaux	25 169		25 169	1,63		
. Etat, impôts sur les bénéfices	13 275		13 275	0,86	6 815	0,24
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	8 280		8 280	0,53	387 162	13,82
. Autres	189 654		189 654	12,25	213 303	7,62
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	344 056		344 056	22,23	48 561	1,73
Charges constatées d'avance	8 396		8 396	0,54	7 534	0,27
TOTAL (II)	**1 498 812**	**55 862**	**1 442 950**	93,23	**2 780 484**	99,26
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	***2 190 719***	***642 970***	***1 547 750***	100,00	***2 801 090***	100,00

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

BILAN PASSIF

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	-179 140	-11,56	-742 215	-26,49
Résultat de l'exercice	179 140	11,57	563 075	20,10
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecarts de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)			***-179 140***	-6,39
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
TOTAL (II)				
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	80 667	5,21	440	0,02
Fournisseurs et comptes rattachés	110 804	7,16	1 167 402	41,68
Autres	1 335 112	86,26	1 794 537	64,07
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	21 167	1,37	17 850	0,64
TOTAL(IV)	***1 547 750***	100,00	***2 980 229***	106,40
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	1 547 750	100,00	***2 801 090***	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	France	Exportation	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois) Total	%	Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois) Total	%	Variation absolue (12 mois) Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Ventes de marchandises	9 643		9 643	3,75	9 976	7,34	-333	-3,33
Production vendue de biens								
Prestations de services	247 595		247 595	96,25	125 883	92,66	121 712	96,68
Montants nets produits d'expl.	***257 238***		***257 238***	100,00	***135 859***	100,00	***121 379***	89,34
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation								
Cotisations			797 712	310,11	724 887	533,56	72 825	10,05
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			20 833	8,10	20 808	15,32	25	0,12
Autres produits								
Reprise sur provisions, dépréciations			174	0,07	46 653	34,34	-46 479	-99,62
Transfert de charges			20 533	7,98	183	0,13	20 350	N/S
Sous-total des autres produits d'exploitation			***839 253***	326,26	***792 531***	583,35	***46 722***	5,90
Total des produits d'exploitation (I)			***1 096 491***	426,26	***928 390***	683,35	***168 101***	18,11
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Exédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS:								
De participations								
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif								
Autres intérêts et produits assimilés								
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			9	0,00	14	0,01	-5	-35,70
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (III)			***9***	0,00	***14***	0,01	***-5***	-35,70
PRODUITS EXCEPTIONNELS:								
Sur opérations de gestion								
Sur opérations en capital								
Reprises sur provisions et transferts de charges			691 766	268,92	4 081 270	N/S	-3 389 504	83,04
Total des produits exceptionnels (IV)			***691 766***	268,92	***4 081 270***	N/S	***-3 389 504***	-83,04
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			***1 788 266***	695,18	***5 009 674***	N/S	***-3 221 408***	-64,29
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT								
TOTAL GENERAL			***1 788 266***	695,18	***5 009 674***	N/S	***-3 221 408***	-64,29
CHARGES D'EXPLOITATION:								
Achats de marchandises			4 416	1,72	1 791	1,32	2 625	146,57
Variations stocks de marchandises								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements								
Autres achats non stockés								
Services extérieurs			77 287	30,04	48 604	35,79	28 683	59,01
Autres services extérieurs			253 327	98,48	196 557	144,68	56 770	28,88
Impôts, taxes et versements assimilés			577 356	224,44	407 002	299,58	170 354	41,86
Salaires et traitements			305	0,12	10 049	7,40	-9 744	-96,96
Charges sociales			507 078	197,12	228 289	168,09	278 789	122,12
Autres charges de personnel			155 800	60,57	79 632	58,61	76 168	95,65
Subventions accordées par l'association			330	0,13			330	N/S

ASSOCIATION RACING CLUB STRASBOURG ALSACE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2016 au 30/06/2017 — Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/06/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	24 714	9,81	4 640	3,42	20 074	432,63
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations						
.Pour risques et charges : dotation aux provisions						
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées						
Autres charges	1 367	0,53	11	0,01	1 356	N/S
Total des charges d'exploitation (I)	***1 601 979***	622,76	***976 575***	718,82	***625 404***	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	220	0,09			220	N/S
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)	***220***	0,09			***220***	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	6 927	2,69	1 794	1,32	5 133	286,12
Sur opérations en capital			3 468 230	N/S	-3 468 230	-100,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	***6 927***	2,69	***3 470 024***	N/S	***-3 463 097***	-99,79
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	***1 609 126***	625,54	***4 446 599***	N/S	***-2 837 473***	-63,80
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	***179 140***	69,64	***563 075***	414,49	***-383 935***	-68,18
TOTAL GENERAL	***1 788 266***	695,18	***5 009 674***	N/S	***-3 221 408***	-64,29

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

LA VIE DE L'ASSOCIATION
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
SAISON 2017-2018

Fondée en Septembre 1997, l'Association comporte aujourd'hui :

- **22** Equipes
- **452** Licenciés dont **361** Joueurs
- **55** Dirigeants bénévoles
- **38** Educateurs tous diplômés
- **14** Arbitres
- **20** Recruteurs / Observateurs en Alsace et dans les autres régions
- **10** Médecins, Kinés ou membres du Staff Médical

Depuis l'été 2014, la Formation du RCSA a pour Directeur François KELLER dont l'Adjoint est Thierry BRAND.

Elle est structurée de la façon suivante :



Champion de France: 1979



Vainqueur de la Coupe de France: 1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France: 1937 - 1947 - 1995



Vainqueur de la Coupe de la Ligue: 1964 - 1997 - 2005



Quart de finale de la C1: 1980



Coupe Gambardella: 1965 - 2006

➢ Ecole de Foot :

- U7 – U8 – U9 – U10 – U11
- Soit **49** garçons et **29** filles

➢ Préformation :

- U12, U13, U14 DH et U15 Inter Régionaux
- Soit **77** garçons et **37** filles

➢ Formation :

- U16 à U19
- Soit **77** garçons et **57** filles

- **38** de ces jeunes sont hébergés au Centre de Formation durant la semaine + **11** joueurs hébergés en semaine à l'internat Jean-Monnet qui sont logés au Centre les week-ends s'ils ne rentrent pas à leur domicile.

- **Le poids de la section féminine** :
  En tout il y a 123 filles, soit 38 % de l'effectif global.

- **8 joueurs issus du Centre de Formation** étaient dans l'équipe 1 durant la saison 2017-2018.

  Dans les autres clubs alsaciens, on trouve également beaucoup de joueurs issus des effectifs de la formation du RCSA : SC SCHILTIGHEIM (**9**), FC MULHOUSE (**2**), FC SARRE-UNION (**5**), AS VAUBAN (**8**) et FR HAGUENAU (**8**) etc ...

- **La scolarité** a été transférée au Collège/Lycée Jean Monnet et pour la filière Bac Pro, nous avons conclu des Partenariats avec :

  - Le lycée OBERLIN (commerce / vente)
  - Le lycée Le CORBUSIER (métiers du bâtiment)
  - Le lycée COUFFIGNAL (Pôle industriel)

  A signaler également un partenariat avec le Collège/Lycée SAINTE ANNE pour la filière Bac Général et Technologie.

Champion de France: 1979

Vainqueur de la Coupe de France: 1951 - 1966 - 2001
Finaliste de la Coupe de France: 1937 - 1947 - 1995

- **L'organisation des stages « Racing Academy »** (sans hébergement mais avec restauration sur place au Centre de formation) a été à nouveau un grand succès en 2018 avec 5 semaines de stage d'Avril à Août.

Vainqueur de la Coupe de la Ligue: 1964 - 1997 - 2005

- **La Section Féminine** a vu le jour en 2012. C'est donc sa sixième saison marquée par la montée en DIVISION D'HONNEUR de l'équipe SENIORS FEMININES 1

Quart de finale de la C1: 1960

- **Organigramme Technique et Dirigeants 2017-2018**
  Voir documents en annexe

Coupe Gambardella: 1966 - 2006

ORGANIGRAMME DIRIGEANTS SAISON 2017/2018

COORDINATEUR ADMINISTRATIF
André BOHN

LIGUE 1 COMFORAMA
Guy FEIGELBRUGEL
avec à domicile
Jean-Paul SCHOETTEL

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

INTENDANT du CENTRE
Florian ROBIN

CORRESPONDANT JEUNES SECRETARIAT
Florian ROBIN

CALENDRIERS
André BOHN
Florian ROBIN

TOURNOIS
Georges ROY PARMENTIER

EQUIPEMENTS
Jacky SCHUTZ

LAVERIE
France KLEIN
Christiane EHRET

FORMATION
F. KELLER

- **NATIONAL 3**
  Abdelaziz BEN AMMAR
  Sylvain METZ
- **U 19 NAT**
  Michel SCHEURER
  Guy SCHALCK
  François NOCERA
- **U 17 NAT**
  Vincent SPLET
  Sabino MASINO
- **SENIORS 3**
  URSENBACH Marie-Sophie
- **BAR**
  Isabelle STEPHAN
  aide Marcel STEPHAN

PREFORMATION
Georges ROY PARMENTIER

- **U 15 IR**
  Alain MANGINOT
- **U 19 DH**
  Yannick SCHUTZ
  Jacky SCHUTZ à domicile
- **U 16 DH**
  Patrice MARFE
  Alain ECKERT à domicile
- **U 14 DH**
  Bernard et Jeanine
  PAULUS
- **ORGANISATION PLATEAUX à domicile**
  Serge BAUER

ECOLE DE FOOT
Thierry BRAND

- **U 13 (1)**
  Landry KIALA
  Vincent MAHLER
- **U 13 (2)**
  Philippe RONGER
- **U 12 (3)**
  Jean FLICK
- **U 11**
  André JEHL
- **U 10**
  Florian ROBIN
- **U8 U9**
  Staps
- **U6 U7**
  Staps

FEMININES
T. BRAND / D. CHAVANEL

- **SENIORS FEM à 11**
  Nathalie MONDORF
  Carole BRETTVILLE
- **SENIORS FEM à 8**
  Kheira GHARNAOUT
- **U 18 F**
  Guy MARTINI
  Sarah BREAULT
- **U 16 F**
  Sylvia HEIWANG
- **U 15 F**
  Perrine ROHE
- **U 13 F**
  Frédérique RHEIN

- **Poussines**
  Samira CHERIET
  Aurélie DA SILVA
- **Pitchounettes**
  Maria HUGEL

CENTRE DE FORMATION : PÔLE SPORTIF

DIRECTEUR : François KELLER
Tél. : 06 11 27 56 86 / francois.keller@rcstrasbourg.eu

DIRECTEUR ADJOINT : Thierry BRAND
Tél. : 06 70 69 82 25 / thierry.brand@rcstrasbourg.eu

SAISON 2017 / 2018

R C S T R A S B O U R G A L S A C E

RECRUTEMENT

RESPONSABLE RECRUTEMENT
Pascal DROEHNLE
Partenariat + SE
06 15 26 70 35
pascal.droehnle@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 67
Alain VIOLANT
Foot à 8
06 68 97 60 62
scouting@rcstrasbourg.eu

CENTRE ALSACE
Yves LLEDO
Foot à 8
06 06 90 66 12
scouting@rcstrasbourg.eu

RESPONSABLE 68
Pascal LEMUT
Foot à 8
06 21 72 38 14
scouting@rcstrasbourg.eu

SUD 68 + 88
Eugène BATMANN
Foot à 8
06 08 27 65 13
scouting@rcstrasbourg.eu

RECRUTEMENT PARIS
Abbes SAADI
Foot à 11
06 59 37 31 67
abbes.saadi@rcstrasbourg.eu

RECRUTEMENT RHÔNE-ALPES, CENTRE
René CHARNET
06 70 17 22 83
scouting@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 54
Alain RIGOLE
06 17 73 24 88
scouting@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 57
Youns DIANI
Foot à 8
06 83 47 62 90
scouting@rcstrasbourg.eu

MUNDSCHAU Patrick
06 98 37 49 16
scouting@rcstrasbourg.eu

TAHRAOUI Kébir
06 50 58 74 61
scouting@rcstrasbourg.eu

GRASMANN Peter
00 49 15 754 007 600
pegugra@kabelbw.de

ENTRAÎNEURS

N3
François KELLER
Adjoint : R. ARNOULD
Adjoint : S. FEUTCHINE

U19 NATIONAUX
Régis ARNOULD
06 51 03 36 55
regis.arnould@rcstrasbourg.eu
Adjoint : G. SPINELLA

U19 DH
Samir GUENDOUZ
06 10 59 87 01
samir.guendouz@rcstrasbourg.eu

U17 NATIONAUX
Stéphane GUEDET
06 74 71 02 80
stephane.guedet@rcstrasbourg.eu
Adjoint : S. GUENDOUZ
Adjoint : V. NOGUEIRA

U16 DH
Martin DJETOU
06 95 50 99 67
martin.djetou@rcstrasbourg.eu

U15
Thierry BRAND
Adjoint : G. LACOUR

U14 DH
Mehdi BEN AMMAR
06 63 40 12 21
mehdi.benammar@ymail.com

U13 - I
Mannu BACH
06 78 14 52 21
9mbach@gmail.com

U13 - II
Grégoire ROUSSEAU
06 85 46 86 03

U12
Jérémy FLICK
06 50 74 23 56

U11
Nicolas GROSS
06 42 20 30 58
nicolas.gross@rcstrasbourg.eu

U10
Thomas EHRHARD
06 89 53 04 53

U9
Steven KELLER
06 77 41 35 86
steven.keller@rcstrasbourg.eu
••••
Lucas GUILLOU
06 30 05 83 72

U7 / U8
Fazal SOULAIMANA
STAPS
07 51 66 57 93

PRÉPARATEURS PHYSIQUES

RESPONSABLE PRÉPA. PHYSIQUE CFA 2 / U19
Erwan PONDAVEN
06 60 22 95 88
erwan.pondaven@rcstrasbourg.eu

PRÉPARATEUR PHYSIQUE U17
Romain KATCHAVENDA
06 26 91 29 76
r.katchavenda@gmail.com

PRÉPARATEUR PHYSIQUE U15 / U16
Grégoire ROUSSEAU
06 85 46 86 03

RÉ-ATHLÉTISATION
Zacharie GEYER
06 45 70 74 67
Zgeyer@gmail.com

COORDINATION MOTRICE U14
Jérôme LEHMANN
06 11 79 16 00

COORDINATION / MOTRICE U12 / U13
Anastase MASSAMBA
06 89 67 71 40

PÔLE FORMATION

PÔLE VIDÉO
Samir GUENDOUZ

PÔLE PSYCHOLOGIQUE
Pascal MARTIN
06 80 68 18 78
pascalmartin9@wanadoo.fr

PÔLE MENTAL
Christian ARNOUX
06 08 03 37 18
contact@christianarnoux.com

PÔLE TECHNIQUE AU POSTE
Serge COSTA

RESPONSABLE DES GARDIENS
Albert STOECKEL
06 12 90 30 34
albert.stoeckel@wanadoo.fr

Adjoint : Fabien JUND
06 83 06 25 32

Adjoint : Cyril FAHRNER
06 47 81 41 75

PÔLE MÉDICAL

MÉDECIN DU SPORT FORMATION
Pascal ZELLER
Claude ARNOLD

KINÉ DU SPORT
Nicolas ANCILLON

ENCADREMENT

SÉNIORS F 1
Thibault WEIGEL
Adjoint : C. BRETTEVILLE

SÉNIORS F 2
Mélodie GILLET

U18 F
Vincent HAURY

U16 F
Tania SCHWOERER
Adjoint : G. WILLMANN

U15 F
Mohamed HADJAR

U13 F
Didier MASSON

U11 F
Céline GHARNAOUT
Christine SCHNEE

U9
Daniel HECKENMEYER
Aline MEYER

Nous ne sommes pas 11 mais des milliers

CENTRE DE FORMATION : PÔLE SPORTIF

DIRECTEUR : François KELLER
Tél. 06 11 27 56 86 / francois.keller@rcstrasbourg.eu

DIRECTEUR ADJOINT : Thierry BRAND
Tél. 06 76 69 82 26 / thierry.brand@rcstrasbourg.eu

SAISON 2017 / 2018

R C S T R A S B O U R G A L S A C E

RECRUTEMENT

RESPONSABLE RECRUTEMENT
Pascal DROEHNLE
Partenariat + SE
06 16 26 70 35
pascal.droehnle@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 67
Alain VIOLANT
Foot à 8
06 66 97 60 62
scouting@rcstrasbourg.eu

CENTRE ALSACE
Yves LLEDO
Foot à 8
06 06 90 66 12
scouting@rcstrasbourg.eu

RESPONSABLE 68
Pascal LEMUT
Foot à 8
06 21 72 38 14
scouting@rcstrasbourg.eu

SUD 68 + 88
Eugène BATMANN
Foot à 8
06 08 27 65 13
scouting@rcstrasbourg.eu

RECRUTEMENT PARIS
Abbes SAADI
Foot à 11
06 59 37 21 87
abbes.saadi@rcstrasbourg.eu

RECRUTEMENT RHÔNE-ALPES CENTRE
René CHARNET
06 70 17 22 83
scouting@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 54
Alain RIGOLE
06 17 73 24 88
scouting@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 57
Youns DIANI
Foot à 8
06 83 47 62 80
scouting@rcstrasbourg.eu

MUNDSCHAU Patrick
06 98 37 49 16
scouting@rcstrasbourg.eu

TAHRAOUI Kébir
06 50 58 74 61
scouting@rcstrasbourg.eu

GRASMANN Peter
00 49 15 754 007 500
pegugra@kabelbw.de

FORMATION

N3
François KELLER
Adjoint : R. ARNOULD
Adjoint : G. FEUTCHINE

U19 NATIONAUX
Régis ARNOULD
06 51 03 36 55
regis.arnould@rcstrasbourg.eu
Adjoint : D. SPINELLA

U19 DH
Samir GUENDOUZ
06 10 59 87 01
samir.guendouz@rcstrasbourg.eu

U17 NATIONAUX
Stéphane GUEDET
06 74 71 02 80
stephane.guedet@rcstrasbourg.eu
Adjoint : S. GUENDOUZ
Adjoint : V. NOGUEIRA

U16 DH
Martin DJETOU
06 95 50 99 67
martin.djetou@rcstrasbourg.eu

U15
Thierry BRAND
Adjoint : G. LACOUR

U14 DH
Mehdi BEN AMMAR
06 63 40 12 21
mehdi.benammar@ymail.com

U13 - I
Mannu BACH
06 76 14 52 21
lmbach@gmail.com

U13 - II
Grégoire ROUSSEAU
06 85 46 86 03

U12
Jérémy FLICK
06 50 74 23 56

U11
Nicolas GROSS
06 42 20 30 58
nicolas.gross@rcstrasbourg.eu

U10
Thomas EHRHARD
06 89 53 04 53

U9
Steven KELLER
06 77 41 25 98
steven.keller@rcstrasbourg.eu
••••
Lucas GUILLOU
06 30 05 83 72

U7 / U8
Fazel SOULAIMANA
STAPS
07 51 86 57 93

PRÉPARATION PHYSIQUE

RESPONSABLE PRÉPA. PHYSIQUE CFA 2 / U19
Erwan PONDAVEN
06 80 22 65 88
erwan.pondaven@rcstrasbourg.eu

PRÉPARATEUR PHYSIQUE U17
Romain KATCHAVENDA
06 26 91 29 76
r.katchavenda@gmail.com

PRÉPARATEUR PHYSIQUE U15 / U16
Grégoire ROUSSEAU
06 85 46 86 03

RÉ-ATHLÉTISATION
Zacharie GEYER
06 45 70 74 67
Zgeyer@gmail.com

COORDINATION MOTRICE U14
Jérôme LEHMANN
06 11 78 16 00

COORDINATION / MOTRICE U12 / U 13
Anastase MASSAMBA
06 89 87 71 40

CELLULE PLURIDISCIPLINAIRE

PÔLE VIDÉO
Samir GUENDOUZ

PÔLE PSYCHOLOGIQUE
Pascal MARTIN
06 80 68 18 78
pascalmartin88@wanadoo.fr

PÔLE MENTAL
Christian ARNOUX
06 08 03 37 18
contact@christianarnoux.com

PÔLE TECHNIQUE AU POSTE
Serge COSTA

RESPONSABLE DES GARDIENS
Albert STOECKEL
06 12 90 30 34
albert.stoeckel@wanadoo.fr

Adjoint : Fabien JUND
06 83 06 25 32

Adjoint : Cyril FAHRNER
06 47 81 41 75

PÔLE MÉDICAL

MÉDECIN DU SPORT FORMATION
Pascal ZELLER
Claude ARNOLD

KINÉ DU SPORT
Nicolas ANCILLON

ACTION FÉMININE

SÉNIORS F. 1
Thibault WEIGEL
Adjoint : C. BRETTEVILLE

SÉNIORS F. 2
Mélodie GILLET

U18 F
Vincent HAURY

U16 F
Tania SCHWOERER
Adjoint : G. WILLMANN

U15 F
Mohamed HAOUAR

U13 F
Didier MASSON

U11 F
Céline GHARNAOUT
Christine SCHNEE

U9
Daniel HECKENMEYER
Aline MEYER

Nous ne sommes pas 11 mais des milliers

894

ORGANIGRAMME DIRIGEANTS SAISON 2017/2018

COORDINATEUR ADMINISTRATIF
André BOHN

LIGUE 1 COMFORAMA
Guy FEIGELBRUGEL
avec à domicile
Jean-Paul SCHOETTEL

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

INTENDANT du CENTRE
Florian ROBIN

CORRESPONDANT JEUNES SECRETARIAT
Florian ROBIN

CALENDRIERS
André BOHN
Florian ROBIN

TOURNOIS
Georges ROY PARMENTIER

EQUIPEMENTS
Jacky SCHUTZ

LAVERIE
France KLEIN
Christiane EHRET

FORMATION
F. KELLER

- **NATIONAL 3**
  Abdelaziz BEN AMMAR
  Sylvain METZ
- **U 19 NAT**
  Michel SCHEURER
  Guy SCHALCK
  François NOCERA
- **U 17 NAT**
  Vincent SPLET
  Sabino MASINO
- **SENIORS 3**
  URSENBACH Marie-Sophie
- **BAR**
  Isabelle STEPHAN
  aide Marcel STEPHAN

PREFORMATION
Georges ROY PARMENTIER

- **U 15 IR**
  Alain MANGINOT
- **U 19 DH**
  Yannick SCHUTZ
  Jacky SCHUTZ à domicile
- **U 16 DH**
  Patrice MARFE
  Alain ECKERT à domicile
- **U 14 DH**
  Bernard et Jeanine
  PAULUS
- **ORGANISATION PLATEAUX à domicile**
  Serge BAUER

ECOLE DE FOOT
Thierry BRAND

- **U 13 (1)**
  Landry KIALA
  Vincent MAHLER
- **U 13 (2)**
  Philippe RONGER
- **U 12 (3)**
  Jean FLICK
- **U 11**
  André JEHL
- **U 10**
  Florian ROBIN
- **U8 U9**
  Staps
- **U6 U7**
  Staps

FEMININES
T. BRAND / D. CHAVANEL

- **SENIORS FEM à 11**
  Nathalie MONDORF
  Carole BRETTVILLE
- **SENIORS FEM à 8**
  Kheira GHARNAOUT
- **U 18 F**
  Guy MARTINI
  Sarah BREAULT
- **U 16 F**
  Sylvia HEIWANG
- **U 15 F**
  Perrine ROHE
- **U 13 F**
  Frédérique RHEIN

- **Poussines**
  Samira CHERIET
  Aurélie DA SILVA
- **Pitchounettes**
  Maria HUGEL

CENTRE DE FORMATION : PÔLE SPORTIF

DIRECTEUR : François KELLER
Tél. 06 11 27 56 86 / francois.keller@rcstrasbourg.eu

DIRECTEUR ADJOINT : Thierry BRAND
Tél. 06 70 69 82 25 / thierry.brand@rcstrasbourg.eu

SAISON 2017 / 2018

R C S T R A S B O U R G A L S A C E

RECRUTEMENT

RESPONSABLE RECRUTEMENT
Pascal DROEHNLE
Partenariat + SE
06 15 26 70 35
pascal.droehnle@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 67
Alain VIOLANT
Foot à 8
06 68 97 60 62
scouting@rcstrasbourg.eu

CENTRE ALSACE
Yves LLEDO
Foot à 8
06 06 90 66 12
scouting@rcstrasbourg.eu

RESPONSABLE 68
Pascal LEMUT
Foot à 8
06 21 72 38 14
scouting@rcstrasbourg.eu

SUD 68 + 88
Eugène BATMANN
Foot à 8
06 08 27 65 13
scouting@rcstrasbourg.eu

RECRUTEMENT PARIS
Abbes SAADI
Foot à 11
06 59 37 31 67
abbes.saadi@rcstrasbourg.eu

RECRUTEMENT RHÔNE-ALPES, CENTRE
René CHARNET
06 70 17 22 83
scouting@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 54
Alain RIGOLE
06 17 73 24 88
scouting@rcstrasbourg.eu

SECTEUR 57
Youns DIANI
Foot à 8
06 83 47 62 90
scouting@rcstrasbourg.eu

MUNDSCHAU Patrick
06 98 37 49 16
scouting@rcstrasbourg.eu

TAHRAOUI Kébir
06 50 58 74 61
scouting@rcstrasbourg.eu

GRASMANN Peter
00 49 15 754 007 600
pegugra@kabelbw.de

ENTRAÎNEURS

N3
François KELLER
Adjoint : R. ARNOULD
Adjoint : S. FEUTCHINE

U19 NATIONAUX
Régis ARNOULD
06 51 03 36 55
regis.arnould@rcstrasbourg.eu
Adjoint : G. SPINELLA

U19 DH
Samir GUENDOUZ
06 10 59 87 01
samir.guendouz@rcstrasbourg.eu

U17 NATIONAUX
Stéphane GUEDET
06 74 71 02 80
stephane.guedet@rcstrasbourg.eu
Adjoint : S. GUENDOUZ
Adjoint : V. NOGUEIRA

U16 DH
Martin DJETOU
06 95 50 99 67
martin.djetou@rcstrasbourg.eu

U15
Thierry BRAND
Adjoint : G. LACOUR

U14 DH
Mehdi BEN AMMAR
06 63 40 12 21
mehdi.benammar@ymail.com

U13 - I
Mannu BACH
06 78 14 52 21
9mbach@gmail.com

U13 - II
Grégoire ROUSSEAU
06 85 46 86 03

U12
Jérémy FLICK
06 50 74 23 56

U11
Nicolas GROSS
06 42 20 30 58
nicolas.gross@rcstrasbourg.eu

U10
Thomas EHRHARD
06 89 53 04 53

U9
Steven KELLER
06 77 41 35 86
steven.keller@rcstrasbourg.eu
••••
Lucas GUILLOU
06 30 05 83 72

U7 / U8
Fazal SOULAIMANA
STAPS
07 51 66 57 93

PRÉPARATEURS PHYSIQUES

RESPONSABLE PRÉPA. PHYSIQUE CFA 2 / U19
Erwan PONDAVEN
06 80 22 95 86
erwan.pondaven@rcstrasbourg.eu

PRÉPARATEUR PHYSIQUE U17
Romain KATCHAVENDA
06 26 91 29 76
r.katchavenda@gmail.com

PRÉPARATEUR PHYSIQUE U15 / U16
Grégoire ROUSSEAU
06 85 46 86 03

RÉ-ATHLÉTISATION
Zacharie GEYER
06 45 70 74 67
Zgeyer@gmail.com

COORDINATION MOTRICE U14
Jérôme LEHMANN
06 11 79 16 00

COORDINATION / MOTRICE U12 / U13
Anastase MASSAMBA
06 89 67 71 40

PÔLE SPORTIF

PÔLE VIDÉO
Samir GUENDOUZ

PÔLE PSYCHOLOGIQUE
Pascal MARTIN
06 80 68 18 78
pascalmartin9@wanadoo.fr

PÔLE MENTAL
Christian ARNOUX
06 08 03 37 18
contact@christianarnoux.com

PÔLE TECHNIQUE AU POSTE
Serge COSTA

RESPONSABLE DES GARDIENS
Albert STOECKEL
06 12 90 30 34
albert.stoeckel@wanadoo.fr

Adjoint : Fabien JUND
06 83 06 25 32

Adjoint : Cyril FAHRNER
06 47 81 41 75

PÔLE MÉDICAL

MÉDECIN DU SPORT FORMATION
Pascal ZELLER
Claude ARNOLD

KINÉ DU SPORT
Nicolas ANCILLON

ENCADREMENT

SÉNIORS F 1
Thibault WEIGEL
Adjoint : C. BRETTEVILLE

SÉNIORS F 2
Mélodie GILLET

U18 F
Vincent HAURY

U16 F
Tania SCHWOERER
Adjoint : G. WILLMANN

U15 F
Mohamed HADJAR

U13 F
Didier MASSON

U11 F
Céline GHARNAOUT
Christine SCHNEE

U9
Daniel HECKENMEYER
Aline MEYER

Nous ne sommes pas 11 mais des milliers

ASSOCIATION RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE

LES RESULTATS SCOLAIRES – 2017-2018

BACCALAUREAT GENERAL ET TECHNOLOGIQUE

15 candidats

TOUS ont obtenu leur diplôme

Résultats remarquables : 7 mentions
1 mention « Très Bien » en section S
1 mention « Bien » en section S
5 mentions « Assez-Bien »

BAC PRO

3 candidats
2 ont réussi.

Les jeunes footballeurs du Racing signent un excellent résultat dans un domaine, les études, auquel le Club attache une très grande importance.

Budget Ligue 1 Prévisionnel 2018/2019 Ligue 1

RECETTES	ASSO
Recettes Matchs	**0**
Recettes Championnat	
Recettes Coupes (coupe de France+Coupe de la ligue)	
Abonnements grand public	
Recettes Sponsors Publicité	**0**
Sponsoring	
CA Equipementier	
Subventions des collectivités	**828 345**
Ville	0
Eurométropole	628 000
Conseil Régional	200 345
Conseil Régional - Etude faisabilité	
Conseil Départemental	
Subventions Fédération	**23 800**
LAFA	23 800
FFF	0
Droit TV	**0**
Indémnités Coupes	
Autres produits	**122 000**
Transferts de charges	**225 000**
Autres	0
Aides à l'embauche - CUI	5000
Refacturations personnel	220 000
mutation temporaire	
Total Recettes	**1 199 145**

DEPENSES	ASSO
Achats de marchandises	**62 500**
Services extérieurs	**362 786**
Frais de Déplacements	**576 140**
Frais d'organisation Matchs	**10 000**
Autres Services Extérieurs	**148 552**
Impôts et Taxes	**31 000**
Rémunération du Personnel	**730 466**
Charges sociales	**336 014**
Amortissements joueurs	0
DAP	129 464
Total Dépenses	**2 386 923**

Résultat d'exploitation	**-1 187 778**
Résultat financier	**-312**
Résultat exceptionnel	**0**
Subvention équilibre sas/asso	**1 188 090**
IS	**0**
Participation des salariés	
Résultat net	**0**

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 70

Relations entre la Ville et le Racing club de Strasbourg Alsace - saison 2018 - 2019.

Pour	57
	899
Contre	0
Abstention	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François

71

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Relations financières entre la Ville et la SASP SIG Strasbourg - saison 2018 - 2019.

La ville de Strasbourg, dans le cadre de sa politique de soutien et de promotion du sport de haut niveau, constitue un partenaire privilégié de la S.A.S.P. SIG STRASBOURG. Compte tenu de l'évolution de cette dernière en Championnat de France Jeep Elite, au titre de la saison sportive 2018-2019 et de sa participation à la coupe d'Europe (Basketball Champions League), la Ville de Strasbourg souhaite renouveler son engagement au titre de la saison sportive prochaine.

Il vous est ainsi proposé de conclure entre la Ville et la S.A.S.P. SIG STRASBOURG, au titre de la saison sportive 2018-2019 :

1. **une convention financière**, d'un montant de 524 000 €, dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général, d'actions éducatives, d'intégration et de cohésion sociale. Ces missions portent pour l'essentiel sur des actions à destination des publics suivants :

- jeunes des quartiers strasbourgeois (deux opérations dénommées « Découvre le Basket Pro » avec des associations, « Match des adolescents et des solidarités » accueillant 300 jeunes de la Maison des adolescents ou personnes invitées via le centre communal d'action sociale à un match du championnat de France Jeep Elite), ainsi que les étudiants, avec accueil lors d'un match dans le cadre de « Strasbourg aime ses étudiants » de 300 d'entre eux ;

- personnes en situation de handicap ou de maladie (accueil de 50 personnes titulaires de la carte Evasion ou à mobilité réduite à tous les matchs disputés à domicile), démonstration de basket handisport pendant la mi-temps d'un match avec l'association Strasbourg handisport passion aventure, intervention en milieu hospitalier auprès de jeunes malades, invitation de 100 personnes malades dans le cadre de la semaine d'information sur la santé mentale ;

- grand public, avec des moments d'échanges et de rencontres ainsi que des animations ou dédicaces de l'équipe professionnelle et du staff technique (Foire européenne) ;

- associations sportives strasbourgeoises : deux rencontres techniques « clinic basket » entre les entraîneurs de clubs de basket strasbourgeois et le staff technique de la SIG et la participation de ces derniers à deux entraînements de l'équipe professionnelle et l'équipe des Espoirs ;

- supporters, avec l'organisation de diverses actions de promotion du fair-play.

2. **la passation d'un marché public** entre la Ville et la S.A.S.P. SIG STRASBOURG pour permettre d'associer l'image de la collectivité à la notoriété du club, pour un montant total estimé à 510 000 € HT (597 100 € TTC) dans le cadre de l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la Ville sur les supports suivants :

- les 4 tunnels d'angle ;
- le parquet;
- les maillots de match et d'entrainement des joueurs ;
- les programmes de match ;

Ces prestations spécifiques de communication et billetterie ne relèvent pas, en vertu de l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, des services soumis à une procédure de passation formalisée. Dès lors, les prestations projetées sont soumises pour leur dévolution à une procédure adaptée définie à l'article 27 du même décret.

Ce marché sera soumis pour attribution à la commission d'appel d'offres.

Les deux propositions de contrats s'inscrivent dans le cadre des dispositions du code du sport ; les documents administratifs et financiers ci-dessous listés sont consultables au service Vie sportive ou au secrétariat des Assemblées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu les documents administratifs et financiers que sont les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos, le budget prévisionnel de l'année sportive 2018-2019, le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales l'année sportive précédente, le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées consultables auprès du service Vie sportive ou du service des Assemblées,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,
approuve

la conclusion entre la Ville et la S.A.S.P. SIG STRASBOURG, des contrats suivants :

au titre de la saison sportive 2018-2019 :

1. ***une convention financière****, d'un montant de 524 000 €, (joint en annexe) dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général, d'actions éducatives, d'intégration et de cohésion sociale. Ces actions sont prioritairement destinées aux publics jeunes, en situation de handicap, aux clubs du territoire etc.*

2. ***la passation d'un marché public,*** *pour un montant total estimé à 510 000 € HT (597 100 € TTC) pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la Ville sur des supports de communication tels que :*
   - *les 4 tunnels d'angle ;*
   - *le parquet;*
   - *les maillots des joueurs ;*
   - *les programmes de match ;*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

1. *40\6574\8063\SJ03C : pour le versement de la subvention d'un montant de 524 000 €, imputée sur le budget primitif 2019 ;*
2. *40\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 25 % du marché public d'un montant total estimé à 510 000 € HT, soit une somme estimée à 127 500 € HT sur le budget de 2018. Le solde quant à lui sera versé en 2019 ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e, à signer et à exécuter la convention financière ainsi qu'à négocier, puis signer le marché après attribution par la Commission d'appel d'offres, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

SIG STRASBOURG

17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél. 03 88 55 98 55
Fax 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr
www.sigstrasbourg.fr

Strasbourg, le 23 juillet 2018

Monsieur Roland RIES
Maire de la Ville de Strasbourg
Centre Administratif
1, Parc de l'Etoile
67000 STRASBOURG

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'attribution au club de la SIG STRASBOURG SASP d'une aide globale d'un montant de **1.121.100 € TTC** pour la saison sportive 2018/2019 se décomposant de la manière suivante :

- **597.100 € TTC** au titre du partenariat commercial
- **524.000 € TTC** au titre du subventionnement des Actions Sociales

Les documents suivants vous sont transmis :

- Le bilan et les comptes de résultats des exercices 2015/2016 et 2016/2017 certifiés par notre Commissaire aux Comptes et arrêtés définitivement par l'Assemblée Générale des actionnaires
- Le rapport d'utilisation des subventions d'actions sociales octroyées lors de l'exercice 2017/2018
- Le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées pour l'exercice 2018/2019
- Le budget prévisionnel 2018/2019

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

SIG STRASBOURG SASP
17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél. 03 88 55 98 55 - Fax : 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr
N° SIRET 409 849 957 00033

Martial BELLON
Président du Directoire

SIG STRASBOURG S.A.S.P. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 399 949,95 €
R.C.S. Strasbourg B 409 849 957 • SIRET : 409 849 957 000 33 • N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 96409849957000033 • APE 8551Z

SIG STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2016

pwc

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2016

Aux Actionnaires
SIG STRASBOURG
17, Boulevard de Dresde
67000 Strasbourg

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société anonyme sportive professionnelle SIG STRASBOURG, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la justification de nos appréciations ;

- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Strasbourg, le 21 novembre 2016

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers PME Commissariat aux Comptes

Pierre-Nicolas Gug

Bilan Actif

Etat exprimé en **euros**

		30/06/2016			30/06/2015
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	27 689,02	25 913,13	1 775,89	1 518,98
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	446 680,12	316 013,03	130 667,09	140 663,23
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	13 996,00		13 996,00	13 046,00
	TOTAL (II)	**488 365,14**	**341 926,16**	**146 438,98**	**155 228,21**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	4 819,68		4 819,68	7 085,90
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 057 912,53	9 576,00	1 048 336,53	1 159 633,15
	Autres créances	416 966,35	15 137,00	401 829,35	344 301,78
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 341 486,44		1 341 486,44	882 432,85
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	8 652,41		8 652,41	9 934,24
	TOTAL (III)	**2 829 837,41**	**24 713,00**	**2 805 124,41**	**2 403 387,92**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**3 318 202,55**	**366 639,16**	**2 951 563,39**	**2 558 616,13**

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an 73 913,04

Bilan Passif

Etat exprimé en **euros**

		30/06/2016	30/06/2015
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	399 949,95	399 949,95
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	39 994,99	
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	26 988,29	31 982,75
	Résultat de l'exercice	**66 564,69**	**35 000,53**
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**533 497,92**	**466 933,23**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	98 000,00	30 000,00
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	**98 000,00**	**30 000,00**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	66 861,28	85 552,75
	Emprunts et dettes financières divers		76,22
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 041 510,35	767 423,63
	Dettes fiscales et sociales	1 012 054,12	1 136 830,47
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	48 139,72	64 899,83
	Produits constatés d'avance (1)	151 500,00	6 900,00
	Total des dettes	**2 320 065,47**	**2 061 682,90**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**2 951 563,39**	**2 558 616,13**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	66 564,69	35 000,53
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 272 197,99	1 994 821,62
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en **euros**

		France	Exportation	30/06/2016 12 mois	30/06/2015 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	51 929,06		51 929,06	37 875,17
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	6 326 334,52		6 326 334,52	5 064 311,99
	Montant net du chiffre d'affaires	**6 378 263,58**		**6 378 263,58**	**5 102 187,16**
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			1 497 200,00	1 613 115,00
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			179 755,77	51 274,18
	Autres produits			2 458,19	9 484,43
	Total des produits d'exploitation (1)			**8 057 677,54**	**6 776 060,77**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			37 940,58	22 435,27
	Variation de stock			2 266,22	(4 502,90)
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			3 313 624,88	2 673 507,23
	Impôts, taxes et versements assimilés			236 983,00	249 714,61
	Salaires et traitements			2 945 003,40	2 627 122,19
	Charges sociales du personnel			1 261 013,84	1 071 908,25
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			35 456,12	35 110,50
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant			9 576,00	6 818,37
	Dotations aux provisions			68 000,00	
	Autres charges			83 290,18	81 248,96
	Total des charges d'exploitation (2)			**7 993 154,22**	**6 763 362,48**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**64 523,32**	**12 698,29**

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en **euros**

		30/06/2016	30/06/2015
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**64 523,32**	**12 698,29**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	992,91	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	7 050,29	49 880,21
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	**8 043,20**	**49 880,21**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	1 725,03	4 606,98
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	**1 725,03**	**4 606,98**
	RESULTAT FINANCIER	**6 318,17**	**45 273,23**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**70 841,49**	**57 971,52**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	16 368,42	
	Sur opérations en capital	40 000,00	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		537,22
	Total des produits exceptionnels	**56 368,42**	**537,22**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 196,22	34 177,21
	Sur opérations en capital	40 000,00	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	**42 196,22**	**34 177,21**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**14 172,20**	**(33 639,99)**
	PARTICIPATION DES SALARIES		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	18 449,00	(10 669,00)
	TOTAL DES PRODUITS	**8 122 089,16**	**6 826 478,20**
	TOTAL DES CHARGES	**8 055 524,47**	**6 791 477,67**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**66 564,69**	**35 000,53**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE LEGALE

Exercice du 01/07/2015

au 30/06/2016

SA SIG STRASBOURG

17 bd de Dresde

67000 STRASBOURG

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 951 563** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **8 122 089** euros et un total **charges** de **8 055 524** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **66 565** euros.

L'exercice considéré débute le **01/07/2015** et finit le **30/06/2016.**
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.
L'analyse de la société relative aux nouvelles règles sur les actifs depuis 2005 l'a amenée aux constats suivants:
- aucun élément activé ne justifie une décomposition,
- il n'y a pas de valeur résiduelle. Après analyse par les responsables de la société, il a été considéré que les valeurs résiduelles futures des immobilisations étaient nulles; il n'a donc pas été tenu compte de valeurs résiduelles dans les plans d'amortissements.
- compte tenu de la taille de l'entreprise, les durées d'usage peuvent être retenues comme durée d'amortissement.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Immobilisations incorporelles:
Les immobilisations incorporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leurs prix d'achats augmentés des frais accessoires incorporables au coût d'acquisition.
Les éventuels frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.
Ce poste est constitué de logiciels et du site Internet du club.
Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue:

Logiciels	1 à 3 ans
Site Internet	3 ans

Immobilisations corporelles:
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.
Les éventuels frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.
Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue:

Agencements divers	4 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Aucun indice de perte de valeur n'étant apparu, aucune dépréciation des immobilisations incorporelles ou corporelles n'est constatée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. En fonction de la situation du créancier à la clôture, et à l'appui d'un dossier individualisé, la société a fixé le niveau de dépréciation requis selon le plan suivant:

Après la 1ère relance, pour une créance impayée depuis plus de 6 mois à la clôture	Dépréciation de 20% de la créance
Après mise en demeure de payer par lettre recommandée avec accusé de réception	Dépréciation de 30% de la créance
Transmission de la créance à l'huissier	Dépréciation de 40% de la créance
Client en situation de redressement judiciaire/Procédure de sauvegarde	Dépréciation de 70% de la créance
Client en situation de liquidation judiciaire	Dépréciation de 90% de la créance
Créances d'irrécouvrabilité	Passage de la créance en Perte pour 100%

Les créances litigieuses ou contentieuses (avec dossier d'avocat à l'appui) seront dépréciées en fonction du risque attaché au non recouvrement.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions règlementées

Ce poste ne concerne que les amortissements dérogatoires, dont les variations sont reprises dans l'état des amortissements.

Engagements en matière de retraite

L'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite s'élève au 30/06/2016 à un montant de 39 266 euros.
Les hypothèses de base suivantes ont été retenues:
- application des règles légales applicables dans la cadre d'un départ volontaire à l'âge de 62 ans
- seuls les salariés présents au 30/06/2016 disposant d'un Contrat à Durée Indéterminé avec la société ont été retenus

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

- le coefficient d'actualisation de l'indemnité de départ à la retraite retenu est de 1.5%
- la progression des salaires est estimée à 2% par an,
- la probabilité de présence des salariés a été retenue tenant compte d'un coefficient de turn-over par défaut.

Immobilisations

Etat exprimé en **euros**	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2016
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	25 118,02		2 571,00			27 689,02
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**25 118,02**		**2 571,00**			**27 689,02**
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
sur sol d'autrui						
instal. agenct aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	222 892,81		8 800,00			231 692,81
Matériel de transport						
Matériel de bureau, informatique et mobilier	200 641,42		14 345,89			214 987,31
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**423 534,23**		**23 145,89**			**446 680,12**
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés			40 000,00		40 000,00	
Prêts et autres immobilisations financières	13 046,00		950,00			13 996,00
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**13 046,00**		**40 950,00**		**40 000,00**	**13 996,00**
TOTAL	**461 698,25**		**66 666,89**		**40 000,00**	**488 365,14**

Amortissements

Etat exprimé en **euros**

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2016
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	23 599,04	2 314,09		25 913,13
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**23 599,04**	**2 314,09**		**25 913,13**
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	128 363,48	17 025,68		145 389,16
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	154 507,52	16 116,35		170 623,87
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**282 871,00**	**33 142,03**		**316 013,03**
	TOTAL	**306 470,04**	**35 456,12**		**341 926,16**

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		917					

Provisions

	Etat exprimé en **euros**	Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2016
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	30 000,00	68 000,00		98 000,00
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**30 000,00**	**68 000,00**		**98 000,00**
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : incorporelles				
	Sur immobilisations : corporelles				
	Sur immobilisations : des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations : titres de participation				
	Sur immobilisations : autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	68 618,57	9 576,00	68 618,57	9 576,00
	Autres	15 137,00			15 137,00
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**83 755,57**	**9 576,00**	**68 618,57**	**24 713,00**
	TOTAL GENERAL	**113 755,57**	**77 576,00**	**68 618,57**	**122 713,00**
	Dont dotations et reprises : - d'exploitation		77 576,00	68 618,57	
	Dont dotations et reprises : - financières				
	Dont dotations et reprises : - exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en **euros**	30/06/2016	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	13 996,00		13 996,00
Clients douteux ou litigieux	38 304,01	38 304,01	
Autres créances clients	1 019 608,52	1 019 608,52	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	17 786,64	17 786,64	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	540,00	540,00	
Taxes sur la valeur ajoutée	125 045,42	125 045,42	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	8 715,00	8 715,00	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	264 879,29	264 879,29	
Charges constatées d'avances	8 652,41	8 652,41	
TOTAL DES CREANCES	**1 497 527,29**	**1 483 531,29**	**13 996,00**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	30/06/2016	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	66 861,28	18 993,80	47 867,48	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 041 510,35	1 041 510,35		
Personnel et comptes rattachés	405 639,25	405 639,25		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	315 388,64	315 388,64		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	218 468,15	218 468,15		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	72 558,08	72 558,08		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	48 139,72	48 139,72		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	151 500,00	151 500,00		
TOTAL DES DETTES	**2 320 065,47**	**2 272 197,99**	**47 867,48**	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en **euros**

		30/06/2016
Total des Produits à recevoir		**23 962**
Autres créances clients		**15 247**
CLIENTS PROD.NON ENC.FACT	*15 247*	
Autres créances		**8 715**
ETAT PAR	*8 715*	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en **euros** | 30/06/2016

Total des Charges à payer		**698 176**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		**501 125**
FOURN. FACT.NON PARVENUES	*501 125*	
Dettes fiscales et sociales		**182 767**
DETTES PROV./CONGES PAYES	*46 863*	
PERSONNEL AUT. CHARG. A PAYER	*11 229*	
CHARGES S/CP	*24 959*	
AUTR. CHARG.SOCIALES A PAYER	*43 110*	
MUTUELLE	*4 256*	
AUTR.CHARG.FISCALES A PAYER	*52 350*	
Autres dettes		**14 284**
AVOIRS A ETABLIR	*14 284*	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en **euros**	30/06/2016	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		8 652,41	151 500,00
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		**8 652,41**	**151 500,00**

Capital social

Etat exprimé en **euros**	30/06/2016	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES				
Du capital social début exercice		5 247,00	76,2245	399 949,95
Emises pendant l'exercice			0,0000	
Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
Du capital social fin d'exercice		**5 247,00**	**76,2245**	**399 949,95**

Effectif moyen

	30/06/2016	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		6,50	
Professions intermédiaires			
Employés		27,83	
Ouvriers			
TOTAL		**34,33**	

ANNEXE - Elément 6.18

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	30/06/2016	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		70 841,49	15 373,46	**55 468,03**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		14 172,20	3 075,54	**11 096,66**
RESULTAT COMPTABLE		**85 013,69**	18 449,00	**66 564,69**

(1) après retraitements fiscaux.

ANNEXE - Elément 11

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Etat exprimé en **euros** | **30/06/2016**

ACCROISSEMENTS	Provisions règlementées	
	Autres	
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		

ALLEGEMENTS	Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
	PROVISION EFFORT CONSTRUCTION	5 389,00
	Autres	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		**5 389,00**

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		30/06/2016
Total des produits exceptionnels		**56 368,42**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		**16 368,42**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	*8 736,85*	
AUTRES PROD EXCEPTIONNELS	*7 631,57*	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		**40 000,00**
PROD. CESSION ELEMENTS ACTIF F	*40 000,00*	
Total des charges exceptionnelles		**42 196,22**
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		**2 196,22**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	*355,41*	
CHARGES EXCEP./OP.GESTION	*1 807,80*	
CHARG.EXCEP.S/OPERAT.GESTION	*33,01*	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		**40 000,00**
VNC DES IMMOB FI CEDEES	*40 000,00*	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**14 172,20**

ANNEXE - Elément supplémentaire

Transferts de charges

Etat exprimé en euros	30/06/2016
Divers transferts de charges d'exploitation	12 301,18
Avantages en nature	71 520,66
Transferts de charges AIG	15 986,78
Transferts de charges Contrats aidés	3 028,58
Transferts de charges Rembrousement Formations	8 300,00
TOTAL	**111 137,20**

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

	Etat exprimé en **euros**	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2016
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social	38 112,25	38 112,25	399 949,95	399 949,95	399 949,95
	Nombre d'actions ordinaires	500,00	500,00	5 247,00	5 247,00	5 247,00
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation					
	- Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	2 834 311,00	3 249 098,00	4 836 477,14	5 102 187,16	6 378 263,58
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.	142 890,00	33 586,00	133 367,53	65 723,18	129 427,24
	Impôts sur les bénéfices		325,00	5 134,00	(10 669,00)	18 449,00
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	170 381,00	4 606,00	25 890,58	35 000,53	66 564,69
	Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.	285,78	66,52	24,44	14,56	21,15
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	340,76	9,21	4,93	6,67	12,69
	Dividende attribué					
PERSONNEL	Effectif moyen salarié	28,00	28,00	29,00	31,03	34,33
	Montant de la masse salariale	1 638 233,00	2 005 583,00	2 335 758,36	2 627 122,19	2 945 003,40
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	703 953,00	806 442,00	947 275,98	1 071 908,25	1 261 013,84

SIG STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2017

pwc

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2017

Aux Actionnaires
SIG STRASBOURG
17, Boulevard de Dresde
67000 Strasbourg

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2017 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société anonyme sportive professionnelle SIG STRASBOURG, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la justification de nos appréciations ;

- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

PricewaterhouseCoopers PME Commissariat aux Comptes SAS, Centre d'Affaires Urbania, 230 avenue de Colmar, CS 90240, 67089 Strasbourg Cedex Téléphone: +33 (0)3 88 45 55 50, Fax: +33 (0)3 88 45 55 51, www.pwc.com

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par actions simplifiée au capital de 1 901 259 € , Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine, RCS Nanterre 811 599 406 TVA n° FR 66 811 599 406, Siret 811 599 406 00014. Code APE 6920 Z, Bureaux à Amiens, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Chaumont, Cognac, Dijon, Lesconil, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Pau, Péronne, Quimper, Rennes, Saint-Quentin, Strasbourg.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Strasbourg, le 22 novembre 2017

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers PME Commissariat aux Comptes

Pierre-Nicolas Gug

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Bilan Actif

Etat exprimé en euros	30/06/2017 Brut	30/06/2017 Amort. et Dépréc.	30/06/2017 Net	30/06/2016 Net
Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions brevets droits similaires	48 489,02	28 340,50	20 148,52	1 775,89
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques,mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	468 110,70	352 296,77	115 813,93	130 667,09
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 796,00		14 796,00	13 996,00
TOTAL (II)	**531 395,72**	**380 637,27**	**150 758,45**	**146 438,98**
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	12 137,08		12 137,08	4 819,68
Avances et Acomptes versés sur commandes				
CREANCES (3)				
Créances clients et comptes rattachés	1 337 169,19	2 760,00	1 334 409,19	1 048 336,53
Autres créances	319 039,92	15 137,00	303 902,92	401 829,35
Capital souscrit appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	846 413,88		846 413,88	1 341 486,44
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	20 328,33		20 328,33	8 652,41
TOTAL (III)	**2 535 088,40**	**17 897,00**	**2 517 191,40**	**2 805 124,41**
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)	**3 066 484,12**	**398 534,27**	**2 667 949,85**	**2 951 563,39**

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an 7 200,00

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Bilan Passif

	Etat exprimé en **euros**	30/06/2017	30/06/2016
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	399 949,95	399 949,95
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	39 994,99	39 994,99
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	93 552,98	26 988,29
	Résultat de l'exercice	**95 663,94**	**66 564,69**
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**629 161,86**	**533 497,92**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	98 000,00	98 000,00
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	**98 000,00**	**98 000,00**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	47 867,48	66 861,28
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	720 833,58	1 041 510,35
	Dettes fiscales et sociales	1 038 627,95	1 012 054,12
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	30 138,90	48 139,72
	Produits constatés d'avance (1)	103 320,08	151 500,00
	Total des dettes	**1 940 787,99**	**2 320 065,47**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**2 667 949,85**	**2 951 563,39**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	95 663,94	66 564,69
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1 912 384,92	2 272 197,99
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en **euros**

		France	Exportation	30/06/2017 12 mois	30/06/2016 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	68 483,43		68 483,43	51 929,06
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	6 219 680,56		6 219 680,56	6 326 334,52
	Montant net du chiffre d'affaires	**6 288 163,99**		**6 288 163,99**	**6 378 263,58**
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			1 396 779,92	1 497 200,00
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			94 869,42	179 755,77
	Autres produits			50 314,32	2 458,19
	Total des produits d'exploitation (1)			**7 830 127,65**	**8 057 677,54**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			52 838,24	37 940,58
	Variation de stock			(7 317,40)	2 266,22
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			3 016 963,51	3 313 624,88
	Impôts, taxes et versements assimilés			238 293,84	236 983,00
	Salaires et traitements			2 981 748,92	2 945 003,40
	Charges sociales du personnel			1 307 644,28	1 261 013,84
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			38 711,11	35 456,12
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant			2 760,00	9 576,00
	Dotations aux provisions				68 000,00
	Autres charges			65 273,98	83 290,13
	Total des charges d'exploitation (2)			**7 696 916,48**	**7 993 154,22**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**133 211,17**	**64 523,32**

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en **euros**

		30/06/2017	30/06/2016
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**133 211,17**	**64 523,32**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 229,93	992,91
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	14 966,70	7 050,29
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	**18 196,63**	**8 043,20**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	1 425,76	1 725,03
	Différences négatives de change	4 102,27	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	**5 528,03**	**1 725,03**
	RESULTAT FINANCIER	**12 668,60**	**6 318,17**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**145 879,77**	**70 841,49**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	11 282,08	16 368,42
	Sur opérations en capital		40 000,00
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	**11 282,08**	**56 368,42**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	38 319,91	2 196,22
	Sur opérations en capital		40 000,00
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	**38 319,91**	**42 196,22**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(27 037,83)**	**14 172,20**
	PARTICIPATION DES SALARIES		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	23 178,00	18 449,00
	TOTAL DES PRODUITS	**7 859 606,36**	**8 122 089,16**
	TOTAL DES CHARGES	**7 763 942,42**	**8 055 524,47**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**95 663,94**	**66 564,69**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE LEGALE

Exercice du 01/07/2016

au 30/06/2017

SA SIG STRASBOURG

17 bd de Dresde

67000 STRASBOURG

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et règlementaires applicables en France.
Ils respectent en particulier les dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, qui a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 667 950** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 859 606** euros et un total **charges** de **7 763 942** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **95 664** euros.

L'exercice considéré débute le **01/07/2016** et finit le **30/06/2017.**
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.
L'analyse de la société relative aux nouvelles règles sur les actifs depuis 2005 l'a amenée aux constats suivants:
- aucun élément activé ne justifie une décomposition,
- il n'y a pas de valeur résiduelle. Après analyse par les responsables de la société, il a été considéré que les valeurs résiduelles futures des immobilisations étaient nulles; il n'a donc pas été tenu compte de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

valeurs résiduelles dans les plans d'amortissements.
- compte tenu de la taille de l'entreprise, les durées d'usage peuvent être retenues comme durée d'amortissement.

Immobilisations incorporelles:
Les immobilisations incorporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leurs prix d'achats augmentés des frais accessoires incorporables au coût d'acquisition.
Les éventuels frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.
Ce poste est constitué de logiciels et du site Internet du club.
Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue:

Logiciels	1 à 3 ans
Site Internet	3 ans

Immobilisations corporelles:
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.
Les éventuels frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.
Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue:

Agencements divers	4 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Aucun indice de perte de valeur n'étant apparu, aucune dépréciation des immobilisations incorporelles ou corporelles n'est constatée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. En fonction de la situation du créancier à la clôture, et à l'appui d'un dossier individualisé, la société a fixé le niveau de dépréciation requis selon le plan suivant:

Après la 1ère relance, pour une créance impayée depuis plus de 6 mois à la clôture	Dépréciation de 20% de la créance
Après mise en demeure de payer par lettre recommandée avec accusé de réception	Dépréciation de 30% de la créance
Transmission de la créance à l'huissier	Dépréciation de 40% de la créance
Client en situation de redressement judiciaire/Procédure de sauvegarde	Dépréciation de 70% de la créance
Client en situation de liquidation judiciaire	Dépréciation de 90% de la créance
Créances d'irrécouvrabilité	Passage de la créance en Perte pour 100%

Les créances litigieuses ou contentieuses (avec dossier d'avocat à l'appui) seront dépréciées en fonction du risque attaché au non recouvrement.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions règlementées

Ce poste ne concerne que les amortissements dérogatoires, dont les variations sont reprises dans l'état des amortissements.

Engagements en matière de retraite

L'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite s'élève au 30/06/2017 à un montant de 45 710 euros.
Les hypothèses de base suivantes ont été retenues:

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

- application des règles légales applicables dans la cadre d'un départ volontaire à l'âge de 62 ans
- seuls les salariés présents au 30/06/2017 disposant d'un Contrat à Durée Indéterminé avec la société ont été retenus
- le coefficient d'actualisation de l'indemnité de départ à la retraite retenu est de 1.5%
- la progression des salaires est estimée à 2% par an,
- la probabilité de présence des salariés a été retenue tenant compte d'un coefficient de turn-over par défaut.

Evénements postérieurs à la clôture

- Un contrôle Urssaf a démarré en juin 2017. Aucune notification des observations n'a été réceptionnée à ce jour. Au vu des premières conclusions, nous avons comptabilisé dans les comptes clos le 30/06/2017 une charge à payer de 37 000 € qui porte sur les cotisations sociales relatives à des risques identifiés par la société.

- Une indemnité de transfert de 675 000 $ a été perçue par la société en juillet 2017 suite au draft d'un joueur.

- Une provision pour risque lié à un litige clients a été maintenue dans les comptes clos le 30/06/17 pour 68 000 € car l'extinction des voies de recours aura lieu le 22/10/17, soit postérieurement à l'arrêté des comptes.

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Immobilisations

	Etat exprimé en **euros**	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2017
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virem t p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	27 689,02		20 800,00			48 489,02
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**27 689,02**		**20 800,00**			**48 489,02**
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	231 692,81		3 523,00			235 215,81
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	214 987,31		17 907,58			232 894,89
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**446 680,12**		**21 430,58**			**468 110,70**
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	13 996,00		800,00			14 796,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**13 996,00**		**800,00**			**14 796,00**
	TOTAL	**488 365,14**		**43 030,58**			**531 395,72**

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Amortissements

Etat exprimé en **euros**

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2017
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	25 913,13	2 427,37		28 340,50
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**25 913,13**	**2 427,37**		**28 340,50**
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	145 389,16	17 715,26		163 104,42
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	170 623,87	18 568,48		189 192,35
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**316 013,03**	**36 283,74**		**352 296,77**
	TOTAL	**341 926,16**	**38 711,11**		**380 637,27**

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Provisions

Etat exprimé en **euros**		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2017
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	98 000,00			98 000,00
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**98 000,00**			**98 000,00**
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations incorporelles				
	Sur immobilisations corporelles				
	Sur immobilisations des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations titres de participation				
	Sur immobilisations autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	9 576,00	2 760,00	9 576,00	2 760,00
	Autres	15 137,00			15 137,00
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**24 713,00**	**2 760,00**	**9 576,00**	**17 897,00**
	TOTAL GENERAL	**122 713,00**	**2 760,00**	**9 576,00**	**115 897,00**
	Dont dotations et reprises - d'exploitation		2 760,00	9 576,00	
	Dont dotations et reprises - financières				
	Dont dotations et reprises - exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Créances et Dettes

Etat exprimé en **euros**	30/06/2017	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	14 796,00		14 796,00
Clients douteux ou litigieux	7 200,00		7 200,00
Autres créances clients	1 329 969,19	1 329 969,19	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	16 186,64	16 186,64	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	8 897,00	8 897,00	
Taxes sur la valeur ajoutée	63 847,86	63 847,86	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	12 544,00	12 544,00	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	217 564,42	217 564,42	
Charges constatées d'avances	20 328,33	20 328,33	
TOTAL DES CREANCES	**1 691 333,44**	**1 669 337,44**	**21 996,00**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	30/06/2017	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	47 867,48	19 464,41	28 403,07	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	720 833,58	720 833,58		
Personnel et comptes rattachés	377 946,42	377 946,42		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	373 199,33	373 199,33		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	210 054,17	210 054,17		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	77 428,03	77 428,03		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	30 138,90	30 138,90		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	103 320,08	103 320,08		
TOTAL DES DETTES	**1 940 787,99**	**1 912 384,92**	**28 403,07**	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	18 994,00			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en **euros**

		30/06/2017
Total des Produits à recevoir		**38 359**
Autres créances clients		**25 815**
CLIENTS PROD.NON ENC.FACT	*25 815*	
Autres créances		**12 544**
ETAT PAR	*12 544*	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en **euros** | **30/06/2017**

Total des Charges à payer		**486 408**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		**262 319**
FOURN. FACT.NON PARVENUES	*262 319*	
Dettes fiscales et sociales		**223 648**
DETTES PROV./CONGES PAYES	*46 237*	
PROV HEURES RECUP	*1 642*	
CHARGES S/CP	*27 040*	
PROV CH SUR HEURES RECUP	*690*	
AUTR. CHARG.SOCIALES A PAYER	*72 396*	
AUT. CHARG. SOCIALES A PAYER	*15 000*	
AUTR.CHARG.FISCALES A PAYER	*60 643*	
Autres dettes		**440**
AUTRES DETTES DIVERSES	*440*	

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

ANNEXE - Elément 6.12

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en **euros**	30/06/2017	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		20 328,33	103 320,08
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		**20 328,33**	**103 320,08**

Capital social

Etat exprimé en **euros**	30/06/2017	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES				
Du capital social début exercice		5 247,00	76,2245	399 949,95
Emises pendant l'exercice			0,0000	
Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
Du capital social fin d'exercice		**5 247,00**	**76,2245**	**399 949,95**

Effectif moyen

	30/06/2017	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		6,50	
Professions intermédiaires			
Employés		24,64	
Ouvriers			
TOTAL		**31,14**	

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

ANNEXE - Elément 6.18

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en **euros**	30/06/2017	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		145 879,77	32 191,00	**113 688,77**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(27 037,83)	(9 013,00)	**(18 024,83)**
RESULTAT COMPTABLE		**118 841,94**	23 178,00	**95 663,94**

(1) après retraitements fiscaux.

La colonne impôt sur les sociétés inclue les crédits d'impôts (CICE et Mécenat).

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

ANNEXE - Elément 11

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Etat exprimé en **euros** | **30/06/2017**

ACCROISSEMENTS	Provisions règlementées	
	Autres	
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		

ALLEGEMENTS	Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
	PROVISION EFFORT CONSTRUCTION	6 496,00
	Autres	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		**6 496,00**

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en **euros**		30/06/2017
Total des produits exceptionnels		**11 282,08**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		**11 282,08**
AUTRES PROD EXCEPTIONNELS	*11 282,08*	
Total des charges exceptionnelles		**38 319,91**
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		**38 319,91**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	*211,90*	
CHARGES EXCEP./OP.GESTION	*5 471,39*	
INDEMNITES DE RUPTURE	*32 608,70*	
CHARG.EXCEP.S/OPERAT.GESTION	*27,92*	
Résultat exceptionnel		**(27 037,83)**

ANNEXE - Elément supplémentaire

Transferts de charges

Etat exprimé en **euros**	30/06/2017
Divers transferts de charges d'exploitation	19 607,19
Avantages en nature	59 874,90
Transferts de charges AIG	5 760,00
Transferts de charges Contrats aidés	51,33
Transferts de charges Rembrousement Formations	
TOTAL	**85 293,42**

BOOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

	Etat exprimé en **euros**	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social	38 112,25	399 949,95	399 949,95	399 949,95	399 949,95
	Nombre d'actions ordinaires	500,00	5 247,00	5 247,00	5 247,00	5 247,00
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation					
	- Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	3 249 098,00	4 836 477,14	5 102 187,16	6 378 263,58	6 288 163,99
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.	33 586,00	133 367,53	65 723,18	129 427,24	150 737,05
	Impôts sur les bénéfices	325,00	5 134,00	(10 669,00)	18 449,00	23 178,00
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	4 606,00	25 890,58	35 000,53	66 564,69	95 663,94
	Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.	66,52	24,44	14,56	21,15	24,31
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	9,21	4,93	6,67	12,69	18,23
	Dividende attribué					
PERSONNEL	Effectif moyen salarié	28,00	29,00	31,03	34,33	31,14
	Montant de la masse salariale	2 005 583,00	2 335 758,36	2 627 122,19	2 945 003,40	2 981 748,92
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	806 442,00	947 275,98	1 071 908,25	1 261 013,84	1 307 644,28

ROOS EC SAS	SA SIG STRASBOURG

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en **euros**	30/06/2017	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE		45 710,00	
		45 710,00	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		**45 710,00**	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

SIG STRASBOURG SASP

ATTESTATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVE AUX ETATS COMPTABLES PREVISIONNELS ACTUALISES POUR LA SAISON 2017/2018 ET AUX PREVISIONS FINANCIERES DE LA SAISON 2018/2019 ETABLIS PAR LE DIRECTOIRE EN APPLICATION DU REGLEMENT DE LA DNCCG

pwc

ATTESTATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVE AUX ETATS COMPTABLES PREVISIONNELS ACTUALISES POUR LA SAISON 2017/2018 ET AUX PREVISIONS FINANCIERES DE LA SAISON 2018/2019 ETABLIS PAR LE DIRECTOIRE EN APPLICATION DU REGLEMENT DE LA DNCCG

SIG STRASBOURG SASP
A l'attention du Président
17, Boulevard de Dresde
67000 Strasbourg

Monsieur le Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de SIG STRASBOURG (« la Société ») et en application du règlement de la DNCCG, nous avons procédé à la vérification des états comptables prévisionnels actualisés de la saison 2017/2018 et aux prévisions financières de la saison 2018/2019, tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Ces états comptables prévisionnels et les hypothèses qui les sous-tendent ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Les méthodes appliquées pour établir ces prévisions, y compris les hypothèses qui les sous-tendent, sont précisées dans les états comptables prévisionnels joints.

Il nous appartient de nous prononcer sur la conformité :

- des modalités appliquées par la Société pour établir les états comptables prévisionnels susvisés avec celles énoncées dans lesdits états ;

- des méthodes comptables utilisées avec celles retenues pour l'établissement des derniers comptes annuels.

Il ne nous appartient pas en revanche de remettre en cause les hypothèses retenues par la direction de la Société pour établir les états comptables prévisionnels susvisés.

Nos travaux qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette intervention.

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes SAS, Centre d'Affaires Urbania, 230 avenue de Colmar, CS 90240, 67089 Strasbourg Cedex Téléphone: +33 (0)3 88 45 55 50, Fax: +33 (0)3 88 45 55 51, www.pwc.com

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par actions simplifiée au capital de 1 901 259 € . Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 811 599 406 TVA n° FR 66 811 599 406. Siret 811 599 406 00014. Code APE 6920 Z. Bureaux : Amiens, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Chaumont, Cognac, Dijon, Lesconil, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Pau, Péronne, Quimper, Rennes, Saint-Quentin, Strasbourg.

Ces travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance des procédures mises en place par votre Société pour l'établissement des états comptables prévisionnels susvisés ;

- Vérifier la conformité des modalités d'établissement de ces états comptables avec celles énoncées dans lesdits états ;

- Vérifier la conformité des méthodes comptables utilisées pour l'établissement de ces états avec celles retenues pour l'établissement des derniers comptes annuels.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que, par conséquent, nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la conformité :

- des modalités d'établissement des états comptables prévisionnels susvisés avec celles énoncées dans lesdits états ;

- des méthodes comptables utilisées pour l'établissement de ces états avec celles retenues pour l'établissement des derniers comptes annuels.

Néanmoins, la vraisemblance et la cohérence des hypothèses retenues pour l'établissement de ce budget appellent de notre part les commentaires suivants :

1. <u>Prévisionnels actualisés de la saison 2017/2018</u>

Cette situation projetée tient compte de la Saison Régulière du Championnat de France, de la Saison Régulière de la FIBA Basketball Champions League (BCL), du 1/16 finale de BCL, du 1/8 finale de BCL, de la Leaders Cup, de l'ensemble du parcours en Coupe de France, d'un match à domicile du ¼ finale de play-offs LNB.

2. Prévisions financières de la saison 2018/2019

- Les subventions n'ont pas encore fait l'objet d'un vote dans les différentes collectivités ;
- Le montant des subventions retenues est prudent et cohérent avec celui de la saison encours ;
- Ce budget tient compte de la Saison Régulière du Championnat de France JEEP ELITE et de la saison régulière de la FIBA Basketball Champions League (BCL).

Cette attestation est établie aux seules fins de satisfaire à la demande du règlement de la DNCCG et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Nos travaux ne sont pas destinés à remplacer les diligences qu'il appartient, le cas échéant, aux tiers ayant eu communication de cette attestation de mettre en œuvre au regard de leurs propres besoins. En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Société, notre responsabilité à l'égard de votre Société et de ses actionnaires est définie par la loi française et nous n'acceptons aucune extension de notre responsabilité au-delà de celle prévue par la loi française.

En aucun cas PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes ne pourra être tenu responsable d'aucun dommage, perte, coût ou dépense résultant d'un comportement dolosif ou d'une fraude commise par les administrateurs, les dirigeants ou les employés de la Société.

Strasbourg, le 27 avril 2018

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes

Pierre-Nicolas Gug

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

SOMMAIRE

Fiche signalétique
Hypothèses
Bilan
Compte de résultat
Annexes
Annexe 1 : Immobilisations
Annexe 2 : Créances Clients
Annexe 3 : Dettes d'exploitation
Annexe 4 : Dettes financières
Annexe 5 : Litiges en cours
Annexe 6 : Prévisionnel mensuel de trésorerie
Annexe 7 : Recettes de matchs
Annexe 8 : Recettes de sponsoring
Annexe 9 : Subventions des collectivités
Annexe 10 : Aides des collectivités
Annexe 11 : Autres produits
Annexe 12 : Autres achats et charges externes
Annexe 13 : Détail des honoraires
Annexe 14 : Charges de personnel
Annexe 15 : Salaires des joueurs et entraîneurs
Annexe 16 : Impôts et taxes

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

FICHE SIGNALÉTIQUE

DNCCG

Nature de la saisie : Budget initial
Échéance de saisie : Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) : vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

Structure juridique : SASP

Gouvernance Directoire et Conseil de surveillance

Mode de gestion de la salle : Gestion propre

Effectifs :

Joueurs Equipe Professionnelle :		personnes
Joueurs Espoirs :		personnes
Entraîneurs Equipe Professionnelle :		personnes
Administratifs :		personnes
Encadrement sportif (hors entraineurs) :		personnes

Marketing / Commercial *(possibilité de cocher les 2)* **:** ☐ Régie externalisée ☐ Effectifs internes

Centre de formation : ☐ Oui ☐ Non ☐ Non agréé

Rattachement centre de formation : ☐ Société ☐ Association support

Nombre d'équipes : 2 équipes
(hors équipe professionnelle)

Capacité de la salle : 6 098 personnes
Places assises, individuelles et numérotées

Moyenne spectateurs :

Payants	5 800	personnes
Invitations gratuites (hors VIP)	100	personnes

Championnat disputé lors de la saison 2017-2018 : ☑ Jeep® ÉLITE ☐ PRO B

Classement de la saison 2017-2018 : TOP 3

Qualification européenne pour la saison 2017-2018 : ☑ Oui ☐ Non — *Compétition* : FIBA Basketball Champions League

	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018	Budget 2018-2019
Capital social		399 950	399 950
Réserves		39 995	39 995
Report à nouveau		189 217	196 569
Situation nette à date		636 514	644 822
Total des dettes			
Total des produits (Cf. Compte de Résultat) (I) :		8 668 604	7 225 010
Total des charges (Cf. Compte de Résultat) (II) :		8 661 253	7 216 702
Résultat de l'exercice (III) = (I) - (II) :		7 352	8 309

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

HYPOTHÈSES

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Estimé au 30 juin 2018

Classement de la saison régulière :	TOP 3
Nombre de matchs : *dont matchs à domicile*	34 (LNB) + 14 (BCL SR) + 4 CDF + 4 (BCL 1/8 et 1/4) + 1 (DLC) + 2 (PO) 17 (LNB) + 7 (BCL SR) + 1 CDF + 2 (BCL 1/8 et 1/4) + 0 (DLC) + 1 (PO)
Playoffs	☑ Oui, jusqu'au tour : 1/4 finales ☐ Non
Coupe d'Europe :	FIBA Basketball Champions League
Fréquentation de la salle :	5 900

Budget prévisionnel 2018-2019 initial

Championnat disputé lors de la saison 2018-2019	Jeep® ÉLITE
Classement de la saison régulière :	TOP 4
Nombre de matchs : *dont matchs à domicile*	34 (LNB) + 14 (BCL SR) 17 (LNB) + 7 (BCL SR)
Playoffs	☐ Oui, jusqu'au tour : ☑ Non
Coupe d'Europe :	FIBA Basketball Champions League
Fréquentation de la salle :	5 900

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

BILAN

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

1- BILAN SYNTHÉTIQUE - ESTIMÉ 30 JUIN 2018

	ACTIF
Immobilisations	135 962
Stock	10 000
Créances clients	1 242 031
Autres créances	250 000
Charges constatées d'avance	20 000
Trésorerie	1 031 459
TOTAL ACTIF	2 689 452

	PASSIF
Cap. social / fonds associatifs	399 950
Subvention d'investissement	
Réserves	39 995
Report à nouveau	189 217
Résultat exercice	7 352
Provisions	111 263
Emprunts	28 403
Produits constatés d'avance	
Dettes exploitation	1 913 272
Découvert de trésorerie	
TOTAL PASSIF	2 689 452

0

2 - TABLEAU DE VARIATION DE LA SITUATION NETTE PROJETÉE AU 30 JUIN 2019

	Situation nette prévisionnelle 30 juin 2018	Augmentation	Diminution	Situation nette 30 juin 2019
Situation nette à l'ouverture	629 162			636 514
Résultat de l'exercice	7 352	8 309		8 309
Augmentation de capital				
Réduction de capital				
Distribution de dividende				
Autres opérations en capital				

Préciser les autres opérations en capital :

Situation nette à la clôture	636 514	8 309		644 822

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

COMPTE DE RÉSULTAT

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Annexe (renvoi)	Réf. L.Fisc.	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
Recettes de matchs	7	FA		2 046 595	1 466 162	-580 433
Sponsoring	8	FG		4 169 379	4 140 408	-28 971
Subventions d'exploitation	9	FO		1 310 020	1 232 000	-78 020
Repr. sur amort., Transf. de charges	(b)	FP		235 760	165 000	-70 760
Autres produits	11	FQ		870 050	184 640	-685 410
Total produits d'exploitation (I)		FR		8 631 804	7 188 210	-1 443 594
Autres achats et charges externes	12	FW		3 377 541	2 801 207	-576 334
Impôts, taxes et versements assim.	16	FX		256 138	256 138	
Salaires et traitements	14	FY		3 496 892	2 785 000	-711 892
Charges sociales	14	FZ		1 384 419	1 172 357	-212 061
Dotations d'exploitation						
Immobilisations :						
- Dotations aux amortissements	1	GA		50 000	77 000	27 000
- Dotations aux provisions	5	GB				
Sur actif circulant : - Dotations aux provisions	5	GC		5 000	5 000	
Pour risques et charges : - Dotations aux provisions		GD		81 263		-81 263
Autres charges		GE				
Total charges d'exploitation (II)		GF		8 651 253	7 096 702	-1 554 551
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		GG		-19 448	91 509	110 957
Total des produits financiers (III)		GP		11 800	11 800	
Total des charges financières (IV)	4	GU		5 000	5 000	
2- RESULTAT FINANCIER (III-IV)		GV		6 800	6 800	

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

COMPTE DE RÉSULTAT

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Annexe (renvoi)	Réf. L.Fisc.	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)		GW		-12 648	98 309	110 957
Total produits exceptionnels (V)	(a)	HD		5 000	5 000	
Total charges exceptionnelles (VI)	(a)	HH		5 000	115 000	110 000
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		HI			-110 000	-110 000
Impôt sur les bénéfices (VII)		HK				
CICE (VIII)				20 000	20 000	
Total produits (I+III+V+VIII)		HL		8 668 604	7 225 010	-1 443 594
Total charges (II+IV+VI+VII)		HM		8 661 253	7 216 702	-1 444 551
5- BENEFICE OU PERTE (total produits - total charges)		HN		7 352	8 309	957

(a) Détail des produits et charges exceptionnels	Estimé au 30 juin 2018	
	PRODUITS	CHARGES
DIVERS	5 000,00	5 000,00
TOTAL	5000	5000

(b) Détail des reprises sur amortissements et transferts de charges	Estimé au 30 juin 2018	Budget 2018-2019
Indemnités journalières Sécurité Sociales / blessures joueur(s)	60 000,00	60 000,00
Assurances complémentaires / blessures joueur(s)	5 000,00	5 000,00
Avantages en Nature	100 000,00	100 000,00
Litige Commercial (Tellos)	68 000,00	
Client (Château de l'Ile)	2 760,00	
TOTAL	235 760,00	165 000,00

Visa du Commissaire
PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 1 - IMMOBILISATIONS

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Valeur brute Solde au 30 juin 2018	Augmentation	Diminution	Valeur brute Solde au 30 juin 2019	Amortissements cumulés	Valeur nette Solde au 30 juin 2019
Immobilisations corporelles				0		0
Terrains				0		0
Agencements et aménagements de terrains				0		0
Constructions				0		0
Constructions sur sol d'autrui				0		0
Installations techniques, matériel et outillage industriels				0		0
Autres immobilisations corporelles	518 111	77 000		595 111	442797	152 314
Agencement et installations				0		0
Matériel de transport				0		0
Mobilier, matériel de bureau et informatique				0		0
Matériel sportif				0		0
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement				0		0
Frais de recherche et développement				0		0
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires, site web	48489			48 489	37841	10648
Droit au bail				0		0
Autres immobilisations incorporelles				0		0
Participations et créances rattachées à des participations						
Titres de participation				0		0
Autres formes de participation				0		0
Créances rattachées à des participations				0		0
Créances rattachées à des sociétés en participation				0		0
Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés				0		0
Autres immobilisations financières						
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de				0		0
Titres immobilisés (droit de créance)				0		0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				0		0
Prêts				0		0
Prêts au personnel				0		0
Dépôts et cautionnements versés	15701			15 701		15701
Autres créances immobilisées				0		0
Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés				0		0

Visa du Commissaire aux Comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 2 - CRÉANCES CLIENTS

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

Créances échues et non échues apparaissant au bilan estimé au 30 juin 2018

	Montant global des créances	Créances non échues	Créances échues	-3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+12 mois	Provisions comptabilisées
Partenaires	1242031	1 242 031	0					
Collectivités	0		0					
Autres	250000	250 000	0					
Dont Echanges de marchandises	0		0					
TOTAL	1492031	1492031	0	0	0	0	0	0

Commentaires :

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
aux comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 3 - DETTES D'EXPLOITATION

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

Dettes échues et non échues apparaissant au bilan estimé au 30 juin 2018

	Montant global des dettes	Dettes non échues	Dettes échues impayées	-3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+12 mois
Fournisseurs	1000000	1000000	0				
Administration fiscale	350000	350000	0				
URSSAF	300000	300000	0				
Salaires	80000	80000	0				
Autres	183272	183272	0				
TOTAL	1913272	1913272	0	0	0	0	0

Commentaires :
Préciser si des moratoires ont été négociés

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 4 - DETTES FINANCIÈRES

DNCCG

Nature de la saisie : Budget Initial
Échéance de saisie : Saisir la date de saisie dans le champs ci-dess
Date de saisie (si saisie libre) : vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

1- EMPRUNTS

Banque	Date		Taux de l'emprunt (%)	Montant initial	Capital restant dû 30 juin 2017	Charges d'intérêt 30 juin 2018	Capital restant dû 30 juin 2018	Motif de l'emprunt
	Début	Fin						
BANQUE POPULAIRE	03/11/2014	03/11/2019	2,45	96 000	47 867	955	28 403	AMENAGEMENT BUREAUX
TOTAL				96 000	47 867	955	28 403	

2 - SOLDE BANCAIRE

	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018	Budget 2018-2019
Evolution du découvert bancaire			
Solde du découvert autorisé	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques			
Evaluation des agios générés par un découvert bancaire			

Commentaires :

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 5 - LITIGES EN COURS

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Nature	Date de survenance	Montant du risque	Montant de la provision	Commentaires
Social	URSSAF	2009 & 2017	104 269	104 269	APPEL + CRA
Fiscal					
Autres	PERSONNEL	2017	6 994	6 994	
TOTAL			111263	111263	

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 6 - PREVISIONNEL MENSUEL DE TRESORERIE

DNCCG

Nature de la saisie : Budget initial
Échéance de saisie : Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) : vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril 2018	Mai 2018	Juin 2018
Trésorerie d'ouverture		0	0	0	0	0	0	0	0	1 655 549	1587237	1518926
Encaissements												
Recettes de matchs										169 000	169 000	0
Sponsoring										430 000	430 000	0
Subventions												
Factor / Dailly												
TOTAL CA TTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	619000	619000	0
Reversements LNB											10 000	
Autres encaissements (recettes d'exploitation)												
Emprunt												
Cession d'actif												
Produits exceptionnels												
Apport en compte courant												
Apports / Augmentation de capital												
Total encaissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	619000	629000	0
Décaissements												
Salaires										280 000	280 000	280 000
Indemnités et primes												
Charges sociales										123 000	123 000	123 000
Loyers										23 833	23 833	23 833
Loyers véhicules												
Honoraires										28 417	28 417	28 417
Frais généraux										10 000	10 000	10 000
Frais de matchs à domicile										90 500	90 500	
Frais de matchs à l'extérieur										32 000	32 000	
Autres achats										10 000	10 000	10 000
Redevances LNB												
Autres décaissements										10 000	10 000	10 000
Remboursement emprunt (intérêt + capital)										1 700	1 700	1 700
Investissement / Acquisition actifs												
Charges exceptionnelles												
Prêts accordés à des tiers												
Charges financières										200	200	200
Retrait en compte courant												
Total décaissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	619650	619650	497150
TVA collectée sur encaissements										96 395	96 395	0
TVA déductible										18 733	18 733	9 683
Report crédit M-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde TVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77662	77662	-9683
TVA à décaisser		0								77 662	77 662	-9 683
Trésorerie de clôture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 587 237	1 518 926	1 031 459
Découvert autorisé												

970

PwC Entrepreneurs aux comptes
Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 7 - RECETTES DE MATCHS

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

1 - BILLETTERIE

Réalisé 30 juin 2017

		Championnat - SR	Championnat - PO	Coupe de France	Coupe d'Europe	Matchs amicaux	TOTAL
Guichet							
Abonnements							
Partenaires							
Collectivités	Municipalité						
	Agglo						
	Département						
	Région						
	Autres						
TOTAL							

Estimé 30 juin 2018

		Championnat - SR	Championnat - PO	Coupe de France	Coupe d'Europe	Matchs amicaux	TOTAL
Guichet		330 000	30 000	23 094	171 056	3 270	557 420
Abonnements		361 250	30 000	4 870	198 324		594 444
Partenaires							
Collectivités	Municipalité	96 480					96 480
	Agglo	120 960					120 960
	Département						
	Région	29 472					29 472
	Autres						
TOTAL		938 162	60 000	27 964	369 380	3 270	1 398 776

Budget 2018-2019

		Championnat - SR	Championnat - PO	Coupe de France	Coupe d'Europe	Matchs amicaux	TOTAL
Guichet		330 000			90 000		420 000
Abonnements		361 250			148 750		510 000
Partenaires							
Collectivités	Municipalité	96 480					96 480
	Agglo	120 960					120 960
	Département						
	Région	29 472					29 472
	Autres						
TOTAL		938162			238750		1 176 912

2 - PRODUITS ANNEXES

	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
- Droits télévisés				
DONT Versement LNB		447 000,00	147 000	-300 000
DONT Versement autres institutions		100 000	50 000	-50 000
- Buvettes		44 200	40 000	-4 200
- Boutiques		56 619	52 250	-4 369
Sous - total (I) :		**647 819**	**289 250**	-358 569
Total Recettes de Matchs :		**2 046 595**	**1 466 162**	-580 433

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
aux comptes
250, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 8 - RECETTES DE SPONSORING

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

			Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
Privé		Financier		3 328 971	3 300 000	-28 971
		Nature Echanges de marchandises		257 197	257 197	
Public	Municipalité			362 936	362 936	
	Agglomération			152 652	152 652	
	Département					
	Région			57 423	57 423	
	Autres			10 200	10 200	

Saison 2018-2019

	Liste des 10 principaux partenaires privés	Montant - Financier	Montant - Echanges de marchandises
1	STRADIM	200 000	
2	GROUPE VINCI	180 000	
3	SUEZ	150 000	
4	CREDIT AGRICOLE	102 000	
5	PROMOTEURS IMMOBILIERS D'ALSACE	80 000	
6	DECOPEINT	150 000	
7	ADIDAS	32 000	80 000
8	TALENT BUSINESS SOLUTIONS	60 000	
9	GROUPE SUPER U	60 000	
10	SERS	52 000	

Saison 2018-2019

Nombre de partenaires privés par tranches

	Nb de partenaires	Montant total sur la tranche
Inférieur à 25 K€	180	1 350 000
Entre 25 K€ et 50 K€	12	450 000
Entre 50 K€ et 100 K€	9	550 000
Plus de 100 K€	6	950 000

Saison 2018-2019

Décomposition du sponsoring selon avancement

	Montant
Montant du sponsoring signé et encaissé	
Montant du sponsoring signé et en attente d'encaissement	
Montant du sponsoring en cours de négociation	
Montant du sponsoring restant à réaliser (hors négocation en cours)	

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET — LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 9 - SUBVENTIONS DES COLLECTIVITES

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

Attention !
Ne doivent apparaître sous la rubrique "subventions" que les sommes versées par les collectivités respectant le cadre de la "Loi Pasqua". Les aides versées par les collectivités sortant du cadre, et donc soumises à TVA doivent être portées en "Sponsoring" (Annexe 8).

1. SUBVENTIONS OBTENUES

Nom de la collectivité	Echelon Collectivité (Municipalité / Agglo / Département / Région / Autres)	Date du vote	Période couverte		Montant (en milliers d'€)	Quote-part sur la saison 2017-2018	Quote-part sur la saison 2018-2019
			Début	Fin			
VILLE DE STRASBOURG	Municipalité		01-juil-17	30-juin-18		584 000	560 000
EUROMETROPOLE	Agglomération		01-juil-17	30-juin-18		422 000	422 000
REGION GRAND EST	Région		01-juil-17	30-juin-18		250 000	250 000
VILLE DE STRASBOURG (CT O	Municipalité		01-juil-17	30-juin-18		27 010	
EUROMETROPOLE (CT OBJ)	Agglomération		01-juil-17	30-juin-18		27 010	
	Municipalité						
	Municipalité						
	Municipalité						
	Municipalité						
				Total :		1 310 020	1 232 000

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 10 - AIDES DES COLLECTIVITÉS

DNCCG

Nature de la saisie : Budget initial
Échéance de saisie : Saisir la date de saisie dans le champ
Date de saisie (si saisie libre) : vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

Attention !
Ne doivent apparaître sous la rubrique "subventions" que les sommes versées par les collectivités respectant le cadre de la "Loi Pasqua".
Les aides versées par les collectivités sortant du cadre, et donc soumises à TVA doivent être portées en "Sponsoring" (Annexe 8).

CONCOURS COLLECTIVITES

	Municipalité	Agglomération	Département	Région	Autres
Subventions	560000	422000	0	250000	0
Achats de places	96480	120960	0	29472	0
Prestations de services	362936	152652	0	57423	10200
TOTAL	1019416	695612	0	336895	10200

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 11 - AUTRES PRODUITS

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
1 - Indemnités de formation et de mutation [a]				
Sous - total (I) :		588 749		**-588 749**
2- Produits LNB				
Label		67 800	135 600	67 800
Equipement				
Autres		51 137	29 040	-22 097
Sous - total (II) :		**118 937**	**164 640**	**45 703**
3- Manifestations hors matchs				
Sous - total (III) :				
4 - Autres recettes de gestion courante				
Cotisations				
Refacturations (salarié, loyer)				
Convention association / société				
Mécénat				
Autres		162 364	20 000	-142 364
Sous - total (IV) :		**162 364**	**20 000**	**-142 364**
Total autres produits (I+II+III+IV) :		**870 050**	**184 640**	**-685 410**

[a] Détail des indemnités de formation et de mutation - Budget 2018-2019

NOMS DES JOUEURS	Montant du transfert
Total transferts (I) :	

Attention ! Ecart avec le tableau 1 !

Commentaires :

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
Visa du Commissaire aux comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 12 - AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
1 - FRAIS AUTOUR DE L'EQUIPE				
Droits d'accès au Championnat		140 046	140 100	54
Autres redevances LNB		20 068	12 260	-7 808
Avantages en nature		353 476	343 876	-9 600
Encadrement sportif		14 000	14 000	0
Constitution équipe		302 439	205 700	-96 739
Autres		127 686	124 000	-3 686
Sous - total (I) :	**0**	**957 715**	**839 936**	**-117 779**
2 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
Honoraires administratifs		59 715	61 000	1 285
Honoraires marketing		0	0	0
Association		52 000	52 000	0
Communication		135 451	98 444	-37 008
Autres		806 845	552 507	-254 338
Sous - total (II) :	**0**	**1 054 011**	**763 951**	**-290 060**
3 - FRAIS D'ORGANISATION DE MATCHS				
Frais de mise à disposition de salle		115 833	150 000	34 167
Buvettes / Boutiques		52 000	52 000	0
Frais du réceptif		513 000	456 000	-57 000
Déplacement et hébergement		353 635	246 000	-107 635
Autres frais liés à l'organisation de matchs		288 461	252 720	-35 741
Autres		17 549	15 600	-1 949
Sous - total (III) :	**0**	**1 340 477**	**1 172 320**	**-168 157**
4 - EVENEMENTIEL HORS MATCH				
Organisation évènements		25 338	25 000	-338
Sous - total (IV) :	**0**	**25 338**	**25 000**	**-338**

Commentaires : Préciser les évènements concernés

Autres achats et charges externes (I+II+III+IV)	**FW**	**0**	**3 377 541**	**2 801 207**	**-576 334**
Dont échanges de marchandises			**257 197**	**257 197**	

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 13 - DETAIL DES HONORAIRES

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget Initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

Honoraires Agents

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Joueur(s) Concerné(s)	Estimé 30 juin 2018	Budget 2018-2019
COMSPORT	COLLET VINCENT	24 000	
MATERIC	SY PAPE	18 000	
COMSPORT	LELOUP JEREMY	16 000	
COMSPORT	LABEYRIE LOUIS	19 000	
COMSPORT	CORTALE OLIVIER	4 200	
DURECU	OTULE CHRISTOPHER	13 130	
ROSE	WRIGHT ZACKARY	17 985	
MATISAJEVIC	DIXON JR MICHAEL	10 600	
COMSPORT	ATKINS DARION	16 852	
COMSPORT	LOGAN DAVID	30 353	
MAZET	NTILIKINA FRANK TRANSFERT	57 300	
MATERIC	BILAN	21 000	
MATERIC	INGLIS	4 000	
MATERIC	BOST	16 364	
BERGEZ AU MAIRE	PIETRUS	2 500	
HACHEMI	RANDOLPH	5 455	
AGENT NON DEFINI	JOUEUR NON DEFINI		180 000
	Sous-Total	276 739	180 000

Frais de recherche et de constitution d'équipe

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Joueur(s) Concerné(s)	Estimé 30 juin 2018	Budget 2018-2019
SPORTSTEC		5 000	5 000
KEEMOTION		17 500	17 500
SYNERGIE		1 700	1 700
DIVERS		1 500	1 500
	Sous-Total	25 700	25 700
		25 700	25 700

Administratif : Honoraires Commissaires aux Comptes et Experts Comptables

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Travaux réalisés	Estimé 30 juin 2018	Budget 2018-2019
BOOS CONSEIL	EC	24 400	25 000
PWC ENTREPRISES	CAC	10 350	11 000
ALEXANDRE LEVY BRAUN	CONSEILS DIVERS	24 965	25 000
	Sous-Total	59 715	61 000

Commercial : Régie externalisée

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Travaux réalisés	Estimé 30 juin 2018	Budget 2018-2019
Régie marketing			
	Sous-Total		

Encadrement sportif

Nom de l'organisme ou personne bénéficiaire	Travaux réalisés	Estimé 30 juin 2018	Budget 2018-2019
Kiné			
Médecin		7 500	7 500
Préparateur			
Médical autres		6 500	6 500
Autres			
	Sous-Total	14 000	14 000

Total Honoraires	376 154	280 700

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 14 - CHARGES DE PERSONNEL

DNCCG

Nature de la saisie : Budget initial
Échéance de saisie : Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) : vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

1 - Equipe Professionnelle : Joueurs et entraîneurs

Existence d'un contrat d'intéressement : ☑ Oui ☐ Non

Salaires bruts :

	Effectif en nombre		Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
	Professionnels	Stagiaires / Aspirants	Montant des salaires bruts (y compris avantages nature)			
JOUEURS :				2 235 541	1 645 000	-590 541
ENTRAINEURS :				342 844	399 000	56 156
Sous-total salaires bruts (I) :				2 578 385	2 044 000	-534 385
Charges sociales et fiscales (le calcul des charges est automatique) — Taux moyen en % :			#DIV/0!	42,13%	42,13%	
Sous-total charges sociales joueurs et entraîneurs (II) :				1 086 274	861 137	-225 136
Intéressement joueurs et entraîneurs (III)				170 100		-170 100

2 - Autres personnels liés au sportif

Salaires bruts :

	Effectif en nombre	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
		Montant des salaires bruts			
Personnel lié à l'équipe professionnelle (kiné, préparateur, manager sportif...)			106 159	122 000	15 841
Entraineurs centre de formation ou équipes de jeunes			71 710	64 000	-7 710
Sous-total salaires bruts			177 869	186 000	8 131
Charges sociales et fiscales (le calcul des charges est automatique) — Taux moyen en % :		#DIV/0!	42,00%	42,00%	
Sous-total charges sociales :			74 705	78 120	3 415
Intéressement autres personnels liés au sportif					

3 - Structure administrative

Salaires bruts :

	Effectif en nombre	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
		Montant des salaires bruts			
Personnel direction générale, administratif et financier			277 000	300 000	23 000
Personnel commercial et marketing			255 000	255 000	
Sous-total salaires bruts			532 000	555 000	23 000
Charges sociales et fiscales (le calcul des charges est automatique) — Taux moyen en % (b) :		#DIV/0!	42,00%	42,00%	
Sous-total charges sociales			223 440	233 100	9 660
Intéressement personnel administratif			38 538		-38 538
TOTAL SALAIRES ET TRAITEMENTS (I+III)			3 496 892	2 785 000	-711 892
TOTAL CHARGES SOCIALES (II+IV)			1 384 419	1 172 357	-212 061
			4 881 310	3 957 357	

Noms des personnes non soumises aux charges sociales
-
-

Commentaires :

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

ANNEXE 15 - SALAIRES DES JOUEURS ET ENTRAÎNEURS

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

SAISON 2017-2018

Nom des joueurs et des entraineurs	Date de fin de contrat	Salaires bruts annuels		Masse Salariale (Hors AN)	AN	IJSS	Total
		Salaire brut	Primes		Avantages en Nature	Indemnités Journalières Sécurité Sociale Assurance complémentaire	
JOUEURS PROFESSIONNELS							
SY PAPE	30/06/2018	218 791		218 791	5 576		224 367
LELOUP JEREMY	30/06/2019	195 551		195 551			195 551
LABEYRIE LOUIS	30/06/2019	230 136		230 136	7 225		237 361
CORTALE OLIVIER	30/06/2019	55 900		55 900	4 804		60 704
OTULE CHRISTOPHER	30/06/2018	40 471		40 471	872		41 343
WRIGHT ZACKARY	30/06/2018	205 318		205 318	15 262		220 580
DIXON JR MICHAEL	30/06/2018	84 500		84 500	1 308		85 808
ATKINS DARION	30/06/2018	197 012		197 012	9 180		206 192
LOGAN DAVID	30/06/2018	294 084		294 084	12 181		306 265
BILAN MIRO	30/06/2018	245 586		245 586	6 928		252 514
BOST DE MARQUIS	30/06/2018	174 239		174 239	14 131		188 370
INGLIS DAMIEN	30/06/2018	52 346		52 346	3 590		55 936
RANDOLPH LEVI	30/06/2018	61 302		61 302	6 400		67 702
PIETRUS FLORENT	30/06/2018	36 596		36 596	3 952		40 548
JOUEURS STAGIAIRES ET ASPIRANTS							
POTA	Vincent	9 600		9 600			9 600
GOULMY	Quentin	9 600		9 600			9 600
GOMIS	Patrick	6 000		6 000			6 000
BEYHURST	Ludovic	9 100		9 100			9 100
RUCKLIN	Louis	6 600		6 600			6 600
KWEDI	Marc	6 600		6 600			6 600
TCHICAMBOUD	Jason	4 800		4 800			4 800
Sous-total salaires des joueurs Pro et Espoirs (I) *(à reporter à la case "sous-total salaires bruts*		2 144 132		2 144 132	91 409		2 235 541
ENTRAINEURS EQUIPE PROFESSIONNELLE							
COLLET VINCENT	30/06/2020	304 444		304 444			304 444
DOLT LAURIANE	30/06/2018	38 400		38 400			38 400
Sous-total salaires des entraineurs EQUIPE PROFESSIONNELLE (II)		342 844		342 844			342 844
Intéressement (III)							170 100
Masse salariale sportive totale (I)+(II)+(III)		2 486 976		2 486 976	91 409		2 748 485
ENTRAINEURS CENTRE DE FORMATION							
BOGAVAC NEBOJSA	30/06/2019	43 548		43 548	8 782		52 330
LOUCIF ABDEL	CDI	19 380		19 380			19 380
Sous-total salaires des entraineurs centre de formation (IV)		62 928		62 928	8 782		71 710
Total général (I) + (II) + (III) + (IV)		2 549 904		2 549 904	100 191		2 820 195
Contrôle de cohérence							

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 15 - SALAIRES DES JOUEURS ET ENTRAINEURS

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

SAISON 2018-2019

Nom des joueurs et des entraîneurs	Date de fin de contrat	Salaires bruts annuels		Masse Salariale (Hors AN)	AN	IJSS	Total
		Salaire brut	Primes		Avantages en Nature	Indemnités Journalières Sécurité Sociale Assurance complémentaire	
JOUEURS PROFESSIONNELS							
DIVERS JOUEURS		1 500 000		1 500 000	90 000		1 590 000
JOUEURS STAGIAIRES ET ASPIRANTS							
DIVERS JOUEURS		55 000		55 000			55 000
Sous-total salaires des joueurs Pro et Espoirs (I) *(à reporter à la case "sous-total salaires bruts*		1 555 000		1 555 000	90 000		1 645 000
ENTRAINEURS EQUIPE PROFESSIONNELLE							
COLLET VINCENT	30/06/2020	305 000		305 000			305 000
DOLT LAURIANE	30/06/2020	40 000		40 000			40 000
BOGAVAC NEBOJSA	30/06/2019	44 000		44 000	10 000		54 000
Sous-total salaires des entraineurs EQUIPE PROFESSIONNELLE (II)		389 000		389 000	10 000		399 000
Intéressement (III)							
Masse salariale sportive totale (I)+(II)+(III)		1 944 000		1 944 000	100 000		2 044 000
ENTRAINEURS CENTRE DE FORMATION							
NON DEFINI		40 000		40 000			40 000
ABDEL LOUCIF	CDI	24 000		24 000			24 000
Sous-total salaires des entraineurs centre de formation (IV)		64 000		64 000			64 000
Total général (I) + (II) + (III) + (IV)		2 008 000		2 008 000	100 000		2 108 000
Contrôle de cohérence							

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Colmar
aux comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

LNB LIGUE NATIONALE DE BASKET
LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

ANNEXE 16 - IMPÔTS ET TAXES

DNCCG

Nature de la saisie :	Budget initial
Échéance de saisie :	Saisir la date de saisie dans le champs ci-dessous
Date de saisie (si saisie libre) :	vendredi 27 avril 2018

Nom du Club : SIG Strasbourg

	Réalisé 30 juin 2017	Estimé 30 juin 2018 (I)	Budget 2018-2019 (II)	Ecart (II) - (I)
Taxe sur les salaires		110 000	110 000	0
Taxe d'apprentissage		13 180	13 180	0
TVTS		13 000	13 000	0
Participation des employeurs à la formation continue		38 341	38 341	0
Versement de transports				0
Allocation logement				0
Participation à l'effort de construction		12 213	12 213	0
CET		51 500	51 500	0
Taxes foncières				0
Autre impôts locaux		9 000	9 000	0
Autres impôts directs				0
TVA non récupérable				0
impôts indirects				0
Autres		8 904	8 904	0
TOTAL IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0	256 138	256 138	0

Visa du Commissaire aux comptes

PwC Entrepreneurs Commissariat aux Comptes
230, avenue de Colmar
CS 90240
67089 Strasbourg Cedex
T. : +33 (0)3 88 45 55 50

COMPTE RENDU D'UTILISATION DES SUBVENTIONS RELATIVES AUX ACTIONS SOCIALES ET AUX ACTIONS DE FAIR PLAY MENEES PAR LA SIG STRASBOURG.

Saison 2017/2018

SIG STRASBOURG S.A.S.P
17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG

I) ACTIONS SOCIALES

1. Opération pour les personnes titulaires de la carte « Evasion »

La SIG a accueilli, à titre gracieux, 50 personnes titulaires de la carte « Evasion » ou bien à mobilité réduite ainsi qu'un accompagnateur, à l'ensemble des rencontres disputées à domicile (Championnat de France de Pro A Saison Régulière et Basketball Champions League Saison Régulière) durant la saison 2017/2018.

2. La SIG Strasbourg organisera 4 opérations intitulées «Découvre le Basket Pro»

Quatres opérations ont été organisées avec des associations accueillant de jeunes enfants ou adolescents suivant le programme défini dans la convention (présentation des joueurs et du staff, divers ateliers de pratique du basketball, séances d'autographes, billets gratuits pour le match suivant l'opération, goûter pour chaque participant ainsi qu'un tee-shirt portant la mention de l'opération et le logo de la Ville de Strasbourg Eurométropole, prise en charge du coût des divers transports).

Les participants ont été ensuite invités gracieusement au match officiel suivant de la SIG Strasbourg au Rhenus Sport :

- Deux opérations ont été organisées avec l'Association strasbourgeoise UNIS VERS LE SPORT aux dates suivantes : 1er mars et 2 mai 2018

- Deux opérations ont été organisées avec l'ARAHM (Association Régionale de l'Aide aux Handicapés Moteurs) sur place, rue de la Ganzau à STRASBOURG-Neuhof : mardi 20 février et jeudi 19 avril 2018

3. Séance de dédicaces

Cette opération a eu lieu le mercredi 6 septembre 2017 de 12H00 à 13H00 pendant la Foire Européenne de Strasbourg. Cette action était ouverte à tous les visiteurs de la foire.
Les joueurs professionnels étaient à la disposition du public pour des interviews, des prises de photographies et des signatures du poster de l'équipe professionnelle fourni par la SIG Strasbourg. Les joueurs étaient présents sur le stand de la Ville de Strasbourg Eurométropole.

4. Opération Clinic-basket

La SIG Strasbourg a organisé durant la saison, **deux opérations** dénommées « Clinic-basket » avec tous les clubs de basket-ball strasbourgeois de la Ville. Ces rencontres ont été animées par le staff technique de la SIG Strasbourg.

Samedi 7 avril 2018 : Séance vidéo de Vincent COLLET et de Lauriane DOLT sur les enjeux de la préparation de la rencontre SIG Strasbourg - Levallois du même jour, présence durant l'entrainement, débriefing par Vincent Collet à la fin de la séance, invitation à assister à la rencontre.

Vendredi 13 avril 2018 : Séance video animée par Lauriane DOLT (assistante coach) et présence durant l'entrainement préparatif à la rencontre face à l'ASVEL le lendemain à l'extérieur.
Séance suivie d'un échange sous forme de Questions/réponses avec Darion ATKINS joueur pro de la SIG Strasbourg.

5. Visite du Rhénus et des locaux de la SIG Strasbourg par une délégation de stagiaires CNFPT

La délégation était composée d'éducateurs sportifs en formation au Centre National de la Fonction Publique Territoriale.
Cette visite a eu lieu le mercredi 14 mars jour de la rencontre de Coupe d'Europe face à Klaipeda.

L'objet de la formation portait sur l'organisation et la promotion de manifestations sportives et la visite du Rhenus ainsi que l'échange avec le club avait pour objet d'illustrer de manière pratique le contenu théorique de la formation.
La visite s'est suivie d'un échange avec Jérôme ROSENSTIEHL, directeur Administratif et Financier de la SIG Strasbourg, qui leur a permis de se rendre compte des exigences du sport professionnel et de l'événementiel sportif.

Cette opération vient en remplacement de l'intervention en milieu hospitalier qui n'a pas pu être réalisée en raison de problèmes de disponibilités de l'équipe professionnelle qui ne concordait pas avec celle du service. Elle est décalée à la saison 2018/2019

6. Matchs dédiés :

a. Opération Handisport

La SIG Strasbourg a organisé une démonstration pendant la mi-temps du match de Basketball Champions League SIG Strasbourg-Bayreuth le mercredi 20 décembre 2017 avec la section de basketball de l'Association Strasbourg Handisport Passion Aventure pour permettre à cette dernière de mieux se faire connaître du grand public.
Le speaker a commenté l'évènement au micro pendant le match.

b. Match avec la Maison des adolescents

La SIG Strasbourg a organisé lors du match SIG Strasbourg – Limoges le 24 avril 2018 une rencontre dénommée « Match des adolescents » avec les jeunes de la Maison des adolescents. Près de 300 jeunes ont été invités à cette rencontre du Championnat de France de Pro A.
Le coup d'envoi du match a été donné par un adolescent accompagné par un cadre de la Maison des adolescents.
Chaque invité a reçu un t-shirt aux couleurs de la Ville et de la SIG Strasbourg.
Le speaker a commenté l'évènement plusieurs fois dans le match et notamment lors du coup d'envoi.

c. Match «Strasbourg aime ses étudiants »

La SIG Strasbourg a accueilli près de 300 étudiants lors d'une rencontre du Championnat de France de Pro A SIG Strasbourg-Le Mans le 9 octobre 2017. Chaque participant s'est vu remettre un t-shirt du club. Le coup d'envoi a été donné par une étudiante. Relais de l'opération sur le site internet de la SIG Strasbourg et la newsletter, message du speaker durant la rencontre, 2 messages LED durant la rencontre.

II) ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR PLAY

La SIG STRASBOURG a effectué des actions de promotion du Fair Play dans le cadre d'une sensibilisation du public du Rhenus Sport à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme ainsi qu'au respect des arbitres.

A cet effet, le dispositif suivant a été mis en place lors des rencontres du Championnat de France :

a) Affichage LED

La mention « Strasbourg et la SIG s'engagent pour le Fair Play » apparaît sur un tour complet des panneaux LED lors de chaque quart temps et à la mi-temps, soit au minimum 8 passages par rencontre.

b) Bongos claps

Des bongos claps marqués de la mention « Strasbourg et la SIG s'engagent pour le Fair Play » ont été distribués à chaque spectateur lors de toutes les rencontres du Championnat de France Pro A (saison régulière + Playoffs) et de Coupe d'Europe disputées à domicile.
La SIG a acheté 150.000 exemplaires de bongos claps dont les mentions ont été préalablement agréées par le service Communication de la Ville de Strasbourg.

c) Programme de match

Sur chaque programme de match figure la mention « Strasbourg et la SIG s'engagent pour le Fair Play ». 3000 exemplaires sont distribués à chaque rencontre.

d) Messages sonores

Des messages sonores sont diffusés par le speaker, pendant les temps morts, pour sensibiliser le spectateur au respect de l'autre et en particulier aux décisions prises par les arbitres.
La Ville de Strasbourg fournit le contenu du message à passer au micro.

e) Lutte contre la discrimination

Dans le cadre de « la semaine de l'égalité et de la lutte contre les discriminations » qui s'est déroulée en octobre 2017, une large sensibilisation, sur les discriminations dans le sport, a été mise en place lors du match du 21 octobre 2017, SIG Strasbourg - Hyères-Toulon.

f) Messages institutionnels LED

Trois messages institutionnels ont été diffusés sur les panneaux LED terrain durant deux rencontres à domicile (minimum 8 passages/match). Messages et logo fournis par la Ville de Strasbourg : courses de Strasbourg Europe 13 mai 2018, NL Contest 18-20 mai 2018 et Internationaux de Strasbourg 18-26 mai 2018. Les messages sont passés en amont des événements durant les rencontres du 24 avril SIG Strasbourg-Limoges et du 5 mai SIG Strasbourg-Antibes.

g) Charte de bonne conduite

Une charte de bonne conduite a été incluse à 3 programmes de match distribués sur les sièges des spectateurs, et ce sur trois matchs à fortes affluences. Cette charte comprend la mention «La ville de Strasbourg et la SIG Strasbourg s'engagent pour le Fair Play».

Deux Espoirs du centre de formation ont lu cette charte avant le début de 3 rencontres.

SIG Strasbourg-ASVEL le 19 novembre 2017

SIG Strasbourg-NANTERRE le 18 mars 2018

SIG Strasbourg-DIJON le 15 mai 2018

Strasbourg, le 11 juillet 2018

SIG STRASBOURG SASP
17, Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél. : 03 88 55 98 55 - FAX : 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr
[illegible]0033

Martial BELLON
Président du Directoire

COMPTE RENDU D'UTILISATION DES SUBVENTIONS RELATIVES AUX ACTIONS SOCIALES ET AUX ACTIONS DE FAIR PLAY MENEES PAR LA SIG STRASBOURG.

Saison 2017/2018

ANNEXES

Séance de dédicaces Foire Européenne
mercredi 6 septembre 2017





Strasbourg aime ses étudiants

Rhenus Sport SIG STRASBOURG-LE MANS samedi 9 octobre 2017



Opération handisport

Rhenus Sport SIG STRASBOURG-BAYREUTH

mercredi 20 décembre 2017



« Découvre le Basket Pro »
Opérations UNIS VERS LE SPORT
Rhenus Sport – 1er mars et 2 mai 2018







« Découvre le Basket Pro » Opérations avec l'ARAHM

Gymnase de la Ganzau mardi 20 février et jeudi 19 avril 2018







Visite du Rhenus et des locaux de la SIG Strasbourg
par la délégation de stagiaires CNFPT
Mercredi 14 mars 2018







Clinic Basket

Rhenus Sport

Samedi 7 et vendredi 13 avril 2018



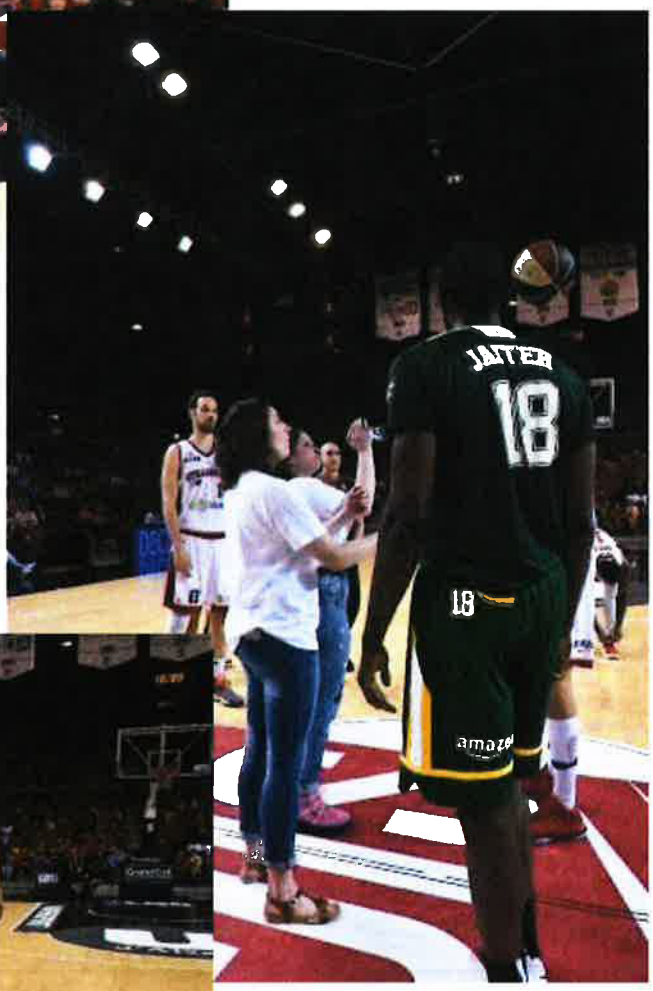




La Maison des adolescents

SIG Strasbourg – Limoges mardi 24 avril 2018







Actions de promotion du Fair Play

Opération « Charte du supporter »

Rhenus Sport

SIG Strasbourg-PARIS le 8 avril 2017 – SIG Strasbourg-NANTERRE le 2 mai 2017
SIG Strasbourg-MONACO le 16 mai 2017

LA CHARTE DU SUPPORTER ÉCOSIGOYEN

1. J'encourage et je soutiens mon équipe, dans les bons mais aussi les mauvais moments.
2. Je respecte l'équipe adverse et ses supporters
3. Je respecte les dirigeants, les joueurs, le club et les arbitres.
4. J'accepte sans critique les décisions de l'arbitre et fais preuve de fair-play. Je dois montrer le bon exemple aux enfants.
5. Je respecte les installations de la salle et veille à jeter mes déchets dans les poubelles adaptées.
6. Par mon comportement exemplaire en toutes occasions, je donne une bonne image de mon club : j'en suis un ambassadeur.
7. Peu importe l'âge, la religion, le sexe, la culture, l'équipe soutenue, les supporters se rassemblent autour de leur passion commune : le basketball
8. Je reste digne dans la victoire comme dans la défaite, conscient de l'influence de mon comportement sur le public. Je m'interdis tout acte de dégradations et de violence verbale ou physique.
9. Je fais de chaque rencontre un moment privilégié, une fête, quelque soit l'importance de l'enjeu et je contribue à diffuser une ambiance positive.

Soyez écoSIGoyen !
La ville de Strasbourg et la SIG Strasbourg s'engagent pour le fair-play



Actions de promotion du Fair Play

Affichage LED





Programmes de match





Bongos claps



SAISON 18-19

1 - ACTIONS SOCIALES		Montant estimé	Montant allouée
Carte Evasion et personnes à mobilité réduite		**10 000 €**	**10 000 €**
Carte Evasion	Accueil, à titre gracieux, de 50 personnes titulaires de la carte « Evasion » ou bien à mobilité réduite ainsi qu'un accompagnateur, à l'ensemble des rencontres disputées à domicile (Championnats de France Pro A SR + BCL SR), durant la saison sportive 2018/2019. Soit 1 100 billets pour 24 matchs à 9 € le billet.	10 000 €	10 000 €
Opérations « Découvre le basket pro »		196 700 €	152 000 €
1 actions avec Unis Vers le Sport	Action menée au Rhenus Sport =>pendant le 1er semestre 2019	26 000 €	20 000 €
1 action avec l'ARAHM	Action menée au siège de l'association (ateliers, séance dédicaces, distribution t-shirt). **Date à définir : en fonction du calendrier**	26 000 €	20 000 €
Séance de dédicaces	Opération « séance de dédicaces » pdt la Foire Européenne et moments d'échanges - animations. **Dimanche 16 septembre 2018 horaire à définir**	32 500 €	25 000 €
Clinic-basket	La SIG organisera durant la saison, en fonction de la disponibilité des intéressés**, deux opérations** dénommées « Clinic-basket » avec tous les clubs de basket-ball strasbourgeois de la Ville. Ces rencontres seront animées par le staff technique de la SIG Strasbourg. Les clubs assisteront également à deux entraînements de l'équipe professionnelle pour échanger avec le staff technique de la SIG Strasbourg. Dates à définir selon le calendrier.	65 000 €	50 000 €
Action en Milieu Hospitalier	1 Visite de joueurs auprès d'enfants maldes hospitalisés. Projet à étudier avec le personnel des HUS. Modelités à définir avec le Service de Communication des HUS.	47 200 €	37 000 €
MATCHS DEDIES		188 000 €	147 000 €
Opération handisport	La SIG organisera un échange sous forme de démonstration pendant la mi-temps d'un match avec la section de basket-ball de l'Association Strasbourg Handisport passion Aventure. **Date à définir**	39 000 €	30 000 €
Match des adolescents	Rencontre dénommée « Match des adolescents » avec les jeunes de la Maison des adolescents. Elle invitera près de 300 jeunes à l'une des rencontres du championnat de France de PRO A et leur remettra un tee-shirt. Un jeune donnera le coup d'envoi. **Date à définir**	55 000 €	43 000 €
Match de la "Santé mentale et santé physique" ou autre ASSOCIATION	Sur le thème « Santé mentale et santé physique : un lien vital », pendant la semaine d'information sur la santé mentale du lundi 14 au dimanche 27 mars 2016. La SIG invitera près de 100 personnes malades et leurs encadrant à l'une des rencontres du championnat de France de PRO A et leur remettra un tee-shirt. Une personne invitée donnera le coup d'envoi.	39 000 €	30 000 €
Match "Strasbourg aime ses étudiants"	La SIG accueillera près de 300 étudiants en octobre 2018. Chaque participant se verra remettre un tee-shirt du club. Le coup d'envoi sera donné par l'un d'entre eux.	55 000 €	44 000 €
	Montant total des actions sociales	**394 700 €**	**309 000 €**

2 - ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR-PLAY		Montant estimé	Montant allouée
Panneaux LED	Mention "Strasbourg, Capitale du Fair Play" apparaît sur tour complet des panneaux LED bord terrain lors de chaque 1/4 temps et lors de chaque mi-temps des matchs à domicile soit minimum 8 passages par rencontre	52 000 €	40 000 €

Bongos claps	Distribution de bongos claps marqués de la mention « Strasbourg, Capitale du Fair Play » à chaque spectateur lors de toutes les rencontres du Championnat de France Pro A et de la Coupe d'Europe disputées à domicile. Total 150 000 exemplaires sur la saison ;	52 000 €	42 000 €
Programme de match	Faire figurer sur chaque programme de match la mention « Strasbourg, Capitale du Fair Play ». 3000 exemplaires sont distribués à chaque rencontre	52 000 €	40 000 €
Messages sonores	Diffusion des messages sonores par le speaker, pendant certains temps morts, pour sensibiliser le spectateur au respect de l'autre et en particulier aux décisions prises par les arbitres	39 000 €	30 000 €
Lutte contre la discrimintation	Dans le cadre de « la semaine de l'égalité et de la lutte contre les discriminations » qui se déroulera du 26 septembre au 14 octobre 2016, une large sensibilisation, sur les discriminations dans le sport, sera mise en place lors d'un match disputé à domicile.	19 500 €	15 000 €
Annonce Institutionnelle sur panneaux LED	2 à 3 messages seront diffusés sur les panneaux LED lors de 2 à 3 matchs pendant la saison (1 message par match, 8 passages pendant le match).	30 000 €	20 000 €
Charte de bonne conduite	Une charte de bonne conduite sera remise à chaque spectateur et le slogan « Strasbourg, Capitale du Fair Play » figurera sur le programme des trois matchs à fortes affluences. Un Espoir du centre de formation lira la charte avant le début des 3 rencontres. **Matchs à définir**	36 400 €	28 000 €
	Montant total des Opérations fair-play	**280 900 €**	**215 000 €**
	MONTANT TOTAL DE LA CONVENTION FINANCIERE	**675 600 €**	**524 000 €**
		694000	524000

PREVISIONNEL D'UTILISATION DES SUBVENTIONS RELATIVES AUX ACTIONS SOCIALES ET AUX ACTIONS DE FAIR PLAY MENEES PAR LA SIG STRASBOURG.

Saison 2018/2019

I) ACTIONS SOCIALES

1. Opération pour les personnes titulaires de la carte « Evasion »

La SIG Strasbourg accueillera, à titre gracieux, 50 personnes titulaires de la carte « Evasion » ou bien à mobilité réduite ainsi qu'un accompagnateur, à l'ensemble des rencontres disputées à domicile (Championnat de France de Pro A Saison Régulière et Basketball Champions League Saison Régulière) durant la saison 2018/2019.

Le coût prévisionnel de ces actions est estimé à 10 000 €.

2. La SIG Strasbourg organisera 2 opérations intitulées «Découvre le Basket Pro»

Deux opérations seront organisées avec des associations accueillant de jeunes enfants ou adolescents suivant le programme défini dans la convention (présentation des joueurs et du staff, divers ateliers de pratique du basketball, séances d'autographes, billets gratuits pour le match suivant l'opération, goûter pour chaque participant ainsi qu'un tee-shirt portant la mention de l'opération et le logo de la Ville de Strasbourg Eurométropole, prise en charge du coût des divers transports).

- Une opération sera organisée avec l'Association strasbourgeoise UNIS VERS LE SPORT pendant le 1er semestre 2019.

- une opération sera organisée avec l'ARAHM (Association Régionale de l'Aide aux Handicapés Moteurs) sur place, rue de la Ganzau à STRASBOURG-Neuhof.

Le coût prévisionnel de ces actions est estimé à 52 000 €.

3. Séance de dédicaces

Cette opération aura lieu le dimanche 16 septembre 2018 (horaire à définir) pendant la Foire Européenne de Strasbourg. Cette action sera ouverte à tous les visiteurs de la foire.
Les joueurs professionnels seront à la disposition du public pour des interviews, des prises de photographies et des signatures du poster de l'équipe professionnelle fourni par la SIG Strasbourg.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 32 500 €.

4. Opération Clinic-basket

La SIG Strasbourg organisera durant la saison, en fonction de la disponibilité des intéressés, **deux opérations** dénommées « Clinic-basket » avec tous les clubs de basket-ball strasbourgeois de la Ville. Ces rencontres seront animées par le staff technique de la SIG Strasbourg. Les clubs assisteront également à deux entraînements de l'équipe professionnelle pour échanger avec le staff technique de la SIG Strasbourg. Dates à définir selon le calendrier.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 65 000 €.

5. Intervention en milieu hospitalier

Une visite de joueurs auprès d'enfants malades hospitalisés. Projet à mettre en place avec le personnel des services des HUS car demande une réflexion et une préparation très précise. Rendez-vous à définir avec le service communication des HUS. Date de l'action à définir.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 47 200 €.

6. Match Dédiés :

a. Opération Handisport

La SIG Strasbourg organise une démonstration pendant la mi-temps d'un match de Championnat de France Pro A ou de Basketball Champions League durant la saison 2018/2019 avec la section de basket-ball de l'Association Strasbourg Handisport Passion Aventure pour permettre à cette dernière de mieux se faire connaître du grand public.
L'évènement sera annoncé par la SIG Strasbourg au travers de tous ses relais médiatiques et le speaker commentera l'évènement au micro pendant le match.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 39 000 €.

b. Match avec la Maison des adolescents

La SIG Strasbourg organisera au 1er semestre 2019 une rencontre dénommée « Match des adolescents » avec les jeunes de la Maison des adolescents. Elle invitera près de 300 jeunes à la rencontre du Championnat de France de Pro A à définir.
Le coup d'envoi du match sera donné par un adolescent accompagné par un cadre de la Maison des adolescents.
Chaque invité recevra un t-shirt aux couleurs de la Ville et de la SIG Strasbourg.
Le speaker commentera l'évènement plusieurs fois dans le match et notamment lors du coup d'envoi.
La SIG Strasbourg présentera avant le match l'opération avec la Maison des Adolescents via son site internet et la newsletter envoyée à plus de 10 000 adresses.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 55 000 €.

c. Match «Strasbourg aime ses étudiants »

La SIG Strasbourg accueillera près de 300 étudiants lors d'une rencontre du Championnat de France de Pro A. Chaque participant se verra remettre un t-shirt du club. Le coup d'envoi sera donné par l'un d'entre eux. Relais de l'opération sur le site internet de la SIG Strasbourg et la newsletter, message du speaker durant la rencontre, 2 messages LED durant la rencontre.
Date à définir selon calendrier.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 55 000 €.

d. Match de la « Santé mentale et santé physique » ou autre association

Sur le thème « Santé mentale et santé physique : un lien vital », pendant la semaine d'information sur la santé mentale. La SIG invitera près de 100 personnes malades et leurs encadrant à l'une des rencontres du championnat de France de PRO A et leur remettra un tee-shirt. Une personne invitée donnera le coup d'envoi.
Rencontre à définir en fonction des dates de la semaine d'information et de l'association qui sera choisie

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 39 000€

Le coût prévisionnel total des actions sociales est de 394 700 €.

II) ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR PLAY

La SIG Strasbourg effectuera des actions de promotion du Fair Play dans le cadre d'une sensibilisation du public du Rhenus Sport à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme ainsi qu'au respect des arbitres.

A cet effet, le dispositif suivant a été mis en place lors des rencontres du Championnat de France :

a) Affichage LED

La mention « Strasbourg Capitale du Fair Play » apparaît sur un tour complet des panneaux LED terrain lors de chaque quart temps et à la mi-temps, soit au minimum 8 passages par rencontre.

b) Bongos claps

Des bongos claps marqués de la mention « Strasbourg Capitale du Fair Play » seront distribués à chaque spectateur lors de toutes les rencontres du Championnat de France Pro A et de Coupe d'Europe disputées à domicile.
La SIG Strasbourg achètera 150.000 exemplaires de bongos claps dont les mentions seront préalablement agréées par le service Communication de la Ville de Strasbourg.

c) Programme de match

Sur chaque programme de match figure la mention « Strasbourg Capitale du Fair Play». 3000 exemplaires sont distribués à chaque rencontre.

d) Messages sonores

Des messages sonores sont diffusés par le speaker, pendant les temps morts, pour sensibiliser le spectateur au respect de l'autre et en particulier aux décisions prises par les arbitres.
La Ville de Strasbourg fournit le contenu du message à passer au micro.

e) Lutte contre la discrimination

Dans le cadre de « la semaine de l'égalité et de la lutte contre les discriminations » qui se déroulera fin septembre début octobre 2018, une large sensibilisation, sur les discriminations dans le sport, sera mise en place lors d'un match disputé à domicile. Un message LED sera également mis en place. Date à définir selon calendrier des rencontres à venir.

f) Charte de bonne conduite

Une charte de bonne conduite sera incluse dans 3 programmes de match à fortes affluences avec le slogan « Strasbourg Capitale du Fair-Play». Un espoir du centre de formation lira la charte avant le début des 3 rencontres. Matchs à définir.

g) Messages institutionnels LED

Deux à trois messages institutionnels seront diffusés sur les panneaux LED terrain durant deux à trois rencontres à domicile (1 message/match, minimum 8 passages/match). Messages et logo fournis par la Ville de Strasbourg.

Le coût prévisionnel total de ces actions de promotion du Fair-Play est de 280 900 €.

Le coût prévisionnel total de l'ensemble des actions sociales et des actions de Fair Play pour la saison 2018/2019 est estimé à 675 600 €.

Strasbourg, le 23 juillet 2018

Martial BELLON
Président du Directoire

SIG STRASBOURG SASP
Boulevard de Dresde
67000 STRASBOURG
Tél : 03 88 55 98 55 - Fax : 03 88 55 98 56
contact@sigstrasbourg.fr
N° SIRET 409 849 957 00033

CONVENTION FINANCIERE
Exercice budgétaire 2019

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE STRASBOURG
(dénommée la Ville ci-après)

représentée par **M. Roland RIES**, Maire

ET

LA SOCIETE ANONYME SPORTIVE PROFESSIONNELLE SIG STRASBOURG
(dénommée la S.I.G. ci-après)
immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° TI 409 849 957
dont le siège est sis 17, boulevard de Dresde à 67000 - STRASBOURG

représentée par **M. Martial BELLON**, Président

Vu la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2018

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

La ville de Strasbourg dans le cadre de sa politique de soutien au sort de haut niveau, s'engage à soutenir financièrement les missions d'intérêt général développées par la SASP S.I.G. Strasbourg durant la saison sportive 2018-2019.

A cet effet, la Ville de Strasbourg et la SASP S.I.G. Strasbourg concluent une convention financière pour la mise en place de diverses activités d'intérêt général, conformément aux dispositions du code du sport.

Article 1 - Objet

La S.I.G. s'engage à travers le basket-ball de haut niveau, à utiliser la subvention allouée pour la réalisation de missions d'intérêt général concernant :

- la participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- la mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les installations sportives lors de manifestations sportives.

Article 2 - Durée et renouvellement

La présente convention est établie au titre de la saison sportive 2018-2019. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément selon une forme écrite.

Article 3 - Engagements de la Ville

la Ville s'engage à verser à la S.I.G., une subvention d'un montant total de **524 000 € TTC** (cinq cent vingt quatre mille euros, toutes taxes comprises) pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2018-2019.

Article 4 - Obligations de la SASP SIG

Dans ce cadre, la S.I.G. s'oblige à entreprendre les opérations énumérées ci-après, soutenues par la collectivité :

I) MISSIONS D'INTERET GENERAL

1 - Opération pour les personnes titulaires de la carte « Evasion »

La S.I.G. accueillera, à titre gracieux, 50 personnes titulaires de la carte « Evasion » ou bien à mobilité réduite et son accompagnateur à l'ensemble des rencontres disputées à domicile (saison régulière du Championnats de France Jeep Elite et saison régulière de la Coupe d'Europe dénommé Basketball Championns League), durant la saison sportive 2018-2019. Soit 1 100 billets pour 24 matchs.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 10 000 €
Montant affecté : ..... 10 000 € TTC

2 - La S.I.G. organisera des opérations intitulées « Découvre le Basket Pro »

Ces opérations seront organisées avec des associations accueillant de jeunes enfants ou adolescents selon le programme défini ci-après dans la présente convention. Elles consistent en la présentation des joueurs et du staff technique, l'organisation de divers ateliers de pratique du basketball et séances de dédicaces. Chaque participant se verra remettre un goûter et un tee-shirt portant la mention de l'opération et le logo de la Ville. La S.I.G. prendra en charge les coûts des divers transports. Les participants sont ensuite accueillis au prochain match officiel de la SIG Basket au Rhenus Sport :

- Une opération sera organisée avec l'Association strasbourgeoise UNIS VERS LE SPORT au siège de l'association. La première aura lieu pendant le premier semestre 2019 ;

- Une opération sera organisée avec l'ARAHM (Association Régionale de l'Aide aux Handicapés Moteurs » au siège de l'association, rue de la Ganzau à STRASBOURG-Neuhof.

Le coût prévisionnel de ces actions est estimé à 52 000 €
Montant affecté : .....40 000 € TTC

3 - La S.I.G. organisera une séance de dédicaces

Cette opération a eu lieu pendant la Foire européenne le dimanche 16 septembre 2018. Cette action est ouverte à tous les visiteurs de la Foire. Les joueurs professionnels sont à la disposition du public pour des interviews, des prises de photographies et des signatures du poster de l'équipe professionnelle, fournis par la SIG, pendant au moins deux heures.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 32 500 €
Montant affecté : ..... 25 000 **€** TTC

4 – La SIG organisera l'opération « Clinic-basket »

La S.I.G. organisera au cours de la saison sportive 2018-2019, en fonction de la disponibilité des intéressés, deux opérations dénommées « Clinic-basket » avec tous les clubs de basket-ball strasbourgeois. Ces rencontres seront animées par le staff technique de la S.I.G. Les clubs assisteront également à deux entraînements de l'équipe professionnelle pour échanger avec le staff technique de la SIG Strasbourg.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 65 000 €
Montant affecté : ..... 50 000 **€** TTC

5 – Intervention en milieu hospitalier

La S.I.G. organisera une visite avec des joueurs pour des enfants malades hospitalisés. Le programme d'intervention sera défini en lien avec le service communication des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 47 200 €
Montant affecté : ..... 37 000 **€** TTC

6 - Matchs dédiés :

a) Opération handisport

La SIG organisera une animation sous forme d'une démonstration pendant la mi-temps d'un match de Championnat de France Jeep Elite ou de Basketball Champions League durant la saison 2018-2019 avec la section de basket-ball de l'Association Strasbourg Handisport Passion Aventure pour permettre à cette dernière de mieux se faire connaître du grand public.

L'événement sera annoncé par la S.I.G. au travers de tous ses relais médiatiques et le speaker commentera l'évènement au micro pendant la prestation.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 39 000 €
Montant affecté : .....30 000 € TTC

b) le Match des adolescents et des solidarités

La SIG organisera au 1er semestre 2019 une rencontre dénommée « Match des adolescents et des solidarités » avec les jeunes de la Maison des adolescents et des bénéficiaires du CCAS (centre communal d'action sociale). Elle invitera près de 300 personnes à l'une des rencontres du Championnat de France Jeep Elite. Chaque invité recevra un tee-shirt aux couleurs de la ville de Strasbourg et de la SIG. Le coup d'envoi sera donné par un adolescent accompagné par un cadre de la Maison des adolescents. Le speaker commentera l'événement plusieurs fois dans la soirée et notamment au coup d'envoi.
La SIG annoncera l'action via son site internet et la newsletter envoyée à plus de 10 000 adresses.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 55 000 €
Montant affecté : ..... 43 000 € TTC

c) Match « Strasbourg aime ses étudiants »

La SIG accueillera près de 300 étudiants lors d'une rencontre du Championnat de France Jeep Elite, dans le cadre du lancement de la nouvelle saison universitaire. Chaque invité recevra un tee-shirt du club. Le coup d'envoi du match sera donné par un étudiant. Le speaker commentera l'événement plusieurs fois pendant la soirée et 2 messages LED seront diffusés sur cette opération pendant la rencontre.
La SIG annoncera l'action via son site internet et la newsletter envoyée à plus de 10 000 adresses.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 55 000 €
Montant affecté : .....44 000 € TTC

d) Match de la « Santé mentale et santé physique »

Sur le thème « Santé mentale et santé physique : un lien vital », pendant la semaine d'information sur la santé mentale, la SIG invitera près de 100 personnes malades et leurs encadrants à l'une des rencontres du championnat de France Jeep Elite et leur remettra un tee-shirt. Une personne invitée donnera le coup d'envoi.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 39 000 €
Montant affecté : .....30 000 € TTC

Dans le cadre de ces matchs dédiés la SIG s'engage à :

- remettre un tee-shirt du club à chaque invité ;
- communiquer les événements la semaine précédant les opérations sur son site internet ;
- demander au spaeker de commenter plusieurs fois au cours des soirées l'opération et notamment lors du coup d'envoi ;
- faire donner le coup d'envoi à l'une des personnes invitée
- communiquer les actions sur les panneaux LED en début de match et à la reprise du 3ème quart temps de chaque match dédié.

Le coût prévisionnel total de l'ensemble de ces actions est de : 394 700 €
Le montant intermédiaire de soutien est de : 309 000 € TTC

II) ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR PLAY

La SIG s'engage à effectuer des actions de promotion du fair play dans le cadre d'une sensibilisation du public du Rhenus Sport à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme ainsi qu'au respect des arbitres.

A cet effet, le dispositif suivant sera mis en place lors des rencontres disputées à domicile dans le cadre du Championnat de France Jeep Elite et de la coupe d'Europe (basketball champions league) :

a) Panneaux LED :
La mention « Strasbourg Capitale du fair-play » apparaîtra sur un tour complet des panneaux LED lors de chaque quart temps et à la mi-temps, soit au minimum 5 passages par rencontre.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 52 000 €
Montant affecté : .....40 000 € TTC

b) Distribution de bongos claps :
Des bongos claps marqués de la mention « Strasbourg Capitale du fair-play » seront distribués à chaque spectateur lors de toutes les rencontres du Championnat de France Jeep Elite disputées à domicile. Ces bongos claps seront distribués également à chaque manifestation promotionnelle organisée en partenariat avec la Ville de Strasbourg. La S.I.G. achetera 150 000 exemplaires de bongos claps dont les mentions seront préalablement agréées par les services de la Ville.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 52 000 €
Montant affecté : .....42 000 € TTC

c) Mention sur le programmes de match :
Sur chaque programme de match la mention « Strasbourg Capitale du fair-play ». 3000 exemplaires sont distribués à chaque rencontre.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 52 000 €
Montant affecté : .....40 000 € TTC

d) Diffusions de messages sonores :
Des messages sonores seront diffusés par le speaker, pendant les temps morts, pour sensibiliser le spectateur au respect de l'autre et en particulier aux décisions prises par les arbitres. La Ville fournira le contenu du message à passer au micro.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 39 000 €
Montant affecté : .....30 000 € TTC

e) Lutte contre la discrimination :
Dans le cadre des « semaines de l'égalité et de la lutte contre les discriminations » qui se dérouleront du 24 septembre au 20 octobre 2018, une large sensibilisation, sur les discriminations dans le sport sera mise en place lors d'un match disputé à domicile pendant cette période.
La S.I.G., par son rayonnement national et international, peut faire véhiculer un message important sur la lutte contre toutes formes de discrimination dans le sport. Une expo-quizz sera installée au niveau des coursives pour sensibiliser les spectateurs qui viendront assister au match. A la mi-temps du match une annonce micro sera réalisée pour l'ensemble des spectateurs.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 19 500 €
Montant affecté : .....15 000 € TTC

La SIG fera trois annonces institutionnelles sur les panneaux LED pour des actions sociales ponctuelles définies au cours de la saison sportive.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 30 000 €
Montant affecté : .....20 000 € TTC

f) Opération « Charte de bonne conduite » :
Une charte de bonne conduite sera remise à chaque spectateur et le slogan « Strasbourg Capitale du fair-play » figurera sur le programme de trois matchs à fortes affluences.

Un Espoir du centre de formation portant un tee-shirt avec une inscription spécifique lié au fair-play lira la charte avant le début de 3 rencontres du Championnat de France Jeep Elite.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 36 400 €
Montant affecté : .....28 000 € TTC

Le coût total prévisionnel de l'ensemble des actions de promotion du fair play est estimé à la somme de 280 900 € TTC.
Montant affecté : 215 000 € TTC

Au total, le budget prévisionnel pour la réalisation de ces missions s'élève à la somme de 675 600 €.

Le montant affecté pour les missions est de 524 000 €.

Article 5 - Conditions et modalités financières

L'aide financière de la Ville, d'un montant total de **524 000 €** TTC (cinq cents vingt quatre mille euros toutes taxes comprises) afférente à la réalisation de l'ensemble des actions ci-dessus sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 90 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2019 et signature par les deux parties de la présente convention,

- 10 % lorsque le service Vie sportive sera en possession des documents comptables exigés à l'article 6.

Article 6 - Engagements de la S.I.G.

➢ La S.I.G. s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la Ville, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de la S.I.G..
➢ à fournir, à l'appui de leurs demandes de subventions :

◆ le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
◆ les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
◆ un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions sollicitées ;
◆ un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, la S.I.G. fera connaître à la Ville tous changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettra ses statuts actualisés dans un délai d'un mois.

Article 7 - Montant des subventions prévisionnelles à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en faveur de la S.I.G. :

La S.I.G. s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales.

- subvention de la ville de Strasbourg..... montant : 524 000 **€**
- subvention de l'Eurométropole. .....montant : 362 000 **€**
- subvention de la Région .....montant : 200 000 **€**
- subvention du Conseil départemental.....montant : .....0 €

TOTAL :**.....1 086 000 €**

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de l'association ou de la société qu'elle constitue s'élève à la somme de **1 086 000 euros** (plafond maximum cf décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€).

Pour mémoire :

Montant des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services avec la S.I.G. :

- - partenariat de la Région ..... montant : 150 000 € TTC
- - partenariat du Conseil départemental..... montant : 100 000 € TTC
- - partenariat de la ville de Strasbourg ..... montant : . 597 100 € TTC
- - partenariat de l'Euroméropole ..... montant : . 370 260 € TTC
- - partenariat de la Ville d'Illkirch ..... montant : 28 000 € TTC

TOTAL : ..... 1 245 360 € TTC

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec l'association ou de la société qu'elle constitue, s'élève à la somme de **1 245 360 euros TTC** (plafond maximum cf décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 8. Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9. Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 10. Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 11. Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

Article 12. Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des finances de la ville de Strasbourg - 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

Fait en triple exemplaire
à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg **le Maire**	**Pour la S.A.S.P. SIG Strasbourg** **le Président**
M. Roland RIES	**M. Martial BELLON**

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 - Point n° 71

Relations financières entre la Ville et la SASP SIG Strasbourg - saison 2018 - 2019.

Pour	Contre	Abstention
54	0	0
1015		

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe

72

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises.

Dans le cadre de sa politique sportive la ville de Strasbourg a adopté lors du Conseil municipal du 21 mars 2016 une nouvelle charte des sports. Celle-ci prévoit ainsi différents dispositifs et modalités pour soutenir les initiatives des associations sportives présentant un intérêt local (soutien à l'organisation de manifestations, soutien aux charges locatives des associations, soutien à l'acquisition de matériel…)

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de 43 720 € aux associations sportives ci-dessous :

ASL Robertsau Soutien à la gestion du centre sportif de la Robertsau	15 000 €
Association des Courses de Strasbourg Europe Soutien à l'organisation de la 9e édition de « La Strasbourgeoise » le dimanche 7 octobre 2018 dans le cadre de l'opération « Ruban Rose - le cancer du sein Parlons-en »	8 000 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill Soutien aux activités du club	2 000 €
Ballet Nautique de Strasbourg Soutien à l'organisation du gala annuel de l'association au Centre nautique de Schiltigheim du 30 novembre au 2 décembre 2018	2 000 €
Club sportif de Hautepierre Soutien à l'organisation du rendez-vous au Parc des Sports le samedi 15 septembre 2018	1 000 €
FC Kronenbourg Soutien aux activités du club	1 220 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06 Soutien aux activités du club	3 000 €
International Meinau Académie Soutien au démarrage du club	10 000 €
Société Ouvrière des Arts et Sports Robertsau Soutien au règlement des charges énergétiques	1 500 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de 42 720 € réparti comme suit :

32 720 € sur le compte 415 / 6574 / 8055 / SJ03 B aux associations sportives suivantes :

ASL Robertsau *Soutien à la gestion du centre sportif de la Robertsau*	*15 000 €*
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill *Soutien aux activités du club*	*2 000 €*
FC Kronenbourg *Soutien aux activités du club*	*1 220 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 06 *Soutien aux activités du club*	*3 000 €*
International Meinau Académie *Soutien au démarrage du club*	*10 000 €*
Société Ouvrière des Arts et Sports Robertsau *Soutien au règlement des charges énergétiques*	*1 500 €*

11 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B aux associations sportives suivantes :

Association des Courses de Strasbourg Europe *Soutien à l'organisation de la 9e édition de « La Strasbourgeoise » le dimanche 7 octobre 2018 dans le cadre de l'opération « Ruban Rose - le cancer du sein Parlons-en »*	*8 000 €*
Ballet Nautique de Strasbourg *Soutien à l'organisation du gala annuel de l'association au Centre nautique de Schiltigheim du 30 novembre au 2 décembre 2018*	*2 000 €*
Club sportif de Hautepierre *Soutien à l'organisation du rendez-vous au Parc des Sports le samedi 15 septembre 2018*	*1 000 €*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires

- *415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 58 543 €,*

- *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 11 000 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises
Conseil municipal du 24 septembre 2018

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
ASL Robertsau	Soutien à la gestion du centre sportif de la Robertsau	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Association des Courses de Strasbourg Europe	Soutien à l'organisation de la 9e édition de « La Strasbourgeoise » dimanche 7 octobre 2018 dans le cadre de l'opération « Ruban Rose-le cancer du sein Parlons-en »	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	Soutien aux activités du club	2 000 €	2 000 €	-
Ballet Nautique de Strasbourg	Soutien à l'organisation du gala annuel de l'association au centre nautique de Schiltigheim du 30 novembre au 2 décembre 2018	2 500 €	2 000 €	2 000 €
Club sportif de Hautepierre	Soutien à l'organisation du rendez-vous au Parc des sports le samedi 15 septembre 2018	1 000 €	1 000 €	-
FC Kronenbourg	Soutien aux activités du club	1 220 €	1 220 €	-
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	Soutien aux activités du club	3 000 €	3 000 €	-
International Meinau Académie	Soutien au démarrage du club	10 000 €	10 000 €	-
Société Ouvrière des Arts et Sports Robertsau	Soutien au règlement des charges énergétiques	1 500 €	1 500 €	-

73

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Subventions complémentaires de fonctionnement aux clubs sportifs : dispositif d'aide à la formation.

La présence des clubs dans les quartiers est un atout important du développement de l'activité sportive et du vivre ensemble. La ville de Strasbourg, en partenariat avec l'Office des sports, soutient ces associations dans le but d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la charte du sport (favoriser l'accès aux pratiques sportives pour le plus grand nombre, développer l'apprentissage et le respect des lois et règlements…).
Ainsi, dans le cadre de sa démarche volontariste en faveur des acteurs du monde sportif, la Ville de Strasbourg contribue financièrement au développement de ces clubs amateurs.

La formation des dirigeants et éducateurs étant indispensable aux projets de développement des clubs sportifs, la ville de Strasbourg a mis en place un dispositif spécifique d'aide à la formation permettant d'améliorer la qualité d'accueil et d'encadrement des sportifs.

Cette aide est allouée selon les principes suivants :
- formation des éducateurs pour un diplôme d'Etat, un diplôme fédéral ou un diplôme dans l'animation à vocation sportive ;
- formation des dirigeants à la vie associative ;
- formation des encadrants administratifs ;
- formation citoyenne, valeurs du sport.

Les clubs suivants sont concernés par ce dispositif pour un montant total de 9 907 €

Club	**Subvention proposée**
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	900 €
Allez les Filles	2 310 €
AS Cheminots de Strasbourg (section ski)	510 €
Cercle d'Echecs de Strasbourg	158 €
Cercle de Badminton de Strasbourg	100 €
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	605 €
Club Alpin Français	1 452 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	1 809 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	723 €
PK Stras	110 €

Skieurs de Strasbourg	55 €
Société de Gymnastique Cronenbourg	160 €
Société de Gymnastique et de Sports la Strasbourgeoise	1 015 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention pour chacune des associations sportives référencée ci-dessous pour un montant total de ***9 907 €***

Club	***Subvention proposée***
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	*900 €*
Allez les Filles	*2 310 €*
AS Cheminots de Strasbourg (section ski)	*510 €*
Cercle d'Echecs de Strasbourg	*158 €*
Cercle de Badminton de Strasbourg	*100 €*
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	*605 €*
Club Alpin Français	*1 452 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*1 809 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	*723 €*
PK Stras	*110 €*
Skieurs de Strasbourg	*55 €*
Société de Gymnastique Cronenbourg	*160 €*
Société de Gymnastique et de Sports la Strasbourgeoise	*1 015 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 415 / 6574 / 8070 / SJ03 B du Budget Primitif 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 20 000 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 24 septembre 2018

Dispositif Aide à la formation

Nom Club	Montant demandé	Subvention proposée	n – 1
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	900 €	900 €	-
Allez les Filles	2 310 €	2 310 €	350 €
AS Cheminots de Strasbourg (section ski)	510 €	510 €	-
Cercle d'Echecs de Strasbourg	158 €	158 €	183 €
Cercle de Badminton de Strasbourg	100 €	100 €	50 €
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	605 €	605 €	-
Club Alpin Français	1 452 €	1 452 €	500 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	1 809 €	1 809 €	1 450 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	723 €	723 €	-
PK Stras	110 €	110 €	-
Skieurs de Strasbourg	55 €	55 €	-
Société de Gymnastique Cronenbourg	160 €	160 €	330 €
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	1 015 €	1 015 €	163 €

74

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Subventions complémentaires de fonctionnement aux clubs sportifs : dispositif d'aide aux clubs propriétaires de leurs installations.

La présence des clubs dans les quartiers est un atout important du développement de l'activité sportive. La ville de Strasbourg, en partenariat avec l'Office des sports, soutient ces associations dans le but d'atteindre les objectifs fixés par la politique sportive municipale (favoriser l'accès aux pratiques sportives pour le plus grand nombre, développer l'apprentissage et le respect des lois et règlements…).

Dans le cadre de sa démarche volontariste en faveur des acteurs du monde sportif, la ville de Strasbourg contribue au développement de ces clubs amateurs. Il est ainsi proposé de soutenir les clubs propriétaires de leurs installations sportives pour tendre vers une équité de traitement avec les clubs bénéficiant d'installations municipales. La Ville participe, à ce titre, aux charges spécifiques que les associations sportives supportent pour les installations dont elles sont propriétaires.

Les clubs éligibles à ce dispositif répondent ainsi aux trois critères suivants :
- les installations sportives concernées sont situées sur le ban communal strasbourgeois.
- le club s'acquitte d'une taxe foncière pour les installations sportives concernées (prise en compte de la part communale et des frais de gestion) et d'une assurance propriétaire.
- le club compte au minimum 50 licenciés.

Les clubs suivants sont concernés par ce dispositif :

Nom club	Subvention proposée
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	1 370 €
Alsatia Neuhof Stockfeld	670 €
Association Sportive Electricité de Strasbourg	3 000 €
Aviron Strasbourg 1881	2 300 €
Cercle Nautique Ill Club	2 160 €
Rowing Club de Strasbourg	2 790 €
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	5 730 €
Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	1 150 €
Société Nautique 1887 Strasbourg	710 €
Strasbourg Sud Handball – La Famille	1 260 €
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	2 430 €
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	1 430 €

TOTAL	**25 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention pour chacune des associations sportives référencée ci-dessus pour un montant total de ***25 000 €***

Nom club	***Subvention proposée***
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	*1 370 €*
Alsatia Neuhof Stockfeld	*670 €*
Association Sportive Electricité de Strasbourg	*3 000 €*
Aviron Strasbourg 1881	*2 300 €*
Cercle Nautique Ill Club	*2 160 €*
Rowing Club de Strasbourg	*2 790 €*
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	*5 730 €*
Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	*1 150 €*
Société Nautique 1887 Strasbourg	*710 €*
Strasbourg Sud Handball – La Famille	*1 260 €*
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	*2 430 €*
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	*1 430 €*
TOTAL	***25 000 €***

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 415 / 6574 / 8069 / SJ03 B du Budget Primitif 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève 60 000 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 24 septembre 2018

Dispositif d'aide aux clubs propriétaires de leurs installations sportives

Dénomination de l'Association	**Montant sollicité**	**Montant proposé**	**Montant octroyé N-1**
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	1 370 €	1 370 €	1 800 €
Alsatia Neuhof Stockfeld	670 €	670 €	500 €
Association Sportive Electricité de Strasbourg	3 000 €	3 000 €	3 600 €
Aviron Strasbourg 1881	2 300 €	2 300 €	2 700 €
Cercle Nautique Ill Club	2 200 €	2 200 €	2 200 €
Rowing Club de Strasbourg	2 790 €	2 790 €	
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	5 730 €	5 730 €	6 100 €
Société de gymnastique La Concorde Robertsau	1 150 €	1 150 €	1 400 €
Société Nautique 1887 Strasbourg	710 €	710 €	
Strasbourg Sud Handball – la Famille	1 260 €	1 260 €	1 550 €
Union sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	2 430 €	2 430 €	3 900 €
Union sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	1 430 €	1 430 €	1 250 €

75

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Sports de haut niveau collectifs : conventions d'actions sociales avec les SAS Strasbourg Eurométropole Handball et Etoile Noire pour la saison sportive 2018/2019.

Dans le cadre de sa politique sportive la Ville encourage les clubs à accéder et à évoluer au plus haut niveau. En effet, le sport de haut niveau contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité, constitue un modèle à suivre pour la jeunesse et permet le développement des disciplines sportives sur l'ensemble du territoire.

Conformément au Code du sport, les subventions au titre de la saison sportive 2018-2019 pour la SAS SEHB (Strasbourg Eurométropole Hand-ball) et la SAS Etoile Noire viennent en appui d'actions d'intérêt général proposées par les clubs et font l'objet de conventions spécifiques annexées au présent rapport.

Ces actions d'intérêt général portent sur trois domaines :
- la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis dans les centres de formation agréés,
- la participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale (envers les enfants, les personnes en situation de handicap ou en difficultés sociales…),
- la sensibilisation aux valeurs du fair-play et la prévention des violences dans les enceintes sportives.

Il vous est ainsi proposé d'approuver :
- les conventions d'actions sociales pour la saison 2018-2019 mises en place avec les SAS SEHB et Etoile Noire annexées au présent rapport,
- le soutien financier global pour la saison 2018-2019 prévu dans chaque convention, à savoir :
  - 240 000 € pour la SAS SEHB,
  - 285 000 € pour la SAS Etoile Noire.

Une première tranche de 50 % est proposée dans le présent rapport. Le solde sera proposé sur le budget 2019.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les documents administratifs et financiers que sont
les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos,
le budget prévisionnel de l'année sportive 2018/2019,
le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par
les collectivités territoriales l'année sportive précédente,
le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des
subventions demandées, consultables au service Vie sportive
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les conventions d'actions sociales 2018-2019 des SAS SEHB et Etoile Noire annexées au présent rapport*

- *le versement d'une 1ère tranche de subvention au titre de la saison 2018-2019 pour les SAS SEHB et ETOILE NOIRE :*

***Strasbourg Eurométropole Handball (SEHB) SAS** soutien aux actions d'intérêt général (total subvention 2018/2019 : 240 000 €)*	*120 000 €*
***Etoile Noire SAS** soutien aux actions d'intérêt général (total subvention 2018/2019 : 285 000 €)*	*142 500 €*

décide

l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 40 / 6574 / 8060 / SJ03C du budget 2018 dont le montant avant le présent Conseil s'élève à 360 200 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

CONVENTION FINANCIERE

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG
représentée par M. Roland RIES, le Maire

ET

LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
ETOILE NOIRE
(dénommée la SAS Etoile Noire ci-après)
dont le siège est sis
5 Avenue de la Paix - 67100 STRASBOURG

représentée par M. Jean-Paul HOHNADEL, le Président

Vu la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2018

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg, s'engage à soutenir financièrement les missions d'intérêt général développées par la SAS Etoile Noire.

A cet effet, la Ville et la SAS Etoile Noire concluent une convention financière pour la mise en place de diverses activités d'intérêt général, conformément aux textes en vigueur dans le code du sport.

Article 1. Objet

La SAS Etoile Noire s'engage à travers le hockey sur glace de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant :

- la participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- la mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les installations sportives lors de manifestations sportives.

Article 2. Durée et renouvellement

La présente convention est établie au titre de la saison sportive 2018-2019. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément selon une forme écrite.

Article 3. Engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser à la SAS Etoile Noire une subvention d'un montant total de 285 000 **€** TTC (Deux cent quatre-vingt-cinq mille euros toutes taxes comprises), pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2018-2019.

Article 4. Obligations de la SAS Etoile Noire

Dans le cadre de l'aide financière allouée, la SAS Etoile Noire s'oblige à effectuer les actions sociales suivantes :

CHAPITRE I – ACTIONS D'INTERET GENERAL

I) Rencontre avec les joueurs de l'équipe « 1 »

Organisation d'une séance de dédicaces et d'échange pour tout public, avec l'ensemble de l'effectif de l'équipe et le staff technique samedi 1er septembre 2018 sur la place Kleber pendant la Rentrée des Sports.

La valorisation de cette mission s'élève à 26 000 €
Montant alloué : ..... 20 000 € TTC

Participation des joueurs à la manifestation « Evadez-vous au Parc des Sports !, un rendez-vous sport-citoyen » ainsi qu'à l'inauguration du nouveau terrain synthétique du centre sportif de Hautepierre samedi 15 septembre 2018

La valorisation de cette mission s'élève à 8 000 €
Montant alloué : ..... 6 000 € TTC

II) Actions envers les titulaires de la carte du bénévole

La SAS Etoile Noire accueillera lors de chaque rencontre disputée à domicile, dans le cadre du Championnat de la Ligue Magnus, 50 titulaires maximum de la carte du bénévole sportif strasbourgeois.
La valorisation de cette mission s'élève à 18 000 €
Montant alloué : ..... 14 000 € TTC

Les joueurs de l'Etoile Noire participeront à 2 visites culturelles des musées avec les bénévoles sportifs strasbourgeois. Les visites se dérouleront durant les trêves IIHF (International Ice Hockey Fédération)
La valorisation de cette mission s'élève à 12 000 €
Montant alloué : ..... …….9 000 € TTC

III) Animations lors de séances grand public

Lors de 6 séances publiques de patinage, le club organise une activité découverte (mise en place, gestion des groupes, animations…). Les séances seront programmées pendant les trêves IIHF.

La valorisation de cette mission s'élève à 110 000 €
Montant alloué : ..... 85 500 € TTC

IV) Rencontres/animations avec les jeunes des centres sociaux-culturels, collèges et organismes de formation

Présentation d'un parcours de sportif de haut-niveau, débat et initiation lors de 4 séances en fin de saison sportive avec les joueurs pour des collégiens (mise en place, gestion des groupes, animations…).
La valorisation de cette mission s'élève à 80 000 €
Montant alloué : . …….60 000 € TTC

Présentation d'un parcours de sportif de haut-niveau, débat et invitation à un match à domicile pour les étudiants de l'EPIDE.
La valorisation de cette mission s'élève à 15 000 €
Montant alloué : . …….10 500 € TTC

V) Action dans le cadre de « Strasbourg aime ses étudiants »

La SAS Etoile Noire accueillera 200 étudiants lors de 3 rencontres de Ligue Magnus à domicile. Le coup d'envoi du match sera donné par un étudiant et des annonces micro présenteront le partenariat.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 30 000 €
Montant affecté : .....22 000 € TTC

VI) Match des « solidarités »

La SAS Etoile Noire accueillera 200 personnes bénéficiaires de l'action sociale de la collectivité lors de 2 rencontres placées sur le thème des solidarités. Le coup d'envoi du match sera donné par un bénéficiaire et des annonces micro présenteront le partenariat

La valorisation de cette mission s'élève à 20 000 €
Montant affecté : ..... 15 000 € TTC

VII) Lutte contre le cancer du sein

Dans le cadre du mois d'octobre rose et des actions d'information sur le dépistage précoce du cancer du sein, une large sensibilisation sur ce thème est mis en place lors d'une rencontre disputée à domicile. Les joueurs porteront un ruban rose et des rubans roses seront distribués aux spectateurs. Des bénéficiaires d'organismes de lutte contre le cancer du sein seront invités et des annonces au micro présenteront le partenariat.

La valorisation de cette mission s'élève à 10 000 €
Montant de la somme allouée : ..... 7 500 € TTC

VIII) Action envers les personnes en situation de handicap

La SAS Etoile Noire accueillera une délégation de personnes en situation de handicap (moteur et/ou mental) lors d'une rencontre de Ligue Magnus à domicile. Le coup d'envoi du match sera donné par un bénéficiaire et des annonces micro présenteront le partenariat.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 10 000 €
Montant affecté : .....7 500 € TTC

CHAPITRE II – ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR-PLAY

Ces actions sont destinées à sensibiliser le public et les joueurs à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme dans les stades. A cet effet les actions ci-dessous seront menées au cours de la saison sportive, à savoir :

1) <u>Mise en place de panneaux dans l'entrée de la patinoire</u>

Deux roll-up ou panneaux seront installés dans l'entrée principale de la patinoire avec le slogan « l'Etoile Noire s'engage aux côtés de Strasbourg, Capitale du fair-play » lors de tous les matchs disputés à domicile.

La valorisation de cette mission s'élève à 18 000 €
Montant alloué : ..... 13 000 € TTC

*2) **Les journées du fair-play***

Un jeune du centre de formation habillé aux couleurs du club lit sur l'aire de jeu, la charte avant le début de chacune des 4 rencontres de championnat à forte affluence à domicile.

La valorisation de cette mission s'élève à 10 000 €
Montant alloué : ..... 7 500 € TTC

*3) **Lutte contre la discrimination :***

Dans le cadre des « semaines de l'égalité et de la lutte contre les discriminations » une large sensibilisation, sur les discriminations dans le sport est mise en place lors d'un match disputé à domicile pendant cette période.

La SAS Etoile Noire par son rayonnement national peut faire véhiculer un message important sur la lutte contre toutes formes de discrimiantion dans le sport. L'expo-qizz sera installée au niveau du hall d'entrée pour sensibiliser les spectateurs qui viendront assister au match. Des annonces micro seront réalisées pour l'ensemble des spectateurs du match

La valorisation de cette mission s'élève à 10 000 €
Montant de la somme allouée : ..... 7 500 € TTC

Article 5. Conditions et modalités financières

Le budget prévisionnel pour la réalisation des actions sociales s'élève à **377 000 €**. Le montant de l'aide financière affectée par la collectivité pour la réalisation de l'ensemble de ses actions s'élève à la somme de **285 000 €.**

L'aide financière sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 50 % après le vote du Conseil Municipal et signature par les deux parties de la présente convention ;
- 45 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2019
- 5 % en fin de saison sportive après transmission des documents administratifs et financiers exigés à l'article 6.

Article 6. Engagements de la SAS Etoile Noire

La SAS Etoile Noire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la Ville de Strasbourg, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de la SAS Etoile Noire.

➢ à fournir, à l'appui de leurs demandes de subventions :

- le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
- les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
- un document indiquant l'utilisation prévisionnelle prévue des subventions sollicitées ;
- un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, la SAS Etoile Noire fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra ses statuts actualisés.

Article 7. Montants des sommes à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en exécution des missions d'intérêt général (montants prévisionnels) ou de prestations de service

La SAS Etoile Noire s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales et de leur groupement.

Montant des subventions prévisionnelles en faveur de la SAS Etoile Noire

- subvention de la Région ..... montant : ..... 135 000 €
- subvention du CD 67 ..... montant : ..... 0 €
- subvention de la Ville de Strasbourg ..... montant : ..... 285 000 €
- subvention de l'Eurométropole. ..... montant : ..... 0 €

TOTAL : .....420 000 € TTC

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de la SAS Etoile Noire s'élève à la somme de **420 000 €** (plafond maximum cf. décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€)

Montant des sommes prévisionnelles en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS Etoile Noire

- partenariat avec la Région montant : ..... 35 000 **€**
- partenariat avec le CD 67 ..... montant : ..... 0 **€**
- partenariat avec la Ville de Strasbourg ..... montant : ..... 0 €
- partenariat avec l'Eurométropole. ..... montant : ..... 155 500 **€**

TOTAL : .....190 500 € TTC

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS Etoile Noire s'élève à la somme de **190 500 €** (plafond maximum cf. décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 8. Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9. Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 10. Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal compétent du ressort territorial de Strasbourg.

Article 11. Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

Article 12. Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

Fait en triple exemplaire
à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg **le Maire**	**Pour la SAS Etoile Noire** **le Président**
M. Roland RIES	**M. Jean-Paul HOHNADEL**

CONVENTION FINANCIERE

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG
représentée par M. Roland RIES, le Maire

ET

LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
STRASBOURG EUROMETROPOLE HANDBALL
(dénommée la SAS SEHB)
dont le siège est sis
212 route de la Wantzenau - 67100 STRASBOURG

représentée par M. Eric LONCHAMPT, le Président

Vu la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2018

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

La ville de Strasbourg, s'engage à soutenir financièrement les missions d'intérêt général développées par la SAS SEHB.

A cet effet, la Ville et la SAS SEHB concluent une convention financière pour la mise en place de diverses activités d'intérêt général, conformément aux textes en vigueur dans le code du sport.

Article 1. Objet

La SAS SEHB s'engage à travers le handball de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant :

- la participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- la mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les installations sportives lors de manifestations sportives.

Article 2. Durée et renouvellement

La présente convention est établie au titre de la saison sportive 2018-2019. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément selon une forme écrite.

Article 3. Engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser à la SAS SEHB une subvention d'un montant total de 240 000 **€** (deux-cents quarante mille euros) pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2018-2019.

Article 4. Obligations de la SAS SEHB

Dans le cadre de l'aide financière allouée, la SAS SEHB s'oblige à effectuer les actions sociales suivantes :

CHAPITRE I – ACTIONS D'INTERET GENERAL

Pour la 1ère partie du championnat 2018-2019 (septembre à décembre 2018)

I) Invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue pour des partenaires sportifs et socioculturels à destination des jeunes

La SAS SEHB offrira 2 040 places (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue aux partenaires suivants :

- CSC Marais : 30 places pour 6 matchs, soit 180 places
- CSC Escale : 30 places pour 6 matchs, soit 180 places
- CSC Cronenbourg : 30 places pour 6 matchs, soit 180 places
- Ecole de la Robertsau : 30 places pour 2 matchs, soit 60 places
- Billets pour la carte du bénévole de la ville de Strasbourg : 50 places pour 6 matchs, soit 300 places

La valorisation de cette action s'élève à 14 880 €
Montant alloué : .....10 416 €

II) Actions envers les enfants accueillis par l'association Adèle de Glaubitz

La SAS SEHB engagera un partenariat avec l'association Adèle de Glaubitz qui accueille plusieurs centaines d'enfant défavorisés, en difficulté sociale, orphelins ou en situation de handicap. Ce partenariat comprendra notamment :

- invitation avec accueil personnalisé aux matchs de la SAS SEHB (20 places pour 6 matchs, soit 120 places).

La valorisation de cette action s'élève à 1 200 €
Montant alloué : .....1 080 €

III) Organisation d'un tournoi sportif pour les écoles élémentaires de la Robertsau

La SAS SEHB organisera à l'automne 2018 un tournoi de handball entre 4 écoles élémentaires du quartier Robertsau. Cette action comprendra notamment :

- Une journée d'animation organisée dans chaque école participante (rencontres sportives, interviews joueurs SEHB, séance dédicaces, collation…)
- Un rassemblement pour une finale inter-école
- Invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue : 80 places pour 6 matchs pour les 4 écoles participant au tournoi, soit 1 920 places.

La valorisation de cette action s'élève à 39 200 €
Montant affecté : ..... 35 280 €

IV) Organisation d'une séance de dédicaces de l'équipe de Proligue

Cette opération a lieu pendant la Rentrée des sports le 1er septembre 2018. Cette action est ouverte à tout le public présent. Les joueurs sont à la disposition du public pour des interviews, des prises de photographies et des signatures du poster de l'équipe professionnelle, fournis par la SAS SEHB, pendant au moins une heure.

La valorisation de cette action s'élève à 10 000 €
Montant affecté : ..... 9 000 €

V) Invitation de jeunes des clubs de handball du territoire

La SAS SEHB invitera des jeunes d'autres clubs de handball du territoire : 3 clubs invités à hauteur de 45 billets pour 6 matchs (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue, soit 810 places.

La valorisation de cette action s'élève à 8 100 €
Montant affecté : ..... 7 290 €

VI) Participation au tournoi des jeunes Brasseurs

La SAS SEHB participera au tournoi des jeunes brasseurs, manifestation rassemblant plusieurs centaines de jeunes licenciés de handball. Ce partenariat comprendra notamment :

- Intervention de tous les joueurs de l'équipe 1 sur les 4 salles pendant la durée du tournoi.

La valorisation de cette action s'élève à 20 000 €
Montant affecté : ..... 18 000 €

VII) Actions envers différents publics

La SAS SEHB effectuera des actions auprès des publics suivants :
- Etudiants : invitation de 50 étudiants sur 6 matchs à domicile de Proligue, soit 300 places, dans le cadre de l'opération « Strasbourg aime ses étudiants ».
- Bénéficiaires de la carte du bénévole : 2 visites « coup de cœur » de musées de la ville de Strasbourg seront effectuées en présence de 2 à 3 joueurs de l'équipe évoluant en Proligue avec des bénéficiaires de la carte du bénévole.
- Handicapés lourds : 10 séances en présence de joueurs de l'équipe évoluant en Proligue seront organisées auprès de personnes en situation de handicap lourd.
- Bénéficiaires sociaux : en lien avec le centre communal d'action sociale, le club invitera 200 personnes à 1 match à domicile de Proligue.

La valorisation de cette action s'élève à 40 000 €
Montant affecté : ..... 36 000 €

Pour la 2ème partie du championnat 2018-2019 (janvier à juin 2018)

I) Invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue pour des partenaires sportifs et socioculturels à destination des jeunes

La SAS SEHB offrira 1 190 places (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue aux partenaires suivants :
- CSC Marais : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- CSC Escale : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- CSC Cronenbourg : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- CSC Fossé des Treize : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- Office des Sports : 50 places pour 7 matchs, soit 350 places

La valorisation de cette action s'élève à 14 280 €
Montant alloué : .....12 852 €

II) Actions envers les enfants accueillis par l'association Adèle de Glaubitz

La SAS SEHB engagera un partenariat avec l'association Adèle de Glaubitz qui accueille plusieurs centaines d'enfant défavorisés, en difficulté sociale, orphelins ou en situation de handicap. Ce partenariat comprendra notamment :
- invitation avec accueil personnalisé aux matchs de la SAS SEHB (20 places pour 7 matchs, soit 140 places).

La valorisation de cette action s'élève à 1 400 €
Montant alloué : .....1 260 €

III) Invitation de jeunes des clubs de handball du territoire

La SAS SEHB invitera des jeunes d'autres clubs de handball du territoire : 7 clubs invités à hauteur de 50 billets pour 7 matchs (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue, soit 2 450 places.

La valorisation de cette action s'élève à 24 500 €
Montant affecté : ..... 22 050 €

IV) Organisation d'un tournoi sportif pour les écoles élémentaires de la Robertsau

La SAS SEHB organisera un tournoi de handball avec les primaires du quartier Robertsau. Cette action comprendra notamment :
- une journée d'animation organisée dans chaque école participante en présence de 4 joueurs de l'équipe évoluant en Proligue (rencontres sportives, interviews joueurs SEHB, séance dédicaces, collation…),
- un rassemblement pour une finale inter-école,
- invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue : 100 places pour 7 matchs pour les 4 écoles participant au tournoi, soit 3 200 places.

La valorisation de cette action s'élève à 93 700 €
Montant affecté : ..... 84 330 €

CHAPITRE II – ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR-PLAY

Ces actions sont destinées à sensibiliser le public et les joueurs à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme dans les équipements sportifs. A cet effet l'action ci-dessous sera menée :
- des messages de sensibilisation seront délivrés au micro à chaque match à domicile (avant le coup d'envoi, durant les temps morts et à la mi-temps).

La valorisation de cette mission s'élève à 2 600 €
Montant de la somme allouée : ..... 2 340 € TTC

Article 5. Conditions et modalités financières

Le budget prévisionnel pour la réalisation des actions sociales s'élève à **269 860 €**. Le montant de l'aide financière affectée par la collectivité pour la réalisation de l'ensemble de ces actions s'élève à la somme de **240 000 €**

L'aide financière sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 50 % après le vote du Conseil Municipal et signature par les deux parties de la présente convention ;
- 45 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2019
- 5 % dès que le service Vie sportive sera en possession des documents administratifs et financiers exigés à l'article 6.

Article 6. Engagements de la SAS SEHB

La SAS SEHB s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la Ville de Strasbourg, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de la SAS SEHB.

- à fournir, à l'appui de leurs demandes de subventions :
  - le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
  - les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
  - un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions sollicitées ;
  - un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, la SAS SEHB fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra ses statuts actualisés.

Article 7. Montants des sommes à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en exécution des missions d'intérêt général (montants prévisionnels) ou de prestations de service

La SAS SEHB s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales et de leur groupement.

Montant des subventions prévisionnelles en faveur de la SAS SEHB

- subvention de la Région	montant :	150 000 €
- subvention de la Ville de Schiltigheim	montant :	85 000 €
- subvention du CD 67	montant :	0 €
- subvention de la Ville de Strasbourg	montant :	240 000 €
	TOTAL :	**475 000 € TTC**

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de la SAS SEHB s'élève à la somme de 475 000 € (plafond maximum cf. décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€)

Montant des sommes prévisionnelles en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS SEHB

- partenariat avec la Région	montant :	0 €
- partenariat avec le CD 67	montant :	0 €
- partenariat avec la Ville de Strasbourg	montant :	0 €
- partenariat avec l'Eurométropole.	montant :	60 000 €
	TOTAL :	**60 000 € TTC**

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec l'association ou la société qu'elle constitue, s'élève à la somme de 60 000 € (plafond maximum cf. décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 8. Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9. Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 10. Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal compétent du ressort territorial de Strasbourg.

Article 11. Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

Article 12. Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

Fait en triple exemplaire
à Strasbourg, le

Pour la ville de Strasbourg **le Maire**	**Pour la SAS SEHB** **le Président**
M. Roland RIES	**M. Eric LONCHAMPT**

76

Délibération au Conseil Municipal du lundi 24 septembre 2018

Versement de subventions au titre du haut niveau individuel - conventions de parrainage 2018-2019 avec les athlètes en préparation aux compétitions mondiales.

Dans le cadre de sa politique sportive de haut niveau, la Ville souhaite soutenir les efforts des clubs et des athlètes évoluant au plus haut niveau national et international. Dans le cadre de sa nouvelle charte du sport issue de la délibération du 21 mars 2016, la ville de Strasbourg souhaite ainsi apporter son soutien aux athlètes pratiquant un sport individuel et participant aux compétitions européennes ou mondiales, avec pour objectif final la participation aux Jeux olympiques.

A ce titre des conventions de parrainage sont proposées pour la saison 2018-2019 aux athlètes sélectionnés par la collectivité au vu de leurs parcours et de leurs ambitions sportives. 3 objectifs sportifs ont ainsi été retenus :
- Médaille aux JO de Tokyo 2020
- Participation aux JO de Tokyo 2020
- Participation aux JO de Paris 2024 (été) ou Pékin 2022 (hiver)

18 athlètes sont concerné-es par ce dispositif pour la saison sportive 2018/2018.

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	6 000 €
BAURES Thomas (ASPTT - badminton)	1 500 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT PCS - plongeon)	3 000 €
BOUZID Ismaël (Eurométropole Strasbourg taekwondo)	3 000 €
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	3 000 €
CHRISTOPHEL Marie (ASPTT - haltérophilie)	1 500 €
EL-BOUAJAJI Mohamed-amine (Strasbourg Agglomération Athlétisme - athlétisme)	1 500 €
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg - ski)	1 500 €
HESTROFFER Jade (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	1 500 €
JENKINS Maureen (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	3 000 €
KEITA Tanou (ASPTT - judo)	3 000 €
LEMBACH Charlotte (Strasbourg Université Club - escrime)	6 000 €

MALLIEN Clara (Eurométropole Strasbourg Taekwondo)	3 000 €
MURESAN Alexia (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	1 500 €
NOUTCHA Sarah (Strasbourg Université Club - escrime)	1 500 €
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	3 000 €
SEGAULT Tom (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 500 €
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 500 €

Le montant total de ces aides financières s'élève à la somme de 46 500 €.

Ces aides financières seront versées directement à chaque athlète. Elles sont destinées à compenser certaines dépenses à la charge des athlètes, telles que frais de déplacement, stages supplémentaires non pris en charge par les fédérations ou les clubs, achat de matériel…

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve,

le versement de subventions, pour un montant total de 46 500 €, aux athlètes en préparation aux compétitions internationales ;

18 athlètes sont concerné-es par ce dispositif pour la saison sportive 2018/2019.

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	*6 000 €*
BAURES Thomas (ASPTT - badminton)	*1 500 €*
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT PCS - plongeon)	*3 000 €*
BOUZID Ismaël (Eurométropole Strasbourg taekwondo)	*3 000 €*
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*3 000 €*
CHRISTOPHEL Marie (ASPTT - haltérophilie)	*1 500 €*
EL-BOUAJAJI Mohamed-amine (Strasbourg Agglomération Athlétisme - athlétisme)	*1 500 €*
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg - ski)	*1 500 €*
HESTROFFER Jade (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	*1 500 €*
JENKINS Maureen (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	*3 000 €*
KEITA Tanou (ASPTT - judo)	*3 000 €*
LEMBACH Charlotte (Strasbourg Université Club - escrime)	*6 000 €*
MALLIEN Clara (Eurométropole Strasbourg Taekwondo)	*3 000 €*
MURESAN Alexia (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	*1 500 €*
NOUTCHA Sarah (Strasbourg Université Club - escrime)	*1 500 €*
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	*3 000 €*

SEGAULT Tom (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*1 500 €*
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*1 500 €*

décide

l'imputation d'un montant de 46 500 € sur la ligne budgétaire SJ0C3 / 6574 / 8061 / 40 du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 99 131 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 septembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 septembre 2018

Versement de subventions au titre du haut niveau individuel
Conventions de parrainage 2018-2019 avec les athlètes

Le montant total de ces aides financières s'élève à la somme de 46 500 €.

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	6 000 €
BAURES Thomas (ASPTT - badminton)	1 500 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT PCS - plongeon)	3 000 €
BOUZID Ismaël (Eurométropole Strasbourg taekwondo)	3 000 €
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	3 000 €
CHRISTOPHEL Marie (ASPTT - haltérophilie)	1 500 €
EL-BOUAJAJI Mohamed-amine (Strasbourg Agglomération Athlétisme - athlétisme)	1 500 €
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg - ski)	1 500 €
HESTROFFER Jade (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	1 500 €
JENKINS Maureen (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	3 000 €
KEITA Tanou (ASPTT - judo)	3 000 €
LEMBACH Charlotte (Strasbourg Université Club - escrime)	6 000 €
MALLIEN Clara (Eurométropole Strasbourg Taekwondo)	3 000 €
MURESAN Alexia (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	1 500 €
NOUTCHA Sarah (Strasbourg Université Club - escrime)	1 500 €
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg - natation synchronisée)	3 000 €
SEGAULT Tom (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 500 €
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 500 €